Archives des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire

Guide des sources

Mis à jour le 6 mai 2026

- **Ce guide, crée et régulièrement mis à jour par le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP), recense les fonds d'archives émanant de personnes privées : associations nationales, territoriales et militant.e.s de jeunesse et d'éducation populaire. Les archives émanant de personnes publiques – ministères, services de l'État, opérateurs nationaux – ne sont évoquées qu'à titre secondaire, à l'exception des associations chargées d'une mission de service public. Ces fonds doivent être recherchés auprès des services d'archives concernés – archives nationales et départementales.**

- **Le recensement des fonds et la rédaction des notices ont été menés entre 2004 et 2012 par Gaëtan Sourice et Marie Pontoire, archivistes du PAJEP, ainsi que Stéphanie Rivoire, attachée de conservation aux Archives départementales du Val-de-Marne. Ils ont été poursuivis par Valère Milot (2015-2017) et Jonathan Landau (2017-2020), archivistes du PAJEP, puis par Yacine Haydar (2021), Inès Roiland (2022) et Vincent Donstetter (2023), stagiaires au PAJEP.**

- **La réalisation du Guide des sources a bénéficié du suivi scientifique de Valérie Brousselle, directrice des Archives départementales du Val-de-Marne, des recommandations de Claire Sibille, conservateur, pour ce qui concerne la normalisation, de l'appui technique et informatique, de Valérie Poinsotte.**

- **De nombreux collègues des services publics d'archives (archives nationales, archives départementales et archives municipales) et de services d'archives privés (instituts, associations, etc.) ont participé à la recension des fonds en signalant des fonds conservés dans leur institution ou en rédigeant eux-mêmes des notices. Nous tenons à les remercier de ce travail et les invitons à continuer à signaler les fonds dont ils auraient connaissance.**

Table des matières

PERSONNES MORALES 18

À cœur joie (ACJ) 19
A puissance 2 (A²) 20
Action catholique des enfants (ACE), fédération nationale 20
Action catholique des enfants (ACE) de Tarbes 22
Action catholique des enfants (ACE), site de Pau 23
Action catholique ouvrière (ACO) de Lille 23
Action d'urgence internationale (AUI) 25
Agence touristique départementale de la Savoie (ATDS) 26
Ajistes et campeurs de France (ACF) 27
Alliance des équipes unionistes de France (AEUF) 28
Alliance nationale des *Young men's christian association* (YMCA) France 29
Alpes de lumière (ADL) 31
Amis du service civil international (SCI), branche française 32
Amis du Service civil international (SCI), Commission Afrique Asie Amérique Latine des (SCI-CAAAL) 35
Amis du service civil international (SCI), délégation régionale Ile-de-France 36
Amis du service civil international (SCI), délégation régionale Midi-Pyrénées 37
Animation culturelle luçonnaise (ACL) 38
Animation et développement (AD) 39
Animation et développement, comité régional d'Ile-de-France (CRAD IDF) 39
Association animation, loisirs familiaux, action sociale (ALFA) 41
Association bourguignonne culturelle (ABC) 42
Association carte jeunes 43
Association catholique de la jeunesse française (ACJF) 44
Association catholique de la jeunesse française (ACJF) de Vendée 45
Association catholique de la jeunesse française (ACJF), groupe de Saint-Quentin-d'Aiglemont 46
Association Culture et Loisirs (ACL) de Saint-Pierre-lès-Elbeuf 46
Association culturelle tarnaise 48
Association d'éducation populaire de l'Aube (AEPA) 48
Association d'éducation populaire Sainte-Solange de Thaumiers 49
Association de cogestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes (COGEDEP) 50
Association de développement local du quartier Saint-Jean (ADELE), Beauvais 51
Association de la jeune fille, Montpellier 51
Association de la jeunesse rurale mosellane (AJRM) 52
Association de patronage des ouvriers chinois en France 53
Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ-social et socioculturel des MJC (AREGES) 54
Association de solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI) d'Aix-Marseille 55
Association départementale d'insertion des jeunes (ADIJ) de Belfort 56
Association départementale de développement culturel (ADDC) 56
Association départementale pour la diffusion et l'initiation musicale (ADDIM) 57
Association départementale pour le développement musical de la Charente (ADDM) ... 58
Association des anciens élèves de l'École des Roches et du Collège de Normandie (AERN) 58
Association des amis des CEMÉA de Paris 60
Association des amis du Musée aubois de l'histoire de l'éducation (AAMAHE) 61
Association des amis du Musée niçois des traditions scoutes 61
Association des amis du théâtre à Orléans 62
Association des centres sociaux et familiaux de Saint-Etienne 62
Association des évènements culturels et œuvres laïques de Belfort (ECOL) 63

Association des jeunes en vacances 64
Association des maisons de la culture 64
Association des usagers du centre social et culturel de la Ville-Haute de Bar-le-Duc 65
Association française des immigrés pour la formation et l'animation (AFIFA) 66
Association franc-comtoise de culture (AFCC) 66
Association « La Maison pour tous » 67
Association Louis Conlombant 68
Association nationale d'entraide féminine (ANEF) 70
Association nationale d'entraide féminine (ANEF) Provence 71
Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) 71
Association nationale des conseils municipaux d'enfants (ANCME) 73
Association nationale du cinéma pour la jeunesse (ANCEJ) 75
Association nationale du mouvement eucharistique des jeunes (MEJ) 76
Association nationale pour la promotion des équipements intégrés (ANPEI) 77
Association nationale pour le livre vivant (ANALIV) 80
Association nouvelle de réflexion et pour l'organisation de séjours pour enfants (ANROSE) 81
Association philanthropique savoisienne 82
Association philotechnique 83
Association pour l'action musicale (ASPAM) 84
Association pour la découverte du monde sous-marin (ADMS) 85
Association pour l'action culturelle en Haute-Normandie 86
Association pour l'équipement socioculturel des grands ensembles d'habitation de la région valentinoise 87
Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS) 88
Association pour la diffusion de la recherche et de l'action culturelle (ADRAC) 89
Association pour la promotion de l'action et de l'animation sociale (APRAS) 90
Association pour la promotion et l'intégration dans la région d'Angers (APTIRA) 91
Association pour le développement des relations intercommunautaires méditerranéennes (ADRIM) 92
Association pour le développement du sport de plein air (ADESPA) 93
Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles de Paris (AEFTI 75) 94
Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles de Seine-Saint-Denis (AEFTI 93) 95
Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles (AEFTI), fédération nationale 95
Association pour les équipements sociaux des nouveaux ensembles immobiliers (APES) 97
Association régionale d'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace (ARIENA) 98
Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'Éducation nationale (AROEVEN) de l'académie de Rennes 99
Association socio-éducative Alphonse Daudet (ASEAD), Aix-en-Provence 101
Association Troyes gymnique 101
Association Zellidja 102
Au fil de l'eau (AFE) 105
Auberge de jeunesse de Tours 106
Auberge de jeunesse du Nord 107
Auberges de jeunesse du monde nouveau 107
Auberges françaises de la jeunesse (AFJ) 108
Avenir et joie – jeunesse ouvrière chrétienne (AEJ-JOC), fédération nationale 110
Bureau d'application des sciences sociales et de l'éducation populaire à l'industrie (BASSEPI) 111
Bureau d'études culturelles (BEC) 112
Bureau d'accueil et de rencontres (BAR) 112
Bureau des voyages de la jeunesse (BVJ) 113
Bureau d'études jeunesse et éducation populaire (BEJEP) 113

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) 115
Bureau international catholique de l'enfance (BICE) 116
Cabinet d'architecture Guy Vacheret (Palaiseau) 118
Camarades de la route (CDR) 118
Cap France 120
Centre culturel de l'Yonne 121
Centre culturel des PTT de La Source 121
Centre culturel du Languedoc (CCL) 122
Centre culturel juif de Marseille Edmond Fleg 123
Centre d'étude et d'action sociale (CEAS) de la Sarthe 124
Centre d'étude et d'action sociale (CEAS) des Côtes-d'Armor 124
Centre d'études du protestantisme béarnais (CEPB) 125
Centre d'information politique, économique et sociale (CIPES) de Clermont-Ferrand 126
Centre d'animation Jean Vilar, Angers 127
Centre de culture ouvrière – Culture et liberté (CCOCL) des Bouches-du-Rhône 127
Centre de culture scientifique, technique et industrielle Agora des Sciences (CCSTI) de Marseille 128
Centre de développement et d'animation concertée du Territoire de Belfort (CDAC) 129
Centre de perfectionnement des responsables de groupes (CEPREG) 129
Centre de recherche sur l'éducation permanente et l'action culturelle (CREPAC) 130
Centre de recherches et d'information sur la littérature pour la jeunesse (CRILJ) 131
Centre de voyages de la jeunesse rurale (CVJR) – échanges internationaux 133
Centre d'échanges culturels internationaux (CECI) 134
Centre d'éducation de diffusion et de recherches culturelles (CEDIRC) 134
Centre d'initiation à la nature de Boult-aux-Bois 135
Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ) 136
Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA) 139
Centre laïque des auberges de la jeunesse dit CLAJ-Auvert 141
Centre national d'information, d'études et d'action sociale pour les jeunes travailleurs (CNJT) 142
Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Brenne-Berry 143
Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Gorre Menez 144
Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Touraine – Val-de-Loire 145
Centre social Belsunce Porte d'Aix, Marseille 147
Centre social de la Dame blanche, Saint-Etienne 147
Centre social de la Gravière de Beaunant, Sainte-Foy-lès-Lyon 148
Centre social de Ménival, Lyon 149
Centre social de Mermoz, Lyon 150
Centre social de Saint-Just, Lyon 151
Centre social de Sous-Paulat, Firminy 152
Centre social de Valbenoîte-Centre 2, Saint-Etienne 152
Centre social et culturel de Craponne 153
Centre social et culturel Pierrette Augier de Lyon-Vaise 153
Centre social et familial de la Ferrandière, Villeurbanne 154
Centre social Geoffroy-Guichard 155
Centre socioculturel du Point du jour, Lyon 156
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), association territoriale des Hauts-de-Seine 157
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), association de Haute-Normandie 158
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), association territoriale d'Auvergne 158
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), association nationale 159
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Association des amis des CEMÉA de Paris 166

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Centre de formation aux professions éducatives et sociales (CFPES) 166
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), comité d'entreprise 167
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Fédération des associations de gestion des centres de formation d'éducateurs 168
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Fédération internationale des CEMÉA (FICEMÉA) 169
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Jeunesse éducation loisirs (JEL) – Les amis des CEMÉA de Lyon 172
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Les éditions du Scarabée 173
Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), syndicat CGT des personnels 174
Centres sociaux de Saint-Chamond 174
Cercle Condorcet de Paris (CCDP) 175
Cercle Paul Bert 176
Chantiers de jeunesse, Amicale des anciens de la musique nationale des Chantiers de jeunesse de Châtelguyon 178
Chantiers de jeunesse, groupe de l'Isère 178
Chrétiens en forum 179
Chronique sociale de France 180
Cimade - Service œcuménique d'entraide (CIMADE) 183
Ciné-club angevin 184
Ciné-club carcassonnais 185
Ciné-club Les amis du 7ème art 185
Cinéma Lux, association d'éducation populaire 186
Club Connaître et Protéger la Nature (CPN) « La Sittelle » 187
Club des jeunes de l'an 2000 188
Colonie de vacances à Crouy-sur-Ourcq 189
Colonie scolaire - rue Amelot 190
Comité de coordination des associations d'échanges internationaux (CCAEI) 190
Comité de coordination des organisations laïques de jeunesse et d'éducation populaire (CCOLJEP) 191
Comité de coordination pour le service civil et les volontariats (CCSC-VOLONTARIATS) 192
Centre de découverte de la nature (CeDeNa) 194
Comité de développement d'espaces pour le jeu (Codej) 196
Comité de gestion des équipements socioculturels de l'agglomération de Laval (ESCAL) 197
Comité de liaison des écoles de moniteurs éducateurs (CLEME) 198
Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion (CLP) 199
Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP) 200
Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion Ile-de-France (CLAP IDF) 201
Comité de soutien aux objecteurs de conscience (CSOC) de Corbeil-Essonnes 202
Comité de soutien aux objecteurs de conscience d'Évry 203
Comité départemental de la vie associative (CDVA) de Belfort 204
Comité français du cinéma pour la jeunesse (CFCJ) 204
Comité national des institutions de loisirs et de culture populaire (CNILCP) 207
Comité national pour la défense et le développement des crédits de l'enseignement et de la culture 207
Comité pour les relations internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire françaises (CRIJEF) 208
Comité pour les relations internationales des associations françaises de jeunesse et d'éducation populaire (CRIF) 210
Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) 212

Comité pour nos gosses loisirs plus (CPNG) 214
Comités de lutte des objecteurs (CLO) 215
Compagnie Belfort loisir (CBL) 216
Compagnons bâtisseurs, association nationale (ANCB) 217
Commission centrale pour l'enfance (CEE) 219
Compagnons bâtisseurs, association régionale du Centre 220
Compagnons de France 221
Concordia (CONCORDIA) 223
Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF) 225
Confédération musicale des Ardennes (CFMA) 226
Confédération nationale des foyers ruraux (CNFR) 227
Confédération syndicale des familles (CSF) 228
Conférence internationale catholique du guidisme (CICG) 229
Conseil français de la jeunesse démocratique (CFJD) 230
Conseil français des mouvements de jeunesse (CFMJ) 231
Conseil protestant de la jeunesse (CPJ) 232
Consommation logement cadre de vie (CLCV) 233
Convention des villes pour les conseils de jeunes (CVCJ) 234
Coordination des fédérations de ciné-clubs (COFECIC) 235
COTRAVAUX – Réseau d'acteurs du travail volontaire 236
Creacop (CREACOP) 238
Culture et développement 238
Culture et liberté (CEL), association départementale d'Isère 240
Culture et liberté (CEL), association départementale de la Loire 241
Culture et liberté (CEL), association départementale de Moselle 242
Culture et liberté (CEL), association départementale du Nord 244
Culture et liberté (CEL), association départementale du Pas-de-Calais 245
Culture et liberté (CEL), fédération nationale 245
Culture et promotion 247
Culture et télévision 248
Diabolo Menthe 250
Domaine des Courmettes 251
Éclaireurs unionistes d'Oloron-Sainte-Marie 252
Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF), fédération nationale 253
Éclaireuses et éclaireurs de France, groupe de Bordeaux 254
Éclaireuses et éclaireurs de France, groupe de Dijon-Bourgogne 255
Éclaireuses et éclaireurs de France, région de Lyon 255
Éclaireuses et éclaireurs de France, région Provence 257
Éclaireuses et éclaireurs israélites de France (EEIF) 259
Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (EEUDF) 260
Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (EEUDF), groupe de Paris-Passy 262
École des cadres d'Uriage 263
École des parents et des éducateurs d'Ile-de-France (EPE IDF) 264
École des parents et des éducateurs de l'Isère (EPE 38) 266
Éducation et cinéma 267
Éducation et échanges 267
Éducation et théâtre 268
Enfants Jeunes et Télévision (En Jeu Télé) 269
Enjeu - Pionniers de France 269
Été-jeune 271
Études et chantiers (EEC) 272
Evibi 273
Familles rurales (AFR), association de Brem-sur-Mer 274
Familles rurales, fédération nationale (FNAFR) 275
Fédération Connaitre et protéger la nature (FCPN) 276
Fédération de l'expression culturelle et cinématographique (FLEC) 277
Fédération départementale des centres sociaux du Rhône 279

Fédération départementale des Maisons des jeunes et de la culture (FDMJC) de la Seine 279
Fédération des associations d'anciens et d'adultes du Scoutisme français (FAAS) 280
Fédération des centres de vacances familiaux (FCVF) 281
Fédération des centres sociaux de la Loire et Haute-Loire 281
Fédération ardennaise des centres sociaux et socioculturels 282
Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) 283
Fédération des centres sociaux et socioculturels de l'Essonne 286
Fédération des centres sociaux et socioculturels de la Sarthe 287
Fédération des centres sociaux et socioculturels d'Ile-de-France (FIF) 288
Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) 289
Fédération des Maisons des jeunes et de la culture (MJC) de l'Isère 291
Fédération des Maisons des jeunes et de la culture de Paris 291
Fédération des objecteurs de conscience (FEDO) 292
Fédération des œuvres complémentaires de l'École laïque (FOCEL) de Seine-et-Marne 293
Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale (FOEVEN) 295
Fédération des œuvres laïques (FOL) des Hautes-Pyrénées 298
Fédération française de cinéma et vidéo (FFCV) 298
Fédération française de tourisme populaire (FFTP) 300
Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ) 300
Fédération française des clubs Unesco (FFCU) 301
Fédération française des éclaireuses (FFE) 305
Fédération française des éclaireuses (FFE), section neutre du groupe Paris-Vivienne .. 309
Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC) 310
Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC), comité d'entreprise 312
Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC), syndicat CGT (Union générale des personnels des MJC) 313
Fédération française du sport travailliste (FFST) 315
Fédération générale des associations départementales des pupilles de l'enseignement public (FGADPEP) 316
Fédération internationale des échanges éducatifs d'enfants et d'adolescents (FIEEA) . 318
Fédération nationale d'éducation physique 318
Fédération nationale des associations communautaires de vacances et de loisirs (FNACVAL) 320
Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ) 320
Fédération nationale des centres musicaux ruraux (FNCMR) 323
Fédération nationale des clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (FNCLAJ) 324
Fédération nationale des clubs scientifiques (FNCS) 328
Fédération nationale des collectivités territoriales pour la Culture (FNCC) 329
Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE) 330
Fédération nationale des maisons familiales de vacances populaires (FNMFVP) 332
Fédération nationale des maisons populaires de vacances (FNMPV) 332
Fédération nationale Formation et démocratie (FNFD) 333
Fédération nationale Léo Lagrange (FNLL) 334
Fédération régionale des centres sociaux du Languedoc-Roussillon 336
Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC) d'Aquitaine 337
Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC) de Bretagne – Pays de la Loire 338
Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC) de Normandie. 339
Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture de Rhône-Alpes (FRMJC R-A) 340
Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture du Languedoc-Roussillon (FRMJC LR) 341
Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France affiliée à l'UNIREG (FRMJC IDF) 342
Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France affiliée à la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC IDF) 343

Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture et autres associations correspondantes de la Guadeloupe 344
Fédération régionale des MJC - Animation et développement local (ADL) Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) 346
Fédération régionale des MJC Méditerranée PACA (FRMJC-PACA) 347
Fédération sportive et culturelle de France (FSCF) 348
Fédération sportive et culturelle de France (FSCF), union départementale des Alpes-Maritimes 349
Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) 350
Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ) 352
Film-club de Rouen 355
Fonda (FONDA), association nationale 356
Fonda Rhône-Alpes 357
Fondation française des auberges de la jeunesse (FFAJ) 358
Fonds de coopération de la jeunesse et à l'éducation populaire (FONJEP) 360
Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP) 363
Foyer de jeunes travailleurs Espace Colombier 363
Foyer Duquesne de Dieppe 365
Foyer Leclerc-de-Fourolles 365
France Nature Environnement (FNE) 366
France Nature Environnement (FNE) Auvergne-Rhône-Alpes 367
France Volontaires 369
Grande mutualité scolaire landaise (GMSL) 370
Griffon 371
Groupe d'étude du Loisir 372
Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (GEROJEP) 374
Groupe de recherche et d'appui pour l'autopromotion des populations (GRAAP) 377
Groupe d'études et de recherches sur l'éducation des adultes (GEREA) 378
Groupement des éducateurs sans frontières (GREF) 379
Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN) 381
Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF) 383
Guides de France (GDF) 384
Guides de France, province du Bas Languedoc 386
Guilde des animateurs musicaux (GAM) 387
Guilde française des faiseurs et joueurs de pipeaux (GFFJP), 1936-1987 388
Heures musicales du Périgord 390
Hygiène par l'exemple Hygiène par l'exemple (HPE) 391
Institut coopératif de l'école moderne – pédagogie Freinet (ICEM) 392
Institut de formation à l'animation (IFA) 392
Institut de formation de cadres et animateurs socio-éducatifs (IFCASE) 394
Institut national de formation et d'application (INFA) du Centre de culture ouvrière (CCO) 394
Institut pour le développement, l'éducation et les échanges (IDEE) de Belfort 398
Jeune Alsace 398
Jeunesse agricole catholique (JAC) des Brouzils 399
Jeunesse agricole catholique (JAC), groupe de Beaumont 400
Jeunesse au plein air (JPA) - Confédération des œuvres laïques de vacances d'enfants et d'adolescents 400
Jeunesse au plein air (JPA) de la Mayenne 403
Jeunesse de la mer (JM) 403
Jeunesse et marine (JEM) 406
Jeunesse et reconstruction (JR) 406
Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) 409
Jeunesse indépendante chrétienne (JIC) 413
Jeunesse maritime chrétienne (JMC) 416
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) 418
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de Dunkerque 420

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de la Mayenne....421
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de Lille....422
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de Roubaix-Tourcoing....422
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de Saint-Etienne....423
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), fédération départementale des Ardennes....424
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), fédération départementale des Pyrénées-Atlantiques....424
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), fédération départementale des Vosges....425
Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), fédération départementale du Nord....427
Jeunesses musicales de France (JMF), délégation d'Aurillac....428
Jeunesses musicales de France (JMF) Poitou-Charentes, Vienne et Pays Châtelleraudais....428
L'émancipatrice lavalloise, la Maison du peuple....430
L'œil écoute....430
La Cathode....431
La Ligue des droits de l'homme (LDH)....433
La Ligue française de l'enseignement....436
La Ligue française de l'enseignement, Fédération des associations laïques (FAL) de la Corrèze....440
La Ligue française de l'enseignement, Fédération des associations laïques (FAL) de la Drôme....441
La Ligue française de l'enseignement, Fédération des associations laïques (FAL) de Lot-et-Garonne....442
La Ligue française de l'enseignement, Fédération des associations laïques (FAL) du Calvados....443
La Ligue française de l'enseignement, Société d'instruction populaire des arrondissements d'Annecy et de Saint-Julien....444
La Ligue française de l'enseignement, Cercle spinalien....445
La maison d'enfants de Sèvres....446
La Nef....447
La Route des jeunes....448
La Tour d'Auvergne....448
La vie nouvelle....449
La vie nouvelle, groupe de Colmar....450
La vie nouvelle, groupe de Montpellier....451
Le Scoutisme français....452
L'épi d'or, comité pour l'auberge de la jeunesse internationale Marc Sangnier....454
Les Amis de Célestin Freinet....455
Les Amis de la Nature – section Berry....455
Les Amitiés sociales....457
Les Engraineurs....458
Les Francas, association départementale de Dordogne....459
Les Francas, association départementale de la Marne....460
Les Francas, association départementale de la Savoie....461
Les Francas, association départementale de Saône-et-Loire....462
Les Francas, association départementale des Landes....464
Les Francas, association départementale des Vosges....465
Les Francas, association départementale du Territoire de Belfort....465
Les Francas, comité d'entreprise....466
Les Francas, École ouverte de Chalon-sur-Saône....467
Les Francas, fédération nationale....467
Les maisons internationales de la jeunesse et des étudiants (MIJE)....471
Les vacances de la jeunesse....472
Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ)....473
Limousin Nature Environnement (LNE)....475
Loiret Nature Environnement (LNE)....476
Loisirs éducatifs de jeunes sourds (LEJS)....479
Loisir populaire....481

Loisirs vacances tourisme (LVT) 481
Maison de la culture d'Angers (AMCA) 482
Maison de la culture de la Seine Saint-Denis (MC93) 483
Maison de la culture de Loire-Atlantique (MCLA) 485
Maison de la culture de Rouen 485
Maison des jeunes et de la culture (MJC) Cadier 486
Maison des jeunes et de la culture (MJC) - Club de Créteil 487
Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Argentan 487
Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Ermont 488
Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Hérouville-Saint-Clair 489
Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Beaune 489
Maison des jeunes et de la culture (MJC) du Havre 490
Maison des jeunes et de la Culture (MJC) du Bourg (Gradignan) – Centre d'Animation 491
Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Cluses 492
Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Courbevoie 493
Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Fougères 493
Maison des Jeunes et de la culture (MJC) « Les Z'itinérants » (Gradignan) 494
Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Limeil-Brévannes 495
Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Lisieux 496
Maison des jeunes et de la culture (MJC) des Marquisats, Annecy 497
Maison des jeunes et de la culture (MJC) du Mont-Mesly, Créteil 498
Maison des jeunes et de la culture (MJC) Jacques Brel, Beauvais 499
Maison des jeunes et de la culture de la Monnaie, Romans 500
Maison des œuvres de Blois 501
Maison pour tous (MPT) de Magalas 502
Maison pour tous de la rue Mouffetard, Paris 502
Maison pour tous Paul-Eluard, Blainville-sur-Orne 503
Maison Tandonnet 504
Media et vie sociale 505
Mission de France 505
Mission populaire évangélique de France (MPEF) 507
Mouvement de l'enfance ouvrière (MEO) 508
Mouvement de la jeunesse sioniste (MJS) 510
Mouvement de la paix (MDP) 511
Mouvement de libération du peuple (MLP) 513
Mouvement de libération ouvrière (MLO) 514
Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) 515
Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) de Lyon 516
Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) de Toulouse 517
Mouvement français pour le planning familial (MFPF) 518
Mouvement français pour le planning familial (MFPF), Albi 519
Mouvement français pour le planning familial (MFPF), Lille 520
Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ) 521
Mouvement international des loisirs scientifiques et techniques (MILSET) 522
Mouvement jeunes femmes 524
Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ) 525
Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) de la Loire-Atlantique 527
Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) des Pyrénées-Atlantiques 528
Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) du Loiret 529
Mouvement rural de jeunesse chrétienne, fédération nationale (MRJC) 529
Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ) 532
Musée français du scoutisme 533
Nouvelle Étoile des Enfants de France (NEEF) 534
Œuvre de protection des enfant juifs (OPEJ) 536
Œuvre de secours aux enfants (OSE) 537
Œuvre de Saint-Vincent de Paul, Marseille 538
Office central de la coopération à l'école (OCCE) 538
Office des centres sociaux de la ville de Nantes (OCS) 539

Office social et culturel rennais (OSCR) 540
Organisation centrale des camps et activités de jeunesse – tourisme populaire (OCCAJ-TP) 540
Orphéon de la prévoyante du Cher 541
Passion 542
Partir 543
Patronage des Landes 544
Patronage Notre-Dame des Champs (NDC), Angers 544
Périphérie, centre de création cinématographique 546
Peuple et culture (PEC) 547
Peuple et culture Corrèze (PEC 19) 549
Peuple et culture Haute-Savoie (PEC 74) 551
Peuple et culture Isère (PEC 38) 552
Peuple et culture Loire-Atlantique (PEC 44) 553
Peuple et culture Nord (PEC 59) 554
Peuple et culture Puy-de-Dôme (PEC 63) 556
Planète sciences (PS) 557
Promotion des activités culturelles techniques et scientifiques - collectif inter associatif pour la réalisation des activités scientifiques et techniques internationales (PACTES-CIRASTI) 559
Pupilles de l'école publique (PEP), association départementale de Saône-et-Loire 561
Rencontres de jeunes (RDJ) 562
Réseau des écoles de citoyens (RÉCIT) 562
Résidence sociale Levallois-Perret 564
Scoutisme, patrimoine et collections (SPC) 566
Scouts de France (SDF) 568
Scouts de France, groupe de Dax 569
Scouts de France, groupe de Strasbourg 570
Scouts de France, groupe de Vesoul 571
Scouts de France, Pau et Béarn 571
Scouts et Guides de France, région Normandie 572
Secours populaire français 573
Secours populaire français, fédération départementale de Côte d'Or 575
Section nantaise de l'association l'Art pour tous 576
Service interrégional de la paie (SIRP) des fédérations régionales des maisons des jeunes et de la culture et de la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture 576
Service technique pour les activités de jeunesse (STAJ) 577
Société amicale de musique populaire (SAMP) 579
Société d'émulation beaunoise (SEB) 580
Société de Saint-Vincent-de-Paul d'Avignon 581
Société de Saint-Vincent-de-Paul, conférence de Notre-Dame des Blancs-Manteaux 581
Société des amis des arts de Pau 582
Société des concerts populaires d'Angers 583
Société des missions évangéliques de Paris (SMEP), service Jeunesse Outre-Mer 584
Société du Martin pêcheur de Bourges 585
Société l'Education mutuelle de l'Université populaire de Bourges 586
Société philharmonique de Saint-Brieuc 587
Société pour l'encouragement de l'instruction primaire des protestants de France (SEIP) 588
Soleil et santé 589
Solidarités jeunesses (SJ) 589
Syndicat national des fédérations régionales de MJC employeurs (SNFE) 592
Théâtre de la Clairière 593
Théâtre du gros caillou 595
Théâtre populaire jurassien (TPJ) 596
Touring Club de France (TCF) 596
Touring Club de France (TCF), Section syndicale CGT 599
Tourisme en espace rural (TER) 600

Tourisme et travail (TT) 601
Tourisme, vacances pour tous 604
Travail et culture (TEC) 604
Union chorale de Lyon 607
Union départementale des Maisons des jeunes et de la culture des Yvelines (UDMJC78) 608
Union des associations animatrices de chantiers de sauvegarde pour la réhabilitation et l'entretien des monuments et du patrimoine artistique (REMPART) 610
Union des centres sociaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur 611
Union féminine civique et sociale (UFCS) 612
Union féminine civique et sociale (UFCS) d'Amiens 613
Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ) 614
Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) 616
Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) des Hautes-Pyrénées 618
Union française du film pour l'enfance et la jeunesse (UFFEJ) 619
Union interrégionale jeunesse – culture - animation (URJCAD) 621
Union locale des centres culturels et sociaux de Créteil (ULCCS) 622
Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNAT) 623
Union nationale des associations régionales études et chantiers (UNAREC) 624
Union nationale des centres d'études et d'action sociales (UNCEAS) 624
Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement (UNCPIE) 625
Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (UNIREG) 627
Union nationale des jeunesses musicales de France (UNJMF) 629
Union nationale inter ciné-clubs (UNICC) 633
Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ) 634
Union normande des centres maritimes et touristiques (UNCMT) 637
Union patriotique des organisations de jeunesse (UPOJ) 637
Union pour la culture populaire en Poitou-Charentes-Vendée (UPCP-Métive) 638
Union régionale des foyers ruraux du Languedoc-Roussillon 639
Union régionale pour l'habitat des jeunes (URHAJ) en Languedoc-Roussillon 640
Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) 641
Union vauclusienne des colonies de vacances et œuvres de grand air 642
Vacance loisirs culture, fédération nationale 643
Vacances et familles, l'accueil en plus 643
Vacances loisirs famille (VLF) 644
Vacances tourisme familles (VTF) 645
Vacances voyages loisirs (VVL) 645
Villages vacances familles (VVF) 646
Youth planet 646

PERSONNES PHYSIQUES 649

Aimé Robert 650
Alméras Irène 652
Amiot Pierre 653
Bador Jacques 654
Bariller Olivier 655
Basdevant René 656
Baubérot Arnaud 657
Beigbeder Jean 658
Berge André 660
Bernard Jean 661
Bernier Francis 662
Best Francine 662
Blanchatte Paulette 664

Bordet André 666
Borella François 667
Borker Paulette 667
Boucault Pierre 668
Brenier Guy 669
Bresson Lucien 669
Briant Raymond 670
Briet Paul 671
Buisson Ferdinand 671
Buxtorf Jean-Claude 672
Cacérès Benigno 673
Capitant René 674
Chancerel Léon 675
Chareille Charles 676
Châtelet Albert 677
Chave Robert 678
Chaze Charlotte 679
Cholvy Gérard 680
Chombart-de-Lauwe Paul-Henry 682
Chosson Jean-François 683
Clément Roger 684
Cordier Maurice 684
Cornette Antoine-Louis 685
Crépin-Leblond (famille) 686
Crocq André 686
Cruiziat André 687
Dasté Jean 689
Dautricourt Charles 690
Davaine Marcel 692
De Félice Jean-Jacques 693
Deixonne Maurice 694
Delarue Maurice 695
Descamps Eugène 696
Despinette Janine et Jean-Marie 698
Diamant David 700
Didier André 701
Dillies Serge 702
Douart Georges 703
Dubois Raoul et Jacqueline 704
Dudeck Bernard 709
Dumazedier Joffre 710
Durand Robert 713
Étévé Christiane 714
Filbet Jean 715
Forestier Denis 716
Fraissard Bernard 717
Freinet Célestin et Élise 718
Garcette Pierre 719
Gardet Mathias 720
Garric Robert 721
Gauchon Jean 722
Gauneau Jacques 723
Geoffray César 725
Girard Victor 726
Goddet Pierre 727
Golgevit Jean 727
Goupille Louis 728
Grandchamp Georges 729

Grunebaum-Ballin Paul 729
Guérin Georges 730
Guiraudon Jean-Claude 732
Guyomarc'h Jacques 734
Guyot Raymond 735
Heller-Goldenberg Lucette 735
Hocquet-Duval (famille) 736
Jamet Pierre 738
Jansen Paul 739
Joubrel Henri 740
Laborey Jean 742
Lacapère Simone et Jacques 742
Laneyrie Philippe 743
Laudereau Robert 744
Laudouze Eugène 746
Lebret Louis Joseph 746
Le Chapelier Michel 748
Le Flem Jacques 748
Le Guillant Louis 749
Le Ravalec Michel 750
Le Roux Michel 750
Le Veugle Jean 751
Lefèvre Jean-Lou 752
Lemaire René 753
Lemit William 754
Leroy Maurice 756
Leroy Roland 757
Lestavel Jean 758
Liégé Pierre-André 759
Long Alfred 760
Macé Christiane 761
Magnant Dominique 761
Marguerite André 762
Marker Chris 763
Martin Pierre 764
Mathieu Jean-Jacques 765
Mazé Jacques 766
Mazens Jean-Bernard 766
Ménard Maurice 768
Mesnard Yves-Dominique 768
Météry Marc 769
Meynard Gaston 770
Montcel Marcel 770
Montgros Jean-Baptiste-Gabriel de 771
Morin Bernard 771
Muller Gérard 772
Mun Albert de 773
Naty-Boyer Jean 774
Nicoulaud Louis-Robert 776
Orain Emile 777
Patin-Dhalluin André et Elisabeth 778
Père des Cilleuls 779
Perrais Jean-Luc 779
Philip André 781
Philippe Francis 782
Philippe Michel 782
Picard-Aubert Jeanne 784
Planchon Roger 784

Popard Irène 786
Pottier Robert 788
Poujol Geneviève 788
Poullain François 789
Poumerol Henri 790
Pronteau Jean 790
Rasquier Pierre et Lisbeth 791
Riols Alain 792
Rosa Pierre de 793
Rous Jean 794
Rovan Joseph 795
Sainderichin Sven 796
Salangros Alcine 797
Sangnier Marc 799
Sangnier Paul 800
Schneegans (famille) 801
Schweitzer Roland 801
Sedes René 802
Serrurier Robert 804
Tadier Maurice 805
Théry Henri 807
Tréhard Joseph 809
Vignet André 810
Vingler Jacques et Danielle 810
Vitez Antoine 812
Voirin René 813
Waroux Marc 814
Zehner Thérèse 815

CORPUS DES NOTICES

Personnes morales

À cœur joie (ACJ)

Adresse : 24 avenue Joannès Masset, Les Passerelles - CS 99261, 69264 Lyon Cedex 09
Téléphone : 04 72 19 83 40
Courriel : acj.france@wanadoo.fr
Site internet : www.acoeurjoie.com

Historique du producteur

Création : [7 novembre 1948] ; 14 décembre 1948
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 26 juin 1950
Reconnaissance d'utilité publique : 18 juillet 1979

À l'origine d'À cœur joie, il y a la rencontre d'un groupe de jeunes scouts voulant chanter pour une émission de radio en 1940 et d'un musicien, César Geoffray. En 1942, celui-ci publie un cahier intitulé À cœur joie qui suscite une floraison de chorales. Après le jamboree scout de Moisson en 1947, ces chorales s'unissent pour former le mouvement A cœur joie (ACJ).

ACJ forme des animateurs (chefs de chœurs, choristes), organise des stages d'initiation au solfège, à la culture musicale et aux techniques d'expression. L'association propose également des stages instrumentaux (flûtes à bec, guitare, etc.). Pour les enfants, elle met en place des colonies musicales, des jardins chantants, des séjours musicaux alliés à d'autres expressions. ACJ propose aussi de grandes rencontres chorales nationales et internationales, à l'image des « choralies » qui rassemblent tous les trois ans plusieurs milliers de choristes à Vaison-la-Romaine. Par ailleurs, elle mène des recherches sur les chorales et édite des partitions musicales ainsi que plusieurs périodiques.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège national de l'association à Lyon. À cœur joie effectue un travail de classement sur ses partitions, en commençant par celles qui concernent les enfants.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Sont conservées des partitions, des publications (principalement les périodiques réalisés par ACJ qui sont complets), des affiches et des photographies. Ces documents sont communicables sur autorisation. En revanche les autres archives, notamment les dossiers d'instances, ne sont pas communiquées.

Les archives du fondateur, César Geoffray, sont déposées aux Archives municipales de Lyon. Elles constituent un complément indispensable pour une étude historique de l'association (voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 A cœur joie, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation d'ACJ.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1940-2007.

Sources complémentaires

Archives municipales de Lyon

 César Geoffray, 69 II 1 - 28 et 1 II 416 1
Dépôt en 2001 et don en 2004. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant ACJ :* toutes les cotes (2,9 mètres linéaires, 1909-1979)

A puissance 2 (A²)

Adresse : 43 Galerie Rouget de Lisle, 94600 Choisy-le-Roi
Téléphone : 01 48 52 22 22
Courriel : contact@aufildeleau.eu
Site internet : www.aufildeleau.eu

Historique du producteur

Création : 29 mars 1994

Afin de faciliter la réalisation et la gestion financière des formations, l'association Au fil de l'eau (voir notice) décide avec l'Association régionale pour l'insertion par l'économique et le social (ARIES) de monter en mars 1994 une association nommée A puissance 2 (A²) qui est spécialement chargée de la formation professionnelle dans l'animation pour les jeunes : Brevet d'état d'animateur technicien de l'éducation populaire et de la jeunesse (BEATEP), Brevet d'aptitude professionnelle d'assistant animateur technicien de la jeunesse et des sports (BAPAAT), etc.

Historique de la conservation

Les dossiers produits par l'association étaient conservés avec les archives de l'association Au fil de l'eau, déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne (PAJEP) en 2004.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La majorité des dossiers concernent l'organisation des stages de formation pour le BEATEP et le BAPAAT. On trouve également des pièces relatives à la création d'A² mais les documents d'instances n'ont pas été conservés.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Au fil de l'eau, 529J
Don en 2004. Archives privées. Communication libre sauf dossiers touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 160 articles, 4,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1990-1999.

Action catholique des enfants (ACE), fédération nationale

Adresse : 63 avenue de la République, BP 700, 92542 Montrouge Cedex
Téléphone : 01 55 48 03 23

Courriel : contact@ace.asso.fr
Site internet : ace.cef.fr

Anciens noms du producteur

Cœurs vaillants et Ames vaillantes de France (CV-AV)
Action catholique de l'enfance (ACE), 1956-1975
Action catholique des enfants (ACE), 1975

Historique du producteur

Création : 24 mai 1941
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 août 1951

L'Action catholique des enfants (ACE) est un mouvement catholique d'éducation populaire, qui s'adresse aux enfants et aux préadolescents de 6 à 15 ans. En 2011, l'ACE revendiquait regrouper 45000 enfants de 6 à 15 ans et 10000 animateurs.

Ce mouvement est né durant l'entre-deux-guerres, dans le courant des œuvres catholiques de patronage pour la jeunesse, et plus particulièrement de l'Union des œuvres catholiques de France (UOCF) qui cherche alors à mettre en place une union des patronages catholiques.

Pour arriver à cela, l'UOCF crée en 1928 un périodique adapté aux besoins des enfants des patronages catholiques : l'hebdomadaire *Cœurs vaillants*. Très rapidement, le journal promeut la bande-dessinée et fait connaître deux nouveaux héros : Tintin et Milou. Le succès est considérable si bien que, peu à peu, des patronages prennent le nom de « patronages cœurs vaillants ».

C'est autour de cet hebdomadaire que se constitue et s'organise le mouvement Cœurs vaillants, principalement à partir de 1936-1938. Un système d'équipes par tranches d'âge est alors mis en place : les Cœurs d'or (9-10 ans), les Ardents (11-12 ans), les Entraîneurs (13-14 ans). Parallèlement, naît un mouvement de filles avec le journal Ames vaillantes, dont le premier exemplaire sort le 8 décembre 1937. En 1939, on compte 138 000 Cœurs vaillants et 63 000 Ames vaillantes. Mais ce n'est qu'en 1941, que l'association des Cœurs vaillants et Ames vaillantes (CV-AV) est officiellement déclarée.

En novembre 1945, paraît le premier numéro de *Fripounet* et *Marisette*, journal à destination des garçons et des filles de 8 à 12 ans et, en octobre 1956, est créé le journal *Perlin et Pinpin* pour les 6-8 ans. C'est à cette époque, que le mouvement prend le nom d'Action catholique de l'enfance (ACE) et, en 1975, il devient l'Action catholique des enfants.

À partir des années 1950, le mouvement développe son action à l'étranger et il crée, en 1966, le Mouvement international d'apostolat des enfants (MIDADE).

Historique de la conservation

Les archives à vocation historique sont conservées au siège national de l'association et au Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le CNAEF conserve les archives à vocation historique des campagnes d'action (depuis la fin des années 1930), des rassemblements, des dossiers de suivi et de gestion du réseau interne (sections géographiques et branches sectorielles depuis les années 1940), et de la correspondance des clubs locaux. À noter une très riche collection des revues du mouvement, dont les plus anciens numéros remontent à la fin des années 1920. Figurent également les

archives des comités rédactionnels de 1946 à 1980 (comptes rendus de réunion et correspondance).

Néanmoins, une partie importante des archives à vocation historique est restée au siège de l'association à Montrouge, notamment la majeure partie des archives de fonctionnement, et plus particulièrement des instances : statuts (depuis 1941), débats sur le nom du mouvement, documents sur les structures, archives de commissions, assemblées générales, bureaux et secrétariats nationaux, conseils nationaux, circulaires, liste des permanents depuis 1944. Il en est de même pour une partie des photos, des insignes et des costumes.

Localisation du fonds du producteur

Centre national des archives de l'Église de France

 Secrétariat national de l'action catholique de l'enfance, 18 LA
Dépôt en 1999. Archives privées. Communication soumise à autorisation du CNAEF et de l'ACE.
Instrument de recherche : bordereau de récolement sommaire. Importance matérielle *:* 23,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1929-1989.

Siège national

 Action catholique de l'enfance, fédération nationale
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association.
Instrument de recherche : aucun. *Dates extrêmes* : 1941-2011.

Action catholique des enfants (ACE) de Tarbes

Adresse : 51 rue de Traynès, 65000, Tarbes
Téléphone : 05.62.44.28.28
Courriel : communication@catholique65.fr
Site internet : https://www.catholique65.fr

Historique du producteur

Création : [1949]

L'association est membre du réseau national de l'Action catholique des enfants (ACE, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été confié sous forme de don aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées en 1992.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives renseignent sur des mouvements de jeunesse d'Action catholique tels les Cœurs vaillants, la Jeunesse agricole catholique (JAC, voir notice) ou Chrétiens dans le Monde Rural. On y trouve notamment des informations sur les colonies de vacances que l'association organisait dans cette région.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Hautes-Pyrénées.

 Action Catholique des Enfants (ACE) de Tarbes, 48J
Don en 1992. Archives privées. Communication : non accessible (non classé).
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : 2 ml. *Dates extrêmes* : 1949-1975.

Action catholique des enfants (ACE), site de Pau

Adresse : centre diocésain du Béarn, 11 avenue du Béarn, 64000 Pau
Téléphone : 06 78 21 40 12
Courriel : ace-bearn@ace.asso.fr

Historique du producteur

Création : 1936

L'association est membre du réseau national de l'Action catholique des enfants (ACE, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques par l'abbé Hippolyte en 2001.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement du mouvement : présentation, conseil et rassemblements nationaux, organisation fédérale, conseils de responsables, vie spirituelle, commissions départementales, action du monde ouvrier, action du monde indépendant et action du monde rural.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

 Action catholique des enfants, 122J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 52 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1970-1992.

Action catholique ouvrière (ACO) de Lille

Adresse : 39 rue de la monnaie 59000 LILLE
Courriel : aco.diocesedelille@gmail.com
Site : https://molille.wordpress.com/

Historique du producteur

Création : 1950

L'Action catholique ouvrière (ACO) de Lille est issue du travail d'anciens membres de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

Du 14 au 16 mars 1950, l'assemblée des cardinaux et archevêques de France promulgue le texte de constitution de l'ACO. Son but est de s'adresser aux hommes du monde du travail qui souhaitent réfléchir en équipe à leurs engagements, professionnels, familiaux ou de quartiers, à la lumière de l'Évangile.

Le mouvement naissant de l'ACO s'implante rapidement dans la région lilloise en raison de la présence déjà soutenue de la JOC et des autres mouvements ouvriers. En 1951, l'ACO compte déjà 110 groupes dans le diocèse de Lille. Si le mouvement peine à trouver son identité propre, il est vivement encouragé par le Cardinal Liénart qui développe la Mission Ouvrière dans tout le diocèse dès 1958.

Dans une Église qui se réinterroge avec le concile de Vatican II et dans une société qui évolue, l'ACO de Lille crée, en 1967, des commissions régionales rassemblant des militants chargés d'embrasser toutes les réalités ouvrières : « ils regarderont de près la vie des grands ensembles, des grandes entreprises, des milieux pauvres, des milieux tertiaires, de l'enfance et de la jeunesse, et alerteront (…) l'ACO sur telle situation, sur tel événement important afin de donner certaines lignes d'orientations pour l'évangélisation du dit lieu ». L'ACO se diversifie donc à l'instar de la classe ouvrière.

La fin des 30 Glorieuses, la baisse de l'esprit revendicatif des nouveaux ouvriers, l'évolution de la société (Mai 68) et des besoins des ouvriers amènent les militants à certaines difficultés d'adaptation à cette « nouvelle classe ouvrière » à laquelle ils ne s'identifient plus. Pour y remédier, l'ACO cherche à mieux connaître les milieux de vie qui l'entourent. Les équipes vont désormais se former, non plus en fonction du lieu d'habitation, mais en fonction du lieu où les militants se trouvent le plus souvent (lieu de travail, d'engagement…).

La période de la fin des années 1970 et du début des années 1980 est marquée par la crise économique qui donne aux militants le désir de trouver de nouvelles solutions. Une organisation de plus en plus solide, une bonne formation et le cercle « Révision de vie-Partage » semblent être, non seulement des *leitmotiv* mais aussi les facteurs du dynamisme de cette période.

Historique de la conservation

Le fonds est entré au Centre des archives du monde du travail (aujourd'hui ANMT) par voie de dépôt en 2000 sous le numéro 2000 048.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est composé de documents relatifs à la création de l'ACO de Lille, son fonctionnement, ses activités, ses relations, notamment avec l'ACO nationale et d'autres mouvements. Cela inclut des éléments sur les rencontres, réunions et journées d'études auxquelles l'ACO participe. Certaines données statistiques de l'ACO, concernant la période 1953-1990, ont été conservées. On trouve également des réflexions de militants sur la période 1959-1990. Enfin, une partie de ce fonds est consacrée aux retraites, recollections et aumôneries diocésaines – sous-fonds personnels de militants et d'aumôniers.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

Action catholique ouvrière (ACO) de Lille, FR ANMT 2000 48
Dépôt. Archives privées. Communicabilité et reproduction sur autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 17 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1944-1998.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF), 1997 016
Dépôt en 1997. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 183 articles, 21,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1927-1994.

Archives départementales de Seine Saint-Denis

 Action catholique ouvrière Île-de-France (ACO RIF), 402J
Dépôt en 2009. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle* : 11 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1949-2007.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Action catholique ouvrière du secteur Seine-sud-est du Val-de-Marne, 166J
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : inconnu. *Importance matérielle* : inconnue. *Dates extrêmes* : inconnues.

Action d'urgence internationale (AUI)

Adresse : les Terrasses de Montcalm, 1401 rue de Fontcouverte, 34070 Montpellier
Téléphone : 04 67 27 06 09
Courriel : info@aui-ong.org
Site internet : http://www.aui-ong.org

Historique du producteur

Création : 1977

Née de l'idée d'agir rapidement et efficacement lors de catastrophes naturelles, Action d'urgence internationale (AUI) rassemble des associations et des volontaires qui travaillent avec les populations sinistrées.

AUI a été créée par des militants de la branche française des Amis du service civil international (SCI, voir notice) qui étaient motivés et unis par la même idée : « secourir les victimes des catastrophes naturelles ». Ces militants mettent en place les Équipes internationales d'urgence dans les années 1950 qui interviennent, par exemple, en France en 1957 à Fréjus après des inondations, en Yougoslavie en 1963 à la suite d'un séisme, en Italie, au Bangladesh après un puissant cyclone en 1970, etc.

De cette idée, naît, en 1977, l'association Action d'urgence internationale (AUI). L'association de type loi 1901 et agréée par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, développe ses compétences dans trois domaines : prévention (formation des populations aux risques et aux techniques d'urgence), intervention (sauvetage et déblaiement, soin aux blessés, soutien moral) et reconstruction (amélioration des habitats pour résister notamment aux cyclones et séismes).

Cette organisation de solidarité internationale (OSI) regroupe des branches en France, en Grande Bretagne, au Maroc, au Chili et en Colombie. Elle compte des membres en Belgique et en Suisse et travaille avec le Département des affaires humanitaires aux Nations Unies (DHA)

et la Communauté Européenne. Elle a un rôle de consultant au Comité économique et social (Nations Unies) et fait partie du Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de l'Hérault le 11 février 2008.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds permet l'étude d'une association humanitaire qui intervient dans le monde entier. Il est constitué de documents relatifs à l'administration (délibérations des conseils d'administration, comptes rendus d'assemblées générales, budgets, comptabilité, bilans), de dossiers d'interventions d'urgence (dossiers de presse, dossiers de suivi des interventions), de reportages photographiques et de dossier des formations.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Action d'urgence internationale, 164J
Dépôt en 2008. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de récolement succinct. Importance matérielle *:* 24,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1959-2001.

Agence touristique départementale de la Savoie (ATDS)

Adresse : 24 boulevard de la Colonne, 73025 Chambéry Cedex
Téléphone : 04 79 85 12 45
Courriel : tourisme@smbtourisme.com
Site internet : http://www.savoie-mont-blanc.com

Anciens noms du producteur

Association départementale de tourisme de Savoie (ADTS)

Historique du producteur

Création : 1968

L'objet de l'association est de favoriser, par une politique d'accueil efficace, l'accès et le séjour des touristes en Savoie, en les renseignant sur les ressources et les facilités offertes. Elle complète par une publicité appropriée celle faite par le Comité régional de tourisme, la maison de Savoie, les syndicats d'initiative et les offices de tourisme. De plus, elle assure des contacts suivis avec les organismes similaires des départements voisins, pour mener de concert certaines opérations de communication.

Historique de la conservation

Ce fonds a été déposé aux Archives départementales de la Savoie en 2 fois : les 191 premiers articles en 1991 et les 92 suivants en 1992.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association : statuts, assemblées générales, conseils d'administration, correspondance, finances, relations avec les organismes chargés du tourisme, abonnements, statistiques générales, enquêtes, éditions, opérations de promotion, campagnes publicitaires, photothèque.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Savoie

 Association départementale de tourisme de Savoie, 106F
Dépôts en 1991-1992. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ADTS.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 273 articles, 23 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1960-1990.

Ajistes et campeurs de France (ACF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Lors de l'assemblée générale du Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice) en avril 1945, les militants communistes et l'ancienne équipe dirigeante sont mis en minorité. À l'assemblée générale suivante en novembre de la même année, ils démissionnent du MUAJ et une partie d'entre eux fonde le mouvement Ajistes et campeurs de France (ACF), qui devient une section de l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), organisation de jeunesse créée par le Parti communiste français.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités, d'autant plus que ce mouvement ne s'est jamais vraiment développé puisqu'il a eu une existence éphémère.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour aborder l'histoire du mouvement Ajistes et campeurs de France on peut se reporter au fonds d'archives de Maurice Tadier, militant des auberges de jeunesse. Il contient quelques pièces datées de 1946, notamment une liste du comité directeur ainsi que de la correspondance.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Tadier Maurice, 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant ACF* : 20140183/31 (1946).

Alliance des équipes unionistes de France (AEUF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [1950] ; 12 février 1951
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 17 décembre 1959
Reconnaissance d'utilité publique : 12 février 1951

Créée officiellement en 1950, l'Alliance des équipes unionistes entendait réunir les mouvements de jeunesse du Conseil protestant de la jeunesse (CPJ, voir notice) ou Alliance protestante des mouvements de jeunesse (APMJ) par l'engagement de leurs membres responsables à évangéliser « seuls ou en équipe ». Elle lançait pour ce faire deux formes de travail que sont « l'alliance de base » et « l'équipe unioniste ».

L'Alliance regroupait la Fédération des associations chrétiennes d'étudiants, les Unions chrétiennes de jeunes filles (UCJF), les Éclaireuses et éclaireurs unionistes, 20 foyers et centres de vacances, les Jeunes équipes d'éducation populaire (JEEP), la CIMADE, etc. En revanche les Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG) n'y ont jamais participé.

Les activités de l'Alliance semblent s'être réduites à partir de la fin des années 1960. En janvier 1988, l'association déclare n'avoir plus aucun salarié, à l'exception du personnel de son établissement d'Etaules.

Historique de la conservation

Les archives ont été données à la Société d'histoire du protestantisme français.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Sont conservés les dossiers d'instances et les documents statutaires depuis le début des années 1950 : 1952-1987 pour les assemblées générales, 1950-1968 pour les bureaux et conseils d'administration, 1950-1968 pour les commissions. La correspondance ainsi que les circulaires aux régions et aux mouvements nationaux sont disponibles pour la période 1950-1968.

Le fonds renferme des dossiers de relations avec les mouvements scouts protestants (Fédération française des éclaireuses section unioniste, Fédération française des éclaireurs unionistes pour la période 1951-1965) et avec d'autres mouvements et institutions unionistes (Conseil œcuménique des églises entre 1955 et 1965, Cimade entre 1956 et 1966, Alliance internationale des UCJG entre 1951 et 1967, etc.). Le fonds comprend aussi des papiers concernant les rapports de l'association avec le Comité pour les relations internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire françaises (CRIJEF) notamment sur sa création (1962-1968), l'Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ, 1952-1969), le Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (GEROJEP, 1962-1965), Videotroc (1975-1986).

On note aussi les papiers de la commission féminine (1951-1969), les dossiers du département Jeunesse (1964-1970). On suit enfin les relations et la participation à l'association Notre foyer (1945-1966) et à l'Union des foyers de jeunes travailleurs (1951-1971).

Concernant les activités, les dossiers concernent essentiellement les camps (1950-1973), les voyages à l'étranger (1960-1970), les stages de formation (1967-1974), les relations avec le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports (1957-1987), l'animation et le suivi des équipes locales (1954-1965), les relations avec la commission missionnaire des jeunes, les échanges avec l'Afrique, l'Asie ou encore la Pologne pour la période 1948-1968.

Localisation du fonds du producteur

Société d'histoire du protestantisme français

 Alliance des équipes unionistes de France, 024Y
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 68 articles, 6,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1945-1986.

Alliance nationale des *Young men's christian association* (YMCA) France

Adresse : Résidence Sienne, 5 Place de Vénétie, 75643 Paris Cedex 13
Téléphone : 01 45 83 62 63
Courriel : secretariat.national@ucjg.fr
Site internet : http://www.ucjg.fr

Anciens noms du producteur

Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG), branche française

Historique du producteur

Agrément Jeunesse et éducation populaire : 12 avril 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 27 novembre 1948

En 1844, un commerçant en textiles anglais de religion protestante, George Williams, fonde à Londres avec une dizaine de jeunes hommes, les *Young Men's Christian Association* (YMCA), en français les Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG). Très rapidement, le mouvement s'étend en Angleterre puis sur le continent. En France, la première Union chrétienne de jeunes gens (UCJG) voit officiellement le jour en 1852 à Paris. Cinq étudiants fondent une association qui entend dépasser les barrières confessionnelles et qui passe pour être la première organisation de jeunesse en France. Ils ont pour objectif de créer un lieu d'accueil et d'entraide pour leurs pairs. Dans les années 1850, il y existe déjà une dizaine d'unions chrétiennes en France.

En 1855, les YMCA tiennent leur première conférence mondiale à Paris. Les principaux responsables signent le texte dit de la « Base de Paris », qui formalise les valeurs et qui lance officiellement le mouvement international appelé Alliance mondiale des YMCA.

En France, après différentes tentatives de regroupement, une Alliance nationale est fondée en 1867, à l'occasion d'une conférence internationale à Paris. Elle se dote d'un comité central renouvelable tous les trois ans et rebaptisé par la suite comité national, qui est une sorte de conseil d'administration. En 1880, le bulletin de liaison entre les unions, *L'Espérance*, devient le journal officiel du mouvement national. Au moins dans les premiers temps, le siège du comité national change régulièrement : il est situé à Paris en 1881, à Valence en 1884, à Lyon en 1887. Il semble se fixer à Paris, seulement à partir de la fin du 19e siècle.

Les prérogatives du comité national restent sous la tutelle de la conférence nationale, qui réunit périodiquement, dans une ville désignée à l'avance, les membres délégués des unions chrétiennes, afin de « resserrer entre eux les liens d'affection et de les inviter à travailler activement à l'avancement du règne de Dieu ; de comparer et d'étudier leurs méthodes ; de recevoir le rapport du comité national ; de procéder à la nomination de la commission exécutive du Comité national pour la période nouvelle et de traiter toute affaire concernant l'Alliance nationale » (article 26 des statuts de 1910).

Les UCJG restent donc une organisation non-centralisée, regroupant des associations autonomes. L'Alliance et son comité national ne sont qu'un regroupement de fait, même si le comité national a un budget propre, un siège social, et des statuts. C'est seulement le 23 février 1927, que l'Alliance devient une association du type loi 1901.

Les UCJG se sont développées principalement dans les régions protestantes : Cévennes, Dauphiné, Normandie, Paris, pays de Montbéliard et Alsace. À l'origine, elles sont centrées sur le développement spirituel de ces adhérents, uniquement masculins jusque dans les années 1950. À partir du dernier tiers du 19e siècle, elles se saisissent des domaines intellectuels (bibliothèques, cours du soir, théâtre) et sportifs (basket-ball en 1893, volley-ball en 1918, piscine, etc.). Dès le début du 20e siècle, elles investissent les activités de plein air (camping, randonnée et scoutisme à partir de 1911, colonies de vacances). En 1909, l'Alliance nationale accueille pour la première fois des réfugiés. En 1939, avec d'autres mouvements protestants, elle fonde le Comité inter mouvements d'aide aux évacués (CIMADE, voir notice).

En 1950, l'Alliance nationale des UCJG de France refuse d'adhérer au projet d'Alliance des équipes unionistes de France (AEUF, voir notice), qui rassemble la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants (FFACE), les Unions chrétiennes de jeunes filles (UCJF), les éclaireuses unionistes de la FFE (voir notice), les éclaireurs unionistes (voir notice) et des groupes de jeunes protestants.

Depuis les années 1970, les UCJG de France ont peu à peu abandonné le domaine de l'animation pour ceux de l'hôtellerie, des foyers de jeunes travailleurs ou de la formation.

Historique de la conservation

Au début des années 2000, des militants des UCJG ont constitué une commission Archives et histoire, dont un des objectifs était de réunir au siège national les archives de l'Alliance nationale des unions chrétiennes de jeunes gens. Ces archives ont ensuite fait l'objet d'un répertoire méthodique en 2005 avant d'être transférées en 2006 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Un deuxième dépôt a été transféré en 2015.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives du 19e siècle sont très lacunaires, l'association a néanmoins conservé quelques documents qui présentent un grand intérêt : photographies, rapport d'activités et compte rendu de la conférence nationale de 1855, registre des comptes rendus d'instance du groupe de la Seine de 1855 à 1869, statuts, périodique *Bulletin de l'Union chrétienne de jeunes gens* à partir de 1860 (les premiers numéros sont conservés à la Bibliothèque nationale de France), correspondance et rapports de visite concernant le groupe de la Seine (à partir de 1869), rapport d'activités d'unions locales pour la conférence nationale de 1877, bulletins de groupes locaux provinciaux (à partir de 1877), publications (à partir de 1879), comptes rendus des conférences internationales (à partir de 1881), rapports sur les unions françaises (1881), documents sur l'union de Paris (à partir de 1886, rapports annuels), correspondance avec les unions locales (à partir de 1887), conférences nationales (dossiers deviennent plus riches à partir de 1889, avant il faut consulter le bulletin de l'association).

À partir du début du 20e siècle et de l'entre-deux-guerres, les archives de l'Alliance nationale s'étoffent. Mais c'est surtout après la deuxième guerre mondiale, qu'elles deviennent plus complètes, qu'il s'agisse de son fonctionnement ou de ses activités.

À signaler le fonds des Éclaireurs unionistes de France qui renferme des éléments très intéressants sur le rôle des UCJG entre 1911 et 1920 et les archives de l'Alliance des équipes unionistes de France concernant le refus des UCJG d'y participer.

Enfin la Société d'histoire du protestantisme français (SHPF) renferme des documents très intéressants dans la série T. Citons entre autres des statistiques des UCJG (1868, T 810) et

des papiers d'unions locales : Paris (1886-1928, T 705), union de la Rochelle (1892-1907, T 706), union de Montmartre-Maison verte (1911-1927, T 710), union de Batignolles (1893-1911, T 711), union de Caen (1882-1891, T 904), union de Bordeaux (1869-1896, T 914), union de Lyon (1890, T 1081), etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Alliance nationale des unions chrétiennes de jeunes gens, 540J
Don en 2006. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 285 articles, 25 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1844-2003.

Sources complémentaires

Société d'histoire du protestantisme français

 Alliance des équipes unionistes de France, 024Y
Don. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique.
 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, non coté
Dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement.

Alpes de lumière (ADL)

Adresse : 1 place du Palais, BP 58, 04300 Forcalquier
Téléphone : 04 92 75 22 01
Courriel : adl-documentation@wanadoo.fr
Site internet : www.alpes-de-lumiere.org

Historique du producteur

Création : 12 mai 1953
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 31 octobre 1967
Reconnaissance d'utilité publique : 8 août 1984

Créée en 1953 par Pierre Martel, cette association a pour objet l'étude, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti, naturel et culturel de la Haute-Provence. C'est pourquoi elle organise un programme d'activités varié : animations pédagogiques, chantiers de bénévoles, stages de formation, journées de découvertes sur le terrain, conférences, formation professionnelle, édition d'une revue, gestion d'un musée conservatoire ethnologique au prieuré de Salagon dans la commune de Mane durant les années 1980-1990.

Historique de la conservation

Une partie des archives sont conservées au musée de Salagon mais l'essentiel du fonds se trouve au siège de la maison d'édition de l'association à Mane, dans une cave. L'association envisage à terme de déposer aux Archives départementales des Alpes de Haute-Provence.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le volume actuel est d'environ 150 cartons de déménagement. Parmi cette masse, les archives à vocation historique sont estimées à environ 40 mètres linéaires, les plus anciennes remontant à la création de l'association. Les dossiers d'instances, bien qu'incomplets, remontent à l'origine ; ceux d'activités concernent les expositions, les sorties, les projets pédagogiques, les chantiers volontaires de jeunes, la protection de la nature, la revue et les différentes publications éditées par l'association.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Alpes de lumière, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation d'Alpes de Lumières.
Instrument de recherche : aucun, 40 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1953-2007.

Sources complémentaires

Siège national

 Martel Pierre, non coté.
Communication soumise à autorisation d'Alpes de lumières.
Instrument de recherche : aucun. *Concernant Alpes de lumière :* tous les dossiers, vu le rôle fondamental que Pierre Martel a joué dans cette association.

Amis du service civil international (SCI), branche française

Adresse : 2-4 rue Camille Flammarion, 75018 Paris
Téléphone : 01 42 54 62 43
Courriel : sci@sci-france.org
Site internet : www.sci-france.org

Historique du producteur

Création : 11 juin 1936
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 27 janvier 1948

Le Service civil international (SCI) est un mouvement laïc international de travail volontaire créé en 1920. Il réunit autour d'un ingénieur suisse et objecteur de conscience, Pierre Cérésole, des pacifistes européens qui pensent construire la paix en permettant aux différents peuples de mieux se connaître. Ils proposent donc à tous « les hommes et femmes de bonne volonté », quelle que soit leur nationalité, de venir réaliser un service volontaire au bénéfice d'une collectivité partout dans le monde. Le développement de ce service civil international est alors défini comme devant remplacer, à terme, les services militaires nationaux. Le SCI se donne également comme objectif la reconnaissance de l'objection de conscience dans les pays où elle n'existe pas.

La branche française est officiellement créée en 1936, bien que des chantiers aient lieu en France dès 1920. Mise en sommeil pendant la deuxième guerre mondiale, la branche française se reconstitue à la Libération, organisant des chantiers dès 1945.

Ces chantiers constituent son activité principale : en France ou à l'étranger (principalement l'été), week-end pour les membres des groupes locaux, pour les objecteurs de conscience, actions d'urgence suite à des catastrophes naturelles, volontariat à long terme en France ou à l'étranger (principalement au Maghreb), stages de formation pour les cadres de chantiers, etc. Le SCI développe aussi des actions en faveur de l'objection de conscience, de la paix dans le

monde, de la non-violence, de l'immigration, de la justice sociale, des personnes âgées ou handicapées, etc.

À partir des années 1960, la branche française assure différentes tâches de secrétariat ou de représentation pour le compte du SCI international : les relations avec l'Afrique du Nord et avec l'Afrique de l'Ouest sont assumées par deux délégués internationaux au siège parisien. De même, la coordination des actions d'urgence et des relations Est-Ouest est prise en charge par la branche française à certaines périodes.

La branche française compte alors une vingtaine de groupes locaux et de groupes régionaux dont certains deviennent des délégations régionales au début des années 1980. Dans les années 1970, elle est également propriétaire d'un village de vacances pour la rencontre entre familles françaises et immigrées à Moulès (Aveyron) et, des années 1960 aux années 1990, elle gère un centre de formation international, le Centre du Valier à Oust (Ariège).

Le SCI participe au démarrage d'un certain nombre de coordinations, la principale étant Cotravaux, organisme de cogestion puis de coordination pour le travail volontaire (principalement autour des chantiers internationaux). Il est également à l'origine de la création du Comité de coordination du service civil (réunissant les associations accueillant des objecteurs en service) et du Corps mondial de secours, puis d'Action d'urgence internationale (collectif international d'associations pour les interventions d'urgence suite aux catastrophes naturelles).

Historique de la conservation

Depuis 1945 l'association a souvent changé de siège social, notamment au cours des années 1990, étant parfois hébergée provisoirement dans les locaux d'une autre structure. Si les archives ont souffert de cette suite de déménagements, le SCI a su conserver un fonds riche et relativement homogène, notamment grâce à la permanence de certains militants :

- Etienne Reclus, un des fondateurs de la branche française, secrétaire général pendant plusieurs décennies et civiliste jusqu'à sa disparition, a coordonné la réalisation d'un ouvrage sur les 50 ans du SCI en France. Un travail d'archivage a alors été réalisé et de nombreux documents ont été rassemblés dans des dossiers de travail.
- Jean-Pierre Petit, délégué international pour les relations avec l'Afrique du Nord, puis délégué de la branche française, est présent au SCI depuis le début des années 1960. Ses documents de travail nous sont donc parvenus plus facilement, accompagnés de dossiers personnels couvrant d'autres secteurs d'activités que les relations avec le Maghreb.

Après récolement au siège social du SCI, le fonds a été déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne (PAJEP) en avril 2005.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Dans le fonds de la branche française du SCI, les archives des instances et les documents statutaires remontent à la création du SCI en 1936 (assemblée générale constitutive). Après 1945, elles sont intégralement conservées, renfermant également les bilans financiers et les documents comptables récapitulatifs. En outre, il existe quelques pièces antérieures à 1936, principalement des dossiers de chantiers, de la correspondance et quelques photographies. Si elles ne sont pas complètes pour les périodes les plus anciennes, les publications (périodiques et ouvrages) du SCI constituent un ensemble homogène.

Concernant les relations extérieures et participations à des organismes, le fonds renferme des documents particulièrement intéressants sur les groupes locaux (années 1960-1980) et sur

les délégations régionales (années 1980) qui n'existent plus aujourd'hui pour la plupart. Les archives de participation à Cotravaux renseignent sur cette coordination depuis sa création.

Une grande partie des dossiers concerne la réalisation de chantiers. Bien qu'hétérogènes selon les périodes et les types de chantiers, ils comprennent en général un programme, une feuille de route, une liste des participants, un compte rendu avec parfois des photographies et des coupures de presse. Au sein de l'ensemble dit « échanges internationaux », le volume des archives concernant les relations avec les pays du Sud, notamment le Maghreb, est particulièrement important.

L'association a conservé d'importants dossiers sur l'objection de conscience, sur la défense du statut de l'objecteur, sur les objecteurs dans ou hors du SCI. Dans une moindre mesure, le fonds propose des pièces intéressantes sur l'action du SCI dans les domaines de la paix et du désarmement, du volontariat à long terme (années 1970, chantiers autogérés de Picardie), du Village de Moulès, des personnes handicapées et des migrants.

À partir du milieu des années 1960, le SCI a mis en place une coordination appelée « coordination SCI-OC » qui gérait au début des années 1970 deux à trois cents objecteurs affectés au SCI ou dans d'autres associations. Cette coordination est à l'origine du Comité de coordination pour le service civil (CCSC) en 1972, c'est pourquoi la partie la plus importante des archives de cette structure est située dans le fonds déposé par le Comité de coordination pour le service civil (voir notice).

Par ailleurs, la branche internationale du SCI, située en Suisse, a déposé des archives depuis 1984 à la bibliothèque de la ville de La Chaux-de-Fonds en Suisse. Le fonds est particulièrement riche concernant les relations avec la branche française (2,10 mètres linéaires) : les archives remontent avant la création officielle en 1936, elles renferment des éléments sur les instances et les activités des groupes locaux, de la Commission Afrique Asie Amérique Latine (depuis 1967, voir notice). Sont aussi conservés des documents sur les chantiers réalisés en France avant 1936, notamment à Verdun en 1920.

À noter qu'un inventaire relativement précis figure sur le site de la branche internationale : http://www.service-civil-international.org/main/archives.html

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 1200 articles, 33 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1920-2004.
 Comité de coordination pour le service civil, 20140185 (ex 539J)
Dépôt en 2006. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 35 articles concernant la Coordination SCI-OC, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1963-1972.

Sources complémentaires

Bibliothèque de la ville de La Chaux-de-Fonds

 Service civil international, CH NECFBV SCI.
Dépôts depuis 1984.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Concernant le SCI :* principalement les cotes 20201 ; 20301 ; 20361-20392 ; 20401 ; 20451 ; 20461-21011 ; et surtout les cotes concernant les dossiers de suivi de la branche française 30101-30121.

Amis du Service civil international (SCI), Commission Afrique Asie Amérique Latine des (SCI-CAAAL)

Adresse : 2-4 rue Camille Flammarion, 75018 Paris
Téléphone : 01 42 54 13 33
Courriel : scicaaal@tiscali.fr
Site internet : http://www.sci-france.org/pages/destinationsud.php

Historique du producteur

Création : [3-4 octobre 1992] ; 7 décembre 1992

Au moins depuis la deuxième moitié des années 1940, la branche française du Service civil international (SCI) organise des actions et des échanges de volontaires entre l'Europe et le reste du monde. En 1965, elle crée la commission Afrique-Asie-Amérique latine qui s'intéresse aux problèmes de développement dans ces régions du globe. À ses débuts, la commission envoie des volontaires sur les chantiers réalisés par les organisations de volontariat locales, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest. En France, pendant l'année scolaire, elle procède surtout à une réflexion sur les problèmes de relations culturelles entre civilisations, à une réflexion concernant les effets de domination de la politique et de l'économie française en Afrique.

À partir de 1972, elle commence à travailler en petits groupes articulés qui se tournent vers des tâches à effet plus direct : alphabétisation, organisation de stages ou de voyages d'études. En 1978, elle est constituée en une dizaine de groupes : « Amérique Latine », « Tanzanie », « Vendée », « Afrique australe », « Santé Algérie », « Asie », etc.

À la fin des années 1980, pour des raisons d'autonomie financière et de choix politiques, la branche française du SCI demande à ses délégations régionales et à ses secteurs de se constituer en associations juridiquement indépendantes. La Commission Afrique Asie Amérique latine du SCI est officiellement déclarée association loi 1901 le 7 décembre 1992.

Aujourd'hui, la commission s'inscrit toujours dans le cadre général des orientations et des objectifs du SCI en l'appliquant aux pays du Tiers-Monde. Elle développe des contacts et des échanges entre personnes et groupes en France et dans le tiers-Monde sous forme de chantiers, d'accueil réciproque (agriculteurs, animateurs, personnel de santé). Elle essaie d'intégrer ces échanges et ces contacts dans une structure d'information. Par exemple, elle propose aux volontaires qui souhaitent partir en chantier un cycle comprenant des stages de formation, une expérience concrète, une évaluation et l'engagement de participer à la formation des futurs volontaires.

L'association comprend aujourd'hui cinq groupes d'action-réflexion formés par des volontaires et des bénévoles qui se retrouvent au rythme de quelques rencontres annuelles : Groupe Afrique ; groupe Femmes et développement ; groupe Méditerranée (Maghreb et Moyen Orient) ; groupe Bretagne ; groupe Vendée-Sénégal.

Historique de la conservation

Conservées au siège social de l'association, les archives ont été récolées et déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne en avril 2005, en même temps que celles de la branche française des Amis du service civil international (voir notice).

Les archives produites par la CAAAL avant 1992 figurent dans le fonds du SCI. Le fonds de la CAAAL renferme donc principalement des archives postérieures à cette date, néanmoins certains dossiers d'action renferment des pièces antérieures.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de la CAAAL conservées dans le fonds de la branche française du SCI sont très riches même si elles ne sont pas complètes. Elles renferment des dossiers concernant les actions menées en Afrique, Asie et Amérique Latine depuis la fin des années 1940, les pièces les plus anciennes remontent à 1948 et concernent le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Mais le fonds s'étoffe vraiment à partir de la fin des années 1960, les premiers documents produits par la CAAAL appelée Commission Afrique Maghreb datent de 1969. À partir du début des années 1970, les archives permettent de reconstituer l'histoire du fonctionnement et des activités de la CAAAL.

Pour la période allant de 1965 à 1975, il est donc indispensable de consulter le fonds d'archives de la branche internationale du SCI déposé à la Chaux-de-Fonds en Suisse, dont les documents les plus anciens sur la CAAAL datent de 1967.

Le fonds déposé par la CAAAL pour la période 1992-1999 est relativement complet et homogène concernant le fonctionnement et les activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Commission Afrique Asie Amérique Latine des amis du Service civil international, 201400168 (ex 530J)
Dépôt en 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 26 articles, 2,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1984-2002.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant le SCI-CAAAL :* 15 articles (1969-1992) ; 120 articles sur les actions menées dans ces régions (1946-1995).

Bibliothèque de la ville de La Chaux-de-Fonds

 Service civil international, CH NECFBV SCI
Dépôts depuis 1984.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Concernant la CAAAL :* principalement les cotes 30112-30113, 30121.

Amis du service civil international (SCI), délégation régionale Ile-de-France

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Cette structure était une délégation de la branche française des Amis du service civil international (voir historique).

Historique de la conservation

Les archives de la délégation régionale Ile-de-France étaient conservées au siège de l'association nationale avant leur dépôt aux Archives départementales du Val-de-Marne en 2004.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : sous-fonds

Essentiellement constitué de documents datant des années 1980, le fonds est incomplet notamment en ce qui concerne le fonctionnement. Les archives concernant les activités renseignent surtout sur les chantiers, les actions pour la paix, le désarmement (péniche pour la paix 1983-1986) et l'objection de conscience.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 40 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1977-1990.

Amis du service civil international (SCI), délégation régionale Midi-Pyrénées

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Cette structure était une délégation de la branche française des Amis du service civil international (voir historique).

Historique de la conservation

Les archives de la délégation régionale Midi-Pyrénées ont été rapatriées au siège de l'association nationale à sa dissolution au début des années 1990. Elles ont été déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne en même temps que le fonds de l'association en 2004.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : sous-fonds

Cet ensemble renseigne peu sur le fonctionnement de la délégation. En revanche un grand nombre de dossiers de chantiers et des documents liés à la gestion du secrétariat associatif régional de Cotravaux (1983-1989) ont été conservés.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 90 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1966-1991.

Animation culturelle luçonnaise (ACL)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 2 février 1982

L'association Animation culturelle luçonnaise est créée par la volonté de 4 jeunes luçonnais d'animer de façon permanente la vie de la cité et les élans spontanés des personnes intéressées par cette perspective. Elle a pour objectif de créer une dynamique culturelle en regroupant les associations luçonnaises à vocation culturelle déjà existantes et d'y associer les jeunes générations, dans le cadre d'activités communes. Nombre d'ateliers sont alors mis en œuvre avec des animateurs bénévoles (théâtre, ciné-club, ateliers Arts et Traditions Populaires, photos, sculpture, crochet-broderie, sono, dessin-BD, musiques et danses traditionnelles, animations artisanales, échanges internationaux, spectacles, ...). Le siège social de l'association est fixé à la Maison des Associations, 11 place Leclerc à Luçon, jusqu'à sa dissolution le 11 octobre 1991.

Historique de la conservation

Les archives ont fait l'objet d'un don aux Archives départementales de la Vendée en 2011.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de l'Animation culturelle de Luçon sont constituées des bilans et projets annuels, d'articles de presse et de programmes relatant les animations proposées à Luçon, de 1982 à 1991.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Vendée

 Animation culturelle luçonnaise, 207J
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 0,20 ml. *Dates extrêmes* : 1982-1991.

Animation et développement (AD)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [25 octobre 1975] ; 13 novembre 1975
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 avril 1976

Animation et développement a été créée en 1975 à l'initiative du délégué général de l'Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la Culture (UNIREG, voir notice), Lucien Trichaud. Son siège social était à la même adresse que l'UNIREG au 168bis, rue Cardinet dans le 17e arrondissement à Paris. Elle avait pour objet de répondre aux besoins des communes et des collectivités locales dans le domaine de l'animation et du développement.

AD réalisait, pour des communes et des associations locales, des études préalables à partir desquelles elle proposait des programmes de développement à court et moyen termes. Par ailleurs, elle formait des animateurs en coordination avec l'Institut de formation des animateurs (IFA, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives de l'association étaient conservées au siège social de la Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF), au 168 rue Cardinet à Paris. Elles ont été récolées en 2007 et transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne à l'automne 2009 puis en 2019.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La plupart des dossiers concernent la période 1975-1999, c'est-à-dire la période où l'association a été la plus active. Qu'il s'agisse des documents statutaires et des instances, les archives sont bien conservées, de même pour les pièces concernant l'animation et le suivi du réseau.

Si elles renferment quelques dossiers concernant les voyages d'études internationaux (1980-1993) et quelques manifestations publiques, la majeure partie des archives d'activités sont constituées d'études socioculturelles ou statistiques menées sur des villes ou des quartiers (1975-1999).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France, 514J
Dons en 2009 et 2019. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereaux de récolement. Importance matérielle : 3,1 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1975-1999.

Animation et développement, comité régional d'Ile-de-France (CRAD IDF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Dans les années 1970, la fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC) de l'académie de Paris affiliée à l'Union des fédérations régionales des MJC (UNIREG, voir notice) s'efforce d'affilier des associations autres que des MJC, ce qui entraîne des conflits avec les services du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports qui refusent de prendre en compte ces associations dans le calcul des subventions. Au même moment se développent de nouvelles actions d'animation, à l'initiative des collectivités locales qui cherchent à contourner les grandes fédérations d'éducation populaire, en recourant à des animateurs directement employés par leurs soins et qui se regroupent pour se doter d'instituts de formation.

Le délégué général de l'UNIREG, Lucien Trichaud, estime que les MJC traditionnelles n'ont plus de possibilités de développement et qu'il faut fournir aux associations et aux municipalités des prestations en matière de formation et aussi d'analyse des besoins. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la naissance d'Animation et développement (AD, voir notice) et de sa filiale d'Ile-de-France, le Comité régional d'Animation et développement d'Ile-de-France (CRAD IDF). L'association n'affilie aucune MJC, et n'est pas membre à part entière de la FRMJC de l'Académie de Paris, mais membre associé.

En 1986, le CRAD IDF fusionne avec la fédération régionale des MJC qui adhère à l'UNIREG pour créer l'Union interrégionale Jeunesse culture Animation et développement Ile-de-France (URJCAD, voir notice) qui est doublement affiliée à l'UNIREG et à AD.

Historique de la conservation

En juillet 2000, l'association Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France a effectué un troisième dépôt de leurs archives aux Archives départementales du Val-de-Marne. Une partie de ces documents provenait de l'ancien siège social de l'URJCAD, situé au 168bis rue Cardinet dans le 17e arrondissement à Paris, notamment ce qui restait des papiers du CRAD IDF. Le volume d'archives conservées est aujourd'hui inférieur à 0,1 mètre linéaire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les quelques papiers qui ont été conservés sont les documents statutaires, la liste des postes FONJEP (voir notice) attribués à l'association ainsi qu'un dossier concernant les relations avec les délégués du personnel en 1982. Même les archives d'instances n'ont pas été sauvegardées.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, 501J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association Les MJC en Ile-de-France.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1977-1986.

Association animation, loisirs familiaux, action sociale (ALFA)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Association pour le logement familial
Association pour le logement familial et l'animation des grands ensembles

Historique du producteur

Création : 16 avril 1955
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 juillet 1964

Dès sa création en 1954, la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts et consignations (SCIC) cherche à ce que les ensembles immobiliers qu'elle construit dans la région parisienne soient des cités où les habitants trouvent non seulement un logement mais aussi les équipements collectifs nécessaires à la vie sociale : commerces, écoles, lieux de cultes, espaces verts, centres sociaux, clubs de jeunes. Dans cette optique, elle crée en 1955 une association dont le rôle est l'animation et la gestion des équipements socioculturels, l'ALFA. Pour cela, elle associe à son effort l'Union nationale des caisses d'allocations familiales (UNCAF), la Fédération nationale des organismes de Sécurité sociale, l'Union nationale des associations familiales, l'Assistance publique et la Croix rouge française.

Dès 1956, des équipements sociaux sont construits à Maisons-Alfort, Sceaux, Villejuif et les premiers techniciens sociaux sont mis en place. L'ALFA s'implante à ses débuts surtout dans la région parisienne mais elle se développe progressivement en province, notamment à Lyon et à Marseille. En 1970, elle gère et anime 33 centres sociaux, 10 antennes sociales, 154 locaux collectifs résidentiels (LCR) et une équipe de 92 salariés permanents, dont 61 travailleurs sociaux.

L'ALFA a également joué un rôle de « conseil » de la SCIC en développant des analyses démographiques et sociologiques et en réalisant des études concernant la structure architecturale des centres sociaux et leur mode de gestion, la construction de LCR et l'évolution des activités socio-éducatives. Elle cesse ses activités au début des années 2000.

Historique de la conservation

Au moment de sa fermeture en 2002-2003, l'ALFA a confié ses archives au service d'archives historiques de la Caisse des dépôts et consignations.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend trois types de documents : les archives d'instance (bureau, conseil d'administration, assemblée générale) depuis 1991, des dossiers concernant la réorganisation de l'association au milieu des années 1980 et des pièces concernant la gestion du personnel, principalement les réunions des délégués du personnel (1985-1999) et du comité d'entreprise (1993-2000). Le fonds ne renferme donc aucun document antérieur au milieu des années 1980.

Par ailleurs, les archives de la Caisse des dépôts et consignations renferment quelques éléments concernant sa participation à l'association mais aucun de ces documents ne sont antérieurs au milieu des années 1980. Toutefois, le service des archives dispose d'un fonds

documentaire qui comprend un dossier sur l'ALFA constitué de publications, de statuts et du premier rapport d'activité de l'association pour l'exercice 1956 (cote 201-8. Dates extrêmes : 1956-1995), ainsi qu'un témoignage du fondateur de l'association, Léon-Paul Leroy, par ailleurs haut responsable de la SCIC (consultation sur dérogation, cote 201-1B, témoignages sur l'histoire de la SCIC de 1963 à la fin des années 1970, transcription des entretiens pour le film « Naissance » réalisé en 1986-1987). Enfin, ce fonds comprend quelques photographies sur la période 1958-1970 (non cotées).

Localisation du fonds du producteur

Caisse des dépôts et consignations - service des Archives

 Association animation, loisirs familiaux, action sociale, non coté
Versements en 2002. Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de versement. Importance matérielle *:* 2 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1991-2001.

Association bourguignonne culturelle (ABC)

Adresse : 4 place Darcy, 21000 Dijon
Téléphone : 03 80 30 59 78
Courriel : accueil@abcdijon.org
Site internet : http://www.abcdijon.org/

Historique du producteur

Création : 1945

Issue des mouvements d'éducation populaire d'après-guerre, l'association est créée en 1945 par Guy Grand et Raymond Paillet, inspecteur de la Jeunesse et des Sports à Dijon. Elle a initié et accompagné le développement de la vie culturelle de Dijon et de toute la région bourguignonne.

En 2011, elle revendique plus de 1 200 adhérents, 50 000 spectateurs sur la saison 2010/2011 pour 35 spectacles programmés (hors festivals) et un festival dépassant le cadre strictement régional : « À Pas Contés », festival international jeune public. L'Association bourguignonne culturelle propose une programmation pluridisciplinaire qui associe le théâtre, les musiques ou le cirque, elle propose des expositions, des conférences et des visites culturelles avec une politique de prix démocratique et des actions de décentralisation.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné par Mme Folz, secrétaire de l'association, après 1983, aux Archives municipales de Dijon.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de dossiers concernant le fonctionnement de l'association : correspondance relative aux différentes activités, annonces et comptes rendus des différents spectacles, communiqués de presse, calendrier des activités, listes des abonnés, comité directeur (liste des membres et comptes rendus), procès-verbaux de réunions du conseil d'administration, statuts et rapports d'activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Dijon

 Association bourguignonne culturelle, 9Z
Don après 1983. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ABC.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 48 articles, 2,32 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1974-1983.

Association carte jeunes

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1945

L'Association carte jeunes a été créée en 1985 sous l'égide du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports.

L'objet de cette carte était de faciliter l'accès du plus grand nombre de jeunes de moins de vingt-six ans, à des conditions privilégiées, à la culture, aux loisirs, au tourisme, aux hébergements, aux transports et à des prestations diverses. La carte jeunes faisait suite à une action menée par le Centre information jeunesse (CIJ) Aquitaine, la carte CIJ PASS, qui obtint le 21 février 1985 le label « Année internationale de la jeunesse » décerné par l'ONU.

En mars 1985, le Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports souhaita généraliser ce projet à toute la France et créa alors une association relevant de la loi de 1901 pour gérer cette opération interministérielle.

Afin de pouvoir diffuser la carte dans le plus grand nombre de lieux accessibles aux jeunes, l'association agit avec différents partenaires, qui reversaient une somme sur la vente des cartes, ce qui permettait de proposer des actions promotionnelles, de concevoir des campagnes publicitaires et d'éditer des guides. Les Centres information jeunesse eurent la responsabilité dans chaque région de la mise en place du réseau des commerçants et des relations avec les médias régionaux. Ils assurèrent la coordination des actions régionales.

Parallèlement, le système de la carte jeune s'étendit à l'étranger. Le 10 mars 1988, une déclaration commune sur le développement de la carte jeunes européenne fut signée à la Tour Eiffel par neuf ministres européens responsables de la jeunesse.

La carte jeunes devint un véritable phénomène de société. Néanmoins, Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la Jeunesse et des Sports, décida de la suspendre le 31 août 1993 afin d'étudier le lancement d'une nouvelle carte jugée plus performante et mieux adaptée au public des jeunes. Le lancement de la nouvelle carte eut lieu en avril 1995.

Historique de la conservation

Les documents qui retracent l'existence de la première carte jeunes ont fait l'objet d'un don aux Archives Nationales par l'Association carte jeunes respectivement les 4 janvier 1994, 7 février et 21 juillet 1995. Le fonds est aujourd'hui conservé aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'historique de l'association et à son organisation : locaux, conseils d'administration, personnel, budget, correspondance, relations avec les prestataires et les partenaires, promotion de la carte jeune, études et statistiques, carte spécifique et européenne, cessation d'activité.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association carte jeunes, 19960080
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 142 articles, 17,98 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1985-1994.

Association catholique de la jeunesse française (ACJF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1886
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 juin 1944

Créée en 1886 par Albert de Mun (voir notice), l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) a pour objectif de « fonder un ordre social chrétien ». D'abord limitée aux milieux étudiants, elle s'ouvre à partir de 1896 à tous les jeunes catholiques s'intéressant aux problèmes sociaux. En 1891, elle regroupe 1200 militants et les groupes se multiplient tant en métropole que dans les colonies (Algérie et Cochinchine notamment).

La diversité des milieux sociaux représentés conduit l'ACJF à se répartir en formations spécifiques : la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, 1927, voir notice), la Jeunesse agricole catholique (JAC, 1929, voir notice), la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC, 1930, voir notice), la Jeunesse maritime chrétienne (JMC, voir notice) et la Jeunesse indépendante chrétienne (JIC, 1934, voir notice). Chacune de ses formations prenant son autonomie, l'ACJF est dissoute en 1956.

Historique de la conservation

Un fonds est conservé aux Archives nationales du monde du travail (ANMT), consultable sous forme de microfilms. Le Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF) possède également deux fonds relatifs à l'ACJF.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les ANMT conservent la documentation imprimée concernant ses congrès de 1891 à 1899 ainsi que les comptes rendus de congrès pour la période 1903-1936 ; les questionnaires adressés aux adhérents afin de préparer les rapports aux congrès et de mieux cerner les adhérents et leurs préoccupations sont également disponibles, plus de 2 000 communes sont concernées (1903-1936).

Le fonds 4 LA conservé au Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF) est constitué de correspondance, comptes rendus de réunions et circulaires. En source complémentaire, le fonds 5 IR regroupe des papiers des aumôniers jésuites dans les aumôneries nationales des mouvements d'action catholique. Il est composé de trois sous-fonds : ACJF (Association et Aumônerie générale), Aumônerie nationale de la JAC, Aumônerie nationale de la JEC. Le sous-fonds concernant l'ACJF a la particularité de rassembler les archives de l'aumônerie mais également une partie des archives de l'association. Il est donc central pour qui veut étudier l'ACJF.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Association catholique de la jeunesse française, 34AS
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 22 articles, 0 mètre linéaire (microfilms). *Dates extrêmes* : 1891-1936.

Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF)

 Association catholique de la jeunesse française, 4 LA
Archives privées. Communication : non accessible (non classé).
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1920-1940.

Sources complémentaires

Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF)

 Papiers des aumôniers jésuites dans les aumôneries des mouvements d'action catholique, 5 IR
Dépôt en 1986. Archives privées, Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 330 articles. *Dates extrêmes* : 1890-1979.

Association catholique de la jeunesse française (ACJF) de Vendée

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : août 1898

L'association constituait la section vendéenne de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice).

L'ACJF prit pied de manière fortuite en Vendée en 1898, lors d'un rassemblement amical de jeunes à L'Orbrie. Henri Bazire, avocat à Paris natif de Fontenay-le-Comte, qui dirigea ensuite le mouvement national de 1899 à 1904, en assura la présidence. Mgr Catteau, évêque de Luçon, encouragea le mouvement, qui se développa en Vendée sous le couvert des patronages paroissiaux. Ce n'est qu'ensuite que l'ACJF Vendée se répartit en formations spécialisées : Jeunesse agricole catholique (JAC, 1931), Jeunesse maritime catholique (JMC, 1934), Jeunesse ouvrière catholique (JOC, vers 1935), etc.

L'ACJF Vendée disposait d'un journal *Les Jeunes de Vendée* (sous-titre : *organe de la jeunesse catholique du diocèse de Luçon*), absorbé par La *Voix de la Vendée* en janvier 1938.

L'ACJF Vendée fut animée pendant 21 ans (de 1919 à 1940) par l'aumônier Léon François Louis Godillon.

Historique de la conservation

Les numéros du périodique *Les Jeunes de Vendée* ont été déposés aux Archives départementales de la Vendée et intégralement numérisés.

Présentation des sources

Niveau de description : collection numérisée

Les 199 numéros du périodique, publiés entre 1926 et 1937, sont accessibles en ligne. Les originaux ne sont plus communiqués en salle de lecture.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Vendée

 Les Jeunes de Vendée, 4 Num 385
Archives privées. Communication libre en ligne, reproduction numérique sur demande. *Dates extrêmes* : 1926-1937.

Association catholique de la jeunesse française (ACJF), groupe de Saint-Quentin-d'Aiglemont

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'association était un groupe local affilié à l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice).

Historique de la conservation

Des documents de l'association ont été déposés en 1976 aux Archives départementales des Ardennes.

Présentation des sources

Niveau de description : article

L'article est constitué des registres de comptes de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Ardennes

 Archives paroissiales, 50J
Dépôt en 1976. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant l'ACJF* : 1 article (50J 3), 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1924-1938.

Association Culture et Loisirs (ACL) de Saint-Pierre-lès-Elbeuf

Adresse : Le Pressoir 27, rue Martin Luther King B.P. 24, 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf
Téléphone : 06 83 58 25 01
Courriel : acl-pierrotin@orange.fr

Historique du producteur

Création : 1981

L'association Culture et Loisirs a été créée en 1981 et comptait à ses débuts deux sections : le ciné-club et la peinture sur soie. Progressivement, l'association s'est enrichie de nouveaux membres et de bénévoles qui ont su développer les activités de l'A.C.L et participé à l'illustration de l'évolution historique de Saint-Pierre-lès-Elbeuf. L'association a ainsi retracé toute l'histoire de la ville, depuis le paléolithique.

L'association s'intéresse également au patrimoine culturel et naturel et a convaincu la municipalité d'acheter le pressoir de la ville et de préserver le site naturel des Communaux, devenu site naturel sauvegardé. La municipalité a confié à l'A.C.L. la gestion du site. Elle en est devenue un acteur principal en pérennisant l'entretien du site qui présente, aujourd'hui, une flore et une faune protégées au niveau national (l'orchidée frelon par exemple).

L'association a également créé des classes nature.

Historique de la conservation

Les archives de l'association sont conservées dans les locaux de l'association, réparties sur deux sites, à Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Une partie des archives a été identifiée par l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE). Le fonds contient les archives administratives de l'association depuis sa création en 1981 jusqu'en 2014 (statuts, comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale…). En plus des plaquettes ou documents de travail qui renseignent sur les activités de l'association (cinéma pour enfant, jeux de société, classes nature etc.), on retrouve des tableaux, panneaux d'exposition ou des photographies. Enfin, l'association conserve certaines publications (*Le P'tit Pierrotin*) ainsi que de la documentation.

Ce fonds renseigne plus largement sur l'histoire de la ville de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Association Culture et Loisirs, non coté.
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle :* 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1981- 2014.

Association culturelle tarnaise

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1968

En 1968, un petit groupe d'enseignants albigeois fondent l'Association culturelle tarnaise. Ont été membres actifs de cette association : Serge Raynal, proviseur du Lycée Lapérouse, Roger Lagorsse sous-directeur du collège Balzac élu sénateur, trésorier de l'association, M. Mercadier principal du collège Balzac, Jean-Louis Fieu inspecteur d'Académie qui en fut le premier président. L'association proposait des animations de toute nature : musique, théâtre et cinéma.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2000 aux Archives départementales du Tarn par M. Fargeron.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de l'Association culturelle tarnaise se composent de documents financiers, de comptes rendus du conseil d'administration et de programmation.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Tarn

 Fonds de l'Association culturelle Tarnaise et du ciné-club Les amis du 7ème Art, 108J
Don en 2000. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : non communiqué. Importance matérielle *:* 84 articles, 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1968-1990.

Association d'éducation populaire de l'Aube (AEPA)

Adresse : cité administrative des Vassaules, 10000 Troyes
Téléphone : 03 25 76 49 81
Courriel : aepa10@free.fr
Site internet : http://www.basesnautiquesaepa.com/accueil.html

Anciens noms du producteur

Association du théâtre amateur de l'Aube, 1951-1952

Historique du producteur

Création : 23 novembre 1951

Le 23 novembre 1951 est créée l'Association du théâtre amateur de l'Aube ayant pour vocation de favoriser la diffusion de l'art dramatique. Lors de l'assemblée générale du 3 juillet 1952, les statuts et la dénomination de cette association ont été modifiés. L'Association d'éducation populaire de l'Aube (AEPA) est créée avec pour mission de favoriser la diffusion de l'art

dramatique et de venir en aide aux associations de théâtre amateur. Le 28 octobre 1965, les statuts sont de nouveau modifiés. L'association a pour but de favoriser la diffusion de la culture populaire, du plein air et du sport par tous les moyens comme cours, conferences, prêts d'appareils, week-end, stages. Par convention du 4 novembre 1966 avec la direction départementale de la Jeunesse et des sports de l'Aube, l'association assure la gestion des bases-écoles de canoé-kayak à Chappes et de voiles à Mesnil-Saint-Père.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de l'Aube en avril 2009 par Alain Deroin.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à la création de l'association, à son fonctionnement (assemblées générales) et à ses activités (articles de presse, photographies).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Aube

 Association d'éducation populaire de l'Aube, 163J
Dépôt en 2009. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 19 articles, 0.30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1951-2001.

Association d'éducation populaire Sainte-Solange de Thaumiers

Association dissoute ou inactive

Historique de la conservation

Des documents concernant l'association sont conservés aux Archives départementales du Cher.

Présentation des sources

Niveau de description : dossier

Des archives concernant l'Association d'éducation populaire Sainte-Solange de Thaumiers, en particulier ses statuts, se trouvent dans le fonds 102J École libre de Thaumiers.

Sources complémentaires

Archives départementales du Cher

 École libre de Thaumiers, 102J 146
Archives privées.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article. *Dates extrêmes :* 1875-1965.

Association de cogestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes (COGEDEP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1960

L'Association de cogestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes (COGEDEP) a été déclarée au Journal Officiel le 13 juin 1960, mais la première réunion constitutive a eu lieu le 10 juillet 1959, présidée par Maurice Herzog.

L'association regroupait des départements ministériels (Jeunesse et sports, Affaires étrangères, Affaires de la communauté, Armées, Finances-Affaires économiques, Travaux publics-transports-tourisme) et des organisations de jeunesse et d'éducation populaire : Organisation centrale des camps et auberges de la jeunesse (OCCAJ, voir notice), Union nationale des étudiants de France (UNEF), Union chrétienne de jeunes gens (UCJG, voir notice), Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice), Fédération nationale Léo Lagrange (voir notice), Éclaireurs de France (voir notice), Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice), Union générale des étudiants (UGE), Scouts de France (voir notice).

Ses statuts de 1960 précisaient ainsi ses objectifs : « associer les organisations de jeunesse et d'éducation populaire et l'État pour favoriser les déplacements et accueils présentant pour les jeunes un intérêt éducatif par la découverte et l'étude des grandes réalités et des grands problèmes économiques, sociaux, culturels, touristiques, en France et à l'étranger ».

Elle a été dissoute le 23 février 1983.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives nationales.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'administration de l'association : assemblées générales, conseils d'administration, procès-verbaux de séances, bilans, comptes d'exploitation et de gestion, demandes de subventions. On y trouve également des archives sur les activités : études, commissions, cycles de formation, programmes d'échanges, stages, voyages, accueil.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association de cogestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes (COGEDEP), 19980173
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : non communiqué. *Importance matérielle :* 112 articles, 13,33 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1959-1983.

Association de développement local du quartier Saint-Jean (ADELE), Beauvais

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'Association de développement local du quartier Saint-Jean (ADELE) a pris la suite de la MJC Jacques Brel de Beauvais (voir notice), placée en liquidation judiciaire en 1993.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné par l'association ADELE le 30 septembre 2009 aux Archives départementales de l'Oise.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient à la fois les archives de la MJC Jacques Brel et celles de l'association ADELE. Les archives produites par chacune des deux associations ont pu être distinguées à l'exception des photographies et diapositives qui ne sont, en grande partie, ni identifiées ni datées. Des documents non produits par l'une des deux associations mais concernant le quartier Saint-Jean et la ville de Beauvais ont été classés à la fin.

Le fonds est constitué de documents relatifs à la création et au fonctionnement de la Maison de quartier Saint-Jean/MJC Jacques Brel et aux activités et au fonctionnement de l'association ADELE. On y trouve aussi des photographies et diapositives du quartier Saint-Jean, de sorties, d'animations et de voyages.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Oise

- Archives de la maison des jeunes et de la culture (MJC) Jacques Brel de Beauvais et de l'association de développement local du quartier Saint-Jean (ADELE), 39J
Don en 2009. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 15 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1977-2008.

Association de la jeune fille, Montpellier

Adresse : résidence Castellane, Fontcarrade et services associés, 3 bis rue de la vieille, 34000 Montpellier
Téléphone : 04 99 61 46 61
Courriel : fjt-castellane@wanadoo.fr
Site internet : http://habitat-jeunes-montpellier.org/

Ancien nom du producteur

Foyer de la jeune fille, 1914

Historique du producteur

Création : 1914
Reconnaissance d'utilité publique : 1930

Le Foyer de la jeune fille est créé en 1914 à Montpellier et se définit alors comme une « œuvre d'aide matérielle, de soutien moral et de préservation auprès des jeunes filles ». L'association est reconnue d'utilité publique en 1930 et obtient le statut de « foyer de jeunes travailleurs » en 1967 en adhérant à la charte nationale des foyers de jeunes travailleurs et à l'Union des foyers de jeunes travailleurs (UFJT), aujourd'hui appelée l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ, voir notice).

Avec la rénovation de la résidence Castellane en 2000, l'ouverture de la résidence Fontcarrade en 2004 et de la résidence Occitanie en 2010, l'association propose une gamme diversifiée de résidences répondant aux attentes des jeunes d'aujourd'hui. Les résidences, dans l'esprit du mouvement d'éducation populaire des Foyers de jeunes travailleurs articulent fortement leur démarche pédagogique autour de la notion de collectif et de brassage social.

L'association développe un partenariat multiple afin d'être au plus près du marché du logement, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de l'Hérault le 26 mars 1986.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds permet de retracer l'histoire d'un foyer d'accueil emblématique de Montpellier sous tous ses aspects. On y trouve des documents relatifs à l'administration du foyer : délibérations du conseil d'administration, comptes rendus d'assemblées générales, finances (budgets et comptabilité), dossiers individuels des pensionnaires (échantillonnage), règlement intérieur. Le fonds est également constitué de programmes, photographies et affiches des animations culturelles.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Foyer de la jeune fille de Montpellier, 24J
Dépôt en 1986. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 16,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1920-1987.

Association de la jeunesse rurale mosellane (AJRM)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1er avril 1974

Sous le vocable AJRM, on retrouve toutes les activités du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC, voir notice). L'AJRM était une association déclarée et régie par la loi de 1908, et inscrite aux registres des associations du tribunal d'instance de Metz le 1er avril 1974. L'association a toutefois connu un fonctionnement avant son inscription légale. Elle

fonctionnait en zones subdivisées elles-mêmes en secteurs : zones de Metz, du Saulnois, de Bouzonville et de Thionville.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de Moselle.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de pièces relatives au fonctionnement et aux activités de l'association : assemblées générales, conseils d'administration, listes de membres, comptabilité, comptes rendus de réunions, correspondance, comptes rendus d'actions, formations, camps d'étés, échanges internationaux, documentation.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Moselle

 Association de la jeunesse rurale mosellane, 108J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'AJRM.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 26 articles, 2.50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1968-1995.

Association de patronage des ouvriers chinois en France

Anciens noms du producteur

Comité franco-chinois de patronage (1906-1922)
Association amicale franco-chinoise (1916-1922)
Société franco-chinoise d'éducation (1921-1922)

Historique du producteur

La Société franco-chinoise d'éducation a pour objectif d'encourager les Chinois installés en France à faire des études financées par leur travail. En 1921 elle se heurte à de graves difficultés financières. Est alors créé un Comité franco-chinois de patronage ayant pour objectif de placer les étudiants-ouvriers chinois et d'assurer l'apurement de la situation financière. En 1922, ce comité fusionne avec l'Association amicale franco-chinoise fondée en 1906 encourageant la venue en France d'une élite sélectionnée et la promotion des relations amicales franco-chinoises. Elle cesse ses activités en 1940.

Historique de la conservation

Un catalogue des archives a été réalisé par le Centre de recherche et de documentation sur la Chine contemporaine (École pratique des hautes études en sciences sociales).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'essentiel des archives concernent la période 1921-1927 et proviennent pour l'essentiel du CFC qui a lui-même hérité d'une partie de celles de la SECF. Les documents postérieurs à 1923 proviennent de l'AAFC. Statuts, comptes rendus d'activités, bulletins, états nominatifs et dossiers d'étudiants, listes d'établissements accueillant des étudiants-ouvriers constituent l'essentiel du fonds.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Association de patronage des ouvriers chinois en France, 47AS
Dépôt en 1982. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Importance matérielle : 27 articles. *Dates extrêmes :* 1921-1940.

Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ-social et socioculturel des MJC (AREGES)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [14 décembre 1990] ; 8 février 1991
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 26 mars 1993

En 1990, des fédérations régionales, notamment la fédération Ile-de-France, se détachent de la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice) pour créer une autre fédération nationale : l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ-social et socioculturel des MJC (AREGES).

En 1995, l'AREGES fusionne avec l'Union des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (UNIREG, voir notice), issue d'une première scission de la FFMJC en 1969, pour créer la Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF, voir notice).

Historique de la conservation

Après avoir été récolées, les archives de l'AREGES ont été données par la CMJCF aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en juillet 2001. Elles étaient conservées au siège social de la CMJCF dans le 17e arrondissement à Paris.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de l'AREGES renferment les pièces sur la fondation de l'association, les documents statutaires et ceux des instances ainsi que des dossiers relatifs à la scission avec la FFMJC au début des années 1990. À noter aussi que figurent de nombreux dossiers de relations et de suivi des activités des fédérations régionales.

Concernant la création et le fonctionnement de l'association, les archives de la Fédération régionale des MJC en Ile-de-France sont particulièrement intéressantes (501J).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France, 514J

Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 2,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1989-1997.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale, 501J.
Communication soumise à autorisation de l'association Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale.
Instrument de recherche : bordereau de récolement.

Association de solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI) d'Aix-Marseille

Adresse : résidence des facultés, bat. C, n° 559, 31 av de l'Europe, 13 090 Aix-en-Provence
Téléphone : 04 42 64 51 09
Courriel : asti.solidaritetrangers@aix-asso.org

Historique du producteur

Création : 1967

Le but de l'association est de manifester une solidarité active aux étrangers et aux personnes d'origine étrangère vivant dans le pays d'Aix en leur proposant des moyens de promotion humaine, culturelle et sociale. Les activités proposées sont : l'atelier couture, l'accueil juridique, administratif et social (demandes d'asile, lettres, accompagnements en préfecture), l'alphabétisation, le soutien scolaire, l'initiation à l'informatique, l'initiation au code de la route, les sorties et rencontres interculturelles, la défense des droits et la lutte contre le racisme en liaison avec d'autres associations aixoises.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la convention avec l'association Ancrages (mémoire, patrimoine, histoire des migrations).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à la vie interne de l'association, à sa comptabilité, à ses activités et à ses relations externes.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Association de solidarité avec les travailleurs immigrés, 222J
Don en 2008. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1967-2004.

Association départementale d'insertion des jeunes (ADIJ) de Belfort

Adresse : 30 Grande rue François Mitterrand, 90800 Bavilliers
Téléphone : 03 84 55 94 20
Courriel : app.belfort@adij90.org
Site internet : http://www.adij90.org/

Historique de la conservation

Le fonds d'archives a été donné aux Archives départementales du Territoire de Belfort, qui ont réalisé un répertoire numérique en 2012.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme les dossiers d'activités et de fonctionnement de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Territoire de Belfort

 Association départementale d'insertion des jeunes (ADIJ) de Belfort, 146J
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 91 articles, 33,6 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1972-1999.

Association départementale de développement culturel (ADDC)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1986

Véritable outil de développement culturel, l'Association départementale de développement culturel (ADDC) a été créée par les élus du département de la Dordogne en 1986 au moment des lois de décentralisation.

Association à but non lucratif, ses missions visaient à rééquilibrer le territoire en réduisant les inégalités de l'offre culturelle entre monde urbain et monde rural, à s'appuyer sur tous les acteurs et les publics locaux et à s'adresser à tous les publics avec une attention particulière aux jeunes.

Subventionnée par le conseil général de la Dordogne dès sa création, elle a été également soutenue par le conseil régional d'Aquitaine, le ministère de la Culture, l'Office national de diffusion artistique (ONDA) et l'Office artistique de la région Aquitaine (OARA).

Elle est remplacée en 2008 par l'Agence culturelle départementale Dordogne-Périgord.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de la Dordogne le 6 octobre 1992.

Présentation des sources

Niveau de description : dossier

Le fonds rassemble des documents édités par l'Association départementale de développement culturel (ADDC), en matière de diffusion culturelle.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Dordogne

 Association départementale de développement culturel, 50J
Dépôt en 1992. Archives privées. Communication : non accessible (classement en cours).
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 3 articles, 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1989-1997.

Association départementale pour la diffusion et l'initiation musicale (ADDIM)

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Loire

 Association départementale pour la diffusion et l'initiation musicale (ADDIM), 141J
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de récolement (non classé). Importance matérielle *:* 65 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : non communiquées.

Association départementale pour le développement musical de la Charente (ADDM)

Adresse : 24 avenue Gambetta, 16000 Angoulême

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Procès-verbaux de conseils d'administration et de réunions de bureau, rapports d'activités, dossiers de personnel, correspondance, dossiers d'activités culturelles et pédagogiques, comptabilité.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Charente

 Association pour le développement musical de la Charente, 28J
Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 253 articles, 24,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1976-1996.

Association des anciens élèves de l'École des Roches et du Collège de Normandie (AERN)

Anciens noms du producteur

Association des anciens élèves de l'École des Roches, 1910-1952

Historique du producteur

Création : 31 mai 1910

L'association des anciens élèves de l'École des Roches et du Collège de Normandie procède de la fusion en 1952 de l'Association des anciens élèves de l'École des Roches et de l'Association des anciens élèves du Collège de Normandie.

L'École des Roches est un établissement privé d'enseignement primaire et secondaire non confessionnel fondé en 1899 par Edmond Demolins, sociologue, dans un but de formation des élites et d'inspiration anglo-saxonne (le modèle de la *public school* anglaise y est prédominant). Installé à Verneuil-sur-Avre, en Normandie, il propose une pédagogie active, centrée sur l'enfant ; cet internat s'insère ainsi dans le mouvement de « l'éducation nouvelle ». Les méthodes pédagogiques appliquées à l'École des Roches sont résolument innovantes : en mars 1911, y est ainsi mise sur pied la première troupe des Éclaireurs de France (EDF, voir notice), qui fut la première unité scoute créée en France dans le cadre d'un établissement scolaire. L'école s'ouvre à la mixité en 1969 : elle bénéficie actuellement d'un recrutement qui dépasse le cadre national. En 1990, elle devient un établissement d'enseignement privé sous contrat avec le ministère de l'Éducation nationale (régime de la loi sur l'enseignement privé de 1959).

Les anciens élèves (communément appelés « Rocheux » et « Rocheuses ») se retrouvent au sein de l'Association des anciens élèves pour maintenir des liens, préserver la mémoire et l'identité de l'établissement auxquels ils sont attachés. L'AERN bénéficie d'un bulletin de

liaison intitulé aujourd'hui *Rocs et Rocheux*. De même, elle dispose d'un site internet depuis 1998, reconfiguré en 2011. Elle met à jour également l'annuaire des anciens élèves de l'École des Roches.

Historique de la conservation

En 2013, Nathalie Duval, historienne et professeure à l'Université Paris-Sorbonne, auteur d'une thèse de doctorat sur l'histoire et la sociologie de l'École des Roches (2006), a contacté le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP), afin que les archives de l'AERN, stockées dans la cave du domicile de Bernard Lefèvre, président de l'association, soient déposées et sauvegardées. Le fonds a fait l'objet d'une expertise en septembre 2013, puis d'un récolement succinct en janvier-février 2014 avant d'être transféré aux Archives nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine, en août de la même année. En 2019, un classement définitif a été réalisé.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives produites par l'association ne constituent qu'une partie du fonds. Deux autres sous-fonds viennent le compléter : un ensemble d'archives produit par l'école elle-même ainsi que les archives produites par Nathalie Duval dans le cadre de ses recherches. Le classement a donc été réalisé selon une logique de provenance, en respectant les modes d'organisation de chacun de ces trois producteurs. Cette juxtaposition est liée au fait que l'association et l'école sont en relation permanente depuis l'origine. Quant aux archives de Nathalie Duval, elles ont été déposées en même temps que les deux autres parties du fonds.

Les archives de l'École des Roches sont très lacunaires. En effet, un incendie, survenu en août 1944, a, une première fois, détruit une large partie des documents, puis des éliminations ont eu lieu une seconde fois à la fin des années 1980. Les documents contenus dans ce fonds sont donc les derniers vestiges historiques de l'école. On y trouve un ensemble disparate de pièces issues de l'activité administrative et institutionnelle de l'établissement (trombinoscopes, règlements, blasons, feuilles de liaison, etc.), des portraits et documents de son fondateur Edmond Demolins (1852-1907), les journaux de l'école et un grand nombre de photographies d'un grand intérêt, sous forme argentique ou photographie argentique ou photomécanique : les classes des années 1900 à 1940, de remarquables albums et un ensemble très complet de tirages en noir et blanc du studio photographique de l'école.

Les archives de l'AERN sont également assez incomplètes et il est probable que d'autres gisements documentaires soient conservés chez des membres de l'association – celle-ci n'ayant a priori pas eu d'autre siège que les domiciles de ses présidents. Toutefois, on peut signaler la présence de tous les procès-verbaux des assemblées générales depuis 1911, de tous les annuaires des anciens élèves et de tous les numéros de la feuille de liaison de l'association. Par ailleurs, on trouve bon nombre de dossiers témoignant des liens tissés avec l'école en termes humains, politiques et financiers. Enfin, notons l'existence d'un nombre tout aussi important de photographies et de cartes postales illustrant le passé de l'école. Ces pièces ont été envoyées à l'association par d'anciens élèves et soigneusement réunies et légendées : elles sont classées dans l'ordre alphabétique des donateurs.

Les archives de Nathalie Duval, enfin, sont constituées de ses dossiers de recherche. Ces derniers renferment des archives originales, réunies et annotées, des photocopies d'archives, de la correspondance, de la documentation scientifique, ainsi que de multiples notes manuscrites et fiches de lecture. Certains documents d'archives produits par des personnes rencontrées par Nathalie Duval ont également été intégrés dans cette partie. C'est le cas de cahiers ayant appartenu certains élèves dans les années 1930.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association des anciens élèves de l'École des Roches et du Collège de Normandie (AERN), 20141579
Dépôt en 2014. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire méthodique détaillé. *Importance matérielle* : 90 articles, 10 ml. *Dates extrêmes* : 1899-2012.

Association des amis des CEMÉA de Paris

Association dissoute ou inactive

Présentation du producteur

Fondée en 1956 et dissoute en 1974, cette association a été mise en place par les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), principalement pour l'acquisition et la gestion du centre national de Vaugrigneuse (Essonne). Ce dernier avait pour objectif l'accueil de stages, de centres de vacances, de classes transplantées, de séminaires, colloques, etc., en premier lieu pour les activités des CEMÉA mais ouverts aussi, complémentairement, à des organismes extérieurs. Une autre activité de l'Association des amis des CEMÉA de Paris a été le suivi du club des CEMÉA de l'École normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET).

Historique de la conservation

Entre 1998 et 2012, l'association nationale des CEMÉA (voir notice) a déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP un peu plus de trois cents mètres linéaires, dont la plupart sont antérieures à 1997. Il s'agissait non seulement des archives de l'association nationale mais aussi de structures créées par les CEMÉA ou proches : éditions du Scarabée, centre de formation d'éducateurs de Vaugrigneuse, Fédération des associations de gestion des centres de formation d'éducateurs des CEMÉA, Fédération internationale des CEMÉA (FICEMÉA), etc.

Parmi ces producteurs, figuraient les archives de l'Association des amis des CEMÉA de Paris, dont les archives ont été cotées en 590J et dont l'inventaire définitif a été réalisé en 2013.

Présentation des sources

Si le fonds d'archives représente seulement 0,15 mètre linéaire, il renferme les pièces essentielles du fonctionnement de l'association (instances, documents statutaires) depuis la création de l'association jusqu'à sa dissolution. Concernant les activités, il renferme quelques papiers concernant les relations avec le club des CEMÉA de l'ENSET et surtout des documents concernant la création et la gestion du centre national de Vaugrigneuse.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Association des amis des CEMÉA de Paris, 590J
Dépôts entre 1998 et 2014. Archives privées. Communication soumise à autorisation des CEMÉA.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article, 0,15 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1956-1974.

Association des amis du Musée aubois de l'histoire de l'éducation (AAMAHE)

Historique du producteur

Créé en 1976, le Musée d'histoire de l'Éducation est géré par le Centre départemental de documentation pédagogique et est soutenu par l'action de l'Association des amis du Musée. Le but de l'association est de contribuer à la sauvegarde du patrimoine éducatif et d'aider à un développement de la recherche. Elle édite une publication annuelle les *Cahiers aubois d'histoire de l'éducation.*

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Publications régionales diverses léguées à l'AAMAHE par Marthe Oudinot en 1985.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Aube

 Association des amis du Musée aubois de l'histoire de l'Éducation, 125J
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1792-1910.

Association des amis du Musée niçois des traditions scoutes

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'association a été créée en 1983 par Édouard Thomé dont le père Jean Thomé (1882-1969) avait participé à la fondation de la première troupe d'éclaireurs de Nice et dont il sera longtemps secrétaire et instructeur.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées aux Archives départementales des Alpes-Maritimes en 1993 par Édouard Thomé, qui a rassemblé les collections, et Jean Ivaldi, président de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Archives de l'association (1983-1993) et documentation sur le scoutisme à partir de 1910 : bibliothèque comprenant des livres de Baden-Powell, des livres sur la pratique du scoutisme (manuels, chants, jeux), des livres d'aventures et des publications scoutes, des objets (insignes, drapeaux, médailles, vêtements, etc.).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Alpes-Maritimes

 Association des amis du musée niçois des traditions scoutes, 92J
Don en 1993. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 47 articles, 4,70 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1847-1994.

Association des amis du théâtre à Orléans

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1961

L'association se donnait pour but de « faire aimer, mieux connaître, comprendre et d'aider le théâtre ». Ainsi, elle a facilité l'accès à des représentations théâtrales et d'autres manifestations culturelles, en abaissant le prix des places pour ses associés. En outre, elle a favorisé les échanges entre ses membres et les professionnels du théâtre. Elle a été l'un des principaux soutiens du théâtre d'Orléans dès sa création, en février 1975, en s'occupant de sa publicité. Les « Amis du théâtre » étaient des amateurs de théâtre ou d'anciens artistes.

L'association a été dissoute en avril 1980 et son actif dévolu à une autre association, celle des Amis du musée d'Orléans.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 1980 par l'association aux Archives départementales du Loiret.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fond rassemble des documents concernant le fonctionnement et les activités de l'association : statuts, dissolution, correspondance, assemblées générales, listes de membres, comptabilité, aides aux compagnies théâtrales.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Loiret

 Association des Amis du théâtre, 460J
Don en 1980. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 10 articles, 0,08 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1961-1980.

Association des centres sociaux et familiaux de Saint-Etienne

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 22 mai 1959

L'Association des centres sociaux et familiaux de Saint-Etienne était membre du réseau de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice).

Les représentants des usagers de deux centres sociaux stéphanois et d'associations familiales locales créent en 1959 l'Association des centres sociaux et familiaux de Saint-Etienne. Ils siègent au conseil d'administration que rejoignent les syndicats en 1967. Leur but statutaire est de promouvoir et de gérer des centres sociaux à Saint-Etienne.

L'association, qui regroupe 11 équipements dès 1974, préfigure la Fédération des centres sociaux de la Loire en œuvrant au développement des centres, à la programmation de nouvelles réalisations et à la formation de leurs responsables. Elle prend des initiatives pour le rassemblement des centres sociaux de la Loire. Président de l'Association des centres sociaux et familiaux de Saint-Etienne, Gaston Meynard est élu président de la Fédération départementale lors de son lancement en 1969.

Aspirant à l'autonomie, chaque centre social regroupé constitue en 1990 sa propre association, avec l'appui de la Caisse d'allocations familiales de Saint-Etienne et l'accompagnement de la Fédération de la Loire. L'Association des centres familiaux et sociaux remet alors ses responsabilités de gestion aux nouvelles associations avec effet au 1er janvier 1991, ce qui entraîne sa dissolution.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Dossiers de fonctionnement, comptes rendus de réunions, correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Loire

 Association des centres familiaux et sociaux de Saint-Etienne, 97J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 26 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : non communiquées.

Association des évènements culturels et œuvres laïques de Belfort (ECOL)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 28 janvier 1993

L'association Événements culturels et œuvres laïques (ECOL) était une association loi 1901, héritière d'une autre association : la Fédération des œuvres laïques (FOL) qui était membre de la Ligue française de l'enseignement (voir notice). Elle a reçu l'agrément Jeunesse et éducation populaire du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports ainsi que celui de l'Éducation nationale. Elle avait son siège à Belfort dans le quartier des Glacis, où elle avait pris sa place dans le tissu local et départemental notamment aux côtés des établissements scolaires. Son équipe était constituée de 9 permanents soutenus par 280 adhérents.

L'association contribuait au développement des activités éducatives, culturelles et physiques de pleine nature et de loisirs. Elle appuyait les enseignants par des moyens éducatifs, techniques et matériels pour la mise en place et le suivi de projets pédagogiques. Elle participait aux travaux de commissions, groupes de travail et actions de formation initiale et

continue mis en place par l'Éducation nationale, les administrations de l'État et les collectivités locales.

L'association ECOL a été dissoute lors de l'assemblée générale extraordinaire du 15 septembre 2003.

Historique de la conservation

Le fonds d'archives a été déposé aux Archives départementales du Territoire de Belfort le 1er décembre 2003 par son président, Roger Thévenot, puis transformé en don le 3 octobre 2007.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds donne une bonne image des activités d'un mouvement d'éducation populaire né dans les années 1990 pour lutter contre l'échec scolaire, en particulier dans le quartier des Glacis à Belfort.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Territoire de Belfort

 Association ECOL, 120J
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 178 articles, 20,2 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1993-2003.

Association des jeunes en vacances

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Agrément Jeunesse et éducation populaire : 31 octobre 1967

L'Association des jeunes en vacances était un organisme technique de formation et d'éducation s'adressant aux jeunes en vacances grâce à des groupes de jeunes vivant en équipes mixtes dans les campings ou des locaux. Elle avait pour but essentiel la prise en charge des bandes de jeunes dans les lieux de tourisme et de loisirs.

Nous ne savons pas quand l'association a cessé ses activités.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Association des maisons de la culture

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'Association des maisons de la culture a été créée en 1936, son siège social se trouvait alors au 12 rue de Navarin dans le 9e arrondissement, elle déménagea ensuite au 29 rue d'Anjour dans le VIIIe arrondissement de Paris.

Les buts de cette association littéraire, scientifique, artistique consistaient à « grouper les meilleurs spécialistes des arts et lettres pour la défense et l'illustration du patrimoine culturel de la France ». Parmi les personnalités de l'association figuraient André Chamson, Aragon qui fut secrétaire général de 1936 à 1939, André Malraux, Robert Desnos, Louis Jouvet, Jean-Louis Barrault, Pablo Picasso, Jean Lurçat, Le Corbusier, Jean Renoir, Éric Honneger, etc. En province trente régions culturelles regroupaient les maisons de la culture qui fédéraient les cercles culturels locaux et les sections d'associations fédérées ou affiliées (Fédération musicale populaire, Association des écrivains, Camping et culture, Cercles culturels des amis de l'URSS, Fédération espérantiste). Outre ses activités culturelles, l'Association s'investissait dans le domaine politique, en particulier le soutien aux Républicains espagnols et l'engagement en faveur du pacifisme.

L'Association fonctionna jusqu'en août 1939.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Fonctionnement général, relations avec les municipalités et les associations, partitions, déclarations publiques, correspondance, programmes des manifestations culturelles, photographies, affiches.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association des maisons de la culture, 104S
Archives privées. Communication libre pour les cotes.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 12 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1930-1939.

Association des usagers du centre social et culturel de la Ville-Haute de Bar-le-Duc

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1970

L'association des usagers du centre socioculturel du Pâquis (Ville-Haute de Bar-le-Duc), a été créée en octobre 1970. Son but était de répondre aux besoins sociaux, familiaux, culturels et sportifs des habitants du quartier de la Ville-Haute. Cette association était subventionnée notamment par la caisse d'allocations familiales et ses activités sont variées : club de vannerie, mercredis récréatifs, activités pour les personnes âgées, gymnastique, danse, etc. Elle a été dissoute en 2001.

Le centre était affilié à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Meuse en 2002.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fond rassemble des documents concernant le fonctionnement du centre : constitution du centre, membres, procès-verbaux d'assemblées générales et de conseils d'administration, dossiers du personnel, correspondance, demandes de subventions, comptabilité, livrets de présentation des activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Meuse

 Association des usagers du Centre social et culturel, 132J
Don en 2002. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 27 articles, 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1970-2001.

Association française des immigrés pour la formation et l'animation (AFIFA)

Historique du producteur

Création : [1980-1981]

Domiciliée à Pontoise, l'AFIFA est une association de formation des adultes au français tournée vers les immigrés, essentiellement active dans le Val-d'Oise. Elle participe notamment au réseau animé par le Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion (CLP, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds comprend trois boîtes d'archives qui concernent la création de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Pontoise

 Association française des immigrés pour la formation et l'animation, 50 Z
Archives privées. Communication : par demande écrite au maire de Pontoise.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1980-1981.

Association franc-comtoise de culture (AFCC)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 26 décembre 1945

L'Association franc-comtoise de culture (AFCC), fondée par Raoul Risset au lendemain de la Libération, avait pour but « d'assurer, par tous les moyens en son pouvoir, le développement de la culture et des loisirs éducatifs ».

Dès ses débuts, elle s'est attachée à former, par de nombreux stages et week-ends, des animateurs culturels. Un grand nombre d'entre eux suscitèrent la création de foyers ruraux, de MJC et de délégations.

L'action de l'AFCC était renforcée par des partenaires locaux, bien souvent bénévoles. Conformément à ses objectifs, elle s'efforçait d'atteindre les populations défavorisées par une politique d'information et une réduction du coût des spectacles. L'AFCC fut à l'origine de la création du Centre culturel populaire (1957). A l'intention du grand public, elle organisait, dans l'immédiat après-guerre, d'importants cycles de conférences.

Ses activités ne tardèrent pas à se diversifier. L'association se proposait notamment de développer le cinéma bisontin, avec trois initiatives : ciné-club, ciné-jeunes, ciné-travail.

Avec le concours de cinémathèques de renom, elle assurait une programmation riche, « à l'écart des modes et matraquages publicitaires ». L'association s'investit également dans le milieu théâtral. Elle s'adressait aux principaux centres d'art dramatique français ou étrangers et favorise la reconnaissance des troupes locales.

L'AFCC était également garante d'une vie associative de qualité, grâce aux nombreux clubs et services culturels dont elle est l'instigatrice. Son succès a été d'autant plus grand que celle-ci exerçait un quasi-monopole, interrompu par sa dissolution en 1985.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales du Doubs par le dernier président de l'association, Gérard Bourgeau, le 11 septembre 1990.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à la fondation, au fonctionnement (gestion des biens immobiliers, comptabilité, correspondance) et aux activités de l'association (conférences, théâtre, spectacles, musiques, cinéma, cours, clubs).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Doubs

 Association franc-comtoise de culture (AFCC), 79J
Don en 1990. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 147 articles, 23 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1946-1986.

Association « La Maison pour tous »

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1922
Reconnaissance d'utilité publique : janvier 1930

La Maison pour tous, anciennement située au 76, rue Mouffetard, est créée en 1922 par des membres du « Sillon ». Elle devient une association en mai 1921, reconnue d'utilité publique en janvier 1930 et exerce jusqu'en 1979 des activités sociales et culturelles importantes aussi

bien au niveau du quartier lui-même qu'à un niveau plus largement parisien. Dès 1911, elle organise le premier stage de moniteurs de colonies de vacances. Elle met sur pied les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, la communauté théâtrale de Raymond Rouleau. La rénovation du quartier Mouffetard la contraint à cesser ses activités en 1979. A son emplacement a été construite par la Ville de Paris une bibliothèque de lecture publique.

Historique de la conservation

Ce fonds, déposé en 1991, aux Archives de Paris, par Monsieur Robert Rochette, un ancien membre de l'association, contient les dossiers de La Maison pour tous, rue Mouffetard à Paris dans le 5e arrondissement. Ce dépôt a fait l'objet d'une transformation sous la forme d'un don par Madame Geneviève Rochette le 21 mars 2010. Cet ensemble documentaire a été complété par le don, en juillet 2000, des archives d'un des membres du bureau de l'association (Fernand Bouteille), que Monsieur Rochette conservait avec ses archives personnelles.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient les archives administratives et documentaires de l'association « La Maison pour tous » depuis sa création jusqu'au début des années 1990. Les archives permettent de retracer la genèse de l'association avec des documents relatifs aux mouvements précurseurs comme « Le Sillon » ou « Chez nous ». L'organisation générale de la structure est illustrée par les statuts, la correspondance et les comptes-rendus de réunions. Le fonds contient également des archives biographiques sur les figures fondatrices, comme Cathe Descroix ou Marthe Levasseur dite « la Mère Louve ». La vie associative y est aussi documentée (assemblées générales, conseils d'administration, bureaux, livres de paye, rapports d'activité, moraux et financiers) sur la période 1921-1978. Une partie importante est consacrée aux activités culturelles et sociales de l'association, en particulier autour de la salle et du théâtre Mouffetard ou de ses colonies de vacances (photographies, programmes, coupures de presse). Enfin, le fonds documente la question immobilière du 76 rue Mouffetard, depuis l'acquisition du bâtiment en 1949 jusqu'à sa démolition et au transfert de l'association à Marcoussis (Essonne) entre 1979 et 1990.

Localisation du fonds du producteur

Archives de Paris

 Fonds de l'Association "La Maison pour tous". Activités et fonctionnement, D76Z
Don en 1990 et 2000. Documents librement communicables.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. Importance matérielle : 14 articles.
Dates extrêmes : 1921-1990.

Association Louis Conlombant

Adresse : 5 place du colonel Fabien, 75010 Paris
Téléphone : 01 42 03 78 79
Courriel : conlombant@wanadoo.fr
Site internet : www.olcparis.com

Anciens noms du producteur

Œuvre parisienne des enfants à la montagne, 1908-1944
Œuvre Louis Conlombant, 1944-?

Historique du producteur

Création : [18 février 1906] ; 17 janvier 1908
Reconnaissance d'utilité publique : 11 juillet 1929

En 1906, sous l'impulsion de l'instituteur Louis Conlombant, l'amicale des anciens élèves de l'école normale d'Auteuil fonde l'Œuvre parisienne des enfants à la montagne. Son but est de procurer aux écoliers des classes populaires 45 jours de vacances par le placement familial dans le Cantal. Les parents contribuent dans la mesure de leurs moyens aux frais de séjour de leurs enfants. Ceux-ci placés par petits groupes chez les « montagnards » suivent le régime des nourriciers. Des instituteurs parisiens les accompagnent pendant les voyages et vont les visiter pendant les séjours.

Progressivement les activités de l'association se diversifient : « colonies de vacances, centres de jeunes, maisons d'enfants, bulletin annuel, tracts de propagande, conférences et activités éducatives, centres d'inscription et de placement, comités médicaux, bourses aux familles nécessiteuses qui confient leurs enfants à l'œuvre » (statuts, 1964). Aujourd'hui, les familles d'accueil sont réparties sur six départements : Cantal mais aussi Ariège, Aude, Aveyron, Corrèze, Lot. À noter que l'association est affiliée à la Ligue française de l'enseignement (voir notice).

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège de l'association, déménagées après que le fonds ait été expertisé en 2002 alors que le siège de l'association était encore au 184 quai de Jemmapes, dans le 10e arrondissement à Paris.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

En dehors des archives d'instances de l'association (assemblée générale, conseil d'administration, statuts), il n'existe pas ou très peu d'archives antérieures à la fin des années 1970. Le fonds renferme quelques pièces et dossiers remontant aux origines de l'association, dont l'ensemble ne dépasse pas 0,2 mètres linéaires : un registre de déclaration et de modifications des statuts (depuis 1908), des registres d'assemblée générale (complets depuis 1929), des registres de conseil d'administration (complets depuis 1929) et quelques correspondances.

Il comprend également des dossiers datant de la fin des années 1970 au milieu des années 1990 renfermant des archives de fonctionnement et d'activité qui sont classées chronologiquement. Chaque carton comprend environ une année d'archives.

C'est pourquoi, en 2002, l'association envisageait la possibilité de mener une collecte d'archives auprès de ses anciens militants et de leur famille, notamment celle de son fondateur Louis Conlombant.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Association Louis Conlombant
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1906-2007.

Association nationale d'entraide féminine (ANEF)

Adresse : 10 boulevard Albert 1er, 42000 Saint-Étienne

Historique du producteur

Création : 4 janvier 1952

D'après les statuts établis en 1952, le but de l'Association nationale d'entraide féminine (ANEF) était de « soutenir et coordonner l'action de tous ceux qui, en dehors de toute préoccupation politique ou confessionnelle, s'occupent de la réadaptation sociale des jeunes filles n'ayant pas atteint 25 ans, sorties officiellement des internats de rééducation ou de semi-liberté ».

Dès sa création, l'association s'est appuyée sur le réseau des mouvements de scoutisme féminin. Dans le premier noyau, on retrouve ainsi : Brigitte Haardt, éclaireuse de France, secrétaire et responsable du service de placement parisien des éducateurs monté par Henri Joubrel (voir notice) ; Françoise de Cherisey, trésorière des Guides de France (voir notice) ; Françoise Malleron, guide de France, assistante sociale et directrice du service sociale de l'enfance à Bourges (qui prend plus tard le nom de son mari Jacques Astruc, commissaire général des Scouts de France (voir notice)) ; Claudie Vieu-Fauconnier, éclaireuse de France, assistante sociale ; Monique Beauté, guide de France (qui deviendra Monique Nery), éducatrice dans l'établissement pour filles installé dans une section de la prison de Fresnes, puis à Cadillac, secrétaire de la revue Rééducation, un des piliers des équipes de prévention dites « d'Amitié » ; Angèle Berty, assistante sociale, guide de France, etc.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en 2003 au Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée (CNAHES), dont les archives sont conservées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement de l'association : statuts, assemblées générales, conseil d'administration, bureaux, commissions, colloques et enquêtes, comptabilité, relations avec les sections, formation.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine / CNAHES

 Association nationale d'entraide féminine (ANEF), 208 AS (XXV)
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication libre sauf mention contraire.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 561 articles, 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1952-1999.

Association nationale d'entraide féminine (ANEF) Provence

Adresse : 178 cours Lieutaud, 13008 Marseille
Téléphone : 04 91 36 53 50
Site internet : http://www.anef-provence.fr/

Anciens noms du producteur

ANEF des Bouches-du-Rhône

Historique du producteur

Création : 1959

L'ANEF Provence est membre de la fédération nationale ANEF (voir notice) à laquelle a été transféré le caractère d'utilité publique. Elle a été déclarée en préfecture le 6 décembre 2007. Elle est la continuation de la section ANEF des Bouches-du-Rhône créée en 1959. La section ANEF des Bouches-du-Rhône était une des 10 sections de l'Association nationale d'entraide féminine (ANEF), fondée le 4 janvier 1952 à Paris. Dans le courant de l'année 2006, l'ANEF a envisagé que ses sections, au regard de l'évolution du secteur social et législatif, deviennent autonomes sur le plan juridique et financier et que, de ce fait, elles se constituent en associations soumises à la loi de 1901, de façon à permettre une continuité de leurs activités.

L'ANEF Provence a pour objet, en dehors de toute préoccupation politique ou confessionnelle et sans exclusive, d'œuvrer à la prévention, la protection, l'éducation, la réadaptation, l'insertion sociale et professionnelle de personnes : enfants, adolescents, adultes se trouvant en danger moral, physique, ou victimes d'exclusion. Pour ce faire, elle a vocation à créer et gérer des établissements et services d'accueil, de prévention, d'actions éducatives, d'hébergement, de réinsertion et de logement.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents concernant les foyers sociaux-éducatifs, l'assistance éducative en milieu ouvert (AEMO) et l'aide au logement.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 ANEF 13, 199J
Don en 2008. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé. *Instrument de recherche :* non classé. Importance matérielle *:* 2,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1952-2006.

Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ)

Adresse : 10-14 rue Tolain, 75020 Paris
Téléphone : 01 56 35 05 35
Courriel *:* info@anacej.asso.fr
Site internet : www.anacej.asso.fr

Historique du producteur

Création : [13 mars 1991]
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 25 février 1992

C'est dans les années 1960 que commencent à fonctionner les premiers conseils d'enfants et de jeunes avec l'objectif d'identifier leurs problèmes et leurs besoins et de les traduire en réalisations intégrées dans la politique municipale. Le plus connu de ces conseils est celui de Schiltigheim (Bas-Rhin) créé en 1979 à l'occasion de l'année de l'enfance. Par la suite, plusieurs communes tentent l'expérience mais seulement une quarantaine de conseils fonctionnent au milieu des années 1980.

Vient alors une période de bouillonnement. À partir de 1987, plusieurs initiatives visant à une organisation plus collective et plus visible se succèdent en quelques mois. Un premier congrès national des conseils municipaux d'enfants se déroule en mai 1987 sous les auspices de la Ligue des droits de l'homme (voir notice) et de l'Association des maires de France. Il est à l'origine de l'Association nationale des conseils municipaux d'enfants (ANCME, voir notice) créée le 3 juin de la même année. Son siège social est à Paris, au siège national des Francs et franches Camarades qui ont un rôle important dans la création et l'animation de ce premier réseau. L'ANCME est d'ailleurs très liée au monde de l'éducation populaire et au secteur périscolaire.

Parallèlement, le 31 juillet 1987, est rédigée une Convention des villes pour les conseils de jeunes suite aux premières rencontres nationales sur les conseils municipaux d'enfants qui se sont déroulées au Centre Georges Pompidou le 20 juin 1987. Ces initiatives se préparent sous l'impulsion de l'Association des maires de France et avec le soutien de l'Institut de l'enfance et de la famille (IDEF). Elles aboutissent à la création de l'association Convention des villes pour les conseils de jeunes (CVCJ, voir notice), dont l'assemblée générale constitutive se déroule au Sénat le 29 octobre 1987, en présence de représentants de 35 municipalités.

Sous l'impulsion de l'État, ces deux associations fusionnent le 13 mars 1991 pour créer l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ). Cette association a pour objet de regrouper toute personne morale ou physique ayant pour but de promouvoir toute structure, notamment les conseils d'enfants ou de jeunes, permettant la reconnaissance de l'enfant et du jeune comme partenaire à part entière dans la vie de la cité.

Pour cela, l'ANACEJ propose :

- d'aider à la mise en place de conseils d'enfants ou de jeunes ou de toute structure de participation de jeunes à la vie locale émanant des collectivités locales ou associations ;
- de répondre aux besoins d'information, de documentation et de formation des animateurs et des partenaires des conseils ;
- de se doter de moyens de réflexion, de recherche et d'étude visant à l'amélioration de ces structures de représentation ;
- de faire connaître auprès de ses adhérents le résultat de ses travaux par tout moyen d'information approprié : revue, document, manifestations nationales, régionales, colloques ;
- d'être auprès des pouvoirs publics la représentation des conseils d'enfants et de jeunes et l'un des interlocuteurs de toute démarche de dialogue et de consultation avec la jeunesse ;
- d'être le promoteur d'événements culturels, artistiques, éducatifs, médiatiques sur la place de l'enfant dans notre société ;
- En 1999, l'ANACEJ rassemble environ 400 conseils d'enfants et de jeunes (soit un peu moins de 50 % de tous les conseils) et dix fédérations d'éducation populaire.

Historique de la conservation

Les archives ont été récoltées dans les locaux de l'association en juin 2000. Elles représentaient alors 13,8 mètres linéaires. Après le transfert aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, un reconditionnement complet du fonds a été effectué. Un deuxième dépôt a été effectué à l'automne suivant pour un total de 9 mètres linéaires. Cet ensemble d'un peu plus de 20 mètres linéaires renfermait les archives de trois producteurs différents : l'ANACEJ, la CVCJ et l'ANCME.

Le classement définitif effectué en 2005 a permis d'éliminer nombre de doublons et de bulletins municipaux, réduisant le fonds à un total de 9 mètres linéaires. La partie concernant les archives mêmes de l'ANACEJ s'élève à environ 7,5 mètres linéaires.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine. Un dépôt complémentaire a été effectué en 2017.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de l'ANACEJ déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne concernent les dix premières années de l'association. Les dossiers de création, de fonctionnement et d'activités sont relativement bien conservés. Aux informations collectées par leurs services de documentation et à l'importante correspondance produite s'ajoutent des dossiers sur les conseils d'enfants et de jeunes, qu'ils soient adhérents ou non. À noter aussi les nombreuses études effectuées sur des collectivités, des conseils d'enfants et des conseils de quartier.

Pour toute étude de l'ANACEJ, il est indispensable de consulter les archives des deux associations antérieures, l'ANCME (voir notice) et la CVCJ (voir notice), conservées dans le même fonds. Concernant la création de l'ANACEJ, il existe aussi un dossier intéressant dans les archives des Francas déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, 20130162 (ex 510J)
Dépôts en 2000-2001 et 2017. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ANACEJ.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 114 articles, 20,7 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1976-2017.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J.
Dépôt en 2007. Communication libre.
Cote concernant l'ANACEJ : 547J 692/2 (1990-1991).

Association nationale des conseils municipaux d'enfants (ANCME)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [3 juin 1987] ; 11 juillet 1987
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 8 mars 1989

C'est dans les années 1960 que commencent à fonctionner les premiers conseils d'enfants et de jeunes avec l'objectif d'identifier leurs problèmes et leurs besoins et de les traduire en réalisations intégrées dans la politique municipale. Le plus connu de ces conseils est celui de Schiltigheim (Bas-Rhin) créé en 1979 à l'occasion de l'année de l'enfance. Par la suite, plusieurs communes tentent l'expérience mais seulement une quarantaine de conseils fonctionnent au milieu des années 1980.

Vient alors une période de bouillonnement. À partir de 1987, plusieurs initiatives visant à une organisation plus collective et plus visible se succèdent en quelques mois. Un premier congrès national des conseils municipaux d'enfants se déroule en mai 1987 sous les auspices de la Ligue des droits de l'homme (voir notice) et de l'Association des maires de France. Il est à l'origine de l'Association nationale des conseils municipaux d'enfants (ANCME) créée le 3 juin de la même année. Son siège social est à Paris, au siège national des Francs et franches Camarades qui ont un rôle important dans la création et l'animation de ce premier réseau. L'ANCME est d'ailleurs très liée au monde de l'éducation populaire et au secteur périscolaire.

Parallèlement, le 31 juillet 1987, est rédigée une Convention des villes pour les conseils de jeunes suite aux premières rencontres nationales sur les conseils municipaux d'enfants qui se sont déroulées au Centre Georges Pompidou le 20 juin 1987. Ces initiatives se préparent sous l'impulsion de l'Association des maires de France et avec le soutien de l'Institut de l'enfance et de la famille (IDEF). Elles aboutissent à la création de l'association Convention des villes pour les conseils de jeunes (CVCJ, voir notice), dont l'assemblée générale constitutive se déroule au Sénat le 29 octobre 1987, en présence de représentants de 35 municipalités.

Sous l'impulsion de l'État, ces deux associations fusionnent le 13 mars 1991 pour créer l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives de l'ANCME étaient conservées dans les locaux de l'ANACEJ. Elles ont été récolées en 2000-2001 avant d'être transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. L'ensemble des dossiers représentait un peu plus de 20 mètres linéaires et renfermait les archives de trois producteurs différents : l'ANACEJ, la CVCJ et l'ANCME.

Le classement définitif effectué en 2005 a permis d'éliminer nombre de doublons et de bulletins municipaux, réduisant le fonds à un total de 9 mètres linéaires. La partie concernant les archives mêmes de l'ANCME s'élève à moins d'un mètre linéaire.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de l'ANCME déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne concernent les quatre années d'existence de l'association. Les dossiers de création et de fonctionnement sont relativement bien conservés, contrairement aux archives d'activités qui semblent lacunaires.

Pour toute étude de l'ANCME, il est indispensable de consulter les archives de la Fédération nationale des Francas déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, 20140162 (ex 510J)
Dépôts en 2000-2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ANACEJ.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 6 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1987-1991.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J.
Dépôt en 2007. Communication libre.
Cotes concernant l'ANCME : 547J 693 (1987-1991), 694 (1988), 695 (1989), 1195/3 (1989).

Association nationale du cinéma pour la jeunesse (ANCEJ)

Historique du producteur

Création : 30 octobre 1948

L'ANCEJ a pour origine une initiative de R. Lehmann, homme de cinéma, qui veut réaliser une production spécialisée pour l'enfance et la jeunesse. Vers 1946-1947, il crée une SARL, La société française du cinéma pour la jeunesse, dont Écran des jeunes est le label de la société.

Très rapidement, il s'aperçoit qu'il est nécessaire pour élargir sa clientèle de contacter le corps enseignant, les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire et les associations familiales. Il rencontre l'Union des œuvres catholiques de France (rue de Fleurus) qui entre dans le capital de la SARL. Par ailleurs, il entre en contact avec les Camarades de la liberté (René Basdevant (voir notice), Émile Noël et C. G. Lagarde) et, en 1948, ils créent l'ANCEJ qui doit servir de support moral, publicitaire et technique à la société. Mais après 1950, plus aucune trace de l'association n'apparaît dans les archives recensées.

Historique de la conservation

Les archives de l'association n'ont pas été retrouvées. Néanmoins, pour la période 1948-1950, quelques papiers figurent dans les archives de René Basdevant déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, notamment le récépissé de déclaration de l'association. Par ailleurs, le fonds Paul Jansen, déposé au même lieu de conservation, comprend quelques documents sur l'ANCEJ dans la région Est. Si les documents sont intéressants, ils sont extrêmement lacunaires et représentent moins de 0,1 mètre linéaire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les papiers de René Basdevant renferment une brochure *Le cinéma et les enfants*, le bulletin *Informations sociales* n°13 (1er juillet 1949) sur le cinéma et les jeunes, de la correspondance,

un récépissé de déclaration de l'association, quelques affiches, des coupures de presse, des notes, un programme des journées nationales d'études (27-29 mai 1949).

Les archives de Paul Jansen renseignent surtout sur la section de Metz de l'ANCEJ et sur les liens avec les Maisons des jeunes et de la culture : correspondance, comptes rendus de réunion, rapports d'activités, programme des séances « Écran des jeunes » à Metz, tableaux et cartes sur l'implantation des séances « Écran des jeunes » en France et en Alsace-Lorraine, tableau des séances de l'ANCEJ dans la région Est, convention entre l'ANCEJ et un cinéma de Metz, coupures de presse, plaquettes de présentation, affiches.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 René Basdevant, 551J.
Don en 2007. Communication libre.
Instrument de recherche : récolement détaillé. *Cotes concernant l'ANCEJ :* 551J 1/10.
 Jansen Paul, 546J.
Don en 2006. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant l'ANCEJ :* 546J 4/1.

Association nationale du mouvement eucharistique des jeunes (MEJ)

Adresse : 28 rue Molitor, 75016 Paris
Téléphone : 01 40 71 70 00
Courriel : info@mej.fr
Site internet : www.mej.fr

Anciens noms du producteur

Croisade eucharistique des jeunes, 1915-1962
Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ), 1962-1999

Historique du producteur

Création : [1915] ; 21 février 1973
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 juillet 1986

Le MEJ est un mouvement éducatif catholique présent dans cinquante-six pays qui s'adresse aux jeunes de 7 à 21 ans. D'après ses statuts, il a pour objet « l'animation des groupes d'enfants, d'adolescents et de jeunes en vue de les aider à grandir, à faire le lien entre leur vie et leur foi et à s'engager là où ils vivent en mettant en œuvre une pédagogie axée notamment sur des activités culturelles, sportives, de plein air, de vacances dans un esprit évangélique ». Pour cela, le MEJ propose aux jeunes des moyens (vie d'équipe, camps d'été, rassemblements diocésains et régionaux, chants, etc.) pour parler de ce qu'ils vivent, agir et méditer afin de les aider à grandir et s'orienter.

Le MEJ est issu de la Croisade eucharistique qui a été créée au milieu des années 1910 par l'Apostolat de la prière, mouvement fondé en 1861 par le père jésuite Ramière. Le changement de dénomination voulu par le pape Jean XXIII est approuvé par les cardinaux et les archevêques de France lors de leur session des 21, 22 et 23 mars 1962 : « La Croisade eucharistique désire s'appeler désormais Mouvement eucharistique des jeunes ». Néanmoins le MEJ n'est déclaré comme association loi 1901 à la préfecture de police de Paris que le 21 février 1973. Parallèlement est créé le 3 juillet 1969 le Centre d'éducation et de formation apostolique et spirituelle (CEFAS) qui a pour objet l'édition des publications de Prière et vie (ex-Apostolat de

la prière) et du MEJ. En 1999, le CEFAS et le MEJ fusionnent pour devenir l'Association nationale du mouvement eucharistique des jeunes.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au sous-sol au siège national de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La majeure partie des archives est postérieure au milieu des années 1970. Outre les statuts, les dossiers de fonctionnement et d'instances, le fonds comprend des documents concernant les activités (principalement les rassemblements nationaux et camps d'été) et des dossiers importants concernant la participation et les actions que le MEJ a menées avec le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) depuis la fin des années 1970. Le fonds comprend néanmoins deux boîtes d'archives concernant les années 1910-1920 et une dizaine de boîtes sur les années 1950-1960. Ces dossiers ont été probablement constitués au milieu des années 1980 lors de la réalisation du mémoire de maîtrise sur le mouvement par Ludovic Laloux.

Les publications conservées au siège national ne sont pas complètes mais d'après l'ouvrage écrit par Ludovic Laloux *Le Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ)* (Éditions Fayard, Le Serment, 1988), des collections complètes seraient conservées par la Compagnie de Jésus. Par ailleurs, étant donné le rôle des Jésuites au sein du MEJ, les archives de cet ordre doivent certainement renfermer des pièces très intéressantes sur l'histoire du mouvement. Les archives des différentes communautés de la Province de France ont été rassemblées à Vanves à la fin des années 1980 (coordonnées : Archives de la Province de France de la Compagnie de Jésus, 15 rue Raymond Marcheron, 92170 Vanves, site internet : http://www.jesuites.com).

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Association nationale du Mouvement eucharistique des jeunes
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1910-2000.

Association nationale pour la promotion des équipements intégrés (ANPEI)

Association dissoute ou inactive

Noms du producteur

Association nationale pour la promotion des équipements intégrés (1983-1997)
Association nationale pour les espaces d'intégration (1997-2009)

Historique du producteur

Création : [7 mai 1983] ; 21 juin 1983

La notion d'équipements intégrés est née du constat que les équipes chargées d'animer les établissements sociaux, culturels et éducatifs s'ignorent alors que les fonctions de ces

équipements sont complémentaires. L'idée est d'opérer un décloisonnement administratif et physique des équipements en plaçant sous un même toit et sous une même direction des structures habituellement séparées et de coordonner leurs activités en sorte que les usagers de l'une deviennent ceux des autres.

Les réflexions et les actions menées en faveur des équipements intégrés sont bien antérieures à la création de l'ANPEI. La formule a été forgée peu avant 1968 par un noyau informel de personnalités de différents ministères[1], proches des mouvements d'éducation populaire, autour d'un projet à Yerres porté par un constructeur spécialisé dans l'aluminium, Paul Chaslin.

Ce premier équipement, appelé Centre éducatif et culturel (CEC), fut mis en place en 1967. Il était articulé sur la création de plusieurs établissements (atelier d'animation artistique, maison pour tous, centre sportif, conservatoire de musique, bibliothèque, centre de promotion sociale) intégrés à un collège d'enseignement secondaire (CES), clé de voûte de l'ensemble. Comme établissement public de l'État, avec ses dotations spécifiques, ses postes de fonctionnaires, son budget propre, l'expérience se déroula entre 1967 (ouverture du CES) et 1969 (ouverture du CEC) jusqu'à 1986. La gestion de l'établissement fut mixte, à la fois associative et intercommunale (communes de Yerres, de Crosne et de Montgeron les dernières années). Un conseil d'administration, où étaient représentés les ministères engagés dans cette expérience, les élus locaux et les représentants des usagers et des personnels encadrait l'ensemble. Le conseil d'administration comprenait les directeurs des sept établissements réunis dans le CEC.

En mars 1968, est créé un groupe de travail interministériel pour les équipements intégrés qui devient le 1er octobre 1971 la commission interministérielle des équipements intégrés, dont le rôle n'est pas de susciter la création de ces structures, mais de donner un label aux projets qui lui sont soumis, de coordonner leur mise en place et de conseiller les promoteurs. Par ailleurs, la question des équipements intégrée est abordée à la fin des années 1960 par plusieurs commissions lors l'élaboration du VIe plan.

Dans ce contexte, des expériences voient le jour dans différentes régions, principalement autour de collèges situés dans des quartiers défavorisés, comme par exemple à Istres, Saint-Fons, Saint-Quentin en Yvelines, etc. À signaler l'existence d'une amicale des directeurs d'équipements intégrés, qui a fonctionné dans les années 1970.

L'idée des équipements intégrés se heurte dès le milieu des années 1970 à l'hostilité de certaines administrations soucieuses d'exercer sans entraves leur tutelle sur les équipements de leur ressort et jugeant sévèrement la perte d'autonomie des équipements au sein de la structure intégrée.

Face à cet essoufflement, les promoteurs de l'idée des équipements intégrés créent en 1983 une association : l'Association nationale pour la promotion des équipements intégrés (ANPEI). En 1997, elle devient l'Association nationale pour les espaces d'intégration et elle se dissout en juin 2009.

Historique de la conservation

Les archives de l'ANPEI ont été confiées au Comité d'histoire du ministère de la Culture, dont le président était alors Augustin Girard.

En 2011, ce fonds a été transféré aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Un répertoire numérique a été réalisé sur la base d'un pré-inventaire réalisé par des anciens responsables de l'association, en particulier Ève-Laure Michelon. À l'exception de doubles, aucune élimination n'a été effectuée.

[1] Augustin Girard du ministère chargé de la Culture, Jean-Baptiste Grosborne du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, Pierre Renard du ministère chargé de l'Education nationale.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives dépasse largement les actions menées par l'ANPEI. En effet, une grande partie des archives sont antérieures à la création de l'association en 1983. Le fonds est plutôt le résultat d'une politique de collecte d'anciens membres de l'association. Les objectifs étaient de sauvegarder et regrouper tous les documents d'intérêt national concernant les équipements intégrés. En plus des archives mêmes de l'ANPEI, ce fonds renferme des documents produits avant la création de l'association par les différents acteurs qui ont œuvré pour la promotion des équipements intégrés. Figurent ainsi de la correspondance, des comptes rendus de réunion, notamment de la commission interministérielle, des notes, des rapports ainsi qu'une documentation très riche sur le sujet.

Nous avons classé les archives en trois parties :

- une première partie appelée « fonctionnement » regroupe les archives qui permettent de mieux comprendre les relations entre les différents acteurs des équipements intégrés. Figurent principalement des comptes rendus de réunion, rapports d'activités de l'ANPEI, de l'amicale des directeurs et de la commission interministérielle.

  À noter que dans la partie concernant la commission interministérielle, nous avons inséré :

  - Notes, rapports, correspondances, comptes rendus antérieures à cette commission mais qui constituent en quelque sorte la genèse de cette commission ;
  - Rapports d'études sur les équipements intégrés réalisés par des services ministériels membres de la commission.

  Par ailleurs, il est important de signaler qu'il ne s'agit pas des archives de la commission interministérielle mais de documents conservés par certains participants à cette commission.

- Une deuxième partie appelée « activités » concerne les actions menées par les différents protagonistes des équipements intégrés depuis le milieu des années 1960 jusqu'à la dissolution de l'ANPEI :

  - Études et manifestations publiques (colloques, séminaires) ;
  - Documents collectés sur les différentes expériences de CEC. On y trouve des comptes rendus d'instance et de réunions, des plans d'architectes, des courriers, des notes, des rapports, la documentation (articles et ouvrages) spécifique à chaque CEC. Les dossiers sont d'un intérêt inégal suivant les établissements. Les dossiers les plus riches concernent les équipements de Yerres, Istres et Grenoble.

- Une troisième partie appelée « Bibliothèque » regroupe la documentation générale sur les équipements intégrés en France et à l'étranger. Elle comprend différents articles, coupures de presse, ouvrages, rapports et études sur les équipements intégrés. Ces documents n'ont pas été réalisés par l'ANPEI, même si certains de ces documents sont l'œuvre de militants des équipements intégrés. Ils ont été classés dans l'ordre chronologique. Figure également une bibliographie sur les équipements intégrés.

Les archives de plusieurs établissements intégrés sont conservées aux Archives municipales (voir rubrique « Sources complémentaires »). Outre les archives des ministères concernés, il peut être intéressant de consulter les archives du Commissariat général au plan. Le comité d'histoire du ministère de la Culture a regroupé les articles et les travaux d'un des principaux militants de l'association, Jean Ader (comitehistoire@culture.gouv.fr).

À signaler aussi le guide des sources archivistiques de l'histoire de l'action culturelle dans les villes nouvelles et le site mis en ligne par d'anciens membres de l'ANPEI : http://www.anpei.asso.fr/equipements.html.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Association nationale pour la promotion des équipements intégrés, 578J
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 36 articles, 2,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1967-2009.

Sources complémentaires

Archives du Syndicat d'agglomération nouvelle de Ouest Provence

 Centre éducatif et culturel (CEC) d'Istres
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique (une partie est en cours de traitement). Importance matérielle *:* 500 articles, 40 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1970-2001.

Archives municipales de Grenoble

 Association pour l'éducation permanente et l'animation sociale et culturelle AEPASC et Centre d'éducation permanente et d'animation sociale et culturelle CEPASC, 8Z et 9Z
Transferts en 1995 et 1999. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur pour les archives publiques en l'absence d'acte officialisant le transfert.
Instrument de recherche : deux bordereaux de versement. Importance matérielle *:* 57 articles (8Z) et 16 articles (9Z), 2,20 (8Z) et 0,50 (9Z) mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1971-1991 (8Z), 1970-1991 (9Z).

Archives municipales de Yerres

 Centre éducatif et culturel de Yerres, 15W
Archives privées et publiques. Communication soumise à autorisation des Archives municipales.
Instrument de recherche : bordereau de versement. Importance matérielle *:* 58 articles, 5,10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1968-1986.

Association nationale pour le livre vivant (ANALIV)

Adresse : 25 rue de l'Yser, 35300 Fougères

Historique du producteur

Création : [8 décembre 1980] ; 10 mars 1981
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 15 juillet 1982

En 1980, Michel Philipe (voir notice), instructeur national puis conseiller technique et pédagogique (CTP) d'Art dramatique, et Annie Guéhenno créent l'Association nationale pour le Livre vivant (ANALIV). L'association a pour objet le développement sous toutes ses formes en toutes occasions et en tous lieux, du « Livre vivant » méthode spécifique d'animation culturelle des collectivités et de création dramatique populaire, mise au point par Jean Nazet et Michel Philippe depuis 1951 sous l'égide du ministère chargé de la Jeunesse, des Sports et de la vie associative. En outre l'association contribue à la formation d'animateurs et techniciens du « Livre vivant » et les soutient dans leurs réalisations comme dans leurs recherches.

Historique du producteur

Niveau de description : fonds

Lors d'une expertise des archives réalisées par le PAJEP en 2000, les archives de l'association, au moins concernant les instances, semblaient complètes. Elles étaient alors conservées au siège de l'association.

Par ailleurs, les époux Morisson ont déposé aux Archives départementales des Deux-Sèvres des papiers concernant les spectacles du « Livre vivant » organisés par Jean Nazet.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Association nationale du Livre vivant
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ANALIV.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1980-2010.

Sources complémentaires

Archives départementales des Deux-Sèvres

 Livre vivant et culture populaire, 87J
Don en 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant ANALIV :* 27 articles, 0,20 mètre linéaire.

Association nouvelle de réflexion et pour l'organisation de séjours pour enfants (ANROSE)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1983

L'Association nouvelle de réflexion et pour l'organisation de séjours pour enfants (ANROSE) était une association régie par la loi de 1901 à but non lucratif et agréée par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports.

L'ANROSE œuvrait pour que tous les enfants puissent partir en vacances. Les buts étaient définis dans les statuts en particulier à l'article 2 : « à travers l'organisation de séjours pour enfants, affirmer leur droit aux vacances et participer à l'action sociale et éducative ». Elle considérait le centre de vacances comme l'occasion d'une socialisation de l'enfant et de son intégration au groupe.

À cause du peu de motivation de certains de ses adhérents et par ailleurs débordée par sa propre gestion administrative, l'ANROSE s'est dissoute le 15 septembre 1987, après quatre années d'existence.

Historique de la conservation

Les archives de cette association ont été données aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis le 22 janvier 1991.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend une documentation générale concernant les statuts et l'organisation administrative de l'association. Il se compose aussi du courrier départ et arrivée, des dossiers individuels d'enfants avec leur situation sanitaire, des fiches individuelles des moniteurs et des bulletins d'adhésion. Le fonds renferme enfin des dossiers d'assurance, des documents comptables récapitulatifs ainsi que des dossiers sur les camps en Auvergne et des camps de vacances n'ayant pas eu lieu.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

• Association nouvelle de réflexion et pour l'organisation de séjours pour enfants (ANROSE), 26J
Don en 1991. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 3 articles, 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1983-1986.

Association philanthropique savoisienne

Adresse : 7 place des Terreaux, 69001 Lyon
Courriel : lucienpd@wanadoo.fr
Site internet : http://savoyards-lyon.pagesperso-orange.fr/

Anciens noms du producteur

Société philanthropique savoisienne, 1878-2006

Historique du producteur

Création : 1878

La Société philanthropique savoisienne de Lyon, fondée en 1878, était une société de secours mutuels créée à l'intention des savoyards venus travailler à Lyon et dans la banlieue lyonnaise. Les cotisations des adhérents et les dons de bienfaiteurs permettaient le paiement de rentes aux sociétaires retraités, ainsi que le versement de secours à ceux qui étaient momentanément dans le besoin. La société servait aussi de bureau de placement pour les savoyards arrivant dans la cité lyonnaise. Plus tard fut créé un orphelinat pour les enfants des sociétaires décédés.

Les évolutions telles que la création de la Sécurité sociale et l'apparition des mutuelles ont conduit la société à mettre en avant les activités culturelles et de loisirs. Attachement à ses racines savoyardes et grande convivialité entre ses membres sont les points forts de la vie de l'association. Dans le même esprit, l'appellation a été changée en 2006 pour remplacer « société » par « association ».

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en 1997 aux Archives départementales de la Savoie.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La partie la plus riche du fonds se compose des procès-verbaux de réunions du conseil d'administration et du conseil de surveillance, conservés sur près d'un siècle, y compris les comptes rendus des réunions préparant la création de l'association. La comptabilité elle aussi existe sous des formes diverses pour la même période. Les renseignements concernant les sociétaires actifs ou rentiers sont nombreux, mais les intitulés des registres manquent de précision et leur contenu ne correspond pas toujours aux titres annoncés. Quelques registres de cotisations ou cahiers de receveurs ont été conservés, ainsi que des dossiers relatifs à la préparation de la fête annuelle, pour rendre compte de tous les aspects de l'activité de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Savoie

 Société philanthropique savoisienne de Lyon, 4J
Dépôt en 1997. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 74 articles, 3,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1878-1995.

Association philotechnique

Adresse : 18 rue des Fossés Saint-Jacques, 75005 Paris
Téléphone : 01 43 54 36 20
Site internet : www.philotechnique.fr

Historique du producteur

Création : 29 mars 1848
Reconnaissance d'utilité publique : 10 février 1879

L'Association philotechnique a été créée le 29 mars 1848, par une réunion de professeurs de l'Association polytechnique (notamment le mathématicien Eugène Lionnet), qui voulaient se séparer de leurs collègues pour organiser d'une façon un peu différente l'enseignement, qu'ils voulaient rendre plus pratique et, avant tout, professionnel ; d'où le nom de l'association nouvelle. Le différend venait aussi de ce que, si l'Association polytechnique entendait accepter le concours de professeurs non anciens élèves de l'École polytechnique, elle ne consentait pas à les admettre dans son conseil d'administration.

Immédiatement, l'œuvre bénéficia de l'estime de Victor Duruy, ministre de l'Instruction Publique, qui offrit les amphithéâtres de la Sorbonne et les salles du Lycée Charlemagne, et de Louis Pasteur qui y dirigea plusieurs élèves. L'un des premiers présidents fut Boulay de la Meurthe, vice-président de la République. En 1865, ce fut le Prince Jérôme Bonaparte. Elle a été ensuite présidée par Jules Simon, ministre de l'Instruction publique, Jules Ferry, l'organisateur de l'enseignement primaire, Ferdinand Buisson, le pédagogue, Léon Bourgeois, auteur du Solidarisme, Hippolyte Carnot, Emmanuel Arago, Victor Hugo en 1880, Paul Painlevé, Raymond Poincaré, plus récemment Alain Poher, Maurice Schumann, Gaston Monnerville et Louis-Edmond Pettiti.

Aujourd'hui, l'Association philotechnique prodigue un enseignement quasi gratuit, en cours du soir, à plus de huit mille élèves adultes. Elle réunit, sans distinction de race ou de conviction

et dans le respect mutuel, tous ceux et celles qui recherchent une meilleure formation et une amélioration de leur culture.

Présentation du fonds

Les archives de l'association n'ont pas été expertisées. Néanmoins, la Bibliothèque nationale de France conserve les bulletins de l'association depuis 1923 et les rapports publiés des conférences annuelles depuis 1865.

Association pour l'action musicale (ASPAM)

Adresse : 46 cours Gambetta, 34000 Montpellier

Historique du producteur

Création : janvier 1978

En 1971, Jean Golgevit, Adhérent du mouvement "A Cœur Joie" (association de chant choral amateur, créée en 1948) dont il est le responsable régional pour la Bretagne, rencontre Damien Verdin et Bruno Carton lors d'un stage de chef de chœur à Vaison-la-Romaine (Vaucluse) Leur proximité dans l'approche de l'enseignement musical et du développement personnel porte les germes d'une collaboration fructueuse. Une seconde rencontre, à Saint-Ours (Puy-de-Dôme) en 1975, leur donne l'occasion, avec d'autres formateurs, d'envisager une méthodologie de formation des chefs de chœurs. Ainsi, insensiblement, le petit groupe pose les éléments d'un concept pédagogique comprenant la technique du Langage Musical et l'Art de la direction chorale. L'année suivante, en août 1976 à La Raque, le groupe se retrouve et pousse plus avant ses expérimentations en développant une approche « comportementale » de la formation du chef de chœur. Elle repose sur le fait que la direction chorale devrait être le mode d'expression à part entière de tout chef de chœur avant d'être une technique.

L'AsPAM, association de type loi de 1901 (agréée comme association nationale d'Éducation Populaire par le Ministère de la Jeunesse et des Sports et conventionnée par le Ministère de la Culture), nait ainsi en janvier 1978 de la volonté de Damien Verdin, Bruno Carton et Jean Golgevit, réunis dans l'intuition commune que la musique vit en chaque être humain et qu'il suffit, pour la révéler, de créer les conditions favorables à son expression. Bruno Carton en est le premier président. Structure fédérative pour mieux répondre aux besoins et disponibilités des individus pratiquant localement la musique, l'AsPAM comprend dès son origine des associations régionales et départementales.

L'AsPAM met en œuvre tout un assortiment de formations destinées aux chefs de chœur, instrumentistes ou choristes afin de diffuser une nouvelle "manière d'être" en musique, à la source de démarches pédagogiques qui lui sont propres, tel le "langage musical". D'autres formations et réalisations d'ensembles musicaux sont développées en synergie avec ces démarches : travail corporel et vocal, jeux de musique, expression vocale et chorale, réalisation de chœurs en spectacles, Chœurs-jazz.

Parallèlement à ces activités, l'ASPAM se dote de moyens matériels lui permettant de nourrir son action en développant une branche édition et diffusion de documents musicaux. Ce sera le service édition de l'AsPAM ou AsPAM-ED : création de musiques et harmonisations originales à l'usage des chorales de tous niveaux, promotion de musiques inédites de compositeurs contemporains, créations de documents pédagogiques, supports des actions de formation, renouveau du répertoire instrumental.

Présentation des sources

Le fonds de l'Association pour l'action musicale (ASPAM) est structuré en cinq parties, reflétant l'histoire et les structures de l'association : *"A coeur Joie", ASPAM national, ASPAM régions et départements, ASPAM-ED (édition musicale)* et enfin, *Jean Golgevit*, dont la carrière musicale est liée à l'ASPAM.

Les articles concernant le mouvement *A cœur joie* (198 J 34-36) couvrent la période 1969-1979 et sont essentiellement constitués de pièces administratives, de publications et de dossiers de stages relatifs à la "branche chanteries" du mouvement, alors dirigée par Bruno Carton.

Les dossiers de l'*ASPAM national* (198 J 1-5, 10-29, 33, 37) réunissent des documents concernant l'administration de la structure (constitution, assemblées générales et réunions statutaires, fonctionnement et activités), les publications et bulletins de liaison ("Contact", "Forum de l'animation musicale"), les stages et formations, le langage musical, et enfin les concerts et événements musicaux. Cet ensemble de documents couvre la période 1978-1998.

Pour les structures régionales et départementales de l'ASPAM, constituant la troisième partie *ASPAM régions et départements* (198 J 30-32, 34-36, 39-56), les documents couvrant la période 1981-2008 sont de même typologie que pour l'ASPAM national. Les structures locales les mieux documentées sont l'ASPAM Aude pour le niveau départemental, et les ASPAM Languedoc-Roussillon et Centre pour l'échelon régional.

La quatrième partie réunit les dossiers de la branche édition musicale *ASPAM-ED* (198 J 6-9, 57) ; elle regroupe des documents administratifs, des études commerciales et enfin une partie édition proprement dite avec les contrats et les partitions propres à l'ASPAM, ainsi qu'à d'autres éditeurs. Les dossiers couvrent la période de 1982 à 2004.

Enfin, la dernière partie, *Jean Golgevit* (198 J 38), est constituée d'un seul article où sont réunis les documents de travail, ainsi qu'une revue de presse, de Jean Golgevit pour la période 1967-2005.

Le fonds de l'Association pour l'action musicale (ASPAM) reflète de manière assez exhaustive les différentes activités pratiquées au sein de l'association. Il témoigne également de l'enseignement d'une pratique chorale emblématique des années 1970-1980, qui s'est développée dans le cadre des mouvements d'éducation populaire.

Localisation du fonds du producteur

 Fonds de l'Association pour l'action musicale (ASPAM), 198 J
Dons de Jean Golgevit en 2011 et de l'ASPAM en 2012, 2016 et 2019. Archives privées. Communicable selon les lois et décrets en vigueur pour les archives publiques. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. *Importance matérielle :* 2,60 ml. *Dates extrêmes :* 1967-2008.

Association pour la découverte du monde sous-marin (ADMS)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1983

L'association pour la découverte du monde sous-marin, fondée en 1983, est agréée association de protection de l'environnement .

L'ADMS faisait le lien entre des scientifiques naturalistes appartenant à des grands organismes (CNRS, Muséum National d'Histoire Naturelle, IFREMER,…) et des plongeurs passionnés par la

nature. En collaboration avec les nombreux clubs de plongée établis le long de la façade Manche-Atlantique, l'ADMS réalisait les actions suivantes :

- Initiation à la biologie marine et aux techniques de relevé et d'échantillonnage
- Prospection des fonds sublittoraux, inventaires floristiques et faunistiques
- Sensibilisation et éducation à l'environnement
- Édition de documents scientifiques destinés au grand public

Historique de la conservation

Le fonds est conservé à la station de biologie marine de Concarneau et chez un membre de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rend compte de l'activité administrative et du fonctionnement de l'association. On y trouve des études de milieux naturels sous la forme d'inventaire. Des dossiers rendent compte de l'activité d'identification d'espèces sous-marines et des plongées. Le fonds est complété par des revues de presse sur l'association, de la documentation spécifique et de l'iconographie.

Localisation du fonds du producteur

Station Marine de Concarneau

 Association pour la Découverte du Monde Sous-marin, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement (Aphne, courriels : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 3 ml. *Dates extrêmes :* 1983-2001.

Association pour l'action culturelle en Haute-Normandie

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Association des amis des affaires culturelles en Haute-Normandie, 1965-1966

Historique du producteur

Création : 1965

L'association a été créée en 1965 sous le titre d'Association des amis des affaires culturelles en Haute-Normandie, dont la première démarche était de réunir les services et institutions culturels de la région. Face aux besoins grandissants des participants, il a été décidé de créer une association régie par la loi de 1901. C'est en 1966, que l'association a pris ce nom d'Association pour l'action culturelle en Haute-Normandie. Son rôle était d'établir un réseau de contacts entre des personnes qui s'occupaient activement du développement de la vie culturelle en Haute-Normandie. Elle aidait ainsi à susciter et à coordonner toutes sortes

d'initiatives culturelles. Elle intervenait également par les informations qu'elle diffusait et par des expositions itinérantes. Enfin, elle aidait à la mise en place d'associations culturelles cantonales pour assurer une activité culturelle dans les zones rurales de la région.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Seine-Maritime en 1985.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à la création, au fonctionnement et aux activités de l'association, notamment l'organisation de concours sur les métiers et des expositions. On y trouve également des dossiers de personnels liés à l'emploi de vacataires.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Maritime

 Association pour l'action culturelle en Haute-Normandie, 99J
Don en 1985. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 9 articles, 1,15 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1965-1981.

Association pour l'équipement socioculturel des grands ensembles d'habitation de la région valentinoise

Association dissoute ou inactive

Historique de la conservation

Le fonds de l'association fait partie du fonds de la fédération départementale du Parti socialiste unifié (PSU), déposé par André Didier, secrétaire fédéral de 1960 à 1971, aux Archives départementales de la Drôme le 16 décembre 1992.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

Le fonds rassemble notamment des documents relatifs au fonctionnement de l'association : conseils d'administration, objectifs et membres des commissions, documents d'information sur les commissions, visites, stages et rencontres organisés par l'association, assemblées générales, rapport d'activité, rapport d'orientation, rapport financier et projet de budget, correspondance, convocations et comptes rendus des commissions loisirs, jeunesse et enfance, culture, sociale et documentation.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Drôme

 Fédération départementale du parti socialiste unifié, 125J
Dépôt en 1992 Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article concernant l'association (125J31). *Dates extrêmes* : 1966-1969.

Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Association démocratique des élus locaux et sociaux (ADELS), 1959
Association démocratique des élus locaux et municipaux (ADELS), 1960
Association démocratique des élus et animateurs de la vie locale et sociale (ADELS), 1961
Association pour la démocratie et l'éducation locales et sociales (ADELS), 1963

Historique du producteur

Création : 17 juillet 1959
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 juillet 1964

L'ADELS se déclare en association 1901 au lendemain des élections municipales de 1959. D'après un de ses principaux fondateurs, Roger Beaunez, elle est « surtout l'œuvre de jeunes militants politiques et associatifs, présents et actifs sur le terrain de la vie locale ». Elle s'est créée à l'initiative de l'Union de la Gauche socialiste (UGS), qui regroupait essentiellement la nouvelle Gauche et le Mouvement de la libération du peuple (MLP, voir notice) ainsi que de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice). Elle se forge donc dans le creuset d'un militantisme chrétien de gauche, proche de la CFTC.

L'ADELS comprend des membres actifs (personnalités) et des personnes morales associés (Mouvement jeunes femmes (voir notice), Union féminine civique et sociale (UFCS, voir notice), Culture et liberté (voir notice), La vie nouvelle (voir notice), Peuple et culture (voir notice), etc.). Ses objectifs consistent à promouvoir la démocratie locale définie par un fondateur en ces termes : « faire en sorte que la politique ne soit pas l'affaire de quelques initiés, mais du plus grand nombre ».

Une des principales activités de l'ADELS est la publication d'une revue *Correspondance municipale* devenue *Territoires* en 1989. Dans les années 1970, l'ADELS édite aux Éditions ouvrières une collection *Pouvoir local* et une revue trimestrielle *Les cahiers de l'atelier.*

À partir du milieu des années 1960, l'ADELS se lance dans des actions de formation. Elle organise des stages : information sur la vie locale et municipale, gestion communale, animation de la vie locale, habitat et équipements collectifs, problèmes régionaux et aménagement. Elle propose des voyages d'études dans des pays étrangers qui ont pour but de rencontrer « d'autres citoyens actifs » et de confronter les expériences. Avec d'autres associations d'éducation populaire, elle met en place des universités d'été sur le problème de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. En 1963, à l'époque de la création massive d'équipements sociaux, elle fonde l'Institut parisien d'étude communale et régionale (IPECER) : celui-ci propose des cycles de cours du soir qui s'adressent aux animateurs des grands ensembles et qui traitent de l'utilisation et de l'animation de ces équipements.

A la même époque, elle prépare un colloque sur les « usagers de la région parisienne » qui donne naissance au Comité de liaison d'information pour l'organisation des usagers de la région parisienne (CLIPAR). Celui-ci organise de nombreux week-ends, des réunions, des journées d'études et des cours sur les questions d'urbanisme. En 1971, l'ADELS réalise un cycle d'étude « Initiation aux techniques et méthodes de recherches opérationnelles et d'informatique utilisées en aménagement » avec l'université de Paris VII.

L'association a été dissoute en 2012.

Historique de la conservation

Dès avant la dissolution, l'ADELS avait perdu une partie de ses archives historiques et la disparition brutale de l'association a aggravé la situation. Depuis le début de l'année 2015, les archives à vocation historique de l'association sont en cours de classement par le département des Archives privées des Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine et le PAJEP.

Sources complémentaires

Archives nationale – site de Paris

 Parti socialiste unifié, 581 AP.
Dons entre 1995 et 2000. Communication libre pour les cotes concernées.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant l'ADELS :* cote 6 dossier 33, cote 58 dossier 233 (documents les plus intéressants entre 1961 et 1971), cote 120 dossier 398.

Association pour la diffusion de la recherche et de l'action culturelle (ADRAC)

Anciens noms du producteur

Groupe d'études sociologiques des loisirs et de l'éducation populaire, années 1950
Groupe d'études sociologiques d'Annecy, années 1950
Association culture populaire et sciences sociales, années 1960

Historique du producteur

Dans les années 1950, le groupe d'étude du Loisir (voir notice) rattaché au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et dirigé par Joffre Dumazedier (voir notice) fonde une association appelée le Groupe d'études sociologiques des loisirs et de l'éducation populaire, également appelée Groupe d'études sociologiques d'Annecy. Cette création intervient au moment du démarrage de l'enquête sur le loisir et les pratiques culturelles à Annecy réalisé par le groupe d'étude du Loisir.

Jusqu'à la fin des années 1950, son siège social est à Annecy. Par la suite, il est transféré à Paris puis à Viroflay dans les Yvelines. Au début des années 1960, l'association prend pour nom Association culture populaire et sciences sociales ; puis, à partir du début des années 1970, elle prend son nom définitif : l'Association pour la diffusion de la recherche et de l'action culturelle (ADRAC).

À l'origine, cette association sert avant tout de cadre juridique pour gérer des conventions de recherches spécialement au moment où le CNRS n'est pas équipé administrativement pour en assurer la gestion. Cette situation a été envisagée avec la direction générale de la recherche scientifique et technique (DGRST) jusqu'en février 1966, date à laquelle le CNRS a pu assurer le relais. Mais l'ADRAC continue d'être utilisée comme cadre financier car elle permet de maintenir une grande souplesse dans l'obtention de nouveaux contrats.

Cette association a eu aussi pour mission de diffuser les résultats de la recherche auprès des milieux de « l'action culturelle » et d'introduire les problèmes d'action dans la problématique des chercheurs. L'ADRAC se veut donc être une passerelle entre militants et chercheurs. Ainsi, une plaquette de présentation de l'association, que l'on peut dater la fin des années 1960, définit l'objectif de l'ADRAC de cette manière : « Constatant la distance entre les sciences sociales et l'action culturelle incluant, l'éducation permanente, l'éducation populaire, l'éducation des adultes, l'animation culturelle, l'animation sociale, les organisations de jeunesse, l'association a entrepris de favoriser le dialogue entre les hommes d'action et les hommes de recherche ».

L'ADRAC s'adresse alors plus particulièrement aux animateurs, aux conseillers techniques et pédagogiques du ministère chargé de la Jeunesse et de l'Éducation populaire ainsi qu'au aux organismes assurant l'action culturelle : associations d'éducation des adultes, instituts de formation, services administratifs, etc. Ses activités s'expriment par deux modes d'action : diffusion orale (stages, séminaires, colloques, journées d'études, etc.) et diffusion écrite (dossiers techniques et théoriques *Les cahiers de l'ADRAC*, publication des journées d'étude, colloques, etc.)

L'ADRAC a été, à certaines périodes de son existence, un centre documentation permettant de répondre à ses propres activités mais également à celle du groupe d'étude du Loisir. Très étroitement lié avec ce groupe de recherche, l'ADRAC a progressivement cessé ses activités lorsque celui-ci a disparu.

Historique de la conservation

Voir notice sur le groupe d'étude du Loisir (voir notice).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Voir notice sur le groupe d'étude du Loisir (voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales

 Archives du Groupe d'étude du loisir, versements 20070196 (dossiers) et 20070301 à 20070304 (bandes sonores)
Versements entre 2003 et 2007. Archives publiques. Versement 20070196 : Communication libre sauf articles 12-17, 21-29, 32, 35-38, communicables au bout d'un délai de 50 ans. Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 48 articles, 16 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1954-1993. Versement 20070301 à 20070304 : communication soumise à autorisation. *Instrument de recherche :* répertoires numériques.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fonds Joffre Dumazedier, **cotation en cours**
Don, 2003. Archives privées librement communicables, consultables aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine à compter de janvier 2013. *Instrument de recherche :* répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 94 articles, 14 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1914-2007.

Association pour la promotion de l'action et de l'animation sociale (APRAS)

Adresse : 6 cours des Alliés, 35000 Rennes
Téléphone : 02 99 31 52 44
Courriel : contact@apras.asso.fr
Site internet : http://site.apras.org/

Historique du producteur

Création : 1977

L'Association pour la promotion de l'action et de l'animation sociale (APRAS) est créée en 1977 par la ville de Rennes, la Caisse d'allocations familiales d'Ille-et-Vilaine et les organismes rennais de logement social. Elle est créée lors de la dissolution de l'ancien Office social et culturel rennais (OSCR, voir notice). Elle s'est vue transférer la gestion, les fonctions et les

activités qui, dans le cadre de l'OSCR, relevaient directement de collectivités publiques territoriales. L'objectif inscrit dès l'origine dans les statuts est « d'offrir un cadre de coopération et d'interventions communes ou concertées à des collectivités assurant la promotion, la gestion de biens ou de services d'intérêts social, socio-éducatif ou culturel sur le territoire de la ville de Rennes et sa périphérie ».

L'APRAS réunit de façon permanente des représentants d'institutions en charge des politiques sociales sur la ville de Rennes et l'agglomération rennaise. Elle effectue des recherches en collaboration avec les institutions concernées puis élabore des propositions. Les terrains d'approche sont des plus divers : travail social, logement, lutte contre la pauvreté, activités socio-éducatives de l'enfance, vie sociale de voisinage ou prestations sociales facultatives.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives municipales de Rennes en 2000, suivi d'un nouveau don en 2018.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'organisation et au fonctionnement de l'association (administration générale, personnel, comptabilité, partenaires), à la gestion de ses biens et services (logements, cités de transit, aides au paiement des loyers, équipements sociaux et culturels) et à ses activités (culturelles, sociales, socio-éducatives, actions dans les quartiers et promotion et recherches). On y trouve bilans, plaquettes, enquêtes, rapports, guides, plans et correspondance interne et externe.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Rennes

 Association pour la promotion de l'action et de l'animation sociale (APRAS), 22Z 1-294
Don en 2000. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 288 articles, 17,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1960-2000.

Association pour la promotion et l'intégration dans la région d'Angers (APTIRA)

Adresse : 35 rue Saint Exupéry, 49100 Angers
Téléphone : 02 41 88 64 33

Historique du producteur

Création : 1968

Depuis 1968, l'Association pour la promotion et l'intégration dans la région d'Angers (APTIRA) accueille, informe et dispense des formations aux immigrés et aux personnes socialement défavorisées afin de faciliter leur intégration sociale.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les papiers collectés à l'APTIRA concernent le fonctionnement de deux associations, l'Association départementale pour l'accueil des travailleurs immigrés (ADATI) et la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), auxquelles l'APTIRA était affiliée jusqu'en 1992. Les archives orales sont le produit de deux enquêtes menées auprès des travailleurs immigrés du quartier de Montplaisir à Angers et de la ville de Trélazé.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Maine-et-Loire

 Association pour la promotion et l'intégration dans la région d'Angers, 247J
Don (archives papier) et dépôt (archives orales). Archives privées. Communication selon les délais en vigueur pour les archives papier et communication soumise à autorisation de l'APTIRA pour les archives orales.
Instrument de recherche : en cours de classement. Importance matérielle *:* 3 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1975-1992.

Association pour le développement des relations intercommunautaires méditerranéennes (ADRIM)

Adresse : 38 boulevard de Strasbourg, 13003 Marseille
Téléphone : 04 91 62 40 41
Courriel : siege@adrim.fr
Site internet : http://www.adrim.fr

Anciens noms du producteur

Aide aux travailleurs d'Outre-Mer (ATOM), 1950-1984
Association pour le développement des relations intercommunautaires à Marseille (ADRIM), 1984-1988

Historique du producteur

Création : 1950

L'association est créée en 1950 sous l'appellation Aide aux travailleurs d'Outre-Mer (ATOM), à la suite d'une enquête effectuée par le Secrétariat social de Marseille, révélant les difficultés d'insertion de la population nord-africaine primo-arrivante à Marseille. L'objectif visé est de répondre à deux problématiques : améliorer les conditions d'accueil des migrants en transit et faciliter l'intégration de cette nouvelle population de travailleurs sédentaires.

L'implantation géographique de l'ATOM à Marseille, porte de l'Orient, au cœur de la migration, lui permet alors de jouer vis-à-vis de l'État, un rôle de « laboratoire d'observation » des problématiques émergeantes liées aux mouvements migratoires. Les activités premières de l'ATOM se centrent prioritairement sur l'insertion sociale par le logement. Ces actions visent à améliorer les conditions d'accueil des immigrés arrivés pour la plupart seuls, et réduire ainsi leur situation d'isolement culturel et social.

Dans les années soixante, les activités de l'ATOM se diversifient pour proposer de nombreuses animations éducatives, culturelles et sociales en réponse à l'évolution des migrations (regroupements familiaux). Les animations proposées dans le cadre des nombreux centres sociaux permettent d'établir un dialogue avec les familles, de faciliter l'échange culturel, à informer sur les droits et usages de leur pays d'accueil, et les accompagner dans le changement. Puis progressivement, l'ATOM s'est vue confier de nombreuses opérations : gestion du centre de rétention d'Arenc-Canet, gestion d'un service préfectoral de liaison et de promotion des immigrants, gestion d'aires de stationnement des populations tziganes,

opération de relogement HLM, opération de résorption des bidonvilles. Pour mener à bien ses missions, l'ATOM crée le Centre d'accueil nord-africain (CANA), l'Association des centres de préformation de Marseille (ACPM), l'Association pour le développement des aides pédagogiques (ADAP). C'est aussi l'époque du premier contrat Ville/État au profit des travailleurs migrants qui permet la création de la Maison de l'étranger.

En 1984, l'ATOM devient Association pour le développement des relations intercommunautaires (ADRIM) à Marseille. Puis en 1998, dans le cadre de son engagement dans les projets européens, l'ADRIM modifie ses statuts pour devenir l'Association pour le développement des relations intercommunautaires méditerranéennes.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la convention avec l'association Ancrages (mémoire, patrimoine, histoire des migrations).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Association pour le développement des relations intercommunautaires méditerranéennes, 237J
Don en 2009. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé. *Instrument de recherche :* aucun. Importance matérielle *:* 11 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1950-2009.

Association pour le développement du sport de plein air (ADESPA)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1990

L'Association pour le développement du sport de plein air (ADESPA) était une association loi 1901, créée en 1990, qui s'inscrivait dans la mouvance des associations dites d'éducation populaire. Elle avait pour objets « le développement d'activité sportives et culturelles dans le cadre des loisirs ou avec un objectif pédagogique et social, la mise en œuvre d'activités s'adaptant à la demande de groupes et la gestion d'équipements liés à la pratique de ces activités ». Leurs réalisations se sont concrétisées dans des activités de formation, de prestations et d'organisation de séjours. Elle a été dissoute en 2010.

Historique de la conservation

Les archives de l'association ont été déposées aux Archives départementales du Nord en 2010, après la dissolution de celle-ci par ses membres.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Bien qu'une partie des informations concernant la vie associative soit manquante, on y trouve des documents relatifs aux activités réalisées et aux nombreux projets de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Nord

 Association pour le développement du sport de plein air (ADESPA), 192J
Dépôt en 2010. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ADESPA.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 390 articles, 8 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1990-2010.

Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles de Paris (AEFTI 75)

Adresse : 231 rue de Belleville, 75019 Paris
Téléphone : 01 48 03 83 00
Courriel : aefti75@free.fr

Historique du producteur

Création : 1983

L'AEFTI de Paris a été mise en place en 1983, lors de la décentralisation de l'association nationale (voir notice).

Historique de la conservation

L'AEFTI 75 a engagé, avec le soutien de Génériques, un travail de récolement des archives. L'instrument de recherche partiel et provisoire est disponible sur le site de Génériques http://www.generiques.org/activites-inventaires-sommaire-art.php?id=35.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles de Paris, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'AEFTI et sur rendez-vous.
Instrument de recherche : bordereau de récolement partiel. Importance matérielle *:* 8,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1971-2001.

Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles de Seine-Saint-Denis (AEFTI 93)

Adresse : 10 rue Hector Berlioz, 93000 Bobigny
Téléphone : 01 41 60 89 81
Courriel : a.e.f.t.i.93@wanadoo.fr

Historique du producteur

Création : 1983

L'AEFTI de Seine-Saint-Denis a été mise en place en 1983 à l'occasion d'un mouvement de décentralisation de la structure nationale qui a été créée en 1971 (voir notice).

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège social de l'association. L'AEFTI 93 est en contact avec Génériques qui a déjà réalisé un répertoire méthodique consultable sur le site de Génériques http://www.generiques.org/activites-inventaires-sommaire-art.php?id=36.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les plus anciens documents remontent à 1983. Outre les archives statutaires et d'instances qui semblent complètes depuis 1983, l'AEFTI 93 conserve des dossiers concernant la formation (principalement des dossiers de stagiaires), la gestion des adhérents et les relations avec l'AEFTI nationale.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles de Seine-Saint-Denis, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'AEFTI et sur rendez-vous.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 272 articles, 60 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1977-2006.

Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles (AEFTI), fédération nationale

Adresse : 16 rue de Valmy, 93100 Montreuil-sous-Bois
Téléphone : 01 42 87 02 20
Courriel : aeftifd@wanadoo.fr
Site internet : www.aefti.fr

Historique du producteur

Création : 24 octobre 1971

L'AEFTI est fondée en 1971 par des militants communistes, des chrétiens progressistes et des syndicalistes de la Confédération générale du travail (CGT), dans le contexte de la loi de juillet 1971 sur la formation continue. Ensemble, ils veulent poser la question du droit des travailleurs immigrés à se former, la formation étant le moyen d'obtenir par la suite un travail qualifié : « le but est de réaliser une alphabétisation qui élève les connaissances, le niveau culturel des immigrés, leur facilite l'apprentissage d'un métier plus complexe, mieux rémunéré, qui leur donne la capacité de participer à toutes les activités sociales, syndicales, économiques et politiques » (statuts de 1971).

Les premiers cours du soir débutent en 1971 dans le 18e arrondissement de Paris. Dispensés par des bénévoles, ils s'adressent aux immigrés adultes déjà alphabétisés dans leur langue d'origine. Les activités démarrent réellement en 1972, suite à une rencontre entre animateurs, linguistes, psychologues, responsables de l'AEFTI et responsables de cours pour les travailleurs immigrés organisés par la CGT. À l'issue de cette rencontre, se constitue un groupe de travail, Le collectif des 45, dont le but est d'élaborer une nouvelle méthode d'apprentissage et d'établir un programme de formation des moniteurs pour 1972-1973.

L'association étend progressivement ses activités en banlieue parisienne et en province, elle développe ses propres outils pédagogiques et, en 1976, elle peut engager des salariés. L'AEFTI est aujourd'hui une fédération nationale regroupant neuf associations régionales.

Historique de la conservation

Conservées au siège social de l'association, les archives ont d'abord fait l'objet d'un récolement puis d'un répertoire méthodique réalisé par Génériques, à consulter sur leur site : http://www.generiques.org/activites-inventaires-sommaire-art.php?id=28

Elles devraient être déposées aux Archives nationales dans le cadre d'une campagne de « dépôt des fonds d'archives privées de l'immigration dans les centres publics d'archives » lancée en octobre 2007 par Génériques et le Service interministériel des archives de France (SIAF). Pour consulter le fonds, il est conseillé de prendre contact avec Génériques.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds de la fédération nationale AEFTI comprend des documents relatifs à sa création et sa vie interne (statuts, AG, congrès, adhésions, publications, réunions, relations avec les AEFTI départementales), les activités du Comité permanent de professionnalisation (CPP) (travaux des réunions, préparation des Rencontres-inter-AEFTI, convocations et ordre du jour des réunions, comptes rendus), la comptabilité (livre de comptes, bilan et comptes de résultats).

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Fédération nationale des associations pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'AEFTI et sur rendez-vous.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 10 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1973-2005.

Association pour les équipements sociaux des nouveaux ensembles immobiliers (APES)

Adresse : Immeuble Le Forum, 131/135, avenue Jean Jaurès, 93300 Aubervilliers
Téléphone : 01 40 54 41 39

Historique du producteur

Création : 1er juin 1961
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 15 juillet 1969

L'Association pour les équipements sociaux des nouveaux ensembles immobiliers (APES) a été créée en 1961 par le groupe Office central interprofessionnel de logement (OCIL) et les organismes qui lui sont associés (CIL, sociétés anonymes HLM, sociétés immobilières, etc.). Le groupe OCIL est un organisme paritaire fondé par de grandes fédérations patronales groupées au sein du Conseil national du patronat français (CNPF) et par la chambre de Commerce et d'industrie de Paris. En 2005, il a fusionné avec l'APEC 1% Logement pour constituer le groupe ASTRIA, qui ne veut pas être seulement un financeur, un constructeur, un gestionnaire et un propriétaire immobilier mais qui cherche aussi à développer une gestion qui intègre un accompagnement social.

L'APES a pour objet de « promouvoir dans les ensembles immobiliers toutes œuvres sociales et culturelles, et à cet effet, de construire ou de faire construire, ou de faciliter la construction de tous locaux où fonctionneront ces œuvres, [...] ainsi que de permettre la mise en place des organismes qui en assureront le fonctionnement et la gestion » (article 2, statuts 1994). Son but est donc d'aider les habitants à s'approprier leur espace. L'APES joue aussi un rôle de catalyseur et d'interface indispensable entre les habitants et les décideurs de tous niveaux de responsabilité. La zone géographique d'activités de l'APES correspond à celle du groupe OCIL, c'est-à-dire avant tout la région parisienne mais également quelques villes françaises comme Lyon, Bordeaux, etc.

L'APES conseille, expertise et met en œuvre des actions de développement social et urbain. Elle participe ainsi à la construction et à la réhabilitation d'équipements sociaux, appelés aussi les « m^2 sociaux » ou locaux collectifs résidentiels (LCR), tels que : centres médicaux, centres sociaux, crèches, garderies, jardins d'enfants, maisons de jeunes, bibliothèques, centres culturels ou sportifs, etc. Elle cherche aussi à inciter les habitants à gérer ces espaces par la création d'associations, notamment d'amicales de locataires.

Jusque dans les années 1990, elle menait des actions socio-éducatives avec des travailleurs sociaux : enquêtes avant attribution du logement, relations avec les familles, interventions sociales et accompagnement personnalisé en cas de difficultés. Elle gérait également un service d'études pour le compte de maîtres d'ouvrages sociaux (associés ou non à l'OCIL) ou de collectivités locales, des audits préalables aux interventions urbaines lourdes (études socio-démographiques). Elle intervenait aussi à la demande des sociétés propriétaires souhaitant affiner la connaissance de leur patrimoine ou de son peuplement (enquêtes sociologiques réalisées suite à des entretiens semi-directifs ou par l'observation directe et le repérage des modes de fonctionnement).

Historique de la conservation

Les archives conservées au siège social sont très récentes. L'APES confie ses archives intermédiaires et définitives à la structure qui gère les archives du groupe Astria et dont les espaces de conservation se trouvent dans la Zone industrielle Garonor à Aulnay-sous-Bois. Avant leur transfert, les archives font l'objet d'un bordereau de récolement.

Pour pouvoir consulter les archives situées à Aulnay-sous-Bois, il faut d'abord prendre contact avec l'APES.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

En 2000, le volume des archives de l'association s'élevait à plus de 120 mètres linéaires tous documents confondus.

D'après le récolement, les archives d'instances sont bien conservées : assemblées générales et conseils d'administration depuis la création, rapports d'activités depuis 1963. En revanche, les dossiers d'activités ont été beaucoup moins bien sauvegardés. Les papiers produits par le service d'Actions socio-éducatives n'ont apparemment pas été conservés, mais des synthèses existent. De nombreuses études et enquêtes produites par le service Études ont été détruites. Il s'agit non seulement des travaux définitifs, mais également de tous les documents produits pendant l'élaboration de l'étude, notamment les questionnaires et les entretiens semi-directifs renseignés par les habitants.

Les archives produites par le service Réalisation semblent mieux conservées, même si une partie a déjà été éliminée. Dans le récolement, sous l'appellation « APES LCR », les dossiers sont classés par ordre alphabétique de commune, puis par établissement social. Chaque dossier établissement social comprend : un plan, un sous-dossier relatif à la construction, la correspondance avec les fournisseurs, la mairie, la CAF, l'association ou l'amicale des locataires, et les baux de mise à disposition.

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Association pour les équipements sociaux des nouveaux ensembles immobiliers (APES), non coté.
Archives privées. Communication sur autorisation.
Importance matérielle : 120 mètres linéaires.

Association régionale d'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace (ARIENA)

Adresse : 6 route de Bergheim, 67600 Sélestat
Téléphone : 03.88.58.38.48
Courriel : info@ariena.org

Historique du producteur

Création : 1977
Reconnaissance d'utilité publique : 5 septembre 2011

L'ARIENA représente les associations alsaciennes d'éducation à la nature et à l'environnement.

La création de l'association le 31 mai 1977 revient à cinq associations pionnières dans l'éducation à l'environnement : La Petite Camargue Alsacienne, les Pupilles de l'enseignement public du Haut-Rhin, le Parc naturel régional des Vosges du Nord, le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) et les Jeunes pour la nature.

En 1978, elle s'installe dans la Maison de nature à Muttersholtz puis déménage à Sélestat en 2002. Elle organise en 1992 sa première formation d'animateurs nature en partenariat avec l'Union Française des Centres de Vacances (UFCV).

L'association mène plusieurs activités :

- animation du réseau associatif composé de bénévoles et de professionnels des associations qui agissent avec les collectivités, l'État, les acteurs économiques et sociaux pour le développement de projets éducatifs en lien avec l'environnement, la nature, les patrimoines et la qualité de vie.
- conception, coordination et animation d'outils pédagogiques, expositions et guides professionnels d'aide au montage de projet ou d'accompagnement de démarches de sensibilisation.
- coordination des projets d'éducation à la nature et à l'environnement auprès des associations de son réseau, des partenaires publics et des partenaires privés.
- formation d'animateurs, techniciens, personnels des collectivités, élus
- interventions dans les établissements scolaires, les universités, les filières d'apprentissage.
- expérimentations de modes d'intervention et de coopération auprès de nouveaux publics et partenaires (entreprises, etc.).

Historique de la conservation

Les archives de l'ARIENA sont conservées au siège de l'association à Sélestat.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient les archives administratives et dossiers de formations (BETAEP, BAPAAT) depuis le début des années 1970 jusqu'en 2001. En plus de certaines publications, l'association conserve des documents concernant les différents réseaux et partenariats dont elle fait partie depuis 1990 (Office central de coopération à l'école du Bas-Rhin, LPO Alsace, Parc naturel régional des Ballons des Vosges…). Une partie du fonds contient des éléments sur le patrimoine naturel et culturel de la région. Enfin, on retrouve 8 mètres linéaires d'archives concernant le programme « Life Rhin Vivant » et la construction de plusieurs Centres d'Initiation à la Nature et à l'Environnement (CINE) de la région.

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Association régionale d'initiation à l'environnement et à la nature en Alsace (ARIENA), non coté.
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun *Importance matérielle* : 52 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1977- 2020.

Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'Éducation nationale (AROEVEN) de l'académie de Rennes

Adresse : 18 square Vercingétorix, 35000 Rennes
Téléphone : 02 99 63 15 77
Courriel : aroeven.rennes@aroeven.fr

Anciens noms du producteur

Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'enseignement technique (AROEVET) de l'académie de Rennes, avant 1967

Historique du producteur

Création : 1952

L'Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'Éducation nationale (AROEVEN) de l'académie de Rennes est membre de la Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'Éducation nationale (FOEVEN, voir notice). Elle s'appelait à sa création en 1952, l'Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'enseignement technique (AROEVET) qui était membre de la Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'enseignement technique (FOEVET). En 1967, la FOEVET s'élargit à l'ensemble de l'Éducation nationale pour devenir la FOEVEN. De même, au niveau académique, les AROEVET devinrent des AROEVEN.

L'AROEVET de Rennes était chargée, au départ, d'organiser des séjours de vacances pour les élèves défavorisés de l'enseignement technique. À partir des années 1960, et surtout de 1967 en devenant AROEVEN, elle s'est élargie à tous les publics, y compris aux élèves du privé et aux apprentis de moins de 20 ans, tentant ainsi de mêler les différentes catégories sociales.

La pédagogie de l'association est fondée sur l'apprentissage de l'autonomie par les colons. Cela se voit surtout à partir des années 1980 quand, de manière à favoriser la prise en charge par chacun de ses propres besoins dans la vie de tous les jours, certains séjours se font en quasi-autonomie financière. Dans ces cas-là, une somme d'argent est allouée chaque jour à de petits groupes qui s'arrangent ensuite eux-mêmes pour acheter leur nourriture.

À la fin des années 1990, l'AROEVEN de Rennes est l'une des plus dynamiques de France (2e rang au niveau national après l'académie de Bordeaux). Elle envoie 1300 jeunes en vacances.

Le rayon d'action de l'AROEVEN s'est étendu plus récemment dans les établissements publics au développement de foyers socio-éducatifs, à l'apprentissage de la vie scolaire et de la citoyenneté, à la prévention de la violence à l'école ou encore à la formation des élèves et des délégués de classe.

Historique de la conservation

Suite à des contacts noués en juillet 1998 avec les Archives départementales, les documents qui se trouvaient au siège de l'AROEVEN (Inspection académique, quai Dujardin) ont fait l'objet d'un repérage par Hervé Muriel, employé au rectorat de Rennes, sous l'autorité de Guy-Marie Keromnès, permanent de l'association, puis ont été transférés le 15 mars 2001 aux Archives d'Ille-et-Vilaine grâce à René Bouillon, nouveau permanent. Le classement a été achevé par Benoît Berthelot en avril 2001.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Malgré les lacunes, c'est un fonds original qui donne un aperçu du tourisme organisé et populaire ainsi qu'une vision de l'évolution d'une association éducative et de sa pédagogie de 1960 à la fin des années 1990.

Le fonds est divisé en deux parties. La première (129J 1-10) correspond à la FOEVET puis FOEVEN tandis que la deuxième (129J 11-38) comprend les dossiers de l'AROEVET de Rennes puis AROEVEN proprement dite.

Au niveau national, on retrouve essentiellement des comptes rendus de réunions ainsi que des dossiers de relations avec divers organismes et associations nationaux et régionaux pour la jeunesse.

Le niveau académique est un peu plus intéressant car si l'on trouve aussi des comptes rendus de réunions, il regroupe aussi et surtout les dossiers des colonies de vacances.

Quelques documents remontent à 1945, mais la grande majorité commence vraiment à partir de 1960. Malheureusement, les séries de comptes rendus de réunions ne sont complètes ni pour la FOEVEN, ni pour l'AROEVEN, pas plus que les dossiers de colonies pour lesquels il manque les périodes 1970-1985 et 1989-1993.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

 Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'Éducation nationale (AROEVEN) de l'académie de Rennes, 129J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 38 articles, 3,25 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-1999.

Association socio-éducative Alphonse Daudet (ASEAD), Aix-en-Provence

Adresse : 2 avenue de Beauregard, 13100 Aix-en-Provence
Téléphone : 04 42 21 15 33
Courriel : direction@asead.fr

Historique du producteur

Création : 1998

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la convention avec l'association Ancrages (mémoire, patrimoine, histoire des migrations).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Association socio-éducative Alphonse Daudet, Aix-en-Provence, 221J
Don en 2009. Archives privées. Communication libre
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 44 articles, 1,8 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1998-2007.

Association Troyes gymnique

Adresse : maison des associations, bureau 115, 63 avenue Pasteur, 10000 Troyes
Téléphone : 03 25 73 21 91
Courriel : troyes-gymnique@wanadoo.fr

Historique du producteur

Création : 1946

En avril 1946, sur l'initiative de la municipalité de Troyes, la section gymnique des patronages laïques, le Cercle olympique troyen, l'Union gymnique troyenne et la Jeunesse sportive troyenne ont décidé de fusionner pour créer une importante société laïque pour la pratique de la gymnastique et de l'éducation physique.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de l'Aube en janvier 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'administration et à l'organisation de l'association (constitution de l'association, conseils d'administration, assemblées générales, commission de discipline, correspondance), à ses finances et sa gestion (comptabilité, finances, revenus), à ses locaux et équipements (location de salles, achat de matériel, assurance), à son personnel et aux activités et relations extérieures.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Aube

 Association Troyes gymnique, 161J
Dépôt en 2009. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 67 articles, 2,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1946-2009.

Association Zellidja

Adresse : 60, Rue Regnault, 75013 Paris
Téléphone : 01 40 21 75 32
Courriel : infos@zellidja.com
Site internet : https://www.zellidja.com

Anciens noms du producteur

Association des lauréats Zellidja, 1951-2010

Historique du producteur

Création : [1939] ; 13 avril 1952
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 1974

Zellidja désigne un dispositif reposant sur une association et une fondation. Son principe est l'attribution de bourses à des jeunes âgés entre 16 et 20 ans désireux de concrétiser des

projets de voyages dans le pays de leur choix pour une durée d'un mois minimum. Chaque voyage est associé à un thème d'étude et fait l'objet d'un rapport, d'un carnet de route et d'un carnet de comptes réalisés par les lauréats et examinés à leur retour. La Fondation Zellidja assure le financement et l'octroi des bourses ; l'Association, elle, promeut et développe le dispositif, sélectionne les candidats, organise les évènements associés (soirées, débats, festivals), anime la communauté des voyageurs et publie les récits de voyage des jeunes : elle dispose pour cela de délégations régionales chargées de mettre en place ses activités sur le territoire.

Les Bourses Zellidja sont nées de l'architecte et industriel Jean Walter. Étudiant, ce dernier avait effectué, au milieu des années 1920, un voyage de 6 000 km à vélo qui lui avait permis de découvrir un gisement de mines de plomb, dites « mines Zellidja », à la frontière entre l'Algérie et le Maroc. Cette découverte l'amène à créer en 1935 une société d'exploitation de ces mines. Parallèlement, il souhaite offrir à d'autres jeunes l'opportunité de vivre des expériences de voyages similaires et leur donner ainsi « le moyen de compléter leurs études par des connaissances qu'ils n'ont pas acquises dans les établissements scolaires et n'acquerront pas davantage dans les grandes écoles ou en faculté ». Cette idée d'offrir aux élèves les plus méritants une formation complémentaire, une expérience physique et personnelle, une occasion d'émancipation leur permettant de se forger le caractère et de faire partie d'une élite capable de participer au redressement de la France se situe dans le prolongement de conceptions éducatives développées par des pédagogues comme Edmond Demolins, fondateur de l'École des Roches en 1899.

Jean Walter présente son projet philanthropique à Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, en 1938. Appuyées par l'inspecteur général Louis François, les Bourses Zellidja voient le jour en 1939. Jean Walter assure leur financement en y consacrant une partie des profits de sa société d'exploitation de mines du Maroc tandis que Louis François organise la promotion, la sélection des candidats et l'attribution des bourses en mobilisant l'administration du ministère de l'Éducation nationale. Un établissement pilote est choisi, le collège Cuvier de Montbéliard, où Jean Walter a fait ses études. Pendant l'été 1939, cinq garçons issus de ce collège sillonnent ainsi à bicyclette les routes de France.

Un nombre croissant de bourses est octroyé auprès de collégiens du Doubs (Vesoul, Belfort, Besançon...) jusqu'en 1943. À la Libération, Jean Walter relance son projet en étroite coopération avec Louis François. 50 bourses sont décernées en 1946, puis 100 en 1947 et 152 en 1948. L'apogée est atteinte dans les années 1950 où jusqu'à 300 bourses par an sont décernées pour un millier de candidatures déposées par les élèves de 300 établissements scolaires.

En août 1948, Jean Walter crée la Fondation nationale des Bourses Zellidja et la dote d'un capital de 200 millions de francs provenant des actions de sa société. Il en confie la direction à l'Académie française. Jules Romains en devient le premier président, Marcel Pagnol et Maurice Genevoix en sont les administrateurs. Quatre ans plus tard, l'Association des lauréats Zellidja est créée afin de promouvoir le dispositif des bourses et de développer des liens d'amitié entre ses membres. Subventionnée par la Fondation, elle fonctionne comme une amicale d'anciens élèves : ainsi, sa première action est d'éditer un annuaire des anciens lauréats. Mais les liens se nouent également dans le cadre de la rédaction de la revue trimestrielle *Espaces Zellidja*, qui reproduit des extraits des rapports de voyage et rend compte des actions de promotion en faveur des Bourses.

Le décès de Jean Walter en 1957 inaugure une période de crise : à partir de cette date, des interrogations et des réflexions émergent sur l'avenir du projet Zellidja. Des voix s'élèvent au sein de l'Association des anciens lauréats pour réclamer un élargissement dans l'octroi des Bourses, afin d'en faire bénéficier les élèves des lycées professionnels par exemple, voire les filles. Une gestion moins paternaliste du dispositif est également souhaitée par les bénévoles de l'Association. Enfin, une différence de point de vue s'affirme : pour les anciens lauréats, c'est l'expérience de la découverte de soi et du monde par le voyage qui compte, davantage que la constitution d'une élite. Les lauréats demandent ainsi à prendre une part plus active

aux décisions de la Fondation. La réaction ne se fait pas attendre : en 1962, la Fondation diminue d'un quart la subvention qu'elle accorde à l'Association. Parallèlement, un important déclin des dossiers de candidature est constaté : en 1967, ceux-ci ne dépassent pas le nombre de 700.

À la fin des années 1960, les remises en question laissent place à un conflit ouvert entre la Fondation et l'Association sur les évolutions à apporter aux Bourses Zellidja. Cette opposition éclate au cours de l'Assemblée générale du 2 novembre 1969 au cours de laquelle les lauréats décident de rechercher de nouvelles voies pour rester fidèle à l'esprit de Jean Walter. Ils suspendent ainsi la propagande en faveur des Bourses Zellidja et s'orientent vers l'organisation de leurs propres bourses, dites « expérimentales ». Les statuts de l'Association sont modifiés en conséquence le 10 août 1970 et une motion est adoptée qui en consacre son autonomie. La Fondation interdit à l'Association de donner le nom de Zellidja aux bourses expérimentales, supprime sa subvention et demande qu'elle évacue les locaux de la Fondation. L'Association se replie en Haute-Savoie puis met ses activités en sommeil.

De son côté, la Fondation n'attribue plus que quelques bourses en 1972. Ses ressources s'amenuisent avec la nationalisation des mines de Zellidja puis leur fermeture. Le 1er janvier 1973, l'Académie française décide ne de plus attribuer de bourses de voyage et prononce la dissolution de la Fondation en 1974. Suite à cette décision, l'Association des lauréats décide de reprendre en main le projet, d'abord sur les fonds propres des lauréats puis grâce à l'obtention de différents soutiens comme le ministère de la Jeunesse et des Sports, le ministère de l'Agriculture, la famille Walter et quelques entreprises privées. Progressivement, de nouvelles bourses sont financées et entre 50 et 100 jeunes sont à nouveau envoyés chaque année à l'étranger.

La Fondation est remise sur pied en 2004. Elle est modifiée afin d'accueillir le mécénat d'entreprise en plus des subventions publiques, des dons de particuliers et de ceux des lauréats Zellidja. Présidée par Jean-Jacques Walter, petit-fils de Jean Walter, et placée sous l'égide de la Fondation de France, elle contribue à étendre la popularité du dispositif, ce qui a pour effets une plus grande diversité de profils parmi les jeunes candidats et une augmentation du nombre de bourses. En 2010, le Fonds de dotation Zellidja voit le jour afin d'accueillir des dons et des legs. En 2014, 102 bourses sont distribuées à des jeunes qui voyagent dans 50 pays différents.

Le dispositif Zellidja est aujourd'hui reconnu complémentaire de l'enseignement public par le ministère de l'Éducation nationale.

Historique de la conservation

En 2011, une convention de don a été signée entre Zellidja et la Bibliothèque nationale de France (Bnf) afin que tous les rapports d'étude et carnets de voyage rédigés par les boursiers depuis l'origine soient confiés au Département des Cartes et Plans de la BnF. Ces archives ont été complétées par des dons spontanés et un complément apporté par l'Association en 2020 pour la période 2006-2011.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La BnF conserve approximativement 3 600 rapports d'étude et carnets de voyage depuis 1939, ainsi que la documentation utilisée pour leur élaboration. Deux ensembles sont à signaler : les rapports et carnets déposés par Henri et Michèle Delord jusqu'en 1972 – on trouve aussi des catalogues et du matériel de promotion de la Fondation ; et les rapports et carnets donnés par l'Association réalisés entre 1950 et 2011. Plusieurs de ces rapports ont été numérisés et mis en ligne sur le site Galllica, certains ont été publiés aux éditions L'Harmattan, et une exposition intitulée « Zellidja Carnets de voyage » a été organisée en 2013.

La BnF conserve également un fonds d'archives Zellidja de 5 mètres linéaires réunissant depuis 1939 des photographies, des panneaux, les bulletins de l'Association (*Espaces Zellidja*, par exemple, parue entre 1954 et 1962), des rapports rédigés par la Fondation, des cartes postales envoyées par les jeunes voyageurs, les archives des jurys de sélection, la collection des conventions signées avec les jeunes et des coupures de presse.

Localisation du producteur

Bibliothèque nationale de France - Département des Cartes et Plans

 Archives Zellidja, cote inconnue
Dons à partir de 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique pour une partie des archives. *Importance matérielle* : 147 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1939-2011.

Au fil de l'eau (AFE)

Adresse : 43 Galerie Rouget de Lisle, 94600 Choisy-le-Roi
Téléphone : 01 48 52 22 22
Courriel : contact@aufildeleau.eu
Site internet : www.aufildeleau.eu

Historique du producteur

Création : [23 janvier 1982] ; 2 juillet 1982
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 12 février 1998

L'activité de la voile en mer devenant de plus en plus commerciale, un groupe de moniteurs du Centre nautique de Rosbras Brigneau (CNRB) décide dans les années 1980 d'organiser un nouveau genre de randonnées batelières. Ils développent des loisirs autour de l'environnement et de la navigation en eau douce et, le 23 janvier 1982, ils créent Au fil de l'eau (AFE).

Les actions d'Au fil de l'eau se divisent en trois parties : l'organisation de formation à l'animation en randonnée fluviale (le BAFA dans son ensemble, l'aspect administratif uniquement du Brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire et de la jeunesse (BEATEP)), la réalisation de randonnées et de séjours nautiques et la location de bateaux.

Ayant d'abord organisé des randonnées en Bretagne, AFE étend rapidement son action à travers la France et met en place cinq associations régionales. AFE Bourgogne voit le jour à la maison éclusière de Vandenesse-en-Auxois en 1983, Guyenne AFE (GAFE) est créée vers 1985 à Castets-en-Dorthes, AFE Bretagne (BAFE) vers 1987 à Saint-Nicolas-des-Eaux et AFE Sud en 1988 au port de Colombiers. Enfin est constituée en 1997 AFE Charente, sise à la base de loisirs de la Fontaine Lupin à Saint-Nazaire-sur-Charente. Des divergences d'opinion concernant l'organisation des séjours et les objectifs de l'association ont progressivement éloigné d'AFE certaines structures régionales qui ont cessé leur activité.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées dans les locaux de l'association qui a déménagé six fois depuis sa création. En 1982, tous les documents se trouvaient au domicile du président de l'époque, Jean-Louis Achart, à Anthony (Hauts-de-Seine). En 1984, l'association a déménagé à Vitry-sur-Seine, au 39 rue Auguste Blanqui. En 1995, Au fil de l'eau et ses archives se sont installés dans un bâtiment de la Ferme de Champagne, à Savigny-sur-Orge. Expulsée en août 2003, l'association siège aujourd'hui à Choisy-le-Roi. Après récolement, les archives à vocation historique ont été données en 2004 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives d'Au fil de l'eau (AFE) sont relativement complètes, qu'il s'agisse des documents liés à son fonctionnement ou de ceux relatifs à ses actions. Les dossiers concernant la formation renferment des informations sur l'organisation et le financement par le Conseil régional et les directions régionale et départementale chargées de la Jeunesse et des Sports. Ils nous renseignent aussi sur le recrutement, le suivi de la formation et la validation des stages. Ils présentent une photographie complète et précise des stagiaires entre 1983 et 2000.

Les archives relatives à la gestion des randonnées et des séjours nautiques contiennent les réservations ainsi que les programmes et les itinéraires. La gestion des bateaux correspond à l'acquisition et à l'entretien des équipements de navigation ainsi qu'à la location liée aux séjours. Les plans de construction des bateaux et les dossiers relatifs à la construction sont conservés par l'association pour des raisons d'utilisation régulière. Les photographies de randonnées expérimentales et des camps d'adolescents sont également restées dans les locaux de l'association. Les bulletins produits par l'association sont déposés aux Archives départementales du Val-de-Marne depuis mai 2000. On trouve cependant des exemplaires des premiers numéros dans les cahiers contenant les comptes rendus d'instances.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Au fil de l'eau, 529J
Don en 2004. Archives privées. Communication libre sauf dossiers touchant à la vie privée. *Instrument de recherche :* répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 390 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1977-2002.

Auberge de jeunesse de Tours

Adresse : 5 rue Bretonneau, 37000 Tours
Téléphone : 02 47 37 81 58
Courriel : tours@fuaj.org
Site internet : http://www.fuaj.org/Tours

Historique du producteur

Création : 1948

L'auberge de jeunesse de Tours a été créée en 1948. Elle était initialement installée dans le château de Grandmont, un ancien monastère situé dans un parc de 99 hectares. En 1968, l'auberge intègre de nouveaux locaux loués au ministère chargé de la Jeunesse et des Sports.

Elle est aujourd'hui affiliée à la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de l'Indre-et-Loire le 27 juillet 1994.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont essentiellement constituées des registres d'hébergement, de la comptabilité et des dossiers des différents rassemblements locaux. Les documents relatifs au personnel ont été transmis aux Archives nationales avec le fonds de la fédération.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Indre-et-Loire

 Auberge de jeunesse de Tours, 80J
Don en 1994. Archives privées. Communication soumise à autorisation du dépositaire.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 26 articles, 1,8 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1948-1983.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fédération unie des auberges de jeunesse, 20000003
Dépôt. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 81 articles. *Dates extrêmes :* 1936-1992.

Auberge de jeunesse du Nord

Historique du producteur

Pour un historique des auberges de jeunesse, voir le guide des archives sur les auberges de jeunesse et notice sur la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ).

Historique de la conservation

Les documents ont été donnés en 2010 aux Archives départementales du Nord par Henriette Castrique, secrétaire départementale du groupe de Lille, qui les conservait depuis la cessation de ses activités. Un répertoire numérique a été réalisé en 2014.

Présntation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds concerne essentiellement l'auberge de jeunesse de Lille mais aussi d'autres auberges du Nord. Il renferme les statuts de l'association, des dossiers administratifs, des listes d'adhérents, des documents relatifs aux bâtiments et aux équipements. On trouve également des informations concernant les programmes d'activités culturelles et sportives.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Nord

 Auberges de jeunesse du Nord, 196J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 58 articles ; 1,5 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1937-1985.

Auberges de jeunesse du monde nouveau

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : novembre 1934

Les Auberges de jeunesse du monde nouveau sont constituées en novembre 1934. La présidence d'honneur du mouvement est confiée à Jean Giono, tandis qu'Yvonne Carré en prend la présidence.

Le but des Auberges de jeunesse du monde nouveau est de créer un courant d'intérêt pour le tourisme prolétarien. Des accords sont conclus avec le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice) et la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice) afin de permettre aux usagers de cette nouvelle association de fréquenter les auberges déjà existantes en France. Les Auberges de jeunesse du monde nouveau sont envisagées comme des centres culturels visant à l'éducation des travailleurs. Elles sont plus orientées politiquement que la LFAJ et le CLAJ.

Le mouvement regroupe peu d'auberges : moins de 10 en France, 2 en région parisienne et 4 en Provence. Il a eu une existence éphémère et les auberges créées se sont fondues dans le CLAJ ou la LFAJ.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds Lucette Heller-Goldenberg, auteure d'une thèse sur l'histoire des auberges de jeunesse, contient quelques documents sur l'association. Ils concernent essentiellement l'auberge de jeunesse Regain ouverte en 1936 par François Morénas.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Heller-Goldenberg Lucette, 20140216 (ex 580J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les Auberges de jeunesse du monde nouveau* : 20140216/9 (1938-1980).

Auberges françaises de la jeunesse (AFJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 4 avril 1941

Avec l'arrivée au pouvoir du régime de Vichy en juillet 1940, la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice) et le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice) sont interdits en zone libre. Des militants des deux organismes s'efforcent de faire vivre un mouvement ajiste en s'appliquant à reconquérir une légalité dans le cadre de la politique de la jeunesse du nouveau régime. Leurs efforts aboutissent à la création de deux associations en 1941 :

- Les Auberges françaises de la jeunesse (AFJ), organisme technique au sein duquel sont représentés les principaux mouvements de jeunesse.
- Les Camarades de la route (CDR ou Cam'routes, voir notice), mouvement d'usagers qui rassemble les groupes ajistes.

Le premier travail des AFJ est de reconstituer un réseau d'auberges de jeunesse. Il commence par la réalisation un inventaire des auberges encore utilisables. La plupart étant en mauvais état, on décide d'en aménager de nouvelles dans les bâtiments disponibles. Le 13 janvier 1942, une lettre de la direction générale de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre autorise la location d'immeubles domaniaux aux auberges de jeunesse. Le 27 mai 1942, Dominique Magnant obtient de M. Hautecoeur, secrétaire général des Beaux-arts, la promesse qu'un recensement de tous les monuments classés sera effectué par le gouvernement en vue de leur utilisation comme auberge de jeunesse. Parallèlement, les AFJ construisent de nouvelles auberges.

Afin de rassurer le gouvernement et de créer un réseau d'auberges respectant les conditions imposées, Dominique Magnant instaure un service d'inspection confié à René Blanche et Arne Bjornson-Langen. Ces inspections commencées dans le courant de l'année 1941 afin de recenser les auberges et de les affilier aux AFJ se terminent en 1942.

De plus, des sessions sont organisées à l'école des cadres d'Uriage pour former des personnes capables de tenir les auberges de jeunesse, qui sont appelées les parents aubergistes. En octobre 1941, les AFJ et les CDR ouvrent leur propre école à Mollans-sur-Ouzève (Drôme), afin de former les responsables CDR et les parents aubergistes des AFJ.

En octobre 1942, à la suite de crises et de désaccords entre les membres des AFJ, Dominique Magnant démissionne et une nouvelle équipe est nommée au comité directeur. Après l'assemblée générale de Millau en avril 1943, les AFJ sont entièrement restructurées et sont désormais dirigées par Andrée Laforêt et Robert Auclaire.

À la Libération, le système de dualité est maintenu pour les auberges de jeunesses. Ainsi, deux associations se mettent en place : d'une part, une organisation technique, l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice) qui a repris en charge les installations des AFJ ; d'autre part, un mouvement d'usagers, le Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice) qui succède aux Camarades de la route dissous le 2 avril 1945.

Dans ces conditions, les AFJ n'ont plus aucune activité et ses biens sont gérés par l'UFAJ. Néanmoins, il semble que l'association n'ait été officiellement dissoute que beaucoup plus tardivement, probablement au moment de la création de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice) au milieu des années 1950.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activité.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour aborder l'histoire des AFJ, il faut se reporter aux fonds conservés aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine dans le cadre du PAJEP. Il s'agit de fonds de militants des auberges de jeunesse et du fonds Lucette Heller-Goldenberg, auteure d'une thèse sur l'histoire des auberges.

Les fonds Maurice Tadier et Lucette Heller-Goldenberg sont très riches en documents liés aux AFJ. On y trouve tout d'abord des archives concernant le fonctionnement de l'association (documents statutaires et fondamentaux, comptes rendus de comités directeurs et d'assemblées générales), mais aussi des documents rendant compte des activités des AFJ ainsi que de la gestion du réseau immobilier et du personnel (circulaires de liaison, comptes rendus de stages, budgets, statistiques, etc.). Figurent enfin des publications et de la correspondance qui témoigne notamment des relations entretenues avec l'État et le régime de Vichy.

Le fonds René Sedes renferme quelques pièces : un compte rendu du grand conseil des AFJ (10 avril 1942) ainsi qu'un guide des AFJ (15 juillet 1942).

Par ailleurs, les archives de Dominique Magnant, conservées à l'Institut Marc Sangnier à Paris, sont d'un grand intérêt concernant la création et les débuts des AFJ.

Enfin, des archives concernant les AFJ sont également conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Heller-Goldenberg Lucette, 20140216 (ex 580J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les AFJ* : 20140216/10 à 13 (1938-1953).
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les AFJ* : 20140177/4 (1942).
 Tadier Maurice, 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les AFJ* : 20140183/18 à 23 (1941-1953).

Institut Marc Sangnier

 Magnant Dominique, DM
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication sur rendez-vous et soumise à autorisation de l'Institut Marc Sangnier.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 5 mètres linéaires. Dates extrêmes : 1930-1990 (pour les dossiers concernant les auberges de jeunesse).

Musée national de l'Éducation

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Avenir et joie – jeunesse ouvrière chrétienne (AEJ-JOC), fédération nationale

Adresse : 246 boulevard Saint-Denis, BP 36, 92403 Courbevoie Cedex
Téléphone : 01 49 97 00 00
Courriel : contact@joc.asso.fr
Site internet : http://www.joc.asso.fr/

Historique du producteur

Création : 1949

Officiellement créé par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) en 1949, l'association Avenir et Joie s'adresse aux filles (en parallèle, est fondée l'association Loisir populaire (voir notice) pour les garçons).

Dans *Les Cahiers de formation ouvrière* de février-mars 1958, Maurice Cayron indique les objectifs de l'association : il s'agit « d'aider les jeunes à utiliser les loisirs existants sans les subir passivement et surtout d'organiser entre eux, par eux, et pour eux leurs temps libres. »

Au milieu des années 1950, l'association Avenir et joie est affiliée à l'Organisation centrale des camps et auberges de la jeunesse (OCCAJ, voir notice).

Historique de la conservation

L'association n'a pas déposé ses archives, elles sont probablement conservées au siège de l'association.

Par ailleurs, les Archives départementales des Hauts-de-Seine conservent plusieurs fonds relatifs à la JOC (voir notice) ; certaines archives d'Avenir et joie s'y trouvent peut-être.

Bureau d'application des sciences sociales et de l'éducation populaire à l'industrie (BASSEPI)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

À partir du milieu des années 1950, des formateurs issus des milieux industriels commencent à fréquenter les universités d'été de Peuple et culture (PEC, voir notice), en particulier les stages de sociologie et d'entraînement mental. Joffre Dumazedier, un des fondateurs de PEC, prévoit l'essor de la formation professionnelle continue, étudie les réalisations les plus significatives aux États-Unis et entreprend une collaboration active avec le Centre inter-entreprises de Boulogne-Billancourt fondé par l'ingénieur Vattier à l'intention des techniciens soucieux d'être promus ingénieurs.

C'est dans ce contexte, que Joffre Dumazedier et des militants de PEC créent en 1957 le Bureau d'application des sciences sociales et de l'éducation populaire à l'industrie (BASSEPI), qui entreprend une réflexion sur l'application des objectifs et méthodes de l'éducation populaire au secteur industriel : les méthodes sociologiques pour l'analyse des besoins de formation des cadres, l'entraînement mental pour les catégories en situation de promotion, et les réflexions sur les contenus de la culture générale des dirigeants à partir des expériences issues des grandes entreprises françaises et américaines.

Mais cette tentative n'étant pas assez structurée et restant peu soutenue dans l'ensemble du mouvement PEC, l'association a cessé ses activités dès les années 1960.

Historique de la conservation

Nous ne savons ce que sont devenues les archives du BASSEPI, néanmoins quelques papiers le concernant figurent dans le fonds de Peuple et culture déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne, dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Dans le fonds PEC, deux dossiers concernent le BASSEPI :

- 522J 281, stages BASSEPI (1958-1960) ;
- 533J 15, Brochure du BASSEPI, Programme de culture générale et formation dans l'entreprise du BASSEPI, Paris, 1961.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Cotes concernant le BASSEPI : 522J 15 et 281 (1958-1961).

Bureau d'études culturelles (BEC)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1972

En 1972, Maurice Cayron, ancien secrétaire général et directeur de l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (1952-1971, voir notice), crée le Bureau d'études culturelles (BEC) avec Paul Delouvrier, Jean Arthuys, Guy Madiot. Financé par l'association Éducation et échanges (voir notice), le BEC collecte des fonds pour aider les associations d'échanges internationaux.

Nous ne savons pas quand l'association a cessé ses activités.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Bureau d'accueil et de rencontres (BAR)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Créé par la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice) dans les années 1960, le BAR organisait des voyages pour le compte de groupes, adhérents ou non des MJC. Cette structure semble avoir été dissoute lors de la scission de la FFMJC en 1969.

Historique de la conservation

Au début des années 2000, la Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF, voir notice) et la FFMJC ont déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP quelques papiers produits par le BAR.

Présentation des sources

Niveau de description : pièce

Les archives déposées par la CMJCF et la FFMJC sont très lacunaires et ne dépassent pas 0,2 mètre linéaire. La majeure partie des archives sont des documents comptables récapitulatifs (1965-1969), un dossier de demande d'agrément au ministère chargé du

Tourisme (1966-1969), un rapport annuel d'activités (1967), une plaquette de présentation, une liste des projets de séjours à l'étranger durant les vacances d'été (1969).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture, 513J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FFMJC.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 3 articles (513J 774, 832, 861), 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1965-1969.
 Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France, 514J
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1965-1969.

Bureau des voyages de la jeunesse (BVJ)

Adresse : 20 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris
Téléphone : 01 53 00 90 90
Courriel : bvj@wanadoo.fr
Site internet : www.bvjhotel.com

Historique du producteur

Création : 1948

Le Bureau des voyages de la jeunesse (BVJ) est une association loi 1901 fondée en 1948 par Jean Barraud. Elle a pour objectif « d'organiser dans les différents territoires du monde des voyages et échanges culturels pour les jeunes, favoriser l'établissement de relations amicales entre les peuples, aider à la découverte des pays, et ainsi travailler à une meilleure compréhension internationale ».

L'association dispose en 2011 de deux auberges de jeunesse au cœur de Paris : le BVJ Louvre et le BVJ quartier latin.

Historique de la conservation

L'association n'a pas déposé ses archives, elles sont probablement conservées au siège de l'association.

Bureau d'études jeunesse et éducation populaire (BEJEP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [18 juin 1974] ; 28 octobre 1974
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 17 février 1975

Lors de sa création en 1968, le Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP, voir notice) est une association de fait non déclarée qui regroupe des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Son activité se limite uniquement au plan

national. En 1969, sous la pression des enjeux européens et internationaux, un nouveau groupement d'associations se constitue parallèlement : le Comité pour les relations internationales des associations françaises de jeunesse et d'éducation populaire (CRIF, voir notice).

En 1974, après un compromis longuement négocié, le CNAJEP absorbe le CRIF et devient la coordination, articulant désormais national et international. Il conserve son sigle, demeure toujours une association de fait mais il devient le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Le CRIF continue d'exister sous la forme d'une association loi 1901 et devient un des outils techniques du CNAJEP : c'est la section internationale.

C'est dans ce contexte que se crée le BEJEP. Le 6 juin 1973 puis le 18 juin 1974 ont lieu deux assemblées générales qui réunissent les membres des comités exécutifs du CRIF et du CNAJEP. Le BEJEP a pour but de mener à bien les études sollicitées par le CNAJEP et le CRIF, et d'une manière plus générale d'assurer pour chacun les tâches techniques qui pourraient lui être confiées. Les membres actifs en sont les associations membres d'un ou des deux comités exécutifs.

Déclaré association loi 1901, le BEJEP est donc une sorte de structure relais, support logistique et technique, qui engage du personnel pour assurer la gestion du CNAJEP. En 1987, après une crise financière difficile qui voit la démission de 33 mouvements, le BEJEP est dissout.

Historique de la conservation

Les archives du BEJEP étaient conservées au siège social du CNAJEP. Elles ont fait l'objet d'un bordereau de récolement détaillé avant d'être transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2004.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le volume des archives s'élève à moins de 0,5 mètre linéaire, ce qui s'explique par le fait que le BEJEP était seulement un outil technique du CNAJEP et n'avait pas d'autonomie par rapport à celui-ci. Le fonds renferme donc des archives statutaires (statuts, récépissés de déclaration en préfecture, agrément jeunesse et éducation populaire), des dossiers de subventions ainsi que quelques circulaires et quelques publications. Pour comprendre le rôle et le fonctionnement du BEJEP, il est indispensable de consulter les archives du CRIF et du CNAJEP.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, 20140161 (ex 537J)
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication soumise à autorisation du CNAJEP.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 8 articles (20140161/5_3, 29_2 et 3, 30_1, 60_3, 143_1, 365_1, 370_4), 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1973-1987.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, 20140161 (ex 537J).
Dépôt en 2003. Communication soumise à autorisation du CNAJEP.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le BEJEP :* tous les articles concernant le CNAJEP et le CRIF.

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne (SEPNB)

Adresse : 19 rue de Gouesnou, 29200 Brest
Téléphone : 02 98 49 07 18
Courriel : contact@bretagne-vivante.org
Site internet : https://www.bretagne-vivante.org/

Historique du producteur

Création : 1958

La Société pour l'étude et la protection de la nature (SEPNB) est créée en décembre 1958 afin de prolonger l'action des « Cercles Géographiques et Naturalistes du Finistère », formés en novembre 1953. C'est la première association régionale de protection de la nature. L'association est membre fondateur de la Fédération française des sociétés de protection de l'environnement (FFSPN), qui deviendra France Nature Environnement (FNE, voir notice) en 1989.

Fondée à une époque où l'écologie ne concernait encore que quelques initiés, la SEPNB a joué un rôle précurseur en créant des réserves ornithologiques sur le littoral. Son champ d'action s'est rapidement élargi à tous les problèmes de défense de l'environnement se posant sur l'ensemble des cinq départements de la Bretagne historique. En 1968, l'association SEPNB est reconnue d'utilité publique.

En 1998, la SEPNB change de nom et devient Bretagne Vivante-SEPNB. En 2009, à l'occasion de ses 50 ans, l'association a réactualisé son projet associatif, et s'est dotée d'un plan d'action sur trois ans déclinant les actions qu'elle se fixe d'entreprendre en priorité. Portée par près de 5 000 adhérents, de nombreux militants et forte de 70 salariés, l'association gère aujourd'hui un réseau de 135 espaces naturels protégés, répartis sur les cinq départements de la Bretagne historique.

L'association à plusieurs buts :

- Sauvegarder dans les départements de la Bretagne la faune et la flore naturelles en même temps que les milieux dont elles dépendent (roches, paysages, sols et eaux)
- Développer le goût et l'intérêt pour les sciences naturelles, la géographie et la protection de la nature
- Réaliser des études scientifiques
- Protéger de l'extinction les espèces animales et végétales menacées
- Veiller à la protection de l'environnement en étant compétent et capable d'intervenir dans différents domaines indissociables et complémentaires de la protection de la nature (protection des espèces et des espaces), domaine traditionnel d'action de la SEPNB : les déchets, la gestion des ressources naturelles, l'utilisation de l'espace, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, l'énergie, l'impact des aménagements.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé au siège social de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient des archives relatives à l'administration et au fonctionnement de l'association. Un ensemble concerne les études réalisées par l'association sur des milieux naturels. Un autre ensemble important est constitué de dossiers d'activités. Il renseigne notamment sur la gestion des réserves naturelles. On y trouve aussi des éléments sur les animations de l'association (fiches et outils pédagogiques, documents de préparation, correspondance avec le Réseau d'éducation à l'environnement en Bretagne – REEB).

Le fonds contient un ensemble important de documents iconographiques : affiches, photothèque et diapositives. On trouve aussi 32 cassettes VHS issues de l'activité du service animation de l'association depuis 1950.

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne, non coté
Archives privées. Communication sur autorisation préalable (courriel : contact@bretagne-vivante.org).
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 70 ml. *Dates extrêmes :* inconnues.

Bureau international catholique de l'enfance (BICE)

Adresse : 9 rue du Delta, 75009 Paris
Téléphone : 01 53 35 01 00
Courriel : contact@bice.org
Site internet : https://bice.org/fr/

Historique du producteur

Création : 1948

Créé en janvier 1948, le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE) est un réseau international catholique d'organisations engagées pour la promotion et la protection de la dignité et des droits de l'enfant.

À l'instar de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) ou des patronages de l'Action catholique des enfants (ACE, voir notice), le Bureau international catholique de l'enfance (BICE) est né dans le cadre des congrès de l'Union des œuvres catholique de France (UOCF), terrains de rencontres visant à confronter des expériences humaines, pastorales et spirituelles qui se sont tenus de 1858 à 1969.

En 1956, le BICE obtient successivement le statut consultatif auprès des Nations Unies, de l'Unesco et du Conseil de l'Europe. Puis, il participe activement à l'élaboration de la Déclaration des droits de l'enfant des Nations Unies en 1959.

À l'initiative du BICE, l'année 1979 est déclarée « Année internationale de l'enfance » par les Nations Unies. Dans les années 1980, le BICE est nommé coordinateur du groupe des ONG qui participe à la rédaction de la Convention relative aux droits de l'enfant. Sa mission s'achève en 1989, lorsque la Convention est adoptée. Parallèlement, en coopération avec l'UNICEF et d'autres ONG, il lance le premier programme de terrain en faveur des enfants des rues. Le BICE

développe par la suite de nombreux projets (soutien aux enfants en situation de handicap, lutte contre les abus sexuels, etc.), en animant et formant un réseau de partenaires locaux, engagés sur le long terme. En 1996, il reçoit le Prix des droits de l'homme de la République française pour son action en faveur des droits de l'enfant.

L'action du BICE auprès des enfants s'appuie sur la Convention Internationale relative aux Droits de l'enfant (CIDE) dont il soutient la mise en application. L'association de protection de l'enfance bénéficie d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). De ce fait, elle participe activement au Conseil des droits de l'homme et au Comité des droits de l'enfant.

En 2003, l'association modifie sa dénomination pour devenir les « Chrétiens en Forum ». Forums nationaux, rencontres en région, colloques européens, forums de chrétiens engagés en politique, conférences constituent ainsi la trame des réalisations de l'association, en partenariat avec d'autres groupes sociaux ou ecclésiastiques.

Le Bureau International Catholique de l'Enfance est présent dans près de 30 pays. Son réseau international est composé de plus de 80 organisations. En 2019, le bureau et ses partenaires ont accompagné plus de 40 400 enfants. Les actions du BICE sont multiples : programmes et projets de terrain, plaidoyer auprès des institutions nationales, recherche et formation et sensibilisation du grand public. Elle défend des valeurs de respect de la vie humaine, de la dignité de tout enfant, des enseignements de l'Évangile, de liberté de pensée, de conscience et de religion et de diversité culturelle.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé à la Bibliothèque universitaire d'Angers dans le cadre du CNAHES, puis aux Archives nationales du Monde du Travail (ANMT) à Roubaix en 2002 avant de rejoindre les Archives Nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine fin 2014.

Présentation des sources

Niveau de description : sous-fonds

Les archives du BICE sont intégrées dans le fonds de de Pierre Compagnon (1920-2015), bénévole au BICE à partir de 1965 auprès de l'abbé Bissonnier, président de la commission médico-sociale de 1980 à 1992. Elles se composent de travaux de groupes d'études, textes de conférences et actes de colloques de 1953 à 1991.

On trouve aussi des traces du BICE dans certains fonds du PAJEP, en particulier le fonds Jean-Marie et Janine Despinette (voir notice), ainsi qu'au sein du fonds Henri Bissonnier, conservé au CNAEF.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Bureau international catholique de l'enfance, 208 AS (XXXVI)
Don en 2002. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle :* 5 articles, 0,5 ml, 5 boîtes d'archives. *Dates extrêmes :* 1953-1991.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Despinette Janine et Jean-Marie, 583J
Don en 2012. Archives privées. Communication en attente (écrire à pajep@fonjep.org).
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 29 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1930-2012.

Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF)

 Abbé Henri Bissonnier, 15 PP et 68 PP
Archives privées. Communication soumise au règlement du CNAEF.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* environ 19 mètres linéaires. *Dates extrêmes :*1945-1984.

Cabinet d'architecture Guy Vacheret (Palaiseau)

Historique du producteur

Guy Vacheret était un architecte qui a travaillé à la construction d'équipements socioculturels, notamment des Maisons des jeunes et de la culture (MJC). À noter que dans les années soixante, il fut salarié à mi-temps au service architecture de la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de l'Essonne par Mme Bonnardel.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de dossiers de construction d'équipements collectifs, sportifs, culturels et sociaux : logements, centres de vacances, maisons des jeunes, comités d'entreprises. Les dossiers sont classés par communes.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Essonne

 Fonds du cabinet d'architecture Guy Vacheret, 21J
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 107 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1960-1980.

Camarades de la route (CDR)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : décembre 1940
Déclaration au journal officiel : 4 avril 1941

Avec l'arrivée au pouvoir du régime de Vichy en juillet 1940, la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice) et le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice) sont interdits en zone libre. Des militants des deux organismes s'efforcent de faire vivre un mouvement ajiste en s'appliquant à reconquérir une légalité dans le cadre de la

politique de la jeunesse du nouveau régime. Leurs efforts aboutissent à la création de deux associations en 1941 :

- Les Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice), organisme technique au sein duquel sont représentés les principaux mouvements de jeunesse.
- Les Camarades de la route (CDR ou Cam'routes), mouvement d'usagers qui rassemblent les groupes ajistes. Pierre Ollier de Marichard (POM) prend la présidence du mouvement, secondé par Robert Auclaire au poste de secrétaire général.

L'activité des CDR commence véritablement en août 1941, à l'occasion du rassemblement national de Masseube (Gers), qui permet d'établir le contact avec tous les ajistes de la zone libre. À partir de cette réunion, les ajistes, jusque-là méfiants vis-à-vis d'un mouvement agréé par le secrétariat général de la Jeunesse, apportent leur caution aux CDR.

Le premier objectif des Camarades de la route est la formation des responsables. Cet apprentissage passe par la participation à des stages. Le but est de mettre au point l'organisation matérielle du mouvement et de préciser les bases de son action auprès des ajistes participants. La formation des cadres du mouvement commence en juin 1941 à l'école des cadres d'Uriage et, en octobre 1941, les AFJ et les CDR ouvrent leur propre école à Mollans-sur-Ouzève.

À partir de 1942, les Camarades de la route accroissent leurs activités et touchent de plus en plus d'usagers. En avril, l'association publie le périodique *Routes* et, en janvier 1943, elle fédère plus de 200 groupes.

Si les CDR sont un groupe d'usagers des auberges, ils sont avant tout un mouvement de loisirs prônant l'esprit ajiste. À partir de 1943, l'association s'oriente résolument vers l'approfondissement de la culture et l'éducation culturelle. Les CDR se veulent à la fois mouvement de plein air et instrument de culture. Ils prônent un style de vie mettant en avant les valeurs de liberté, de laïcité et de mixité. L'activité culturelle s'intègre essentiellement dans les cercles d'études, grande innovation de la période. Les membres de l'association développent également des activités artistiques comme le chant. Le groupe Fariboles, groupe d'animateurs, né des liens existants entre les Camarades de la route et l'association Jeune France, contribue au développement de la culture populaire.

La dualité entre organisme technique et mouvement d'usagers ne se traduit pas par des affrontements entre les AFJ et les CDR. Au contraire, les liens sont très forts entre les deux associations, dont les responsables sont souvent les mêmes hommes. Ainsi, en août 1941, Robert Auclaire devient membre du comité directeur des AFJ et conseiller technique aux questions publicitaires, charge qu'il cumule avec le secrétariat général des CDR. En 1943, il quitte l'association pour devenir secrétaire général des AFJ.

À la Libération, cette dualité est maintenue. Ainsi, deux associations se mettent en place : d'une part une organisation technique, l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice) qui prend en charge les installations des AFJ ; d'autre part un mouvement d'usagers, le Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice) qui succède aux Camarades de la route dissout le 2 avril 1945.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour aborder l'histoire des CDR, il faut se reporter aux archives conservés aux Archives nationales dans le cadre du PAJEP. Il s'agit de fonds de militants des auberges de jeunesse et de Lucette-Heller Goldenberg, auteure d'une thèse sur l'histoire des auberges.

Le fonds le plus riche concernant cette association est le fonds Maurice Tadier, qui contient de nombreux documents couvrant la période 1941-1944. On y trouve notamment des archives liées au fonctionnement (documents statutaires et fondamentaux, comptes rendus

d'assemblée générale et de comité directeur) ainsi qu'à l'animation et au suivi du réseau (cartes du réseau, circulaires, etc.). Le fonds renferme également du matériel de propagande (tracts, programmes d'activités, etc.) et des publications. Figurent enfin des papiers concernant le groupe régional du Berry dont Maurice Tadier était le commissaire et qui rendent le fonds particulièrement intéressant.

Le fonds Lucette-Heller Goldenberg complète celui de Maurice Tadier puisqu'on y trouve le même type de documents. Les fonds Olivier Barillier, Jean-Lou Lefèvre et René Sedes contiennent essentiellement des exemplaires de périodiques publiés par les Camarades de la route.

Des archives concernant les Camarades de la route sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Éducation.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Barillier Olivier, 572J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les CDR* : 572J 1 (1937-1954).
 Heller-Goldenberg Lucette, 20140216 (ex 580J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les CDR* : 20140216/14 (1941-1945).
 Lefèvre Jean-Lou, 20140164 (ex 575J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les CDR* : 20140164/1 (1943-1946)
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les CDR* : 20140177/5 (1941-1944).
 Tadier Maurice 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les CDR :* 20140183/13 à 17 (1941-1944).

Musée national de l'Éducation

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Cap France

Adresse : 28 place Saint-Georges, 75009 Paris
Téléphone : 01 48 78 84 25
Courriel : info@capfrance.com
Site internet : http://www.capfrance-vacances.com/

Ancien nom du producteur

Fédération des maisons familiales de vacances (Saint-Georges)

Historique du producteur

Création : 1949

L'association est fondée en 1949 par des militants issus du monde rural sous le nom de Fédération des maisons familiales de vacances de la place Saint-Georges. C'est une des premières fédérations à regrouper des maisons familiales, qu'on appelle par la suite villages de vacances. En 1975, elle regroupait 202 associations, gérant 244 établissements. Elle est liée à la Fédération des villages familiaux de vacances et campings.

Elle prend plus tard le nom de Cap France.

Historique de la conservation

L'association n'a pas déposé ses archives, elles sont probablement conservées au siège de l'association.

Centre culturel de l'Yonne

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1980

Le Centre culturel de l'Yonne était une association émanant du conseil général et des villes d'Auxerre, Avallon et Sens. Il avait pour objet la diffusion culturelle dans le département tant en milieu rural qu'urbain et le développement des arts et traditions populaires. L'association a été dissoute en 1993.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de l'Yonne en deux fois : en 1993 et en 2007.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds reflète les diverses activités du centre culturel. Il est constitué des archives administratives, comptables, ainsi que des dossiers des expositions et spectacles organisés.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Yonne

 Centre culturel de l'Yonne, 61J
Dépôts en 1993 et 2007. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 3,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1979-1993.

Centre culturel des PTT de La Source

Historique du producteur

Orléans-la-Source est un quartier de la commune d'Orléans, fondé dans les années 1960, d'une conception urbanistique proche des villes nouvelles. Le centre culturel des PTT de La Source a été créé en 1971.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 1999 aux Archives départementales du Loiret.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'organisation et au fonctionnement du centre culturel : dossiers d'activités, préparation de manifestations, relations avec des organismes culturels et autres partenaires extérieurs.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Loiret

 Fonds de l'Association culturelle et artistique orléanaise, Postes, Télégraphes et Téléphones (AsCAO PTT), 442J
Don en 1999. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 39 articles, 2,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1968-1998.

Centre culturel du Languedoc (CCL)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1959

Le Centre culturel du Languedoc (CCL) a été créé en 1959 pour assurer l'organisation et la gestion de stages d'art dramatique à Pézenas, puis la promotion des animations culturelles et artistiques dans l'Hérault. La direction du centre était confiée à André Crocq (voir notice), instructeur national de jeunesse et éducation populaire.

Le Centre culturel du Languedoc, qui participait activement à la politique départementale d'éducation populaire, organisait des spectacles, des expositions, des veillées, des rencontres-débats sur l'art et des séances d'informations culturelles dans toutes les communes du département. Doté de moyens modestes, ce centre était un lieu de convergence pour artistes et créateurs.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de l'Hérault le 16 mai 1995.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds du CCL reflète les animations de type éducation populaire qui sont soutenues dans tout le département de l'Hérault, mais il contient toutefois essentiellement des dossiers de gestion administrative (délibération des conseils d'administration, comptes rendus d'assemblées générales, finances (budget, comptabilité), inventaires). On y trouve également des dossiers de presse, des dossiers de suivi des manifestations et des dossiers des formations.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Centre culturel du Languedoc, 81J
Don en 2002. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun (en cours). Importance matérielle : 3,35 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1954-1991.

Centre culturel juif de Marseille Edmond Fleg

Adresse : 4 impasse Dragon, 13006 Marseille
Téléphone : 04 91 37 42 01
Courriel : mail@centrefleg.com
Site internet : http://www.centrefleg.com/

Historique du producteur

Création : 1964

Le Centre Edmond Fleg, centre culturel juif de Marseille, a été créé en 1964, au moment où la communauté juive avait besoin de se structurer pour accueillir les juifs rapatriés d'Afrique du Nord. Il est devenu un acteur majeur de la vie culturelle juive à Marseille et en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), avec un rayonnement national. Il a pour mission de valoriser le patrimoine culturel des différentes communautés juives dans toutes leurs dimensions et leur diversité auprès du plus grand nombre.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Centre Fleg : centre culturel juif de Marseille, 203J
Don en 2008. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé.
Instrument de recherche : non classé. Importance matérielle : 1968-1987. *Dates extrêmes* : 1968-1987.

Centre d'étude et d'action sociale (CEAS) de la Sarthe

Adresse : 5 place des Comtes-du-Maine, 72000 Le Mans
Téléphone : 02 43 76 51 83
Courriel : ceas72@club-internet.fr

Historique du producteur

Création : 1937

Association loi 1901, le Centre d'étude et d'action sociale (CEAS) de la Sarthe était membre de l'Union nationale des CEAS de France (UNCEAS, voir notice) et est affilié à Culture et promotion (voir notice). Relais de l'INSEE sur l'accès et la diffusion des informations statistiques, l'association se propose de promouvoir, soutenir et favoriser, en milieu rural et urbain, les œuvres d'éducation populaire et toutes les actions d'information, de formation dans le domaine social, économique, civique, culturel et familial, d'environnement et de cadre de vie, par tous moyens adaptés.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de la Sarthe le 31 janvier 2001.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué d'études démographiques et thématiques (pauvreté et précarité, développement local, projets sociaux de différents établissements et associations, monde agricole, services aux personnes, éducation, économie sociale) et des supports d'information (lettre trimestrielle du CEAS, documents de l'INSEE).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Sarthe

 Centre d'étude et d'action sociale (CEAS) de la Sarthe, 88J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication : non accessible avant classement.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle : 9,95 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1950-2000.

Centre d'étude et d'action sociale (CEAS) des Côtes-d'Armor

Adresse : 18 rue Abbé-Vallée, 22000 Saint-Brieuc
Téléphone : 02 90 03 66 56
Courriel : contact@ceas22.com

Historique du producteur

Création : 1968

Créé en 1968, le Centre d'étude et d'action sociale (CEAS) des Côtes-d'Armor est adhérent du réseau Culture et promotion (voir notice) et était membre de l'Union nationale des CEAS de France (UNCEAS, voir notice). Ses réflexions et ses actions sont menées dans un souci de

promotion de la personne. Le CEAS a pour but de promouvoir, soutenir et favoriser toute action d'éducation populaire et de formation permanente dans les domaines social, économique, culturel, familial, linguistique par tous moyens adaptés.

Par le passé, le CEAS a joué un rôle non négligeable dans la vie sociale locale notamment par le biais de l'accompagnement de la politique vieillesse dans la région Bretagne durant une vingtaine d'années et par le biais de la formation permanente dans les établissements médico-sociaux.

L'association oriente sa réflexion dans trois domaines : l'analyse, la compréhension des besoins sociaux locaux, la lutte contre l'illettrisme, la lutte contre l'isolement et la solitude en milieu rural.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en 1985 aux Archives départementales des Côtes-d'Armor.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Il s'agit d'un fonds documentaire réalisé par le CEAS, se rapportant à la vie politique, sociale, culturelle, économique et religieuse en Bretagne.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Côtes-d'Armor

 Centre d'étude et d'action social, 110J
Dépôt en 1985. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 49 articles, 1,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1965-1982.

Centre d'études du protestantisme béarnais (CEPB)

Adresse : Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, boulevard Tourasse, 64000 Pau
Téléphone : 05 59 84 05 81
Courriel : cepb@univ-pau.fr
Site internet : http://www.cepb.eu/

Historique du producteur

Création : 1987

Association loi de 1901, le Centre d'études du protestantisme béarnais (CEPB) a été fondé en 1987 par Suzanne Tucoo-Chala afin de mieux faire connaître l'histoire du protestantisme des Pays de l'Adour. À cet effet, il a pour but de sauvegarder et rassembler les archives privées intéressant l'histoire du protestantisme régional du XVIe siècle au 20e siècle. Les documents sont cédés ou confiés temporairement par convention de dépôt au CEPB qui les classe. Ils sont ensuite conservés aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques à partir de 1987.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des archives d'institutions protestantes (Consistoire, paroisses, mouvements ou organismes protestants de jeunesse et d'éducation populaire), de familles ou de personnalités protestantes (familles Nogaret, Bost et Cadier qui comptèrent plusieurs pasteurs), d'érudits ou d'historiens ayant rassemblé, parmi d'autres, des documents concernant le protestantisme en Béarn (Léon Cadier, archiviste-paléographe).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

 Centre d'études du protestantisme béarnais (CEPB), 60J, 1Mi70/187/3
Dépôts à partir de 1987. Archives privées.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 628 articles, 60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 16e-20e siècle.

Centre d'information politique, économique et sociale (CIPES) de Clermont-Ferrand

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le Centre d'information politique, économique et sociale (CIPES) était une association d'éducation populaire clermontoise de réflexion politique.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales du Puy-de-Dôme en 1980.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Puy-de-Dôme

 Centre d'information politique, économique et sociale (CIPES) de Clermont-Ferrand, 85J
Don en 1980. Archives privées.
Instrument de recherche : non communiqué. Importance matérielle : 1,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1957-1971.

Centre d'animation Jean Vilar, Angers

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le centre d'animation Jean Vilar, installé à La Roseraie dans les années 1970 pendant la grande période d'urbanisation de ce quartier d'Angers, existe d'abord conjointement avec une autre association dénommée « Maison de l'enfance ». Puis ces deux associations opèrent une fusion en 1989. Le centre présente un panel d'activités aux populations locales, souvent d'origine étrangère, et organise des spectacles. L'association gestionnaire du centre est dissoute en 2000 au profit de la Fédération Léo Lagrange (voir notice).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Documents concernant le fonctionnement et l'ensemble des activités du centre.

Archives municipales d'Angers

 Centre d'animation Jean Vilar, quartier de la Roseraie, 57J
Don aux Archives départementales du Maine-et-Loire en 2002 et remis par celles-ci aux Archives municipales en 2008. Archives privées. Communication libre à l'exception des documents concernant le personnel soumis à un délai de protection de la vie privée de 50 ans. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle : 20,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1958-2001.

Centre de culture ouvrière – Culture et liberté (CCOCL) des Bouches-du-Rhône

Adresse : 29 avenue de Frais Vallon, 13013 Marseille
Site internet : http://www.ccocl13.fr

Historique du producteur

Le Centre de culture ouvrière – Culture et liberté des Bouches-du-Rhône (CCOCL) est affilié au mouvement national Culture et liberté (CEL, voir notice).

L'association a été créée en 1960 par un groupe d'hommes et de femmes issus des milieux chrétiens et ouvriers, sous le nom de Centre de culture ouvrière (CCO) des Bouches du Rhône. Elle était alors affiliée au mouvement national CCO (voir notice).

En 2011, le CCOCL gérait 13 structures socio-éducatives sur Marseille : des centres sociaux et des Maison pour tous (MPT). Par ailleurs, le CCO s'est engagé depuis 1992 dans l'accompagnement social de façon plus spécifique en créant le premier lieu d'accueil RMI du

département. Le CCO s'engage aussi sur d'autres missions d'accompagnement social dans plusieurs domaines : l'emploi, le logement, et les populations immigrées.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités du CCO puis du CCO-CL.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Centre de culture ouvrière, 185J
Don en 2006. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé. *Instrument de recherche :* non classé. Importance matérielle : 25 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1957-2003.

Centre de culture scientifique, technique et industrielle Agora des Sciences (CCSTI) de Marseille

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le CCSTI de Marseille était membre de l'association nationale du CCSTI. Ses activités consistaient en la présentation et la mise en circulation, d'animations, d'expositions et l'organisation d'événements favorisant le rapprochement entre les sciences, les technologies, et le public.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 CCSTI Agora des Sciences, 195J
Don en 2007. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé. *Instrument de recherche :* non classé. Importance matérielle : 30 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1984-2005.

Centre de développement et d'animation concertée du Territoire de Belfort (CDAC)

Anciens noms du producteur

Comité départemental d'éducation populaire (CDEP), 1960-1974

Historique du producteur

Création : 1960

Créé en 1960, le CDAC est dissout en 1986 au profit de deux nouvelles associations : le Centre d'action culturelle (CAC) avec une mission de service public et l'Association pour le développement de la vie associative et culturelle (ADVAC) qui est une fédération d'associations.

Historique de la conservation

Les archives ont été confiées en deux fois aux Archives départementales du Territoire de Belfort. Le premier versement sous forme de dépôt constitue plus de 50 mètres linéaires et a fait l'objet d'un répertoire numérique détaillé réalisé en 1986. Le deuxième sous forme de don est constitué essentiellement de documents comptables, renferme moins de 5 mètres linéaires d'archives et est en cours de classement.

Présentation des sources

Outre des documents comptables récapitulatifs et des documents iconographiques et audiovisuels, le fonds comprend des pièces relatives à la création de l'association, des comptes rendus d'instances (conseil d'administration, bureau, assemblée générale), des dossiers de gestion du personnel et des équipements, de la correspondance ainsi que des documents concernant les activités de l'association : art dramatique, centre d'information et de documentations, arts plastiques, cinéma, musique, spectacles, animation globale, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Territoire de Belfort

 Centre de développement et d'animation concertée du territoire de Belfort, 49J, 103J
Dépôt et don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 53 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1959-1984.

Centre de perfectionnement des responsables de groupes (CEPREG)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1958

Le CEPREG a été créée en 1958 à Paris par six membres de La vie nouvelle (voir notice), une association né de la branche aînée des Scouts de France (SDF, voir notice), la Route. Les fondateurs sont conscients du besoin urgent de formation d'animateurs au sein de nombreux organismes.

Le CEPREG monte en 1959 un premier cycle de formation à l'animation de soixante heures réparties en soirées et week-ends. Il se transforme en association professionnelle en 1963 et emploie jusqu'à 25 animateurs salariés. La formation donnée s'écarte résolument de l'enseignement traditionnel et privilégie le développement personnel, la pédagogie active, les techniques de groupes, le travail coopératif en intégrant les apports nouveaux des sciences humaines.

Le CEPREG cesse de fonctionner en décembre 1979, suite à des tensions internes.

Historique de la conservation

Nous ne savons ce que sont devenues les archives de l'association. Mais Bernadette Aumont, a déposé le 30 mars 2007 aux Archives départementales de Seine Saint-Denis des archives concernant son action au sein du CEPREG.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers concernent le fonctionnement et les activités de l'association.

Sources complémentaires

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Bernadette Aumont, 316J
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle : 2,66 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1958-1979

Centre de recherche sur l'éducation permanente et l'action culturelle (CREPAC)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : avril 1968

Créé en 1968 sous la forme d'une association loi 1901, le CREPAC avait pour but de rechercher des formes et des contenus originaux de productions audiovisuels qui répondent aux exigences modernes d'information et de formation. Parmi les organisations adhérentes, figurent des mouvements d'éducation populaire (Ligue française de l'enseignement (voir notice), Fédération française des maisons de jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice), Fédération nationale Léo Lagrange (voir notice), Fédération nationale des foyers ruraux (voir notice), Peuple et culture (voir notice), etc.) et des centrales syndicales (CGT, CFDT, FEN) et des associations du secteur coopératif.

Historique de la conservation

Pour le moment nous ne savons pas si les archives de cette association ont été sauvegardées. Figurent néanmoins quelques papiers dans les archives de Peuple et culture pour les années 1970 et 1971 : n°5 du magazine *Certifié exact* (janvier 1970), compte rendu de réunion, documents de présentation de l'association.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J.
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le CREPAC :* 522J 337 (1970-1971).

Centre de recherches et d'information sur la littérature pour la jeunesse (CRILJ)

Adresse : 38 rue du Maréchal Maunoury, 45000 Orléans
Téléphone : 02 38 53 88 03
Courriel : crilj@sfr.fr
Site internet : http://www.crilj.org

Anciens noms

Centre de recherches et d'information sur la littérature de jeunesse (CRILJ), 1963-1983

Historique du producteur

Création : [26 juin 1963] ; 6 juillet 1965
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 24 novembre 1978
Reconnaissance d'utilité publique : 7 juillet 1983

Au début des années 1960, des personnes venues d'horizons différents tentent de conjuguer leurs efforts afin de développer et diffuser la recherche sur le livre pour la jeunesse. Parmi elles, figurent Natha Caputo, Jacqueline et Raoul Dubois (voir notice), Isabelle Jean, Mathilde Leriche, Marc Soriano, etc. En 1962, ces personnes se rencontrent de façon informelle dans l'appartement de Natha Caputo à Paris. Le 26 juin 1963, elles décident de créer le Centre de recherches et d'information sur la littérature de jeunesse (CRILJ) et élaborent un relevé des conclusions se présentant en 11 points (cf article de Raoul Dubois, « du CRILJ au CRILJ ») :

- « La situation des études et recherches en littérature de la jeunesse en France fait de la France un pays retardataire en ce domaine ;
- L'Université ignore pratiquement la littérature de jeunesse à tous les échelons ;
- La formation des éducateurs de tous les degrés ignore en fait la littérature de jeunesse ;
- Les liaisons sur le plan international sont le fait d'initiatives personnelles, elles ne sont pas coordonnées et ne permettent pas d'échanges fructueux ;
- Il est donc nécessaire de créer un organisme indépendant, regroupant des critiques, des universitaires, des chercheurs, et pouvant préparer une reconnaissance de la littérature de jeunesse comme branche de la littérature ;
- L'accord se fait sur la création du Centre de Recherche et d'informations sur la Littérature de jeunesse ;
- Ce Centre pourra se constituer de façon légale à la rentrée, il essaiera de se faire attribuer un siège social à l'Institut pédagogique national ;
- Ce groupe de travail primitif pourrait s'adjoindre diverses personnalités ; dans l'immédiat : Mesdames Raymonde Dalimier et Colette Vivier ;

- Seront par ailleurs sollicités : Mesdames Luce Langevin, Odette Levy Bruhl, Janine Despinette, Marie-José Chombart de Lauwe, Mme Darier, Madeleine Raillon, Christiane Cohen, Marguerite Vérot ; Messieurs Claude Aveline, Paul Faucher, Claude Santelli ;
- Il serait intéressant d'y adjoindre des folkloristes, des psychologues et chaque participant est invité à donner des listes supplémentaires ;
- Raoul Dubois assurera la mise au net des décisions et un projet de statuts sera établi. Le bureau provisoire serait ainsi proposé :
    - Présidente : Mathilde Leriche ;
    - Vice-présidents : Natha Caputo, Marc Soriano ;
    - Secrétariat : Isabelle Jan, Raoul Dubois ;
    - Membres : Colette Vivier, Raymonde Dalimier ;
    - Le poste de trésorier sera proposé à Jacqueline Dubois (qui l'accepta). »

Le CRILJ dépose ses statuts en préfecture le 6 juillet 1965, a le même siège social que l'INRP, avec Mathilde Leriche comme présidente. Des réunions ont lieu mais sans fonctionnement régulier et, faute de temps et de moyens, l'association est rapidement mise en sommeil.

L'association refait surface au début des années 1970, avec le projet de créer un institut ou une fondation pour la littérature de jeunesse. Cette idée est née à la suite de journées d'études et de formation sur la littérature de jeunesse, organisées à Sèvres par Jean Auba, directeur du Centre international d'études pédagogiques (CIEP). Ce projet a aussi pour origine les initiatives menées par la section française de l'Union internationale des livres pour la jeunesse (UILJ) créée en 1964 par l'Association nationale du livre français à l'étranger (ANLFE). En octobre 1973, la section française de l'UILJ et l'ANLFE organisent à Marly-le-Roi (Yvelines) un colloque portant sur « la littérature pour les jeunes et la lecture parmi les jeunes » auxquels sont conviés des représentants du CIEP et des militants du CRILJ, comme Raoul Dubois. L'objet essentiel de ce colloque est de contribuer à mettre en place un « Institut national du livre pour enfants ». Pour arriver à cet objectif, les représentants du CRILJ autorisent les participants à se regrouper dans leur association qui était jusque-là en sommeil.

Le CRILJ de 1973-1974 est donc constitué sur des bases complètement nouvelles par rapport à celui de 1964. Les statuts sont d'ailleurs modifiés et déposés en préfecture de police le 30 janvier 1975. Le siège social du CRILJ est transféré à Sèvres au CIEP, avec un secrétariat assuré dans les premières années par l'ANLFE.

En fait, l'institut ne verra jamais le jour et le CRILJ va développer ses activités dans les années 1970-1980, obtenant l'agrément Jeunesse et éducation populaire en 1978 et même la reconnaissance d'utilité publique en 1983.

D'après son site internet, Le CRILJ se présente actuellement comme une plate-forme d'échange, d'activité et de réflexion ouverte à toute personne et à tout organisme s'intéressant à la littérature pour la jeunesse et au développement de l'enfant. Il regroupe écrivains, illustrateurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires, enseignants, parents et autres médiateurs du livre désireux de travailler ensemble à une meilleure connaissance et à une promotion élargie des livres destinés aux enfants et aux jeunes.

Pour plus d'information, voir Francis Marcoin, « Aux origines d'Ibby-France », Strenæ [En ligne], 3 | 2012, mis en ligne le 21 janvier 2012, consulté le 04 mai 2012. URL : http://strenae.revues.org/501.

Historique de la conservation

Le CRILJ a déposé en 2009 un fonds d'ouvrages et ses archives à vocation historique à l'université d'Artois et à son laboratoire « Textes & Cultures » qui a ouvert le Centre Robinson, dédié à la documentation et à la recherche sur les publications pour la jeunesse. Ce centre est situé dans les locaux de l'IUFM jouxtant l'université d'Artois : Université d'Artois, IUFM, site d'Arras, Centre Robinson, 37 rue du Temple, BP 30927, 62022 Arras cedex

L'ensemble est en cours de traitement (ces archives et ces ouvrages ont été reçus sans classement). Un site Internet est prévu pour présenter le catalogue et certains documents numérisés.

Localisation du fonds du producteur

Université d'Artois, Centre Robinson

 Centres de recherches et d'information sur la littérature pour la jeunesse, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation (écrire à Francis Marcoin, marcoinfr62@orange.fr) puis sur réservation auprès d'Anne-Marie Vallez (03 21 21 85 05).

Centre de voyages de la jeunesse rurale (CVJR) – échanges internationaux

Association dissoute ou inactive

Ancien nom du producteur

Centre de voyages de la jeunesse rurale (CVJR)

Historique du producteur

Création : 1953
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 18 août 1975

L'association a été créée à Paris en 1953 par la Jeunesse agricole catholique (JAC, voir notice), la Jeunesse agricole catholique féminine (JACF, voir notice) et l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCAJ, voir notice). Par le voyage d'études, de découverte pour les agriculteurs et les comités d'entreprise, le CVJR entendait développer ses objectifs de découverte, d'échanges, de compréhension et de formation pour les jeunes et les professionnels du milieu agricole. En 1987, une partie de l'équipe, estimant que le cadre associatif n'était plus adapté, crée sous forme d'agence, la société Passerelle.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Néanmoins, quelques documents concernant le CVJR figurent dans le fonds d'archives du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), dénomination actuelle de la JAC et de la JACF, déposé aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Parmi les documents concernant le CVJR dans le fonds du MRJC, figurent : statuts (1953-1968), registre légal de sa création à 1965, crise de 1965 (différend entre le MRJC et le CVJR, procès, relations avec l'avocat, modification des statuts, résultats du jugement, 1965-1966), comptes rendus des assemblées générales, comptes rendus des conseils d'administration, stages, rapports des activités, bilans, circulaires, enquêtes, situation et perspectives, comptes rendus de voyages, comptes rendus de rencontres, gestion financière, échanges franco-allemands, relations avec l'Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ), un document sur les 20 ans du CVJR, 12/1973, bulletin d'information *CVJR/liaison*.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, 20030070
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication soumise à autorisation du MRJC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 6 articles *concernant le CVJR* (20030070 161 à 166). *Dates extrêmes :* 1953-1980.

Centre d'échanges culturels internationaux (CECI)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 11 avril 1969
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 9 mai 1969

Créé par Lucien Trichaud en 1969, le CECI était une association qui se plaçait dans le réseau de l'Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (UNIREG, voir notice). Elle avait pour but de favoriser les relations internationales, d'assurer des relations permanentes avec les organisations étrangères d'éducation, de sports, de plein air, de tourisme, de coopération, d'organiser des séjours culturels, des voyages d'étude, des stages et des rencontres à l'intention des correspondants étrangers. Les activités du CECI semblent s'être fortement ralenties dès le milieu des années 1980.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège social de la Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France dans le 17e arrondissement à Paris. Après récolement, elles ont été données en juillet 2001 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : dossier

L'essentiel du fonds concerne les années 1970. À partir du milieu des années 1980, les archives sont rares. Si les documents concernant la création sont conservés, les archives d'instances ne sont pas complètes, notamment pour le milieu des années 1970. Les dossiers d'activités ne concernent que les échanges et voyages d'études organisés en Europe (principalement en Espagne, Grande-Bretagne et Italie), au Maghreb (Maroc et Tunisie) et au Liban.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France, 514J
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *concernant le CECI :* 2,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1969-1987.

Centre d'éducation de diffusion et de recherches culturelles (CEDIRC)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1970
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 mai 1974

En juin 1970, s'appuyant sur des expériences ponctuelles réalisées par la fédération départementale des MJC de Seine-Saint-Denis, un groupe de militants, dont Paul Markidès, crée le Centre d'éducation de diffusion et de recherches culturelles (CEDIRC). L'assemblée générale et le conseil d'administration étaient constitués des représentants de 13 collectivités locales et des têtes de réseau départementales des grandes associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Le CEDIRC cherchait à répondre aux besoins des municipalités et des associations concernant le personnel chargé de l'animation socioculturelle. Elle visait à développer la réflexion théorique sur les pratiques de l'animation et à contribuer à la vie culturelle du département de Seine-Saint-Denis.

En 1975, le CEDIRC a fusionné avec l'Institut de formation des cadres et animateurs socio-éducatifs (IFCASE, voir notice) pour créer la Fédération nationale Formation et démocratie (voir notice).

Historique de la conservation

Toutes les archives de l'association n'ont pas été retrouvées. Néanmoins, un de ses principaux fondateurs, Paul Markidès, conserve dans sa maison située dans les Ardennes, quelques-unes d'entre elles ainsi que des documents relatifs à son engagement au CEDIRC. Il devrait à terme les déposer aux Archives départementales du Val-de-Marne, dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives concernent le fonctionnement et les activités du CEDIRC entre 1970 et 1975.

Sources complémentaires

Paul Markidès

 Paul Markidès, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de Paul Markidès (*tél.* : 06 60 37 24 70 ; *courriel* : markides.paul@wanadoo.fr).
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *concernant le CEDIRC* : 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1970-1975.

Centre d'initiation à la nature de Boult-aux-Bois

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le Centre d'initiation à la nature est créé en 1983 par des naturalistes ardennais suite à la scission de la Société Départementale de Protection de la Nature des Ardennes (SDPNA), surnommée « l'Épine Noire », qui hébergeait également les activités du journal *La Hulotte*. À la fin de la décennie 1980, le CIN de Boult-aux-Bois emploie 7 personnes et accueille des

stagiaires et des objecteurs de conscience. Le centre organise des sorties nature de toute sorte : recherche de traces d'animaux, observation d'oiseaux, élagage des arbres, greffes, recyclage, etc. Il prépare également les stagiaires à la fonction d'animateur nature/environnement. Le centre relaie ses informations par un journal, *La Gazette des terriers*, dans lequel sont diffusées des fiches techniques et pédagogiques. Le Centres d'initiation à la nature était affilié à la Fédération des clubs de protection de la nature (FCPN).

Historique de la conservation

Les archives du CIN de Boult-aux-Bois ont été données aux Archives départementales des Ardennes à la suite de sa dissolution en 2004.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble les statuts, les documents des assemblées générales, la comptabilité, les dossiers de subvention, les archives relatives à la gestion du personnel (permanents, stagiaires, objecteurs de conscience), des revues de presse et des dossiers d'organisation de stages.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Ardennes

 Centre d'Initiation à la Nature de Boult-aux-Bois, 75J
Don en 2004. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée. *Instrument de recherche :* inventaire succinct. *Importance matérielle :* 4,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1983-2004.

Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [9 juin 1933] ; 6 novembre 1933

En France, c'est le démocrate-chrétien Marc Sangnier (voir notice) qui fonde en 1929 la première auberge, l'Épi d'or (voir notice) située sur sa propriété de Bierville (Boissy-la-Rivière, Essonne). Dès 1930, il met en place la première fédération nationale d'auberges de jeunesse : la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice).

Durant l'été 1932, Marc Sangnier organise « les Journées d'Espérance » dans différentes villes françaises. Paul Grunebaum-Ballin, juriste et directeur des habitations à bon marché de la région parisienne, assiste à une de ces journées et rentre chez lui avec divers prospectus. Sa femme, Cécile Grunebaum-Ballin, contacte alors le président de la LFAJ pour participer à son œuvre, mais ils n'arrivent pas à collaborer ensemble, notamment en raison de leurs différends sur la question de la laïcité.

En juin 1933, Cécile Grunebaum-Ballin crée ainsi le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ) avec plusieurs grandes formations de gauche laïques : le Syndicat national des instituteurs (SNI), la Ligue française de l'enseignement (voir notice), la Confédération générale du travail (CGT), l'Union des villes et des communes de France et la Fédération nationale des municipalités socialistes. Cécile Grunebaum-Ballin devient secrétaire générale du CLAJ et le reste jusqu'en 1940.

L'objectif prioritaire du CLAJ est de créer des auberges de jeunesse. La première est ouverte au Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne) le 22 juillet 1933, la deuxième au Plessis-Robinson

(Hauts-de-Seine), le 23 juillet. En 1934, il en existe déjà plus d'une quarantaine réparties sur tout le territoire, avant que l'arrivée au gouvernement du Front populaire ne favorise encore leur essor. Le CLAJ, qui a déjà pris un net avantage sur la LFAJ, est alors porté par les nouvelles lois sociales concernant le temps libre : les jeunes travailleurs découvrent les auberges de jeunesse en même temps que les vacances. Le réseau du CLAJ s'étend : à la fin de l'année 1936, on compte 205 auberges et 6000 usagers.

Ces mêmes usagers commencent à s'organiser très rapidement. En 1935, dix jeunes du CLAJ fondent le premier club d'usagers à Paris. Son but affiché est d'assurer la liaison entre les usagers, le bureau des auberges et les associations analogues. Par la suite, de nombreux clubs naissent en région parisienne et, en avril 1936, une Union des clubs d'usagers du CLAJ de la région parisienne s'organise. Des clubs apparaissent également en province : en 1937, une centaine se répartissent à travers toute la France. En mars 1938, l'Union des clubs d'usagers du CLAJ de la région parisienne est dissoute. Néanmoins, 23 clubs sur 24 décident sa continuation à travers un Comité de coordination et d'information (CCI), qui n'est pas reconnu au départ par le conseil d'administration du CLAJ.

Les relations sont, en effet, difficiles entre le CCI et le CLAJ. Il existe d'une part un conflit de générations entre les jeunes du CCI et les membres plus âgés du conseil d'administration qui s'opposent quant au rôle des usagers. D'autre part, les opinions politiques divergent entre le mouvement des usagers et les organisations de jeunesse et d'éducation populaire adhérentes du CLAJ : les usagers sont souvent plus à gauche, voire influencés par les idées trotskystes et anarchistes, alors que dans le conseil d'administration, domine l'influence de la SFIO et des radicaux-socialistes.

Mais à la fin de l'année 1938, Léo Lagrange, ancien sous-secrétaire d'État aux Sports et à l'organisation des loisirs du Front populaire, est élu président du CLAJ. Il prend alors parti pour les jeunes et les usagers, qui vont désormais jouer un rôle important au sein du CLAJ à travers le CCI.

Entre 1936 et 1939, les tentatives de fusion entre le CLAJ et la LFAJ n'aboutissent pas. Malgré tout, bien que les relations soient houleuses, les membres sont accueillis indifféremment dans les auberges de jeunesse des deux organisations.

À la défaite de la France en 1940, la situation de la LFAJ et du CLAJ diffère selon les régions.

En zone occupée, la LFAJ est tolérée jusqu'en octobre 1943, mais devant son refus d'interdire la présence d'ajistes juifs dans ses rangs, Marc Sangnier reçoit un avis négatif des autorités allemandes pour une reprise officielle des activités du mouvement. Il préfère alors procéder à sa dissolution le 7 octobre 1943. Quant au CLAJ, son activité est officiellement suspendue à partir de juin 1940, avant d'être autorisée le 21 février 1942 par ordonnance du commandement militaire allemand en France. François de Brinon, ambassadeur de France, secrétaire d'État auprès du chef de gouvernement, délégué général dans les territoires occupés, donne son accord le 18 mars 1942 et nomme à la tête de cette organisation un militant du CLAJ d'avant-guerre, Gaston Tyrand, ancien responsable du groupe des ajistes cheminots. En décembre 1942, François de Brinon le destitue pour le remplacer par Maurice Déglise. La nouvelle direction du CLAJ, collaborationniste et d'extrême droite, n'a donc rien à voir avec celle du CLAJ d'avant-guerre, c'est pourquoi, il est souvent appelé « CLAJ Tyrand » ou « CLAJ Déglise ». Néanmoins, certains pionniers de l'ajisme demeurent dans la nouvelle organisation sans pour autant épouser les idées de leur direction.

En zone libre, le CLAJ et la LFAJ sont interdits. Des militants des deux organismes cherchent à faire vivre un mouvement ajiste en s'appliquant à reconquérir une légalité dans le cadre de la politique de la jeunesse du gouvernement de Vichy. Leurs efforts aboutissent à la création de deux associations en 1941 :

- Les Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice) est un organisme technique de gestion des auberges de jeunesse, au sein duquel sont représentés les principaux mouvements de jeunesse.
- Les Camarades de la route (CDR, voir notice) est un mouvement d'usagers qui rassemble les groupes ajistes.

À la Libération, le CLAJ est repris en main par ceux qui l'avaient dirigé avant-guerre mais il n'exerce plus aucune activité et se dissout lors de l'assemblée générale de Fontainebleau le 10 mai 1946, qui attribue l'actif net de l'association à la Fondation française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice). Quant aux biens mobiliers et immobiliers, il est prévu qu'ils deviennent propriété de la FFAJ si elle obtient de l'État la reconnaissance d'utilité publique, sinon ils iront à l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice), association qui a succédé, à la Libération, aux AFJ.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Pour aborder l'histoire du CLAJ, il faut se reporter aux archives de Lucette Heller-Goldenberg, auteure d'une thèse sur l'histoire des auberges de jeunesse ainsi qu'aux fonds de certains militants des auberges de jeunesse conservées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Les archives du CLAJ contenues dans le fonds Lucette Heller-Goldenberg sont très précieuses dans la mesure où celles de l'association ont été très mal conservées. On y trouve notamment des documents des premières années d'existence du CLAJ ainsi que des archives liées au fonctionnement de l'association (documents statutaires et fondamentaux, comptes rendus d'assemblée générale, comité directeur, etc.) et à son réseau de clubs d'usagers. On note de plus la présence des documents liés au fonctionnement du CCI et d'archives relatives au fonctionnement et aux activités du CLAJ-Tyrand (1942).

Les fonds Maurice Tadier et René Sedes renferment eux aussi des documents liés au CLAJ-Tyrand ainsi que des publications du CLAJ (cartes, plaquettes, circulaires et bulletins). D'autres publications sont classées dans les archives de Georges Douart et Jacques Le Flem. À noter enfin quelques papiers dans le fonds de Pierre Rasquier concernant la vie d'un club d'usagers d'une auberge de jeunesse dans la Sarthe (Saint-Calais).

Des archives concernant le CLAJ sont conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen. On y trouve notamment le registre des procès-verbaux des conseils d'administration de 1938 et le registre des procès-verbaux des assemblées générales de 1937.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Rasquier Pierre et Lisbeth, 581J
Dépôt en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le CLAJ* : 581J 1(1935-1938).

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Douart Georges, 20140219 (ex 573J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJ :* 20140219/1 (1942-1958)
 Heller-Goldenberg Lucette, 20140216 (ex 580J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJ* : 20140216/15 à 18 (1933-1979).
 Le Flem Jacques, 20140165 (ex 576J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJ* : 20140165/2 (1952).
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJ :* 20140177/2 (1937-1940) et 20140177/3 (1937-1944).
 Tadier Maurice 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJ :* 20140183/11 (1936-1940) et 20140183/12 (1942-1943).

Musée national de l'Éducation

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

En 1949, le Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice) donne naissance au CLAJPA qui reçoit le soutien de la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO), de la Confédération nationale du travail (CNT), du Syndicat national des instituteurs (SNI), de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) ainsi que de la Ligue française de l'enseignement (voir notice). Néanmoins, l'absence de la CGT entrave son développement.

Juridiquement le MLAJ existe toujours mais dans les faits, CLAJPA et MLAJ ne font qu'un : par exemple, René Jeulin est président des deux associations.

En novembre 1950, le CLAJPA décide d'affilier son réseau à la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice) qui a été créée quelques mois plus tôt. Au congrès de Montrouge, en novembre 1952, se réunissent successivement les congrès nationaux du MLAJ et du CLAJPA qui décident de fusionner en MLAJ (CLAJPA). Ainsi, sur les en-têtes de leurs comptes rendus figurent souvent « Mouvement laïque des auberges de jeunesse (CLAJPA) » ou « Mouvement laïque des auberges de jeunesse (Centre laïque des auberges de la jeunesse et du plein air) ».

Le MLAJ (CLAJPA) n'a plus qu'une existence juridique, il n'exerce pas directement d'activités qui sont réalisées par les militants de la FNAJ. Nous ne connaissons pas la date exacte de dissolution du MLAJ (CLAJPA) mais elle doit coïncider avec la création de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice), dans la deuxième moitié des années 1950.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour aborder l'histoire du CLAJPA, il faut tout d'abord se reporter à la notice sur le MLAJ, tant le CLAJPA en est la continuité.

Il faut ensuite consulter les fonds de militants des auberges de jeunesse conservés aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine dans le cadre du PAJEP. Le fonds le plus intéressant est celui de René Sedes qui couvre la période 1950-1955. Il renferme des documents statutaires, des comptes rendus de comité directeur, des rapports annuels d'assemblée générale (1953-1955) ainsi que des tracts, des circulaires et des bulletins de liaison du CLAJPA. Les autres fonds de militants complètent ces archives avec des bulletins édités par l'association dans les années 1950, des plaquettes de présentation du mouvement ou des comptes rendus de congrès.

Le fonds de revues anciennes d'associations déposé par l'INJEP aux Archives départementales du Val-de-Marne contient aussi des exemplaires du périodique *Nous des auberges*, édité par le MLAJ puis par le CLAJPA (1948-1949. 3ème année : n°3, numéro spécial vacances 1948, 5, 7, 9, 10 ; 1949-1950. 4ème année. Nouvelle série : n°1).

À noter aussi, le fonds André Vignet donné aux Archives départementales du Calvados, qui renferme des documents statutaires et des comptes rendus de réunions concernant la vie nationale du CLAJPA et les auberges de jeunesse du Calvados.

Des archives concernant le CLAJPA sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Éducation (Munaé), ainsi qu'au Centre d'histoire du travail (CHT) à Nantes dans le fonds d'archives Michel Le Ravalec.

Enfin, le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI) détient un fonds d'archives intitulé « Auberges de jeunesse » et constitué de papiers de militants trotskystes, notamment Jean Ribes : périodiques nationaux, bulletins de groupes locaux et plus particulièrement de la région parisienne, circulaires et comptes rendus de congrès, correspondance.

Sources complémentaires

Archives départementales du Calvados

 Vignet André, F 6466-6471, F6522-6524
Don en 1956. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJPA* : F 6466-6471 (1948-1950).

Archives départementales du Val-de-Marne

 INJEP (revues anciennes d'associations), 568J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJPA :* 568J 81 (1948-1949).

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Bernard Jean, 20140217 (ex 574J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJPA* : 20140217/1, 11, 12 (1950-1952).
 Douart Georges, 20140219 (ex 573J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJPA :* 20140219/1 (1950-1951).
 Lefèvre Jean-Lou, 20140164 (ex 575J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJPA* : 20140164/4 (1949-1960).
 Orain Emile, 20140184 (ex 577J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJPA :* 20140184/3 (1949-1952).
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJPA* : 20140177/9 (1950-1955).
 Tadier Maurice, 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJPA* : 20140183/29.

Centre d'histoire du travail

 Le Ravalec Michel, RAV

Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJPA* : RAV 36bis (1949-1950).

Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires et internationaux (CERMTRI)

 Auberges de jeunesse
Archives privées. Communication libre (*courriel* : cermtri@ wanadoo.fr ; *tél* : 01 44 83 00 00). *Instrument de recherche :* aucun. *Cotes concernant le CLAJPA :* 0,2 mètre linéaire (1949-1951).

Musée national de l'Éducation

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Centre laïque des auberges de la jeunesse dit CLAJ-Auvert

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1947

En 1947, une poignée de militants du Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice) s'opposent à son départ de l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice). Ils publient la revue *Routes nouvelles*, en liaison avec l'UFAJ, et créent le Centre laïque des auberges de la jeunesse (CLAJ) dit CLAJ-Auvert, du nom de son fondateur, Marcel Auvert.

Avant-guerre, Marcel Auvert représentait la Ligue de l'enseignement (voir notice) au sein du conseil d'administration du Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice), dont il était le trésorier. Néanmoins, la création d'un nouveau CLAJ en opposition au MLAJ s'est faite sans l'autorisation de la Ligue de l'enseignement et Marcel Auvert rompt alors avec cette organisation.

En juillet 1947, le CLAJ-Auvert obtient l'autorisation de publier *Le cri des auberges de la jeunesse*, journal qui se veut être la continuité du *Cri des Auberges de jeunesse* publié avant-guerre par le CLAJ. Le numéro 1 qui paraît en février 1948, renferme les statuts de l'association, dont la première assemblée générale s'est tenue le 26 octobre 1947. Plusieurs militants d'avant-guerre qui avaient démissionné du Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice) pour fonder Ajistes et campeurs de France (ACF, voir notice) rejoignent le CLAJ-Auvert.

Néanmoins, cette association ne s'est jamais vraiment développée, son existence est éphémère et Marcel Auvert la quitte rapidement.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Très peu de documents concernant le CLAJ-Auvert semblent avoir été conservés, à l'exception du fonds Maurice Tadier (voir notice) donné aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Il renferme quelques documents sur l'association pour la période 1947-1950, notamment des statuts, des circulaires intérieures, de la correspondance et des périodiques.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Bernard Jean, 20140217 (ex 574J)
Dons en 2010 et 2014. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJ-Auvert*: 20140217/11 (1947-1950).
 Tadier Maurice, 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CLAJ-Auvert* : 20140183/35 (1947-1950).

Centre national d'information, d'études et d'action sociale pour les jeunes travailleurs (CNJT)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 28 décembre 1959
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 15 mars 1963

Le CNJT avait pour but (article 2 des statuts, début des années 1970) de :

- étudier les problèmes relatifs à la vie professionnelle, sociale et culturelle des jeunes travailleurs ;
- diffuser des informations s'y rapportant et de prendre éventuellement toutes initiatives en vue d'améliorer leurs conditions de vie et de travail ;
- aider à leur perfectionnement et à leur promotion et de susciter de leur part une prise de conscience réelle de leurs devoirs et de leurs responsabilités de citoyens.

Il menait deux activités essentielles :

- animation du bureau d'accueil et d'orientation : aide aux jeunes à la recherche d'un emploi (documentation, démarches, rédaction d'un CV, construction d'un projet d'avenir) ;
- publication de la revue *Jeunes travailleurs* : publication trimestrielle s'adressant aux jeunes et à tous les organismes ou personnes qui ont à charge d'aider les jeunes.

L'association semble avoir cessé ses activités au début des années 1990.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si des archives ont été sauvegardées lorsque l'association a cessé ses activités. Pour le moment, sont conservés des numéros de la revue *Jeunes travailleurs* (1965-1988) :

- aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine dans le fonds de l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ, voir notice) : 20140158/173 et 174 : n°50, 61-63, 68, 71, 74, 76, 79, 81-85, 87-102, 104-123, 50, 61-63, 68, 71, 74, 76, 79, 81-85, 87-102, 104-123 ;
- aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le fonds de collections de revues anciennes d'associations de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) : 568J 66 : n°28, 29, 31, 32, 34, 41, 43, 45-46, 48-53, 58-60, 64-67, 72-73, 75, 80, 86, 124, 128, 129, 131-134, 156, 159.

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Brenne-Berry

Adresse : 35 rue Hersent-Luzarche, 36290 Azay-le-Ferron
Téléphone : 02 54 39 23 43
Courriel : info@cpiebrenne.org
Site internet : www.cpiebrenne.fr

Anciens noms du producteur

CPIE Brenne-Pays d'Azay, 1980-2014

Historique du producteur

Création : 1979

L'association a été fondée en 1979 avec l'appui d'institutions et personnalités locales comme Raymond Coutant, décédé en 2016, avec l'objectif de devenir un Centre permanent d'initiation à l'environnement, label qu'elle obtient en 1980. Dès sa création, son principal objectif est l'accueil de groupes, principalement scolaires. Par la suite, l'association s'implique activement dans la préfiguration du Parc naturel régional (PNR) de la Brenne, créé en 1989. Son expansion sur l'ensemble du département est réalisée vers 2002-2003, puis en 2016, avec la création d'une antenne à Saint-Amand-Montrond (Cher). En parallèle, les activités du CPIE augmentent jusqu'à prendre leur forme actuelle : animation et éducation populaire, stages de formation naturalistes, accompagnement de démarches de développement durable, classes découvertes et colonies de vacances.

Outre le label CPIE obtenu en 1980, l'association est reconnue d'utilité publique et a noué des liens forts avec l'Éducation nationale (un professeur mis à disposition) en raison d'une cohérence pédagogique et de son histoire (les anciens directeurs étaient tous enseignants de profession).

À la différence d'autres CPIE, comme celui de Touraine – Val de Loire (voir notice), elle ne mène pas d'étude naturaliste et concentre ses activités sur l'éducation à l'environnement.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé dans les locaux de l'association au siège d'Azay-le-Ferron. Il a fait l'objet d'une description par l'AHPNE en novembre 2018.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont constituées des comptes rendus du conseil d'administration et des assemblées générales, de registres du personnel, de comptabilité, de correspondance, de documents relatifs aux activités associatives et de documentation pédagogique (affiches, plaquettes, diapositives, panneaux d'exposition) et audiovisuelle.

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Centre permanent d'initiation à la nature de Brenne-Berry, non coté
Archives privées. Communication sur demande.
Instrument de recherche : récolement sommaire disponible sur le site de l'AHPNE. *Importance matérielle* : 40,5 ml. *Dates extrêmes* : 1982-2018.

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Gorre Menez

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1985

L'association avait pour but de favoriser la découverte, l'étude et la protection du milieu naturel, en développant des activités éducatives à caractère scientifique et technique. Elle contribuait à l'insertion sociale et professionnelle de personnes éloignées du marché de l'emploi (chantiers d'insertion) et gérait une école d'équitation. Elle accueillait des groupes d'enfants, de jeunes, des classes de nature, des centres de loisirs, des groupes spécialisés des adultes, s'impliquait dans la formation permanente, l'organisation de stages, de conférences, et bien sûr l'étude, la gestion, l'entretien, la valorisation et la préservation des milieux naturels. Elle avait obtenu le label Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) en juillet 1996.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé dans les locaux du CPIE de la Vallée de l'Elorn (Finistère). Il a fait l'objet d'une description par l'AHPNE en mars 2011.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont constituées des comptes rendus du conseil d'administration et des assemblées générales depuis 1985 et d'études réalisées par l'association à partir de 1990 (mouillage, vergers, zones humides…). Les dossiers d'activités couvrent plutôt les années 2000. On trouve enfin, à partir de 1985, la documentation constituée par le CPIE, sur le thème de l'énergie, des forêts ou de la faune et de la flore, et 500 photographies naturalistes ou illustrant la vie de l'association.

Localisation du fonds du producteur

CPIE de la Vallée de l'Elorn

 Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre-Menez, non coté
Archives privées. Communication sur demande.
Instrument de recherche : récolement sommaire disponible sur le site de l'AHPNE. *Importance matérielle* : 16,30 ml. *Dates extrêmes* : 1985-2021.

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Touraine – Val-de-Loire

Adresse : 4 route de l'Abbaye 37500 Seuilly
Téléphone : 02 47 95 93 15
Courriel : info@cpievaldeloire.org
Site internet : http://www.cpievaldeloire.org/

Anciens noms du producteur

Association Val de Vienne, 1971-1976
Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) de Lerné, 1976-1980
Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) d'Indre-et-Loire, 1980-1997
CPIE Maison Val de Vienne (antenne du CPIE à Lerné)

Historique du producteur

Création : [1971] ; 15 mars 1976
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 12 octobre 2005 (renouvellement)

La création du CPIE de Touraine – Val-de-Loire remonte à la fondation en 1971 de l'Association Val de Vienne par Yves Dauge. En 1972, le Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE) décide de favoriser la création de centres spécialisés dans la pédagogie de terrain. L'association Val de Vienne soutient activement ce projet et se transforme en CPIE en 1976, simultanément à 6 autres structures sur le territoire. L'association se fixe pour objet de « favoriser et développer l'étude des questions concernant l'homme et son environnement, et conseiller les personnes ou associations appelées à intervenir dans les domaines de l'aménagement, de la conservation de l'environnement et de l'action éducative » (statuts).

Dans les années suivantes, le CPIE de Lerné rejoint le projet de création d'un CPIE départemental en Indre-et-Loire porté depuis 1977 par Marc Jacquet, conseiller général du canton d'Azay-le-Rideau. Ce CPIE prend alors la forme d'une structure départementale à deux antennes, l'une à Lerné, l'autre à Saint-Benoît-la-Forêt. Le 11 février 1980, le label CPIE est attribué au CPIE d'Indre-et-Loire et rejoint le réseau national crée trois ans plus tôt. Les premiers postes de salariés sont alors créés et Jean-Pierre Camuzard devient le premier directeur. L'équipe professionnelle s'implante l'année suivante sur le site de l'abbaye de Seuilly pour accueillir des actions éducatives telles que des séjours scolaires. L'action du CPIE se fonde sur une « approche pluridisciplinaire de l'environnement » visant à « apprendre de son cadre de vie » et propose dans son programme de 1981 des animations en milieu rural, la participation au développement économique, la participation à la vie sociale, la formation de formateurs, des actions éducatives, des études d'impacts et des contrats d'enseignement avec le Centre d'études supérieures de l'aménagement (CESA) basé à Tours.

En 1982, les statuts du CPIE sont de nouveau modifiés pour notamment permettre sa reconnaissance comme association d'éducation populaire et pour élargir ses activités.

Au début des années 1990, le CPIE s'implique dans le projet de Parc naturel régional (PNR) Val-de-Loire – Anjou – Touraine en tant « qu'opérateur technique et logistique du projet ». Après une courte période marquée par des difficultés, notamment financières, le CPIE décide en 1994 de recentrer ses activités autour de l'initiation à l'environnement (classes découvertes, interventions auprès d'établissements scolaires), de la sensibilisation, de l'animation à l'environnement et au patrimoine et du développement d'un service d'étude et de conseil en environnement. En parallèle, l'association voit son équipe salariée se reconstituer. En 1997, les CPIE changent de nom pour devenir des Centre permanents d'initiatives pour

l'environnement, marquant ainsi une évolution de la structure et du secteur de l'éducation à l'environnement, qui s'oriente désormais vers le développement durable.

En 2010, l'Union Régionale Centre Val-de-Loire (URCPIE) est créée fédérant les CPIE de la région Touraine-Val de Loire et Brenne-Pays d'Azay.

Situé dans le cadre historique de l'Abbaye de Seuilly, le CPIE de Touraine – Val-de-Loire a pour mission de développer des actions de valorisation, de sensibilisation et de gestion de l'environnement et du patrimoine local. Il joue également un rôle de médiateur, alliant conseil et action en écologie, en écotourisme ou en sciences de l'éducation. Il est reconnu association éducative complémentaire de l'enseignement public par le ministère de l'Éducation nationale. Aujourd'hui, ses principales missions sont :

- L'éducation à l'environnement pour les scolaires : conception et animation de journées et séjours d'initiation pour les scolaires.
- La formation de professionnels et des publics (programme régional de formation à l'environnement, intervention dans des formations universitaires…).
- Conseil et études auprès des collectivités et des services de l'État en matière de gestion, d'entretien d'espaces naturels et d'aménagement rural.
- Chantiers d'entretien de milieux naturels auprès des collectivités pour réhabiliter et gérer des sites naturels.
- Tourisme de nature et écotourisme : balades et itinérances organisées tout au long de l'année à pied, bateau traditionnel ou roulotte.

Historique de la conservation

Conservées au siège social de l'association, les archives ont été récolées et identifiées par l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) en 2018 grâce à une subvention de la région Centre – Val-de-Loire et avec l'aide de Vincent Lecureuil, directeur, et Dominique Bachelart, administratrice du CPIE.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont en bon état de conservation et conditionnées, hormis les plus anciennes : citons un ensemble documentaire constitué par Jacky Breton, ancien administrateur et vice-président délégué du CPIE (1976-1993). Ce dernier a également livré son témoignage oral. Plus généralement, peu de documents datant des années 1970 et 1980 semblent avoir été conservés, hormis un dossier concernant l'association Val de Vienne (1976-1980) et les comptes rendus d'instance : là encore, les dossiers relatifs à la vie statutaire de l'association commencent dans les années 1980 et sont lacunaires.

Sur le plan des actions, on trouve trace de la préfiguration du PNR Val-de-Loire ou de mesures de protection de certains espaces naturels spécifiques. Plusieurs dossiers touchent aux projets d'éducation et de sensibilisation : séjours scolaires, classes patrimoine, balades ou séjours écotouristiques, aménagement de centre de Loisirs et de gites, chantiers et actions d'insertion, stages et manifestations menés des années 1990 à 2010, mais cela ne représente qu'un faible volume. En outre, le CPIE n'a conservé ses rapports d'activité qu'à partir de 1994.

La moitié du fonds est constituée des ressources du centre de documentation du CPIE comprenant un nombre important d'études classées par thème (environnement, milieux et habitats, espèces, eau, sciences humaines, etc.), d'ouvrages et de publications mais aussi d'outils pédagogiques, de supports vidéo, de revues de presse et de photographies. Une autre partie importante, elle, relève de la comptabilité générale.

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Centre permanent d'initiatives pour l'environnement de Touraine – Val-de-Loire, non coté
Archives privées. Communication sur demande (02 47 95 93 15 ou info@cpievaldeloire.org).
Instrument de recherche : récolement sommaire disponible sur le site de l'AHPNE. Importance matérielle *:* environ 64 ml. *Dates extrêmes* : 1976-2017.

Centre social Belsunce Porte d'Aix, Marseille

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1980

Le centre social Belsunce Porte d'Aix était adhérent à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice) : du 1er avril 1988 au 6 février 1999 puis ensuite du 17 juillet 2003 au 22 août 2008.

L'association a été créée le 26 juin 1980 et a été enregistrée le 1er juillet de la même année auprès des services de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Elle clôture brutalement ses activités au mois de juillet 2008.

Inséré dans le quartier de Belsunce, dont la spécificité est celle d'être essentiellement un quartier de premier accueil des exilés souhaitant s'installer dans un pays européen, le centre social se voulait dès l'origine un outil de développement local et social du quartier.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement du centre : assemblées générales, conseils d'administration, bilans d'activité.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Centre social Belsunce Porte d'Aix, 209J
Don en 2008. Archives privées. Communication libre
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 10 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1986-2008.

Centre social de la Dame blanche, Saint-Etienne

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le centre social de la Dame blanche à Saint-Etienne, ouvert en 1978, était affilié à la Fédération des centres sociaux de la Loire et Haute Loire (voir notice). Il a cessé ses activités en 1994.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement du centre : réunions des instances statutaires, correspondance (avec la municipalité de Saint-Etienne, la Caisse d'allocations familiales, la Fédération des centres sociaux de la Loire, le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles), dossiers du personnel, comptabilité, locaux et équipement, activités de formation et d'animation du centre, associations liées au centre.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Loire

 Centre social de la Dame blanche, 108J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation du centre social de la Dame Blanche.
Instrument de recherche : répertoire numérique *Importance matérielle :* 39 articles, 2,15 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1972-1994.

Centre social de la Gravière de Beaunant, Sainte-Foy-lès-Lyon

Adresse : 18 avenue de Limburg, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon
Téléphone : 04 78 59 63 18
Courriel : graviere@csfidesiens.fr
Site internet : http://www.csfidesiens.org

Historique du producteur

Créé juste après la Seconde Guerre mondiale, le centre social est affilié à la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône (voir notice).

En 2000, l'association a fusionné avec le Centre Social du Neyrard pour prendre le nom d'Association des centres sociaux fidésiens, qui gère dorénavant les deux centres sociaux de Sainte-Foy-Lès-Lyon.

Historique de la conservation

Dans le cadre d'une démarche menée conjointement, début 2005, par le groupe lyonnais de l'association Mémoires vives - centres sociaux (MVCS) et par la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône, les différents centres sociaux lyonnais ont été sensibilisés à la conservation de leurs archives. Dans le cadre d'une rencontre amicale, Marie-Jeannette Rat-Patron, administratrice de MVCS, s'est vue remettre trois boîtes d'archives contenant les documents relatifs au fonctionnement du centre social de Beaunant, à Sainte-Foy-lès-Lyon, durant les vingt premières années de son existence. Après en avoir récolé le contenu, « sans en modifier le classement qui est celui du fondateur », elle en a fait don en janvier 2010 à la Fédération des centres sociaux du Rhône, laquelle a ensuite déposé ce fonds aux Archives du Rhône, en juin 2010.

Un répertoire numérique a été réalisé en août 2011 par les Archives départementales du Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds des archives du centre social de La Gravière de Beaunant couvre, en trois boîtes d'archives les deux premières décennies d'activité de ce centre. Il s'agit essentiellement de documents de synthèse, projets, comptes rendus de réunions, rapports d'activités.

Parmi l'ensemble des fonds de centres sociaux conservés aux Archives départementales du Rhône, celui de La Gravière est le plus ancien et permet de retracer, dans l'immédiat après-guerre, les débuts d'un centre social de l'agglomération lyonnaise sur le modèle des « maisons sociales » créées avant-guerre en banlieue parisienne, puis la mutation imposée peu à peu par les autorités de tutelle et le transfert à d'autres organismes des activités liées à l'hygiène et l'habitat.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Centre social de la Gravière de Beaunant, Sainte-Foy-lès-Lyon, 215J
Dépôts en 2011. Archives privées. Communication soumise à autorisation du centre social de la Gravière de Beaunant.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 9 articles, 0,3 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1946-1965.

Centre social de Ménival, Lyon

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le centre social de Ménival à Lyon était affilié à la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône (voir notice). Son association est dissoute en 2000.

Historique de la conservation

Le fonds 95J conservé aux Archives départementales du Rhône est issu de deux dépôts : le premier a été effectué le 3 novembre 2005 par Michèle Descamps, directrice de la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône où était conservée une partie des archives du centre, et le second le 12 juin 2007 par Dominique Dessertine chercheuse au laboratoire de recherche LARHRA qui avait récupéré l'autre partie des archives. Un bordereau de récolement a été rédigé en 2007 par les Archives départementales du Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'administration du centre (statuts, conventions, comptes rendus d'assemblées générales, de conseils d'administration et du bureau, correspondance échangée avec les collectivités) et à sa dissolution (liquidation, photographies et cassettes). On y trouve également des archives concernant les locaux (installation, contrats), le personnel (dossiers individuels, contentieux), les activités « petite enfance » et « 3e âge »

(audit, coupures de presse, albums de photographies, diapositives, publications *Écho de Ménival*).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Centre social de Ménival, 95J
Dépôts en 2005 et 2007. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 16 articles, 3,65 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1954-2000.

Centre social de Mermoz, Lyon

Adresse : 1 rue Joseph Chalier, 69008 Lyon
Téléphone : 04 78 74 26 78
Courriel : csmermoz@orange.fr
Site internet : http://csmermoz.i-citoyen.com/

Historique du producteur

Le centre social de Mermoz à Lyon est affilié à la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône (voir notice).

Le centre social est situé dans le 8e arrondissement de Lyon, quartier où de nouveaux immeubles sont construits au début des années 1960 pour accueillir les rapatriés d'Algérie. Dans ce nouveau quartier appelé Mermoz Sud, un équipement social est prévu dès l'origine mais sa construction ne commence qu'en mai 1965.

L'équipement social ouvre ses portes en juillet 1967, couvrant l'aire des quartiers Mermoz Nord et Sud mais aussi celui de la Plaine. C'est un bâtiment de deux étages, accueillant à la fois les activités tant attendues (danse, vannerie, poterie, enseignement ménagers) et des services à la population : assistance sociale, halte-garderie, garderie, consultations médicales des tout-petits, bibliothèque, salle de réunion, cabinet dentaire. Parmi les premiers services proposés, une machine à laver et des sèche-cheveux sont alors mis à disposition des familles. Puis, l'équipement social développe des activités hors les murs, à la montagne ou à la campagne, pendant lesquelles les enfants des familles nombreuses vivent, loin des parents, de nouvelles aventures humaines.

C'est en novembre 1972 seulement que l'équipement implanté 1 rue Joseph Chalier, devient véritablement un « centre social » et que se constitue l'association de gestion. D'après la déclaration à la préfecture du Rhône daté du 15 novembre 1972, les objectifs du centre social sont : « promouvoir l'animation du centre social de Mermoz, donnant aux habitants du quartier des occasions de contact et de promotion. Coordination des activités du centre en liaison avec les autres ; équipement du quartier ; gestion du centre social »

Suite à des difficultés financières, le centre social a dû cesser ses activités en février 1993 avant qu'un plan de relance ne permette sa réouverture autour de projets plus simples, moins coûteux (création d'un club de cirque, de jardins potagers, etc.). Dans un contexte de violence urbaine, la halte-garderie est incendiée en 1999. La bibliothèque du centre social a fermé ses portes au profit de la Médiathèque municipale du Bachut inaugurée en 2007.

Historique de la conservation

Le fonds 203J procède d'un dépôt du centre social de Lyon-Mermoz, en date du 20 février 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs aux activités du centre ainsi que de dossiers administratifs et de communication. On y trouve également une collection photographique liée aux activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Centre social Lyon-Mermoz, 203J
Dépôt en 2009. Archives privées. Communication soumise à autorisation du centre social Lyon-Mermoz.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 36 articles, 4,25 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1967-2007.

Centre social de Saint-Just, Lyon

Adresse : 31 rue des Farges, 69005 Lyon
Téléphone : 04 78 25 35 78
Courriel : centre.soc.st.just@free.fr
Site internet : http://cssaintjust.free.fr/

Historique du producteur

Le centre social est affilié à la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône (voir notice).

Historique de la conservation

Ce fonds a été déposé aux Archives départementales du Rhône en 2005 par le président du centre social, Michel Thé, dans le cadre d'une démarche menée conjointement, début 2005, par le groupe lyonnais de « Mémoires Vives - Centres sociaux » et par la Fédération des Centres sociaux du Rhône. Les archives du centre social avaient été récupérées et mises à l'abri par Jacqueline Drevon.

Il a fait l'objet d'un classement dans le cadre des opérations de reconditionnement préalables au déménagement des Archives départementales du Rhône.

Les éliminations ont été nombreuses (près de 5 mètres sur les 10,30 mètres collectés) et ont essentiellement porté sur des pièces d'appuis de comptes et justificatifs (factures, reçus, relevés de comptes, talons de chéquiers), journaux de recettes et dépenses et de la correspondance relative aux assurances.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les fonds du centre de Saint-Just offre l'opportunité de mieux connaître le fonctionnement et le public d'un centre social en milieu urbain durant les décennies 1970-1980. La documentation rassemblée est assez variée : fonctionnement interne de l'association, relations avec les partenaires, correspondance diverse et cahiers d'activités. Seuls font véritablement défaut les documents de communication de la structure, malgré les quelques épaves sauvegardées sous la cote 93 J 29.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Centre social de Saint-Just, 93J
Dépôt en 2005. Archives privées. Communication soumise à autorisation du centre social de Saint-Just.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 29 articles, 5,30 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1952-1984.

Centre social de Sous-Paulat, Firminy

Adresse : 2 chemin de Sous-Paulat, 42700 Firminy
Téléphone : 04 77 56 32 09

Historique du producteur

Le centre social est affilié à la Fédération des centres sociaux de la Loire et Haute Loire (voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Loire

 Centre social de Sous-Paulat (Firminy), 124J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation du centre social de Sous-Paulat.
Instrument de recherche : aucun, 6 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : non communiquées.

Centre social de Valbenoîte-Centre 2, Saint-Etienne

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le centre social de Valbenoîte-Centre 2 à Saint-Etienne a été mis en liquidation judiciaire en 1995. Il était affilié à la Fédération des centres sociaux de la Loire et Haute-Loire (voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement du centre.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Loire

 Centre social de Valbenoîte-Centre 2, 110J
Dépôt. Archives privées.
Instrument de recherche : aucun, 15,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : non communiquées.

Centre social et culturel de Craponne

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Créé en 1982, le centre social et culturel de Craponne prend en 2005 la gestion du centre de loisirs en délégation de service public municipal, et la perd à la rentrée 2008, ce qui entraîne la dissolution de l'association en 2009.

Il était affilié à la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône (voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds 206J est conservé aux Archives départementales du Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement du centre.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Centre social et culturel de Craponne, 206J
Dépôt en 2009. Archives privées. Communication libre
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 8 articles, 1,1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1982-2009.

Centre social et culturel Pierrette Augier de Lyon-Vaise

Adresse : 9 rue roquette, 69009 Lyon
Téléphone : 04 78 83 71 34

Historique du producteur

Inauguré en 1955, le centre social est affilié à la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône (voir notice).

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées aux Archives départementales du Rhône le 7 octobre 2005 par Corinne Gasse, présidente du centre social de Vaise, qui a réalisé un bordereau de récolement. L'entrée de ce fonds s'inscrit dans une démarche globale de collecte des archives des centres sociaux lyonnais initiée par Marie-Jeannette Rat-Patron, de la fédération en collaboration avec Nathalie Favre-Bonvin, attachée de conservation aux Archives départementales du Rhône, afin de promouvoir l'histoire de ces structures.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement du centre social et culturel :

- création : inauguration (1955), statuts et convention (1972-1981) ;
- administration : procès-verbaux des conseils d'administration (1972-1984) ;
- activités : rapports d'activité et statistiques (1979-2000), fiches d'inscription, potager (1992-2002), prestations de services CAF (1994-2002), accompagnement scolaire (1999-2003), affiches ;
- comptabilité : journaux (1973-1974), livres de paies (1954-1973), comptes financiers d'activités (1976-1981) ;
- correspondance (1999-2002).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Centre social de Vaise, 92J
Dépôt en 2005. Archives privées. Communication soumise à autorisation du centre social de Vaise.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 8 articles, 4,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1955-2002.

Centre social et familial de la Ferrandière, Villeurbanne

Adresse : 51 rue La Fontaine, 69100 Villeurbanne
Téléphone : 04 78 68 27 70
Courriel : Csf.ferrandiere@wanadoo.fr
Site internet : http://centre-social-ferrandiere.over-blog.fr

Ancien nom du producteur

Centre familial de la Ferrandière à Villeurbanne

Historique du producteur

Le centre familial de la Ferrandière à Villeurbanne a été créé en 1958. En 1990, il s'affilie à la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône (voir notice) et devient le centre social et familial de la Ferrandière.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales du Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités du centre : administration générale (1959-2006), budgets (1956-2003), gestion du personnel (1981-2006), activités (1978-2007).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Centre social La Ferrandière, Villeurbanne, 202J
Dépôt en 2009. Archives privées. Communication soumise à autorisation du président du centre social et familial
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 47 articles, 22 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1959-2007.

Centre social Geoffroy-Guichard

Historique du producteur

Le centre social Geoffroy-Guichard est un établissement ayant servi, entre autres, de colonie/centre de vacances pour les salariés du groupe Casino et leur famille. Il n'est donc pas un centre social affilié à la Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France.

C'est en février 1943 que les Établissements économiques du Casino (aujourd'hui groupe Casino) font l'acquisition d'une importante propriété située au pied du Mont Ventoux, à Montbrun-les-Bains, dans la Drôme. Celle-ci regroupe les bâtiments de l'ancien établissement thermal de la ville et le parc qui les entoure. L'entreprise, basée à Saint-Etienne, décide de mettre ces biens à la disposition gratuite de la Société de secours mutuels du personnel des Établissements économiques du Casino, fondée en 1905, afin de créer une colonie de vacances pour les enfants des employés du groupe. Cette mise à disposition est officialisée le 26 mars 1943 : les frais liés aux travaux pour l'ouverture de la colonie sont pris en charge par l'entreprise et la gestion de la colonie est confiée à la Société de secours mutuels.

Les premiers enfants sont accueillis dès juillet 1943 avec l'organisation de trois séjours. L'établissement prend alors le nom de « Centre social Geoffroy-Guichard », du nom du fondateur de l'entreprise et de la Société de secours mutuels. Le succès se confirme au fil du temps si bien que le centre étend ses activités : en plus des colonies, il ouvre un centre de vacances pour les employés et gérants de l'entreprise afin qu'ils viennent y passer leurs congés avec leur famille ; à cela s'ajoute une maison de repos et une maison de retraite.

Le centre de Montbrun, qui a fonctionné jusque dans les années 1980, illustre l'une des facettes de la politique sociale développée par l'entreprise Casino en faveur de son personnel. Le château, dénommé Domaine Château des Gipières, abrite aujourd'hui une résidence de vacances avec restaurant.

Historique de la conservation

Les archives liées au Centre social Geoffroy-Guichard sont rassemblées dans le fonds d'archives historiques du groupe Casino. Une convention a été signée en 2016 entre le groupe Casino et la Ville de Saint-Etienne pour que ces archives soient déposées. Une partie du fonds a été classée en 2017, d'une importance de 80 mètres linéaires, puis ont fait l'objet d'une procédure de classement comme archives historiques par l'État par un arrêté du 8 juillet 2019 après avis favorable du Conseil supérieur des archives.

Présentation des sources

Niveau de description : sous-fonds

Il convient de préciser que les sources qui concernent le centre social Geoffroy-Guichard n'ont pas toutes été produites par la Société de secours mutuels ; certaines d'entre elles proviennent de différents services de l'entreprise Casino (direction générale, service Domaine,...).

Les procès-verbaux du conseil d'administration de la Société de secours mutuels fournissent de nombreux renseignement sur le centre : ils permettent de suivre l'avancement du projet jusqu'à l'ouverture de la colonie de vacances en juillet 1943 et offrent une vision précise du fonctionnement du centre entre 1943 et 1949 ainsi que des évolutions dont il a fait l'objet. Les revues internes à l'entreprise Casino (*Notre Magazine* puis *Entre-Nous*) traitent également régulièrement du centre en mettant en avant les activités proposées aux vacanciers et les aménagements réalisés au fil des ans. Ces articles sont illustrés de nombreuses photographies dont des tirages originaux figurent dans les albums photographiques.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Saint-Etienne

 Archives historiques du groupe Casino
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle* : 74 articles. *Cotes concernant le centre de Montbrun et la Société de secours mutuels :* 102 S 1170-1209, 1080-1081, 1808-1838, 2934 et 3215.

Centre socioculturel du Point du jour, Lyon

Adresse : 10 impasse Secret, 69005 Lyon
Téléphone : 04 78 25 55 89
Courriel : point.csc@wanadoo.fr
Site internet : http://www.point-du-jour-csc.fr/

Historique du producteur

Le centre social est affilié à la Fédération départementale des centres sociaux du Rhône (voir notice).

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées aux Archives départementales du Rhône le 3 novembre 2005 par Michèle Descamps, directrice du centre social de Point du Jour. Un bordereau de récolement a été rédigé au moment du dépôt. L'entrée de ce fonds s'inscrit dans une démarche globale de collecte des archives des centres sociaux lyonnais à l'initiative de Marie-Jeannette Rat-Patron, de la fédération des centres sociaux, en collaboration avec les Archives départementales du Rhône, afin de promouvoir l'histoire de ces structures.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement du centre socioculturel : direction, administration (procès-verbaux des assemblées générales, des conseils d'administration, relation avec la fédération et le secteur), activités (actions locales, rapports d'activités) et comptabilité (documents comptables récapitulatifs).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Centre social du Point du jour, 94J
Dépôt en 2005. Archives privées. Communication soumise à autorisation du centre social du Point du jour.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 28 articles, 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1971-1996.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), association territoriale des Hauts-de-Seine

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Dans les années 1970, les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) se départementalisent en Ile-de-France pour être plus près des organes de décisions et de pouvoirs et pour développer leur présence au niveau local. Au milieu des années 1980 des associations départementales sous la forme loi 1901 sont créées. Dans les années 1990, l'association départementale a été dissoute car les CEMÉA se structurent en une seule association régionale : l'association régionale Ile-de-France (CEMÉA-ARIF).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Hauts-de-Seine en 1999.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement de l'association : mise en place de la délégation départementale, presse interne, comptes rendus des assemblées générales, des conseils d'administration et des notes personnelles.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Hauts-de-Seine

 Association territoriale Hauts-de-Seine des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), 55J
Don en 1999. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 7 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1982-1995.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), association de Haute-Normandie

Adresse : 33 route de Darnétal, BP 1243, 76177 Rouen Cedex 1
Téléphone : 02 32 76 08 40
Courriel : CEMÉA.hn@wanadoo.fr
Site internet : www.CEMÉA-haute-normandie.fr

Historique du producteur

Création : 1972

L'association est affiliée au mouvement national des CEMÉA (voir notice) et elle regroupe les départements de l'Eure et de la Seine-Inférieure. Elle a pour activité principale la formation des jeunes aux brevets d'éducateur et d'animateur en centre de loisirs et structures périscolaires.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de la Seine-Maritime en 2002.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'essentiel du fonds est constitué de dossiers de réflexions pédagogiques, de préparations de stages et de dossiers de stagiaires. Les dossiers d'assemblées générales, la correspondance et les dossiers financiers relatifs aux demandes de subvention auprès des collectivités locales permettent de comprendre la politique de l'association en coordination avec l'association nationale et ses rapports avec les élus locaux.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Maritime

 Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active de Haute-Normandie, 204J
Dépôt en 2002. Archives privées. Communication : 30 ans pour l'ensemble des dossiers, 60 ans pour les dossiers de stagiaires.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 148 articles, 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1972-2001.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), association territoriale d'Auvergne

Adresse : 61 avenue de l'Union Soviétique, 63000 Clermont-Ferrand
Téléphone : 04 73 98 73 73
Courriel : auvergne@CEMÉA.fr
Site internet : http://auvergne.CEMÉA.fr/

Historique du producteur

Création : 1953

Fondés en 1953, les CEMÉA d'Auvergne sont membres du réseau national des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Puy-de-Dôme le 12 septembre 2008.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement de l'association : administration générale (1959-1998), activités formation (stage et formation professionnelle d'animateur, formation professionnelle pour jeunes, RMIstes, personnel de la petite enfance, du secteur médical, puériculture et petite enfance) (1962-2001), mémoires et rapports de stage (1980-1995) et périodiques (1975-1996).

À noter aussi que le fonds renferme les dossiers de fonctionnement et d'activités entre 1968 et 1983 du centre de formation d'éducateurs de Vic-le-Comte, qui était membre de Fédération des associations de gestion des centres de formation d'éducateurs des CEMÉA (voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Puy-de-Dôme

 Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA) d'Auvergne, 175J
Dépôt en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 312 articles, 9,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1959-2001.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), association nationale

Adresse : 24 rue Marc Seguin, 75883 Paris Cedex 18
Téléphone : 01 53 26 24 24
Courriel : accueil@CEMÉA.asso.fr
Site internet : http://www.CEMÉA.asso.fr

Anciens noms du producteur

Centres d'entraînement pour la formation du personnel des colonies de vacances et des maisons de campagne des écoliers, 1937-1940
Secrétariat des stages pour la formation du personnel des colonies de vacances, 1941-1942
Service des Centres d'entraînement aux méthodes de pédagogie active (CEMPA), 1943-1944

Historique du producteur

Création : 12 décembre 1938 [premiers stages en 1937]
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 octobre 1944
Reconnaissance d'utilité publique : 22 juillet 1966

La volonté de développer les départs en vacances des enfants et des adolescents est relativement ancienne comparée à celui de promouvoir les vacances des adultes. En 1900, on

comptait environ 14 000 enfants en colonies de vacances ; en 1936, ils sont plus de 400 000. Et la pression est forte pour une amplification de ces séjours, mais les préoccupations pédagogiques y restent le plus souvent absentes.

Plusieurs personnalités prennent alors conscience de la nécessité d'une formation des cadres, en particulier André Lefèvre, alors commissaire national des Éclaireurs de France (EDF, voir notice) et Gisèle de Failly, militante de l'Éducation nouvelle, agissant au sein d'Hygiène par l'exemple (HPE, voir notice). Celle-ci est persuadée que la réussite d'un séjour de colonie de vacances dépend avant tout de la compétence de son personnel. Elle lance l'idée d'entreprendre la formation de l'encadrement. À la simple surveillance, elle considère qu'il faut substituer l'action d'éducateurs préparés à leur tâche et soutenus dans leur travail par une conception pédagogique, celle de l'Éducation nouvelle.

La recherche d'une méthode de formation s'est faite en coopération avec le milieu du scoutisme laïque, aboutissant à l'idée de stage pour désigner une période de formation collective. Ce projet est facilité par la création en juin 1936 d'un sous-secrétariat d'État aux Loisirs, rattaché au ministère de la Santé et confié à Léo Lagrange, qui apporte un soutien actif à cette initiative.

Le premier stage CEMÉA appelé alors « Centre d'entraînement pour la formation du personnel des colonies de vacances et des maisons de campagne des écoliers » est organisé en 1937 par l'action conjointe de l'association Hygiène par l'exemple, des Éclaireurs de France ainsi que de la Ligue de l'enseignement (voir notice) et de la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice).

Ce premier stage est un succès, d'autres suivent et, le 12 décembre 1938, l'association est officiellement déclarée en préfecture sous le nom de « Centres d'entraînement pour la formation du personnel des colonies de vacances et des maisons de campagne des écoliers ».

L'association est dissoute par le gouvernement de Vichy le 1er juin 1944. À la Libération, les CEMÉA retrouvent des conditions plus favorables à leur développement. De 1945 à 1955, le nombre de stages et regroupements organisés annuellement passe de 120 à 551, le nombre de participants à ces diverses activités passe de 3 600 à 26 584. En 1955, 324 stages reçoivent 15 458 stagiaires et en 1968, 600 stages réunissent près de 30 000 personnes.

Les Centres d'entraînement bénéficient aussi de la confiance de syndicats, de comités d'entreprise, de municipalités et de mouvements de jeunesse, comme par exemple l'Union des vaillants et des vaillantes (voir notice) qui, au lendemain de la Libération, se trouve confrontée à un besoin urgent de personnels capables d'encadrer des groupes d'enfants et de jeunes.

Outre la formation de cadres de colonies de vacances, se développe la formation d'autres publics, enseignants et équipes pédagogiques, équipes de santé mentale, éducateurs spécialisés et directeurs d'établissements pour l'enfance inadaptée, animateurs et responsables d'animation socio-éducative, directeurs et gestionnaires d'équipements socio-éducatifs, candidats au service civique et assistants techniques pour le ministère de la Coopération.

L'idée de stages de formation pour les infirmiers psychiatriques naît de la rencontre, en 1946, du docteur Daumezon, alors secrétaire général du syndicat des médecins des hôpitaux psychiatriques, et de Germaine le Hénaff-Le Guillant, militante aux CEMÉA. Très vite, un groupe constitué d'instructeurs des Centres d'entraînement, de médecins et d'infirmiers psychiatriques s'implique dans les activités de formation pour les équipes soignantes.

Les CEMÉA s'engagent aussi dans le développement culturel, pour une culture ouverte à tous, et, à la demande de Jean Vilar, dans l'accompagnement des publics.

Parallèlement à ce développement des activités, leur action continue à s'étendre sur le territoire français, avec la création de nouvelles délégations régionales, ainsi qu'à l'étranger et dans les territoires d'Outre-mer. À partir de 1946, certains stages et colloques ont lieu à l'étranger et des associations autonomes et indépendantes sont créées dans différents pays, s'unissant, en 1954 en une Fédération internationale des CEMÉA (FICEMÉA, voir notice).

La diffusion des idées, des savoirs et des savoir-faire se concrétise dans l'édition de revues et d'ouvrages : la revue *Vers l'Éducation nouvelle* et les éditions du Scarabée (voir notice) en 1946, la revue du secteur « Santé mentale », *Vie sociale et traitements* (VST) en 1954, le bulletin des membres actifs, *Instructeurs*, en 1957. La revue *Belles vacances*, fruit de la réunion de cinq associations d'Éducation populaire, voit le jour en 1956.

Ce foisonnement d'actions à tous les niveaux permet à Benigno Cacérès (voir notice) d'écrire en 1975 : « Aujourd'hui, en France, un adulte sur trente a été touché par les CEMÉA ».

À partir de 1969, le mouvement entre dans une phase de profondes et constantes transformations, liées à la crise de l'après mai 1968 et aux mutations économiques et politiques, que traversent notre société et particulièrement le monde. Néanmoins, l'activité des CEMÉA continue à se diversifier. Outre l'implication dans les dispositifs d'insertion, sont mis en place des partenariats avec différents ministères ou des universités concernant des travaux de recherches, tel Jeunes en errance en 1985. L'engagement dans des actions d'accompagnement des publics des festivals (Avignon, Bourges, Aurillac, La Rochelle, Limoges, Arles, etc.) s'accroît. Les productions éditoriales se multiplient : création de nouvelles collections d'ouvrages chez plusieurs éditeurs (Hachette, Actes Sud, Érès, ASH, etc.), production de vidéos, CD-ROM et DVD-ROM, édités par les CEMÉA ou en partenariat éditorial.

Historique de la conservation

Entre 1998 et 2012, l'association nationale des CEMÉA a déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP un peu plus de trois cents mètres linéaires, dont la plupart sont antérieures à 1997. Il s'agit non seulement des archives de l'association nationale mais aussi de structures créées par les CEMÉA ou proches : éditions du Scarabée, centre de formation d'éducateurs de Vaugrigneuse, Fédération des associations de gestion des centres de formation d'éducateurs des CEMÉA, Fédération internationale des CEMÉA (FICEMÉA), etc.

Le classement définitif des archives de l'association nationale a été réalisé par plusieurs archivistes du Val-de-Marne et du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) avec l'aide de deux militants des CEMÉA, Jean-Marie Michel et de Nicole Tatry. Il a commencé en 2007 et s'est terminé en 2013 avec une interruption entre en 2010-2011, lors des travaux de rénovation des Archives départementales du Val-de-Marne.

Lors du classement ont été éliminés les doublons, les documents comptables et financiers non récapitulatifs ainsi qu'une partie de la documentation.

Présentation des sources

Le fonds d'archives conservé aux Archives départementales du Val-de-Marne est d'un intérêt exceptionnel. Les dossiers ne concernent pas seulement l'éducation nouvelle, et la formation du personnel des centres de vacances et de loisirs de 1937 à 1997, activité principale des CEMÉA jusque dans les années 1980. Mais figurent aussi des documents très intéressants sur :

- Les centres de vacances et de loisirs en général : architecture, fonctionnement, activités, encadrement ;
- La formation dans le domaine de l'animation professionnelle ;
- La formation des éducateurs spécialisés et moniteurs éducateurs ;
- Les questions psychiatriques, dont principalement la formation continue du personnel des hôpitaux psychiatriques ;
- La formation initiale et continue en direction du personnel de l'Éducation nationale ;
- Les actions internationales ;
- Les pratiques éducatives et culturelles : théâtre et marionnettes ; chant, danse et musique ; activités manuelles ; activités scientifiques et techniques ; activités physiques et de plein air ; photographies et audiovisuelles ; environnement et écologie ; etc. ;
- Les actions d'insertion sociale et professionnelle.

Les archives sont peu nombreuses pour la période antérieure à 1944 et les premiers documents concernant les instances remontent à 1943. Et elles ne donnent aucune information sur la création des CEMÉA, si ce n'est des témoignages postérieurs de leur fondatrice, Gisèle de Failly. En revanche, les dossiers des premiers stages de formation nous sont parvenus : programme, emplois du temps, comptes rendus, listes des stagiaires et des formateurs, des photographies, etc.

C'est surtout à partir des années 1950 que le fonds d'archives s'étoffe vraiment. Les papiers des groupes d'études et de recherches, des regroupements sont particulièrement nombreux et prolixes. Une grande partie des archives des assemblées générales, des conseils d'administration, des comités nationaux et des congrès nous est parvenue. Quant aux différentes revues diffusées par les CEMÉA, le PAJEP possède une collection quasi-complète.

Les nombreuses évolutions de l'organigramme de l'association ont amené à choisir un plan de classement par types d'activités.

I. FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION.

I.1. Documents statutaires et fondamentaux.

Tous les statuts de l'association sont conservés à partir de 1943. Par ailleurs, les dossiers concernant les restructurations des CEMÉA sont relativement riches à partir des années 1960.

I.2. Instances associatives et structures de direction.

À signaler qu'il n'y a presque pas de dossiers de l'équipe de direction avant les années 1980, ce qui s'explique sans doute par le fait que les réunions hebdomadaires ne faisaient pas l'objet de compte rendu.

I.3. Finances et comptabilité.

Seuls figurent les documents comptables récapitulatifs et les dossiers de subvention. Il est également indispensable de consulter les dossiers d'assemblée générale, du conseil d'administration et du comité national, notamment ceux de la commission administrative et financière.

I.4. Ressources Humaines.

La majeure partie des archives est constituée de dossiers de personnel administratif et éducatif (instructeurs permanents) qui ont quitté leur fonction salariée aux CEMÉA avant 1990-1991. Ils sont d'un intérêt inégal, les plus intéressants étant ceux des mis à disposition où figure parfois le compte rendu annuel d'activités envoyé au ministère de l'Éducation nationale. Ils ont été conservés car certains permettent de mieux appréhender le parcours des militants au sein de l'association.

Les premiers livres de paie permettent de mieux comprendre l'organisation administrative avant les premiers organigrammes (le premier date de 1957 mais il faut attendre les années 1970 pour en avoir de plus précis). Il est également indispensable de consulter les dossiers du conseil d'administration et du comité national, notamment ceux de la commission du personnel.

À noter aussi quelques dossiers concernant les relations avec le personnel et le syndicat CGT.

I.5. Gestion des biens immobiliers.

Les dossiers les plus intéressants concernent les biens immobiliers de centres de formation (éducateurs, animateurs, etc.) et les centres nationaux, notamment dans la perspective d'une recherche sur l'architecture des centres de formation.

II. RELATIONS INTERIEURES ET EXTERIEURES

II.1. Relations et suivi des activités des organismes affiliés aux CEMÉA.

Ces documents permettent de mieux comprendre les relations entre le national et les régions, les centres de formation et les associations affiliés aux CEMÉA. Concernant ces dernières, les archives les plus intéressantes sont celles de Rencontres de jeunes, dont le fonds n'a pas été conservé.

II. 2. Relations extérieures et participation à des organismes.

La plupart de ces dossiers ont été produits par la direction nationale et par la sous-direction aux relations extérieures.

Les dossiers concernant les relations et la participation à des organismes ayant des actions internationales ont été classés dans la partie Actions internationales car le secteur gérant ces dossiers appelé Coopération internationale a été durant les années 1970-1980 à Orléans et a eu une certaine autonomie par rapport à la délégation générale (des renvois utiles figurent dans l'inventaire).

III. ACTIVITES.

III.1. Stages nationaux d'activités (dossiers administratifs du bureau des stages).

Cette partie regroupe seulement le dossier administratif. Le dossier pédagogique du stage se trouve, quand il a été conservé, dans les archives des activités par tranches d'âge, par type d'activités.

Figurent des plaquettes de stages de formation de personnel de colonies de vacances depuis 1937 et de stages nationaux d'activités appelés aussi stages nationaux de perfectionnement ou de spécialités depuis 1944.

Concernant les premiers stages nationaux d'activités, voir les fonds de militants.

III.2. Formation des instructeurs (stages, journées d'études et publications internes).

- Chrono de la sous-direction Pédagogie ;
- Fiches individuelles des instructeurs (les plus anciennes remontent à 1945) ;
- Rassemblements nationaux et réunions d'instructeurs (appelés aussi stages pédagogiques) ;
- Dossiers concernant la formation initiale et continue des instructeurs : les plus anciens dossiers de stages remontent à 1946 ; pour les dossiers de 1943 à 1945, voir fonds de militants Gisèle de Failly et Henriette Goldenbaum ;
- Publications internes pour les instructeurs permanents : bulletin *Information – documentation* : collection incomplète (1957-1971) ; bulletins *Information et échanges pédagogiques* : n°1-20 (1965-1967).

III.3. Activités transversales par tranches d'âges.

- Secteur Jeunes enfants. Les premiers dossiers remontent au début des années 1950 ;
- Secteur Adolescents. Figurent très peu de documents antérieurs à 1960 alors qu'il existe un service Adolescents depuis au moins les années 1950. Les dossiers s'arrêtent à la fin des années 1980, date de la disparition de la commission Adolescents ;
- Groupe national de travail Personnes âgées (1987-1995).

III. 4. Activités par domaines d'activités.

A. Animation

Animation volontaire (formation des cadres de centres de vacances et de loisirs).

Les dossiers de stages de formation de moniteurs et directeurs de colonies de vacances sont conservés dans les régions, sauf ceux organisés avant 1943, dont on a quelques documents dans les fonds de militants. Les archives conservées dans le fonds national concernent la coordination et l'animation de cette activité : commissions et groupes

de réflexion sur les formations et sur les diplômes, journées d'études, etc.

Animation professionnelle (formation des personnels d'équipements socioculturels)

Il en est de même pour l'animation professionnelle, les dossiers de stage sont a priori conservés dans les archives de l'INFOP (pas déposées au PAJEP).

B. Activités culturelles, sportives et scientifiques.

Fonctionnement des structures coordonnant les groupes d'activités.

Concernant le suivi des groupes d'études, voir aussi les chronos de la sous-direction Pédagogie.

Groupes d'études par activités.

Les plus anciens documents remontent à 1945, date de création des premiers groupes d'études, mais la conservation des dossiers est très variable d'un groupe à l'autre.

Participation à des manifestations culturelles.

Les dossiers concernant la participation des CEMÉA au Festival d'Avignon et au Printemps de Bourges. Ils sont très riches, car ces actions étaient dirigées directement par l'association nationale.

Ensemble Nouvelles technologies et communication (NTC).

C. Enseignement.

Les plus anciens documents remontent à 1945-1946, date des premières actions des CEMÉA dans ce secteur. Figure un dossier très intéressant sur le suivi de l'école nouvelle de Boulogne (1945-1957) mise en place par des militants des CEMÉA.

D. Actions sociales.

Direction du Champ social.

Formation des éducateurs et Santé mentale/Psychiatrie.

Ensemble Santé - psychiatrie - action sociale (SPAS).

Formation des éducateurs.

Ces dossiers concernent la formation des éducateurs spécialisés et moniteurs éducateurs. Il est indispensable de consulter les archives concernant la gestion des biens immobiliers des écoles d'éducateurs ainsi que celles concernant les relations avec les structures décentralisées des CEMÉA concernant cette activité.

Les premiers dossiers de stages datent de 1952, néanmoins très peu d'archives avant le début des années 1960 ont été conservées, notamment du service Maisons d'enfants.

Santé mentale/psychiatrie.

Aucun document n'est antérieur à 1960 alors que les premières actions dans ce secteur datent de 1948-1949. Dans ces conditions, la consultation des revues *Instructeurs*, *VEN* et surtout *VST* (classées dans la partie Publications) et des dossiers du comité national est indispensable pour mieux connaître l'histoire des premières années de ce secteur.

Insertion sociale et professionnelle.

Les archives les plus anciennes remontent au début des années 1980, ce qui correspond aux premières actions des CEMÉA dans ce secteur.

E. Formation professionnelle

Ne figurent dans cette partie que les dossiers qui concernent la formation professionnelle en général. Par exemple, les dossiers concernant spécifiquement l'animation professionnelle se trouvent dans la partie Animation et ceux sur la formation professionnelle des métiers du champ social dans la partie Actions sociales.

F. Actions internationales.

Figurent non seulement les archives des services responsables des actions internationales mais également le suivi de ces activités par la direction générale. Les archives de ce secteur sont particulièrement riches. Néanmoins, si les premiers documents remontent à 1946, c'est seulement à partir de la deuxième moitié des années 1960, que les dossiers deviennent plus complets.

G. Publications, communication et hommages.

Publications

Figurent dans cette partie les revues *Vers l'éducation nouvelle*, *Vie sociale et traitements* ainsi que les bulletins généraux s'adressant aux instructeurs comme *Instructeurs actualités* et *Repères et actions*, qui sont considérées comme de « vraies » publications par les CEMÉA contrairement aux bulletins internes de secteurs ou d'activités spécifiques qui ont été classés dans les parties traitant des activités de ces secteurs. Pour *VEN* et *VST*, ont été conservées les archives des comités de rédaction.

Communication.

Décorations et distinctions honorifiques
Hommages rendus à des militants CEMÉA

IV. FONDS DE MILITANTS.

Après le décès de certains militants qui ont eu des responsabilités importantes, l'association a constitué des dossiers par individu qui renferment des documents provenant de l'association même et d'autres conservées au domicile du militant : Denis Bordat, André Boulogne, Gisèle de Failly, Henriette Goldenbaum, Henri Laborde.

Les archives d'Henriette Goldenbaum et de Gisèle de Failly sont d'un grand intérêt car elles renferment les archives des premiers stages des CEMÉA (1937-1945). Les dossiers d'Henri Laborde renferment une riche correspondance, des textes d'intervention dans les instances et les manifestations publiques des CEMÉA et d'associations dont les CEMÉA étaient membres, etc.

V. PHOTOGRAPHIES

Figurent dans cette partie, l'immense majorité des photographies, quelques rares photos figurent aussi dans les dossiers papier.

VI. BIBLIOTHEQUE.

Cette partie renferme les dossiers produits par la bibliothèque et le service de documentation des CEMÉA. Elle comprend aussi des ouvrages et des mémoires universitaires et de stagiaires sur les CEMÉA ainsi que quelques ouvrages sur les mouvements de jeunesse.

Attention, la documentation propre à chaque secteur a été classée dans la partie concernant ce secteur.

VII. DOCUMENTS AUDIO ET AUDIOVISUELS (CLASSEMENT PREVU POUR 2014)

Les archives audio et audiovisuelles sont d'une grande richesse car elles concernent les films de propagande, des entretiens de militants, des enregistrements audio de manifestations et

d'instance. À signaler aussi que les CEMÉA ont réalisé de nombreux documentaires dans les années 1980-1990, notamment le secteur NTC.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), 512J
Dépôts entre 2001 et 2015. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 130 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1937-2012.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Association des amis des CEMÉA de Paris

Association dissoute ou inactive

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Centre de formation aux professions éducatives et sociales (CFPES)

Adresse : 62 avenue de la République, 93306 Aubervilliers Cedex
Téléphone : 01 48 11 27 90
Courriel : contact@cfpes.com
Site internet : http://www.cfpes.com

Anciens noms du producteur

Centre de formation d'éducateur de Vaugrigneuse, années 1970-1980
AFORTAS-CEMÉA, années 1980-1990

Historique du producteur

Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) ont créé à la fin des années 1960, un centre de formation d'éducateurs à Vaugrigneuse dans l'Essonne. Son directeur était dans les années 1970, Jacques Ladsous. Au début des années 1980, le centre de formation s'installe à Charenton-le-Pont. Il a eu alors une personnalité juridique propre sous le nom d'AFORTAS CEMÉA. Depuis 1993, c'est un établissement de l'association régionale d'Ile-de-France des CEMÉA (ARIF). Il prend alors le nom de CFPES- CEMÉA. Il forme principalement aux diplômes de moniteurs-éducateurs et d'éducateurs spécialisés. En raison de son enracinement dans le mouvement de l'éducation populaire, le CFPES a toujours mis l'accent sur la promotion sociale et sur les méthodes d'éducation active.

Historique de la conservation

Les archives déposées par les CEMÉA aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP renfermaient aussi le fonds du centre de formation d'éducateurs de

Vaugrigneuse des origines jusqu'au début des années 1980. Un répertoire numérique a été réalisé en 2006.

Les archives plus récentes de l'association, des années 1980 à aujourd'hui, sont conservées au siège du CFPES. Elles ont fait l'objet d'un instrument de recherche provisoire et seront à terme transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Les archives déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne constituent une partie seulement de tous les documents produits par le Centre de formation d'éducateurs de Vaugrigneuse dans les années 1970. Néanmoins, les archives de fonctionnement à défaut d'être complètes sont relativement riches : comptes rendus d'assemblées générales, de conseils d'administration depuis la création en 1968, correspondance, documents comptables récapitulatifs, documents liés à la gestion du personnel (tracts, comptes rendus de réunion, protocoles d'accord, etc.). En revanche, les archives d'activités sont plus lacunaires, et il est fortement probable qu'une partie soit encore au siège actuel du CFPES.

Au siège du CFPES, sont également conservées les archives de l'association depuis le début des années 1980 : documents comptables récapitulatifs, comptes rendus d'instances de l'AFORTAS et du CFEPS, comptes rendus de réunion pédagogique, correspondance, dossiers de stagiaires : dossier d'inscription, suivi du stagiaire, livret de formation, mémoires de fin de stage.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Association de gestion du centre de formation d'éducateurs de Vaugrigneuse, 543J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation des CEMÉA national (22-24 rue Marc Seguin, 75018 Paris, 01 53 26 24 24).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 31 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1959-1992.

Siège national

 Centre de formation aux professions éducatives et sociales, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation du CFPES.
Instrument de recherche : bordereau de récolement en cours. Importance matérielle : 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : années 1970-2010.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), comité d'entreprise

Adresse : 24 rue Marc Seguin, 75883 Paris Cedex 18
Téléphone : 01 53 26 24 24

Historique du producteur

Création : 1967

Pour plus d'information sur les CEMÉA, voir notice.

Historique de la conservation

Les archives du comité d'entreprise étaient conservées au siège de l'association nationale des CEMÉA. Elles ont été déposées en 2005, aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Elles ont fait l'objet d'un classement définitif en 2006.

Présentation des sources

Le fonds renferme principalement les comptes rendus de réunion de séances plénières et de commissions (1967-1990), des documents comptables récapitulatifs (1974-1990). Figurent également des dossiers concernant les revendications des salariés et la gestion d'œuvres sociales (1967-1989).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Comité d'entreprise des CEMÉA, 541J
Dépôt en 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 14 articles, 1,32 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1967-1990.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Fédération des associations de gestion des centres de formation d'éducateurs

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1977

Le premier centre de formation d'éducateurs des CEMÉA (voir notice) est créé dans les années 1960 à Phalempin dans le Nord. Il est aujourd'hui situé à Arras dans le même département. Il forme aux diplômes d'éducateurs spécialisés et de moniteurs éducateurs.

D'autres centres de formation du même type sont créés dans les années 1960-1970 à Carnon (Hérault), à Bruguières (Haute-Garonne), à Vic-le-Comte (Puy-de dôme, voir notice CEMÉA association territoriale d'Auvergne) et à Vaugrigneuse (Yvelines). Ce dernier centre est aujourd'hui situé à Aubervilliers en Seine-Saint-Denis et s'appelle le Centre de formation aux professions éducatives et sociales (CFPES, voir notice).

La fédération des associations de gestion des écoles d'éducateurs CEMÉA a été créée en 1977, après une décision nationale des CEMÉA de restructurer ce secteur. Cette création est le résultat d'un consensus entre la direction nationale des CEMÉA et les centres de formation d'éducateurs, qui souhaitaient avoir une plus grande indépendance. Le président de la fédération a été pendant longtemps Jean Lagarde.

L'objet de cette fédération était de maintenir un lien institutionnel entre les centres de formation d'éducateurs des CEMÉA et entre ces centres et le réseau des CEMÉA. La fédération avait aussi pour but d'assurer une représentation politique de ces centres de formation avec les partenaires institutionnels nationaux : ministères, Association nationale des communautés d'enfants (ANCE), Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés (ANEJI), etc. Elle avait enfin pour mission d'assurer une coordination pédagogique de ce secteur à travers l'organisation de travaux de recherche, de journées d'étude, etc.

Depuis la fin des années 1990, la fédération est en sommeil, même si elle n'a pas été officiellement dissoute. En effet, trois des quatre centres de formation d'éducateurs ont réintégré directement ou indirectement le giron des CEMÉA. Le CFPES est un établissement de

l'Association régionale Ile-de-France des CEMÉA (ARIF). Le centre de Carnon a toujours été affilié à l'Association territoriale des CEMÉA du Languedoc-Roussillon. L'école de Toulouse est restée indépendante mais sa nouvelle organisation Érasme est membre de l'association territoriale des CEMÉA Midi-Pyrénées. Seule l'école d'Arras est en dehors du réseau institutionnel CEMÉA, un certain nombre d'administrateurs de l'association de gestion étant par ailleurs membres des CEMÉA.

Historique de la conservation

Les archives déposées par les CEMÉA entre 2001 et 2004 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP renfermaient aussi le fonds de la Fédération des associations de gestion des centres de formation d'éducateurs. Un répertoire numérique a été réalisé en 2006.

Présentation des sources

Les archives déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne renferment exclusivement des dossiers de fonctionnement : comptes rendus d'instance, documents comptables récapitulatifs entre 1977 et 1993.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération des associations de gestion des centres de formation d'éducateurs, 543J
Dépôt en 1999. Archives privées. Communication soumise à autorisation des CEMÉA national (22-24 rue Marc Seguin, 75018 Paris, 01 53 26 24 24).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1977-1992.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Fédération internationale des CEMÉA (FICEMÉA)

Adresse : siège social, Centre Régional bruxellois, 39, boîte 3, avenue de la porte de Hal, 1060 Bruxelles, Belgique ; siège administratif, 24, rue Marc Seguin, 75883 Paris Cedex 18
Téléphone : 01 53 26 24 24
Courriel : fiCEMÉA@CEMÉA.asso.fr
Site internet : www.fiCEMÉA.org

Historique du producteur

Création : 3 mars 1954
Arrêté ministériel autorisant l'existence de la FICEMÉA en tant qu' « association étrangère » : 13 décembre 1954

Issus de l'action conjointe de l'association Hygiène par l'exemple (HPE, voir notice), des Éclaireurs de France (EDF, voir notice), de la Ligue française de l'enseignement (voir notice) et de la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice), les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA) organisent leurs premiers stages en 1937. Ces stages ont alors pour objectif de former les cadres des colonies de vacances par les méthodes de l'éducation nouvelle.

Progressivement, les activités des CEMÉA se diversifient : mise en place de groupes de réflexion sur les pratiques et les idées d'éducation nouvelle, diffusion de ces recherches par l'édition de revues, d'ouvrages et autres supports, formation des éducateurs spécialisés, des moniteurs-éducateurs et des personnels des hôpitaux psychiatriques, intervention dans le champ de la coopération internationale, etc.

Créés en France, les CEMÉA étendent progressivement leur action à l'étranger au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Dans un premier temps, ils œuvrent dans les pays voisins de langue française : Belgique et Suisse romande. Puis faisant appel à des instructeurs connaissant une langue étrangère, ils organisent des stages en Suisse allemande, en Autriche, en Allemagne et en Italie.

Ces actions aboutissent, entre 1946 et 1950, à la création de trois associations nationales en Belgique, en Suisse puis en Italie. Dès le 12 novembre 1950, les associations nationales des CEMÉA mettent en place un comité international au Centre pédagogique international de Sèvres. Le 3 mars 1954, elles fondent à Paris la Fédération internationale des CEMÉA (FICEMÉA). L'assemblée générale constitutive est installée par Gaston Roux, directeur général de la Jeunesse et des sports, et présidée par Paul Kergomard, président de l'association française des CEMÉA. Par arrêté du ministère de l'Intérieur, la FICEMÉA est autorisée le 13 décembre 1954 en tant qu' « association étrangère ».

Lors de sa création, les buts de la FICEMÉA sont » d'aider les associations adhérentes à promouvoir dans leurs pays les méthodes d'éducation active, principalement dans le cadre des colonies et camps de vacances, et dans les groupes de loisirs ; faciliter aux associations adhérentes l'organisation de stages internationaux de formation d'éducateurs ; coordonner l'action des associations ; assurer l'unité de conception pédagogique et de méthode » (article 1 des statuts).

La fédération se compose d'associations nationales, de membres d'honneur et de groupes de personnes associés dans les pays ne possédant pas d'associations nationales adhérentes. Dans les années 1970, la FICEMÉA est constituée d'une quinzaine d'associations nationales et d'une demi-douzaine de groupes de personnes. La plupart des adhérents sont des associations nationales de pays européens ou africains.

La fédération est toujours restée une structure légère avec peu ou pas de permanents, selon les périodes. Le manque de moyens matériels et financiers a fortement conditionné sa vie institutionnelle. En effet, il lui est difficile d'organiser des assemblées générales annuelles, d'autant plus qu'à partir des années 1960, les adhérents ne se recrutent plus seulement en Europe mais également dans d'autres continents, principalement en Afrique et un peu en Amérique du Sud. En 1971, elle entérine cette difficulté en modifiant ces statuts : « l'assemblée générale se réunit au moins une fois tous les trois ans ». Puis dans son règlement intérieur adopté en 1982, la FICEMÉA doit tenir une assemblée générale une fois tous les cinq ans. Dès le début des années 1970, les assemblées générales s'apparentent ainsi davantage à des congrès d'orientation. D'ailleurs, elles constituent souvent des temps forts, où la FICEMÉA organise colloques et stages internationaux. Cette évolution modifie le rôle des conseils d'administration qui ne se tiennent parfois qu'une fois par an voire tous les deux ans et qui s'apparentent aux assemblées générales.

Ces changements de fonctionnement sont probablement à l'origine des mesures prises à partir du milieu des années 1970 pour resserrer les liens entre les associations nationales des différents continents. Ces tentatives n'ont pas eu beaucoup de succès pour les associations africaines, malgré la parution éphémère d'un bulletin *FLAM* et l'organisation d'un colloque « Ressources humaines et développement… Mythe ou réalité » organisé à Porto-Novo (Bénin) en 1984. En revanche, les associations européennes se sont réunies relativement régulièrement de la fin des années 1970 à la fin des années 1980.

Depuis la création, l'association française des CEMÉA y joue un rôle moteur et prépondérant. Jusqu'en 1971, le siège social de la FICEMÉA est au siège de l'association française. Par la suite, s'il est transféré en Belgique, le secrétariat de la fédération reste en France, à l'adresse de la Coopération internationale à Orléans dans un premier temps, puis au siège national des CEMÉA à Paris.

Outre la réalisation de colloques, études et stages internationaux, la FICEMÉA a cherché à jouer un rôle au sein des institutions européennes et internationales. Après avoir été admise en 1964 dans les ONG de catégorie « C » dite « d'information mutuelle » auprès de l'Unesco, elle intègre en 1971 celles de catégorie « B » dite « d'information et de consultation ». Dans les années 1970 et 1980, la FICEMÉA a entretenu des relations étroites avec l'Unesco qui ont abouti non seulement à des subventions mais aussi à des partenariats forts concernant la réalisation de recherches, de journées d'études et de stages de formation. En revanche, même si elle a obtenu le statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et celui d'observateur auprès du Forum de la jeunesse des communautés européennes, la FICEMÉA n'a jamais réussi jusque dans les années 1980 à nouer des liens solides avec les institutions européennes.

Historique de la conservation

Entre 2000 et 2004, l'association nationale française des CEMÉA a déposé ses archives dont celles de la FICEMÉA aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. La présence de ces documents s'explique par le fait que le secrétariat de la FICEMÉA est situé au siège de l'association nationale, 22-24 rue Marc Seguin dans le 18e arrondissement à Paris.

Le classement définitif du fonds a été réalisé en août-septembre 2009, le volume d'archives est alors passé de 8 à 4 mètres linéaires. Ont été éliminés les doubles, les documents comptables non récapitulatifs et la documentation non significative. Les chronos ont été intégralement conservés car ils renferment des correspondances et des pièces que l'on ne retrouve pas dans le reste du fonds. Les comptes rendus des bureaux et des conseils d'administration présents dans les chronos ont été insérés dans les dossiers d'instances.

Présentation des sources

Les archives déposées recouvrent la période de la création en 1954 au milieu des années 1990. Outre le compte rendu de l'assemblée générale constitutive figure un rapport très important sur les origines de la FICEMÉA, réalisé en mars 1951 par l'association française des CEMÉA et qui décrit leurs activités à l'étranger entre 1946 et 1950.

Les archives statutaires sont relativement riches jusqu'au début des années 1980 (statuts de 1954, 1963, 1971 et règlement intérieur de 1982). En revanche, la conservation des dossiers d'instances est plus problématique. Il n'existe aucun compte rendu d'assemblée générale avant 1960. À partir des années 1970 et jusqu'à la fin des années 1980, les archives sont beaucoup plus riches et renferment des pièces très intéressantes sur les colloques et journées d'études organisés à l'occasion de ces assemblées générales. La situation est plus grave pour les comptes rendus du conseil d'administration (1963, 1964, 1970-1976, 1980, 1983, 1992, 1997) et du bureau (1970, 1972; 1974-1976, 1978-1981, 1983-1986, 1988-1993).

Les dossiers concernant les relations avec les associations nationales adhérentes renferment des pièces intéressantes à partir du début des années 1960. Les statuts de ces associations ont été conservés séparément de ces dossiers, ils figurent avec les documents statutaires de la FICEMÉA. Étant donnée la disparition de nombreux documents, les correspondances sous forme de chrono constituent un matériau important pour reconstituer l'histoire de l'association.

Les archives d'activités sont relativement riches à partir des années 1970, en ce qui concerne les relations et les actions menées avec l'Unesco ainsi que pour certaines actions menées par la FICEMÉA : études et recherches, colloques, stages de formation de formateurs.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

- Fédération internationale des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 564J

Dépôts entre 2000 et 2004. Archives privées. Communication soumise à autorisation des CEMÉA.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 53 articles, 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1951-1997.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Jeunesse éducation loisirs (JEL) – Les amis des CEMÉA de Lyon

Association dissoute ou inactive

Présentation du producteur

Créée en 1957 et dissoute en 1974, cette association est issue directement de l'action des CEMÉA de Lyon, qui disposent de 4 membres de droit au conseil d'administration. Ses principaux objectifs sont d'aider les CEMÉA dans leur action éducative et de contribuer au rayonnement de l'école publique par la réalisation de cours, conférences, spectacles, publications, etc., par l'organisation éducative et administrative de centres de vacances et loisirs, et par l'animation de groupes culturels et de loisirs.

Historique de la conservation

Entre 1998 et 2012, l'association nationale des CEMÉA (voir notice) a déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP un peu plus de trois cents mètres linéaires, dont la plupart sont antérieures à 1997. Il s'agissait non seulement des archives de l'association nationale mais aussi de structures créées par les CEMÉA ou proches : éditions du Scarabée, centre de formation d'éducateurs de Vaugrigneuse, Fédération des associations de gestion des centres de formation d'éducateurs des CEMÉA, Fédération internationale des CEMÉA (FICEMÉA), etc.

Parmi ces producteurs, figuraient les archives de JEL - Les amis des CEMÉA de Paris, dont les archives ont été cotées en 591J et dont l'inventaire définitif a été réalisé en 2013.

Présentation des sources

Si le fonds d'archives représente seulement 0,10 mètre linéaire, il renferme les pièces essentielles du fonctionnement de l'association (instances, documents statutaires) ainsi que des rapports d'activités depuis la création de l'association jusqu'à sa dissolution. Ces documents permettent de mieux comprendre comment les CEMÉA ont essayé d'élargir leur influence et leurs activités dans la région Rhône-Alpes dans les années 1957-1974.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

• Jeunesse éducation loisirs (JEL) – Les amis des CEMÉA de Lyon, 591J
Dépôts entre 1998 et 2014. Archives privées. Communication soumise à autorisation des CEMÉA.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article, 0,1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1957-1974.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), Les éditions du Scarabée

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 6 novembre 1946

Les éditions du Scarabée étaient une maison d'édition, fondée en 1946 sous la forme d'une société anonyme à responsabilité limitée (SARL). Elle a été créée par des militants des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice), notamment Gisèle de Failly, Maurice Daumas, Louis le Guillant et William Lemit (voir notice).

Les éditions du Scarabée avaient pour but de publier des ouvrages qui puissent aider les militants des CEMÉA dans leur travail auprès des enfants et des plus jeunes. Dans l'esprit des fondateurs, les expériences faites au cours des stages devaient être la source de nombreux travaux écrits donnant lieu à l'édition. Il était également prévu de faire appel à des personnalités extérieures, liées ou non à l'action des CEMÉA. Néanmoins aucun ouvrage ne pouvait être édité sans l'accord des CEMÉA.

L'importance des éditions ne s'étant pas révélée suffisante pour faire vivre la société, le gérant Maurice Daumas décida d'y adjoindre une librairie. À noter que les ventes de livres se faisaient directement dans les formations, la diffusion de livres étant considérée comme une partie de l'action des responsables de stages.

D'abord installée dans les locaux des CEMÉA, la maison d'édition fut transférée ensuite 3 rue de la Montagne Sainte-Geneviève, dans le 5ème arrondissement à Paris. Les éditions du Scarabée ont été dissoutes par les CEMÉA en 2001.

Historique de la conservation

Lors de la dissolution de l'association, les archives ont été transférées au siège national des CEMÉA. En 2009, elles ont été récolées puis transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Un deuxième dépôt a été effectué en 2018.

Présentation des sources

Les archives de fonctionnement comprennent des documents statutaires (statuts, protocole d'accord), des dossiers d'instance (comptes rendus d'assemblée générale) des documents comptables récapitulatifs. Mais ce sont les archives d'activités qui sont les plus riches et les plus volumineuses. Il s'agit essentiellement de dossiers de publication : documents définitifs, dossiers préparatoires renfermant des coupures de presse, des courriers avec les auteurs, des manuscrits corrigés. Le deuxième dépôt comprend des documents statutaires remontant à la création du mouvement, des fiches-auteurs et de la correspondance avec les auteurs, le journal de bord des activités d'édition entre 1975 et 1981, un important dossier relatif à l'ouvrage *Lozcy ou le maternage insolite* (1973) et un dossier complet lié à la dissolution de la société qui s'étale entre 1999 et 2005.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Les éditions du Scarabée, 566J
Dépôts en 2008 et 2018. Archives privées. Communication soumise à autorisation des CEMÉA national (22-24 rue Marc Seguin, 75018 Paris, 01 53 26 24 24).

Instrument de recherche : répertoire provisoire. Importance matérielle *:* 76 articles, 7 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1945-2005.

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), syndicat CGT des personnels

*Adresse : 2*4 rue Marc Seguin, 75883 Paris Cedex 18
Téléphone : 01 53 26 24 24

Historique du producteur

Création : 1967

Le syndicat a été créé en 1967 par des salariés des CEMÉA (voir notice), notamment par Christiane Macé, Jacqueline Loretan et Berthe Gillier. Il regroupait les personnels salariés des CEMÉA, aussi bien administratifs que formateurs, qui n'étaient pas mis à disposition par le ministère de l'Éducation nationale.

Historique de la conservation

Les archives du syndicat étaient conservées au siège de l'association nationale des CEMÉA. Elles ont été déposées en 2001, aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Elles ont fait l'objet d'un classement définitif en 2006.

Présentation des sources

Le fonds renferme principalement des dossiers de fonctionnement (congrès, assemblées générales dont AG constitutive, rapports financiers, gestion des adhérents, etc.) et d'activités (documents liés aux négociations de conventions collectives, à des revendications sur les conditions de travail, de salaires et d'embauches, bulletins syndicaux, etc.).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Syndicat CGT des personnels CEMÉA, 544J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 18 articles, 1,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1950-1988.

Centres sociaux de Saint-Chamond

Historique du producteur

Le premier centre social de Saint-Chamond est créé en 1956 en centre-ville. Progressivement, plusieurs structures sont créées dans les différents quartiers de la ville, toutes gérées par l'association centre social de Saint-Chamond. Celle-ci est dissoute en 1983, et remplacée par une association créée par la mairie, le Comité local des maisons de quartiers et des centres sociaux (CLMQCS) , qui a pour but de développer, sur l'ensemble du territoire communal, une politique d'action sociale, culturelle et éducative, par le moyen des équipements de quartier. Début 1993, le CLMQCS est dissout, et les cinq centres sociaux deviennent des associations autonomes.

Le CLMQCS créée en 1985 une association dénommée Développement économique et formation 42 (DEF 42). DEF 42 doit favoriser l'insertion sociale et professionnelle, sous des formes diversifiées et adaptées, d'un public jeune ou de chômeurs de longue durée. En 1991, le CLMQCS créée la SARL DEF 42, qui a pour objet l'exploitation d'un fonds de commerce de restauration traiteur, la formation professionnelle et l'insertion sociale. L'association est dissoute en 1994, les activités de la SARL sont reprises par une autre structure en 1993.

Historique de la conservation

Après la dissolution du CLMQCS, en 1993, les Archives municipales de Saint-Chamond ont récupéré les archives des associations centre social de Saint-Chamond, CLMQCS, DEF 42 et de la SARL DEF 42. Après tri et classement, effectués en 2005, elles occupent 15 mètres linéaires.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds des archives du centre Social de Saint-Chamond présente de nombreuses lacunes : les statuts de l'association n'ont pas été conservés et les documents relatifs aux activités sont peu nombreux. Il est essentiellement composé d'archives comptables et de documents concernant le personnel.

Les documents du CLMQCS, de DEF 42 et de DEF 42 SARL concernent le fonctionnement général des associations ou de l'entreprise, la comptabilité, le personnel et les activités. Pour ce dernier thème, les archives étant relativement peu importantes, les archives comptables ont été largement conservées afin d'avoir une connaissance plus complète de l'activité des centres sociaux.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Saint-Chamond

- Centre social de Saint-Chamond : 6S (6S 1 à 20)
- Comité local des maisons de quartier et des centres sociaux : 7S (7S 1 à 81)
- Développement économique et formation (DEF 42) : 8S (8S 1 à 30)
- Fonds de la SARL DEF 42 : 9S (9S 1 à 4)

Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé des sous-séries 6S, 7S, 8S et 9S, 15 mètres linéaires. *Importance matérielle* : 135 articles. *Dates extrêmes :* 1957-2000.

Cercle Condorcet de Paris (CCDP)

Adresse : 3 rue Récamier, 75007 Paris
Courriel : f. Le-berre@wanadoo.fr
Site internet : www.cercle-condorcet-de-paris.org

Historique du producteur

Création : [9 novembre 1987] ; 3 mai 1988

Le Cercle Condorcet de Paris, comme les cercles de province, est né d'une volonté de la Ligue française de l'enseignement (voir notice) de satisfaire à deux objectifs : « créer dans ce pays des lieux ouverts pour le débat d'idées et la démocratie afin de revivifier la démocratie ; renouer avec la communauté intellectuelle… pour accélérer le processus de transformation de la Ligue elle-même » (rapport d'activités du Cercle de Paris, 1987-1988). En octobre 1986, la Ligue a sollicité une centaine d'universitaires, de responsables économiques, de syndicalistes

et de militants associatifs pour engager « une réflexion commune sur le monde et voir comment peut s'instaurer une société nouvelle face aux mutations technologiques, à la mondialisation, à l'individualisme et à l'émergence d'une société à deux vitesses » (voir historique de l'association sur site internet).

Le lancement du Cercle Condorcet de Paris et de l'Ile-de-France, premier créé, date de 12 novembre 1986. Son acte de naissance politique, la charte constitutive, est adopté ce jour-là par les premiers membres fondateurs. Un an plus tard le 9 novembre 1987, l'assemblée générale constitutive consacre la naissance juridique du Cercle, dont le président Claude Julien est alors directeur du *Monde diplomatique*.

Les activités de l'association sont multiples : réunions plénières (rassemblement tous les mois de l'ensemble des adhérents pour débattre d'une question de société) ; commissions et groupes de travail constitués autour de thèmes jugés essentiels afin de produire une analyse et des propositions ; colloques et rencontres publiques.

Historique de la conservation

Au début des années 2000, les archives étaient conservées à l'École nationale du génie rural des eaux et des forêts (19 avenue du Maine dans le 15e arrondissement à Paris) et à la Fédération des œuvres laïques de Paris dans le 19e arrondissement. En 2004-2005, une des responsables de l'association, Françoise Le Berre, a trié les archives qui ont été récolées en 2006 par le PAJEP. Le fonds est entré à la fin de l'année 2007 aux Archives départementales du Val-de-Marne.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Un deuxième dépôt a été effectué en 2015 et un troisième est en préparation pour 2023.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si les archives d'instances sont bien conservées depuis l'assemblée générale constitutive, le fonds ne renferme pas d'éléments sur la création de l'association (depuis le lancement en novembre 1986). Les archives d'actions sont presque complètes : périodiques, ouvrages, rapports d'études, textes d'intervention, programmes et actes des séminaires et des colloques. En revanche les dossiers de commission ne renferment que les rapports définitifs et presque jamais les comptes rendus de réunion.

Par ailleurs, il faut signaler l'existence de deux cartons d'archives conservés au siège national de la Ligue de l'enseignement (voir notice). Ces dossiers produits et classés par Michel Morineau permettent de mieux comprendre le rôle joué par la Ligue de l'enseignement dans le Cercle Condorcet de Paris. Ils renferment notamment des documents sur les origines de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Cercle Condorcet de paris, 20140189 (ex 557J)
Dépôts en 2008 et 2015. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle : 40 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1987-2011.

Cercle Paul Bert

Adresse : 30 bis rue de Paris, BP 60401, 35704 Rennes Cedex 7
Téléphone : 02 99 27 74 00
Courriel : cpb@cerclepaulbert.asso.fr
Site internet : http://www.cerclepaulbert.asso.fr

Anciens noms du producteur

Société des anciens élèves de la halle aux toiles, 1884-1885
Société des anciens élèves des écoles publiques de Rennes, 1885-1909

Historique du producteur

Création : 1884
Reconnaissance d'utilité publique : 1932

Le Cercle Paul Bert est aujourd'hui affilié à la Ligue française de l'enseignement (voir notice).

En 1884 est créée la Société des anciens élèves de la halle aux toiles, située place de la République. Un an plus tard, elle prend le nom de Société des anciens élèves des écoles publiques de Rennes. À partir de 1890, la société assume la gestion de la caisse des écoles, organisme chargé de venir en aide aux enfants nécessiteux des écoles publiques. Un patronage destiné à jouer un rôle éducatif auprès des jeunes est alors constitué.

En 1908, le nombre d'adhérents atteint le nombre de 631 et les activités s'étendent : musique, gym, théâtre, cinématographie. Un an plus tard, la société s'élargit par la création d'un patronage qui prend le nom de Paul Bert, sous l'impulsion du maire de Rennes, Jean Janvier. En 1925 a lieu la première fête de la jeunesse.

En 1963, le Cercle compte 2100 membres actifs et 1500 membres honoraires et en 1965 le Cercle transforme ses statuts, restructure son organisation et se fixe de nouveaux objectifs : donner à l'association la dimension nouvelle de la cité en portant ses activités dans tous les quartiers.

En 2005, le Cercle compte près de 10 000 adhérents. Il y a onze sections territoriales, éparpillées dans tous les quartiers de la ville de Rennes. C'est la plus grosse amicale laïque de France. Les centres de loisirs accueillent 1500 enfants et adolescents après l'école et pendant les vacances scolaires. Plus de 80 activités sont proposées aux adhérents (sport, loisir, culture).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2005 aux Archives municipales de Rennes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds s'articule autour de cinq axes : administration, finances, personnel, activités (fêtes de la jeunesse, manifestations sportives et culturelles) et communication et documentation.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Rennes

 Cercle Paul Bert, 29 Z
Don en 2005. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 156 articles, 18 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1907-2002.

Chantiers de jeunesse, Amicale des anciens de la musique nationale des Chantiers de jeunesse de Châtelguyon

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 23 avril 1965

L'Amicale des anciens de la musique nationale des Chantiers de jeunesse de Châtelguyon avait pour but de rétablir des liens d'amitié entre les anciens membres de la musique nationale des chantiers de jeunesse en organisant notamment des rassemblements musicaux. Elle est dissoute le 30 juin 2004.

Les chantiers de jeunesse, aussi appelés chantiers de la jeunesse française, étaient une organisation paramilitaire créée par le régime de Vichy et ayant existé entre 1940 et 1944. L'armistice du 22 juin 1940 ayant supprimé le service militaire obligatoire, les chantiers de jeunesse furent créés comme une sorte de substitut le 30 juillet 1940.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales du Puy-de-Dôme le 1er septembre 2004, en exécution de la délibération prononçant la dissolution de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement de l'association et aux manifestations organisées (1965-2003) ainsi que de la documentation sur la musique nationale des chantiers de jeunesse (1941-1944).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Puy-de-Dôme

 Association des anciens de la musique nationale des Chantiers de jeunesse, 148J
Don en 2004. Archives privées.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 6 articles, 0,35 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1941-2004.

Chantiers de jeunesse, groupe de l'Isère

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Les chantiers de jeunesse, aussi appelés chantiers de la jeunesse française, étaient une organisation paramilitaire créée par le régime de Vichy et ayant existé entre 1940 et 1944. L'armistice du 22 juin 1940 ayant supprimé le service militaire obligatoire, les chantiers de jeunesse furent créés comme une sorte de substitut le 30 juillet 1940.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de l'Isère en 1965.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

Le fonds est principalement constitué de documentation (secrétariat général à l'Éducation nationale et à la jeunesse, commissariat général des Chantiers de jeunesse, secrétariat d'État à l'aviation, École des cadres d'Uriage, etc.). Il rassemble également des fanions, galons et insignes diverses.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Isère

 Groupe des chantiers de jeunesse, 21J
Don en 1965. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 83 articles, 1,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1941-1946.

Chrétiens en forum

Adresse : 4 allée Pernette du Guillet, 75019 Paris
Téléphone : 01 43 31 74 74
Site internet : http://forum.cef.fr/

Ancien nom du producteur

Union des œuvres catholiques de France (UOCF), 1858-1984
Forum des communautés chrétiennes, 1984-2003

Historique du producteur

Création : 1858

Créée en 1858, l'Union des œuvres catholique de France (UOCF) à travers l'organisation des « Congrès de l'Union », est un terrain de rencontres qui a permis à des animateurs chrétiens, paroisses et mouvements, clercs et laïcs, femmes et hommes dans les Églises et dans la société, de se retrouver, de confronter leurs expériences humaines, pastorales et spirituelles, et de préconiser nombre d' initiatives. Ces rencontres ont servi d'école et de laboratoire pour d'innombrables activités de la vie sociale, syndicale, familiale et ecclésiale, notamment les patronages « Cœurs Vaillants et Ames Vaillantes » (voir notice) en 1929. De nombreux groupes sont nés au cœur de ces Congrès de l'Union, au premier rang desquels la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice), le Bureau international catholique de l'enfance (BICE, voir notice), la Pastorale des migrants, du Tourisme et des Médias. Ces congrès se sont tenus jusqu'en 1969.

Et c'est en 1984, que l'association renoue avec son objet social premier sous la forme du 1er Forum des communautés chrétiennes à Lyon, impulsé par le Père Defois et reçu par le Père Decourtray. Véritable lieu de déclenchement de la dynamique des synodes diocésains. À tel point que l'association en prend le nom « Forum des communautés chrétiennes ». Héritière de toutes ces initiatives, l'association veut être une plate-forme ouverte et œcuménique, de réflexion sur les questions d'actualité, sur la vie de l'Église et de la société.

En 1993, à l'initiative de son président, alors élu à Sainte-Geneviève-des-Bois, le Forum des communautés chrétiennes lance les forums d'élus politique. Cette initiative est au service des élus et leur offre un lieu de réflexion sur le sens de leur engagement politique. Depuis, 17 forums ont été organisés dans toute la France.

En 2003, les membres du conseil d'administration voulant donner une nouvelle orientation à l'association en modifient à nouveau sa dénomination, pour être encore au plus près de la réalité de ce qu'elle est : des « Chrétiens en Forum ». Ainsi, l'association propose à des chrétiens d'écouter, de partager, de débattre à partir de sujets de société qui interpellent particulièrement les croyants et nos concitoyens. Son projet : aider les participants à découvrir ce qui se joue au cœur de ces problématiques d'existence, ce qui fait sens pour une vie, ce qui fonde ou refonde des convictions, sous la lumière de l'Évangile. Forums nationaux, rencontres en région, colloques européens, forums de chrétiens engagés en politique, conférences constituent ainsi la trame des réalisations de l'association, en partenariat avec d'autres groupes sociaux ou ecclésiaux.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé au Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF) le 8 novembre 1986.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs aux congrès annuels (actes, dossiers de préparation) et aux relations avec les délégués diocésains (circulaires, correspondance) et de pièces comptables.

Localisation du fonds du producteur

Centre national des archives de l'Église de France

 Union des œuvres catholiques de France (UOCF), 1 LA
Dépôt en 1986. Archives privées. Communication : non accessible (non classé).
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1856-1983.

Chronique sociale de France

Adresse : 7 rue du Plat, 69288 Lyon Cedex 02
Téléphone : 04 78 37 22 12
Courriel : secretariat@chroniquesociale.com
Site internet : http://www.chroniquesociale.com

Historique du producteur

Création : 1892

La Chronique sociale est à la fois une association loi de 1901 et une société anonyme à responsabilité limitée créée en 1921 pour l'activité d'édition.

Elle est fondée à Lyon le 20 novembre 1892 par Marius Gonin et Victor Berne dans le but de diffuser la doctrine définie par l'encyclique *Rerum novarum*, promulguée par le pape Léon XIII en mai 1891, qui constitue un texte fondateur du catholicisme social. Elle mène aujourd'hui des activités de formation et de recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Dès la fin du 19ème siècle, l'association implante des cercles d'études dans tout le Sud-Est, qui ont pour objectif de former de futures élites militantes sur les questions sociales, économiques et juridiques. Ces Cercles se réunissent en 1896 au sein de la Fédération des groupes d'études du Sud-Est.

Parallèlement à cela, pour améliorer la formation des animateurs et des militants, Marius Gonin fonde en 1895 le Secrétariat social du Sud-Est qu'il dote d'un service documentation, d'une bibliothèque et d'un service de conférences. Sur ce modèle, d'autres secrétariats sociaux voient le jour après la première guerre mondiale, qui se regroupent rapidement au sein de l'Union nationale des secrétariats sociaux (voir notice).

En 1904, avec un professeur de droit en législation ouvrière, Adéodat Boissard, et un polytechnicien, Henri Lorin, Marius Gonin fonde les Semaines sociales, sorte d'université d'été se tenant chaque année dans une ville différente et dispensant une information à la fois théorique et pratique sur un thème de société différent. Cette formule s'étend rapidement en Europe, en Afrique du Nord, au Canada, en Amérique latine, etc.

Sensible aux problèmes du monde paysan, Marius Gonin organise également en 1911 les Semaines rurales, en vue de la formation des paysans puis fonde un collège temporaire des jeunes paysans, ancêtre de la Jeunesse agricole catholique (JAC, voir notice).

En 1930, il crée l'École normale supérieure ouvrière qui dispense une formation théologique, juridique, économique et sociale à des militants ouvriers.

Après la deuxième guerre mondiale, sous le directorat de Joseph Folliet, l'association, tout en poursuivant l'œuvre de Marius Gonin, établit des liens réguliers et soutenus avec les principaux mouvements d'action catholique : Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), Mouvement populaire des familles (MPF, voir notice), Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice), Scouts de France (SDF, voir notice), Compagnons de France (voir notice), etc.

Dès 1947 également, Joseph Folliet travaille au rapprochement des associations caritatives et sociales catholiques au sein d'un Comité de liaison des œuvres caritatives, ancêtre de l'Union nationale interfédérale des œuvres privées sanitaires et sociales (UNIOPSS).

Au moment de la guerre d'Algérie, Joseph Folliet participe à la création du Comité lyonnais pour les droits de la personne et prend position en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Par ailleurs, la Chronique participe en 1958 à la création du cercle Tocqueville, important lieu de réflexion politique.

Le directorat de Charles Maccio, à partir de 1974, marque un tournant dans l'histoire de la Chronique : d'une part celle-ci se désengage de l'autorité ecclésiale même si la référence aux valeurs chrétiennes est maintenue et réaffirmée, d'autre part, 70 ans après leur création, les Semaines sociales connaissent des difficultés et s'interrompent. Elles reprennent en 1986 mais sont alors gérées à Paris, par l'Association des semaines sociales.

L'activité d'édition de l'association est importante tout au long de son histoire : création de la revue *Chronique des comités du Sud-Est* puis *Chronique sociale de France* dès les débuts, puis création d'une nouvelle revue d'actualité *Feuille de route, à l'écoute du monde* ; publication des cours et de livres d'auteurs (coll. « savoir pour agir ») sur des thèmes d'actualité.

Historique de la conservation

Le fonds a été conservé par l'association dans son intégralité jusqu'en 1995 ; à cette date, les archives (dossiers papier et photographies) ont été transmises aux Archives municipales de Lyon (82 II) et la bibliothèque à la Bibliothèque municipale de Lyon.

Ce premier transfert aux Archives municipales d'un linéaire d'environ 80 mètres a été suivi de deux autres, l'un de dossiers de direction et de fichiers des années 1960-1995 en 2003 (126 II), l'autre en 2004 de dossiers documentaires thématiques constitués par Marius Gonin et Joseph Folliet, directeurs successifs de la Chronique de 1899 à 1964 (149 II).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Entrée n°1 (cote provisoire 82 II)

Ce fonds contient les dossiers produits par l'association entre 1892 et 1992 et les papiers personnels de certains de ses dirigeants. Son traitement a été entamé en 2001 et n'est pas terminé à ce jour. En raison de son importance matérielle, il y est procédé par tranches chronologiques suivant un plan de classement commun aux différentes tranches et faisant apparaître les différents sous-fonds :

1. FONDS MARIUS GONIN (1887-1943)

- Domaine privé : effets personnels, papiers personnels, correspondance familiale ;
- Vie professionnelle et associative : secrétariat, relations épistolaires, sociétés d'édition, associations ;
- Production intellectuelle : articles pour périodiques, cours et conférences, œuvres diverses, documentation de travail ;
- Décès, succession et hommage post-mortem : décès et succession, hommages et souvenirs.

2. FONDS SYLVIE MINGEOLET (1927-1955)

- Relations épistolaires : correspondance familière, activités professionnelles, activité associative (Compagnes et Compagnons de Saint François) ;
- Production intellectuelle : œuvres lyriques.

3. FONDS JOSEPH FOLLIET (1907-1945)

- Domaine privé : papiers personnels, correspondance familiale et familière ;
- Vie professionnelle et associative : organisation générale, relations épistolaires, associations ;
- Production intellectuelle : travaux universitaires, chroniques pour publications périodiques, articles et exposés, œuvres littéraires, documentation de travail.

4. FONDS SECRETARIAT SOCIAL CATHOLIQUE DU SUD-EST (1887-1952)

- Administration et fonctionnement général : organisation et gestion, activités du secrétariat, propagande et relations publiques, activités spécifiques en temps de guerre, politique éditoriale ;
- Instances partenaires : Union nationale des secrétariats sociaux, Fédération régionale des groupes d'études du Sud Est, Groupe des anciens et amis de la Chronique, Groupement des œuvres sociales d'inspiration chrétienne de Lyon ;
- Instances satellites : Groupes d'études pour jeunes, sections spécialisées.

5. FONDS SOCIETE D'EDITION CHRONIQUE SOCIALE DE FRANCE (1921-1946)

- Constitution de l'affaire : société, actionnaires ;
- Documents sociaux : conseil d'administration, assemblées générales ;
- Fonctionnement et gestion de l'entreprise : finances et comptabilité, organisation et fonctionnement, activité éditoriale et commerciale, surveillance et encadrement de la presse.

6. FONDS SEMAINES SOCIALES DE FRANCE (1904-1976)

- Administration générale : historique et présentation générale, organisation générale de l'association, présidence, vice-présidence, commission générale, finances, relations internationales, communication et médias ;
- Organisation des sessions annuelles : liens entretenus avec l'Église, préparation globale et gestion courante, préparation intellectuelle et doctrinale, conférenciers et professeurs, comptes rendus, sessions 1974-1976 ;
- Sessions exceptionnelles : Semaine sociale de France à Alger ;

- Organismes rattachés : Union d'études des catholiques sociaux, Société des amis des Semaines sociales, bulletins de liaison des organismes rattachés.
- Journées sociales : journées sociales en métropole, journées sociales dans les colonies.

7. FONDS DES PHOTOGRAPHIES (1904-1973)

- Portraits individuels, Secrétariat social du Sud-Est, Semaines sociales de France, Semaines sociales à l'étranger.

Entrée n° 2 (cote 126 II), non classé

- Dossiers de direction et de suivi d'activité établis principalement sous le directorat de Charles Maccio, sous le secrétariat de Colette Huissoud, et au début du directorat d'André Soutrenon (période 1981-1995) ;
- Fichier mécanographique des années 1960 répertoriant les activités des personnes en contact avec la Chronique sociale (classement alphabétique) ;
- Deux fichiers manuels, dont l'un a été établi et alimenté sous le directorat de Joseph Folliet ;
- Fichier manuel classé par département, répertoriant les transactions commerciales de la Chronique sociale en matière de formations, conférences, achats de livres, etc. (vers 1980).

Entrée n°3 (cote 149 II), en cours de classement

- C'est le fonds de dossiers documentaires sur les questions et institutions économiques et sociales de leur époque constitué et utilisé par les deux premiers dirigeants de la Chronique, Marius Gonin et Joseph Folliet (période 1904-1964). Les dossiers sont classés dans l'ordre alphabétique des thèmes : ils se composent de coupures de presse, tirés à part, brochures, dactylogrammes et occasionnellement de notes personnelles.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Lyon

 Chronique sociale de France
Dépôts et dons. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : en cours de classement. Importance matérielle *:* 90 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1885-1992.

Cimade - Service œcuménique d'entraide (CIMADE)

Adresse : 64, rue de Clisson, 75013 Paris
Téléphone : 01 44 18 60 50
Courriel : infos@cimade.org
Site internet : www.cimade.org

Anciens noms du producteur

Comité inter-mouvements auprès des évacués (CIMADE), 1939-1940

Historique du producteur

Création : [18 octobre 1939] ; 8 mars 1940
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 décembre 1991

Le 18 octobre 1939, à Bièvres, les dirigeants du Comité inter-mouvements de jeunesse (CIM), d'obédience protestante, créent le Comité inter-mouvements auprès des évacués (CIMADE)

pour venir en aide notamment aux populations évacuées d'Alsace et de Lorraine. Après la défaite de la France et le retour des évacués, les actions de la Cimade prennent une nouvelle direction et s'orientent vers les réfugiés rassemblés dans les camps d'internement du Sud de la France.

Après 1945, la Cimade travaille à la réconciliation, notamment en Allemagne. Par la suite, à la fin des années 1950, elle a une présence forte auprès des Algériens en France et en Algérie. Dans les années 1970, des réfugiés d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique sont venus en grand nombre. Aujourd'hui elle travaille en collaboration avec d'autres organismes à la défense des étrangers en France (réfugiés et demandeurs d'asile) et poursuit des actions de développement solidaire avec les pays du Sud et de l'Est.

Historique de la conservation

Jusqu'en 2007, les archives étaient conservées au siège national de l'association, principalement dans la cave (175 mètres linéaires) et dans le local de l'équipe Archives (12 mètres linéaires). Un travail de tri et de classement a été mené par des archivistes de l'association Génériques et par des bénévoles de la Cimade. En septembre 2007, les archives à vocation historique de l'association ont été transférées à l'ex-Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), aujourd'hui La Contemporaine. Un premier instrument de recherche est consultable sur le site de Génériques : http://www.generiques.org/activites-inventaires-sommaire-art.php?id=18

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Instances et activités ont donné lieu à de nombreux dossiers. Les papiers concernant la période 1939-1945 permettent de mieux comprendre le rôle des militants de jeunesse protestants dans la mise en place de la Cimade. Par ailleurs, le fonds renferme de nombreux papiers sur les actions de formation et d'alphabétisation.

Localisation du fonds du producteur

La Contemporaine

 Cimade, non coté
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la CIMADE.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 200 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1939-2007.

Ciné-club angevin

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le Ciné-club angevin était une association de cinéastes amateurs. Il disposait d'une salle de réunion et de projection au 49 de la rue Saint-Aubin à Angers. Affilié à la Fédération française des clubs de cinéma d'amateurs (FFCCA), il organisait et participait à des concours de scénarios, de photos (avec le ciné-club photo BULL Anjou).

Historique de la conservation

Les archives ont été trouvées dans le presbytère de Saint-Martin d'Angers par Sophie Weygand, conservateur départemental des musées, et données par le Ciné-club angevin aux Archives départementales du Maine-et-Loire le 2 juin 1995.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Fonctionnement et activités de l'association : correspondance, factures, photographies.

Archives départementales du Maine-et-Loire

 Ciné-club angevin, 119J
Don en 1995. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : en cours de classement. *Importance matérielle* : 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1952-1961.

Ciné-club carcassonnais

Association dissoute ou inactive

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 1999 aux Archives départementales de l'Aude et fait l'objet d'un classement définitif la même année.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds ne referme aucune dossier de fonctionnement et d'instances. Il est constitué essentiellement de dossiers d'activités : programmes, coupures de presse et affiches.

Archives départementales de l'Aude

 Ciné-club carcassonnais, 74J
Don en 1999. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 4 articles, 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1966-1996.

Ciné-club Les amis du 7ème art

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : vers 1985

Vers 1985, M. Eychenne, professeur de mathématiques au lycée Bellevue d'Albi et membre de l'Association culturelle tarnaise (voir notice) dont il fut le président entre 1975 et 1985, fonde une nouvelle association « Les Amis du 7ème Art », qui était affiliée à la Fédération française des ciné-clubs (FFCC).

Au début, on projetait les films dans le cinéma Vox. Puis, le ciné-club s'est rapidement s'installé dans le quartier de la Madeleine et projetait dans le Florida. Cette salle vétuste où la programmation laissait à désirer, a pourtant accueillit les belles projections du ciné-club. L'association a eu jusqu'à 500 adhérents.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2008 aux Archives départementales du Tarn par M. Eychenne.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de l'association des Amis du 7ème Art, outre les rapports financiers et autres documents concernant la gestion et l'administration de l'association, renferment des programmes annuels et des fiches de présentation des films, envoyés aux membres. À signaler aussi quelques affiches, remarquables car réalisées au pochoir et de façon artisanale par M. Eychenne lui-même.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Tarn

 Fonds de l'Association culturelle Tarnaise et du ciné-club Les amis du 7ème Art, 108J
Don en 2008. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : non communiqué. Importance matérielle *:* 84 articles, 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1968-1990.

Cinéma Lux, association d'éducation populaire

Adresse : 6 avenue Sainte-Thérèse 14000 Caen
Téléphone : 02 31 82 29 87
Site internet : http://www.cinemalux.org

Historique du producteur

La première salle du cinéma Lux est une salle paroissiale achevée en 1960, après quatre ans d'efforts de bénévoles du quartier et de compagnons bâtisseurs (voir notice) sous l'impulsion de l'abbé Villain, curé de Sainte-Thérèse à Caen (Calvados). La salle, proche de l'église, se trouve au départ au milieu des champs. Cet isolement pose au milieu des années 1960 un problème de fréquentation. L'association fait alors appel à Gilbert Benois, responsable du service contentieux au Crédit Agricole, qui transforme progressivement la programmation, l'orientant vers la recherche et l'art et essai. Cette nouvelle tendance n'est pas acceptée par une partie des fondateurs, adeptes d'un cinéma « familial ». Mais elle est soutenue par le président et la majorité des membres de l'association, Gilbert Benois. Le Lux devient alors une des principales salles d'art et essai nationales et « la référence » dans la région.

Néanmoins le cinéma connaît des hauts et des bas. L'année 1967 est si difficile qu'une assemblée générale de crise se réunit début 1968 : elle prévoit la fermeture de la salle fin juin si la fréquentation n'est pas relevée d'ici là. Arrive mai 68, et le Lux devient un des points de rencontre des étudiants qui s'installent dans les champs voisins. En raison de la grève des transporteurs, les animateurs vont chercher eux-mêmes les copies de films à Paris (quand ils ont de l'essence), les étudiants attendent leur arrivée en discutant, les ouvreuses distribuent des bonbons, etc. Le Lux devient alors le cinéma attitré des étudiants et la salle est sauvée.

À l'époque, le Lux est le seul cinéma à présenter une programmation de films d'arts et essai. La fréquentation suit une courbe ascendante jusqu'en 1982 : les 500 places du cinéma sont pleines tous les soirs.

Après une période difficile dans les années 1980, le cinéma Lux reprend des couleurs dans les années 1990. Il ouvre alors une deuxième salle en 1995 et une troisième dans les années

2000. Pour plus d'information, consulter : http://www.cinemalux.org/spip/Reperes-historiques.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Calvados.

Présentation des sources

Les archives concernent le fonctionnement et les activités du cinéma depuis 1961.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Cinéma Lux, association d'éducation populaire, 1998JP 84 et 2002JP 540
Dépôts en 1998 et 2002 Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : inventaires numériques provisoires. Importance matérielle *:* 108 articles, 29 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1961-1996.

Club Connaître et Protéger la Nature (CPN) « La Sittelle »

Adresse : CPN La Sittelle, Ancienne école, 76700 Saint-Laurent-de-Brevedent
Site internet : http://www.lasittelle.org/

Historique du producteur

Le Club Connaître et Protéger la Nature (CPN) « La Sitelle » a été fondé en 1983 dans le but de promouvoir la nature normande et de la faire connaître au plus grand nombre. Le club est affilié à la Fédération des CPN et membre du réseau Haute-Normandie Nature-Environnement (HNNE).

La Sitelle propose des actions pédagogiques pour les enfants âgés de 7 à 12 ans et, depuis 2009, pour les adultes. Elle mène aussi différentes actions en faveur de la protection de la nature normande, en faveur d'une pédagogie naturaliste. Pour cela, elle organise des sorties natures, des chantiers de plantation d'arbres, des ateliers (fabrication d'hôtel à insectes, recyclage…), des actions de nettoyage de la nature ou des moments d'observation (reconnaissance des arbres, de l'avifaune, étude du rôle des rivières et de leur biotope).

La Sittelle évolue dans une réserve naturelle de 2 hectares, appartenant à la commune de Saint-Laurent-de-Brévedent (Seine-Maritime). Le club y a aménagé un ensemble de milieux accueillants pour la faune et la flore : arboretum, mare, etc. Au sein de la réserve, elle a mis en place un parcours de visite aménagé accessible à tous et notamment aux écoles. Elle a également mis en place un sentier pédestre en milieu forestier dans les bois d'Aplemour jonché de 13 bornes. Elle organise des journées telles que les 24h de la Biodiversité, en collaboration avec le réseau des CPN de Haute-Normandie, ainsi que « Les Z'arts des bois ».

Historique de la conservation

Conservées au siège social de l'association, les archives ont fait l'objet d'un relevé en 2014 dans le cadre d'une opération menée par l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) en collaboration avec les Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

On trouve les archives d'administration et de fonctionnement (comptes rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale) et les archives liées aux activités de l'association : dossiers d'animation nature, cahiers techniques, « cahiers du jeune naturaliste », fiches pédagogiques, vidéos, campagnes éducatives, fiche de signalement, guides.

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Club Connaître et Protéger la Nature « La Sittelle », non coté
Archives privées. Communication sur demande.
Instrument de recherche : récolement sommaire disponible sur le site de l'AHPNE. Importance matérielle *:* non communiquée. *Dates extrêmes* : 1983-2020.

Club des jeunes de l'an 2000

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1969

Association loi 1901, créée en 1969 dans le cadre de l'opération « Mille clubs de Jeunes », le Club de l'an 2000 avait pour buts :

- de gérer le local-club attribué à la ville du Mans dans le cadre de l'opération « 1000 clubs de Jeunes » ;
- de permettre la fréquentation de ce local-club par les jeunes gens et jeunes filles âgés d'au moins 15 ans, aussi librement que possible, sans distinction d'origine, de mode de vie ou de goût, dans un esprit d'ouverture, de disponibilité mutuelle et de responsabilité sociale ;
- de faire du local-club un instrument de développement de la conscience sociale et du sens de la responsabilité des jeunes en leur permettant une rencontre authentique entre eux hors de la dépendance du milieu adulte, mais avec une ouverture sur lui.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Sarthe le 28 janvier 2010.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de comptes rendus d'assemblées générales, budgets, pièces comptables, dossiers de subventions, adhésions, dossiers d'activités et correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Sarthe

 Club des jeunes de l'an 2000, 116J
Don en 2010. Archives privées. Communication : non accessible avant classement.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 2,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1980-2000.

Colonie de vacances à Crouy-sur-Ourcq

Historique du producteur

La mairie du XV^{ème} arrondissement de la ville de Paris possède le château de Bellevue à Crouy-sur-Ourcq, dans le département de la Seine-et-Marne. Avant 1959, elle y organisait des colonies de vacances.

À cette date, elle décide de mettre en place, avec le ministère de l'Éducation nationale, des « classes de nature » qui sont les premières du genre pour toute la France. Jusqu'au début des années 1990, le centre de Crouy-sur-Ourcq recevait chaque année pendant la période scolaire des classes maternelles et primaires durant trois semaines, voire un mois. Jusque dans les années 1980, les élèves viennent exclusivement d'écoles du XV^{ème} arrondissement de Paris. Puis, comme les autres mairies de Paris ferment progressivement leurs classes de nature, Crouy-sur-Ourcq va accueillir des enfants provenant des autres arrondissements. En 1993, la mairie du XV^{ème} arrondissement décide de fermer le centre.

Au début des années 1950, Michèle Peyronnet est assistante maternelle pour la mairie du XV^{ème} arrondissement de Paris. Elle participe à la création des classes de nature et, de 1959 à 1993, elle est la responsable du centre de Crouy-sur-Ourcq (colonies de vacances et classes de nature).

Historique de la conservation

Le fonds était conservé à deux endroits :

- la quasi-totalité des archives se trouvait au Centre d'archives de la protection de l'enfance et de l'adolescence (CAPEA), situé dans la Bibliothèque universitaire de la ville d'Angers. Les archives étaient conditionnées dans 9 cartons de déménagement et dans un sac de sports.
- Les archives les plus riches se trouvaient chez Michèle Peyronnet qui habite à Paris (environ 0,1 mètre linéaire).

Les archives localisées à Angers ont été récolées les 17 et 18 juillet 2000. Les doubles, les factures et les bons de commande ont été éliminés (soit un peu moins d'un mètre linéaire). Les archives conservées sont conditionnées dans 7 cartons de 0,5 mètres linéaires, soit 3,5 mètres linéaires.

Après un bordereau de récolement succinct réalisé, le fonds a été transféré aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2000. Il a ensuite été rétrocédé aux Archives de Paris en 2021.

Présentation des sources

Le fonds renferme les documents relatifs au fonctionnement de la colonie et du centre de vacances entre les années 1970 et 1990.

Localisation du fonds du producteur

Archives de Paris

 Colonie de Crouy-sur-Ourcq, ex-519J
Don en 2000. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée. *Instrument de recherche :* bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 8 articles, 3,5 mètres linéaires. Dates extrêmes : 1958-1993.

Colonie scolaire - rue Amelot

Adresse : 36 rue Amelot, 75011 Paris
Téléphone : 01 47 00 54 65

Historique du producteur

Fondée en 1926 par David Rapoport et Jules Jacoubovitch, elle a pour mission la création d'écoles complémentaires pour les familles des juifs immigrés. En 1939, son dispensaire « La mère et l'enfant » et sa colonie de vacances à Berck plage (Pas-de-Calais) sont créés pour les familles en difficulté. Pendant la guerre 1949-1945, sous couvert de son œuvre philanthropique, elle cache l'activité clandestine « Rue Amelot ». Après la guerre, elle ouvre un groupe de maisons d'enfants à la Varenne-Saint-Hilaire (Val-de-Marne).

Historique de la conservation

Déposées au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), les archives ont fait l'objet d'un répertoire numérique en novembre 2002.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives concernent principalement la période de la deuxième guerre mondiale : menus, statistiques, activités, correspondance, témoignages d'enfants, comptabilité.

Localisation du fonds du producteur

Centre de documentation juive contemporaine

 Colonie scolaire - rue Amelot, DLXXXIV
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 29 articles, 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1935-1964.

Comité de coordination des associations d'échanges internationaux (CCAEI)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [1947]
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 31 octobre 1967

Créé en 1947 à l'initiative du ministère des Affaires étrangères, le CCAEI était une coordination d'associations qui proposait des échanges internationaux, stages, cours, sessions, chantiers,

etc. en France et à l'étranger. Son but était d'élaborer une politique dynamique en matière d'échanges internationaux de jeunes.

Le CCAEI aidait directement les associations membres dans leur propre domaine, contribuait à les faire participer à des groupes de travail sur les principaux sujets qui les préoccupaient et les représentait auprès des pouvoirs publics en participant aux principales commissions de travail.

En 1950, il a créé une association de soutien, Éducation et échanges (voir notice), qui s'efforçait d'animer un large mouvement en faveur de la formation et des échanges internationaux de jeunes et qui jouait le rôle d'organisme relais et de service technique.

En 1969, il a mis en place avec le Comité pour les relations internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire françaises (CRIJEF, voir notice) et le Conseil français des mouvements de jeunesse (CFMJ, voir notice), le comité pour les relations internationales des associations françaises de jeunesse et d'éducation populaire (CRIF, voir notice).

Historique de la conservation

Pour le moment, nous ne savons pas si les archives de cette association ont été sauvegardées. Dans le fonds du CNAJEP, figurent quelques dossiers d'adhésion d'associations au CCAEI qui ont ensuite adhéré au CRIF puis au Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers d'adhésion des associations au CCAEI ne sont pas complets : le fonds renferme un dossier de demande d'adhésion comprenant des documents de présentation de l'association et de la correspondance.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, 20140161 (ex 537J)
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication soumise à autorisation du CNAJEP.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le CCAEI :* 2 articles (20140161/7 et 20140161/78). *Dates extrêmes :* 1964-1969.

Comité de coordination des organisations laïques de jeunesse et d'éducation populaire (CCOLJEP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Créé en 1954, le CCOLJEP était un groupement de fait des organisations laïques de jeunesse et d'éducation populaire. Parmi ses principaux adhérents, signalons la Ligue française de l'enseignement (voir notice), Les Francs et franches camarades, plus tard appelés Les Francas (voir notice), les Centres d'entraînement aux méthodes actives (CEMÉA, voir notice) les jeunes du Syndicat national des instituteurs (SNI), la Fédération de l'éducation nationale (FEN), Peuple et culture (PEC, voir notice), les Foyers ruraux (voir notice), etc.

Lors d'une réunion le 8 décembre 1961, le CCOLJEP et l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) créèrent le Comité pour les relations internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire françaises (CRIJEF, voir notice).

Historique de la conservation

Le CCOLJEP était une coordination souple avec peu ou pas de permanent et le secrétariat était le plus souvent effectué par les associations adhérentes. Pour avoir des renseignements sur ce groupement, il faut donc consulter les archives des associations adhérentes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives des CEMÉA, de PEC et des Francas renferment des papiers sur leur participation à cette coordination pour la période entre 1955 et 1963 : comptes rendus de réunions, communiqués, correspondance, comptes rendus de réunion avec le Conseil français des mouvements de jeunesse (CFMJ, voir notice), notes manuscrites, projet de protocoles.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, association nationale, 512J
Dépôts entre 2001 et 2015. Communication libre.
Instrument de recherches : répertoire numérique. *Cotes concernant le CCOLJEP :* 512J 395.
 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Cotes concernant le CCOLJEP : 522J 388, principalement entre 1961 et 1963 (0,01 mètre linéaire).
 Les Francas, fédération nationale, 547J
Dépôt en 2007. Communication libre.
Cotes concernant le CCOLJEP : 547J 692/6, 1955-1962, principalement entre 1959-1961.

Comité de coordination pour le service civil et les volontariats (CCSC-VOLONTARIATS)

Adresse : 16 rue Jean Giono, 91000 Évry
Téléphone : 01 64 97 83 46
Courriel : volontariats@wanadoo.fr
Site internet : www.volontariats.net

Anciens noms du producteur

Comité de coordination pour le service civil (CCSC), 1972-2003

Historique du producteur

Création : [1er décembre 1972] ; 15 décembre 1972
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 24 septembre 1982

La loi du 21 décembre 1963 reconnaît aux objecteurs de conscience français le droit de cité, mais de manière extrêmement limitée et encadrée. De plus, elle n'aborde pas la question de l'organisation du service de remplacement et laisse au gouvernement une marge de manœuvre

maximale à travers les décrets d'application. À partir de 1966, des conventions sont signées entre l'État et des associations qui sont agréées à accueillir des objecteurs, comme ATD Quart-Monde, Emmaüs, Cotravaux (voir notice), etc. Cette dernière délègue rapidement la gestion administrative de ces objecteurs à d'autres associations, notamment le Service civil international (SCI, voir notice).

À la fin des années 1960, le SCI gère la majorité des dossiers d'objecteurs de conscience. En 1970-1971, c'est autour de ¾ des objecteurs qui sont accueillis par l'intermédiaire du SCI. À cet effet, il a mis en place une coordination appelée « Coordination SCI/OC », qui a un double rôle. D'une part, elle regroupe les objecteurs qui se réunissent chaque semestre en assemblée générale, et elle devient un peu le porte-parole des objecteurs. D'autre part, elle assure la gestion administrative des objecteurs par un système de « mise à disposition d'objecteurs » auprès de structures d'accueil. De nombreuses associations non agréées accueillent ainsi des objecteurs par son intermédiaire : Maisons de jeunes et de la culture, auberges de jeunesse, associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, foyers de jeunes travailleurs, etc. Si la structure d'accueil prend en charge la nourriture et le logement, le SCI conserve la responsabilité juridique et administrative (relations avec l'administration, assurance, etc.) et met sur pied des stages d'incorporation.

Craignant que cette sous-traitance paralyse son activité strictement associative et qu'elle remette en cause son indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics, le SCI cherche alors à externaliser cette activité, désormais indispensable au bon déroulement du service civil des objecteurs. C'est dans ce contexte, que différentes associations accueillant des objecteurs de conscience se réunissent dès de début de l'année 1971. Elles aboutissent à la création du Comité de coordination pour le service civil (CCSC) à la fin de l'année 1972. On compte alors une forte représentation des membres de Cotravaux puisque, parmi les huit associations élues au conseil d'administration du CCSC, 5 en sont membres. L'objectif du CCSC est de devenir l'interlocuteur et le coordinateur unique de tous les objecteurs en service civil et de toutes les associations d'accueil, tout en conservant un lien privilégié avec les pouvoirs publics.

Mais l'exacerbation des conflits entre les objecteurs et les pouvoirs publics au début des années 1970 l'empêche de jouer ce rôle. En 1972, l'État décide l'affectation autoritaire des objecteurs au sein de l'Office national des forêts (ONF) pour la première année, soumet les objecteurs à un règlement d'inspiration militaire et transfère leur gestion du ministère chargé de la Santé publique à celui chargé de l'Agriculture. Une grande majorité des objecteurs refuse ces nouvelles dispositions. Après de nombreuses hésitations, le CCSC soutient les revendications des objecteurs. Au milieu des années 1970, il se retrouve isolé : il comptait 33 associations adhérentes en novembre 1973, il n'en conserve plus que 10 en décembre 1976. En effet, il est abandonné par les pouvoirs publics puis par les associations d'accueil qui le trouvent trop militant et qui acceptent de prendre des objecteurs selon les conditions fixées par l'État. De leur côté, les objecteurs, et tout particulièrement les Comités de lutte des objecteurs (CLO, voir notice) lui reprochent une attitude trop conciliante envers l'État.

En 1977, le CCSC s'engage alors dans une refonte de sa politique et de ses actions. Il modifie alors ses statuts pour s'orienter plus vers la défense et la promotion du service civil et non plus, comme auparavant, exclusivement la défense des objecteurs.

Au début des années 1980, il participe aux négociations pour étudier la réforme du statut des objecteurs de conscience. Cela aboutit à la loi du 8 juillet 1983 qui améliore certaines dispositions contenues dans la loi du 22 décembre 1963. Le service des objecteurs de conscience n'est plus une simple tolérance, il est désormais reconnu comme une des formes légales d'accomplissement du service national et la nouvelle loi autorise la diffusion d'informations concernant l'objection de conscience.

En 2003, le CCSC change ses statuts de façon à entrer pleinement dans la nouvelle phase de développement du service civil et des volontariats ouverte de 1996 à 2002 par la longue réforme du service national. Cette refondation est l'occasion de produire un travail approfondi sur la définition de l'objet statutaire du nouveau CCSC désormais intitulé « Comité de Coordination pour le service civil et les volontariats ».

Historique de la conservation

Le fonds est entré aux Archives départementales du Val-de-Marne en 2006, après avoir été récolé par Gaëtan Sourice entre 2003 et 2005. Les archives sont constituées essentiellement de documents allant de la mise en place du CCSC au début des années 1970 jusqu'à la fin des années 1980. Les archives plus récentes sont presque exclusivement des publications.

Du fait que le CCSC est une structure légère où les permanents ont souvent changé et en raison des nombreux déménagements depuis sa création jusqu'en 1986, les archives étaient constituées de dossiers épars, souvent en état de vrac. Néanmoins, le fonds est relativement riche et permet de retracer l'histoire de cette coordination.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine. En 2015, un ensemble de 7 boites d'archives supplémentaires des années 1970 et 1980 a été collecté.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives statutaires et d'instances permettent de reconstituer la vie institutionnelle de l'association. A même été conservé un dossier de création du CCSC qui renferme des comptes rendus de réunion depuis le 4 avril 1971. Par ailleurs, le fonds renferme plusieurs dossiers (environ un mètre linéaire) sur la coordination SCI-OC qui est l'ancêtre du CCSC. Pour plus de renseignement sur cette coordination, il faut consulter les archives des Amis du Service civil international.

Le fonds comprend aussi de nombreux dossiers sur les campagnes d'actions menées par le CCSC pour défendre l'objection en général et les objecteurs en particulier : tracts, affiches, publications, correspondance, dossier individuel de défense d'objecteurs en procès. Il permet de suivre relativement bien les relations entre le CCSC et l'État dans les années 1970 et au début des années 1980, et plus exactement de mieux comprendre les relations entre les associations accueillant des objecteurs et l'État. De même, nous pouvons mieux connaître les rapports entre le CCSC, les mouvements regroupant les objecteurs de conscience et les associations qui accueillent des objecteurs.

Les archives renferment aussi une correspondance très riche entre le CCSC et des jeunes qui désirent être objecteurs et qui demandent des informations, des objecteurs insoumis, des objecteurs qui dénoncent leurs conditions de travail dans leurs structures d'accueil, etc. Ces documents permettent de mieux connaître qui sont ces objecteurs : milieu social, motivations, etc.

Les archives du CCSC constituent en plus une sorte de centre de documentation sur l'objection et les mouvements d'objecteurs : ainsi on y retrouve de nombreux tracts, affiches, photos, publications, ouvrages, périodiques réalisés par ou sur les mouvements d'objecteurs de conscience. Par exemple, on trouve des collections presque complètes de la revue *Objections* publiée par les Comités de luttes des objecteurs (CLO) et *Le journal des objecteurs* publié par le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC, voir notice), quelques numéros de *La lettre de Brignole* et de *La lettre des objecteurs*.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Comité de coordination pour le service civil, 20140185 (ex 539J)
Dépôts en 2006 et 2015. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 150 articles, 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1971-2004.

Centre de découverte de la nature (CeDeNa)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1973

Créé en 1973 au cœur du parc naturel de Brotonne, le Centre de découverte de la nature avait pour principale mission d'initier et de sensibiliser le public, et notamment les scolaires, à l'environnement en Haute-Normandie.

Responsable de la gestion de la Réserve Naturelle des Mannevilles au Marais Vernier, il avait aussi un rôle de conseil scientifique pour le parc de Brotonne en matière de gestion et d'aménagement de son patrimoine foncier.

Le centre menait des actions à caractère scientifique, en effectuant l'inventaire des ressources naturelles et ethno-biologiques du territoire du Parc Naturel, et à caractère pédagogique et d'éducation populaire en organisant des campagnes d'information et de sensibilisation (stages, expositions, conférences, sorties, publications) pour tous les publics, en formant ou en participant à la d'animateurs environnement. De manière générale, il agissait pour l'intérêt du parc ou de son patrimoine naturel, en ce qui concerne la connaissance du milieu naturel, la recherche, l'expérimentation ainsi que l'information du public.

Ses principaux domaines d'intervention étaient :

- la pédagogie de l'environnement (découvertes de milieux naturels au travers de sorties de classes, découvertes de camps nature et sport), la réalisation d'outils pédagogiques à l'intention des enseignants, l'organisation de manifestations et la mise en place du Naturalibus (bus itinérant de découverte de la nature)
- la gestion des espaces naturels, l'élaboration et la rédaction d'études portant sur l'environnement
- la création et l'animation de stages de formation

Lors de la dissolution de l'association en 2000, le Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Boucles de la Seine Normande récupère ses compétences.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de la Seine-Maritime en 2014.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est composé de dossiers d'administration, de fonctionnement et de dossiers thématiques (par activité).

L'un de ces dossiers thématiques est consacré à la Réserve Naturelle des Mannevilles anciennement gérée par l'association. D'autres dossiers renseignent sur les activités pédagogiques menées par le CeDeNa : Maison de la nature, Naturalibus, activités natures et d'initiation à l'environnement, classes vertes et stages. Il en est de même pour les activités d'ordre scientifique. Des archives traitent aussi des questions financières, de la gestion du personnel, des relations avec d'autres organismes et de la dissolution de l'association. On y trouve aussi de la documentation et des photographies.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Maritime

 Centre de découverte de la nature, 319J
Dépôt en 2014. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle :* 50 articles, 2,90 ml. *Dates extrêmes :* 1971-2002.

Comité de développement d'espaces pour le jeu (Codej)

Association dissoute ou inactive.

Historique du producteur

Création : 1971

Le CODEJ était un regroupement de bénévoles crée en 1971 autour de la question des espaces de jeu. Il est à l'origine de l'idée des terrains d'aventure en France : les pouvoirs publics lui en ont confié la gestion en 1974.
Une myriade de professionnels était mobilisée autour du Codej : universités, associations, médecins, pédagogues, universitaires, concepteurs/réalisateurs d'espaces de jeu, étudiants, paysagistes, architectes, psychiatres…
L'apparition, dans les années 1990, de nouvelles normes a entrainé la destruction de beaucoup d'aires de jeux gérés par le CODEJ.
Il cesse ses activités autour de 2005. L'association est aujourd'hui dissoute.
Le CODEJ a été hébergé quelques années au siège d'Études et Chantiers.

Historique de la conservation

Les archives, stockées dans des cartons, dans la cave d'une ancienne ferme située dans l'Orne, près d'Alençon, dans l'atelier d'une ancienne bénévole, ont été repérées à partir de 2019 et transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP fin 2021.
Les archives ont été protégées d'un effondrement survenu dans cette cave autour de l'an 2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds.

Le fonds renferme beaucoup d'éléments sur l'éducation à la nature et à l'environnement. Les thématiques couvertes sont nombreuses : enfance, aires de jeux, cours d'écoles aménagées, urbanisme, espace public, espaces verts, villes nouvelles, logement, jeux, pédagogies, sports, plein air, temps libre, loisirs, jardins et fermes pédagogiques.
Les documents en double et la documentation trop éloignée des activités de l'association ont été éliminés.
Le fonds a été collecté dans le contexte de la création d'un groupe de recherche sur les terrains d'aventure (Archives nationales / Université de Nanterre). Cette question fait l'objet d'une large enquête pluridisciplinaire qui se poursuit en 2022. Ce fonds peut justement être mis en relation avec les témoignages d'animateurs de terrains d'aventure réalisés dans le cadre de ce projet.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Comité pour le développement d'espaces pour le jeu, 609J
Don en 2021. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle 9,5 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1952-2005.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Centre d'entrainement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), 512J
Cote concernant le CODEJ : 512J 390

Comité de gestion des équipements socioculturels de l'agglomération de Laval (ESCAL)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1973

L'ESCAL a été créé en 1973 par la ville de Laval et la Caisse d'allocations familiales de la Mayenne afin de coordonner les activités socioculturelles de l'agglomération de Laval. Ses statuts ont été déposés à la préfecture le 28 mai 1973. Il avait pour but :

- de gérer les centres socioculturels et les Mille Clubs de jeunes de la ville de Laval ;
- de coordonner l'action des différents partenaires de l'action sociale et culturelle œuvrant dans l'agglomération de Laval ;
- d'effectuer études et recherches dans ce domaine.

L'ESCAL était affilié à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (voir notice).

Il était présidé par le maire de Laval, le président délégué était un adjoint au maire et le vice-président, le président de la Caisse d'allocations familiales. L'association, dont l'activité cessa au 31 décembre 1992, fut dissoute par l'assemblée générale extraordinaire du 22 avril 1993. D'autres lieux de concertation et de réflexion ont pris le relais notamment autour du développement social des quartiers. La mairie a pris en charge directement la gestion des centres sociaux qui sont devenus des maisons de quartier.

Historique de la conservation

Les archives de l'ESCAL étaient conservées dans différents bâtiments municipaux notamment à son siège social (1 rue Prosper-Brou à Laval), qui est devenu une annexe des archives municipales ainsi que dans des maisons de quartiers.

Les archives sont entrées aux Archives municipales de Laval par versement des services « Vie des quartiers » puis « Animation territoriale », ces services ayant repris les attributions de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

On y trouve les actes de la vie d'une association : comptes rendus d'instance (assemblée générale, conseil d'administration), budgets et comptes, dossiers individuels des salariés, dossiers relatifs à l'activité des centres socioculturels, études, rapports et dossiers relatifs aux relations entretenues avec d'autres organismes.

À noter que le fonds d'archives renferme dossiers de la Fédération lavalloise des centres sociaux (1969-1973).

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Laval

 Comite de gestion, 15S
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Importance matérielle : 19 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1973-1992.

Comité de liaison des écoles de moniteurs éducateurs (CLEME)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 28 septembre 1968

Le Comité de liaison des écoles de moniteurs-éducateurs (CLEME) est fondé en assemblée générale constitutive le 28 septembre 1968. Le comité défend principalement la création d'un nouveau diplôme, le certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur-éducateur, afin de permettre l'accès à cette fonction de personnes motivées malgré des difficultés aux cours de leurs études. La création du diplôme de moniteur-éducateur intervient officiellement en 1970. Par ailleurs, le CLEME a pour objectif la coordination des écoles de formation des moniteurs-éducateurs et anime une action politique et pédagogique concertée sur ces questions.

Jacques Gauneau (1926-2017, voir notice) est un des principaux fondateurs du CLEME, dont il assure également la présidence pendant trois années.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé à la Bibliothèque universitaire d'Angers dans le cadre du CNAHES, puis aux Archives nationales du Monde du Travail (ANMT) à Roubaix en 2002 avant de rejoindre les Archives Nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine fin 2014.

Présentation des sources

Niveau de description : sous-fonds

Le fonds renseigne la création et l'organisation du CLEME. Il comprend des archives des assemblées générales de 1972 à 1980. Le fonds traite aussi des rapports du CLEME avec la Fédération nationale des comités d'entente et de liaison des instituts de formation de travailleurs sociaux (née en 1972).

Un ensemble rend compte des activités de l'association de 1970 à 1980 : participation au Centre technique national pour l'enfance et l'adolescence inadaptées (CTNEAI) et au Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations (CTNERHI), participation au Comité d'entente des écoles d'éducateurs spécialisés (CEES), sujets d'examens, conventions de stages et journées d'études (Marly en 1976 et Castille en 1977). Des archives relatives aux budgets des écoles, bourses, revendications des élèves et écoles

d'outre-mer seront communicables en 2030. On y trouve aussi de la correspondance et de la comptabilité.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Comité de liaison des écoles de moniteurs éducateurs (CLEME), 208 AS (XVII)
Dépôt en 2002. Archives privées. Communication libre selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire détaillé. *Importance matérielle* : 2,25 ml, 27 boîtes d'archives. *Dates extrêmes* : 1968-1983.

Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion (CLP)

Adresse : 35 rue de Chanzy, 75011 Paris
Téléphone : 01 55 25 22 00
Courriel : info@clp.asso.fr

Historique du producteur

Création : 7 mai 1980

Créé en 1980, le CLP est une association regroupant un réseau national de 80 organismes de formation qui interviennent dans le champ de la formation et de l'insertion des publics en difficulté. Il a pour objectif l'élaboration de politiques de formation et d'actions innovantes, la professionnalisation des acteurs et le développement de partenariats. À cette fin, il organise des rencontres entre les différents organismes adhérents, formalise et capitalise les expériences du réseau sous forme de publications et anime un conseil technique et pédagogique. Il gère par ailleurs la diffusion de l'information à travers une mission de veille informatique et de documentation.

Historique de la conservation

Dans le cadre de la campagne de dépôt des fonds d'archives de l'immigration initiée par Génériques, en collaboration avec le Service interministériel des Archives de France (SIAF), les archives du CLP ont été déposées en deux fois aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis. Un premier dépôt de 50 mètres linéaires a été réalisé le 13 septembre 2007 et un second de 20 mètres linéaires le 7 avril 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives du CLP retracent l'histoire de la formation des migrants depuis la fin des années 1970 avec les premières Rencontres inter-organisations (RIO) à Metz en 1976, où la question de l'alphabétisation était prédominante, jusqu'aux années 2000 où le concept de préformation des migrants a cédé la place à celui de la réinsertion et de l'aide aux publics en difficulté. Ces archives sont une source précieuse pour retracer ces évolutions : les bilans financiers témoignent de l'engagement des pouvoirs publics et de ses priorités.

Quant aux comptes rendus des RIO, ils reflètent parfaitement les interrogations des associations d'alphabétisation et de formation. Les fichiers des adhérents constituent également une source à ne pas négliger, car ils renseignent sur le dynamisme associatif à l'échelle nationale et sur l'évolution du réseau du CLP. Ces fichiers étant parfois constitués de

dossiers sur les activités de l'association adhérente, ils permettent de retracer l'histoire d'associations aujourd'hui disparues comme par exemple le CLAP.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion, 325J et 404J
Dépôts en 2007 et 2009. Archives privées. Communication soumise à autorisation du CLP.
Instruments de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 70 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1970-2000.

Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [6 décembre 1967] ; 16 mai 1968
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 28 mars 1973

Au début de l'année 1966, un petit groupe de représentants de la commission « Alphabétisation » de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) engage une réflexion pour une meilleure collaboration entre les organismes d'alphabétisation et les associations. En juin de la même année, les représentants de plus de trente associations réunis lors d'une réunion d'information décident de mener quelques actions avant de définir une politique commune. Ils lancent donc une campagne de presse afin de recruter des moniteurs, ainsi qu'un recensement des cours existant en région parisienne et des méthodes utilisées.

Le 6 décembre 1967 se tient l'assemblée générale constitutive du Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP) qui se fixe comme objectifs de :

- regrouper et coordonner les efforts des associations adhérentes ;
- faciliter les échanges d'information et d'expérience entre tous les groupes poursuivant les mêmes buts : susciter partout où le besoin se fait sentir des centres d'alphabétisation et de promotion ;
- être un centre de recherche et d'information sur les méthodes pédagogiques et les moyens didactiques appropriés : commissions de travail, publications, stages de formation de formateurs ;
- contribuer à une meilleure connaissance des problèmes socioculturel des migrants et éveiller l'opinion publique à leurs problèmes ;
- démarcher les pouvoirs publics et autres partenaires ;
- inciter à la création de comités régionaux.

Dans les années 1970, le CLAP a fait partie du « collectif des 45 » qui est à l'origine de la réflexion sur l'alphabétisation. Le CLAP était adhérent au Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté d'insertion (CLP, voir notice) et s'occupait plus d'alphabétisation tandis que le CLP était plus tourné vers la préformation. Contrairement au CLP, il regroupait des associations plus petites, était plus marqué idéologiquement et plus militant.

À la fin des années 1980, les délégations régionales du CLAP se constituent en association loi 1901. Dans la continuité de ce mouvement et alors que le CLAP fête ses 25 ans d'existence, le Fonds d'action sociale (FAS) demande en 1993 la constitution d'associations régionales autonomes juridiquement et économiquement.

Au milieu des années 1990, la nouvelle organisation du CLAP rencontre des difficultés croissantes. Le FAS, après avoir poussé à la régionalisation, retire peu à peu son soutien à la structure nationale qui est contrainte au dépôt de bilan en novembre 1995.

Historique de la conservation

Les archives du CLAP national ne semblent pas avoir été sauvegardées au moment de la disparition de l'association.

Néanmoins, il est probable que des archives de l'association sont conservées dans le fonds de l'association CLAP Ile-de-France (CLAP IDF, voir notice) récolé par Génériques et déposé aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Y figurent au moins des publications de l'association nationale depuis le début des années 1970 : la revue *Alphabétisation et promotion* (1971-1985) puis *La lettre du CLAP. Alphabétisation et promotion* (1988-1995).

Sources complémentaires

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion-Ile-de-France, 326J et 342J.
Dépôts en 2007 et 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement pour le 342J et répertoire numérique pour le 326J. *Cotes concernant le CLAP :* essentiellement le périodique du CLAP national de 1971 à 1995.

Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion Ile-de-France (CLAP IDF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 13 décembre 1993

Le CLAP IDF était une association adhérente du Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (voir notice). Dès la deuxième moitié des années 1970, le CLAP s'est progressivement régionalisé en créant des délégations régionales et des comités régionaux regroupant les associations membres, notamment en Ile-de-France (Paris) dès 1978. Mais le CLAP Ile-de-France n'a été déclaré en préfecture comme association loi 1901 qu'en 1993. Il a poursuivi ses activités jusqu'en juin 2002, soit plusieurs années après le dépôt de bilan du CLAP national en 1995.

Historique de la conservation

En 2003, les archives du CLAP Ile-de-France ont été sauvegardées au moment de sa fermeture dans deux endroits différents. Une partie des archives a été récupérée par le Comité de liaison pour la promotion des migrants et des publics en difficulté (CLP), l'autre a été transférée dans les locaux de l'association Génériques qui a réalisé un récolement de ces archives en 2007.

Dans le cadre de la campagne de dépôt des fonds d'archives de l'immigration initiée par Génériques, en collaboration avec le Service interministériel des Archives de France (SIAF), le fonds du CLAP IDF a été transféré aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis en juin 2008.

Les archives couvrent une période allant de 1968 à 2002. Elles représentent un volume de 38,5 mètres linéaires : le premier dépôt est coté 326J (2,5 mètres linéaires) ; le second est coté 342J.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives du CLAP IDF sont presque complètes, à l'exception de quelques documents pris par le liquidateur judiciaire. Le fonds renferme non seulement les archives de l'association régionale mais également les dossiers produits par la délégation régionale Ile-de-France depuis 1978. À noter qu'il existe des documents antérieurs : des listes de stagiaires datant de 1975.

Les dossiers concernent la création, l'administration, la composition et le fonctionnement du CLAP IDF, les activités de formation et de coordination, les actions de recherche et d'expérimentation, les autres interventions et l'organisation de manifestations publiques, des publications et de la documentation.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion - Ile-de-France, 326J et 342J
Dépôts en 2007 et 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement pour le 342J et répertoire numérique pour le 326J. Importance matérielle *:* 38,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1968-2002.

Comité de soutien aux objecteurs de conscience (CSOC) de Corbeil-Essonnes

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

En octobre 1968, pour la première fois depuis la loi du 21 octobre 1963 reconnaissant de manière très limitée l'objection, six objecteurs sont appelés à comparaître devant le tribunal permanent des forces armées. Les objecteurs plaident l'incompétence des tribunaux militaires, en vain : ils sont condamnés à six mois de prison avec sursis. L'épreuve de force commence alors : des objecteurs se mettent en grève par solidarité et se créent des Comités de soutien aux objecteurs de conscience (CSOC) qui organisent des réunions publiques, des manifestations, des distributions de tracts, etc.

Alors que le Secrétariat des objecteurs de conscience (SOC), créé vers le milieu des années 1960, n'avait pour but que d'informer et d'orienter les objecteurs en fonction de leur statut et des possibilités légales qui leur étaient proposées, les CSOC dotaient les objecteurs d'organes de défense légaux.

Nous ne connaissons pas l'histoire du CSOC de Corbeil-Essonnes, si ce n'est qu'il a existé au moins au milieu des années 1970.

Historique de la conservation

Dans les archives déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP par le Comité de coordination pour le service civil figurait un cahier renfermant des notes de réunion et la situation des recettes et des dépenses de ce comité de soutien.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Comité de coordination pour le service civil, 20140185 (ex 539J)
Dépôt en 2006. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 1 article (20140185/9_4), 0,01 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1974-1975.

Comité de soutien aux objecteurs de conscience d'Évry

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

En octobre 1968, pour la première fois depuis la loi du 21 octobre 1963 reconnaissant de manière très limitée l'objection, six objecteurs sont appelés à comparaître devant le tribunal permanent des forces armées. Les objecteurs plaident l'incompétence des tribunaux militaires... en vain : ils sont condamnés à six mois de prison avec sursis. L'épreuve de force commence alors : des objecteurs se mettent en grève par solidarité et se créent des Comités de soutien aux objecteurs de conscience (CSOC) qui organisent des réunions publiques, des manifestations, des distributions de tracts, etc.

Alors que le Secrétariat des objecteurs de conscience (SOC), créé vers le milieu des années 1960, n'avait pour but que d'informer et d'orienter les objecteurs en fonction de leur statut et des possibilités légales qui leur étaient proposées, les CSOC dotaient les objecteurs d'organes de défense légaux.

Nous ne connaissons pas l'histoire de ce comité si ce n'est qu'il a existé au moins entre 1971 et 1979.

Historique de la conservation

Dans les archives déposées par le Comité de coordination pour le service civil (CCSC, voir notice) aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine dans le cadre du PAJEP, figurent quelques pièces concernant ce comité.

Présentation des sources

Niveau de description : sous-fonds

Si les pièces concernant ce comité ne dépassent pas 0,1 mètre linéaire et si la majorité des documents sont datés de 1977 à 1979, ce dossier est néanmoins très intéressant : registre de notes manuscrites des réunions (avril 1977-novembre 1979, dossier « Info-Mairie » (interpellation des maires de l'Essonne sur la nécessité d'informer les jeunes sur l'objection de conscience), dossier de solidarités avec les objecteurs de conscience insoumis en procès (sur toute la France), dossier sur les incorporations d'objecteurs en France (insoumis, affectés : liste avec lieu d'affectation), fiches d'inscription pour un réseau départemental de solidarités (sans date), lettres d'objecteurs, dossier de relations avec les autres groupes d'objecteurs de conscience, dossier sur « Une marche internationale antimilitariste » : historique, notes, tracts (1979).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Comité de coordination pour le service civil, 20140185 (ex 539J)
Dépôt en 2006. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 1 article (20140185/6), 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1971-1979.

Comité départemental de la vie associative (CDVA) de Belfort

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1960

Le comité départemental de la vie associative (CDVA) de Belfort est une association créée pour appuyer les projets associatifs comme prestataires de service et pour faciliter les projets interassociatifs.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales du Territoire de Belfort.

Présentation des sources

Le fonds renferme de la correspondance, des pièces comptables récapitulatives, des comptes rendus d'assemblée générale et de conseil d'administration ainsi que des documents relatifs à la gestion du personnel et des bâtiments.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Territoire de Belfort

 Comité départemental de la vie associative (CDVA) de Belfort, 62J
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle : 5 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1961-1990.

Comité français du cinéma pour la jeunesse (CFCJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 16 janvier 1947
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 3 septembre 1947

Créé en à la fin de l'année 1946 par Charles Dautricourt (voir notice) et Maurice Hiléro, le Comité français du cinéma pour la jeunesse a pour objectif de sélectionner, promouvoir et diffuser des films pour les enfants. Ses fondateurs sont issus du milieu du cinéma et de l'éducation populaire. Charles Dautricourt en assure le secrétariat général, Henri Wallon est président, M. Lebrun, M. Lahy-Hollebecque et Roger Blanc, vice-présidents, Raoul Dubois, secrétaire, Maurice Théry, trésorier, Maurice Hiléro, archiviste. Son siège social se trouve

d'abord 2 rue Monceau à Paris, puis au domicile de Charles Dautricourt, 6bis rue de Fourcroy à Paris.

Dans l'article paru en novembre 1946 dans la revue *Masques*, Charles Dautricourt pose les bases du CFCJ. Il salue les actions de Sonika Bo et de Marie Lahy-Hollebecque qui travaillent depuis de nombreuses années à la promotion du cinéma pour les enfants avec le Club Cendrillon, actif depuis 1932, et Ciné-jeunes, créé en 1936 dont il se revendique. Il propose de renforcer ces actions en créant un comité d'études réunissant producteurs, auteurs, réalisateurs, exploitants, distributeurs et de soutenir plusieurs mesures comme l'interdiction de l'entrée dans les salles d'adultes aux enfants non accompagnés, la création d'une production pour les jeunes, le développement des échanges internationaux de films.

La naissance du CFCJ à cette époque n'est pas due au hasard. Dans le contexte de sortie de la Seconde guerre mondiale, plusieurs mouvements d'éducation populaire réfléchissent à la place de l'enfant dans la société et souhaitent le préserver des violences contemporaines. Le manifeste du Comité paru en 1947 expose les raisons de sa création : « C'est pour réduire le mal, lui substituer des éléments d'activité normale et joyeuse que le CFCJ s'est constitué ». Et les buts affichés sont de : « délimiter les différents domaines de cinéma par catégories d'âges et de mentalités, et (…) montrer qu'à chaque étape de la croissance humaine correspondent des thèmes ainsi que des formes d'art et de présentation appropriés ». Dans la continuité, la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse confie son application à une commission de surveillance et de contrôle.

Pour contrebalancer l'industrie cinématographique commerciale, le CFCJ propose une alternative en recherchant des films au format plus court, des documentaires, des films comiques et en promouvant des films étrangers – danois, allemands, soviétiques, polonais. Parmi eux, *Emil et les détective*s en 1947, *Les enfants du Capitaine Grant* en 1947 ou *Ces sacrés gosses* en 1948.

En septembre 1947, le CFCJ organise dans le cadre du festival de Cannes une Journée internationale du cinéma pour la jeunesse avec la participation du directeur du CNC, de Henri Wallon et de Marie Lahy-Hollebecque, la fondatrice de Ciné-jeunes. L'association anime une séance type pour la jeunesse avec la projection de films et propose une exposition au casino de Cannes intitulée « Le cinéma et la jeunesse ».

En janvier 1951, le CFCJ publie le premier bulletin de Ciné-jeunes et du CFCJ, *Ciné-Jeunes*, en accord avec la Ligue de l'enseignement. La direction de la publication est assurée par Marie Lahy-Hollebecque, Charles Dautricourt en est le secrétaire de rédaction. Au décès de sa directrice en 1957, Charles Dautricourt en reprend la direction. Maurice Hilléro, Jacqueline Lajeunesse, Raoul et Jacqueline Dubois participent activement au comité de rédaction. La revue sera hébergée au domicile des Dubois à Paris.

Dans les années 1960, l'association souhaite étendre et pérenniser son action. Des comités régionaux du cinéma pour la jeunesse ou des ciné-clubs de jeunes voient le jour auxquels le CFCJ propose des locations de films grâce à la cinémathèque constituée par Charles Dautricourt installée à son domicile, rue de Babylone à Paris. Le CFCJ met aussi en place des séances régulières le dimanche au cinéma le Marignan, avenue des Champs-Élysées, à Paris, des projections annuelles de films intitulées « Banc d'essai » avec le concours de l'Institut pédagogique national et une grande journée du cinéma pour la jeunesse en 1964 avec des projections dans des salles parisiennes et en Ile-de-France. Au décès de Marie Lahy-Hollebecque, le Comité crée un prix portant son nom, décerné chaque année à un film pour la jeunesse.

Les activités du CFCJ diminuent dans les années 1980. La publication de *Ciné-jeunes*, elle, s'interrompt en 1989.

Historique de la conservation

Les archives du CFCJ semblent avoir disparu lors de la cessation progressive de ses activités dans les années 1980. Néanmoins, des documents concernant cette association figurent dans les fonds de trois militants de cette association : Charles Dautricourt (voir notice) et Jacqueline et Raoul Dubois (voir notice).

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Dautricourt Charles, 560J
Don en 2008 et 2018. Archives privées. Communication libre sauf dossiers touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CFCJ* : 560J 1-2 (soit 0,02ml, 1947-1964).

 Dubois Raoul et Jacqueline, 561J
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CFCJ* : 561J 13-19 (soit 1 mètre linéaire, 1947-1990).

 Fédération nationale des Francas, 547J
Dépôt en 2006. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le CFCJ* : 547J 1186-1189, 1201 (soit 0,05ml, 1943-2007).

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), 512J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CFCJ* : 512J 388 (soit 0,01 mètre linéaire, 1961-1993).

 Revues de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire provenant de l'INJEP, 568J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre
Instrument de recherche : bordereau de récolement. C*otes concernant le cinéma pour la jeunesse* : 568J 39 (soit 0.01ml, 1954-1959).

 Macé Christiane, 515J
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : Répertoire numérique. *Cotes concernant le CFCJ* : 515J 23 (soit 0.01ml, 1969-1989).

 Entretien filmé avec Jean-Jacques Mitterrand, ancien directeur de l'Union française du film pour l'enfance et la jeunesse (UFFEJ), 1AV 588-590
Versement en 2014. Archives publiques. Communication libre.
Cotes concernant le CFCJ : 1AV 590.

 Conférences de Jean-Jacques Mitterrand et Léo Souillés-Debats sur les ciné-clubs à l'occasion de l'assemblée générale de l'Association des déposants aux archives de la jeunesse et de l'éducation populaire (ADAJEP) en 2013 : enregistrements sonores, 18AV 70
Archives publiques. Communication libre.

Comité national des institutions de loisirs et de culture populaire (CNILCP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Créé à la fin des années 1940 ou au début des années 1950, ce comité regroupait des associations d'éducation populaire comme Peuple et culture (PEC, voir notice), Travail et culture (TEC, voir notice), Tourisme et travail (TT, voir notice), la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice), la Fédération nationale des centres musicaux ruraux (FNCMR, voir notice), les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice), etc. Le 14 janvier 1955, le président du CNILCP, Maurice Delarue (voir notice), également responsable de Travail et culture, écrivait à Peuple et culture que le comité ne s'était pas réuni depuis longtemps.

Historique de la conservation

Pas de trace du fonds, néanmoins des papiers ont été conservés pour la période 1950-1960 par une des associations adhérentes, Peuple et culture : liste des membres, notes dactylographiées, résolution, compte rendu de réunion, correspondance.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J.
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CNILCP :* 522J 390 (1950-1955).

Comité national pour la défense et le développement des crédits de l'enseignement et de la culture

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Comité de liaison contre la réduction des crédits de l'éducation nationale, de l'enseignement technique, de la jeunesse et des sports, 1950-1952

Historique du producteur

Création : avril 1950

Ce regroupement de fait a été créé en 1950 par des syndicats de salariés et des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire pour protester contre les réductions budgétaires du ministère chargé de la Jeunesse et de l'Éducation populaire.

Parmi les organisations adhérentes figurent la Confédération générale du travail (CGT), l'Union patriotique des organisations de la jeunesse (UPOJ, voir notice), le Conseil protestant de la jeunesse (CPJ, voir notice), Tourisme et travail (TT, voir notice), l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), les Vaillants et les vaillantes (voir notice), la Fédération française

des MJC (FFMJC, voir notice), l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice), l'Institut de culture ouvrière (ICO, voir notice), la Fédération française des étudiants catholiques, Peuple et culture (PEC, voir notice), etc. Dès 1952, ce comité s'essouffle et il disparaît probablement en 1953.

Historique de la conservation

Pas de trace du fonds, néanmoins, une de ses associations adhérentes, Peuple et culture, a conservé des pièces très intéressantes entre 1950 et 1953 : correspondance, motions, comptes rendus de réunions.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le producteur :* 522J 390 (1950-1953).

Comité pour les relations internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire françaises (CRIJEF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1961
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 19 mai 1963

Le CRIJEF est né le 8 décembre 1961 d'une réunion initiée par le Comité de coordination des organisations laïques de jeunesse et d'éducation populaire (CCOLJEP, voir notice) et par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), à laquelle participaient environ 25 organisations. Quelques mois plus tard, 42 mouvements en font partie : Ligue française de l'enseignement (voir notice), Francs et franches camarades (voir notice), UNEF, Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice), La vie nouvelle (voir notice), Alliance des équipes unionistes de France (AEUF, voir notice), etc.

Le CRIJEF est placé sous le haut patronage de la Commission française pour l'Unesco. Jusqu'en juillet 1962, le comité est un regroupement de fait, il n'a pas de personnalité juridique. Afin de pouvoir recevoir des subventions du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, il crée alors l'Association de soutien du CRIJEF qui est officiellement déclarée fin 1962-début 1963.

Avec deux autres coordinations, le Comité de coordination des associations d'échanges internationaux (CCAEI, voir notice) et le Conseil français des mouvements de jeunesse (CFMJ, voir notice), il fonde en 1969 une coordination qui a pour objet d'organiser en commun l'action des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire français au plan international : Comité pour les relations internationales des associations françaises de jeunesse et d'éducation populaire (CRIF, voir notice). Si le CCAEI et le CFMJ continuent à exister parallèlement au CRIF, le CRIJEF se dissout à cette époque.

Historique de la conservation

Même après la création de l'association de soutien au CRIJEF, ce comité est resté une structure légère avec peu ou pas de permanent, et il n'a probablement produit que peu d'archives. Le lieu de conservation des dossiers lors de la dissolution du CRIJEF en 1969-1970 n'est pas repéré à ce jour mais il semble qu'une partie du fonds a été récupérée par le CRIF, ce qui expliquerait pourquoi quelques dossiers sont aujourd'hui conservés dans le fonds du Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP, voir notice), qui a absorbé le CRIF en 1974. Ces archives ont été déposées en 2003 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives du CRIJEF conservées dans le fonds du CNAJEP sont principalement des dossiers d'activités : études réalisées par le CRIJEF (1964-1966), échanges bilatéraux avec la République fédérale d'Allemagne (RFA), la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie (1967-1969). Elles comprennent aussi des papiers concernant ses relations avec la *World assembly of youth* (WAY ou Assemblée mondiale de la jeunesse) : études, correspondance, comptes rendus de réunions, rapports (1963-1969). Le CRIJEF n'en était pas membre mais observateur et à ce titre a participé à la 4e assemblée générale de la WAY en 1965. Figurent aussi des documents intéressants sur sa participation au *Council of european national youth committees* (CENYC ou Conseil européen des comités nationaux de jeunesse) entre 1963 et 1969. On note enfin l'existence d'archives concernant la création du CRIF en 1969 et le suivi des associations adhérentes (demande d'adhésion, documents de présentation des associations, correspondance).

Néanmoins, les dossiers du CRIJEF dans le fonds du CNAJEP ne sont pas complets concernant les activités et ils ne renferment presque pas d'éléments concernant le fonctionnement et les instances de ce comité. C'est pourquoi les archives des associations adhérentes au CRIJEF constituent une source indispensable.

Les mouvements qui renferment les éléments les plus intéressants sont :

- Alliance des équipes unionistes de France (AEUF) : correspondance, notes, rapports, comptes rendus d'activités et d'instance entre 1962 et 1968 ;
- Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA) entre 1962 et 1967 ;
- Francas : activités (correspondance, comptes rendus de voyage, notamment en Grande-Bretagne, accueil d'une délégation soviétique) entre 1963 et 1966, fonctionnement (comptes rendus de réunion) en 1963 ;
- Peuple et culture (PEC) : quelques pièces comprenant des comptes rendus de réunions, des notes dactylographiées et manuscrites, des rapports et des correspondances entre 1962 et 1963.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

• Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, 20140161 (ex 537J)
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication soumise à autorisation du CNAJEP.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 10 articles (20140161/7, 14_1, 78, 93_3, 121_3, 129, 130, 245, 246, 258_3), 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1963-1969.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CRIJEF :* 522J 390.
 Fédération nationale des Francas, 547J
Dépôt en 2007. Communication libre. *Cotes concernant le CRIJEF :* 547J 670/13 (1963), 757/5 (1965-1966), 761/3 (1966), 776/6 (1963).
 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 512J.
Dépôts entre 2001 et 2015. Communication libre. *Cotes concernant le CRIJEF*: 512J 798 (1962-1967).

Société d'histoire du protestantisme français

 Alliance des équipes unionistes de France, 024Y
Don. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CRIJEF :* 024Y 48 (1962-1968) ; 49 (1967).

Comité pour les relations internationales des associations françaises de jeunesse et d'éducation populaire (CRIF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [21 octobre 1969] ; 9 janvier 1970
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 5 mai 1970

Le 21 octobre 1969, au Foyer international d'accueil de Paris (FIAP), 45 personnes sont réunies, représentant 63 associations. Elles souhaitent constituer un nouveau regroupement : le Comité pour les relations internationales des associations françaises de jeunesse et d'éducation populaire (CRIF). En fait trois comités sont à l'initiative de ce regroupement désigné comme « comité unique » : le Conseil français des mouvements de jeunesse (CFMJ, voir notice), le Comité de coordination des associations d'échanges internationaux (CCAEI, voir notice) et le Comité pour les relations internationales des mouvements de jeunesse et d'éducation français (CRIJEF, voir notice).

Quatre objectifs sont annoncés dans l'article 2 des statuts :

- organiser l'accueil des délégations étrangères des mouvements de jeunesse et d'éducation qui ont manifesté le désir d'entrer en rapport avec l'ensemble des mouvements français de jeunesse et d'éducation populaire ;
- représenter devant les pouvoirs publics l'ensemble des mouvements en matière de relations internationales communes ;
- étudier toutes les questions qui se rapportent à la connaissance des mouvements étrangers de jeunesse et d'éducation populaire et, d'une manière générale, tout problème connexe ;
- prendre toutes initiatives en ce qui concerne ces relations.

Dès 1971, des liens se tissent avec le Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP, voir notice). En 1974, le CNAJEP, qui reste toujours une association de fait non déclarée, absorbe le CRIF qui continue d'exister en tant qu'association loi 1901. Le CRIF devient un des outils techniques du CNAJEP, plus précisément il est la section internationale du CNAJEP qui change de nom : Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire. L'adhésion au CRIF est jumelée avec l'adhésion au CNAJEP. En 1991, après une modification des statuts, le CNAJEP s'installe dans la coquille juridique du CRIF qui disparaît en tant que tel.

Historique de la conservation

Les archives du CRIF étaient conservées au siège social du CNAJEP. Elles ont fait l'objet d'un bordereau de récolement détaillé avant d'être transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2004.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La majeure partie des archives concerne la période 1969-1974, sauf pour les documents comptables récapitulatifs et les dossiers de subventions qui vont jusqu'à la fin des années 1980. Après le milieu des années 1970, les archives des actions internationales figurent dans le fonds du CNAJEP. Étant donné les liens avec le CNAJEP, il est d'ailleurs nécessaire de consulter les archives de cette coordination pour mieux saisir le fonctionnement et les actions du CRIF.

Le fonds comprend des dossiers relativement riches sur la création, sur les instances et sur les actions du CRIF, particulièrement concernant les relations et actions avec l'Allemagne et l'Europe. À noter aussi deux dossiers très documentés déposés par Gérard Muller, membre du comité exécutif du CRIF dès sa création et secrétaire général à partir de décembre 1972 : correspondance, notes dactylographiées et manuscrites, comptes rendus de réunions.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

• Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (archives du CRIF), 20140161 (ex 537J)
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication soumise à autorisation du CNAJEP.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 26 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1969-1974.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant le CRIF :* 20140166/16_5 (1971-1973).
• Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, 20140161 (ex 537J)
Dépôt en 2003. Communication soumise à autorisation du CNAJEP.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le CRIF :* principalement les articles concernant les actions internationales.

Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP)

Adresse : 15 passage de la Main d'Or, 75011 Paris
Téléphone : 01 40 21 14 21
Courriel : cnajep@cnajep.asso.fr
Site internet : http://www.cnajep.asso.fr/

Anciens noms du producteur

FIAP - Collectif des associations, 1968
Comité de coordination des associations de jeunesse et d'éducation populaire, juillet 1968
Conseil national provisoire des mouvements et associations de jeunesse et d'éducation populaire, décembre 1968
Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP), 1969-1974

Historique du producteur

Création : [27 mai 1968]

Dans le cadre du mouvement de mai 1968, 73 associations réunies au Foyer international d'accueil de Paris signent un texte appelé la « Déclaration du 27 mai ». Ce texte énonce une philosophie d'action et propose un programme défendant « la nécessité d'une éducation globale et permanente, qui entraîne la reconnaissance d'un domaine de l'Éducation populaire et du développement culturel ». Pour soutenir cette déclaration se constitue un collectif des associations qui prend pour nom « Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire » lors de l'assemblée plénière du 15 janvier 1969.

Association de fait en 1968, le CNAJEP ne se déclare association de droit qu'en 1991. Au départ, sa sphère d'action est limitée au plan national. Il existe depuis 1969 une coordination déclarée association loi 1901, qui regroupe des associations œuvrant dans le champ international et qui a pour nom Comité pour les relations internationales des associations françaises de jeunesse et d'éducation populaire (CRIF, voir notice). En 1974, le CNAJEP absorbe le CRIF qui devient en quelque sorte la branche internationale du CNAJEP. Celui-ci reste néanmoins toujours une association de fait non déclarée. La même année, il crée le Bureau d'études de la jeunesse et de l'éducation permanente (BEJEP, voir notice) qui est une association déclarée loi 1901 et qui est une structure relais, un support logistique et technique pour assurer la gestion des deux coordinations.

En 1987, après une crise financière qui voit la démission de 33 mouvements, le BEJEP est dissout et l'unité CNAJEP-CRIF réaffirmée. En 1991, après une modification des statuts, le CNAJEP s'installe dans la coquille juridique du CRIF, le CRIF disparaît en tant que tel.

Le CNAJEP est aujourd'hui le « Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire ». Composé d'un peu plus de 70 associations, c'est un collectif qui se veut ouvert à un large horizon de familles de pensée. Le CNAJEP veut encourager la concertation à tous les échelons du territoire. Les Coordinations régionales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CRAJEP, ARDEVA, FSVPA), homologues du CNAJEP, sont des partenaires privilégiés. Au niveau national, le CNAJEP travaille en lien avec les organisations de jeunesse politiques, syndicales et étudiantes et avec le Conseil national de la jeunesse. Au niveau européen, le CNAJEP est membre du Forum européen jeunesse qui regroupe plus de 90 comités de jeunesse européens et organisations internationales non gouvernementales de jeunesse.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège national de l'association au 15 passage de la Main d'or, dans le 11e arrondissement à Paris. Après avoir été récolées au printemps 2004, les archives à vocation historique de l'association antérieures à 2000 ont été transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP à la fin de la même année.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour comprendre le fonctionnement et les actions de cette coordination, il est indispensable de consulter les archives du BEJEP et du CRIF qui étaient conservées au siège national de l'association et qui sont entrées au PAJEP en même temps que l'ensemble des archives du CNAJEP.

Pour la période avant 1974, et surtout lors de la création en 1968, les archives conservées par le CNAJEP, si elles sont riches, ne sont néanmoins pas complètes. Il est nécessaire de consulter les fonds des associations membres comme les Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF, voir notice), la Fédération nationale des Francas (voir notice), Les Amis du Service civil international (SCI, voir notice), la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice), et dans une moindre mesure celui des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice).

Plus que pour d'autres fédérations nationales, la vie du CNAJEP est faite de réunions : les procès-verbaux d'assemblées générales, de bureaux, de conseils de d'administration et de commissions, les comptes rendus de collectifs et de coordinations auxquels il participe ou avec lesquelles il est en relation, les notes d'entrevues avec des représentants ministériels constituent la majeure partie du fonds.

Par rapport à d'autres associations nationales, les archives d'instances sont constituées principalement d'assemblées générales qui se tenaient pendant longtemps au moins une fois par mois et qui aujourd'hui ont lieu au moins 4 fois par an. Concernant les archives d'activités, les dossiers les plus riches portent sur les relations européennes et plus particulièrement franco-allemandes ainsi que les relations avec l'État.

Les archives du CNAJEP permettent de mieux resituer au niveau national le secteur des mouvements de Jeunesse et éducation populaire par rapport au ministère chargé de la Jeunesse et des Sports et par rapport au reste du champ associatif. Au niveau international, elles permettent de mieux comprendre comment ce secteur travaille avec les autres mouvements de jeunesse, les institutions européennes, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

• Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, 20140161 (ex 537J)
Dépôt en 2004. Archives privées. Communication soumise à autorisation du CNAJEP.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 570 articles, 35 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1968-2000.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 512J
Dépôts entre 2001 et 2015. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le CNAJEP* : 512J 390-394, 512J 799 (1970-1997)
 Fédération nationale des Francas, 547J
Dépôt en 2007. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le CNAJEP :* 547J 672/2 (1968-1993).
 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2007.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le CNAJEP :* 542J 377 à 381 (1968-1977).
 Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture, 513J
Dépôt en 2001. Communication soumise à autorisation de la FFMJC.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le CNAJEP :* 513J 10, 74, 78, 79 (1968-76).

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant le CNAJEP :* 20140166/221_3 (1968-1969).

Comité pour nos gosses loisirs plus (CPNG)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : vers 1966

L'association a été créée vers 1966 et dissoute vers 2003. Elle était membre de la Fédération nationale des Francas (voir notice).

Historique de la conservation

Après la dissolution de l'association, les archives du CPNG ont été hébergées par les Francas. Elles ont été données aux Archives départementales de l'Ain en 2006.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de dossiers concernant le fonctionnement de l'association : statuts, conseils d'administration, comptes rendus de réunions, gestion du personnel (salaires, dossiers individuels, contrat de travail, cotisations), comptabilité (fiches de dépenses et de recettes, factures, subventions, activités (animations et effectifs), photographies.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Ain

 Comité pour nos gosses loisirs plus, 229J
Don en 2006. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 145 articles, 12 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1966-2003.

Comités de lutte des objecteurs (CLO)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

La création des CLO en janvier 1974 se situe dans un contexte de radicalisation des luttes des objecteurs. Les CLO inscrivent leur lutte et l'objection de conscience « au sein du combat contre l'appareil militaire, définissent l'enjeu de la lutte collective et proposent des objectifs spécifiques en vue d'un regroupement actif ».

Le bimensuel *Objection* qu'ils créent immédiatement rencontre un très vif succès parmi les objecteurs insoumis à l'Office national des forêts (ONF). Lors d'une assemblée générale, les 23 et 24 juin 1974, l'Appel du groupe toulousain est reconnu par tous les objecteurs présents ; il est alors décidé de constituer une coordination des CLO au mois de septembre. L'organisation d'un Tour de France cycliste des objecteurs qui arrive sur le plateau du Larzac en plein rassemblement contre l'extension du camp militaire se révèle être un succès. L'équipe, d'obédience libertaire, reçoit en février le soutien d'une partie de l'équipe de rédaction de *La Lettre des Objecteurs*, obligée de cesser ses publications. C'est donc avec une apparente hégémonie que les CLO développent librement leurs thèses antimilitaristes et libertaires, prônant rapidement une « objection-insoumission » en accord avec leurs positions politiques. Le résultat, bien qu'habillé du mot « objection », n'est en fait rien de plus qu'une insoumission en règle, avec comme seule issue l'exil à l'étranger ou le maquis.

Refusant l'évolution des Comités de lutte des objecteurs vers le refus de tout service national, des objecteurs lancent en janvier 1977 un « appel à tous les objecteurs pour un regroupement de type syndical et démocratique des objecteurs, en accord avec leur plate-forme, afin d'engager des luttes représentatives sur les thèmes spécifiques de l'objection ». En février de la même année, ils mettent en place la Fédération des objecteurs de conscience (FEDO, voir notice).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Nous ne savons pas si les archives des CLO ont été conservées. En revanche, des papiers intéressants figurent dans deux fonds d'archives :

- Comité de coordination pour le service civile (CCSC) : dossier de relations avec les CLO (1974-1978) : correspondance, circulaires, tracts, notes, comptes rendus de réunion, collection presque complète du périodique *Objection* de 1974 à 1979 ;
- Archives des Amis du Service civil international (SCI) : brochures, publications, périodique *Objection*.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J).
Dépôt en 2004. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant le CLO :* 20140166/ 234 et 235.
 Comité de coordination pour le service civil, 20140185 (ex 539J).
Dépôt en 2006. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le CLO :* 20140185/14_1, 32, 33.

Compagnie Belfort loisir (CBL)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1946

La compagnie Belfort - Loisirs (CBL) est fondée le 5 octobre 1946 par André Fridez, mécanographe à l'usine Alsthom. C'est au sortir de la seconde guerre mondiale que naît l'idée de rassembler les jeunes pour leur offrir des loisirs éducatifs afin d'améliorer leur culture de différentes façons, de pratiquer du sport et de procurer des loisirs en adoptant la devise : « Art - Joie - Travail ».

En 1971, la CBL est jumelée avec une société allemande de randonneurs, le *Schwarzwaldverein-Hohbühl*, de Fribourg.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales du territoire de Belfort.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme des dossiers de fonctionnement et d'activités de l'association : administration et organisation, finances et comptabilités, activités organisées par l'association, bulletin, revues de presse.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Territoire de Belfort

 Compagnie Belfort loisir, 118J
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 20 articles, 1,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1946-1989.

Compagnons bâtisseurs, association nationale (ANCB)

Adresse : 22, rue de la Donelière, 35000 Rennes Cedex
Téléphone : 02 99 02 60 90
Courriel : cbvolontariat@compagnonsbatisseurs.org
Site internet : www.compagnonsbatisseurs.org

Anciens noms du producteur

Association des compagnons bâtisseurs (CB), 1957

Historique du producteur

Création : 13 avril 1957
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 14 septembre 1961

Les Compagnons bâtisseurs ont été fondés en Belgique par le père Van Straaten, de l'ordre des Prémontrés, en 1953. L'association s'implante dans différents pays, et les différentes branches se réunissent au sein d'une association internationale du nom d'*Internationale boworde* (IBO, ordre international des bâtisseurs ou association internationale des Compagnons bâtisseurs). Son objectif est de mobiliser de jeunes travailleurs volontaires pour construire des maisons pour les sans-logis et les mal-logés, mais également de bâtir des églises ou d'apporter une aide matérielle à des associations et autres œuvres.

L'association française est officiellement créée en 1957 après deux années d'activités (organisation de chantiers et envoi de volontaires). Contrairement aux autres organisations de chantiers qui réunissent des volontaires de différentes nationalités, les Compagnons bâtisseurs constituent des équipes nationales envoyées dans un autre pays. Ce mode de recrutement évolue dans les années 1970 vers l'adoption du système des équipes internationales.

Au milieu des années 1960 apparaissent les premiers groupes locaux. Certains de ces groupes se constituent en associations locales, puis en associations régionales (Bretagne en 1968, Provence en 1979, etc.). Cette régionalisation, ainsi que l'arrêt des chantiers en Ile-de-France, conduit l'association nationale à une restructuration. En 1996, elle est organisée comme une union d'associations régionales (six en 2007 après la liquidation de l'association CB Centre). Certaines prennent en charge les différents secteurs d'activités nationaux, le siège social de l'association nationale est transféré à Tours puis à Rennes en 2004, et les chantiers internationaux sont organisés directement par les associations régionales.

Dans le cadre des chantiers internationaux se développe une expérience originale de volontariat à long terme (VLT). Au sein des équipes de volontaires à long terme sont accueillis des objecteurs de conscience en service à partir de 1966. Si quelques actions sont menées avec les pays du Sud - au niveau international est fondé le COOPIBO, l'institut de coopération de l'IBO -, il n'existe pas de secteur Coopération au niveau national. Pour répondre aux besoins de qualification de ces travailleurs volontaires se constitue à la fin des années 1970 un service Formation, dont les stages d'initiation aux techniques du bâtiment sont peu à peu ouverts à tout type de public. Au cours des années 1980 sont organisés les premiers chantiers d'insertion et un nouveau secteur se constitue sous le nom d'Insertion par l'activité économique. À la fin des années 1990, le développement des actions d'atelier de quartier (mobilisation collective d'habitants pour la réhabilitation de leur logement) conduit à l'apparition d'un service Insertion par l'habitat.

Les Compagnons bâtisseurs sont membres fondateurs de Cotravaux (voir notice), organisme de cogestion puis de coordination du travail volontaire des jeunes (1959), et du Comité de coordination du service civil (CCSC, voir notice), réunissant les associations accueillant des objecteurs en service (1972). Au début des années 2000, la branche française a quitté l'IBO et a rejoint l'Alliance des organisations de service volontaire d'Europe de l'Ouest. Elle est

également membre du Comité de coordination du service volontaire international et de l'*Association of voluntary service organisations*.

Historique de la conservation

Conservées au siège social de l'association régionale Centre des Compagnons bâtisseurs, situé à Tours au 2 rue Molière, les archives ont fait l'objet d'un récolement détaillé en juin 2007 et ont été remises aux Archives départementales du Val-de-Marne durant l'été 2008.

Le fonds couvre la période allant de la création à 2000. Les documents postérieurs n'ont pas été recueillis, sauf les documents publiés (rapports d'activités annuels, programmes de chantiers), ceux liés aux objecteurs de conscience (du fait de la disparition du service national) et quelques dossiers relatifs au volontariat à long terme (le secteur étant transféré en 2007 en Midi-Pyrénées).

Le récolement a été réalisé selon cette organisation en secteurs d'activités identifiés. Seul le secteur des chantiers internationaux a été divisé entre chantiers et échanges internationaux (accueil et envoi de volontaires). Une sélection a été opérée au niveau des compilations annuelles de fiches d'inscription des volontaires. Un échantillonnage a été réalisé entre 1976 et 1987 : en plus des années extrêmes, seules ont été conservées les années 1980 et 1985. Une bonne connaissance des chantiers étrangers accueillant des volontaires français implique de consulter certains dossiers de relations avec les branches étrangères. De même, pour mieux comprendre le volontariat à long terme, il est nécessaire de consulter certains dossiers de chantiers. La rubrique « échanges internationaux » intègre à partir de 1996 des documents relatifs au service volontaire européen, un programme européen de volontariat à long terme géré par le secteur du même nom.

Aux côtés de secteurs disparus (migrants, week-end) apparaît une catégorie « objecteurs de conscience ». À noter que de nombreux éléments sur l'objection figurent dans les dossiers de volontariat à long terme, les premiers étant assimilés aux seconds. Les dossiers « objecteurs » relèvent principalement d'une gestion administrative.

Les documents relatifs aux stages ont été intégrés au secteur formation, hormis ceux qui sont spécifiques aux volontaires à long terme. Mais des documents relatifs aux stages subsistent dans nombre de dossiers.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si l'association a conservé quelques éléments sur ses origines, les archives d'instances sont très incomplètes jusqu'à la fin des années 1960 : par exemple, pour les assemblées générales, ne figurent le plus souvent que les rapports annuels d'activités.

À partir du début des années 1970, le fonds s'étoffe, notamment concernant les « dossiers de bailleurs », autrement-dit les bénéficiaires des actions. La connaissance de ces bailleurs est complétée par les recueils annuels de feuilles de route, mais les comptes rendus de chantiers restent peu nombreux. Au niveau de la connaissance des volontaires, les cahiers de présence offrent une source d'information intéressante, mais ils ne sont disponibles qu'à partir des années 1970. La plupart de ces données disparaissent du fonds national avec la décentralisation.

Concernant les actions, la conservation des archives est déterminée par l'organisation interne de l'association et la « décentralisation » des secteurs d'activités. Les archives de l'association nationale, lors du récolement, se trouvaient au siège de l'association tourangelle. Cette association a eu un temps la gestion du secteur « formation », et fut propriétaire d'un centre de formation durant le début des années 1980. L'administration du secteur a été transférée à Rennes en 1989, ce secteur intégrant les activités d'insertion par l'activité économique.

Quelques années plus tard, le secteur international a été assumé par l'association Midi-Pyrénées. Les CB Provence ont quant à eux la responsabilité du secteur « insertion par l'habitat » depuis sa création au début des années 2000. Ainsi seul le secteur « volontariat à long terme » est resté à Tours.

Le contenu du fonds recueilli est à l'image de cette organisation. Par exemple, le volontariat à long terme peut être appréhendé à travers les nombreux dossiers individuels et des comptes rendus de réunions — mais les informations concernant les chantiers sont rares. Quant aux documents relatifs au secteur « international » (les échanges internationaux), ils disparaissent du fait du transfert, au début des années 1990. Précisons qu'en ce qui concerne les documents de ce secteur couvrant les années 1992-1996 environ, ils ont été détruits lors d'un incendie dans la délégation Midi-Pyrénées. Les archives relatives aux secteurs d'activité, depuis les transferts, sont encore dans les associations régionales, hormis ceux des CB Centre qui ont entrepris une procédure de dons de leur fonds aux Archives départementales de l'Indre-et-Loire.

Le fonds apporte aussi peu d'informations sur les activités des groupes locaux ou régionaux, puis des associations régionales. Leurs rapports d'activités annuels sont tout de même présents pour les années 1990. Il y a également quelques dossiers qui concernent les associations régionales ayant disparu au cours de cette même décennie : Picardie et Ile-de-France.

La situation est inverse pour la connaissance du mouvement international. De nombreux dossiers concernent les autres branches nationales jusqu'au milieu des années 1980. Mais les archives du mouvement international n'ont pu être localisées.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association nationale des compagnons bâtisseurs, 20140173 (ex 550J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre sauf document touchant à la vie privée. *Instrument de recherche :* bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 404 articles, 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1956-2000.

Commission centrale pour l'enfance (CEE)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1945

La Commission centrale pour l'enfance était la branche pédagogique de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE).

Le projet de création de la CCE par l'UJRE date de 1944 mais le sigle n'apparaît qu'en juin 1945. La CCE va gérer des maisons d'accueil et organiser des colonies de vacances et des patronages pour des milliers d'enfants. Son but est de recueillir des enfants cachés pendant la guerre. Après la guerre, la CCE prend en charge des enfants juifs orphelins.

En 1988, l'Association des Amis de la CCE (AACCE) est créée, notamment pour valoriser l'action de la CCE ; elle disparait en 1994.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées par l'association au Centre de documentation juive contemporaine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient essentiellement des dossiers d'enfants (classés par ordre alphabétique), des dossiers de décès et des dossiers administratifs de la CCE et de l'UJRE. Des documents liés à l'organisation des colonies et d'événements tels que kermesses, ventes de solidarité ou spectacles complètent l'ensemble ainsi que soixante boîtes relatives à la comptabilité de l'association et des maisons et colonies d'enfants. Une partie encore non renferme une collection de calendriers et de la presse.

Localisation du fonds du producteur

Centre de documentation juive contemporaine

 Commission Centrale pour l'Enfance (CCE), MDCCXVI
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : 180 articles, 16,20 mètres linéaires.
Dates extrêmes : inconnues.

Compagnons bâtisseurs, association régionale du Centre

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1982

Dissoute en 2007, l'association des Compagnons bâtisseurs du Centre était membre de l'association nationale des Compagnons bâtisseurs (ANCB, voir notice).

Elle fut créée en 1982 sous le nom de Compagnons bâtisseurs Tours ou Compagnons bâtisseurs Centre. Les statuts déposés en 1982 avancent l'objet suivant : « L'association a pour but de contribuer à la solution des problèmes sociaux, en particulier ceux liés aux carences des politiques de l'habitat. Elle intervient par des actions de chantier et d'animation. Dans le cadre de ces actions, elle vise à la prise en charge par les intéressés eux-mêmes de leurs propres problèmes, et poursuit par là même une action éducative auprès de ses propres adhérents. Elle cherche à entrer en contact avec tous les groupements ayant des objectifs voisins. Elle s'efforce avec eux de rechercher et d'informer sur les causes de telles situations. Avec ses adhérents, elle s'efforce d'agir auprès de tous pouvoirs en vue de faire évoluer ces situations. »

Sa zone géographique de compétence couvrait les régions Centre et Poitou, avec un nombre de chantiers proportionnellement le plus important dans le département du Loir-et-Cher. L'antenne régionale de Tours a compris jusqu'à neuf permanents pour l'encadrement et le secrétariat.

Historique de la conservation

Suite à la liquidation et à la dissolution de la délégation régionale Centre en 2007, son fonds d'archives a fait l'objet d'un don le 23 octobre 2009 à l'initiative de son ancien président, Arnaud Loustalot au Conseil général d'Indre-et-Loire, afin que ces documents soient consultables aux Archives départementales.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le don comprend notamment les procès-verbaux de réunions du conseil d'administration et des assemblées générales, les rapports d'activités, les dossiers techniques des chantiers réalisés en France et à l'étranger dans le cadre du service volontaire européen (SVE), ceux des partenaires économiques et sociaux, ainsi que les dossiers du personnel permanent et des volontaires, et enfin les documents comptables.

L'ensemble de ces documents, en retraçant la vie de l'association et les conditions de réalisation des missions qu'elle s'était fixées, illustrent la participation de la délégation régionale Centre des Compagnons bâtisseurs aux actions menées en matière de politique sociale et éducative par le biais des chantiers de jeunes bénévoles. Ces documents concernent essentiellement la délégation régionale, à l'exception de quelques pièces produites par les instances nationales et qui furent probablement englobées dans le fonds du fait de l'implantation des deux structures dans des locaux communs à partir de 1993.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Indre-et-Loire

 Association des Compagnons bâtisseurs de la région Centre, 167J
Don en 2009. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 66 articles, 10,10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1982-2007.

Compagnons de France

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 25 juillet 1940

Le mouvement des Compagnons de France est créé le 25 juillet 1940 à Vichy dans la double matrice du scoutisme et de la Révolution nationale en tant que pièce essentielle de la politique de la jeunesse de l'État français.

Son fondateur est Henry Dhavernas, commissaire général des Scouts de France (voir notice), inspecteur des Finances et membre du cabinet de Paul Baudouin, ministre des Affaires étrangères. Le mouvement des Compagnons est l'aboutissement de contacts pris auprès de membres influents du gouvernement du maréchal Pétain.

Henry Dhavernas demande à André Cruiziat (voir notice) d'organiser à Randan (Puy-de-Dôme) une rencontre des mouvements de jeunesse. Ce rassemblement permet d'établir les bases du mouvement, formalisées dans une charte fixée le 4 août : dans le respect du pluralisme, encadrer en zone libre, sous la tutelle du secrétariat général de la Jeunesse, les jeunes volontaires de 15 à 19 ans, dans le double but de reconstruction matérielle de la France et de réformation morale de la jeunesse. André Cruiziat occupe rapidement une position clé et devient l'un des dirigeants du mouvement.

Le Centre national des Compagnons de France, installé dans un premier temps à Vichy, rejoint Lyon à l'automne 1940, puis s'installe au château de Crépieux-la-Pape en 1942. La direction du mouvement est assurée par la maîtrise nationale dirigée par le Chef Compagnon assisté d'un Second Maître et des chefs des services. Les unités de base sont des compagnies dites « autonomes » (chantiers) et « normales » (cités), regroupées en pays et provinces dirigées par une maîtrise. Les Compagnons comprendront au maximum 35 000 membres dont une branche féminine, les Compagnes de France, créée en mai 1942.

En février 1941, le gouvernement obtient la démission d'Henry Dhavernas, contesté dans sa direction du mouvement. Le commandant Guillaume de Tournemire, officier formé au Maroc,

est élu Chef Compagnon le 18 mai. Il maintient le mouvement dans une fidélité sans faille à au maréchal Pétain, tout en affirmant un esprit de résistance sans concession à l'Allemagne.

Les festivités du deuxième anniversaire du mouvement se tiennent à Randan en juillet 1942. Les contacts pris dès août 1942 par des cadres des Compagnons avec le réseau de renseignement « Alliance » aboutissent à des ralliements individuels, avec l'accord de Guillaume de Tournemire qui crée lui-même en décembre 1942 le réseau des « Druides », recruté en majorité parmi les Compagnons ; il décide de passer à la clandestinité en octobre 1943.

Un décret du gouvernement Laval du 15 janvier 1944 dissout le mouvement, confirmée le 31 mai 1944. Bien que cette décision ait été confirmée par le GPRF à la Libération par arrêté du 6 mars 1945, les cadres en obtiendront l'annulation afin de pouvoir prononcer la dissolution volontaire lors d'un ultime conseil tenu le 27 mai 1945.

Historique de la conservation

À partir du milieu des années 1980, d'anciens cadres des Compagnons de France décident de créer le Club Compagnon pour rassembler les anciens du mouvement, perpétuer son esprit et sa mémoire, réunir des archives et susciter des réflexions historiques. Le professeur Maurice Vaïsse, gendre de Pierre de Chevigny, ancien cadre des Compagnons, est contacté en ce sens et confie à Marie-Sophie Brianceau la réalisation d'une thèse sous sa direction (inachevée).

En 1989 et 1990, après une table ronde à l'Institut, Mlle Brianceau reçoit de nombreux documents d'anciens membres de l'association qu'elle remet à Maurice Vaïsse. En 1999, une autre thèse sur les Compagnons de France est menée à bien par Rozenn de Kerangal-Tournemire, petite-fille par alliance de Guillaume de Tournemire. En 2007, Maurice Vaïsse confie aux Archives nationales sous forme de don l'ensemble des documents recueillis.

Un ensemble complémentaire du mouvement est conservé dans le fonds de Jean-Marie Despinette, autre ancien cadre du mouvement, aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives du mouvement remis par Maurice Vaïsse aux Archives nationales se répartissent entre trois fonds constitués d'archives administratives et de collections de documents détenus par d'anciens cadres tels que Henry Dhavernas, Michel Dupouey, André Cruiziat, Pierre Vernay et Pierre Patte.

André Cruiziat, qui a occupé une position clé dans le mouvement de sa création à sa dissolution (collaborateur du Chef Compagnon, responsable de la propagande puis de la maîtrise du compagnonnage), avait gardé des documents variés sur la création, le fonctionnement, les aspects doctrinaux, la formation des cadres ainsi que l'organisation des festivités du deuxième anniversaire du mouvement.

Pierre Vernay, chef du service social et des réfugiés depuis janvier 1942, a cédé pour sa part les monographies de foyers pour les réfugiés que lui avait confiées Guillaume de Tournemire lors de la dissolution du mouvement.

La presse interne destinée aux cadres et aux militants est représentée par une collection complète donnée par Pierre Patte. L'activité éditoriale du mouvement, elle, s'incarne dans une sélection de brochures portant sur des aspects divers : organisation, presse, réglementation, activités culturelles (avec notamment plusieurs chansonniers). Quelques témoignages écrits des années 1989-1991 et les actes de la table ronde tenue à l'Institut en 1990 complètent l'ensemble.

On trouve dans le fonds de Jean-Marie Despinette conservé aux Archives départementales du Val-de-Marne un ensemble composé de notes, revues, brochures, tracts et photographies de rassemblements de 1940 à 1945.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association des Compagnons de France, F/44/77-F/44/95
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : inconnue. *Dates extrêmes* : 1940-1944.

 Collection de documents concernant l'association des Compagnons de France, 72AJ/2616-72AJ/2617
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 0,30 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1940-1991.

 Michel Dupouey, 72AJ/2902-72AJ/2907
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 0,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1940-2004.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Despinette Janine et Jean-Marie, 583J
Don en 2012. Archives privées. Communication en attente (écrire à pajep@fonjep.org).
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 29 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1930-2012.

Concordia (CONCORDIA)

Adresse : 17 - 19 rue Etex, 75018 Paris
Téléphone : 01 45 23 00 23
Courriel : concordia@wanadoo.fr
Site internet : www.concordia-association.org

Historique du producteur

Création : 13 juillet 1950
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 31 décembre 1956

Concordia est née après la deuxième guerre mondiale d'une volonté de jeunes anglais, allemands et français de faire renaître les valeurs de tolérance et de paix par l'organisation de chantiers internationaux de jeunes volontaires. La première association nationale naît en Angleterre, Concordia France est constituée en 1950.

À son origine, Concordia apparaît comme une association marquée à droite : son siège social est situé dans les locaux du Conseil national du patronat français (CNPF). Ce positionnement évolue progressivement, notamment après 1968. Lors de l'assemblée générale de 1970 se produit une crise entre la direction et une partie de la base (animateurs et volontaires) qui l'emporte. L'association prend par la suite une orientation plus contestataire, sensible à l'autogestion et se référant de plus en plus à l'éducation populaire.

Les chantiers internationaux de jeunes et les actions de formation nécessaires à l'organisation de ces chantiers constituent sa principale activité. Dans les années 1970, Concordia axe aussi ses opérations vers l'animation en milieu rural et intervient de plus en plus auprès de petites communes. À partir des années 1980, elle développe des opérations de volontariat à long terme et des actions d'insertion socioprofessionnelle.

Dès les années 1960, Concordia met en place des antennes régionales qui sont fermées suite à la crise de 1970. Certaines se reforment rapidement sous différentes appellations. L'une d'entre elles, l'Organisation de service volontaire (OSV) devient le partenaire local de Concordia durant les années 1970, avant une nouvelle rupture et la mise en place d'une éphémère délégation lyonnaise. En Picardie, Concordia trouve un relais local auprès de l'Oise Thiérache environnement (OTE), puis du Centre d'étude et d'animation de la vie rurale (CEAVR), avant la création d'une délégation Concordia-Picardie. La principale délégation de Concordia est la délégation Sud Sud-Ouest. Elle porte un temps le nom de délégation Midi-Pyrénées, son siège étant alors à Saint-Affrique dans l'Aveyron. La défunte délégation Bourgogne (1971-1992) est un temps basée à Anost, où Concordia dirige un centre de formation et d'animation dans une ancienne école (au lieu-dit Dron). D'autres délégations seront créées dans les Alpes, en Auvergne, en Aquitaine et en Normandie. Toutes ces délégations n'ont pas d'entité juridique. Seuls les partenaires locaux (OTE, CEAVR, OSV), liés à Concordia par des conventions, ont été des associations autonomes.

Concordia est un des membres fondateurs de Cotravaux (voir notice) en 1959 et de l'Alliance des organisations de service volontaire de l'Europe de l'Ouest. Elle est également adhérente du Comité de coordination du service civil (CCSC, voir notice). Au début des années 1990, Concordia (voir notice) se rapproche de Solidarités jeunesse (publications et programmes de chantiers communs), mais la fusion ne voit pas le jour et chacune des associations reprend son autonomie.

Historique de la conservation

Les archives de Concordia national et des délégations ont subi plusieurs déménagements depuis les années 1990 : elles ont transité dans différents locaux de délégations régionales, à Roye (Picardie) puis à Beaufort (Alpes). En 2003, elles ont été centralisées à Saint-Caprais près de Bordeaux. Au printemps 2005, les archives à vocation historique ont été récolées avant d'être transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne. À noter qu'une grande partie des archives de la délégation Bourgogne sont conservées au siège social de l'association à Paris et qu'il reste encore une vingtaine de cartons d'archives à Roye.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Concernant les années 1950-1960, les dossiers d'instances (rapports annuels, comptes rendus d'assemblées générales et de conseils d'administration) sont lacunaires : le changement de siège social puis la « crise » de 1970 ont probablement contribué à ces disparitions. De même, les documents relatifs à l'organisation de chantiers et à la formation des cadres sont rares. C'est à partir des années 1970 que le fonds commence à s'étoffer : si les séries d'assemblées générales et de conseils d'administration ne sont pas encore complètes, les dossiers de chantiers deviennent plus fréquents et plus fournis.

Dans les années 1980-1990, le fonds est relativement pauvre concernant la formation, les documents traitant des chantiers internationaux et d'insertion sont alors beaucoup plus nombreux et riches, notamment ceux menés par la délégation Sud Sud-Ouest. Ils peuvent contenir des papiers relatifs à la mise en place du chantier (prospection, demandes de subvention, des fiches-projets fournies par Cotravaux, feuilles de route, etc.), des renseignements sur le bailleur d'ouvrage, des informations sur les volontaires (formulaires

d'inscription, listes des volontaires…) et sur les animateurs (recrutement, livrets animateurs), des bilans sous différentes formes (bilans pour les financeurs, parfois sous forme de formulaires types, rapports réalisés par les animateurs, questionnaires d'évaluation remplis par les volontaires…).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Concordia, 20140191 (ex 538J)
Dépôt en 2005. Archives privées. Communication libre sauf dossiers touchant à la vie privée. *Instrument de recherche :* répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 496 articles, 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1951-2001.

Siège national

 Concordia, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de Concordia.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1970-2000.

Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF)

Adresse : 168 bis rue Cardinet, 75017 Paris
Téléphone : 01 44 85 29 50
Courriel : cmjcf@mjc-cmjcf.asso.fr
Site internet : www.mjc-cmjcf.asso.fr

Historique du producteur

Création : [23 octobre 1994] ; 6 mars 1995
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 25 juillet 1995

La Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF) est, avec la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice), un des deux réseaux nationaux regroupant les MJC en France. En 2011, elle revendiquait 900 associations locales ou départementales.

Elle est née en 1994-95 de la fusion de deux fédérations nationales de MJC ayant fait scission de la FFMJC : l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice) et l'Union nationale des fédérations régionales de MJC (UNIREG, voir notice).

Historique de la conservation

En 2001 et en 2009, la CMJCF a confié au PAJEP les archives d'associations qui l'ont précédée : l'UNIREG, le Centre d'échanges culturels et internationaux (CECI, voir notice), Animation et développement (AD, voir notice), l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice), le Syndicat national des fédérations régionales des MJC employeurs AREGES (SNFE, voir notice) ainsi que des dossiers de Lucien Trichaud relatifs à la scission de 1969, quelques archives de la FFMJC des années 1960 (activités et relations internationales, notamment quelques pièces du Bureau d'accueil et de rencontres (BAR) et quelques documents concernant la République des jeunes. Une troisième collecte a été entreprise en 2019, cette fois concernant les archives propres de la CMJCF, bien qu'on y trouve un ensemble encore important d'archives de l'UNIREG (1969-1994) et quelques document relatifs au Syndicat des associations de développement culturel et social (SADCS), ancien Conseil national des employeurs d'avenir (CNEA).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Avec 22,2 mètres linéaires, ce sont les archives de l'UNIREG qui constituent la partie la plus importante du fonds de la CMJCF, les archives de la Confédération à proprement parler représentant 9,2 mètres linéaires : statuts, instances, relations internationales, projets culturels, études, congrès nationaux, colloques, relations avec les fédérations régionales et d'autres organismes comme l'Institut national de formation et d'études pour le développement (INFED), le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) ou le Conseil national de la vie associative (CNVA). On trouve aussi des archives des différents organismes reliés à la Confédération ou à l'histoire des MJC : République des Jeunes, Fédération française des MJC (FFMJC), Centre des échanges culturels et internationaux (CECI), Animation et développement (AD), Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ social et socioculturel des MJC (AREGES), Syndicat national des fédérations régionales des MJC et Syndicat des associations de développement culturel et social (SADCS) / Conseil national des employeurs d'avenir (CNEA).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France, 514J
Dons en 2001, 2009 et 2019. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereaux de récolement. *Importance matérielle :* 9,2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1994-2009.

Confédération musicale des Ardennes (CFMA)

Adresse : Hôtel de Ville Place du Théâtre, 08000 Charleville-Mézières
Site internet : https://fed-mus-ardennes.opentalent.fr/

Anciens noms du producteur

Fédération Musicale des Ardennes, 1907-2014

Historique du producteur

Création : 1907

La Confédération musicale des Ardennes est affiliée à la Confédération musicale de France (CMF). L'association a pour objet de favoriser le développement et le rayonnement de la culture musicale, théâtrale et de la danse, par le biais d'actions de sensibilisation, de formations, d'ateliers de pratique artistique, de créations et de diffusions de spectacles ou concerts sur le territoire ardennais.

Historique de la conservation

La Confédération musicale des Ardennes a transmis ses archives aux Archives départementales des Ardennes en 2012. Le fonds remonte à la création de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

On trouve des documents relatifs à plus d'un siècle d'activités musicales : organisation et fonctionnement, examens des élèves, musiciens, concerts… De nombreuses affiches (conerts, spectacles, etc.) complètent par ailleurs le fonds.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Ardennes

 Confédération musicale des Ardennes, 103J 1-35
Dépôt en 2012. Archives privées.
Instrument de recherche : inconnu. *Importance matérielle* : 35 articles. *Dates extrêmes* : 1907-2012.

Confédération nationale des foyers ruraux (CNFR)

Adresse : 1 rue Sainte Lucie, 75015 Paris
Téléphone : 01 45 78 01 78
Courriel : fnfr@mouvement-rural.org
Site internet : http://www.fnfr.org/

Ancien nom producteur

Fédération nationale des foyers ruraux (FNFR)

Historique du producteur

Création : 1946

Fondée en 1946 par François Tanguy Prigent, jeune député socialiste du Front populaire puis ministre de l'Agriculture à la Libération, la Confédération nationale des foyers ruraux et associations de développement et d'animation en milieu rural (CNFR) est un des grands mouvements d'éducation populaire en France. Depuis sa création, la FNFR cherche à fédérer l'ensemble des associations impliquées dans l'animation du monde rural et qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire.

Aujourd'hui, environ deux tiers des associations adhérentes au mouvement sont des foyers ruraux, dont l'objectif est de rassembler l'ensemble des habitants des villages autour d'activités très diversifiées. Le dernier tiers est constitué d'associations rurales, qu'elles soient généralistes ou spécialisées (tourisme vert, valorisation du patrimoine, théâtre amateur, diffusion culturelle en milieu rural, animation jeunesse). Dans les régions et les départements, ces associations sont fédérées au sein des unions départementales, des fédérations départementales, ou de foyers de grands secteurs. Elles accompagnent les associations dans leur développement, mènent des actions de formation des responsables associatifs, assurent et créent une dynamique de développement à l'échelle de leur territoire.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix en 1994.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds regroupe des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association : archives des congrès, conseils d'administration, commissions et groupes de travail, dossiers des associations adhérentes, dossiers d'actions culturelles, scientifiques et sportives, archives du centre socioculturel d'Alenya (association des Pyrénées orientales dissoute en 1991).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Fédération nationale des foyers ruraux (FNFR), 97 AS
Dépôt en 1994. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 754 articles, 90 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1930-1993.

Confédération syndicale des familles (CSF)

Adresse : 53 rue Riquet, 75019 Paris
Téléphone : 01 44 89 86 80
Courriel : contact@la-csf.org
Site internet : http://www. La-csf.org/

Anciens noms du producteur

Confédération nationale des associations familiales ouvrières (CNAFO), 1946-1959

Historique du producteur

Création : 17 juillet 1946
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 20 avril 1985

La CSF est une organisation familiale de défense des consommateurs et des locataires. Elle est agréée comme association de consommateurs et fait partie des principaux mouvements familiaux « généralistes », membres de l'Union nationale des associations familiales (UNAF). La CSF agit avec les familles dans tous les domaines du quotidien : consommation, logement, éducation, culture et loisirs, etc.

La CSF a été créée en 1946 sous le nom de Confédération nationale des associations familiales ouvrières (CNAFO), par le Mouvement populaire des familles (MPF, voir notice) qui menaient depuis quelques années des actions sur les problèmes familiaux et sociaux. La CNAFO avait pour but de grouper les fédérations départementales des associations familiales ouvrières, « en vue de l'étude, de la défense et de la représentation des droits et intérêts généraux de la famille ouvrière » (statuts de 1946). Elle avait aussi pour objectif d'assurer la représentation des familles ouvrières dans les unions départementales et dans l'Union nationale des associations familiales (UNAF et UDAF).

La CSF a mené différents types d'actions, tels que les comités de défense des ménagères, les actions de squats pour résoudre les problèmes de logement, les coopératives familiales d'alimentation, les groupements d'achats, les services d'aide à domicile et les « services

sociaux dans les quartiers » : centres de coutures, placements d'enfants, haltes garderies, maisons de vacances pour les familles ouvrières, etc.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix en 1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de procès-verbaux des assemblées générales, de bulletins, de dossiers d'actions et d'une collection de *Monde ouvrier,* journal du MPF puis du Mouvement de libération du peuple (MLP).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Confédération syndicale des familles, 1998 010
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 21 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1939-1956.

Conférence internationale catholique du guidisme (CICG)

Historique du producteur

Création : janvier 1965

La CICG a été fondée officiellement en janvier 1965 par une vingtaine d'associations membres de l'Association mondiale des guides et des éclaireuses (AMGE).

Les premières rencontres entre les responsables catholiques du guidisme de différents pays remontent à 1948 et la régularité avec laquelle elles ont lieu tous les trois ans conduit à la constitution, en 1953, d'un secrétariat qui assure des contacts et des échanges d'une rencontre à l'autre. Le développement de cette initiative fait mûrir l'idée de créer une organisation structurée et permanente.

En 1977, à l'occasion du Conseil mondial qui a lieu à Rome, la CICG adopte la Charte catholique du guidisme, où sont inscrits les principes qui fondent son action. Reconnue par le Saint-Siège comme organisation internationale catholique, la CICG est membre de la Conférence des organisations internationales catholiques (OIC).

La CICG regroupe des associations nationales de guides catholiques, des organisations nationales interconfessionnelles de guides à prédominance catholique et des regroupements nationaux de guides catholiques. Sa finalité est d'aider les associations membres à transformer le guidisme en un authentique instrument d'éducation à la foi et à faire connaître sa richesse pédagogique, ses activités de formation et son expérience dans le domaine de la collaboration interconfessionnelle.

Les organes de la CICG sont le conseil, ayant des fonctions décisionnelles, qui se réunit tous les trois ans et qui est constitué des membres du comité mondial, de deux représentantes de chaque association membre et de leurs assistants ecclésiastiques ; le comité mondial, organe exécutif, constitué de la responsable mondiale, qui représente la conférence, de l'assistant ecclésiastique général, de la vice-assistante et de 4 à 6 membres élus par le conseil.

La CICG compte 37 associations membres effectifs et 12 associations correspondantes présentes dans 49 pays ainsi répartis : Afrique (12), Amérique du Nord (7), Amérique du Sud (9), Europe (19), Moyen-Orient (2). Ses activités touchent environ deux millions de guides catholiques.

Historique de la conservation

Les lieux de résidence du secrétariat général de la CICG ont été respectivement la France (1965-1971), l'Espagne (1971-1974), le Brésil (1974-1980), l'Allemagne (1980-1986), la Suisse (1986-1992), puis France, Togo et est basé depuis 2003 en Argentine.

À partir de sa fondation en 1965 jusqu'à aujourd'hui, il a été convenu que quel que soit le lieu de résidence du secrétariat général, les Guides de France (GDF, voir notice) étaient en charge des archives souvent en trois langues sur lesquelles des chercheurs peuvent travailler. Les archives de la CICG sont donc conservées au siège national des Scouts et guides de France (SGDF, 65 rue de la Glacière, 75013 Paris, 01 44 52 37 37).

Le fonds n'a pas encore fait l'objet d'un récolement.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont stockées au sous-sol dans un local d'archives prévu à cet effet. Elles sont estimées à un volume de 15 mètres linéaires. Les plus anciennes remonteraient à la création en 1965. On y trouve des dossiers de fonctionnement, des documents pédagogiques en plusieurs langues, le suivi des rencontres et des conseils, les dossiers des conférences des OIC, les relations avec l'AMGE et le Vatican, ainsi que des publications.

Localisation du fonds du producteur

Scouts et guides de France

 Conférence internationale catholique du guidisme
Archives privées. Communication soumise à autorisation de la CICG.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle :* 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1965-2008.

Conseil français de la jeunesse démocratique (CFJD)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

En novembre 1945, une conférence internationale tenue à Londres crée la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD). En France, une partie des organisations de jeunesse membres de l'Union patriotique des organisations de jeunesse (UPOJ, voir notice) n'acceptent pas d'y adhérer. L'UPOJ ne peut donc être le correspondant français de la FMJD.

Aussi pour remplir cette fonction, un Comité français de la jeunesse démocratique est-il créé. À son origine, il rassemble des organisations proche du Parti communiste français comme l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), l'Union des jeunes filles de France (UJFF), l'Union des vaillants et vaillantes (UVV, voir notice), mais il comprend aussi des associations comme les Éclaireurs de France (EDF, voir notice), la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice), la Ligue de l'enseignement (voir notice), Les Francas (voir notice), le Mouvement laïc des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), etc.

Mais après l'éclatement en 1947 du tripartisme gouvernemental représenté par les trois courants politiques dominants de l'époque (Parti communiste français (PCF), Section française de l'internationale ouvrière (SFIO), Mouvement républicain populaire (MRP), une crise éclate au sein du CFJD : la plupart des mouvements non communistes quittent le comité en 1948 dont la Ligue de l'enseignement et des Francs et franches camarades (FFC, voir notice).

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été sauvegardées.

Conseil français des mouvements de jeunesse (CFMJ)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Conseil français pour l'assemblée mondiale de la jeunesse, 1947-1954

Historique du producteur

Création : 1947

En 1947, les mouvements de jeunesse qui n'ont pas adhéré à la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), d'obédience communiste, créent un Conseil français pour l'assemblée mondiale de la jeunesse. Celui-ci ne traite alors que des problèmes internationaux, ne voulant en aucune manière empiéter sur le domaine de l'Union patriotique des organisations de jeunesse (UPOJ, voir notice).

Mais devant les difficultés de fonctionnement de l'UPOJ, le Conseil français pour l'assemblée mondiale de la jeunesse élargit son domaine d'action à l'étude de questions spécifiquement françaises. Il se transforme en 1954 en Conseil français des mouvements de jeunesse (CFMJ). Fort du rassemblement d'une vingtaine de mouvements d'obédience chrétienne, il est institué comme section française de la *World Assembly of Youth* (WAY) à partir de 1954 mais choisit de s'en retirer lors de la 3ème assemblée de New-Delhi en août 1958.

Historique de la conservation

Les archives du CFMJ sont conservées aux Archives nationales.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives concernent principalement la vie du CFMJ et les relations avec les associations qui lui sont affiliées (1974-1978), les organisations dont il est membre ou qu'il a créé (1950-1977), les manifestations ou colloques dans les lesquels il a joué un rôle important (1952-1968), les organismes auxquels il a participé : Haut comité de la jeunesse, WAY, *Council of European National Youth Commitees* (CENYC) (1948-1973).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Conseil français des mouvements de jeunesse, 19880437
Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 24 articles (cotes 2 à 25), 2,85 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-1978.

Conseil protestant de la jeunesse (CPJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 juin 1944

En juin 1937, les mouvements protestants reconnaissent la nécessité de resserrer les liens qui les unissent et constituent le Comité inter mouvements (CIM) qui leur permet d'examiner les problèmes qu'ils ont en commun.

En 1941, le CIM se transforme en Conseil protestant de la jeunesse (CPJ). C'est un organisme fédéral de liaison de mouvements de jeunesse protestants constitué alors des Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG, voir notice), des Unions chrétiennes de jeunes filles (UCJF), des Éclaireurs unionistes de France (EUF, voir notice), de la section unioniste de la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice) ainsi que de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants (FFACE).

Dans un rapport sur ses activités envoyé au ministère chargé de la Jeunesse et des Sports en 1948, le CPJ déclare contrôler et animer la Cimade (voir notice), la Commission missionnaire des jeunes, et organiser l'accueil en France de jeunes venant de ces territoires. Quant au Comité protestant des colonies de vacances (CPCV) et à son bureau d'étude des questions scolaires, le CPJ déclare qu'il lui est rattaché.

En 1950, le CPJ disparaît pour laisser la place à une nouvelle fédération de mouvements de jeunesse protestants, l'Alliance des équipes unionistes de France (AEUF, voir notice).

Historique de la conservation

Dans le fonds de l'Alliance des équipes unionistes déposé à la SHPF, sont conservés quelques dossiers d'archives du CPJ, essentiellement sous la rubrique intitulée « Comité protestant pour la jeunesse ».

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend quelques papiers sur la création du CPJ (3 procès-verbaux en septembre, octobre, novembre 1941 et un compte rendu de réunion de la CIM en juillet 1941 créant la CIMADE et le CPJ), de la correspondance active sous forme de chrono (1950-1951), des dossiers concernant les relations avec les régions (1946-1967), des instances (1946-1961, incomplètes).

Localisation du fonds du producteur

Société d'histoire du protestantisme français

 Alliance des équipes unionistes de France, 024Y
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 0,30 mètre linéaire.
Dates extrêmes : 1941-1967.

Consommation logement cadre de vie (CLCV)

Adresse : 59 boulevard Exelmans, 75016 Paris
Téléphone : 01 56 54 32 10
Courriel : communication@clcv.org
Site internet : http://www.clcv.org/index.php

Ancien nom producteur

Confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF), 1952-1975
Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), 1975-1998
Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV), 1998

Historique du producteur

Création : 1952
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 16 août 1983

La CLCV est l'une des plus importantes associations nationales de consommateurs et d'usagers. Elle est reconnue comme une association nationale représentative des locataires et des copropriétaires. Elle intervient dans tous les domaines de la vie quotidienne et du cadre de vie. Elle est agréée comme association nationale :

- de défense des consommateurs ;
- de protection de l'environnement, représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;
- d'éducation populaire, éducative complémentaire de l'enseignement public.

La CLCV a pour origine les associations populaires familiales (APF) qui sont issues du Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice) créé en 1951. Dès 1952, les APF s'organisent en Confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF) et prennent leur autonomie par rapport au MLO, tout en gardant des liens très étroits avec ce mouvement.

Dès leur création, les APF mènent différentes actions pour le droit au logement et pour la mise en place de services collectifs : machines à laver utilisées en commun, crèches, ateliers de réparation, etc. Elles agissent aussi dans le domaine des centres aérés et des maisons familiales de vacances. La culture est également une préoccupation importante avec l'organisation de bibliothèques et d'activités éducatives.

Très rapidement, la CNAF joint à l'action de terrain l'action institutionnelle. Par exemple, elle siège dans les commissions du Plan et devient un interlocuteur des pouvoirs publics.

En 1972, elle proclame un manifeste pour un « syndicalisme familial et résidentiel » afin de promouvoir un syndicalisme du cadre de vie. Dans cette optique, elle se transforme en 1976 en Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), abandonnant ainsi sa référence d'association familiale pour un titre correspondant mieux à son activité plus vaste.

À partir des années 1980, la CSCV s'affirme plus nettement comme une organisation de consommateurs et d'usagers. Elle devient alors la deuxième organisation nationale des locataires. Dans les années 1990, elle élargit son activité et devient alors la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV).

Historique de la conservation

Deux fonds ont été déposés aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix en 1998 et en 2001.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les fonds regroupent des documents relatifs au fonctionnement de l'association : correspondance, dossiers de journées d'étude, procès-verbaux du conseil d'administration, procès-verbaux des assemblées générales, statuts, documentation, dossiers sur le droit des femmes, dossier sur les prestations familiales, comptes rendus des assemblées générales et conseils d'administration de la fédération du Nord.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

• Confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF) – Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), 1998 001
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 22,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1956-1980.
• Confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF) – Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), 2001 023
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 9 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1956-1980.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Union locale d'Halluin de la confédération syndicale du cadre de vie - CSCV, 2001 019
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 14 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1976-1996.

Convention des villes pour les conseils de jeunes (CVCJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [29 octobre 1987] ; 1987

C'est dans les années 1960 que commencent à fonctionner les premiers conseils d'enfants et de jeunes avec l'objectif d'identifier leurs problèmes et leurs besoins et de les traduire en réalisations intégrées dans la politique municipale. Le plus connu de ces conseils est celui de Schiltigheim (Bas-Rhin) créé en 1979 à l'occasion de l'année de l'enfance. Par la suite, plusieurs communes tentent l'expérience mais seulement une quarantaine de conseils fonctionnent au milieu des années 1980.

Vient alors une période de bouillonnement. À partir de 1987, plusieurs initiatives visant à une organisation plus collective et plus visible se succèdent en quelques mois. Un premier congrès national des conseils municipaux d'enfants se déroule en mai 1987 sous les auspices de la Ligue des droits de l'homme (voir notice) et de l'Association des maires de France. Il est à l'origine de l'Association nationale des conseils municipaux d'enfants (ANCME, voir notice), créée le 3 juin de la même année. Son siège social est à Paris, au siège national des Francas (voir notice) qui ont un rôle important dans la création et l'animation de ce premier réseau. L'ANCME est d'ailleurs très liée au monde de l'éducation populaire et au secteur périscolaire.

Parallèlement, le 31 juillet 1987, est rédigée une Convention des villes pour les conseils de jeunes suite aux premières rencontres nationales sur les conseils municipaux d'enfants qui se sont déroulées au Centre Georges Pompidou le 20 juin 1987. Ces initiatives se préparent sous l'impulsion de l'Association des maires ville et banlieue de France et avec le soutien de l'Institut de l'enfance et de la famille (IDEF). Elles aboutissent à la création de l'association Convention des villes pour les conseils de jeunes (CVCJ), dont l'Assemblée générale constitutive se déroule au Sénat le 29 octobre 1987, en présence de représentants de 35 municipalités.

Sous l'impulsion de l'État, ces deux associations fusionnent le 13 mars 1991 pour créer l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives de la CVCJ ont été récolées dans les locaux de l'ANACEJ en juin 2000. Un deuxième dépôt a été effectué à l'automne suivant. L'ensemble des dossiers représentait un peu plus de 20 mètres linéaires et renfermait les archives de trois producteurs différents : l'ANACEJ, la CVCJ et l'ANCME.

Le classement définitif effectué en 2005 a permis d'éliminer nombre de doublons et de bulletins municipaux, réduisant le fonds à un total de 9 mètres linéaires. La partie concernant les archives mêmes de la CVCJ s'élève à moins d'un mètre linéaire.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de la CVCJ déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne concernent les quatre années d'existence de l'association. Les dossiers de création et de fonctionnement sont relativement bien conservés, contrairement aux archives d'activités qui semblent lacunaires.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, 20140162 (ex 510J)
Dépôts en 2000-2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ANACEJ. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 8 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1987-1991.

Coordination des fédérations de ciné-clubs (COFECIC)

Adresse : 22 rue des Cordelières, 75013 Paris
Téléphone : 01 45 35 35 39
Courriel : info@cineclubs-interfilm.com
Site internet : www.cineclubs-interfilm.com

Historique du producteur

Création : [1980]
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 mars 1981

La COFECIC a été créée en 1981 par cinq fédérations de ciné-clubs : Fédération d'associations et ciné-clubs (FAC), Fédération française des ciné-clubs (FFCC), Fédération Jean Vigo des Ciné-clubs et des cercles de culture par le film, Fédération de l'expression culturelle et cinématographique (FLEC, voir notice) et Union nationale inter ciné-clubs (UNICC, voir notice).

LA COFECIC est un comité de liaison entre les fédérations de ciné-clubs qui par ailleurs conservent leur totale indépendance. Chaque fédération poursuit dans la ligne culturelle qu'elle s'est choisie son travail de diffusion de formation d'un vrai public pour le cinéma et d'animation populaire. La COFECIC a été créée pour répondre précisément aux besoins auxquels seules les fédérations ne peuvent totalement faire face. Ainsi, grâce en partie à l'aide de l'État, elle a acheté des films et permis aux fédérations une diffusion plus large et plus diversifiée.

Historique de la conservation

Les archives de la COFECIC sont conservées au siège de l'association qui pourrait déposer ses archives au PAJEP, en même temps que l'UNICC-Inter-film.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La COFECIC a produit principalement des archives d'instances.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Coordination des fédérations de ciné-clubs
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1981-2007.

COTRAVAUX – Réseau d'acteurs du travail volontaire

Adresse : 11 rue de Clichy, 75009 Paris
Téléphone : 01 48 74 79 20
Courriel : cotravaux@cotravaux.org
Site internet : www.cotravaux.org

Anciens noms du producteur

Coordination pour le travail volontaire des jeunes (COTRAVAUX), 1987-2011
Association de cogestion pour le travail volontaire des jeunes (COTRAVAUX), 1959-1987

Historique du producteur

Création : [1er juillet 1959] ; 27 juillet 1959
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 16 janvier 1981

En 1959, le Haut comité à la Jeunesse donne l'impulsion à l'Association de cogestion pour le travail volontaire des jeunes (Cotravaux). C'est alors la première association de cogestion, placée sous le patronage du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, composée de membres actifs (les associations de chantier comme par exemple Concordia (voir notice), les

Compagnons Bâtisseurs (voir notice), les Amis du Service civil international (voir notice), etc.) et de membres de droit (représentants des ministères).

Cotravaux est un organisme de coordination et de concertation entre la plupart des grandes associations et les pouvoirs publics. Elle est un lieu de promotion pour le développement des chantiers, puis de réflexion et de dialogue sur les chantiers en organisant des colloques et des journées d'études. Elle gère les fonds alloués pour la réalisation des diverses actions : formation de cadres, chantiers d'études. Elle anime un service de relations et une bourse d'échanges entre l'offre des bailleurs d'ouvrages et la demande des associations. Elle est enfin un organisme de formation pour les animateurs et les cadres de chantiers.

En 1987, l'État se retire de l'association qui devient alors une coordination d'associations de chantier. Cette période est marquée par la décentralisation et la régionalisation que les associations nationales doivent assumer dans leur mode de structuration. Cotravaux poursuit son rôle de promotion des chantiers et plus largement des volontariats. La structuration régionale de Cotravaux se formalise en 2004 avec la création d'associations régionales, liées par convention pluriannuelle à l'association nationale.

En 2011, Cotravaux évolue pour devenir un réseau d'acteurs et s'ouvrir à de nouveaux membres. Les associations régionales peuvent alors devenir membres de Cotravaux et être élues au Conseil d'administration national.

Historique de la conservation

Les archives sont aujourd'hui conservées au siège social de l'association, à terme, elles seront transférées aux Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Outre les documents statutaires, d'instance et les publications de l'association, le fonds renferme des collections incomplètes des publications des associations membres et des chronos de courrier. Mais l'association a conservé peu de documents avant le milieu des années 1970. Les archives d'instances sont complètes concernant les comptes rendus d'assemblée générale et de conseil d'administration, les procès-verbaux de réunions des associations membres depuis 1964, les rapports moraux et financiers depuis 1965. Après 1977, le fonds s'étoffe : études, publications, dossier de relations avec les ministères, coupures de presse, etc.

S'agissant d'une coordination, les fonds d'archives d'associations adhérentes constituent une source complémentaire importante.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 COTRAVAUX – Réseau d'acteurs du travail volontaire, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 25 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1959-2011.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Concordia, 20140191 (ex 538J).
Don en 2005. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant COTRAVAUX :* 20140191/13-15, 43-46, 48, 57, 62, 77, 102, 116, 128, 139, 147, 149, 158, 159, 164, 200.
 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J).
Dépôt en 2004. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant COTRAVAUX :* 20140166/48, 98-103, 128, 155, 163-165, 200-207, 226-231, 260, 268-270, 286, 349, 384-386.

Creacop (CREACOP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [1973]

Créée par la Fédération nationale des Francas (voir notice) au début des années 1970, CREACOP est une société coopérative de distribution de services et de produits éducatifs destinés à la vie scolaire ou aux loisirs des enfants et des adolescents. La dissolution de la société est votée lors de l'assemblée générale du 17 mars 1986 et CREACOP cesse d'exister à compter du 17 mai de la même année.

Dès 1975, des antennes régionales sont mises en place, notamment en Centre-Ouest, dans le Sud et en Bourgogne.

Historique de la conservation

Les archives de cette société étaient conservées au même lieu que celles de la Fédération nationale des Francas. Elles ont fait l'objet d'un récolement en 2006-2007 par le PAJEP avant d'être transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Qu'il s'agisse des archives de fonctionnement ou d'activités, il semble que le fonds est moins riche pour la période 1976-1980. Les archives de fonctionnement comprennent des dossiers d'instances, de création (1973) et de dissolution (1986-1988) ainsi que des réunions d'animateurs d'antennes régionales (1976, 1980-1984). Les archives d'actions sont constituées principalement de catalogues, de programmes et de plaquettes promotionnelles ainsi que de correspondance passive et active.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 6 articles (547J 162, 659, 660, 955, 1233, 1234), 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1973-1988.

Culture et développement

Adresse : 9 rue de la Poste 38000 Grenoble
Téléphone : 04 76 46 80 29

Courriel : nord.sud@culture-developpement.asso.fr
Site internet : http://www.culture-developpement.asso.fr/

Historique du producteur

Création : [27 novembre 1961] ; 5 janvier 1962

L'association Culture et développement est créée à Paris en 1961 par Peuple et culture (PEC, voir notice) afin d'aider les pays en voie de développement, particulièrement en Afrique, à mettre au point les programmes et les activités de ces pays dans le domaine de la culture et de l'éducation.

Lors de sa création, elle est hébergée par PEC, dont les principaux responsables jouent un rôle moteur : Benigno Cacérès (voir notice) et Joseph Rovan (voir notice) en sont membres, Emmanuel Robles, président, et Paul Lengrand, secrétaire général.

PEC ne pouvant répondre aux demandes croissantes d'intervention dans les pays en voie de développement, elle charge Culture et développement de promouvoir l'action culturelle, d'adapter et de diffuser les méthodes d'éducation populaire dans des pays d'expression française en contribuant notamment à la formation des acteurs de la vie culturelle.

Ses moyens d'action sont principalement la formation de cadres en France et particulièrement en Afrique : moniteurs d'alphabétisation, animateurs de radio-clubs, animateurs d'hygiène et de santé, dirigeants de mouvements de jeunesse, etc. Culture et développement assure la diffusion d'idées et de techniques par la production de livres, périodiques, plaquettes, brochures, films et affiches. L'association a également envoyé des formateurs pour mettre au point l'utilisation de moyens audiovisuels dans la formation des adultes.

Les années 1960 semblent avoir été la grande période d'activité de l'association. Mais à partir du milieu des années 1970, l'association est mise en sommeil et ne reprend ses activités qu'en 1986. En 1992, l'association s'est détachée de PEC et est aujourd'hui domiciliée à Grenoble.

Historique de la conservation

Les archives de Culture et développement se trouvaient dans le fonds de PEC. Elles étaient entreposées à l'origine dans les caves de l'ancien siège de l'association au 27 rue Cassette à Paris. En 1983, elles ont été transférées Rue du Pont Neuf pour être classées par les stagiaires de l'école de formation de PEC, sous la direction du groupe de travail « Histoire et mémoire » de l'association. Les archives les plus anciennes ont alors été transférées dans une société d'archivage. Dans les années 1990, PEC a continué à déposer ses documents les plus anciens dans cette société d'archivage.

En 2001, toutes ses archives ont été rapatriées au siège de l'association, et elles ont fait l'objet d'un récolement avant d'être transférées en 2002 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Le fonds de Peuple et culture, y compris les archives de Culture et développement, représentait un volume d'environ 90 mètres linéaires. Un classement définitif a été réalisé par les Archives départementales du Val-de-Marne en 2005-2006. Les archives Culture et développement sont conservées dans le fonds de Peuple et culture.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

D'un volume d'environ 0,8 mètre linéaire, le fonds est relativement homogène mais lacunaire, ce qui s'explique notamment par la mise en sommeil de l'association dans les années 1970-1980. Figurent des documents statutaires (1961 à 1986), d'instances (de 1961 à 1975 puis de 1986 à 1991), les actions de formation (1964-1969) et des dossiers d'activités (à partir de 1985). Les publications sont lacunaires : des études (1968-1971 puis 1985, 1992) et seulement trois fiches de lecture réalisées sur le modèle des fiches de lecture de Peuple et culture (1964-1965). À noter la présence de deux enregistrements sonores qui se trouvaient

dans le fonds Benigno Cacérès : une réunion de bureau des années 1980 et un cours à des éducateurs.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 12 articles, 0,80 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1961-1992.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Benigno Cacérès, 533J
Don en 2003. Archives privées. Communication immédiate sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant Culture et développement :* 14AV 863-864 (2 cd audio : 59 mn 35 s ; 63 mn).

Culture et liberté (CEL), association départementale d'Isère

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Culture et liberté Isère était membre du réseau national Culture et liberté (CEL, voir notice), créée en 1970.

Culture et Liberté Isère est créée en 1971 à Grenoble à l'initiative de militants syndicaux et associatifs du Centre de culture ouvrière (CCO) de Grenoble. L'association s'installe à sa création au 17, rue de la station Pansard et changera de locaux à plusieurs reprises avant de s'installer définitivement au centre Cémoi, 12, rue Ampère, en 1979.

L'association intervient jusqu'en 1994 dans le domaine de la formation, de l'animation et de l'information. Elle se fixe comme objectifs de contribuer à la formation générale de travailleurs et d'animateurs, par des actions de formation dans les entreprises et les quartiers, de favoriser les échanges interculturels, d'animer et d'agir sur les territoires.

Face à la crise économique, CEL Isère développe des actions d'insertion sociale en lien avec des organismes d'État et se constitue un réseau local composé de partenaires, comme les comités d'entreprises, et des associations comme Peuple et culture (voir notice), Interpeller la presse, ALICES ou ATD Quart monde.

L'association souhaite donner, aux diverses composantes du monde du travail, les moyens d'acquérir et de développer leurs connaissances, de prendre en charge leur éducation, leur formation et leur existence dans tous les domaines. CEL Isère comprend également l'importance du « faire savoir » et participe activement aux débats de société, afin de se faire connaître, de promouvoir ses réalisations et ses réflexions, jouant ainsi un rôle de carrefour entre l'éducation populaire, la formation, le syndicalisme, l'entreprise, les institutions et les collectivités publiques.

À partir de 1990, l'association connaît de graves difficultés financières, en raison, notamment, de suppressions de subventions essentielles pour son activité. Malgré plusieurs tentatives de redressement, CEL Isère est contrainte de déposer le bilan en 1994.

Ses anciens adhérents se lancent rapidement dans la création d'une nouvelle association : Culture et Solidarité. Cette dernière reprend le flambeau et les locaux de CEL Isère mais se centre davantage sur l'idée de création d'un lieu d'expression culturelle, de rencontre et de solidarité pour des personnes qui n'y accèdent pas aisément. Les réflexions sur ce projet, se situant sur les terrains culturels, artistiques et citoyens, donnent naissance à l'action Solidarité expression initiative (Solexine) en 1996. En 2000, l'action Solexine donne lieu à la création d'une association autonome.

Historique de la conservation

Les archives de Culture et Liberté Isère ont été déposées aux Archives départementales de l'Isère en 2009, à la demande de Laurent Assathiany, ancien membre de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement de l'association entre 1971 et 1994.

Il se compose de documents administratifs et financiers, études, rapports, documents portant sur les actions de formation et d'animation, publications réalisées par les membres… On y trouve également environ 1 ml d'archives comptables sur Culture et Solidarité et Solexine allant de 1994 à 2003.

Environ 1,50 mètre linéaire a été éliminé, majoritairement des doublons, des documents préparatoires et des documents financiers.

Malgré quelques lacunes pour les premières années d'existence de CEL Isère, au niveau de son fonctionnement interne et de ses actions sociales et culturelles, ce fonds représente un atout essentiel pour la connaissance approfondie d'une association d'éducation populaire. Les archives de Culture et Solidarité et de Solexine ont été intégrées au plan de classement, car rattachées, de par leur origine, à CEL Isère : elles attestent de l'évolution des courants associatifs.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Isère

 Culture et liberté Isère, 267J
Archives privées. Communication libre à l'exception des articles 267 J 44-45 et 267 J 79-80, contenant des documents relatifs à la vie privée (délai de communication de 50 ans).
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 6,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1971-2003.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Culture et liberté national, 2005 021
Dépôts entre 1997 et 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 302 articles, 9,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1943-2000.

Culture et liberté (CEL), association départementale de la Loire

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Culture et liberté Loire était une association départementale de la Loire pour le développement culturel du monde du travail. Elle était membre de l'association nationale Culture et liberté (CEL, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en 1989 aux Archives départementales de Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement de l'association.

- Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice) : statuts, instance de direction, comptabilité, stages et colloques, participation à des mobilisations (contre la guerre d'Algérie et la guerre d'Indochine, à propos de la guerre israélo-arabe, des événements de mai 1968, ou de différents scrutins), dossiers de réflexion, publications ;
- Centre de culture ouvrière (CCO, voir notice) ;
- Culture et liberté (CEL) : fonctionnement interne de l'association (instances nationales du mouvement, comptabilité, personnel); activités de l'association (organisation de stages et programmes de formation, organisation d'expositions, d'échanges internationaux) ; réactions aux événements extérieurs (Lip, grève de la faim des travailleurs immigrés, élections, événements du Chili) ; publications, dossiers documentaires.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Loire

 Culture et liberté, 76J
Dépôt en 1989. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 176 articles, 7,65 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1952-1989.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Culture et liberté national, 2005 021
Dépôts entre 1997 et 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 302 articles, 9,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1943-2000.

Culture et liberté (CEL), association départementale de Moselle

Adresse : 1 rue du Coëtlosquet, 57000 Metz
Téléphone : 03 87 69 04 57
Courriel : federation@cultureliberte-moselle.com

Site internet : http://www.cultureetliberte-moselle.com/

Historique du producteur

Création : 1964

Culture et liberté Moselle est une fédération d'associations d'éducation populaire. Elle en rassemble environ 80 sur tout le département de la Moselle, aussi bien dans les villages que dans les quartiers. Elle est adhérente au mouvement national Culture et Liberté (CEL, voir notice). Ses objectifs sont de contribuer au développement culturel et à l'éducation populaire sous ses différents aspects (économique, civique, social, artistique, scientifique) dans la perspective de la promotion collective du progrès de la vie démocratique et de s'inscrire dans une démarche de développement local et solidaire.

Les actions phares de la fédération sont :

- la formation et l'insertion : brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs (BAFA) et brevet d'aptitude aux fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs (BAFD), actions en maison d'arrêt, chantier d'insertion ;
- l'animation et le développement local : organisation de centres de vacances et de loisirs, de centres aérés, d'échanges européens (franco-allemands) ou internationaux pour enfants et adolescents, rencontres et actions autour des jeux de société, ateliers d'écriture, animation de foyer des jeunes/socioculturels ;
- l'éducation à l'environnement : animations et sensibilisation aux énergies et aux problématiques de développement durable, gestion d'un lieu d'accueil et d'hébergement - site pilote sur l'éco-responsabilité ;
- la gestion d'un lieu de vie - centre d'accueil permanent pour mineurs en difficultés.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en plusieurs fois à partir de 1997 aux Archives départementales de Moselle.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de pièces relatives au fonctionnement de la fédération départementale (assemblées générales, bureau départementales, conseils d'administration), aux instances nationales de Culture et Liberté (assemblées générales, congrès nationaux, conseils d'administration, bureau national), et aux relations avec d'autres fédérations (correspondance, rencontres). On y trouve également les dossiers des associations désaffiliées ou dissoutes.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Moselle

 Fédération culture et liberté de Moselle, 79J
Dépôts depuis 1997. Archives privées. Communication soumise à autorisation de Culture et liberté de Moselle.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 67 articles, 6,30 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1963-1998.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Culture et liberté national, 2005 021

Dépôts entre 1997 et 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 302 articles, 9,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1943-2000.

Culture et liberté (CEL), association départementale du Nord

Adresse : 24 rue de Lannoy, BP 8, 59007 Lille Cedex
Téléphone : 03 20 56 07 04
Courriel : cultureetlibertenord@wanadoo.fr

Historique du producteur

Création : 1971

L'association départementale du Nord est adhérente du mouvement national Culture et liberté (CEL, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix, en 1997.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs aux activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Culture et liberté Nord, 1997 037 et 2001 001
Dépôt en 1997. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de récolement pour le dépôt 1997037 et aucun pour le 2001 001. Importance matérielle *:* 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1976-1996.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Culture et liberté national, 2005 021
Dépôts entre 1997 et 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 302 articles, 9,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1943-2000.

Culture et liberté (CEL), association départementale du Pas-de-Calais

Adresse : 3 rue Hoffbauer, 62000 Arras
Téléphone : 03 21 71 03 50
Courriel : culture.libertearras@orange.fr

Historique du producteur

Création : 1972

L'association départementale du Pas-de-Calais est adhérente du mouvement national Culture et liberté (CEL, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix, en 1997.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs aux activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Culture et liberté Pas-de-Calais, 1997 009
Don en 1997. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1987-1993.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Culture et liberté national, 2005 021
Dépôts entre 1997 et 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 302 articles, 9,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1943-2000.

Culture et liberté (CEL), fédération nationale

Adresse : 5 rue Saint Vincent de Paul, 75010 Paris
Téléphone : 01 47 70 37 50
Site internet : http://www.culture-et-liberte.asso.fr/

Historique du producteur

Création : [6-7 juin 1970] ; 25 juin 1970
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 18 mai 1973

Culture et Liberté est un mouvement national d'éducation populaire, composé en 2011 d'une quinzaine d'associations adhérentes, regroupant elles-mêmes une centaine d'associations et de groupes locaux. Elles sont réparties dans toute la France et sont très diverses par leur taille, leur organisation et leurs activités. En 2011, Culture et liberté revendiquait 25 000 participants aux activités par an, 10 000 adhérents, 5 500 bénévoles et 250 sont salariés.

Culture et Liberté est née de la fusion progressive de deux mouvements plus anciens : le Centre de culture ouvrière (CCO, voir notice), fondé en 1954 à partir de la transformation par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) de l'Institut de culture ouvrière (ICO, voir notice) créé en 1945 ; et le Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice) qui date de 1951. Ces deux organisations, issues de mouvements familiaux de la guerre et de l'immédiat après-guerre, avaient pour origine commune la Jeunesse ouvrière chrétienne, la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOC-JOCF, voir notice), le Mouvement populaire des familles (MPF, voir notice) et la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC).

La fusion entre les deux mouvements a été difficile. À cette occasion, se retrouvent autour d'un projet d'éducation populaire des militants que la scission Mouvement de libération du peuple/Mouvement de libération ouvrière (MLO) avait séparés, et des anciens jocistes de la génération suivante, comme par exemple Dominique Alunni. Elle est le résultat de nombreuses réunions préalables, officielles et officieuses.

La première assemblée générale constitutive commune s'est faite le 6-7 juin 1970 et le 7 juillet, l'association est publiée au Journal officiel sous le titre : « Culture et liberté, association pour le développement culturel du monde du travail ». Les statuts de la nouvelle association ont été déposés le 25 juin 1970, mais ils n'ont vraiment été appliqués qu'en 1972. Le but énoncé dans les statuts était le suivant : « contribuer au développant culturel sous ses différents aspects ; entreprendre toutes actions pouvant favoriser ce développement, exprimer les besoins et exigences matériels, intellectuels et moraux du monde du travail. »

Il est à noter que lors de la création de Culture et liberté, le MLO a été dissout mais pas le CCO, qui avait obtenu l'agrément des congés de formation ouvrière. Celui-ci a donc continué d'exister et est dénommé depuis 1996 sous l'appellation : Institut national de formation et d'application du Centre de culture ouvrière (INFA)

Historique de la conservation

Culture et liberté a effectué trois dépôts d'archives aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix :

- Un premier en 1997 qui comprenait principalement les archives du Mouvement de libération ouvrière (MLO) et quelques documents concernant la création de Culture et liberté ;
- Les deux autres dépôts effectués en 2000 et 2005 concernaient essentiellement les documents produits par Culture et liberté.

Lors du classement définitif en 2005-2006, les dépôts 1997 037, 2000 011 et 2005 021 ont été regroupés sous la cote 2005 021.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement du mouvement national : assemblées générales et conseils d'administration, bureau départemental et régional, congrès, correspondance, dossiers d'action.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Culture et liberté national, 2005 021
Dépôts entre 1997 et 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 302 articles, 9,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1943-2000.

Culture et promotion

Adresse : 6 rue de la Providence, 53000 Laval
Téléphone : 02 43 66 94 34
Courriel : culture.promotion@wanadoo.fr
Site internet : http://www.culture-et-promotion.org

Anciens noms du producteur

Association d'entraide et d'information sociales (AEIS), 1948
Action, éducation, information et vie sociale (AEIS), 1948-1962
Institut culture et promotion (ICP), 1962-1964
AEIS - Culture et promotion, 1964-1996

Historique du producteur

Création : 26 mars 1948
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 11 décembre 1961

Culture et promotion est une association nationale d'éducation populaire qui intervient dans le développement local et social. Son action vise à accompagner la participation citoyenne dans une perspective de développement durable.

Culture et promotion est issu du catholicisme social. Elle a, en effet, pour origine l'Association d'entraide et d'information sociale (AEIS), fondée en mars 1948 par l'Union nationale des secrétariats sociaux qui a pris plus tard le nom d'Union nationale des centres d'études et d'action sociales (UNCEAS, voir notice). Peu de temps après sa création, l'AEIS qui se donne pour but de poursuivre une action sociale, économique, civique et culturelle met en place un organisme de recherche, dont elle est le support juridique : le Centre de recherches économiques et sociales (CRES).

Au sein du CRES, les premières opérations de formation de cadres paysans commencent en 1954, en liaison avec la profession agricole, l'université et le commissariat à la productivité. Elles s'accélèrent au tournant des années 1960, ce qui vaut à l'AEIS d'être agréée en avril 1961 par le ministère de l'Agriculture au titre de la promotion sociale collective, agrément qui est transformé en 1966 en agrément de la promotion socioculturelle.

Cette période voit aussi s'ouvrir deux autres secteurs de formation : l'un destiné, au titre de la coopération, aux ressortissants des jeunes nations d'Afrique et de Madagascar qui venaient ou qui étaient en train d'accéder à l'indépendance ; l'autre destiné au milieu maritime, plus particulièrement à celui des marins pêcheurs.

En moins de 3 ans, les activités du service de la formation du CRES sont décuplées. Elles prennent une telle ampleur que la décision est prise, au sein de l'AEIS, de créer un organe spécialisé. Le 29 janvier 1962, le conseil d'administration de l'AEIS consolide l'existence du service de formation qui prend désormais pour nom : Institut culture et promotion (ICP).

Le 30 juin 1964, une assemblée générale modifie les statuts : l'association s'appelle désormais AEIS – Culture et promotion. Au 1er janvier 1965, l'assemblée générale de l'AEIS – Culture et promotion décide de conjuguer ses efforts de recherches et d'étude avec ceux des Semaines sociales de France (voir notice) et des Centres d'étude et d'action sociales. Le CRES est alors confié à la Fondation pour la recherche sociale (FORS) constituée quelques mois plus tôt.

Durant les années suivantes, l'association ajoute à ses missions de formation, des activités d'études, de conseils et d'animation. En juillet 2008, Culture et promotion transfère son siège nationale de Paris à Laval

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège social de l'association, une grande partie des archives a été détruite en 1991 lors du transfert du siège social du 14 rue Saint-Benoît dans le 6e arrondissement à leur siège dans le 11e arrondissement.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'association ne conserve aucune archive avant les années 1990, si ce n'est la revue *Documents pour notre temps* (depuis le début des années 1980) et un bulletin d'information des associations ayant leur siège au 14 rue Saint-Benoît *Saint Benoît informations* (1969-1979) et quelques périodiques du CRES (*Études et documents* entre 1953 et 1963) et *Bulletin hebdomadaire* entre 1949 et 1952.

Les Archives départementales du Val-de-Marne conservent néanmoins quelques publications de Culture et promotion datées des années 1960-1980 :

- 579J 10 (communication libre) : quelques ouvrages de la collection « Faits sociaux, faits humains » parus aux Éditions du Centurion : n° « L'Europe en devenir » par Philippe Farine (1964), « Les groupes sociaux, forces vives ? » par Henri Théry (1964), « Une terre pour les hommes. Vaincre la faim par le développement » par Philippe Farine (1965), « Aménager l'hexagone. Villes, villages, régions » par André Trintignac (1965), « Sujet ou citoyen. Initiation à la vie politique » par Jacques Duquesne (1965), « Équiper et animer la vie sociale » par Henri Théry et M Garrigou-Lagrange (1966), « L'éducation du couple et des parents » par Claudine Mordrel et Roger Benjamin (1966), « La formation permanente » par Bernard Roux (1969) ;
- 568J 26 (communication libre) : revue Dossier pour notre temps (n°1-58, 60-63, 65-78, 80, 82-99, 103, 106-115 (1963-1975). Nouvelle série : 1-4 (1980)).

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Culture et promotion, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle :* 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1949-2007.

Culture et télévision

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [31 mai 1955] ; 16 juillet 1955
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 11 août 1959

La création de Culture et télévision par Peuple et culture (PEC, voir notice) en 1955 coïncide avec le développement des postes de télévision en France. Joseph Rovan (voir notice), son président, Joffre Dumazedier (voir notice), Benigno Cacérès (voir notice) et Etienne Lalou,

réalisateur, perçoivent l'importance que ce média pourrait jouer dans l'éducation populaire. Ils s'inspirent des expériences des télé-clubs français faites par l'Unesco en 1953-1954.

Culture et télévision est hébergée au siège de Peuple et culture. Elle se donne donc pour objectif de diffuser la culture dans des programmes de télévision et de donner des outils afin que le public soit préparé et initié à en faire un usage réfléchi et critique. L'association encourage la création des télé-clubs, la formation d'animateurs, la réalisation d'émissions. Elle édite des *fiches de télévision* et la revue *Télévision et éducation*. Elle initie des enquêtes et développe la collaboration avec la Télévision française. L'association disparaît au milieu des années 1980.

Historique de la conservation

Les archives de Culture et télévision se trouvaient dans le fonds de PEC. Elles étaient entreposées à l'origine dans les caves de l'ancien siège de l'association au 27 rue Cassette à Paris. En 1983, elles ont été transférées Rue du Pont Neuf pour être classées par les stagiaires de l'école de formation de PEC, sous la direction du groupe de travail « Histoire et mémoire » de l'association. Les archives les plus anciennes ont alors été transférées dans une société d'archivage. Dans les années 1990, PEC a continué à déposer ses documents les plus anciens dans cette société d'archivage.

En 2001, toutes ses archives ont été rapatriées au siège de l'association, et elles ont fait l'objet d'un récolement avant d'être transférées en 2002 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Le fonds de Peuple et culture, y compris les archives de Culture et télévision, représentait un volume d'environ 90 mètres linéaires. Un classement définitif a été réalisé par les Archives départementales du Val-de-Marne en 2005-2006. Les archives de Culture et télévision sont conservées dans le fonds de Peuple et culture.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers de Culture et Télévision couvrent la période 1955-1973 pour un volume de 0,70 mètre linéaire. Ils reflètent l'action soutenue de son secrétaire général, Joseph Rovan, impliqué dans plusieurs actions et organismes liés à ce nouveau média : l'association Téléclub International, RTS/Promotion (Radio-télévision Scolaire), le comité des programmes de l'ORTF de 1969 à 1972. Les archives des instances sont lacunaires (1959-1970), le fonds présente une collection parcellaire des fiches Télévision de 1962 à 1967 et la presque totalité des numéros de la revue *Télévision et éducation* de 1960 à 1973. Il renferme aussi de nombreuses études et projets dont l'enquête menée en 1964-1966 par Joseph Rovan, sur commande du Conseil de l'Europe, analysant « les utilisations éducatives et culturelles de la télévision en Europe et les rapports entre les gouvernements et les autorités de la télévision ».

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 7 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1950-1973.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Benigno Cacérès, 533J
Don en 2003. Archives privées. Communication immédiate sauf documents touchant à la vie

privée.

Diabolo Menthe

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Nouveaux espaces, 1988-[1994]

Historique du producteur

Création : 1988

Diabolo menthe est fondée en 1988 sous le nom de Nouveaux espaces par Jean-François et Patrick Boulogne, fils d'André Boulogne, ancienne figure des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice). Son premier président est Denis Bordat, délégué général des CEMÉA de 1969 à 1979. Elle fait ainsi partie du projet pédagogique et du réseau de l'association, au même titre que le Théâtre de la Clairière (1948-1980), les éditions du Scarabée (1946-2001) ou Rencontres de jeunes (1959-1996), autant de structures « satellites » des CEMÉA plus ou moins autonomes.

Nouveaux espaces est créée dans le but de proposer des circuits moto pour adultes et des séjours de vacances itinérants et pédagogiques, dits « séjours de découverte », pour adolescents à travers le monde, sur des valeurs de cohésion de groupe, d'ouverture aux autres cultures, de prise d'initiative, d'autonomie et de responsabilité. Pour réaliser ses séjours, l'association s'appuie sur les comités d'entreprise.

Diabolo menthe, nommée ainsi en 1994, est mise en sommeil en 2020, en raison d'un déséquilibre financier causé par une baisse importante du nombre de ses séjours et de sa difficulté à constituer des équipes d'encadrement dédiées à son fonctionnement.

Historique de la conservation

Suite à l'arrêt de ses activités et la fin de bail de ses locaux en 2019, Diabolo Menthe s'est tourné vers le PAJEP pour déposer ses archives historiques aux Archives départementales du Val-de-Marne en 2020 (signature en 2022).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Peu d'archives issues des premières années et des instances de Diabolo menthe ont été conservées. De façon générale, il reste peu d'archives au regard des 30 ans d'existence de l'association.

Chaque séjour faisait l'objet d'une préparation rigoureuse et aboutissait à la collection de plusieurs typologies documentaires : catalogues, dossiers préparatoires, projets pédagogiques, fiches techniques, carnets de séjour ou *road book*. Le classement a respecté cette circonscription documentaire.

On trouve également des photographies et vidéos, dont des clips musicaux réalisés pendant les séjours ainsi que quelques diapositives illustrant d'avantage les séjours en moto pour adultes.

Ce fonds montre la manière avec laquelle a fonctionné une association impliquée dans l'organisation de voyages guidés par les valeurs d'aventure, de camaraderie et d'autonomie.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Diabolo Menthe, 607J
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 1,64 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1988-2020.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 512J
Dépôts entre 2001 et 2015. Archives privées. Communication libre sauf documents relatifs à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant ou liées à Diabolo Menthe* : 512J 640, 512J 981, 4AV 1432.

Domaine des Courmettes

Adresse : route de Courmettes, 06140 Tourrettes-sur-Loup
Téléphone : 04 92 11 02 32
Courriel : courmettes@arocha.org
Site internet : http://www.courmettes.com/

Historique du producteur

En 1937, le domaine des Courmettes, ancien sanatorium, est proposé en gestion à la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice). La maison accueille des guides et éclaireuses de tous les horizons : Togo, Algérie, Grande-Bretagne, Égypte, Belgique, États-Unis, etc. Lors des vacances, de nombreux camps sont organisés sur le domaine. En 1954, « L'expédition 54 » réunit 1500 filles du monde entier en présence de Lady Baden Powell, veuve du fondateur du scoutisme mondial. En 1964, les branches éclaireuses de la FFE rejoignent les branches masculines du scoutisme français mettant fin à la gestion du site par la fédération.

En 1965, l'association Amiral de Coligny reprend la gestion directe du domaine. L'accueil et l'animation d'enfants lors de colonies de vacances et de camps scouts est confié à d'anciennes éclaireuses.

En 1974, après deux années de fermeture, les Courmettes deviennent un centre d'animation permanent ouvert sur la nature, accueillant groupes et séminaires divers. En 1976 est créée l'association de gestion Les Courmettes dans une « perspective éducative, culturelle et d'enrichissement spirituel ». Dès la réouverture, l'objectif principal du domaine est la découverte et la défense de la nature.

La rencontre dans les années 1980 avec le Conservatoire études des écosystèmes de Provence (CEEP) donne naissance à un partenariat efficace aboutissant, en 1996, au classement en Réserve naturelle volontaire. Les activités de l'association cessent en 2006 à la suite de difficultés financières.

L'association propriétaire Amiral de Coligny maintient le domaine en espace naturel préservé, ouvert au public. Le projet jumelant recherche scientifique et éco-tourisme est porté par l'association A Rocha, qui depuis fin 2008, gère le domaine.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé par l'Association Amiral de Coligny aux Archives départementales des Alpes-Maritimes en 2010.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents concernant l'administration et le fonctionnement du site : assemblées générales, conseils d'administration, statuts, bulletins d'adhésion, correspondance, bilans, budgets, gestion, finances, comptabilité, emplois, subventions. On y trouve également l'historique du site, l'évolution des lieux (plans, travaux), les différentes activités mises en place : classes vertes, centre permanent d'initiation à la nature. Des photographies des camps FFE font aussi partie du fonds.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Alpes-Maritimes

 Domaine des Courmettes, 209J
Dépôt en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 43 articles, 4,30 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1818-2004.

Éclaireurs unionistes d'Oloron-Sainte-Marie

Historique du producteur

Création : [1911]

Créée dans les années 1910 par le pasteur Albert Cadier à Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques), l'association est l'une des premières troupes d'éclaireurs unionistes en France.

Historique de la conservation

Les archives de l'associations sont conservées au sein du fonds du Centre d'études du Protestantisme Béarnais (CEPB, voir notice) déposé aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont constituées de nombreux documents tels que statuts, fiches de renseignements, notes, correspondance, comptabilité, comptes rendus de camps, coupures de journaux, rapports, circulaires, prospectus, catalogues, insignes, films et documents iconographiques.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

 Centre d'études du Protestantisme Béarnais (CEPB), 60 J
Dépôts à partir de 1987. Archives privées. Communication sur demande.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 1 articles (60J 40/1-63). Dates extrêmes : 1911-1967.

Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF), fédération nationale

Adresse : 12 place Georges Pompidou, 93167 Noisy-le-Grand Cedex
Téléphone : 01 48 15 17 66
Courriel : national@eedf.asso.fr
Site internet : http://www.eedf.asso.fr

Anciens noms

Éclaireurs de France (EDF), 1911-1964

Historique du producteur

Création : [21 novembre 1911] ; 2 décembre 1911
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 mars 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 6 août 1925

Les Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF) sont un mouvement laïque de scoutisme. Ils font partie du Scoutisme français (voir notice), de l'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS) et de l'Association mondiale des guides et éclaireuses (AMGE). Ils sont également membres de la Coopération francophone des associations de scoutisme laïque (COFRASL) et de l'Union internationale des associations scoutes/guides pluralistes et laïques (UIPL).

Le 27 octobre 1911, Pierre de Coubertin fonde le mouvement des Éclaireurs français. Quelques semaines plus tard, Georges Bertier et Nicolas Benoît créent l'association des Éclaireurs de France, qui se veut alors un mouvement de scoutisme aconfessionnel français et qui va connaître un rayonnement et un développement beaucoup plus grand que les Éclaireurs français.

Les Éclaireurs de France ont eu un rôle fondamental dans la création des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) à la fin des années 1930 et des Francas (voir notice) en 1944.

En 1949, les Éclaireurs de France ouvrent leurs portes aux filles. En 1964, ils fusionnent avec les Éclaireurs français et la section neutre de la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice) pour créer le mouvement des Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF).

Historique de la conservation

Les archives de l'association nationale étaient conservées au siège national de l'association, au 12 place Georges Pompidou, à Noisy-le-Grand (93). Une grande partie des archives anciennes à vocation historique a fait l'objet d'un travail d'archivage, notamment par Nicolas Palluau, historien et militant de l'association.

Après récolement, les archives à vocation historique antérieures à 1995 ont été déposées en 2006 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

À noter que le fonds d'archives renferme aussi quelques dossiers de militants ayant joué un rôle national qui ont déposé leurs archives au siège national dans les années 1990 : Pierre Bonnet, Charles Boganski, Albert Châtelet, René Dumeste, Nicole Gruneberg, Albert Lacomme, Bernard Machu. Figurent également quelques papiers et photographies envoyés par des groupes locaux au siège national, dont les plus anciens remontent à la création de l'association nationale. Ces papiers étaient insérés dans les dossiers de suivi et d'animation des groupes locaux.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Avec 138 mètres linéaires, les archives de l'association présentent un grand intérêt. Les documents les plus anciens remontent à la création de l'association en 1911. Figure par exemple un registre des comptes rendus des assemblées générales, des comités directeurs et du bureau. Mais en dehors des périodiques, le fonds est très incomplet jusque dans les années 1950. L'association n'a pas conservé d'archives d'instances entre 1920 et 1940. À signaler néanmoins quelques papiers intéressants sur le centre de formation des cadres de Cappy : fiches individuelles de stagiaires, registre des comptes rendus de réunion entre 1923 et 1949.

Les archives d'instances sont mieux conservées à partir de la fin des années 1940, et celles concernant les activités à partir des années 1960.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2006. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 1506 articles, 138,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1911-2005.

Éclaireuses et éclaireurs de France, groupe de Bordeaux

Historique du producteur

Le groupe des Éclaireuses et Éclaireurs de Bordeaux est membre des Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF, voir notice). Il vise à contribuer à la formation de la jeunesse par l'animation de sociétés de jeunes selon les principes et pratiques du scoutisme.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives municipales de Bordeaux par Edmond Cardoze.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds contient un ensemble d'ouvrages et de périodiques rassemblés par les Éclaireurs de France dans le cadre de leurs activités d'éducation et d'animation : ouvrages généraux et pratiques sur le fonctionnement et les activités de ce mouvement, ouvrages de la branche aînée et des cadres, statuts de l'association, règlement général, revues diverses éditées par les Éclaireurs de France.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Bordeaux

 Éclaireurs et éclaireuses de Bordeaux, 160S
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1,17 mètre linéaire.
Dates extrêmes : 1924-1966.

Éclaireuses et éclaireurs de France, groupe de Dijon-Bourgogne

Adresse : 4 rue Chancelier de L'hospital, 21000 Dijon
Téléphone : 03 80 67 14 61
Courriel : bourgogne@eedf.asso.fr
Site internet : region-bourgogne.ecles.fr

Historique du producteur

Création : 20 janvier 1914

Créé à Dijon le 20 janvier 1914, le groupe de Dijon-Bourgogne des Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF, voir notice) s'est rapidement développé dans plusieurs villes de la région. Le « chef » Charles Granvigne a été dès l'origine et toute sa vie l'animateur et l'administrateur d'EEDF à l'échelon local puis régional.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées par l'Association des anciens éclaireurs et éclaireuses (AAEE), groupe Dijon-Bourgogne dans son local partagé avec les EEDF Bourgogne, à Dijon. Elles sont entreposées sur des rayonnages dans une pièce qui leur est spécialement affectée.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué des trois types de documents : des ouvrages (environ 200 livres sur l'histoire du scoutisme, la pédagogie, les mouvements d'éducation populaire), des revues et périodiques (surtout les éditions des Éclaireurs de France (EDF) et des Éclaireuses éclaireurs de France (EEDF), et des archives d'activités. On y trouve également des archives audiovisuelles, des illustrations diverses, des albums photographiques.

Localisation du fonds du producteur

Association des anciens éclaireurs et éclaireuses, groupe Dijon-Bourgogne

 Éclaireurs et éclaireuses de France, groupe Dijon-Bourgogne
Archives privées. Communication sur demande.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Dates extrêmes* : 1899-2009.

Éclaireuses et éclaireurs de France, région de Lyon

Adresse : 17 rue Neuve, 69001 LYON
Téléphone : 04 72 00 20 20
Courriel : rhone-alpes@eedf.fr

Anciens noms du producteur

Éclaireurs de France, province lyonnaise
Association lyonnaise des Éclaireurs français

Historique du producteur

Création : 1912

La création de la section lyonnaise des Éclaireurs de France (ÉdF) en 1912, par Pierre Mazeran, prend place dans un contexte où le scoutisme laïc apparaît, pour certains membres de l'enseignement lyonnais, comme un moyen de mettre en place des réformes sociales. Les ÉdF lyonnais jouent alors un rôle important dans la prise en charge des enfants et adolescents dans la ville de Lyon.

Avec le retour de la paix en 1918, les ÉdF amorcent un rapprochement avec le Groupement Départemental de l'Enseignement Laïque (GDEL), section lyonnaise de la Ligue de l'Enseignement (voir notice), qui reçoit alors de fortes subventions : les Éclaireurs se voient confier l'organisation de certaines garderies scolaires.

La section lyonnaise des ÉdF trouve sa place dans les années 1930 dans les réseaux lyonnais des œuvres laïques d'éducation : on la retrouve en particulier lors de la mise en place des premiers stages de formation de moniteurs de colonies de vacances sur Lyon après 1937.

Durant la période 1945-1965, les liens avec l'institution scolaire se renforcent.

En 1964 les ÉdF, la Section Neutre des Éclaireuses et les Éclaireurs Français fusionnent pour former les Éclaireuses et Éclaireurs de France (EEDF, voir notice).

Historique de la conservation

Les déménagements successifs jusqu'à celui de la rue Neuve dans le 1er arrondissement de Lyon ont provoqué des pertes d'archives.

Les fonds de la Fédération française des éclaireuses, des Éclaireurs français et des Éclaireurs de France étaient conservés dans leurs locaux respectifs. Ils ont été déplacés dans ceux de la section lyonnaise des Éclaireuses et Éclaireurs de France suite à leur fusion en 1964, jusqu'à leur transfert aux Archives municipales de Lyon en 2014. Une petite partie des archives de l'association avait, entre temps, été déplacée au LARHRA, Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes, par Marc Météry dans le cadre de ses recherches (professeur d'histoire, chercheur et ancien président de l'association) avant leur transfert aux Archives municipales.

Les archives dites de « Jean Philippe », chef de troupe, forment un sous-fonds récupéré par Christophe Fauquet, permanent régional de l'association, à Dijon et remis aux EEDF de la région de Lyon à une date incertaine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds, complexe au vu de l'histoire de l'association et de ses archives, regroupe 5 sous-fonds :

- celui de la Fédération française des éclaireuses (FFE), intégré lors de la fusion en 1964
- celui de la province lyonnaise des Éclaireurs de France (ÉdF)
- celui de l'Association lyonnaise des Éclaireurs français
- celui de Marc Météry
- enfin, celui dit de « Jean Philippe ».

Le fonds se compose essentiellement de documents sur le fonctionnement du mouvement éclaireur au niveau local ainsi que sur ses activités. Un certain nombre de documents antérieurs aux années 1960 ont vraisemblablement été détruits. Il est également probable que

d'anciens membres aient conservé des documents. Notons cependant que le document le plus ancien est un album datant de 1916.

À l'intérieur de chaque sous-fonds, on trouve des documents statutaires, des comptes rendus et des rapports des différentes instances ainsi que des pièces comptables. Sont présents aussi des documents issus de l'association nationale, et aussi de la section lyonnaise de la Jeunesse au plein air, dont les EEDF faisait partie. Chaque sous-fonds contient aussi des dossiers sur les activités réalisées, en particulier les différents camps et séjours et les formations à l'animation de colonie de vacances. En lien avec cela, on note la présence de documents sur la gestion des différents bâtiments de l'association, et notamment celui de Ranchal, centre de vacances ayant accueilli des sessions de formation et des congrès régionaux. Des carnets de routes réalisés par des éclaireurs au cours de leurs sorties viennent aussi illustrer ces activités, tout comme des photographies datant, pour la majorité, des années 1990. On trouve enfin des document sur les liens entretenus avec d'autres organismes, au niveau local, régional et national.

Les papiers du sous fonds Marc Météry permettent en particulier de voir la gestion des groupes d'Ambérieu et de Montélimar qu'il a dirigés entre 1967 et 1968, puis au début des années 1970. Ces documents témoignent du fonctionnement mais aussi des relations tissées avec les niveaux régionaux

Le sous-fonds « Jean Philippe » contient quelques documents personnels et des ouvrages sur le scoutisme, dont ceux réalisés par le groupe dijonnais Lazare-Carnot.

Le fonds comporte aussi un nombre important de revues éditées par les associations, auxquelles s'ajoute une riche bibliothèque d'ouvrages et des films 8 mm et disques vinyles (331II/7, 331II/27-331II/31) qui ne sont pas communicables en raison de l'absence de moyen de lecture.

Ce fonds d'archives est particulièrement intéressant pour les chercheurs travaillant sur les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Lyon

 Éclaireuses et Éclaireurs de France de la région de Lyon, 331II/1-331II/135
Dons en 2014 et 2021. Archives privées. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 135 articles, 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1916-2011.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2007. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 1506 articles, 138,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1911-1995.

Éclaireuses et éclaireurs de France, région Provence

Historique du producteur

Création : 1911

Le groupe des Éclaireuses et Éclaireurs de la région Provence est membre des Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF, voir notice). Son siège est à Marseille.

Le territoire éclaireur provençal a connu plusieurs découpages, reflet des évolutions de la démographie scoute et de la dynamique associative. Il reprend à sa manière les effets de concurrence et de coopération entre la vieille métropole marseillaise, englobant jusqu'à Aix-en-Provence, et la jeune et dense métropole niçoise. La région éclaireur rassemble initialement les six départements de l'immense académie d'Aix-Marseille (Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse).

Au début de la décennie 1930, un Foyer des Éclaireurs s'ouvre à Marseille dans le quartier de Mazargues, à l'initiative du commissaire Pierre Deschamps, ancien directeur de l'enseignement à Madagascar. Mais il n'en reste rien hormis le souvenir du passage de Robert Baden-Powell en 1933. Aux débuts de la Ve République, des clans de Routiers se créent dans les internats de lycée ou en école normale, telle celle d'Aix-en-Provence à l'initiative de son directeur, le psychopédagogue Paul Juif.

La reproduction du découpage administratif est le reflet d'interactions entre les Éclaireurs de France et l'institution scolaire. Dans la foulée de la création de l'académie de Nice en octobre 1965, le comité directeur des Éclaireuses et Éclaireurs de France crée en 1967 une région Côte d'Azur qui regroupe les départements des Alpes-Maritimes et du Var. Celle-ci est structurée par deux pôles, l'un niçois, autour de groupes locaux actifs, et l'autre varois, marqué par l'essor d'un service de vacances pour adolescents à Toulon (1965-1998), un temps entité autonome. L'équipe régionale est constituée annuellement en congrès : on trouve à sa tête le responsable régional dont l'élection est confirmée par le comité directeur, organe exécutif de l'association nationale qu'il représente sur le territoire. À ce titre, il visite les camps, le plus souvent estivaux, accueillis dans la région. D'autres camps d'adolescents s'ouvrent dans les Alpes-de-Haute-Provence, à Annot, à l'initiative de la commissaire générale Claire Mollet.

Dans la décennie 1960, l'association achète des bâtiments et des terrains à Couteron, près d'Aix-en-Provence, à Saint-Léger-du-Ventoux (Vaucluse) et à Trets (Bouches-du-Rhône). Ces centres de pleine nature accueillent des stages de formation éclaireurs de compétence régionale, dit 1er degré, habilités sessions théorique ou de spécialisation sous la forme du BAFA à partir de 1972. Au nombre de deux à trois par année scolaire au moment des vacances d'automne, d'hiver ou de printemps, ces stages formeront, en une cinquantaine d'années, environ 3 000 stagiaires, donnant une idée de l'ampleur du travail accompli par les cadres bénévoles.

Cinquante ans plus tard, un mouvement inverse confirme une démographie en retrait : en 2018, les Éclaireuses et Éclaireurs de France fusionnent les deux régions en une entité unique nommée Provence Alpes Méditerranée.

Historique de la conservation

En 2018, la vente par les Éclaireuses et Éclaireurs de France des locaux marseillais du groupe de la région Provence entraîne le transfert des archives qui y étaient conservées aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les documents proviennent des deux permanences régionales successives, celle du 66bis rue Sainte, près du Vieux-Port et celle du 121 rue Saint-Pierre (Ve arrondissement) achetée en 1984. L'essentiel des archives couvre le département des Bouches-du-Rhône et dans une moindre mesure les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes et le Vaucluse. Elles couvrent une longue période allant de la décennie 1950 à la décennie 2010 avec une densité plus grande pour la fin du XXe siècle. On y trouve les comptes rendus des travaux de l'équipe régionale et plusieurs dossiers sur les activités locales. Les localités les plus représentées sont Marseille, Aix-en-Provence, Gardanne, Avignon, Orange, Gap, Veynes et Briançon. Figurent également des documents liés aux regroupements des unités des centres de Couteron, Saint-Léger-du-Ventoux et Trets.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Éclaireuses et éclaireurs de France, région Provence, 312J
Dépôt en 2018. Archives privées. *Communication* : non accessible (classement en cours). *Instrument de recherche* : en cours. *Importance matérielle* : 30 ml. *Dates extrêmes* : années 1930 – années 2010.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Cotes concernant les Éclaireurs de la région Provence : 542J 73-77, 170, 176, 325, 418, 507, 519, 578, 694, 723. *Cotes concernant les Éclaireurs de Côte d'Azur (Alpes-Maritimes)* : 542J 172, 419, 578, 598. *Cotes concernant les Éclaireurs du Var (groupes locaux et Service Vacances de Toulon)* : 542J 76, 78-108, 110-121, 122-125, 535, 921-926, 1018-1023, 1027, 1252, 1402, 1474. *Dates extrêmes* : 1911-1995.

Archives départementales des Alpes-Maritimes
 Association des amis du musée niçois des traditions scoutes, 92J
Dates extrêmes : 1910-1993.

Archives départementales du Var
 Association des Anciens Éclaireuses et Éclaireurs de France, 40 J
Dates extrêmes : 1931-2003.

Éclaireuses et éclaireurs israélites de France (EEIF)

Adresse : 27 avenue de Ségur, 75007 PARIS
Téléphone : 01 47 83 60 33
Courriel : secretariat@eeif.org
Site internet : www.eeif.org

Anciens noms du producteur

Société de la troupe David, 1924-1927
Éclaireurs israélites de France (EIF), 1927-1973

Historique du producteur

Création : [1923] ; 21 février 1924
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 mars 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 23 novembre 1966

Les débuts du mouvement des EIF se font dans le cadre d'un modeste patronage de la communauté juive, le BLE (Boursiers et lauréats des écoles), créé avant la première guerre mondiale. Durant l'été 1921, Robert Gamzon, fils d'un ingénieur immigré d'Europe centrale et petit-fils du grand rabbin de France, rencontre des scouts dans la région du Chambon-sur-Lignon. En octobre 1922, il entre au comité du patronage du BLE et réussit à y convaincre quelques jeunes de s'intégrer à une patrouille de préparation au scoutisme israélite, appelée la patrouille des Bleuets.

En février 1923 cette patrouille organise sa première activité indépendante et, l'année suivante, est fondée la Société de la troupe David qui devient le mouvement des Éclaireurs israélites de France en janvier 1927.

Par ailleurs, se met en place en 1926 la première compagnie d'éclaireuses israélites et, en 1927, des négociations ont lieu pour une double affiliation des éclaireuses aux EIF et à la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice). Les EIF sont donc la seule organisation scoute co-éduquée en France jusqu'à la fin des années 1940.

Les EIF sont reconnus par le Bureau inter fédéral du scoutisme (BIF) en 1938 et ils font partie avec voix consultative du Scoutisme français (voir notice) dès sa création le 27 novembre 1940. En 1964, les unités israélites féminines sont intégrées dans le mouvement des EIF qui devient alors les Éclaireuses et éclaireurs israélites.

Historique de la conservation

En 1996, l'association a confié une grande partie de ses archives antérieures à 1967 au Centre de documentation juive contemporain (CDJC). Les archives conservées au siège de l'association devraient être également déposées à court terme.

Présentation des sources

Le fonds comprend des archives constituées par l'association ainsi que des papiers donnés par des militants des EEIF. Une dizaine de boîtes a fait l'objet d'un répertoire numérique, il s'agit principalement de documents compris entre 1931 et 1945. Le reste du fonds est également communicable sur la base d'un récolement succinct.

Localisation du fonds du producteur

Centre de documentation juive contemporaine

 Éclaireuses et éclaireurs israélites de France, EEIF
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun

Siège national

 Éclaireuses et éclaireurs israélites de France, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation des EEIF.
Instrument de recherche : aucun.

Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (EEUDF)

Adresse : 15 rue Klock, 92110 Clichy
Téléphone : 01 42 70 52 20
Courriel : sn@eeudf.org
Site internet : www.eeudf.org

Anciens noms du producteur

Éclaireurs unionistes de France (EUF), 1912-1970
Fédération des éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (FEEUF), 1970-1995

Historique du producteur

Création : [1912] ; 11 décembre 1921
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 mars 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 13 août 1947

Les éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (EEUDF) sont un mouvement de jeunesse scout d'inspiration chrétienne et protestante. Un peu avant 1911, des troupes d'éclaireurs se constituent au sein de foyers dépendants de la Mission populaire évangélique de France (MPEF, voir notice). Au printemps 1911, les Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG, voir notice) commencent à transformer leurs sections cadettes en troupes d'éclaireurs.

En novembre 1912, les UCJG créent le mouvement des éclaireurs unionistes qui devient une branche de l'association avec un secrétaire national. Le 17e congrès de l'UCJG au Havre en 1920 voit les éclaireurs unionistes prendre leur autonomie, même si des accords sont conclus pour articuler les directions locales et nationales des deux mouvements.

Organisées au sein de la Fédération française des éclaireuses jusqu'à sa dissolution en 1964, les Éclaireuses unionistes créent alors leur propre structure, la Fédération française des éclaireuses unionistes (FFEU), avant de fusionner en 1970 avec les Éclaireurs unionistes de France (EUF) au sein de la Fédération des éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (FEEUF). En 1995, cette dernière modifie substantiellement ses statuts et devient le mouvement des Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (EEUDF).

Historique de la conservation

Les archives les plus anciennes ont été déposées au milieu des années 1960 à la Société de l'histoire du protestantisme français (SHPF), probablement peu après le transfert du siège national de la rue de Baume à Paris au 15 rue Klock à Clichy. Néanmoins il semble que la structure nationale aurait pu effectuer des dons avant cette date. Dans les années 1980-1990, le fonds a été enrichi par des dons de militants. L'association des Anciens éclaireurs unionistes de France (Les Tisons) a joué un rôle fondamental dans la constitution de ce fonds.

Le fonds déposé à la SHPF a été trié et classé thématiquement par Madame Scheurer, secrétaire des Tisons, puis par Madame Patay, qui ont réalisé un fichier recensant la plus grande partie des documents disponibles. Les pièces ajoutées par la suite ont été répertoriées jusqu'au début des années 1990. Un récolement succinct a été effectué par le PAJEP en 2006. La même année, la propriété du fonds a été réglée par un accord entre les EEUDF, Les Tisons et la SHPF qui en est devenue le propriétaire légal.

En 2013-2014, la SHPF a fait don de documents audiovisuels originaux (films 16mm, 8mm, VHS, cassettes audio et diapos) aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, suite à un accord conclu avec le réseau Baden-Powel pour la numérisation des documents : outre la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice), certains de ces films relèvent des EEUDF.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La collection la plus complète des périodiques publiés par l'association nationale se trouve au siège social à Clichy, néanmoins la SHPF conserve une collection plus riche de plaquettes de présentation, d'annuaires des troupes unionistes, de brochures, manuels et ouvrages anciens publiés par les Éclaireurs unionistes.

Les archives déposées à la SHPF concernent principalement les années 1910-1950 et renferment même des documents sur les débuts de l'association nationale. Une grande partie des documents produits par l'association a probablement disparu. Néanmoins, et même si l'on ne peut pas affirmer que les dossiers d'instances sont tous conservés, ceux-ci permettent de reconstituer la vie statutaire et organisationnelle. Figurent notamment des éléments

intéressants concernant le 17e congrès du Havre en 1920 qui voit les Éclaireurs unionistes prendre leur autonomie par rapport à l'UCJG.

Le fonds renferme aussi des éléments sur l'organisation de stages et de camps : journal et carnets, statuts du camp-école de Cappy, cours des chefs, programmes, cahiers de notes de stagiaires, photographies. Les dossiers de participation aux jamborees semblent moins riches, hormis celui organisé en 1947 en France à Moisson. Figurent aussi quelques documents de l'Association nationale des anciennes et anciens éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, des ouvrages sur l'association, des revues, des archives de groupes locaux (périodiques, journal de troupe, carnets, correspondance, photographies, etc.) qui proviennent de dons de militants à la SHPF.

Au siège national, outre les publications, sont conservées les archives d'instances depuis 1953 : registre des assemblées générales, des comités directeurs et des conseils d'administration, rapports moraux, bilans financiers mais aussi conseils nationaux depuis 1968, animation et suivi des groupes régionaux, organisation de stages et de formations, jamborees, etc.

Les films déposés aux Archives du Val-de-Marne couvrent une période allant de 1951 à 1982.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, non coté
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun, 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1912-2007.

Société d'histoire du protestantisme français

 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, non coté
Dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 70 articles, 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1911-2001.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, 100AV (599J)
Dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 62 articles. *Dates extrêmes* : 1951-1982.

Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (EEUDF), groupe de Paris-Passy

Adresse : 27 rue de l'Annonciation, 75016 Paris

Historique du producteur

Création : 2 novembre 1912

Fondé en 1912, le groupe unioniste de Passy est membre des Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (EEUDF, voir notice), mouvement de scoutisme d'inspiration chrétienne et d'origine protestante.

Historique de la conservation

Au début des années 2000, les archives ont été données à la Société d'histoire du protestantisme français (SHPF) qui a réalisé un répertoire numérique.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives les plus anciennes du groupe remontent à sa création en 1912 : papiers de troupes (circulaires et programmes des sorties et des camps, liste d'éclaireurs, livrets d'intendance, photographies), cahiers de patrouilles renfermant des rapports anecdotiques de camps et de sorties, rapports d'exploration, carnets techniques, diplômes, herbiers, dessins, photographies, témoignages d'anciens éclaireurs, insignes, ouvrages sur la troupe et sur le scoutisme. En outre, le fonds comprend une collection complète de son journal appelé successivement *Cocorico* (1916-1935) puis *Vert et rouge* (1936-1952) et *Rouge et vert* (depuis 1953).

L'originalité de ce fonds tient au fait qu'une grande partie des archives émanent de la plume d'adolescents. Elles sont complétées par les réponses écrites de deux cents anciens éclaireurs à une fiche de renseignements et par les témoignages oraux d'une trentaine d'entre eux.

Localisation du fonds du producteur

Société d'histoire du protestantisme français

 Éclaireurs unionistes de Paris-Passy, 026Y
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 2 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1912-1999.

École des cadres d'Uriage

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1940

L'École des cadres d'Uriage était une institution française créée pendant la seconde guerre mondiale par le régime de Vichy. Elle était située à Uriage-les-Bains, station thermale rattachée aux communes de Saint-Martin-d'Uriage et Vaulnaveys-le-Haut (Isère). Active entre 1940 et 1942, elle avait pour but de former les nouvelles élites de l'État.

Elle fut créée par un jeune capitaine de cavalerie, Pierre Dunoyer de Segonzac, avec le soutien de certains membres du secrétariat d'État à la Jeunesse.

Pierre Dunoyer de Segonzac parvint à se ménager une certaine indépendance par rapport au gouvernement de Vichy : il fit venir à Uriage des intellectuels indépendants tels qu'Hubert Beuve-Méry, futur fondateur du journal *Le Monde*, Joffre Dumazedier (voir notice), ou Benigno Cacérès (voir notice), futurs fondateurs de Peuple et culture (PEC, voir notice), Paul-Henry Chombart-de-Lauwe (voir notice), Paul Reuter, Jean-Marie Domenach, et des conférenciers comme Emmanuel Mounier et Jean-Marcel Jeanneney.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de l'Isère.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'école : documentation, création et organisation, rapports d'activités, budget et comptabilité, personnel, correspondance, dissolution, doctrine, colloques, publications, iconographie, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Isère

 École des cadres d'Uriage, 102J
Don. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 187 articles, 7,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1931-1959.

École des parents et des éducateurs d'Ile-de-France (EPE IDF)

Adresse : 5 impasse Bon-Secours, 75543 Paris Cedex 11
Téléphone : 01 44 93 44 88
Courriel : epe@epe-idf.com
Site internet : www.epe-idf.com

Anciens noms du producteur

École des parents et des éducateurs (EPE) de Paris, 1929-1949
École des parents et des éducateurs, 1949-1970

Historique du producteur

Création : 1929
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 décembre 1949
Reconnaissance d'utilité publique : 12 août 1952

En 1929, des parents, des pédagogues et des médecins psychanalystes d'enfants, créent l'École des parents et des éducateurs (EPE) de Paris. Leur objectif est de diffuser auprès des familles les nouveaux savoirs qui peuvent les éclairer. La fondatrice de l'association Marguerite Lebrun-Vérine écrit que l'École des parents vise à « à répandre une meilleure connaissance de l'enfant et des réalités éducatives familiales parmi les parents et les éducateurs, et d'une façon générale, à les aider à résoudre les difficultés de leur tâche, notamment par la confrontation de leurs expériences dans des cercles de parents ».

À partir de l'exemple parisien, de nombreuses EPE se créent en France dans les années 1950-1960 : l'EPE de Paris tient un rôle centralisateur jusqu'à la création en 1970 de la Fédération nationale des écoles de parents et d'éducateurs (FNEPE, voir notice).

Aujourd'hui, l'École des parents et des éducateurs d'Ile-de-France (EPE IDF) a pour objectif principal de soutenir les acteurs éducatifs : parents, groupe familial, professionnels.

Historique de la conservation

Lors d'une expertise des archives réalisée en 2006, la majeure partie des archives anciennes de l'EPE d'Ile-de-France et de la FNEPE étaient stockées à Aubervilliers dans une société

d'archivage (Archivéco). Depuis, ces archives ont été perdues : la partie la plus ancienne remontait à 1949 ; on y trouvait aussi les livres, revues et ouvrages de l'ancien centre de documentation de la FNEPE et de l'EPE d'Ile-de-France.

En février 2020, l'ensemble des archives audiovisuelles de l'EPE IDF, qui avaient été transférées du siège de l'association au laboratoire de démographie de l'Université Paris 1 (site de Tolbiac), a été confié aux Archives nationales dans le cadre du PAJEP, par l'intermédiaire de Renaud Orain, enseignant-chercheur du dit laboratoire.

Ces archives audiovisuelles renferment pour l'essentiel des films documentaires ou de fiction réalisés à des fins pédagogiques entre les années 1950 et 1980. À une exception près, où l'original d'un film 35 mm est accompagné de la bande magnétique son, la plupart des titres nous sont parvenus sous forme de copies 16 mm. Les films ont souvent été versés en plusieurs copies, sans exhaustivité. D'après la numérotation des certaines copies, on comprend que certaines copies sont manquantes, conservées ailleurs ou perdues. Plusieurs titres figurent parfois sur une même pellicule 16 mm. Pour les titres plus récents, les copies ont été conservées sur cassette BVU ou VHS. Enfin les captations d'ateliers réalisés dans le cadre d'un congrès en 2007 ont été faites sur un support numérique, le mini DV.

Présentation des sources

L'expertise réalisée en 2006 au siège de l'EPE d'Ile-de-France avait mentionné l'existence d'archives anciennes à vocation historique, d'un volume inférieur à 10 mètres linéaires. À ce jour, nous ne savons pas si ces archives ont été préservées.

Le versement audiovisuel, lui, comprend d'une part les films socio-éducatifs produits ou réalisés par l'EPE ou la FNEPE, d'autre part des films acquis par l'EPE. Dans le cadre des actions éducatives menées auprès des parents d'élèves ou de jeunes au début des années soixante, le cinéma occupe une place importante. Sous l'impulsion de Jean Ormezzano, responsable des services d'animation, des groupes de réflexions sont organisés dans les Maisons de Jeunes et de la Culture, foyers de jeunes travailleurs, écoles techniques, centres regroupant des jeunes. L'idée est de réfléchir en travaillant ensemble sur un projet d'exposition, d'édition de brochure, de reportage photographique ou de montage audiovisuel. Le film *L'escalier*, conçu par un groupe de mères célibataires en 1964, illustre ce type de travail collaboratif. Parallèlement, l'EPE fait appel à Jean Dasque pour des réalisations destinées à la télévision. Ainsi, en 1967, une série d'émissions sera diffusée sur la première chaîne de l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF).

Jusqu'aux années 1980, l'EPE a également acquis des films pédagogiques sur des thématiques liées à l'enfant et la parentalité produits par des organismes sociaux, de santé publique ou d'éducation populaire (le Comité français d'éducation pour la santé, la Caisse nationale des allocations familiales, l'Union française des œuvres laïques pour l'éducation par l'image et le son…). Dans cette catégorie, on notera aussi quelques des films produits à l'étranger (*J'me marie, j'me marie pas*, 1973, Office national du film canadien ; *Happy family planing*, 1982, laboratoires Wyeth Byla) ou des documentaires par des réalisateurs indépendants (Claude Edelmann, *Les premiers jours de la vie*, 1970).

En 1998, l'EPE fait réaliser par Florence Gruere et Claude Gallot un documentaire sur l'association. Les rushs du film figurent également dans le versement.

Les archives les plus récentes, datées de 2007, comprennent la captation d'ateliers réalisés dans le cadre d'un congrès de la FNEPE « L'autorité a-t-elle un sexe ? ».

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Paris

 Archives audiovisuelles de l'École des parents et des éducateurs d'Île-de-France (EPE), 20200128/1-20200128/89

Don en 2020. Archives privées. Communication libre sous forme numérique.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 151 bobines de film 16 mm, 1 film 35 mm, 1 film 8 mm, 1 cassette BVU, 16 cassettes VHS, 15 mini DV. *Dates extrêmes* : 1951-2007.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE), 20190342
Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique détaillé. Importance matérielle : 105 articles, 8 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1929-2012.

École des parents et des éducateurs de l'Isère (EPE 38)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'EPE de l'Isère faisait partie du réseau de la Fédération nationale des Écoles des parents et des éducateurs (voir notice) et de l'Union Régionale des Écoles des Parents et des Éducateurs de la Région Rhône Alpes.

Elle proposait des consultations en matière de conseil conjugal et familial, d'accompagnement psychologique ou d'entretien juridique, des animations-débats sur tout le département autour de l'éducation, la vie sociale et familiale ou la vie scolaire et des groupes de parole de parents, d'adolescents, de parents séparés ou de groupes de jeunes. Elle a mis en place un espace Écoute Jeunes, un lieu d'accueil parents-enfants, une écoute téléphonique anonyme et des plans de formation initiale et continue sur l'écoute, la relation d'aide, la psychologie de l'enfant, la maltraitance, le couple, la parentalité ou la gestion des conflits.

L'EPE 38 était agréée Jeunesse et éducation populaire, reconnue Établissement d'Information, de Consultation et de Conseil Familial par la DDASS et agréée organisme de formation continue. Elle a cessé ses activités en 2014.

Historique de la conservation

Les archives de l'EPE 38 ont fait l'objet d'un don aux Archives départementales de l'Isère au moment de la dissolution de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme des archives relatives au fonctionnement de l'association, à ses activités, ses relations avec la Fédération nationale des écoles des parents et son activité de formation des assistants familiaux.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Isère

 École des parents et des éducateurs de l'Isère (EPE 38), 299 J
Archives privées. Communication libre. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 3,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1969-2005.

Éducation et cinéma

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Agrément Jeunesse et éducation populaire : 21 avril 1953

Fondée au début des années 1950, l'association Éducation et cinéma était une amicale des participants aux stages d'initiation cinématographique organisés par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports. Elle éditait une revue *Éducation et cinéma*.

Nous ne savons pas quand l'association a cessé ses activités.

Historique de la conservation

Niveau de description : fonds

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Néanmoins, la Bibliothèque nationale de France (BNF) conserve en communication libre une collection complète de la revue *Éducation et cinéma* entre 1954 et 1959 : n°1 à 22 coté 8- R-57197. Par ailleurs, les Archives départementales du Val-de-Marne conservent en communication libre quelques numéros de la revue *Éducation et théâtre* entre 1950 et 1957 :

- Cote 568J 40 : n° 1, 4, 7 (1954) ; n° 8 (1957) ;
- Cote 568J 39 : n° 1-9, 20. (1954-1959).

Éducation et échanges

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1950

L'association Éducation et échanges a été créée en 1950 par le Comité de coordination des associations d'échanges internationaux (CCAEI, voir notice) pour jouer un rôle d'organisme relais et de service technique, afin d'animer un large mouvement en faveur de la formation et des échanges internationaux de jeunes. Elle était subventionnée conjointement par le ministère des Affaires étrangères et par celui chargé de la Jeunesse et des Sports.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées. En revanche, l'Institut Paul Delouvrier conserve des papiers de Paul Delouvrier remis par Serge Goldberg, Françoise Guerber et Roselyne Chenu, qui concernent notamment ses activités au sein d'Éducation et échanges (http ://www.delouvrier.org/themes/delouvrier/pdf/GUIDE_DES_SOURCES.pdf.).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le dossier conservé par l'Institut Paul Delouvrier renferme des notices de présentation d'Éducation et échanges, des arrêtés réglementaires du CCAEI, des notes préparatoires aux

réunions de l'association, des lettres de Maurice Cayron, secrétaire général puis directeur de l'OCCAJ (voir notice), à Paul Delouvrier entre 1962 et 1979.

Par ailleurs, les Archives départementales du Val-de-Marne conservent quelques numéros du bulletin de liaison *Éducation et échanges* pour les années 1960 : 1963 (n° 21-23) ; 1964-1971 (n° 24-39, 41-48).

Sources complémentaires

Institut Paul Delouvrier

 Paul Delouvrier, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'institut (27 rue des Ternes, 75017 Paris, tél. : 01 55 37 13 20, courriel : contact@delouvrier.org).
Instrument de recherche : aucun. *Dates extrêmes* : 1962-1979.

Archives départementales du Val-de-Marne

 INJEP (collections de revues anciennes d'associations), 568J
Don en 2009. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 2 articles (568J 14 et 15), 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1963-1971.

Éducation et théâtre

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 juillet 1951

Fondée en 1950, l'association Éducation et théâtre était une amicale des participants aux stages d'art dramatique organisés par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports. Son objectif était de mettre à la disposition de tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressaient au théâtre une documentation et information solide. Elle éditait une revue *Éducation et théâtre*, dont le rédacteur en chef était dans les années 1950, Charles Antonetti.

Nous ne savons pas quand l'association a cessé ses activités.

Historique de la conservation

Niveau de description : fonds

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Néanmoins, le département des Arts et spectacles de la Bibliothèque nationale de France (BNF) conserve en communication libre quelques numéros de la revue *Éducation et théâtre* entre 1950 et 1968 :

- Cote 8JoW-145 : n°1, 37, 43, 46, 49 ;
- Cote 8 JoW-1021 : n°6, 9-10, 12, 41.

Par ailleurs, les Archives départementales du Val-de-Marne conservent en communication libre quelques numéros de la revue *Éducation et théâtre* entre 1950 et 1957 :

- Cote 568J 40 : n° 4, 5, 13, 16-18, 21-43 ;
- Cote 579J 8 : n°19-20.

Enfants Jeunes et Télévision (En Jeu Télé)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 27 mars 1990

Fondée en 1990 par les CEMÉA (voir notice) et les Francas (voir notice), rapidement rejointe par l'ANACEJ (voir notice), Enfant Jeunes et Télévision était un lieu d'expression, de rencontres et de réflexions sur la télévision entre jeunes, décideurs et professionnels du secteur.

Historique de la conservation

Les archives de l'association sont réparties au sein des fonds des CEMÉA, des FRANCAS et de l'ANACEJ, conservés dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives rassemblent des comptes rendus d'instances et de réunions, de la correspondance, des études et des rapports, des pièces issues de participations à des projets pédagogiques – exposciences, émissions de télévision – et quelques photographies et supports de communication. Ont également été conservés les numéros des périodiques *Zapp!* et *Canal Infos*.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J
Dépôt en 2007. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle : 6 articles (547J 408, 673, 964-967).

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, association nationale, 512J
Dépôts entre 2001 et 2015. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 6 articles (512J 398-402, 694).

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, 20130162 (ex 510J)
Dépôts en 2000-2001 et 2017. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ANACEJ.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 1 article (20170425/39).

Enjeu - Pionniers de France

Adresse : 23, rue de l'Union 93300 Aubervilliers
Téléphone : 01 43 52 29 59
Courriel : pionniers-enjeu@association-enjeu.org
Site internet : http://www.association-enjeu.org

Anciens noms du producteur

Union des Vaillants et vaillantes, 1946-1970
Union des pionniers de France, 1970-2001

Historique du producteur

Création : 16 janvier 1946
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 29 janvier 1946

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le Parti communiste français (PCF) décide de fonder une organisation d'enfants. Le 3 juillet 1945, son organisation de jeunesse, l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), décide la création des Vaillants et Vaillantes de l'UJRF en invitant ses adhérents à constituer auprès des cercles de jeunes, de larges groupes d'enfants et d'adolescents. En 1946, le congrès National de l'UJRF vote l'indépendance des groupes et crée ainsi l'Union des vaillants et vaillantes (UVV).

Constituée à partir du cercle de lecteurs du journal *Vaillants* et réunissant des enfants, cette organisation représente le cadre prioritaire de l'intervention du Parti Communiste dans le domaine de l'enfance. L'association a pour but de rassembler en son sein « les enfants de 6 à 15 ans et de les éduquer dans l'esprit des plus pures traditions du peuple de France, dans l'amour de la République, de la classe ouvrière, de la démocratie et de la paix ». En outre, elle « développe chez les enfants l'amour de notre pays, de notre peuple, de ses richesses nationales et de ses luttes pleines de promesses ; l'amitié pour les enfants du monde entier ; l'esprit de solidarité et d'entraide » (statuts de 1970).

En 1970, le mouvement entend se situer dans la perspective de changements démocratiques et occuper une place déterminante dans l'élaboration d'une véritable politique de l'enfance. Cette intention se traduit dans une nouvelle appellation : les Pionniers de France (PDF).

L'association se propose d'organiser pour les enfants des loisirs éducatifs, le développement de l'esprit d'initiative et du goût pour le travail, par des activités éducatives et culturelles. Ces activités prennent la forme d'excursions, de campings, de centres de vacances, de manifestations sportives en plein air, etc. Elle offre en outre des activités ayant pour but de créer et de renforcer les liens d'amitié et de solidarité entre tous les enfants du monde, notamment par l'échange de correspondance, l'organisation de rencontres et de camps nationaux, et en participant à toute initiative de coopération. Les Pionniers organisent ainsi dans un esprit militant des actions multiformes comme des campagnes de solidarité avec les enfants du Vietnam et d'Algérie, organisent la sensibilisation des enfants à la notion de Paix dans le monde, etc.

Historique de la conservation

Les documents conservés dans les locaux du siège national à Aubervilliers ont été versés le 29 août 2001 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, où un premier bordereau a été réalisé par Cyril David sur un vrac d'environ 4 mètres linéaires. Le mauvais état du fonds avait été souligné par Élisabeth Hervouet en 1996 dans son mémoire de DEA intitulé « *Le Parti Communiste et les enfants de 1945 à la fin des années soixante* » : certains dossiers se présentaient à l'époque « sous la forme de grands cartons, dont certains ont pris l'eau, contenant pêle-mêle des papiers de toutes dates et sur tout sujet ». Des éliminations ont été pratiquées, notamment sur ces dossiers inondés, le fonds conservé aujourd'hui présentant des lacunes par rapport à l'état des sources présenté dans ce travail universitaire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est très lacunaire. Peu de dossiers des instances ont été conservés si ce n'est pour la période 1965-1973. Les collections de publications de l'association présentent des pistes d'analyse de l'idéologie développée ainsi que de connaissance des activités mises en place mais sont également lacunaires.

Les dossiers liés aux activités sont aussi fragmentaires. Il reste malheureusement peu de traces écrites des manifestations, rien n'a par exemple été conservé sur la campagne de solidarité avec les enfants de démocrates espagnols emprisonnés par le régime de Franco, ou encore sur la participation des Vaillants à la rencontre internationale d'enfants pour la Paix et l'Amitié à Werbelinsee (République démocratique allemande) en 1960.

Dans ces conditions, les archives de Christiane Macé, une des fondatrices et dirigeantes de l'association, présentent un grand intérêt et apportent des éléments d'informations de tout premier ordre dans l'optique d'une étude sur ce mouvement de jeunesse, notamment sur les premiers temps de l'association (années 1945-1970). À noter aussi des éléments intéressants sur la période 1959-1971 dans le fonds d'archives de Maurice Leroy (voir notice) conservé aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Union des pionniers de France, 517J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 46 articles, 3,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1945-1991.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Christiane Macé, 515J
Don en 2000. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant les Pionniers de France :* 58 articles (1944-1977).

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Leroy Roland, 263J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant les Pionniers de France :* 263J 16-22 (1959-1971).

Été-jeune

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'association Été-jeune était le fruit d'une politique menée par l'équipe de Catherine Trautmann au sein de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) visant à diversifier l'offre socioculturelle en faveur des jeunes. Conformément à l'article 2 des statuts, cet organisme avait précisément pour objet de :

- « coordonner à l'échelle de la Communauté urbaine de Strasbourg des opérations vacances en direction des publics jeunes au travers de l'animation des villes, des rues dans les quartiers, la mise en place d'activités adaptées tout en favorisant la mobilité des jeunes par l'accès à un titre de transport à taux préférentiel ;

- promouvoir, informer des publics potentiels, des partenaires institutionnels, associatifs ou autres, inscrits ou susceptibles de s'inscrire dans ce type d'opérations
- intervenir pour mobiliser les partenaires sur les quartiers et les secteurs qui ne s'intégreraient pas dans l'opération Été-Jeune ;
- être un observatoire de la jeunesse, sur la zone de compétence, par la production régulière de documents de synthèse en se dotant des moyens nécessaires ».

L'association Été-Jeune est dissoute lors de l'assemblée générale du 3 mars 1999.

Historique de la conservation

Les archives de l'association Été-Jeune, située dans des locaux, à la galerie à l'En - Verre (place de la Gare, à Strasbourg), ont été remises en 1999 aux Archives municipales de Strasbourg, par l'intermédiaire du service Jeunesse et éducation populaire de la CUS qui avait de nombreux contacts fonctionnels avec cette association. Les documents ont été transférés dans les magasins du service des Archives contemporaines, à l'époque situé dans les bâtiments du centre administratif de la Ville et de la CUS Ils ont depuis lors fait l'objet d'un bordereau de récolement.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Fonctionnement et activités : procès-verbaux d'assemblées générales, comptes rendus de réunions du bureau, bilans, notes de synthèse et rapports, programmation, conventions, fiches d'évaluation et bilans d'action, bilans financiers, dossiers de demandes de subventions, dossiers du personnel, documents photographiques et audiovisuels.

Localisation du fonds du producteur

Archives de la Communauté urbaine de Strasbourg

 Été-jeune, 7Z
Don. Archives privées. Communication libre pour les cotes : 1-47. Communication selon les délais en vigueur pour les cotes : 48-292.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 292 articles, 6 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1989-1999.

Études et chantiers (EEC)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 24 mai 1962
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 24 juin 1964

Études et Chantiers était une association de chantiers de jeunes créée en 1962 par le Conseil français des mouvements de jeunesse (CFMJ, voir notice). Les Guides de France (GDF, voir notice) et surtout les Scouts de France (SDF, voir notice) ont joué un rôle important dans cette association.

Études et chantiers avait pour but la participation des jeunes et des adultes à l'aménagement, l'équipement, l'animation et la sauvegarde des espaces de vie, la préformation professionnelle et les échanges internationaux. Au milieu des années 1960, elle développait quatre types de chantiers de jeunes : les chantiers d'études, les chantiers de travaux, les chantiers d'information et les chantiers d'animation.

Suite à une liquidation judiciaire, l'association est dissoute en 1989. Un peu avant en 1987, une nouvelle association nationale s'était constituée à partir des associations régionales : l'Union nationale des associations régionales Études et chantiers (UNAREC, voir notice).

Historique de la conservation

Conservées au siège national de l'UNAREC, 33 rue Campagne Première dans le 14e arrondissement à Paris, les archives sont peu volumineuses. Une grande partie a été détruite au moment de la liquidation de l'association à la fin des années 1980. Néanmoins, sous l'impulsion du délégué national Denis Maïer, un travail de reconstitution du fonds est en cours de réalisation à partir d'archives de militants et des associations régionales, notamment l'Auvergne, la Bretagne et la Lorraine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives à vocation historique représentent moins de 0,50 mètre linéaire. Le fonds est lacunaire. Néanmoins, figurent quelques registres de procès- verbaux d'instances (assemblée générale et conseil d'administration), notamment l'assemblée générale constitutive de 1962. Pour le moment les archives déposées par les militants renseignent plus la fin des années 1970 et le- début des années 1980.

Dans les archives déposées au PAJEP par deux associations de chantiers figurent quelques pièces concernant Études et chantiers : rapports annuels et comptes rendus d'assemblée générale (1973-1974) et programmes de chantiers (1981-1984) dans le fonds des Compagnons bâtisseurs (voir notice) ; rapport de chantier (1981) dans le fonds Concordia (voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Union nationale des associations régionales Études et chantiers

 Études et chantiers
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'UNAREC.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1962-1989.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association nationale des compagnons bâtisseurs, 20140173 (ex 550J)
Dépôt en 2007. Communication soumise à autorisation de l'ANCB.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant EEC :* 20140173/227_3, 238_7.
 Concordia, 20140191 (ex 538J)
Don en 2005. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant EEC :* 20140191/147.

Evibi

Historique du producteur

EVIBI ou Association vidéo Bobigny (AVB prononcé en anglais) est une structure subventionnée par la municipalité de Bobigny permettant à des jeunes de s'initier à la création audiovisuelle dans une approche d'éducation à l'image.

Pour EVIBI, l'objectif de l'éducation à l'image n'est pas tant de susciter des vocations professionnelles que d'éveiller chez les adolescents le regard et la sensibilité, de les initier à une création audiovisuelle différente, de leur donner des repères pour réfléchir, de prendre de la distance face aux images et de fonder un jugement critique, en s'interrogeant sur l'objet lui-même, son contexte et son mode de fabrication, le médium qui le véhicule.

Les images, les supports, les genres concernés peuvent être multiples : image fixe ou animée, icône, tableau, photographie, fiction, reportage, documentaire, animation, image artistique ou informative, support pellicule ou numérique.

Historique de la conservation

Frédéric Lecomte, directeur de l'EVIBI, réalisateur et formateur, a déposé aux archives départementales de la Seine-Saint-Denis, les films réalisés dans le cadre de ses fonctions au sein de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les documents audiovisuels sont réalisés par des jeunes de Bobigny, dans le cadre d'un atelier de création vidéo animé par Frédéric Lecomte.

Les thèmes récurrents sont : la musique, l'enfance maltraitée, la culture, la drogue, le chômage, la misère, le racisme, la violence, la délinquance, l'esprit de résistance, l'exclusion, la différence, les maladies sexuellement transmissibles, la sexualité, le troisième âge, la mort, l'immigration, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Evibi, 2AV
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 52 documents audiovisuels. *Dates extrêmes :* 1993-1996.

Familles rurales (AFR), association de Brem-sur-Mer

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 6 janvier 1949

L'association créée en 1949 à Saint-Martin de Brem (Vendée) était membre de la Fédération nationale des familles rurales (FNAFR, voir notice). À l'origine, elle avait pour objectif la mise en place d'une ruche pouvant accueillir les enfants de Saint-Martin et de Saint-Nicolas de Brem. Puis, les activités de l'AFR se sont étoffées : la ruche est devenue un centre de loisirs et un accueil périscolaire a vu le jour. La gestion de la cantine lui a été également confiée dans les années 1980. En 2000, l'AFR de Brem-sur-Mer s'est associée à celle de Brétignolles-sur-Mer (Vendée), et ce jusqu'à la fin de l'activité de l'association bremoise, fin 2005.

Historique de la conservation

Les archives de l'association ont été conservées au siège de 1949 à 2006. Suite à la liquidation judiciaire de l'association, le fonds a été donné aux Archives départementales de la Vendée le 23 octobre 2006.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de pièces relatives au fonctionnement et à la gestion de l'association et du centre de loisirs : assemblées générales, rapports d'activités, correspondance, comptabilité, gestion de la cantine, gestion du personnel, organisation des activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Vendée

 Association des familles rurales de Brem-sur-Mer, 181J
Don en 2006. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 8,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1983-2003.

Familles rurales, fédération nationale (FNAFR)

Adresse : 7 cité d'Antin, 75009 Paris
Téléphone : 01 44 91 88 88
Courriel : infos@famillesrurales.org
Site internet : http://www.famillesrurales.org/index.php

Anciens noms

Confédération nationale de la famille rurale (CNFR), 1944-années 1970
Fédération nationale des associations Familles rurales, (FNAFR), années 1970-1990

Historique du producteur

Création : 1943
Agrément Jeunesse et éducation populaire : février 1955

Créé en août 1943, le mouvement Familles rurales est fondé, dès l'origine, sur le principe d'une entraide entre les familles. Pendant le conflit mais également dans la période d'après-guerre, des familles rurales se constituent en associations afin d'améliorer leurs conditions de vie. La solidarité entre la ville et la campagne s'organise, se traduisant par des colis de nourriture aux citadins et l'accueil des enfants pour des séjours plus ou moins longs.

Dans les années 1950, de nouvelles activités se mettent en place : le service aux familles, le prêt d'appareils ménagers ou encore les « ruches » qui correspondent aux actuels accueils de loisirs. Afin d'aider les femmes dans la gestion quotidienne de la maison, le mouvement lance les « comptes de la ménagère ».

La décennie suivante est marquée par l'émancipation des femmes. Familles rurales accompagne cette évolution en créant, dès 1967, ses « clubs féminins » dont le mot d'ordre est : « l'engagement grandit et libère, il faut encourager les femmes à oser ».

Dans les années 1970, l'exode rural est à son apogée. Les associations Familles rurales organisent alors des transports scolaires et des services de cantine pour les enfants dont le

domicile est éloigné de l'école. Les centres de loisirs pour enfants et les clubs d'aînés se développent également pendant cette période.

Le mouvement devient une association de défense des consommateurs en 1975. Il mène de nombreuses actions autour du crédit, de la gestion du budget, de la sécurité domestique mais aussi du surendettement ou de l'exclusion. Familles rurales s'implique également dans le maintien des services, en particulier des services publics, et des commerces dans le milieu rural.

Les années 1980 sont marquées par le développement des « garderies familiales rurales ». Proposés par les associations locales, ces services permettent aux parents de mieux concilier leur vie familiale et professionnelle et aux enfants de s'épanouir. Afin de répondre aux besoins des territoires ruraux, les associations Familles rurales développent, au cours de cette décennie, des structures itinérantes d'accueil de la petite enfance.

Dans les années 1990, le mouvement met en place des lieux de rencontre en milieu rural. C'est d'abord, en 1992, la création des relais familles. Lieux d'accueil et d'écoute, ils permettent à chacun, au sein d'une commune, d'accéder à des informations, d'échanger et de partager un moment de convivialité. Puis, en 1998, des réseaux d'écoute des parents sont mis en place. Des groupes de parole se forment également afin de permettre aux parents d'échanger, de cerner et de mieux appréhender leur mission éducative.

Parallèlement à ces actions, Familles rurales poursuit sa fonction de représentation des familles à tous les échelons (national, régional et départemental). En 2011, Familles rurales revendiquait 3000 associations locales, 180000 familles adhérentes, 45000 bénévoles et 20000 salariés.

Historique de la conservation

L'association n'a pas déposé ses archives, elles sont probablement conservées au siège de la Fédération nationale des Familles rurales.

Fédération Connaitre et protéger la nature (FCPN)

Adresse : 43 grande rue, 08430 Poix-Terron
Téléphone : 03 24 22 54 55
Courriel : info@fcpn.org
Site internet : www.fcpn.org

Anciens noms du producteur

Fédération nationale des clubs CPN

Historique du producteur

Création : 1972

En 1972, Pierre Déom, instituteur dans les Ardennes et membre de la Société départementale de protection de la nature des Ardennes, crée au sein des écoles ardennaises les clubs CPN. Il rédige leur bulletin de liaison, *La Hulotte*, destiné à populariser la découverte et la compréhension de la nature.

Un club CPN est un groupe d'enfants, d'adolescents ou d'adultes qui s'intéressent à la nature et ont décidé de mieux la connaître et de la protéger. Ces clubs constituent des écoles de « jeunes naturalistes » où la soif d'apprendre et de transmettre des connaissances constituent la motivation première des membres. Il peut être créé entre amis ou en famille, dans une école ou un centre de loisirs, une association nature ou socio-culturelle (MJC, foyer rural), dans un

mouvement de jeunesse ou un Parc naturel. Les clubs CPN sont des lieux d'apprentissage où les plus expérimentés accompagnent les novices. Ils agissent localement en faveur de la nature. Les actions de découverte et d'étude, de protection et de sensibilisation constituent leur cadre d'activité fondamental.

De 1973 à 1983, les clubs se multiplient. *La Hulotte* acquiert un succès international et finit par se consacrer uniquement à la connaissance de la nature. Les clubs CPN se dotent alors de leur propre bulletin – *Le Mulot* puis *La Gazette des terriers* – et élabore des fiches techniques et pédagogiques. Parallèlement, la maison des CPN se crée à Boult-aux-Bois, dans les locaux du Centre d'initiation à la nature (voir notice). Des stages sont organisés et des milliers de jeunes adhèrent, se sensibilisant ainsi à l'environnement, acquérant des connaissances et s'initiant à la vie associative.

Le réseau informel des clubs adopte la forme juridique d'association de type loi 1901 en 1983 et devient la FCPN (Fédération nationale des clubs CPN). Elle se donne pour but de soutenir, coordonner et promouvoir l'action de tous les clubs en respectant leur autonomie et leur spécificité. Elle rejoint le réseau de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (devenue aujourd'hui France nature environnement, voir notice).

En 1985, les clubs se retrouvent à Céré-la-Ronde (Indre-et-Loire). De grandes associations nationales ainsi que Huguette Bouchardeau, ministre de l'Environnement, sont présentes. Cette rencontre marque un pas décisif dans la reconnaissance des clubs CPN.

En 2013, la Fédération lance une action spécifique vers les familles intitulée « Les familles Nature ». Les outils de communication électronique permettent à la fédération d'animer le réseau des clubs et celui des familles au plus près des besoins spécifiques de chaque type de structure adhérente.

Historique de la conservation

Le fonds est entré aux Archives départementales des Ardennes en 2020 sous forme de don. Il est en cours de traitement.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont constituées des dossiers de suivi et d'animation du réseau, des comptes rendus du conseil d'administration, rencontres et assemblées générales, de dossiers de salariés, de comptabilité générale, de correspondance, d'archives liées à des campagnes d'action (« Campagne chauve-souris », « Campagne arbre », etc.) et de publications (coupures de presse, bulletins…).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Ardennes

 Fédération connaître et protéger la nature (FCPN), cote inconnue.
Don en 2020. Archives privées. Communication sur demande
Instrument de recherche : récolement sommaire. *Importance matérielle* : 10 ml. *Dates extrêmes* : 1972-2018.

Fédération de l'expression culturelle et cinématographique (FLEC)

Adresse : 87 bis rue de Paris, 93100 Montreuil

Téléphone : 01 41 58 11 22
Courriel : info@mediaflec.com
Site internet : www.mediaflec.com

Anciens noms du producteur

Fédération loisirs et culture cinématographiques (FLECC), 1946-1968
Fédération loisirs et culture (FLEC), 1968-1978
Fédération loisirs et culture/ Ciné- club de France, 1978-2001
Fédération loisirs et expression culturelle (FLEC), 2006-2007

Historique du producteur

Création : 3 juillet 1946
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 21 mai 1953

Créée par l'Association catholique de jeunesse française (ACJF, voir notice), la FLEC est née en 1946 dans le climat de renouveau qui marque l'après-guerre. Conçue comme un mouvement d'éducation populaire, elle vise à faire découvrir différents aspects de la culture, en particulier le cinéma.

Dès sa création, elle s'inscrit dans le mouvement des ciné-clubs dont elle favorise l'expansion par une aide à la création : elle édite la brochure *Comment fonder un ciné-club*. Elle assure un service de programmation et elle constitue à cet effet une importante cinémathèque de films en 16 mm. Elle reprend également à son compte la parution d'un bulletin d'information sur les films en exploitation, *Téléciné* et ensuite *Filmographe* (1947-1970).

Dans le cadre de sa vocation d'éducation populaire, elle promeut l'enseignement de l'image dans les collèges, lycées et Maisons de jeunes et de la culture (MJC) en organisant des stages de formations d'animateurs. À partir des années 1980, tout en maintenant la programmation cinématographique, la FLEC met en place des ateliers de formation à l'image (notamment ateliers de découverte et initiation à la réalisation). Pour cela, elle bénéficie aujourd'hui de locaux importants à Montreuil, d'une centaine de films, de matériels de tournage et de montage ainsi que d'une salle équipée de 8 stations multimédias.

Historique de la conservation

Lors de son déménagement en 2006, l'association a perdu une grande partie de ses archives. Les quelques documents qui ont été sauvegardés sont situés à son siège social à Montreuil.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La FLEC ne conserve plus aujourd'hui que les documents statutaires (statuts, règlement, agrément) depuis sa création, quelques rares comptes rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale ainsi qu'une collection de sa revue.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Fédération de l'expression culturelle et cinématographique
Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FLECC.
Importance matérielle : 0,50 mètre linéaire.

Fédération départementale des centres sociaux du Rhône

Adresse : 138 cours Emile Zola, 69100 Villeurbanne
Téléphone : 04 78 84 50 84
Courriel : fede@centres-sociaux-rhone.com
Site internet : http://www.centres-sociaux-rhone.com

Historique du producteur

La Fédération départementale des centres sociaux du Rhône est affiliée à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds 194J est issu de deux dépôts de Philippe Villeval, délégué de la Fédération départementale, datant des 11 avril et 15 mai 2007. Un bordereau a été rédigé par le déposant.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'historique du centre (plaquettes, études historiques, fiches de synthèse des centres sociaux), à son administration (statuts modifiés, procès-verbaux de réunions, enquêtes et rapports d'assemblées générales et de congrès, procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau fédéral, commissions de travail) aux relations extérieures (correspondance échangée principalement avec les centres sociaux et les collectivités), à sa comptabilité (commission départementale de financement des centres sociaux, subventions). On y trouve des archives sur ses activités (comptes rendus d'activités, forums, enquêtes et projets de centres sociaux), les formations organisées par la fédération et les centres sociaux (lettres de liaison, correspondance, assises, stages) et des publications (*Fédé info* et *Communiquez*, revues de presse).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Fédération des centres sociaux du Rhône, 194J
Dépôts en 2007. Archives privées. Communication : non accessible (classement en cours).
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 6,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1966-2004.

Fédération départementale des Maisons des jeunes et de la culture (FDMJC) de la Seine

Associations dissoute ou inactive

Historique du producteur

Fondée en 1948, la Fédération départementale des MJC de la Seine était affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice). Les fédérations départementales sont alors destinées à recevoir les fonds des conseils régionaux et à coordonner l'animation entre les MJC. La FFMJC

exerçait le contrôle administratif des MJC, les fédérations départementales ne représentaient pas une structure intermédiaire dans l'organisation fédérale des MJC en France.

La régionalisation des structures de la FFMJC en 1970 et 1971 voit la création des fédérations régionales dont la celle d'Ile-de-France. La Fédération départementale de la Seine n'ayant plus lieu d'exister, elle est dissoute en 1971.

Historique de la conservation

Entre 1998 et 2014, Les maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, Fédération régionale a procédé à plusieurs dépôts aux Archives départementales du Val-de-Marne. D'environ 100 mètres linéaires, il est constitué principalement des archives de la Fédération régionale des MJC d'Ile-de-France. Néanmoins, il renferme les archives d'autres producteurs accumulées au gré de l'évolution de la structure fédérative des MJC en France, dont les archives de la Fédération départementale des MJC de la Seine.

Les archives de la Fédération départementale de la Seine sont cotées dans la sous-série 597J.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si le fonds d'archives représente seulement 0,15 mètre linéaire, il renferme les pièces essentielles du fonctionnement de l'association (instances, documents statutaires) depuis la création de l'association jusqu'à sa dissolution. Concernant les activités, il contient quelques documents traitant des relations avec les MJC du département de la Seine et avec la FFMJC.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération départementale des MJC de la Seine, 597J
Dépôt entre 1998 et 2014. Archives privées. Communication soumise à autorisation du déposant.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 1 article ; 0,15 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1949-1971.

Fédération des associations d'anciens et d'adultes du Scoutisme français (FAAS)

Adresse : 65 rue de la Glacière, 75013 Paris
Téléphone : 06 85 53 24 10
Courriel : infos@faas.fr
Site internet : http://www.faas.fr/1.html

Historique du producteur

Création : 3 février 1958

La Fédération des associations d'anciens et d'adultes du Scoutisme Français a pour objet selon ses statuts « de coordonner l'action des associations d'anciens du Scoutisme Français, tant sur le plan national que sur le plan international et d'assurer chaque fois que cela est possible une représentation unique de leurs intérêts communs ».

Elle est affiliée à l'Amitié internationale scoute et guide (AISG), organisation pour adultes dont le siège est à Bruxelles, implantée dans plus de cinquante pays. La FAAS est également reconnue par l'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS) et par l'Association

mondiale des guides et des éclaireuses (AMGE). L'AISG en dehors des assemblées statutaires et des activités par régions soutient chaque année « la journée de l'amitié dans le monde », autour du 25 novembre et diffuse un bulletin trimestriel.

Historique de la conservation

Les archives de la FAAS étaient conservées par le Scoutisme français (voir notice) au siège des Guides de France (GDF, voir notice). Depuis 2006, suite à plusieurs déménagements successifs, elles ont été placées dans un grenier. Dans les mois qui viennent l'association pourrait déposer ses archives au centre national des Scouts et Guides de France.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est essentiellement composé de dossiers de fonctionnement type comptes rendus d'instances (assemblée générale, conseil d'administration). Les dossiers sont relativement complets. On trouve par ailleurs des dossiers de participation à certains événements comme des conférences Internationales, à des jamborees.

Localisation du fonds du producteur

Scouts et guides de France

 Fédération des associations d'anciens et d'adultes du Scoutisme Français
Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FAAS.
Instrument de recherche : aucun. *Dates extrêmes :* 1958-2008.

Fédération des centres de vacances familiaux (FCVF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 16 mars 1956
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 15 janvier 1975

L'association a déposé son bilan le 10 janvier 1986.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Fédération des centres sociaux de la Loire et Haute-Loire

Adresse : 9 rue des Docteurs Charcot, 42100 Saint-Etienne
Téléphone : 04 77 81 53 80
Courriel : fcs42@club-internet.fr
Site internet : http://federation-loire.centres-sociaux.org

Historique du producteur

Création : 1969

La Fédération des centres sociaux de la Loire et Haute-Loire est affiliée à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice). Elle a été constituée en 1969 à l'initiative des organisations familiales et syndicales de toutes tendances, avec les centres sociaux du département, et en liaison avec les Caisses d'allocations familiales (CAF). Entre 1969 et 1978, 35 équipements furent implantés dont 32 centres gérés par des associations loi de 1901, et 28 postes d'agents coordonnateurs ou directeurs furent créés. Les buts de la fédération se précisèrent dès le début des années soixante-dix. Ils définissaient un projet d'éducation populaire qui encourageait les activités socioculturelles pour l'épanouissement du corps, de l'intelligence, de la créativité, et favorisait la pratique de la citoyenneté. Attachée à la démocratie participative, la fédération mettait en œuvre avec ses adhérents le développement de la vie associative locale et la formation requise pour que des habitants puissent piloter des actions d'intérêt général.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement de la fédération.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Loire

 Fédération des centres sociaux de la Loire, 127J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la Fédération des centres sociaux de la Loire.
Instrument de recherche : aucun (fonds non classé). Importance matérielle *:* 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : non communiquées.

Fédération ardennaise des centres sociaux et socioculturels

Adresse : 19 Avenue de Montcy Notre Dame 08000 Charleville-Mézières
Téléphone : 03 24 57 59 02
Courriel : federation.ardennaise@gmail.com
Site internet : https://ardennes.centres-sociaux.fr/

Historique du producteur

Création : 1984

La Fédération ardennaise des centres sociaux est affiliée à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice) et à l'Union régionale des centres sociaux du Grand Est. En 2016, elle regroupe quinze centres sociaux, la plupart crées à partir de la fin des années 1970.

Historique de la conservation

Suite à une journée de sensibilisation organisée à Charleville-Mézières par l'Association des déposants aux archives de la jeunesse et de l'éducation populaire (ADAJEP), la Fédération ardennaise des centres sociaux a déposé ses archives aux Archives départementales des Ardennes en novembre 2015.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds concerne l'activité des centres sociaux de Revin, Vouziers, Bogny-sur-Meuse, Vireux-Wallerand, Mazures, Vivier-au-Court, Fumay, Givet, Charleville La Houillère, Charleville Manchester et Charleville Ronde-Couture. Il reste très peu de documents datant des années 1980 et 1990. On trouve essentiellement les contrats de projet et projets d'établissement des centres sociaux sur la période 2000-2015.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Ardennes

 Fédération ardennaise des centres sociaux et socio-culturels, 119J
Dépôt en 2015. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : état succinct. Importance matérielle : 0,45 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1982-2015.

Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF)

Adresse : 10 rue Montcalm, 75869 Paris Cedex 18
Téléphone : 01 53 09 96 16
Courriel : fcsf@centres-sociaux.asso.fr
Site internet : http://www.centres-sociaux.fr

Anciens noms du producteur

Fédération des centres sociaux de France, 1922-1964

Historique du producteur

Création : [date d'adoption des statuts, le 30 mai 1922] ; 26 avril 1927
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 juillet 1964
Reconnaissance d'utilité publique : 8 avril 1931

Nés des premières Maisons sociales puis Résidences sociales, crées par les pionniers de l'action sociale familiales à la fin du 19e siècle, les centres sociaux et socioculturels se sont donnés principalement comme mission d'apporter leurs réponses dans la résolution de la complexe question sociale de l'époque. La famille, dans toute ses dimensions, le cadre local et la démarche de proximité – le *voisinage*, dans les termes d'alors - forment leur champ d'action privilégié. Pour cela, ils s'efforcent de couvrir le plus complètement possible le quotidien de ces familles ouvrières qui peuplent et animent les quartiers urbains. Ainsi les habitants d'un même voisinage s'y retrouvent pour s'initier à un sport, pratiquer un loisir, parfaire leur culture et bénéficier de services proposés dans des domaines aussi variés que le logement, l'éducation, la médecine préventive, la jeunesse, etc. Après la guerre de 1914-18, les centres sociaux se développent. Ils ont rapidement éprouvé le besoin de s'organiser et se

regrouper, d'abord au plan national : en 1922 fut ainsi créée la Fédération des centres sociaux de France, qui s'inscrit dans le mouvement international des *Settlements* nés en Angleterre (1884) puis aux États-Unis (1894). Après la Seconde Guerre mondiale, des fédérations départementales et régionales se mettent également en place, passant d'une vingtaine en 1980 à plus de quarante dans les années 2000 et regroupant, respectivement, de 500 à 1200 équipements adhérents.

Parmi les grandes étapes, on peut citer la date de 1952 : une première définition officielle du centre social est proposée avec le rapport Arnion-Mazé sur les centres sociaux français, en réponse à une demande du Conseil économique et social des Nations unies. En 1961, la promotion des centres sociaux est soutenue par l'État (circulaire de janvier 1961 relative aux centres sociaux émanant du ministère de la Santé publique et de la population), qui recommande la création de centres sociaux notamment dans les nouveaux ensembles urbains et en milieu rural. Cette circulaire formule une définition du centre social qui s'inscrit en continuité avec celle du rapport précité de 1952. Puis la politique publique développe un financement spécifique par la circulaire d'août 1970 du ministère de la Santé publique et de la Sécurité sociale, dite circulaire « Dienesch ».

Parallèlement, dès 1957, la valorisation des centres sociaux par l'Union nationale des Caisses d'allocations familiales (UNCAF) et les CAF, conduit à un partenariat qui aboutira à la procédure d'agrément du centre social et au financement d'une prestation de service au titre de la fonction d'animation globale et de coordination. Dans les années 1980, avec la décentralisation, l'agrément CNAF devient un contrat de projet pluriannuel négocié localement entre le centre social et la CAF. La CNAF (circulaire du 31 octobre 1995) incite les CAF et les centres sociaux à s'inscrire dans un partenariat élargi et formule neuf repères pour mieux identifier les caractéristiques de l'animation globale. Elle produit enfin, en 2004, un guide pour l'évaluation.

C'est dans les années 1960-1970 que s'est produit un fort développement des équipements, lié à l'animation de la vie sociale urbaine dans les nouveaux ensembles d'habitat social, et associé, d'une part, à la montée des associations intervenant sur le cadre de vie, et, d'autre part, au développement de l'animation socioculturelle et de ses professionnels. En 1964, La FCSF est agréée « jeunesse et sports et éducation populaire ». C'est en 1971 qu'est créé le Syndicat national des associations employeurs de personnel au service des centres sociaux (SNAECSO).

Animés par des habitants, voisins et citoyens, bénévoles et professionnels, ces centres sont principalement gérés par des associations régies par la loi de 1901 (70% environ dans les années 2000), mais aussi des municipalités et des Caisses d'allocations familiales, directement ou en cogestion.

Parmi la multitude de ces associations gérantes, on remarquera entre autres, dans les années 1960-1980, la récurrence des associations gérant plusieurs centres :

- Association animation, loisirs familiaux, action sociale (ALFA, voir notice), émanation de la Caisse des dépôts et consignations ;
- Logements et promotions sociales (LPS) :
- Association pour la gestion à l'animation des équipements résidentiels (APER) ;
- Solidarité France migrant (SFM).

La FCSF, dans sa fonction de tête de réseau, a été amenée, au fil des diverses périodes - et notamment avec les changements de perspectives issues des phases successives de la décentralisation -, à approfondir la définition et les pratiques des centres sociaux, de plus en plus sollicités par l'évolution des demandes sociales des populations locales, ainsi que des enjeux sociaux ouverts au fur et à mesures des mutations ou des « crises » économiques, culturelles et sociales. De même, face aux transformations des commandes publiques, exprimées à travers les divers échelons des politiques sociales (famille, éducation, petite enfance, jeunesse, parentalité, insertion, intégration, etc.), la FCSF et le réseau des centres sociaux fédérés ont formulé une définition du centre social et de son action caractérisée en termes de projet de développement social et local. En outre, ils ont affirmé leur volonté de se situer leur action dans le champ de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire.

La FCSF conduit son action en participant aux instances de coopération inter-associatives : notamment : Conseil national de la vie associative (CNVA), Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP, voir notice), Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS), Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaires (CNAJEP, voir notice), etc., ainsi qu'auprès de partenaires publics de l'État (Affaires sociales, Jeunesse, Culture, etc.) et des institutions de la Sécurité sociale : CNAF et réseau des CAF, etc.

En 2000, une « Charte fédérale des centres sociaux et socioculturels de France » est adoptée par l'AG de la FCSF à Angers, affichant leurs valeurs de référence et leurs façons d'agir.

Historique de la conservation

Le fonds est entré en trois dépôts successifs aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Le premier dépôt en 1998, très lacunaire, résulte du sauvetage des archives laissées rue de Volga à Paris ; le deuxième est entré en 2001 ; et le troisième en 2003 a permis de traiter l'ensemble des archives conservées au siège actuel de la FCSF.

Le premier dépôt a fait l'objet d'un inventaire définitif en 2000. Les pièces comptables et les exemplaires multiples ont été alors éliminés. Un échantillonnage a été réalisé sur les dossiers de subventions accordées par l'État (crédits d'aide aux centres sociaux), dossiers sériels mais qui présentent l'avantage de percevoir l'évolution des projets présentés par les centres : ont été conservées les années 0 et 5 ainsi que quelques années significatives quant à l'évolution des politiques publiques en ce domaine (1982 année de mise en place, 1987-1988 période de cohabitation gouvernementale).

Le deuxième dépôt a fait l'objet d'un bordereau de récolement au début de l'année 2012 tandis qu'un préinventaire a été réalisé au siège social de l'association en 2003, juste avant son entrée aux Archives départementales du Val-de-Marne.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le premier dépôt effectué s'était avéré peu représentatif des documents produits par le fonctionnement et les activités d'une association de telle ampleur. Ainsi n'était conservé aucun document statutaire, aucun procès-verbal de réunion qu'il s'agisse du conseil d'administration, de l'assemblée générale, des organismes directeurs. Les documents de congrès n'avaient pas été déposés, les documents relevant des activités internationales non plus. On relevait quelques dossiers relatifs à la formation aux carrières sociales, somme toute décevants étant donnée l'importance de cette action de formation pour la FCSF.

Sur une période plus récente (début des années 1960), les dossiers paraissaient plus complets comme celui sur les relations entre la FCSF et la FFMJC ou encore ceux relatifs aux plans d'équipement social, dossiers comprenant des éléments d'enquête sur les besoins en création d'équipement, mais rien ou si peu sur le contenu de l'action, sur le projet « centre social » proprement dit. On retrouvait le même type de données dans les dossiers d'enquête de 1980, enquête à partir de laquelle s'était engagée l'opération « 1000 centres sociaux en péril » : une centaine de questionnaires avaient été conservés, mais si les données statistiques étaient nombreuses, il y avait très peu d'éléments sur le projet d'animation globale, thème fort de cette campagne de la FCSF, campagne décrite par ailleurs comme un moment fort de réflexion et de réaffirmation du projet « centre social ».

En fait l'essentiel des dossiers remis étaient ceux du comité de gestion des crédits d'aide de l'État aux centres sociaux, structure interministérielle dont le secrétariat est assuré par la FCSF. Avaient été rassemblés les dossiers de séance de ce comité et les demandes instruites en matière de financements : subventions de fonctionnement appelées prestations de service État

et subventions de postes ; on y trouve tous les types d'emplois : emplois d'utilité publique, postes d'initiative locale, animateurs, aide sociale à l'enfance. Pour être complet, il faut souligner les dossiers de deux commissions : la commission Migrants et la commission Centres sociaux ruraux, dont les archives semblaient à peu près complètes.

Le second dépôt renferme principalement des dossiers de suivi des fédérations régionales, départementales et des centres sociaux, des papiers concernant les relations de la FCSF avec des associations nationales du secteur de la Jeunesse et de l'éducation populaire. Figurent également quelques documents concernant le fonctionnement de la FCSF, essentiellement des dossiers d'instance.

Le troisième dépôt renferme l'essentiel du fonds, dont les papiers les plus anciens remontent à la création de la FCSF. Il faut souligner l'intérêt de dossiers chronologiques regroupant des documents anciens, documents jugés importants ou sélectionnés pour des travaux de recherches. S'y ajoutent les statuts, les actes des assemblées générales, les dossiers de congrès (Dourdan en 1967, Lyon en 1969, Marseille en 1972, puis Bordeaux, La Rochelle, Strasbourg…) qui rassemblent notamment des éléments concernant les participants ainsi que le contenu des réflexions engagées. Les bulletins internes et les publications à diffusion plus large ont également été remis.

Les acteurs sont bien cernés grâce aux dossiers des administrateurs et des personnels ; le rôle essentiel des pouvoirs publics transparaît plus nettement encore, notamment par les collections de documents comptables récapitulatifs (bilan, budgets, comptes d'exploitation) et de demandes de subventions. Les adhérents et affiliés, qu'ils s'agissent de centres sociaux ou de fédérations de la région parisienne comme de province, sont également mieux appréhendés grâce à des dossiers de suivi plus ou moins complets selon le niveau d'activité du centre, mais aussi selon qu'il soit directement affilié à la FCSF ou à une fédération régionale. Sur ce point, les enquêtes conservées dans le premier dépôt sont complétées par d'autres questionnaires adressés aux centres sociaux des années 1948 aux années 1974-1975.

On recense enfin les documents produits par d'autres commissions et groupes de travail mis en place par le FCSF ou auxquels elle participe : financement, formation, immigration, jeunes, logement, personnel des centres sociaux, ce sont tant des groupes de réflexions sur les structures que sur la famille, la fonction parentale, les loisirs, la petite enfance, etc. Ces thématiques donnent également lieu à des moments de réflexion spécifiques comme les colloques organisés dans les années 1980-1990. Enfin une importante documentation de type « littérature grise » complète le fonds d'archives : monographies de centres sociaux, études et rapports, dossiers de présentation historique, etc.

Plusieurs dossiers concernent l'*International federation of settlements* (IFS), de la tenue de son 1er congrès en 1922 à la correspondance des années 1980, ou encore quelques coopérations européennes qui se dessinent dès les années 1960-1970.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fédération des centres sociaux de France, 20140209 (ex 502J)
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 60 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1922-1990.

Fédération des centres sociaux et socioculturels de l'Essonne

Adresse : 4 rue Jules Vallès, 91390 Morsang-sur-Orge
Téléphone : 01 60 16 74 65
Courriel : fdcs91@wanadoo.fr
Site internet : http://centres-sociaux91.fr/

Historique du producteur

Création : 1996

La Fédération des centres sociaux et socioculturels de l'Essonne est affiliée à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice).

C'est en 1993 qu'est née la volonté de réunir les centres sociaux de l'Essonne avec la constitution de l'Association des centres sociaux de l'Essonne (ACSE). Des réunions régulières de professionnels essentiellement ont abouti le 3 février 1996 à la constitution de la fédération départementale sur la base d'un texte de références préalable à l'établissement du projet fédéral.

5 objectifs sont alors fixés :

- la mise en place d'outils au service des centres ;
- faire reconnaître la FD et bâtir un partenariat ;
- renforcer et développer le réseau existant ;
- représenter les centres (niveau départemental, régional et national) ;
- promouvoir la notion de « projet social ».

Historique de la conservation

Le fonds d'archives a été déposé aux Archives départementales de l'Essonne en 2004.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents concernant la constitution et les activités de la fédération départementale et l'affiliation des centres sociaux à la fédération.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Essonne

 Fédération des centres sociaux et socioculturels de l'Essonne, 127J
Dépôt en 2004. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1975-1996.

Fédération des centres sociaux et socioculturels de la Sarthe

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Association loi 1901, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de la Sarthe était membre de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de la Sarthe le 26 novembre 2002.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de statuts, comptes rendus de réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale, conventions, correspondance générale, budgets, pièces comptables, dossiers de subvention, documents de gestion du personnel, dossiers d'activité.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Sarthe

 Fédération des centres sociaux et socioculturels de la Sarthe, 84J
Dépôt en 2002. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle : 6,25 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1990-2001.

Fédération des centres sociaux et socioculturels d'Ile-de-France (FIF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1er mai 1976

En 1976, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice) met en place la Fédération régionale des centres sociaux et socioculturels d'Ile-de-France (FIF), qui a pour objet d'animer un réseau de centres sociaux en plein développement, présentant un paysage de gestionnaires très diversifié, comprenant outre les centres en gestion associative, un nombre important de groupements de centres liés à des centres municipaux et des institutions, comme par exemple l'Association pour le logement familial et l'animation des grands ensembles (ALFA, voir notice), l'Association pour la gestion à l'animation des équipements résidentiels (ADER), etc.

La FIF est dissoute le 1er juin 1995, lorsque sont créées des fédérations départementales de centres sociaux.

Historique de la conservation

Lors de la dissolution de la FIF en 1993-1994, ses archives ont été transférées au siège de la fédération nationale. En 1998, elles sont entrées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, en même temps que le fonds de la FCSF.

Le fonds a été classé en janvier 2000. Ont été éliminés les doublons et les publications généralistes, les pièces comptables, ainsi qu'une collection de circulaires produites par la fédération nationale et conservées dans le fonds de la dite fédération.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds couvre l'ensemble de la période d'existence de la FIF, de sa création en 1976 à sa dissolution au milieu des années 1990.

Les documents statutaires, les comptes rendus de réunions et la correspondance permettent de cerner le fonctionnement interne de la structure de même que les dossiers de suivi administratif et financier ou de gestion du personnel.

Une importante masse documentaire nous renseigne également sur les partenaires de la FIF : partenaires extérieurs, institutionnels ou associatifs, mais aussi, partenaires affiliés, fédération nationale, fédérations de province, unions départementales, centres sociaux. Pour ces derniers, sont regroupés des dossiers d'information précieux, fournissant des rapports d'activités, des rapports financiers, des notes et de la correspondance, classés par département et, le cas échéant, par centre social.

L'activité de la structure est retracée au travers d'une documentation volumineuse comprenant brochures, notes et dossiers d'information. Ceux-ci soulignent les centres d'intérêts des centres sociaux et socioculturels, essentiellement axés sur l'action sociale, la formation, la politique urbaine et, en somme, sur la lutte contre toute forme moderne d'exclusion.

On peut cependant regretter l'absence des archives du président de la FIF, Jacques Loyen, seule lacune notable de ce fonds.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fédération des centres sociaux d'Ile-de-France, 20140213 (ex 503J)
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FCSF (voir coordonnées).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 132 articles, 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1976-1994.

Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE)

Adresse : 108-110 avenue Ledru-Rollin 75011 Paris
Téléphone : 01 43 57 16 16
Courriel : contact@fcpe.asso.fr
Site internet : https://www.fcpe.asso.fr/

Anciens noms du producteur

Fédération nationale des conseils de parents d'élèves des écoles laïques

Historique du producteur

Création : 26 mars 1947
Reconnaissance d'utilité publique : 7 août 1951
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 1982

Au sortir de la guerre, le souhait d'une école profondément rénovée, assurant l'égalité des chances et le respect de la laïcité, s'affirme nettement et les parents sont associés à l'édification de cette école : c'est la naissance des « conseils de vigilance » de parents d'élèves fin 1945. Sous l'influence du Syndicat national des instituteurs et de la Ligue française de l'enseignement (voir notice), ces conseils donnent naissance en 1947 à la Fédération nationale des conseils de parents d'élèves des écoles laïques. Son premier président est André Chauvet. À l'origine ancrée dans l'école primaire, la FCPE s'implante dans le second degré à partir de 1961.

En 1951, la loi Barangé prévoit de subventionner l'enseignement privé. Face à cette loi, les parents de l'enseignement public se mobilisent : les effectifs de la FCPE passent de 225 000 adhérents en juillet 1951 à 730 000 en mai 1952. Au cours de son congrès national en 1956, la FCPE interroge la question des devoirs qu'elle considère comme source d'inégalité.

La FCPE crée la revue *Pour l'Enfant vers l'Homme* qui deviendra *La Revue des parents* en 1990. En 1970, elle enregistre 1 200 00 adhérents et la revue compte 800 000 lecteurs.

À partir de 1968, la FCPE favorise la participation des parents aux conseils de classe puis aux conseils d'école en 1975. En 1978, on compte 16 000 conseils locaux rattachés à la fédération.

En 1994, la FCPE participe au grand mouvement de protestation contre la loi portée par François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, visant à faciliter le financement des écoles privées par les collectivités. Elle manifeste à nouveau son mécontentement en 2004 contre le projet de budget 2005 consacré à l'école : c'est l'opération « Carton rouge au gouvernement ! ».

En 2016, la FCPE réussit à faire adopter une loi instituant le statut de parent délégué : c'est la reconnaissance officielle des parents comme acteurs à part entière du système éducatif.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège de l'association.

Présentation des sources

Une expertise réalisée par le PAJEP en 2017 a permis de constater que peu d'archives des premières années avaient été conservées. Néanmoins, l'association a conservé les numéros de sa revue ainsi que les dessins originaux commandés pour l'illustration des numéros. On peut trouver également les archives des congrès nationaux, des affiches, tracts et plaquettes de communication ainsi que des photographies, notamment de manifestations.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Fédération des conseils de parents d'élèves, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FPCE.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle :* environ 12 mètres linéaires.
Pour plus d'informations, écrire à doc@fcpe.asso.fr.

Fédération des Maisons des jeunes et de la culture (MJC) de l'Isère

Adresse : 20 avenue de la Houille Blanche, 38170 Seyssinet Pariset
Téléphone : 04 76 86 67 68
Courriel : del.isere@mjc-rhonealpes.org

Historique du producteur

En 2011, la délégation Isère travaille avec un réseau de 63 associations du département de l'Isère affiliées à la Fédération régionale des MJC de Rhône-Alpes (voir notice). Elle est adhérente à la Confédération des MJC de France (CMJCF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de l'Isère en 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

Le fonds est principalement constitué de documents relatifs aux actions départementales (communication, photographies, fonctionnement) et de dossiers des MJC du département.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Isère

 Fédération des MJC de l'Isère, 262J
Dépôt en 2009. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 189 articles, 19 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1959-2002.

Fédération des Maisons des jeunes et de la culture de Paris

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Fondée en 1967 par la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice), la Fédération des MJC de Paris est officiellement affiliée à cette dernière en 1968. Les fédérations départementales étaient destinées à recevoir les fonds des conseils régionaux et à coordonner l'animation entre les MJC. La FFMJC exerçait le contrôle administratif des MJC, les fédérations départementales ne représentaient alors pas une structure intermédiaire dans l'organisation fédérale des MJC en France.

La régionalisation des structures de la FFMJC en 1970 et 1971 voit la création des fédérations régionales dont celle des MJC d'Ile-de-France. Il semble que la Fédération des MJC de Paris soit dissoute en 1973 au lendemain de la régionalisation mais il ne subsiste aucune trace de sa dissolution dans les archives.

Historique de la conservation

Entre 1998 et 2014, Les maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, Fédération régionale a procédé à plusieurs dépôts aux Archives départementales du Val-de-Marne. D'environ 100 mètres linéaires, il est constitué principalement des archives de la Fédération régionale des MJC d'Ile-de-France. Néanmoins, il renferme les archives d'autres producteurs accumulées au gré de l'évolution de la structure fédérative des MJC en France, dont les archives de la Fédération des MJC de Paris.

Les archives de la Fédération des MJC de Paris sont cotées dans la sous-série 598J.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives ne représente seulement 1,04 mètre linéaire. Néanmoins, il renferme les pièces essentielles du fonctionnement de l'association (instances, documents statutaires) depuis la création de l'association. Il contient quelques documents traitant des relations avec les MJC de Paris, avec la FFMJC, avec les pouvoirs publics comme le ministère chargé de la Jeunesse et des sports, des coupures de presses relatives à la situation des MJC parisiennes entre 1967 et 1971.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération des MJC de Paris, 598J
Dépôt entre 1998 et 2014. Archives privées. Communication soumise à autorisation du déposant.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 13 articles ; 1,04 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1967-1973.

Fédération des objecteurs de conscience (FEDO)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Refusant l'évolution des Comités de lutte des objecteurs (CLO, voir notice) vers le refus de tout service national, des objecteurs lancent en janvier 1977 un « appel à tous les objecteurs pour un regroupement de type syndical et démocratique des objecteurs, en accord avec leur plate-forme, afin d'engager des luttes représentatives sur les thèmes spécifiques de l'objection ». En février de la même année, ils mettent en place la Fédération des objecteurs de conscience (FEDO).

La FEDO est condamnée en janvier 1979 à être dissoute. Elle fait alors appel, mais malgré le soutien de nombreux mouvements politiques, associations et personnalités, le jugement est confirmé et la dissolution prononcée en juillet 1981. Reprenant les objectifs de la FEDO, le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC, voir notice) se constitue à l'automne 1981.

Historique de la conservation

Les archives de la FEDO qui ont été sauvegardées ont été données aux Archives départementales du Rhône par le MOC de Lyon (voir notice) en 2006. Elles ne seront consultables que lorsqu'elles seront classées.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

En plus des archives conservées aux Archives départementales du Rhône, il existe des sources intéressantes dans les archives du Mouvement des objecteurs de conscience de Toulouse : dossier de participation à la FEDO renfermant des comptes rendus de réunions, le bulletin *Défense Objection*, des tracts et de la correspondance (1980-1981), des pièces concernant le procès de dissolution de la FEDO. Les archives de la branche française du Service civil international et du Comité de coordination du service civil (CCSC, voir notice) renferment aussi des publications, des tracts et de la correspondance avec la FEDO.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Mouvement des objecteurs de conscience du Rhône, 89J
Don en 2005. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé. *Instrument de recherche :* aucun. *Cotes concernant la FEDO :* 0,3 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1977-1980.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée. *Instrument de recherche :* répertoire méthodique. *Cotes concernant la FEDO :* 20140166/197/3, 199/2, 234/1.
 Comité de coordination pour le service civil, 20140185 (ex 539J)
Dépôt en 2006. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant la FEDO :* 20140185/10_4 et 13_3.

Fédération des œuvres complémentaires de l'École laïque (FOCEL) de Seine-et-Marne

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 7 juin 1931

La FOCEL de Seine-et-Marne est fondée le 7 juin 1931 à Melun, lors du cinquantenaire des lois scolaires de Jules Ferry, par l'inspecteur d'académie César Santelli. Elle est officialisée le 23 juin 1932. La FOCEL demande immédiatement son affiliation à la Ligue de l'enseignement (voir notice). Le secrétariat général est confié à l'instituteur André Hervy. Le siège social est fixé au domicile de son président, puis est transféré à l'inspection d'académie.

Les personnes morales adhérentes sont réparties en deux groupes. Le premier rassemble les amicales des anciens élèves, les universités populaires, les associations sportives et les sociétés de tir ; le second regroupe les œuvres de bienfaisance (caisses des écoles, Pupilles de l'école publique, œuvres du Trousseau, patronages et colonies de vacances).

Ses statuts reprennent la philosophie de la Ligue de l'enseignement à savoir : « constituer une union complète de tous les Républicains, partisans résolus des principes de laïcité, en interdisant rigoureusement l'introduction dans les Associations fédérées des controverses et discussions des divers partis politiques et en maintenant la cohésion républicaine sur les seuls terrains de la Défense et de la progression de l'École laïque ». En 1931, 169 associations clairement répertoriées sont affiliées à la FOCEL.

La FOCEL, qui envoie jusqu'alors des scolaires en vacances en forêt de Fontainebleau ou à La Baule, décide d'acquérir une propriété sur la côte Atlantique sur la commune de Saint-Michel-Chef-Chef.

Après une période tumultueuse durant la Seconde Guerre mondiale, une première réunion de reconstitution de la FOCEL a lieu dans les locaux de l'école des filles de la rue Armand Cassagne à Melun, le 7 juin 1945. On compte alors 150 associations affiliées.

En 1957, les inspecteurs d'académie cessent le compagnonnage de proximité exercé sur la FOCEL depuis 1931. La démographie scolaire explose mais la jeunesse s'intéresse peu aux activités proposées par la FOCEL en dehors des vacances et du sport.

À partir de 1958, la FOCEL développe les activités sanitaires et sociales. Elle acquiert une propriété dans les Hautes-Alpes pour offrir ses premières classes de neige. D'autres séjours se voient proposer aux adolescents dans d'autres camps de vacances. De plus, le « service d'animations générales » souligne une montée en puissance des Clubs de jeunes.

Au début des années 1960, la FOCEL s'installe enfin dans ses propres locaux suite à la construction d'un immeuble à La Rochette, contigu au lycée Benjamin Franklin. En 1965, Le Congrès décide d'une importante refonte des statuts de la Ligue.

Suite aux événements de Mai 1968, la FOCEL engage une réforme de ses structures et de ses méthodes de travail. Désormais, les services de la Fédération regroupe cinq grands secteurs d'activités que sont : Plein air et Sport, Vacances et Loisirs, Animation, scolaire et Jeunes. Le Comité exécutif est remplacé par un Conseil d'Administration.

Au début des années 1970, les subventions de l'État aux associations d'éducation populaire ne cessent de se réduire au même moment où ces dernières sont sollicitées de faire plus, tant par la société civile que par le secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports. En 1985, la FOCEL est le deuxième organisateur national des classes découvertes après la mairie de Paris ; elle regroupe 800 associations fédérées soit 56 647 adhérents. Elle emploie 10 enseignants mis à disposition par l'Éducation nationale, 25 salariés et 400 saisonniers L'essentiel des activités fédérales concerne directement l'école. Près de 40 000 élèves bénéficient de ses prestations plus particulièrement en matière de bibliothèques et de centres de documentation, la diffusion de spectacles, l'utilisation de matériels informatiques ou d'astronomie. En 1991, 60% des associations fédérées sont des associations sportives.

En 1998, la FOCEL modernise son fonctionnement mais son déficit budgétaire ne cesse de se creuser. L'équipe dirigeante est renouvelée. En 2002, la FOCEL ouvre un nouveau centre international de séjours à Bois-le-Roi et six grands chantiers sont ouverts. Fin 2015, la FOCEL est mise en liquidation judiciaire et cesse définitivement ses activités.

Historique de la conservation

Après la liquidation judiciaire, les archives intermédiaires ont été prises en charge par un prestataire ; les archives historiques sont entrées aux Archives départementales de Seine-et-Marne fin novembre 2022.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds n'a pas été classé à ce jour : il contient essentiellement des registres d'assemblées générales et de conseils d'administration, des statuts, des documents comptables, des dossiers de personnel, des dossiers de subventions et des dossiers d'agréments.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Seine-et-Marne

 Fédération des œuvres complémentaires de l'École laïque de Seine-et-Marne, 355J
Don en 2022. Archives privées. Communication non accessible (non classé).
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle :* 50 mètres linéaires avant classement. *Dates extrêmes* : [1959-2015].

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 La Ligue de l'enseignement, 20140057
Dépôt en 2014. Archives privées. Communication libre à l'exception des articles 20140057/12, 13, 20, 28, 36, 70-73, 76-80, 83, 256, 421-423, 447, 457-458, 460-461, 641, 839, communicables à l'expiration d'un délai de 50 ans, et des articles 20140057/81-83, 342-350, 464-466, 470, 494, 507, 520, 522, 911-913, communicables à l'expiration d'un délai de 75 ans.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 978 articles, 149,3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1852-2013.

Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale (FOEVEN)

Adresse : 67 rue Vergniaud, Porte L, 75013 Paris
Téléphone : 01 45 88 62 77
Courriel : contact@foeven.asso.fr
Site internet : http://www.foeven.asso.fr/ ; www.vacances-aroeven.fr

Anciens noms du producteur

Fédération des œuvres de vacances de l'enseignement technique (FOVET), 1956-1962
Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'enseignement technique (FOEVET), 1962-1965

Historique du producteur

Création : [25 février 1956] ; 3 mai 1956
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 27 février 1956
Reconnaissance d'utilité publique : 22 juin 1962

À la Libération, les établissements de l'enseignement technique organisent et animent des centres de vacances à l'attention de leurs élèves. Ces initiatives aboutissent à la création des Associations régionales des œuvres de vacances de l'enseignement technique (AROVET), suite à la circulaire 968 de la direction de l'Enseignement technique, datée du 29 avril 1952. Ces associations régionales se réunissent en 1956 pour mettre en place la Fédération des œuvres de vacances de l'enseignement technique (FOVET).

En 1961, les militants des AROVET impulsent une nouvelle structure pour favoriser les relations adultes-jeunes au sein du système scolaire : le foyer socio-éducatif (FSE). L'année suivante, ils définissent la « charte de l'éducation permanente » et, au milieu des années 1960, ils étendent leur champ d'action à l'ensemble de l'Éducation nationale. La fédération prend alors le nom de FOEVEN et les associations régionales d'AROEVEN : Association régionale des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale. À la suite des évènements de mai 1968, une circulaire ministérielle du 19 décembre 1968 suscite la création de FSE dans tous les établissements publics du second degré.

En 1969, la FOEVEN entreprend une action d'information et de formation psychologique des enseignants en exercice et, dans ce but, passe une convention avec le ministère de l'Éducation nationale portant attribution d'une subvention et délivrance d'autorisations d'absence pour permettre aux personnels volontaires de suivre les stages organisés à cette fin. Puis, elle participe à partir de 1975 à la formation des équipes expérimentant le contrôle continu. Elle reçoit également, en 1978, l'habilitation nationale pour la formation des directeurs et des animateurs des centres de vacances et de loisirs : brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) et brevet d'aptitude aux fonctions de directeur d'accueils collectifs de mineurs (BAFD). Dès 1985, la FOEVEN organise des universités d'été et des actions de formation sur la formation. Enfin, elle participe à partir de 1991 à la formation des formateurs des délégués des élèves.

Dans le prolongement du service public d'enseignement et en complémentarité de celui-ci, la FOEVEN est une fédération nationale qui regroupe aujourd'hui 22 structures régionales appelées AROEVEN. Il existe en principe une AROEVEN par académie, dont le président de droit est le recteur d'académie. Actuellement, les missions de la FOEVEN se répartissent entre le temps du système éducatif et le temps des vacances et des loisirs.

Au sein du système éducatif, les AROEVEN fédèrent les foyers socio-éducatifs et les maisons des lycées. Elles interviennent dans les lycées et collèges par la création et l'animation d'équipes d'enseignants visant à améliorer la vie dans l'établissement et la réussite de l'élève. Elles forment également les personnels de l'Éducation nationale (formation des formateurs, formation continue ou initiale). Elles conduisent aussi des expérimentations conventionnées par les ministères, telles que les élections des délégués des élèves, la création de Maisons des Lycéens, et des formations aux droits et obligations des élèves. Elles favorisent l'expression des jeunes au travers de manifestations spécifiques telles que des concours, vidéo-clip etc. Enfin, les AROEVEN proposent des voyages scolaires, des classes transplantées, des activités culturelles et des projets européens.

Le mouvement gère également des centres de loisirs sans hébergement, des centres de vacances et de loisirs pour les 6-20 ans ainsi que des rencontres et échanges internationaux de jeunes européens.

Enfin, la FOEVEN réalise de nombreux travaux et études de recherche pédagogique dans une approche psychosociologique.

Historique de la conservation

En 2007, le PAJEP a réorienté la FOEVEN vers la mission Archives de l'Éducation nationale qui a collecté le fonds à l'été 2008. Les archives ont été classées et versées aux Archives nationales au début de l'année 2009. Le fonds représente 16,5 mètres linéaires.

Sont conservés aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine, les documents papiers (versement n°20090004, 143 articles), les documents photographiques (versement n°20090005, 88 articles entre 1967 et 1999) et les objets (versement n°20090012, kits d'expérimentation, 3 articles, sans date). Les documents sonores (versement n°20090010, 34 articles entre 1985 et 1990) et les documents audiovisuels (versement n°20090011, 21 articles, entre 1990 et 2003) sont conservés aux Archives nationales – site de Fontainebleau.

À noter que dans les archives versées par le ministère de l'Éducation nationale aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine, figurent les papiers de Roger Hammond, chef de

service à la direction de la pédagogie, des enseignements scolaires et de l'orientation, qui a participé aux instances de la FOEVEN. Le dossier coté 19870196/3 renferme des statuts et des comptes rendus de réunion compris 1964 et 1973.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Toutes les archives à vocation historique antérieures à 2000 ont été versées aux Archives nationales, à l'exception des dossiers statutaires. Le fonds renferme une collection complète des comptes rendus de conseils d'administration et de bureaux. En revanche, les dossiers de congrès annuel et d'assemblée générale les plus anciens remontent à 1968.

Les archives de suivi des actions menées par les AROEVEN sont très incomplètes et les papiers les plus anciens datent de la fin des années 1960. Il en est de même pour les documents concernant les relations avec les autres fédérations d'éducation populaire. À noter néanmoins deux dossiers relativement riches, l'un concernant le Comité national de liaison « Ligue de l'enseignement (voir notice), Office Central de la Coopération à l'École, FOEVEN » (1965-1972) ; l'autre intitulé « Rencontres FOEVEN / Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation actives » (1968-1981).

En dehors des publications, les archives d'activités les plus anciennes datent du début des années 1960, mais elles ne s'étoffent vraiment qu'à partir des années 1970. Elles concernent le secteur Vie scolaire (foyers socio-éducatifs et maisons des lycées), les centres de vacances et les échanges internationaux. Les archives du secteur Recherche/formation sont particulièrement intéressantes, concernant la réalisation d'études et l'organisation de colloques et de stages. Le fonds renferme ainsi de nombreuses publications sous forme d'ouvrages, de brochures et de rapports. Par ailleurs, figure une collection complète de sa revue mensuelle depuis 1956 (155 numéros).

Les archives à vocation historique de l'association antérieures à 2000 ne doivent pas dépasser 20 mètres linéaires. Outre des dossiers relativement complets sur l'évolution des statuts et les documents officiels de la FOEVEN, le fonds renferme une série complète des congrès et des assemblées générales depuis la création. En revanche, concernant les bureaux et les conseils d'administration, nous n'avons pas trouvé de documents antérieurs aux années 1980 lors d'une expertise réalisée le 31 août 2007. Néanmoins, l'association pense qu'ils existent toujours.

Par ailleurs, la FOEVEN conserve de nombreuses publications sous forme d'ouvrages, de brochures, de rapports qui correspondent aux nombreuses recherches et travaux qu'elle a menés sous forme d'études, de colloques, etc. Si les collections des périodiques semblent complètes, il n'est pas possible de l'affirmer pour les autres publications, même si certaines remontent aux années 1950-1960.

Concernant les autres activités, il semble qu'il y ait peu d'archives avant les années 1980. Il en est de même pour les dossiers concernant les relations avec les autres mouvements de jeunesse et d'éducation populaire et concernant le suivi et l'animation des AROEVEN. Il est probable que les archives les plus intéressantes concernant la formation et les centres de vacances aient été produites dans les régions par les AROEVEN.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

• Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale, 20090004, 20090005, 20090012
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique différent pour chaque versement. Importance matérielle : 234 articles, 16,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1956-2008.

Archives nationales – site de Fontainebleau

• Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'éducation nationale, 20090010 (documents sonores), 20090011 (documents audiovisuels)
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique différent pour chaque versement. Importance matérielle *:* 55 articles. *Dates extrêmes* : 1985-2003.

Fédération des œuvres laïques (FOL) des Hautes-Pyrénées

Adresse : 1 rue Miramont, 65000 TARBES
Téléphone : 05.62.44.50.50
Courriel : affiliation@fol65.fr
Site internet : https://www.liguedelenseignementfol65.org

Historique du producteur

Création : 1946

La Fédération des œuvres laïques des Hautes-Pyrénées fédère 106 associations, dont 23 associations scolaires membres de l'Union sportive de l'enseignement primaire (USEP, voir notice), 55 associations sportives membres de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP, voir notice) ainsi que des foyers sociaux éducatifs de collèges et de lycées, associations laïques de quartiers, clubs, amicales, etc. Elle mène ses actions en partenariat avec l'État et les collectivités territoriales.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées en 2012.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds se compose d'archives papier, iconographiques et audiovisuelles. On y trouve essentiellement des documents de fonctionnement (conseil d'administration, comptabilité, personnel), des dossiers d'activités ainsi qu'une bibliothèque et une sonothèque.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Hautes-Pyrénées

 Fédération des œuvres laïques (FOL) des Hautes-Pyrénées, 115 J
Dépôt en 2012. Archives privées. *Communication* : non accessible (non classé).
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : 612 articles. *Dates extrêmes* : 1938-2006.

Fédération française de cinéma et vidéo (FFCV)

Adresse : 53 rue de Clisson, 75013 PARIS
Téléphone : 01 44 24 90 25
Courriel : fedvid@wanadoo.fr
Site internet : www.ffcinevideo.org

Anciens noms du producteur

Fédération française des clubs de cinéma d'amateur (FFCCA), 1933-1971
Fédération des clubs français de cinéastes (FCFC), 1971-1987

Historique du producteur

Création : 25 mars 1933
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 20 mai 1950

La FFCV est une fédération des clubs et des ateliers de réalisation de courts métrages non professionnels, qui organise un concours annuel.

À l'origine, elle avait pour objectifs d'après ses statuts de « grouper les clubs, sociétés ou sections de sociétés pratiquant le cinéma d'amateurs…; de favoriser l'extension de ces clubs et la propagation de l'art cinématographique d'amateurs, de contribuer à assurer le plus d'avantages possibles aux clubs; d'organiser chaque année le concours national du meilleur film français d'amateurs ; d'organiser chaque année toutes les manifestations du cinéma d'amateurs et en accord avec les fédérations similaires officielles à l'Étranger ».

Historique de la conservation

Le fonds est conservé au siège de l'association, 53 rue de Clisson dans le 13e arrondissement à Paris.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives papier qui ont un intérêt historique ne dépassent pas un volume de 3 mètres linéaires. Outre les documents statutaires et les registres de conseil d'administration et d'assemblée générale, l'association conserve une série incomplète de ses publications, quelques chronos, des coupures de presse. Le fonds ne renferme que peu d'éléments sur les stages de formation que l'association a pu organiser.

Elle conserve plusieurs centaines de films audiovisuels dont les plus anciens remontent aux années 1950. Ce sont des films réalisés par des amateurs et qui ont été primés au festival du film amateur organisé par l'association chaque année. Ce sont des courts ou des moyens métrages conçus en dehors de toute préoccupation commerciale, qui sont autoproduits. 40% sont des fictions ; 40 % des documentaires ; 20 % des films d'animation.

Figurent :

- 200 films en 16 mm (années 1950-1980) ;
- 150 films Super 8 (années 1965-1990) ;
- quelques films en 8 mm sur projecteur Heurtier (années 1950-1960) ;
- 300 films VHS.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Fédération française de cinéma et vidéo
Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FFCV.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1933-2007.

Fédération française de tourisme populaire (FFTP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1949

La Fédération française de tourisme populaire (FFTP) a été créée en 1949 par un effort conjugué de la Confédération française des travailleurs chrétien (CFTC), de l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCAJ, voir notice) et de la Confédération de la famille rurale (voir notice).

La FFTP a contribué à la naissance des premiers Village vacance famille (VVF, voir notice). En 1962, elle fusionne avec l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCAJ) qui devient alors l'OCCAJ-TP.

Historique de la conservation

Pour le moment, nous ne savons pas ce que sont devenues les archives de cette association.

Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [1er janvier 1950] ; 19 février 1950

En novembre 1949, le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Éducation populaire met en place un comité d'action visant à créer une structure regroupant toutes les auberges de jeunesse. Le projet consiste en une fédération d'associations départementales (ADAJ) gérant le réseau d'auberges et constituées d'adhérents individuels. L'État est représenté au comité directeur national et dans les conseils d'administration des ADAJ par des fonctionnaires de la Jeunesse et des Sports. Dans ce projet, les mouvements de jeunesse sont donc écartés de la gestion des auberges.

C'est pourquoi, les militants de l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice) constitué principalement de représentants de mouvements de jeunesse, de communistes et de catholiques, rompent les pourparlers avec l'État. Dans ces conditions, deux fédérations voient le jour au début de l'année 1950 :

- La Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice), qui a l'appui de l'État, du Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA), principal mouvement d'usagers issu du MLAJ, de la Ligue de l'enseignement (voir notice), de la Confédération générale du travail – Force ouvrière (CGT-FO) et des syndicats d'enseignants : Syndicat national des instituteurs (SNI), Fédération de l'éducation nationale (FEN).
- La Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ) qui regroupe notamment l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ), la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ), l'Office central des camps et des auberges de la jeunesse (OCCAJ), la Confédération générale du travail (CGT), la confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), un grand nombre de mouvements de jeunesse ainsi que l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF).

Une situation paradoxale existe alors : la FFAJ, officiellement créée le 19 février 1950, est reconnue par la Fédération internationale des auberges de jeunesse (FIAJ) mais elle n'est pas agréée par le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Éducation populaire. Quant à la FNAJ,

officiellement déclarée le 26 mars 1950, elle est reconnue par le ministère mais pas par la FIAJ.

Le rôle de la FFAJ est essentiellement technique. Les usagers sont peu, voire non représentés dans le mouvement. L'organisation se charge de construire des auberges et de gérer le réseau constitué par les auberges dépendantes de l'UFAJ, de l'OCCAJ, de la LFAJ et des Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice).

Dès 1953, les pourparlers d'unification reprennent en coulisse, au sein d'une commission officieuse composée d'Eugène Quet et Claude Brochet pour la FNAJ et de Maurice Tadier et André Lécuyer pour la FFAJ. Ils aboutissent en 1955 à un accord sur le principe d'une fédération unique et désignent un comité paritaire provisoire. Le courant des usagers, la FNAJ, est en position de force. Devant la mauvaise volonté de la FFAJ, le gouvernement bloque ses subventions. La FFAJ, menacée de banqueroute, reprend alors les pourparlers, qui aboutissent en mai 1956 à la création de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice). Ce n'est qu'en 1958, après deux années de fonctionnement provisoire, que la FUAJ est définitivement installée : la FNAJ et la FFAJ sont alors dissoutes.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour aborder l'histoire de la FFAJ, il faut se reporter au fonds Maurice Tadier, militant des auberges de jeunesse qui couvre la période 1949-1954. On y trouve des archives liées au fonctionnement (documents statutaires, comptes rendus d'assemblée générale, comité directeur, commission administrative, etc.), à l'animation et au suivi du réseau (documents liés à la gestion du personnel et des équipements) ainsi qu'aux relations extérieures (correspondance, périodiques, rapports, etc.). Le fonds renferme également de nombreuses publications de la FFAJ (bulletins d'informations, guides, cartes).

Le fonds René Sedes comprend quelques documents sur la FFAJ, principalement des comptes rendus d'instances pendant la période de fonctionnement provisoire de la FUAJ entre 1956 et 1958.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FFAJ :* 20140177/20 (1954-1958).
 Tadier Maurice, 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FFAJ :* 20140183/36 à 39 (1949-1954).

Fédération française des clubs Unesco (FFCU)

Adresse : 173 rue de Charenton, 75012 PARIS
Téléphone : 01 42 58 68 06
Site internet : http://www.clubs-unesco.org/

Anciens noms du producteur

Fédération des clubs de relations internationales et des groupements d'amis de l'Unesco, 1956-1963
Association fédérative des clubs d'études et de relations internationales et des groupements de l'Unesco, 1956-1963

Historique du producteur

Création : 14 mars 1956
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 31 décembre 1956

L'*United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation* (Unesco, en français Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture) est une institution spécialisée, dépendante de l'Organisation des Nations unies (ONU). L'Acte constitutif de l'Unesco est signé à Londres le 16 novembre 1945 par 37 pays et est ratifié le 4 novembre 1946 par 20 états. Son objectif est de « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples ».

Quelques mois seulement après la fondation de l'Unesco, on assiste à l'éclosion d'un mouvement de soutien à la nouvelle organisation mondiale pour la paix, qui se manifeste par la création de clubs Unesco, principalement au Japon et en France. Le 4 novembre 1949, Jahme Torres Bodet, alors directeur général de l'Unesco, lance un appel en faveur de la création de ces clubs dans les écoles secondaires (collèges et lycées) et les universités, au cours d'une conférence qu'il donne au Centre international d'études pédagogiques de Sèvres pour commémorer le troisième anniversaire de la fondation de l'Unesco.

À la suite de cet appel, le nombre de clubs augmente rapidement, notamment en France. La Commission nationale française pour l'Unesco, créée en 1946 sous le nom « Commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture », joue un rôle important dans la création et le soutien aux clubs. Elle est d'ailleurs à l'origine de la création de la Fédération française des clubs Unesco (FFCU) en 1956, notamment par l'action de son secrétaire général Louis François qui en devient le premier président. La FFCU est hébergée dans ses premières années par la Commission française pour l'Unesco, au quai d'Orsay.

D'après les statuts adoptés en 1963, la FFCU a pour objectifs de :

- « Favoriser la compréhension internationale conformément aux principes et idéaux de l'Unesco ;
- Promouvoir la création en France de clubs Unesco, aider à leur fonctionnement et en assurer le contrôle ; contribuer à la formation civique des membres des clubs en les aidant à s'adapter aux transformations incessantes du monde dans les domaines scientifiques, techniques, économiques et sociaux ;
- Établir des relations avec des organisations similaires pouvant exister dans les pays étrangers ;
- Contribuer au développement des activités socio-éducatives dans le cadre scolaire, extra-scolaire ou de l'éducation permanente ;
- contribuer à une coordination dans le domaine des relations internationales entre les institutions et associations à caractère éducatif telles que les établissements d'enseignement, maisons de jeunes, comités d'entreprise, centres culturels, etc. qui désirent travailler dans l'esprit de l'Unesco ».

Si l'origine de la FFCU est liée à l'UNESCO et à la Commission nationale française, elle s'inscrit aussi dans les mouvements d'éducation populaire agréés par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports. Association complémentaire de l'enseignement public, elle est reconnue dès sa création pour sa mission d'éducation civique en aidant à la création et à la coordination des clubs Unesco au sein de la cité comme de l'institution scolaire. Son fondateur Louis François, puis son successeur André Zweyacker, l'un et l'autre inspecteurs généraux de l'Éducation nationale, ont été les ardents défenseurs de l'instruction puis de l'éducation civique au ministère de l'Éducation nationale.

En 1964, la fédération imagine un échelon intermédiaire entre le siège national et les clubs de province : le conseil régional. Mais il faut attendre plusieurs années pour que les conseils régionaux jouent un rôle important.

Progressivement, la FFCU prend son indépendance par rapport à la Commission française pour l'Unesco, comme le montre son déménagement en 1963-1964 du quai d'Orsay pour un siège social dans le 5e arrondissement.

Durant les années 1960-1970, la FFCU favorise la création de clubs, qu'elle définit ainsi dans une brochure publiée en mai 1979 : ce sont « des groupements de personnes de tous âges, de tous horizons socioprofessionnels, qui partagent l'idéal de l'Unesco, cherchent à le faire connaître en entreprenant des activités inspirées directement de celles de l'Unesco ». Les clubs se développent principalement dans les établissements du secondaire, comme les collèges et les lycées, mais on en trouve dans des Maisons des jeunes et de la culture, des établissements universitaires, des centres culturels, des comités d'entreprise, etc. Ils s'intéressent aux activités des grandes institutions internationales, aux causes des conflits et à comment trouver des solutions pacifiques, à la lutte pour le désarmement, au développement des pays du Tiers-monde, au respect des droits de l'homme, à l'étude des civilisations, etc. Les clubs étudient les grands problèmes contemporains en réunissant la documentation nécessaire, mènent des enquêtes dans leur ville et dans leur région, organisent des conférences, des débats, des spectacles, des expositions. Ils participent à des journées d'études, des stages d'animation, préparent des voyages d'études à l'étranger, accueillent des groupes de jeunes étrangers, etc.

Dans les années 1980, l'arrivée d'un nouveau gouvernement de « gauche » modifie profondément le système scolaire avec la formation continue des enseignants et la mise en place de projets éducatifs ouverts sur l'éducation au développement et le partenariat nord-sud. La FFCU y participe pleinement ce qui favorise la création de nombreux clubs Unesco engagés dans des projets de coopération et de solidarité internationales. À la fin des années 1990, la modification du contexte politique, économique et social, accroît les difficultés du système scolaire : diminution des subventions et des moyens dans les projets éducatifs. Le nombre des clubs Unesco tend à diminuer au sein des établissements. Par contre, individuellement ou en association, de nombreux adultes demandent leur adhésion dans le mouvement.

La FFCU revendique aujourd'hui regrouper plus de 200 Clubs Unesco à travers toute la France, deux tiers en milieu scolaire et un tiers en association de loi 1901 (plaquette de présentation 2012).

Historique de la conservation

Les archives conservées au siège social de la FFCU comprennent les dossiers constitués par l'association au cours de son existence ainsi que des papiers de militants collectés par l'historien Mathias Gardet dans le cadre d'une étude réalisée au milieu des années 1990. En 1997, Mathias Gardet signale le dépôt de plusieurs militants et de quelques boîtes de la Commission nationale française pour l'Unesco, portant sur la période 1956-1995. Ces boîtes concernent non seulement la FFCU mais aussi des conseils régionaux de clubs ainsi que des clubs Unesco.

Figurent également les dossiers du CRCU Paris-Ile-de-France (PIF), dissous en 2009.

Un premier instrument de recherche a été réalisé par des militants de l'association en 2011-2012 pour une partie des archives. Un bordereau de récolement a été réalisé fin 2013 pour l'ensemble des archives historiques de la FFCU couvrant la période allant de 1956 à 2003. Des documents ultérieurs à 2003 ont été versés pour respecter l'intégrité des dossiers. Lors de ce récolement, une partie des documents vierges et des doublons a été éliminée.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds FFCU renferme principalement des dossiers concernant la création, le suivi du fonctionnement et des activités. Les activités de la FFCU se divisent en plusieurs catégories :

- l'organisation ou la participation à des évènements ponctuels (colloques, séminaires, journées d'études et rencontres),
- l'organisation de sessions de formations destinées aux animateurs et aux jeunes des Clubs UNESCO ou de formations destinées aux personnels de l'Éducation Nationale,
- le suivi du réseau du réseau des Clubs UNESCO,
- l'organisation ou la participation à des projets de coopération internationale autour des thèmes chers aux valeurs de la FFCU.

Les archives du CRCU Paris-Île-de-France concernent le suivi du fonctionnement et de ses activités. La principale activité du CRCU PIF, à part le suivi des Clubs de la région Île-de-France, est la gestion d'un centre d'accueil international, la Maison des Clubs UNESCO (MCU) (1974-2003), située au 43 rue de la Glacière, 75013 Paris.

Les quelques dossiers de la Commission nationale française pour l'UNESCO sont surtout intéressants concernant la création et les premières années de la FFCU.

Les archives des militants comprennent les fonds de :

- Pierre AUMERCIER, dates extrêmes : 1963-1993. Les dossiers concernent sa participation militante à la FFCU et au CRCU de Bourgogne. Pierre Aumercier, professeur agrégé d'histoire-géographie au lycée Montchapet à Dijon, était responsable du conseil régional des clubs sur toute la Bourgogne à partir du mois de novembre 1971, trésorier puis vice-président de la FFCU.
- Marie-Claude ANGOT, dates extrêmes : 1987-2008. Les dossiers concernent sa participation militante à la FFCU et au CRCU Paris-Île-de-France. Marie-Claude Angot, professeur d'Histoire-Géographie dans plusieurs lycées de l'Académie de Créteil, a été présidente au CRCU Paris-Île-de-France de 1993 à 2005. Au sein de la FFCU, de 2001 à 2011, elle a été membre du conseil d'administration et au bureau comme trésorière adjointe, puis dès 2003 secrétaire-générale adjointe, puis vice-présidente. Elle est actuellement vice-présidente honoraire de la FFCU.
- Colette et Raoul BACCONNIER, dates extrêmes : 1960-1982. Les dossiers concernent leur participation militante à la FFCU, au CRCU De Provence-Alpes-Côte-d'Azur, au Clubs UNESCO de CU d'Apt (Vaucluse) et à celui du Lycée Jean Aicard, Hyères (Var). Colette BACCONNIER était professeur d'Histoire-Géographie au lycée d'Apt (Vaucluse) puis au lycée Jean Aicard à Hyères (Var). Elle a aussi été une des principales animatrices des CU d'Apt et d'Hyères. Elle a été membre du conseil d'administration de la fédération dès 1974 avant d'être détachée su siège national de la FFCU en 1977 en tant que secrétaire nationale. Elle a été déléguée fédérale puis présidente du CRCU de la Provence-Alpes-Côte d'Azur (1976-2000) Raoul BACCONNIER était professeur d'Histoire-Géographie au lycée Jean Lurçat de Saint-Céré (Lot), puis proviseur des lycées de Saint-Céré, d'Apt et d'Hyères, trésorier puis vice-président de la FFCU (1956-1968). Colette et Raoul BACCONNIER sont membres fondateurs de la FFCU. Ils ont joué un rôle important dans la mise en place des actions de la FFCU au village de Bakel (Sénégal).
- Margueritte BRISSAUD, dates extrêmes : 1965-1992. Les dossiers concernent sa participation militante à la FFCU et au CRCU Midi-Pyrénées. Margueritte Brissaud, professeure de lycée à Limoges, était membre du conseil d'administration de la FFCU.
- Louis FRANÇOIS, dates extrêmes : 1952-1989. Les dossiers concernent sa participation militante à la FFCU. Louis François (né en 1904), Inspecteur général d'Histoire-Géographie de 1945 à 1973, était le fondateur et premier président de la FFCU. Il est resté président de la FFCU pendant plus de dix ans.
- Janine GIBRAT d'ARTOIS, dates extrêmes : 1973-1995. Les dossiers concernent sa participation militante au CRCU Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Janine Gibrat d'Artois était responsable du CRCU Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Henri JEANNE, dates extrêmes : 1955-1975. Les dossiers concernent sa participation militante à la FFCU. Henri Jeanne était membre du conseil d'administration de la FFCU depuis au moins 1957, puis secrétaire général et vice-président.
- Jean RABU, dates extrêmes : 1963-1984. Les dossiers concernent sa participation militante à la FFCU et au CRCU Pays-de-la-Loire. Jean Rabu, professeur à Nantes, était

responsable du CRCU des Pays-de-la-Loire, membre du conseil d'administration puis secrétaire national de la FFCU.

- Jean RICHARD, dates extrêmes : 1963-1969. Les dossiers concernent sa participation militante au CRCU Aquitaine. Jean Richard, professeur puis principal d'un établissement du secondaire à Bordeaux, était responsable du CRCU Aquitaine, membre du conseil d'administration (depuis au moins 1957) et vice-président de la FFCU.
- André ZWEYACKER, dates extrêmes : 1984-2002. Les dossiers concernent sa participation militante à la FFCU. André Zweyacker, Inspecteur général de l'Éducation nationale, a été président de la FFCU de 1979 à 1997. Actuellement, il est président d'honneur de la FFCU.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fédération française des clubs Unesco, 20140425
Dépôt en 2014. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 26 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1949-2008.

Fédération française des éclaireuses (FFE)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [25 juillet 1921] ; 11 décembre 1921
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 12 avril 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 13 août 1947

Les premières unités de ce qui deviendra la FFE sont apparues en France au cours des années 1911-1912, sous l'impulsion non concertée de jeunes femmes, principalement au sein des Unions chrétiennes de jeunes filles (UCJF), mouvement de jeunesse protestant. Une commission éclaireuses y est créée dès 1912.

Tout de suite apparaissent des tendances différentes, notamment en ce qui concerne l'attachement aux principes des UCJF, groupes dits « unionistes », ou au contraire indépendants de fonctionnement comme de choix spirituels ou de milieu d'implantation, groupes appelés « neutres » par la suite faute de mieux.

Ces groupes épars, au cours de la décennie suivante se contactent, se rencontrent et s'organisent. Antoinette Butte formule une Loi et écrit un manuel. Des statuts sont rédigés dès 1919 au Congrès de l'Oiseau bleu. Le nom « éclaireuses unionistes » est abandonné. Les bases d'un mouvement sont jetées, et au Congrès de Lyon, en 1920, Violette Mouchon en est élue commissaire nationale. Mais il faut attendre le Congrès d'Épinal en 1921 pour que soit formée la FFE, réunissant les groupes « unionistes » et les « neutres » en un seul mouvement où, écrit Marguerite Walther, « n'importe quelle petite française pourrait se sentir à l'aise ». Les Petites Ailes et les Éclaireuses Aînées voient le jour en 1922 et 1924.

Des groupes catholiques se créent, mais l'union avec les Guides de France (GDF, voir notice) ne se fait pas. En 1924 également, les unités féminines israélites sont créées par les Éclaireurs israélites de France (EIF, voir notice), mais sont tout de suite rattachées à la FFE, lui donnant sa pleine dimension « UNI » (Unionistes ; Neutres ; Israélites). À noter que les unités israélites conservent une double appartenance FFE et EIF.

Le mouvement s'étend rapidement à travers toutes la France. Dès 1920 des unités se créent Outremer, en Afrique, en Guyane, en Égypte, en Indochine, etc. Au début des années 1930, le

scoutisme d'extension s'organise : les « Éclaireuses malgré tout » sont créées pour les malades et les disséminées.

La guerre voit l'interdiction du scoutisme en zone occupée, et l'organisation d'activités clandestines. La FFE s'installe à Vichy. Elle est un des six mouvements signataires de la Charte de l'Oradou, à Clermont-Ferrand, le 25 septembre 1940. Et le 24 décembre 1940, elle participe à la création de la fédération du Scoutisme Français (voir notice) qui regroupe les principales organisations de scoutisme françaises.

À travers ses structures, ou simplement par le biais de l'action de certaines de ses adhérentes, la FFE est partie prenante dans la création et l'animation d'autres organisations de jeunesse et d'éducation populaire : Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (CEMÉA, voir notice) en 1937, CIMADE (voir notice) en 1939, À Cœur Joie (ACJ, voir notice) en 1948, Mouvement jeunes femmes (voir notice) en 1946, etc. En 1945, la FFE délègue Geneviève Lamon pour participer, avec entre autres les Éclaireurs de France (EDF, voir notice), les CEMÉA et le Syndicat national des instituteurs (SNI), à la création des Francs et franches camarades (FFC, voir notice), grand mouvement laïc populaire.

La FFE est aussi présente à la Commission Jeunesse de l'Unesco, au Conseil supérieur de l'Éducation Nationale, à la Commission de surveillance de la presse Enfantine, au Comité pour la dignité de la presse féminine, à l'Union nationale des camps de montagne (UNCM), aux organisations d'auberges de jeunesse, etc.

Après la guerre, les unités israélites de la FFE se tournent de plus en plus vers le mouvement masculin, avec lequel elles ont été très liées pendant l'occupation.

Par ailleurs, les années 1948-1950 voient l'idée de mixité progresser, spécialement pour les unités neutres qui ne vivaient pas dans un groupe local comportant d'unités masculines. Des contacts sont pris avec les EDF. Une convention est signée en 1948, qui sera rompue unilatéralement en 1950. Quelques unités neutres rejoignent les EDF. Dans la décennie suivante les EDF créent des unités mixtes qui attirent peu à peu de nombreuses unités neutres de la FFE.

La période après-guerre voit le développement de la FFE dans toutes les régions de l'Union Française, mélangeant européennes et autochtones, d'ambitieux rassemblements nationaux et internationaux, la création de La Nef (voir notice), Foyer international du scoutisme féminin, avec les Guides de France, l'achat de la propriété des Prés en 1953. De nombreuses adaptations pédagogiques sont menées. Ainsi, les clans libres sont créés en 1957, pour pallier le manque de cheftaines, et prennent un bel essor.

Malentendus entre unités unionistes et neutres, problèmes de personnalités, migration des unités neutres vers les EDF, baisse des effectifs, manque de cheftaines, évolution des mentalités et des méthodes éducatives amènent l'éclatement de la FFE lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 1964.

Les EDF se dissolvent le 1er mars 1964 pour créer l'association des Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF, voir notice), à laquelle la section neutre de la FFE adhère le 26 avril 1964. Le 15 septembre 1964, la section Neutre quitte le siège de la FFE. À cette date, la section israélite de la FFE rejoint les Éclaireurs israélites de France (EIF), pour constituer les Éclaireuses et Éclaireurs Israélites de France (EEIF). La section unioniste devient FFE-U, puis le 18 janvier 1970, elle fusionne avec les Éclaireurs unionistes de France (EUF) pour former, à l'automne 1970, la Fédération des éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (FEEUF), qui devient Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France (EEUdF, voir notice) en 1994.

Historique de la conservation

Du fait de l'éclatement de la FFE en 1964, et de la fusion de chacune de ses sections avec le mouvement masculin correspondant, il y a eu peu de dépôts officiels des archives institutionnelles FFE en tant que telles. Il faut donc consulter les archives nationales des trois mouvements concernés, EEIF, EEDF, EEUdF, particulièrement pour la période 1960-1964. De plus, une grande partie des archives concernant les éclaireuses israélites a été détruite pendant la guerre. Malgré tout, le Centre de Documentation Juive Contemporaine (CDJC)

conserve des dossiers très intéressants concernant la FFE. Les archives institutionnelles de la FFE-U ont été déposées au Secrétariat National des EUF à Clichy, en 1967. Des archives FFE provenant des locaux de La Nef, ancien secrétariat de la FFE à Paris rue de Richelieu, sont venues les compléter vers 1980.

Dès 1980, ici ou là, des anciennes ont désiré sauvegarder leurs archives et ont opéré des dépôts individuels (Archives nationales, bibliothèque Marguerite Durand, musée national l'Éducation, musée de la Mode, bibliothèque de la Société de l'histoire du protestantisme français, etc.).

L'idée faisant son chemin, quelques anciennes de la FFE, qui n'étaient pas encore constituées en association, se sont préoccupées de la collecte et de la conservation des archives personnelles conservées par les unes et les autres, et se sont organisées dans ce but.

En 1994, une circulaire signée de trois anciennes commissaires nationales de la FFE, Unioniste, Neutre et Israélite, invitait toutes les anciennes à rechercher et donner leurs archives, afin qu'une histoire de la FFE puisse être écrite, et que les documents soient sauvegardés.

Les directives sur la conservation des archives ont été étudiées auprès de professionnelles. Une rencontre sur ce sujet a été organisée à l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (IRESCO) en 1997 sous le titre « Ce que femme veut, de nouvelles archives pour une vieille histoire », avec des intervenantes des trois sections.

Un accord sur un lieu de dépôt unique de ces archives n'a pu être trouvé, et c'est alors que l'organisation actuelle a été décidée : collecte des archives auprès du plus grand nombre de « militantes », tri, catalogage, dépôts entre trois lieux :

- Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg ;
- Bibliothèque de la Société de l'histoire du protestantisme français, à Paris ;
- Bibliothèque Marguerite Durand, à Paris.

En 1998, une Association pour l'histoire de la FFE (AHFFE) a été fondée, pour soutenir cette action. Fusionnée en 2009 avec l'amicale des anciennes, « l'Association du DT » pour former l'Association des anciennes de la FFE (AAFFE), elle continue le suivi et l'enrichissement des collections FFE dans ses trois dépôts.

En 2013, l'AAFFE a décidé de transférer les documents audiovisuels et photographiques qu'elle avait déposés auprès de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français (SHPF) : pour des raisons de conservation de ces supports spécifiques, un accord a été conclu entre la SHPF, les Archives du Val-de-Marne et le réseau Baden-Powel pour la numérisation de ces documents, puis les originaux (films 16mm, 8mm, VHS, cassettes audio et diapos) ont été confiés aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2014.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

1. Fonds collectés par les associations des anciennes de la FFE

Trois dépôts principaux ont été constitués et gérés par les associations des anciennes de la FFE. Ces dépôts sont constitués quasi exclusivement d'apports d'anciens membres de la FFE. Ils comportent de nombreux documents personnels : cahiers de camps, de programmes, de notes, albums de photos, comptes rendus de réunion rédigés par des éclaireuses, des cheftaines, des commissaires.

Un système de cotation a été adopté, le même pour les trois dépôts ; les documents (dossiers, cahiers, circulaires, lettres …) ont reçu une cote à trois lettres, ☐ ☐ ☐ suivie d'une numérotation décimale.

■ ☐ ☐ la première lettre indique le dépôt, elle est :

H pour les fonds déposés à la Bibliothèque de l'histoire du protestantisme français
S pour les fonds déposés à la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg

M pour les fonds déposés à la Bibliothèque Marguerite Durand

☐ ■ ☐ la deuxième lettre indique le niveau institutionnel ; elle est :

N pour les documents de l'échelon National
R pour les documents de l'échelon Régional
L pour les documents de l'échelon Local

☐ ☐ ■ la troisième lettre suit le classement alphanumérique donné dans le tableau de cotation.

A ces documents sont joints des outils pour faciliter la recherche :

- lexique du vocabulaire spécifique de la FFE ;
- liste des totems des personnes citées ;
- présentation des périodiques ;
- catalogue des livres ;
- liste des noms de personnes cités au catalogue ;
- liste des noms de lieux cités au catalogue.

■ Bibliothèque de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français

Les fonds déposés concernent principalement la période d'avant-guerre.

Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 43 cartons numérotés de 1 à 41 bis, et 22 cartons de périodiques numérotés de 42 à 63, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1921-2010.

■ Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg

Les fonds déposés concernent principalement la période de la guerre, et la Région Est.

Archives privées. Communication libre sauf la correspondance déposée sous la cote SNQ, qui est soumise à autorisation du déposant.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 43 cartons, 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1921-2010.

■ Bibliothèque Marguerite Durand

Les fonds déposés concernent principalement la période après-guerre. Un certain nombre de fonds d'anciennes ont été conservés groupés. En particulier, le très important fonds Geneviève Lamon.

Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 70 cartons, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1921-2010.

■ Archives départementales du Val-de-Marne

Le fonds comporte les documents iconographiques et audiovisuels de l'association sous la cote 595J, 4AV et 14AV.

Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 3 classeurs de diapositives, 20 cassettes audio, 6 disques des chants et 12 films. *Dates extrêmes* : 1936-1999.

2. **Sources complémentaires :**

■ **Centre de Documentation Juive Contemporaine (CDJJC)**

Les EEIF ont déposé une partie de leurs archives à vocation historique, particulièrement celles concernant les années 1930-1940. Les dossiers concernent les activités et le fonctionnement de l'association, ils concernent autant les éclaireurs que les éclaireuses.

■ **Archives nationales – site de Paris**

Sont conservées sous la cote 48 AS, les archives de la Section Paris-Vivienne, Groupe Neutre Paris-Vivienne. Ce fonds est un dépôt de Madame Odette Damard Lejeune Lajugie de la Renaudie et de Madame Geneviève Lamon.

Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 7 cartons

■ **Musée national de l'Éducation**

Ce fonds comporte quelques documents imprimés déposés par Madame Odette Damard Lejeune Lajugie de la Renaudie, et des photos.

■ **Musée de la Mode de la Ville de Paris – Musée Galliera**

Ce fonds comporte deux uniformes FFE (un uniforme complet d'éclaireuse de Paris-Vivienne 1937, et un uniforme de Commissaire générale avant 1950), dons de Madame Geneviève Lamon. Ces deux uniformes figuraient au catalogue de l'exposition « Uniformes civils. Cérémonials. Circonstances » de 1982.

■ **Centre d'études du Protestantisme Béarnais (voir notice)**

Ce fonds déposé aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques comprend des documents imprimés, livres et revues produits par ou concernant la FFE.

Fédération française des éclaireuses (FFE), section neutre du groupe Paris-Vivienne

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1929

Créé en mai 1929, le groupe Paris-Vivienne fut immédiatement affilié à la Fédération française des Éclaireuses (voir notice). Comptant vingt adhérentes en 1930, cent douze en 1938, il se dissout en 1947.

Historique de la conservation

En 1983, deux anciennes militantes de ce groupe, Geneviève Lamon et Odette Lajugie de la Renaudie, ont donné aux Archives nationales des dossiers concernant le groupe Paris-Vivienne et la Fédération française des éclaireuses (FFE).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers concernant le groupe de Paris-Vivienne comprennent de la correspondance passive (1928-1995), des témoignages d'anciennes adhérentes (1937-1981), des carnets de camps (1929-1938), des carnets chants et de jeux, une étude documentaire sur l'Auvergne (1929-1938), des cahiers (1929-1938), des photographies (1926-1995).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Groupe Paris-Vivienne neutre, 48AS
Don 1983. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 48AS 3-5, 8. *Dates extrêmes :* 1923-1995.

Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

La République des jeunes, 1944-1946
Fédération française des Maisons de jeunes (FFMJ), 1946-1947

Historique du producteur

Création : [19 septembre 1944] ; 2 octobre 1944
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 17 décembre 1944

Les Maisons des jeunes commencent à s'implanter au cours de la deuxième guerre mondiale, en zone libre comme en zone occupée. Un premier regroupement national se met alors en place sous le nom Les amis des Maisons des jeunes, qui a son siège social à Lyon.

À partir de septembre 1944 s'opère sous l'égide d'André Philip un rassemblement nommé la République des jeunes, qui réunit aussi plusieurs mouvements de jeunesse et des syndicats. La République des jeunes reprend en charge les biens de l'association nationale Les amis des Maisons des jeunes qui est dissoute le 10 septembre 1944. La Fédération des Maisons des jeunes succède à la République des Jeunes en 1946. Puis, lors de l'assemblée générale de Saint-Cloud en 1948, est instituée la Fédération française des Maisons des jeunes et la culture (FFMJC), avec André Philip à sa tête.

Au début de l'année 1959, la FFMJC affilie 159 MJC. Le 9 septembre de la même année, *Le Monde* ouvre sa Une par un entretien avec le Haut-commissaire à la Jeunesse et aux sports, Maurice Herzog, qui déclare sa volonté de multiplier le nombre des MJC. Moins de trois mois plus tard, un afflux considérable de demandes d'adhésions arrive à la Fédération. C'est le début d'une vaste période de croissance qui dure pendant toute la décennie, si bien qu'en décembre 1968, 988 MJC adhèrent à la FFMJC.

À l'assemblée générale de 1969, la FFMJC refuse de décentraliser et régionaliser ses structures comme le lui demande le secrétariat d'État à la Jeunesse et aux sports. Le délégué général Lucien Trichaud, la majorité des délégués régionaux, quelques membres du conseil d'administration démissionnent et créent un organisme qui prend, à partir de 1970, le nom d'Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la Culture (UNIREG, voir notice).

La FFMJC subit une deuxième scission au début des années 1990 avec le départ de quelques-unes de ses plus grandes fédérations régionales, notamment celles de l'Ile-de-France et celles des académies de Grenoble et de Lyon, qui créent l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice).

En 2020, la FFMJC est placée en procédure de liquidation judiciaire suite à une motion prononcée en assemblée générale. La dissolution est prononcée en janvier 2021.

Historique de la conservation

Presque toutes les archives étaient conservées au siège de l'association, au 15 rue La Condamine dans le 17e arrondissement à Paris. Après récolement, elles ont été déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne (PAJEP) en mai 2001.

Une partie des archives avaient été conservées dans les caves humides de la Fédération, la plupart ont donc dû être décontaminées.

Il faut noter que quelques documents, tous antérieurs à 1969, figurent dans le fonds remis aux Archives départementales du Val-de-Marne par la Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF) en juillet 2001 et à l'automne 2009. Ils concernent essentiellement les activités internationales mais figurent aussi quelques papiers relatifs à la République des jeunes : notes, correspondance, statuts et commentaires des statuts, historique, coupures de presse, comptes rendus de réunions (514J 276/4).

Un deuxième dépôt est réalisé en 2013, à l'occasion du déménagement de l'association vers la rue Hermel puis un troisième en 2021, dans le cadre de la liquidation judiciaire de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Dans le fonds de la FFMJC, figurent quelques pièces de l'association La République des jeunes : registre des conseils d'administration, registre de déclaration et de modification des statuts, quelques documents statutaires, la revue *La maison des jeunes* ainsi que quelques dossiers produits par le service Équipement et relatifs à des demandes de subvention pour la construction de Maisons de jeunes et de la culture.

Il est à noter que les archives de la République des jeunes ne sont pas individualisées par rapport à celles de la FFMJC. On trouve ainsi logiquement les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la FFMJC à la suite de ceux de la République des jeunes, dans le même registre. À noter que le fonds de la CMJCF renferme également quelques pièces sur cette association : statuts et commentaires, historique, coupures de presse, comptes rendus de réunions, correspondance, notes manuscrites et dactylographiées.

On trouve aussi quelques archives relatives produites par la Fédération départementale de la Seine qui a été créée dans la seconde moitié des années 1950. Il s'agit surtout de dossiers d'instances : assemblée générale et conseil d'administration entre 1948 et 1959.

Mais la quasi-totalité des archives déposées sont celles de la FFMJC. Les dossiers des instances (congrès et rassemblements nationaux, assemblées générales, conseils d'administration et bureaux) et les publications (notamment la revue *Pas à Pas*) sont relativement bien conservés. Mais il manque de nombreux documents pour la période antérieure à 1969, notamment ceux produits par les différents services de cette association. Par exemple, concernant le service Architecture, construction et aménagement (ACA), le fonds ne conserve que le rapport annuel d'activités pour l'année 1967 et quelques documents financiers.

Dans ces conditions les dossiers intitulés « Politique générale » constituent une source intéressante. Réalisés au début des années 1980, ils compilent par ordre chronologique ou par ordre thématique des pièces d'archives produites principalement entre 1945 et 1969. Ces papiers apportent un éclairage indispensable pour comprendre la scission de 1969.

Le fonds comprend également les dossiers individuels des directeurs de MJC ayant quitté la Fédération avant 1969. Depuis la régionalisation, les dossiers de personnel sont conservés dans les Fédérations régionales. Quant au suivi des activités des structures régionales et locales, on trouve quelques papiers concernant les délégations régionales, les fédérations départementales et les MJC avant 1969. Après cette date, le suivi des associations locales est du ressort des régions, et on ne retrouve plus alors que les dossiers des fédérations régionales.

Une grande partie du fonds est composée des archives liées à la formation du personnel, des élus et des bénévoles de la FFMJC, principalement à partir des années 1960. La majeure partie des dossiers concernent le recrutement et la formation initiale et continue des directeurs de MJC.

Figurent également des documents particulièrement intéressants sur les campagnes d'actions menées dans les années 1970 et 1980 et sur la scission des années 1990 qui a abouti à la création de la CMJCF.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture, 513J
Dépôts en 2001, 2013 et 2021. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'Association interrégionale des MJC.
Instrument de recherche : bordereau de récolement (une base de données de *Pas à Pas* a également été constituée pour les numéros 1945-1958). Importance matérielle *:* 2027 articles, 130 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1944-2020.

 Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France, 514J
Dons en 2001 et 2009. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1944-1969.

Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC), comité d'entreprise

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Comité central d'entreprise (CCE) de la FFMJC

Historique du producteur

Création : 12 octobre 1974

Le Comité central d'entreprise (CCE) de la FFMJC est créé entre la FFMJC et les syndicats représentatifs – FEN-CGT et CFDT. Son but est, conformément à la loi, d'œuvrer à la formation et au logement du personnel, d'améliorer les conditions de travail des salariés, de promouvoir la médecine du travail et de gérer les œuvres sociales.

Le comité est composé du président de la FFMJC – à l'époque de sa création Paul Jargot –, de représentants des syndicats (FEN-CGT et CFDT) et de représentants des fédérations régionales des MJC. Deux des membres du comité sont ensuite élus pour siéger au conseil d'administration de la FFMJC.

Le comité d'entreprise de la FFMJC gère principalement les activités sociales ou socio-culturelles destinées à aider les salariés et leur famille selon leur quotient familial. L'aide est accordée sur demande sous forme de chèques-vacances ou de bons : elles concernent la participation à des activités de loisirs, culturelles, sportives, de détente et de vacances. Le comité peut aussi aider les salariés à faire face à des situations exceptionnelles, fournir une aide au logement, engager des prêts de solidarité ou des gardes d'enfants.

Le comité d'entreprise disparait en même temps que la FFMJC en 2021.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées dans les caves du siège du comité d'entreprise, 15-17 passage Verdeau, à Paris (9e arrondissement). Suite à la vente des locaux et la menace de disparition des archives, elles ont été collectées et classées dans le cadre du PAJEP en 2018. Un ensemble complémentaire a ensuite été isolé de la collecte des archives de la FFMJC en 2021.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme principalement des documents récapitulatifs concernant l'aide sociale apportée à l'ensemble des salariés des MJC. On trouve aussi la lettre d'information du comité, les archives des instances ainsi qu'un ensemble important relatif à la vie syndicale de la FFMJC et, plus globalement, des MJC et du secteur socio-culturel.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Comité d'entreprise de la FFMJC, 605J
Dépôts en 2018 et 2021. Archives privées. Communication libre sauf dossiers touchant à la vie privée. *Instrument de recherche :* répertoire méthodique. *Importance matérielle :* 7,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1965-2014.

Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC), syndicat CGT (Union générale des personnels des MJC)

Historique du producteur

Le syndicat CGT regroupait les personnels des MJC affiliées à la FFMJC (voir notice).

Selon Albert Léger, instituteur devenu gestionnaire d'école normale détaché en 1946 auprès de la République des jeunes (qui deviendra la FFMJC), le syndicat a été créé dès 1946. Il regroupe alors l'ensemble du personnel éducatif (directeurs) et administratif, dont l'encadrement (délégués). Léger en démissionne en 1949, et les autres délégués en sont exclus en 1954 : les tensions entre les directeurs et l'encadrement sont un motif récurrent de l'histoire des MJC, qui sont parmi les premières associations d'éducation populaire à disposer d'un corps de directeurs salariés permanents. Ces tensions recoupent sans doute également des oppositions idéologiques et sociologiques entre des délégués qui ont une mission de développement et de contrôle des MJC, pour beaucoup anciens instituteurs détachés auprès de la FFMJC, et des directeurs de MJC qui sont d'origine plus variée. Restés à la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) - CGT au moment de la scission syndicale de 1948, comme leurs collègues des CEMÉA (voir notice), ou des auberges de la jeunesse, les directeurs de MJC ne la quittent pas davantage en 1954, quand le Parti communiste demande à ses militants-instituteurs de rejoindre la FEN. Jusqu'à la fin des années 1950, le petit nombre de directeurs (une quarantaine) dispersés dans toute la France confère au syndicat l'allure d'une amicale, ce qui n'empêche pas des conflits avec l'encadrement. L'expansion des MJC à partir de 1959 et la multiplication par 10 des effectifs de directeurs en moins de 10 ans modifie le paysage.

Les personnels, dont les directeurs, sont associés au fonctionnement de la fédération depuis l'origine : ils ont des représentants au conseil d'administration, disposition qui témoigne de la volonté des fondateurs de la FFMJC – parmi lesquels figurent les centrales syndicales – de proposer des dispositions novatrices en matière de démocratie sociale. Au cours des années 1960, l'audience de la CGT parmi les directeurs et au sein du conseil d'administration ne cesse

de croître, en lien avec la lutte contre la création du FONJEP (voir notice) en 1964 et la restriction des moyens accordés à la FFMJC par le ministre François Missoffe à partir de 1967. La CGT qui obtient des améliorations salariales significatives pour les personnels est accusée par le ministre Missoffe et son successeur Comiti d'être contrôlée par le Parti communiste et d'avoir une position hégémonique au sein du CA de la FFMJC. La création d'un syndicat dit FEN Autonome (rattaché à la FEN) en juin 1962 et d'un autre à la CFDT (vers 1967), ne modifie pas globalement le paysage d'une CGT très largement majoritaire chez les directeurs et qui joue un rôle important comme syndicat de services, en particulier pour les mutations (sur le modèle des syndicats enseignants). Lors de la scission de la FFMJC en 1969 qui conduit à la naissance de l'UNIREG (voir notice) et à la régionalisation des fédérations de MJC, la CGT joue un rôle important dans la survie de la FFMJC (devenue une fédération de fédérations régionales de MJC), en acceptant de différer certaines augmentations de salaires pour alléger des difficultés de trésorerie.

Avec la régionalisation, chaque fédération régionale reproduit le modèle de la FFMJC, avec participation des représentants des directeurs aux instances et la CGT constitue un élément d'identification pour de nombreux directeurs qui aspirent à une réunification des FRMJC. Le syndicat des directeurs de MJC devient l'Union générale des syndicats de personnels des MJC. En 1972, la CGT participe à l'établissement de la convention collective FR/FFMJC, considérée comme novatrice dans le secteur, mais qui ne s'applique qu'aux salariés fédéraux, c'est-à-dire principalement aux directeurs de MJC, pas aux animateurs salariés des associations locales. Le syndicat joue un rôle important dans les mobilisations des MJC pour obtenir des moyens pour le secteur de l'éducation populaire (Opération « Help » en 1976). Ses anciens responsables occupent souvent des fonctions de délégué régional puis national (délégué régional), tendance qui s'accentue dans les années 1980-1990 et dont un des symboles est l'accession à la délégation générale de la FFMJC en 1981 de Gérard Kolpak, un des responsables de la CGT au moment de la scission de 1969.

Un autre syndicat affilié à la CGT, le SNPAOC (Syndicat national des personnels de l'animation et des organisations sociales et culturelles) a créé des sections syndicales parmi le personnel des MJC à la fin des années 1970 à Grenoble. Au niveau fédéral, la FEN-CGT est devenue en 1979 la FERC (Fédération éducation recherche culture), dénomination qui prend acte de la montée d'autres enjeux que ceux liés à l'Éducation nationale.

La FERC-CGT participe aux négociations ouvertes dans les années 1980 qui allaient déboucher sur la Convention collective nationale de l'animation (CCNA) mais refuse de signer le texte final du 28 juin 1988.

Historique de la conservation

Les archives ont fait l'objet d'un dépôt aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2015.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'importance de la CGT dans l'histoire des fédérations de MJC fait l'intérêt de ce fonds.

On y trouve les dossiers des congrès depuis 1977, de campagnes d'actions remontant aux années 1970 (luttes pour le maintien de l'emploi), de suivi du réseau CGT des fédérations régionales, de négociation avec la FFMJC ou l'État (accords d'entreprise, salaires, protocoles d'accord) et de prud'hommes.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 FFMJC, syndicat CGT (Union générale des personnels des MJC), 600J
Dépôt en 2015. Archives privées. Communication libre sauf dossiers touchant à la vie privée. *Instrument de recherche* : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 186 articles, 23,4 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1963-2013.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture, 513J
Dépôts en 2001, 2013 et 2021. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'Association interrégionale des MJC.
Instrument de recherche : bordereau de récolement (une base de données de *Pas à Pas* a également été constituée pour les numéros 1945-1958*). Importance matérielle* : 2027 articles, 130 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1944-2020.

Fédération française du sport travailliste (FFST)

Adresse : 51 rue de la Gare, 78370 Plaisir
Téléphone : 01 30 07 70 70
Courriel : secretariat@ffst-multisports.com
Site internet : www.ffst-multisports.com

Anciens noms du producteur

Union sportive du travail, 1951-1985

Historique du producteur

Création : 1951
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 15 juin 1953

En 1950, des militants socialistes quittent la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT, voir notice) car ils lui reprochent une trop grande proximité avec le Parti communiste français (PCF). Ils créent alors l'Union sportive travailliste (UST).

Fédération multisports, l'UST défend dès sa création les valeurs du sport loisir dont les objectifs sont avant tout hygiéniques et récréatifs, loin des abus des pratiques compétitives. Elle organise des grandes manifestations de masse dans de nombreuses catégories (championnats d'athlétisme, pétanque, football) telles que les Journées Lucien Leulier (gymnastique).

Après une baisse de ses licenciés dans les années 1970, une impulsion nouvelle est donnée dans les années 1980 par le biais de partenariats au niveau national (Fédération nationale Léo Lagrange (voir notice)) et international (Confédération sportive internationale du travail) et le développement d'actions sportives (Journées des comités d'entreprises) En 1985, la fédération prend le nom de Fédération française du sport travailliste (FFST). Les dissensions apparues au début des années 1990 permettent de réaffirmer les principes de la fédération qui défend le sport pour tous, vecteur de lien social et de renforcement de la santé de chacun. La FFST continue ses activités d'organisations d'événements sportifs et mène également des activités de formation d'enseignants fédéraux en délivrant le diplôme d'instructeur fédéral (DIF).

Historique de la conservation

Initialement conservées dans une société de pré-archivage à Villeneuve d'Ascq (Nord), les archives de la FFST ont été transférées aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix, au sein du Pôle national des archives du monde sportif. Georges Mojescik, président de la FFST, conscient de la richesse des archives de sa fédération, a sollicité l'aide offerte par le Pôle national dans le cadre du programme MéMoS (Mémoire du Mouvement sportif).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Il s'agit essentiellement de documents relatifs au fonctionnement et aux activités organisées par la FFST : dossiers de séances des réunions statutaires (assemblées générales, comités directeurs, bureaux directeurs, commissions nationales), dossiers et correspondance de membres du comité directeur, dossiers de contentieux, de partenariats et d'activités organisées par la FFST.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Fédération française du sport travailliste, 2009 004
Don en 2009. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 116 articles, 8,41 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1907-2009.

Fédération générale des associations départementales des pupilles de l'enseignement public (FGADPEP)

Adresse : 5-7 rue Georges Enesco, 94026 Créteil Cedex
Téléphone : 01 41 78 92 60
Courriel : accueil@lespep.org
Site internet : http://www.lespep.org

Historique du producteur

Création : 1915
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 7 avril 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 16 août 1919

La Fédération générale des associations départementales des pupilles de l'enseignement public (PEP) est une association engagée dans deux domaines d'action : le social et le médico-social ; l'éducation et les loisirs. En 2011, elle revendique regrouper 22 unions régionales, 96 associations départementales et plus de 15 000 salariés. Elle est membre de la Jeunesse au plein air (JPA, voir notice) et du Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP, voir notice).

L'œuvre des pupilles de l'enseignement public est créée en 1915 par des universitaires entourés d'enseignants et amis de l'école publique pour aider matériellement et moralement les orphelins et victimes de guerre, puis les enfants de mutilés et réformés, fréquentant ou ayant fréquenté l'école publique : c'est l'époque du fameux « sous des pupilles ». Cette œuvre se définit dès son origine comme œuvre de secours et d'assistance mais aussi d'éducation : éducation à la solidarité, éducation par la solidarité.

Les sections qui la constituent se transforment rapidement en associations départementales autonomes (AD), sous le régime de la loi de mai 1916 à titre d'œuvre de guerre autorisée à faire appel à la générosité publique, présidées par des inspecteurs d'académie, des recteurs ou des hommes politiques. Ces AD se réunissent le 18 mai 1917 en une Fédération nationale,

reconnue d'utilité publique le 16 août 1919, qui devient leur trait d'union. Dès 1926, les AD, qui étendent leur assistance aux pupilles de l'école publique que sont « tous les enfants et adolescents fréquentant ou ayant fréquenté les établissements d'enseignement public qui ont besoin d'assistance matérielle ou morale », se reconstituent peu à peu sous le régime de la loi 1901.

Dans le même temps, des fondations permanentes commencent à se créer au niveau départemental ou national. La création du Centre d'Odeillo (Pyrénées-Orientales), qui accueille des tuberculeux, marque le début de l'action des PEP dans le secteur sanitaire, avec une préoccupation constante pour la santé des enfants (colonies sanitaires, centres d'oxygénation). Les PEP accompagnent par ailleurs la politique d'envoi des enfants « vers la nature et l'air pur » en créant des colonies de vacances.

Les années 1950 voient l'apport d'éléments vraiment neufs avec les interrogations sur l'école qui se sont multipliées après la seconde guerre mondiale : le primaire qui s'articule dorénavant avec l'enseignement préscolaire et le collège, l'explosion démographique scolaire, un monde en mouvement rapide, des partenaires de l'école différents (parents, enfants, enseignants). Dès lors, l'activité des PEP se développe dans des domaines plus proches de l'école, plus complémentaires de l'activité scolaire proprement dite, sous la forme de l'organisation de classes de découvertes ; l'aide à l'enfance en difficulté se trouvant au carrefour de l'école et de la politique menée en matière de santé.

En parallèle, la création du premier Institut médico-éducatif (IME) PEP à Neuvy-sur-Barangeon (Cher) en 1953 marque le début du développement de l'action des PEP en faveur de l'enfance handicapée.

Historique de la conservation

Les archives à vocation historique conservées au siège de l'association ont été classées par le Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée (CNAHES). Elles seront transférées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine en 2014 et seront alors accessibles aux lecteurs.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives à vocation historique de la Fédération des PEP comprennent des dossiers de l'œuvre depuis sa création en 1915. On y trouve notamment tous les documents fondamentaux de la Fédération mais aussi des œuvres puis des associations départementales, ainsi que l'essentiel des activités de celles-ci.

Le fonds a été épuré de ses pièces comptables éliminables ainsi que des archives intermédiaires que l'association souhaite conserver, tels les documents comptables et les dossiers de personnel, ainsi que les dossiers les plus récents concernant les relations de la Fédération avec l'échelon départemental. Il reste donc des archives historiques, jusqu'aux années 1990, dossiers constitués de nombreux comptes rendus de réunions, d'assemblées générales, de commissions dans lesquelles les PEP ont été actives, de journées d'étude, etc.

La richesse du fonds repose aussi sur les dossiers constitués par la Fédération réglant ses relations avec chaque association départementale, notamment à l'occasion de l'édification ou d'aménagement de fondations permanentes.

Par ailleurs, une partie du fonds est constitué d'archives liées à la création et la gestion de l'internat d'Odeillo : correspondance, rapports d'activités et comptes rendus de réunion du comité de gestion.

Localisation du fonds du producteur

Ancien siège de l'association : 108 avenue Louis Rollin, 75011 Paris

 Fédération générale des pupilles de l'enseignement public
Archives privées. Communication libre sauf mention contraire.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 589 articles, 80 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1915-2000.

Fédération internationale des échanges éducatifs d'enfants et d'adolescents (FIEEA)

Adresse : 10-14 rue Tolain, 75020 Paris
Site internet : http://fieeablog.blogspot.com/2008_11_01_archive.html

Historique du producteur

Création : [26-27 novembre 1983] ; 12 décembre 1983

Créée par les Francas (voir notice) au début des années 1980, la FIEEA est une fédération d'associations nationales qui entend promouvoir toutes les formes de rencontres internationales éducatives. Elle s'efforce de multiplier les occasions de rencontres entre jeunes, enfants, animateurs et responsables d'organisation. Elle favorise la réalisation d'opérations limitées dans le temps et elle permet la confrontation de démarches pédagogiques et d'élaboration de projets communs.

Historique de la conservation

Les archives de la FIEEA étaient conservées au siège national des Francas jusqu'en 2007, date à laquelle elles ont été récolées puis transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en même temps que le fonds des Francas.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Hormis quelques dossiers d'actions, notamment les opérations menées dans le cadre du programme « Jeunesse pour l'Europe », l'essentiel du fonds renferme des documents statutaires et surtout des archives d'instances qui semblent presque complètes, qu'ils s'agissent des bureaux, des comités directeurs ou des assemblées générales.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 24 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1982-2002.

Fédération nationale d'éducation physique

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Rayon sportif féminin (RSF), 1910-1937

Historique du producteur

Création : 1910

Fondé en 1910 par les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, le RSF avait pour objet de favoriser le développement physique et moral des jeunes filles. Il a pris part au développement du mouvement sportif féminin dès le début du siècle. Il devient en 1937 la Fédération nationale d'éducation physique. Malgré ce changement de titre, il reste cependant, dans l'esprit populaire, encore largement connu sous le nom de Rayon sportif féminin (RSF).

En octobre 1940, à la suite d'une décision du Commissariat général au sport, les fédérations féminines sont dissoutes et leurs activités entrent dans le giron des fédérations masculines correspondantes. Le RSF fusionne donc avec la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF), devenue en 1968 Fédération sportive et culturelle de France (FSCF, voir notice). Il augmente ainsi considérablement les effectifs de cette dernière et devient de fait mixte dans sa composition comme dans ses effectifs. La FGSPF accorde, dans l'administration de la fédération, une place importante aux anciens cadres du RSF, et lui concède une autonomie technique absolue.

Avec ses 2000 sociétés et ses 200 000 adhérentes le RSF constituait, à la Libération, un des plus grands rassemblements des sportives françaises chrétiennes et l'une des figures majeures du mouvement sportif féminin.

En 1945-1946, la direction générale de l'Éducation physique et des Sports tenant compte du fait que le RSF a fusionné avec la FGSPF sous la contrainte lui fait savoir qu'il peut, s'il le désire, revenir à ses statuts précédents. Dans son assemblée générale et l'unanimité, la RSF se prononce pour le maintien de la fusion et devient la section féminine de la FSCF.

Historique de la conservation

Les archives du RSF étaient conservées à Paris dans le 11e arrondissement, au siège fédéral de la FSCF.

Les archives de la Fédération sportive et culturelle de France ont été déposées aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix, en septembre 2007, au sein du Pôle national des archives du monde sportif et dans le cadre du programme MéMoS (mémoire du sport).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Il s'agit essentiellement de documents relatifs à la création, au fonctionnement et aux activités de la FSCF et du RSF : statuts, règlements, dossiers de création et de fusion, dossiers des fondateurs, comptes rendus d'assemblées générales et du comité directeur, rapports d'activités, dossiers de formation et de stage, dossiers des compétitions sportives, documentation, correspondance, dossiers de relations nationales et internationales, distinctions honorifiques, comptabilité, dossiers de personnels, patrimoine, assurances et litiges, bibliothèque et documentation.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Fédération sportive et culturelle de France (FSCF) et Rayon sportif féminin (RSF), 2007 068. Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *(RSF+ FSCF) :* 48,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1936-1984.

Fédération nationale des associations communautaires de vacances et de loisirs (FNACVAL)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1953

La Fédération nationale des associations communautaires de vacances et de loisirs (FNACVAL) a été créée en 1953 par l'équipe nationale de La vie nouvelle (voir notice). Au début des années 1970, elle revendiquait fédérer 23 associations réparties sur l'ensemble du territoire :

- d'une part des Foyers communautaires de vacances (FCV) gestionnaires dont l'activité concerne le tourisme social, les loisirs et la culture populaire (villages de vacances, camping familiaux, gîtes familiaux, etc.)
- d'autre part des associations régionales ou départementales d'usagers de FCV

La FNACVAL avait pour but de développer le tourisme social, les loisirs et la culture populaire par l'action et la représentation auprès de tout organisme public et auprès de l'opinion publique et par l'appui apporté aux associations adhérentes (formation des cadres, information, etc.).

En 1974, la FNACVAL fusionne avec Vacances tourisme famille (VTF, voir notice) et un nombre important d'associations de la fédération Vacances loisirs famille (VLF, voir notice) pour créer l'association Loisirs vacances tourisme (LVT, voir notice).

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités. Les archives sont peut-être conservées avec celle de LVT (voir notice).

Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 26 mars 1950

En novembre 1949, le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Éducation populaire met en place un comité d'action visant à créer une structure regroupant toutes les auberges de jeunesse. Le projet consiste en une fédération d'associations départementales (ADAJ) gérant le réseau d'auberges et constituées d'adhérents individuels. L'État est représenté au comité directeur national et dans les conseils d'administration des ADAJ par des fonctionnaires de la Jeunesse et des Sports. Dans ce projet, les mouvements de jeunesse sont donc écartés de la gestion des auberges.

C'est pourquoi, les militants de l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice), constitué principalement de représentants de mouvements de jeunesse, de communistes et de catholiques, rompent les pourparlers avec l'État. Dans ces conditions, deux fédérations voient le jour au début de l'année 1950 :

- La Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ), qui a l'appui de l'État, du Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA), principal mouvement d'usagers issu du MLAJ, de la Ligue de l'enseignement (voir notice), de la Confédération générale du travail – Force ouvrière (CGT-FO) et des syndicats d'enseignants : Syndicat national des instituteurs (SNI), Fédération de l'éducation nationale (FEN).

- La Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice) qui regroupe notamment l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ), la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ), l'Office central des camps et des auberges de la jeunesse (OCCAJ), la Confédération générale du travail (CGT), la confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), un grand nombre de mouvements de jeunesse ainsi que l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF).

Une situation paradoxale existe alors : la FNAJ, officiellement déclarée le 26 mars 1950, est reconnue par le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Éducation populaire mais elle n'est pas reconnue par la Fédération internationale des auberges de jeunesse (FIAJ). Quant à la FFAJ, officiellement créée le 19 février 1950, elle est reconnue par la Fédération internationale mais n'est pas agréée par le ministère.

La FNAJ regroupe la majorité des usagers. Elle contribue au développement de l'ajisme à travers la mise en place d'activités éducatives. Elle organise des stages de formation éducative et d'éducation populaire ainsi que des « caravanes ouvrières », séjours proposés aux jeunes travailleurs et encadrés par des militants ajistes. La FNAJ a aussi un rôle technique puisqu'elle gère les auberges mises à disposition par le MLAJ et le Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice).

Dès 1953, les pourparlers d'unification reprennent en coulisse, au sein d'une commission officieuse, composée d'Eugène Quet et Claude Brochet pour la FNAJ et de Maurice Tadier et André Lécuyer pour la FFAJ. Ils aboutissent en 1955 à un accord sur le principe d'une fédération unique et désignent un comité paritaire provisoire. Le courant des usagers, la FNAJ, est en position de force. Devant la mauvaise volonté de la FFAJ, le gouvernement bloque ses subventions. La FFAJ, menacée de banqueroute, reprend les pourparlers, qui aboutissent en mai 1956 à la création de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice). Ce n'est qu'en 1958, après deux années de fonctionnement provisoire, que la FUAJ est définitivement installée : la FNAJ et la FFAJ sont alors dissoutes.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour aborder l'histoire de la FNAJ, il faut se reporter aux fonds conservés aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine dans le cadre du PAJEP.

Dans le fonds René Sedes, pour la période 1950-1958, figurent des archives liées au fonctionnement de l'association (documents statutaires ; comptes rendus d'assemblée générale, de rassemblement national, de comité directeur ; circulaires ; documents comptables récapitulatifs, etc.) ainsi qu'à ses activités (vie des groupe locaux et régionaux : rapports, correspondance, bulletins d'information, etc. ; matériel technique et matériel de propagande du siège national et des groupes régionaux : tracts, plaquette et brochures de présentations, affiches). Il contient également de nombreux exemplaires de périodiques.

Les fonds des militants Olivier Barillier, Georges Douard, Jean Bernard, Jacques Le Flem et Emile Orain complètent ces documents, essentiellement avec des circulaires et des bulletins d'information. Le fonds Jean Bernard renferme notamment le compte rendu du congrès de Montrouge de 1952 tandis que des documents du service propagande sont classés dans le fonds Emile Orain.

On trouve de plus des archives concernant la FNAJ sur la période 1950-1957, dans le fonds de la Fédération nationale des Francas (coupures de presse, correspondance, plaquette de présentation) et dans celui des revues anciennes d'associations déposées par l'INJEP aux Archives départementales du Val-de-Marne : exemplaires du bulletin *Nous des auberges* pour les années 1952-1954 (n°1, 2, 3, 25, 26).

Des archives concernant la FNAJ sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Éducation (Munaé), ainsi qu'au Centre d'histoire du travail (CHT) à Nantes dans le fonds d'archives Michel Le Ravalec.

Enfin, le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI) détient un fonds d'archives intitulé « Auberges de jeunesse » et constitué de papiers de militants trotskystes, notamment Jean Ribes : périodiques nationaux, bulletins de groupes locaux et plus particulièrement de la région parisienne, circulaires et comptes rendus de congrès, correspondance.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant la FNAJ* : 547J 692.
 INJEP (revues anciennes d'associations), 568J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FNAJ* : 568J 82 (1952-1954).

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Barillier Olivier, 572J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FNAJ* : 572J 1 (1954).
 Bernard Jean, 20140217 (ex 574J)
Dons en 2010 et 2014. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FNAJ* : 20140217/3, 4, 11-13 (1951-1956).
 Douart Georges, 20140219 (ex 573J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FNAJ* : 20140219/1 (1951-1958).
 Le Flem Jacques, 20140165 (ex 576J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FNAJ* : 2014016/2 (1952).
 Lefèvre Jean-Lou, 20140164 (ex 575J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FNAJ* : 20140164/4 (1949-1960).
 Orain Emile, 20140184 (ex 577J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FNAJ* : 20140184/4 (1947-1964).
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FNAJ* : 20140177/11 à 20 (1950-1958).

Centre d'histoire du travail

 Le Ravalec Michel, RAV
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FNAJ* : RAV 36bis (1951-1957).

Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires et internationaux (CERMTRI)

 Auberges de jeunesse
Archives privées. Communication libre (*courriel* : cermtri@ wanadoo.fr ; *tél* : 01 44 83 00 00). *Instrument de recherche :* aucun. *Cotes concernant le MLAJ :* 0,2 mètre linéaire (1945-1949).

Musée national de l'Éducation

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Fédération nationale des centres musicaux ruraux (FNCMR)

Adresse : 2 Place du Général Leclerc, Bât. B, 94130 Nogent-sur-Marne
Téléphone : 01 48 73 06 72
Courriel : federation@cmr-musicites.org
Site internet : http://www.lescmr.asso.fr/

Historique du producteur

Création : 9 novembre 1948
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 20 mai 1950

Fondée sur des valeurs d'éducation populaire, la FNCMR mène un projet visant à rendre la musique accessible au plus grand nombre, quelles que soient les situations sociales, géographiques et culturelles des bénéficiaires. Ses actions sont mises en place en étroit partenariat avec les collectivités territoriales, le ministère de l'Éducation nationale et l'ensemble des acteurs associatifs, éducatifs et culturels des territoires.

En 1939, le violoncelliste Jacques Serres se replie à Marseille puis à Oppède-le-Vieux, petit village du Vaucluse, où il commence à réunir ses amis en organisant des stages, décelant d'éventuels professeurs à fournir au monde rural. En 1944, Il fonde le trio à cordes de Paris avec l'altiste P. Chevalet et le violoniste J. Murgier. Missionnaire de la musique avec son violoncelle sous le bras, Jacques Serres réalise de nombreuses tournées dans tout l'Europe. En 1947, il organise une première tournée de concerts éducatifs.

En 1948, Jacques Serres, avec le compositeur Émile Damais, crée officiellement la FNCMR qui se développe rapidement, notamment grâce au parrainage de personnalités comme Arthur Honegger, Henri Sauguet, Georges Thill et Jean Guéhenno.

En 1951, il invente le premier séjour de vacances musicales, idée totalement nouvelle : c'est une colonie de vacances à la campagne dont la musique est le centre d'intérêt vital. Dès 1952, il organise des concerts d'éducation musicale dans les écoles primaires et des cours de musique itinérants dans les écoles rurales.

Jacques Serres quitte la FNCMR en 1965, suite à un conflit avec le conseil d'administration de l'association. Il fonde alors la Fédération nationale d'associations culturelles et d'expansion musicale (FNACEM).

En 2010, la fédération nationale était constituée d'un réseau de 13 associations départementales, de 22 Carrefours d'animation et d'expression musicales (CAEM) et de 4 centres « musique et découverte ».

Historique de la conservation

La fédération nationale a conservé très peu d'archives à vocation historique à son siège social. Néanmoins elle cherche s'il n'y aurait pas certains documents dans les associations locales ou chez ses militants. Une fois ce travail effectué, elle déposera ses archives au PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives conservées au siège social sont très lacunaires. Dans les bureaux, aucun document n'est antérieur aux années 1980, si l'on excepte les dossiers de personnel, deux à trois classeurs renfermant des pièces isolées et disparates, et une cinquantaine de mémoires de stage datant des années 1970-80. Dans les sous-sols, des archives sont stockées dans 3 caves, dont l'une d'elles a subi une grave inondation. La majeure partie de ses archives concerne la gestion du personnel et la comptabilité et n'a aucune valeur historique.

Si l'on excepte les dossiers de personnel, les archives à vocation historique ne dépassent 5 mètres linéaires. Elles sont presque inexistantes pour la période antérieure aux années 1980, qu'il s'agisse des archives statutaires (statuts, assemblées générales, conseil d'administration, etc.), que des archives d'activités : publications, formation, etc. Par exemple, la FNCMR a eu jusqu'à la fin des années 1980 un centre de formation au CREPS de Montry (Seine et Marne), dont nous ne conservons que quelques pièces isolées.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Fédération nationale des centres musicaux ruraux
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : 3 mètres linéaires.

Fédération nationale des clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (FNCLAJ)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Fédération Jeunesse Camping, 1960-1963

Historique du producteur

Création : 12 décembre 1960
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 19 juin 1967

(*Pour un historique détaillé de la FNCLAJ, voir la notice rédigée en mars 2012 par Alain Schoelinck, militant des CLAJ à Nantes*).

La création de la Fédération nationale des clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (FNCLAJ) en décembre 1960, sous le nom de Fédération Jeunesse Camping, est le prolongement des actions engagées dans la région niçoise par l'association Jeunesse camping au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Les activités de la fédération nationale se sont arrêtées au début des années 1980, du fait de divergences entre les différents groupes locaux. Ceux-ci continuent cependant leurs activités. En 2009, la FNCLAJ existait toujours formellement et n'avait pas été dissoute légalement.

Les buts poursuivis par la FNCLAJ étaient de « travailler au développement culturel de ses membres », d'aider « les jeunes, filles et garçons, écolières, étudiants, jeunes travailleurs, jeunes paysans, à utiliser pleinement leurs loisirs, leurs congés, en vue de leur développement physique, moral et intellectuel » et de développer l'éducation physique des jeunes.

Jeunesse Camping, fondée à Nice, s'appuyait sur des groupes de quartiers pour proposer à la jeunesse les moyens de profiter au mieux de ses loisirs. À l'origine de ce mouvement, on trouve Pierre Bénédetti dit « Libéro », rejoint par Charles Dusnasio dit « Charlot » et Suzette Delon. Cette action en faveur des loisirs prend la forme de propositions d'activités de camping, de randonnées sur la Côte d'Azur mais aussi de ski avec la création du Ski Club Populaire. La volonté affichée est d'ouvrir la Côte d'Azur à une jeunesse populaire qui viendra de toute la France mais aussi de l'étranger et qui ne dispose pas de beaucoup de moyens financiers. L'association développe alors un réseau de correspondants et de contacts dans tout le pays. Après Nice, des antennes locales Jeunesse Camping se créent à Paris, Longwy, Romans, Lyon, etc. L'extension de son réseau de membres amène Jeunesse Camping à tenir son premier congrès national en 1957 et à fixer de nouveaux statuts avec une direction plus identifiable.

En 1959, le troisième congrès est l'occasion de fixer la création d'un centre national à Paris, d'une carte d'adhésion et d'une fédération. Cette décision s'appuie sur plusieurs points : l'avantage de disposer d'un siège moins excentré, les relations facilités avec les autorités dans la recherche de l'agrément ministériel et de meilleurs contacts avec les autres mouvements de jeunesse, dont le GEROJEP (voir notice) où est entré l'association.

Un local est acquis au 69 rue Condorcet dans le 9ème arrondissement de Paris sous la forme d'un appartement où œuvrent une équipe de permanents. Les statuts de la fédération sont déposés à la fin de l'année 1960. L'activité parisienne se développant, un deuxième local situé 3 rue Victor Massé dans le même arrondissement s'ajoutera au premier.

Pour réaliser ses objectifs, l'association développe une politique d'acquisition et d'aménagement de Relais internationaux de la jeunesse (RIJ). Le 1er relais est le chalet du Foreston à Allos, en 1947. Suivront :

- la villa Thalassa au Cap d'Ail en 1952 ;
- Clairvallon à Nice en 1956 ;
- Caravelle 60 au Cap d'Antibes en 1960 ;
- l'Escale du Peuple à Poissy en 1963 ;
- Valberg en 1965 ;
- Sainte Brigitte à Allos en 1971 ;
- les Sapins de l'Amitié à Métabief en 1972 ;
- la Mine d'Or à Pénestin en 1976.

L'association implique au maximum chacun de ses membres dans la prise de responsabilités internes et externes (encadrement de séjours en relais, actions sociales…). Pour cela elle organise des stages de formation de ses militants, les encourage à établir des dossiers à partir de recherches et de la lecture de la presse et à inscrire au jour le jour leurs réflexions et actions.

Au-delà de l'offre d'activité de loisirs, l'association s'efforce également de tenter d'améliorer les conditions des jeunes. Cela se traduit par l'organisation de séances thématiques d'exposés et de débats autour de sujets d'actualité. Ces séances prendront le nom de Jeunesse et Culture puis par la suite de Petite école, d'Étude vivante et d'Université populaire. Elle se met également au service de la classe ouvrière, des travailleurs et des chômeurs, en soutenant leurs revendications. La plupart de ses militants sont à la CGT ou à la CFDT. Sans s'impliquer formellement dans des partis politiques, l'association est proche des mouvements de gauche, voire d'extrême gauche.

L'association multiplie ses activités internationales avec la création de l'association Jeunes amitiés internationales (JAI). À travers cette association, la Fédération Jeunesse Camping développe ses liens avec les organisations de jeunesse étrangères, participe aux festivals et forums mondiaux de la jeunesse, organise l'accueil de jeunes étrangers, des voyages pour ses membres et l'envoi de délégations. De nombreux membres de l'association étant appelés à participer aux contingents de la guerre d'Algérie, l'association s'efforce de perpétuer les liens

entre les appelés et le reste de ses membres à travers une publication, *Lettres du contingent*. Elle soutient l'indépendance de l'Algérie et, plus généralement, milite pour la décolonisation.

Le 1er janvier 1962, paraît le premier numéro de son journal *Spécial Jeunesse* destiné à faire connaître ses activités et à diffuser ses idées. 33 numéros de *Spécial Jeunesse* paraissent entre 1962 et 1978. Réalisés avec le souci d'impliquer les jeunes, les numéros deviennent thématiques.

En 1960, l'association peine à obtenir son agrément du ministère de la Jeunesse et des Sports alors que son activité se développe avec la construction de trois nouveaux relais entre 1960 et 1965 et l'existence d'une trentaine d'antennes dans tout le pays. Ceci est l'objet d'une longue bataille avec l'envoi de nombreuses délégations au ministère, de soutiens dont celui du GEROJEP et une conférence de presse sur le sujet le 17 janvier 1964. L'agrément sera finalement obtenu par arrêté du 19 juin 1967.

Mai 68 entraîne un certain développement de l'association, tant dans la jeunesse ouvrière que chez les étudiants et les lycéens. Une partie de ses militants est influencée par les idées d'extrême gauche et maoïstes. Certains se posent la question de donner des débouchés à la contestation de l'après 1968. C'est là l'origine de la mise en place des comités populaires qui deviennent la structure locale de base de l'association. Les CLAJ les définissent comme : « une structure d'avant-garde et de masse qui peut regrouper des jeunes comme des adultes » et qui se veut autonome des syndicats, des partis politiques traditionnels de la gauche mais aussi des organisations d'extrême gauche.

Les années 1970 marquent une certaine évolution de l'association. Jeunesse et Culture devient l'Université populaire. L'aménagement du 7ème relais international de la Jeunesse à Métabief dans le Jura est l'occasion de mettre en avant la capacité d'action et de prise en main de leur destin par les travailleurs. Un ouvrage titré « Un chalet réalisé par les travailleurs eux-mêmes » est édité en 1973 par ceux qui aideront au chantier. L'année suivante, le comité populaire CLAJ de Romans-sur-Isère s'implique dans la grève de l'usine de chaussures de Salamander d'avril 1973 à juin 1974. L'association soutient également les revendications des étudiants ainsi que celles des paysans du Larzac en s'efforçant de les réunir dans un front uni, notamment à l'occasion de rencontres organisées à Romans-sur-Isère. La fédération organise des assemblées populaires d'informations et de débats sur le chômage, les grèves ou sur la situation internationale (en particulier sur la Chine et le Bénin). Elle s'implique politiquement dans l'élection présidentielle de 1974 en faveur de la candidature unique de la Gauche.

À la fin des années 1970, la fédération rencontre des difficultés à maintenir son unité. L'ouverture du relais de Pénestin en Bretagne en 1976 et la rédaction du « Manifeste de la Jeunesse populaire » (*Spécial Jeunesse* n°33) en 1978 étant les dernières grandes réalisations communes. Des scissions apparaissent et des groupes régionaux se font jour. La fédération continue d'exister formellement et un lien d'entente et d'amitié reste entre les groupements actuels. Le siège de la rue Condorcet est lui-même transformé en gite urbain.

Historique de la conservation

Avant son dépôt aux archives départementales, le fonds était conservé dans deux caves de l'ancien siège de la FNCLAJ au 69 rue Condorcet. Un récolement succinct d'une partie des documents a été réalisé en 2001 par Gaëtan Sourice et un des fondateurs de la Fédération, Charles Dusnasio.

Au début de l'année 2009, deux militants des CLAJ ont contacté le PAJEP pour déposer les archives de la fédération, dans un contexte de rédaction d'ouvrages historiques s'appuyant sur des documents d'archives. Du 5 octobre au 18 décembre 2009, Ludovic Bouvier a réalisé un inventaire définitif sur place. Les archives ont été transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP au printemps 2010 puis en décembre 2011.

Une grande partie des archives relatives au suivi des groupes locaux sont restées à l'ancien siège de l'association à Paris. Elles sont consultables sur rendez-vous. Pour toute consultation, se renseigner à l'adresse électronique suivante : clajnantes@wanadoo.fr ou par courrier postal CLAJ, 21 rue Marcel Schwob 44100 Nantes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds couvre l'existence de la fédération depuis sa création en 1960 jusqu'à à la fin des années 1970. Figurent aussi quelques documents des années 1980 et 1990.

L'intérêt de ce fonds réside dans le fait qu'il permet de suivre, malgré certaines lacunes, d'une manière assez complète l'activité et les réflexions des membres d'une association originale et dynamique durant deux décennies.

L'histoire de l'association apparaît à travers la conservation des statuts, de dossiers de congrès et de réunions d'instances nationales d'intérêt certain pour suivre les décisions. Mais les dossiers de certains congrès et de réunions nationales sont peu documentés voire absents. De plus, la nature des différentes instances nationales et de celles de la région parisienne évoluent, se chevauchent et se brouillent sans qu'il soit toujours possible de fixer les contours et les responsabilités de chacune.

Pour ce qui est de l'animation et du suivi du réseau, il manque les dossiers de relations avec les sections locales non déposés par l'association. Les documents sur la région parisienne prennent de ce fait le pas sur ceux de la province.

Les documents sur les relations externes couvrent un large panel d'associations et organismes en lien avec la Fédération. L'action Culture et éducation est bien documentée et il est possible d'appréhender véritablement le contenu de cette activité et les conditions de sa réalisation.

Pour les documents traitant de l'activité de loisirs et principalement de la gestion des relais, un vrai déséquilibre existe entre les dossiers des relais de la Côte d'Azur sans doute gérés depuis Nice et faiblement documentés au niveau national et les dossiers des relais de Métabief, Pénestin et Poissy. Ces derniers sont documentés pour tout ce qui est de la recherche des sites à l'aménagement et l'exploitation de ceux-ci.

L'action Lycées ne représente qu'un court dossier. Celle couvrant la Recherche et la documentation comprend de nombreux dossiers permettant de découvrir les centres d'intérêts et la manière de s'informer des militants.

Les relations internationales de l'association sont bien documentées notamment pour l'Algérie, le Bénin et la Chine. Toutefois, ces archives souffrent de manque quant à la part de cette activité relevant de l'association Jeunes amitiés internationales (JAI).

L'implication des CLAJ dans l'action au Travail peut sans doute être saisie de manière satisfaisante particulièrement pour ce qui est du conflit autour de l'usine de chaussures de Salamander à Romans-sur-Isère.

Les dossiers de stages de formation des militants sont bien documentés et représentent une large période de 1960 à 1978 malgré le manque des années 1972 et 1973.

La présence de publications, dont une collection presque complète de « Spécial Jeunesse » et des exemplaires des ouvrages rédigés l'association sur son histoire constituent un apport appréciable dans la compréhension de l'histoire de l'association et du regard que celle-ci porte sur elle-même.

Le fonds contient également un ensemble de panneaux et d'affiches dont l'intérêt principal est de permettre de saisir la manière dont se développe et s'argumente la réflexion de militants sur un certain nombre de sujets et de saisir concrètement comment elles sont enseignées durant les séances de cours.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des clubs de loisirs et d'action de la jeunesse, 567J
Dépôt en 2010 et 2011. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 183 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1952-1999.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Jacques Mazé, 516J
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 10 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1947-1996.
 Suzette Delon, 11AV 374-377, Entretien avec Suzette Delon, militante JOC et Auberges de jeunesse, fondatrice de Jeunesse Camping et des Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (CLAJ), récit de vie : enregistrement sonore (2010). Communication libre.

Centre d'histoire du travail

Charles Dusnasio, DUS
Dépôt au début des années 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 8 articles, 0,8 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1980-1995.

Fédération nationale des clubs scientifiques (FNCS)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [24 avril 1968] ; 15 mai 1968
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 3 février 1969

À partir du milieu des années 1960, l'Association nationale des clubs scientifiques (ANCS), ancien nom de Planète sciences (voir notice), s'ouvre vers d'autres activités : l'astronomie, l'écologie et l'espace, qui sont alors en plein essor. Cette orientation aboutit à la création en 1968 de la Fédération nationale des clubs scientifiques (FNCS) qui a pour objectif de fédérer les associations nationales s'occupant des activités scientifiques des jeunes. L'ANCS adhère à la FNCS et se spécialise, comme l'indique son changement de nom : Association nationale des clubs aérospatiaux.

Mais la FNCS se révèle être un échec. Chaque association dans sa discipline a des activités et des méthodes très différentes et il n'est pas trouvé de points communs pour unifier les orientations de tous. C'est pourquoi, l'ANCS revient progressivement à des activités multi thématiques. Cette évolution aboutit à la création en 1977 de l'Association nationale sciences techniques jeunesse (ANSTJ), qui regroupe en quelque sorte l'ANCS et la FNCS. Les domaines d'intervention de cette nouvelle association sont principalement l'astronomie, l'espace, l'écologie, la géologie, l'énergie scolaire, la micro-informatique et la télédétection.

Historique de la conservation

Planète sciences conservait quelques dossiers de la FNCS dans le même lieu que ses propres archives, au Centre autonome d'expérimentation sociale (CAES) au 1 rue Edmond Bonté à Ris-Orangis. Ces dossiers ont été déposés aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP au début de l'année 2009 après la réalisation d'un récolement succinct.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Outre quelques dossiers d'activités (stages de formation, camps), l'essentiel des archives concerne le fonctionnement de l'association : documents statutaires et instances, dont certaines pièces remontent à la création. À noter aussi, quelques rapports annuels d'activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Planètes science, 20140159 (ex 562J)
Dépôt en 2009. Archives privées. Communication libre sauf documents portant atteinte à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement succinct. Importance matérielle *:* 11 articles (20140159/3_1, 72_2 et 3, 78_2 et 3, 79_2, 85_1 à 3 ; 89_3 et 6), 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1968-1977.

Fédération nationale des collectivités territoriales pour la Culture (FNCC)

Adresse : 15 rue Léon Lamaizière, 42000 Saint-Etienne
Téléphone : 04 77 41 78 71
Courriel : contact@fncc.fr
Site internet : http://www.fncc.fr/

Anciens noms du producteur

Fédération nationale des centres culturels communaux (FNCCC), 1960-1980
Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC), 1980-1995

Historique du producteur

Née en mai 1960 à l'initiative de Michel Durafour, maire-adjoint chargé de la culture à Saint-Etienne, la FNCC parvient à conserver au cours de ce demi-siècle, par vents et marées, son projet initial : rassembler autour d'un objectif essentiel – l'action culturelle des collectivités territoriales – les élus chargés des affaires culturelles dans les communes, les départements et les régions de toutes tendances politiques.

À l'origine, la FNCC regroupait des centres culturels communaux auxquels les municipalités avaient délégué la gestion de l'action culturelle. Sous l'impulsion des maires fondateurs de la Fédération, de plus en plus de communes ont désigné des adjoints à la culture, créé leur propre service culturel municipal et élaboré de véritables politiques culturelles locales. En 1980, la FNCCC est donc devenue Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC), composée de communes représentées par leurs maires adjoints à la culture. La décentralisation aidant, des départements, puis des régions ont rejoint la Fédération qui s'appelle depuis 1995, Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture.

Historique de la conservation

L'association conserve à son siège des archives historiques, pour l'instant non classées et donc non directement communicables.

Par ailleurs, un fonds a été déposé en 1977 aux Archives départementales de la Meurthe-et-Moselle par Michel Raclot. Il renferme seulement les archives de la première époque de l'association, à l'époque où elle s'appelait Fédération nationale des centres culturels communaux. Malgré le nom du fonds, il rassemble exclusivement des archives produites et gérées dans le cadre local ; on y trouve des enquêtes sur les budgets culturels des communes, sur les jeunes et la musique, sur les monuments historiques, sur les jeunes des collèges techniques et la peinture, sur les festivals et sur la Maison de la culture de Longwy.

Sources complémentaires

Archives départementales de la Meurthe-et-Moselle

 Fédération nationale des centres culturels communaux, 17J
Dépôt en 1977. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 73 articles, 8,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1963-1977.

Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE)

Adresse : 180 bis rue de Grenelle, 75007 Paris
Téléphone : 01 47 53 62 70
Courriel : contact@ecoledesparents.org
Site internet : http://www.ecoledesparents.org/

Anciens noms du producteur

Fédération nationale des écoles de parents et d'éducateurs (FNEPE)

Historique du producteur

Création : 9 juillet 1970
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 27 décembre 1976

La Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE) est née en 1970, mais la première École de parents et d'éducateurs (EPE, voir notice) a été fondée à Paris en 1929 avant d'être reconnue d'utilité publique en 1956.

Cette toute première EPE est créée par des parents, des pédagogues et des médecins (psychanalystes pour enfants). La fondatrice de l'association, Marguerite Lebrun-Vérine, écrit en 1929 que l'association a pour but de « répandre une meilleure connaissance de l'enfant et des réalités éducatives familiales parmi les parents et les éducateurs, et d'une façon générale, les aider à résoudre les difficultés de leur tâche, notamment par la confrontation de leurs expériences dans des cercles de parents ».

À partir de l'exemple parisien, de nombreuses EPE se créent en France, donnant naissance en 1970 à la Fédération nationale des écoles de parents et d'éducateurs. En 2011, la FNEPE fédérerait cinquante EPE réparties sur le territoire.

Les actions de la FNEPE passent par la mise en contact de parents et de professionnels, l'animation du réseau des EPE, la création de lignes téléphoniques telles que Inter Service Parents (créé en 1971) et la création de « Cafés des parents » qui s'appuient sur l'entraide entre pairs.

La FNEPE a également vocation à faire partager ses réflexions sur l'éducation à travers l'organisation de colloques et la publication de revues. Ainsi, l'EPE IDF et la FNEPE ont édité deux revues : *L'école des parents*, à partir de 1949, et *Le groupe familial*, à partir de 1958. Cette dernière disparaît en 1999, au moment où FNEPE Services, jusqu'alors chargé des revues, est absorbé par la Fédération.

Dans les années 2000-2010, la FNEPE s'engage dans plusieurs dispositifs ministériels : elle est reconnue organisme de formation à l'éducation à la vie et au conseil conjugal et familial par le ministère de la Santé et des Solidarités en 2005, reconnue association éducative complémentaire de l'enseignement public par le ministère de l'Éducation nationale en 2010 et reconnue en tant qu'acteur de la prévention de la radicalisation au lendemain des attentats de Paris de 2015. Par ailleurs, elle signe en 2018 une convention-cadre avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse fixant les grands domaines de coopération : renforcement de la relation de confiance école-famille ; prévention dans les domaines de la santé et de la sécurité ; lutte contre les inégalités sociales.

Historique de la conservation

Lors d'une expertise des archives réalisée en 2006, la majeure partie des archives anciennes de l'EPE d'Ile-de-France et de la FNEPE étaient stockées à Aubervilliers dans une société d'archivage (Archivéco). Depuis, ces archives ont été perdues : la partie la plus ancienne remontait à 1949 ; on y trouvait aussi les livres, revues et ouvrages de l'ancien centre de documentation de la FNEPE et de l'EPE d'Ile-de-France.

Les archives historiques restantes étaient conservées au siège de la FNEPE dans le 7e arrondissement de Paris. En 2019, elles ont été classées et ont fait l'objet d'un don aux Archives nationales dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les documents proviennent principalement de la FNEPE mais ont également été collectées des archives héritées de l'EPE IDF.

Un manque important concerne les dossiers d'assemblées générales (1960-1995) ; ceux des conseils d'administration commencent en 1974. La partie relative aux finances est maigre et comprend surtout des dossiers de subvention. Ceux-ci, ayant fait l'objet d'un échantillonnage chronologique d'une année sur trois, nous montrent toutefois la grande diversité des secteurs dans lesquels travaille l'association.

Les dossiers relatifs aux actions de la FNEPE sont plus abondants et intéressants. Ils rassemblent études et recherches sur l'enfant et la famille, comptes rendus de colloques et de conférences (comme celles données à l'université Paris Descartes dans les années 1950-1970), un ensemble remarquable et rare de brochures illustrées des années 1960 à destination des parents sans oublier un dossier très intéressant sur les activités liées à l'audiovisuel conduites dans les années 1960 sous la direction du psychologue Jean Ormezzano. On pourra, en dernier lieu, s'intéresser aux multiples projets et interventions menés par l'association dans les années 1980-2000 (lignes téléphoniques, projets internationaux, etc.).

Le fonds permet également de comprendre les relations de la fédération nationale avec son réseau : des dossiers renseignent, à ce titre, les projets et études menés par les EPE à travers toute la France.

Enfin, quelques dossiers de communication sont à signaler : une revue de presse retraçant l'histoire de l'EPE IDF depuis les années 1930, des outils de communication remontant aux années 1960 et quelques photographies intéressantes, dont un roman photo sur l'adolescence confectionné par l'EPE IDF dans les années 1950.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fédération nationale des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE), 20190342
Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique détaillé. Importance matérielle : 105 articles, 8 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1929-2012.

Fédération nationale des maisons familiales de vacances populaires (FNMFVP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1952

La Fédération nationale des maisons familiales de vacances populaires (FNMFVP) a été créée par le Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice) en 1952.

Assez rapidement, des rapprochements s'effectuent avec la Fédération nationale des maisons populaires de vacances (FNMPV, voir notice) créée en 1948 par le Mouvement populaire des familles (MPF), qui devient en 1950 le Mouvement de libération du peuple (MLP, voir notice).

En 1952, la FNMFVP constitue un comité français populaire des maisons de vacances avec la FNMPV et deux autres fédérations proches : la Fédération nationale des associations communautaires de vacances et de loisirs (FNACVAL, voir notice) et la Fédération française de tourisme populaire (FFTP, voir notice). Fin 1958, il est décidé d'aller plus loin en créant une confédération nationale des maisons familiales de vacances populaire. Mais seules en font partie la FNMFVP et la FFTP, tandis que le comité français continue d'exister avec les quatre fédérations déjà citées. La confédération se dote d'un bulletin *Vacances et loisirs*. L'un des principaux objectifs des tentatives de rapprochements entre les fédérations est d'assurer leur représentation auprès des pouvoirs publics.

En 1969, la FNMFVP et la FNMPV, devenue Vacances et familles en 1962, décident de fusionner pour créer Vacances tourisme famille (VTF, voir notice).

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Fédération nationale des maisons populaires de vacances (FNMPV)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

La Fédération nationale des maisons populaires de vacances (FNMPV) a été créée en 1948 par le Mouvement populaire des familles (MPF), qui devient en 1950 le Mouvement de libération du peuple (MLP, voir notice). Dans les statuts, il est précisé que la FNMPV est membre du MPF et qu'elle peut adhérer à d'autres organismes sur simple décision de son conseil

d'administration. Plusieurs dispositions ont pour objet de verrouiller les liens avec le MPF. En 1949, au congrès du MPF à Villeurbanne, le mouvement revendique regrouper 50 maisons familiales.

Lors de la scission du MLP en 1951 qui aboutit à la création du Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice), la FNMPV reste adhérente du MLP. Néanmoins, des maisons familiales la quittent et rejoignent la Fédération nationale des maisons familiales de vacances populaires (FNMFVP, voir notice) créée par le MLO en 1952.

Dès cette date, se constitue un comité français populaire des maisons de vacances avec la FNMPV, la FNMFVP, la Fédération nationale des associations communautaires de vacances et de loisirs (FNACVAL, voir notice) et la Fédération française de tourisme populaire (FFTP, voir notice). Fin 1958, il est décidé d'aller plus loin en créant une confédération nationale des maisons familiales de vacances populaire. Mais seules en font partie la FNMFVP et la FFTP, tandis que le comité français continue d'exister avec les quatre fédérations déjà citées. La confédération se dote d'un bulletin *Vacances et loisirs*. L'un des principaux objectifs des tentatives de rapprochements entre les fédérations est d'assurer leur représentation auprès des pouvoirs publics.

En 1957, le MLP fusionne avec la Nouvelle gauche pour former l'Union de la gauche socialiste (UGS), qui elle-même se fond dans le Parti socialiste unifié (PSU) créé en 1960. La FNMPV est alors rattachée à la Confédération syndicale des familles (CSF, voir notice), qui lui donne un nouveau nom en 1962 : Vacances et familles.

En 1969, Vacances et familles et la FNMFVP décident de fusionner et se donnent comme nom Vacances tourisme famille (VTF, voir notice).

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Fédération nationale Formation et démocratie (FNFD)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [1975] ; 6 juillet 1976

En juin 1975, l'Institut de formation de cadres et animateurs socio-éducatifs (IFCASE, voir notice) et le Centre d'éducation, de diffusion et de recherches culturelles (CEDIRC, voir notice) fusionnent pour créer la Fédération nationale Formation et démocratie (FNFD).

La FNFD cherchait à répondre aux besoins en formation professionnelle des personnels des comités d'entreprise, des associations et des collectivités locales, et à des besoins en formation de militants et animateurs bénévoles de ces mêmes organismes, dans les secteurs d'intervention qui concernaient l'organisation des activités socio-éducatives, culturelles, de tourisme et loisirs.

Les deux actions principales de l'association étaient :

- Formation professionnelle et permanente : la FNFD formait des gestionnaires d'équipements socioculturels et des animateurs. Durant les années 1980-90, elle organisait également pour la formation des jeunes de 16 à 20 ans des stages d'insertion, d'orientation et de qualification dans le cadre d'un programme d'État ;
- Études et recherches : l'association préparait des études pour toutes les personnes morales qui s'occupent d'animation dans les collectivités locales.

FNFD a été dissoute en 1986, des associations régionales ont alors été créées, notamment en Provence-Alpes-Côte-d'Azur sous le nom de FODEM, en Normandie sous le nom de FODENO, en Pays-de-Loire et Bretagne sous le nom de Formation et démocratie Pays-de-Loire, etc.

Historique de la conservation

Les archives de l'association n'ont pas été retrouvées. Néanmoins, un de ses principaux fondateurs, Paul Markidès, conserve dans sa maison située dans les Ardennes, quelques-uns d'entre elles ainsi que des documents relatifs à son engagement à la FNFD. Il devrait à terme les déposer aux Archives départementales du Val-de-Marne.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers conservés par Paul Markidès sont très riches car il a joué un rôle moteur dans la création et la vie de l'association. Les archives concernent le fonctionnement et les activités de la FNFD.

Sources complémentaires

Paul Markidès

 Paul Markidès, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de Paul Markidès (tél. : 06 60 37 2470 ; courriel : markides.paul@wanadoo.fr).
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1975-1989.

Fédération nationale Léo Lagrange (FNLL)

Adresse : 150 rue des Poissonniers, 75883 Paris Cedex 18
Téléphone : 01 53 09 00 00
Site internet : http://www.leolagrange.org

Anciens noms du producteur

Fédération nationale des clubs de loisirs Léo Lagrange

Historique du producteur

Création : 6 novembre 1950
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 juillet 1951
Reconnaissance d'utilité publique : 8 janvier 1958

À la fin des années 1940, les Jeunesses socialistes (JS), membres de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), ancêtre du Parti socialiste (PS), voient leurs effectifs s'effondrer. Pierre Mauroy, élu secrétaire national des JS en 1950, décide alors de créer un grand mouvement de jeunesse et d'éducation populaire, proche de la SFIO.

Les statuts de l'association sont déposés le 6 novembre 1950 sous le nom de « Fédération nationale des clubs de loisirs Léo Lagrange (FNLL) », en hommage au secrétaire d'État aux Sports et aux Loisirs du Front populaire. Mais le lancement véritable de la FNLL a lieu à Nîmes les 4 et 5 juillet 1951, lors de son congrès constitutif, qui se tient durant le congrès des JS.

Pierre Mauroy, tout en restant secrétaire national des JS, est élu secrétaire général de la nouvelle fédération.

La FNLL a pour mission « d'étendre la culture et d'organiser les loisirs des jeunes, particulièrement par la création de clubs de loisirs » (statuts de 1950). Chaque club de loisir, dont elle recrute et forme les animateurs, est chargé de développer la pratique sportive et l'éducation artistique de ses adhérents, ainsi que l'organisation de voyages, échanges et stages en France et à l'étranger. Théoriquement, il est divisé en quatre sections : un centre de documentation, un centre de culture, une section d'éducation physique et une autre de plein-air qui a pour but d'organiser des sorties dominicales et des voyages pendant les congés payés. Dans les faits, les clubs axent leurs activités sur un secteur particulier : le sport à Perpignan, les activités culturelles à Amiens.

À partir de 1958, Pierre Mauroy lance le premier numéro de la revue de la FNLL intitulé *Jeunesse* et réorganise le centre national en mettant en place quatre commissions spécialisées : Tourisme (voyages), Plein-air (camps et centres de vacances), Sport, Culture (clubs de lectures, ciné-clubs, théâtre, musique, etc.).

Avec la décolonisation, la FNLL mène une réflexion sur les formes de coopération avec les États nouvellement indépendants, qui aboutit à la création officielle du Bureau de liaisons africaines et malgaches (BLAM) en 1960.

A la même époque, la fédération participe activement à la création d'organismes de cogestion impulsée par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports. Elle adhère à l'Association de cogestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes (COGEDEP, voir notice). Un de ses membres est élu premier président de l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA) tandis que Pierre Mauroy joue un rôle majeur dans la mise en place du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP, voir notice), organisme technique de financement des salaires des animateurs permanents.

Pour faire face à un fort développement de ses activités dans les années 1960 et 1970, la FNLL met en place de nouvelles associations et régionalise ses structures internes.

Elle crée quatre associations spécialisées correspondant aux secteurs d'activités. Lors de son 9e congrès en 1970, elle entérine la création de l'Institut d'éducation permanente (IDEP) fondé un an plus tôt et destiné à former les cadres bénévoles et permanents de la Fédération. Par ailleurs, elle met en place l'association des Maisons européennes de jeunesse, l'Union des clubs et foyers de jeunes ainsi que Rencontres et activités internationales Léo Lagrange (RAILL). Enfin, elle développe un partenariat plus étroit avec l'Union sportive du travail (UST, voir notice).

Si les premières structures régionales sont créées dès 1969, c'est en 1977, que la FNLL entreprend une décentralisation réelle de ses structures avec la création de 5 inter-régions sous la direction de son nouveau secrétaire général, Jacques Guénée.

Dans les années 1980, face à la crise et à l'explosion du chômage, la FNLL modifie son mode d'intervention et redéploye ses activités de manière à mieux répondre aux besoins des couches populaires. En 1980, elle crée trois structures juridiquement et économiquement autonomes : la Fédération nationale Léo Lagrange, la Fédération des instituts Léo Lagrange, et Léo Lagrange loisirs. En 1984, elle renforce la décentralisation du mouvement en créant 14 associations régionales.

Aujourd'hui, la Fédération nationale Léo Lagrange (FNLL) se définit ainsi (cf rapport d'activité de l'année 2010) :

- « Association d'éducation populaire à but non lucratif, la Fédération Léo Lagrange intervient dans les champs de l'animation, de la formation et du tourisme social et accompagne les acteurs publics dans la mise en œuvre de politiques éducatives, socioculturelles et d'insertion… »
- « Pour répondre à son engagement d'éducation populaire, la Fédération s'adresse à tous les publics (bébés, enfants, adolescents, jeunes, adultes, familles, seniors) et s'investit dans tous les champs d'action susceptibles de permettre à chacun de trouver sa place dans la collectivité : activités socioculturelles, culturelles et artistiques ;

activités européennes et internationales ; développement associatif ; éducation à la consommation et à l'environnement ; formation d'animateurs et acteurs de la cité ; formation d'animateurs volontaires ; formation / insertion ; lutte contre les discriminations ; séjours de vacances ; sport éducatif

- « Pour répondre à tous les besoins, elle est structurée en 4 filières métiers : l'animation locale (cœur de métier historique), la formation (pour lutter contre les exclusions sociales), le tourisme social et la formation des acteurs de la cité (développement éducatif, social et culturel). »
- Quelques chiffres : 3000 salariés (86% dans l'animation et 14% dans la formation) ; 13 délégations régionales (animation) ; 400 collectivités partenaires ; 296 dispositifs d'animation locale ; plus de 50 000 stagiaires en formation insertion ; 10 instituts de formation insertion ; 350 associations affiliées ; 40 000 adhérents

Historique de la conservation

Une partie des archives de la Fédération a disparu. Néanmoins depuis plusieurs années, l'association effectue un travail de classement sur ses archives à vocation historique. Au terme de ce chantier qui devrait se terminer en 2013, le volume d'archives conservé devrait approcher les 10 mètres linéaires. L'association pourrait alors déposer ses archives au PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

S'il est difficile de dresser un état précis des archives existantes puisque l'association est en train de les recenser, il semble que l'association a conservé quelques pièces concernant sa création. Le fonds est constitué principalement d'archives d'instances, de publications et quelques dossiers concernant le suivi des structures régionales et des associations affiliées.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Fédération nationale Léo Lagrange, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FNLL.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1950-2000.

Fédération régionale des centres sociaux du Languedoc-Roussillon

Anciens noms du producteur

Comité de liaison des centres sociaux du Languedoc-Roussillon, [1982]-1990

Historique du producteur

La Fédération régionale est constituée en 1990. Composée d'un réseau de 34 centres sociaux, elle est affiliée à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives ont fait l'objet d'un dépôt aux Archives départementales du Gard en 2010.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme des documents administratifs et comptables (conseils d'administration, bureaux, assemblées générales, correspondance, bilans financiers, dossiers de subvention), ainsi que des archives provenant des anciens centres sociaux (Béziers, Nîmes, Carcassonne, etc.).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Gard

 Fédération régionale des centres sociaux du Languedoc-Roussillon, 178J
Dépôt en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique disponible sur le site des Archives du Gard.
Importance matérielle : 10,6 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1982-2005.

Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC) d'Aquitaine

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

La Fédération régionale des MJC d'Aquitaine semble avoir été créée à la fin des années 1960. Elle accompagnait les MJC dans la définition de leur projet local, conduisait des missions d'étude et de développement, initiait et coordonnait des actions à dimension régionale dans le secteur culturel, social, des loisirs, de l'éducation populaire, de l'enfance et de la jeunesse. Elle était affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de la Gironde en 2018.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme des archives émanant de la FRMJC mais aussi de l'Union départementale des MJC de la Gironde et des MJC locales : Gradignan (Bourg, voir notice, et Malartic, voir notice), Cadier, Bègles, Tourmaline, Bayonne, Pau, etc. On trouve les dossiers des instances de la FRMJC (assemblées générales, bureaux et conseils d'administration), des documents administratifs (courrier, demandes de subvention, conventions), iconographiques (photographies, diapositives, affiches) et audiovisuels (cassettes audio). À noter que les archives de la MJC « Ousse des bois » de Pau remontent à la Libération.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Gironde

 FRMJC d'Aquitaine, 147 J
Dépôt en 2018. Archives privées. Communication sur demande.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : Inconnue. *Dates extrêmes* : 1945-2018.

Sources complémentaires

Archives départementales de la Gironde

 Conseil régional de l'Aquitaine. Dossiers d'agrément de la Direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports, 5698 W
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.

 Conseil départemental de la Gironde. Dossiers de subvention de la Direction générale adjointe à la jeunesse, 4678 W 56
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.

Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC) de Bretagne – Pays de la Loire

Adresse : 5, rue de Lorraine 35 000 RENNES
Téléphone : 06 50 12 07 96
Courriel : secretariat@frmjcbretagne.org
Site internet : https://www.frmjcbretagne.org/

Historique du producteur

Création : [1969]

La fédération s'est appelée Fédération des rectorats de Rennes et de Nantes dans les années 1970 et 1980 : elle était alors affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC (voir notice). Elle est devenue dans les années 1990 la Fédération régionale des MJC de Bretagne, affiliée cette fois à l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ-social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice) puis la Confédération des MJC de France (CMJCF, voir notice) et maintenant à MJC de France.

Historique de la conservation

La fédération a déposé ses archives en 2010, d'après un classement réalisé par le personnel. Un deuxième dépôt est actuellement en cours de préparation.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'essentiel de ce fonds est constitué d'archives administratives (comptes rendus d'assemblées générales, de conseils d'administration, dossiers du personnel et d'objecteurs de conscience) de la FRMJC Bretagne ainsi que des différentes MJC et unions locales, classées par département et par ville. D'autres archives concernent les centres de formations de directeurs de MJC.

Une partie de ce fonds est consacrée à l'Office social et culturel rennais (OSCR, voir notice) et l'ADEI (Accompagner, Développer, Éduquer, Insérer). On trouve également des documents renseignant les actions spécifiques de la FRMJC dans le cadre du bicentenaire de la Révolution française (1989).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

 Fédération des MJC de Bretagne, 213J
Don en 2010. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 14,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1959-2003.

Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC) de Normandie

Anciens noms du producteur

Fédération régionale des MJC des académies de Caen-Rouen

Historique du producteur

Dès les années 1960, il existait une délégation régionale des académies de Caen-Rouen qui était affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC). La délégation regroupait les MJC de 6 départements : Calvados, Eure, Manche, Orne, Sarthe, Seine-Maritime.

Lors de la scission de la FFMJC en 1969, les MJC des plus grandes villes de Normandie (Rouen, Caen, Cherbourg, Alençon, Yvetot, Argentan, etc.) la quittent pour rejoindre la nouvelle fédération nationale, appelée UNIREG. La FFMJC crée alors, avec les MJC restées fidèles, deux fédérations régionales en Basse-Normandie et en Haute-Normandie. Mais le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Éducation populaire refuse de donner l'agrément aux deux fédérations. Dans ces conditions, la FFMJC fusionne les deux structures pour mettre en place au début des années 1970, une seule association appelée Fédération régionale des MJC-MPT (FRMJC) des académies de Caen-Rouen, qui devient à la fin des années 1990, la FRMJC Normandie. Dans les années 1970, des MJC qui étaient parti à l'Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (UNIREG, voir notice) retournent à la FFMJC et à la FRMJC Normandie, comme celles d'Alençon, Argentan, Lisieux, etc.

Depuis le milieu des années 2000, la FRMJC n'a plus de locaux, et elle est directement rattachée au siège national de la FFMJC à Paris (courriel : contact@ffmjc.org ; tél. : 01 44 69 82 15)

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Calvados en trois fois entre 2001 et 2006.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives renferme les dossiers de fonctionnement et d'activités de la Fédération régionale depuis sa création.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Fédération régionale des MJC de Normandie, 190J
Dépôts en 2001, 2002, 2003 et 2006. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire méthodique provisoire. Importance matérielle *:* 13 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1958-2003.

Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture de Rhône-Alpes (FRMJC R-A)

Adresse : 74 boulevard du 11 novembre, 69100 Villeurbanne
Téléphone : 04 78 78 96 96
Courriel : centre-federal@mjc-rhonealpes.org
Site internet : http://www.mjc-rhonealpes.org/

Historique du producteur

L'association Les Maisons des jeunes et de la culture de Rhône-Alpes, fédération régionale est adhérente à la Confédération des MJC de France, et regroupe les Maisons des Jeunes et de la Culture (MJC) de la région Rhône-Alpes.

L'association a été créée dans la deuxième moitié des années 1990, suite à la fusion-absorption de :

- la Fédération régionale de l'Académie de Lyon (FRAL) et la Fédération régionale de l'Académie de Grenoble (FRAG) qui relevaient de Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ-social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice) ;
- la Fédération régionale des MJC en Rhône-Alpes (UNIREG-RA) qui relevait de l'Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (UNIREG, voir notice).

En 2008, l'association regroupait un réseau de 243 associations pour 143 000 adhérents et environ 2000 élus associatifs au sein des conseils administratifs locaux.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales du Rhône le 24 septembre 2004.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble les archives des trois structures régionales (FRAG, FRAL et UNIREG-RA) fusionnées en 2000 : administration (statuts, procès-verbaux des assemblées générales) et activités (projets régionaux des MJC, publications et animations).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture en Rhône-Alpes, 82J
Don en 2004. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé.

Instrument de recherche : aucun, hormis un état sommaire manuscrit dressé par le déposant, 100 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-2004.

Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture du Languedoc-Roussillon (FRMJC LR)

Adresse : 25 avenue de Bordeaux, BP 308, 11103 Narbonne Cedex
Téléphone : 04 68 42 26 00
Courriel : f.mjc.lr@wanadoo.fr
Site internet : http://www.federation-mjc-languedoc-roussillon.fr

Historique du producteur

Lors de sa création en 1969, La FRMJC du Languedoc-Roussillon était affiliée à l'Union nationale des fédérations régionales des MJC (UNIREG, voir notice) et aujourd'hui à la Confédération des MJC de France (CMJCF, voir notice).

En 2010, elle regroupait trois fédérations ou unions départementales représentant plus de 75 MJC : Aude, Hérault, Pyrénées-Orientales.

Historique de la conservation

Les Archives départementales de l'Aude ont été contactées par la Fédération régionale en octobre 2005 pour un dépôt de ses archives. Le fonds est en cours de classement.

À signaler que la FRMJC LR outre ses propres archives a déposé les archives de Robert Fareng. Celui-ci a eu des responsabilités régionales (principalement le Languedoc et le Sud-Ouest) et nationales à La République des jeunes (voir notice), à la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice) puis à l'UNIREG. À noter aussi qu'il a milité à Tourisme et travail (TT, voir notice) à la fin des années 1940 et au début des années 1950.

Présentation des sources

En dehors des archives de la FRMJC LR, le principal intérêt du fonds réside dans les archives mêmes de Robert Fareng (environ 2 mètres linéaires). Les papiers de ce militant renferment des pièces très intéressantes concernant les activités d'un délégué régional de la Libération aux années 1960, particulièrement sur ses relations avec les MJC. Le fonds permet de mieux saisir certains conflits au niveau de la délégation nationale à Paris. À noter qu'il renferme quelques éléments intéressants sur la crise de la Fédération française des MJC en 1969 (voir notice). Enfin, dans le cadre de la liquidation de certaines Maisons de jeunes à la Libération, Robert Fareng a écrit des rapports intéressants sur les maisons de jeunes sous Vichy et a collecté des archives produites durant cette période par les Maisons de jeunes et leur organisme de tutelle dans le Sud-Ouest.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Aude

 Fédération régionales des Maisons des jeunes et de la culture du Languedoc-Roussillon, cotation provisoire 1206WW
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FRMJC Languedoc-Roussillon.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 7,20 mètres linéaires. Importance matérielle *:* 48 articles. *Dates extrêmes :* 1941-1999.

Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France affiliée à l'UNIREG (FRMJC IDF)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Fédération régionale des MJC de la Région parisienne (FRMJC RP), 1970-1982

Historique du producteur

Création : 1969

La Fédération régionale des MJC en Ile-de-France affiliée à l'Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (UNIREG, voir notice) est créée en 1969 à la suite de la scission au sein de la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice. Plus petite que la FRMJC affiliée à la FFMJC, elle fusionne en 1986 avec le Comité régional Animation et développement Ile-de-France (CRAD IDF, voir notice) pour créer l'Union interrégionale jeunesse culture animation et développement Ile-de-France (URJCAD, voir notice).

Historique de la conservation

Entre 1998 et 2000, l'association Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale a déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne les archives qui étaient conservées à son siège social au 54 rue des Batignolles dans le 17e arrondissement. Le fonds comprend essentiellement des documents produits par des associations dont elle est issue.

En 2014, en raison du déménagement de la FRMJC IDF, un deuxième dépôt a été effectué comprenant notamment des dossiers de personnel (principalement de directeurs de MJC) depuis l'origine jusqu'au début des années 1990.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Une grande partie des archives de la FRMJC-IDF-UNIREG a disparu. Ont été conservées quelques pièces comme les statuts, les rapports moraux et financiers ainsi que des dossiers de relations avec les associations affiliées. Lorsque la Fédération s'est dissoute pour créer l'URJCAD en 1986, une partie des pièces relatives au suivi des MJC a été transférée dans le fonds de cette association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, 501J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 17 articles, 1,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1969-1986.

Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France affiliée à la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC IDF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [10 avril 1969] ; 4 juillet 1969

Jusqu'au 1er juin 1969, toutes les Maisons des jeunes et de la culture de France adhèrent directement à la Fédération Française des MJC dont le siège se trouve à Paris, au 15 rue de la Condamine (17ème arrondissement). La FFMJC dispose seule du pouvoir d'affilier les MJC et de gérer leurs directeurs.

Le territoire national est divisé en délégations, simples échelons administratifs fédéraux à la tête desquels se trouvent des délégués régionaux employés par le siège national. Leur rôle a souvent été comparé à celui des inspecteurs de la Jeunesse et des Sports avant la déconcentration de cette administration. Il existe, dans un petit nombre de départements, une fédération départementale, structure destinée à recevoir des fonds des conseils généraux, ou à coordonner l'animation entre les MJC. Elles ne sont en aucun cas une structure intermédiaire entre les maisons et la FFMJC. Très peu disposent des services d'un animateur permanent, dont le rôle est d'assister les maisons rurales sans personnel. Avant 1969, il n'existe donc en Ile-de-France aucune fédération régionale, mais une simple délégation dont les bureaux, d'abord hébergés au siège national, furent installés en 1966 au 54 boulevard des Batignolles (17e arrondissement).

Début 1970, la FFMJC accepte la régionalisation des structures suite aux pressions du secrétariat à la Jeunesse et aux sports. En Ile-de-France, elle crée la Fédération Régionale des MJC de la Région Parisienne (FRMJC RP), devenue la FRMJC Ile-de-France dans les années 1980 (au moins après 1981).

En 1993, des fédérations régionales, dont la fédération régionale Ile-de-France, se détachent de la FFMJC pour créer une autre fédération nationale, l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ social et socioculturel des MJC (AREGES). Néanmoins, quelques MJC parisiennes restent encore affiliées à la FFMJC.

En 1995, l'Union des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la Culture (UNIREG), issue d'une précédente scission de la FFMJC en 1969, et l'AREGES fusionnent pour créer la Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMCJF). En Ile-de-France, cela se traduit par la fusion de la Fédération régionale de l'AREGES avec celle de l'UNIREG, qui s'appelait l'l'Union interrégionale Jeunesse culture animation et développement Ile-de-France (URJCAD) : la nouvelle association est appelée Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale.

Historique de la conservation

Entre l998 et 2000, l'association Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France a déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, les archives de fédérations de MJC, dont elle est issue. Avec plus de 50 mètres linéaires, les archives de la FRMJC constituent la majeure partie de ce fonds. .

Une partie de ces documents a dû être décontaminée et restaurée. Ce fonds a fait l'objet d'un reconditionnement assorti de la réédition d'un bordereau, qui s'est terminé en mai 2005. Ont été éliminés les doubles, la documentation ainsi qu'une collection de circulaires produites par la FFMJC et conservées dans le fonds de ladite fédération.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds dossier

L'essentiel de ce fonds est constitué d'archives produites par la FRMJC Ile-de-France qui était affiliée à la FFMJC. Outre les archives comptables (bilan, budget, etc.) et les archives des instances, ce fonds comprend principalement deux types de dossiers :

- Suivi du fonctionnement et des activités des MJC et associations affiliées. Ces dossiers sont antérieurs à la création de la Fédération régionale et remontent aux années 1950, voire à 1945. Ils étaient alors gérés et centralisés par le délégué régional. Avec la régionalisation de la FFMJC en 1970, les dossiers de suivi des MJC sont passés dans les fédérations régionales. Ces documents sont très riches et semblent être complets au moins pour la période qui va des années 1960 jusqu'au début des années 1990. Ils renferment en principe un dossier d'affiliation, la correspondance et toutes les pièces que les MJC envoyaient à leurs fédérations : comptes rendus d'instances, rapports annuels et programmes d'activités, dossier de construction et d'aménagement, etc.
- Formation du personnel, des bénévoles et des élus des MJC. Les archives concernant la formation des directeurs sont les plus importantes et les plus riches. Elles nous renseignent sur le recrutement, les stages et cours suivis ainsi que sur les relations avec les partenaires de cette formation, dont la FFMJC. Il existe également des dossiers relatifs à la formation continue des directeurs et à celle des élus et des bénévoles.

Le fonds contient également des éléments concernant la gestion du personnel : relations avec les syndicats et le comité d'entreprise, commissions paritaires. À noter aussi des dossiers très intéressants sur la scission du début des années 1990 et le rapprochement avec l'UNIREG.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, 501J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-1998.

Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture et autres associations correspondantes de la Guadeloupe

Anciens noms du producteur

Fédération départementale des Maisons des jeunes et de la culture de la Guadeloupe, 1967-1970

Historique du producteur

La Fédération départementale des Maisons des jeunes et de la culture et autres associations correspondantes de la Guadeloupe (FDMJC), créée le 20 juillet 1967, résulte de la réunion de responsables d'associations dispersées. La nouvelle entité ainsi créée est déclarée à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre le 24 novembre 1967, et affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice) en avril 1968.

Selon le bilan des activités de la FDMJC (1969), « la FDMJC devait à l'origine promouvoir la formation civique des jeunes, le développement de l'artisanat, réaliser une entente entre les

différentes couches sociales du département ». En 1969, 11 maisons sont en activité ; un Conseil départemental de la jeunesse est créé en Guadeloupe et doit permettre aux MJC d'avoir un nombre suffisant d'animateurs.

À la FDMJC succède la Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture de la Guadeloupe (FRMJC), créée le 21 mars1970 et déclarée à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre le 18 avril 1970. La direction départementale de la Jeunesse et des sports (DDJS) assure désormais le contrôle pour l'État et participe au financement des constructions. La commune est co-élaboratrice de l'activité culturelle dans la localité ; elle dispose du financement et joue un rôle décisif pour le lieu d'implantation.

Au début des années soixante-dix, une proposition de formation longue durée est élaborée par la Fédération. Trois MJC ont un directeur permanent.

Faute de crédits, la FRMJC est en crise en 1972. Le redémarrage de la structure s'amorce en 1975. Les responsables des différentes MJC se réunissent pour tenir leurs premières « journées de réflexion » de façon à « analyser et dresser le bilan des différentes formes d'actions entreprises, [...] définir de nouvelles options répondant aux besoins et aux aspirations du jeune guadeloupéen, de se situer par rapport aux autres structures d'animation, d'être en mesure d'intervenir, de façon claire et efficace, dans toute proposition visant à améliorer le contenu des activités socioculturelles si nécessaires à l'épanouissement du jeune guadeloupéen ».

Néanmoins, en dépit des efforts, la FRMJC n'est jamais réellement parvenue à se développer. Sa liquidation judiciaire a été prononcée en 2000.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège de l'association à Pointe-à-Pitre, jusqu'à la liquidation de la FRMJC. Elles ont été transférées en urgence et dans un état de vrac aux Archives départementales de la Guadeloupe.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend quatre types de dossiers :

- Constitution de l'association (FDMJC créée en 1967 puis FRMJC créée en 1970), procès-verbaux de réunions du conseil d'administration et d'assemblée générale de la FDMJC (1969-1970), procès-verbaux de réunions du conseil d'administration, assemblée générale, réunions du bureau, réunions des présidents de MJC (1970-1987 ; lacunes), « journées de réflexion » ;
- Actions : la FRMJC a créé ou participé à diverses manifestations : chantiers de restauration du moulin de Beaufond, festival inter-Caraïbes de danses populaires, festival de film africain, cinéma ville, etc. ;
- Centres créés ou projetés à la demande de la FRMJC ou avec sa participation : centre de prévention de la Désirade, centre de formation des animateurs de Maisons des jeunes et de la culture, village culturel à Anse-Bertrand, un écomusée à Anse-Bertrand, école des parents (Grand-Bourg, Pointe-à-Pitre) ;
- Suivi des MJC et autres associations municipales. Constitution des associations municipales (MJC et autres associations) à partir de 1967. Ces associations envoient à la FRMJC : les dossiers de constitution, demandes de subventions, les programmes d'activités, le budget, les rapports d'activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Guadeloupe

 Fédération régionale des MJC en Guadeloupe, 1258W (à recoter en J)

Dépôt en 2003. Archives privées. Communication libre.
Importance matérielle : 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1967-2000.

Fédération régionale des MJC - Animation et développement local (ADL) Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA)

Adresse : La Grande Pyramide, 1 rue de l'Equerre, 13800 Istres
Téléphone : 04 90 17 51 35
Courriel : contact@adl-mjcpaca.com
Site internet : http://www.adl-mjcpaca.com

Historique du producteur

La Fédération régionale est affiliée à la Confédération des MJC de France (CMJCF, voir notice). Elle a été créée en 1969-1970 et elle a modifié ses statuts et ses missions en 1996 en s'intitulant : Animation et développement local (ADL).

En décembre 2009, ADL et la FRMJC Méditerranée (voir notice) affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice) ont décidé de constituer une Union des fédérations régionales des MJC en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les 2 fédérations régionales continuant à exister, il a été décidé :

- la mise en place d'un comité de pilotage paritaire où sont également représentés les échelons nationaux ;
- la mise en place de moyens communs ;
- un encadrement commun : délégué-directeur régional, assistante administrative, chargée de développement.

En 2011, la mutualisation des moyens se poursuit avec le projet de mise en place d'un seul siège social, d'outils de communication communs: un site internet de l'Union des fédérations régionales des MJC en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en octobre 2011 aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de la fédération.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Fédération régionale des MJC - Animation et développement local PACA, 258J
Don en 2011. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé. *Instrument de recherche :* aucun. Importance matérielle *:* 16 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1983-1999.

Fédération régionale des MJC Méditerranée PACA (FRMJC-PACA)

Adresse : La Grande Pyramide, 1 rue de l'Equerre, 13800 Istres
Téléphone : 04 90 17 51 35
Courriel : contact@adl-mjcpaca.com

Historique du producteur

Créée en 1969-1970, la Fédération régionale des MJC Méditerranée PACA est affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice).

En décembre 2009, la FRMJC Méditerranée et la Fédération régionale des MJC - Animation et développement local (ADL) Provence-Alpes-Côte d'Azur (voir notice), qui est affiliée à la Confédération des MJC de France (voir notice) ont décidé de constituer une Union des fédérations régionales des MJC en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les 2 fédérations régionales continuant à exister, il a été décidé :

- la mise en place d'un comité de pilotage paritaire où sont également représentés les échelons nationaux ;
- la mise en place de moyens communs ;
- un encadrement commun : délégué-directeur régional, assistante administrative, chargée de développement.

En 2011, la mutualisation des moyens se poursuit avec le projet de mise en place d'un seul siège social, d'outils de communication communs: un site internet de l'Union des fédérations régionales des MJC en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en octobre 2011 aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de la fédération.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Fédération régionale des MJC Méditerranée PACA, 259J
Don en 2011. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé. *Instrument de recherche :* aucun. Importance matérielle *:* 23 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1965-2010.

Fédération sportive et culturelle de France (FSCF)

Adresse : 22 rue Oberkampf, 75011 Paris
Téléphone : 01 43 38 50 57
Site internet : http://www.fscf.asso.fr/

Anciens noms du producteur

Union des sociétés de gymnastique et d'instruction militaire des patronages et des œuvres de jeunesse de France (USGIMPOJF), 1898-1901
Fédération des sociétés catholiques de gymnastique (FSCG), 1901-1903
Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF), 1903-1947
Fédération sportive de France, 1947-1968

Historique du producteur

Création : 1898
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 28 juin 1958
Reconnaissance d'utilité publique : 31 mars 1932

C'est à l'initiative de l'association des commissions centrales des patronages de France, fondée en 1890, œuvre essentiellement catholique, qui milite activement pour la préservation et la formation de la jeunesse, que naît en 1898 la Fédération sportive et culturelle de France sous le nom de l'Union des sociétés de gymnastique et d'instruction militaire des patronages et des œuvres de jeunesse de France (USGIMPOJF) qui regroupe les sections sportives des patronages catholiques.

Le 24 juillet 1898, au Parc des oiseaux d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), lors d'un rassemblement réunissant quelques patronages de la région parisienne et près de trois mille gymnastes, issus des milieux populaires pour la plupart, le docteur Paul Michaux déclare la création de l'USGIMPOJF, initiative nouvelle à cette époque car le sport, comme en Angleterre, était réservé à une élite.

En 1901, l'USGIMPOJF devient la Fédération des sociétés catholiques de gymnastique (FSCG), puis en 1903, la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF). Le Dr Paul Michaux en assure la présidence jusqu'en 1923. François Hébrard lui succède pendant trente-deux ans.

La FGSPF a été marquée par la personnalité de son fondateur Paul Michaux, qui crée la Fédération dans l'esprit de la revanche de 1870 et de la perte de l'Alsace et de la Lorraine. La genèse de la FGSPF résonne étroitement avec une dimension patriotique et de reconstruction nationale en plein conflit anticlérical. Dès l'origine, elle se fixe pour objectif « [...] de développer l'emploi rationnel de la gymnastique et des sports athlétiques, les forces physiques et morales de la jeunesse ouvrière et préparer ainsi au pays, des générations d'hommes robustes et de vaillants soldats ».

À la fin des années trente, la FGSPF est la première fédération sportive de France avec 350 000 membres, auxquels s'ajoutent des centaines de milliers de membres honoraires ou non licenciés, loin devant les populaires fédérations de football et de cyclisme.

En 1940, sous l'autorité du Commissariat général du sport et de la volonté centralisatrice du régime de Vichy, le Rayon sportif féminin (RSF, voir notice), fédération sportive exclusivement féminine et catholique, est intégré à la FGSPF. La Fédération devient de fait mixte.

Après la seconde guerre mondiale, la Fédération se tourne vers les activités culturelles et socio-éducatives au sein des sociétés affiliées. En 1947, elle devient la Fédération sportive de France pour l'éducation physique et morale de la jeunesse chrétienne, qui laisse envisager un élargissement du recrutement et des activités de la fédération.

Dans les années suivantes, la nouvelle orientation de la fédération vers les activités culturelles et socio-éducatives se précise, ce qui la conduit à prendre le nom de « Fédération sportive et culturelle de France (FCSF) en 1968. Elle se donne alors pour objectif « [...] de favoriser l'éducation de la jeunesse et des loisirs selon les principes chrétiens et à cette fin, de promouvoir, soutenir et développer l'éducation physique, intellectuelle et morale de la jeunesse ».

Sous ses diverses appellations, la Fédération a joué un rôle essentiel dans le développement et l'institutionnalisation du sport français, en contribuant à la création du serment olympique en 1906, à la licence nominative en 1907, à l'avènement du sport féminin, en militant activement pour l'assurance sportive en 1923, le contrôle médical en 1930 et le brevet sportif populaire en 1934. Fédération affinitaire et multi-activités, la FSCF a toujours défendu la pratique sportive en favorisant l'accessibilité pour tous et à tous niveaux.

Sur le plan international, la FSCF et ses fondateurs ont participé à la création de nombreux mouvements internationaux. Le docteur Michaux et François Hébrard fondèrent en 1911 la Fédération internationale catholique d'éducation physique.

Historique de la conservation

Les archives de la Fédération sportive et culturelle de France ont été déposées aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix, en septembre 2007, au sein du Pôle national des archives du monde sportif et dans le cadre du programme MéMoS (mémoire du sport).

Les archives étaient auparavant conservées à Paris dans le 11e arrondissement, au siège fédéral de la FSCF.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Il s'agit essentiellement de documents relatifs à la création, au fonctionnement et aux activités de la FSCF et du RSF : statuts, règlements, dossiers de création et de fusion, dossiers des fondateurs, comptes rendus d'assemblées générales et du comité directeur, rapports d'activités, dossiers de formation et de stage, dossiers des compétitions sportives, documentation, correspondance, dossiers de relations nationales et internationales, distinctions honorifiques, comptabilité, dossiers de personnels, patrimoine, assurances et litiges, bibliothèque et documentation.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Fédération sportive et culturelle de France (FSCF) et du Rayon sportif féminin (RSF), 2007 068
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 332 articles, 48,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1898-2002.

Fédération sportive et culturelle de France (FSCF), union départementale des Alpes-Maritimes

Adresse : 2 montée Auguste Kerl, 06300 Nice
Téléphone : 04 93 92 85 00

Historique du producteur

L'association est membre de la Fédération sportive et culturelle de France (FSCF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2000 aux Archives départementales des Alpes-Maritimes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'organisation et au fonctionnement de l'union départementale.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Alpes-Maritimes

 Union départementale des Alpes-Maritimes de la Fédération sportive et culturelle de France, 145J
Don en 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1922-1980.

Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT)

Adresse : 14-16 rue Scandicci, 93508 Pantin Cedex
Téléphone : 01 49 42 23 19
Courriel : accueil@fsgt.org
Site internet : http://www.fsgt.org/

Historique du producteur

Création : 1951
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 21 mars 2000

En 2011, la FSGT revendiquait être une fédération sportive nationale qui mobilisait 260 000 pratiquants, fédérait 4300 associations sportives locales et d'entreprises, organisait près de 75 activités sportives différentes, et était présente dans 70 départements. La FSGT se revendique aussi être une fédération d'éducation populaire qui est membre du Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation Populaire (CNAJEP, voir notice).

Créée en 1934, la FSGT trouve ses origines dans le mouvement ouvrier. La première fédération sportive ouvrière, la Fédération sportive athlétique socialiste (FSAS), est entrée légalement en activité le 1er janvier 1909. Elle devient en 1913 la Fédération socialiste des sports et gymnastique (FSSG), pour entériner l'absorption de groupements de gymnastes ouvriers. À cette époque, le sport dit socialiste possède une raison d'être sans équivoque : « créer à la portée de la classe ouvrière des centres de distraction qui se développeront à côté du Parti [Section française de l'international ouvrière (SFIO)] et qui seront cependant pour le parti des centres de propagande et de recrutement ».

La division du congrès du Tours, en 1920, affecte, avec retard, le sport travailliste. Deux organisations apparaissent à la suite du vote « rupture » du congrès de Montreuil en juillet 1923 :

- la Fédération sportive du travail (FST), qui succède en 1919 à la FSSG, dont les communistes conservent le contrôle, rejoint les rangs de l'Internationale rouge des sports (IRS), basée à Moscou et membre du Komintern ;
- l'Union des sociétés sportives et gymnique du travail (USSGT), est fondée par les scissionnistes socialistes.

Le sport ouvrier entame alors une décennie difficile. Son essor numérique est durablement stoppé : au maximum 12 000 membres pour la FST, 6000 pour l'USSGT. La FST subit de plein fouet l'ostracisme aussi bien des autorités gouvernementales que des autres composantes du sport français.

Lors du congrès constitutif du 24 décembre 1934, la FST et l'USSGT fusionnent pour créer la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). La nouvelle fédération a pour objectif d'obtenir pour les travailleurs un accès accru aux loisirs, Dans la charte d'unité, on peut lire les lignes suivantes : « la fédération Unique se fixe la tâche de gagner à sa cause tous les travailleurs qui pratiquent le sport. Elle déclare être ouverte à tous les travailleurs sans distinction de tendance politique, économique ou philosophique. […] Elle prend la défense des intérêts sportifs de tous les travailleurs. » Dans cette logique la FSGT cherche désormais à renforcer son intégration dans le sport français, notamment en participant activement au Conseil supérieur du sport, créé par le Front populaire, et en concluant des ententes avec d'autres organisations sportives au cours de l'année 1937 : avec l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP, voir notice) affiliée à la Ligue française de l'enseignement (voir notice) et avec la Fédération française de basket ball.

Cette période d'euphorie se termine le 15 octobre 1939. Les militants du Parti communiste français (PCF) de la commission exécutive sont exclus de la FSGT pour avoir refusé de dénoncer le pacte germano-soviétique. La nouvelle direction issue de ce règlement de compte s'accommode de la défaite de juin 1940. Elle tente même d'embrigader la FSGT, devenu l'Union sportive et gymnique du travail en 1942 pour se conformer à la charte du Sport, au service de la politique sportive de Vichy. Certains sombrent corps et âme dans la collaboration.

Dès 1944, la FSGT redémarre, dans un contexte exceptionnellement peu propice pour l'activité sportive, ou s'impose d'abord l'effort de guerre puis après mai 1945, la reconstruction du pays. Les nouveaux statuts adoptés en 1945, toujours en vigueur actuellement, rendent compte du climat de l'époque. Ils proclament dorénavant dans le premier article l'ambition de former des citoyens responsables, « de les préparer à leur rôle de citoyens au service d'une République laïque et démocratique » (article 1). La FSGT propose même la création d'une grande fédération unique multisports. La progression des effectifs reprend de plus belle : la FSGT revendique 51 946 licenciés en août 1945 et 253 843 un an après.

Les débuts de la guerre froide entravent l'envolée de la FSGT et l'enferment de nouveau dans son statut de fédération sportive politique, proche qu'elle demeure du PCF et de la Confédération générale du travail (CGT). En 1950-1951, une scission des socialistes est déclenchée suite à l'envoi d'un cadeau à Staline pour son soixante-dixième anniversaire. Elle aboutit à la création de la Fédération française du sport travailliste (FFST, voir notice). Par ailleurs, les pouvoirs publics lui suppriment sa subvention, qui n'est rétablie que progressivement durant les années soixante et soixante-dix.

À partir des années 1980, la FSGT s'émancipe progressivement de sa dépendance du PCF et de la CGT. Elle privilégie désormais une approche socioculturelle de son rôle dans la société française. Elle se concentre de plus en plus sur la reconnaissance de sa démarche d'éducation populaire dans le sport, sans naturellement oublier les valeurs (antifascisme, solidarité) qui justifièrent sa naissance en 1934.

Historique de la conservation

Dans le cadre du programme MéMoS (mémoire du sport), les archives de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) ont fait l'objet d'un dépôt au Pôle national des archives du monde sportif. Elles sont conservées aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix.

Les archives ont été conservées au siège fédéral. Celui-ci a été situé rue Yves Toudic (Paris 10e), puis 31, rue Claude Vellefaux (Paris 10e) de 1980 à 1983, puis 14, rue Scandicci à Pantin (93).

Une partie des archives historiques a été détruite dans un incendie en 1949, et quelques archives du secteur des activités ont été endommagées, plus récemment, par une inondation.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Il s'agit essentiellement de documents relatifs à la création et au fonctionnement de la FSGT : réunions du bureau, congrès de la FSGT, organisation des activités sportives, comptabilité, gestion du réseau international et organisation de stages. Certains documents sont rédigés en anglais, espagnol, italien, allemand, hongrois, russe et arabe.

Les fréquents changements institutionnels et organisationnels de la FSGT ont occasionné un mélange important des documents.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), 2009 015
Dépôt en 2009. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FSGT.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 855 articles, 41,65 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1873-2002.

Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ)

Adresse : 27 rue Pajol, 75018 Paris
Téléphone : 01 44 89 87 27
Courriel : fuaj@fuaj.org
Site internet : http://www.fuaj.org/

Historique du producteur

Création : mai 1956
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 3 juillet 1959

La FUAJ est avec la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice) une des deux fédérations nationales d'auberges de jeunesse en France. En 2011, elle revendique la gestion de 140 auberges de jeunesse. La FUAJ est membre et administrateur de la Fédération internationale des auberges de jeunesse (FIAJ), *International Youth Hostel Federation* (IYHF) en anglais.

La FUAJ est né en 1956 du regroupement des principales associations d'auberges de jeunesse. Figurent alors la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice) et le MLAJ-CLAJPA (voir notice) ainsi que la Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice) et les associations d'auberges qui en sont membres : L'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice), l'Office central des camps et auberges de la jeunesse (OCCAJ, voir notice), la LFAJ et les Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice).

C'est seulement après deux années de fonctionnement provisoire, que la FUAJ est définitivement installée. L'assemblée générale du 2 novembre 1958 enregistre à son profit la dissolution de presque toutes les associations d'auberges (AFJ, FFAJ, FNAJ, MLAJ-CLAJPA, UFAJ), hormis le Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ, voir notice) qui n'a pas participé aux négociations. L'OCCAJ choisit de se retirer du secteur des auberges, tout en reconnaissant à la FUAJ l'exclusivité de la création et de la gestion des auberges. Elle devient

alors une organisation de tourisme populaire et se rebaptise Organisation centrale des camps et activités de la jeunesse (OCCAJ).

Quant à La LFAJ, bien qu'étant membre de la FUAJ, elle ne s'est pas dissoute. Elle quitte la FUAJ en 1959 car elle lui reproche d'abandonner sa neutralité à propos des questions d'aide de l'État à l'école privée et de prendre position concernant la guerre d'Algérie.

La fusion des différents réseaux d'auberges de jeunesse dans la FUAJ ne s'est pas faite sans heurt : difficile intégration du personnel de l'ancienne UFAJ et de son réseau ; cohabitation ardue entre les militants des deux fédérations précédentes (FFAJ et FNAJ) ; volonté des mouvements de jeunesse d'avoir plus de poids dans la FUAJ ; développement d'une opposition issue des usagers, le courant « Pour un ajisme éducatif », qui s'oppose à l'institutionnalisation de la FUAJ.

Malgré ces divergences et ces conflits internes, la FUAJ poursuit son existence, construit, rénove et étoffe son réseau d'auberges. Néanmoins à partir de la fin des années 1960, le nombre de clubs et de groupes d'usagers diminue fortement. Leur disparition à la fin des années 1970 marque la fin de l'ajisme mais pas de la FUAJ, qui est encore aujourd'hui le premier réseau d'auberges de jeunesse en France.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en deux fois par la FUAJ aux Archives nationales : une première fois en 2000 et une deuxième en 2016 dans le cadre du PAJEP. Par ailleurs, le PAJEP est à l'origine de la collecte de plusieurs fonds de militants ajistes contenant des documents liés à la FUAJ. Deux sont particulièrement intéressants puisqu'ils concernent la création et les premières années de la FUAJ : ceux de René Sedes (20140177) et Maurice Tadier (20140183).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds de la FUAJ comprend principalement des dossiers de relation de la FUAJ avec les Unions régionales des auberges de jeunesse (URAJ), les Associations départementales des auberges de jeunesse (ADAJ), ainsi qu'avec d'autres organisations d'auberges de jeunesse telles que la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ), la FIAJ, etc. Les autres dossiers sont beaucoup plus lacunaires, notamment les instances (1967-1989). Quant aux documents relatifs aux activités, ils sont presque inexistants.

Dans ces conditions, la consultation des archives de René Sedes et Maurice Tadier est indispensable pour mieux comprendre la création et les premières années de fonctionnement de la FUAJ (années 1950-1960).

Les fonds des militants Jean Bernard, Emile Orain, George Douart, Jean-Lou Lefèvre et Jacques Le Flem contiennent également des documents sur la FUAJ couvrant la période des années 1950 au milieu des années 1980. Ce sont essentiellement des publications : bulletins d'informations, circulaire, plaquette et périodiques nationaux et locaux.

Dans le fonds de revues anciennes d'associations déposées par l'INJEP aux Archives départementales du Val-de-Marne, figurent les périodiques *Info-doc* pour les années 1966-1967 (n°88, 92, 93), *Jeunes des auberges* de 1958 à 1969 (1958-1959 : n°5, 37, 44-49, 54, 56, 59, 60 ; 1969 : n°1, 2, 4, 5, 7) et *Ajisme et culture* de 1963 à 1966 (n°10, 14, 16).

Des archives concernant la FUAJ sont également conservées à Rouen au Musée national de l'Éducation (Munaé), ainsi qu'au Centre d'histoire du travail (CHT) à Nantes dans le fonds d'archives Michel Le Ravalec.

Enfin, le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI) détient un fonds d'archives intitulé « Auberges de jeunesse » et constitué de papiers de militants trotskystes, notamment Jean Ribes : périodiques nationaux, bulletins de groupes locaux et plus particulièrement de la région parisienne, circulaires et comptes rendus de congrès. À signaler que les archives de Jean Ribes renferment une correspondance relativement riche concernant son rôle au sein de la FUAJ jusqu'au début des années 1960.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fédération unie des auberges de jeunesse, 20000003, 20160564
Dépôts en 2003 et 2016. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoires numériques. Importance matérielle *:* 207 articles, 28,28 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1936-2016.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 INJEP (revues anciennes d'associations), 568J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUAJ* : 568J 3 (1963-1966), 568J 60 (1966-1967) et 568J 63 (1958-1969).

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Bernard Jean, 20140217 (ex 574J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUAJ* : 20140217/5, 11-13 (1958-2010).
 Douart Georges, 20140219 (ex 573J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUAJ* : 20140219/1 (1956-1964).
 Le Flem Jacques, 20140165 (ex 576J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUAJ* : 20140165/3 (1959-1986).
 Lefèvre Jean-Lou, 20140164 (ex 575J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUAJ* : 20140164/4 (1949-1960).
 Orain Emile, 20140184 (ex 577J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUAJ* : 20140184/5 à 8 (1961-1987).
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUAJ* : 20140177/21 à 37 (1956-2006).
 Tadier, Maurice 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUAJ* : 20140183/40 à 43 (1952-2000).

Centre d'histoire du travail

 Le Ravalec Michel, RAV
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUAJ* : RAV 36bis (1962-1965).

Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI)

 Auberges de jeunesse
Archives privées. Communication libre (*courriel* : cermtri@ wanadoo.fr ; *tél* : 01 44 83 00 00).
Instrument de recherche : aucun. *Cotes concernant la FUAJ :* 0,3 mètre linéaire (1956-1965).

Musée national de l'Éducation

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Film-club de Rouen

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le film-club de Normandie était une association fondée dans le but de coopérer à l'expansion de la culture cinématographique par l'organisation de séances, conférences, expositions et la création de ciné-clubs en Normandie.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 1978 aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La faible quantité des archives de fonctionnement du film-club est compensée par la richesse des dossiers de documentation classés par titres de films, des photographies d'agences de presse aux sujets parfois inattendus (notamment l'agence AGIP) et donc classées chronologiquement, et des imprimés, qu'il s'agisse de revues ou de monographies reconstituant des séries quasiment complètes de collections des éditions du Cerf ou des éditions Séghers.

La plus grande partie du fonds est constituée des dossiers documentaires des films. Pour chacun d'eux, l'inventaire mentionne le pays et l'année de la production, ou à défaut la date des publications le concernant. Le nom du réalisateur n'est indiqué qu'en cas de doublon de titre. Les dossiers, d'inégale importance, contiennent des coupures de presse, des articles et parfois des photographies ou des affiches. Cependant, la plupart des affiches ont été regroupées dans la sous-série 26 Fi, riche de quelques 118 articles.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Maritime

 Film-club de Rouen, 41J
Don en 1978. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 435 articles, 39 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1926-1969.
 Affiches du Film-club de Rouen, 26Fi
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 118 articles.

Fonda (FONDA), association nationale

Adresse : 8 rue de Srebrenica 75020 Paris
Téléphone : 01 45 49 06 58
Courriel : fonda@wanadoo.fr
Site internet : www.fonda.asso.fr

Anciens noms du producteur

Association pour le développement de la vie associative (ADAP), 1975-1981
Association pour le développement des associations de progrès (ADAP), 1977
Fondation pour la vie associative (FONDA), 1981-1991

Historique du producteur

Création : 1975
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 29 juin 1977

Le 15 juin 1981, un groupe de militants associatifs lance un appel, dont le but est de mettre en place une fondation pour la vie associative (FONDA) qui doit continuer l'action de l'Association pour le développement des associations de progrès (DAP) créée en 1975. À la suite d'une loi qui prévoit une protection de la dénomination de fondation, l'association abandonne son nom initial le 11 avril 1991 au seul profit de son sigle, FONDA.

La FONDA a pour projet de promouvoir la vie associative en lançant dans le débat public un certain nombre d'idées et de propositions sur les moyens nécessaires au développement des associations.

Au début des années 1980, la FONDA a mis en place un réseau de correspondants régionaux. Il s'agissait de mieux faire prendre conscience des évolutions engendrées par la décentralisation et de participer aux concertations utiles pour la promotion de la vie associative et l'économie sociale.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège social de l'association, au 18 rue de Varennes dans le 7e arrondissement à Paris. Après récolement, elles ont été déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne en juillet 2003. Une convention de don a été signée en 2006.

Outre les archives comptables non récapitulatives, sont restés sur place les documents relatifs à la participation de la FONDA à d'autres organismes (Conseil national de la vie associative (CNVA), Conférence des présidents des coordinations associatives (CPCA), etc.). En effet, la FONDA ne conserve que des séries récentes de convocations et de procès-verbaux que ces structures ont dû conserver. De plus, un bilan de l'action dans ces organismes figure dans les comptes rendus d'instance et dans les rapports annuels. À l'exception de quelques dossiers concernant le Carrefour pour une Europe civique et sociale (CAFECS), les archives postérieures à 1997 n'ont pas été transférées.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

En 2025, un deuxième don est venu compléter le premier en provenance de l'ancien siège de l'association à Vincennes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Qu'il s'agisse des pièces relatives au fonctionnement ou aux activités de la DAP ou de la FONDA, les dossiers sont complets et bien organisés. Signalons aussi l'existence d'un petit dossier permettant de retracer précisément les conditions de création de la DAP depuis le compte rendu d'un entretien daté du 28 mai 1973 entre Paul Harvois, alors président du Groupe d'études et de recherches sur l'éducation des adultes (GEREA, voir notice), et Maurice Cayron, responsable au Bureau d'études culturelles (BEC, voir notice), jusqu'à l'assemblée générale constitutive de 1975, en passant par les procès-verbaux des réunions du Groupe des six.

Concernant les archives d'activités, la plupart peuvent être rattachées aux comités d'études et de liaison : informatique et vie associative, participation des étrangers à la vie associative, régionalisation, financement des associations, associations et management, etc. Les archives de ces comités sont constituées de trois types de dossiers : travaux (composition du comité, comptes rendus de réunions, correspondance) ; actions telles que colloques, journées d'études, pétitions, productions de publication ; documentation (pour certains comités, elle n'a pas été conservée car elle était pléthorique mais pour d'autres, elle l'a été car elle était particulièrement bien organisée et renfermait des pièces utiles à la compréhension de l'action). Certains colloques et journées d'études ne sont pas rattachés à des comités, c'est pourquoi ils ont été classés séparément.

Parmi les autres actions de la FONDA, il faut noter la richesse des dossiers liés à l'animation et au développement des réseaux de correspondants régionaux, particulièrement celui de Rhône-Alpes ainsi que le nombre de documents relatifs aux campagnes d'actions : soutien aux Restos du cœur, soutien aux travailleurs polonais et à Solidarnosc, réactions de la FONDA par rapport aux subventions accordées aux associations dans certains projets de lois de financement, etc. Outre des collections complètes de *La lettre FONDA* et de la revue *La lettre d'information* (devenue *La tribune*), le fonds renferme un dossier complet sur le magazine télévisé *Oser* que la FONDA et FR3 ont coproduit en 1984 et 1985.

Le deuxième fonds complète les archives des instances de l'association après 1997. On y trouve également les dossiers des délégations régionales et des archives comptables (bilans et rapports du commissaire aux compte). Concernant les activités de l'association, concernent essentiellement des études réalisées par la Fonda et l'organisation de journées d'études.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fonda, 20140163 (ex 524J)
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire. Importance matérielle *:* 221 articles, 20 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1973-1997.

 Fonda, 20250000
Don en 2025, Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 7,3 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1981-2024

Fonda Rhône-Alpes

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'association régionale Fonda Rhône-Alpes était affiliée à l'association nationale Fonda (voir notice). Elle a été dissoute en septembre 2009.

Avec cinq salariés et une douzaine de bénévoles actifs, la Fonda Rhône-Alpes encourageait le développement de la vie associative à travers quatre types de missions :

- un centre Ressources pour répondre aux demandes des associations ;
- des interventions territoriales, à la demande des collectivités locales ou des services de l'État en initiant ou accompagnant des démarches participatives de développement social ;
- l'animation de réseaux associatifs thématiques, en fonction de l'actualité politique, sociale et économique ;
- la promotion sociale et la qualification des personnels associatifs (formation-action, validation des acquis de l'expérience bénévole).

En tant que centre de ressources, la Fonda proposait des rendez-vous individuels pour répondre aux questions sur les statuts ou sur le fonctionnement des associations. Elle organisait des rencontres entre associations travaillant sur un même thème (logement, économie solidaire, jardins sociaux, renouvellement urbain, vie des quartiers, lutte contre les discriminations, démocratie locale, solidarités, etc.).

En tant que médiateur, elle cherchait à favoriser la construction d'une parole collective et intervenait auprès des pouvoirs publics pour aider les décideurs à prendre des décisions intégrant les priorités des habitants.

Historique de la conservation

Le fonds 207J procède d'un don, le 21 septembre 2008, de Jean-Philippe Reverdy, liquidateur des biens de l'association Fonda Rhône-Alpes, dissoute quelques semaines auparavant.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à la création et à l'administration de l'association, à ses finances et à sa comptabilité. On y trouve aussi des dossiers d'animation du tissu associatif régional (formations, groupes spécialisés, colloques) et des dossiers de communication (rapports d'étude, dossiers de presse).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Fonda Rhône-Alpes, 207J
Don en 2009. Archives privées. Communication libre
Instrument de recherche : bordereau de récolement succinct. *Importance matérielle :* 73 articles, 10,7 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1989-2008.

Fondation française des auberges de la jeunesse (FFAJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [3 mai 1946] ; 7 janvier 1947

À la Libération, certains ajistes souhaitent l'unité au sein des auberges de jeunesse (voir notice sur le MUAJ). Mais très rapidement, les conflits et les scissions se multiplient. C'est dans ce contexte que naît le projet de créer la Fondation française des auberges de la jeunesse. En 1946 sont convoqués, d'une part, les représentants des organisations laïques, confessionnelles et syndicales et d'autre part, les responsables du Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice), de la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice), des Auberges française de la jeunesse (AFJ, voir notice) et de l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice). Les pourparlers aboutissent à la création de la FFAJ le 3 mai 1946.

La FFAJ s'envisage comme un organisme technique chargé de construire des auberges. Elle laisse aux usagers leur indépendance et la possibilité de dépendre du mouvement qu'ils souhaitent. Les usagers sont néanmoins représentés nationalement au sein du conseil d'administration.

Les débuts de la FFAJ semblent prometteurs. Le 10 mai 1946, le CLAJ, réunit en assemblée générale extraordinaire, décide de rejoindre la nouvelle association. Le 11 mai, les AFJ en font autant. Le 30 juin, l'UFAJ réunis en assemblée extraordinaire choisit d'attribuer ses biens à la FFAJ. Le 6 juillet, la LFAJ donne son adhésion à la Fondation sous réserve d'une modification des statuts.

Malgré ces ralliements, la FFAJ est rapidement mise en échec : en effet, le principal mouvement ajiste, le Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), et l'Office centrale des camps et des auberges de la jeunesse (OCCAJ, voir notice), fondé par l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF), sont farouchement opposés à sa création.

De ce fait, la FFAJ reste une coquille vide. Elle se dissout lors de son conseil d'administration du 2 avril 1951 et signe alors un protocole d'accord avec la Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice) qui constitue une autre tentative de regrouper les associations d'auberges de jeunesse.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été sauvegardées lors de sa dissolution mais il semble que Maurice Tadier en a conservé une grande partie. Celles-ci sont actuellement déposées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine, dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

On trouve dans le fonds Maurice Tadier des archives couvrant la période 1946-1951, liées au fonctionnement de l'association (documents statutaires et fondamentaux, comptes rendus du conseil d'administration et du bureau exécutif) et à la gestion des équipements (rapport « Éléments indispensables pour la création d'une auberge de la jeunesse » réalisé par René Châlon, éléments statistiques sur la fréquentation des auberges, projets de budget d'équipement). Le fonds renferme également des publications (bulletins, guide annuel, brochure, plaquette de propagande).

Par ailleurs, les Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine conservent le fonds Lucette Heller-Goldenberg, auteure d'une thèse sur l'histoire des auberges de jeunesse. Il contient quelques pièces concernant la FFAJ, notamment des documents statutaires (statuts, règlement intérieur, comptes rendus de réunions) et des notes dactylographiées.

Enfin, des archives concernant la FFAJ sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Éducation (Munaé).

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Heller-Goldenberg Lucette, 20140216 (ex 580J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FFAJ* : 20140216/19 (1946-1949).
 Tadier Maurice, 20140183 (ex 554J)

Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FFAJ* : 20140183/32 à 34 (1946-1951).

Musée national de l'Éducation

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Fonds de coopération de la jeunesse et à l'éducation populaire (FONJEP)

Adresse : 51 rue de l'Amiral Mouchez, 75013 PARIS
Téléphone : 01 43 13 10 30
Courriel : secretariat@fonjep.org
Site internet : www.fonjep.org

Historique du producteur

Création : [31 janvier 1964] ; 9 avril 1964
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 3 juillet 1964

Le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) est une association dite « de cogestion », c'est-à-dire gérée par les associations, l'État et les collectivités territoriales. Selon ses statuts adoptés en octobre 2011, son « fonctionnement est cogéré par les représentant(e)s des membres institutionnels et les représentant(e)s des associations pour permettre la coopération entre les membres institutionnels (État, collectivités territoriales, leurs établissements publics) et les associations et autres organismes privés sans but lucratif concourant à la cohésion sociale ».

La « cogestion » au FONJEP existe depuis sa création en 1964. Elle s'inscrit dans une volonté de Maurice Herzog, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports entre 1958 et 1966, d'instaurer un partenariat actif avec les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Il met en place à la même époque l'Association de cogestion pour les déplacements à but éducatif des jeunes (COGEDEP, voir notice), Cotravaux (voir notice) et l'Association technique interministérielle des transports (ATITRA).

La création du FONJEP a aussi pour origine la loi-programme sur les équipements sportifs et socio-éducatifs votée en 1961, qui cherche à développer les équipements pour la jeunesse comme les Maisons des jeunes et de la culture (MJC), les foyers de jeunes travailleurs, les centres sociaux, les centres de loisirs et de vacances, etc. Dès lors, se pose le problème du financement des animateurs professionnels dans ces équipements. Dès 1962, le Haut-Comité de la Jeunesse, et plus particulièrement la commission nationale Équipement et animation, aborde cette question dans ses travaux qui aboutissent en janvier 1964 à la création du FONJEP.

Seulement six associations participent à la mise en place du FONJEP : la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice), qui joue un rôle fondamental par l'intermédiaire de son délégué général Lucien Trichaud, COTRAVAUX (voir notice) avec Guy Madiot, la Fédération nationale Léo Lagrange (voir notice) avec Pierre Mauroy, l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse – Tourisme populaire (OCCAJ-TP, voir notice) avec Maurice Cayron, l'Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV) avec Louis Raillon et l'Union française des foyers de jeunes travailleurs (UFJT, voir notice) avec Jean-Marie Despinette. Très rapidement, le nombre d'associations augmente, elles sont à 63 en 1974.

À sa création, le FONJEP a deux missions principales : participer à la formation des animateurs professionnels et surtout gérer les crédits destinés à leur rémunération. Cette aide financière, couramment appelée « postes FONJEP », s'analyse comme le cofinancement par l'État, du

salaire de personnels permanents des associations. Les associations employeuses s'engagent à assurer le complément nécessaire avec le cas échéant la participation de tiers (collectivités locales notamment). En 1966, le FONJEP se voit attribuer une troisième activité : conduire des études et des recherches dans le domaine de l'animation.

La même année, le ministère de la Santé entre au FONJEP, lui conférant ainsi un caractère interministériel. En 1970 Le FONJEP est associé aux travaux d'une commission interministérielle, qui font l'objet d'un rapport : « Principes généraux agréés pour le statut des personnels professionnels d'animation socio-éducative et culturelle ». La coopération entre les pouvoirs publics, les communes et les associations se développe et permet d'établir le système des contrats de financement des postes. L'État développe son intervention dans le secteur social en créant de nombreux postes pour les foyers de jeunes travailleurs et les centres sociaux.

Dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971 sur l'organisation de la formation professionnelle continue, le FONJEP signe en 1972, avec le ministère de l'Économie et des Finances, le ministère du Travail et le secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports, une convention qui l'habilite à gérer les crédits pour la rémunération des animateurs en formation et les frais de fonctionnement des centres de formation. Le secrétariat d'État à la Formation professionnelle entre alors au FONJEP.

Dans les années suivantes, l'interministérialité du FONJEP se poursuit par l'arrivée :

- du ministère de l'Agriculture en 1979 ;
- du secrétariat d'État à l'Environnement en 1982 ;
- de la Délégation interministérielle à l'économie sociale (DIES) en 1985 ;
- du ministère de la Coopération en 1986 ;
- du ministère de la Culture en 1993 ;
- de la Délégation interministérielle à la ville (DIV) en 1994 ;
- du Fonds d'action sociale (FAS) en 1996 ;
- du ministère de la Justice en 1997.

Après une croissance continue dans les années 1970 et au début des années 1980, le FONJEP n'échappe pas aux mesures de rigueur imposées par la crise économique. Le nombre de créations de postes chute de 1983 à 1987, et en 1988 le secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports supprime 450 postes. Le taux de participation de l'État baisse de 10 % en 1987 et reste plafonné à cette hauteur jusqu'en 1990. À partir de 1988, la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) se désengage de sa participation aux frais de formation. À partir de 1988, les postes FONJEP sont accordés pour une période de trois ans, assortie d'une évaluation.

Par ailleurs, le FONJEP réalise de nombreuses études, comme par exemple une enquête sur les postes d'animateurs socio-éducatifs (1971) ; un rapport sur l'unité et la diversité de la fonction d'animateur (1974) ; une étude sur le marché du travail dans le domaine de l'animation (1975) ; un rapport appelé « rapport Vaillant » sur les évolutions possibles du FONJEP (1980) ; une enquête sur les fonctions et la formation des animateurs (1984) ; une recherche et un colloque sur les financements de la vie associative (1988) ; etc.

Aujourd'hui, le FONJEP regroupe, outre une dizaine de membres de droit (ministères, collectivités territoriales, etc.), 1063 associations nationales ou locales. Par ailleurs, par le dispositif des « postes FONJEP », il finance un peu moins de 6000 emplois associatifs, la plupart relevant du secteur de la jeunesse et de l'éducation populaire (rapport d'activité de l'année 2010).

Historique de la conservation

Après avoir réalisé un bordereau de versement, le FONJEP a confié ses archives en 2010 à la mission Archives du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports qui, après classement, les a transférées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine en juillet 2014.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds versé à la mission Archives renferme principalement les dossiers de fonctionnement du FONJEP. Outre les documents statutaires et les documents comptables (bilan, budget, comptes d'exploitation), figurent une collection complète des dossiers d'instance (assemblées générales, conseil d'administration, bureau) des origines jusqu'à la fin des années 1990. Sur la création, le fonds est d'un intérêt exceptionnel, avec des dossiers qui remontent les documents préparatoires aux manifestations du 30ème anniversaire du FONJEP, avec tout particulièrement les notes manuscrites d'entretiens de Françoise Tétard (entretiens menés en 1995 avec André Jager, Olivier Philip et René Rio).

Concernant les archives des activités, figurent les documents définitifs des études réalisées par le FONJEP ainsi que certains dossiers de recherches pour les années 1990 : dispositif FONJEP en Aquitaine, étude sur la demande sociale en Bourgogne, en Midi-Pyrénées, recherches sur le statut d'animateur, organisation de colloques, etc. Le fonds comprend, enfin, les dossiers d'affiliation des associations adhérentes : rapport d'expertise sur l'association, documents statutaires, plaquettes de présentation, correspondance, etc.

D'autres fonds publics conservés aux Archives nationales complètent les archives du FONJEP. Les archives du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, membre fondateur du FONJEP concentrent le plus grand nombre de documents, en particulier le versement 19910634 confié par la sous-direction des activités socio-éducatives – bureau des associations, qui est consacré entièrement au fond : textes généraux, assemblées générales, congrès, conseils d'administration), sa départementalisation et le statut des animateurs (1973-1984). Dans les autres versements cotés 19810155, 19810170, 19820784, 19820786, 19870741, 19880237, 19910344, 19980175, 20080154, les dossiers portent surtout sur le fonctionnement de l'association, sa création, les assemblées générales, ses statuts, conventions, budgets (1964-2005). Mais, on peut aussi trouver des documents concernant la gestion des postes FONJEP, la formation des animateurs (1964-1981) ainsi que quelques études et travaux du FONJEP (1964-1969). À noter les versements du ministère de la Santé et des affaires sociales qui renseignent sur la gestion des postes FONJEP pour les foyers de jeunes travailleurs (1971-1982) et celui du ministère du Tourisme concernant la création des postes FONJEP (1981-1983).

Signalons enfin les archives de Marcel Davaine (voir notice), ancien délégué général du FONJEP (1978-1982) déposées à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), qui concernent principalement les études et recherches menées par le FONJEP.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), 20141321
Versement en 2014. Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de versement. *Importance matérielle :* 203 articles ; 17,6 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1962-2006.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, 19910634 et 19810155, 19810170, 19820784, 19820786, 19870741, 19880237, 19910344, 19980175, 20080154
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de versement. *Dates extrêmes :* 1964-2005.
 Ministère chargé de la Santé et des Affaires sociales, 19760175, 19800102, 19810325, 19820094, 19830241, 19930655
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de versement. *Dates extrêmes :* 1971-1982.
 Ministère chargé du Tourisme, 19910749

Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de versement. *Dates extrêmes :* 1981-1983.

Institut d'histoire du temps présent

 Davaine Marcel, ARC 3005.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le producteur :* cotes 1 et 2.

Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Les Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP) sont nées dans la clandestinité en septembre 1943, de la fusion des Forces unies de la jeunesse (FUJ) et du Front patriotique de la jeunesse (FPJ). Elles se donnent pour objectif de « coordonner et fédérer l'action de la jeunesse de France » et « d'étudier ses problèmes en préparant une charte de la jeunesse ».

Les FUJP regroupent les Jeunes chrétiens combattants (JCC), les jeunes de l'Organisation civile et militaire (OCM), les Jeunesses communistes de France, l'Union des étudiants patriotiques, Sport libre, les Jeunes paysans patriotiques, l'Union des jeunes filles de France, les Jeunes Laïcs combattants, les Jeunes Protestants patriotiques, les Jeunes Francs-tireurs partisans (FTP), etc. Gilbert Pronteau, militant au Parti communiste français (PCF) en est le secrétaire national.

Le 27 décembre 1944, les FUJP et le Conseil privé des grands mouvements, regroupant principalement des mouvements de jeunesse chrétiens, s'unissent pour créer l'Union patriotique des organisations de jeunesse (UPOJ, voir notice). Le congrès des FUJP du 2 au 3 juin 1945 décide à l'unanimité de rallier les rangs de l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), mouvement de jeunesse créé par le PCF.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées. En revanche, les archives de Gilbert Pronteau déposées à l'Institut d'histoire du temps présent renferment quelques papiers intéressants.

Sources complémentaires

Institut d'histoire du temps présent (IHTP)

 Pronteau Jean, ARC 3010.
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la FUJP :* ARC 3010 5 à 8 (1943-1945).

Foyer de jeunes travailleurs Espace Colombier

Adresse : 29 rue du Colombier, 45000 Orléans
Téléphone : 02 38 42 23 30
Courriel : contact@residences-jeunes-colombier.org
Site internet : http://www.chez.com/fjtcolombier

Anciens noms du producteur

Patronage des apprentis d'Orléans
Œuvre de la jeunesse ouvrière
Association de la jeunesse ouvrière

Historique du producteur

Création : 1880

En 1880, l'Abbé de Poterat construit une maison pour y accueillir des jeunes apprentis. L'objectif de cette œuvre est alors : l'éducation morale et chrétienne de la jeunesse et sa protection face à la transformation de la société par la révolution industrielle.

En 1921, l'œuvre dépose ses statuts pour devenir l'Association de la jeunesse ouvrière. En 1956, l'association adhère à l'Union nationale des foyers de jeunes travailleurs (UFJT), devenue l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ, voir notice).

À partir de 1991, l'association change de nom et devient « Espace Colombier ». Elle gère en 2011 trois résidences.

L'association se reconnaît encore dans cet extrait de la charte UFJT : « Pour nous comme pour les jeunes que nous accueillons, le développement se fonde sur l'autonomie, l'initiative, la responsabilité, la participation active, la solidarité. Participant à la politique de la jeunesse, fidèles à notre vocation d 'éducation populaire et de promotion sociale, nous adoptons une approche globale et individualisée de chaque jeune, en utilisant à partir de l'habitat, les atouts de la vie collective enrichie par un brassage délibéré favorisant la rencontre et les échanges entre jeunes et usagers, encourageant les solidarités de proximité issues de la multiplicité des expériences, des situations, des perspectives qui sont celles de tous nos publics. C'est en aidant les jeunes à se construire personnellement que nous pouvons promouvoir leur citoyenneté et faire reconnaître leur droit de cité ».

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en deux fois aux Archives départementales du Loiret : en 1974 et en 2006.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement du patronage : comptabilité, membres, formation spirituelle, sociale et professionnelle (procès-verbaux de réunions), aide au travail (contrats d'apprentissage), activités culturelles (livrets, programmes de pièces de théâtre), rapports financiers. Il contient également des archives de Mgr Marie-Philibert de Poterat (notes, discours, comptabilité) et de l'abbé Aimable Couniou (cahiers de cours, notes), anciens directeurs de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Loiret

 Patronage des apprentis d'Orléans, 29J
Dépôts en 1974 et 2006. Archives privées. Communication soumise à autorisation du Foyer de jeunes travailleurs Espace Colombier.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 139 articles, 2,85 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1852-1950.

Foyer Duquesne de Dieppe

Adresse : 16 rue de l'Oranger, 76200 Dieppe
Téléphone : 02 35 84 20 77

Historique du producteur

Création : 1965

Le Foyer Duquesne est créé à Dieppe le 3 juillet 1965 (JO du 17 juillet) en lien avec le service de prévention du Centre régional d'études d'actions et d'informations (CREAI) de Haute-Normandie. Rapidement, une baraque est construite avec les jeunes, sur la route de Bonne Nouvelle. Dans les années 1970 et 1980, le foyer travaille largement avec les jeunes du « camp de transit ». Lorsqu'au tournant des années 1990, la ville de Dieppe décide d'urbaniser ce secteur, le Foyer Duquesne est sollicité pour accompagner les familles dans leur relogement. L'association s'est également distinguée au niveau national par son approche évaluative de la prévention.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds du Foyer Duquesne est complet et riche en raison d'une parfaite conservation depuis les origines et de l'abondante production écrite des équipes qui ont fait vivre l'association. En parallèle des dossiers de fonctionnement, il comporte une grande variété de dossiers d'activités (rapports, projets et programmes, cahiers de bord à partir de 1971, archives des antennes locales, des activités de sports et de loisirs, des activités partenariales, revue *Proue*) et de relations extérieures (avec les administrations et organismes publics et les associations).

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Foyer Duquesne, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation du producteur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 161 unités documentaires, 16,10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1962-2012.

Foyer Leclerc-de-Fourolles

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le foyer Leclerc-de-Fourolles était à l'origine un foyer d'accueil pour jeunes filles abandonnées tenu par les sœurs de la congrégation de Nevers, puis géré par une association à partir de 1968. Le foyer est fermé depuis 2007.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de l'Yonne en 2007.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds regroupe essentiellement des dossiers personnels de jeunes filles. On y trouve également des documents relatifs au fonctionnement du foyer : création, legs, statuts, organisation des activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Yonne

 Foyer Leclerc-de-Fourolles, 85J
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 196 articles, 21,6 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1925-2007.

France Nature Environnement (FNE)

Adresse : 81-83 boulevard Port-Royal, 75013, Paris
Téléphone : 01 44 08 02 50
Courriel : information@fne.asso.fr
Site internet : www.fne.asso.fr

Anciens noms du producteur

Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), 1968-1989

Historique du producteur

Création : 18 octobre 1968
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 25 avril 2005

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Elle est la porte-parole d'un mouvement qui rassemble en 2018 3 500 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, présentes en métropole et outre-mer. Son slogan est « Partout où la nature a besoin de nous ».

L'association est née de la volonté de plusieurs associations régionales et nationales de protection de la nature de s'unir pour décupler leurs forces, tout en gardant chacune son originalité et son autonomie. Le 31 octobre 1968, 18 associations créent la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN). Ce regroupement, reconnu d'utilité publique en 1976, deviendra France Nature Environnement en 1989.

Dans les années 1970, FNE se mobilise pour la sauvegarde du Parc de la Vanoise puis contribue à l'adoption de la loi sur la protection de la nature en 1976. Dans les années 1990, elle mène une campagne contre un programme de grands barrages sur la Loire, projet abandonné en 1994. Elle milite ensuite pour l'adoption d'une Charte de l'environnement, adoptée par la France en 2005. En 2007-2008, elle participe au Grenelle de l'Environnement et s'engage contre un projet de mine d'or en Guyane, également abandonné. Elle mène ensuite une campagne publicitaire sur les excès de l'agriculture intensive en 2011. En 2012, elle organise le congrès de Montreuil et réunit 7 candidats à l'élection présidentielle, dont François Hollande,

afin qu'ils s'engagent sur la biodiversité et la transition énergétique. En 2014, FNE s'oppose à la construction du barrage de Sivens, dans le Tarn : c'est dans ce contexte que décède Rémi Fraisse, bénévole dans une association locale affiliée à FNE.

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de France Nature Environnement situés au siège de l'association ainsi qu'à l'université Paris VII-Denis-Diderot ont été inventoriés par Jean-Pierre Raffin, 4e président de FNE. Un don de ces archives a été effectué en 2016 aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine par la Mission des archives du ministère de l'Écologie et du Développement durable en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE) suivi d'un nouveau don en 2021.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est classé par thèmes, ce qui correspond au plan de classement mis en place par Jean-Pierre Raffin : « Barrages et canneaux », « Chasse », « Marées noires », etc. Il est composé de dossiers techniques et juridiques, documentation, correspondance et documents audiovisuels. On trouve aussi les dossiers d'instances, publications et archives liées au réseau FNE de 1967 à 2021, ainsi que 38 affiches.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 France Nature Environnement (FNE), 217AS
Dons en 2016 et 2021. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 368 cartons, 41 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1851, 1885, 1923-1941, 1954-2021.

France Nature Environnement (FNE) Auvergne-Rhône-Alpes

Adresse : HEVEA-ETIC LYON, 2 rue Professeur Zimmermann, 69007 Lyon
Courriel : region@fne-aura.org
Site internet : https://www.fne-aura.org/

Anciens noms du producteur

Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA), 1972-2018

Historique du producteur

Création : 15 juillet 1971
Reconnaissance d'utilité publique : 1984
Agrément Jeunesse et éducation populaire : [1994]

La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature est créée le 15 juillet 1971, sous l'impulsion de Philippe Lebreton, à partir de quatre associations : le Comité de défense des sites lyonnais ou COSILYO (Ain et Rhône), la Société d'histoire naturelle de Haute-Savoie, la Société pour la sauvegarde des monuments et des sites de Savoie et la Société des sciences naturelles de la Loire.

Elle est agréée par le ministère de l'Environnement en 1978 et reconnue d'utilité publique en 1984. Elle possède l'agrément Jeunesse et Sports et l'agrément Éducation nationale. En 1996, elle obtient l'agrément pour dispenser des formations aux élus locaux.

Affiliée à France Nature Environnement (voir notice), la fédération se répartit en huit sections départementales : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie. Elle fédère 212 associations.

Historique de la conservation

Les archives ont été conservées dans différents locaux :

- 1971-1995 : 43 boulevard du 11 novembre à Villeurbanne
- 1995-2000 : 32 rue Sainte-Hélène à Lyon
- 2000-2013 : 19 rue Jean Bourget à Villeurbanne
- 2013-2018 : 77 rue Jean-Claude Vivant à Villeurbanne
- À partir de 2018 : 2 rue professeur Zimmermann à Lyon

Elles ont été déposées aux Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon en 2018.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds permet de comprendre les missions d'une association de protection de l'environnement et d'éducation populaire. Les registres de comptes rendus des assemblées générales et des conseils d'administration (cotes 297J1-2) sont significatifs.

La FRAPNA participe aussi à de nombreuses commissions tant régionales que départementales. Elle travaille en partenariat avec de nombreux interlocuteurs comme des collectivités territoriales ou des personnes privées pour développer des actions visant à protéger le patrimoine naturel mais aussi à sensibiliser, éduquer et former à la conservation de la nature et de l'environnement. Parmi ces partenaires, on retrouve les illustrateurs François Crozat (cotes 297J55-56, 297J66, 297J413-414) et Alexis Nouaihlat (cotes 297J66 et 297J356) et le réalisateur Marc Peyronnard (cotes 297J43-44 et 297J434).

Localisation du fonds du producteur

Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon

 Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, 297J
Dépôt en 2018. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 255 articles, 19 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1945-2019.

Sources complémentaires

Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon

 Fédération Rhône-Alpes pour la Protection de la Nature (FRAPNA) – Rhône, 361J
Don en 2021. Archives privées. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 255 articles, 19 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* [1945-2019].

Archives nationales – site de Pierrefitte sur – Seine

 France Nature Environnement (FNE), 217AS
Dons en 2016 et 2021. Archives privées. Communication soumise à autorisation du producteur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 368 cartons, 41 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1851, 1885, 1923-1941, 1954-2021.

France Volontaires

Adresse : 6, rue Truillot - CS 10010, 94203 Ivry sur Seine Cedex - France
Site internet : https://france-volontaires.org/

Anciens noms du producteur

Association française des volontaires du progrès (AFVP), 1963-2009

Historique du producteur

Création : 6 août 1963
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 1982

En 1963 (déclaration à la Préfecture de police de la Seine le 6 août 1963, publication au Journal officiel le 17 août 1963), dans la foulée des processus de décolonisation et en réponse au « corps de la paix » créé aux Etats-Unis par John Fitzgerald Kennedy en 1961, est créée l'Association française des volontaires du progrès (AFVP)), sous l'impulsion du ministre de la coopération Raymond Triboulet et d'un regroupement d'associations de jeunesse et d'éducation populaire. Parmi les associations à l'origine du projet, on retrouve les CEMÉA (voir notice), les EEDF (voir notice), l'UFJT (voir notice), la FNLL (voir notice), les Scouts de France (voir notice) et les FRANCAS (voir notice).

L'AFVP a pour objet de « permettre à des jeunes de manifester leur solidarité avec les populations d'autres pays en s'associant à leurs efforts et en participant à leurs côtés et à titre volontaire, à des actions liant développement économique et promotion humaine, et d'en témoigner à leur retour dans leur pays d'origine » (statuts). Elle offre pour de jeunes européens, âgés de 21 à 30 ans, la possibilité d'un engagement sous statut de « Volontaire du Progrès » (VP) pour une mission de solidarité.

En 1978, l'AFVP devient un opérateur de développement et obtient différents financements (Union européenne, Banque mondiale…) lui permettant de monter des projets sur le terrain. À cette époque, les volontaires sont quasiment les seuls acteurs à intervenir au niveau local et bénéficient d'une expertise qu'ils mettent à profit dans la construction des projets.

Dans les années 1990 et 2000, pour répondre à une augmentation du nombre de projets et d'acteurs présents sur le terrain, des équipes d'encadrement dirigées par un délégué régional sont mises en place. Les projets prennent de l'importance et son activité d'envoi de volontaires est transformée profondément. Cette stratégie entraine des réflexions et des bouleversements : les pouvoirs publics réduisent leurs subventions entrainant des plans de redressement financier.

En 2009, l'AFVP change de nom pour devenir France Volontaires. Ce changement acte la volonté de se recentrer sur le volontariat. Le volontaire est alors mis a disposition des partenaires porteurs de projets, plus compétents et plus nombreux. L'association élargit également son champ d'action : l'Afrique n'est plus le seul continent d'intervention même s'il reste le principal. De plus, France Volontaires élargit ses missions : valoriser le volontariat

dans la société française, appuyer l'ensemble des acteurs impliqués dans le champ du volontariat, contribuer à l'évolution des volontariats internationaux d'échange et de solidarité (VIES). Tout particulièrement, il lui est demandé de garantir un cadre de qualité, en réunissant en son sein les principaux ministères concernés, des collectivités territoriales et la société civile.

Le 1er janvier 2023 (arrêté du 3 octobre 2022 portant approbation de la convention constitutive publié au Journal officiel du 7 décembre 2022), France Volontaires devient un Groupement d'intérêt public (GIP). Ses missions sont recentrées autour de deux objectifs principaux :

- être une plateforme de concertation et de dialogue des acteurs du volontariat solidaire international. France Volontaires est mobilisée pour assurer le développement qualitatif et quantitatif du volontariat, dans toute sa diversité, y compris dans le cadre de la réciprocité, grâce à l'expertise de ses membres et au déploiement de programmes et d'expérimentations ambitieuses.

- être une référence en matière de volontariat international d'échange et de solidarité. France Volontaires développe des outils, notamment numériques, permettant d'orienter et de répondre au désir d'engagement responsable et éthique des candidats au volontariat, de valoriser les actions et les projets mobilisant des volontaires, et de favoriser sa reconnaissance et la démonstration de son utilité sociale.

Historique de la conservation

Suite au déménagement en juin 2005 du siège de Montlhéry dans l'Essonne à Ivry dans le Val-de-Marne, la très grande partie des archives historiques a été prise en charge par un prestataire privée à Massy. Une partie des archives (environ 15 mètres linéaires) transférées de Massy à Ivry ont été détruites. Il s'agissait essentiellement de dossiers de volontaires.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'essentiel de ce fonds d'archives est constitué de rapports d'activités rédigés par les représentants nationaux et de rapports rédigés par les volontaires, organisés par pays. On y trouve également les archives des différents services de l'association : formations, relations extérieures et programmation (organisation et création de missions). Ce fonds contient également des photographies, cassettes vidéo, bobines de films, publications, revues et maquettes.

Localisation du fonds du producteur

Prestataire privé

 France Volontaires, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation du producteur.
Instrument de recherche : bordereau de versement. *Importance matérielle* : 200 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : [1963-2005].

Grande mutualité scolaire landaise (GMSL)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1899

La Grande mutualité scolaire landaise est l'ancêtre des Pupilles de l'enseignement public des Landes qui l'a remplacé en 1964. Cette association a marqué le paysage scolaire landais pendant un siècle en tant qu'œuvre sociale de l'éducation nationale.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées aux Archives départementales des Landes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est composé de de documents généraux pour la période 1899-1961 : livres des recettes et des dépenses, bordereaux d'opérations, comptes courants et intérêts des sections, pièces comptables, cahiers et comptes rendus des opérations. On trouve ensuite les archives de la GMSL propres à chaque école mais cette partie est incomplète. Enfin, on trouve les statuts, la correspondance, des tableaux de situation des sections, des comptes rendus d'assemblées générales, des comptes rendus des instituteurs, des tableaux annuels.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Landes

 Grande mutualité scolaire landaise, 2J
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle : 12 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1899-1961.

Griffon

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Trousse-Livres, 1976-1985

Historique du producteur

Création : 1976

En 1976, la Ligue de l'enseignement (voir notice) fonde une revue consacrée à la littérature enfance et jeunesse intitulée Trousse- livres. En 1985, une partie des collaborateurs reprend et poursuit la revue sous le nom de Griffon, avec le soutien du Centre national des lettres. Une association loi 1901 est déclarée sous le nom de Griffon-Trousse livres le 16 décembre 1985. Son objet est le suivant : « création, animation, diffusion, promotion des productions audiovisuelles destinées à l'enfance et à la jeunesse ; concourir à la connaissance des écrivains, illustrateurs et autres professionnels de la littérature, du livre et de la lecture ; produire et diffuser la revue Griffon-Trousse livres ».

La revue s'adresse aux bibliothécaires, aux enseignants, aux libraires et aux professionnels de l'enfance. Chaque numéro comporte un dossier consacré à un auteur, à un illustrateur ou à un thème et des analyses critiques des dernières publications.

Sous le nom de Trousse-livres, la revue est dirigée successivement par Paul Fahy, Clément Pieuchot, Pierre Delfaud et Jacques Pelissard. Les rédacteurs en chef sont Manuelle Damamme, puis Yves Pinguilly. Sous le nom de Griffon, elle est dirigée par Jacques Pelissard. Le dernier numéro paraît fin 2013.

Historique de la conservation

Les archives sont entrées aux Archives nationales dans le cadre du PAJEP par l'intermédiaire de Jacques Pellissard, président de l'association et directeur de la publication, et Jean Bigot, trésorier de l'association et secrétaire de rédaction, après un transit par les locaux du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) en 2015.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme les documents statutaires depuis 1985, les dossiers d'activités (conférences, communication) depuis 1978, les dossiers de préparation des publications depuis 1984 et les exemplaires de la revue depuis 1978.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Archives de la revue Griffon-Trousse Livre, 20180723
Dépôt en 2015. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 8 articles, 0,8 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1978-2013.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 La Ligue de l'enseignement, 20140057
Dépôt en 2014. Archives privées.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 978 articles, 149,3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1852-2013.

Groupe d'étude du Loisir

Anciens noms du producteur

Groupe d'étude du Loisir, 1953-1969
Équipe de sociologie du loisir et des modèles culturels, 1969-1984
Équipe de recherche (ER) Temps sociaux, Âges et modèles culturels, à partir de 1984

Historique du producteur

Au début des années 1950 se développent les recherches sur le loisir, phénomène social jusque-là ignoré par la sociologie. À la suite des séminaires de Georges Friedman, sociologue au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), un groupe de chercheurs se constitue sous l'impulsion de Joffre Dumazedier (voir notice), par ailleurs une des principales personnalités de l'éducation populaire dans l'après-guerre. En 1953, cette équipe s'institutionnalise dans le cadre du Centre d'études sociologiques du CNRS, sous le nom de groupe d'étude du Loisir et de la culture populaire.

Les travaux du groupe sont d'abord centrés sur l'émergence du loisir comme caractéristique de la société industrielle. Ils portent alors sur la seule influence des déterminants économiques, sociaux, politiques ou culturels, qui limitent ou pervertissent les activités du loisir. Peu à peu, ces travaux montrent qu'en se développant le loisir se limite de moins en moins à être un complément au travail ou une compensation de celui-ci. Le loisir devient de plus en plus producteur de valeurs à tous les âges de la vie et dans toutes les catégories socio-professionnelles.

L'équipe s'achemine peu à peu vers l'étude de l'interaction des différents secteurs d'activités (professionnelles, familiales, sociales). Par conséquent, elle en vient à analyser davantage les

modèles culturels qui y sont associés selon les classes et groupes de la société. Cette évolution se traduit par le changement de nom du groupe en 1969, qui devient alors l'équipe de sociologie du Loisir et des modèles culturels et qui est alors reconnu comme équipe de recherche associée (ERA).

Dans les années 1970 et au début des années 1980, marquées par les crises et mutations de la société, l'équipe s'oriente vers l'analyse des temps sociaux. Le temps libre reste l'objet d'étude privilégiée mais il est de plus en plus appréhendé dans son interaction avec les autres temps sociaux, à l'échelle de la vie quotidienne mais aussi à l'échelle de la vie humaine, avec une préoccupation particulière pour les modèles culturels, définis comme des ensembles intégrés de traits socioculturels caractérisant une population ou un sous-groupe de cette population.

Cette évolution est entérinée en 1984 par le changement de nom et de statut du groupe qui devient l'équipe de recherche (ER) Temps sociaux, âges et modèles culturels. C'est à cette date que se produit le renouvellement de l'équipe, symbolisé par le départ à la retraite de son responsable Joffre Dumazedier. Nicole Samuel prend alors la direction de la nouvelle équipe.

Le groupe de recherche a cessé ses activités dans la deuxième moitié des années 1990.

Historique de la conservation

Les archives du groupe d'étude du Loisir étaient conservées à l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (IRESCO), centre de recherches rattaché au CNRS localisé rue Pouchet dans le 17e arrondissement à Paris et ultime implantation du groupe d'étude du Loisir.

En 2001, Madeleine Romer, un des anciens membres du groupe d'étude et trésorière de l'Association pour la diffusion de la recherche et de l'action culturelle (ADRAC, voir notice), a pris contact avec le PAJEP pour sauvegarder les archives du groupe et de l'ADRAC, qui lui est étroitement liée. Après avoir réalisé un bordereau de récolement succinct, le PAJEP a réorienté le fonds en 2003 vers les Archives nationales car il s'agissait d'un fonds constitué principalement d'archives publiques, résultant de l'activité d'une équipe de recherche CNRS (malgré la présence des archives associatives de l'ADRAC).

En 2003, une autre partie du fonds a été collectée et pré-traitée par Louis Cosnier, archiviste du CNRS. Les deux ensembles ont été fusionnés, classés et décrits de septembre 2006 à mars 2007. Les archives et les activités de l'ADRAC et du groupe d'étude du Loisir étant étroitement liées, ce travail a abouti à la constitution d'un versement unique des archives papier tandis que les enregistrements sonores d'interviews faisaient l'objet de versements séparés. Le fonds d'archives est aujourd'hui conservé aux Archives nationales.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds conservé par les Archives nationales est constitué de documents relatifs au fonctionnement (1953-1994) et aux actions du Groupe d'étude du Loisir mais aussi de l'association qui lui est étroitement liée, l'ADRAC. On y trouve aussi des comptes rendus de congrès, de colloques et de rencontres internationales consacrées aux loisirs et à la culture (1959-1984) ainsi que des documents liés à l'action internationale de l'équipe (1957-1988). Figurent également des dossiers documentaires thématiques (1948-1985), des papiers liés aux séminaires dispensés (1961-1983) ainsi que des écrits de Joffre Dumazedier et de ses collaborateurs (1953-1993).

Ce versement comprend de nombreux dossiers concernant les enquêtes sur les pratiques culturelles dans la ville d'Annecy (1954-1988). Mais, pour la première enquête réalisée dans les années 1950, des archives intéressantes sont également conservées dans le fonds Dumazedier, aux Archives départementales de la Haute-Savoie.

Il est aussi nécessaire de consulter les archives privées de Joffre Dumazedier conservées par les Archives nationales. Un certain nombre de documents liés au Groupe d'étude du Loisirs et à l'ADRAC figurent, en effet, dans ce fonds.

Par ailleurs, il semble important de consulter les archives de l'association nationale Peuple et culture (PEC, voir notice) déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne, car, outre Joffre Dumazedier, de nombreux chercheurs du groupe d'étude du Loisir ont milité dans cette association, comme par exemple Marie-Françoise Lanfant, Geneviève Poujol (voir notice), Jean Hasenforder, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales

 Archives du Groupe d'étude du loisir, versements 20070196 (dossiers) et 20070301 à 20070304 (bandes sonores)
Versements entre 2003 et 2007. Archives publiques. Versement 20070196 : communication libre sauf articles 12-17, 21-29, 32, 35-38, communicables au bout d'un délai de 50 ans. Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 48 articles, 16 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1954-1993. Versement 20070301 à 20070304 : communication soumise à autorisation. *Instrument de recherche :* répertoires numériques.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fonds Joffre Dumazedier, **cotation en cours**
Don, 2003. Archives privées librement communicables, consultables aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine à compter de janvier 2013. *Instrument de recherche :* répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 94 articles, 14 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1914-2007.

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Peuple et culture Haute-Savoie, 75J
Dépôts en 1987, 1988 et 1994. Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC Haute Savoie.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 265 articles, 30,45 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1942-1993.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 428 articles, 42 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-2002.

Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (GEROJEP)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms

Groupe des 40 mouvements, 1958
Groupe d'études et de recherches des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, 1958-1959

Historique du producteur

Création : 1958

Le GEROJEP était une coordination d'associations qui s'est constituée aux lendemains de l'arrivée au pouvoir du général De Gaulle, dans un pays bouleversé par la guerre d'Algérie. À

la fin de juillet 1958, plusieurs associations du secteur jeunesse et éducation populaire se regroupèrent sous le nom de « Groupe des 40 mouvements ». Elles rédigèrent, le 8 août 1958, un manifeste déclarant : « inquiètes des initiatives menaçantes qui ont été prises à l'égard de la jeunesse en Algérie et face à l'incertitude qui règne dans le domaine des projets gouvernementaux, les associations soussignées se sont réunies pour mettre en commun leurs réflexions et préciser leurs vœux ».

Le groupe des 40 devint rapidement le Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (GEROJEP). Il représentait une palette très large de mouvements, d'institutions et de syndicats « divers par leurs tendances philosophiques et par leurs méthodes pédagogiques, mais tous attachés aux principes démocratiques et désireux de conjuguer leurs efforts pour chercher des solutions aux principaux problèmes de la jeunesse » (extraits du manifeste du 8 août 1958). L'Assemblée générale du 16 janvier 1959 définit ainsi les conditions requises pour pouvoir adhérer à cette coordination :

- « Ne pas être une organisation affiliée à un parti politique ;
- Être une organisation à caractère national dont certaines activités sont en rapport avec la jeunesse ou l'éducation populaire ;
- Approuver le manifeste du 8 août 1958 ;
- Accepter le texte de constitution du GEROJEP ».

Le GEROJEP est toujours resté une structure souple et informelle, qui ne s'est jamais déclarée en préfecture. Il n'avait pas de permanent, et le secrétariat était effectué à tour de rôle par les organisations adhérentes. La présidence tournait tous les 3 puis tous les 6 mois. Au début des années 1960, le GEROJEP était constituée d'une assemblée générale de 53 membres, d'un comité de coordination de 8 membres et de commissions de travail temporaires. À partir du milieu des années 1960, la périodicité des réunions et des travaux du GEROJEP devint de plus en plus espacée. Néanmoins, le GEROJEP se maintint jusqu'aux évènements de mai 1968, qui virent la création d'une nouvelle coordination des organisations de ce secteur, le Comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP, voir notice).

Le GEROJEP ne fut pas qu'un lieu de coordination et de vigilance. Il voulut aussi être un espace de réflexion, comme l'indique un des noms qu'il a pris brièvement en 1958-1959 : Groupe d'études et de recherches des organisations de jeunesse et d'éducation populaire.

En 1959, il entreprit une enquête qui avait pour but d'étudier les répercussions psychologiques, morales et sociales du conflit avec l'Algérie sur les jeunes hommes appartenant à une organisation de jeunesse adhérant au GEROJEP. Pour mener cette étude, le GEROJEP obtint l'appui et le concours technique de chercheurs du CNRS, groupe d'ethnologie sociale (laboratoire de Paul-Henri Chombart de Lawe). Plus de 500 jeunes soldats répondirent à ce questionnaire de plus de quarante questions ouvertes ou fermées.

Prévue pour 1961-1962, la publication ne vit jamais le jour, bien que les travaux aient été repris à la fin des années 1980 par un groupe interdisciplinaire de chercheurs provenant d'une dizaine de laboratoires rattachés à l'Institut de recherches sur les sociétés contemporaines (IRESCO). Lors des travaux de la première période ou de la deuxième, l'artisan majeur de cette enquête fut Paul Rendu, commissaire national à la Route des Scouts de France, permanent à La vie nouvelle et sociologue au CNRS.

Historique de la conservation

Il n'y a jamais eu de fonds d'archives du GEROJEP car c'était une structure souple, sans permanent, dont le secrétariat a été tenu à tour de rôle par différentes associations.

Pour mieux connaître cette coordination, il faut consulter les archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire qui en ont été membres et qui ont assuré à certains moments le secrétariat ou la présidence (voir sources complémentaires).

Par ailleurs, les archives de l'enquête sur les répercussions de la guerre d'Algérie auprès des adhérents d'associations de jeunesse et d'éducation populaire étaient conservées chez Paul Rendu et chez deux chercheurs qui ont également participé aux travaux d'exploitation dans

les années 1980 : Chantal Mougin et Jacques Jenny. Après un pré-inventaire réalisé en 2001, le fonds a été remis en don aux Archives départementales du Val-de-Marne.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives conservées par les associations membres du GEROJEP sont principalement constituées de comptes rendus de réunion (instances, commissions, etc.), de rapports et de correspondance.

Le fonds de l'enquête sur la guerre d'Algérie comprend six ensembles de dossiers :

- la préparation du questionnaire et la réalisation de la pré-enquête ou test du questionnaire (pré-questionnaires renseignés pour les hommes comme pour les femmes puisque à l'origine, il était prévu de réaliser également une enquête sur les femmes) ;
- les questionnaires renseignés ;
- les travaux d'exploitation de la première période (1959-1963) ;
- les travaux d'exploitation de la deuxième période (1987-1990) ;
- les publications partielles des travaux (même si l'enquête n'a jamais fait l'objet d'une publication complète, les chercheurs de la deuxième période ont rédigé des articles et réalisé des travaux universitaires) ;
- des lettres écrites par les scouts de France mobilisés pendant la guerre d'Algérie et adressées à l'équipe nationale, qui éclairent singulièrement les questionnaires.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, 20140160 (ex 518J)
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1956-1991.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 512J
Dépôts entre 2001 et 2015. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le GEROJEP :* 512J 411.
 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2007. Communication libre
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le GEROJEP :* 542J 521/3 (1959-1960).
 Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture, 513J
Dépôt en 2001. Communication soumise à autorisation de la FFMJC.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le GEROJEP :* 513J 709 (1959-1968), 710 (1959-1967), 711 (1960), 1511 (1959), 1576 (1962).
 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le GEROJEP :* 522J 392 (1958-1967).

Société d'histoire du protestantisme français

 Alliance des équipes unionistes de France, 024Y
Don. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique.

Groupe de recherche et d'appui pour l'autopromotion des populations (GRAAP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1976

L'histoire du GRAAP, association loi 1901, remonte aux années 1960, avec comme point de départ les activités de formation menées par un mouvement catholique au bénéfice des paysans de Côte-d'Ivoire, afin d'améliorer les conditions de vie du monde rural.

Une fédération de groupements villageois (FGVB) œuvre jusqu'en 1975 à la réalisation de puits et de citernes, à la création de coopératives de commercialisation des produits, à la formation d'agents de santé, d'accoucheuses, etc.

En 1976, plusieurs responsables français du FGVB, établis au Burkina-Faso, créent le GRAAP et perfectionnent la méthode mise au point grâce à leur expérience. Le GRAAP est déclaré comme association loi 1901 à la préfecture de l'Isère, en 1983.

De 1976 à 1985, les responsables du GRAAP forment des animateurs de divers organismes travaillant au développement dans de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne. Puis la décision est prise d'africaniser le GRAAP par l'embauche de formateurs. Les responsables français quittent le Burkina-Faso en 1994, tandis qu'une association GRAAP/Afrique se crée sur place à Bobo-Dioulasso.

Enfin, de 1994 à 2002, après avoir obtenu un agrément comme organisme de formation professionnelle pour adultes, le GRAAP se consacre à la formation d'animateurs bénévoles ou salariés, à la demande de divers organismes et associations (par exemple le Comité catholique contre la faim et le développement (CCFD-Terre solidaire) et le Secours catholique). Les deux associations, l'africaine et la française, sont restées en étroite relation.

Le GRAAP a cessé ses activités de formation en 2003.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de l'Isère en 2007.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

Le fonds rassemble des documents sur l'éducation populaire et la coopération France-Afrique : matériel éducatif et dossiers de formation.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Isère

 Groupe de recherche et d'appui pour l'autopromotion des populations, 244J
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 20 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1974-2007.

Groupe d'études et de recherches sur l'éducation des adultes (GEREA)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Groupe de recherches d'éducation populaire, février 1966
Groupe de recherches et d'études sur l'éducation des adultes, juillet 1966
Groupe de recherches sur l'éducation des adultes, 1967

Historique du producteur

Création : 1965 ; [22 janvier 1968] ; 28 octobre 1968
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 8 juillet 1974

À partir de la fin de l'année 1965, quelques responsables d'associations se réunirent pour échanger leurs idées sur l'éducation permanente des adultes et mirent en place un groupe de réflexion informel qui prit différents noms. Le GEREA ne fut officiellement créé que le 22 janvier 1968, lors d'une assemblée générale qui se tint au siège de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice).

Le GEREA était une union d'associations qui regroupait quelques-unes des plus grandes fédérations d'éducation populaire : Fédération française des MJC (voir notice), FCSF, Culture et liberté (voir notice), La vie nouvelle (voir notice), Peuple et culture (PEC, voir notice), etc. Sa création répondait aussi au besoin d'organiser une représentation du mouvement associatif français d'éducation des adultes auprès du Bureau européen de l'éducation populaire (BEEP).

C'est autour de ces deux axes – représentation internationale et organisation d'une réflexion inter associative – que se développèrent ses activités. C'est ainsi que le GEREA intervint dans les travaux préparatoires aux lois de 1966 sur la promotion sociale et dans ceux de la loi de juillet 1971 sur la formation permanente ; qu'il accueillit en 1979 la conférence annuelle du BEEP sur le thème « Éducation des adultes et demandeurs d'emploi » ; et qu'il développa pendant plusieurs années des actions de formation pour les bénévoles des associations membres.

Dans les années 1980, il mit en œuvre des journées d'étude et des groupes de travail inter associatifs qui s'attachaient en particulier à élaborer des éléments d'analyse sur la place de l'éducation populaire dans la société civile. Il produisit également des dossiers d'information et de réflexion sur les activités de ses membres ainsi que des rapports d'études. Le GEREA cessa ses activités au début des années 1990.

Historique de la conservation

Le fonds a été répertorié en 2002 en même temps que les archives de Peuple et culture (PEC), car il se trouvait dans les locaux parisiens de cette association. Cette présence est due au fait que le GEREA a eu son siège social à PEC de 1987 à sa disparition alors que Bernard Smagghe était simultanément président du GEREA et délégué général de PEC.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers d'instances (statuts, assemblée générale et bureau) sont relativement complets, renfermant notamment des comptes rendus des premières réunions datées de 1965. Les archives d'activités sont presque inexistantes avant le début des années 1980, qu'il s'agisse des publications, études ou colloques qu'il a pu organiser. Par exemple, concernant la conférence annuelle du BEEP que le GEREA accueilli en 1979, il n'a été conservé qu'un compte rendu. On retrouve néanmoins des informations sur son organisation dans les archives d'instance.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Groupe d'études et de recherches sur l'éducation des adultes, 20140170 (ex 523J)
Dépôt en 2002. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 56 articles, 1,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1965-1991.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le GEREA :* 522J 341 (1965-1986).

Groupement des éducateurs sans frontières (GREF)

Adresse : *Adresse* : 18-26 rue Goubet, 75019, Paris
Téléphone : 01 75 64 15 09
Courriel : contact@gref.asso.fr
Site internet : http://www.gref.asso.fr

Anciens noms du producteur

Groupement des retraités éducateurs sans frontières, 1989-2015

Historique du producteur

Création : 18 mai 1990
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 25 avril 2005

Le GREF est une association créée en 1990 ayant pour but d'améliorer les conditions d'éducation dans les pays en voie de développement. Nommée Groupement des retraités éducateurs sans frontières jusqu'en 2015, elle rassemble des personnes à la retraite ayant exercé des fonctions dans le champ éducatif (enseignants, éducateurs, animateurs, formateurs) et se portant volontaires auprès d'organisations éducatives ou d'associations pédagogiques dans les pays en voie de développement. L'association se situe ainsi au croisement de la solidarité internationale et du développement des pédagogies actives.

Le GREF est créé, en effet, par un groupe d'éducateurs issus des CEMÉA, partisans du développement des peuples par l'éducation, sous la houlette de Gabriel Cohn-Bendit. Le comité de parrainage est composé de personnalités physiques – François Mitterrand, Laurent Fabius, Michel Rocard, Lionel Jospin, René Dumont, Félix Guattari, Edgar Morin – et de personnalités morales comme la Fédération Éducation Nouvelle (FEN) et les CEMÉA. Le GREF adhère également au Comité laïque pour l'éducation au développement (CLED).

Les rencontres inaugurales de la Séoube (Pyrénées) en décembre 1989 dressent un un état des lieux des pays en voie de développement, principalement ceux du Sahel, sur le plan éducatif, déterminent les formes d'aide retenues, élaborent un plan de travail et aboutissent à la rédaction d'une charte dans laquelle on peut lire : « La situation dramatique de l'école dans le tiers monde est un fait constaté de façon unanime à tous les niveaux. Il s'agit pour nous, avec ceux qui sont sur le terrain confrontés à cette situation, d'imaginer ensemble des pistes possibles, de les mettre en œuvre et d'en assumer ensemble les réussites et échecs ». Les statuts sont déposés dans le courant de l'année 1990 et Claude Vercoutère, président des CEMÉA, prend la présidence de l'association.

Dès 1990-1991, des missions exploratoires sont programmées au Burkina Faso, en Nouvelle-Calédonie et à l'île de la Réunion. D'autres suivront au Bénin, au Sénégal puis dans les pays d'Europe de l'Est (Slovaquie, Bulgarie, Pologne, République Tchèque). En 1993, Francine Best, autre présidente des CEMÉA, devient présidente. À partir de 1996, l'association s'ouvre vers des pays comme l'Afghanistan, la Palestine, le Vietnam ou Haïti. Elle renforce sa base pour atteindre 727 adhérents en 1998 et diversifie la nature de ses interventions : appui des programmes d'enseignement du français, formation de formateurs, aide aux initiatives éducatives locales, aux immigrés, etc. Elle se rapproche de l'Agence française de développement (AFD), d'organisations de solidarité internationales et du ministère des Affaires étrangères avec qui elle signe une convention de partenariat. En 2003, l'association compte 41 actions dans 30 pays et rassemble près de 500 bénévoles.

En 2011, le GREF signe une convention avec l'AFD pour engager un Projet Multi Pays (PMP). Quatre pays – Mali, Maroc, Niger et Sénégal – deviennent l'objet d'actions ciblées visant à renforcer les compétences et les capacités des acteurs locaux de l'éducation : encadrement de la petite enfance dans les communes rurales, aide à la gestion scolaire, appui aux mouvements des compagnons éducateurs, formation des directeurs d'écoles, etc. Ce projet aboutit en 2015 au colloque « Alternatives éducatives et développement ». Cette même année, le GREF engage un travail de recherche collectif aboutissant à la publication d'un ouvrage célébrant ses 25 ans d'existence.

Cinq domaines d'actions régissent les actions du GREF : « Français langue étrangère » ; « Soutien à l'enseignement formel » ; « Soutien à l'éducation non formelle » ; « Formation professionnelle ; développement local » ; « Action sociale et sanitaire ».

Historique de la conservation

Les déménagements successifs de l'association ont occasionné des pertes d'archives. Les archives historiques conservées au siège du GREF à Ivry-sur-Seine ont fait l'objet fait l'objet d'un récolement par les bénévoles de l'association entre 2018 et 2021 : elles ont été transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne en septembre 2021.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renseigne les activités d'une association atypique, à la lisière entre l'éducation populaire, l'éducation nouvelle et la solidarité internationale et montre la structuration des projets associatifs menés dans les différents continents.

Une grande partie des archives conservées sont composées de « dossiers de missions » destinés à préparer, suivre et faire le compte rendu des missions à l'étranger. Ces dossiers sont produits sous forme papier jusqu'en 2006 environ. On trouve aussi des dossiers d'instances, des comptes rendus annuels d'activités, des bilans, des documents pédagogiques et des supports de communication. De nombreux documents semblent encore être conservés par les bénévoles.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Groupement des éducateurs sans frontières, 608J
Don en 2021. Archives privées. Communication libre sous réserve des dispositions prévues par le Livre II du Code du patrimoine, notamment pour le respect de la vie privée d'une part et d'autre part par le Code de la propriété littéraire et artistique pour les droits d'auteur éventuels.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 46 articles, 4,4 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1989-2018.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 512J
Dépôts entre 2001 et 2015. Communication libre.
Cote concernant le GREF : 512J 806. *Cotes concernant les relations avec les pays en voie de développement* : 512J 771-858, 899-904.

Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN)

Adresse : 14 avenue Spinoza, 94200 Ivry-sur-Seine
Téléphone : 01 46 72 53 17
Courriel : gfen@gfen.asso.fr
Site internet : www.gfen.asso.fr

Anciens noms du producteur

L'éducation nouvelle, groupe d'études, de recherches et d'expériences éducatives, 1922-1929

Historique du producteur

Création : 17 février 1922
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 24 décembre 1992

Issu de la Ligue internationale de l'éducation nouvelle (LIEN), le GFEN est créé en 1922 à l'initiative de savants et d'éducateurs qui, au sortir de la première guerre mondiale, ont ressenti l'urgence de lutter contre l'acceptation fataliste par les hommes de la guerre comme solution. L'un de ses principes fondateurs est : « l'éducation nouvelle prépare chez l'enfant non seulement le futur citoyen capable de remplir ses devoirs envers ses proches et l'humanité dans son ensemble, mais aussi l'être humain conscient de sa dignité d'homme ».

De nombreux éducateurs, au sein du GFEN, ont nourri leur recherche de la pensée de précurseurs universels tels que Rousseau, Pestalozzi, Jacotot, Montessori, Decroly, Makarenko, Korczak, Bakulé, Freinet, Piaget, Freire. Paul Langevin, Henri Wallon, Gaston Mialaret, Robert Gloton, Henri Bassis, qui en ont été présidents ou vice-présidents, ont également contribué à forger l'identité actuelle de ce mouvement de recherche et de formation

en éducation. C'est dans la recherche de cohérence entre valeurs, comportements et pratiques, que le GFEN ne cesse d'œuvrer, sur les champs de l'enfance, de l'école, de la formation, comme dans tous les lieux où se construisent des savoirs, pour créer les conditions concrètes de la réussite de tous.

En 1929, le ministère de l'Instruction publique accorde au GFEN de siéger dans l'un de ses bureaux au musée pédagogique. Ce bureau permanent est considéré par la LIEN comme le bureau central pour les pays de langues latines (Amérique du Sud, Espagne, Italie, Portugal, Grèce, Roumanie, etc.). La même année, Paul Langevin est élu président d'honneur de l'association et en 1933, Henri Wallon en devient le président actif.

Lors du congrès du GFEN de novembre 1971, le Groupe d'études pour les méthodes actives dans l'enseignement (GEMAE) fusionne avec le GFEN. Cette association était née en 1962 de la tentative d'appliquer à l'enseignement les principes des CEMÉA. Cette fusion marque une étape importante pour le GFEN : elle lui permet d'élargir les actions menées dans le secondaire car le GEMAE était constitué principalement de militants impliqués dans les collèges, les lycées ou Écoles normales. De plus, elle permet une extension géographique dans la région du Sud-Ouest alors que le GFEN était surtout implanté dans la région parisienne et dans la région Sud-Est.

Historique de la conservation

Dans son mémoire de maîtrise (*L'histoire d'un groupe français d'éducation nouvelle de 1922 à 1962*, sous la direction d'Antoine Prost, Paris I) réalisé en 1983, Martine Le Roux-Yahel précise que les archives antérieures aux années 1960 ont disparu. Elle signale l'existence de documents intéressants concernant les quarante premières années du GFEN dans les archives personnelles de Paul Langevin (président d'honneur de l'association de 1929 à 1946), de Claude François-Unger et Aurélien Fabre.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives conservées au siège national de l'association à Ivry-sur-Seine sont très incomplètes, les archives d'instances sont par exemple très lacunaires même après les années 1960. Le GFEN possède néanmoins un dossier statutaire qui remonte à 1929 et une collection complète de sa revue *Dialogue* depuis 1971.

Martine Le Roux-Yahiel précise que la revue *Pour l'ère nouvelle* (revue mensuelle d'éducation nouvelle réalisée par la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle) est consultable et complète à la Bibliothèque nationale de France pour la période allant de janvier 1922 à 1939 (8° R 32 969) et à l'INRP (P 1315) de 1946 à 1960. Son mémoire de maîtrise est déposé et consultable sur rendez-vous à la bibliothèque du Centre d'histoire sociale du 20e siècle (9 rue Malher, 75004 Paris).

Des archives concernant le GFEN sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Éducation (Munaé), notamment des numéros de la revue *Dialogue*.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Groupe français d'éducation nouvelle, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle :* 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1929-2007.

Sources complémentaires

Musée national de l'Éducation

Des archives concernant le GFEN sont conservées au Musée national de l'Éducation (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF)

Adresse : 4 allée du Ternois, 59650 Villeneuve d'Ascq
Téléphone : 03 20 47 41 52 ; 06 72 70 27 85
Courriel : bruno.duriez@univ-lille1.fr ; mchauviere@noos.fr
Site internet : http://grmf.fr/

Historique du producteur

Création : 1982

Le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF) est créé en 1982 pour contribuer à l'histoire d'un ensemble d'associations issues de l'action catholique spécialisée qui ont, dès les années quarante, mis en place des actions familiales spécifiques à chaque milieu social : Mouvement populaire des familles (MPF, voir notice), Confédération syndicale des familles (CSF, voir notice), Consommation logement cadre de vie (CLCV, voir notice), Culture et Liberté (CEL, voir notice), Familles rurales (voir notice), etc. Selon une méthode originale, associant contractuellement des militants et des chercheurs professionnels, le groupement développe des activités de recherche diverses (campagne d'archives, journée d'études, recueil de témoignages) dont les résultats principaux donnent matière à la revue *Cahiers du GRMF*.

Par ailleurs, le GRMF joue un rôle très important dans la collecte et la sauvegarde des archives de ce secteur. Il a fait déposer aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) de nombreux fonds d'archives d'associations et de militants.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix le 18 juin 1997.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds regroupe des archives sur le fonctionnement et les activités du GRMF ainsi que des archives d'autres associations : Mouvement populaire des familles (MPF) devenu Mouvement de libération du peuple (MLP), Culture et Liberté (CEL), le Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice), la Ligue ouvrière chrétienne (LOC, voir notice). On y trouve également des papiers personnels de militants de ces associations en particulier de Georges Tamburini, des collections de périodiques et des brochures émanant de ces mouvements ou d'associations satellites.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF), 1997 016
Dépôt en 1997. Archives privées. Communication soumise à autorisation.

Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 303 articles, 22,69 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1928-2002.

Guides de France (GDF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [26 mai 1923] ; 6 juin 1930
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 12 avril 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 13 août 1943

Les Guides de France est le mouvement féminin créé par Albertine Duhamel en 1923. Le mouvement des Guides de France se définissait alors comme un « mouvement de scoutisme féminin, catholique et ouvert à tous ». Le chanoine Antoine-Louis Cornette (voir notice) en est l'aumônier général. Marie Diemer, une des fondatrices, invente les pédagogies des Jeannettes (9-12 ans) et celles des Guides aînées (17-19 ans).

Si le château de Chamarande dans l'Essonne devient le camp école national de formation pour les chefs des Scouts de France, c'est le château d'Argeronne dans l'Eure qui remplit la même fonction chez les Guides de France. En 1923, l'association compte 23 000 Guides de France. Elle développe une branche extension en 1932 pour l'accueil de jeunes handicapés. Après la Seconde Guerre mondiale, les guides sont un peu plus de 50 000.

Les Scouts de France achètent en 1952 le château de Jambville dans les Yvelines qui leur sert de centre de formation et de lieu de rassemblement. Jambville accueille en 1953 le rallye des équipes Guides de France. La même année, Marie-Thérèse Cheroutre devient commissaire général des Guides de France. Une nouvelle formulation de la loi guides est faite en présence de lady Baden-Powell.

En 1961, débute la construction du centre « Feux Nouveaux » de Melan, dans les Alpes de Haute-Provence, pour accueillir les Guides de France.

Entre 1923 et 1966, les branches des guides étaient composées des jeannettes (8-12ans), des guides (12-17 ans) et des guides aînées (17-21 ans). Après 1966, les tranches d'âge se partagent entre les farandoles (6-8 ans) ; les jeannettes (8-11ans) ; les guides (11-14 ans), les caravelles (14-17 ans), les Jeunes en marche (17-20 ans). Plusieurs unités spécifiques sont également créées : Arc-en-ciel et Vent du large s'adressent aux enfants handicapés physiques et mentaux ; Plein vent-Soleil s'adresse aux jeunes, vivant dans des quartiers défavorisés ; le scoutisme marin encourageant la pratique des activités nautiques.

Les Scouts de France et les Guides de France tentent une première tentative de rapprochement en 1976 avec la création de la branche aînée Jeunes en marche (JEM). Cette première expérience est abandonnée en 1981 et ce n'est qu'en 2004 que les Guides de France ont fusionné avec les Scouts de France pour créer les Scouts et guides de France.

Historique de la conservation

Les archives ont suivi les différents sièges sociaux des GDF de 1923 à aujourd'hui :

- 1923 à 1933 : 76 rue des Saints-Pères, Paris 7ème ;
- 1933 à 1946 : 36 rue du Montparnasse, Paris 6ème avec repli pendant la guerre à Beauregard près de Tours ;
- 1946 à 1954 : 16 rue Ernest Psichari, Paris 7ème ;
- 1954 à 1960 : 65 rue du Faubourg Montmartre, Paris 9ème ;
- 1960 à 2007 : 65 rue de la Glacière, Paris 13ème.

À signaler deux périodes d'interruption pour reconstruction du centre national en 1990-1992 et pour réaménagement en 2005- 2006 afin accueillir le mouvement unifié des Scouts et

Guides de France. Les archives des Guides de France ont été transférées pendant ces périodes au Cargui, leur centre régional de l'Ile-de-France, situé au 7 rue Emile Dubois 75014.

On note, dès la création des GdF, une fonction d'archiviste au comité directeur en la personne de Renée Boyer, secrétaire générale. À la fin des années 1960, Marie-Thérèse de Kerraoul, qui savait la valeur de l'archivage par son oncle, et A. Reille qui lui avait succédé comme présidente en 1954 ont entrepris un rangement des archives, ce qui a permis un premier regroupement par sujet et parfois par période. Les archives administratives, les revues, les productions et les photos étaient gérés par des services et des bureaux différents.

Entre 1996 et 2006, une équipe bénévole, autour de Marie-Thérèse Cheroutre, s'est attelée au classement des archives de l'association.

En 2008, les Scouts et guides de France ont remis les originaux et une copie des documents audiovisuels ainsi qu'une collection des revues des Guides de France aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

En 2019, les Scouts et Guides de France, à l'occasion de leur déménagement à Arcueil, ont confié au Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF) un peu plus de 300 ml d'archives historiques issues des Guides de France.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds présente un intérêt historique extraordinaire car les dossiers remontent aux origines de l'association.

Concernant les textes des premières années, sont conservés des manuscrits, les actes officiels, les dossiers de fonctionnement et d'activités ou évènements jusqu'à la deuxième guerre mondiale ainsi que les noms et références des principales responsables en France et en Outre-Mer. À signaler qu'il existe peu de correspondance personnelle à l'exception des lettres de Marie Diémer (une des fondatrices décédée en 1938) qui ont été remises au mouvement par les destinataires souvent de province.

La période de la deuxième guerre mondiale, grâce très certainement à la présidente de l'époque M.T. de Kerraoul, et à la vice-présidente Marguerite-Marie Michelin contient des archives qui sont souvent des témoignages sur le mouvement dans le contexte différent des 4 zones, des rencontres inter-mouvements, des relations avec l'épiscopat. Ces documents doivent être complétés par un document ronéoté (aux archives sous le titre de « Notes chronologiques ») écrit par M.T. de Kerraoul dans les années 1960, qui est sa lecture du mouvement des GDF entre 1923 et 1954, date où elle a laissé sa fonction de présidente.

Les dossiers d'instances (statuts, assemblée générale et bureau) sont relativement complets, renfermant notamment des comptes rendus et remontent à la création (assemblée générale constitutive), tout comme les archives des journées nationales, équipes nationales, de l'animation du réseau avec notamment des dossiers de correspondance avec les régions

On remarquera tout spécialement les fiches de nomination de commissaire, de responsable de secteur, d'assistante de branche, les fichiers nominatifs des cheftaines ainsi que les fiches de demande de fondation d'unité ou de reprise d'unité dans les régions depuis l'origine.

On trouve également des archives liées aux activités propres des GDF sur les rassemblements nationaux, sur les branches, sur les services (extension, international, etc.)

Concernant les relations extérieures et la participation à des organismes, le fonds renferme des documents particulièrement intéressants. Figurent les comptes rendus du Scoutisme français depuis l'origine (1941), du Scoutisme féminin français (depuis 1931). Au niveau international, il faut noter les documents de l'Association mondiale des guides et des éclaireuses (AMGE), les relations franco-allemandes, des dossiers sur les colonies et des éléments liés au camp à l'étranger ainsi qu'aux différentes activités au niveau international.

Les archives comprennent en petit nombre des archives personnelles, les « fonds particuliers » notamment celui de Jeanne Pouilly relatif à l'Afrique du nord et celui d'Angèle Berthy (éducation surveillée, Association nationale d'entraide féminine (ANEF), etc.)

À signaler la collection complète des différentes revues reliées depuis l'origine, brochures, affiches et livres édités par l'association, de nombreuses publications et travaux de recherche engagés sur l'association, la richesse du fonds photographique et de nombreux films liés au scoutisme.

Localisation du fonds du producteur

Centre national des archives de l'Église de France

 Guides de France, GDF
Archives privées. Communication soumise au règlement du CNAEF.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 300 mètres linéaires (2701 articles). *Dates extrêmes :* 1920-2017.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Scouts et guides de France, 549J
Dépôt en 2008. Archives privées. Communication libre pour les périodiques et soumise à autorisation du producteur pour les documents audiovisuels.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 296 articles pour les périodiques, 2,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1923-2008.

Guides de France, province du Bas Languedoc

Historique du producteur

Création : 1927

Le mouvement des Guides de France (GDF, voir notice) s'implante en Languedoc en 1927 sous la protection de monseigneur Mignen, évêque de Montpellier, et sous la conduite d'Hélène Béziers, directrice de pension catholique à Montpellier. La province du Bas-Languedoc est organisée au début des années 1930 et structure regroupant 5 à 6 départements selon les périodes : Lozère, Gard, Aveyron, Hérault, Aude, Pyrénées Orientales.

En 2004, les Scouts de France (SDF) ont fusionné avec les GDF pour créer les Scouts et guides de France (SGDF). À la différence des SDF et des GDF, les SGDF n'ont pas conservé de structures régionales. Il n'y a donc pas de SGDF du Bas Languedoc. Aujourd'hui, il existe un territoire SGDF de l'Hérault, issu de la fusion des structures locales SDF et GDF en 2004 (http://herault.sgdf.fr/territoire.htm#), ce qui correspond plus ou moins à un département, parfois 2 ou 3, tout cela variant selon la densité d'implantations. La province GDF du Bas Languedoc correspondait donc à plusieurs territoires SGDF actuels : Hérault, Gard-Lozère (qui couvre ces 2 départements), Sud, (qui couvre Aude et Pyrénées Orientales) et Tarn-Quercy-Rouergue (qui couvre l'Aveyron et le Tarn)

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de l'Hérault le 6 octobre 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds présente l'intérêt de permettre l'étude d'un mouvement de jeunesse féminin catholique sur plus de 75 ans, de sa création à sa fusion avec les scouts de France. On y trouve les archives administratives de la province Bas-Languedoc, les archives de la structure départementale de l'Hérault et les archives individuelles de cheftaines et de guides (carnets de chants, albums de souvenirs et de photographies).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Fonds Guides de France - Languedoc et Hérault, 178J
Don en 2009. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1925-2002.

Guilde des animateurs musicaux (GAM)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [30 janvier 1969]

Fondée en 1969 par les Francas, la GAM est une association loi 1901 qui regroupait des personnes morales et physiques, les associations départementales des Francas étant membres de droit de l'association. D'après ses statuts, elle se voulait un mouvement d'éducation ayant pour but de regrouper les créateurs (auteurs - compositeurs), les animateurs (jeunes moniteurs et monitrices d'enfants et d'adolescents, éducateurs en général) et les utilisateurs (musiciens, interprètes). L'association visait à susciter un esprit d'utilisation dynamique de la musique et des activités para-musicales. Elle cherchait à étudier et promouvoir les méthodes d'animation musicale, à rénover, réhabiliter et étendre le répertoire de chants et de danses des centres de vacances et de loisirs, foyers et clubs de jeunes et à apporter une aide aux organismes spécialisés en activités musicales ainsi qu'à ceux qui les utilisent épisodiquement. L'assemblée générale du 10 novembre 1973 décida sa dissolution (déclaration en préfecture en date du 23 mars 1974).

Historique de la conservation

Les archives de la GAM étaient conservées au siège national des Francas jusqu'en 2007, date à laquelle elles ont été récolées puis transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en même temps que le fonds des Francas.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives renferme seulement quelques papiers concernant la création et la dissolution, des comptes rendus d'instance lacunaires ainsi que quelques papiers concernant la gestion des adhérents.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J

Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 1 article (547J 976/1), 0,05 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1969-1974.

Guilde française des flûtes de bambou

Adresse : 117 rue Charles Tillon, 93300 Aubervilliers
Téléphone : 09 54 86 22 35
Courriel : contacteznous@flutes-de-bambou.com
Site internet : www.flutes-de-bambou.com

Anciens noms du producteur

Guilde française des faiseurs et joueurs de pipeaux (GFFJP), 1936-1987

Historique du producteur

Création : [1933]
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 27 janvier 1948

La Guilde est une association loi 1901, fondée en 1933 sous le patronage de *La Nouvelle Education* pour propager en France un travail d'éducation musicale ainsi que la fabrication et la sauvegarde de la qualité de ces instruments.

Depuis la création de l'association, la construction et le jeu de pipeaux de bambou sont enseignés en classe ou en stage de formation musicale. Chaque élève construit lui-même son propre instrument, ce qui lui permet de découvrir une à une les notes de la gamme et de se familiariser avec la musique. La fabrication et la décoration des pipeaux ainsi que la musique sont parallèlement enseignées dans les cours de la Guilde. Elle organise également un stage annuel de musique, des cours, des week-ends, et forme les professeurs. En effet, ils doivent être titulaires d'un certificat d'aptitude décerné par la Guilde pour enseigner.

Le répertoire des pipeaux de bambou comprend des transcriptions de musique ancienne, des arrangements d'airs populaires, ainsi que des compositions contemporaines spécialement écrites pour ces instruments.

À l'origine de cette initiative, figure la découverte en 1927 dans le fonds d'un tiroir d'un pipeau de berger sicilien par une anglaise, Margaret James. Enseignante et musicienne de la banlieue de Londres, elle voulait, pour ses élèves de milieu populaire, un instrument de musique de qualité et bon marché. Elle eut alors l'idée d'utiliser le pipeau de bambou comme instrument de musique d'ensemble et comme moyen d'initiation. Avec ses élèves, ils décidèrent de chercher à construire eux aussi leurs propres instruments constitués de morceaux de bambou. Après plusieurs essais, ils réussirent à fabriquer des pipeaux d'une jolie sonorité qui pouvaient s'accorder entre eux : l'ensemble était formé.

Cette expérience s'étendit à l'étranger avec la création de nombreuses écoles et groupements de jeunes de différents pays. L'association anglaise nommée *Piper's Guild* joua un rôle important dans la création de la Guilde des faiseurs et joueurs de pipeaux en France.

Deux personnalités ont joué un rôle capital dans cette association : William Lemit (voir notice) qui a réalisé de nombreux chansonniers et Henriette Goldenbaum (surnommée « Fauvette »), diplômée de la *Pipers' Guild* d'Angleterre, qui a été à ses débuts professeur de la Guilde à Paris. En 1934, elle est nommée membre conseillère puis devient secrétaire générale de la Guilde tout en participant à de nombreuses conférences et démonstrations.

Les liens entre la Guilde et les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) ont toujours été très étroits, la plupart des membres actifs de la Guilde

étaient instructeurs des CEMÉA, Musique et Danse, comme Gisèle Coantanroc'h, Henriette Goldenbaum, William Lemit (voir notice), etc.

La Guilde française fait partie de la Fédération Internationale des Guildes de Pipeaux qui regroupe l'Autriche, le Danemark, la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la Grèce, les Pays-Bas et la Suisse. L'Allemagne et le Japon ont des groupes de joueurs associés. Peut y adhérer toute personne pouvant présenter un pipeau de bambou bien accordé et de bonne sonorité. Tous les cinq ans, un cours international d'une semaine offre aux joueurs environ deux cents places. Il a lieu successivement dans l'un des pays membres. En 1991, ce cours a eu lieu en France. Dans l'intervalle est organisé un cours pour professeurs qui réunit en général une centaine d'entre eux. La fédération internationale organise également des séjours de vacances pour les jeunes à partir de 14 ans.

Historique de la conservation

Le fonds de l'association était conservé dans une armoire au siège national des CEMÉA à Paris, où la Guilde tient ses réunions. Un récolement succinct a été réalisé en avril 2001. Par la suite, l'ensemble des archives a été rassemblé en un versement aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2008. L'ensemble des dossiers est ainsi parvenu conditionné dans 10 boîtes d'archives, certains dossiers dans des pochettes Kraft avec la présence d'un album de photographies.

La plupart des documents étaient en bon état de conservation, cependant il était nécessaire de reconditionner les documents dans des pochettes neutres, en particulier les photographies et les négatifs, selon les normes de conservation en vigueur.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne est constitué de documents couvrant l'ensemble des activités de l'association, celle-ci assurant des cours, des formations et la production de chansonniers et de publications. Ces documents couvrent une période vaste, allant des années 1930 aux années 2000.

Ces archives s'avèrent intéressantes car elles démontrent quels types de chansons étaient utilisés à l'époque par les joueurs de pipeaux et l'évolution du pipeau dans la musique. On pourra aussi remarquer que cette association ne se limite pas à l'activité musicale car elle dispense aussi des cours de fabrication de pipeaux et de flûtes en bambou et permet de suivre l'évolution des techniques de fabrication de ces instruments particuliers.

À partir des années 1940, des stages à l'étranger sont effectués par les membres de l'association. Il est intéressant de souligner que des relations avec d'autres associations internationales se développent entre les pays voisins, dès les années 1970, ce dont témoigne la correspondance entre ces groupements. On peut aussi remarquer les échanges importants entre l'association et les CEMÉA qui sont l'acteur principal de nombreux stages, et l'objet de quelques articles parus dans VEN (publication importante des CEMÉA). D'ailleurs des documents concernant la Guilde ont été retrouvés dans le fonds des CEMÉA.

Un groupe particulièrement actif se développe au sein de l'association entre 1956 et 1966 : le Quatuor Syrinx. Composé de quatre personnes dont Antoine Berge, le responsable, J. et M. Ève et J. Brout, il participe à de nombreux concerts et semble très actif. Dans les années 1960, le Quatuor a passé un accord avec les Éditions Costallat pour l'enregistrement de quelques disques « concert pour pipeaux », « Noël pour pipeaux », etc.

Peu de documents expliquent l'historique de l'association, à part les statuts et quelques coupures de presse. Il reste néanmoins les comptes rendus des assemblées générales présents dans le fonds (années 1930-1970) qui constituent toutefois une source supplémentaire d'informations sur l'association. Le lecteur pourra également se reporter au « bulletin » de l'association pour plus de précisions. Ce document est au départ d'une périodicité annuelle :

il ne renferme que le compte rendu de l'assemblée générale, mais progressivement il s'étoffe et comprend alors le rapport d'activité, le rapport moral, etc. À partir des années 1970, il devient bisannuel tout en conservant les documents décrits précédemment mais renferme des informations qui nous permettent de le considérer comme un véritable bulletin interne.

Il est à signaler qu'une part importante du fonds est constituée de photographies qui retracent l'évolution des activités de l'association dès ses débuts jusqu'aux années 2000. Enfin, l'une des particularités de ce versement réside dans la présence de nombreuses publications de chansons utilisées par l'association ou écrites par William Lemit (voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Guilde française des flûtes de bambou, 565J
Don en 2008. Archives privées. Communication libre sauf documents portant atteinte à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 19 articles, 1,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1930-2004.

Heures musicales du Périgord

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'association Heures musicales du Périgord a été à l'origine de diverses commandes de théâtre musical. L'idée de base consistait à allier les moyens locaux - surtout les prestations chorales - aux éléments professionnels : les instrumentistes, recrutés essentiellement parmi les professeurs du conservatoire de Périgueux ou des conservatoires du Sud-Ouest, et les chanteurs solistes, de cote internationale.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de la Dordogne en 2002-2003 par l'Amicale laïque de Chancelade.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de statuts, programmes, dossiers, conférences de presse, opéras, ateliers de recherche et de création musicale.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Dordogne

 Fonds de l'association Heures musicales du Périgord, 98J
Dépôts en 2002-2003. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1955-1990.

Hygiène par l'exemple Hygiène par l'exemple (HPE)

Adresse : 80 bd Montparnasse, 75014 Paris
Téléphone : 01 43 20 91 27
Courriel : hpe.vacances@free.fr
Site internet : www.hpe.asso.fr

Historique du producteur

Création : 1920
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 1952
Reconnaissance d'utilité publique : 4 juillet 1922

L'association est créée en 1920 sous la présidence du directeur de l'Institut Pasteur, le docteur Roux, dans le but de répandre la pratique de l'hygiène dans la population en général et parmi les enfants en particulier. HPE s'est d'abord consacrée à l'amélioration des conditions d'hygiène dans les écoles : installations de lavabos, douches, cuisines, vestiaires, service médical. Son action s'inscrit dans la lutte contre les ravages de la tuberculose.

À partir du milieu des années 1930, HPE organise sous l'impulsion de sa déléguée générale, Gisèle de Failly, des centres et des colonies de vacances appelées « maisons de campagne des écoliers ». Pour résoudre le problème de la formation du personnel, elle organise avec la Ligue française de l'Enseignement (voir notice), les Eclaireurs de France (voir notice) et la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice), un stage en 1937 à Breteuil-sur-Iton appelé « centre d'entraînement » Cette initiative est à l'origine de la naissance des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice). A la même époque en 1938, HPE est une des associations fondatrices de la Jeunesse au plein air (JPA, voir notice).

Aujourd'hui, HPE a pour activité principale l'organisation de séjours de vacances pendant les congés scolaires.

Historique de la conservation

HPE a déposé une petite partie de ses archives au Cédias-Musée social en septembre 2002. Le reste est toujours conservé au siège social de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives déposées sont toutes antérieures à 1945 : registre des procès-verbaux des assemblées générales et des conseils d'administration de la création à 1939 ; publications antérieures à 1945 (revue *Hygiène par l'exemple*) ; plus de mille photos et cartes postales qui ont fait l'objet d'un catalogue très précis. Ces dernières, qui servaient à illustrer la revue de l'association, sont conservées dans deux albums identifiés par les lettres A et B. Le premier rassemble les exemples positifs d'application des règles d'hygiène défendues par l'HPE, tandis que le second illustre les mauvais exemples pratiqués dans des établissements scolaires.

Localisation du fonds du producteur

Cedias-musée social

 Hiver printemps été, HPE
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1-10532, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1920-1945.

Institut coopératif de l'école moderne – pédagogie Freinet (ICEM)

Adresse : 10 chemin de la Roche Montigny, 44000 Nantes
Téléphone : 02 40 89 47 50
Site internet : http://www.icem-pedagogie-freinet.org/

Historique du producteur

Création : 1947
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 8 avril 1991

L'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM) - pédagogie Freinet est une association créée en 1947 par Célestin Freinet (voir notice) pour rassembler autour de lui un certain nombre de pionniers de l'éducation nouvelle et de la pédagogie qu'il a développée.

Aujourd'hui, l'ICEM qui regroupe des enseignants, des formateurs et des éducateurs, se donne pour objectifs la recherche et l'innovation pédagogiques, la diffusion de la pédagogie Freinet par l'organisation de stages, par la conception, la mise au point et l'expérimentation d'outils pédagogiques pour la classe, de revues documentaires pour les enfants, les jeunes et les enseignants, et l'édition de publications pédagogiques.

Historique de la conservation

Les archives conservées au siège social de l'association n'ont pas été expertisées, en revanche, les Archives départementales des Alpes-Maritimes conservent un fonds mouvement Freinet (192J), constitué notamment de dépôts de militants de l'ICEM.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds 192J a été conçu comme un fonds ouvert destiné à accueillir les dons de documents ayant trait à la pédagogie Freinet ainsi que les dons ou dépôt émanant d'adhérents et de militants d'associations, notamment de l'ICEM.

Sources complémentaires

Archives départementales des Alpes-Maritimes

 Fonds Célestin Freinet, 161J
Dépôts de 2001 à 2010. Archives privées. Communication libre sauf pour les documents postérieurs à 1940 (ne seront communicables qu'après la parution du second volume de la biographie d'Élise et Célestin Freinet).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 65 articles, 6,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1831-1996.
 Mouvement Freinet, 192J
Dépôts et dons à partir de 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 70 articles, 7 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1919-2000.

Institut de formation à l'animation (IFA)

Adresse : 168bis rue Cardinet, 75017 Paris

Téléphone : 01 44 85 29 80
Courriel : institut.formation.animation@wanadoo.fr
Site internet : http://www.formation-animation-ifa.fr/

Historique du producteur

Création : [4 octobre 1975] ; 21 octobre 1975
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 31 mars 1976 (agrément local)

L'IFA est créé en 1975 à l'initiative du délégué général de l'Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la Culture (UNIREG, voir notice), Lucien Trichaud. Celui-ci souhaitait mettre en place une structure de formation d'animateurs pour les fédérations régionales des MJC. D'autre part, l'IFA devait assurer la formation d'animateurs mis à la disposition de structures du type office d'animation concertée ou structures paramunicipales.

En effet, pour Lucien Trichaud, le recul de l'intervention de l'État et la mise en place d'associations comme l'Institut de formation d'animateurs de collectivités (IFAC) et Formation et démocratie (voir notice) montraient que l'animation était en train de se municipaliser. La création de l'IFA est donc inséparable de celle d'Animation et développement (voir notice) que Lucien Trichaud a mis en place à la même époque pour vendre des études à des municipalités et gérer des structures d'animation en dehors du cadre jugé contraignant des MJC. Il faut noter que l'IFA s'est heurtée à une certaine opposition des fédérations régionales, surtout celles du Sud-Ouest et n'a eu dans un premier temps qu'une dimension francilienne.

Outre les formations aux diplômes d'État Jeunesse et sports (diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation (DEFA), brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire et de la jeunesse (BEATEP)), l'IFA a organisé à partir des années 1980 des formations dans le secteur de la Petite enfance (CAP métiers de la petite enfance) et dans la filière « Agent d'accueil et d'information ».

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège social de l'association, au 168bis rue Cardinet dans le 17e arrondissement à Paris. Après récolement, la quasi-totalité des archives a été déposée en mars 2004 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Un petit dépôt complémentaire de deux boîtes d'archives a été réalisé à l'automne 2009 et un autre en 2019 de 11 boîtes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les documents statutaires et les dossiers d'instance semblent complets mais ils sont peu volumineux car l'IFA a eu une vie associative très réduite durant certaines périodes. C'est pourquoi, l'intérêt majeur de ce fonds réside dans les dossiers de formation qui remontent à la fin des années 1970. Les archives sont très instructives sur la diversification des formations proposées par cette association dans les années 1980 et surtout les années 1990. Figurent aussi des études et des enquêtes, surtout à partir des années 1990, sur les associations du réseau de l'UNIREG, de la Confédération des MJC de France (CMJCF, voir notice) et sur les associations socioculturelles, des dossiers de projets socio-culturels et quelques travaux de stagiaire – rapports de stages et de recherche. Ce fonds retrace aussi différents projets visant à amener l'art au plus près de la population.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Institut de formation à l'animation, 528J
Dépôts en 2004, 2009 et 2019. Archives privées. Communication libre sauf dossiers touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire provisoire. Importance matérielle *:* 156 articles, 16 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1975-2005.

Institut de formation de cadres et animateurs socio-éducatifs (IFCASE)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Agrément Jeunesse et éducation populaire : 8 juillet 1974

L'IFCASE a été créée au début des années 1970 par la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT, voir notice), Travail et culture (TEC, voir notice), Tourisme et travail (TT, voir notice) et des comités d'entreprises de la région parisienne. Les activités de cette association étaient dans la continuité de celles menées par les syndicats de travailleurs dans le cadre de l'éducation permanente. En orientant ses stages de connaissances générales ou spécialisées vers la formation personnelle ou professionnelle, l'IFCASE offrait des moyens de formations complémentaires, différents de ceux des trois grandes associations fondatrices.

En juin 1975, l'IFCASE fusionne avec le Centre d'éducation et de recherches culturelles (CEDIRC, voir notice) pour créer la Fédération nationale Formation et démocratie (FNFD, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives de l'association n'ont pas été retrouvées. Néanmoins, un de ses principaux fondateurs, Paul Markidès, conserve dans sa maison située dans les Ardennes, des documents relatifs à l'IFCASE. Il devrait à terme les déposer aux Archives départementales du Val-de-Marne.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives concernent le fonctionnement et les activités de l'IFCASE.

Sources complémentaires

Paul Markidès

 Paul Markidès, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de Paul Markidès (tél. : 06 60 37 24 70 ; courriel : markides.paul@wanadoo.fr).
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle : 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1970-1975.

Institut national de formation et d'application (INFA) du Centre de culture ouvrière (CCO)

Adresse : 5-9 rue Anquetil, 94736 Nogent-sur-Marne Cedex

Téléphone : 01 45 14 64 65
Courriel : siege@infa-formation.com
Site internet : http://www.infa-formation.com

Anciens noms du producteur

Institut de culture ouvrière, 1945-1954
Institut de culture ouvrière-Centre de culture ouvrière (ICO-CCO), 1954-années 1950
Centre de culture ouvrière (CCO), années 1950-1996

Historique du producteur

Création : 10 février 1954
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 17 novembre 1950

En 2011, l'INFA se définit ainsi sur son site internet: « au service de la promotion sociale, puis progressivement à l'accès à l'emploi par la formation professionnelle qualifiante, l'INFA réaffirme son attachement à des principes et des valeurs reconnus dans les milieux de la formation professionnelle des jeunes et adultes ».

De l'ICO au CCO

L'origine de l'INFA remonte à 1945, date de la création de l'Institut de culture ouvrière (ICO) par Albert Bouche, dominicain et fondateur de l'Université populaire de Marly-le-Roi (voir notice), par Gérard Esperet, militant ouvrier chrétien issu de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) et de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), et Paul par Bacon, fondateur de la Ligue ouvrière chrétienne (LOC) en 1935 devenue le Mouvement populaire des familles (MPF, voir notice). L'ICO a pour objectif de promouvoir la culture ouvrière par des pédagogies adaptées et adaptables et de développer une formation économique, sociale, civique, artistique et scientifique des travailleurs. Il est dirigé par un conseil d'administration et un conseil de mouvements, où sont représentées différentes organisations chrétiennes : la CFTC, la JOC et la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOC-JOCF, voir notice) et surtout le MPF.

Cependant, rapidement des tensions apparaissent entre les différentes organisations qui le soutiennent. Le MPF redoute la formation d'un « Front ouvrier chrétien » et, en 1949, il se détache officiellement de l'ICO. Quant à la CFTC, elle ne s'est pas engagée à réserver à l'ICO l'exclusivité de la formation de ses militants. Ses écoles normales ouvrières continuent donc de fonctionner. Dans ces conditions, l'ICO connaît des difficultés financières dès 1948-1949 : en 1951, il cesse ses activités tandis que ses responsables se dispersent. La JOC hérite de l'association et de la documentation ainsi que des agréments ministériels, notamment l'Agrément Jeunesse et éducation populaire.

La JOC réactive l'ICO en lui donnant en janvier 1954 le nom d'Institut de culture ouvrière-Centre de culture ouvrière (ICO-CCO). L'article premier des statuts est ainsi rédigé : « l'association a pour but d'aider au développement de l'enseignement et de l'éducation populaire, elle s'engage à réaliser ce programme vis-à-vis des jeunes des deux sexes. Elle pourra créer et fédérer des organismes locaux départementaux et régionaux, ayant pour objet l'éducation populaire. Pour marquer à la fois son rôle de pensée et son rôle fédérateur, l'association prend la dénomination d'ICO et de CCO, en agrégé ICO-CCO ». Mais progressivement, dans l'usage quotidien, la dénomination ICO-CCO laisse la place à celle de CCO.

Avec le CCO, une nouvelle génération de jocistes prend les rênes de l'association. C'est le cas notamment de Dominique Alunni qui a d'abord été permanent jociste à Nice, puis qui a occupé des fonctions nationales à la JOC : secrétaire général en 1954 et président en 1956. Il arrive au CCO en 1957 et en devient rapidement un des principaux dirigeants.

Progressivement, le CCO décentralise ses activités et les premiers centres locaux de culture ouvrière sont mis sur pied. En 1960, ces centres locaux se regroupent dans la Fédération des

centres locaux de l'ICO-CCO. Cette fédération n'a pas de statut propre, elle représente un organe interne et non une association autonome. Outre les centres locaux CCO, cette fédération comprend des membres associés comme les foyers de jeunes travailleurs, les MJC, les comités d'entreprise, etc. Outre la fédération, l'organisation interne de l'ICO-CCO repose sur l'institut qui organise des stages nationaux et régionaux et sur le centre d'études et de documentation qui publie des périodiques comme *Les cahiers de formation ouvrière*, *Info-Doc*, des brochures, des plaquettes, des films pédagogiques, etc.

En 1961, la Fédération des centres locaux de l'ICO-CCO et la Fédération nationale des centres de culture populaire liée au Mouvement de libération du peuple (MLP, voir notice) fusionnent pour mettre en place la Fédération nationale des centres locaux Culture et liberté, qui aura une brève existence.

La création de Culture et liberté

À partir de la fin des années 1960, le CCO participe à la création de Culture et liberté (CEL, voir notice), conjointement avec le Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice) qui date de 1951. Ces deux structures, issues de mouvements familiaux de la guerre et de l'immédiat après-guerre, ont pour origine commune la Jeunesse ouvrière chrétienne et la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOC-JOCF, voir notice) respectivement créées en 1926 et en 1928.

La création de Culture et liberté est néanmoins difficile. À cette occasion, se retrouvent autour d'un projet d'éducation populaire des militants que la scission Mouvement de libération du peuple/Mouvement de libération ouvrière (MLO) avait séparés, et des anciens jocistes de la génération suivante, comme par exemple Dominique Alunni. Les statuts de la nouvelle association sont déposés le 25 juin 1970, mains ils ne sont vraiment appliqués qu'en 1972. Il est à noter que lors de la création de Culture et liberté, le MLO est dissout mais pas le CCO, qui continue d'exister.

La création de l'INFAC et de structures proches

Sous l'impulsion de Dominique Alunni, le CCO crée dans les années 1960-1980 des structures qui souvent deviennent autonomes juridiquement tout en restant étroitement liées au CCO.

En 1963, le CCO met en place un nouveau département : l'Institut de formation professionnelle pour animateurs, cadres et personnels de collectivités locales (INFAC). Le CCO cherche, en effet, à étendre ses domaines d'intervention et veut s'orienter vers des formations pour de nouveaux métiers de l'animation dans trois secteurs :

- des foyers de jeunes travailleurs, en formant les directeurs et les animateurs ;
- l'animation en milieu urbain et les grands ensembles d'habitation (MJC, centres socioculturels, comités d'entreprises, offices d'HLM) ;
- le tourisme social et familial (maisons et villages de vacances).

L'INFAC connaît rapidement une très grande croissance. À la fin de l'année 1963, elle quitte les locaux du CCO à Paris pour s'installer à Nogent-sur-Marne. En 1968, l'INFAC devient juridiquement autonome du CCO et ses statuts sont déposés en préfecture en juin 1969. Le compte rendu de l'assemblée générale constitutive du 26 janvier 1968 précise : « en se constituant officiellement, l'INFAC ne reposera pas seulement sur le CCO, mais deviendra l'affaire de tout un ensemble d'organismes, rapprochés dans un souci commun de promotion collective ». Dans cette optique, un certain nombre d'organisations sont convoquées : le Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice), la Confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF, voir notice), la Confédération syndicale des familles (CSF, voir notice), l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCAJ, voir notice), l'Union des foyers de jeunes travailleurs (UFJT, voir notice), Villages-vacances-familles (VVF, voir notice), etc. Néanmoins, l'INFAC reste dans le giron du CCO. D'ailleurs, c'est Dominique Alunni qui est le principal fondateur de l'INFAC et qui en est à la direction.

Le développement des activités de l'INFAC aboutit, sous l'impulsion de Dominique Alunni, à la création de structures qui souvent deviennent autonomes juridiquement tout en restant étroitement liés entre elles :

- Le Centre d'information, sélection, orientation Psychorec fondé en 1967, a pour but de participer à la sélection et à l'orientation des candidats aux stages organisés par l'INFAC. Si le centre Psychorec est toujours resté dans le giron de l'INFAC et du CCO, son statut juridique a évolué. À sa création, c'était un service de l'INFAC, puis dans les années 1980, il est devenu une association à part entière. Aujourd'hui, c'est un département de l'INFA. Voici comment il se présente sur son site internet en 2011 : « le département Psychorec de L'INFA intervient dans les domaines de l'évaluation de compétences, l'orientation professionnelle, la définition de parcours de formation, la gestion de carrière, l'aide à la sélection et au recrutement de candidats dans un cadre d'entrée en formation ou de recrutement pour une fonction déterminée ».
- L'institut de formation des métiers d'art et de la communication audiovisuelle (CREAR) est créé en 1974 et devient une association à part entière le 1er février 1980. Le CREAR lui-même crée une branche en Ile-de-France appelée Institut de l'audiovisuel (IDA)
- L'Institut de formation professionnelle aux métiers du tourisme et de l'hôtellerie et de la restauration (INFATH) est instauré le 25 mars 1977 et devient une association à part entière le 1er février 1980.
- L'Union pour la promotion et la communication sociale (UPCS) a été mis en place en 1985.

En 1994, l'INFAC devient INFAC-3C et l'INFATH devient INFA FI. La même année, l'INFA-3C absorbe le CREAR. Et le 6 juin 1996, les assemblées générales du CCO, de l'INFA FI et de l'INFA 3C décident la fusion de ces associations dans le CCO. Au même moment, le CCO change de nom et devient Institut national de formation et d'application (INFA) du Centre de culture ouvrière (CCO).

Historique de la conservation

Les archives de l'INFA ont été confiées en 2007 aux Archives départementales du Val-de-Marne, sous la forme d'un don, par l'intermédiaire de son fondateur Dominique Alunni. Un bordereau provisoire a été réalisé à cette même date, il reprend le classement initié dans les locaux de l'INFA par les personnes en charge de l'archivage : Claude Racine, Madame et Monsieur Alunni.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives est d'une très grande richesse et renferme toutes les grandes étapes de l'association et des différentes structures qu'elle a créées, depuis la création de l'ICO en 1945 jusqu'aux assemblées générales de l'INFA en 2000. Il renferme :

- Les archives concernant la création, le fonctionnement, les activités de l'ICO, ICO-CCO, CCO ;
- Les archives d'un des fondateurs : Gérard Espéret en 1944-1945 ;
- Les archives de fonctionnement et d'activités de l'INFAC, CREAR, INFATH, CFTH, UPCS, IDAF.

À signaler l'existence de collections de périodiques, de dossiers de stages, de documents sonores et filmés ainsi que d'affiches, gravures et photographies.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Institut national de formation et d'application (INFA), 148J
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement succinct. Importance matérielle *:* 1699 articles, 145 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1945-2005.

Institut pour le développement, l'éducation et les échanges (IDEE) de Belfort

Adresse : École Raymond Aubert, 25 rue de la Première armée française, BP 254, 94005 Belfort Cedex
Téléphone : 03 84 28 70 96
Courriel : ideeup@voila.fr
Site internet : http://ideeup.org/

Historique du producteur

Création : 1993

Créé en 1993, l'Institut pour le développement, l'éducation et les échanges (IDEE) est une association d'éducation populaire, affiliée à l'Association des universités populaires de France (AUPF). Implanté à Belfort, l'Institut rayonne sur l'ensemble du département du Territoire de Belfort, l'est de la Haute-Saône et la partie nord du département du Doubs (zone de Montbéliard).

L'institut contribue à :

- rehausser les niveaux d'éducation, de formation, de qualification professionnelle et favoriser l'employabilité ;
- l'élévation de la connaissance par les personnes de leur environnement culturel, scientifique et technique ;
- développer l'autonomie sociale et le bien-être ;
- soutenir l'exercice d'une citoyenneté active et à ce titre promouvoir le débat public et l'éducation des citoyens ;
- soutenir l'exercice d'une citoyenneté active et à ce titre promouvoir le débat public et l'éducation des citoyens ;
- appuyer la vie associative.

Historique de la conservation

Le fonds d'archives a été donné aux Archives départementales du Territoire de Belfort, qui ont réalisé un répertoire numérique en 2008.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme les dossiers d'activités et de fonctionnement de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Territoire de Belfort

 Institut pour le développement, l'éducation et les échanges (IDEE) de Belfort, 137J
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 587 articles, 15,70 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1978-2007.

Jeune Alsace

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1945

L'association Jeune Alsace créée en 1945 menait une action dans le domaine culturel (littéraire, ciné-club, visites) en faveur des jeunes alsaciens. Elle a été dissoute en 1969.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 1997 aux Archives départementales du Bas-Rhin.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de pièces relatives au fonctionnement de l'association : publications (revues, carnets de chants), statuts, correspondance, gestion du personnel, bilans, budgets, comptes rendus d'activités, demandes de subventions, conseils d'administration.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Bas-Rhin

 Association Jeune Alsace, 88J
Don en 1997. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 7 articles, 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1907-1995.

Jeunesse agricole catholique (JAC) des Brouzils

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 2 avril 1905

La JAC des Brouzils a été créée par l'abbé Louis Guéry, avant la création de l'association nationale (voir notice). L'association proposait des jeux, des fêtes, des sessions de formation, des veillées, des chants, des journées autour de la ruralité, des prières et des moments de réflexion sur l'avenir des jeunes : l'abbé Guéry aidait les jeunes à construire leur projet et leur formation professionnelle.

Historique de la conservation

Les archives ont fait l'objet d'un prêt aux Archives départementales de la Vendée en 2010. Elles ont été entièrement numérisées pour une consultation en ligne.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds numérisé contient les statuts et règlements de l'association ainsi que ses publications.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Vendée

 Jeunesse agricole catholique (JAC) des Brouzils, 1 Num 267
Prêt en 2010. Archives privées. Communication libre en ligne, reproduction numérique sur demande. *Dates extrêmes* : [1900]-[1960].

Jeunesse agricole catholique (JAC), groupe de Beaumont

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le groupe de Beaumont était membre du réseau national de la Jeunesse agricole catholique (JAC), ancêtre du MRJC (voir notice).

Historique de la conservation

Des documents de l'association ont été déposés en 1976 aux Archives départementales des Ardennes.

Présentation des sources

Niveau de description : article

L'article est constitué de comptes rendus du cercle d'études des jeunes filles de Beaumont.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Ardennes

 Archives paroissiales, 50J
Dépôt en 1976. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article (50J 2), 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1942-1943.

Jeunesse au plein air (JPA) - Confédération des œuvres laïques de vacances d'enfants et d'adolescents

Adresse : 21 rue d'Artois, 75008 Paris
Téléphone : 01 44 95 81 20
Courriel : lajpa@jpa.asso.fr
Site internet : http://www.jpa.asso.fr/

Anciens noms du producteur

Fédération nationale des œuvres laïques de vacances d'enfants et d'adolescents (FNOLVEA), 1938-1949

Historique du producteur

Création : [2 février 1938] ; 13 avril 1938
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 7 avril 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 20 juin 1949

C'est à l'initiative de Georges Lapierre, secrétaire général adjoint du Syndicat national des instituteurs (SNI), encouragé par Jean Zay et Léo Lagrange que le Syndicat national des instituteurs (SNI), la Ligue française de l'enseignement (voir notice), la Fédération générale des pupilles de l'école publique (PEP, voir notice), la Confédération générale du travail (CGT), l'Hygiène par l'exemple (HPE, voir notice), les Jeunesses laïques et républicaines et les Unions des municipalités se rassemblent pour créer la Fédération nationale des œuvres laïques de vacances d'enfants et d'adolescents (FNOLVEA) en février 1938.

Les objectifs de cette association sont :

- de coordonner et de faciliter l'action des œuvres laïques de vacances déjà existantes et d'en favoriser la création de nouvelles ;
- de développer et perfectionner la technique et le fonctionnement des œuvres de vacances ;
- d'établir des relations avec les organisations analogues fonctionnant dans d'autres pays en vue de favoriser les séjours à l'étranger, les voyages et échanges internationaux d'enfants et adolescents.

Dès mars 1939, une circulaire du ministère de l'Éducation nationale autorise la vente dans les écoles des statuettes et cartes postales créées par l'artiste Francisque Poulbot, dont les recettes doivent faciliter le séjour d'enfants en colonies de vacances.

Dissoute pendant la deuxième guerre mondiale, la FNOLVEA se reconstitue à la Libération, elle reçoit l'agrément du ministère de l'Éducation nationale le 7 avril 1945. Plusieurs associations rejoignent ensuite la Fédération : les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice), les Éclaireurs de France (EDF, voir notice), les Francs et franches camarades (FFC, voir notice).

À partir de 1947, la Fédération renoue avec la campagne lancée en 1939 et qui n'a jamais cessé depuis cette date. La campagne s'intitule « Jeunesse au Plein Air ». En 1949, la FNOLVEA modifie ses statuts en vue de la reconnaissance d'utilité publique et prend le nom de sa campagne de collecte : Jeunesse au plein air, Confédération des œuvres laïques de vacances d'enfants et d'adolescents (JPA).

La Jeunesse au plein air a créé à partir des années 1960 des établissements à caractère social et médico-social, accueillant des jeunes présentant des troubles du caractère ou du comportement, puis des personnes polyhandicapées. Ces établissements sont situés dans trois localités : Bordeaux-Saint-Clair (Seine-Maritime), Viazac (Lot) et Lavaur (Tarn). À Lavaur est ouvert en 1976 un Centre d'Aide par le Travail (CAT), puis, en 1977, un foyer d'hébergement

Historique de la conservation

Les archives de la JPA étaient à la fois bien tenues et bien conservées matériellement. Le souci des archives remonte à la création de l'association puisqu'un archiviste est nommé au sein du bureau afin d'assurer la tenue des registres de comptes rendus de réunions. Le fonds a été récolé courant 2001, avant son transfert aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Un deuxième dépôt a été réalisé en 2022.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les premiers dossiers concernent la création de la FNOLVEA de 1937 à 1939. Ils sont liés à l'activité de Georges Lapierre qui coordonne au sein du SNI une enquête sur le fonctionnement et l'organisation des colonies de vacances pour laquelle des rapports ont été élaborés par les sections départementales. Ces rapports sont particulièrement riches de renseignements : œuvre organisatrice, administration de l'œuvre, fonctionnement, hygiène, recrutement des enfants.

Les documents fondateurs sont constitués des statuts préparatoires et définitifs, de quelques documents concernant la déclaration de l'association, de la demande de reconnaissance d'utilité publique, de correspondance. En revanche, il n'existe aucun compte rendu de l'assemblée générale constitutive, des réunions de bureau ou du conseil d'administration sur la période 1938-1940.

Pour cette période, le fonds conserve également des archives concernant la constitution des premiers comités départementaux, (notamment le comité d'Oran et le projet de création d'un comité en Tunisie) et la campagne du Petit Poulbot.

Pour la période postérieure à la deuxième guerre mondiale, les archives sont relativement complètes. Les comptes rendus des congrès, des conseils d'administration et du bureau comme ceux des journées d'études reproduisent l'intégralité des débats des séances. Les lacunes éventuelles sont compensées par la revue *Jeunesse au Plein Air* qui retranscrit une partie des débats ainsi que par des enregistrements sonores (années 1990). Les dossiers de suivi et de relations avec les comités départementaux couvrent la période 1947-1990, enfin des archives concernent les relations avec l'État : Haut-comité de la Jeunesse et des sports, Comité national des associations complémentaires de l'enseignement public (CNACEP).

Dans le domaine des activités, les campagnes de collecte sont bien représentées : comptes rendus financiers récapitulatifs des campagnes, correspondance avec le ministère de l'Education nationale, vignettes, timbres, affiches, affichettes de 1939 à 2002 (à noter quelques dessins originaux d'Henri Monier et Hervé Morvan, certains originaux d'affiches sont présentés en exposition au siège de la JPA). Enfin quelques enregistrements sonores des lancements officiels de la campagne au ministère de l'Education nationale sont conservés, avec notamment des discours de personnalités comme Vincent Auriol, président de la JPA de 1957 à 1966. La promotion, ou propagande, en faveur des centres de vacances est notamment représentée dans ce fonds par des films des années 1950-1960.

Dans le fonds sont également disponibles des dossiers de suivi des établissements de Bordeaux Saint Clair, Viazac, Lavaur par la JPA nationale : comités de gestion, relations avec la direction de ces établissements, documents financiers récapitulatifs. Cette partie du fonds est fortement lacunaire.

Le 2e dépôt agrège des archives principalement produites des années 1990 à 2010 : congrès et campagnes d'action, auxquelles s'ajoutent des documents audiovisuels et des photographies et diapositives remontant aux années 1950, dont de cérémonies de lancement de campagne de collecte de dons avec des personnalités telles que Vincent Auriol, Edouard Herriot ou Maurice Herzog.

Enfin, le fonds contient une collection de la revue *Jeunesse au Plein Air* de 1939 à 2002, les bulletins d'information et de liaison, organe interne de 1958 à 1993, une collection de *Belles Vacances*, revue réalisée par les CEMÉA, l'UFOVAL et la JPA. En revanche, les publications internes récentes tels que *Jp@ en ligne* ne sont pas présentes.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Jeunesse au plein air, 525J
Dépôts en 2003 et 2022. Archives privées. Communication libre sauf dossiers touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 541 articles, 43,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1936-2021.

Jeunesse au plein air (JPA) de la Mayenne

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Confédération des œuvres laïques de vacances d'enfants et d'adolescents de la Mayenne

Historique du producteur

Création : 1954

L'association était membre de la JPA (voir notice) avant d'être dissoute en 2016.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Mayenne en février 2018 par l'intermédiaire de Jacques Cousin.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont constituées des comptes rendus des conseils d'administration et des assemblées générales, des statuts, de correspondance et de documents relatifs à la dissolution de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Mayenne

 Jeunesse au plein air de la Mayenne, 1 J 981.
Don en 2018. Archives privées.
Instrument de recherche : inconnu. *Importance matérielle* : 1 article. *Dates extrêmes* : 1954-2016.

Jeunesse de la mer (JM)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 8 juillet 1947
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 1971

La Jeunesse de la Mer a été créée dans le but de « développer et organiser les loisirs des jeunes marins et de l'enfance maritime » et « promouvoir et travailler à l'éducation populaire maritime sous toutes ses formes (…) en dehors de toutes tendances politiques et confessionnelles ». Si elle se distingue de la Jeunesse maritime chrétienne (JMC, voir notice), ces deux associations sont toutefois intimement liées et ont eu des activités étroitement imbriquées, d'une part en raison de leurs finalités, d'autre part car elles partagent à plusieurs reprises des dirigeants communs, que leurs secrétaires généraux sont membres de droit de chacun de leur Conseil

d'administration et qu'elles ont partagé une même adresse pendant plus de vingt ans. Par ailleurs, dans un rapport d'activité de 1976, la JM se présente comme « issue de la JMC ».

Dès le début, l'association prévoit la création d'associations locales. La JM doit au préalable approuver les statuts de ces associations. Une fois cette formalité accomplie, les membres de ces associations font partie de l'association Jeunesse de la Mer au titre de membres actifs. Dès les années 1950, apparaissent les premières associations JM d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord.

En juin 1995, après une rencontre avec le Comité épiscopal de la Mer et le Secrétariat général de l'Épiscopat, il est proposé de modifier les statuts de l'association en incluant son lien avec le Comité épiscopal et la Mission de la mer, qui ont ainsi chacun un membre de droit les représentant au Conseil d'administration de l'association.

Comme la JMC, la JM est composée de deux branches : la branche « pêche » et la branche « commerce » et intervient auprès des jeunes dans les écoles. Son équipe compte de trois à quatre permanents nationaux chargés de l'animation, chacun étant responsable d'un secteur des côtes françaises (Nord, Bretagne, Sud-Ouest et Méditerranée). En plus de réaliser des tournées dans les ports, ces permanents effectuent des rencontres dans les écoles maritimes à Boulogne-sur-Mer, Le Tréport, Le Trieux, Paimpol, Le Guilvinec, Étel, Nantes, La Rochelle, Ciboure et Sète. Ils sont accompagnés dans leur mission par l'aide d'une quarantaine d'animateurs bénévoles en milieu maritime.

Au plan national, la JM propose des sessions de formation aux jeunes exerçant des responsabilités dans leur groupe et des sessions itinérantes en France et à l'étranger. Comme la JMC, elle réalise des enquêtes auprès des jeunes sur leurs conditions de travail et publie à leur attention des dossiers thématiques, notamment sur la formation et l'emploi. De même, elle fait le lien avec les jeunes marins à travers sa revue *La Jeunesse Maritime* qui paraît jusqu'en 2000.

Au plan régional, des échanges se font au sein des jeunes des différents ports et des loisirs sont organisés par le biais de voyages d'études, camps et séjours à la neige. Parallèlement, des sessions de formation et des sessions dites « inter-ports » sont assurées avec le concours de professionnels. Au plan local, elle cherche à favoriser le regroupement de jeunes marins, par la fondation d'un club ou d'une association déclarée pour « une prise de conscience collective, par les jeunes, des problèmes de leur vie de marins, sur le plan professionnel, social, culturel ». Certains de ces groupes éditent des journaux locaux. La JM a ainsi eu des antennes locales à Dunkerque, Marseille, Boulogne-sur-Mer, Le Havre, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Brest, Lorient, Saint-Nazaire, Nantes, La Rochelle, Bordeaux et Sète. Certaines de ces localités bénéficient d'un accompagnement par des prêtres locaux de la Mission de la Mer car, bien que non confessionnelle, l'association est accompagnée par un prêtre, nommé aumônier national, délégué de la Mission de la Mer auprès de l'équipe.

En mars 1968, certains membres de la JMC refusant l'appellation « chrétienne », la JM leur propose de s'affilier à elle. À partir de cette période la mention « Jeunesse maritime chrétienne » disparait peu à peu des documents, remplacée par celle de « Jeunesse de la Mer ». Dès 1970, la JMC est de moins en moins active au profit de la Jeunesse de la Mer. À partir du 1er janvier 1972, le personnel employé par la JMC est transféré à la JM et en 1978, la JMC cesse ses activités. La JM, elle, les poursuit bien que modestement : en 1978, elle regroupe 3 400 jeunes : 1 200 à la pêche, 1 800 au commerce et 400 en école. À partir de 1979, articulée autour de trois mots clés – « Amitié, responsabilité, solidarité » –, elle se développe en Bretagne et compte vingt-huit groupes locaux répartis sur l'ensemble du littoral français.

Dans les années 1980-1990, les difficultés économiques du secteur maritime (chômage des jeunes marins, diminution des effectifs et des salaires, délimitation des zones de pêche et instauration de quotas, ainsi que la révision de la politique commune de la pêche) fragilisent le secteur. Seule association « à prendre en considération les besoins culturels des jeunes marins », elle intervient, notamment lors de meetings de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) ou de congrès de syndicats professionnels, et fait des déclarations officielles pour dénoncer les difficultés vécues par les jeunes marins. Mais le mouvement connait des difficultés structurelles et financières : lié au Comité épiscopal de la Mer et composante de la Mission de la Mer par la modification de ses statuts en 1996, la réalisation d'activités cultuelles refait

surface dans ses objectifs. Disposant de peu de moyens humains et financiers, la vie associative de la JM s'éteint progressivement à partir des années 2000. Après 2002, la Mission de la Mer tente de relancer le mouvement, sans succès. La date de dissolution officielle de l'association n'est pas connue.

Historique de la conservation

Un premier dépôt est effectué au CNAEF en décembre 1984 par le président de la Mission de la Mer, René Bedel, pour le compte de la Mission de la Mer et de la Jeunesse de la Mer, mêlant archives de la JMC et archives de la JM. Au début des années 2000, l'ensemble de ces boîtes est coté 9 LA et un inventaire détaillé est réalisé.

En 2006, un second ensemble provenant de la Jeunesse de la Mer est déposé par Pierre-Olivier Greil et Agnès Piolle. Ce dépôt d'environ huit mètres linéaires contient quasi-exclusivement les archives de la JM. Il est coté 34 LA et le contrat de dépôt inclut les archives entrées en 1984. Ce dépôt a été transformé en don à la faveur de la dissolution du mouvement, dans les années 2000 et son rattachement à la Mission de la Mer. Le classement a été achevé en 2019 en même temps que les archives de la JMC.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Une part non négligeable des archives du premier dépôt a été victime d'une inondation dont l'occurrence et l'origine sont inconnues (de nombreux documents portent des traces d'humidité, voire de moisissures, les pièces les plus endommagées ayant été retirées, éliminées et remplacées par des copies).

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association : rapports, comptes rendus de réunions, correspondance, circulaires, pièces comptables récapitulatives. Original car dédié au milieu maritime, il concerne également la JMC. Peu de documents traitent des débuts de la JM qui sont surtout représentés par les collections de périodiques.

Les rassemblements et les activités éducatives du mouvement sont illustrés par une collection significative de documents iconographiques (affiches, diapositives, plans et photographies), ainsi que des documents audiovisuels (cassettes audio et bande magnétique) et quelques objets.

Les archives traduisent un foisonnement d'activités diverses mises en œuvre pour assurer la liaison entre les jeunes marins : dossiers de rassemblements, de rencontres, de sessions et de voyages d'études, enquêtes annuelles, programmes d'années, recueils de témoignages, dossiers thématiques et bulletins. Parallèlement, les dossiers concernant les relations avec les branches et les groupes locaux, ainsi que les comptes rendus de tournées des ports sont particulièrement intéressants pour étudier l'impact réel du mouvement sur le terrain. Au-delà de la seule activité du mouvement, ces archives permettent de percevoir la vie des jeunes marins du littoral français dans la seconde moitié du XX^{e} siècle.

Localisation du fonds du producteur

Centre national des archives de l'Église de France

 Jeunesse de la mer, 34 LA
Dépôt en 2006 (transformé en don). Archives privées. Communication soumise à un délai de 30 ans (demande de dérogation possible).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 76 articles, 7,90 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1937-2000.

 Jeunesse maritime chrétienne et Jeunesse de la mer, 9 LA

Dépôt en 1984. Archives privées. Communication soumise à un délai de 30 ans (demande de dérogation possible).
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 404 articles, 96 boites, 9,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1916-2002.

Jeunesse et marine (JEM)

Adresse : 9 rue de la Véga, 75012 PARIS
Téléphone : 01 53 58 30 70
Courriel : siege@jem.asso.fr
Site internet : http://www.jem.asso.fr/

Historique du producteur

Création : 22 mai 1959
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 31 octobre 1967

Jeunesse et marine est une association apolitique et non confessionnelle fondée en 1959 par un dominicain Yves-Dominique Mesnard (voir notice). Elle a pour objectif de recevoir tous les jeunes, garçons ou filles, pour des vacances centrées sur le nautisme.

Jeunesse et Marine organise des stages de voile, des raids en catamaran et des croisières pour les jeunes de 7 à 17 ans. Au cours de stages organisés pendant les vacances scolaires, les jeunes apprennent à naviguer sur différents types de bateau selon le stage choisi : dériveur, optimiste, catamaran, voilier de sport, voilier de croisière.

Les enfants et les adolescents apprennent ici à devenir coéquipiers et découvrent la voile, la vie en collectivité mais aussi le littoral, le respect de l'écologie maritime et les traditions du monde de la mer. Sur le mode de la colonie de vacances, Jeunesse et Marine permet à tous les jeunes qui viennent effectuer un stage de s'initier au plaisir de la navigation en solo ou en équipage.

Au-delà des stages d'été, Jeunesse et Marine propose aux jeunes des activités associatives tout au long de l'année, qui leur permettent de se retrouver et de partager à nouveau des moments riches d'enseignement et d'amitié. Plus qu'une simple école de voile Jeunesse et Marine est aussi une école de la vie qui amène les jeunes à l'apprentissage de l'autonomie, à la prise de responsabilité, et à la découverte des valeurs de l'équipage.

Historique de la conservation

Les archives de l'association sont probablement conservées au siège national de l'association. À noter que quelques papiers concernant l'association, figurent dans le fonds d'archives déposé par son fondateur Yves-Dominique Mesnard à la bibliothèque du Saulchoir.

Sources complémentaires

Bibliothèque du Saulchoir

 Mesnard Yves-Dominique, V 629
Don. Archives privées. Communication soumise à l'accord des archivistes de la bibliothèque du Saulchoir et sur rendez-vous.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 1 article, 0,05 mètre linéaire.

Jeunesse et reconstruction (JR)

Adresse : 8-10 rue de Trévise, 75009 Paris

Téléphone : 01 47 70 15 88
Courriel : info@volontariat.org
Site internet : http://www.volontariat.org/

Historique du producteur

Création : 24 décembre 1948
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 12 juillet 1950

En avril 1948, l'Unesco organise la première Conférence des organisateurs de chantiers internationaux. La commission française pour l'Unesco lance un appel aux mouvements de jeunesse français pour encourager le développement des chantiers. En outre, l'Office de tourisme universitaire (OTU) est de plus en plus sollicité par ses correspondants étrangers pour accueillir des jeunes sur des camps de travail en France. C'est ainsi que Jean Jousselin, pasteur, membre de la commission française de l'Unesco, fonde Jeunesse et reconstruction (JR) en décembre 1948 avec Yves Brunswick et Alfred Rosier. Jean-Marius Gatheron devient le premier président de l'association, Alfred Rosier est nommé vice-président et Jean Jousselin est élu trésorier.

Le projet initial est autant d'organiser des chantiers de jeunes volontaires que de mettre en place une structure coordonnant et regroupant les mouvements de jeunesse français afin de les faire participer à la reconstruction du pays, quatre ans seulement après la Libération.

Les associations membres fondatrices de Jeunesse et reconstruction sont l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), les Camarades de la liberté, le Conseil protestant de la jeunesse (CPJ, voir notice), le Comité de coordination des associations d'échanges internationaux (CCAEI, voir notice), l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice), l'Union des grandes écoles (UGE) et l'Office de tourisme universitaire (OTU), qui joue un rôle prépondérant.

Très vite, l'association rencontre deux difficultés : les mouvements de jeunesse et personnes qui avaient adhéré au projet se désintéressent de l'association et l'association manque cruellement de moyens financiers. Le projet de structurer un organe de coordination ne rencontre pas le soutien espéré, ni auprès des pouvoirs publics, ni auprès des associations. L'Unesco, bien qu'ayant placé l'association sous son autorité morale, ne fournit pas d'aide pécuniaire à l'association. Les moyens matériels de Jeunesse et reconstruction sont donc inexistants. L'association n'a pas de budget propre et dépend totalement de l'OTU.

La dissolution est envisagée en 1950 mais l'association reconfigure son projet : la promotion des échanges internationaux supplante l'appel à la reconstruction du pays. La reconnaissance des pouvoirs publics et d'autres organismes permet de relancer l'association. Le secrétariat de la Jeunesse et des Sports délivre son agrément le 12 juillet 1950 et plusieurs ministères (Travail, Éducation nationale et Affaires étrangères) placent l'association sous leur patronage.

L'association essaie progressivement de développer ses propres chantiers et connaît un important développement durant les années 1960. L'OFAJ, qui fait partie des organismes soutenant Jeunesse et reconstruction, propose son aide pour les chantiers mêlant jeunes allemands et français. En 1959, Jeunesse et reconstruction est l'un des membres fondateurs de Cotravaux(voir notice), même si elle adopte d'abord une posture méfiante à l'égard de l'organisme de cogestion en lui demandant des garanties afin qu'il n'entrave pas l'action des associations de chantiers.

Jeunesse et reconstruction organise différents types de chantiers dont le public cible est d'abord les étudiants : chantiers de forestage, chantiers archéologiques, chantiers dans les parcs naturels, camps agricoles, etc. L'association se distingue en organisant des chantiers agricoles de cueillette de fruits : jusqu'en 1958, ce type de chantier attire plus de volontaires que les chantiers de travail.

En 1968, les jeunes responsables parisiens de l'association s'impliquent dans les événements de Mai et provoquent une véritable révolution au sein de l'association. Les locaux de la rue de Trévise (acquis en 1967) sont occupés pendant la contestation et la ronéo de l'association est mise à disposition du mouvement. Le Comité d'Action des responsables de Paris (CARP) se

constitue autour de responsables parisiens et de certains salariés, dont Ginette Grandouiller (secrétaire de l'association depuis 1948). Ses membres veulent remettre en question les structures de l'organisation.

Lors de l'assemblée générale du 27 juin, la plupart des membres anciens sont écartés dans une perspective de rajeunissement. Ses nouveaux dirigeants prônent « l'action de sensibilisation à la compréhension et à la critique de la société de consommation ». Le nouveau président Gérard Jonville est un ancien et membre du CARP. Pendant l'été, la nouvelle équipe met en place le remaniement de l'association et diffuse des idées contestataires dans les chantiers. À la rentrée, une fracture s'opère entre les responsables nouvellement élus et les permanents de l'association. Ces derniers annoncent en octobre leur démission dans un communiqué. Le conflit est analysé lors du Week-end de la Toussaint à la MJC de Boulogne. Les contestataires se regroupent autour d'une « tendance Boulogne » ; en face se constitue un « comité de sauvegarde » qui soutient les permanents démissionnaires. Les deux tendances s'affrontent lors de l'assemblée générale du 26 janvier 1969. La « tendance Boulogne » en sort victorieuse. Le nouveau CA est composé pour moitié d'étudiants : sa nouvelle moyenne d'âge est de 23 ans. Les statuts 2 et 3 sont modifiés : le chantier devient un terrain pour « faire prendre conscience à ses membres des réalités sociales tant qu'internationales ». Cette prise de conscience se fera par une « réflexion critique sur la société à partir de la réalité du chantier et de la pratique de l'autogestion ».

En avril 1969, le secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports Joseph Comiti retire l'agrément et les subventions accordées à l'association, arguant que les chantiers passent au second plan devant la critique de la société et le projet d'autogestion. L'association est alors exclue de Cotravaux et le retrait des subventions la plonge dans une situation financière très délicate. La dissolution est donc envisagée à plusieurs reprises.

Une nouvelle majorité se dégage en 1974. La nouvelle équipe (7 femmes, 2 hommes pour une moyenne d'âge de 21 ans) relance l'association avec un pragmatisme entreprenant. En se lançant dans le secteur du tourisme et en développant l'autofinancement, elle recouvre l'agrément Jeunesse et éducation populaire en 1977 et ses subventions publiques. Ses nouveaux dirigeants font de Jeunesse reconstruction l'une des premières associations françaises de chantiers internationaux de jeunes.

Les années 1980 sont celles de la régionalisation. L'association ouvre deux nouveaux centres : le Grand Mas, en Auvergne, en 1979 et la Chapelle des Pénitents blancs, en Rhône-Alpes, en 1980. Ces centres sont créés pour répondre à la multiplication des chantiers sur le territoire et à un besoin de proximité dans leur organisation.

En 1987, Jeunesse et reconstruction reprend le programme international ICYE en France. L'association INCA (Intercultural Activities) est constituée en 1991 et devient un comité membre de la Fédération ICYE. INCA fonctionne pendant trois ans avant de disparaître et de transférer ses activités à Jeunesse et reconstruction.

En 1998, année du cinquantenaire, le retrait de l'agrément est de nouveau envisagé par le ministère de la Jeunesse et des Sports, qui formule trois critiques : le déroulement des chantiers à l'étranger, les statuts et l'aspect commercial développé par l'activité « voyages ». La même année, l'association cesse ses échanges internationaux dans le cadre du volontariat européen. Ces événements forcent l'association à se remettre en question et à faire évoluer ses pratiques.

Historique de la conservation

Les archives ont fait l'objet d'un classement et d'un don aux Archives nationales dans le cadre du Pajep en 2022.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives concernant les instances de l'association sont riches, la continuité de la gouvernance ayant probablement favorisé leur conservation et leur complétude. La collection des comptes rendus des conseils d'administration couvre ainsi la période 1948-2010. Les dossiers de séance des assemblées générales sont plus lacunaires à partir de 1968 : avant cette date, les comptes rendus sont consignés dans des registres.

Les archives concernant les événements de mai 1968 sont à signaler : elles permettent de retracer le déroulement de cette crise de sa genèse à sa résolution.

Les archives relatives à l'administration, bien que maigres, apportent des renseignements sur la gestion des adhésions, du personnel, des locaux et des subventions.

Les archives sur l'élaboration et l'organisation des chantiers sont centrales et rendent compte du processus global, de la formation des animateurs à l'évaluation des chantiers sur une large période allant de 1957 à 2011. Elles permettent d'apprécier le processus de régionalisation de l'association par la constitution de comités régionaux (1952-1963), qui se concrétise plus tard par la création de délégations régionales (Auvergne, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées). Le financement des actions locales de l'association constitue un ensemble important composé de notifications de subventions et conventions passées avec les collectivités de 1984 à 2011, permettant d'identifier les financeurs et les bailleurs d'ouvrages des chantiers. La période 1966-1969 est particulièrement représentée : ont été conservés des documents relatifs au matériel, des circulaires d'accès aux chantiers, des listes d'inscriptions et de présence, etc. Les tableaux de statistiques sont particulièrement intéressants : ils rendent compte du nombre de volontaires accueillis sur les chantiers en France et leurs nationalités. Concernant, enfin, l'évaluation des chantiers, un dossier notable est constitué de questionnaires soumis aux maires des communes (1966-1968).

La partie relative aux programmes internationaux retrace l'organisation de chantiers par le biais de programmes internationaux (SVE, ICYE). Elle renferme notamment des archives relatives à la constitution de l'INCA.

La partie consacrée aux relations extérieures permet d'apprécier les relations de l'association avec ses partenaires français et étrangers. Ces échanges concernent principalement l'envoi de volontaires et la promotion des chantiers internationaux.

La partie issue de la communication renseigne notamment sur les campagnes d'opinions menées de 1982 à 2006 (individualisme, sida, drogue).

Le fonds d'archives comprend, enfin, des archives photographiques et audiovisuelles.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Jeunesse et reconstruction, 20220364
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique, 7,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1948-2020.

Jeunesse étudiante chrétienne (JEC)

Adresse : 27 Rue Linné, 75005 Paris
Téléphone : 01 43 31 36 39
Courriel : contact@jecfrance.org
Site internet : http://www.jecfrance.org/

Historique du producteur

La Jeunesse étudiants chrétienne (JEC) française naît en 1929 du catholicisme social. Les étudiants qui la constituent à l'origine sont des cadres de l'Action catholique de la Jeunesse française (ACJF) : à leur tête Louis Chaudron, agrégé, et Paul Vigneaux, étudiant à l'École normale supérieure. Ils reprennent l'idée de la Jeunesse ouvrière chrétienne – fondée en 1927 – et lancent celle d'un apostolat de l'étudiant par l'étudiant. Malgré son appellation, la JEC rassemble seulement des catholiques et ne s'adresse pas uniquement aux étudiants mais à tous les jeunes scolaires de l'enseignement primaire à l'université.

Très tôt, elle affirme qu'elle ne veut pas faire de la politique, soucieuse ainsi de se démarquer de l'Action française – condamnée par Pie XI en 1926 – et de la conception d'un de ses principaux penseurs, Charles Maurras, qui utilise le christianisme pour défendre un ordre conservateur. Ces jeunes chrétiens leur opposent « le christianisme dans toute la vie » et s'ouvrent aux questions économiques et sociales. Un des objectifs majeurs du mouvement est de former des chrétiens compétents capables de prendre des responsabilités et d'avoir une influence dans le monde.

Rapidement, dès 1930 la branche féminine de la JEC se met en place. Trois mouvements de jeunesse étudiante chrétienne féminine coexistent à l'origine : la JECF Lycées et Collèges, la JECF de l'enseignement libre et la JECF des Écoles primaires supérieures (EPS). En 1950, a lieu l'union entre la JECF Enseignement libre (EL) et la JECF Lycées et Collèges (autrement dénommée JECF Classique et Supérieure). En 1956, suite à une décision de l'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA), s'unissent aux deux premières la JECF EPS devenue entretemps JECF Moderne-technique (MT).

À partir de 1965, la JECF et la JEC se rapprochent pour former un mouvement mixte. La JECF abandonne son local rue Notre-Dame-des-Champs pour s'installer dans les locaux de la JEC rue Linné. Un seul secrétariat administratif fonctionne désormais pour les deux mouvements. Progressivement, le mouvement devient mixte et le sigle de la JECF disparaît, après une période – approximativement entre 1965 et 1968 – où il était accolé au sigle de la JEC. C'est seulement en 1979 qu'est déclarée à la Préfecture de Police la dissolution du mouvement féminin.

Cellule de base, la « section » réunit quelques militants. Elle organise, une fois par mois, une « réunion de masse » où des camarades sont invités. Cette réunion est l'occasion d'un exposé sur un sujet donné, d'une partie récréative et d'une présentation de la JEC. Le reste du temps, la section se retrouve au sein de cercles d'études pour lire et commenter une page du Nouveau Testament ; après cette première étude, soit est analysée la presse du mouvement soit est organisé un travail autour des enquêtes et des questionnaires de la revue *Messages*. Des récollections et une retraite annuelle viennent compléter cette pédagogie spirituelle et en constituent les temps forts.

Au-dessus de ce premier niveau, la fédération regroupe les sections d'un même diocèse et est dirigée par une équipe de responsables fédéraux, animée par un secrétaire fédéral. Au niveau national, un secrétariat général anime l'ensemble du mouvement. Il siège tout d'abord dans un local au sein du siège de l'Action catholique de la Jeunesse française (ACJF), au 14 rue d'Assas, dans le 6e arrondissement de Paris.

Le mouvement s'organise en branches spécialisées afin d'épouser au mieux le monde scolaire et universitaire. Chaque branche correspond à une tranche d'âge et à un niveau scolaire. Peuvent par exemple être cités la branche des « Cadets » pour les plus jeunes, la branche secondaire pour les collèges et lycées et qui représentent le noyau dur du mouvement, la branche des Grandes Écoles et « Préparation ». À l'intérieur de chaque branche et à tous les niveaux de l'organisation jéciste, des aumôniers assurent l'assistance spirituelle et la formation religieuse des militants et des responsables.

La presse joue un rôle important en assurant l'unité profonde du mouvement. Dès 1929, apparaît le premier numéro de l'organe du mouvement, *Messages*, journal interne qui informe sur la vie jéciste et constitue le lien qui unit les militants des différentes branches. D'autres

revues sont mises en place par la suite s'adressant plus spécifiquement aux différentes branches.

L'évolution de la JEC est loin d'être paisible, se ponctuant de plusieurs crises internes. Dès les années 1930, les orientations de la JEC entrent en contradiction avec les positions et les convictions de la droite catholique et notamment de la Fédération nationale catholique (FNC) du Général Castelnau. Dans une controverse qui oppose l'ACJF à la FNC, la JEC désapprouve la modération dont doit finalement faire preuve l'ACJF. Cet élément sera le détonateur d'une crise au sein du Secrétariat général de la JEC qui mêle également l'impression qu'ont certains que la formation religieuse n'est pas à la hauteur de la réflexion sociale, culturelle ou politique. Malgré ces désaccords au sommet qui provoquent la désertion du Secrétariat général à l'été 1933, le mouvement continue d'exister grâce aux sections qui continuent leur travail. En 1936 a lieu la première rencontre nationale du mouvement ; elle réunit 4 000 jeunes.

La JEC se préoccupe de plus en plus d'action, une démarche qui est à nouveau inspirée de celle de la JOC (voir notice). Il faut voir, juger, et ensuite agir. D'où l'importance de l'étude et des enquêtes effectuées dans le cadre des cercles d'études, qui doivent aboutir à des actions concrètes. Ces actions sont très diverses. Elles peuvent être : le prêt de livres ; une journée de détente organisée pour des internes qui, habitant trop loin, ne bénéficient pas de sortie mensuelle ; l'organisation d'un arbre de Noël, etc.

Sollicitée par les événements politiques et sociaux des années 1930, la JEC reste méfiante envers un gouvernement socialiste soutenu par les communistes, tout en étant résolument antifasciste. De plus en plus attentive au contexte international, elle multiplie dans ses revues des articles dénonçant les totalitarismes et la politique hitlérienne considérée comme un nouveau paganisme. Pendant l'Occupation, le mouvement, désorganisé, survit plus ou moins clandestinement au Nord et au Sud de la Loire.

En 1945, le mouvement redémarre et se réorganise malgré de lourdes difficultés financières. Une collaboration internationale s'engage en 1946 : un centre de documentation et d'information (CIDI) chargé de la JEC internationale est créé à l'initiative des JEC française et canadienne.

La JEC, en tant que mouvement mandaté par l'Église pour évangéliser le monde scolaire, engage l'Église tout entière dans ses actions et son discours. Or l'Église ne souhaite pas prendre de positions à caractère politique ou social. La JEC cependant va au-delà des discours théoriques : elle s'engage socialement. Elle prend même position sur un projet de réforme de l'enseignement et informe dès 1956 les fédérations sur la pratique de la torture sur le front algérien. Elle se voit ainsi accuser de faire de la politique. Parallèlement, au sein de l'ACJF, des tensions naissent entre la JEC et la JOC portant sur une analyse différente de la société et le rôle d'un mouvement d'action catholique. Plusieurs éléments convergent pour déboucher sur une nouvelle démission des responsables nationaux des JEC-JECF en 1957. Avec cette crise de 1957, qui fait pratiquement disparaître la branche universitaire, débute une période de repli. Le JEC conserve son souci d'évangélisation mais, conformément aux souhaits de la hiérarchie, renonce à une action transformatrice. Cette renonciation dure peu de temps et rapidement les orientations du mouvement évoquent le souci d'une démocratisation de l'école et une réflexion sur la place plus large à accorder à l'école dans la société. L'action individuelle est valorisée mais doit être associée à une action sur les structures, « une action institutionnelle ».

Ces orientations entraînent un désaccord grandissant avec l'épiscopat qui craint que l'évangélisation soit abandonnée au profit des actions syndicales et politiques. Des oppositions se développent également au sein du Secrétariat général. Une visite de Mgr Veuillot en mars 1965 aux deux secrétariats nationaux – où il demande aux responsables de se prononcer sur un texte de 5 questions – entraîne la démission de la majorité des responsables. Cette crise affaiblit durablement cette fois-ci la branche universitaire, qui ne pourra jouer un rôle important en mai 68.

Les événements de mai marquent une politisation très forte des jeunes en général et les lycéens de la JEC n'échappent pas à cette tendance. En 1970, le Conseil d'Amiens manifeste le choix d'une société nouvelle avec des options situées clairement à gauche. Cette politisation fait peur et plusieurs responsables quittent le mouvement. Les lycéens jécistes participent aux

nombreuses manifestations des années 1970 notamment contre la loi Debré et la réforme Fontanet.

Cependant, à partir de 1976 et surtout de 1979, la tendance inverse s'installe dans le mouvement qui se dépolitise progressivement. Les lycéens se tournent vers d'autres centres d'intérêts : la sexualité, l'écologie, l'avortement, le nucléaire.

Historique de la conservation

Avant le traitement de ces archives, les documents étaient conservés dans un vrac contenant une importante quantité de doublons. Vingt mètres linaires de documents sur les soixante-dix initiaux ont été éliminés lors du classement effectué entre octobre 2003 et mars 2005. La grande majorité des éliminations touchaient des documents en surnombre. S'y trouvaient également des documents comptables d'intérêt secondaire dont la durée d'utilité administrative était écoulée, ainsi que de la documentation.

Aucune information sur la date du dépôt des documents au CNAEF n'est connue. Une correspondance, conservée au CNAEF, témoigne de dépôts effectués entre 1995 et 1997 par le secrétariat national de la JEC aux magasins du CNAEF rue Vauquelin. Le contrat de dépôt n'est signé qu'à la suite du classement du fonds en 2005.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les documents présents dans ce fonds concernent essentiellement la période d'après-guerre et plus précisément la période allant de 1950 à 1975. Peu de documents traitent des débuts de la JEC qui sont représentés surtout par les collections de périodiques. Le secrétariat national de la JECF est bien moins représenté que celui de la JEC et, souvent, les documents qui le concernent sont produits par les aumôniers du mouvement. Les collections des périodiques de la JECF sont très lacunaires.

Localisation du fonds du producteur

Centre national des archives de l'Église de France

 Secrétariat national de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC – fonds) et Secrétariat national de la Jeunesse étudiante chrétienne féminine (JECF – sous-fonds), 12LA
Dépôt. Archives privées. Communication selon le contrat de dépôt.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé
Importance matérielle : 641 articles, 41,78 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1929-1994.

Sources complémentaires

Centre national des archives de l'Église de France

 Versements des services de la Conférence des évêques de France (CEF)

- Secrétariat de l'Action catholique française puis Secrétariat pour l'Apostolat des laïcs, 2 CE (1931-1996).
- Assemblées plénières de l'Épiscopat français, 9 CE (1930-1992).
- Secrétariat pour l'Apostolat des laïcs, 64 CE (1947-2005).
- Comité épiscopal du monde scolaire et universitaire, 33 CO (1967-1985).
- Fonds de l'abbé Georges Guérin (1897-1996), 53 CO.
- Mission étudiante, 64 CO (1942-2003).

 Dons et dépôts

- Mouvement des cadres et dirigeants chrétiens, 8 LA (1893-2002).
- Jeunesse indépendante chrétienne (JIC), 11 LA (1925-1994).
- Papiers d'anciens dirigeants nationaux, 32 LA (1936-1968).
- Papiers d'anciens jécistes, 39 LA (1938-1991).
- Papiers d'anciens jécistes, 43 LA (1950-1965).
- Papiers d'anciens jécistes participant aux camps de Saints, 44 LA (1955-1970).
- Fonds de l'abbé Daniel Jamelot, 40 PP (1880-2000).
- Papiers de Jacques Bourraux, militant JEC, 53 PP (1945-1960).
- Papiers de Josette Delsart née Audibert, cocréatrice de la Fédération catholique des lycéennes et collégiennes à Toulouse en 1925, puis jéciste, 65 PP (1919-1931).
- Aumôniers jésuites de l'ACJF, de la JAC et de la JEC, 5 IR (1890-1979).

Bibliothèque de documentation internationale contemporaine

 Archives de la JECI (Jeunesse étudiante chrétienne internationale), répertoire numérique détaillé.

Jeunesse indépendante chrétienne (JIC)

Adresse : 3 bis rue François Ponsard, 75116 Paris
Téléphone : 01.45.25.51.12.
Courriel : jic@jic.cef.fr
Site internet : http://www.jic.cef.fr/

Historique du producteur

Création : 1935
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 25 juin 1945

Le 23 mars 1886, Albert de Mun (voir notice) crée l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice). En 1927, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice), fondée en Belgique en 1924 et dont la section française est mise en place en 1926 par l'abbé Georges Guérin, entre officiellement dans l'ACJF. Suivant cette impulsion, sont successivement créées la Jeunesse agricole catholique (JAC), la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC, voir notice) et la Jeunesse maritime chrétienne (JMC, voir notice). Dans les années 1930, l'ACJF devient une fédération de mouvements d'apostolat constitués selon l'appartenance de leurs membres à un même milieu social et professionnel.

C'est dans ce contexte, qu'est créée en 1931, la Jeunesse chrétienne (JC), regroupant ceux qui ne trouvent pas leur place dans les autres mouvements spécialisés. C'est seulement 4 ans plus tard en 1935, que le nouveau mouvement ajoute à son nom l'adjectif « indépendant » en référence à un milieu issu de la bourgeoisie et des classes moyennes et caractérisé par une situation d'indépendance culturelle, matérielle ou financière (cadres, commerçants, professions libérales, enseignants). En cette même année 1935, Marie-Louise Monnet, sœur de Jean Monnet, crée la Jeunesse indépendante chrétienne féminine (JICF).

Issu du catholicisme social, le mouvement en garde le souci de formation, d'éducation et d'apostolat actif qui transparaît dans les pratiques de la révision de vie et de l'enquête ainsi que dans la devise *Voir, Juger, Agir*. Mouvement de masse, la JIC dispose, dès ses débuts au sein de l'ACJF, de son propre journal, *Militant*.

Mené par des jeunes pour les jeunes, le mouvement s'adresse à des garçons de 17 à 27 ans, issus du milieu bourgeois (professions libérales) et des classes moyennes et déjà entrés dans le monde du travail. En 1965, la JIC ouvre une branche destinée aux lycéens.

À partir de 1960, la JIC française collabore régulièrement avec la JIC espagnole. En mars 1964, a lieu à Paris la première réunion d'une commission internationale, mixte, qui se donne comme objectif de poser les bases d'un travail en commun. Les coordinateurs en seront Paul Declais (France) pour les garçons et Francisca Mayor (Espagne) pour les filles. En juillet 1965, une

rencontre internationale à San Sebastian rassemble des représentants des mouvements d'apostolat de la jeunesse des milieux indépendants européens, mais aussi africains et américains. Un secrétariat permanent est alors constitué avec Ricardo San Ferrer (Espagne) et Lucienne Sallé (France). Les rencontres internationales de Genève (1966) et Rome (1969 et 1971) permettent d'enraciner cette collaboration et aboutissent à la création officielle de la JIC internationale en octobre 1973.

En 1978, le constat de la présence de filles dans les équipes de base amène le mouvement à faire le choix de la mixité. La JICF, elle, continue ses propositions strictement féminines et les deux mouvements suivent une évolution distincte. Ils n'ont que peu de rapports jusqu'au milieu des années 1990.

Le conseil national (assemblée générale du mouvement) se réunit tous les ans à la Pentecôte ; y participent les militants responsables de section et les responsables fédéraux, ainsi que les aumôniers. Le conseil national vote les grandes orientations du mouvement et élit l'équipe nationale. Celle-ci dirige, gère et administre l'association en dehors des actes réservés au conseil national.

En 1967, est mis en place un conseil d'administration, composé d'anciens militants, et chargé en particulier des aspects de gestion administrative (salariés) et immobilière. L'équipe nationale (ou Bureau Jeune) reste chargée de l'animation pastorale du mouvement.

Historique de la conservation

Les archives du mouvement ont régulièrement suivi celui-ci lors de ses déménagements successifs. La correspondance et les notes éparses retrouvées dans le dossier de gestion du fonds laissent apercevoir, entre 1982 et 1987, une série de contacts entre l'abbé Pierre Sourisseau, archiviste du Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF), et les responsables successifs de la JIC. Elles laissent aussi supposer qu'au siège de la JIC à cette période, les archives étaient organisées selon le plan de classement établi par l'Association des archivistes de l'Église de France (AAEF) pour les mouvements de laïcs.

En l'absence de registre des entrées au CNAEF avant 2003, on ignore avec précision leurs dates d'entrée. Un dépôt important, comportant l'ensemble des archives du mouvement et quelques dossiers de l'aumônerie nationale, semble effectué à l'initiative de l'abbé Patrick Beugin en août 1987. Un deuxième dépôt paraît avoir été réalisé au printemps 1995, sans certitude cependant. On dispose d'un inventaire sommaire, établi en mai 1994, des dossiers conservés dans le dépôt du CNAEF: ce document laisse apercevoir un fonds organisé de manière fonctionnelle avec des sous-séries identifiées. Que s'est-il passé entre 1994 et 2003 ? En tout état de cause, les archives telles qu'elles apparaissent en 2003, au moment du récolement général effectué au CNAEF (dépôt d'Issy-les-Moulineaux) sont dans un état de vrac important.

Lors de la réorganisation du CNAEF en 2003, le fonds est maintenu dans la section dédiée aux archives provenant des instances nationales des mouvements de laïcs et il est coté 11 LA. Un récolement en a été effectué en 2007 avant son classement définitif en 2010.

Deux autres fonds concernant la JIC se trouvent au Centre national des archives de l'Église de France : le fonds 35 LA déposé le 27 septembre 2006 et le fonds 29 LA.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds 11 LA résulte classiquement du fonctionnement et de l'activité du mouvement à partir des années 1930. Les parties les plus riches sont celles relatives à l'émergence et à la création du mouvement, à la tenue des conseils nationaux, au suivi des activités locales (régions et fédération), aux relations avec les autres mouvements d'Apostolat des laïcs et à la vie

internationale du mouvement. On trouve également un ensemble cohérent et relativement complet de publications, nationales et internationales.

Les archives émanant des aumôneries de mouvements font en principe l'objet de versements et non de dépôts. Dans ce cas précis, les dossiers de l'aumônerie ayant été mêlé au fond, en l'absence d'identification certaine de ceux-ci, et pour ne pas démembrer le fonds, le choix a été fait de rassembler les dossiers provenant, selon toute vraisemblance, de l'aumônerie nationale dans une partie spécifique à l'intérieur du dépôt.

La partie relative au suivi des activités locales par les membres de l'équipe nationale est particulièrement intéressante pour qui veut étudier l'impact réel du mouvement sur le terrain. On identifie clairement dans ces dossiers trois strates successives de producteurs ; en l'absence d'information sur l'organisation du secrétariat national et le suivi des fédérations à cette époque, le choix a été fait de laisser ces dossiers tels quels, y compris lorsqu'il y avait chevauchement de dates.

Le fonds 35 LA regroupe des papiers relatifs au fonctionnement de l'association entre 1977 et 1998 et quelques documents antérieurs et postérieurs : on y trouve des archives de l'aumônerie nationale, des commissions nationales, du secrétariat général et des conseils nationaux.

Le fonds 29LA est consacré à la Jeunesse indépendante chrétienne internationale (JICI) : il est constitué de documents relatifs à la fondation de l'association, d'assemblées générales, de statuts, des relations extérieures, des réunions du bureau international, des finances, d'archives de l'association des amis de la JICI et de l'aumônerie internationale et de publications.

Localisation du fonds du producteur

Centre national des archives de l'Église de France

 Secrétariat national de la Jeunesse indépendante chrétienne, 11 LA
Dépôt. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 648 articles, 38 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1925-1994.
 Secrétariat national de la Jeunesse indépendante chrétienne, 35 LA
Dépôt en 2006. Archives privées. Communication soumise à un délai de 70 ans (demande de dérogation possible).
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 243 articles, 20,90 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1957-2001.
 Jeunesse indépendante chrétienne internationale, 29 LA
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à un délai de 70 ans (demande de dérogation possible).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 187 articles. *Dates extrêmes* : 1945-2002.

Jeunesse maritime chrétienne (JMC)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [janvier 1930] ; 15 juin 1933
Agrément jeunesse et éducation populaire : juin 1945

La Jeunesse maritime chrétienne (JMC) était un mouvement d'action catholique qui s'adressait aux jeunes marins. Elle était une branche autonome et spécifique de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice).

La JMC naît en 1930 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) suite à un constat de déclin de l'influence religieuse au sein du milieu maritime, en proie à des difficultés économiques et à une industrialisation professionnelle. Lors du congrès à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) en 1929, les prêtres locaux constatant l'abandon de la jeunesse des ports et font part de leur souhait qu'un mouvement propre aux jeunes marins, à l'instar de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) récemment créée, puisse voir le jour. Ses fondateurs sont le père Louis-Joseph Lebre et le chanoine Georges Havard. Le premier crée, en 1931, le Secrétariat social maritime (SSM) et aide à la constitution, en 1932, du premier syndicat professionnel des marins-pêcheurs, affilié à la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) jusqu'à la guerre. Il s'appuie alors sur la doctrine sociale de l'Église – en particulier les encycliques *Rerum novarum* de Léon XIII et *Quadragesimo anno* de Pie XI – et un travail d'enquête sur le littoral maritime.

Déclarés en 1933, les statuts de la JMC ne comportent qu'un unique objet : « participer à l'éducation maritime sous toutes ses formes et tout ce qui peut s'y rattacher directement ou indirectement ». Elle a pour but l'éducation religieuse et l'évangélisation des jeunes marins (de 14 à 25 ans) : cette orientation passe par la formation (religieuse, morale, sociale et professionnelle), des outils (cercles d'étude, enquêtes, etc.), des publications (*La Jeunesse Maritime*, *En Route*, *L'appel de la Mer, En avant toute*) et l'organisation de rassemblements (retraites annuelles des fédérations, journées de récollections, pèlerinages, journées maritimes, etc.).

Le siège social de l'association est déplacé de Saint-Malo à Paris (14 rue d'Assas, 6e arrondissement) en octobre 1935. En 1938 et 1939 est défini un projet d'organisation nationale des œuvres maritimes, mettant en lumière les particularités du milieu, ses besoins religieux, moraux et sociaux et les lacunes de l'organisation des œuvres propres aux trois marines (état, commerce et pêche). Une Commission d'étude des œuvres maritimes est constituée sous le nom de Commission d'action sociale maritime.

C'est à partir de 1940 que la JMC couvre l'ensemble du littoral français, se concentrant sur les jeunes de la pêche et du commerce, peu nombreux mais très importants dans la vie du pays. À la fin des années 1930, il y a environ 13 000 jeunes marins pour la pêche et 10 000 pour le commerce. La JMC se veut un mouvement éducatif visant à préparer les jeunes marins à leurs responsabilités professionnelles mais aussi familiales et civiques. Sur le plan spirituel, l'investissement des prêtres et aumôniers de ports de pêche et d'escale permet une présence locale et des actions durables. La JMC endosse également un rôle représentatif d'une jeunesse de la mer qu'aucun autre mouvement n'encadre ou ne défend. Mais le mouvement est confronté à de nombreuses difficultés pour rassembler les jeunes marins, parfois à terre que quelques mois par an. Écrasés par la dureté du travail, de longues campagnes de pêche et un isolement récurrent, l'organisation de rencontres à terre s'avère complexe. C'est notamment à son initiative qu'apparaissent les écoles d'apprentissage maritimes (EAM) et l'Association de gérance des écoles d'apprentissage maritime (AGEAM).

La JMC est dirigée par un Conseil d'administration appelé « Comité national » composé d'au moins trois membres. Le Secrétariat général est, quant à lui, composé à partir de 1949 d'un responsable, d'un aumônier national, d'un ou deux permanents – marins de métier et ayant

quitté leur travail pour un temps – et d'un employé administratif. Ce secrétariat a la charge de visiter les sections sur la côte et de rencontrer des navigateurs dans les ports de commerce, d'assurer la correspondance et la publication des divers bulletins et brochures de militants, de préparer et de tenir les sessions. L'un des deux permanents est parfois amené à naviguer entre juin et septembre. L'association est composée de trois branches : la branche « École d'apprentissage maritime » (EAM), la branche « pêche » et la branche « commerce » (navigation au long cours). Dans les années 1950, ces branches sont intégrées, à un échelon supérieur, la branche « JMC – Équipage ». Nationalement, le littoral est maillé de fédérations qui se réunissent autour d'un Comité fédéral mené par des responsables et un aumônier fédéral. On peut diviser schématiquement les secteurs en quatre zones : Nord, Ouest, Sud-Ouest et Sud/Midi.

En 1947, la Jeunesse de la mer (JM, voir notice) voit le jour et aura des activités étroitement imbriquées avec la JMC. En 1956, la crise de l'ACJF marque le mouvement : un permanent de la JOC est détaché auprès de l'équipe de la JMC. Ce soutien fait l'objet d'accords entre 1957 et 1959. Le véritable tournant s'opère fin 1967 quand les relations avec la Jeunesse de la Mer s'intensifient. En 1968, un rapprochement a lieu : certains membres de la JMC refusant l'appellation « chrétienne », la JM leur propose de s'affilier à elle. À partir de cette période la mention « Jeunesse maritime chrétienne » disparait peu à peu des documents, remplacée par celle de « Jeunesse de la Mer ».

Dès 1970, la JMC est de moins en moins active au profit de la Jeunesse de la Mer. À partir du 1er janvier 1972, le personnel employé par la JMC est transféré à la JM. Le 15 mai 1978, le Conseil d'administration de la JMC décide à l'unanimité la dissolution de l'association « estimant qu'elle n'a plus les moyens d'atteindre le but qu'elle s'était fixé, du fait, en particulier, que les membres ne versent plus de cotisation ». Une Assemblée générale extraordinaire se réunit le 30 septembre, bien que personne n'ait répondu à la convocation. La dissolution est prononcée et la JMC décide de faire don de tous ses biens à la Jeunesse de la Mer, qui poursuit ses activités.

La JMC a également entretenu des liens forts avec la Mission de la Mer, organe de la Conférence des évêques de France (CEF) initié en 1944.

Historique de la conservation

Un premier dépôt a été effectué au CNAEF en décembre 1984 par le président de la Mission de la Mer, René Bedel, pour le compte de la Mission de la Mer et de la Jeunesse de la Mer, mêlant archives de la JMC et archives de la JM. Au début des années 2000, l'ensemble de ces boîtes est coté 9 LA et un inventaire détaillé est réalisé. Le classement est achevé en 2019.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Une part non négligeable des archives du premier dépôt a été victime d'une inondation dont l'occurrence et l'origine sont inconnues (de nombreux documents portent des traces d'humidité, voire de moisissures, les pièces les plus endommagées ayant été retirées, éliminées et remplacées par des copies).

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association : rapports, comptes rendus de réunions, correspondance, circulaires, pièces comptables récapitulatives. Original car dédié au milieu maritime, il concerne également la JM. Peu de documents traitent des débuts de la JMC, qui sont surtout représentés par les collections de périodiques. Les documents des années 1950 à 1970 sont les plus riches et comprennent notamment des dossiers liés aux vingt-cinquième (1956), trentième (1960) et trente-cinquième (1966) anniversaires du mouvement. Il en est de même pour l'association Jeunesse de la Mer.

Les rassemblements et les activités éducatives du mouvement sont illustrés par une collection significative de documents iconographiques (affiches, diapositives, plans et photographies),

ainsi que des documents audiovisuels (cassettes audio et bande magnétique) et quelques objets.

Bien que la JMC soit modeste par le nombre de ses jeunes rassemblés par rapport aux autres mouvements d'Action catholique spécialisée de jeunesse nés à la même époque, les archives du mouvement traduisent un foisonnement d'activités diverses mises en œuvre pour assurer la liaison entre les jeunes marins : dossiers de rassemblements, de rencontres, de sessions et de voyages d'études, enquêtes annuelles, programmes d'années, recueils de témoignages, dossiers thématiques et bulletins. Parallèlement, les dossiers concernant les relations avec les branches et les groupes locaux, ainsi que les comptes rendus de tournées des ports sont particulièrement intéressants pour étudier l'impact réel du mouvement sur le terrain. Au-delà de la seule activité du mouvement, ces archives permettent de percevoir la vie des jeunes marins du littoral français dans la seconde moitié du XX^{e} siècle.

Localisation du fonds du producteur

Centre national des archives de l'Église de France

 Jeunesse maritime chrétienne et Jeunesse de la mer, 9 LA
Dépôt en 1984. Archives privées. Communication soumise à un délai de 70 ans (demande de dérogation possible).
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle :* 404 articles, 96 boites, 9,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1916-2002.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)

Adresse : 15 rue Armand Silvestre BP 36 – 92403 COURBEVOIE CEDEX
Téléphone : 01 49 97 00 00
Courriel : contact@joc.asso.fr
Site internet : http://www.joc.asso.fr/

Historique du producteur

Création : 1927
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 13 août 1959

La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) est née en Belgique en 1925 de la volonté de l'abbé Joseph Cardijn, fils d'ouvrier, qui constate que la moitié des jeunes gens qu'il a éduqués religieusement abandonnent la pratique et la foi après leur entrée à l'usine. Dès 1926, à Clichy, l'abbé Georges Guérin (voir notice) organise un groupe de jeunes ouvriers selon les principes de l'abbé Cardijn. Les groupes de Lille (voir notice) et Roubaix-Tourcoing (voir notice), d'abord affiliés à la JOC belge, créent en 1928, avec le groupe de Clichy, la JOC française, à côté de laquelle est lancée la JOC féminine (JOCF).

La JOC et la JOCF françaises se développent rapidement comme deux branches autonomes et spécifiques de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice). Les statuts de la JOCF et de la JOC sont déposés en préfecture respectivement en 1931 et 1937. Mais les deux associations continuent d'être représentées dans les organes de l'ACJF jusqu'à la dissolution de cette dernière en 1956.

La JOC et la JOCF ont participé à la création de nombreux mouvements d'éducation populaire, comme par exemple les mouvements familiaux (voir notice Groupe de recherche sur les mouvements familiaux (GRMF)) et l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ, voir notice).

En 1987, les deux branches fusionnent en une seule association, sous le nom de Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Leur devise est : « Un jeune travailleur vaut plus que tout l'or du monde ». En 2011, la JOC revendique regrouper 10 000 garçons et filles de milieux populaires, âgés de 15 à 30 ans.

Historique de la conservation

Trois fonds concernant la JOC/JOCF ont été déposés aux Archives départementales des Hauts-de-Seine, auxquels il faut ajouter deux dépôts complémentaires effectués en 2019 et 2022.

Par ailleurs, le Centre national des archives de l'Eglise de France (CNAEF) conserve un fonds relatif à l'aumônerie nationale de la JOC, déposé en 1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds 44J est constitué des archives centrales de la JOC pour la période 1925-1995. Il reflète les activités des différents organes de la JOC : délibérations des conseils nationaux et centraux et documents relatifs aux sessions nationales et aux sessions d'études régionales. Le fonds est également très riche sur les aspects internationaux de l'action de la JOC. Il éclaire ses relations avec l'Église et les autres mouvements d'action catholique, mais aussi avec certains syndicats. On y trouve également des collections très complètes de périodiques édités par la JOC mais aussi des calendriers, livrets, enregistrement de chants et photographies.

Le fonds 45J concerne la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF). Il est constitué de documents du secrétariat national du mouvement. Il a souffert de nombreuses destructions pendant la seconde guerre mondiale.

Le fonds 46J rassemble une collection d'imprimés, essentiellement constituée de monographies. On y trouve les publications de la JOC/JOCF concernant la méthode et l'organisation du mouvement mais aussi des thèmes spécifiques (santé, droit du travail, vie amoureuse et familiale). De nombreuses monographies concernent l'histoire du mouvement et ses personnalités marquantes. La collection est également fournie en publications d'autres mouvements d'action catholique et relatives aux centres d'intérêt du mouvement (spiritualité, histoire sainte, histoire de l'Eglise, politique, économie, société).

Le dépôt de 2019 comprend les archives des secteurs (subdivisions territoriales de la JOC) couvrant principalement la période 1964-1987 ainsi que quelques revues qui remontent à la création du mouvement.

Le dernier dépôt effectué en 2022 – 140 mètres linéaires en cours de traitement – aborde les mêmes thèmes que les dépôts précédents et s'étend sur la période 1925-1995. Il contient également des archives relatives au travail des secteurs (Région Ile-de-France, Ouest, Est…), ainsi que des dons d'anciens jocistes. Des documents imprimés, des affiches, des photographies et des documents audiovisuels (bobines de film, films super8, VHS…) ont été déposés.

Le fonds 54 CO du Centre national des archives de l'Eglise de France (CNAEF) est constitué des archives centrales de l'aumônerie nationale de la JOC et de la JOCF, ainsi que du mouvement lui-même pour la période 1927-1997. Il reflète l'activité de l'aumônerie nationale et ses rapports avec le mouvement. Il permet également d'apprécier le fonctionnement de l'association elle-même et de ses différents organes : conseils nationaux, conseils centraux, sessions nationales, etc. Le fonds est également très riche sur les aspects régionaux et internationaux de l'action de la JOC et de son aumônerie. Par ailleurs, le fonds nous éclaire également sur les relations de la JOC avec l'Église et les autres mouvements d'action catholique. Sur la période couverte, il nous permet de voir l'approche qu'avait la JOC et son aumônerie des grands problèmes qui ont agité la société française depuis les années trente mais aussi de l'évolution de la spiritualité. Les collections très complètes de périodiques édités par la JOC et son aumônerie (Lettre aux aumôniers, Lettre aux dirigeants fédéraux), mais aussi les études, les enquêtes, les monographies, les ouvrages et les photographies constituent autant d'objets d'études potentiels.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Hauts-de-Seine

 Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), 44J
Dépôt. Archives privées. Communication selon le contrat de dépôt.
Instrument de recherche : bordereau de récolement (provisoire : un fichier par série). Importance matérielle : 370 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1926-1987.

 Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF), 45J
Dépôt. Archives privées. Communication selon le contrat de dépôt.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1013 articles, 55,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1928-1987.

 Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF), 46J
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : non communiqué. Importance matérielle *:* 1146 articles, 12,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : non communiquées.

Centre national des archives de l'Église de France

 Aumônerie nationale de la JOC, 54 CO
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication soumise à un délai de 70 ans (demande de dérogation possible).
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 284 articles, 28,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1927-1997.

Sources complémentaires

Archives départementales des Hauts-de-Seine

 Fonds Jeanne Picard-Aubert, 56J
Don en 1999. Archives privées. Communication immédiate pour les recherches à caractère non nominatives, 100 ans à comptes de la naissance pour les recherches nominatives.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 8 articles, 0,80 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1958-1987.

Centre national des archives de l'Église de France

 Papiers de l'abbé Georges Guérin, 53 CO
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 60 articles, 6,10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1897-1996.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de Dunkerque

Adresse : 280 rue Victor Hugo, 59430 Saint-Pol-sur-Mer
Téléphone : 03 28 61 68 26

Historique du producteur

L'association locale de Dunkerque est affiliée au mouvement national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

La Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF) débute à Dunkerque sous l'impulsion de l'aumônier Gérard Pels. Elle est très active dès le début des années 1930 ; ses militantes, formées soigneusement, réalisent en particulier, plusieurs enquêtes sur le monde du travail. Elles sont regroupées par quartiers ou par milieux. De fréquentes réunions et des journées d'études, contribuent à créer une unité et un fort sentiment d'appartenance à un mouvement en pleine expansion. Il en est de même pour la JOC, dynamique jusqu'à la rupture que créent l'Occupation et le départ de nombreux militants, partis en zone libre ou au Service du travail

obligatoire (STO). Pendant cette période, les militantes de la JOCF se replient sur des activités d'entraide devenues primordiales.

La JOC et la JOCF reprennent avec vigueur dans l'après-guerre avec l'Abbé Delepoule. Les contours géographiques de la fédération évoluent : les rencontres régionales réunissent les militants de Dunkerque, Calais, Boulogne, Saint-Omer et Hazebrouck. Les activités, elles aussi, évoluent : tout en gardant le souci des adolescents intégrés dans le monde du travail (apprentis, jeunes professionnels), la JOC se tourne vers le milieu scolaire, puis à partir des années 1970, vers le monde des jeunes chômeurs.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail en 1999 et en 2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué d'ouvrages et de périodiques de la JOC, de comptes rendus de réunions et de récollections, de notes des aumôniers, de montages diapos, d'affiches, de tracts et de cassettes audio.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF) de Dunkerque, 1999 016
Dépôt en 1999. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 79 articles, 13 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1930-1999.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de la Mayenne

Adresse : 60 boulevard Frédérique Chaplet 53000 Laval
Site internet : https://www.diocesedelaval.fr/jeunesse-ouvriere-chretienne-joc/

Historique du producteur

L'association locale de la Mayenne est affiliée au mouvement national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées aux Archives départementales de la Mayenne en 2014.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds couvre une période allant de 1960 à 2000 environ.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Mayenne

 Jeunesse ouvrière chrétienne de la Mayenne, 539 J
Dépôt en 2014. Archives privées.
Instrument de recherche : récolement sommaire. *Importance matérielle* : 6,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1960-2000.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de Lille

Adresse : 57 rue des Meuniers, 59000 Lille
Téléphone : 06 77 34 87 15
Courriel : mikie57@hotmail.fr

Historique du producteur

L'association locale de Lille est affiliée au mouvement national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail en 2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement et aux activités de la JOC et de la JOCF.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 JOC de Lille, 2000 047
Dépôt en 2000. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la JOC de Lille.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1970-1990.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de Roubaix-Tourcoing

Adresse : 3 rue du Curé, 59100 Roubaix
Téléphone : 06 17 39 18 30

Historique du producteur

L'association locale de Roubaix-Tourcoing est affiliée au mouvement national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

Historique de la conservation

Deux fonds ont été déposés aux Archives nationales du monde du travail en 2000 et 2003.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds 2000 019 est constitué de comptes rendus de rencontres, de notes manuscrites, de correspondance, de lettres circulaires, de périodiques, de brochures, d'ouvrages et de bannières.

Le fonds 2003 003 est constitué d'archives sur l'évolution du mouvement, de notes manuscrites, de comptes rendus de réunions, de documentation imprimée, de photographies et de correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 JOC de Roubaix-Tourcoing, 2000 019
Dépôt en 2000. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 6 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-1995.
 JOC de Roubaix-Tourcoing, 2003 003
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 27 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1949-1983.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de Saint-Etienne

Adresse : 34 bis rue Ambroise-Paré, 42100 Saint-Etienne
Téléphone : 04 77 80 46 49
Courriel : fdjoc42@yahoo.fr

Historique du producteur

L'association de Saint-Etienne est affiliée à la fédération nationale de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à l'historique et au fonctionnement de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Loire

 Fédération de la Jeunesse ouvrière chrétienne de Saint-Etienne, 113J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la JOC de Saint-Etienne.
Instrument de recherche : aucun (fonds non classé). Importance matérielle *:* 14 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : non communiquées.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), fédération départementale des Ardennes

Téléphone : 06 72 94 31 64
Courriel : myriam.denis@joc.asso.fr

Historique du producteur

La fédération départementale des Ardennes est affiliée au réseau national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Ardennes en septembre 1979 par l'abbé Laffineur.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des circulaires, de la documentation imprimée, des compte rendus de réunions et d'activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Ardennes

 Jeunesse ouvrière chrétienne et Jeunesse ouvrière chrétienne féminine des Ardennes, 27J Dépôt en 1979. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1940-1978.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), fédération départementale des Pyrénées-Atlantiques

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

La fédération départementale des Pyrénées-Atlantiques était affiliée au réseau national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques en 1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des revues, brochures, coupures de presse, comptes rendus de réunions et de la correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

 Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-JOCF), 111J
Don en 1998. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 84 articles, 3,70 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1934-1990.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), fédération départementale des Vosges

Historique du producteur

La fédération départementale des Vosges est affiliée au réseau national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

La JOC s'implante dans les Vosges dès la fin des années 1920, dans un contexte de grèves et de tension sociale exceptionnelle. Comme une traînée de poudre, des sections s'ouvrent en 1928 au Val d'Ajol, à Nomexy, à Épinal, à Saint-Laurent, à La Bresse, à Saint-Dié, à La Neuveville, à Plainfaing, à Fraize, à Remiremont, à Neufchâteau et dans sa banlieue, à Gérardmer, enfin, à Rambervillers. Elles se structurent progressivement en trois fédérations (Épinal et plaine, Remiremont et montage, Saint-Dié). L'évêque de Saint-Dié leur donne la mission d'apostolat auprès des jeunes travailleurs. Avec les sections de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle (Lunéville, Nancy-ville, Toul-Neuvesmaisons, Pont-à-Mousson), la section des Vosges s'inscrit dans la circonscription « Lorraine Sud ». Le secteur Est de la JOCF est constitué lui-même des régions Alsace, Bourgogne, Franche-Comté et Lorraine.

Dans les années 1960-70, la JOC est représentée dans les mouvements de grève, d'abord étudiants, puis ouvriers, qui traversent la Lorraine (« Lorraine 68 »), Épinal (8 juin 1969), Fraize (licenciements de 1970), Saint-Dié (23 mai 1971), puis dans les mouvements de protestation contre la guerre du Vietnam (1972-1973). Par ailleurs, la JOC s'exprime à travers de nombreux meetings : Metz, 1975 ; La Bresse, 1976 ; Montéfibre et les assises de l'apprentissage, 1977 ; Boussac, 1978). Elle intègre, comme dans d'autres régions, les questions posées par les travailleurs immigrés.

À partir des années 1980, la JOC crée des comités chômeurs. Elle organise le Festival pour l'emploi (21-22 mai 1983) et d'autres grands rassemblements (Trempolino, Villavenir) dans les années quatre-vingt pour débattre de l'actualité sociale (précarité professionnelle, conditions de vie, solidarité internationale).

Jusque dans les années 1970, le comité fédéral de la JOC se compose en général d'un aumônier, d'un responsable, d'un trésorier et d'un secrétaire. Les sections vosgiennes de la JOC sont implantées à Épinal, Fraize, La Bresse, Moyenmoutier, Neufchâteau, Nomexy, Plainfaing, Rambervillers, Remiremont, Saint-Dié, Saint-Laurent, Thaon, Val d'Ajol, etc. Chaque section organise des retraites spirituelles, des journées de cadres et des journées d'études et des réunions du conseil fédéral. Les instances collectives du mouvement, où se prennent les décisions, sont les sessions des responsables de groupe (SRG), les sessions des responsables et collectrices (SRC), les rencontres de responsables et les journées de militants.

Les aumôniers sont au cœur de la formation proposée par la JOC. Les aumôniers de liaison, dépendant de l'aumônerie nationale, rédigent les plans d'action de l'aumônerie et correspondent avec les aumôniers fédéraux ; ces derniers accompagnent les équipes fédérales, par l'intermédiaire des sessions nationales ou régionales des aumôniers fédéraux (SNAF / SRAF). Dans chaque section agissent les aumôniers de bases, animateurs spirituels, qui se réunissent en sessions et réunions d'aumôniers de base (SAB / RAB) et en révisions de vie (RDV), à échéance mensuelle.

À partir des années 1980, la place des prêtres dans la JOC diminue considérablement du fait des vieillissements. Le mouvement national met en place une formation d'adultes laïcs qui aujourd'hui s'est diversifiée : mères de famille, jeunes adultes ou anciens responsables JOC, diacres permanents, etc. Ceci renouvelle et rajeunit l'accompagnement des équipes.

L'implantation de la JOC actuelle est la suivante : Épinal et vallée de la Moselle (Thaon) ; Remiremont et Moselotte (Vagney, la Bresse) ; Saint-Dié et vallée du Rabodeau et de Fraize-Plainfaing.

Historique de la conservation

Les archives de la JOC de la fédération des Vosges, conservées à Épinal, 12 rue Jean Viriot, ont été déposées aux Archives départementales des Vosges par l'abbé Jean-Louis Didelot, domicilié à Thaon-les-Vosges, après plusieurs années de collecte de témoignages et de documents (cahiers, notes, comptes rendus de réunions, tirages photographiques, affiches, ouvrages imprimés, revues), de 1927 à 2000, pour sauvegarder la mémoire de la JOC-JOCF des Vosges.

Le contrat de dépôt, liant l'abbé Didelot, l'évêché de Saint-Dié et les Archives départementales, a été signé le 6 août 1998, avec des compléments de dépôt en janvier 2000, mars et août 2002 et janvier 2005.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Conseils internationaux, nationaux : comptes rendus, publications ; rencontres de responsables, trésoriers, réunions inter-fédérations, carrefours adolescents : notes, correspondance, pièces comptables, documentation ; périodiques et ouvrages.

À 80 %, le fonds 140J couvre les années 1960 à 2000, mais quelques documents remontent à 1927. Les thèmes abordés sont l'éducation et la morale, la formation religieuse et surtout sociale, à l'occasion des réunions locales, régionales et nationales. Le mouvement « Voir Juger Agir », qui structure les « révisions de vie », réunions trihebdomadaires de cinq ou six militants convaincus lancées par la JOC et reprises par les mouvements d'Action catholique spécialisée, est bien documenté et permet de comprendre la réalité de la vie militante. Les revendications nationales des années 1970-1990 sont également bien représentées : aide aux handicapés, soutien aux chômeurs et aux jeunes en précarité, allocations familiales, gratuité de l'enseignement, égalité des chances devant l'enseignement, salaires décents, cinquième semaine de congés payés, semaine de quarante heures, équipements pour tous, emploi pour tous.

Le fonds permet de mieux connaître la participation des fédérations vosgiennes aux grands événements nationaux et internationaux de la JOC, de la JOCF et de la Jeunesse ouvrière chrétienne internationale (JOCI).

Au plan local, c'est à travers les réunions des aumôniers de base ou celles des aumôniers fédéraux que le chercheur pourra comprendre les actions poursuivies dans les Vosges. De même, l'évolution des circonscriptions est bien sensible : pendant longtemps, les équipes de militants jocistes ont été constituées sur la base du quartier, souvent en lien avec la structure paroissiale. Avec les années soixante-dix, les équipes prennent leur indépendance par rapport aux paroisses et tendent de plus en plus à rassembler les jeunes par « catégorie », c'est-à-dire

selon qu'ils travaillent dans des grandes ou des petites entreprises, ou encore qu'ils vont à l'école.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Vosges

 Jeunesse ouvrière chrétienne des Vosges, 140J
Dépôts entre 1998 et 2005. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 468 articles, 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1927-2011.

Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), fédération départementale du Nord

Historique du producteur

La fédération départementale du Nord est affiliée au réseau national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice).

Historique de la conservation

L'abbé Dékens était aumônier fédéral de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF) du Nord. C'est pourquoi, figurent des documents concernant ce mouvement dans les archives qu'il a données aux Archives départementales du Nord.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les documents concernant la JOC et la JOCF concernent des regroupements, des fêtes et des rencontres entre 1974-1979.

Sources complémentaires

Archives départementales du Nord

 Abbé André Dekens, 85J
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la JOC du Nord :* 23 articles (85J 14-36), 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1974-1979.

Jeunesses musicales de France (JMF), délégation d'Aurillac

Téléphone : 04 71 47 73 39
Courriel : pmestries@wanadoo.fr

Historique du producteur

Création : 1950

La délégation des Jeunesses musicales de France d'Aurillac a été créée en 1950 et était alors dirigée par Régis Rambaud. Elle est membre de l'Union nationale des jeunesses musicales de France (UNJMF, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives proviennent de Geneviève Cazard, tante du donateur, qui fût secrétaire et trésorière de la délégation d'Aurillac. Le fonds a été donné en 2008 aux Archives départementales du Cantal par Géraud Cazard.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le don comprend notamment les dossiers de concerts, très complets (de 1957 à 1969), montrant l'organisation matérielle des concerts. Ces documents permettent aussi de comprendre, grâce aux articles de presse et aux lettres d'adhérents ou de spectateurs, quelle fut la réception de ces manifestations. Les fichiers alphabétiques annuels des adhérents dessinent une sociologie du public de ces manifestations artistiques à forte composante pédagogique.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Cantal

 Jeunesses musicales de France, délégation d'Aurillac, 60J
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : non communiqué. Importance matérielle *:* 10 articles, 1,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : [1950]-1969.

Jeunesses musicales de France (JMF) Poitou-Charentes, Vienne et Pays Châtelleraudais

Adresse : 8 rue de la Taupanne 86100 Châtellerault
Téléphone : 05 49 21 90 34

Historique du producteur

Création : 20 décembre 1947

Les JMF (voir notice) ont mené des actions dans le Pays Châtelleraudais et le Poitou dès l'après-guerre : la délégation de Châtellerault est fondée en 1947 par Mme Pennetier, mère du pianiste

Jean-Claude Pennetier, avec le concours de la délégation régionale de Poitiers. Un concert est donné à cette occasion par la pianiste Reine Gianoli.

À l'époque, les JMF nomment « délégations régionales » les délégations de ville (voir *infra*). À cette époque, 20 délégations régionales sont créées et les JMF comptent 596 adhérents.

Dans les années 1950 et 1960, la délégation propose aux habitants de Châtellerault des concerts de jazz (Jack Dieval, Jean Laforge et Emmanuel Soudieux en 1952), des concerts commentés (par Bernard Gavoty, Jacques Feschottes ou Claude Rostand), des concerts de disques, des auditions de disques, des comédies ballets, des pièces de théâtre, des projections de films et des spectacles de danse.

En 1969, Jean-Pierre Delavigne succède à René Nicoly à la présidence de l'association nationale. Avec l'apparition de nouveaux acteurs culturels et la réforme du tiers temps pédagogique, les JMF s'orientent vers une nouvelle formule : les « concerts scolaires ». Ces concerts sont organisés à l'intention des élèves des écoles primaires pendant le temps scolaire. À Châtellerault, le premier de ces concerts a lieu en 1970. De plus, afin de faire participer plus activement les enfants, de nouvelles animations musicales sont créées : en 1973, Maurice Fleuret crée par exemple la Galerie Sonore pour initier les enfants aux instruments africains et asiatiques. Ce dispositif fait l'objet de tournées dans les écoles en France entière jusqu'au milieu des années 1980.

À cette période, l'association nationale est engagée dans un processus de régionalisation. Elle met en place des structures régionales correspondant aux régions administratives et dirigées par un délégué régional, dont les attributions sont complètement différentes du « délégué régional » des années 1940-1960 même si, à l'échelon inférieur, l'association conserve sa structuration en délégations de ville (voir *supra*). Ainsi, en 1977, les JMF comptent 15 structures régionales, dont les JMF Poitou-Charentes. Le 11 décembre 1982, le processus est achevé et l'association nationale, qui regroupe les différentes associations régionales, prend le nom d'Union nationale des Jeunesses musicales de France (UNJMF). Les délégations locales comme celle de Châtellerault sont rattachées aux associations régionales, ici les JMF Poitou-Charentes.

Dans les années 1980, la délégation de Châtellerault est de plus en plus intégrée à la politique culturelle de la ville. En 1983, elle organise son premier concert au Nouveau Théâtre dans le cadre de la saison culturelle municipale. En 1989, elle prend part à la création du festival Automne Musical. En 2002, les JMF initient la saison jeune public de Châtellerault en musique, théâtre et cinéma et accueillent chaque saison près de 3 000 enfants d'une trentaine d'établissements scolaires du Châtelleraudais. En 2009 et 2011, la convention « Élèves au concert », dispositif national visant au développement de l'action éducative musicale auprès des élèves du premier et du second degré, est signée entre la DRAC Poitou-Charentes, les inspections académiques et les JMF Poitou-Charentes. À partir de 2004, les JMF s'associent aux Francofolies de la Rochelle pour produire des spectacles jeune public.

Historique de la conservation

Les archives de l'association ont été déposées au Centre des archives du Grand Châtellerault en 2017.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble les archives de fonctionnement de l'association pour la région Poitou-Charentes, la Vienne et le Pays Châtelleraudais sur une période limitée (1996-2016).

Localisation du fonds du producteur

Centre des archives Grand Châtellerault

 Jeunesses Musicales de France Pays Châtelleraudais, Vienne, Poitou-Charentes, non coté
Dépôt en 2017. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de transfert. Importance matérielle *:* non communiquée.
Dates extrêmes : 1996-2016.

L'émancipatrice lavalloise, la Maison du peuple

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'Émancipatrice lavalloise, société coopérative, installée d'abord comme locataire 48 rue Renaise de 1900 à 1910, a été ensuite propriétaire de la Maison du peuple, 14 rue Noémie-Hamard, qu'elle put faire construire grâce à des fonds prêtés par le pasteur Jézéquel et le syndicat des travailleurs du textile de Laval. Elle a cessé d'exister en 1973, suite à la disparition du plus grand nombre de ses sociétaires et du fait de l'état déplorable de la Maison du peuple dont l'évacuation s'est avérée indispensable.

L'activité essentielle de cette société était la buvette antialcoolique installée dans son propre local, des épiceries avec un magasin central et des boulangeries. En outre, l'Émancipatrice procurait un siège ou un lieu de réunion aux différentes sociétés populaires, bourse du travail, université populaire, syndicats, partis politiques.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en 1973 aux Archives départementales de la Mayenne par M. Robin, l'un des derniers membres et président de l'Émancipatrice lavalloise.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à la Maison du peuple, à l'Émancipatrice lavalloise et à d'autres archives syndicales et d'associations.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Mayenne

 Maison du peuple, 240J
Dépôt en 1973. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 46 articles, 1,85 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1900-1973.

L'œil écoute

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1980

L'association « L'œil écoute » a été créée en 1980 avec l'appui de la ville de Clermont-Ferrand, sous l'impulsion de Peuple et Culture Puy-de-Dôme (voir notice). Elle avait pour objectifs

d'aider à la décentralisation de la création théâtrale, de réunir les forces existantes ou potentielles de l'action culturelle et de promouvoir une politique d'abonnements à prix réduits. La vocation première de cette association n'était pas de découvrir des talents nouveaux mais de proposer des spectacles connus pour leur succès incontesté et d'offrir les garanties nécessaires à l'accueil des grandes troupes avec une programmation volontairement classique et ouverte à tous les publics.

L'association a été dissoute le 27 décembre 1995.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Puy-de-Dôme en 1994.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme les dossiers de fonctionnement de l'association, notamment les statuts, ainsi que des documents concernant ses activités : théâtre (1980-1985), spectacles musicaux (1980-1984), expositions (1983-1985).

À signaler aussi que les Archives départementales du Puy-de-Dôme conservent dans les fonds de la préfecture des dossiers concernant l'association :

- 1973 W 740 : constitution de l'association, déclaration, statuts, modification, dissolution (1980-1995) ;
- 1973 W 1106 : statuts de l'association, constitution et dissolution (1995-2002).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Puy-de-Dôme

 L'œil écoute, 67J
Dépôt en 1994. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *: 7* articles, 0,18 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1980-1985.

Sources complémentaires

Archives départementales du Puy-de-Dôme

 Services de la préfecture du Puy-de-Dôme, 1973W
Archives publiques. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant L'œil écoute :* 0,10 mètre linéaire, 1073W 740 et 1106 (1980-2002).

La Cathode

Adresse : 6 rue Édouard Vaillant, 93200 Saint Denis
Téléphone : 01 48 30 81 60
Courriel : contact@lacathode.org
Site internet : http://www.lacathode.org/

Historique du producteur

Implantée depuis 20 ans dans le département de la Seine-Saint-Denis, l'association La Cathode, déploie un travail important de création d'ateliers de réalisations de films dans les quartiers de la région parisienne. À partir de ce travail de terrain, elle produit des documentaires pour la télévision et les réseaux associatifs.

Dès sa création, La Cathode a développé en particulier un travail d'ateliers audiovisuels et photographiques auprès des jeunes en difficulté. De trois ateliers en 1986, elle est passée à une moyenne de 20 par an.

Travaillant en partenariat avec des missions locales, des écoles élémentaires, des collèges, des Cycles d'insertion professionnelle par alternance (CIPPA), des Sections d'enseignement général et professionnel adaptés (SEGPA), des services municipaux de la jeunesse et diverses associations de quartier, l'association cherche, à travers l'utilisation des moyens audiovisuels, à amener les jeunes à s'ouvrir sur les autres dans un véritable travail de socialisation. L'objectif étant que les jeunes sortent des problématiques de banlieue, de territoires, qu'ils se responsabilisent et qu'ils aient un regard plus lucide sur les choses.

Aidés par un réalisateur et un assistant technique de La Cathode, les jeunes participent activement à toutes les étapes de la construction du film du scénario au jeu d'acteurs en passant par la réalisation, la prise de vue, la prise de son et le montage.

Des projets vidéo sur les différences, la citoyenneté, la mémoire et la responsabilité ont vu le jour. La Cathode mène aussi des ateliers dans le cadre de la formation professionnelle avec les plates-formes de mobilisation Astrolabe et Alpha-pluriformation avec le soutien du Conseil régional d'Ile-de-France. Parallèlement, des ateliers d'aide à l'insertion sociale et professionnelle ont été mis en place. Commençant par un travail de groupe de paroles, les jeunes de 18-25 ans en mission locale ou foyer d'insertion, ont réalisé ensuite des films sur les difficultés de l'insertion.

La Cathode a proposé des ateliers reprenant la méthode des groupes de paroles expérimentée sur la collection « Un film pour en parler ». En effet, le travail de la parole autour d'un thème s'est révélé très dynamisant. Reprendre peu à peu confiance en soi, dire son point de vue à la première personne, permet souvent à ceux qui participent à ces groupes de formuler, par la suite, un projet : faire une formation, trouver un travail, s'installer en appartement, etc. Ces groupes réunissent de 10 à 15 jeunes adultes de 18 à 25 ans pour une durée de préparation et de réalisation du film d'un mois et demi (3 semaines de travail effectif avec les stagiaires).

Historique de la conservation

L'association a déposé aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis les films qu'elle a réalisés.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ces films présentent un évident caractère d'intervention sociale, de travail d'insertion et de démarches éducatives. Les thèmes développés sont l'absentéisme et l'échec scolaire, la violence, le suicide des adolescents, l'immigration, l'insertion professionnelle, le droit du travail, la lutte syndicale, la santé, la solitude, l'alcoolisme chez les adolescents, les polytoxicomanies, les maladies sexuellement transmissibles, la sexualité, la mémoire, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 La cathode, 2AV
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 400 documents audiovisuels. *Dates extrêmes :* 1994-2004.

La Ligue des droits de l'homme (LDH)

Adresse : 138 rue Marcadet, 75018 Paris
Téléphone : 01 56 55 51 00
Courriel : ldh@ldh-france.org
Site internet : www.ldh-france.org

Historique du producteur

Création : [février 1895] ; 4 juin 1898
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 7 décembre 1995

La Ligue naît officieusement en février 1895, quatre mois après la dégradation et la déportation d'Alfred Dreyfus, par la réunion de plusieurs personnalités politiques et intellectuelles souhaitant la révision du procès : les journalistes Ernest Vaughan, Léon Blum, Daniel Halévy et Bernard Lazare, les enseignants et étudiants Ferdinand Buisson (voir notice), Lucien Herr et Paul Viollet, les sénateurs Auguste Scheurer-Kestner et Ludovic Trarieux (premier président), l'écrivain Émile Zola et le frère du capitaine Mathieu Dreyfus.

L'assemblée constitutive se déroule à Paris le 4 juin 1898. La Ligue française pour la défense des droits de l'Homme et du Citoyen prend la décision de travailler à l'examen de dossiers individuels comportant des atteintes aux droits. Largement inspirée des Déclarations des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et de 1793 et formulant le souhait d'extrapoler le cas particulier de Dreyfus, le combat pour la révision du procès domine cependant les premières années d'existence de l'association. Une direction, des comités locaux, un manifeste public et un programme d'action et de propagande sont immédiatement mis en place. Les statuts déclarent : « La création de la Ligue (…) a été inspirée par les graves et mémorables évènements auxquels nous venons d'assister (…). L'œuvre de défense républicaine n'est point terminée (…). Nous avons à répandre, à faire connaître et à aimer les idées de Justice, de Vérité et de Liberté ».

En 1899, la Ligue compte déjà 8 500 adhérents. Au même moment, la Cour de cassation se prononce pour une révision du premier procès Dreyfus : celui-ci sera finalement gracié, amnistié puis innocenté en 1906. Entre temps, la Ligue, forte de près 50 000 adhérents, est devenue un mouvement de masse multipliant les interventions juridiques contre l'arbitraire d'État. Elle est dirigée par un comité central de 36 membres, avec un rôle primordial conféré au président, au secrétaire général et au trésorier.

L'autonomie des sections demeure la clé de voûte d'une association au fonctionnement de plus en plus démocratique. Son mandat s'élargit progressivement : fondé sur la protection des droits individuels, il s'étend à la défense des libertés publiques (condamnation des « lois scélérates » contre les pacifistes et les syndicalistes), à la lutte contre la peine de mort, aux droits des peuples et aux droits sociaux (assistance judicaire, soutien aux ouvriers grévistes). Elle accompagne également ou initie les grandes batailles en faveur de la laïcité : loi sur les associations (1901), loi interdisant l'enseignement aux membres des congrégations religieuses (1904) et loi de séparation des Églises et de l'État (1905).

En 1910, la Ligue compte 90 000 membres et 870 sections. Elle pousse à une laïcisation de l'État et à une sécularisation de la société par l'école, s'intéresse aux droits économiques et sociaux, se penche sur les questions internationales et agit en faveur de la paix des nations. Elle se saisit aussi de problématiques nouvelles comme l'aspiration des femmes à l'égalité juridique et sociale, l'affirmation des droits des populations colonisées, le soutien des étrangers et des réfugiés. Elle détient des liens forts avec les parlementaires socialistes et radicaux et constitue un lien de rencontre entre hommes politiques, intellectuels et militants. Forte d'un pic d'adhérents et de sections en 1932 (180 000 membres et 2 450 comités locaux), elle joue un rôle emblématique dans la formation et l'animation du Front populaire de 1936.

Par la suite, la Ligue prend de plus en plus nettement position sur les affaires internationales : elle soutient l'entente avec le Royaume-Uni, prend parti pour les processus de désarmement

et milite pour la fin des empires, du moins leur transformation en fédérations de peuples libres et égaux en droits – d'où son engagement en faveur de la SDN puis de l'ONU. Sur le plan international, la Ligue intervient en son nom propre ou par l'intermédiaire de la Fédération Internationale des droits de l'Homme (FIDH) pour promouvoir les processus de pacification et d'émancipation.

Le fonctionnement de la Ligue est entravé dès 1939 à cause de son opposition au décret de dissolution du PCF suite à la signature du pacte germano-soviétique. Subissant la censure, elle publie un seul numéro des *Cahiers des Droits de l'Homme* en février 1940. En juin, son siège de la rue Jean-Dolent est pillé par les nazis : ses documents sont confisqués et emmenés et l'État français de Vichy dissout l'association. Si certains ligueurs contribuent à la Révolution nationale et collaborent, d'autres entrent dans la Résistance. En janvier 1944, le président de la Ligue Victor Basch et son épouse Ilona sont assassinés par des miliciens.

La Ligue se reconstitue dès 1943 autour de René Cassin, Pierre Cot et Félix Gouin mais traverse une période difficile, alors que les derniers dreyfusards se succèdent à la présidence de l'association (Paul Langevin – 1944-1946, Justin Sicard de Plauzoles – 1946-1953 et l'ancien secrétaire général Émile Kahn – 1953-1958). En 1947, réunissant moins de 20 000 adhérents, elle est contrainte d'accepter un prêt sans intérêt de la CGT, vend une partie de son siège, augmente fortement les cotisations et fixe une contribution exceptionnelle en 1953.

Dans les années 1950, l'association s'investit fortement dans les débats sur la décolonisation. Elle condamne la guerre d'Indochine mais accepte le rétablissement de l'ordre en Algérie, tout en appelant à des réformes sociales. La radicalisation du conflit et la victoire du Front républicain en 1956 lui fait espérer des négociations de paix puis l'indépendance de l'Algérie « si elle est voulue par le peuple algérien ». Elle condamne avec force la torture, sans toutefois approuver le FLN. À mesure que le conflit s'enlise, les différences de positions au sein de la Ligue sur le sort de l'Algérie et l'empire colonial français deviennent de plus en plus profondes.

Sur le plan européen, la Ligue soutient la création de la Communauté économique européenne (1957) puis de l'Union européenne (1992) mais en en signalant les limites. Elle soutient l'idée d'une Europe plus démocratique, appliquant la Charte des droits fondamentaux de l'UE (2000) et respectant la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1950). Elle s'inquiète de l'accueil des migrants et des gens du voyage en Europe, des fragilités de la zone euro et du développement sécuritaire et est à l'origine de la création en 1997 d'EuroMed Droits, puis en 2000 de l'Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme (AEDH).

Dans les années 1980, le positionnement de la Ligue dans l'espace public se complexifie. Alors que ses réseaux et proches accèdent au pouvoir, elle mène des campagnes nationales pour le droit de vote des étrangers aux élections locales ou contre le projet de réforme du code de la Nationalité (Lois Pasqua-Debré). Le droit des immigrés et le droit d'asile deviennent alors des thèmes majeurs de mobilisation au sein de la Ligue, qui agit par le biais de pétitions et d'évènements et par l'intermédiaire d'un groupe interparlementaire créé en 1981. Elle s'inscrit également au cœur du champ associatif militant en donnant son appui à un certain nombre de collectifs.

À la fin des années 1980, la Ligue compte plus de 300 sections réparties entre 6 000 et 7 500 adhérents. Elle célèbre son centenaire en 1998 avec l'organisation d'évènements tout au long de l'année, ponctués par un congrès organisé sur 3 jours. Le manifeste adopté à cette occasion met l'accent sur le caractère indissociable des droits civils et politiques et des droits économiques et sociaux : « Face à la mondialisation de l'économie, c'est la mondialisation des droits, de tous les droits qu'il faut promouvoir pour qu'ils deviennent vraiment universels. Voilà notre affaire Dreyfus. »

Sur les questions d'éducation et de jeunesse, la Ligue défend l'école gratuite, publique et laïque. Elle se rapproche à dès les années 1950 du SNI (Syndicat national des instituteurs), de la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) et de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves, vor notice). En 1959, elle prend part aux manifestations du Comité national d'action laïque contre la loi Debré (soutien de l'État à l'enseignement privé sous contrat en échange d'un contrôle des programmes et de l'enseignement). Plus tard, elle s'oppose au projet de loi Bayrou (1993) sur le financement de l'enseignement privé. En 1994, elle soutient que

l'exclusion des élèves portant un foulard est inutile et dangereuse : le congrès prend alors position contre l'exclusion ou les discriminations à l'égard des élèves au prétexte de leur appartenance religieuse, analyse de nouveau affirmée à l'occasion des débats liés à la présence de l'islam dans la société française.

Dans les années 1990, la LDH milite pour l'émancipation des enfants en suscitant la co-organisation du premier congrès national des conseils municipaux d'enfants en 1987, à partir duquel est fondée l'Association nationale des conseils municipaux d'enfants (ANCME, voir notice). Elle collabore avec la Ligue de l'enseignement (voir notice) pour fonder l'association Civisme et démocratie (CIDEM et travaille avec le Comité national d'action laïque, la Fédération syndicale unitaire et le Réseau éducation sans frontières.

La LDH, installée depuis 2001 dans le 18e arrondissement de Paris, est aujourd'hui une association généraliste des droits de l'homme agréée Jeunesse et éducation populaire et reconnue d'utilité publique. Elle intervient auprès des autorités publiques (collectivités locales, préfecture, police, justice, administrations) et des élus pour des cas individuels ou des principes fondamentaux, agit en lien avec les écoles pour l'éducation civique et l'éducation aux droits de l'Homme, participe à la vie démocratique et citoyenne en diffusant des pétitions, en organisant des conférences, des débats et des rassemblements, en menant des interventions dans la presse et des actions avec des organisations syndicales ou politiques. Elle se constitue en force de proposition sur des thèmes majeurs tels que l'école publique, la laïcité, les droits des immigrés et des étrangers, les discriminations de genre ou de sexualité, l'écologie et la citoyenneté.

Historique de la conservation

Les archives de la LDH ont été déposées en plusieurs fois à l'ex-Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), aujourd'hui La Contemporaine.

En novembre 2000, un premier grand ensemble, correspondant à la période 1898-1940, est accueilli. Il s'agit des archives saisies par la Gestapo en 1940 : ces documents avaient ensuite été confisqués par les Russes à la fin de la guerre avant d'être finalement rapatriés en France entre février et juin 2000 à la suite de négociations diplomatiques entamées en 1992. Ces archives ont pris le nom de « Fonds de Moscou » et concernent également, entre autres, la Ligue de l'Enseignement (voir notice).

Les archives postérieures à 1945, date à laquelle la Ligue reprend ses activités, ont été conservées au siège de la Ligue, rue Jean Dolent jusqu'en 2001. Un premier dépôt est effectué au moment du déménagement rue Marcadet puis six autres sont organisés entre 2007 et 2018.

L'inventaire du fonds est achevé en 2018.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est divisé en deux parties : archives antérieures à 1940 et archives postérieures à 1945. La période comprise entre les deux correspond à l'époque où la Ligue était dissoute.

Au sein de la première partie, réside le « Fonds de Moscou ». Ces 425 cartons, qui ont immédiatement été déposés à l'ex-BDIC au moment de leur rapatriement en France, retracent l'activité de la LDH depuis sa fondation jusqu'en 1940 : correspondance, rapports administratifs et financiers, coupures de presse, comptes rendus d'instances et dossiers relatifs aux « grandes affaires » telles que l'Affaire Dreyfus ou l'Affaire Stavisky (1935). Le cadre de classement est la résultante d'un compromis entre le respect de l'ordre organique initial et le reclassement à visée policière effectué par les archivistes soviétiques dans les années 1950. Les archives antérieures à 1945 contiennent aussi quelques archives non-spoliées (bulletins et archives de sections locales) et des archives « complémentaires » dans

lesquelles on trouve trace les campagnes pour la réhabilitation des fusillés de la Grande Guerre.

Les archives postérieures à 1945 rassemblent les archives des instances nationales, des instances régionales et locales, les dossiers des campagnes d'opinion ou d'évènements portés par la Ligue ou auxquelles elle participe avec diverses associations (Ligue de l'enseignement, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Cimade (voir notice) ou collectifs plus éphémères comme le Collectif des mal-logés – Mouvement contre les expulsions des logements parisiens). On trouve aussi les publications et la documentation ainsi que les archives de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) créée en 1922, dont l'histoire est intimement liée à celle la LDH. Une dernière partie est constituée de documents iconographiques (photographies, dessins, affiches).

Ce vaste ensemble constitue autant de points d'entrée pour analyser l'histoire des sociétés civiles et politiques françaises et, plus largement, l'histoire du militantisme en France, sur une échelle internationale, nationale ou locale. Il faut toutefois faire avec quelques lacunes pour la période 1945-1970, qui s'expliquent par une gestion administrative aléatoire au sortir de la guerre. En outre, à la fin des années 1970, les locaux de la rue Jean Dolent ont fait l'objet de plusieurs attentats, qui ont provoqué des incendies ayant détruit certaines archives (dossiers de journées d'étude, dossiers d'affaires et archives du service juridique).

Localisation du fonds du producteur

La Contemporaine

 Ligue des droits de l'homme, cote non communiquée
Dépôts en 2000, 2001, 2007, 2008, 2016, 2017 et 2018. Archives privées. Communication libre. Reproduction, publication ou citation de documents soumises à l'accord préalable du donateur ou des ayants droit par l'intermédiaire de la Contemporaine.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* environ 100 ml. *Dates extrêmes* : 1898-2004.

La Ligue française de l'enseignement

Adresse : 3 rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07
Téléphone : 01 43 58 97 11
Courriel : informations@laligue.org
Site internet : www.laligue.org

Anciens noms du producteur

Ligue de l'enseignement, 1866
Ligue française de l'enseignement, 1881
Ligue française de l'enseignement - Confédération nationale des œuvres laïques scolaires, postscolaires d'éducation et de solidarité sociales, 1925
Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, 1966
La Ligue française de l'enseignement, confédération générale des œuvres laïques, mouvement d'éducation populaire « La ligue de l'enseignement », 2004

Historique du producteur

Création : 15 novembre 1866
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 19 juillet 1944
Reconnaissance d'utilité publique : 31 mai 1930

En 1866, depuis Beblenheim en Alsace, un journaliste républicain et professeur, Jean Macé, lance un appel dans le journal parisien *L'opinion nationale.* Il demande aux individus

« désireux de contribuer personnellement au développement de l'instruction dans leur pays » de signer une déclaration d'adhésion « au projet d'établissement en France d'une Ligue de l'enseignement ». Dans de nombreuses régions en France, mais principalement en Alsace et en Lorraine, se mettent en place des cercles locaux : ce sont principalement des bibliothèques populaires, des lieux de conférences et des cours gratuits.

Après la guerre de 1870 et l'annexion de l'Alsace-Lorraine, le centre de gravité de la Ligue de l'enseignement se déplace de l'Est vers Paris. Dans ce contexte, le cercle parisien joue un rôle fédérateur de plus en plus important. Non seulement il devient un agent de liaison entre tous les cercles mais, au début des années 1870, il lance des pétitions et coordonne un vaste mouvement d'opinion en faveur de « l'instruction gratuite, obligatoire et laïque ».

Néanmoins, c'est seulement en 1881 que la Ligue devient officiellement une association centralisée, organisée en une fédération nationale sous le nom de Ligue française de l'enseignement. Elle regroupe alors directement tous les cercles locaux qui tendent à s'appeler sociétés d'instruction populaire. À cette époque, il n'existe pas encore de structures intermédiaires, de fédérations départementales ou régionales.

Après le vote des lois scolaires Jules Ferry (1881-1882), la Ligue développe l'éducation civique et militaire, et elle se rapproche momentanément de la Ligue des patriotes. À partir de 1894, sous l'impulsion de son nouveau président Léon Bourgeois, elle investit le champ des œuvres post et périscolaires même si elle continue à s'intéresser à ce qui se passe à l'école. Dans toute la France, elle multiplie alors les conférences pour expliquer le rôle de l'éducation et elle met en place ou impulse la création de nombreuses sociétés de gymnastique puis sportives, de patronages, etc.

En 1914, la Ligue soutient l'Union sacrée et sort de la guerre diminuée dans ses effectifs. Le renouveau va venir de la base, des sociétés locales qui se structurent progressivement en fédérations départementales. Celles-ci vont contribuer à remanier complètement au congrès national de 1925 l'organisation de la Ligue qui devient une confédération et prend le sous-titre de « Confédération générale des œuvres laïques scolaires, postscolaires, d'éducation et de solidarités sociales ». En 1926, la Ligue décide avec l'appui des élus républicains et des inspecteurs d'académie de créer pour chaque département une fédération des œuvres laïques (FOL) qui regroupe les associations locales. Cette réorganisation entraîne un rapprochement avec les instituteurs, chevilles ouvrières des œuvres ainsi qu'un renouvellement des idées de l'institution.

Plus à gauche qu'avant 1914, la confédération défend désormais l'idée d'une généralisation de l'enseignement postscolaire, en concevant les loisirs comme un temps de formation, voire d'émancipation sociale, et en luttant contre les méfaits du capitalisme par une organisation rationnelle dans le domaine de la récréation et du loisir.

À partir de la fin des années 1920, la Confédération crée des branches spécialisées : les UFOS (Union des fédérations des œuvres dans les domaines du sport (UFOLEP – 1928, voir notice), de l'éducation artistique (UFOLEA - 1933), du cinéma éducateur (UFOCEL – 1933), de l'image et du son (UFOLEIS – 1933), des vacances (UFOVAL – 1934), de l'aviation (CLAP – 1938), etc.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, la Confédération est une puissante organisation. Reconnue d'utilité publique depuis 1930, c'est une organisation para-administrative dont nombre d'activités sont prises en charge dans le cadre d'un service public. C'est aussi un puissant groupe de pression politique et idéologique de la gauche anticléricale. En 1937, la Confédération déclare 25 000 sociétés affiliées, 600 000 membres adultes, plus d'un million et demi d'enfants et adolescents membres. En 1939, elle regroupe 89 fédérations départementales, les fédérations d'Afrique du Nord, de Madagascar, plus les UFOS, le CLAP et les associations à base nationale (Eclaireurs de France (EDF, voir notice), Office central de la coopération à l'école (OCCE, voir notice), Action démocratique et laïque des femmes, etc.) et 25 000 cellules diverses (amicales, sociétés sportives, groupements artistiques, foyers ruraux) sont animées par la Ligue.

Dissoute en 1942 par le gouvernement de Vichy, la confédération est reconstituée à Alger dès 1943 pour être représentée auprès du gouvernement provisoire. À la Libération, les fédérations départementales se reconstituent les unes après les autres. La question dominante

est alors celle de la laïcité de l'école, entendue comme un refus des subventions aux écoles privées, ce qui inscrit la Ligue dans une relation privilégiée avec le syndicalisme enseignant.

Parallèlement, la Ligue s'investit dans l'action concrète en faveur des loisirs éducatifs et de l'éducation permanente (pour laquelle elle changera son intitulé en 1966, devenant Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente) et bientôt de l'action socioculturelle où elle est amenée à rencontrer d'autres partenaires issus du monde associatif d'origine chrétienne ou laïque-neutre. Ces nouveaux liens produiront des fruits après l'échec du projet d'unification scolaire.

C'est en effet depuis le milieu des années 1980 que la Ligue est engagée dans une tentative de renouvellement de la pensée laïque qui a revêtu notamment deux formes : une prise de distance par rapport à la querelle scolaire et une ouverture à la dimension pluriculturelle de la société française. C'est de là que procèdent des initiatives diverses visant le dialogue avec les religions, et la redéfinition d'un espace public fondé sur la citoyenneté républicaine, telles que la création des Cercles Condorcet ou de la commission « Islam et Laïcité ».

Tout au long de son histoire, la Ligue a prolongé son action en participant à la création d'associations nationales : les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) en 1937-1938, la Jeunesse au plein air (JPA, voir notice) en 1938, les Francas (voir notice) en 1944, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE, voir notice) en 1947, les Cercles Condorcet (voir notice Cercle Condorcet de Paris) en 1986, etc.

Historique de la conservation

Les archives de la Ligue française de l'enseignement étaient conservées à son siège national (3 rue Récamier dans 7ème arrondissement à Paris) et à la direction générale des services (21 rue Saint Fargeau dans le 20ème arrondissement). Une grande partie des archives anciennes de l'association a été détruite ou dispersée pendant la seconde guerre mondiale, époque pendant laquelle le siège de la Ligue fut occupé et pillé par l'association Les jeunes du maréchal.

Ont été notamment épargnées les archives d'un des principaux dirigeants de la Ligue de l'enseignement durant l'entre-deux-guerres, Joseph Brenier. Jusqu'en 1940, elles étaient conservées au siège national de l'association. Elles furent alors saisies par les autorités allemandes qui les transférèrent à Berlin. En 1945, elles furent soustraites par les Russes et envoyées à Moscou. Elles y restèrent jusque dans les années 1990, date à laquelle la Ligue de l'enseignement les rapatria.

La Ligue de l'enseignement a déposé ses archives à vocation historique aux Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine en 2014. Le répertoire numérique a été réalisé par la mission Archives de l'Education nationale.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

En plus des photographies (20140272), des documents audiovisuels (20140273) et des documents hors-format (20140274), les dossiers (20140057) déposés aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine renferment des documents concernant l'historique de la Ligue de l'enseignement, son fonctionnement, sa gestion administrative, ses activités et ses relations extérieures.

La partie historique est constituée d'archives formant l'histoire de la création et du développement de la Ligue jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale. En effet, des documents concernant Jean Macé et l'esprit fondateur de la Ligue s'y trouvent, ainsi que des cartes postales et des timbres qui illustrent son histoire. De même, le fonds renferme de nombreux dossiers relatifs à la période de la Seconde guerre mondiale, durant laquelle la Ligue fut dissoute puis reconstituée, et ses archives pillées par l'armée allemande puis emmenées à Moscou. Le fonds conserve la trace de ces événements, notamment au travers de procès-verbaux, d'arrêtés et d'attestations relatant le pillage des dossiers de la Ligue.

Les archives emmenées par les Allemands ont, depuis, été restituées à l'association et ont pris le nom de « Fonds de Moscou ». Les documents qui le composent sont essentiellement des circulaires, des documents sur l'activité avant-guerre de la Ligue, des coupures de presse sur divers sujets, ainsi que les dossiers de travail du président de la Ligue de 1933 à 1942 : François Brenier.

Au sein de la partie historique, de nombreuses archives portent également sur les activités et l'organisation du Cercle parisien, qui adhère à la Ligue dès 1867 et partage la même direction à partir de l'année suivante. La vie statutaire de l'association, ainsi que sa gestion administrative et ses activités y sont donc représentées par la conservation des registres de délibérations, des courriers, des registres de bourses mais aussi une collection non complète de la publication du Cercle Les cahiers laïques. Enfin, le fonds conserve aussi la trace des activités des Cercles Condorcet, bien que les documents traitant de leur histoire et de leurs actions soient moins nombreux. Le lecteur peut néanmoins consulter les comptes rendus de réunions des présidents de 1993 à 2003.

Aux côtés de la partie historique, se trouvent également de nombreux dossiers traitant de l'organisation et du fonctionnement de l'association. Sont notamment conservés dans cette partie administrative des documents relatifs à la vie statutaire de la Ligue, les adhésions et les programmes de l'organisme laïque. Les documents fondamentaux tels que les statuts, le règlement intérieur et la reconnaissance d'utilité publique y précèdent les registres et les archives portant sur les séances de réunion des organes de direction, tels que le conseil général, les assemblées générales et des congrès. Les tableaux récapitulatifs des adhérents et les dossiers traitant de la mise en place de la nouvelle carte de la Ligue permettent au lecteur d'analyser l'implication de l'association dans ses relations avec l'ensemble de ses membres. Enfin, les programmes annuels et triennaux révèlent la politique globale réfléchie menée par la Ligue.

En parallèle aux documents produits par les instances dirigeantes, les archives relatives à la gestion administrative de la Ligue de l'enseignement reflètent une gestion quotidienne typique à l'ensemble des associations. Se trouvent, dans le fonds, la production du secrétariat général (courriers, circulaires, notes de service), les contentieux (documents juridiques), les finances (budgets et comptes, subventions, dons et legs), la gestion du personnel (stages et formations, distinctions honorifiques et documents provenant des instances professionnelles) et le patrimoine (marchés, ventes, achats, plans et rapports d'inspection).

Les activités du centre confédéral sont extrêmement variées comme le prouvent les rapports d'activités présents dans le fonds. Elles montrent un engagement fort de la part de la Ligue avec, par exemple, des mobilisations contre les discriminations ou la commémoration du centenaire de la loi de 1901. La Ligue mène aussi de nombreuses autres actions répondant à des thématiques définies par la direction : la culture, l'environnement, l'éducation, la jeunesse, la laïcité... Les documents prépondérants qui témoignent de ces activités sont des comptes rendus de réunions, des dossiers d'organisation d'événements, des publications comme Pourquoi ? ou Idées en Mouvement, des dossiers de suivi de projets et des dossiers de partenariats.

Enfin, le centre confédéral de la Ligue de l'enseignement entretient des relations avec son réseau dans les départements (les FOL) et les régions (les URFOL). Il reste également très à l'écoute de ses structures associées, organismes autonomes créés en partenariat par la Ligue et d'autres associations, comme par exemple Civisme et démocratie (CIDEM) qui découle d'un partenariat entre la Ligue de l'enseignement et la Ligue des droits de l'Homme (voir notice). Le centre confédéral travaille aussi en collaboration avec des associations locales, affiliées ou non à son réseau, et des acteurs politiques comme les ministères et les partis politiques. Les documents découlant de ces échanges sont pour la plupart des conventions et de la correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 La Ligue de l'enseignement, 20140057

Dépôt en 2014. Archives privées. Communication libre à l'exception des articles 20140057/12, 13, 20, 28, 36, 70-73, 76-80, 83, 256, 421-423, 447, 457-458, 460-461, 641, 839, communicables à l'expiration d'un délai de 50 ans, et des articles 20140057/81-83, 342-350, 464-466, 470, 494, 507, 520, 522, 911-913, communicables à l'expiration d'un délai de 75 ans.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 978 articles, 149,3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1852-2013.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde travail (ANMT)

 Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) et Union sportive de l'enseignement primaire (USEP), 2010031

Dépôt en 2010. Archives privées. Communication libre à l'exception des cotes 65, 66, 67, 123, 124, 125. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 25,95 mètres linéaires, 291 articles. *Dates extrêmes* : 1928-2004.

Bibliothèque historique de la ville de Paris

 Papiers Charles-Louis Chassain (proche de Jean Macé) lettres de Jean Macé. MS 1617 à 1645.
 Papiers Adrien Duvand : 29 cartons classés et répertoriés : journaliste, dirigeant de la Ligue, de l'Alliance démocratique, dignitaire de la Maçonnerie, membre de quantité d'associations.

Bibliothèque nationale de France

 Ms 16972 : articles de Jean Macé ; MS 16973 -16976 : correspondance Jean Macé – Jules Hetzel (1846-1894 environ 700 lettres) ; Ms 13543 lettres de Jean Macé à J Reinach.

Mairie de Beblenheim (Haut-Rhin)

• Archives Jean Macé, 1842-1870 : documents liés au Pensionnat du Petit Château où il enseignait et à la création de la Ligue de l'enseignement (articles, correspondance), manuscrits des œuvres et des projets de livres de Jean Macé. Pas de classement.

Institut catholique de Paris

 Archives Georges Goyau : 8000 lettres adressées à Jean Macé, brouillons de lettres de Jean Macé (12 cartons).

Institut Mémoire de l'Edition contemporaine

•· Fonds Pierre-Jules Hetzel (1814-1886) : correspondance avec Jean Macé.

La Ligue française de l'enseignement, Fédération des associations laïques (FAL) de la Corrèze

Adresse : 4 impasse pièce Saint-Avid, BP 123, 19004 Tulle Cedex
Téléphone : 05 55 26 42 12
Site internet : http://www.fal19.fr/

Anciens noms du producteur

Fédération des œuvres laïques (FOL) de la Corrèze

Historique du producteur

La Fédération des associations laïques de la Corrèze est membre de la Ligue française de l'enseignement (voir notice).

Historique de la conservation

Ce fonds a été déposé aux Archives départementales de la Corrèze.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs aux activités de la FAL de la Corrèze depuis sa création, notamment les activités avec les écoles et autres associations.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Corrèze

 Fédération des associations laïques de la Corrèze, 58J
Dépôt. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1960-1990.

La Ligue française de l'enseignement, Fédération des associations laïques (FAL) de la Drôme

Adresse : 26-32 avenue Sadi Carnot, BP 133, 26001 Valence Cedex
Téléphone : 04 75 82 44 60
Courriel : fol26@fol26.fr
Site internet : http://fol26.fr/

Anciens noms du producteur

Fédération des œuvres laïques (FOL) de la Drôme

Historique du producteur

Création : 29 novembre 1927

La Fédération des associations laïques de la Drôme est membre de la Ligue française de l'enseignement (voir notice). Elle est créée par le sénateur Lisbonne le 29 novembre 1927 à Valence.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées aux Archives départementales de la Drôme en 1992. Un contrat de dépôt a été établi en septembre 2003 avec François Benoît, président de la FOL Drôme. Ce fonds, dont les dates extrêmes vont de 1945 à 1984, est très complet et en bon état de conservation.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

On peut y découvrir toutes les fonctions, les actions et les activités de cet organisme. Il couvre une période importante de la laïcité dans les écoles, en particulier les incidences de la loi Debré (1960) et de la pétition du Comité national d'action laïque (CNAL) qui s'en est suivi. Les

centres de vacances tiennent également une part conséquente dans ce répertoire ; on peut y retrouver des documents concernant la création, la gestion, le fonctionnement et la comptabilité de ces centres et ainsi se rendre compte de leur évolution.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Drôme

 Fédération des œuvres laïques (FOL) de la Drôme, 167J
Dépôt en 1992. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 438 articles, 37,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-1984.

La Ligue française de l'enseignement, Fédération des associations laïques (FAL) de Lot-et-Garonne

Adresse : 108, rue Fumadelles - BP 60179 - 47005 Agen Cedex
Téléphone : 05 53 77 05 30
Courriel : contact@laligue-fol47.org
Site internet : https://www.laligue47.org/

Anciens noms du producteur

Fédération des œuvres laïques (FOL) de Lot-et-Garonne

Historique du producteur

Création : 1911

La Fédération des associations laïques de Lot-et-Garonne est membre de la Ligue française de l'enseignement (voir notice).

Historique de la conservation

Suite à une journée de sensibilisation organisée à Agen par l'Association des déposants aux archives de la jeunesse et de l'éducation populaire (ADAJEP), les films de l'association ont été déposés aux Archives départementales du Lot-et-Garonne en 2016. À terme, l'ensemble des archives papier devrait être déposé.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds audiovisuel comprend 32 bobines 16mm numérisées en 2016. Les films retracent une partie de la vie statutaire de l'association (le 52e congrès national organisé en mai 1936 à Vichy) et montrent certaines activités sportives et éducatives proposées entre 1936 et 1966 : fêtes des associations laïques du département en faveur des écoles, fêtes populaires ou concours de gymnastique à destination du public scolaire.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Lot-et-Garonne

 La Ligue française de l'enseignement, Fédération des associations laïques (FAL) de Lot-et-Garonne, 22AV
Dépôt en 2016. Archives privées. Communication libre, copies soumises à autorisation.
Instrument de recherche : non communiqué. *Importance matérielle :* 32 bobines. *Dates extrêmes* : 1936-1966.

La Ligue française de l'enseignement, Fédération des associations laïques (FAL) du Calvados

Adresse : 16, rue de la Girafe, BP 85091, 14078 Caen cedex 5
Téléphone : 02 31 06 11 21
Courriel : federation14@laliguenormandie.org
Site internet : http://www.federation14.laliguenormandie.org

Anciens noms du producteur

Fédération des œuvres scolaires et post-scolaires laïques du Calvados, 1927-1991

Historique du producteur

Création : 1927

La fédération des œuvres scolaires et post-scolaires laïques du Calvados est fondée en 1927 sous l'impulsion de Madame Edmond Raphaël. Son action consiste à faire connaître les grands problèmes nationaux relatifs à l'enseignement et à développer les associations communales post-scolaires. Lors de sa création, la Ligue compte déjà 4 cercles locaux dont les plus anciens sont localisés à Caen (fondé en 1881) et Bayeux (fondé en 1883) ; beaucoup de chef-lieux de cantons disposent de patronages et de diverses œuvres laïques et d'éducation populaire. La capitale bas-normande accueille en 1901 le congrès national de la Ligue française de l'enseignement (voir notice).

La Seconde Guerre mondiale marque un coup d'arrêt : la Ligue et ses fédérations sont dissoutes par décret le 17 avril 1942 et leurs biens sont placés sous séquestre. Elle est rétablie en 1945 au niveau national et deux plus tard dans le Calvados.

Sous la houlette de Fernand Leconte, la fédération se restructure autour de l'animation de ses nombreuses unions fédérales présentes sur tout le territoire départemental et participe aux actions du Comité national d'action laïque (CNAL). Elle est également à l'origine des centres socio-éducatifs d'Asnelles, Saint-Jean-d'Aulp (Haute-Savoie) et Saint-Pierre-d'Entremont (Isère), d'un institut médico-pédagogique à Clinchamps-sur-Orne et d'un institut médico-psychologique à Fleury-sur-Orne. Elle développe enfin une importante activité d'éducation par l'image animée, notamment par le biais de l'office régional des œuvres laïques d'éducation par l'image et le son (OROLEIS) de Normandie qui permet l'utilisation des moyens audiovisuels pour favoriser l'éducation morale, civique et sociale ; l'OROLEIS étant dissoute en 1991, son actif est repris par l'association Génériques de Basse-Normandie, créé en 1987 par la Ligue de l'enseignement du Calvados.

Historique de la conservation

Les archives de la Ligue de l'enseignement du Calvados ont été déposées aux Archives départementales du Calvados en 2015.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend en particulier les documents relatifs au fonctionnement associatif (congrès et assemblées générales). Cette partie contient également 7 boîtes de photographies allant de 1952 à 1989 qui illustrent non seulement le fonctionnement de l'association mais aussi les activités menées sur le territoire départemental (fêtes de la jeunesse, bals, concours...).

En complément, on pourra trouver une petite partie des archives de l'union régionale (période 1991-1992) ainsi que les fonds des deux associations affiliées à la fédération du Calvados : l'Office Régional des Œuvres Laïques d'Éducation d'Image et de Son (OROLEIS) de Normandie et l'association Génériques de Basse-Normandie.

Le fonds ne possède aucun document relatif à la première période d'existence de la Ligue (1927-1942), hormis les bulletins d'information mensuels (94J/18), lacunaires. Une collection plus complète est disponible dans le fonds de la bibliothèque historique des Archives départementales du Calvados sous la cote 14T/9/11.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Ligue de l'enseignement du Calvados, 94J
Dépôt en 2015. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : inconnu. *Importance matérielle* : 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1930-2016.

Sources complémentaires

Archives départementales du Calvados

 Vignet André, F 6466-6471, F6522-6524
Don en 1956. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : Inventaire méthodique détaillé. *Importance matérielle :* 9 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1944-1957.

 Briet Paul, 48J
Don en 2003. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : inventaire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 23 articles, 2,6 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1954-2004.

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 La Ligue de l'enseignement, 20140057
Dépôt en 2014. Archives privées. Communication libre à l'exception des articles 20140057/12, 13, 20, 28, 36, 70-73, 76-80, 83, 256, 421-423, 447, 457-458, 460-461, 641, 839, communicables à l'expiration d'un délai de 50 ans, et des articles 20140057/81-83, 342-350, 464-466, 470, 494, 507, 520, 522, 911-913, communicables à l'expiration d'un délai de 75 ans.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 978 articles, 149,3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1852-2013.

La Ligue française de l'enseignement, Société d'instruction populaire des arrondissements d'Annecy et de Saint-Julien

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Cercle savoisien de Ligue de l'enseignement

Historique du producteur

D'abord dénommée Cercle savoisien de Ligue de l'enseignement, cette société qui recrutait ses militants dans le corps enseignant mais aussi parmi les fonctionnaires et les membres des professions libérales, se proposait de répandre l'instruction auprès des adultes, surtout ruraux, par le prêt de livres, les conférences et les projections cinématographiques.

L'association a été affiliée à la Ligue française de l'enseignement (voir notice).

Historique de la conservation

Les Archives départementales de la Haute-Savoie conservent un fonds d'archives constitué à partir des documents confiés en 1970 par Georges Grandchamp (période 1926-1941) et de papiers donnés en 1913 (période 1898-1912). Il subsiste une lacune pour les années 1913 à 1925, bien que la société n'ait pas interrompu ses activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient notamment les statuts de la société, des listes d'adhérents, des documents comptables et des dossiers concernant la bibliothèque.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Société d'instruction populaire des arrondissements d'Annecy et Saint-Julien, 28J
Don en 1913 et dépôt en 1970. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 19 articles, 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1898-1941.

La Ligue française de l'enseignement, Cercle spinalien

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le cercle spinalien, appelé aussi section spinalienne, était affiliée à La Ligue française de l'enseignement (voir notice). D'après les archives, il semble avoir fonctionné dès la fin des années 1880, même s'il n'a été déclaré en préfecture comme association loi 1901 que le 8 janvier 1910. Il se présentait comme une association « ayant pour but de contribuer à la propagande de l'instruction laïque et de l'éducation démocratique ».

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient des documents relatifs à l'administration générale (liste des adhérents), aux colonies de vacances et autres activités.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Vosges

 Ligue de l'enseignement, cercle spinalien, 9J
Dépôt. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 16 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1889-1940.

La maison d'enfants de Sèvres

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1er octobre 1941

Également appelée « La petite république », la Maison d'enfants de Sèvres est créée le 1er octobre 1941 rue Croix-Bosset à Sèvres (Hauts-de-Seine). Placée sous le haut patronage du Secours national-Entr'Aide d'Hiver du Maréchal, elle a pour but de prendre en charge les enfants orphelins victimes de la guerre et de l'exode. Sa première directrice, Yvonne Hagnauer, par ailleurs militante aux Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice), reste à la tête de cette école pendant trente ans.

Rapidement, la Maison de Sèvres devient un refuge clandestin pour les enfants et les adultes menacés par le régime de Vichy et les autorités allemandes. Ainsi une cinquantaine d'enfants et d'adultes sont cachés par les époux Hagnauer (Yvonne et Roger), les enfants cachés ont constitué environ les deux tiers de la population enfantine de Sèvres.

À la Libération, les Hagnauer continuent à protéger les enfants en rassemblant sous un même toit, les enfants rescapés des camps, les orphelins de guerre, les enfants de mère célibataire et les enfants fragilisés. La maison de Sèvres passe alors successivement sous la tutelle de l'Entraide française puis sous celle du département de la Seine et du ministère de l'Education nationale. En 1951, à l'occasion de son dixième anniversaire, elle édite une brochure où elle se présente comme un internat mixte interdépartemental de l'Enseignement public regroupant une classe enfantine, un cycle élémentaire, un collège d'enseignement général et un collège d'enseignement technique. Elle accueille des enfants âgés de 4 à 17 ans, issus de milieux modestes et perturbés.

Parallèlement, le nombre d'enfants augmentant et les moyens matériels se développant, la vieille bâtisse se révèle être rapidement trop petite. En 1958, les enfants de Sèvres quitte la rue Croix-Bosset pour le château de Bussières à Meudon (Hauts-de-Seine).

Outre son rôle dans le placement des enfants pendant guerre, la Maison de Sèvres a également été un lieu d'innovation pédagogique. En effet, dès sa création et encore plus après la guerre, Yvonne Hagnauer a essayé d'appliquer les méthodes d'éducation nouvelle.

Historique de la conservation

Une partie des archives a été donné au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) et a fait l'objet d'un répertoire numérique détaillé en 2003.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les documents évoquent l'histoire de cette maison d'enfants depuis sa création en 1941 jusque dans les années 1980 mais également le parcours des Hagnauer : leurs études, leur

engagement dans le syndicalisme puis dans la résistance pendant la guerre et leurs écrits à la fois pédagogiques et syndicalistes.

Une première partie est composée de divers textes syndicalistes rassemblés par Roger Hagnauer et contient entre autres le texte « Paix immédiate » (MDVIII-2).

La deuxième partie évoque le parcours d'Yvonne et Roger Hagnauer depuis leurs études, leurs débuts dans la profession d'enseignant jusqu'à leurs divers écrits et prises de position en matière de pédagogie et de syndicalisme.

Une troisième partie insiste davantage sur l'histoire de la Maison de Sèvres dès sa création en 1941 sous la tutelle du Secours National, puis son rôle dans la Libération et enfin sa reconversion après-guerre. Les documents concernant l'aide apportée aux enfants cachés sont peu nombreux.

Une quatrième et dernière partie est consacrée aux méthodes pédagogiques appliquées à Sèvres essentiellement à partir des années 1950. Les documents évoquent les réflexions d'Yvonne Hagnauer en matière de pédagogie et plus spécialement sur l'application des méthodes d'éducation nouvelle à la Maison de Sèvres (développement des centres d'intérêts, échanges avec d'autres écoles). Figurent aussi des travaux d'enfants réalisés dans le cadre des ateliers rassemblent des poèmes, des dessins, des brochures sur différents thèmes, des journaux, etc.

Localisation du fonds du producteur

Centre de documentation juive contemporaine

 La petite république, MDVIII
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 76 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1898-1982.

La Nef

Historique du producteur

Création : 1951

La Nef était un foyer féminin situé au 10 rue de Richelieu fondé par les Guides de France (GDF, voir notice) et la Fédération française des éclaireuses (FFE, voir notice) pour l'accueil des guides étrangères de passage à Paris. Le foyer a dû fermer pour des raisons administratives. Le nom de La Nef a été conservé pour un tout autre usage au bénéfice du scoutisme féminin pour gérer le fonds Ruth Mulhauser soutenant annuellement des activités internationales de membres féminins des associations du Scoutisme français (voir notice).

Historique de la conservation

Les archives ont été données à l'association des Guides de France devenue en 2004 Scouts et guides de France.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds représente environ 1 mètre linéaire. Il est constitué des rapports moraux (1952-1974), de correspondances, du dossier de fermeture du foyer (1975), du dossier américain du legs et de dossiers relatifs à la gestion du fonds Ruth Mulhauser (1989-2004).

Localisation du fonds du producteur

Scouts et guides de France

 La Nef
Archives privées. Communication soumise à autorisation des Scouts et guides de France.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 1 mètre linéaire.
Dates extrêmes : 1952-2004.

La Route des jeunes

Association dissoute ou inactive

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Corse-du-Sud.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement de l'association, à ses relations extérieures, et à ses travaux divers (monuments et environnement).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Corse-du-Sud

 La Route des jeunes, 76J
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 24 articles, 2,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1964-1989.

La Tour d'Auvergne

Adresse : 8 passage du Couëdi, BP 60408, 35004 Rennes Cedex
Téléphone : 02 99 30 10 89
Courriel : accueil@tourdauvergneasso.com
Site internet : http://tourdauvergneasso.com

Anciens noms du producteur

Œuvre de la Sainte Famille, 1897-1900

Historique du producteur

Création : 1897

En 1897 est créé le patronage l'Œuvre de la Sainte Famille par l'archevêque de Rennes Mgr Janvier. En 1900, les statuts de la société civile de la Tour d'Auvergne sont déposés, qui devient ensuite une association sportive. En 1907, elle ouvre un cinéma. Une convention est signée avec la ville de Rennes en 1977 et, un an plus tard a lieu l'ouverture de la bibliothèque.

La Tour d'Auvergne joue depuis sa création son rôle de club sportif en proposant plus d'une trentaine d'activités, ainsi que son rôle social dans la formation des jeunes par l'apprentissage de la vie de groupe, en leur fournissant des repères. Elle est aussi ouverte sur l'extérieur, participant à des manifestations sportives, organisant des camps de vacances, des séjours d'été et accueillant des groupes étrangers. Son objet est de favoriser le développement physique, culturel et social de ses adhérents ; de créer et entretenir des liens d'amitié et de solidarité entre ses membres, par la pratique des sports, des activités culturelles et de loisir.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2005 aux Archives municipales de Rennes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds s'articule autour de huit axes : organisation et administration ; comptabilité ; personnel ; financement ; infrastructures ; relations avec d'autres organismes ; activités (adhérents, activités sportives, actions et activités socio-éducative et culturelles, évènements et fêtes) ; documentation et communication.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Rennes

 Tour d'Auvergne, 31 Z
Don en 2005. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 276 articles, 15,35 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1897-2003.

La vie nouvelle

Adresse : 21 rue des Malmaisons, 75013 Paris
Téléphone : 01 55 35 36 46
Courriel : siege@lvn.asso.fr
Site internet : http://www.lvn.asso.fr/

Anciens noms du producteur

Les amitiés scoutes, 1942-1947

Historique du producteur

Création : 1947
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 24 novembre 1959

La vie nouvelle est un mouvement créé en juillet 1947, qui succède à une autre association, Les amitiés scoutes, fondée en 1942. Elle a été mise en place par les Scouts de France (SDF, voir notice) pour permettre à ses membres de transposer dans leur vie d'adultes certaines valeurs, certaines activités vécues autrefois, et de les compléter. À cette différence capitale que La vie nouvelle s'ouvrait à tout homme et toute femme intéressés par ses propositions, même s'ils n'étaient pas passés par le scoutisme et sa branche aînée, la Route.

La vie nouvelle s'est toujours voulue un mouvement de formation permanente de ses membres sur tous les terrains qui les concernaient : approfondissement de la foi chrétienne, initiation à

la vie du citoyen, intérêt aux problèmes de vie que rencontrent gens mariés ou célibataires - problèmes de santé, d'expression, de culture ou d'éducation. Elle est aussi un mouvement d'aide à ses membres dans leurs engagements sociaux, religieux, politiques, éducatifs au plan local, régional ou national, et ceci par l'intermédiaire de ses 150 groupes environ, ses membres acceptant, pour être membres à part entière du mouvement, des exigences marquées de type culturel ou militant.

Mouvement d'intervention publique par l'intermédiaire de son échelon national, La vie nouvelle fonctionne suivant les règles d'une association loi 1901. Son échelon national organise des rencontres, des sessions nombreuses, des voyages d'études à l'étranger, et publie des revues (*Terre et Ciel*, devenu par la suite *Vers la Vie Nouvelle*, *Citoyens 60* et autres plus épisodiques), dont la lecture est indispensable à la compréhension de l'histoire de l'association, entre autres par les comptes rendus qu'elles donnent des activités de ses groupes ou des manifestations du mouvement.

C'est dans son sein que s'est créée en 1959, sur l'initiative de Jacques Delors, qui l'a dirigée jusqu'en 1965, la revue *Citoyens 60*, puis les clubs du même nom.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix en 2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement de l'association (assemblées générale, conseils d'administration, bulletins de chefs de file, circulaires) ainsi qu'aux études et recherches de La vie nouvelle. On y trouve aussi des dossiers d'orientation générale, des archives sur la vie des groupes et sur les voyages organisés par La vie nouvelle.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 La vie nouvelle, 60 AS ou 2000 006
Dépôt en 2000. Archives privées. Communication libre sauf 60 AS 70-95 et 140-200 sur autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 221 articles, 19 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1946-1978.

La vie nouvelle, groupe de Colmar

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1966

L'association était une des sections de l'association nationale La vie nouvelle (voir notice). Fondée à Colmar en 1966, elle a été dissoute en 1976.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en 1976-1977 aux Archives départementales du Haut-Rhin.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de pièces relatives au fonctionnement de l'association : fondation, statuts, dissolution, fiches des membres, documentation, correspondance, comptabilité, dossiers et fiches d'études, bulletins, circulaires, publications, activités du groupe.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Haut-Rhin

 Section colmarienne du mouvement Vie nouvelle, 23J
Dépôt en 1976-1977. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 17 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1965-1976.

La vie nouvelle, groupe de Montpellier

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1966

Fondé en 1966, le groupe local de Montpellier était affilié à l'association nationale La vie nouvelle (voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de l'Hérault le 26 février 1988.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds permet de retracer l'activité locale d'une association nationale d'éducation populaire. On y trouve des documents nationaux d'administration, des archives des équipes locales qui ont animé l'association (comptes rendus de réunion, documents financiers et comptables), des fichiers des membres et des documents nationaux et locaux de réflexion de l'association (mémoires, comptes rendus de réunion).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 La vie nouvelle, groupe de Montpellier, 31J
Dépôt en 1988. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 0,90 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1966-1980.

Le Scoutisme français

Adresse : 65 rue de la Glacière, 75013 Paris
Téléphone : 01 43 37 03 57
Site internet : http://www.scoutisme-francais.org

Anciens noms du producteur

Bureau interfédéral du scoutisme français (BIF), 1923-1940

Historique du producteur

Création : [1923] ; 24 décembre 1940
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 24 juillet 1941
Reconnaissance d'utilité publique : 7 octobre 1948

Dès 1923, des mouvements scouts masculins se retrouvent au sein du Bureau interfédéral du scoutisme français (BIF). À l'automne 1940, ce regroupement s'étend aux associations féminines et une fédération appelée « Scoutisme français » se met alors en place.

Aujourd'hui, le Scoutisme français fédère des associations françaises qui se réclament du scoutisme et qui appartiennent aux instances mondiales du scoutisme et du guidisme : Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS) et/ou Association mondiale des guides et des éclaireuses (AMGE).

Les associations membres du Scoutisme français sont actuellement :

- Éclaireuses et éclaireurs de France (voir notice) ;
- Éclaireuses et éclaireurs israélites de France (voir notice) ;
- Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France (voir notice) ;
- Scouts et Guides de France (voir notice Scouts de France et notice Guides de France) ;
- Scouts musulmans de France.

Le Scoutisme français a pour but de régler les questions d'intérêt commun au scoutisme et de présenter aux membres de diverses associations comme à l'opinion publique la réalité d'un scoutisme français uni dans la diversité.

Le rôle du Scoutisme français est le suivant :

- Représentation du Scoutisme français ;
- Collaboration entre les associations membres dans tous les domaines techniques et administratifs ;
- Arbitrage et la sanction des difficultés pouvant s'élever entre les associations du Scoutisme français ;
- Mise en œuvre des actions que le conseil national décidera.

Historique de la conservation

Au début des années 1990, les archives étaient conservées dans le 13e arrondissement à Paris, au 7 rue Emile Dubois, qui était alors le siège social de l'association régionale Ile-de-France des Guides de France. Elles ont été ensuite transférées au siège social de l'association nationale des Guides de France avant d'être stockées chez les Scouts de France au 54 avenue Jean Jaurès à Paris, dans le 19e arrondissement.

Le Scoutisme français a déposé ses archives aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en quatre fois :

- en 2004, dépôt de 5 mètres linéaires d'archives (1940-1997). Un répertoire numérique a été réalisé en 2006 ;

- En 2007, dépôt de 4 mètres linéaires d'archives (1930-2000). Un bordereau de récolement permet la consultation du fonds ;
- En 2008, dépôt d'un peu plus d'un mètre linéaire d'archives (1947-1999). Un bordereau de récolement permet la consultation du fonds.
- En 2018, dépôt de 2 mètres linéaires d'archives (1945-2009). Un bordereau de récolement permet la consultation du fonds. À cette occasion, un contrat de don a été signé s'étendant à l'ensemble des dépôts antérieurs.

Présentation des sources

Malgré quatre dons d'archives, le fonds du Scoutisme français est lacunaire même s'il renferme des dossiers très riches sur l'histoire de la fédération et sur les relations entre les différentes associations scoutes.

Hormis un rapport moral et financier présenté à l'assemblée générale de 1930, le fonds ne renferme aucun document du BIF. Les dossiers d'instances (assemblée générale, conseil national) n'ont été conservés qu'à partir de 1949. L'association a néanmoins conservé des dossiers statutaires depuis 1940, comprenant des documents intéressants sur la Charte de l'Ouradou (25 septembre 1940), les statuts de 1948 et de 1965.

Concernant les relations avec l'État, les archives couvrent relativement bien la période allant de 1952 à 1984.

La majeure partie du fonds concerne les relations avec les autres mouvements, comme les Scouts et guides de France, et les institutions nationales et internationales (Unesco, Fonds européen de la jeunesse) ainsi que les actions internationales, principalement la participation aux instances internationales (AMGE, OMMS) qui relèvent des commissions générales : « Scoutisme français féminin » et « Scoutisme français masculin ». Cependant, là aussi, les dossiers ne sont pas complets. C'est encore plus le cas des archives des commissions spécialisées, dont pour certaines, nous ne disposons d'aucun document : commissions « pédagogie », « administration », « extension », « formation », « commissions de branches ». Toutefois, les documents relatifs à la commission d'étude pour la réorganisation du Scoutisme français sont particulièrement riches.

N'ont été conservées que les archives de participation à des Jamboree n°8 à 17 (1955-1991) et celles du 6e jamboree à Moisson en 1947 qui a été pourtant organisé par le Scoutisme français sont fragmentaires et décevantes. On trouve également un dossier concernant le 50e anniversaire de ce jamboree, célébré en 1997.

Le fonds renferme des dossiers particulièrement intéressants sur :

- le scoutisme allemand dans la zone française entre 1946 et 1949 ;
- la création du Scoutisme français en Égypte ;
- sur les relations entre la Fédération française des éclaireuses (voir notice) et les Eclaireurs de France (EDF, voir notice) suite à la décision de cette dernière d'ouvrir ses troupes aux filles entre 1949 et 1953 ;
- un arbitrage en 1952 de la fédération concernant un conflit au sein des Eclaireurs de France, entre Georges Bertier et Gabriel Monod ;
- le refus d'affiliation d'associations au Scoutisme français entre 1940 et 1946.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Le Scoutisme français, 531J
Dépôts entre 2004 et 2018, transformés en dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique pour le premier dépôt et bordereaux de récolement pour les trois autres. *Importance matérielle* : 12 mètres linéaires, 156 articles. *Dates extrêmes* : 1930-2009.

L'épi d'or, comité pour l'auberge de la jeunesse internationale Marc Sangnier

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 20 avril 1951

En France, la première auberge de jeunesse, appelée « L'épi d'or », est créée par Marc Sangnier en 1929 à Bierville (Boissy-la-Rivière, Essonne). Durant l'entre-deux-guerres, elle fait partie du réseau de la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice). Pendant la seconde guerre mondiale, l'auberge est laissée à l'abandon et tombe partiellement en ruine. À partir de 1945, la LFAJ s'efforce avec des moyens dérisoires de la rendre à nouveau utilisable. Mais c'est surtout grâce à l'action de la Fédération internationale des auberges de la jeunesse, et plus particulièrement d'Anton Grassl et de Jack Catchpool, que de réels moyens sont mis pour la remettre en service.

L'association « L'épi d'or, comité pour l'auberge de la jeunesse internationale Marc Sangnier » est créée en 1951. Jean Sangnier en est le président et Claude Sorel est chargé de l'administration de l'auberge. Ce dernier a adhéré à l'Organisation centrale des camps et auberges de la jeunesse (OCCAJ, voir notice) en 1946 et à la LFAJ en 1947. L'auberge est reprise en gestion directe par la LFAJ en 1963.

En 1981, le terrain et les locaux sont vendus par la famille Sangnier à la commune de Boissy-la-Rivière. La municipalité a reconnu le caractère d'auberge de jeunesse des locaux, les a restaurés et a conservé le nom de « L'Épi d'or - auberge de la jeunesse Marc Sangnier ».

Historique de la conservation

L'ensemble du fonds constitué de 4 boîtes d'archives et conservé à l'Institut Marc Sangnier a fait l'objet d'un répertoire numérique. Il comprend des documents donnés par Claude Sorel en juin 1999 ainsi que de dossiers de Jean Sangnier.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives données par Claude Sorel représentent deux boîtes d'archives : documents financiers récapitulatifs, dossiers de gestion de personnel, correspondance, statistiques d'hébergement, inventaires de matériel, procès-verbaux de réunions et d'assemblées générales (1948-1977).

Les archives de Jean Sangnier sont plus riches concernant le fonctionnement associatif de L'épi d'or : documents statutaires, comptes rendus de bureau, de comité et d'assemblée générale, papiers liés à l'organisation de manifestations, correspondance (1951-1983). Elles renferment aussi des dossiers de subvention et de la réhabilitation de l'auberge (début des années 1950).

Localisation du fonds du producteur

Institut Marc Sangnier

 L'Épi d'or, comité pour l'auberge de la jeunesse internationale Marc Sangnier, EO
Dons avant 2000. Archives privées. Communication sur rendez-vous et soumise à autorisation du dépositaire.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1948-1983.

Les Amis de Célestin Freinet

Adresse : Centre de ressources international des Amis de Freinet, rue Réaumur, 53100 Mayenne
Courriel : moulle@ecolebizu.org
Site internet : http://www. Amisdefreinet.org/index.html

Historique du producteur

Création : 1969

L'association est créée en 1969 à l'initiative de Marcel Gouzil, proche collaborateur de Célestin Freinet (voir notice). Elle a pour but de perpétuer, en liaison avec l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM, voir notice), la Fédération internationale des mouvements d'école moderne (FINEM) et toutes les associations du mouvement Freinet français et international, par les moyens les plus efficaces, le souvenir du grand pédagogue Célestin Freinet, son œuvre pédagogique, philosophique, sociale et politique et de faciliter aux chercheurs l'accès à tous les documents témoignant de cette œuvre et du mouvement qu'il a fondé.

Historique de la conservation

Les archives conservées au siège social de l'association n'ont pas été expertisées. En revanche, les Archives départementales des Alpes-Maritimes conservent un fonds intitulé mouvement Freinet (192J), qui est constitué entre autres de dépôts de militants de l'association des amis de Célestin Freinet.

Sources complémentaires

Archives départementales des Alpes-Maritimes

 Fonds Célestin Freinet, 161J
Dépôts de 2001 à 2010 Archives privées. Communication libre sauf pour les documents postérieurs à 1940 (ne seront communicables qu'après la parution du second volume de la biographie d'Élise et Célestin Freinet).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 65 articles, 6,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1831-1996.
 Mouvement Freinet, 192J
Dépôts et dons à partir de 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 70 articles, 7 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1919-2000.

Les Amis de la Nature – section Berry

Adresse : 16 rue de Vauvert 18000 Bourges
Site internet : http://www.amis-nature.org

Historique du producteur

Création : [17 avril 1974] ; 8 juin 1978

Les Amis de la Nature – section Berry est l'une des 100 associations locales appartenant à la fédération nationale des Amis de la nature (depuis 2018, Amis de la Nature – France). Elle compte une cinquantaine d'adhérents.

La création des Amis de la Nature remonte à 1895. Elle a été fondée par un instituteur d'Autriche-Hongrie qui voulait « qu'après leurs 12 à 15 heures de travail quotidien, les ouvriers se réfugient dans la nature, plutôt que dans les cafés ». L'association s'est ensuite développée en Allemagne, puis dans toute l'Europe centrale et nordique et à partir de 1919, dans le monde et notamment en France.

Le développement des Amis de la Nature en France a d'abord débuté dans les régions montagneuses (Alpes, Vosges) avant de gagner l'ensemble du pays : région parisienne, régions côtières de la Manche et de l'Atlantique, Pyrénées et Méditerranée. En 1949, est créée à Colmar l'Union touristique des amis de la nature. La fédération rassemble des randonneurs et gère un réseau de chalets et de terrains de camping. Le rapport à la nature est abordé avec une vision idyllique et hygiéniste, rejoignant en cela celle des auberges de jeunesse (un certain nombre d'ajistes adhère d'ailleurs au mouvement des Amis de la Nature).

La création d'une association locale dans le Berry date seulement de 1974, le mouvement des Amis de la Nature n'ayant pas pénétré le centre de la France pendant de nombreuses années. La section est créée suite à l'installation en 1973 dans le Cher de deux couples membres des Amis de la Nature : Jean et Jacqueline Leclercq et Roger et Réjane Meugnier. Avec l'appui des dirigeants de la Fédération des œuvres laïques (FOL) du Cher et des enseignants de Saint-Amand-Montrond proches des auberges de jeunesses, les statuts de l'association sont déposés le 8 juin 1978. Les quatre années nécessaires à cette création permettent aux fondateurs de la section de s'organiser, réaliser des sorties, créer un bulletin, nouer des relations avec le monde associatif et se donner des objectifs : « pratiquer le plein air par des promenades et randonnées, favoriser toutes les activités para-sportives dans un esprit d'enrichissement et d'amélioration humaine, hors de conceptions compétitives ou de recherches ».

Dès sa création, l'association œuvre pour la préservation de l'environnement et des milieux de vie et le développement des pratiques de loisirs. Sa principale activité consiste à organiser des marches ou des randonnées dans la nature chaque dimanche. Si tous les âges sont accueillis, la section fait aujourd'hui face à des problématiques de vieillissement de ses usagers et à une baisse de ses adhésions.

Historique de la conservation

Conservées au siège social de l'association, les archives ont été récolées et identifiées par l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) en 2018 grâce à une subvention de la région Centre – Val-de-Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de l'association ont été réunies par son président Jean-François Lerat. Des années 1970-1980 ont été conservés un rapport de 1977 aux autorités locales, un cahier des adhérents, des archives liées aux cotisations et aux abonnements au bulletin et un ensemble non-négligeable de diapositives et de photographies illustrant, depuis 1975, les sorties, les chalets, la vie associative et les séjours des adhérents. Le reste du fonds est composé des comptes rendus de conseil d'administration depuis 1994, de listes d'adhérents, d'archives comptables et de documents relatifs aux voyages, aux sorties ou aux randonnées des bénévoles ainsi qu'une collection des périodiques de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Les Amis de la Nature – section Berry, non coté

Archives privées. Communicable sur demande auprès du président de l'association Jean-François Lerat (lerat.francois@wanadoo.fr).
Instrument de recherche : récolement sommaire disponible sur le site de l'AHPNE. *Importance matérielle* : 0,60 ml. *Dates extrêmes* : 1974-2020.

Les Amitiés sociales

Adresse : 28 rue de Brest, 35000 Rennes
Téléphone : 02 99 67 56 00
Site internet : www.fjt-rennes.com

Historique du producteur

Création : 1944

Créée en novembre 1944, l'association a pour objectif de susciter, créer et gérer des foyers de jeunes travailleurs.

Si les premiers foyers accueillant des apprentis et des jeunes ouvriers apparaissent dès le XIXe siècle, c'est au lendemain de la deuxième guerre mondiale qu'ils connaissent une véritable expansion, dans un contexte où le développement de l'industrie et l'explosion démographique accélèrent l'exode rural, provoquant une crise du logement à laquelle sont confrontés les jeunes travailleurs arrivés en ville.

À Rennes, des logements sont réquisitionnés dès 1945 par l'association des Amitiés sociales pour accueillir les apprentis et les jeunes ruraux. Sous l'impulsion de l'État, d'autres foyers apparaissent en Bretagne (Brest, Quimper, Saint-Brieuc, etc.) puis dans toutes les grandes villes de France, ce qui amène les Amitiés sociales à susciter l'union de ces foyers au sein d'une association. C'est ainsi qu'est créée le 15 décembre 1954, l'Union des foyers de jeunes travailleurs (UFJT, voir notice) par Robert Reme, responsable du foyer de Rennes et président des Amitiés Sociales, Guy Houist, administrateur des Amitiés Sociales, Jean-Marie Despinette (voir notice), président du foyer de Courbevoie et Michel Bidoux, président de l'Union nationale des secrétariats sociaux.

En 1956, Les Amitiés sociales obtiennent la création d'un foyer de jeunes travailleurs *ad hoc* au 11 avenue gros Malhon (devenu le Patio). En 1970, le parc de logements dont elles disposent toujours aujourd'hui est pratiquement constitué (Robert Rème, Les Gantelles, motte Baril et Bourg l'Evêque). Durant cette décennie, elle fait face à la crise économique et la hausse du chômage, atténuée par la mise en place en 1977 de l'Aide personnalisée au logement (APL). À partir de 1981, un travail important est mené en liaison avec les Missions locales pour l'insertion des jeunes et leur maintien dans la vie professionnelle.

En 1995, l'association travaille sur une nouvelle structuration qui se formalise en 2013 autour de 3 pôles : Gestion locative, Vie sociale, Bâti et Patrimoine. Parallèlement, la parole des résidents est prise en compte à travers la mise en place d'un Conseil de vie sociale.

Aujourd'hui, l'association s'engage dans la diversification géographique pour se rapprocher des bassins d'emplois et faciliter l'intégration des jeunes dans la périphérie rennaise. Cette nouvelle offre se traduit par l'ouverture de résidences pour jeunes actifs en mobilité : Hermine à Nouvoitou, Ti Yaouank à Rennes, Le Relais à Domloup, puis La Hubaudière à La Chapelle-des-Fougeretz. Dans un même temps, l'association veille à maintenir un parc de logements attractif avec les réhabilitations du Patio, de Robert Rème, des Gantelles ou le projet de reconstruction de la Motte Baril.

Historique de la conservation

Outre les archives que l'association conserve par devers elle, on trouve la présence de certains dossiers historiques relatifs à cette structure dans deux fonds : le fonds Jacques Guyomarc'h conservé aux Archives nationales, site de Pierrefitte-sur-Seine, dans le cadre du CNAHES et le fonds de l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ), conservé aux mêmes Archives nationales dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Au sein du fonds Jacques Guyomarc'h sont conservés les documents historiques du foyer de jeunes travailleurs de Rennes et les comptes rendus des instances de direction de l'association de la décennie 1950, sans oublier quelques numéros de la revue et articles de journaux de cette période. Au sein du fonds de l'Unhaj sont également conservés les numéros de la revue de la décennie 1950 ainsi que de la correspondance échangée entre l'UFJT et les Amitiés sociales dans les années 1970.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – Site de Pierrefitte-sur-Seine.

 Guyomarc'h Jacques, 208 AS I
Dépôt en 1998 (don aujourd'hui). Archives privées. Communication libre, selon les modalités en vigueur aux Archives nationales.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle :* 8 articles. *Dates extrêmes :* 1951-1980.

 Union nationale pour l'habitat des jeunes, 20140158 (ex 553J)
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle* : 2 articles. *Dates extrêmes* : 1955-1979.

Les Engraineurs

Adresse : 75 Avenue Aimé Césaire, 93500 Pantin
Téléphone : 01 49 15 37 07
Courriel : contact@les-engraineurs.org
Site internet : https://les-engraineurs.org/

Historique du producteur

Création : 1er janvier 1998

Basée à Pantin (Seine-Saint-Denis) dans la Maison de quartier des Courtillières, l'association Les Engraineurs organise des ateliers d'écriture et de réalisation audiovisuelle auxquels participent des enfants, adolescents ou jeunes adultes. Les films sont issus d'un travail individuel ou collectif mené en atelier. La réalisation est encadrée par des professionnels de l'image et du son. Une trentaine de films (reportages, documentaires, fictions courtes) a été réalisée et diffusée dans de nombreux festivals et projections publiques en France et à l'étranger.

Historique de la conservation

Les productions audiovisuelles de l'association ont été déposées en 2017 aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds se compose des épreuves de tournage, des montages de films d'ateliers (fiction, reportages, clips, sketchs, films d'animation) et d'un long-métrage intitulé « Merci les jeunes » tournés, entre autres, dans le quartier des Courtilières à Pantin.

Ces documents constituent des témoignages sur la vie des habitants du département de la Seine-Saint-Denis et contiennent de nombreuses images montrant les transformations du quartier des Courtilières au fil des étapes de la grande opération de rénovation urbaine entamée en 2005.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Les Engraineurs, 119AV
Dépôt en 2017. Archives privées. Communicable sous réserve de contraintes juridiques, techniques ou matérielles.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : environ 700 cassettes vidéo, 30 DVD et 5 To de fichiers numériques. *Dates extrêmes :* 1998-2016.

Les Francas, association départementale de Dordogne

Adresse : 29 rue Combe des Dames, 24 000 Périgueux
Téléphone : 05 53 53 50 43
Courriel : francas24@perigord.tm.fr
Site internet : http://francas24.free.fr

Anciens noms du producteur

Fédération départementale des Francs et franches camarades de Dordogne

Historique du producteur

L'association est affiliée à la Fédération nationale des Francas (voir notice). En Dordogne, les premières actions des Francas, autrefois appelés Francs et franches camarades (FFC), remontent aux lendemains de la seconde guerre mondiale.

Dès 1946 l´inspecteur d´Académie, André Davesne, approuve le projet d´implantation des Francs et franches camarades en Dordogne. Il donne mission à un petit groupe d´instituteurs volontaires de réorganiser les patronages laïques scolaires selon les principes des méthodes d´éducation active.

En 1958, le mouvement national s´organise en fédération. Le moment est venu de fonder l´association départementale des Francs et franches camarades de Dordogne. La réunion constitutive en confie la présidence à André Davesne.

Dans les années 1980, l'association s´ouvre aux personnes morales qui inscrivent leurs activités dans le sens et dans l´esprit des statuts nationaux des Francas :

- Amicales laïques ;
- Associations spécifiques « Loisirs-Enfance » ;
- Municipalités (par leur service enfance-jeunesse) ;

- Comités d´entreprises.

En 1989 l'association départementale conforte ses relations avec le conseil général et avec la Caisse d´allocations familiales. Des conventions les formalisent et reconnaissent l´association départementale comme un « Mouvement éducatif pour l´enfance et les jeunes ».

L´évolution de la démographie, des pratiques de loisirs et des lieux d´habitation de la population rend nécessaire la constitution de deux groupes de travail permanents :

- La commission urbaine qui poursuit et adapte le projet initial d´accueil des enfants des villes hors le temps scolaire ;
- La commission rurale qui s´investit dans les aspects sociaux et éducatifs découlant de l´augmentation notable des familles non agricoles en milieu rural.

Au début des années 1990, l´association départementale devient partenaire de la mise en place des phases d´aménagement de l´école rurale définies par la mission Mauger et est désignée par la Fédération nationale des Francas comme « département rural pilote ».

En 1991 l'association départementale s´attache à réaliser des rencontres internationales de jeunes avec le soutien de la Communauté économique européenne. Ce programme d´échanges se poursuit depuis et s´ouvre plus particulièrement aux collégiens en recherche d´initiatives de jeunes.

En 1992 les instances de l´association décident d´adapter leurs statuts à l´actualité, son titre est modifié et devient l´association départementale des Francas de Dordogne.

Historique de la conservation

Suite à une journée de sensibilisation organisée à Périgueux par l'Association des déposants aux archives de la jeunesse et de l'éducation populaire (ADAJEP), les Francas de Dordogne ont déposé leurs archives aux Archives départementales de la Dordogne en 2008. Le fonds est en cours de classement et n'est pas communicable.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Fonctionnement et activités de l'association : dossiers, comptabilité, publications, affiches, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Dordogne

 Francas de Dordogne, 119J
Dépôt en 2008. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur lorsque le fonds sera classé.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle : 7,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1950-2000.

Les Francas, association départementale de la Marne

Téléphone : 03.26.85.55.18
Courriel : presidence.francas51@gmail.com

Historique du producteur

Création : [1960]

L'association départementale des Francas de la Marne est créée dans les années 1960. Elle est membre de l'Union régionale des Francas du Grand-Est.

Historique de la conservation

L'association a réalisé un premier dépôt de ses archives aux Archives départementales de la Marne en 2004, suivi d'un dépôt complémentaire en 2018.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont constituées des comptes rendus des bureaux et des assemblées générales, des statuts, d'archives de comptabilité, de correspondance et renferme quelques archives audiovisuelles.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Marne

 Francas de la Marne, 107J
Dépôts en 2004 et 2018. Archives privées. *Communication* : non accessible (fonds non classé). *Instrument de recherche* : aucun. *Importance matérielle* : 32 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1960-2018.

Les Francas, association départementale de la Savoie

Adresse : 158 rue Pasteur, 73490 La Ravoire
Téléphone : 04 79 33 02 27
Courriel : francasdesavoie@gmail.com
Site internet : http://francasdesavoie.org/

Anciens noms du producteur

Fédération départementale des Francs et franches camarades de la Savoie

Historique du producteur

L'association est affiliée à la Fédération nationale des Francas (voir notice). Elle s'appelait autrefois l'association départementale des Francs et franches camarades de la Savoie.

D'abord installés à Chambéry, les Francas de Savoie gèrent notamment des maisons de l'enfance en partenariat avec la ville, assurant notamment la gestion des directeurs permanents de ces structures. Ces structures accueillent, toute l'année, les enfants dans les quartiers ; elles sont gérées par des associations locales.

Les Maisons de l'enfance ont souvent changé de noms, en voici quelques-uns : Maison de l'enfance de Vertbois devenue la Feuille de Chou ; Maison de l'enfance de la Pommeraie réunie à celle du Mollard pour devenir La Marandole ; Maison de l'enfance du Petit Biollay devenue les Tilleuls, réunie ensuite à celle du Biollay pour porter le nom de Refuge des Loupiots ; les

maisons de l'enfance de Mérande-Joppet, Chantemerle, Bissy et le Comité pour nos Gosses (CPNG) n'ont pas changé d'intitulé.

Historique de la conservation

Des déménagements successifs ont malheureusement conduit à des destructions importantes, de même que les cambriolages dont a été victime le siège de l'association à partir de 1983.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les documents d'archives de cette association se composent de 3 grandes catégories :

- une partie concerne la mise en place et la gestion de l'association départementale ;
- la seconde partie, relative aux activités de l'association est très incomplète ;
- la troisième partie concerne les activités affiliées et le partenariat avec la Ville de Chambéry notamment pour les maisons de l'Enfance.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Savoie

 Association départementale de la Savoie des Francs et franches camarades, 26J
Dépôt en 2004. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 12 articles. *Dates extrêmes :* 1952-1990.

Les Francas, association départementale de Saône-et-Loire

Adresse : 47 rue du Concours, 71000 Macon
Téléphone : 03 85 38 27 03
Courriel : francas.71@wanadoo.fr

Anciens noms du producteur

Association départementale des Francs et franches camarades de Saône-et-Loire

Historique du producteur

Création : 1946

La fédération départementale des Francs et franches camarades de Saône-et-Loire est affiliée à la fédération nationale des Francas (voir notice).

Les Francas de Saône-et-Loire ont vu le jour en 1946, ce qui fait de cette association l'une des plus anciennes sections départementales des Francas. La mairie de Mâcon mit à sa disposition un local situé 6 rue Carnot, où elle établit son siège. De 1946 à 1992, la fédération régionale de Bourgogne a siégé dans les mêmes locaux, avant d'être établi à Auxerre, dans l'Yonne.

L'association départementale connut un bel essor durant les années 1960 – 1970, notamment grâce aux bonnes relations qu'elle entretenait avec les principales communes du département ; en témoignent les nombreux projets pédagogiques réalisés dans les villes de Chalon-sur-Saône, le Creusot, Digoin et Mâcon. Parmi les réalisations d'importance figurent l'École ouverte de Chalon-sur-Saône (voir notice) ainsi que la Fête des mômes de Chagny ou

de Digoin. Par le biais d'animateurs, une large partie des activités des Francas est consacrée à la réalisation d'activités pédagogiques qu'elles soient physiques (équitation, randonnées, spéléologie) ou intellectuelles (concours de lecture, réalisation de micro-fusées), au sein des centres sociaux et des centres de loisirs.

Historique de la conservation

Le fonds de la fédération départementale des Francas de Saône-et-Loire a été déposé par cette association aux Archives départementales de la Saône-et-Loire le 6 juillet 2004. À la réception, il couvrait 19,60 mètres linéaires.

Le fond était conservé au sein des bureaux de la place Carnot à Mâcon et géré par le secrétariat. C'est à l'occasion du déménagement de l'association au 47 rue du Concours, qu'a été réalisé son transfert.

Un pré-tri sur place a visé à distinguer :

- le fonds départemental d'intérêt historique, qui serait déposé aux Archives départementales de la Saône-et-Loire ;
- le fonds régional (qui portait essentiellement sur la formation), et qui doit être proposé aux Archives départementales de Côte-d'Or ;
- la majeure partie des documents postérieurs à 1994, encore utiles à la gestion courante, qui ont été transportés rue du Concours.

Les documents sans intérêt pour l'histoire ou la gestion ont été éliminés directement : pièces comptables, documentation imprimée sans valeur, etc. (environ 9 mètres linéaires).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le classement réalisé aux Archives départementales a permis de retrouver une organisation cohérente du fonds, calquée sur les attributions et les réalisations de l'association. Cinq parties ont été distinguées : vie statutaire, administration générale, actions pédagogiques, relations inter associatives, documents figurés.

Dans un bon état de conservation, le fond est composé de documents aux supports relativement variés : documents papier, photographies monochromes, affiches, disques vinyles, etc.

Le fond est relativement complet : les procès-verbaux des assemblées générales, qui couvrent l'intégralité des actions menées par l'association, ont été intégralement conservés, de même que les dossiers d'actions pédagogiques initiées avant 1995.

En revanche, manquent les documents relatifs aux actions pédagogiques pour les années 1946-1965. On peut émettre l'hypothèse que, relevant davantage de réalisations individuelles, ils aient été considérés comme des archives personnelles par les premiers dirigeants de l'association.

Le fonds permet d'apprécier la vivacité d'un mouvement d'éducation populaire pendant la seconde moitié du 20e siècle, dans un département certes rural mais doté de pôles urbains importants. Les dossiers témoignent des relations étroites nouées par l'association avec les municipalités dans l'élaboration et l'application d'une politique socioculturelle active.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Saône-et-Loire

 Fédération départementale des francs et franches camarades (FRANCAS) de Saône-et-Loire, 65J

Dépôt en 2004. Archives privées. Communication libre, à l'exception des articles 36 et 41, non communicables avant 60 ans (données nominatives).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 126 articles, 12 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1946-2004.

Les Francas, association départementale des Landes

Adresse : 3 allée de la Solidarité, 40000 Mont de Marsan.
Téléphone : 05.58.46.33.54

Historique du producteur

Création : [1946] ; 1959

Dès 1946, des enseignants landais créent des patronages laïques en faisant référence aux Francs et Franches Camarades (FFC, voir notice). En 1959, l'association départementale des FFC est créée à l'École Normale de Dax. Trois ans plus tard, les deux premiers centres aérés voient le jour et le 10e apparait en 1971. En 1969, le siège social et administratif est transféré de Dax à Mont-de-Marsan, d'abord dans la Maison des Enseignants, puis dans un local de la FOL et enfin à l'école du Peyrouat.

En 1975, le ministère de l'Éducation nationale met à disposition de l'association un premier poste d'instituteur. En 1980, la commune de Morcenx lui confie la gestion de son centre de loisirs, qui prend fin en 2003.

En 1985, les Francs et Franches camarades des Landes gèrent 25 centres de loisirs et fêtent leurs 25 ans en instituant une semaine d'animations culturelles. En 1992, un accord est signé entre la FCPE, le CDAFAL et les Francas pour la construction d'un siège commun. L'association, co-propriétaire, emménage au 3 allée de la Solidarité à Mont-de-Marsan en 1996.

En 2000, on compte 40 centres de loisirs affiliés aux Francas dans les Landes et l'association célèbre ses 50 années d'activité en 2009, à Dax.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Landes en 2013.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renseigne principalement les congrès nationaux (1989-2009), les grands évènements comme les Francades, la vie statutaire, les finances de l'association ou les adhésions. On trouve aussi des revues de presse, des publications internes, des rapports d'activité et financiers et les cahiers de doléances élaborés pendant le bicentenaire de la Révolution (1989). Les archives illustrent autant l'implantation locale de l'association que son implication dans des projets nationaux.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Landes

 Francas des Landes, 133 J
Dépôt en 2013. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : 1,15 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : [1970]-2011.

Les Francas, association départementale des Vosges

Adresse : Maison des associations, quartier Magedeleine, 8 rue du général Haxo, 88000 Épinal
Téléphone : 03 29 82 48 08
Courriel : lesfrancasdesvosges@wanadoo.fr
Site internet : http://www.francaslca.net

Historique du producteur

L'association est affiliée à la Fédération nationale des Francas (voir notice).

Historique de la conservation

Les archives sont conservées aux Archives départementales des Vosges.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives déposées concernent le fonctionnement et les activités de l'association sur la période 1995-2003.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Vosges

 Francas des Vosges, 302J
Dépôt. Archives privées. Communication libre, à l'exception de l'ensemble des dossiers individuels du personnel. Ces derniers sont non communicables pendant 120 ans à compter de la date de naissance de la personne concernée ou 50 ans à compter de la date de clôture des dossiers (302 J 83-89). Les dossiers d'inscription des enfants, comportant des informations médicales sont non communicables pendant 120 ans (302 J 136-144, 206-208, 211, 213-215, 227, 245, 258, 260-263, 265-268, 273-276, 282-284, 291-295). Enfin, quelques dossiers comportant des informations relatives à la vie privée sont non communicables pendant 50 ans (302 J 99-101).
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1957-2004.

Les Francas, association départementale du Territoire de Belfort

Adresse : 17 rue Michelet, 90000 Belfort
Téléphone : 03 84 21 10 22
Courriel : francas90@wanadoo.fr

Historique du producteur

L'association est affiliée à la Fédération nationale des Francas (voir notice). Elle s'appelait autrefois l'association départementale des Francs et franches camarades du Territoire de Belfort.

Cette association laïque organise des centres de loisirs pour enfants et adolescents dans le Territoire de Belfort.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées aux Archives départementales du territoire de Belfort, qui ont réalisé un instrument de recherche définitif.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme des documents relatifs à l'administration et à l'organisation de l'association ainsi que des pièces comptables récapitulatives et de la correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Territoire de Belfort

 Association départementale des Francs et franches camarades Territoire de Belfort, 32J Dépôt. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 100 articles, 5,10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1968-1983.

Les Francas, comité d'entreprise

Adresse : 10-14 rue Tolain, 75980 Paris Cedex 20
Téléphone : 01 44 64 21 00

Historique du producteur

Création : 29 avril 1976

Ce sont des animateurs du Centre de formation à Port Mort (Eure) qui sont à l'origine en 1976 de la mise en place du comité d'entreprise de l'association Les Francas. Cette création fait suite à la création d'un syndicat de salariés CGT l'année précédente.

Historique de la conservation

Les archives ont été conservées au siège national des Francas jusqu'en 2007, date à laquelle elles ont été récolées puis transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, en même temps que le fonds des Francas.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend des comptes rendus des réunions, des procès-verbaux des élections, des bilans financiers et le bulletin édité par le comité d'entreprise.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 4 articles (547J 664-666 et 1189), 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1976-1988.

Les Francas, École ouverte de Chalon-sur-Saône

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'École ouverte était une association éducation et loisirs affiliée à la Fédération nationale des Francas (voir notice). Elle travaillait en complémentarité avec les écoles primaires. Elle a été dissoute en octobre 1988, après 25 ans d'existence environ.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné par l'association aux Archives départementales de la Saône-et-Loire le 20 octobre 1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fond rassemble des documents concernant le fonctionnement et les activités de l'association : historique et ouverture, membres, assemblées générales, conseils d'administration, réunions du bureau, comptabilité, gestion du personnel, correspondance, programmes des activités, rapports d'activités, dissolution.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Saône-et-Loire

 École ouverte à Chalon, 43J
Don en 1998. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 5 articles, 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1971-1998.

Les Francas, fédération nationale

Adresse : 10-14 rue Tolain, 75980 Paris Cedex 20
Téléphone : 01 44 64 21 00
Courriel : webmaster@francas.asso.fr
Site internet : http://www.francas.asso.fr/

Anciens noms du producteur

Fédération des Francs et franches camarades, 1944-1991
Les Francs et franches camarades (FFC), 1944-1991
Fédération nationale de patronages laïques et centres aérés, 1955-1963
Fédération nationale laïque des patronages, centres aérés, maisons de l'enfance, 1963
Fédération nationale laïque des patronages et centres aérés, 1967

Fédération nationale laïque des centres de loisirs éducatifs pour l'enfance et l'adolescence, 1967-1991
Fédération nationale laïque de structures et d'activités éducatives sociales et culturelles, 1990-2001
Fédération nationale laïque de structures et d'activités éducatives sociales et culturelles, 1991

Historique du producteur

Création : [15 novembre 1944], 22 novembre 1944
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 avril 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 13 novembre 1991

En 2011, la fédération nationale des Francas c'est :

- 3 000 collectivités locales partenaires sur tout le territoire national ;
- 5000 centres d'activités affiliés ;
- près de 1000 associations locales adhérentes ;
- 50 000 bénévoles mobilisés, regroupés au sein de 82 associations départementales ;
- 8 000 000 de journées activités ;
- un partenariat avec 77 organisations non gouvernementales dans 45 pays.

Les Francas sont nés dans le contexte de la seconde guerre mondiale de la volonté des Éclaireurs de France (EDF, voir notice) d'élargir leur influence. Le commissaire général des EDF et fondateur des Francas, Pierre François, estimait que « les éclaireurs et les éclaireuses, du fait même de leurs exigences, ne pouvaient toucher qu'une partie de la population enfantine ».

Les fondateurs souhaitaient aussi rénover les garderies d'enfants et les patronages en rénovant les activités éducatives. D'après Pierre François, « il existait à l'époque ce que l'on appelait les patronages laïques et j'étais président de celui de Vichy. Les dévouements ne manquaient pas, mais les moyens étaient très limités et les méthodes pédagogiques encore hésitantes... C'est à cette époque, juste avant la guerre, que j'avais pensé à la nécessité d'une rénovation des patronages laïques ».

Pour satisfaire ces deux exigences, Pierre François préconisa en 1943 la création d'un grand mouvement laïque d'enfants. Ce projet fut approuvé par les Éclaireurs de France, des membres des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) et quelques militants ajistes : « le seul moyen d'offrir à ces enfants des loisirs à la fois attirants et éducatifs, est la création d'un vaste mouvement de jeunesse où se trouvent pratiquées les diverses activités susceptibles de capter leur intérêt ».

Les premiers responsables du mouvement, étaient des militants d'origines différentes : EDF, CEMÉA, auberges de jeunesse, Mouvement Freinet, Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN, voir notice), Ligue française de l'enseignement (voir notice), etc. Cette « équipe disparate » permit aux Francas de s'inspirer à la fois du scoutisme, de l'éducation nouvelle et de l'éducation populaire.

Depuis leur création, la préoccupation essentielle et permanente des Francas est restée l'enfant. « Que faire pour la libération de l'enfant ? » était la question que se posaient les pionniers du mouvement en 1944. « Tout mettre en œuvre pour que chaque jour davantage la cité fasse à l'enfant une place plus riche et plus radieuse … » était l'engagement que prenaient les militants en 1964. « La place de l'enfant construisons-là ensemble » est l'appel que les Francas ont lancé en 1990 à tous ceux et à toutes celles qui voulaient et qui pouvaient faire progresser la cause des enfants et des adolescents.

Dans cette optique, les Francas ont contribué très activement à la réservation et à l'aménagement d'espaces pour les loisirs des enfants : plaines de jeux, maisons de l'enfance, patronages, centres aérés, centres de loisirs, etc.

Mais la place de l'enfant, c'est aussi celle qu'on lui accorde dans les actions éducatives, à l'école et ailleurs. En 1966, les Francas revendiquent « le droit pour tout enfant à participer, selon ses possibilités, à l'organisation de ses propres loisirs ». La proposition d'école ouverte à l'éducation globale, la complémentarité et la convergence des actions éducatives, le « projet

éducatif de secteur » (ancêtre du PEL) sont autant d'initiatives, de concepts, ou de réalisations marquées du sceau des Francas.

La place des enfants, c'est aussi celle qu'on lui fait dans les domaines culturels : de la création du magazine *Jeunes Années* (1953) à celle d'Enfants, jeunes, télévision (En Jeu Télé, voir notice) en 1990 avec les CEMÉA, les Francas ont contribué au développement des activités d'expression et à celui des activités de découverte scientifique et technique.

La place de l'enfant, c'est enfin celle qu'il occupe dans la communauté humaine, celle que lui donne son statut social. Les Francas ont beaucoup agi pour faire reconnaître « la citoyenneté des mineurs » et pour que la Convention internationale des droits de l'enfant, soit connue et reconnue, en particulier pour ce qui relève des droits de participation. Dans ce contexte que les Francas ont joué un rôle important dans la création de l'Association nationale des conseils municipaux d'enfants (ANCME, voir notice) en 1987 et dans celle de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ, voir notice) en 1991.

Pourtant, les Francas n'ont jamais été le mouvement d'enfants envisagé lors de leur création. Une raison de stratégie peut sans doute l'expliquer : recruter d'abord des cadres appelés « guides », pour les groupes d'enfants est rapidement apparu comme une priorité. « Départ » en 1944, numéro 0 de la revue *Camaraderie*, en témoigne : « cette brochure s'adresse aux guides de groupe et aux guides de camaraderies débutants. Elle est destinée à les éclairer sur le but, l'esprit et les méthodes du mouvement ».

« Progressivement ce sont les « guides » qui font des FFC un mouvement de jeunes éducateurs. Impliqués dans l'action auprès des enfants, formés au sein du mouvement, les plus passionnés vont militer de longues années : guides de camaraderies, directeurs puis instructeurs, ils s'investissent à la fois dans l'action avec les enfants, dans la formation des plus jeunes et dans la réflexion collective. » (Pierre de Rosa - 1995).

De grands moments ont jalonné cette période :

- 1954 : rassemblement des guides à Biarritz ;
- 1958 : rassemblement des guides à Mâcon et mise en place du plan de formation des cadres ;
- 1960 : création des commissions de techniques, d'âges, de milieux ;
- 1964 : 20e anniversaire, la Francade rassemble 2400 guides à Port-Mort ;
- 1966 : au Congrès J (jeunes) les guides traitent de la responsabilité et de la vie démocratique dans les groupes d'enfants ;
- 1968 : journées pédagogiques à Versailles (formation des jeunes à la responsabilité).

À partir de 1971, l'habilitation des Francas comme organisme de formation, la disparition progressive des formations internes (stage de moniteur assistant où les jeunes étaient accueillis dès 16 ans), les difficultés financières limitant les actions de concertation, la professionnalisation des animateurs, sans doute aussi l'évolution des mentalités, contribuent à restreindre l'engagement des plus jeunes. À partir du début des années 1970, les FFC créent l'Institut pour la formation d'animateurs (IPFA) à Port-mort (Eure) qui fonctionne jusqu'à la fin des années 1980. L'IPFA assure principalement des formations pour l'obtention du Certificat d'aptitude à la promotion des activités socio-éducatives (CAPASE) et du Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation (DEFA).

Mouvement d'éducateurs, les FFC deviennent aussi progressivement un mouvement d'éducation. En effet, s'ils ont été à l'origine un mouvement de praticiens, ils commencent à la fin des années 1950 et au début des années 1960, à théoriser leurs pratiques en confrontant leurs différentes expériences sous divers éclairages. Ils mettent alors en place des commissions nationales et régionales :

- celui des milieux : rural, urbain ;
- celui des âges : petits, moyens, grands, jeunes ;
- celui des techniques : activités physiques, musicales, manuelles.

En 1964, à l'occasion de leur vingtième anniversaire, ils organisent des journées d'étude entre le 7 et le 11 novembre 1964 qui portent sur la « place de l'enfant dans la cité ». À cette

occasion, ils invitent des parents, des enseignants, des travailleurs sociaux, des architectes, des médecins, des élus, des militants associatifs, syndicaux, politiques.

Dans les années suivantes, les Francas organisent des journées d'études et engagent des réflexions concernant « l'école ouverte à l'éducation globale » (fin des années 1960-début des années 1970), « la coéducation » (années 1970), « la complémentarité des actions éducatives » (1981), « les convergences des actions éducatives. Projet éducatif de secteur » (1984), « la citoyenneté des mineurs » (1988), « la place de l'enfant : construisons-là ensemble : projet local, accueil éducatif, information, concertation, médiation » (1990-1993), l'action municipale et la place de l'enfant (1995).

Historique de la conservation

La majeure partie des archives à vocation historique des Francas était conservée depuis le début des années 2000 dans une société d'archivage Locarchives. Quelques dossiers, notamment une grande partie des dossiers statutaires et des publications, étaient conservés au siège national de l'association, au 10-14 rue Tolain à Paris. L'ensemble des archives à vocation historique antérieures à 2000, a fait l'objet d'un bordereau de récolement en 2007, avant son transfert aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Le fonds d'archives déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne représente un volume de plus de 130 mètres linéaires d'archives. Il comprend des documents papier, des archives audiovisuelles, des affiches, etc. La plupart des archives photographiques sont conservées chez un militant qui les identifie avant de les transférer aux Archives départementales du Val-de-Marne.

Les premiers documents remontent à la création de l'association en 1944, avec notamment une note de Pierre François concernant un « projet de création d'un grand mouvement pour le secteur non confessionnel ». Les documents anciens les mieux conservés sont les dossiers statutaires (statuts, assemblée générale constitutive, etc.), les archives d'instances (assemblées générales, conseils d'administration et comités directeurs) et les périodiques des Francas. Pour les années 1940-1950, figurent aussi quelques papiers concernant le suivi et l'animation des groupes locaux et régionaux, de la correspondance générale et quelques documents concernant la formation des cadres.

Les archives d'activités s'étoffent à partir de la fin des années 1950 et du début des années 1960. Cela correspond à une meilleure conservation des archives et sans doute à une extension des activités des Francas. C'est le cas pour les archives de la formation des cadres et des animateurs : les dossiers liés à l'organisation des stages et à la pédagogie sont plus nombreux et plus riches. Par exemple, les archives de l'IPFA, créé par les Francas au début des années 1970, sont particulièrement volumineuses et intéressantes. Elles représentent l'équivalent de 15 mètres linéaires et concernent principalement les formations aux CAPASE et au DEFA. Il en est de même pour les dossiers concernant les actions internationales, les colloques, journées d'études et séminaires (à partir de 1964), le bureau d'études « Organisation programmation des aménagements de loisirs (OPAL) » créé par les Francas en 1971. L'OPAL était un outil de réflexion concernant les centres de loisirs, les maisons de l'enfance, les écoles ouvertes, les bibliothèques enfantines, les ludothèques, etc. Ce bureau d'études réalisait aussi des aménagements (terrains de jeux, éléments fixes, éléments mobiles) et concevait un mobilier adapté, polyvalent et spécialisé. Les archives de l'OPAL avoisinent les 5 mètres linéaires alors que les archives du service Équipement des Francas, qui est à l'origine de l'OPAL, ne dépassent pas 0,1 mètre linéaire.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 130 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1943-2007.

Les maisons internationales de la jeunesse et des étudiants (MIJE)

Adresse : 13 boulevard Beaumarchais, 75004 Paris
Téléphone : 01 42 74 23 45
Courriel : info@mije.com
Site internet : www.mije.com

Historique du producteur

Création : [16 janvier 1958], 29 janvier 1958
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 25 mars 1966
Reconnaissance d'utilité publique : 29 juillet 1970

Les MIJE sont issues d'une Maison des jeunes d'une petite cité de banlieue qui, dans les années 1950, organise chaque année, bénévolement, pour le compte des moins fortunés, un voyage en Algérie. De cette initiative naît le 30 janvier 1958, les Maisons internationales de la jeunesse et des étudiants, sous l'impulsion d'un ancien ministre, Paul Anxionnaz, de deux professeurs militant dans les Auberges de jeunesse, Marcel Auvert et Pierre Tessier, de deux journalistes, André Fontaine et Marc Marceau, ainsi que de Jean Camou et Paul Martinet.

Aujourd'hui, les MIJE sont une association loi 1901 qui gère trois hôtels et un self-restaurant de jeunes situés dans le quartier du Marais, au cœur de Paris. Elles disposent d'un service habilité à réaliser des voyages pédagogiques, autour de Paris, en Province, en Europe et ailleurs.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège national de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'association conserve seulement des documents statutaires, les registres de procès-verbaux d'instances (conseil d'administration, bureau, assemblée générale) depuis sa création et une collection de catalogues annuels des voyages pédagogiques depuis les années 1960.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Les maisons internationales de la jeunesse et des étudiants
Archives privées. Communication soumise à autorisation des MIJE.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1958-2007.

Les vacances de la jeunesse

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [1er mai 1936] ; 15 mai 1936

Créée en 1936, cette association a alors pour président l'abbé Baron. Son but est d'organiser des vacances pour le développement physique et moral des jeunes gens de toutes conditions.

Elle a d'abord son siège social au château de Pont-de-Pany, qu'elle doit aliéner en 1952 au profit des Amis de la Maladière ; le siège social est alors transféré à Dijon (43, rue Chabot-Charny, Centre d'action catholique), puis finalement, en 1962, au 29, rue Jean-Baptiste-Baudin (Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV).

En 1937, elle acquiert la propriété de Bierre-lès-Semur (château, communs et parc), qu'elle conserve jusque vers 1978 et qui abrite les séjours de vacances organisés par l'association.

En 1989, elle vend à la commune de Marsannay-la-Côte le centre aéré qu'elle y a et, en 1997, à la commune de Corcelles-les-Monts, celui qu'elle possède également. Elle est dissoute en 1997.

Historique de la conservation

En novembre 2008, Michel Morand, ancien membre des Vacances de la jeunesse et secrétaire du comité départemental Côte-d'Or de l'UFCV, a donné les archives de l'association aux Archives départementales de Côte-d'Or.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement de l'association : statuts, assemblées générales, conseils d'administration, rapports généraux, statistiques, comptabilité annuelle, actes notariés des propriétés, travaux des bâtiments et gestion du personnel.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Côte-d'Or

 Association les Vacances de la jeunesse, 97J
Don en 2008. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 9 articles, 0,5 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1936-1997.

Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ)

Adresse : 67 rue Vergniaud, Bâtiment K, 75013 Paris
Téléphone : 01 44 16 78 78
Courriel : lfaj@club-internet.fr
Site internet : www.auberges-de-jeunesse.com

Anciens noms du producteur

Ligue française pour les auberges de jeunesse et les gîtes d'étape (LFAJGE), utilisé seulement vers 1938-1939

Historique du producteur

Création : [27 août 1930] ; 17 novembre 1930
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 27 janvier 1948

C'est en 1929 que Marc Sangnier ouvre la première auberge de jeunesse en France, L'Épi d'or, sur son domaine de Bierville à Boissy-la-Rivière (Essonne). Démocrate-chrétien, sensible aux questions sociales, Marc Sangnier voit dans les auberges de jeunesse, fondées en Allemagne en 1907 par Richard Schirmann, un moyen d'inscrire dans le réel son idéal de culture populaire, d'internationalisme et de paix.

En 1930, il crée la Ligue Française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ), organe de liaison et de propagande pour trouver et aménager des locaux et pour donner à la jeunesse le goût des voyages à pied ou à bicyclette. L'auberge de jeunesse n'est, en effet, ni un hôtel, ni une colonie de vacances. Elle se veut seulement un lieu de passage où l'on se repose un jour ou deux avant de repartir vers un autre gîte.

À sa création, la LFAJ comprend un comité directeur composé de deux pasteurs, le grand rabbin, l'archevêque de Paris, des personnes appartenant au scoutisme (Georges Berthier des Eclaireurs de France, Jacques Guérin-Desjardins des Eclaireurs unionistes de France), au Touring club de France et aux sociétés sportives catholiques.

En 1932, la LFAJ participe avec les associations étrangères d'auberges à la fondation de la Fédération internationale des auberges de la jeunesse (FIAJ), International Youth Hostel Federation (IYHF) en anglais, dont Marc Sangnier est le vice-président.

Durant l'été 1932, Marc Sangnier organise « les Journées d'Espérance » dans différentes villes françaises. Paul Grunebaum-Ballin, juriste et directeur des habitations à bon marché de la région parisienne, assiste à une de ces journées et rentre chez lui avec divers prospectus. Sa femme, Cécile Grunebaum-Ballin, contacte alors le président de la LFAJ pour participer à son œuvre, mais ils n'arrivent pas à collaborer ensemble, notamment en raison de leurs différends sur la question de la laïcité.

En juin 1933, Cécile Grunebaum-Ballin crée ainsi le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice) avec plusieurs grandes formations de gauche laïques : le Syndicat national des instituteurs (SNI), la Ligue française de l'enseignement (voir notice), la Confédération générale du travail (CGT), l'Union des villes et des communes de France et la Fédération nationale des municipalités socialistes.

L'arrivée au gouvernement du Front populaire favorise l'essor des auberges de jeunesse. Le CLAJ et, dans une moindre mesure, la LFAJ, sont portés par les nouvelles lois sociales qui développent le temps libre. Le nouveau climat politique, les congés payés, la semaine de 40 heures, les billets à prix réduits encouragent le départ de jeunes ouvriers vers les auberges de jeunesse.

Entre 1936 et 1939, les tentatives de fusion entre le CLAJ et la LFAJ échouent à chaque fois. Malgré tout, bien que les relations soient houleuses, les membres sont accueillis indifféremment dans les auberges de jeunesse des deux organisations.

À la défaite de la France en 1940, la situation de la LFAJ est différente selon les régions. En zone occupée, la LFAJ est tolérée jusqu'en octobre 1943, mais devant son refus d'interdire la

présence d'ajistes juifs dans ses rangs, Marc Sangnier reçoit un avis négatif des autorités allemandes pour une reprise officielle des activités du mouvement. Il préfère alors procéder à sa dissolution le 7 octobre 1943.

En zone libre, le CLAJ et la LFAJ sont interdits. Des militants des deux organismes, autour de Dominique Magnant (voir notice), cherchent à faire vivre un mouvement ajiste en s'appliquant à reconquérir une légalité dans le cadre de la politique de la jeunesse du gouvernement de Vichy. Leurs efforts aboutissent à la création de deux associations en 1941 :

- Les Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice) est un organisme technique de gestion des auberges de jeunesse, au sein duquel sont représentés les principaux mouvements de jeunesse.
- Les Camarades de la route (CDR, voir notice) est un mouvement d'usagers qui rassemble les groupes ajistes.

En 1945, la LFAJ se reconstitue et, tout en conservant son autonomie juridique, participe à différentes tentatives de regroupements de fédérations d'auberges, comme par exemple la Fondation française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice) en 1946 ou la Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice) en 1950. En 1956, elle intègre la nouvelle organisation qui regroupe les principaux mouvements d'auberges de jeunesse : la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice). Elle en ressort dès 1959 car elle reproche à la FUAJ son manque de neutralité à propos des questions d'aide de l'État à l'école privée et sa prise de position concernant la guerre d'Algérie.

Historique de la conservation

Le fonds de l'association déposé à l'Institut Marc Sangnier n'est pas encore classé mais est néanmoins consultable. Les archives des premières années auraient presque totalement disparu en raison d'un incendie en 1938.

Il semble qu'une partie des archives d'instances de l'association sont conservées dans le fonds personnel de Marc Sangnier situé à l'Institut du même nom. Le fonds Lucette Heller-Goldenberg, conservé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, vient compléter ses sources.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds de la LFAJ renferme peu d'archives avant 1945, excepté quelques documents comptables récapitulatifs, un registre des procès-verbaux des bureaux depuis 1937 et la collection de la revue *L'auberge de jeunesse* depuis 1936. Le fonds s'étoffe nettement par la suite et renferme principalement des archives d'instances, une collection de la revue de la LFAJ ainsi que des dossiers de suivi des associations adhérentes.

En complément, il est indispensable de consulter deux autres fonds conservés à l'Institut Marc Sangnier : les archives de Marc Sangnier et celles de Dominique Magnant. Le fonds personnel du fondateur de la LFAJ renseigne sur la création de l'association avec de nombreux dossiers d'instances et statutaires : statuts (1929, 1937, 1941), extrait du *Journal officiel* (26 novembre 1930), règlement général, registre des délibérations (1930-1965), registres des comptes rendus du Comité central (15 janvier 1931–7 mai 1947), compte rendu du comité central (11 février 1949). Il renferme aussi des éléments intéressants concernant la participation de la LFAJ à l'IYHF avant 1940 ou ses prises de position pendant la seconde guerre mondiale. À noter également la présence des premiers numéros de la revue *L'auberge de la jeunesse* en 1934.

Dans le fonds Dominique Magnant, les archives les plus anciennes concernant la LFAJ semblent remonter au début des années 1930 et concernent au départ principalement son action dans la région du Sud-Ouest. Le fonds est d'une importance capitale pour l'histoire de la LFAJ entre 1940 et 1990 car Dominique Magnant, qui a eu un rôle très important au sein de cette association, a conservé de nombreuses archives.

Le fonds Lucette Heller-Goldenberg, déposé aux archives départementales du Val-de-Marne, complète les fonds de l'Institut Marc Sangnier sur une période allant des années 1930 à la Libération. On y trouve des documents statutaires et fondamentaux, des comptes rendus d'assemblée générale, de comité directeur et de réunions du comité central ainsi que des rapports d'activités. Le fonds contient de plus de la correspondance et des bulletins régionaux et nationaux.

Enfin, des archives concernant la LFAJ sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Education (Munaé).

Localisation du fonds du producteur

Institut Marc Sangnier

 Ligue française pour les auberges de la jeunesse, non coté
Mode d'entrée : dépôt. Communication sur rendez-vous soumise à autorisation de l'Institut Marc Sangnier.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1945-1989.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Heller-Goldenberg Lucette, 20140216 (ex 580J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la LFAJ* : 20140216/20 (1930-1945).

Institut Marc Sangnier

 Magnant Dominique, DM
Dépôt en 2007. Communication sur rendez-vous soumise à autorisation de l'Institut Marc Sangnier.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la LFAJ :* DM 27-45 (environ 2 mètres linéaires entre 1935 et 1987).
 Sangnier Marc, MS
Communication sur rendez-vous soumise à autorisation de l'Institut Marc Sangnier.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant la LFAJ :* MS 41-44 (1929-1948). MS 67-89 (correspondance générale de Marc Sangnier).

Musée national de l'Education

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Education (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Limousin Nature Environnement (LNE)

Adresse : Ferme de la Loutre Les Vaseix 87430 Verneuil-sur-Vienne
Téléphone : 05.55.48.07.88
Courriel : contact@lne.asso.fr
Site internet : lne-asso.fr

Anciens noms du producteur

Fédération Limousine pour l'étude et la protection de la Nature (FLEPNa), 1975-2000

Historique du producteur

Création : 31 mai 1975

La Fédération Limousine pour l'étude et la protection de la Nature (FLEPNa) naît en 1975. À l'origine, elle réunit douze associations environnementalistes de Haute-Vienne, de Creuse et de Corrèze. Elle adhère à la Fédération française des Sociétés de protection de la nature (FFSPN, voir notice) dès 1976. Cette même année, elle tient sa première assemblée générale à Tulle et lance une campagne intitulée « N'abîmons pas le Limousin ». Elle obtient ainsi l'interdiction des épandages aériens de pesticides sur les forêts de la région.

Dans les années 1970 et 1980, la FLEPNa réalise de grandes expositions sur les énergies nouvelles, la protection de la nature, l'eau ou les déchets puis organise des foires écologiques de 1990 à 1998. En 1999, elle crée un centre d'information et de documentation sur l'environnement à la Maison de la nature de Limoges.

En 2000, après que la FFSPN a changé de nom pour devenir France Nature Environnement, la FLEPNa devient Limousin Nature Environnement. Elle continue d'alimenter les débats nationaux de France Nature Environnement et, en retour, diffuse les prises de position de la fédération nationale. LNE gère également le Centre régional d'éducation à l'environnement, basé à la ferme de la Loutre (domaine des Vaseix). Ce centre est reconnu comme un acteur de l'éducation à l'environnement qui accueille des enfants à la journée ou pour des courts séjours. Les animateurs interviennent aussi en milieu scolaire et auprès du grand public : dimanches nature, fête de la nature, balades nature, sentiers de découverte pédagogiques, etc.

Dans les années 2000, LNE rencontre des difficultés financières qui l'amènent à subir une procédure de redressement judiciaire qui s'interrompt en 2015.

Jusqu'en 2015, 140 associations adhéreront à LNE et 50 000 enfants et 200 000 adultes auraient bénéficié des animations faites par les salariés lors des foires, salons et autres manifestations.

Historique de la conservation

Une partie des archives de LNE ont été déposées aux Archives départementales de la Haute-Vienne tandis qu'une autre partie est restée au siège national. L'inventaire de l'ensemble du fonds a été réalisé par Anna Trespeuch-Berthelot en 2016 et complété en 2017 par Michel Galliot.

Présentation de Limousin Nature Environnement s sources

Niveau de description : fonds

Le fonds déposé est composé du courrier (1975-2014), des archives d'instances (1975-2006), des archives relatives à la gestion de la Maison de la nature ou encore des archives des commissions thématiques : chasse, forêts, agriculture, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Haute-Vienne

 Limousin Nature Environnement, 140J
Don en 2017. Archives privées. *Communication :* non accessible (fonds non classé)
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 21mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1975-2014.

Loiret Nature Environnement (LNE)

Adresse : 64 route d'Olivet 45000 Orléans
Téléphone : 02 38 56 69 84

Courriel : asso@lne45.org
Site internet : http://www.loiret-nature-environnement.org/

Anciens noms du producteur

Naturalistes Orléanais, 1945-1987
Naturalistes Orléanais et de la Loire moyenne, 1987-2007

Historique du producteur

Création : [1945] ; 24 janvier 1946
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 31 janvier 1953

Loiret Nature Environnement est l'association orléanaise affiliée au réseau France Nature Environnement (FNE, voir notice). Elle est membre de France Nature Environnement Centre-Val-de-Loire.

À l'origine société de naturalistes, l'association a peu à peu diversifié ses actions jusqu'à devenir une organisation pluridisciplinaire. Elle mène principalement des projets d'éducation et de sensibilisation à la nature et à l'environnement ainsi que des études scientifiques sur la biodiversité de la région orléanaise (inventaires, suivis, diagnostics, etc.).

Le premier regroupement naît de façon informelle en 1945 autour de quelques instituteurs et professeurs de sciences naturelles. La déclaration en préfecture est réalisée un an plus tard en 1946 sous le nom des Naturalistes Orléanais. Son président d'honneur est l'écrivain Maurice Genevoix. L'objectif est d'organiser des sorties de groupes pour faire connaître le pays orléanais à travers les sciences naturelles. L'association fixe ainsi son siège au Musée d'histoire naturelle d'Orléans afin de susciter la réalisation d'études scientifiques sur les milieux naturels.

Dans les années 1950, l'association se dote de plusieurs sections spécialisées en botanique, mycologie, entomologie, ornithologie, archéologie, etc. En 1962, elle crée une station ornithologique sur l'île de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, sur la Loire, avec un encadrement quasi-permanent par des bénévoles. Cette station se transforme en 1975 en réserve naturelle nationale pour la région Centre grâce à la signature d'une convention entre l'État, le Conseil Général du Loiret et les Naturalistes Orléanais. Cet accord permet l'embauche d'un salarié chargé de la gestion, de l'animation et de la surveillance de la réserve et de l'animation sur les bases de loisirs dépendant de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports. Le site accueille ainsi de nombreux élèves et étudiants et devient un centre de formation.

À cette époque, la notion de protection de la nature prend de l'importance, au point que l'association se dote du sous-titre « Association pour l'Étude des Sciences Naturelles et la Protection de la Nature en Région Centre ». Sur la réserve naturelle, plus de 200 000 oiseaux sont bagués et près d'un million de données biométriques sont recueillies. En 1978, l'association reçoit du ministère de l'Environnement un agrément relatif à la Protection de la Nature.

L'assemblée générale extraordinaire de 1980 entérine une redéfinition des objectifs de l'association à travers le développement et la professionnalisation des activités de protection et de sensibilisation. De nombreuses actions en faveur de la faune sauvage sont initiées par les adhérents et un outil audiovisuel pédagogique sur le thème du recyclage est réalisé. D'autre part, l'association fonde en 1986 une Maison de la nature et de l'environnement (MNE). À la fin de la décennie, les Naturalistes Orléanais sont omniprésents dans les débats sur les grands problèmes d'environnement locaux et la barre des 10 000 enfants ayant bénéficié de leurs actions de sensibilisation est franchie. En 1994, l'association inaugure un nouveau local pour sa MNE en la présence de Théodore Monod, ainsi qu'un centre d'information et de documentation sur la nature.

Dans la deuxième moitié des années 1990, l'association diversifie ses activités d'éducation. Entre 1997 et 1999, par exemple, elle engage un cycle sur le thème du jardin grâce à l'embauche d'une animatrice permettant l'ouverture et la réorganisation progressive des 600 m² du jardin pédagogique de la MNE. Un premier catalogue des animations est diffusé dans tous les établissements scolaires du Loiret et des activités périscolaires de sensibilisation sont menées, notamment sur les thèmes de l'eau, de l'air, de l'énergie et de l'élimination des déchets. En 2002, l'association adopte la Convention Collective Nationale de l'Animation socioculturelle.

En 2007, l'Assemblée générale extraordinaire dote les Naturalistes Orléanais et de la Loire moyenne de nouveaux statuts : l'association change de nom pour devenir Loiret Nature Environnement (LNE), marquant ainsi son affiliation à France Nature Environnement et sa fédération régionale.

Loiret Nature Environnement est reconnue association éducative complémentaire de l'enseignement public.

Historique de la conservation

Conservées au siège social de l'association, les archives ont été récolées et identifiées par l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) en 2018 grâce à une subvention de la région Centre – Val-de-Loire et avec l'aide de son vice-président Didier Papet.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

On trouve quelques pièces isolées relatives à la création de l'association datant des années 1945-1950. En revanche, les archives d'instance semblent avoir disparu. En termes de productions scientifiques et pédagogiques, un ensemble assez complet de fiches d'observations, outils, études, cahiers de terrain et analyses est présent, remontant aux années 1970, de même qu'un certain nombre de dossiers thématiques, expositions, affiches, panneaux, diapositives et photographies. On pourra trouver plus particulièrement un ensemble de 5 ml dédié à la gestion de la réserve naturelle de Saint-Mesmin (plans, cadastre, plans d'occupation des sols, recensements d'oiseaux, comptes rendus de la commission animation), sans oublier les numéros, depuis 1945, de la revue de l'association *Les naturalistes orléanais – Loiret Nature.*

En 2014, les bénévoles du centre de documentation de la MNE ont procédé à la numérisation des photographies (plus de 30 000 clichés) et d'un certain nombre de documents ayant servi à illustrer le livre de Jacques Baillon *Faune sauvage des temps jadis – Orléanais, Beauce, Sologne, Gâtinais* réalisé en 2016 en l'honneur des 70 ans de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Siège

 Loiret Nature Environnement, non coté
Archives privées. Communication sur demande à la Maison de la Nature et de l'Environnement. *Instrument de recherche* : récolement sommaire disponible sur le site de l'AHPNE. Importance matérielle : environ 130 ml. *Dates extrêmes* : 1945-2005.

Loisirs éducatifs de jeunes sourds (LEJS)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 3 juin 1964
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 26 août 1966

Loisirs éducatifs de jeunes sourds (LEJS) s'inscrit dans l'histoire de l'intégration des jeunes sourds dans la société. Celle-ci prend un élan significatif en 1791, lorsque l'Assemblée constituante crée la première école publique pour enfants sourds, l'Institution des sourds de naissance, qu'elle installe en 1794 au 254 rue Saint-Jacques à Paris. L'institution devient plus tard Institut national des sourds-muets (INSM) de Paris puis Institut national des jeunes sourds (INJS) de Paris. En 1850, la Société centrale d'éducation et d'assistance aux sourds-muets en France, dite « Société centrale », voit le jour. En 1934, les Éclaireuses et Éclaireurs de France (EEDF, voir notice), en coopération avec la Fédération française des Éclaireuses (FFE, voir notice), décident de constituer un groupe au sein de l'Institut national des sourds-muets. Ce groupe, nommé « Saint-Jacques » du nom de la rue où est installé l'Institut, propose aux jeunes des activités nouvelles : sorties en plein air, camps de vacances, rallyes, congrès et jamborees. Ce type particulier de scoutisme adapté aux populations handicapées est appelé « scoutisme d'extension ». Après la Seconde guerre mondiale, les EEDF mettent en place une politique de développement de ce secteur en envoyant des représentants handicapés à toutes les grandes jamborees (1947 à Moisson, 1951 en Autriche, 1963 en Grèce et 1965 au Canada). Cette mise en visibilité permet une prise de conscience des particularités de ce secteur.

Au tournant des années 1960, le développement des loisirs aidant, les responsables du groupe Saint-Jacques souhaitent élargir leurs activités et dépasser le cadre de l'INJS : ils décident donc de coopérer avec la Société centrale pour créer une association dont l'objectif propre serait de proposer des activités pour les jeunes déficients auditifs (sourds profonds ou demi-sourds) venant de toute la France. C'est ainsi que nait Loisirs éducatifs de jeunes sourds (LEJS) en 1964, dont le siège social est situé dans les locaux de l'INJS. Dans le bureau fondateur figurent Raymond Pédrot, maire du 5e arrondissement de Paris et président de la Société centrale, et Yvon Bastide, ingénieur de profession et militant du scoutisme d'extension. Deux activités majeures sont inscrites dans les statuts : la création et la gestion d'un camp de vacances au Fieux (Creuse), près de la commune de Saint-Goussaud, et l'organisation de stages de formation d'animateurs avec l'utilisation de la langue des signes – il faut rappeler que l'interdiction de la langue des signes dans l'enseignement en 1880 ne touchait pas les activités de loisirs. L'association obtient l'agrément Jeunesse et éducation populaire en 1966 et adhère en 1972 à la Jeunesse au plein air. Elle bénéficie, lors de son lancement, du soutien de la Caisse nationale d'allocations familiales et de la Fondation de France.

Les séjours de vacances que l'association organise au Fieux dès l'été 1964, dans une ferme abandonnée, rachetée et réaménagée avec l'appui de la Société centrale, sont proposés à un jeune public allant de 6 à 20 ans, toutes origines confondues. Au total, une centaine d'enfants est accueillie tous les étés. Dès le départ, l'association mélange filles et garçons, malentendants venant d'écoles spécialisées et entendants selon un principe dit de « coéducation ». Le Fieux devient ainsi un lieu de rencontres entre sourds et entendants qui pratiquent, ensemble, des activités culturelles et de loisirs. L'encadrement des séjours est assuré par des responsables du mouvement des EEDF ou des directeurs de colonies de vacances ; les activités sont celles d'un camp scout classique – randonnées, art, cuisine, natation, baignade, excursions, feux de camp. Le centre du Fieux devient progressivement la « base » principale de LEJS même si d'autres sites sont utilisés plus tard comme Anost (Saône-et-Loire) et Saint-Jorioz (Haute-Savoie). Des séjours exceptionnels sont également programmés à l'international (Maroc, Slovaquie, Guyane etc.).

Le centre du Fieux organise des stages de formation d'animateurs en fonction des spécificités du public sourd et de la coéducation à partir de 1972. En 1973, l'État crée le BAFA et le BAFD, devenus diplômes d'État. LEJS n'obtient pas l'agrément pour délivrer ces deux diplômes et laisse donc les EEDF et les CEMÉA prendre la responsabilité pédagogique de ces stages. Ces stages sont constitués, pour une bonne part, de sourds mais sont également ouverts aux entendants. Ainsi, pour la première fois, des diplômes d'animateurs puis de directeurs sont attribués à des personnes sourdes.

Dans les années 1970, LEJS est partie prenante de la création de l'UNISDA (Union nationale pour l'insertion sociale du déficient auditif) et l'accompagne dans son combat pour la traduction en langue des signes des débats électoraux retransmis à la télévision. Grâce à ce militantisme, les deux dernières émissions du second tour des élections présidentielles de 1981 sont sous-titrées en langue des signes.

Petit à petit, les subventions se font plus rares et les contraintes administratives plus exigeantes vis-à-vis du centre du Fieux. En 2003, un architecte identifie des travaux à prévoir pour un montant que l'association ne peut pas assurer. En 2004, LEJS décide de vendre le centre. En janvier 2017, elle se réunit en assemblée générale extraordinaire et vote sa dissolution. L'association aura organisé pendant 50 ans plus de 120 000 séjours et stages.

Historique de la conservation

Les archives de LEJS étaient conservées dans les locaux de l'INJS. Elles ont été signalées au PAJEP en 2017 puis données aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2018 avant d'être classés en 2019.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds est particulièrement intéressant pour découvrir et étudier une forme de scoutisme et d'éducation populaire bien particulière mais qui se voulait semblable aux formes classiques. Il l'est aussi pour comprendre les démarches d'un groupe de militants dans la transformation d'une ancienne ferme en centre de vacances et de formation – multiples contacts avec des hommes politiques, des associations, les pouvoirs publics, des financeurs – et leur engagement en faveur de l'intégration des jeunes sourds.

On trouve dans ce fonds relativement modeste (1,05 ml) un ensemble varié de documents retraçant cette petite association, de sa création (1964) à sa dissolution (2017). Le fonds contient donc l'ensemble des documents produits par LEJS mais également des documents datant d'avant la création de l'association – années 1950 – conservés par Yvon et Catherine Bastide lorsqu'ils militaient au sein des EEDF et de la Société centrale – notamment de magnifiques photographies des groupes « Saint-Jacques » et « Dupleix », du nom de la rue abritant un autre établissement pour enfants.

Enfin, 8 films dont 7 ayant été tournés au Fieux viennent compléter l'ensemble.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Loisirs éducatifs de jeunes sourds, 604J
Don en 2018. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 1,05 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1953-2017.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2007. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le scoutisme d'extension* : 542J/126-1, 716, 903-10, 907-6, 1027-5.

Loisir populaire

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1948

Créée par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) en 1948, l'association Loisir populaire s'adressait aux garçons (en parallèle, était fondée l'association Avenir et Joie (voir notice) pour les filles). Son siège social était au 12, avenue de la Sœur Rosalie dans le 13ème arrondissement de Paris.

Dans *Les Cahiers de formation ouvrière* de février-mars 1958, Maurice Cayron indique les objectifs de l'association : il s'agissait « d'aider les jeunes à utiliser les loisirs existants sans les subir passivement et surtout d'organiser entre eux, par eux, et pour eux leurs temps libres. »

Au milieu des années 1950, l'association Loisir populaire était affiliée à l'Organisation centrale des camps et auberges de la jeunesse (OCCAJ, voir notice).

Nous ne savons pas quand l'association a cessé ses activités.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Par ailleurs, les Archives départementales des Hauts-de-Seine conservent plusieurs fonds relatifs à la JOC ; certaines archives de Loisir populaire s'y trouvent peut-être.

Loisirs vacances tourisme (LVT)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 9 novembre 1974

L'association Loisirs vacances tourisme (LVT) a été constituée en 1974 par les associations de la Fédération nationale des associations communautaires de vacances et de loisirs (FNACVAL, voir notice), de Vacances tourisme famille (VTF, voir notice) et un nombre important d'associations de la fédération Vacances loisirs famille (VLF, voir notice).

En 1974, l'association revendiquait regrouper près de 150 réalisations composées de maisons familiales, villages de vacances, gîtes familiaux et campings. Ces centres étaient gérés par plus de 125 associations adhérentes à LVT. L'action de LVT s'est développée surtout auprès de familles de salariés à revenus modestes par l'intermédiaire de comités d'entreprises le plus souvent CFDT, regroupés au sein de l'association Investissements vacances (INVAC).

En 2009, LVT et l'association RelaiSoleil se sont regroupées pour créer une nouvelle structure : Ternelia.

Historique de la conservation

Si les archives de l'association ont été sauvegardées lors de sa fusion avec Relaisoleil, elles sont probablement conservées aujourd'hui au siège de Ternelia.

Maison de la culture d'Angers (AMCA)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1967

Créée en 1967, la Maison de la culture d'Angers a été initiée par le Comité angevin d'action culturelle (CAAC) mis en place en 1962.

Historique de la conservation

Le fonds disponible aux Archives municipales de la ville d'Angers est composé de deux versements :

- Le premier a été effectué en 1976 par l'ancien président de Maison de la culture d'Angers, Jacques Zeimert, à la bibliothèque municipale avant l'ouverture de celle-ci au public en 1978. Le fonds a souffert par la suite d'une inondation du sous-sol de la bibliothèque, avant d'être transféré en 1984 au service Archives-Documentation de la mairie d'Angers.
- Le second versement de 0,7 mètre linéaire fut effectué directement à ce service par Jacques Zeimert en décembre 1996. Il s'agit des documents qu'il avait reçus en tant que secrétaire, puis comme président, entre 1968 et 1974. Les liasses appartenant à ce deuxième versement sont signalées en italique et entre crochets dans le corps de l'inventaire.

Le fonds de la Maison de la culture d'Angers et du Comité angevin d'action culturelle conservé aux Archives municipales est incomplet. En effet, diverses personnes ayant eu lien directement ou indirectement avec les activités de la Maison de la culture d'Angers détiennent chez elles des archives qui seront peut-être regroupées aux Archives municipales un jour.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives conservé aux Archives municipales d'Angers comprend des dossiers de fonctionnement et d'activités du CAAC et de l'AMCA, depuis les origines en 1962 jusqu'au milieu des années 1970.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales d'Angers

 Association Maison de la culture d'Angers, 8J
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 106 articles, 7,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1961-1976.

Maison de la culture de la Seine Saint-Denis (MC93)

Adresse : 9 boulevard Lénine, 93000 Bobigny
Téléphone : 01 41 60 72 60
Courriel : contact@mc93.com
Site internet : www.mc93.com

Historique du producteur

Création : 1974

La Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis est aujourd'hui un lieu de création et de production, une fabrique de spectacle vivant, tentant de jeter les bases d'un répertoire authentiquement contemporain. Elle est née du mouvement lancé par André Malraux dans les années 1960 et de l'action de collectivités locales.

La préfiguration d'une Maison de la culture dans la zone Nord de Paris s'amorce en 1966. Depuis plusieurs années déjà, le suivi des activités du festival d'Aubervilliers (sous la direction de Gabriel Garran) devenu Théâtre de la Commune en 1965 avait prouvé qu'un mouvement de décentralisation théâtrale et culturelle était possible en banlieue parisienne.

Le 6 novembre 1966, le ministre des Affaires culturelles confie à Gabriel Garran une mission de préfiguration d'une Maison de la culture au nord de Paris : un an plus tard, Gabriel Garran remet son rapport concluant que la création d'une Maison de la culture Nord - Paris implique une politique et une pratique à l'échelle du département de la Seine-Saint-Denis (département créé par la loi du 10 juillet 1964).

Après avoir émis l'idée qu'une Maison de la culture pourrait être installée à Bobigny et dotée d'antennes culturelles à Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois ou Villetaneuse (délibération du 8 mai 1968), le Conseil général de la Seine-Saint-Denis demande au préfet, l'installation en préfecture d'un « bureau de préfiguration de la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis » en novembre 1969.

Les partenaires décident de dissocier le sort du Centre dramatique national (Théâtre de la Commune d'Aubervilliers) de la préfiguration de la Maison de la culture.

Le 1er juillet 1973, Claude-Olivier Stern reçoit du ministre des Affaires culturelles mission d'établir, en liaison avec les diverses instances concernées, le dossier programme de la Maison de la culture.

Le rapport qu'il remet le 1er novembre 1973 propose la création d'une structure éclatée à rayonnement départemental et, en décembre 1973, les principes de mise en place de la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis sont arrêtés (note du préfet) : la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis est une entreprise d'action culturelle autonome, polyvalente, exerçant ses activités en direction de tous les publics, dans le triple domaine de la création, de la diffusion et de l'animation.

Claude-Olivier Stern propose de mettre en place une structure éclatée avec un équipement central à Bobigny, un équipement à Aubervilliers (achèvement des travaux du Théâtre de la Commune) et, éventuellement, un équipement abritant une Unité enfance dans une troisième localité (par exemple Aulnay-sous-Bois).

Par ailleurs, Claude-Olivier précise que la Maison de la culture entretient avec deux centres de création : le Centre dramatique national - Théâtre de la Commune d'Aubervilliers et la préfiguration du Centre dramatique musical de Saint-Denis (association au sein du théâtre Gérard Philipe entre la Compagnie José Valverde et le Centre lyrique et populaire de France).

Le 15 janvier 1974, le conseil général délibère et s'engage à la création de la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis sous forme d'association loi 1901. L'assemblée générale constitutive a lieu le 15 mars 1974. Mais les deux équipements de Bobigny et d'Aulnay-sous-Bois ne sont inaugurés qu'en 1980. Et la convention passée en février 1980 entre la

municipalité d'Aulnay et la Maison de la culture est remise en cause cinq ans plus tard après un changement de majorité à la tête de la ville.

Historique de la conservation

Les premiers contacts entre la Maison de la culture et les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis eurent lieu au printemps 1997 : André Mondy, secrétaire général, témoignait de son souci de rendre accessible à un large public une mémoire écrite accumulée depuis les années de préfiguration et préservée grâce au travail quotidien d'Oratio Gederlini, l'archiviste de la Maison de la culture (plus de 100 mètres linéaires d'archives, non compris la billetterie). Vincent Girault, recruté par la Maison de la culture pour deux mois, fut chargé d'un premier tri et du transfert des archives définitives aux Archives départementales : 20 mètres linéaires furent transférés en décembre 1997.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives déposées aux archives départementales couvrent la période depuis les premières années de la préfiguration jusqu'à 1996.

Les archives administratives vont de 1968 jusqu'à la fin 1985 soit les années de mise en place, des négociations, de la structure éclatée, des créations pluridisciplinaires. Tous les domaines de gestion sont présents : instances statutaires de l'association, gestion du personnel, gestion financière, construction et gestion des locaux (143J 1 à 143J 84).

La série des dossiers de spectacle commence en 1979 et se poursuit jusqu'en 1996 (143J 85 à 143J 193). Chaque dossier de spectacle est composé de documents aussi divers que les programmes, les invitations, les dossiers de presse, les « plateaux techniques », les photographies du spectacle ou les textes joués. La nature elle-même de ces représentations témoigne de la richesse des activités de la Maison de la culture pour cette période notamment pour les années 1985-1996 : théâtre national et international, spectacle musical, lecture de poèmes, rencontres chorégraphiques, etc.

La série des revues de presse est remarquable par la densité des informations contenues sur chaque spectacle. Elle fera l'objet d'un microfilmage dans les prochains mois afin que ces archives, très fragiles, puissent continuer d'être largement communiquées (143J 200 à 143J 216).

Enfin, la série des affiches des spectacles est, elle aussi, presque complète pour les années 1985 à 1997 grâce au travail d'archivage systématique poursuivi par Oratio Gederlini (22Fi MC 93).

Cette série se compose de 132 affiches. Il s'agit d'affiches de dimension 40X60 cm, au minimum 3 exemplaires ont été conservés. Chaque affiche est identifiée par le titre et la date du spectacle, quand cela a été possible les auteurs des maquettes et des photos ont été précisés. Ces affiches d'un intérêt graphique évident portent témoignage de la diversité et de la qualité des spectacles et festivals nationaux et internationaux que la MC93 a produits ou créés durant cette période.

Les documents postérieurs (administration du lieu unique de Bobigny après 1985 et dossiers de spectacles après 1996), considérés comme archives encore « vivantes » sont demeurés à la Maison de la culture.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Maison de la culture de Seine-Saint-Denis, 143J et 22FI MC93/1-132

Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la Maison de la culture de Saint-Denis.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 217 articles ; 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1968-1997.

Maison de la culture de Loire-Atlantique (MCLA)

Anciens noms du producteur

Maison de la culture de Nantes et de la Loire-Atlantique
Association nantaise de la Maison de la culture

Historique de la conservation

Le fonds d'archives de la Maison de la culture de Loire-Atlantique (MCLA) est conservé aux Archives départementales de la Loire-Atlantique.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association : statuts, comptes rendus de réunion, relations avec les autorités de tutelle (correspondance, comptabilité), documents concernant l'organisation de spectacles, d'animations, de bourses d'étude, de festivals, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Loire-Atlantique

 Maison de la culture Nantes et de Loire-Atlantique, 142JJ
Don. Archives privées. Communication soumise à autorisation des Archives départementales de la Loire-Atlantique.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 54 articles, 1,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1973-1983.

Maison de la culture de Rouen

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'association a été dissoute en 1974.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Seine-Maritime par M. Burckard, membre fondateur de l'association, lors de sa dissolution en 1974.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à la création de l'association (projet, statuts, règlement intérieur), de la correspondance et la comptabilité.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Maritime

 Association pour la Maison de la culture de Rouen, 156J
Don en 1974. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 7 articles, 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1965-1974.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) Cadier

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 4 juillet 1947

La Maison des Jeune et de la Culture Cadier…

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives communautaires Pau Béarn en 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient les documents statutaires remontant à 1957 ainsi que les dossiers des instances de l'association (assemblées générales, conseils d'administration, conseils de maison, inter-conseils de maisons de l'académie de Bordeaux). On y trouve aussi des dossiers de fonctionnement (comptabilité, gestion du personnel et des locaux, comptabilité, liste des adhérents). Les dossiers concernant les activités de la MJC sont rangés par saison et couvrent la période 1950-1989.

Localisation du fonds du producteur

Archives communautaires Pau Béarn

 Maison des Jeunes et de la Culture Cadier, 17Z
Don en 2009. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 1,5 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1950-1989.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) - Club de Créteil

Adresse : rue Charpy, 94000 Créteil
Téléphone : 01 48 99 75 40
Courriel : clubdecreteil@free.fr
Site internet : http://www.mjcclub.com/

Historique du producteur

Située au cœur du quartier de la croix des Mèches, la MJC-Club de Créteil est membre de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice) et de l'association Les MJC en Ile-de-France, fédération régionale, elle-même membre de la Confédération des MJC de France (CMJCF).

Historique de la conservation

Le fonds d'archives a été déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne en 2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents concernant le fonctionnement et les activités de la MJC : correspondances, bulletins d'adhésion, comptes rendus des conseils d'administration et des assemblées générales, dossiers du personnel, brochures et programmes des activités, relations avec les élus et autres associations, dossier technique de l'équipement, budget, mise en place des animations, comptabilité, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Maison des jeunes et de la culture – Club de Créteil, 121J
Dépôt en 2000. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 153 articles, 7 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1968-1998.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Argentan

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de l'Orne.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de la MJC.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Orne

 Maison des jeunes et de la culture d'Argentan, 333J
Archives privées.
Instrument de recherche : non communiqué. *Dates extrêmes :* non communiquées.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Ermont

Adresse : 2 rue Hoche, 95120 Ermont
Téléphone : 01 34 15 73 31
Courriel : mjc@mjcermont.com
Site internet : http://www.mjcermont.com

Historique du producteur

Création : 1962

Créée en 1962, la MJC d'Ermont était alors affiliée à la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice). Actuellement, elle est membre des MJC en Ile-de-France, fédération régionale et de la Confédération des MJC de France (voir historique des MJC).

Historique de la conservation

En 2001, le PAJEP a réorienté le fonds d'archives de la MJC d'Ermont vers les Archives départementales du Val-d'Oise qui ont réalisé un instrument de recherche provisoire des deux dépôts d'archives effectués par la MJC.

Le fonds a fait l'objet d'un pré-classement qui a donné lieu au tri d'un certain nombre de pièces de fonctionnement, en particulier : sélection de la correspondance chrono en années témoins « 0 » et « 5 », élimination des pièces justificatives comptables.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds entré aux Archives départementales du Val-d'Oise est très riche. Les dossiers remontent aux premières démarches en 1960 qui ont abouti à la création de la MJC. L'association a conservé une collection importante sinon complète de ses comptes rendus d'assemblées générales et de conseils d'administration, dont les plus anciens remontent à 1962. La correspondance la plus ancienne date de 1965, il en est de même pour les pièces comptables récapitulatives (budget, bilan, comptes d'exploitation) et des registres d'adhésion. Par ailleurs, les archives concernant les activités semblent refléter le dynamisme de cette MJC parisienne : sports (aïkido, gymnastique, yoga, randonnées, équitation, escrime), numismatique, philatélie, séjours vacances, ski, théâtre, musique, cinéma, ciné-club, danse, poterie, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-d'Oise

 MJC d'Ermont, 25J
Don en 2003. Archives privées. Après classement définitif, communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 132 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1960-2000.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Hérouville-Saint-Clair

Adresse : Pôle Animation et Jeunesse 1035 Belles Portes 14200 Hérouville Saint Clair
Téléphone : 02 31 95 78 18
Site internet : http://mjc.herouville.free.fr/

Historique du producteur

La MJC d'Hérouville-Saint-Clair est membre du réseau de la Fédération régionale des MJC Normandie (voir notice) qui est affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Calvados.

Présentation des sources

Le fonds d'archives concerne le fonctionnement et les activités de l'association depuis 1968 : statuts, comptes rendus d'instances et des sections d'activités (sports, camps de vacances, théâtre, musique, etc.), documents comptables récapitulatifs, notes de service, correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 MJC d'Hérouville-Saint-Clair, 2006JP 1832
Dépôt Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire méthodique provisoire. Importance matérielle *:* 196 articles, 24,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1968-2006.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Beaune

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 10 mars 1962

L'association Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Beaune a été fondée le 10 mars 1962. Elle était affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice).

À sa création, son président était Henri Benoit, assureur à Beaune et très impliqué dans la vie associative locale. La MJC s'est d'abord réunie dans un préfabriqué installé sur le terrain de sport de l'avenue de l'Aigue, puis à l'ancienne cuverie du Clos Maire, où est bientôt construit le nouveau lycée mixte. Suite à la décision prise par l'assemblée générale du 21 octobre 1967, le siège social a été transféré au 1, promenade des Buttes.

La MJC organisait de nombreuses activités pour les jeunes, que ce soit dans le domaine sportif, culturel (sport, expression théâtrale, jeux, radio, photographie, tissage, etc.) ou récréatif (bals, fêtes, etc.). Elle avait aussi une dimension sociale en permettant à des jeunes de partir dans des camps de vacances ou à l'étranger. Elle organisait des opérations permettant de venir en aide aux personnes âgées, en difficultés ou nécessiteuses, en mettant en place notamment

des opérations « Bûche de Noël ». Enfin, elle avait un rôle pédagogique car elle proposait des stages pratiques aux jeunes et des formations sur différentes thématiques.

L'association est dissoute suite à la décision prise lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 mars 1990. Dès l'été 1990, elle est remplacée par une nouvelle structure municipale la Maison des jeunes, des sports et des loisirs.

Historique de la conservation

Les archives de la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Beaune proviennent d'une collecte opérée en 2005 par Sonia Dollinger, responsable des Archives municipales de Beaune, et Maxime Reppert, stagiaire, dans les greniers de la Maison des jeunes, des sports et des loisirs située au 1, promenade des Buttes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'administration de la MJC (statuts et règlements, assemblées générales, conseils d'administration, correspondance, gestion du personnel, locaux, comptabilité, etc.), des études et des enquêtes, des archives sur les activités et les manifestations de l'association (sport, programmation culturelle, cinéma, fêtes, etc.), sur la formation et la communication.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Beaune

 Maison des jeunes et de la culture de Beaune, 73 Z
Don en 2005. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 104 articles, 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1959-1991.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) du Havre

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1963

La Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) du Havre est une association constituée le 9 août 1963. Sa vocation est : « l'éducation populaire par la mise à disposition de la population, en particulier de la jeunesse, d'un lieu d'accueil et d'activités récréatives et éducatives. Elle s'adresse à tous, individus, mouvements de jeunesse, sociétés et institutions d'éducation populaire, dans le respect des convictions de chacun et en toute indépendance politique et confessionnelle » (articles 2 et 3 des statuts de 1963).

La Maison des Jeunes et de la Culture du Havre était affiliée à la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers constitués par l'association concernent principalement son fonctionnement, sa comptabilité et ses activités, notamment dans le domaine sportif avec sa participation au rallye « La Normandie à la voile ». D'autres dossiers évoquent ses activités dans les domaines scientifique, culturel et social. Des ouvrages, publications et documents iconographiques complètent ce fonds.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Maritime

 Maison des Jeunes et de la Culture du Havre, 216 J
Mode et date d'entrée inconnus. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé*. Importance matérielle :* 12 ml, 202 articles*. Dates extrêmes :* 1963-1998.

Maison des jeunes et de la Culture (MJC) du Bourg (Gradignan) – Centre d'Animation

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 20 septembre 1966

La MJC est créée en 1966. Elle est dissoute le 11 juin 2010 suite au transfert de ses activités et de celles de la MJC de Malartic (voir notice) à l'Établissement public pour l'animation des jeunes (EPAJ) de Gradignan. Elle était affiliée à la Fédération régionale des MJC d'Aquitaine (voir notice) et comptait 250 adhérents.

Historique de la conservation

Suite à la création de l'EPAJ, le fonds d'archives historiques a été déposé en 2011 aux Archives départementales de la Gironde par Christiane Auzereau, présidente de la Fédération régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture d'Aquitaine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds, assez lacunaire sur la partie comptable, renferme des documents administratifs et financiers des années 1990-2000, les documents fondamentaux (statuts, règlement intérieur), les archives d'instances et des photographies.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Gironde

 Maison des jeunes et de la Culture (MJC) du Bourg (Gradignan) – Centre d'Animation, versement 2011-119
Dépôt en 2011. Archives privées. Communication soumise à l'autorisation écrite du déposant.

Instrument de recherche : bordereau de dépôt. Importance matérielle *:* 38 articles. *Dates extrêmes* : 1966-2010.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Cluses

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1942

La Maison des jeunes de Cluses a été inaugurée en mai 1942. À destination exclusive des jeunes, elle avait pour mission d'occuper une jeunesse désœuvrée : parmi ses activités, on peut citer la menuiserie et le modélisme d'avion.

La Maison des jeunes s'est officiellement structurée en 1947 avec la création d'une association dont le but était de mettre à la disposition de la population et en particulier de la jeunesse, un centre d'accueil, des activités éducatives, récréatives, sportives et culturelles. De nombreuses activités étaient proposées mais le manque de ressources, le désintérêt de l'association gérante et la mauvaise gestion amenèrent la structure à fermer ses portes. L'association n'est pas dissoute mais son local est récupéré.

En 1966, l'association renaît grâce à une quinzaine de bénévoles. Celle-ci, après s'être affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice), a relancé diverses activités. La municipalité a soutenu le projet et les nouveaux bâtiments ont été inaugurés en 1972. À partir de ce moment, le nombre d'adhérents n'a pas cessé de croître, pour culminer à près de 2300 en 1984. Les activités proposées se sont étoffées : ouverture d'un ciné-club, d'une bibliothèque jeunesse et d'un centre de loisirs, et de nouvelles personnes sont employées.

Les années 1990 ont été plus difficiles : la baisse des effectifs était constante. L'année 1995 a été particulièrement éprouvante pour la MJC : décès brutal de son directeur, non reconduction de son poste, rupture du contrat entre la ville et la Fédération régionale des MJC (FRMJC). De plus, les difficultés financières sont devenues récurrentes, si bien que l'association est dissoute en septembre 1998.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives municipales de Cluses en janvier 1999.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds ne reflète pas toute l'histoire de la structure : la période antérieure à en 1966, n'est pas du tout représentée. Les débuts chaotiques et les déménagements successifs ont eu raison des archives de cette époque. Il faut se référer aux archives administratives communales pour obtenir quelques renseignements. Si les dossiers conservés permettent d'avoir une bonne connaissance de la vie de l'association, on y trouve peu de choses sur l'animation culturelle.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Cluses

 Maison des jeunes et de la culture de Cluses, dossiers, 32Z
Dépôt en 1999. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 64 articles, 6,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1966-1998.

 Maison des jeunes et de la culture de Cluses, documents figurés et audiovisuels, 25Fi
Dépôt en 1999. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 2 articles, 0,15 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1972-1991.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Courbevoie

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Créée au lendemain de la Libération, la MJC de Courbevoie disparaît au milieu des années 1990, après un conflit de plus de 25 ans avec la mairie. Elle était membre de la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice) jusqu'au début des années 1990, où elle a rejoint l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice) puis la Confédération des MJC de France (MJCF, voir notice), comme la plupart des MJC de l'Ile-de-France (voir aussi historique des MJC).

Historique de la conservation

Hubert Marchal a été l'un des principaux animateurs bénévoles de la MJC des années 1960 aux années 1980. Après la dissolution de l'association, il a décidé d'en écrire l'histoire, ou plus exactement de porter un témoignage sur la vie et la mort d'une MJC. Ce livre a été publié au début de l'année 2000 par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) sous le titre de *L'insoumise de Courbevoie*. En 2001, il a contacté le PAJEP, qui lui a proposé de confier le fonds de la MJC aux Archives départementales des Hauts-de-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble 18 boîtes d'archives concernant le fonctionnement et les activités de la MJC depuis les années 1960. Les documents ont été classés par ordre chronologique ou thématique.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Hauts-de-Seine

 Maison des jeunes et de la culture de Courbevoie, 57J
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 18 articles, 1,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1967-2000.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Fougères

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1963

Le 12 novembre 1963, le conseil municipal de Fougères a entériné officiellement le projet de création d'une MJC. Les statuts ont été déposés le 10 février 1964 et la MJC a été officiellement

inaugurée le 21 janvier 1967. Le premier directeur était Michel Bordeau. La MJC était affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice). À la fin des années 1960, la MJC jouait un rôle important dans l'animation culturelle de Fougères en organisant nombre de spectacles, d'animations, d'expositions, etc. Les années 1971-1972 ont été des années difficiles pour l'association car elle a vu ses subventions remises en cause par la municipalité. Des conflits sont alors apparus entre les deux parties. La politique municipale s'est orientée vers une municipalisation de la culture avec, en 1975, la création de l'Office fougerais d'action culturelle, qui est devenu l'office touristique et culturel en 1987 et qui a abandonné sa compétence « tourisme » en 1990.

En janvier 1990, la municipalité a annoncé une restructuration des espaces associatifs : un débat a été engagé au sein de l'équipe municipale qui a permis de reconsidérer totalement le rôle et la place de la MJC, compte-tenu de l'évolution de la demande culturelle de la population fougeraise et notamment celle des jeunes. L'ouverture du Centre culturel Espace III (devenu Centre culturel Juliette Drouet) laissait à penser que la MJC pourrait trouver sa place au sein de cet équipement nouveau pour organiser ses activités. C'était dans cette perspective que le conseil municipal a mis fin à la convention qui liait la MJC à la ville depuis 1984. Le nouveau directeur du Centre culturel a proposé à la MJC une collaboration mais a exclu toute cohabitation avec celle-ci : Espace III n'accueillerait pas les ateliers de la MJC. Démunie de tout moyen, la MJC de Fougères a fermé définitivement ses portes après avoir joué, pendant près de trente ans, un rôle considérable auprès de la jeunesse et dans l'animation culturelle fougeraise.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives municipales de Fougères.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents concernant le fonctionnement de la MJC : constitution de la MJC, comptes rendus d'instances (conseils d'administration et assemblées générales), publications, comptabilité, gestion du personnel, correspondance, contentieux, activités culturelles, archives sonores et audiovisuelles, coupures de presse.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Fougères

 Maison des jeunes et de la culture de Fougères, 23Z
Archives privées.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 78 articles. *Dates extrêmes* : 1963-1990.

Maison des Jeunes et de la culture (MJC) « Les Z'itinérants » (Gradignan)

Adresse : Château de Malartic 33170 Gradignan
Téléphone : 05 56 89 02 50
Courriel : chauzereau@numericable.fr
Site internet : epajgmalartic@ville-gradignan.fr

Anciens noms du producteur

Maison des Jeunes et de la culture (MJC) de Malartic (Gradignan) – Centre Animation Rencontre, 1975-2010

Historique du producteur

Création : 17 novembre 1975

Les demandes répétées des jeunes de Malartic conduisirent la mairie de Gradignan à attribuer en 1975 le château Malartic à une Maison des Jeunes et de la Culture de la Fédération Régionale des MJC d'Aquitaine. En 2010, les missions de la MJC et de celle du Bourg (voir notice) sont transférées à l'Établissement public pour l'animation des jeunes (EPAJ) de Gradignan mais la MJC de Malartic, qui compte 376 adhérents, décide de poursuivre ses activités. Privée de financement public, elle entame une refonte de ses statuts et devient la MJC « Les Z'itinérants ».

Historique de la conservation

Suite à la création de l'EPAJ par la Ville de Gradignan, la MJC décide de dépôt de ses archives historiques aux Archives départementales de la Gironde. Le dépôt est effectué en 2011 par Christiane Auzereau, présidente de la Fédération régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture d'Aquitaine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives concerne l'administration, le fonctionnement et les activités de la MJC de 1975 à 2009. Il renferme des comptes rendus d'instances, des exercices et bilans comptables, des rapports d'activités ainsi qu'une collection de photographies – non légendées.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Gironde

 Association « Centre d'Animation Rencontre de Barthes-Malartic », versement 2011-036
Dépôt en 2011. Archives privées. Communication soumise à l'autorisation écrite du déposant. *Instrument de recherche :* bordereau de dépôt. Importance matérielle *:* 63 articles. *Dates extrêmes* : 1975-2009.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Limeil-Brévannes

Adresse : 2 rue Louis Sallé, 94450 Limeil-Brévannes
Téléphone : 01 45 69 69 10
Courriel : mjc-limeil@wanadoo.fr
Site internet : http://mjc-cc-limeilbrevannes.org/

Historique du producteur

Création : 19 mars 1966

La MJC de Limeil-Brévannes, aussi appelé MJC Centre Culturel – Coline Serreau de Limeil-Brévannes est affiliée à de l'association Les MJC en Ile-de-France, fédération régionale, elle-même membre de la Confédération des MJC de France (CMJCF).

Associés à de nombreux partenaires et prestataires locaux, la MJC propose tout au long de l'année de nombreuses activités culturelles et sportives (théâtre, danse, capoeira, échecs, danse country, etc.), l'organisation de manifestations (festival « Vive l'Art Rue », danse du monde, soirée salsa, etc.), l'organisation de spectacles jeunes publics en partenariat avec la ville de Limeil-Brévannes, des expositions d'arts plastiques et des séjours à thèmes à l'étranger pour des groupes de jeunes issus d'horizons sociaux et culturels différents.

Historique de la conservation

Le fonds d'archives a été déposé en 2004 aux Archives départementales du Val-de-Marne.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents concernant le fonctionnement et les activités de la MJC :

- documents administratifs : assemblées générales, conseils d'administration et bureaux, réunions (convocations avec ordres du jour, correspondance, liste des participants, comptes rendus, budget, bilans, notes de service, notes d'objectifs, programmes ; conseil d'administration, élections : liste des membres) ;
- gestion du personnel : dossiers individuels contenant curriculum vitae, correspondance, fiches de renseignements, contrats, avenants ;
- préparation et réalisation des activités : correspondance, inscriptions, fiches d'adhésions, documentation, listes des participants, licences, brevets, diplômes, demandes de subvention, planning, affiches ;
- activités : photographies ;
- administration : correspondance (chrono), comptabilité et gestion (budgets prévisionnels, comptes, résultats, bilans et prévisions, balance, fiches d'analyse des dépenses et des recettes, demandes de subventions, rapport du commissaire aux comptes, note explicative des frais généraux) ;
- activités : notes et rapport de présentation sur la création d'un centre culturel, convention de mise à disposition des locaux, relations avec l'Union départementale des maisons des jeunes et de la culture et Fédération régionale Ile-de-France, gestion du personnel intérimaire par les compagnies « Théâtre du dé à coudre » et « Smoking et brillantine » (dossiers individuels) , affiches, négatifs et diapositives des spectacles et des activités et épreuves de tournage des Carnavals, représentation théâtrales organisées par la MJC dans les années 1990.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Maison des jeunes et de la culture de Limeil-Brévannes, 137J
Dépôt en 2004. Archives privées. Communication libre sauf documents portant atteinte à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 29 articles, 3,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1966-2005.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Lisieux

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

La MJC de Lisieux était membre du réseau de la Fédération régionale des MJC Normandie (voir notice) qui est affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales du Calvados.

Présentation des sources

Le fonds d'archives concerne le fonctionnement et les activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

MJC de Lisieux, 2009JP 1
Préemption en 2009. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 92 articles, 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1960-2005.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) des Marquisats, Annecy

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1944

La Maison des jeunes et de la culture (MJC) des Marquisats est née dans le contexte de l'immédiat après-guerre et a fermé ses portes en 1993. À l'origine, elle était affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice). Puis au début des années 1990, elle a rejoint l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice) puis la Confédération des MJC de France (MJCF, voir notice), comme la plupart des MJC de la région Rhône-Alpes (voir aussi historique des MJC).

La MJC représentait un pôle socioculturel important de la vie annecienne. Bénéficiant du site privilégié des Marquisats, elle avait également sous sa responsabilité un centre d'hébergement et de séjour. Les bâtiments propres de la MJC ont été reconvertis en école d'art et salle de musiques amplifiées.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Haute-Savoie en 1999. Une analyse précise des documents relatifs à la création de la MJC a été réalisée alors que seul un récolement des archives administratives a été rédigé en raison de la masse à traiter.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

Le fonds reflète l'évolution des structures et du fonctionnement de la MJC. On y trouve les documents relatifs à sa création, des dossiers administratifs, une abondante documentation sur les activités et les spectacles et un grand nombre de documents photographiques et audiovisuels.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Maison des jeunes et de la culture des Marquisats à Annecy, 95J
Don en 1999. Archives privées. Communication soumise à autorisation des MJC en Rhône-Alpes, fédération régionale (tél. : 04 78 78 96 96 ; courriel : centre-federal@mjc-rhonealpes.org).
Instrument de recherche : répertoire numérique et bordereau de récolement. Importance matérielle : 191 articles, 27,75 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1944-1992.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) du Mont-Mesly, Créteil

Adresse : 100 rue Juliette Savar, 94000 Créteil
Téléphone : 01 45 13 17 00
Courriel : mjcmontmesly@nerim.fr
Site internet : http://mjcmontmesly.nerim.net/

Historique du producteur

Création : 1966

La Maison des jeunes et de la culture (MJC) du Mont-Mesly est une des nombreuses MJC de Créteil. Elle est d'ailleurs membre de l'union locale des MJC de cette ville.

La MJC du Mont-Mesly a été créée en 1966 au sein d'un quartier en plein essor du nouveau Créteil. Associée au centre culturel Charles Vidrac, la MJC fut d'abord gérée par l'association nationale Alfa (voir notice), dont l'objet était la création et la gestion de mètres-carrés sociaux et socioculturels dans les quartiers en développement dans les banlieues.

À partir de 1974, la MJC du Mont-Mesly est membre de la Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France (FRMJC IDF, voir notice) affiliée à la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC). La MJC adhère aujourd'hui à l'association Les MJC en Ile-de-France, fédération régionale, elle-même membre de la Confédération des MJC de France (CMJCF).

La MJC développe diverses actions comme les pratiques amateurs pour le théâtre, les arts plastiques et la musique. Le cinéma tient une place à part puisque à partir des activités d'un club vidéo, la MJC a développé une véritable salle de cinéma d'art et d'essai : la Lucarne. De nombreuses manifestations ont aussi vu le jour grâce à la MJC comme le festival de musique « Rock et béton » et la programmation cinématographique « l'œil vers… » ou encore le festival international « Films de femmes » dont la création a associé la salle de La Lucarne, les cinémas d'art et essais du Palais, la Maison des arts et de la culture André Malraux de Créteil et la ville de Créteil. À ce jour, la MJC est le lieu principal de vie culturelle dans ce quartier constitué d'un ensemble de cités HLM.

Historique de la conservation

Des travaux importants de rénovation ont conduit la MJC à s'intéresser à la gestion de ses archives stockées en sous-sol. Les dossiers conservés remontent à la fin des années 1960, la plus grande masse concernant les années 1975 à 2000. Le fonds doté d'un bordereau sommaire est entré par dépôt aux Archives départementales du Val-de-Marne en avril 2001. Le classement définitif réalisé en 2004 a permis l'élimination de doublons et papiers de corbeille, de pièces comptables diverses et de documentation.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le plan de classement respecte l'organisation classique d'un fonds d'archives associatives : un premier ensemble de dossiers concerne le fonctionnement et la gestion de la structure, une seconde partie rassemble les fichiers et bulletins concernant les adhérents, un troisième ensemble présente les activités proposées par la MJC à ses adhérents ; enfin ont été rassemblés les dossiers de suivi et de relations avec divers organismes et pouvoirs publics. Quelques documents iconographiques et audiovisuels sont également conservés.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Maison des jeunes et de la culture du Mont-Mesly à Créteil, 119J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la MJC du Mont-Mesly.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 164 articles, 16 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1966-1998.

Maison des jeunes et de la culture (MJC) Jacques Brel, Beauvais

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Maison de quartier Saint-Jean, 1977-1981

Historique du producteur

Création : 1977

La Maison de quartier Saint-Jean était une association créée en 1977, qui a pris le nom de MJC Jacques Brel en 1981. Elle était affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice). L'association a été placée en liquidation judiciaire en 1993. L'Association de développement local du quartier Saint-Jean (ADELE, voir notice) a pris sa suite.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné par l'association ADELE le 30 septembre 2009 aux Archives départementales de l'Oise.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient à la fois les archives de la MJC Jacques Brel et celles de l'association ADELE. Les archives produites par chacune des deux associations ont pu être distinguées à l'exception des photographies et diapositives qui ne sont, en grande partie, ni identifiées ni datées. Des documents non produits par l'une des deux associations mais concernant le quartier Saint-Jean et la ville de Beauvais ont été classés à la fin.

Le fonds est constitué de documents relatifs à la création et au fonctionnement de la Maison de quartier Saint-Jean/MJC Jacques Brel et aux activités et au fonctionnement de l'association ADELE. On y trouve aussi des photographies et diapositives du quartier Saint-Jean, de sorties, d'animations et de voyages.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Oise

 Archives de la maison des jeunes et de la culture (MJC) Jacques Brel de Beauvais et de l'association de développement local du quartier Saint-Jean (ADELE), 39J
Don en 2009. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 15 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1977-2008.

Maison des jeunes et de la culture de la Monnaie, Romans

Adresse : 50 avenue du maquis 26103 Romans Cedex - BP 124
Téléphone : 04 75 70 01 03
Courriel : union mjc-monnaie@mjc-monnaie.org
Site internet : http:/www.mjc-monnaie.org

Historique du producteur

Création : 1966

La MJC de la Monnaie fonctionne depuis la fin des années 1950 mais a été, jusqu'en 1966, une filiale de la maison mère Robert Martin. Dès 1957, Noël Guichard regroupe des jeunes dans une ancienne salle de classe située à l'emplacement de la mairie annexe. En 1962, la Caisse d'allocations familiales met à la disposition de la MJC une partie du sous-sol du centre social nouvellement construit. Ce n'est que le 22 décembre 1966 que la MJC Monnaie devient une association à part entière, régie par la loi 1901 et enregistrée à cette date en préfecture.

La MJC de la Monnaie propose des activités variées : foyer de jeunes, art dramatique, photo, foot, ski, volley dès 1966, puis musculation, tir à l'arc, danse, kinomichi, randonnées, gymnastique, etc.

De 1966 à 1978, la MJC fonctionne « comme elle peut » au milieu de problèmes sociaux devenus de plus en plus aigus sur le quartier. La transformation du profil du quartier depuis 1975 a imposé à la MJC des préoccupations de plus en plus proches de celles du travail social. Mal armée pour répondre aux difficultés et particularités présentées par le quartier (afflux de populations déracinées, proportion croissante de chômeurs, montée de la délinquance) elle se voit en 1979-1980, contrainte à une remise en question fondamentale.

Dès lors s'affirme une volonté de tenir un rôle important dans le travail social sur le quartier par une double vocation : sociale d'une part, et culturelle et de loisir d'autre part. En mai 1978, la MJC s'installe aux Mille clubs, en 1981 ses bureaux sont transférés au rez-de-chaussée de la tour Balzac et en 1986 elle annexe un second appartement.

Parallèlement, elle prend part à la réhabilitation du quartier engagée par la ville (amélioration de l'habitat et du développement social) par des actions culturelles, sociales et de loisirs : aide aux devoirs, conférence sur l'Islam, histoire du quartier, Saison Chanson, Rock sans frontières, etc.

Historique de la conservation

En 2002, les archives de la MJC ont été données par la présidente de l'association, Nicole Girard, aux Archives municipales de Romans. Le travail archivistique a consisté à trier, classer et inventorier 21,5 mètres linéaires d'archives qui après traitement forment un fonds de 10 mètres linéaires (11,50 ont été éliminés). Les déménagements successifs, les inondations et incendies dans les sous-sols ont détruit de nombreuses archives. La grande majorité des pièces concernent les années 1985-1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds déposé aux Archives municipales de Romans renferme de multiples documents : comptes rendus d'assemblées générales et de conseils d'administration, correspondance, dossiers de demandes de subventions, budgets, dossiers du personnel et livres de paie, liste des adhérents, dossiers relatifs aux activités culturelles et de loisirs proposées ainsi qu'aux manifestations musicales organisées à partir du milieu des années 1980 et à l'implication de la MJC dans la réhabilitation du quartier, photographies.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Romans

 Maison des jeunes et de la culture de la monnaie, Romans, 60S
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 92 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1966-1998.

Maison des œuvres de Blois

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

La Maison des œuvres de Blois était une association catholique, en contact avec de nombreux mouvements de jeunesse tels que les Cœurs vaillants et Ames vaillantes (voir notice), l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice), la Jeunesse agricole catholique (JAC, voir notice), la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice), l'Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV) et les Scouts de France (voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales du Loir-et-Cher.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs aux œuvres diocésaines et à l'action catholique (cercles d'études, réunions sacerdotales, syndicat professionnel des membres du clergé, documents épiscopaux, sports, vente de charité). On y trouve également des documents relatifs aux Scouts de France (tracts, comptes rendus de réunions).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Loir-et-Cher

 Maisons des œuvres de Blois, 19J
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *: 17 articles* (19J 81-97), 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1876-1957.

Maison pour tous (MPT) de Magalas

Adresse : place Neuve, 34480 Magalas
Téléphone : 04 67 36 09 94
Site internet : http://maisonpourtousmagalas.e-monsite.com/

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de l'Hérault en mai 1999. Il provient des archives personnelles de l'ancien maire de Magalas, qui avait créé la Maison pour tous. Elles constituent un fonds hétéroclite et épars.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Il s'agit du seul fonds de type MJC ou MPT conservé aux Archives départementales de l'Hérault mais il demeure très lacunaire, et donc peu exploitable. On y trouve uniquement des documents relatifs à l'administration générale tels que l'organisation des activités d'éducation et des animations culturelles.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Maison pour tous (MPT) de Magalas, 127J
Don en 1999. Archives privées. Fonds actuellement non classé, non accessible à la recherche. A terme, communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1984-1991.

Maison pour tous de la rue Mouffetard, Paris

Historique du producteur

Création : 1921
Reconnaissance d'utilité publique : 1930

La Maison pour tous de la rue Mouffetard, surnommée La Mouffe, fut un espace d'expérimentation des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, des MJC, des centres sociaux et du scoutisme.

En 1906, une étudiante, Catherine Descroix crée, au n°6 de la rue Mouffetard, une association « Chez nous », rattachée au mouvement Le sillon de Marc Sangnier (voir notice), qui organise des colonies de vacances, des conférences, une bibliothèque, des sorties appelées « Caravanes », un groupe choral et musical, etc.

Après son départ en 1910, André Lefèvre, militant aux Eclaireurs de France (EDF, voir notice) puis Marthe Levasseur prennent le relais, renforcent l'équipe et s'installent au 76 rue Mouffetard. Après la première guerre mondiale, l'équipe de la Mouffe met en place un cinéma, se lance dans le scoutisme, ouvre un restaurant, un bar antialcoolique, organise des colonies de vacances, etc.

La Maison pour tous est reconnue d'utilité publique en janvier 1930. Après 1945, elle est affiliée au réseau de la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice) et à celui de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice). Elle exerce alors des activités sociales et culturelles importantes aussi bien au niveau du quartier lui-même qu'à un niveau plus largement parisien.

La rénovation du quartier Mouffetard la contraint à cesser ses activités en 1979. À son emplacement a été construite par la Ville de Paris une bibliothèque de lecture publique.

Historique de la conservation

Ce fonds, déposé en 1991, aux Archives de Paris, par Robert Rochette, un ancien membre de l'association, contient les dossiers de La Maison pour tous, rue Mouffetard à Paris dans le 5e arrondissement.

Il a été complété par le don, en juillet 2000, des archives d'un des membres du bureau de l'association, Fernand Bouteille, que Robert Rochette conservait avec ses archives personnelles.

Localisation du fonds du producteur

Archives de Paris

 Maison pour tous, D76Z
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 14 articles. *Dates extrêmes :* 1921-1990.

Maison pour tous Paul-Eluard, Blainville-sur-Orne

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

La Maison pour tous (MPT) de Blainville-sur-Orne était membre du réseau de la Fédération régionale des MJC Normandie (voir notice) qui est affiliée à la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été transféré aux Archives départementales du Calvados lors de la liquidation judiciaire de l'association en 2005.

Présentation des sources

Le fonds d'archives concerne le fonctionnement et les activités de l'association depuis 1975 : statuts, comptes rendus d'instances et des sections d'activités (sports, camps de vacances, théâtre, musique, etc.), documents comptables récapitulatifs, notes de service, correspondance, dossiers relatifs à la construction et à la rénovation de la MPT.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Maison pour tous Paul-Eluard de Blainville-sur-Orne, 2005JP 1337
Préemption en 2005. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : inventaire numérique provisoire. *Importance matérielle :* 97 articles, 13,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1975-2005.

Maison Tandonnet

Historique du producteur

Création : vers 1790

La maison de commerce Tandonnet frères a été fondée par Jean et Arnaud Tandonnet vers 1790. Pendant une première période, ils s'occupent spécialement du commerce des sels et étendent leurs relations dans tout le sud et le centre de la France. Vers 1830, ils commencent à s'investir dans les armements maritimes au long cours principalement en direction de la Plata et du Sénégal. Cette orientation est accentuée par Jean-Hippolyte, fils de Jean, lorsqu'il reprend la direction de la Maison. L'affaire est ensuite reprise par les fils de Jean-Hippolyte, Paul et Maurice.

Historique de la conservation

Le fonds est donné aux archives municipales de Bordeaux par Gérard Tandonnet en 1982.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué des archives personnelles et des documents rassemblés par la famille Tandonnet. Il contient notamment des témoignages de la participation d'André Tandonnet au patronage Les Coqs Rouges :

- article sur André Tandonnet paru dans le bulletin du patronage suite à son décès ;
- transcription d'une conférence donnée par André Tandonnet ;
- cahier de présence et membres présents aux conférences de Saint-Vincent-de-Paul et bureaux de bienfaisance.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Bordeaux

 Fonds Tandonnet, 89S
Don en 1982. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 42 articles, 0,58 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1705-1929.

Media et vie sociale

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Education et vie rurale, 1951-1959
Education et vie sociale, 1959-1978
Media Jeunesse, 1978-1982

Historique du producteur

Création : 12 mai 1951
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 juillet 1951

Créée en avril 1951 sous le nom d'Éducation et vie rurale, l'association sert au départ de support aux activités réalisées dans le cadre du « Livre vivant ». Elle prend en 1959 le nom d'Éducation et vie sociale. En 1975 elle se voit confier la gestion des vidéos bus et des vidéos promotion-jeunesse, créations du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports. Spécialisant son action dans le domaine de l'audiovisuel, l'association prend le titre de Media jeunesse lors de l'assemblée générale du 25 novembre 1978 puis de Media et vie sociale en mai 1982. Elle fut mise en sommeil à la fin de l'année 1988.

Dans les années 1980, elle se composait de membres actifs (personnes physiques et représentants des sections départementales et régionales ainsi que des associations départementales et régionales portant le titre Media jeunesse) et des membres usagers. Le conseil d'administration ne comportait pas de membres de droit. Toutefois les fonctions de secrétaire général étaient exercées par un représentant du ministre chargé de la Jeunesse et des sports, proposé nominativement par l'administration de ce ministère et soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Media jeunesse avait alors pour but de promouvoir dans une perspective éducative la pratique audiovisuelle auprès des jeunes, des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des institutions socioculturelles. Ses objectifs étaient de contribuer à l'éducation télévisuelle des jeunes ; d'aider à la réalisation de produits audiovisuels finis et élaborés par des groupes de jeunes et des associations spécialisés ; d'améliorer la qualification des pratiques audiovisuelles ; d'aider par le conseil psychologique et technique à la création d'associations poursuivant les mêmes finalités.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Néanmoins, les Archives départementales du Val-de-Marne conservent dans le cadre du PAJEP en communication libre une collection de numéros de la revue *Éducation et vie rurale* (1951-1956) : n° 1-17, cotés 568J 41 ; des numéros de la revue *Media Jeunesse* (1961-1964) : n°2, 4, 6, cotés 579J 9 ; et de la revue *Le Fil* : N° 1-4, 6-8,10-13, 15-24, 27-42, 44, 45, cotés 568J 49.

Mission de France

Adresse : 78, boulevard du Général Leclerc, BP 405, 59057 Roubaix Cedex 1
Téléphone : 03 20 65 38 00
Site internet : http://catholique-mission-de-France.cef.fr

Historique du producteur

Création : 1941

Sous l'impulsion du cardinal Suhard, archevêque de Paris, l'assemblée des cardinaux et archevêques de France décide de créer un séminaire de la Mission de France à Lisieux le 14 juillet 1941. Son but est de former des prêtres destinés à évangéliser le monde ouvrier et les milieux défavorisés. Confié au père Louis Augros, il ouvre ses portes en octobre 1942. À la fin de leurs études les prêtres sont envoyés en équipes pour constituer des communautés en milieu rural déchristianisé et en banlieue ouvrière.

Après 1945, le développement de la Mission de France inquiète les autorités ecclésiastiques. Au début des années 1950, le supérieur est démis de ses fonctions, le séminaire doit quitter Lisieux, s'installe à Limoges puis est fermé en 1954. Cette même année, le Vatican ferme le séminaire et interdit les stages et le travail professionnel des prêtres ouvriers qui doivent quitter usines et ateliers. Cependant, le 15 août 1954, sous l'impulsion du délégué général de la commission épiscopale, Daniel Perrot, accorde à la Mission de France un statut original, qui lui permet de rouvrir les portes de son séminaire en octobre de la même année.

En 1958, la Mission de France prend position pour le respect des droits du peuple algérien et développe ses activités dans d'autres pays : Côte d'Ivoire (1960), Argentine (1962).

Suite au concile Vatican II, le pape Paul VI autorise à nouveau le travail des prêtres ouvriers. Le séminaire s'installe alors à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). En mars 1969, le conseil épiscopal démissionne, entraînant la fermeture du séminaire. La coordination se poursuit néanmoins par des ateliers et rencontres. En 1972 un nouveau secrétaire général est élu, le séminaire devient un centre de formation. Un effort particulier est dirigé vers la jeunesse qui donnera naissance à *Info dialogue* en 1975, puis au Service jeunes.

En août 2002, les membres de la Mission de France et leurs partenaires se réunissent à Auxerre et Pontigny (Yonne) pour fonder la communauté Mission de France. Cet événement redonne un élan à l'association diocésaine qui souffre, comme l'ensemble de l'Église, du manque de vocations. Cette communauté est un espace de liberté pour inventer une vie chrétienne communautaire et missionnaire adaptée à la période contemporaine.

Historique de la conservation

La Mission de France a déposé ses archives aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix entre 1995 et 2004. Les membres de la Mission de France avaient une volonté profonde de se retrouver avec le « monde du travail ». Ce fonds de la Mission de France vient s'ajouter à un large ensemble concernant les associations religieuses et les prêtres-ouvriers, conservé aux Archives nationales du monde du travail.

Pour les différentes entrées, un bordereau de récolement sommaire avait été réalisé au préalable par les responsables des archives de la Mission de France. Le plan de classement utilisé pour le traitement de chaque entrée est celui de la Mission de France. Cependant, l'entrée 2004 019 a initié une modification. En effet, devant l'importance des archives personnelles, il a été décidé d'agencer le fonds en deux grandes parties : une première où l'on trouve tout ce qui concerne l'organisation et les activités générales de la Mission de France et une deuxième qui regroupe les archives personnelles des membres.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend les archives du comité épiscopal, de l'équipe centrale, des équipes et des membres de la Mission de France : comptes rendus de réunions, des assemblées générales, des sessions, notes, rapports, correspondance, circulaires, périodiques, documents photographiques et audiovisuels.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Mission de France, 1995 003, 1996 028, 1997 015, 1999 013, 2004 019
Dépôts entre 1995 et 2004. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la Mission de France.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 2143 articles, 160 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1895-1998.

Mission populaire évangélique de France (MPEF)

Adresse : 47 rue de Clichy, 75009 Paris
Téléphone : 01 48 74 98 58
Fax : 01 48 78 52 37
Courriel : mpef@free.fr
Site internet : www.missionpopulaire.org

Historique du producteur

Création : [1872] ; 1er décembre 1906
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 8 mars 1978

Interpellé en 1871 par un ouvrier de Belleville, le pasteur presbytérien écossais R. Mac All s'installe à Paris au lendemain du massacre des communards et loue des salles de bistrots pour évangéliser les ouvriers. En 1892, la Mission Populaire compte 136 salles d'évangélisation dont 43 à Paris et en banlieue, 2 péniches « La bonne Nouvelle » et le « Bon Messager ».

À partir du début du 20e siècle, la MPEF étend son action dans une perspective de christianisme social en créant des dispensaires gratuits, des cours du soir, des colonies de vacances, des gardes d'enfants, des conférences contre l'alcoolisme et la prostitution, débats sur des sujets sociaux, etc. En 1931, elle fonde l'association Soleil et santé pour animer les activités de jeunes au sein de la Mission populaire.

Historique de la conservation

Les archives ont été données à la Société d'histoire du protestantisme français qui en a réalisé un inventaire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Hormis les rapports annuels d'activités qui remontent à 1876, les archives conservées à la SHPF concernent principalement la période 1882-1955. Les documents plus récents sont restés au siège de l'association. Les dossiers d'instances sont riches bien que parfois lacunaires : comptes rendus du comité directeur (1882-1920), de la commission exécutive (1902-1908), et des conseils d'administration (1908-1957).

Les archives concernant les activités sont également bien représentées : suivi des unités locales (rapports, historique, correspondance, publications, documents sur les biens immobiliers entre 1882 et 1972) ; actions de missions en bateaux (historique, règlements, registre des résumés de voyage, coupure de presse, correspondance, plans et aménagements de bateaux, travaux, photographies, listes de personnel entre 1880 et 1961) ; tournées des prédicants (postes, organisation de la tournée, tableaux récapitulatifs des tournées entre 1934 et 1957) ; activités charitables à Noël (1910-1947) ; journées de la reconnaissance (ventes, kermesses) ; colonies et écoles de vacances (rapports, comptabilité, dons, liste des

souscripteurs, comptes rendus de réunions, correspondance, plans, documents sur la gestion immobilière entre 1919 et 1950) ; conférences (registres des conférences renfermant les noms des orateurs, la date et le nombre des participants, propositions de tournées de conférences adressées aux pasteurs et réponses) ; revue de la MPEF (1895-1937).

Localisation du fonds du producteur

Société d'histoire du protestantisme français

 Mission populaire évangélique de France, 011Y
Dons entre 1986 et 1989. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 8,60 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1882-1977.

Mouvement de l'enfance ouvrière (MEO)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Les amis de l'enfance ouvrière, 8 décembre 1932
Amis de l'enfance ouvrière – Faucons rouges, 24 novembre 1934
Mouvement de l'enfance ouvrière, 20 février 1947

Historique du producteur

Création : 8 décembre 1932
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 7 août 1946

Les Faucons rouges, « *Roten falken* », sont nés en Autriche au début du siècle sous l'impulsion d'un pédagogue, militant socialiste, Anton Afritsch, qui voulait organiser les loisirs des enfants de travailleurs à Vienne.

Mais les Faucons rouges ne prennent vraiment leur essor qu'après la première guerre mondiale dans les pays de l'Europe centrale et du Nord. Et en 1922, est créée une association internationale, l'*International Falcon Mouvement - Educational International Socialist* (IFM-SEI), en français Mouvement international des Faucons – Internationale d'éducation socialiste.

C'est en Allemagne qu'a lieu la première République des Faucons rouges en 1929 sous la responsabilité d'un autre pédagogue socialiste, député au Reichstag et professeur à Berlin, Kurt Lowenstein. Les Républiques d'enfants sont des camps d'été où sont mises en pratique les méthodes pédagogiques destinées à faire de ces rassemblements une sorte de répétition générale de ce que devrait être une véritable société socialiste. Elles sont des contre-sociétés enfantines où doit se faire l'apprentissage d'une république démocratique, socialiste et marxiste. Les moniteurs d'enfants appelés « Aides » doivent se soumettre à toutes les décisions prises en commun avec les enfants et assurer toutes les tâches au même titre qu'eux.

En France, le mouvement naît au début des années 1930, sous l'impulsion de militants de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) qui sont aidés par des municipalités socialistes et par la CGT. L'encadrement est issu, soit de la SFIO, surtout des Jeunesses socialistes, soit du scoutisme protestant et plus rarement du mouvement syndical. L'association française a pour origine la première République d'enfants accueillie en août 1932 par la municipalité de Draveil (Essonne) et organisée par le mouvement allemand des Faucons rouges. Quelques mois plus tard l'association française est créée sous le nom : Les amis de l'enfance ouvrière. Dès le départ, le mouvement français est membre de l'association international IFM-SEI.

L'association Les amis de l'enfance ouvrière, appelée plus tard Mouvement de l'enfance ouvrière (MEO), se donne pour tâche de former les cadres pour « l'instauration de la société socialiste future » selon les méthodes de l'éducation nouvelle, enrichies de l'expérience des Républiques d'enfants. Un bulletin *l'Aide*, dont le premier numéro est de décembre 1933 donne aux moniteurs des informations techniques et pédagogiques. Les enfants sont répartis en différentes tranches d'âge : les Faucons du Nid (7-10 ans), les jeunes faucons (10-12 ans), les Faucons rouges (12 à 14 ans) et les Pionniers (16-20 ans). La mixité existe dès le départ dans tous les camps qui ont lieu.

Le mouvement des faucons rouges n'a pas eu, semble-t-il, en France une grande importance numérique. Néanmoins, il a eu un rôle important dans la diffusion des idées d'éducation nouvelle. Son influence a été grande dans le milieu des auberges de jeunesse, des Francas (voir notice) et dans la fédération nationale Léo Lagrange (FNLL, voir notice). Par ailleurs, après 1945, il a tissé des relations étroites avec les Eclaireurs de France (EDF, voir notice) et avec les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice).

Après les années 1960, les activités du Mouvement de l'enfance ouvrière (MEO) se réduisent considérablement et le siège social de l'association passe de Paris à Mulhouse. L'association s'éteint progressivement dans les années 1970-1980, même si elle ne semble pas avoir été dissoute. En revanche, le mouvement international IFM-SEI existe toujours ainsi que des associations nationales, comme en Belgique ou en Allemagne.

Historique de la conservation

En 2008, plusieurs militants de l'association, dont André Peyron et Andrée Salmon, ont donné aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, plusieurs documents concernant leurs actions au sein du Mouvement de l'enfance ouvrière (MEO). Ce don a été complété en 2009 par un autre militant de l'association, Henri Bérenguier qui a confié plusieurs milliers de documents du MEO sous format numérique. Ces copies numériques d'archives constituent les seules archives que l'association a conservées. Les autres documents de ce fonds d'archives sont exclusivement des archives de militants.

Par ailleurs, Liliane Perrein-Guignard a confié en 2003 à l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) des archives de militants du MEO (principalement des documents de Simone Lacapère, voir notice), qu'elle a collectées dans le cadre de sa thèse de doctorat d'histoire contemporaine soutenue en 1982 : *Les faucons rouges (1932-1950)*. Un bordereau de récolement succinct a été réalisé en 2004.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les documents conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne et à l'OURS sont complémentaires, même si certains dossiers peuvent se recouper. Les deux fonds d'archives comprennent des dossiers de fonctionnement et d'activités, des périodiques de l'association.

Dans le fonds déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne, il faut néanmoins signaler le grand intérêt des milliers de reproductions numériques d'archives confiées par Henri Bérenguier. En effet, ces archives concernent une période très large : de la création de l'association en 1932 aux années 1980. De plus, figurent des documents institutionnels du mouvement : statuts, règlements intérieurs, comptes rendus d'instances, circulaires, correspondance. Figurent aussi des dossiers d'activités concernant les activités internationales, les Républiques d'enfants, les camps de vacances et les colonies de vacances.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Mouvement de l'enfance ouvrière, 552J
Dons en 2008 et 2009. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 2 articles, 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1935-1995.

Office universitaire de recherche socialiste (OURS)

 Liliane Perrein, 87 APO
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1934-1966.

Mouvement de la jeunesse sioniste (MJS)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [mai 1941]

Avant la deuxième guerre mondiale, divers mouvements sionistes exerçaient leur activité en France au sein de la Fédération sioniste. Lorsque la guerre éclate, Simon Lévitte réunit un congrès visant à unifier les diverses tendances de la jeunesse sioniste en France : le Mouvement de la jeunesse sioniste est ainsi créé en mai 1941. Les responsables des différents mouvements de jeunesse sioniste souhaitaient poursuivre leurs activités sionistes sans dépendre de l'Union générale des israélites de France (UGIF).

Simon Lévitte souhaite rassembler tous les jeunes sionistes de France en insistant sur certaines valeurs : la Palestine, l'esprit pionnier et le travail productif. Pendant la guerre, il se consacre à l'action clandestine sociale et à la Résistance : fabrication de faux-papiers, enfants placés en Suisse ou envoyés en Palestine en passant par l'Espagne, etc.

Après la guerre, le MJS poursuit ses activités : Lydie Gozlan, après avoir participé activement aux divers actes de résistance dans la région de Toulouse, succède à Simon Lévitte au poste de secrétaire du MJS.

Historique de la conservation

En 2002, le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) a acheté lors d'une vente aux enchères à Lyon les papiers de Lydie Gozlan, secrétaire générale du MJS. Le fonds a fait l'objet d'un répertoire numérique détaillé quelques mois plus tard.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble essentiellement des archives du Mouvement de la jeunesse sioniste entre les années 1935 et 1948 et des papiers de la Commission centrale pour l'accueil des enfants entre les années 1947 et 1979.

Les archives concernant directement le MJS évoquent essentiellement son fonctionnement interne durant les années de la fin de la guerre et de l'immédiat après-guerre : comptabilité, organisation et composition du bureau, nomination de Lydie Gozlan, fonctionnement des gdoudims (Gdoud : groupe mixte doté d'un responsable pour chaque ville) dans différentes

villes, organisation des camps de jeunesse et relations du MJS avec divers organismes français et étrangers.

Les archives concernant la Commission Centrale pour l'accueil des enfants sont composées d'une première sous-partie concernant le fonctionnement du secrétariat et la comptabilité. Une deuxième sous-partie aborde les écoles dépendant de la Commission centrale pour l'accueil des enfants en évoquant à la fois le financement de celles-ci, leur comptabilité, le personnel et le placement des enfants.

Localisation du fonds du producteur

Centre de documentation juive contemporaine

 Mouvement de la jeunesse sioniste, MDXXV
Achat en 2002. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 51 articles, 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1935-1979.

Mouvement de la paix (MDP)

Adresse : 9 rue Dulcie September, 93400 Saint-Ouen
Téléphone : 01 40 12 09 12
Courriel : national@mvtpaix.org
Site internet : http://www.mvtpaix.org

Anciens noms du producteur

Combattants de la Paix
Partisans de la Paix

Historique du producteur

Création : 1949
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 17 juillet 2003

Le Mouvement de la Paix est né des idéaux de la Résistance. Sa constitution fait suite à la tenue du Congrès mondial des partisans de la paix, à Paris le 20 avril 1949.

Ses priorités sont :

- le désarmement nucléaire et la signature d'une convention internationale d'interdiction de ces armes permettant de rêver et de construire un 21ème siècle sans armes nucléaires
- l'action pour le contrôle et l'interdiction du commerce des armes qui alimente les conflits, les massacres et les destructions
- la construction d'une Europe de sécurité commune, de paix, permettant la consolidation et le développement de tous les autres droits humains.

Mais le Mouvement de la Paix est surtout un mouvement qui s'adresse à l'opinion publique pour lui demander d'intervenir. Il repose pour l'essentiel sur le militantisme d'hommes et de femmes partisans de la paix qui se rassemblent sur leur lieu de travail, d'habitation, dans des comités de paix régionaux, départementaux, communaux, ou encore spécifiques. Ils puisent leurs informations dans le journal Combat pour la paix, organe central du Mouvement.

Le conseil national est l'organisme dirigeant du Mouvement, élu par le congrès. Il se réunit quatre ou cinq fois l'an, c'est au cours de ces sessions que sont décidées les grandes campagnes pour la paix. Dans l'intervalle le bureau national se réunit régulièrement et règle les affaires courantes.

Le Mouvement de la Paix ne se développe pas seulement sur le plan national ; il se présente comme un rassembleur dans chaque pays, de gens de toutes opinions, c'est un mouvement démocratique et universel. Dans chaque pays des comités nationaux se sont créés et le Mouvement de la Paix français entretient des relations de coopérations extrêmement étroites avec d'autres organisations autonomes et indépendantes œuvrant pour la paix, réunies autour du Conseil mondial pour la paix dont le siège fut longtemps à Helsinki.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives du Mouvement de la Paix ont été déposées en juin 1998 aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis ; elles se présentaient sous forme de documents papiers, de publications - revues, journaux, livres, d'affiches et de documents photos.

Les archives papier concernent :

- l'histoire du Mouvement de la Paix, son organisation, son fonctionnement (170J 1-99) ;
- ses actions en direction du désarmement et de la paix (170J 100-122) ; ses prises de positions contre les guerres coloniales, pour l'indépendance des peuples (170J 123-141), (170J 142-151) ;
- ses relations avec d'autres mouvements de la paix dans d'autres pays ; en effet, le Mouvement de la Paix ne se développe pas seulement sur le plan national. Il se présente comme un rassembleur dans chaque pays, de gens de toutes opinions, c'est un mouvement démocratique et universel. Il entretient des relations de coopérations extrêmement étroites avec d'autres organisations autonomes et indépendantes (170J 152-171) ;
- sa collaboration au Conseil mondial de la paix dont le siège fut longtemps à Helsinki (170J 172-186) (170J 206-212).

Un journal politique, *Actions*, né en 1944 dans la clandestinité, se fait l'écho et le porte-parole du Mouvement de la Paix jusque dans les années 1951, année de sa disparition. Le Mouvement de la Paix a déposé l'intégralité de cette publication qui présente un intérêt historique, politique et social capital, un témoignage sur ces années d'après-guerre (170J187-190). Il est remplacé à partir de 1951 par un organe mensuel *Combat pour la paix* (170 J 193-201).

Les affiches ont été répertoriées selon un plan de classement thématique et chronologique :

- congrès, assises, assemblées, manifestations, rassemblements locaux, nationaux et mondiaux ;
- paix et désarmement ;
- désarmement nucléaire ;
- affiches sur le nucléaire éditées par des mouvements de la paix étrangers ;
- affiches sur la guerre du Viêt-Nam et la guerre d'Algérie ;
- affiches de l'artiste Piech sur le désarmement, la paix et le nucléaire ;
- affiches sur des thèmes divers ;
- affiches de la Galerie l'Art et la Paix ;
- affiches de diverses organisations nationales et internationales ;
- affiches de Mouvements de la paix étrangers ;
- affiches éditées par le centre d'information du Conseil mondial de la paix ;
- complément d'affiches déposées par le Mouvement de la Paix.

Ces affiches ont été légendées et sommairement décrites, lorsque cela a été possible elles ont été datées.

Un lot conséquent d'affiches non illustrées a été également déposé par le Mouvement de la Paix ; ces affiches appellent à des congrès, manifestations, rassemblements nationaux, départementaux ou locaux. Les thèmes récurrents qui apparaissent sur ces affiches placards sont le désarmement, la paix, la lutte anti- nucléaire, la solidarité. Une affiche de 1941 traite de l'exécution de 50 otages en représailles de la mort d'un officier allemand.

Ces affiches ont été légendées, datées, répertoriées selon un plan de classement thématique, chronologique et par format.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Mouvement de la paix, 170J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 227 articles, 25 mètres linéaires. Dates extrêmes : 1948-1997.

Mouvement de libération du peuple (MLP)

Association dissoute ou inactive

Ancien nom du producteur

Ligue ouvrière chrétienne (LOC), 1935-1941
Mouvement populaire des familles (MPF), 1941-1950

Historique du producteur

Création : 1935

La Ligue ouvrière chrétienne (LOC) a été créée en 1935 par des militants de la première génération de la Jeunesse ouvrière chrétienne et Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOC-JOCF, voir notice) qui souhaitaient poursuivre leurs actions dans la vie adulte. Son objectif était « de bâtir, au service du milieu, une société plus juste et plus fraternelle ». Pour mieux pénétrer toutes les couches du monde ouvrier, la LOC se transforme en 1941 en Mouvement populaire des familles (MPF).

En 1942, ses militants créent le Centre ouvrier d'études et d'information (COEI) et ils participent à la mise en place de l'université populaire de Marly-le-Roi fondée par le comité national de la JOC et animée par Albert Bouche, dominicain et aumônier des Jeunes chrétiens combattants. En 1945, le MPF fonde avec la JOC et la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) l'Institut de culture ouvrière (ICO, voir notice).

Le MPF mène un grand nombre d'actions centrées sur les problèmes familiaux et sociaux, soit seul soit par l'intermédiaire des associations familiales ouvrières, qui se constituent en 1946 en Confédération nationale des associations familiales ouvrières (CNAFO), connu aujourd'hui sous le nom de Confédération syndicale des familles (CSF, voir notice). Le MPF a des représentants dans le conseil d'administration de la CNAFO.

À la fin des années 1940, le MPF tire les leçons de l'élargissement de sa pratique, qui est passée du secteur familial de la vie ouvrière à la promotion d'ensemble de la classe ouvrière et à la promotion collective du milieu populaire. En 1949, Il se voit retirer le mandat d'action catholique par la hiérarchie catholique. C'est dans ce contexte qu'il change de nom pour devenir le Mouvement de libération du peuple (MLP).

Dès la fondation du MLP, une tendance s'affirme, qui refuse l'action directement politique et décide de faire scission en 1951, pour fonder le Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice).

Dans les années 1950, des militants du MLP créent et se regroupent dans les Centres de culture populaire, qui constituent en 1957 la Fédération nationale des centres de culture populaire qui rejoint en 1960 la Fédération des centres locaux CCO-Culture et liberté (voir notice). En 1957, le MLP fusionne avec la Nouvelle gauche pour former l'Union de la

gauche socialiste (UGS), qui elle-même se fond dans le Parti socialiste unifié (PSU) créé en 1960.

Localisation du fonds du producteur

Les archives du MLP sont conservées dans le fonds intitulé Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF, voir notice) déposé aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix le 18 juin 1997.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF), 1997 016
Dépôt en 1997. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 183 articles, 21,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1927-1994.

Mouvement de libération ouvrière (MLO)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1951

Le Mouvement de libération ouvrière (MLO) est né en 1951 d'une scission au sein du Mouvement de libération du peuple (MLP, voir notice). Les militants du MLO refusaient l'action directement politique du MLP. Dans les années 1950, ils reconstruisent une organisation en regroupant les équipes qui ont quitté le MLP et en créant de nouveaux groupes locaux. Le MLO compte surtout des militants de base, il a peu de permanents nationaux et pas de permanents régionaux. Il propose des formations, dont beaucoup de stages à thèmes et il organise régulièrement des soirées sur certains sujets d'actualité.

En 1952, le MLO crée la Confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF, voir notice), connue aujourd'hui sous le nom de Consommation Logement Cadre de vie (CLCV). La CNAPF regroupe les Associations familiales ouvrières (AFO) qui se sont séparées du MLP et de la Confédération nationale des associations familiales ouvrières (CNAFO), au moment de la scission MLP/MLO. La CNAPF a des représentants au conseil d'administration du MLO, et elle en est officiellement membre, tout comme la Fédération nationale des associations populaires de l'aide familiale (FNAPAF) et la Fédération nationale des maisons familiales de vacances populaires (FNMFVP, voir notice). En 1966, une charte redéfinit les liens entre le MLO et la CNAPF.

En 1970, le MLO fusionne avec le Centre de culture ouvrière (CCO voir notice) pour fonder le mouvement Culture et liberté (CEL, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives du MLO ont été déposées en 1997 aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix par l'association Culture et liberté qui en est l'héritière. Par ailleurs, le fonds du Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF, voir notice) déposé aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix le 18 juin 1997, contient des archives du MLO.

Présentation des sources

Les archives du MLO contiennent des collections complètes de ses différents périodiques : *Combat ouvrier*, *Vie populaire*, *Études ouvrières*, *Affrontement*. Par ailleurs, il renferme une riche collection appelée « circulaires » qui rassemble essentiellement de la correspondance active et passive (1951-1970). Les dossiers d'instances sont également très bien conservés depuis 1952.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Culture et liberté national, 2005 021 001 à 2005 021 105
Dépôts entre 1997 et 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 302 articles, 9,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1943-2000.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF), 1997 016
Dépôt en 1997. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 183 articles, 21,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1927-1994.

Mouvement des objecteurs de conscience (MOC)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Reprenant les objectifs de la Fédération des objecteurs de conscience (FEDO, voir notice), le MOC se constitue à l'automne 1981. Par sa plate-forme, élaborée en mai 1982, il se définit comme :

- un groupe d'action contre la militarisation, utilisant l'objection comme moyen privilégié de cette lutte ;
- un rassemblement de masse d'objecteurs et de futurs objecteurs, visant à défendre et à développer l'objection ;
- un groupe voulant promouvoir les pratiques, les recherches alternatives et autogestionnaires en matière de défense et de paix.

Réunissant les mouvements d'objecteurs de conscience, dont le MOC, ainsi que les associations soutenant tout ou partie de leurs revendications, et des personnalités, une commission consultative se réunit à trois reprises en 1981 et 1982 à l'Hôtel Matignon pour étudier la réforme du statut. Cela aboutit à la loi du 8 juillet 1983 qui améliore certaines dispositions contenues dans la loi du 22 décembre 1963. Le service des objecteurs de conscience n'est plus une simple tolérance, il est désormais reconnu comme une des formes légales d'accomplissement du service national et la nouvelle loi autorise la diffusion d'informations concernant l'objection de conscience.

Le MOC appelle les objecteurs à effectuer un service civil de type alternatif, en priorité au sein des associations du Comité de coordination pour le service civil et les volontariats (CCSC, voir notice). Il veut instaurer un contrôle du service civil par les objecteurs, et la reconnaissance d'un temps de formation et de réflexion sur les alternatives de défense. Pour appuyer son action, il crée en 1982 *Le journal des objecteurs*, organe mensuel du mouvement jusqu'en 1986.

À partir de 1983, le nombre d'objecteurs ne cesse d'augmenter jusqu'à la fin des années 1990, date de la fin de la conscription en France. Le MOC national disparaît de fait, même si des groupes locaux continuent leurs activités.

Historique de la conservation

Il semble que les archives du MOC national aient disparu lors de sa dissolution.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Dans les archives déposées par la branche nationale des Amis du service civil international (voir notice) aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine dans le cadre du PAJEP, figurent des pièces concernant le MOC national : dossier d'organisation d'un Tour d'Europe en 1989-1990 (dossiers 20140166/92_3 et 183_2) et publications diverses sous forme d'ouvrages, de guides à l'attention d'objecteurs, de tracts, de brochures (dossiers 20140166/234_1, 284_3, 291_1).

De même, le fonds du CCSC, déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, renferme des documents sur le MOC national : ouvrages, brochures, tracts, affiches (dossiers 20140185/43_2, 38_1, 31_3, 48_1) ; revues *Le journal des objecteurs* (collection presque complète, cotes 20140185/35-37) et *MOC infos* (collection incomplète, cote 20140185/61_5) ; dossier de relations avec le MOC national pour les années 1980 (dossiers 20140185/17_3, 30_5, 61_1).

Des archives concernant le national figurent également dans les fonds déposés par les MOC locaux, comme le MOC Lyon et le MOC Toulouse (pour la première moitié des années 1980 avec notamment un dossier intéressant sur la création du MOC national).

Sources complémentaires

Archives départementales du Rhône

 Mouvement des objecteurs de conscience du Rhône, non coté
Don en 2005. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1981-2000.

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant le MOC :* 20140166/92_3 ; 183_2 ; 234_1 ; 284_3 ; 291_1 et archives MOC Toulouse (cotes 20140166/197 à 199).
 Comité de coordination pour le service civil, 20140185 (ex 539J)
Dépôt en 2006. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant le MOC :* 20140185/17_3 ; 30_5 ; 31_3 ; 35 ; 36 ; 37 ; 43_2 ; 48_1 ; 61_1 ; 61_5.

Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) de Lyon

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le MOC de Lyon était une association loi 1901 née à la fin des années 1970 qui fut affiliée à la Fédération des objecteurs de conscience (FEDO, voir notice), puis à l'association nationale appelée Mouvement des objecteurs de conscience (MOC, voir notice).

La dissolution de l'association date officiellement du 20 septembre 2005 mais l'association avait cessé son activité avec l'entrée en vigueur de la réforme du service national en 1999.

Historique de la conservation

Ce fonds a été donné aux Archives départementales du Rhône le 7 avril 2005 par Thierry Gnon, dernier trésorier de l'association, qui les avait transférées à son domicile, à Pont-d'Ain.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est relativement complet : la partie administrative est réduite, comme on peut s'y attendre dans le cas d'une structure dotée de peu de moyens financiers et d'une organisation très légère. Les archives conservées témoignent d'une action militante (pétitions, tracts, etc.) et des relations soutenues entretenues avec le MOC national et d'autres collectifs et associations sur le territoire national. De nombreux périodiques locaux ou nationaux, relativement rares, sont conservés dans ce fonds, en collections quasi-complètes.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Mouvement des objecteurs de conscience de Lyon, 89J
Don en 2005. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 41 articles, 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1966-1999.

Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) de Toulouse

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le MOC de Toulouse était une association loi 1901 née à la fin des années 1970 qui fut affiliée à la Fédération des objecteurs de conscience (FEDO, voir notice), puis à l'association nationale appelée Mouvement des objecteurs de conscience (MOC, voir notice).

Historique de la conservation

Nous ignorons pourquoi les archives sont conservées dans le fonds national des Amis du service civil international, on peut néanmoins supposer que des militants de la délégation régionale Midi-Pyrénées du SCI y étaient actifs et qu'ils conservaient les archives de ce groupe local du MOC. Ces documents auraient rejoint le fonds national du SCI en même temps que les autres archives de la délégation régionale lors de sa dissolution au début des années 1990.

Présentation des sources

Niveau de description : dossier

Même si le fonds est peu volumineux et s'il ne renseigne sur le fonctionnement et les activités du groupe de Toulouse que jusqu'1984, il est particulièrement intéressant car peu de groupes locaux d'objecteurs ont déposé leurs archives.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 20140166/197 à 199, 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1978-1984.

Mouvement français pour le planning familial (MFPF)

Adresse : 4 Square Saint-Irénée, 75011 Paris
Téléphone : 01 48 07 29 10
Site internet : http://www.planning-familial.org

Anciens noms du producteur

La Maternité heureuse, 1956-1960

Historique du producteur

Création : 1956
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 24 septembre 1982

Le Planning familial a d'abord été créé aux États-Unis pour promouvoir le contrôle des naissances. En France, c'est pour lutter contre la loi de 1920 qui interdisait l'avortement ainsi que l'utilisation et la diffusion de tout moyen contraceptif, qu'un groupe de femmes et d'hommes ont fondé en 1956 la Maternité heureuse, un lieu où l'on pratiquait des avortements clandestins. En 1960, l'association devient le Mouvement français pour le planning familial dit « Le Planning Familial » et adhère à l'*International Planned Parenthood Federation (IPPF).*

Le Planning Familial se définit comme une association féministe et d'éducation populaire, un mouvement militant qui prend en compte toutes les sexualités, défend le droit à la contraception, à l'avortement et à l'éducation à la sexualité, dénonce et combat toutes les formes de violences, lutte contre le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles, contre toutes les formes de discrimination et contre les inégalités sociales.

Historique de la conservation

En octobre 2018, les archives du MFPF produites jusqu'en 1975 ont été déposées au Centre des archives du féminisme (CAF) logé à la Bibliothèque universitaire d'Angers. Les archives postérieures à cette date sont conservées au siège de l'association, à Paris.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Constitué de 282 boîtes d'archives, le fonds du MFPF déposé à Angers couvre une période allant de 1956 au milieu des années 1970, période à laquelle une scission s'est opérée à la tête du mouvement. Les archives déposées à Angers reflètent cette mutation entre l'ancienne

et la nouvelle équipe. Elles constituent, plus généralement, une source incontournable sur l'histoire du féminisme, de la contraception et du droit à l'avortement.

Localisation du fonds du producteur

Bibliothèque universitaire d'Angers

 Mouvement français pour le planning familial, non coté
Don en 2018. Archives privées.
Archives en cours de classement.

Siège national

 Mouvement français pour le planning familial, non coté
Archives privées. S'adresser au centre de documentation du Planning familial, ouvert à tous sur rendez-vous (https://documentation.planning-familial.org/Main.htm).

Sources complémentaires

Bibliothèque universitaire d'Angers

 Mouvement de Libération de l'Avortement et la Contraception (MLAC), 10 AF
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 39 boites. *Dates extrêmes* : 1972-1988.

 Pierre Simon, 17 AF
Dépôt en 2005. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 36 boites, 3,65 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1940-2006.

Mouvement français pour le planning familial (MFPF), Albi

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

L'association était membre du Mouvement français pour le planning familial (MFPF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en avril 1991 et septembre 1993 aux Archives départementales du Tarn par Mme Schapira.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds rend compte de l'activité de l'association entre 1961 et 1988 à Albi. On trouve les procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau, des archives relatives à la comptabilité, aux permanences du MFPF, aux stages, des cours d'éducation sexuelle destinés aux scolaires, des cours sur la contraception, etc. Cet ensemble est complété par une

collection de revues du planning familial entre 1962 et 1977 ainsi que par des bulletins d'information régionale et des affiches.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Tarn

 Mouvement français pour le planning familial, 93J
Dons en 1991 et 1993. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 14 articles, 1,80 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1956-1988.

Mouvement français pour le planning familial (MFPF), Lille

Adresse : 16 avenue Kennedy, 59000 Lille
Téléphone : 03 20 57 74 80
Courriel : npf2@wanadoo.fr

Historique du producteur

L'association était membre du Mouvement français pour le planning familial (MFPF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé par l'association aux Archives départementales du Nord.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'organisation de l'association (statuts, historique, conseils d'administration, convention, agréments), à ses activités (interruption volontaire de grossesse, formation, stages, expositions) et de correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Nord

 Planning familial de Lille, J1611
Dépôt. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 12 articles, 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1971-1995.

Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : janvier 1951

Au congrès national de Puteaux en novembre 1950, le Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice), mouvement lié au Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), décide d'affilier son réseau à la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice), créée quelques mois plus tôt. Cependant, une minorité de militants ajistes qui redoutent une étatisation des auberges fonde en 1951 deux organismes distincts, d'inspiration libertaire :

- Le Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ) avec pour secrétaire général Daniel Lambert. D'après les statuts déclarés au *Journal officiel* du 17 janvier 1951, le MIAJ est « une organisation laïque qui s'interdit de participer à toute action politique, raciale ou confessionnelle. (…) Elle a pour but de promouvoir les loisirs populaires de la jeunesse par la libre vie en plein air (…) ainsi que par la culture populaire, sociale et folklorique en général ».
- Le Comité d'action pour un ajisme indépendant (CAAI) vise à « promouvoir la création d'un mouvement d'auberges de jeunesse indépendant des partis politiques, des confessions et de l'État ». Ses statuts sont déclarés au *Journal officiel* du 29 avril 1951.

Les deux mouvements constitués sous l'impulsion de Daniel Lambert coexistent pendant quelques temps. Mais, après les années 1950, seul le MIAJ continue de fonctionner, principalement dans la région de Lyon où des groupes ajistes se maintiennent jusque dans les années 1970.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour aborder l'histoire du MIAJ, il faut se reporter aux fonds d'archives des militants Jean Bernard, Michel Le Ravalec, Maurice Ménard et René Sedes. Ces trois fonds contiennent quelques pièces concernant l'association et en particulier des périodiques.

Des archives concernant le MIAJ sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Education (Munaé). À noter aussi le livre écrit par son fondateur, Daniel Lambert, *Mémoires d'ajiste*, Éditions le nez en l'air, Plougastel-Daoulas, 2005.

Enfin, le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI) détient un fonds d'archives intitulé « Auberges de jeunesse » et constitué de papiers de militants trotskystes, notamment Jean Ribes : périodiques nationaux,

bulletins de groupes locaux et plus particulièrement de la région parisienne, circulaires et comptes rendus de congrès, correspondance.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Bernard Jean, 20140217 (ex 574J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MIAJ* : 20140217/2 et 11 (1954-1967).
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MIAJ* : 20140177/10 (1951).

Centre d'histoire du travail

 Fonds Ménard, MEN
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MIAJ* : MEN 1 (1966).
 Le Ravalec Michel, RAV
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MIAJ* : RAV 34 et 35 (1962-1968).

Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI)

 Auberges de jeunesse
Archives privées. Communication libre (*courriel* : cermtri@ wanadoo.fr ; *tél* : 01 44 83 00 00).
Instrument de recherche : aucun. *Cotes concernant le MIAJ :* 0,1 mètre linéaire (1950-1960).

Musée national de l'Education

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Education (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Mouvement international des loisirs scientifiques et techniques (MILSET)

Courriel : info@milset.org
Site internet : http://www.milset.org/

Historique du producteur

Création : [16 juillet 1987] *;* 17 août 1987
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 6 décembre 1991

Le MILSET est une organisation internationale non gouvernementale à but non lucratif qui vise à développer la culture scientifique chez les jeunes personnes à travers l'organisation d'expériences et de programmes scientifiques : foires scientifiques, camps scientifiques, expositions, congrès, etc.

La création du MILSET est favorisée par deux évènements concomitants : la tenue à Toulouse en septembre1985 des Assises de l'Animation scientifique et technique et l'ouverture, en mars 1986, de la Cité des Sciences et de l'industrie (Paris, la Villette). Elle s'inspire aussi de l'héritage du Palais de la découverte, qui a abrité la Fédération nationale des clubs scientifiques (FNCS, voir notice), le CIRASTI, l'ANSTJ (voir notice), le Club Jean Perrin, autant de structures qui

organisent les Assises fondatrices du MILSET. Le MILSET est plus particulièrement préparé par un groupe de travail composé de Michel Bois (Canada), Abdelhamid Fekih (Tunisie), Michel Hallet (Belgique) et des français Hubert Bourrichon, Jean Claude Guiraudon et Albert Varier.

Le MILSET est fondé au cours de la première exposition scientifique internationale qui se tient au Québec en 1987. L'Assemblée générale fondatrice, présidée par Roger Lesgards, président du CIRASTI, institue la création d'une association de droit français ayant son siège en France. Le PACTES-CIRASTI (voir notice) est désigné comme étant l'association française adhérant au MILSET. Maurice Huppe et Jean-Claude Guiraudon sont respectivement élus président et secrétaire général.

Outre une convention de partenariat signée très rapidement avec la Cité des sciences et de l'industrie, le MILSET noue des relations avec l'Unesco, acteur historique des Expositions dans les années 1960, et créé des bureaux régionaux, comme le MILSET Afrique, le MILSET Europe, l'Amlat MILSET (Amérique latine) ou le Noram MILSET (Amérique du Nord), ce qui lui permet d'organiser ou de soutenir un grand nombre d'expositions et de manifestations d'éducation scientifique en tout genre à travers le monde : France (1989, 2001), Afrique du Sud (1997), Mexique (1999), Russie (2003), Tunisie (2005), Koweït (2007), Arabie saoudite (2008), Slovaquie (2011), etc.

Outre la diffusion des savoirs scientifiques et techniques (mathématiques, chimie, physique, mécanique, etc.), les sujets retenus sont liés aux grands thèmes qui agitent le monde : le climat, la pollution, la santé, l'énergie, la biodiversité, l'environnement, l'aménagement des territoires, la mobilité, etc. En 2009, le MILSET Europe initie même une conférence de jeunes chargée de faire des propositions à la COP15 réunie à Copenhague. Cette conférence met sur pied un programme, la *Youth Conférence for the Climat,* qui se réunit à chaque Exposcience régionale ou mondiale.

Le MILSET dispose jusqu'en 2010 d'un bureau à titre gracieux à la Cité des sciences. Suite au départ à la retraite de Jean-Claude Guiraudon et des restrictions budgétaires imposées par les ministères de tutelle, le MILSET est contraint de quitter cet emplacement. Les ministères de la Jeunesse et de la Culture mettent ensuite fin à leur soutien financier.

Historique de la conservation

En 2008, les archives du MILSET ont été transférées en urgence du siège social de l'association à la mission Archives du ministère chargé de la Jeunesse et de l'Éducation populaire. Un récolement succinct du fonds a alors été réalisé par des militants de l'association, notamment Gérard Gautier. À la fin de l'année 2011, le fonds a été transféré aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives comprend les dossiers de fonctionnement et d'activités que l'association a conservés depuis sa création en 1987 jusqu'au milieu des années 2000.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 MILSET, 20140214 (ex 571J)
Dépôt en 2011. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 38 articles, 12,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1981-2007.

Mouvement jeunes femmes

Adresse : 40 rue du Mont Valérien, 92210 Saint-Cloud
Courriel : Mvt.jeunes.femmes@gmail.com
Site internet : http://mvtjeunesfemmes.free.fr

Historique du producteur

Création : 1946
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 29 janvier 1974

Le Mouvement jeunes femmes est né d'un vœu émis au congrès des Unions chrétiennes de jeune filles (UCJF) en 1946, d'avoir une instance où des femmes mariées puissent mettre en œuvre leur vocation chrétienne et se sentir solidaires les unes des autres dans une réflexion sur leurs problèmes spécifiques.

Ce mouvement s'autonomise rapidement par rapport aux Unions chrétiennes. Un premier congrès en 1955, consacre l'indépendance du mouvement, dont les effectifs croissent rapidement : 6000 adhérentes en 1970, d'âge et de milieu social très divers.

La question de la « spécificité féminine » revient sans cesse, mais les militantes de ce mouvement prônent plutôt une position médiane « l'altérité dans la similitude ». Elles défendent la « non-mixité » qui doit être perçue, non comme une fin en soi mais comme une forme d'apprentissage, afin de rendre les femmes plus fortes dans leur couple, dans leur milieu, puis dans la société en général.

En 1968, le bureau national participe aux travaux du Groupe d'études et de recherche pour l'éducation des adultes (GEREA, voir notice).

En 1981, le Mouvement jeunes femmes s'est scindé en deux, une partie a formé le Groupe Orsay, tandis que l'autre continue sous le même nom en se déclarant féministe et laïque.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné à la Société de l'histoire du protestantisme français (SHPF).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à l'administration de l'association (statuts, historique, circulaires, assemblées des délégués, correspondance), à ses finances (subventions, cotisations, personnel, budget), ses relations extérieures, ses activités (année de la femme, congrès nationaux, journées d'études, équipes, commissions, activités régionales) et des dossiers thématiques.

Localisation du fonds du producteur

Société de l'histoire du protestantisme français (SHPF)

 Mouvement Jeune femme, 035Y
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 32 articles. *Dates extrêmes* : 1951-1988.

Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1945

Issu du Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice) fondé à l'été 1944, le MLAJ naît à la fin de l'année 1945. Il est affilié à la Ligue française de l'enseignement (voir notice) et adhère à l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice), un organisme technique chargé de la gestion du réseau d'auberges de jeunesse français.

Le MLAJ est un mouvement d'usagers des auberges de jeunesse, influencé par un fort courant trotskyste et regroupant la plupart des ajistes. Dès sa création, il refuse la dualité qui s'est imposée sous l'Occupation entre organisme technique et mouvement d'usagers, et entre de ce fait en conflit avec l'UFAJ. Le MUAJ décide donc de construire son propre réseau d'auberges de jeunesse et quitte l'UFAJ en 1947.

Les militants du MLAJ proposent des activités éducatives en reprenant les caravanes ouvrières organisées par les Camarades de la route (CDR, voir notice) pendant la guerre. Ces caravanes sont en fait des séjours proposés aux jeunes ouvriers et encadrés par des militants ajistes qui leur font découvrir les vacances à travers le réseau des auberges de jeunesse. Parallèlement, certains ajistes essaient de s'adresser spécifiquement à la classe ouvrière. Ainsi, au congrès du MLAJ à Tours en 1948, se met en place un Comité d'initiative pour un ajisme ouvrier (CIAO), dont une partie des membres seront à l'origine du Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ, voir notice) en 1951.

En 1949, le MLAJ donne naissance au Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice) qui reçoit le soutien de la Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO), de la Confédération nationale du travail (CNT), du Syndicat national des instituteurs (SNI), de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) ainsi que de la Ligue de l'enseignement (voir notice). Juridiquement le MLAJ existe toujours mais dans les faits, CLAJPA et MLAJ ne font qu'un. René Jeulin est président des deux organisations.

Les militants du MLAJ participent aux diverses tentatives d'union des mouvements d'auberges. En 1950, ils soutiennent la création de la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice), regroupant les divers mouvements d'usagers. Cette création s'oppose à celle de la Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice), organisme exclusivement technique.

Au congrès de Montrouge, en novembre 1952, se réunissent successivement les congrès nationaux du MLAJ et du CLAJPA qui décident de fusionner en MLAJ (CLAJPA).

Le MLAJ (CLAJPA) n'a qu'une existence juridique, il n'exerce pas directement d'activités : elles sont réalisées par les militants de la FNAJ. Nous ne connaissons pas la date exacte de dissolution du MLAJ (CLAJPA) elle doit coïncider avec la création de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice), dans la deuxième moitié des années 1950.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour aborder l'histoire du MLAJ, il faut se reporter aux fonds de militants des auberges de jeunesse conservés aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine dans le cadre du PAJEP. Les fonds Jean Bernard, Georges Douart, Jean-Lou Lefèvre, Emile Orain, René Sedes et Maurice Tadier contiennent un certain nombre de documents liés au MLAJ, essentiellement

des publications : bulletins d'informations, circulaires intérieures, comptes rendus de réunions et d'instances, plaquettes, etc.

Le fonds Lucette Heller-Goldenberg, auteure d'une thèse sur l'histoire des auberges de jeunesse, renferme également quelques pièces telles que des notes dactylographiées ou des périodiques.

À noter aussi, le fonds André Vignet conservé aux Archives départementales du Calvados, qui comprend des documents statutaires et des comptes rendus de réunions et de stages, ainsi que des bilans d'enquêtes concernant la vie nationale du MLAJ et les auberges de jeunesse du Calvados.

Dans le fonds de revues anciennes d'associations déposées par l'INJEP aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, on trouve le n°1 de la revue *Grand chemin* datée de 1947.

Des archives concernant le MLAJ sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Education (Munaé), ainsi qu'au Centre d'histoire du travail (CHT) à Nantes dans le fonds d'archives Michel Le Ravalec.

Par ailleurs, le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI) détient un fonds d'archives intitulé « Auberges de jeunesse » et constitué de papiers de militants trotskystes, notamment Jean Ribes : périodiques nationaux, bulletins de groupes locaux et plus particulièrement de la région parisienne, circulaires et comptes rendus de congrès, correspondance.

Enfin, l'iconothèque de l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP) à Paris détient le film « Grand-routes » réalisé avec la participation du MLAJ en 1947, qui décrit la vie des jeunes dans les auberges.

Sources complémentaires

Archives départementales du Calvados

 Vignet André, F 6466-6471, F6522-6524
Don en 1956. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : F 6467-6471.

Archives départementales du Val-de-Marne

 INJEP (Revues anciennes d'associations), 568J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : 568J 57 (1947).

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Barillier Olivier, 20140218 (ex 572J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : 20140218/1 (1934-1954).
 Bernard Jean, 20140217 (ex 574J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : 20140217/11-13 (1948-1952).
 Douart Georges, 20140219 (ex 573J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : 20140219/1 (1942-1958).
 Heller-Goldenberg Lucette, 20140216 (ex 580J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : 20140216/21 (1945-1950).
 Lefèvre Jean-Lou, 20140164 (ex 575J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : 20140164/3 (1945-1948).
 Orain Emile, 20140184 (ex 577J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : 20140184/2 (1947-1950).
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : 20140177/8 (1946-1949).

Centre d'histoire du travail

 Le Ravalec Michel, RAV
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MLAJ* : RAV 36bis (1945-1949).

Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires et internationaux (CERMTRI)

 Auberges de jeunesse
Archives privées. Communication libre (*courriel* : cermtri@ wanadoo.fr ; *tél* : 01 44 83 00 00).
Instrument de recherche : aucun. *Cotes concernant le MLAJ :* 0,2 mètre linéaire (1945-1949).

Iconothèque de l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP)

 Film « Grand-routes », MDJ 17
Archives privées. Communication sur rendez-vous (courriel : iconothèque@insep.fr ; tél. : 01 41 74 41 07).

Musée national de l'Education

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Education (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) de la Loire-Atlantique

Anciens noms du producteur

Jeunesse agricole catholique Loire-Atlantique (JAC), ?-1965

Historique du producteur

L'association était membre du réseau national du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC, voir notice).

Historique de la conservation

Déposé en 1985, le fonds a été inventorié par un stagiaire du MRJC dans les locaux et sous la responsabilité du Centre d'histoire du travail (CHT).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend 164 boîtes d'archives et une dizaine de collections reliées. Il renferme non seulement les archives du MRJC Loire-Atlantique mais aussi celles de la JAC Loire-Atlantique. Si le fonds semble d'une grande richesse, l'instrument de recherche ne permet pas d'affirmer que les archives d'instances sont complètes. Outre une collection de périodiques du MRJC Loire-Atlantique, le fonds comprend des bulletins et des brochures publiés par le national, des documents et outils d'animation, des fascicules de chants, des partitions (1943-1968), des dossiers sur la vie des branches du mouvement (1950-1979), environ 600 photographies dont la moitié sont identifiées, 6 films dont deux sont identifiés, un montage de diapositives sur « les communautés européennes » et des interviews d'anciens de la JAC.

Un complément a été déposé en 2013 et classé par Manuella Noyer, archiviste, salariée du CHT, en 2020. Un nouvel instrument de recherche est publié en 2021.

Localisation du fonds du producteur

Centre d'histoire du travail

 Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) de la Loire-Atlantique, MRJC et 2 MRJC Dépôt en 1985 et 2013. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 789 documents (*1ère partie du fonds)*, 320 articles (2ème partie du fonds), 20,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1901-2003.

Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) des Pyrénées-Atlantiques

Adresse : Euskaldun Gazteria, Zuentzat, 64 220 Ainhice Mongelos
Courriel : euskaldungazteria@mrjc.org

Ancien nom du producteur

Jeunesse agricole catholique (JAC) des Pyrénées-Atlantiques

Historique du producteur

L'association est membre du réseau national du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques par Sandrine Hondareytte en juin 2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement du mouvement : rapports d'activité, animation, camps, stages, manifestations, rassemblement du 50ème anniversaire, documentation, revues.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

 Jeunesse agricole catholique-Mouvement rural de la jeunesse catholique (JAC-MRJC), 143J
Don en 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 50 articles, 1,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1951-1997.

Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) du Loiret

Association dissoute ou inactive

Ancien nom du producteur

Jeunesse agricole catholique (JAC) du Loiret

Historique du producteur

L'association était membre du réseau national du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds en bon état a été conservé dans les locaux de l'association ou chez des responsables, dont la plupart ont renvoyé leurs archives au siège. Un classement succinct a été effectué et les documents rangés dans des boîtes d'archives sommairement identifiées. Le fonds a été donné en 2004 aux Archives départementales du Loiret.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de dossiers concernant le fonctionnement de l'association (correspondance, comptabilité, comptes rendus de réunions) et ses activités (publications, dossiers d'organisation de stages de formation professionnelle et de camps de vacances).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Loiret

 Mouvement rural de la jeunesse chrétienne du Loiret, 542J
Don en 2004. Archives privées. Communication libre sauf les documents de moins de 50 ans touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 12 articles, 8,30 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1930-1990.

Mouvement rural de jeunesse chrétienne, fédération nationale (MRJC)

Adresse : 2 Rue de la Paix, 93500 Pantin
Téléphone : 01 42 27 74 18
Courriel : mrjc@mrjc.org
Site internet : http://www.mrjc.org

Anciens noms du producteur

Jeunesse agricole catholique (JAC), 1929-1965

Historique du producteur

Création : [1929], 2 septembre 1941
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 25 mars 1944

Le MRJC est une organisation de jeunesse gérée et animée par des jeunes. Son but est l'éducation de tous les jeunes de l'espace rural, la rencontre de ces jeunes afin d'assurer entre eux un lien et d'étudier l'ensemble des problèmes qui les concernent. Le MRJC mène des actions dans le domaine de l'animation et de la formation.

Le MRJC est issu de la Jeunesse agricole catholique (JAC) et de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice), créée en 1886 par Albert de Mun (voir notice) en vue de « fonder un ordre social chrétien ». L'ACJF fut d'abord limitée aux milieux étudiants avant de s'ouvrir, en 1896, à tous les jeunes catholiques désireux de s'intéresser aux problèmes sociaux.

La diversité des milieux intéressés et la prise de conscience de la force que représentent des ensembles mieux structurés, amenèrent l'ACJF à se répartir en formations spécialisées : la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, 1927, voir notice), la Jeunesse agricole catholique (JAC, 1929), la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC, 1930, voir notice), la Jeunesse maritime catholique (JMC, 1934, voir notice) et la Jeunesse indépendante catholique (JIC, 1934, voir notice). La Jeunesse agricole catholique féminine (JACF) est créée en 1933, sur le modèle de la JAC.

Chacune de ses formations affirmant de plus en plus sa personnalité, l'ACJF se dissout en 1956.

Au milieu des années 1960, est créé le MRJC qui est une union d'associations entre :

- La JAC, née de la fusion entre la JAC et la JACF ;
- La Jeunesse chrétienne de l'industrie (JCI), née de la fusion entre la Jeunesse rurale ouvrière catholique (JROC) et la JCI ;
- La Jeunesse commerçante et artisanale chrétienne (JCAC), née de la fusion entre la JCAC et la JCACF (branche féminine) ;
- La Jeunesse chrétienne des services sociaux (JCSS), anciennement dénommée Jeunesse chrétienne des services sociaux et familiaux (JCSSF).

Dans la continuité de mai 1968, l'idéologie marxiste et la notion de lutte des classes infusent au sein du mouvement. Cette politisation du MRJC, source de différends avec les autorités ecclésiastiques, débouche sur deux crises, l'une en 1965, l'autre en 1972. Le 28 juillet 1975, l'association modifie son objet : il concerne désormais « l'éducation de tous les jeunes du monde rural, pour la recherche des formes et des moyens d'action pour assurer un lien entre eux et étudier ensemble des problèmes qui les concernent ».

Au cours des années 1980-1990, en pleine politique de décentralisation, le MRJC reconstruit la cohérence de son action et le cœur de sa base militante sur l'enjeu de « répondre aux besoins du territoire ». En ce sens, le 16 octobre 1996, l'association déclare à la préfecture son nouvel objet : « éducation de jeunes ruraux ; pour ce faire, organiser toutes réunions, stages, manifestations, colloques, centres de vacances et loisirs, séjours et voyages d'études à l'étranger, éditer tout document correspondant à ses formations et informations et gérer tous locaux nécessaires à ses diverses activités ».

Le 28 octobre 2010, l'association déclare son nouvel objet, après que le projet associatif fut défini au sein d'un rapport d'orientations voté lors d'une assemblée générale : « association d'éducation populaire gérée et animée par des jeunes, elle veut offrir la possibilité aux jeunes ruraux, sans distinction de genre, d'origine et de religion, de vivre des expériences d'engagement, de citoyenneté et d'exercer des responsabilités associatives ». À cette fin, elle

organise des formations et des séjours éducatifs ou toutes autres activités comme les Fabriques du monde rural en 2016.

Historique de la conservation

Le MRJC a effectué plusieurs dépôts à la Mission des Archives placée auprès des ministères chargés du travail, de la Santé, des Affaires Sociales, de la Jeunesse et des Sports. Le premier réalisé en 1995 concerne les archives les plus anciennes de l'association, depuis les années 1920 jusqu'au début des années 1980. D'autres dépôts ont été réalisés entre 2007, 2009 et 2010 et renferment des archives de la fin des années 1960 au milieu des années 1990.

Ces dépôts sont aujourd'hui conservés au site de Pierrefitte-sur-Seine des Archives nationales.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le MRJC a conservé quelques pièces concernant ses origines dans les années 1920 et quelques dossiers concernant la période de l'entre-deux-guerres, principalement des documents statutaires, des périodiques (*Servir* à partir de 1927, *Semer* à partir de 1928, *Rayonner* à partir de 1931, *Pages des jeunes* à partir de 1928), études, enquêtes (résultats, documents préparatoires) depuis 1936.

Le fonds s'étoffe surtout après la Seconde Guerre mondiale, à commencer par les dossiers d'instances : comptes rendus d'assemblée générale depuis 1940 pour la JACF et depuis 1945 pour la JAC, comptes rendus de conseil d'administration depuis 1950 pour la JACF et 1945 pour la JAC, comptes rendus de bureau à partir de la fin des années 1940. On remarque la même situation pour les archives d'activités, qui sont particulièrement riches : dossiers d'enquêtes, d'études, de commissions techniques, de stages, nombreuses revues, etc.

Par ailleurs, le fonds est relativement fourni concernant les relations du MRJC avec la branche internationale du mouvement, avec l'Église, les mouvements confessionnels, les organisations rurales et les associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Par ses enquêtes, ses recherches, son impact social, le MRJC a conservé des archives qui constituent un outil précieux pour des études sur le monde rural, des années 1930 aux années 1990.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, 20030070 et 20120414
Dépôt 20030070. Archives privées. Communication soumise à autorisation du MRJC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 581 articles, 95 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1923-1981.
Dépôt 20120414. Archives privées. Communication soumise à autorisation du MRJC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 266 articles, 42 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1969-1996.

Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

À la Libération, est maintenu au sein des auberges de jeunesse le système de dualité mis en place sous le régime de Vichy entre organisation technique et mouvement d'usagers. Deux nouvelles associations sont ainsi créées :

- Une organisation technique : l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice) qui prend en charge les installations des Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice), du Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice) et de la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice).
- Un mouvement d'usagers : le Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ) qui regroupe tous les ajistes (CDR, CLAJ et LFAJ) succède aux Camarades de la route (CDR, voir notice) et est membre de l'UFAJ.

L'article 1er des statuts du mouvement stipule que le MUAJ « a pour but de promouvoir et d'organiser les loisirs touristiques, culturels ou autres des jeunes travailleurs, particulièrement par l'utilisation des auberges de jeunesse, de la vie de plein air et des activités de club ».

En décembre 1944, une partie des catholiques sortent de l'UFAJ et du MUAJ, lorsque l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) fonde l'Office central des camps et des auberges de la jeunesse (OCCAJ, voir notice). Marc Sangnier est exclu du MUAJ après avoir accepté la présidence d'honneur de l'OCCAJ. Les militants de la LFAJ quittent alors le MUAJ et gèrent leur réseau d'auberges en dehors de l'UFAJ.

La fondation de l'OCCAJ et le retrait de la LFAJ entraînent une radicalisation des positions du MUAJ, notamment sur laïcité et sur le rôle des ajistes, qui est à l'origine d'une scission du mouvement en deux nouvelles organisations :

- Ajistes et campeurs de France (ACF, voir notice) : lors l'assemblée générale du MUAJ en avril 1945, les militants communistes et une grande partie de l'ancienne équipe dirigeante des Camarades de la route (CDR) sont mis en minorité. Ils démissionnent à l'assemblée générale suivante en novembre 1945 et une partie d'entre eux créent le mouvement Ajistes et campeurs de France (ACF), qui devient une section de l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), organisation de jeunesse fondée par le Parti communiste français.
- Après le départ des pionniers de l'ajisme, les membres du MUAJ transforment l'association en Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), influencé par un fort courant trotskyste.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives du MUAJ sont peu nombreuses car le mouvement s'est rapidement transformé en MLAJ. Pour aborder l'histoire de l'association, il faut se reporter aux archives des militants des auberges de jeunesse conservées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine dans le cadre du PAJEP : Georges Douart, Jean-Lou Lefèvre, Emile Orain, René Sedes et Maurice Tadier. Ce sont essentiellement des publications : bulletins d'informations, circulaires intérieures, plaquettes. On trouve peu d'archives liées au fonctionnement et aux activités de l'organisation. Seul le fonds Tadier contient des documents relatifs au fonctionnement : statuts, règlement intérieur, comptes rendus de réunions d'instances (assemblée générale, rassemblement national) et correspondance.

Le fonds Lucette Heller-Goldenberg, auteure d'une thèse sur l'histoire des auberges de jeunesse, renferme également quelques documents tels que des comptes rendus de réunion, des notes dactylographiées, des périodiques et de la correspondance.

Des archives concernant le MUAJ sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Education (Munaé).

À noter aussi le fonds André Vignet conservé aux Archives départementales du Calvados, qui renferme des documents statutaires et des comptes rendus de réunion et des enquêtes.

Sources complémentaires

Archives départementales du Calvados

 Vignet André, F 6466-6471, F6522-6524
Don en 1956. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MUAJ* : F 6466 (1945).

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Barillier Olivier, 20140218 (ex 572J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MUAJ* : 20140218/1 (1945).
 Douart Georges, 20140219 (ex 573J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MUAJ* : 20140219/1 (1945)
 Heller-Goldenberg Lucette, 20140216 (ex 580J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MUAJ* : 20140216/22 (1944-1945).
 Lefèvre Jean-Lou, 20140164 (ex 575J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le* 20140164/2 (1945).
 Orain Emile, 20140184 (ex 577J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MUAJ* : 20140184/1 (1944-1945).
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MUAJ* : 20140177/6 (1945).
 Tadier Maurice 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le MUAJ* : 20140183/24 (1944-1945).

Musée national de l'Education

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Education (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Musée français du scoutisme

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1984

Le Musée français du scoutisme a été fondé en 1984 dans le château de Dourlers (Nord) par Michel Mulleman (1919-2002), ancien chef de groupe chez les Scouts de France. Cette initiative répondait au besoin de présenter aux scouts et au grand public les objets et documents (fanions, insignes, photographies, foulards, carnets, livres de patrouilles, etc.) témoins de l'histoire du scoutisme. Les collections étaient données par des militants, des collectionneurs et les mouvements eux-mêmes, en particulier les fédérations scoutes de la région Nord.

Afin de faire du musée un lieu vivant, les 27 hectares de la propriété entourant le château accueillaient des congrès, des rassemblements et des camps scouts, dans une logique participative.

Le musée a fonctionné pendant 15 ans, sur des fonds privés, avant de fermer ses portes en 2002, suite au décès de Michel Mulleman. Ce dernier n'ayant pas pu régler les questions juridiques et financières liées à la disparition du musée, les collections ont été vendues et dispersées.

Historique de la conservation

Une partie des archives et des collections du musée a été rachetée par l'association Scoutisme, patrimoine et collections (voir notice) suite à la fermeture du musée. L'association de collectionneurs a ensuite tenté, sans succès, de faire renaître l'œuvre de Michel Mulleman. Cette partie des archives a rejoint les Archives départementales du Val-de-Marne en 2019, dans le cadre du PAJEP, au moment du don des archives de Scoutisme, patrimoine et collections.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

On trouve dans cette partie du fonds quelques documents de fonctionnement du musée (livres d'or, correspondance, photographies) ainsi qu'un ensemble conséquent de documents administratifs issus de plusieurs mouvements de scoutisme, l'ensemble le plus important étant celui de la fédération des Scouts et guides de France au niveau national (comptes rendus d'assemblées générales, circulaires ou brochures produits entre 1945 et 1988) et régional (troupes nordistes de la fédération de Tourcoing et de Lille, notamment). Ces documents avaient vraisemblablement été donnés au musée par Michel Betencourt, ancien responsable scout dans la région Nord-Pas-de-Calais. On peut enfin trouver trace des échanges du musée avec les autres institutions ou associations de sauvegarde du patrimoine scout.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Scoutisme, patrimoine et collections, 606J
Don en 2019. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 18 articles (606J 13-30). *Dates extrêmes* : [années 1930]-1999.

Nouvelle Étoile des Enfants de France (NEEF)

Adresse : 3, rue Cochin, 75005 Paris
Téléphone : 01 40 46 69 50
Site internet : https://nouvelle-etoile.fr/

Anciens noms du producteur

Société Maternelle Parisienne

Historique du producteur

Création : 1891
Reconnaissance d'utilité publique : 21 juillet 1896

En 1891, est créé l'un des plus anciens centres maternels, la Société Maternelle Parisienne, sous l'impulsion et la houlette de Madame Olga Vieil Picard, qui en sera la présidente pendant 39 années. Dès le départ, cette institution sanitaire et sociale, qui ne compte à l'époque qu'une pouponnière, est pensée comme une structure de protection des enfants, mais aussi de solidarité envers les mères célibataires. La pouponnière de Rueil est fondée en 1891.

Dans un contexte de souci croissant pour la santé, de naissance et de développement de la puériculture où les maîtres-mots sont hygiène et solidarité, cette œuvre s'entoure du conseil d'hygiénistes. Elle reçoit le soutien actif de femmes, philanthropes ainsi que celui d'Émile Zola.

Son action, à la fois scientifique et humanitaire, s'inscrit dans une dynamique d'expansion. C'est ainsi qu'à partir de l'exemple de Porchefontaine (institut de Puériculture né en 1910), à la fois modèle et précurseur, l'association conjugue des activités variées : nids, consultations de nourrissons, infirmeries, Institut de Puériculture… Autant d'œuvres destinées à réaliser l'utopie d'une enfance et d'une maternité parrainées par des spécialistes, en autant de lieux dédiés à l'éducation et à l'observation médicale de l'enfant.

La présidente, Emmanuelle Gonse-Boas, ancienne membre active de l'Union des Jeunes Filles de France, mettra en place un réseau étoffé de dispensaires pensés pour la propagation de la protection et de l'hygiène infantiles. La fille et la petite-fille d'Emmanuelle Gonse-Boas se succèdent ensuite à la présidence : Gisèle Godlewski et Florence Baretti.

La Nouvelle Etoile a une expertise reconnue depuis sa création autour de trois pôles de compétences : l'accueil dans ses crèches, la protection de l'enfance et de la jeunesse grâce à ses centres de placement familial socio-éducatifs et l'hébergement et la réinsertion des familles en difficulté dans des studios et centres. Elle dispose aujourd'hui d'un comité scientifique composé de chercheurs, médecins, neuroscientifiques, pédopsychiatres, rééducatrices, ostéopathes, etc. Elle a accueilli 300 000 enfants et est venue en aide à près de 100 000 familles depuis sa création.

Historique de la conservation

Représentant environ 3 mètres linéaires d'archives après classement, ce fonds provient de deux versements successifs réalisés dans le cadre du CNAHES, en 1997 et 1998.

À son arrivée en juin 1997, le fonds comptait une vingtaine de cartons, qui ont fait l'objet d'un premier inventaire.

Avec le deuxième dépôt, en date de 1998, ce sont encore une dizaine de cartons, mais surtout une trentaine de registres (découverts dans la cave du siège social de l'œuvre), qui viennent agrandir le fonds.

Le fonds a été déposé à la Bibliothèque universitaire d'Angers dans le cadre du CNAHES, puis aux Archives nationales du Monde du Travail (ANMT) à Roubaix en 2002 avant de rejoindre les Archives Nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine fin 2014.

Présentation des sources

Niveau de description : sous-fonds

Le fonds de la Nouvelle Étoile des Enfants de France couvre la vie de l'œuvre de 1891 à 1995. L'intérêt de ce fonds, aujourd'hui clos, ne réside pas seulement dans les seules et nombreuses archives de fonctionnement de l'association (documents administratifs et de travail, comptes, notes) mais aussi dans les documents qui rendent compte du travail d'information et de sensibilisation (plaquettes, invitations), de réflexion, de diplomatie (en matière de financement, d'agrément, de recherche de subventions) et d'échanges (correspondance fournie) qui permettent d'avoir un regard aigu sur les rouages de l'association dans ses moindres détails.

Ce fonds compte aussi un nombre conséquent de photos (223 au total), clichés pour leur majorité réalisés en noir et blanc, sans date et de formats variés.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Nouvelle Étoile des Enfants de France (NEEF), 208 AS (X)
Dépôts en 1997 et 1998. Archives privées. Communication libre sous réserve du respect de la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire détaillé. *Importance matérielle* : 3 ml, 36 boîtes d'archives. *Dates extrêmes* : 1891-1995.

Œuvre de protection des enfant juifs (OPEJ)

Adresse : 10, Rue Théodule Ribot, 75017 PARIS
Téléphone : 01 46 22 00 87
Courriel : contact@fondation-opej.org
Site internet : http://www.fondation-opej.org/fr

Anciens noms du producteur

Service d'Évacuation et de Regroupement d'Enfants (SERE), 1942-1944

Historique du producteur

Création : 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 1957

En 1942-1943, dans la clandestinité, des groupes de résistants créent le Service d'Évacuation et de Regroupement d'Enfants (SERE) pour sauver les enfants victimes des mesures antisémites. En 1944, l'Œuvre de protection des enfants juifs (OPEJ) succède au SERE : l'OPEJ recueille des enfants pour les sauver de la déportation. Les statuts de l'OPEJ, association loi 1901, sont déposés en 1945. Reconnue d'utilité publique en 1957, l'OPEJ étend sa mission à tous les enfants. En 2012, l'OPEJ devient la Fondation Œuvre de protection des enfant juifs (OPEJ) Baron Edmond de Rothschild.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées au Centre de documentation juive contemporaine en 1999.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de listes d'enfants et de dossiers individuels d'enfants ayant été placés dans des maisons, classés par ordre alphabétique.

Localisation du fonds du producteur

Centre de documentation juive contemporaine

 Œuvre de protection des enfants juifs (OPEJ), DCCCLXXXVI
Dépôt en 1999. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'OPEJ.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : 80 articles. *Dates extrêmes* : 1942-1999.

Œuvre de secours aux enfants (OSE)

Adresse : 117, rue du Faubourg du Temple – 75010 PARIS
Téléphone : 01 53 38 20 20
Courriel : communication@ose-france.org
Site internet : https://www.ose-france.org/

Historique du producteur

Création : 1912

Créée en 1912 à Saint-Pétersbourg, l'Œuvre de secours aux enfants (OSE) avait pour objectif de protéger et secourir les enfants juifs. L'association se réfugie à Paris en 1933 et ouvre de nombreuses maisons d'enfants en France.

Durant la guerre, l'OSE entre en résistance, assure le placement de nombreux enfants et permet le départ d'enfants juifs vers les Etats-Unis ou la Suisse.

Au sortir de la guerre, l'OSE poursuit ses actions de protection et d'accompagnements des enfants juifs afin de leur permettre une réinsertion.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées au Centre de documentation juive contemporaine en 2007.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds
Le fonds de l'OSE est divisé en cinq séries. La première touche à l'administration et au fonctionnement, la deuxième concerne la période de la guerre de 1939 à 1944 (camps d'internement français, protection et sauvetage des enfants), la troisième l'immédiat après-guerre (activités, accueil des enfants libérés des camps de concentration en Allemagne et en Pologne, prise en charge des enfants), la quatrième concerne la période de 1950 à nos jours en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en France ; la cinquième série, enfin, est consacrée à de la documentation complémentaire.

Localisation du fonds du producteur

Centre de documentation juive contemporaine

 Œuvre de secours aux enfants, MDXCIII
Dépôt en 2007. Archives privées. Communicable en salle de lecture sous forme numérisée.

Instrument de recherche : inventaire. *Importance matérielle* : 2,6 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1923-2007.

Œuvre de Saint-Vincent de Paul, Marseille

Adresse : 30 rue Stanislas Torrents, 13006 Marseille
Téléphone : 04 91 37 48 86
Courriel : marseille.posvp@wanadoo.fr

Historique du producteur

L'œuvre Saint-Vincent-de-Paul à Marseille est une association caritative chrétienne. Elle est membre de l'Union des œuvres françaises de Saint-Vincent de Paul.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds regroupe des documents relatifs au fonctionnement de l'association : procès-verbaux d'assemblées générales, conférences, statistiques, comptabilité.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Société Saint-Vincent-de-Paul, 16J
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 385 articles, 10,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1844-1979.

Office central de la coopération à l'école (OCCE)

Adresse : 101 bis rue du Ranelagh, 75016 Paris
Téléphone : 01 44 14 93 30
Courriel : federation@occe.coop
Site internet : www.occe.coop

Anciens noms du producteur

Office central des coopératives scolaires, 1928

Historique du producteur

Création : [1928]
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 5 mai 1992
Reconnaissance d'utilité publique : 3 décembre 1968

Fondé en 1928 sous le double parrainage de Ferdinand Buisson, directeur de l'Enseignement primaire, et de Charles Gide, professeur au Collège de France, l'OCCE est, aujourd'hui, une

fédération nationale de 101 associations départementales qui réunissent les membres, personnes majeures ou mineures de l'enseignement public, regroupés en coopératives scolaires ou foyers coopératifs dans plus de 55 000 établissements.

Dans le premier et le second degrés, les coopératives scolaires désignent les classes organisées pédagogiquement selon les principes de la coopération à l'école - méthode active d'éducation morale, civique et intellectuelle. Dans le second degré, les foyers coopératifs sont des groupements volontaires d'élèves, la plupart du temps au sein de clubs ou d'ateliers gérés par eux avec le concours des adultes en vue de la réalisation de projets communs.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège national de l'association. L'OCCE ne conserve pas d'archives avant les années 1980, à part des publications, principalement des périodiques.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'OCCE possède une collection complète de la revue *Animation et éducation* (n°1, 1976). En revanche, les revues antérieures de l'association sont incomplètes. La Bibliothèque nationale de France conserve une collection complète de la revue nationale de l'OCCE, depuis son premier numéro en 1930 qui paraissait alors sous le nom *Bulletin de renseignements de l'Office central de la coopération à l'école*. Cette revue renferme le budget, le bilan financier annuel, les comptes rendus et rapports d'activités de l'assemblée générale et du congrès.

Par ailleurs figurent aussi des numéros de la revue *Amis Coop* d'avril 1957 (n°1) à mars 1990 (n°333) éditée également par l'OCCE et quelques brochures notamment le « Guide de la coopération scolaire », dont aucune n'est antérieure à 1945.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Office central de la coopération à l'école
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1938-2007.

Office des centres sociaux de la ville de Nantes (OCS)

Association dissoute ou inactive

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées au Centre d'histoire du travail (CHT) par Maurice Milpied, ancien président de l'Office des centres sociaux de la ville de Nantes.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est composé de dix boîtes qui contiennent les comptes rendus des assemblées générales et des conseils d'administration (1963-1988), les rapports d'activités, une revue de presse (1977-1990) ainsi que des dossiers de suivi et d'animation des différents centres sociaux membres de l'OCS.

Localisation du fonds du producteur

Centre d'histoire du travail

 Office des centres sociaux de la ville de Nantes, OCS
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 10 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1963-1990.

Office social et culturel rennais (OSCR)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1977

L'Office social et culturel rennais (OSCR) était une association loi 1901 créée en 1977 lors de la dissolution de l'ancien Office social et culturel (OSC). C'était une structure parapublique qui servait d'intermédiaire entre la ville et les associations.

En 2004, la ville de Rennes décida de ne pas reconduire la convention qui la liait avec l'Office social et culturel rennais (OSCR).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives municipales de Rennes en 2001.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à la gestion interne de l'association (administration générale, personnel, finances), à la gestion de la Maison du Champs de Mars, et à ses activités (demandes d'adhésion des associations à l'OSCR, aides dispensées par l'OSCR aux associations, travail inter-associatif).

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Rennes

 Office social et culturel rennais, 23Z
Don en 2001. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 429 articles, 36 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1960-2000.

Organisation centrale des camps et activités de jeunesse – tourisme populaire (OCCAJ-TP)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Organisation centrale des camps et auberges de jeunesse (OCCAJ), 1944-1951
Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCAJ), 1951-1962

Historique du producteur

Création : 22 décembre 1944
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 22 août 1945

L'Organisation centrale des camps et auberges de jeunesse (OCCAJ) est créée en décembre 1944 par l'Association catholique de la jeunesse français (ACJF). Marc Sangnier (voir notice), par ailleurs fondateur de la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice), en accepte la présidence d'honneur.

En 1949, l'OCCAJ contribue à la naissance de la Fédération française de tourisme populaire (FFTP, voir notice) et en 1958, à celle de Villages vacances familles (VVF, voir notice).

Elle participe également à la création de la Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice) en 1950 et à la période probatoire de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice) entre 1956 et 1958. Mais à l'issue de cette étape, elle choisit de se retirer du secteur des auberges, tout en reconnaissant à la FUAJ l'exclusivité de la création et de la gestion des auberges. L'OCCAJ devient alors une organisation de tourisme populaire et se rebaptise Organisation centrale des camps et activités de la jeunesse (OCCAJ).

En 1962, l'OCCAJ et la FFTP décident de se regrouper en un seul organisme sous le titre d'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse – tourisme populaire (OCCAJ-TP).

L'OCCAJ-TP connaît une crise financière au milieu des années 1980. En 1987, elle devient une société anonyme, dont les actionnaires sont principalement des filiales de la Caisse des dépôts et consignations et le Club Méditerranée. En 1989, elle cesse toutes ses activités.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Néanmoins, quelques documents concernant l'OCCAJ figurent dans le fonds d'archives d'Henri Poumerol (voir notice) déposé aux Archives nationales.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Henri Poumerol, 24AR
Dons en 2004-2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 38 articles, 5,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1915, 1938-2002.

Orphéon de la prévoyante du Cher

Association dissoute ou inactive

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales du Cher.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des procès-verbaux des réunions, de la correspondance et des pièces diverses.

Sources complémentaires

Archives départementales du Cher

 Orphéon de la prévoyante du Cher, 82J
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 11 articles, 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1889-1950.

Passion

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1987

Passion (pour Projets associatifs, initiatives et objectifs nouveaux) est un bureau d'études constitué sous forme associative, fondé par Michel Rouah le 1er juin 1987 et spécialisé dans l'ingénierie sociale. Les problématiques couvertes par son champ d'action sont d'ordre socio-culturel : immigration, logement, insertion, cohésion sociale, politique de la ville, maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, délinquance, drogues, équipements sociaux, pauvreté, alphabétisation, etc.

D'abord située au 83 rue de Javel, dans le 15eme arrondissement de Paris, l'association déménage, en mars 1988, au 14 rue de Thionville, dans le 19eme arrondissement.

Son premier président est André Jeanson, issu de la Confédération française démocratique du travail et passé par la Fonda (voir notice) et le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP, voir notice). L'association a également été présidée par Henry Colombani (Fédération des centres sociaux de France, voir notice) et Martine Leclerc.

Pour l'élaboration de ses études et la réalisation de ses enquêtes, Passion a travaillé avec divers acteurs de la cohésion sociale : fédérations des centres sociaux, Cimade (voir notice), Sonacotra, Fonds d'action sociale, Fonda, Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion, etc.

L'association est dissoute le 28 avril 2022.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège de l'association, dans le 19eme arrondissement de Paris avant d'être classées sur place et transférées aux Archives nationales dans le cadre du PAJEP en juin 2022, simultanément à la dissolution de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est en grande partie composé des études. L'auteur de la plupart d'entre elles est Michel Rouah (13 juin 1941-24 juin 2020) : l'histoire et les archives de Passion se confondent

d'ailleurs sensiblement avec celles de son directeur, salarié permanent pendant de nombreuses années.

Les dossiers d'études ont fait l'objet d'un minutieux travail de classement, de numérotation, de codification et de rangement par le directeur de l'association en 2012. Un système de numérotation a été mis en place concernant les affaires, reprenant une suite chronologique, et les documents de chaque affaire. Les conventions ont été rassemblées et classées chronologiquement : le numéro d'affaire auquel elles se rapportaient a été indiqué. Les études ont été légèrement reclassées selon un principe chronologique (date de clôture de l'affaire) strict.

Le suivi de la comptabilité et les doubles ont été éliminés.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Passion, 20220320
Don en 2022. Archives privées. Communication libre sous réserve du respect de la vie privée. *Instrument de recherche :* répertoire méthodique. *Importance matérielle :* 93 articles, 13,2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1987-2013.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fédération des centres sociaux de France, 20140209 (ex 502J)
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 60 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1922-1990.

 Fédération des centres sociaux d'Ile-de-France, 20140213 (ex 503J)
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication soumise à autorisation de la FCSF (voir coordonnées).
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 132 articles, 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1976-1994.

 Fonda, 20140163 (ex 524J)
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire provisoire. *Importance matérielle :* 221 articles, 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1973-1997.

 Union nationale pour l'habitat des jeunes, 20140158 (ex 553J)
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle :* 685 articles, 40 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1955-2007.

Partir

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1936-1937

Partir était une association de tourisme populaire regroupant plusieurs associations. Elle était soutenue par les unitaires de la CGT proches du parti communiste et du député Virgile Barel.

Elle a cessé ses activités en 1939-1940.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités. Mais, par ailleurs, un rapport d'activité sur l'agence Partir dans le courant de l'année 1937 se trouve à l'Institut d'histoire sociale de la CGT à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Sources complémentaires

Institut d'histoire sociale de la CGT

 Archives de la confédération nationale CGT
Archives privées. Communication libre sur rendez-vous. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. *Cotes concernant le producteur :* 1 article dans le carton 16 des archives rapatriées de Moscou, dossier 4. *Dates extrêmes :* 1936-1939.

Patronage des Landes

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Le producteur est inconnu ; il s'agit probablement d'une paroisse landaise.

Historique de la conservation

Le fonds a été acheté en 1995 par les Archives départementales des Landes à l'association la Source, de Mont-de-Marsan.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des films positifs en noir et blanc ou en couleur, constitués d'images fixes en 35 mm (dessins ou photographies animées). Ils portent sur l'enseignement de la religion (catéchisme, vie des saints, histoires contemporaines édifiantes). On y trouve également des films récréatifs pour enfants (*Le Petit Prince*, *Les trois petits cochon*).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Landes

 Films de patronage, 50J
Achat en 1995. Archives privées. Communication soumise à autorisation du dépositaire. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 206 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 20e siècle.

Patronage Notre-Dame des Champs (NDC), Angers

Adresse : 17 rue des Gouronnières, 49100 Angers
Téléphone : 02 41 48 85 19
Site internet : ndcangers.asso.fr

Historique du producteur

Création : 1851

Le patronage de Notre-Dame-des-Champs, un des premiers en France, a été fondé en 1851 par le chanoine Augustin Le Boucher à Angers. NDC était un patronage inter paroissial de centre-ville. Il s'adressait au départ aux apprentis et aux jeunes ouvriers entre 13 et 21 ans, mais accueillait dans les faits surtout des jeunes de 13 à 15 ans. Le vieillissement progressif de ses associés l'oblige rapidement à se subdiviser en sections d'âges. Dès 1870, NDC accueille les plus de 21 ans, dont la plupart sont d'anciens adhérents. Puis, dans les années suivantes, apparaissent le patronage des écoliers, appelé aussi patronage du jeudi (7-12 ans), et l'association des petits agrégés réservée aux enfants des adhérents, de leur naissance à 7 ans.

Tout au long de son histoire, le patronage a développé de nombreuses activités : gymnastique, sport, théâtre, musique et cours de dessin, ciné-club, cours pour adultes, cercles d'études, scoutisme, pratiques religieuses, foyer de jeunes travailleurs, colonies de vacances, caisse d'entraide militaire, etc.

Pendant l'entre-deux-guerres, NDC a été un vivier pour le scoutisme et pour le catholicisme social, qu'il s'agisse de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) ou de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC).

À partir des années 1950-1960, on assiste à une dissociation de plus en plus nette entre les activités sportives, en plein essor, et les activités culturelles et religieuses en net recul. Aujourd'hui, NDC est essentiellement une association sportive où sont pratiqués entre autres le football, le basket-ball, l'escrime, la gymnastique, la voile, etc.

Historique de la conservation

Depuis 1911, les archives du patronage étaient probablement conservées dans les bâtiments situés au 6 impasse Jeanson, siège social de l'œuvre. Lors de la vente de l'hôtel Saint-René en 1963, elles furent transférées au 7 rue Saint-Evroult, dans une pièce jouxtant la salle Jeanson. Afin de réaliser un historique pour le 140e anniversaire de l'association, J.-Y. Martin emporta une partie du fonds en 1991. En 1995, le reste fut oublié par l'association lors de la vente de la salle Jeanson à Michel Genest. Lorsque ce promoteur immobilier décida de détruire les bâtiments dans le but de construire des résidences en copropriété, les archéologues du service régional d'archéologie des Pays-de-la-Loire et de la ville d'Angers effectuèrent une opération de sondage en octobre 1997. Ils découvrirent alors l'existence de ces archives et demandèrent à Michel Genest s'ils pouvaient les emporter.

Les archives arrivèrent aux Archives municipales d'Angers en janvier 1998, dans un état de vrac le plus total. Les archives étant complètement déclassées, il a fallu les étudier pièce par pièce pour en reconstituer l'ordre logique. Le répertoire numérique a été finalisé en juin 1998.

À signaler également l'existence d'un petit fonds d'archives conservé par les Archives départementales du Maine-et-Loire sous le nom, Association Notre-Dame des Champs, qui renferme des publications et des annuaires des adhérents (1858-1888).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives de 5 mètres linéaires est particulièrement riche car il permet de comprendre l'organisation, le fonctionnement et les activités d'un des plus anciens patronages

urbains. Constitué d'archives des années 1850 jusqu'au milieu des années 1980, il permet de saisir les évolutions de cette association.

Les registres d'inscriptions et les listes d'adhérents devraient permettre de mieux cerner les transformations socioprofessionnelles du patronage. Les dossiers statutaires et d'instance sont nombreux. Il faut aussi noter la conservation d'une correspondance riche et de notes internes détaillées.

Un des documents les plus intéressants est le périodique *Le moniteur de Notre Dame des Champs*, édité tous les mois entre 1870 et 1962. Ce bulletin s'adresse à tous les membres du patronage, il a pour objectif d'unir les membres de l'association et d'éviter le cloisonnement que pourrait provoquer la diversité des activités. Cette source est capitale car elle apporte des informations que l'on ne retrouve pas dans d'autres archives : règlements, statuts, comptes rendus d'instances et d'AG de sections, liste des nouveaux membres et des cotisations, des subventions, coutumier, programme et compte rendu des activités, articles sur la JOC, le scoutisme, le syndicalisme, le monde de l'entreprise.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales d'Angers

 Notre-Dame des Champs et Cité nouvelle, 12J
Don en 1997. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 197 articles, 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1851-1986. Archives iconographiques complémentaires sous la référence 35Fi

Archives départementales du Maine-et-Loire

 Association Notre-Dame des Champs, 163J
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,15 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1858-1888.

Périphérie, centre de création cinématographique

Adresse : 40 rue Hector Berlioz, 93000 Bobigny
Téléphone : 01 41 50 01 93
Courriel : info@peripherie.asso.fr
Site internet : http://www.peripherie.asso.fr/

Historique du producteur

Périphérie est une association implantée dans le département de la Seine-Saint-Denis depuis plus de vingt ans et soutenue par le Conseil général. Elle est issue de la pratique commune de l'Unité audiovisuelle de la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis (voir notice) et du Théâtre d'Aubervilliers ainsi que de la volonté du ministre de la Culture et du conseil général de la Seine-Saint-Denis d'aider au développement d'une création cinématographique décentralisée.

Dès l'origine, son action a été centrée autour du soutien à la création, notamment le documentaire, par l'intermédiaire d'une aide en industrie et en moyens techniques (montage et postproduction vidéo) qui s'appuyait sur la logistique d'une société de production partenaire. Plus d'une centaine de films ont ainsi été aidés, en coproduction avec des réalisateurs et des producteurs indépendants.

Par la suite, l'association Périphérie s'est développée autour de deux axes nouveaux : les rencontres du cinéma documentaire qui sont devenues en 10 ans un rendez-vous incontournable du documentaire de création et le pôle d' éducation à l'image, pour tous ceux

qui désirent mieux appréhender ce qu'est le cinéma documentaire, à travers une activité d'ateliers dans les établissements scolaires et l'organisation de stages de formation.

Le lancement, en 2003, du dispositif cinéastes en résidence et la mise en place d'une mission patrimoine ont permis à Périphérie d'étoffer encore son champ d'activité.

De l'aide à la création à la diffusion auprès des publics, en passant par la transmission des savoirs et la valorisation du patrimoine, Périphérie possède aujourd'hui une palette de compétences qui lui permettent de faire le lien entre créateurs et publics.

L'objectif du pôle d'éducation à l'image est de permettre à des non-professionnels et, plus particulièrement, aux jeunes de la Seine-Saint-Denis de s'approprier les images et les sons comme moyen d'expression et de construction d'un point de vue sur le monde.

Cette action se développe selon deux axes principaux :

- des stages d'initiation et de formation à une pratique réfléchie, à destination des enseignants et des médiateurs culturels, pour leur permettre de mettre en œuvre de manière mieux informée des activités audiovisuelles avec les jeunes, mais aussi des non-professionnels en général, pour favoriser l'usage des images et des sons comme outils de représentation et de réflexion dans le cadre de leur propre pratique sociale.
- des activités d'ateliers dans les collèges et les établissements scolaires.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives audiovisuelles déposées par Périphérie sont donc diverses et variées. Cependant dans le cadre de son action d'éducation à l'image en direction des jeunes de la Seine-Saint-Denis, un certain nombre de films répondent tout à fait aux objectifs et priorités des démarches d'éducation populaire.

Les thèmes développés sont : le sport, le dopage, la culture, la création artistique, le cinéma, la télévision, la musique, la danse, la contraception, la place des femmes en politique, la violence, l'avortement.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Périphérie, 2AV
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 2592 documents audiovisuels. *Dates extrêmes* : 1974-2001.

Peuple et culture (PEC)

Adresse : 108-110 rue Saint Maur, 75011 Paris
Téléphone : 01 49 29 42 80
Courriel : union@peuple-et-culture.org
Site internet : www.peuple-et-culture.org

Historique du producteur

Création : 21 février 1945
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 1er novembre 1945

Le 22 août 1944, le Comité départemental de libération, fondé dans le Vercors, s'installe à la préfecture de l'Isère et nomme, quelques jours plus tard, Joffre Dumazedier (voir notice)

secrétaire général de la commission Culture. C'est cette structure qui va donner naissance au mouvement Peuple et Culture. L'association est fondée à Grenoble en 1945. Son objectif affiché dans le manifeste rédigé la même année est de « rendre la culture au peuple et le peuple à la culture ». Les membres fondateurs, dont Joffre Dumazedier, Paul Lengrand, Benigno Cacérès (voir notice), rejoints en 1947 par Joseph Rovan (voir notice), jettent les principes d'une culture populaire, ouverte à tous et nécessitant de nouveaux lieux de formation et de culture. Ils mettent au point des méthodes pédagogiques originales telles que l'entraînement mental et les fiches de lecture.

À partir de novembre 1946, l'association s'installe à Paris, tout d'abord au 14 rue Monsieur le Prince, puis en 1962 dans l'immeuble acquis au 27 rue Cassette, et enfin au 108 rue Saint-Maur en 1984. Très rapidement, l'association nationale s'appuie aussi sur un réseau d'associations locales important (PEC Haute-Savoie (voir notice), PEC Corrèze (voir notice), PEC Auvergne (voir notice), etc.). Peuple et culture est à l'origine de la création d'autres associations telles que Culture et télévision (voir notice) et Culture et développement (voir notice).

Historique de la conservation

Les archives étaient entreposées à l'origine dans les caves de l'ancien siège de l'association au 27 rue Cassette à Paris. En 1983, elles ont été transférées rue du Pont Neuf pour être classées par les stagiaires de l'école de formation de PEC, sous la direction du groupe de travail « Histoire et mémoire » de l'association. Les archives les plus anciennes ont alors été transférées dans une société d'archivage. Dans les années 1990, PEC a continué à déposer ses documents les plus anciens dans cette société d'archivage.

En 2001, toutes ses archives ont été rapatriées au siège de l'association, et elles ont fait l'objet d'un récolement avant d'être transférées en 2002 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Le fonds transféré représentait un volume d'environ 90 mètres linéaires. Un classement définitif a été réalisé par les Archives départementales du Val-de-Marne en 2005-2006.

En 2025, un deuxième dépôt est venu compéter le premier réalisé en 2002. Les archives de ce second dépôt, encore conservées au siège de l'association, ont fait l'objet d'un récolement sur place, avant d'être transférées, en janvier 2026, aux Archives départementales du Val-de-Marne. L'instrument de recherche est en cours de rédaction.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si l'on excepte les publications, quelques dossiers de stages, notamment l'entraînement mental, le fonds déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne ne renferme des documents que pour la période antérieure à 1948. Cette situation est due à l'installation tardive en décembre 1946 de PEC national à Paris. Dans ces conditions, il convient de se reporter aux archives de PEC Isère (voir notice) déposées aux Archives départementales de la Haute-Savoie qui présentent un intérêt du tout premier ordre sur la création de l'association et sur ses premières actions entre 1944 et 1946.

Le fonds conservé aux Archives départementales du Val-de-Marne comprend une collection presque intégrale des assemblées générales (de 1948 à 2016), des comités directeurs (à partir de 1959), des bureaux (à partir de 1951). Les dossiers concernant la gestion financière de l'association sont assez complets (dès 1945). Figurent également quelques documents relatifs au personnel (1962-2007) dont un ensemble intéressant d'interviews menées auprès des dirigeants en 1985.

Le fonds rend bien compte de l'importance du réseau Peuple et Culture (dès 1948) à la fois vers les associations territoriales couvrant tout le territoire français et vers les associations affiliées telles que Expo-Média, Emmaüs, Culture et développement, Culture et télévision.

Les dossiers liés aux activités constituent l'essentiel du fonds d'archives. On y trouve un ensemble complet des congrès, journées d'études et colloques (de 1954 à 2010), des commissions, des groupes de travail (mis en place en 1958-1959) et de recherche. S'agissant des publications, une collection presque complète pour les ouvrages, avec la fameuse collection éditée au Seuil entre 1952 et 1978, est conservée. Le fonds contient un ensemble de revues remarquable comprenant les cahiers de la Culture populaire (1946-1947), le Bulletin de liaison (1946-1949), les numéros de la revue Doc (1947-1950) ainsi que des maquettes originales de couverture. Il contient également une collection pratiquement complète des fiches de lecture Peuple et Culture éditées entre 1956 et 1979.

Les archives sur la formation donnent une image variée, à partir des années 1960, de l'action de PEC dans des organismes privés et publics jusqu'à sa formalisation par la mise en place de diplômes et la création de l'école d'animateurs à partir des années 1970. Les voyages d'études depuis 1947 et les universités d'été de 1958 à 2010 complètent ce volet.

Un important ensemble regroupe les relations entretenues avec les organismes associatifs et publics de 1948 à 1990 et témoignent des échanges au niveau national et européen comme avec l'office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ), le Bureau international de liaison et de documentation (BILD) et le Bureau européen de l'éducation populaire (BEEP).

Les travaux universitaires réalisés sur Peuple et culture dont la thèse de Geneviève Carpier en 1974 figure dans la documentation. Y sont intégrés les ouvrages et études produits par les différents membres de PEC dans le cadre de leurs autres fonctions, tel Joffre Dumazedier, chercheur au CNRS.

Autre richesse du fonds d'archives : le millier de photographies originales qui permettent de retrouver les grandes figures et moments du mouvement. Parmi eux : l'université d'été de Valence en 1956, le cours au Centre d'éducation ouvrière d'Annecy en 1961, l'université d'été à Houlgate en 1958, le congrès de Grenoble en 1965, le bibliobus à Annecy en 1947, Benigno Cacérès et Fernand Léger en 1955.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2002 et 2025. Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 561 articles, 43,33 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-2016.

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Peuple et culture Haute Savoie, 75J
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant PEC :* essentiellement documents concernant la période 1942-1948.

Peuple et culture Corrèze (PEC 19)

Adresse : 36 avenue Alsace Lorraine 19000 Tulle
Téléphone : 05 55 26 32 25
Courriel : peupleetculture.correze@wanadoo.fr
Site internet : http://peupleetculture.fr/

Historique du producteur

Création : 1951

L'antenne corrézienne de Peuple et Culture est fondée par les instituteurs Roger Eymard et Jean Tamain en 1951. Dans les premières années, deux axes principaux sont développés : la

formation économique et sociale (avec comme base méthodologique l'entraînement mental), et l'action culturelle autour de la lecture, du cinéma, des arts plastiques, du théâtre, de la chanson et des voyages interculturels. Alors que le département ne dispose pratiquement d'aucune structure culturelle, Peuple et Culture invite en Corrèze les grandes troupes de la décentralisation théâtrale (Comédie de Bourges, de St Etienne, Grenier de Toulouse, Théâtre des Pays de Loire, etc.) et créé un réseau de spectateurs actifs (travail d'accompagnement, séjours au Festival d'Avignon, week-ends culturels à Paris).

À partir des années 1980, PEC Corrèze développe les pratiques artistiques amateurs en créant des ateliers – atelier Théâtre (1980), atelier Chanson (1982) ou atelier d'écriture (1996) – reposant sur un compagnonnage entre artistes confirmés et artistes amateurs. En 1985, l'association s'engage dans le Festival International des Francophonies en Limousin. En 1998, l'association organise des scènes ouvertes de musiciens qui deviennent des références et des espaces d'expérimentations.

En 1991, l'Artothèque du Limousin confie à Peuple et Culture la gestion de la galerie de prêt pour le département de la Corrèze. Cette mission s'inscrit plus globalement dans les actions conduites par Peuple et Culture depuis 1983 en matière d'art contemporain (travail de médiation visant à faciliter le contact entre le public, les œuvres et les artistes). Depuis cette date, Peuple et Culture anime le relais Artothèque et tâche d'en faire un outil de proximité concret. C'est ainsi que naît le projet « Artobus », véhicule permettant d'acheminer les œuvres de l'artothèque vers des utilisateurs éloignés de Tulle, notamment en milieu rural.

Dans les années 1990, PEC Corrèze s'engage dans un travail de mémoire des évènements du 9 juin 1944 à Tulle (exécution par les troupes nazies de 99 jeunes tullistes pendus aux lampadaires et aux balcons de la ville et déportation d'une centaine d'autres). Dans la perspective des cérémonies organisées par la ville dans le cadre du cinquantenaire en 1994, des bénévoles de Peuple et Culture enregistrent les témoins encore en vie pour transmettre cette mémoire aux jeunes générations.

Historique de la conservation

L'association a déposé ses archives aux Archives municipales de Tulle en 2018 à l'occasion d'un déménagement.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si l'action des premières années est peu visible au sein des archives déposées, le fonds est relativement complet à partir des années 1960, permettant d'illustrer les actions de PEC en milieu rural et de comprendre le fonctionnement de PEC Corrèze jusque dans les années 2000.

Le fonds est abondant en ce qui concerne l'intense activité culturelle de l'association dans le domaine des arts plastiques, de l'art contemporain (ateliers, expositions, rencontres, résidences), du cinéma (ciné-clubs, projections, festivals), de la lecture et de l'écriture (ateliers, lectures publiques, fiches, rencontres), de la musique (ateliers, concerts, scènes ouvertes), de la vie intellectuelle (colloques, débats, conférences, éditions d'ouvrages, universités populaires) et de la mémoire (les archives liées à la commémoration du 50e anniversaire des meurtres du 9 juin 1944 représentent 2,5 ml).

Les archives renseignent également les stages de formation mis en place par PEC 19 ainsi que les voyages et missions d'étude effectués dès 1958 pour analyser certains phénomènes internationaux (coup d'État militaire au Chili en 1973, conférence nationale au Bénin en 1991, révolution des œillets au Portugal, etc.).

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Tulle

 Peuple et culture Corrèze, 37S
Dépôt en 2018. Archives privées.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 278 articles, 12 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1939-2016.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 428 articles, 42 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-2002. *Cotes concernant PEC Corrèze* : 522J 177-180.

Peuple et culture Haute-Savoie (PEC 74)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 10 avril 1945

L'association était membre du réseau national Peuple et culture (PEC, voir notice).

Dès le 1er octobre 1944, en relation avec l'équipe de Peuple et culture Isère, mais de manière indépendante, une équipe de résistants réunis autour de Paul Thisse et de Jean Le Veugle (voir notice) ouvre au château des Marquisats un centre d'études et d'information destiné à la formation des cadres des syndicats, de l'ensemble des mouvements de jeunesse, des mouvements sportifs et des jeunes ruraux. En 1945, l'action des Marquisats est étendue à l'ensemble du département dans le cadre d'une association dénommée Peuple et culture Haute-Savoie, constituée le 10 avril de cette même année. Animé par dix-sept permanents, le centre des Marquisats réussit à être l'épicentre de toutes les associations et créations culturelles du département.

Avec ses 600 membres actifs et son compagnonnage avec les syndicats, notamment avec la CGT, le château des Marquisats suscite la méfiance de l'administration, qui provoque sa fermeture en 1951.

Malgré cela, PEC Haute-Savoie continue ses activités. Jean Le Veugle maintient des liens avec les animateurs locaux dont Marcel Vigny qui développe une action efficace en milieu rural, le metteur en scène Gabriel Monnet, et Julien Helgoff, principal responsable de la vie associative.

C'est à Annecy que Joffre Dumazedier (voir notice) effectue, dans les années 1950-60, sa grande enquête sur le « loisir et la ville » où il démontre le pouvoir culturel des associations agissant en pleine autonomie.

Les équipes et les activités se sont succédé à Peuple et Culture Haute-Savoie jusqu'en 1993, date à laquelle l'association a été contrainte de disparaître, faute de financements suffisants pour continuer de développer des actions.

Historique de la conservation

Le fonds a été constitué à partir de plusieurs dépôts en 1987, 1988 et 1994.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Peuple et culture Haute-Savoie, 75J
Dépôts en 1987, 1988 et 1994. Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC Haute-Savoie.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 265 articles, 30,45 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1942-1993.

Peuple et culture Isère (PEC 38)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1944

L'association était membre du réseau national Peuple et culture (PEC, voir notice).

En 1944, l'association Peuple et culture est créée à Grenoble. Sont alors mises en place des institutions novatrices qui expérimentent les méthodes destinées à « rendre la culture au peuple et le peuple à la culture » : cercle inter-facultés, centre d'éducation ouvrière, Maison de la culture, école de cadres militaires, etc. En 1947, l'équipe initiale monte à Paris, mais la mémoire collective Peuple et culture reste très présente à Grenoble.

Une association est créée en 1956 autour d'un groupe de militants qui organise des rencontres et des débats. Avec l'arrivée de Bernard Gilman, instituteur mis à disposition de l'association, fort d'une riche expérience d'action associative en milieu rural, PEC Isère se structure autour de deux axes : le rural et l'urbain.

En 1965 Hubert Dubedout est élu à la mairie de Grenoble et Bernard Gilman devient son adjoint chargé de la culture, des MJC et des mouvements d'éducation populaire. Sous son impulsion, PEC Isère devient le fer de lance d'une politique résolument novatrice sur le plan du développement culturel.

En 1974**,** après le départ de Gilman, l'équipe Peuple et culture persévère, avec Bernard Smagghe, s'attachant à faire vivre les institutions mises en place sous la municipalité Dubedout, et développe des actions en milieu rural pour le maintien d'une agriculture diversifiée. PEC Isère structure ses activités autour de voyages, d'études, de forums de réflexion, d'actions culturelles liées à l'art contemporain et de « l'école des projets », une formation annuelle destinée à accompagner l'émergence d'initiatives sociales et culturelles.

En 1983, Alain Carignon est élu maire de Grenoble. Cette élection correspond à un virage important pour l'association sans en être pour autant l'origine directe de sa disparition. Elle avait déjà commencé à perdre son ancrage sur le terrain, mais l'arrivée de la droite, et avec elle, la diminution des subventions, renforce encore ce glissement. En 1992, une crise interne suivie d'une crise financière secoue l'association. Malgré des tentatives de redéveloppement de l'association autour du secteur de la formation, PEC Isère ne parvient pas, dans un contexte local très incertain, à réenclencher une dynamique économique et militante suffisamment fort et dépose son bilan en 1995.

Historique de la conservation

Les archives de PEC Isère ne semblent pas avoir été sauvegardées. Néanmoins deux articles du fonds 75J Peuple et culture Haute-Savoie des Archives départementales de la Haute-Savoie concernent PEC Isère.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

Les articles concernent la vie interne de l'association, la Maison de la culture, le centre de documentation, le centre d'éducation et de culture ouvrière et des stages.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Peuple et culture Haute-Savoie, 75J
Dépôts en 1987, 1988 et 1994. Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC Haute-Savoie.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 2 articles concernant PEC Isère (75J3-4), 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1944-1945.

Peuple et culture Loire-Atlantique (PEC 44)

Adresse : Maison des Hauts Bancs, 1 bis Boulevard de Berlin, 44000 Nantes
Téléphone : 02 40 48 42 37
Courriel : Peupleetculture44@orange.fr
Site internet : http://www.peupleetculture44.net

Anciens noms du producteur

Groupe d'étude et de recherche en éducation populaire (GEREP), 1970-1983

Historique du producteur

Création : [11 janvier 1970]

L'association est membre du réseau Peuple et culture (PEC, voir notice)

En 1970, des militants de mouvements d'éducation populaire de Loire-Atlantique créent le Groupe d'étude et de recherche pour l'éducation populaire (GEREP). Celui-ci a pour but d'offrir un lieu de rencontre aux acteurs de la vie sociale pour réfléchir sur l'éducation populaire. Il se veut aussi un centre de documentation et de ressources destiné à soutenir les groupes et associations dans la mise en place de projets d'éducation populaire et la recherche de solutions nouvelles en matière de formation du citoyen. Dès 1972, le GEREP cesse presque toute activité et reste en sommeil pendant huit ans.

En 1980, des responsables d'organismes socioculturel, des agents de l'ANPE, un inspecteur Jeunesse et sports et des militants associatifs se retrouvent, toujours autour des thèmes de l'éducation populaire et de la formation du citoyen et décident de réactiver le GEREP avec comme objectif d'être un lieu de réflexion pour les responsables locaux du tissu associatif et avec le désir d'être rattaché à un mouvement national. Dès 1970, le GEREP s'était affilié au mouvement national de Peuple et culture, mais ce n'est qu'en 1983 qu'il prend le nom de Peuple et culture Loire-Atlantique (PEC 44).

Au début des années 1980, il met en place un service d'aide à l'intervention (répertoire de « personnes ressources ») pouvant aider les demandeurs dans différentes actions, un centre de documentation pour l'action, un centre d'aide à la formation (et à la réalisation de projets

de formation) et un centre de recherche et de réflexion pour les responsables du tissu associatif local. PEC 44 organise ou participe aussi à de nombreux voyages d'études, des échanges privilégiés avec les pays d'Europe de l'Est et l'Allemagne, des universités d'été, des conférences, des stages d'entraînement mental (méthode spécifique de Peuple et culture).

Très rapidement, le secteur formation prend une place de plus en plus importante. L'association met en place des stages de formation, financés par l'État, destinés aux « nouveaux formateurs », puis les domaines d'intervention s'élargissent : stage d'insertion par l'emploi, lutte contre l'illettrisme, actions de redynamisation du milieu rural, etc. En 1986, l'association crée l'Institut de formation des acteurs du développement (IFAD) afin de former les futurs acteurs de la vie sociale locale.

Progressivement, l'association passe de la formation de formateurs, d'agents de développement et de responsables de structure à des interventions plus directement liées à la vie économique et au monde de l'entreprise. PEC 44 est alors contraint d'embaucher du personnel : jusqu'à une vingtaine de formateurs accueillent au total plus de mille stagiaires. Travaillant avec un public défavorisé et tentant de répondre à un besoin local, l'association trouve un intérêt à ses actions mais s'éloigne encore plus de son projet initial. La faiblesse des financements perçus ne permet plus d'assurer la formation des formateurs.

Pendant toute cette période, l'association est tiraillée entre le sentiment de trahison des ambitions originelles et la nécessité de s'inscrire dans des dispositifs publics et d'en respecter les règles du jeu, pour la survie économique de l'entreprise associative. En 1991, le conseil d'administration décide d'enrayer cette dérive en cessant les actions de formation, au prix d'une douloureuse obligation de licenciement. L'équipe permanente est désormais réduite à une salariée à mi-temps et les militants se consacrent désormais à davantage de réflexion.

Historique de la conservation

Déposé en 2000 au Centre d'histoire du travail (CHT), le fonds d'archives mesurait alors 17 mètres linéaires. Lors de la réalisation du répertoire numérique en 2003-2004, des tris ont été réalisés, ramenant le fonds à 9,5 mètres linéaires.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si les archives d'instances et de commissions de travail ne semblent pas complètes, il est à noter que le fonds comprend des documents antérieurs à la création de l'association : comptes rendus et fiches d'un stage d'entraînement mental organisé par Benigno Cacérès (voir notice) et Andrée Durand en 1969. De plus, le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive a été sauvegardé. PEC 44 a conservé de nombreux documents sur ses relations avec les autres associations locales. Néanmoins la partie la plus conséquente du fonds concerne la formation (plus de 50% du volume total), qui dans les années 1980 a constitué sa principale activité.

Localisation du fonds du producteur

Centre d'histoire du travail

 Peuple et culture Loire-Atlantique, PEC
Dépôt en 2000. Archives privées. Communication libre sauf dossiers touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 9,50 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1969-1997.

Peuple et culture Nord (PEC 59)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1959

L'association était membre du réseau national Peuple et culture (PEC, voir notice).

En 1959, à l'initiative de Fred Thébaud, est créée l'association Peuple et culture Nord. L'équipe de départ, composée de bénévoles, mène des actions, principalement autour du cinéma. Par la suite, le groupe s'étoffe et se structure dans la région de Lens. Le premier poste national de mise à disposition par le ministère chargé de l'Education nationale est attribué à PEC Nord en 1968, en la personne de Gérard Mlékuz.

À partir de 1970, PEC Nord joue un rôle important dans le pays minier de Sallaumines/Noyelles-sous-Lens. Ainsi, l'association contribue à la conception et à l'animation du premier festival culturel et sportif de la ville de Sallaumines.

L'année 1971 marque le lancement de l'action collective de formation de Sallaumines-Noyelles. Cette action d'éducation permanente en milieu ouvrier reste dans l'histoire de PEC Nord une des réalisations les plus innovantes et les plus exemplaires. Le congé formation permet aux salariés qui le désirent de suivre, pendant 160 heures, une formation sur leur temps de travail. L'objectif est de réduire les inégalités devant le savoir et de réconcilier le monde ouvrier et l'éducation ou, pour reprendre la formule de Gérard Mlékuz, de « rendre l'éducation au peuple et le peuple à l'éducation ».

En 1975, PEC Nord achète un local et s'installe à Villeneuve d'Ascq tout en maintenant une antenne à Sallaumines. L'association développe alors des activités dans le domaine de l'audiovisuel. Puis, à partir de 1983, progressivement, les anciens partent et l'activité de l'association se réduit pour se centrer de plus en plus sur le secteur de la communication audiovisuelle : soutien à la production, formation, réalisation de documents éducatifs ou institutionnels.

Au début des années 1990, Peuple et culture Nord, ne parvenant pas à recréer une dynamique associative au-delà du secteur audiovisuel, est contraint de licencier les deux derniers permanents. Les tentatives de définition et de mise en œuvre d'un projet de redéploiement, malgré l'embauche d'une déléguée régionale en ce sens, se soldent par un échec. Mise en sommeil, reposant sur des forces militantes en déclin, l'association finit par s'éteindre.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales du Nord.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents concernant les activités de l'association (éducation permanente, activités culturelles, audiovisuel, cinéma, théâtre, musique) et son fonctionnement (statuts, assemblées générales, correspondance).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Nord

 Association Peuple et culture, J1582
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 84 articles, 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1959-1991.

Peuple et culture Puy-de-Dôme (PEC 63)

Adresse : 3 rue Gaultier de Biauzat, 63000 Clermont-Ferrand
Téléphone : 04 73 36 05 36
Courriel : peupleetculture@yahoo.fr

Anciens noms

Peuple et culture Auvergne

Historique du producteur

Création : 1987

L'association est membre du réseau national Peuple et culture (PEC, voir notice).

Créée en 1964, à l'initiative de Jacques Barbichon, animateur national et spécialiste de l'entraînement mental, Peuple et culture Auvergne développe, dans les premières années, des actions autour de trois axes principaux : l'action culturelle, la formation et les échanges internationaux. En 1987, en adaptation au nouveau contexte de décentralisation, l'équipe de Clermont-Ferrand crée deux associations à vocation départementale : PEC Puy-de-Dôme et PEC Allier.

PEC Puy-de-Dôme s'investit dans les dispositifs d'insertion mis en place par l'État (stages d'insertion sociale et professionnelle, stages pour chômeurs longue durée, stages RMI, lutte contre l'illettrisme). Mais l'association, ne pouvant plus ou refusant de s'adapter aux nouvelles mesures publiques de lutte contre le chômage, cesse ce type d'activité en 1990. En 1991, des conflits éclatent au sein de PEC Puy-de-Dôme et provoquent une scission : une partie de l'équipe quitte la structure et recommence, de manière indépendante, d'autres activités au sein de l'association régionale Peuple et culture Auvergne, jusqu'ici en sommeil.

L'action internationale se développe considérablement pour devenir le principal secteur d'activité, notamment avec la session annuelle *Eurock*, rencontre multiculturelle autour de la musique rock mise en place en 1988. Le secteur rural, jusqu'ici peu actif, se trouve renforcé par l'embauche d'une permanente chargée de développer deux axes : l'agriculture biologique et la formation des accompagnateurs de moyenne montagne.

Historique de la conservation

Deux fonds ont été déposés aux Archives départementales du Puy-de-Dôme en 1994.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds 38J est constitué de documents relatifs au fonctionnement de l'association et à ses activités : universités d'été, formation d'animateurs, stages, publications, voyages et échanges, café-théâtre, congés culturels.

Le fonds 65J rassemble des documents concernant les stages de formation d'animateurs socioculturels.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Puy-de-Dôme

 Peuple et culture, 38J
Dépôt en 1994. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 24 articles, 12,45 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1961-1986.

 Peuple et culture formation, 65J
Dépôt en 1994. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 16 articles, 1,85 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1973-1992.

Planète sciences (PS)

Adresse : 16 place Jacques Brel, 91130 Ris-Orangis
Téléphone : 01 69 02 76 10
Courriel : infos@planete-sciences.org
Site internet : http://www.planete-sciences.org/

Anciens noms du producteur

Association nationale des clubs scientifiques (ANCS), 1962-1969
Association nationale des clubs aérospatiaux (ANCS), 1969-1977
Association nationale sciences techniques jeunesse (ANSTJ), 1977-2002

Historique du producteur

Création : 5 avril 1962
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 8 mai 1967

En 1960, un groupe constitué d'enseignants, de journalistes et d'ingénieurs désireux de proposer des méthodes nouvelles dans le domaine de l'éducation scientifique crée un club d'ateliers scientifiques qui devient l'Association nationale des clubs scientifiques (ANCS) en 1962. Dès sa création, l'ANCS est placée sous le parrainage du Palais de la découverte, et aujourd'hui encore, c'est le lieu officiel de son siège social, même si ses bureaux administratifs sont à Ris-Orangis dans l'Essonne.

La naissance de l'association s'inscrit dans une période marquée par la conquête spatiale. Celle-ci exerce une fascination chez les jeunes qui développent leurs propres projets de lancements de fusées dans des conditions de sécurité parfois incertaines. En 1963, en réponse à un décret du ministère de l'Intérieur soutenu par le Centre national d'études spatiales (CNES) qui cherche un partenaire pour « sécuriser » et « contrôler » ces expériences, l'ANCS prend en charge cette mission. C'est le début d'un partenariat étroit avec le CNES, qui se poursuit encore aujourd'hui.

Planète sciences est rapidement agréée par le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports et est habilitée à dispenser des formations du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA). Par ailleurs, elle est certifiée association complémentaire de l'enseignement public par le ministère chargé de l'Éducation nationale.

À partir de 1967, l'ANCS, comme d'autres associations scientifiques, s'ouvrent vers d'autres activités : l'astronomie, l'écologie et l'espace, qui sont alors en plein essor. Cette orientation aboutit à la création en 1969 de la Fédération nationale des clubs scientifiques (FNCS, voir notice) qui a pour objectif de fédérer les associations nationales s'occupant des activités scientifiques des jeunes. L'ANCS adhère à la FNCS et se spécialise, comme l'indique son changement de nom : Association nationale des clubs aérospatiaux (ANCS).

Mais la FNCS se révèle être un échec. Chaque association dans sa discipline a des activités et des méthodes très différentes et il n'est pas trouvé de points communs pour unifier les orientations de tous. C'est pourquoi, l'ANCS revient progressivement à des activités multithématiques. Cette évolution aboutit à la création de l'Association nationale sciences techniques jeunesse (ANSTJ), qui regroupe en quelques sortes l'ANCS et la FNCS. Les domaines d'intervention de cette nouvelle association sont principalement l'astronomie, l'espace, l'écologie, la géologie, l'énergie scolaire, la micro-informatique et la télédétection.

En 2002, à l'occasion de ses 40 ans, l'ANSTJ change de nom et devient Planète Science. Ce choix a été déterminé par un besoin de lisibilité, par la volonté de mieux communiquer, pour asseoir sa notoriété et valoriser ses savoir-faire. Il s'agit d'affirmer l'appartenance à un réseau qui partage et défend les mêmes valeurs, les mêmes objectifs, les mêmes pratiques, comme acteur de la culture scientifique et technique pour les jeunes en France et en Europe.

Planète sciences représentait en 2005 une fédération nationale, 10 associations territoriales, un relais en Guyane, 1 relais en Espagne, 1000 bénévoles et 70 animateurs permanents salariés.

Historique de la conservation

Les documents statutaires et fondamentaux, les photographies et les documents audiovisuels étaient conservés au siège national de l'association aux bureaux de l'association à Ris-Orangis. Mais la plupart des archives anciennes (antérieures à 2002) se trouvaient dans une cave du Centre autonome d'expérimentation sociale (CAES) au 1 rue Edmond Bonté à Ris-Orangis. Cet espace de conservation n'étant pas approprié et risquant d'être détruit, un déménagement d'urgence a été réalisé durant l'été 2008. Les archives courantes ont été transférées dans les bureaux de Planète sciences et les archives à vocation historique antérieures à 2001 aux Archives départementales du Val-de-Marne (45 mètres linéaires), dans le cadre du PAJEP.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Restent encore aux bureaux de Planète sciences la majeure partie des documents audiovisuels, dont les plus anciens documents datent des années 1960-1970 : 70 films VHS, 5 en super 8, 3 en 16 mm, 15 en 3/4 Umatic et 15 en Bétacam.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si les archives les plus anciennes de l'association remontent au début des années 1960, le fonds d'archives ne commence à s'étoffer qu'à partir du début des années 1970, voire des années 1980. Cela peut s'expliquer par les déménagements successifs de l'association et par le turn-over régulier des permanents associatifs.

Même si l'instrument de recherche actuel est trop succinct pour dresser un état détaillé des archives, il apparaît déjà que les dossiers d'activités et même les pièces statutaires (statuts et instances) sont très incomplets pour les premières années. Si les nombreuses revues de secteur de l'association semblent un peu mieux conservées, aucune n'a une collection complète : *3.2.1. Espace ; La Salicorne ; Infos Astro ; Le petit Ra ; Les filles d'Ariane ; Technoscope*.

Néanmoins, le fonds actuel permet de voir comment Planète sciences a développé de nouvelles activités en fonction des évolutions technologies et des aspirations des jeunes : lancements de fusées au début des années 1960 ; puis à la fin de la décennie, clubs « Astronomie » et « Énergie solaire » ; dans les années 1970, clubs « Nature et environnement » et « Énergie solaire » ; à partir des années 1980 clubs « Robotique et micro-informatique ».

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Planète sciences, 20140159 (ex 562J)
Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 465 articles, 45 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1962-2001.

Promotion des activités culturelles techniques et scientifiques - collectif inter associatif pour la réalisation des activités scientifiques et techniques internationales (PACTES-CIRASTI)

Adresse : Cité des sciences et de l'industrie - La Halle aux cuirs, 2 rue de la Clôture, 75930 Paris Cedex 19
Téléphone : 01 40 05 79 14
Courriel : cirasti@cirasti.org
Site internet : www.cirasti.org

Historique du producteur

Création : 2 mars 1984
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 2 mars 1988

À partir des années 1960, certaines associations ouvertes aux jeunes, comme Planète sciences (voir notice), développent des « clubs » scientifiques et techniques autour de l'espace et de l'astronomie.

En 1974, les premières expériences réalisées par les jeunes et les animateurs de ces clubs, permettent d'étayer une réflexion qui aboutit à la notion de culture scientifique et technique : en complément à l'activité ludique, les clubs ouvrent les jeunes à une nouvelle culture contemporaine. Cette notion de culture scientifique et technique engendre de nouvelles actions.

En effet, les associations d'éducation populaire interviennent pour une part importante à ce niveau. Il s'agit pour elles de permettre à tous l'accès à la culture scientifique et technique pour maîtriser le monde en mutation qui nous entoure et ne pas se laisser dominer par les technologies.

En 1980, à l'annonce de l'Année internationale de la jeunesse, 18 des plus grandes associations françaises d'éducation et de loisir pour les jeunes se regroupent à l'initiative de de Planète Sciences, sous le sigle de CIRAST : Comité interassociatif pour la réalisation des assises scientifiques et techniques. Les assises ont lieu cinq ans plus tard à Toulouse.

Rassemblant 800 jeunes de 35 pays différents pendant 8 jours en septembre 1985, ce rendez-vous est un énorme succès. En plus de Planète Sciences, participent à l'organisation du premier rendez-vous mondial des sciences et de la jeunesse, de nombreux mouvements d'éducation populaire comme par exemple :

- Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) ;
- Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF, voir notice) ;
- Fédération nationale Léo-Lagrange (FNLL, voir notice) ;
- Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice) ;
- Fédération nationale des Francas (voir notice) ;
- Fédération des œuvres éducatives et de vacances de l'Education nationale (FOEVEN, voir notice) ;
- Guides de France (GDF, voir notice) ;
- Institut coopératif de l'école moderne (ICEM, voir notice) ;
- Ligue française de l'enseignement (voir notice) ;

- Scouts de France (SDF, voir notice) ;
- Société d'astronomie populaire (SAP) ;
- Union française des centres de vacances (UFCV) ;
- Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (UNIREG, voir notice) ;
- Union nationale des centres permanents d'initiation à l'environnement (UNCPIE, voir notice).

Fort du succès des assises, le CIRAST, transformé en Collectif inter associatif pour la réalisation d'activités scientifiques et techniques internationales (CIRASTI), se donne un double but :

- promouvoir le développement des expositions en France ;
- préparer la participation française aux expositions internationales et contribuer à la création de l'organisation internationale prévue à Toulouse : le MILSET.

Des collectifs régionaux coordonnés par le CIRASTI se mettent progressivement en place, dont une des principales actions est de réaliser des expositions régionales et départementales. L'exposcience est ainsi reconnue comme un moyen privilégié de développement de la pratique de l'activité scientifique et technique chez les jeunes.

Les expositions connaissent en France un réel développement. Elles sont largement ouvertes aux jeunes des clubs, des Projets d'action éducative (PAE), ou d'autres formes de loisirs scientifiques et techniques. Le rôle du CIRASTI est de coordonner les actions régionales et nationales et les mettre en cohérence dans un programme d'action.

Historique de la conservation

Les archives à vocation historique, conservées au siège de l'association, ont été récolées sur place en novembre 2002. Elles ont été déposées l'année suivante aux Archives départementales du Val-de-Marne, dans le cadre du PAJEP.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme les archives des premières années du CIRASTI, depuis 1985 jusqu'en 1998 mais aussi des dossiers antérieurs au CIRASTI qui permettent de mieux comprendre sa naissance. Il s'agit, d'une part, de dossiers datés des années 1970 et produits par Jean-Claude Guiraudon, un des fondateurs du CIRASTI, et, d'autre part, de quelques papiers produits entre 1983 et 1985 par l'association PACTES.

Les archives du CIRASTI regroupent donc les documents rendant compte des relations existant avec les collectifs régionaux et avec les associations membres. Nous disposons d'une collection complète des comptes rendus des assemblées générales et du bureau du conseil d'administration, et la quasi-totalité des journaux internes à l'association *La Lettre du CIRASTI*.

On peut également identifier un ensemble cohérent qui rassemble les documents produits par le CIRASTI en tant qu'adhérent au Mouvement international pour le loisir scientifique et technique (MILSET), association parallèle au CIRASTI au niveau international et reliée à elle par la personne de Jean-Claude Guiraudon.

En ce qui concerne les activités, la plus importante reste la coordination des expositions et de nombreux documents retracent leur organisation matérielle et pédagogique, du programme des activités à la liste des participants.

Le CIRASTI œuvre aussi pour la formation d'animateurs (pour les expositions notamment) et les colloques qu'il organise sont nécessaires à la réflexion sur l'évolution de l'association.

Quant aux relations extérieures, elles restent essentiellement au niveau de l'État par l'importance des subventions publiques et la pratique du conventionnement.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Promotion des Activités Culturelles Techniques Et Scientifiques - Collectif inter associatif pour la réalisation des activités scientifiques et techniques internationales, 20140174 (ex 526J)
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 491 articles, 8,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1972-2002.

Pupilles de l'école publique (PEP), association départementale de Saône-et-Loire

Adresse : 19 place des Tulipiers, 71000 Macon
Téléphone : 03 85 39 28 45
Courriel : lespep71@lespep.org
Site internet : http://www.pep71.org

Historique du producteur

Création : 17 mars 1916

L'association est affiliée à la Fédération générale des associations départementales des PEP (FGPEP, voir notice). Elle a été déclarée à la préfecture le 17 mars 1916. Aujourd'hui, l'association des PEP 71 développe ses actions autour de deux axes : le domaine social et médico-social, œuvrant pour l'intégration des personnes en situation de handicap ; et le domaine éducation et loisirs, contribuant à favoriser l'égalité des chances et l'accès de tous au savoir, à la culture et aux loisirs.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2005 aux Archives départementales de la Saône-et-Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est composé de registres de comptes rendus de réunions, d'un journal des recettes et des dépenses, ainsi que de correspondance. En revanche, on ne trouve pas de dossiers relatifs aux activités-mêmes de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Saône-et-Loire

 Association départementale des Pupilles de l'école publique de Saône-et-Loire, 70J
Don en 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 6 articles, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1917-1987.

Rencontres de jeunes (RDJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 27 août 1956
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 19 juin 1967

RDJ était une association créée en 1956 par les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice), qui en contrôlaient le fonctionnement et les activités, notamment par la présence d'un grand nombre de ses militants dans le conseil d'administration.

RDJ était une association internationale de loisirs culturels pour les jeunes qui organisait aux périodes de vacances scolaires des séjours de vacances, des camps, des rencontres et des centres internationaux de jeunes, comme par exemple au Festival d'Avignon. Tout au long de l'année, des week-ends et des randonnées étaient également prévus.

RDJ a été dissoute en juillet 1996. Ses responsables d'alors étaient deux militants des CEMÉA : Alain Grimont, président et Vincent Chavaroche, secrétaire général.

Historique de la conservation et présentation des sources

Les archives de l'association ne semblent pas avoir été conservées au moment de sa dissolution. Néanmoins, des dossiers très intéressants figurent dans le fonds national des CEMÉA déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Il s'agit de dossiers liés au suivi du fonctionnement de RDJ, qui renferment principalement des comptes rendus d'instance, de la correspondance et des plaquettes de présentation de l'association.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

• Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 512J
Don en 2011. Archives privées. Communication soumise à autorisation du déposant.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant RDJ* : 4 articles (512J 334-336), 0,4 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1957-1996.

Réseau des écoles de citoyens (RÉCIT)

Adresse : 108 rue de Saint-Maur 75011 PARIS

Anciens noms du producteur

Réseau d'écoles de citoyens, 2002-2004

Historique du producteur

Création : 2002
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 27 novembre 2006

Créée en 2002, suite au Forum social mondial de Porto Alegre, auquel avaient participé notamment Didier Minot et Denise Mail, deux des membres fondateurs, l'association Réseau des écoles de citoyens (RÉCIT) a pour but de regrouper les expériences porteuses d'émancipation, de responsabilité et de relation aux autres dans le monde.

Sont considérées comme écoles de citoyens toutes les instances, que ce soit ou non leur objet principal, qui permettent à chacun d'être à la fois acteur de sa propre vie personnelle et citoyen d'un monde solidaire.

Les actions de l'association consistent en des échanges d'expérience et de réflexions, des rendez-vous d'éducation citoyenne, des universités d'été, des groupes de travail thématiques et des publications.

Historique de la conservation

Le fonds de l'association a été collecté les locaux de l'association, rue Saint-Maur, à Paris, par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) avant d'être transféré aux Archives nationales dans le cadre du PAJEP en 2017.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme les documents statutaires, les dossiers d'instances, de financement, de relations avec le réseau et des partenaires extérieurs, les dossiers d'activités telles que colloques, rencontres, études, forums ou universités d'été ainsi que des fascicules publiés par l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Archives de l'association RÉCit, 20180724
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 7 articles, 2,17 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 2001-2014.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, 20140132 (ex 510J)
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ANACEJ (voir notice).
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 69 articles, 7,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1991-2000.

Résidence sociale Levallois-Perret

Adresse : 3 avenue de l'Europe, 92 300 Levallois-Perret
Téléphone : 01 41 05 99 32
Courriel : la.residence.sociale@wanadoo.fr
Site internet : http://www. Laresidencesociale.org

Historique du producteur

Reconnaissance d'utilité publique : 15 juin 1922

Fondée au début du 20e siècle, la Résidence sociale Levallois-Perret est une œuvre sociale mixant le sanitaire, l'éducatif et le culturel.

Elle prend ses racines dans les maisons sociales qui se constituent à partir de 1897, avec la création de l'Œuvre sociale de Popincourt (Paris) par Mercédès Le Fer de la Motte. Les premières maisons sociales s'implantent dans les quartiers populaires de Paris et de sa banlieue. À l'égal des settlements anglais et nord-américains, dont le premier a été créé en 1884 en banlieue de Londres, elles associent mutualités, éducation populaire et assistance. Elles pratiquent une coopération entre les classes sociales, comme moyen de transformation sociale.

La Résidence sociale a été créée par Marie-Jeanne Bassot et Mathilde Girault qui ont menées leurs premières actions à Levallois-Perret, dès 1910. Mais c'est surtout après la première guerre mondiale qu'est officiellement fondée la Résidence sociale. Grâce à des mécènes français et à des dons américains, Marie-Jeanne Bassot peut acquérir une propriété d'un hectare à Levallois-Perret, comprenant notamment un parc et un hôtel particulier.

Dans cet espace, la résidence sociale développe des activités très différentes pour la population de cette ville alors très ouvrière. Tous les âges sont concernés, tous les domaines sont quasiment couverts. Cette diversité apparaît déjà, lors de l'assemblée générale de novembre 1921, lorsque Marie-Jeanne Bassot présente le rapport d'activité en le divisant en trois champs : l'éducation physique, l'éducation intellectuelle et artistique, l'éducation sociale. Ainsi figurent les jeux collectifs, sports collectifs (basket, foot, etc.), cours de gymnastique, garderies postscolaires pour les enfants, cours techniques dits professionnels (électricité, mécanique, dessin industriel, anglais, sténographie, etc.), chorale, danse, théâtre, bibliothèque, cercles d'études, conférence, kermesse, dispensaire, centre de lutte antituberculeux, etc.

La Résidence sociale connaît rapidement un grand développement grâce à la forte personnalité de Marie-Jeanne Bassot. Elle joue un rôle essentiel dans la création en 1922 de la Fédération des centres sociaux de France, qui regroupe alors une vingtaine d'établissements (voir notice). En 1926, elle est la cheville ouvrière du deuxième congrès international des settlements qui se déroule à Paris, avec une séance à la résidence sociale.

La Résidence sociale prend le relais en 1929 de l'école d'action sociale « Pro Gallia » fondée en 1919 pour former des permanentes de centres sociaux et des assistantes sociales. Dès les années 1920, elle ouvre un préventorium appelé La Ruchette à Viroflay dans les Yvelines. À Saint-Denis, elle crée en 1928 un centre social, rue Emile Connoy et un dispensaire médico-social à partir de 1934 à la Mutualité. Puis, dans la même ville, elle fonde une école ménagère et technique et un lycée d'enseignement professionnel. Aujourd'hui elle dispose à Saint-Denis de deux centres d'aide par le travail et d'un externat médico-professionnel. Toujours en Seine-Saint-Denis, la Résidence sociale Levallois-Perret créée en 1932 un centre social à Saint-Ouen qui fonctionne jusqu'en 1956.

Dès les années 1930, la Résidence sociale Levallois-Perret se développe hors de la région parisienne. Des colonies de vacances sont organisées à Ker Izel en Bretagne, à proximité du manoir du Ris où s'est retirée Madame Le Fer de la Motte, puis au chalet La Balme de Thuy, en Haute Savoie à partir de 1938. En 1941, La Résidence sociale s'implante dans le Maine-et-Loire avec l'acquisition du château de Briançon à Bauné. Elle y organise

successivement des colonies de vacances, développe une école de plein air, une pouponnière, etc. Aujourd'hui elle gère à Briançon un logement foyer de personnes âgées, un centre médical pour jeunes enfants et un institut médico-éducatif tandis qu'elle dispose d'une section d'éducation spéciale et de soins à domicile à Saumur. À partir des années 1990, elle s'implante à Sisteron dans les Alpes-de-Haute-Provence, où elle crée un atelier protégé, dont l'objectif est de professionnaliser les personnes handicapées en vue de leur intégration dans des entreprises classiques.

Les actions de la Résidence sociale ont donc beaucoup évolué en fonction des époques et de l'évolution socio-économique des quartiers où elle s'est installée. Par exemple, à Levallois-Perret, elle n'a plus de centre social mais elle a mis en place l'un des premiers externat médico-pédagogique.

Historique de la conservation

En 1997-1998 à l'occasion de grands travaux réalisés au siège social de la Résidence sociale à Levallois-Perret, l'association a transféré les archives de la direction générale dans un grand hall qu'elle possédait à Saint-Denis, rue Desnos. A la même époque, elle a déposé une partie de ses archives les plus anciennes (5 mètres linéaires) aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, où un bordereau de récolement détaillé a alors été réalisé.

En juin 2001, le PAJEP a transféré au siège de la Résidence sociale les archives à vocation historique conservées à Saint-Denis, rue Desnos. Il s'agissait non seulement des documents de la direction générale mais aussi des archives d'établissements de la Résidence à Saint-Denis : le centre social, l'école technique ménagère et le lycée d'enseignement professionnel privé. Après un tri et la réalisation d'un bordereau de récolement, les archives représentaient un volume de 20 mètres linéaires environ.

En 2008, le PAJEP a réorienté le fonds de la Résidence sociale Levallois-Perret des Archives départementales du Val-de-Marne vers les Archives départementales des Hauts-de-Seine. De la même manière, les archives à vocation historique conservées au siège social de l'association ont été transférées alors aux Archives départementales des Hauts-de-Seine.

Présentation des sources

Le fonds conservé par les Archives départementales des Hauts-de-Seine renferment quelques papiers des premières maisons sociales (depuis 1898) et de Marie-Jeanne Bassot ainsi que les archives de la direction générale de la Résidence sociale depuis les années 1910 et les dossiers des établissements de l'association à Saint-Denis : le centre social, l'école technique ménagère et le lycée d'enseignement professionnel privé.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Hauts-de-Seine

 Association Résidence sociale Levallois-Perret, 80J
Dépôt en 2008. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 230 articles, 25 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1898-2000.

Scoutisme, patrimoine et collections (SPC)

Téléphone : 06 85 46 71 17
Sites internet : http://www.scoutisme-patrimoine-collections.fr
http://www.honneur-au-scoutisme.com

Anciens noms du producteur

Scoutisme et collections, 1986-2010

Historique du producteur

Création : 1986

Scoutisme, patrimoine et collections est une association créée en 1986 réunissant des collectionneurs d'objets et de documents issus des mouvements scouts ou se rapportant au thème du scoutisme.

Le projet remonte à octobre 1978, à la suite d'une exposition conçue par un groupe de collectionneurs liés au Réseau Baden-Powell, autre association de sauvegarde de l'histoire et de la mémoire du scoutisme français fondée en 1980. En 1985, le comité directeur du Réseau Baden-Powell autorise la création en son sein d'une section autonome de collectionneurs. Cette section devient une association en 1986, élit son premier président, Lucien Desmaretz, venu des Éclaireurs neutres de France, et publie son premier bulletin au mois de mars.

L'association s'intéresse à tous les supports de collection : timbres cartes postales, livres, revues, vignettes, insignes, foulards, etc. Elle édite des répertoires (publications recensant et décrivant les éditions, publications et objets scouts) et une revue trimestrielle. Avec 200 adhérents, elle contribue autant à la préservation de la mémoire scoute qu'à dynamiser et développer les recherches sur l'histoire du scoutisme.

En 2012, l'association crée son site internet et en 2014 et absorbe le musée virtuel « Honneur au scoutisme », créée par Lucien Desmaretz après la dissolution de l'association du même nom.

Historique de la conservation

Les archives de Scoutisme, patrimoine et collections ont fait l'objet d'un don aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2019 et ont été classées la même année.

Présentation des sources

Malgré des manques importants, on retrouve la collection quasi-complète de la revue et des répertoires de l'association. Parmi les collections accumulées par l'association, figurent des ouvrages, des cahiers d'anciens scouts, des revues, des brochures et des calendriers. À noter qu'un certain nombre de documents collectionnés par l'association n'a pas été collecté : il s'agit de revues étrangères de scoutisme (belge, suisse, allemande, espagnole, italienne, australienne, libanaise, indienne, mexicaine, américaine, etc.), de revues généralistes traitant du scoutisme (*L'Illustration*, *Minute*, *Pèlerin magazine*, *La Vie*, etc.), des revues de L'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS) et d'archives de la Fédération du Scoutisme Européen – Province d'Alsace (FSE – Alsace). Les doubles ont été éliminés et certains documents ont été placés dans d'autres fonds : c'est le cas des numéros de la revue *Trait d'union*, replacés dans leur collection originale conservée dans le fonds des Éclaireuses et Éclaireurs de France (voir notice).

Le fonds est incontournable pour tout amateur et passionné de scoutisme : les répertoires de l'association fournissent un grand nombre de renseignements sur les différentes mouvances et leurs rituels. À noter quelques pièces remarquables comme des cahiers d'anciens scouts rédigés dans les années 1930 et 1940 ou les journaux du Jamboree mondial de la Paix à Moisson en 1947.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Scoutisme, patrimoine et collections, 606J
Don en 2019. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 1,95 ml (30 articles).
Dates extrêmes : 1926-2019.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2007. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle : 1506 articles, 138,50 mètres linéaires. Dates extrêmes : 1911-1995.

 Scouts et guides de France, 549J
Dépôt en 2008. Archives privées. Communication libre pour les périodiques et soumise à autorisation du producteur pour les documents audiovisuels.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 296 articles pour les périodiques, 2,50 mètres linéaires. Dates extrêmes : 1923-2008.

 Almeras Irène, 558 J
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 8 articles, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1934-2006.

 Gauneau Jacques, 585J
Don en 2012. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement succinct. Importance matérielle : 5 articles : 1,5 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1930-1965.

 Lemit William, 587J
Don en 2013. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 94 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1877-2002.

 Sven Sainderichin, 602J

Don en 2017. Communication et reproduction libre sauf documents touchant à la vie privée et sous réserve de mention du nom de l'auteur.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 23 articles, 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1935-2003.

 Loisirs éducatifs de jeunes sourds, 604J
Dépôt en 2018. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1,05 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1953-2017.

Scouts de France (SDF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 23 février 1920
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 30 mars 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 13 août 1943

Fondés en juillet 1920, les Scouts de France étaient un mouvement de scoutisme catholique, qui était membre de la fédération du Scoutisme français (voir notice). Exclusivement masculins à l'origine, les Scouts de France se sont ouverts aux filles en 1982, à la suite de l'échec de leur fusion avec les Guides de France (voir notice). En 2004, ils ont fusionné avec les Guides de France pour créer les Scouts et guides de France.

Les Scouts de France ont été créés, notamment par Jacques Sevin, prêtre de la Compagnie de Jésus, et le chanoine Antoine-Louis Cornette. Ils sont très rapidement devenus la principale association de scoutisme en France, à la fois grâce à leur dynamisme et grâce au soutien de l'église catholique, encore que celui-ci ait pu varier selon les lieux et les époques.

Alors qu'ils ne sont que 200 en 1920, les Scouts de France sont 72 000 en 1939. L'association est interdite en zone Nord par les Allemands de 1940 à 1944, vivant dans une semi-clandestinité. Elle est au contraire autorisée et encouragée par le gouvernement de Vichy en zone sud où elle connaît un développement important.

Ses effectifs atteignent un maximum de 125 000 membres en 1962 pour ensuite décroître jusqu'en 1981 (54 000 membres). Ils repartent à la hausse à la fin de la décennie 1980 avant de subir un nouvel effritement à partir de 1995.

L'association propose de multiples activités aux garçons de 8 à 21 ans d'abord tournée vers la nature. Elle a rapidement élargi son action à de multiples domaines : activité artistique, handicapés physiques puis mentaux, jeunes de milieux défavorisés, etc. Elle a joué un rôle important dans la maturation intellectuelle des catholiques ayant abouti au Concile de Vatican II (1962-1965) et dans la mise en place de la politique jeunesse de la V^{ème} République. Les Scouts de France ont également été actifs dans les colonies françaises.

Historique de la conservation

Le centre national des Scouts de France a connu de nombreux déménagements qui ont certainement contribué à l'éparpillement voire à la destruction de nombreuses archives SDF.

Le fonds SDF a été récolé en 2005 dans les anciens locaux SGDF du 19^{e} arrondissement de Paris, avant le transfert au 65 rue de la Glacière en mars 2006.

En 2008, les Scouts et Guides de France ont remis les originaux et une copie des documents audiovisuels ainsi qu'une collection des revues des Guides de France aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

En 2019, à l'occasion de leur déménagement à Arcueil, les Scouts et Guides de France ont confié au Centre national des archives de l'Église de France (CNAEF) environ 450 ml d'archives historiques issues des Scouts de France.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Il existe peu d'archives d'avant-guerre. Marce-Denis Forestier notait « En juillet-août 1940, notre situation était précaire. Toutes nos archives avaient été dispersées ou détruites ». Jean Peyrade signale de son côté que le fichier contenant les noms de 2000 scouts de France appelés à une vocation religieuse entre 1920 et 1939 a été détruit. Les déménagements successifs n'ont pas arrangé les choses et les responsables ont souvent quitté leurs fonctions en emportant leurs papiers.

Le récolement réalisé en 2005 recensait environ 500 mètres linéaires d'archives courantes, intermédiaires et historiques.

Les dossiers d'instances (statuts, assemblée générale et bureau) sont relativement complets à partir des années 1960, renfermant notamment des comptes rendus tout comme les archives des journées nationales, équipes nationales, de l'animation du réseau avec notamment des dossiers de correspondance avec les régions.

À signaler les fiches d'inscription aux stages de formation à Chamarande (Essonne) depuis 1942. On trouve également des archives liées aux activités propres des SDF sur les rassemblements nationaux, sur les branches, sur les services. À noter aussi la collection complète des différentes revues reliées depuis l'origine, brochures, affiches et livres édités par l'association, de nombreuses publications et travaux de recherche engagés sur l'association, la richesse du fonds photographique et de nombreux films liés au scoutisme.

Les archives comprennent enfin le fonds de l'association des amis du père Doncoeur et le fonds des Presses Ile-de-France.

Localisation du fonds du producteur

Centre national des archives de l'Église de France

 Scouts de France, SDF
Archives privées. Communication soumise au règlement du CNAEF.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 450 mètres linéaires (4488 articles). *Dates extrêmes :* 1920-2018.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Scouts et guides de France, 549J
Dépôt en 2008. Archives privées. Communication libre pour les périodiques et soumise à autorisation du producteur pour les documents audiovisuels.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 296 articles pour les périodiques, 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1923-2008.

Scouts de France, groupe de Dax

Site internet : http://www.wix.com/sgdfdax/accueil#!

Historique du producteur

Création : 1936

Le groupe de Dax des Scouts de France (SDF, voir notice) a été créé en 1936. En 2004, les SDF

ont fusionné avec les Guides de France (GDF, voir notice) pour créer les Scouts et guides de France (SGDF). Le groupe SDF de Dax est alors devenu le groupe SGDF de Dax.

Historique de la conservation

Le fonds est déposé aux Archives départementales des Landes par Guy-Noël Jacquet, ancien président de l'association, à l'occasion du 50ème anniversaire de l'association, en 1986.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents et d'objets sur le scoutisme : livres, périodiques généraux, dossiers constitués pour l'exposition sur le scoutisme dans les Landes, agendas, calendriers, écussons, étendards, photographies, disques, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Landes

 Scouts de France de Dax, 39J
Dépôt en 1986. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 39 articles, 1,65 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1934-1986.

Scouts de France, groupe de Strasbourg

Historique du producteur

Le groupe de Strasbourg était membre des Scouts de France (SDF, voir notice). En 2004, les SDF ont fusionné avec les Guides de France (GDF, voir notice) pour créer les Scouts et guides de France (SGDF). Le groupe SDF de Strasbourg est alors devenu le groupe SGDF de Strasbourg.

Historique de la conservation

Les archives ont été données les 19 août 1997, 20 novembre 1997 et 15 décembre 1998 aux Archives de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de trois types de dossiers :

- Documents concernant les Scouts de France et les Guides de France au niveau national : brochures, manuels, recueils de chants scouts, guides de jeux scouts, manuels religieux, romans, publications Signes de piste, programme du Jamboree de Moisson (1947), collections des revues *Le Chef* (1954-1961, lac.), *La Route* (1953-1958, lac.), *Le Scout de France et Scout* (1925-1952, lac.).
- Documents concernant les Guides de France du Bas-Rhin : bulletins, annuaires (1946-1998).
- Documents concernant les Scouts de France de la région Alsace : annuaires, carnets de camps, listes de camps, revues de presse, programmes, notices historiques, listes des effectifs (1921-1997).

Localisation du fonds du producteur

Archives de la Communauté urbaine de Strasbourg

 Scouts de France, groupe de Strasbourg, 19Z
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 24 articles, 3,30 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1921-1998.

Scouts de France, groupe de Vesoul

Historique du producteur

Le groupe de Vesoul était affilié aux Scouts de France (SDF, voir notice). En 2004, les SDF ont fusionné avec les Guides de France (GDF) pour créer les Scouts et guides de France (SGDF). Le groupe SDF de Vesoul est alors devenu le groupe SGDF de Vesoul, dont les responsables étaient en 2011 : Fabienne et Romain Tavernier, 15 rue Ferdinand Buisson, 70000 Navenne.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé le 5 avril 1978 aux Archives départementales de la Haute-Saône par Roger Cousin qui fut l'un des dirigeants de l'association.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs aux activités du groupe (circulaires et notes internes à l'association, correspondance avec les autorités administratives ou des particuliers), au matériel et effectifs des troupes (statistiques et inventaires), aux sorties et camps d'été et aux fêtes scouts à Vesoul. On y trouve également des fanions.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Haute-Saône

 Scouts de France, district de Vesoul, 27J
Dépôt en 1978. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 13 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1936-1975.

Scouts de France, Pau et Béarn

Site internet : https://fr.scoutwiki.org/Territoire_SGdF_Pays_de_l%27Adour

Anciens noms du producteur

Province Gascogne
Province Navarre
Région Aquitaine

Historique du producteur

Création : [1937]

Historique de la conservation

Ce fonds est l'objet d'un don de la part d'Henri de Lavenère aux archives communautaires de Pau Béarn Pyrénées le 22 février 2021. Henri de Lavenère s'est engagé chez les Scouts de France dès son plus jeune âge. A 14 ans, il devient chef de patrouille des Élans dans la 6ème troupe de Pau puis il devient commissaire départemental du Béarn. Il poursuit ses missions d'animation et de formation jusqu'en 2004. Il devient ensuite membre associé aux territoires Aquitaine Sud des Scouts et Guides de France et termine ses fonctions en 2010.

Présentation des sources

Niveau de description : Fonds

Le fonds se compose de trois parties. La première est constituée de 47 classeurs et comprend majoritairement des courriers internes, des notes de service et des pièces de comptabilité ainsi que de trois classeurs regroupant l'effectif des adhérents (personnel encadrant et participants). Cette partie du fonds concerne l'ensemble du mouvement scout en Béarn ; l'organisation de chaque groupe et unité (dont les Louveteaux, les Éclaireurs, les Rangers, les Pionniers, les Routiers et les équivalents chez les Guides de France : les Jeannettes, les Guides et les Caravelles). Si cette partie du fonds comprend exclusivement les pièces administratives, on y trouve également quelques photographies.
La deuxième partie du fonds comprend 15 albums de photographies. Cet ensemble concerne particulièrement les Éclaireurs et les Pionniers de la section 1ère et 2ème Pau dans les années 1960. Ces albums se complètent de 2000 diapositives environ.
La troisième partie est une collection de 50 calques qui sont autant de plans des diverses constructions proposées aux jeunes lors des formations de Monsieur Ladevèze.

Localisation du fonds du producteur

Archives communautaires de Pau Béarn Pyrénées

 Scouts de France, Pau et Béran, 45Z
Don en 2021. Communication libre.
Instrument de recherche : en cours de rédaction. Importance matérielle inconnue. *Dates extrêmes :* inconnues.

Sources complémentaires

Centre national des archives de l'Église de France

 Scouts de France, SDF
Archives privées. Communication soumise au règlement du CNAEF.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 450 mètres linéaires (4488 articles). *Dates extrêmes :* 1920-2018.

Scouts et Guides de France, région Normandie

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

En 1961, en prévision du doublement des effectifs, les Scouts de France (voir notice) décident de revoir le découpage administratif traditionnel provinces-districts. L'antenne scoute de la région Normandie est créée en 1961, remplaçant les provinces Basse-Normandie et Haute-Normandie. La région recouvrait les départements du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Orne et de la Seine-Maritime.

Un nouvel échelon est créé entre le district et la région : le département, qui correspondait au découpage officiel du territoire français. À sa tête, un Commissaire Départemental qui coordonnait l'animation des districts de son département et s'occupait de la création des nouvelles unités.

Certains départements ont des effectifs très importants (Île-de-France, Nord,...) : à partir du milieu des années 1970, ils sont divisés. Le département de la Seine-Maritime est ainsi divisé en deux : Le Havre et Rouen.

Suite à la fusion des Scouts de France et des Guides de France (voir notice), la notion de région et de département est abandonnée : un seul échelon intermédiaire est conservé entre le national et les groupes locaux.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en 2008 aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds témoigne du fonctionnement territorial des Scouts de France et des Guides de France en Haute-Normandie avant la fusion de 2004. Il est divisé en trois ensembles.

Le premier ensemble concerne l'organisation des Scouts de France dans la Région Normandie. On y trouve des archives administratives, des documents financiers, des archives relatives aux membres et au patrimoine immobilier, des dossiers d'activité qui traitent des formations (STIP, Stage théorique d'initiation pédagogique), des rassemblements, des animations et des camps.

Le deuxième ensemble évoque l'organisation des départements de la région Normandie : Calvados, Eure, Manche, Orne.

Le troisième ensemble concerne l'organisation régionale des Guides de France et renferme des archives relatives au fonctionnement, à l'administration et des dossiers d'activité.

Enfin, des publications (essentiellement nationales) et des documents iconographiques complètent ce fonds.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Maritime

 Scouts et guides de France (territoire de Haute-Normandie), 245 J
Dépôt en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire détaillé. *Importance matérielle :* 23,15 ml. *Dates extrêmes :* 1929-2004.

Secours populaire français

Adresse : 9/11 rue Froissart, 75140 Paris Cedex 03
Téléphone : 01 44 78 21 00

Courriel : info@secourspopulaire.fr
Site internet : http://www.secourspopulaire.fr/

Historique du producteur

Agrément Jeunesse et éducation populaire : 10 janvier 1983
Reconnaissance d'utilité publique : 12 mars 1985

Fondé en 1922 par le 4e congrès de l'Internationale communiste, le Secours rouge international se propose de « défendre les victimes de l'injustice et de la misère, où qu'elles se trouvent dans le monde ». Des sections nationales sont créées, dont la section française en 1923. En 1936, à la faveur du Front Populaire, la section française prend le nom de Secours populaire de France et des colonies. Son organe officiel est le journal *La Défense*. Pourchassée par les nazis durant l'Occupation, son activité de solidarité se poursuit néanmoins pendant la Résistance et cinquante-trois numéros clandestins de *La Défense* sont imprimés.

Après la Libération, en août 1944, le Secours populaire de France est reconstitué par le Parti communiste. En novembre 1945, il fusionne avec l'Association nationale des victimes du nazisme et prend le nom de Secours populaire français, c'est la fondation officielle. Le Secours populaire français se définit d'abord comme un rassemblement de personnes de bonne volonté, issues de tous horizons sociaux, politiques ou religieux. Les membres du Secours développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales. Sur le plan national, le secours populaire français est donc une union de quatre-vingt-dix-huit fédérations, forte du soutien de plus d'un million de donateurs sensibilisés par le bimestriel *Convergence bénévoles*, organe officiel de l'association. L'autre publication *Solidarité plus forte*, bimestrielle, est plus particulièrement destinée aux animateurs de l'association.

Historique de la conservation

Les archives du Secours populaire français ont été transférées aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix en 1998, avec un contrat de dépôt, et en 2001, avec un contrat de don de Michel Citerne.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds déposé en 1998 rassemble des documents concernant la fondation, l'évolution et l'administration de l'association (congrès, commission financière, secrétariat, relations avec les autres niveaux de l'association). On y trouve aussi des documents se rapportant à l'objet même du Secours populaire (aide aux personnes les plus défavorisées en France et à l'étranger).

Les archives données en 2001 comprennent principalement 26 photographies concernant la campagne menée par la section française du Secours rouge international en faveur de la libération de Paul Roussenq et contre les bagnes et les conseils de guerre.

Début 2015, le SPF a procédé à la numérisation de toutes les affiches conservées dans les deux lieux de conservation (ANMT et association nationale), ce qui représente plus de 800 originaux pour une période de 1930 à 2014. Les documents numériques sont consultables au centre de documentation du SPF. Par ailleurs, le centre de documentation du SPF conservent des archives qui comprennent les documents des instances, les missions, les publications (journal, magasine depuis 1929), ouvrages et brochures, documents de communication, affiches (plus de 800 pièces), documents audiovisuels, photographies (plusieurs milliers de documents) et objets qui se rapportent à l'histoire de l'association, à ses actions.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Secours populaire français, 1998 020
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 430 articles, 170 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1933-1997.
 Secours populaire français, 2001 021
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 26 articles, 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1932-1933.

Le centre de documentation du secours populaire français

 Secours populaire français
Accueille tous les publics sur rendez-vous. 9/11, rue Froissart 75003 Paris. Téléphone : 01.44.78.21.15 – courriel : documentation@secourspopulaire.fr
Instrument de recherche : Catalogue des publications éditées par l'association. *Importance matérielle* : non communiqué. *Dates extrêmes* : 1930-1960.

Secours populaire français, fédération départementale de Côte d'Or

Adresse : ZAE Cap Nord, 15 rue de la Brot, 21000 Dijon
Téléphone : 03 80 30 20 70
Courriel : contact@spf21.org
Site internet : http://www.spf21.org/

Historique du producteur

La fédération départementale de Côte-d'Or est affiliée au Secours populaire français (voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de Côte-d'Or le 24 juin 2011.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de bulletins d'informations de l'association, de comptes rendus d'assemblées générales et de dossiers des actions en faveur des jeunes et des déshérités.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Côte-d'Or

 Secours populaire, fédération départementale de Côte-d'Or, 118J
Dépôt en 2011. Archives privées. Libre communicabilité, sauf 118 J 29-38 et 43-44 (dossiers personnels) : 50 ans.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 68 articles, 9,30 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1963-2010.

Section nantaise de l'association l'Art pour tous

Anciens noms du producteur

L'art pour tous
Société philharmonique de Nantes

Historique de la conservation

Le fonds d'archives de la Section nantaise de l'association l'Art pour tous est conservé aux Archives départementales de la Loire-Atlantique.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association : statuts, procès-verbaux du conseil d'administration, comptabilité, programmes d'activités, périodique *Cahier nantais de l'art pour tous* (n°1 à 104), affiches.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Loire-Atlantique

 Section nantaise de l'association l'Art pour tous, 90J
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 13 articles, 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1953-1962.

Service interrégional de la paie (SIRP) des fédérations régionales des maisons des jeunes et de la culture et de la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Centre interrégional de la paie, 1970-1990

Historique du producteur

En 1970, la FFMJC met en place un organe administratif chargé de gérer les salaires des directeurs de MJC et des salariés de la FFMJC. À l'origine, l'ensemble des bâtiments appartient à l'État et la FFMJC en assure la gestion conformément à une convention signée avec le secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports en 1966. Puis, le CISP cesse d'être géré par la Fédération : sa gestion est confiée à une association loi 1901 dirigée par un conseil d'administration comprenant 6 représentants de l'État et 6 représentants des associations de jeunesse et d'éducation populaire (dont 3 de la FFMJC).

En 1990, il se transforme en SIRP (Service interrégional de la paie) et assure le recrutement du personnel, leur formation initiale et permanente et leurs mutations sous le contrôle direct de la FFMJC.

Historique de la conservation

Les archives du SIRP étaient conservées 15-17 passage Verdeau, à Paris (9e arrondissement). Elles ont été collectées dans le cadre du PAJEP en 2018 en même temps que les archives du comité d'entreprise de la FFMJC (voir notice).

Présentation des sources

Niveau de description : sous-fonds

On y trouve des bilans financiers produits par le SIRP ainsi que les archives d'instances : assemblées générales, conseils d'administration et bureau.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Comité d'entreprise de la FFMJC, 605J
Dépôt en 2018. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 0,5 mètres linéaires (605J 60-63). *Dates extrêmes* : 1970-1989.

Service technique pour les activités de jeunesse (STAJ)

Adresse : 6 rue Arnold Géraux, 93450 L'Ile-Saint-Denis
Téléphone : 01 42 43 47 07
Courriel : siege-reseau@staj.asso.fr
Site internet : www.staj.asso.fr

Historique du producteur

Création : [22 novembre 1969], 23 décembre 1969
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 22 juin 1970

Lors de l'assemblée générale extraordinaire de novembre 1969, l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse et du tourisme populaire (OCCAJ, voir notice) décide de donner une autonomie juridique à son secteur d'activités de jeunesse comprenant la gestion de clubs de jeunes, la réalisation de vacances de groupes de jeunes et la formation d'animateurs d'activités de jeunesse. Ce secteur devient alors une association loi 1901 sous le nom de Service technique pour les activités de jeunesse (STAJ).

Très lié à l'OCCAJ à ses origines, le STAJ regroupe alors des associations rassemblant ou concernant des jeunes, qui se situent dans le mouvement social-chrétien comme le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC, voir notice), la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice), Culture et liberté (CEL, voir notice), etc. Il propose « un ensemble de services techniques destinés à faciliter et à promouvoir toutes les activités » de ses adhérents (statuts du 22 novembre 1969, article 2).

Ses deux principales activités sont l'organisation de camps et des clubs de jeunes ainsi que le développement d'un secteur information qui édite un bulletin de liaison créé en 1971, qui devient en 1972 *Service - Annonces - Jeunesse (SAJ)*. Celui-ci disparaît en 1977 et est remplacé par un bulletin à vocation interne *Pour l'animation* qui cesse de paraître au bout de trois ans.

Assez rapidement, les associations fondatrices se désimpliquent du STAJ et n'utilisent plus ses services. On assiste donc dès le milieu des années 1970 à une baisse des activités de ces deux secteurs alors que parallèlement la formation d'animateurs prend de plus en plus d'importance.

À partir du milieu des années 1980, si les actions de formation se maintiennent, comme le Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centre de vacances et de loisirs (BAFA) et le Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur d'accueils collectifs de mineurs (BAFD), le STAJ s'ouvre à d'autres secteurs notamment en direction de l'insertion dans les quartiers, du public handicapé, des jeunes issus de l'immigration. Il renforce alors ses relations avec les centres sociaux (voir notice), l'Association pour les équipements sociaux des nouveaux ensembles immobiliers (APES, voir notice) et de la LPS (formation des jeunes issus de l'immigration).

Depuis 1992, le STAJ est un réseau de huit associations locales ou régionales qui mènent des actions de proximité en s'appuyant sur une réelle analyse de la demande sociale des jeunes : formation de formateurs, formation BAFA/BAFD et Brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire et de la jeunesse (BEATEP), accompagnement scolaire, formation professionnelle en coopération avec les municipalités, ingénierie sociale, chantiers de jeunes, réseau de projets interculturels, réseau Point Rencontre Jeunes (PRJ), soutien à la vie associative, études et recherches, séjours et camps de vacances, etc.

Historique de la conservation

Lors du déménagement du siège social de l'association au milieu des années 2000, le STAJ a classé et transféré la majeure partie des archives antérieures à 2003 au siège social de l'association STAJ Nord-Artois. Quelques dossiers ayant une valeur historique sont également conservés chez l'ancien délégué général Tom Roberts. Il s'agit principalement des bilans, des comptes de résultats, des documents concernant les secteurs Interculturel (1999-2005) et Points rencontres jeunes (PRJ, 1999-2005).

L'association réfléchit actuellement à un dépôt de ses archives aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Une fois triés, les dossiers ayant une valeur historique et antérieurs à 2001 peuvent être évalués à un linéaire compris entre 15 et 25 mètres linéaires.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'association nationale possède une collection complète de ses instances (assemblées générales, bureaux, conseils d'administration, réunions intersites) depuis sa création. Le STAJ semble conserver par ailleurs des dossiers relativement riches sur le suivi et l'animation des associations régionales qu'il appelle « *sites* » : ouverture et fermeture du site, comptes- rendus d'instances et de réunions, documents d'information produits par le site, procès-verbaux des stages organisés en région, correspondance. Par ailleurs, il détient des archives concernant les recherches et les travaux qu'il a pu mener, notamment dans le cadre d'études subventionnées par le Fonds national pour le développement de la vie associative (FNDVA).

Le STAJ conserve aussi quelques numéros des périodiques qu'il a édités dans les années 1970. Dans l'état actuel, il n'est pas possible de déterminer s'il conserve une collection complète. Dans le cas contraire, le STAJ va prendre contact avec ses anciens militants pour retrouver les numéros manquants.

Par ailleurs, il faut signaler l'existence d'enregistrements de témoignages de ses anciens militants qui ont été retranscrits sur papier.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Service technique pour les activités de jeunesse

Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 0,10 mètre linéaire.

Service technique pour les activités de jeunesse Nord-Artois

 Service technique pour les activités de jeunesse
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1969-2001.

Société amicale de musique populaire (SAMP)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Section musicale du Martin pêcheur, 1932-1938

Historique du producteur

Création : 1932

Née en 1932, la Société amicale de musique populaire (SAMP) est fondée par René Ménard. Elle est d'abord connue sous le nom de la Section musicale du Martin pêcheur, avant de devenir la Société amicale de la musique populaire en 1938.

Cette association est d'abord liée à la Société du Martin pêcheur de Bourges (voir notice), mais sa gestion est indépendante. La SAMP a pour but de former des musiciens amateurs appartenant à la Société du Martin pêcheur de Bourges afin d'animer les concours de pêche. Elle évolue grâce aux musiciens pour devenir une association de musique active et reconnue. En 1993, elle accède au sommet du classement des orchestres d'harmonie amateurs : la Division d'Honneur. Ce classement est confirmé en 1998 durant le concours de Lagord.

Ses activités sont diverses : la SAMP participe à des concerts, organise des sorties pour ses membres.

En 1999, l'association fusionne avec l'Harmonie municipale de Bourges pour devenir Harmonie de Bourges.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales du Cher.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement et aux activités de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Cher

 Société amicale de musique populaire, 139J
Archives privées. Communicabilité non renseignée (contacter les Archives départementales du Cher)
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 23 articles. *Dates extrêmes* : non communiquées.

Société d'émulation beaunoise (SEB)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1830
Reconnaissance d'utilité publique : 1889

La Société d'émulation de Beaune (SEB) a été fondée en 1830, dans le but de favoriser le développement de l'école d'enseignement mutuel de garçons, également créée en 1830. Une Société d'émulation de l'école communale des filles a été ensuite fondée en 1879 pour soutenir l'école des filles créée en 1874. Cette société a fusionné avec la Société d'émulation de l'école communale laïque des garçons en 1882.

La Société d'émulation des écoles communales de Beaune a été reconnue établissement d'utilité publique en 1889. Elle a élargi progressivement son champ d'action en développant l'enseignement dans les écoles primaires (achat de matériel scolaire, création de bibliothèques scolaires), et en favorisant la notion d'économie chez les enfants (création de caisse d'épargne scolaire). Elle était membre de la Ligue française de l'enseignement (voir notice).

La SEB offrait chaque année un voyage aux élèves qui avaient obtenu leur certificat d'études primaires. Elle organisait également les fêtes des écoles et les patronages laïques.

Historique de la conservation

Ce fond d'archives a été remis aux Archives municipales de Beaune le 10 février 1994. Ce dépôt des archives de la Société d'émulation beaunoise a été décidé par le président Vernizeau et son équipe, en particulier Yvonne Moingeon.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'intérêt du fonds est remarquable. Il révèle les difficultés de la mise en place de l'enseignement public laïque dans une ville française du 19e siècle. On y trouve les statuts de la société, les règlements, les registres, la correspondance, les répertoires de comptabilité, les comptes rendus de réunion d'assemblées générales et de conseils d'administration, des photos et des coupures de presse concernant la fête des fleurs et la fête des patronages.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Beaune

 Société d'émulation beaunoise, 3 Z
Don en 1994. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 492 articles, 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1830-1996.

Société de Saint-Vincent-de-Paul d'Avignon

Association dissoute ou inactive

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Vaucluse.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement de la société : procès-verbaux de réunions, correspondance, contrôle des assistés, comptabilité, statistiques, bulletin de la société, circulaires, documentation, publications.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Vaucluse

 Société de Saint-Vincent-de-Paul. Conférences d'Orange et d'Avignon, 27J
Dépôt en 1963. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 22 articles, 1,28 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1887-1972.

Société de Saint-Vincent-de-Paul, conférence de Notre-Dame des Blancs-Manteaux

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : le 23 avril 1833 et le 8 février 1845

L'association a été créée à Paris le 23 avril 1833 par Frédéric Ozanam (1813-1853) et placée sous le patronage de Saint Vincent de Paul. C'était une organisation catholique internationale de laïcs. Elle avait pour vocation de lutter contre la pauvreté et d'apporter un soutien spirituel, un appui moral ou une aide matérielle à toute personne en difficulté.

La conférence de Notre-Dame des Blancs-Manteaux a été créée le 8 février 1845 : ses membres visitaient les familles nécessiteuses habitant la paroisse de Notre-Dame des Blancs-Manteaux et leur distribuaient des secours (argent, vêtements). Sous le patronage de la conférence étaient régulièrement constituées des « petites conférences » : elles regroupaient des jeunes gens et des étudiants, au nombre de 8 à 16 ; leurs activités étaient similaires à celles de la conférence.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales – site de Paris en 1975 avant d'être transféré au site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de procès-verbaux des séances de la conférence et de la petite conférence, des relevés de décisions, de notes diverses et de documents comptables.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte

 Société de Saint-Vincent-de-Paul, conférence de Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 35AS
Dépôt en 1975. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 26 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1849-1962.

Société des amis des arts de Pau

Adresse : 13, rue Bouscat, 64000 Pau

Historique du producteur

Création : 1863

La Société des amis des arts de Pau est fondée en 1863 à l'instigation de l'architecte et futur conservateur du Musée des beaux-arts Charles Le Cœur (1805-1897). Avec le soutien de la municipalité, la société organise l'exposition annuelle d'automne. Par ses nombreux achats réalisés lors des expositions grâce aux subventions municipales et aux legs, la société des amis des arts est à l'origine du Musée des beaux-arts de Pau.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques par Mme Chicher en 1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble un historique de l'association et des catalogues d'exposition.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

 Société des amis des arts de Pau, 114J
Don en 1998. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 11 articles, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1864-1998.

Société des concerts populaires d'Angers

Anciens noms du producteur

Association artistique d'Angers, 1877-1893
Théâtre et concerts populaires, 1898-1900

Historique du producteur

Création : 1877

Au printemps 1877 est créé l'Association artistique d'Angers, sous la présidence de Jules Bordier et la vice-présidence de Louis de Romain. Un accord est signé avec le directeur du théâtre pour la fourniture de l'orchestre. Des personnalités musicales et artistiques accordent d'emblée leur patronage (Saint-Saëns, Massenet, Guiraud et Joncières). Le public est très nombreux, environ 300 abonnés. En 1880, Louis de Romain fonde l'hebdomadaire *Angers-Revue*, organe officiel de l'association artistique.

Mais suite à la suppression d'une subvention ministérielle, l'association est liquidée le 15 avril 1893. Une nouvelle société voit le jour en 1898, prenant pour nom Théâtre et concerts populaires. Le n°1 d'*Angers-Artiste* paraît à cette occasion. Après de nouvelles difficultés financières, une nouvelle société par actions est créée le 28 mai 1900, sous la dénomination Société des concerts populaires et sous la présidence de Louis Romain. En 1910, la revue *Angers-Artiste* change de nom pour *Angers-Musical*.

L'Orchestre national des Pays-de-la-Loire (ONPL) est l'héritier direct de cette structure.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales du Maine-et-Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme les statuts, les archives de fonctionnement, les revues musicales, le répertoire des abonnés, la correspondance, la comptabilité et les programmes des concerts.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Maine-et-Loire

 Société des concerts populaires, 27J
Dépôts, dons et achat. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 628 articles, 7,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 19e-20e siècles.

Société des missions évangéliques de Paris (SMEP), service Jeunesse Outre-Mer

Adresse : 102 Bd Arago, 75014 Paris
Téléphone : +33(0) 1 42 34 55 55
Site internet : https://www.defap.fr/

Historique du producteur

Création : 1954

Le service « Jeunesse Outre-Mer » est créé en 1954 comme un service commun de l'Alliance des Équipes Unionistes de France (AEUF, voir notice) et de la Société des missions évangéliques de Paris (SMEP).

Au début des années 1950, une prise de conscience s'opère au sein des mouvements de jeunesse protestants. Tous « font de l'outre-mer », c'est-à-dire envoient leurs jeunes dans de nombreuses colonies françaises, en Algérie, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Dahomey, au Cameroun, au Gabon, au Congo Brazzaville, à Madagascar, en Nouvelle-Calédonie, à Tahiti.

La SMEP est présente dans ces territoires, auxquels il faut ajouter le Lesotho et la Rhodésie du Nord (future Zambie). La nécessité d'une action concertée en vue d'une meilleure efficacité se fait jour. Il importe de mutualiser moyens humains et financiers : l'enjeu est la formation des cadres pour ces mouvements de pays en route vers leur indépendance.

Dès 1954, la direction du service « Jeunesse Outre-Mer » est ainsi confiée à Marc-André Ledoux, pasteur, commissaire national aux Éclaireurs de France (EDF, voir notice) et membre de la Commission Jeunesse du Ministère de la France d'Outre-Mer. Il effectue de nombreux voyages, visitant une douzaine de territoires francophones et anglophones d'Afrique et d'Océanie. Le Service sert d'intermédiaire pour l'obtention de subventions en provenance de divers organismes internationaux : Unesco, Bureau international du scoutisme (BIS), Conseil œcuménique des Églises (COE).

À partir de 1965, le service « Jeunesse Outre-Mer » et son activité se fondent progressivement dans le service « Formation-Boursiers ». La SMEP est dissoute en 1971, suite à la prise d'autonomie des Églises issues du travail missionnaire (d'Afrique et du Pacifique). Elle est remplacée par un organisme français : le Département évangélique français d'action apostolique (DEFAP, devenu Défap-service protestant de mission). Ce nouvel organisme poursuit une partie des activités de la SMEP dans le cadre de la Communauté évangélique d'action apostolique (CEVAA, devenue Communauté d'Églises en mission), un organisme international qui réunit à la fois les Églises d'Afrique et du Pacifique, ainsi que plusieurs Églises d'Europe. Le service « Formation-Boursiers » poursuit son activité au sein du DEFAP.

Historique de la conservation

Les archives du service Jeunesse Outre-Mer sont conservées au siège de la SMEP, aujourd'hui Défap-service protestant de mission, dans le 14ème arrondissement de Paris depuis la création du service.

Présentation des sources

Niveau de description : sous-fonds

Les archives du service contiennent essentiellement la correspondance de Marc-André Ledoux et Erica Brucker qui ont assuré successivement la responsabilité du service de 1954 à 1976. Cette correspondance traite des relations avec les partenaires, organismes et responsables de

jeunesse, en France et à l'étranger. On trouve aussi des rapports de mission à l'étranger et des documents relatifs à l'organisation et/ou participation du service à des activités de formation ou à des rassemblements de jeunes d'envergure nationale ou internationale.

Le fonds de la SMEP (archives et bibliothèque dite « missionnaires »), dans lequel est conservé ce sous-fonds, a bénéficié d'une mesure de classement comme « archives historiques » en 2005 par le ministère de la Culture.

Localisation du fonds du producteur

Défap – Service protestant de mission (Bibliothèque et archives)

 Service Jeunesse Outre-Mer, SME 10 – JOM
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1954-1971.

Sources complémentaires

Défap – Service protestant de mission (Bibliothèque et archives)

 Jean Beigbeder, 29 AP
Don en 1999. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : édition papier. *Importance matérielle* : 127 pièces, 1 boîte d'archives. *Dates extrêmes* : 1924-1927.

Société d'histoire du protestantisme français

 Alliance des équipes unionistes de France, 024Y
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 68 articles, 6,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1945-1986.

 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, non coté
Dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 70 articles, 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1911-2001.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Alliance nationale des unions chrétiennes de jeunes gens, 540J
Don en 2006. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle :* 285 articles, 25 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1844-2003.

 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, 100AV (599J)
Dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 62 articles. *Dates extrêmes* : 1951-1982.

Société du Martin pêcheur de Bourges

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1932

L'association regroupait 2400 adhérents pour animer le concours de pêche annuel. Elle est à l'origine de la création de la Société amicale de musique populaire (SAMP, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales du Cher.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme des documents concernant le fonctionnement et les activités de l'association : assemblées générales et comptabilité de l'association, documents relatifs à la pêche et à l'école de musique de Bourges.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Cher

 Société du Martin pêcheur de Bourges, 65J
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 63 articles, 1,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1899-1982.

Société l'Education mutuelle de l'Université populaire de Bourges

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 26 septembre 1900

L'Université populaire de Bourges, sous le nom d'Education mutuelle, reconnaissait comme modèle l'association parisienne appelée la Coopération des idées, première université populaire de Paris. L'association de Bourges est issue du cycle de conférences de culture populaire organisé au cours de l'hiver 1899-1900 par un syndicaliste et mutualiste de la Bourse du travail, Auguste Chartier, assisté d'un médecin de Bourges, le docteur Besson. Elle tint sa réunion d'inauguration le 15 novembre 1900 dans un local loué au centre-ville (4, place des Quatre-Pilliers), qui lui servit de siège social.

Son transfert en 1948 dans un local municipal (9 rue Joyeuse) engendra une crise de fréquentation. Dans les années 1960, l'association emménagea dans une salle de la nouvelle bibliothèque municipale dans les années 1960, ce qui entraîna sa suppression de fait : le vieillissement des collections de sa bibliothèque et le double emploi évident avec l'institution qui l'abritait rendit son existence inutile.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné le 21 août 1989 aux Archives départementales du Cher par la Bibliothèque municipale de Bourges.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce petit fonds d'archives précieux pour l'histoire de la culture ouvrière à Bourges pendant la première moitié du siècle, est aussi représentatif du large mouvement des Universités populaires issu de la crise créée par l'affaire Dreyfus à la fin du 19e siècle, pour rapprocher intellectuels, bourgeois et classe ouvrière.

Le fonds est constitué de documents administratifs et comptables et de registres de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Cher

 Société l'Education mutuelle, 57J
Don en 1989. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 13 articles, 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1900-1962.

Société philharmonique de Saint-Brieuc

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1811
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 26 mars 1924

La Société philharmonique de Saint-Brieuc a été fondée en 1811, date à laquelle se joue le premier concert (29 mars 1811). Son but à l'époque était de « cultiver l'art de la musique et d'en répandre le goût ». Elle a subi une première réorganisation en 1837 suivi de la seconde en 1845. Parmi ses présidents, on peut citer Monsieur du Bois de Villerabel (1845), Monsieur Bonnefin (1858), Monsieur Gagon (1868) et en tant que directeur Monsieur Hoffmann, Monsieur Goyer, Monsieur Charles Collin (1884) ou encore Monsieur de Villermay (1889). Lorsque la guerre 14-18 a éclaté, la Société philharmonique a donné des concerts au profit des œuvres de guerre.

Reconstituée le 5 juillet 1920, elle est mise en conformité par rapport à la loi sur les associations en 1924. Son but était alors de « partager et de parfaire à Saint-Brieuc, l'éducation populaire par l'enseignement public et gratuit, individuel et collectif de la musique ».

Suite à un différend survenu avec l'École nationale de musique en octobre 1953, elle a été inactive durant deux ans et a fini par déclarer sa dissolution par une délibération du 6 octobre 1955.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 1957 par Joseph Belin, président de cette société, aux Archives départementales des Côtes-d'Armor.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué d'archives fonctionnelles et opérationnelles : statuts, règlements, délibérations, trésorerie, programmes des concerts, partitions.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Côtes-d'Armor

 Société philharmonique de Saint-Brieuc, 48J
Don en 1957. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 6 articles, 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1845-1956.

Société pour l'encouragement de l'instruction primaire des protestants de France (SEIP)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 15 juillet 1829
Reconnaissance d'utilité publique : 15 juillet 1829

La SEIP a été fondée par ordonnance du roi Charles X le 15 juillet 1829. Elle avait pour but le développement de l'éducation primaire protestante : création d'écoles privées, de centres d'apprentissage, de collèges, fondation d'établissements spécifiques pour la formation des filles et de leurs institutrices. L'association semble s'être éteinte au début des années 1990.

Historique de la conservation

Les archives ont été données à la Société d'histoire du protestantisme français (SHPF), qui a réalisé un répertoire numérique en 2003.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est d'une très grande richesse et concerne principalement la période allant des années 1830 aux années 1950-1960. Les archives d'instances sont constituées principalement de registres ou de liasses de procès-verbaux d'assemblées générales, de conseils d'administration ou de comités (1831-1961). La SEIP a déposé entre 16 et 20 000 lettres de pasteurs, d'instituteurs, de responsables d'écoles protestantes, etc. adressées au président de la SEIP ou à son trésorier (1829-1962).

De même, figurent dans ce fonds des bulletins de la société (1842-1936), des dossiers sur les campagnes de collecte de fonds (1849-1923), des listes des donateurs (1861-1952), des dossiers de relations avec les établissements locaux (écoles, œuvres, etc.) renfermant notamment des rapports de directeurs sur les « écoles du jeudi » et sur les « écoles de vacances » (1883-1934).

Localisation du fonds du producteur

Société d'histoire du protestantisme français

 Société pour l'encouragement de l'instruction primaire des protestants de France, 017Y
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 80 articles, 8 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1829-1990.

Soleil et santé

Adresse : 47 rue de Clichy, 75009 Paris
Téléphone : 01 48 74 61 29
Courriel : soleil.et.sante@free.fr
Site internet : http://soleil.et.sante.free.fr/

Historique du producteur

Création : [19 juin 1931] ; 8 décembre 1931
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 17 octobre 1988
Reconnaissance d'utilité publique : 20 mars 1939

En 1931, la Mission populaire évangélique de France (MPEF, voir notice) crée l'association Soleil et santé. Ses buts sont de procurer des vacances aux enfants, d'organiser des garderies pendant les vacances et de gérer des dispensaires.

Après la deuxième guerre mondiale, les dispensaires disparaissent petit à petit. Soleil et santé continue à s'implanter dans les quartiers populaires pour accueillir les enfants et les adolescents dans ses clubs et colonies. Outre ces activités de loisirs, deux centres d'accueil permanents sont ouverts : le préventorium du Pyla (Gironde) accueille des enfants en bas âge pour des séjours de 3 à 6 mois ; le domaine de Peyrebrune (Gironde) ouvert en 1961 est une maison d'enfants cas sociaux de septembre à juin et un centre de vacances en juillet-août.

Dans la mouvance de mai 1968, Soleil et santé change. Les animateurs qui travaillent à l'année ou pendant les vacances sont élus au conseil d'administration. Les maisons permanentes cessent leurs activités. Les statuts sont modifiés en 1973 pour permettre l'élargissement des champs d'action. Une recherche pédagogique est entamée autour de la formation, de la liberté et de l'autonomie. Le projet éducatif est redéfini en 1985 et l'association réaffirme son fonctionnement selon un principe de laïcité ouverte. Les statuts sont changés à nouveau en avril 2002 afin d'entériner et faciliter la création et le fonctionnement de collectifs locaux.

Historique de la conservation

Les archives conservées au siège social de l'association n'ont pas été expertisées. En revanche, le fonds de la MPEF conservé à la Société d'histoire du protestantisme français renferme deux dossiers sur les premières années de Soleil et santé (1930-1950) : statuts, correspondance, questionnaires, enquêtes, rapports d'activités, dossiers d'organisation de colonies de vacances, plaquettes de présentation de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Fonds non expertisé

Sources complémentaires

Société d'histoire du protestantisme français

 Mission populaire évangélique de France, 011Y
Dons entre 1986 et 1989. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant Soleil et santé :* 0,10 mètre linéaire (1930-1950).

Solidarités jeunesses (SJ)

Adresse : 10 rue du 8 mai 1945, 75010 Paris
Téléphone : 01 55 26 88 77
Courriel : secretariat@solidaritesjeunesses.org
Site internet : www.solidaritesjeunesses.org

Anciens noms du producteur

Association « Section des jeunes » du Mouvement chrétien pour la paix (SJ - MCP), 1956-1987
Solidarités jeunesses, mouvement chrétien pour la paix (SJ-MCP), 1987-1989

Historique du producteur

Création : [1er décembre 1956] ; 16 décembre 1956
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 17 décembre 1959

Solidarités Jeunesses est une association de chantiers de jeunes qui organise des chantiers internationaux, des projets de volontariat à moyens et longs termes, des actions d'insertion, des formations et des actions de solidarité internationale.

L'association est issue du mouvement *Youth Action for Peace* (YAP, Action des jeunes pour la paix), qui a été créé en 1923 par le pasteur Etienne Bach au moment de l'occupation de la Ruhr par les armées françaises, dans un objectif de promouvoir la paix et la réconciliation entre les habitants des deux pays.

Solidarité jeunesse s'appelle à l'origine Mouvement des chevaliers servants du Prince de la Paix puis Mouvement chrétien pour la paix (MCP) entre 1947 et 1987. Elle est alors un mouvement d'inspiration protestante, comme le montrent ses statuts de 1950 : « coopérer à l'établissement de la paix dans le monde grâce à l'application des principes mêmes du Christianisme (…) l'association favorisera les échanges de jeunes gens dans des camps de vacances, les relations amicales entre les groupements d'anciens prisonniers de guerre, les réunions internationales dans lesquelles les questions qui divisent les nations seront étudiées à la lumière de l'Évangile, avec le souci de dégager des solutions vraiment chrétiennes ».

Le MCP développe des chantiers de jeunes à partir du début des années 1950, notamment après le camp international de la Lorelei (Allemagne, Rhénanie-Palatinat, voir le film). En 1956, les jeunes se constituent en association autonome : la section des jeunes du Mouvement chrétien pour la paix (SJMCP). Mais le contrôle du mouvement reste très fort dans les premières années : ils ont le même siège social, et surtout les membres du bureau sont obligatoirement choisis parmi les membres du mouvement. À partir de la fin des années 1960, la section des jeunes devient de plus en plus indépendante, d'autant qu'elle se développe fortement, alors que la branche française MCP périclite, à tel point qu'elle est aujourd'hui en sommeil. Parallèlement, les références au christianisme et au protestantisme disparaissent, comme le montrent les modifications de nom de la section des jeunes qui prend le nom de Solidarités jeunesses à la fin des années 1980. Au début des années 1990, l'association cherche à fusionner avec Concordia, mais cette tentative échoue.

Historique de la conservation

Conservées à son siège national dans une cave qui a subi une inondation vers 2004-2006, une grande partie des archives de l'association étaient contaminées lors du récolement effectué au printemps 2007. Certaines étaient dans un tel état qu'elles ne pouvaient plus être restaurées.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en septembre 2007. Hormis les documents publiés (brochures, rapports d'activités, bulletins), n'ont été sélectionnées que les archives antérieures à 2000.

Comme l'association a conservé peu d'archives antérieures aux années 1980, elle a essayé, sous l'impulsion de son secrétaire général Nicolas Aguilar, de collecter des archives auprès des militants, notamment ceux qui ont milité au sein de la branche française du MCP.

En 2021, l'association a repris contact avec le Pajep. Après plusieurs années de préparation, un deuxième don a été réalisé aux Archives nationales en 2024 dans le cadre du Pajep. Une partie de ce deuxième don était contaminé par des moisissures, le fonds a donc du être placé en quarantaine durant plusieurs mois et certains documents ont été restaurés.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme très peu d'archives avant les années 1980. Néanmoins, il comprend deux registres de procès-verbaux des instances (conseil d'administration, assemblée générale) de la création à 1974, la revue de l'association *Dialogue* (à partir du n°16, 1969) et quelques documents statutaires, quelques pièces concernant le suivi des structures et groupes locaux, dont les plus anciens remontent au milieu des années 1960. À signaler quelques pièces sur la création de l'association et une note dactylographiée qui montre le rôle du camp international de la Lorelei en 1951 sur le développement des chantiers de jeunes et la création de la SJMCP. En revanche, n'a été conservé aucun document concernant les relations avec le YAP ou presque aucun dossier d'organisation de chantiers.

Le fonds s'étoffe à partir du début des années 1980, qu'il s'agisse des archives de fonctionnement ou d'activités. Il est relativement riche sur le projet de fusion au début des années 1990 avec Concordia qui conserve elle aussi des éléments très intéressants dans ses archives.

En septembre 1977, une des responsables de l'association, A.-R. Trocquemé, a donné quelques dossiers d'archives sur le Mouvement chrétien pour la paix et sur Solidarités Jeunesses à la Société d'histoire du protestantisme français (SHPF). Si le fonds ne dépasse pas 0,2 mètre linéaire, il renferme des éléments très intéressants puisque les pièces les plus anciennes remontent à 1923 : historiques, témoignage écrit du fondateur Etienne Bach, statuts, plaquettes de présentation, publications.

À noter que la SHPF possède une collection du *Bulletin des chevaliers de la paix* pour l'entre-deux-guerres qui est cependant moins complète que celle de la Bibliothèque nationale de France (BNF).

Le deuxième don apporte un complément au premier d'abord chronologique. On y trouve les dossiers d'instances des années 1990 et 2000. Il contient ensuite de très nombreux dossiers de chantiers en France et à l'étranger qui témoignent également des différentes formes de dispositifs de volontariat mises en place (Service Volontaire Européen, Mid and Long Term Volunteering, Volontariat pour tou.te.s.

Ce deuxième don nous renseigne ensuite sur les voyages d'études et colloques mis en place dans le cadre du YAP dans les années 1980 et 1990. On y retrouve aussi les dossiers des comités des directeurs du YAP de 1982 à 2008, ce qui apporte un éclairage sur les relations européennes de Solidarité Jeunesses. Enfin, le deuxième don vient compléter la collection de la revue de l'association *Dialogue.*

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Solidarités jeunesses, 20140401 (ex 548J)
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 212 articles, 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1951-2006.

 Solidarités jeunesses, 20240132

Don en 2024. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle :* 259 articles, 19 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1963-2021.

Société d'histoire du protestantisme français

 Trocquemé A.-R., MS 1613
Don en 1977. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1923-1974.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Concordia, 20140191 (ex 538J)
Don en 2005. Archives privés. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant Solidarités jeunesses :* 20140191/67_3, 147_10, 150_1 et 2, 151_1, 161_2.

Syndicat national des fédérations régionales de MJC employeurs (SNFE)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [15 décembre 1991] ; 6 janvier 1992

Créé à la fin de l'année 1991, le SNFE régi selon la loi du 21 mars 1884 avait pour objet de regrouper les Fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (FRMJC) employant sans but lucratif des salariés pour la défense des intérêts qu'elles ont en commun en tant qu'employeurs de salariés, et de représenter les fédérations adhérentes dans le cadre des négociations collectives. Le SNFE regroupait les FRMJC adhérant à l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ-social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice) puis à la Confédération des MJC de France (CMJCF, voir notice).

Le syndicat a été liquidé au début des années 2000 lors de la création du Syndicat des associations de développement culturel et social (SADCS), qui a lui-même fusionné avec d'autres syndicats employeurs en 2005, pour créer le Conseil national des employeurs associatifs (CNEA). Le CNEA est un syndicat professionnel représentatif dans les domaines de l'animation, du sport et du tourisme social et familial.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège social de la CMJCF dans le 17e arrondissement à Paris. Après récolement, elles ont été transférées en juillet 2001. Un deuxième versement a été effectué à l'automne 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : dossier

Les archives du Syndicat national des fédérations régionales de MJC employeurs FRMJC-AREGES (SNFE) représentent un volume d'environ un mètre linéaire. Outre le dossier de création remontant au début des années 1990, elles renferment les pièces des instances et les

documents concernant les relations avec les syndicats d'employés et avec les fédérations régionales du réseau de l'AREGES.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France, 514J
Dons en 2001et 2009. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1990-1999.

Théâtre de la Clairière

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1948

Le Théâtre de la Clairière est créé en 1948 par Miguel Demuynck à l'initiative des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice). En 1953, il se constitue en association type loi 1901: « l'association [...] a pour objet la recherche, la création et la diffusion de spectacles dont les qualités éducatives, artistiques et techniques préparent et développent la culture dramatique des jeunes » (extrait des statuts). Le Théâtre de la Clairière voulait être avant tout un groupe de recherche qui réunissait des militants CEMÉA, des comédiens et des instituteurs. Il a cessé ses activités au début des années 1980.

Le Théâtre de la Clairière doit toute son existence à la volonté d'un homme : Miguel Demuynck. Né en 1921, Miguel Demuynck suit la formation d'enseignant au lycée Turgot en 1941. C'est là qu'il rencontre Henri Laborde, professeur de lettres et de pédagogie et dirigeant des CEMÉA, qui lui propose de suivre un stage d'été à Sèvres. C'est le début de l'engagement de Miguel Demuynck avec les CEMÉA. En 1942, il devient maître d'éducation physique au collège Turgot et participe à de nombreux stages comme instructeur non permanent spécialisé dans le chant.

En 1944, tenté par une expérience du travail dramatique, il rentre à l'école théâtrale de Charles Dullin. Il devient rapidement comédien professionnel et abandonne l'enseignement. En 1945, il s'engage dans la troupe du Théâtre de la Ville et des Champs dirigé par Léon Chancerel, et il en devient très vite le chef de troupe. En 1947, il accepte la proposition d'Henri Laborde, alors délégué général des CEMÉA, de devenir instructeur national, responsable des activités dramatiques. Miguel Demuynck apporte une expérience du théâtre acquise à l'école Dullin et une connaissance concrète des enfants. Il propose deux axes pour son travail :

- l'activité dramatique par les jeunes : le jeu dramatique ;
- l'activité dramatique pour les jeunes : le théâtre.

En 1948, le premier spectacle de la Clairière, Les cent écus d'or, une comédie légende écrite par Miguel Demuynck, connaît un large succès. En 1952, la qualité du travail de la Clairière est reconnue lors de la conférence internationale sur le théâtre et la jeunesse organisée par l'Unesco : la pièce « Les cent écus d'or » est choisie par les autres compagnies de théâtre comme un exemple des meilleures réalisations françaises.

L'activité du Théâtre de la Clairière se développe pendant une trentaine d'années, de 1948 à 1981. Pionnier dans la création de spectacles pour jeunes spectateurs, il voit son activité reconnue du grand public à partir des années 1970. Le Théâtre de la Clairière a toujours mené un travail original par la mise en œuvre d'expériences nouvelles et la réalisation de spectacles avant-gardistes.

De 1969 à 1973, à la demande de Jean Vilar, le Théâtre de la Clairière est chargé de la programmation des journées de théâtre pour le jeune public dans le cadre du festival

d'Avignon. Des troupes de théâtre sont invitées à présenter leurs créations et des débats s'engagent sur la nécessité d'un théâtre spécifique pour les jeunes spectateurs.

Historique de la conservation

Les CEMÉA ont déposé leurs archives aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP entre 2000 et 2004. Au sein de ces archives figuraient le fonds du Théâtre de la Clairière qui a été isolé et a fait l'objet d'un inventaire définitif en 2001.

Un certain nombre de documents ont alors été éliminés, principalement de doubles. De plus, les documents n'ayant pas d'intérêt historique ou de relations avec le Théâtre de la Clairière ont été détruits. On peut estimer que ces éliminations représentent 60 centimètres linéaires.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents typiques du fonctionnement d'une association, de ses relations et partenariats. La majorité des documents concernent les activités du Théâtre de la Clairière, notamment la création de spectacles. La documentation représente une partie non négligeable du fonds, elle concerne à la fois le Théâtre de la Clairière et le secteur des activités dramatiques des CEMÉA. Il apparaît nécessaire de la conserver car elle donne un bon aperçu de l'environnement dans lequel évoluait le Théâtre de la Clairière.

Le mélange entre les activités du secteur des activités dramatiques et du Théâtre de la Clairière est permanent, les apports sont réciproques. Ce rapport est lié à la personne de Miguel Demuynck. Il en résulte un mélange des archives.

Ce fonds présente une grande richesse documentaire, grâce à la multiplicité des supports, on remarquera de nombreux documents iconographiques. Des recherches peuvent être entreprises sur la vision du théâtre pour jeunes spectateurs et sur les méthodes employées par le Théâtre de la Clairière. On pourrait s'interroger sur le lien entre Théâtre de la Clairière et activités dramatiques réalisées par les CEMÉA.

Pour une étude sur le Théâtre de la Clairière, il est indispensable de se référer au fonds des CEMÉA (512J), notamment :

- les dossiers de l'administration contiennent des informations générales sur le Théâtre de la Clairière ;
- les documents concernant les activités dramatiques donnent aussi des éléments sur ce secteur des CEMÉA. Les dossiers personnels de Miguel Demuynck, rassemblant principalement de la correspondance, concernent à la fois le secteur des activités dramatiques et le Théâtre de la Clairière.

Par ailleurs, des entretiens ont été réalisés dans le cadre du classement du fonds du théâtre de la Clairière :

- 14AV 754 : entretien du 15 mai 2001, avec Robert Lelarge, ancien responsable du secteur des activités manuelles et plastiques, réalisateur des décors et costumes de plusieurs spectacles ;
- 14AV 755 : entretien du 17 mai 2001, avec Jean-Noël Bruguière, administrateur (1973-1978) ;
- 14AV 756 : entretien du 21 mai 2001, avec Jean-Gabriel Carasso, régisseur et comédien (1967-1972) ;
- 14AV 775 - 776 : entretien du 28 mai 2001, avec Bertrand Chavaroche et Jacques Frot, comédiens du dernier spectacle (1981) ;
- 14AV 777 : entretien du 30 mai 2001, avec Jean-Pierre Collos, organisateur du dernier spectacle en 1981 ;
- 14AV 778 : entretien du 8 juin 2001, avec Arlette Bonnard, instructrice du secteur des activités dramatiques (1961-1962) et Gérard Lefèvre, comédien (1962-1966).

À l'issue de ces entretiens, des archives ont été confiées aux Archives départementales du Val-de-Marne, par exemple un entretien vidéo de Miguel Demuynck réalisé par Robert Albert, le 12 mars 1998 (4AV 333).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Théâtre de la Clairière, 535J
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation des CEMÉA.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 292 articles, entretiens audio (14AV 754 à 756, 14AV 775 à 778) et un entretien audiovisuel 4AV 333, 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1944-1982.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 512J.
Dépôts entre 2001 et 2015. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant le producteur* : 512j 337 (1954-1981).

Théâtre du gros caillou

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1973

Le Théâtre du gros caillou était une société coopérative ouvrière de production (SCOP), s'occupant de la gestion de salles de spectacles.

Historique de la conservation

Une partie du fonds a été donné en 1996 aux Archives départementales du Calvados par Michel Duflos et une autre partie a été déposée par Yves Graffier en 2002.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à la constitution de l'entreprise (statuts, sociétaires), à l'administration (conseils d'administration, assemblées générales), à la direction, aux relations extérieures, au financement, à la comptabilité, à la gestion du personnel et à la dissolution de la société (liquidation). On y trouve également des archives artistiques (direction artistique, activités théâtrales et pédagogiques), des publications, de la documentation, des dossiers de presse, et environ 1800 documents iconographiques (plans, esquisses, photographies).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Théâtre du gros caillou, 19J
Don en 1996. Archives privées. La partie des dossiers gérée par Michel Duflos et communicable selon la loi du 3 janvier 1979. Celle gérée par Yves Graffey l'est sur autorisation du déposant.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 155 articles, 14,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1969-1993.

Théâtre populaire jurassien (TPJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1967

Le Théâtre populaire jurassien (TPJ) était une troupe de théâtre fondée par André Bénichou à Lons-le-Saunier (Jura) en 1967, sous la forme d'une société coopérative ouvrière de production.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Jura le 27 mars 1984.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement et aux activités du théâtre : statuts, bâtiments, comptabilité et financements, personnel, tournées, stages d'art dramatique, activités éducatives, dossiers de presse, relations avec les organismes syndicaux et professionnels, gestion de la salle du théâtre municipal de Lons-le-Saunier, association « Les Amis des Arts », documentation.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Jura

 Théâtre populaire jurassien, 28J
Dépôt en 1984. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 210 articles, 6 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1952-1983.

Touring Club de France (TCF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 26 janvier 1890
Reconnaissance d'utilité publique : 30 novembre 1907

Séduit Outre-Manche par l'existence d'un *Cyclist's Touring Club*, un groupe d'amis décide de fonder en France un mouvement analogue. Au moment où le vélocipède connait un grand succès, le Touring Club de France (TCF) naît le 26 janvier 1890. Déclaré à la préfecture de la Seine le 21 novembre 1901, il est reconnu d'utilité publique par un décret du 30 novembre

1907. Il s'installe au 65 avenue de la Grande-Armée, à Paris, mais changera fréquemment de siège.

L'association a pour but le développement du tourisme sous toutes ses formes, à la fois « par les facilités qu'elle donne à ses adhérents et par la conservation de tout ce qui constitue l'intérêt pittoresque ou artistique des voyages ». À cet effet, elle « encourage tous les modes de locomotion, poursuit l'amélioration des voies de communication, l'ouverture de routes et sentiers, la mise en valeur dans un but d'utilité publique des régions intéressantes, l'amélioration des hôtels, des services publics de transport, la conservation des sites, des forêts en montagne, des ruines pittoresques et, en général, tout ce qui contribue à la commodité et à l'agrément des voyages » (statuts de 1907).

Parmi les nombreuses réalisations et initiatives de l'association, il est possible de citer la création de pistes cyclables (vers 1891), le début de la normalisation hôtelière avec la création d'une chambre « Touring Club » présentée à l'Exposition universelle de 1900 (le premier guide des hôtels est publié en 1894), l'action en faveur de la fondation de syndicats d'initiative (années 1900), la protection et la mise en valeur des sites et monuments (1904), la promotion du tourisme nautique (1904), l'intervention en faveur de la création de parcs nationaux (1913), la mise en place de panneaux de signalisation routière (années 1920), la lutte contre le déboisement avec la création d'une forêt dans l'Hérault (1931), la création de camps de vacances pour enfants ou encore la création des premiers sentiers de grande randonnée (1946). L'association est également à l'origine de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des monuments naturels et des sites.

Le TCF multiplie par la suite ses actions en faveur du tourisme de montagne : création de routes touristiques (corniche de l'Estérel, routes des Alpes, etc.), implantation de tables d'orientation (dès 1903), expérimentation des premiers sports d'hiver (dès 1909), édification et aménagement de refuges (dès 1910), etc. À partir des années 1950, il intensifie ses actions en faveur, cette fois, des loisirs de plein air : nautisme (activités sous-marines, canoë-kayak, plaisance et croisière, motonautisme, yachting léger, etc.), aviation, camping-caravaning, cyclisme, équitation, archéologie, ski, photographie, tourisme pédestre, activités jeunesse, etc.

Entre 1965 et 1970, l'association participe à la campagne de l'ORTF, « Chefs d'œuvre en péril ».

Outre son conseil d'administration, l'association était composée de comités et de commissions spécialisés, de services administratifs et de délégués locaux ou spécialisés chargés d'appliquer la politique de l'association dans les régions et les départements. L'organisation de l'association était très hiérarchisée voire « administrative », à tel point que l'on parlait de « petit ministère du Tourisme français ». Ses présidents successifs furent : Marcel Viollette (1890-1892), Abel Ballif (1892-1919), Henri Defert (1919-1927), Edmond Chaix (1927-1938), Henri Gasquet (1938-1952), Henri Defert (fils) (1952-1963), Marc Eyrolles (1963-1980) et Yves Malécot (1981-1983). Une revue mensuelle est très rapidement publiée afin de diffuser les idées et initiatives de l'association.

En proie à de graves problèmes financiers dès les années 1960, le Touring Club de France est mis en liquidation judiciaire le 12 juin 1981 et en liquidation totale le 28 octobre 1983.

Historique de la conservation

Les fonds d'archives du Touring Club de France sont conservés dans plusieurs institutions et les origines de leur préservation sont anciennes.

Dès 1970, l'association effectue un don de plusieurs de ses photographies, qui remontent à sa création, à la Bibliothèque nationale de France. Elle effectue parallèlement des dons d'archives papier et d'ouvrages à la bibliothèque Trocadéro de la Ville de Paris, au Centre d'Études supérieures d'Histoire et de conservation des Monuments anciens et, en 1982, au Musée national de la voiture et du tourisme à Compiègne.

Entre 1980 et 1984, alors qu'elle est en liquidation, l'association fait don en plusieurs fois de ses archives à l'État pour être conservées aux Archives nationales. Ces différentes entrées sont

regroupées dans la sous-série AS/77, complétée par la sous-série AS/53 qui regroupe elle les archives de la section CGT du TCF. Si les archives de cette dernière couvrent une période allant de 1955 à 1983, celles du TCF documentent l'ensemble des activités de l'association, de 1880 à 1983.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives du Touring Club de France sont essentielles pour comprendre l'histoire des loisirs, des sports et du tourisme en France à partir de la fin du XIXe siècle. Grâce à ce fonds, des recherches peuvent être effectuées dans des domaines très divers tels que la protection et mise en valeur du patrimoine monumental et naturel, l'aménagement de la montagne, les hébergements touristiques (campings, centres de jeunes...), etc.

Les archives du TCF données aux Archives nationales rassemblent des dossiers essentiels à la connaissance du fonctionnement de l'association : archives relatives à sa création et à son développement (statuts, dossiers de reconnaissance d'utilité publique), dossiers de patronage des présidents de la République (1948-1983), archives des présidents (1894-1982), documents liés aux phases de restructuration du projet associatif (1959-1981) ou registres des procès-verbaux des séances du conseil d'administration et des assemblées générales (1895-1983) – à noter quelques manques sur la période 1890-1894. Certaines activités de l'association sont particulièrement bien documentées comme les séances du Comité des Sites et Monuments (1927-1946), la lutte contre l'affichage et l'électricité (1929-1947), l'aménagement de bases nautiques (1952-1978), la mise en place de circuits nautiques (1970-1973), l'installation des premières tables d'orientation (1901-1980) – les Archives nationales conservent les maquettes de ces tables –, la construction et la gestion de refuges (1906-1981), l'aménagement de terrains de campings (1955-1983) ou encore la création et l'aménagement de centres de vacances pour enfants (1936-1981). À l'inverse, certains comités ou services de l'association sont peu documentés, à l'instar du service des conférences, des comités du tourisme colonial, de l'hôtellerie et de l'urbanisme ou du bureau technique touristique. En outre, beaucoup de dossiers traitant d'initiatives originales du TCF n'ont pas été conservés ; on peut citer à titre d'exemple l'action en faveur des cyclistes, les premières mesures de signalisation routière, la création de routes touristique ou l'organisation de concours dans le domaine des transports ou de l'hôtellerie.

Le fonds conservé aux Archives nationales comprend également une part importante de documents figurés comme des maquettes, plans, cartes, croquis, photographies (négatifs, positifs, plaques de verre, diapositives, microfilms) et de documents audiovisuels (films 8 et 16 mm sonores ou muets, noir et blanc/couleur).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Touring Club de France, AS/53
Don en 1983. Archives privées. Communication libre, selon les modalités en vigueur aux Archives nationales.
Instrument de recherche : répertoires numériques. *Importance matérielle* : 121 cartons, 37,1 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1890-1983.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Section CGT du Touring Club de France, AS/77
Archives privées. Communication libre, selon les modalités en vigueur aux Archives nationales.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 6 cartons, environ 0,7 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1955-1983.

 Ministère des Transport, 19780334
Archives publiques. Communication libre selon les délais en vigueur. *Cotes concernant le TCF* : 19780334 1 à 4 (1911-1975).

 Ministère de l'Agriculture, 19800400, 19910097
Archives publiques. Communication libre selon les délais en vigueur. *Cotes concernant le TCF* : 19800400 21 à 28 (1912-1958), 19910097 92 à 95 (1948-1949).

 Ministère de l'Enseignement, 19850023
Archives publiques. Communication libre selon les délais en vigueur. *Cotes concernant le TCF* : 19850023/64 (1927-1957).

 Ministère des Affaires culturelles, 19890126
Archives publiques. Communication libre selon les délais en vigueur. *Cotes concernant le TCF* : 19890126 1 à 140 (1908-1973).

 Ministère de l'Intérieur, 19910855
Archives publiques. Communication libre selon les délais en vigueur. *Cotes concernant le TCF* : 19910855 1 à 12.

 Ministère du Tourisme, 19920096, 19930562, 19940588
Archives publiques. Communication libre selon les délais en vigueur. *Cotes concernant le TCF* : 19930127 1 à 2, 19930562 1 à 7.

Touring Club de France (TCF), Section syndicale CGT

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1955

La section syndicale a défendu les salariés du Touring Club de France de sa création à sa dissolution.

Historique de la conservation

Le fonds de la section CGT du Touring Club de France a été donnée aux Archives nationales en février 1991. Il a été conservé au Centre des Archives contemporaines de Fontainebleau puis transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce versement donne un aperçu des activités et du rôle d'une organisation syndicale au sein d'une association, de 1955 à 1983. On notera plus particulièrement l'action de la CGT avant la liquidation judiciaire du TCF. Le fonds se divise en trois parties : activités globales du syndicat, négociations pour les salaires et rôle des différentes organisations syndicales. Il se compose de correspondance, procès-verbaux de réunions, protocoles d'accord, articles de presse, bulletins et documents d'information syndicale.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte.

 Section syndicale CGT du Touring-club de France, 20000031
Don en 1991. Archives privées. Communication libre, selon les modalités en vigueur aux Archives nationales.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 6 articles. *Dates extrêmes* : 1955-1983.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Touring Club de France, AS/53
Don en 1983. Archives privées. Communication libre, selon les modalités en vigueur aux Archives nationales.

Tourisme en espace rural (TER)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1970

TER était une association type loi de 1901, dont le but était de promouvoir le tourisme en espace rural. Elle intervenait notamment dans le choix des sites à aménager, dans la publicité, dans la mise en place des services d'informations et de réservations.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix en 2002.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds regroupe de la documentation juridique générale, de la documentation imprimée de l'association (études, colloques, enquêtes), les statuts, les listes des membres, les comptes rendus d'instances et des pièces comptables récapitulatives.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Association tourisme en espace rural, 2002 010
Don en 2002. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 6,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1970-2000.

Tourisme et travail (TT)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 11 janvier 1944
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 23 octobre 1969

Créée en janvier 1944, Tourisme et travail (TT) a pour origine l'initiative d'Henri Segogne, commissaire au Tourisme du gouvernement de Laval, de son chef de cabinet, Georges Lebrec et d'Henri Paoletti, chargé de mission au ministère de l'Intérieur. L'impulsion du gouvernement de Vichy est donc décisive mais elle n'est pas unique. Certains membres fondateurs appartiennent aux mouvements des auberges de jeunesse. D'autres membres font partie de la Résistance, et plusieurs sont arrêtés et déportés. TT semble donc avoir disposé d'une autonomie large par rapport au régime de Vichy. D'ailleurs, à la Libération, elle n'est pas inquiétée et est même chargée par le gouvernement provisoire d'organiser le repos des prisonniers et des déportés de retour d'Allemagne. Elle met aussi en place des voyages dans la partie française de l'Allemagne.

Dès cette époque, la participation de la Confédération générale du travail (CGT) et de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) aux organes directeurs de l'association la relient directement au mouvement syndical. Les activités de l'association bénéficient alors d'une importante popularisation à la radio grâce à une émission régulière intitulée « Tourisme et travail » et les pouvoirs publics accordent appui, subventions et crédits.

La guerre froide entraîne le refus d'adhérer de la CGT-FO et le départ de la CFTC. Dès lors, TT devient exclusivement l'association de tourisme de la CGT. En 1951, l'Assemblée nationale décide de supprimer toutes les subventions et crédits à Tourisme et travail. Les difficultés financières favorisent les divergences internes : une nouvelle crise intervient en 1954, la moitié du comité de direction quitte Tourisme et travail et crée une nouvelle association.

Néanmoins, l'association résiste et maintient ses activités. Le congrès national de 1956 décide une profonde transformation de structures avec pour idée essentielle : la décentralisation. Celle-ci est totale dans tous les domaines : organisation, technique, et financier. Les délégations locales deviennent l'échelon de base de l'association, les échelons régionaux et nationaux ne sont que des instances de direction de l'association sans aucun pouvoir d'organisation d'activités. L'objectif de cette décentralisation est de multiplier les bases locales et de permettre le développement des initiatives et des énergies.

Pendant toute cette période, Tourisme et travail développe des actions importantes de défense des revendications des travailleurs en matière de vacances et de loisirs, participe à des campagnes nationales et défend le patrimoine touristique et artistique national. À la suite des décisions du congrès de 1956, on assiste à un redressement financier, à une consolidation de l'association et à un glissement vers des conceptions « ouvriéristes » se traduisant par la négation de toute technique : « le militant suffit à tout ».

Le 17ème congrès national en 1966 se prononce pour une communauté d'intérêt avec le mouvement syndical, pour la qualité des réalisations et une meilleure organisation grâce à l'apport des techniciens.

De 1966 à 1970, la confiance du mouvement syndical se rétablit. Mais il apparaît rapidement que les moyens et les structures de l'association ne correspondent plus au degré de développement des activités de plein air, de vacances et de tourisme. C'est dans ces conditions que le conseil national de Tourisme et travail prépare une étude sur le rôle que peut jouer une association démocratique de tourisme dans le mouvement ouvrier. Ces documents préparatoires au 18ème congrès national de 1968 sont adoptés et les modifications de structures sont concrétisées dans les nouveaux statuts. Les trois principales idées de cette réforme portent sur :

- la décentralisation maximum de l'organisation par la création d'associations locales civilement responsables, d'unions départementales, et la transformation de Tourisme et travail en une fédération nationale d'associations locales et d'unions départementales ;
- la centralisation au niveau de la direction fédérale des moyens de production des activités à diffusion nationale, les associations locales ayant compétence d'organisation d'activités pour leurs adhérents ;
- la recherche d'une large collaboration avec les syndicats, les comités d'entreprise, les collectivités locales.

Avec le 19ème congrès de TT en 1970, des solutions nouvelles sont proposées aux collectivités en matière de coordination des investissements avec la création du Fonds national d'investissements (FNI) et du service aux collectivités. À ce congrès, TT préconise la réalisation d'assises nationales du Tourisme social et adopte une charte nationale revendicative.

Le 20ème congrès de Tourisme et travail en 1972 consacre la mise en place d'une organisation dotée de moyens techniques modernes, de l'informatique, pour répondre aux besoins et faire face à la concurrence et à la « marchandisation » des loisirs. Tourisme et travail regroupe alors 93 associations locales, 200 000 adhérents individuels, (jeunes, adultes, familles, retraités), 1600 adhérents collectifs (comités d'entreprise, mutuelles, municipalités, etc.). En 1978, Tourisme et travail compte 450 000 adhérents individuels et 4000 adhérents collectifs.

Le thème du 22ème congrès de Tourisme et travail en 1977 est le suivant : « Pour un tourisme de qualité en faveur du plus grand nombre ».

Et pourtant, les années 1980 seront pour Tourisme et travail le temps des difficultés : désengagement des pouvoirs publics (État et collectivités locales), crise conjoncturelle jouant sur le pouvoir d'achat, concurrence du tourisme commercial, répercussion des mesures de rigueur économique sur les activités (contrôle des changes, prélèvements fiscaux, etc.) font que Tourisme et travail connaît des gros problèmes de financement et se voit dans l'obligation de cesser ses activités en novembre 1985.

En 1986, l'Association nationale de coordination des activités de vacances des comités d'entreprise (ANCAV) se met en place, avec pour objectifs : sauvegarder le patrimoine de vacances des comités d'entreprise et des collectivités édifiés en copropriétés et dans le sein de Tourisme et travail, défendre et développer ce patrimoine, et continuer les activités de tourisme social de qualité, conduire et conclure au mieux le règlement judiciaire de Tourisme et travail, en évitant si possible une issue de liquidation judiciaire.

Lors de sa deuxième assemblée générale le 20 avril 1989 à Bobigny, le président de l'ANCAV conclut son rapport sur ces mots : « le bureau confédéral propose que la fédération nationale Tourisme et travail représentée par son président... passe délégation exclusive du nom de Tourisme et travail à l'ANCAV, afin qu'il soit préservé, perpétué et utilisé au service de la lutte pour le tourisme social, dans la filiation historique ; qu'ainsi passe le flambeau de la fédération nationale de Tourisme et travail à l'ANCAV qui devient l'Association nationale de coordination d'activités de vacances Tourisme et travail (ANCAV – TT) ».

L'ANCAV-TT avait pour siège social en 2012 : 269 rue de Paris, case 560, 93515 Montreuil Cedex, *tél. :* 01 48 18 81 79, *site internet :* http://www.ancavtt.asso.fr/

Historique de la conservation

Les archives de TT furent déposées par l'Institut d'histoire sociale CGT dans le cadre de la convention de partenariat signée, le 5 novembre 1993, avec le conseil général de la Seine Saint-Denis visant à établir une coopération pour la sauvegarde, la collecte, le traitement et la communication du patrimoine écrit rassemblé par l'Institut et conservé au siège de l'Institut à Montreuil, en Seine Saint-Denis.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds des archives de la fédération nationale Tourisme et travail est constitué de 398 boîtes d'archives, de 1248 diapositives et quelque 100 documents audiovisuels.

Les réunions nationales (congrès statutaires, réunions du conseil national, bureau fédéral, assemblées nationales et conférences) sont archivées depuis 1944 et jusqu'à 1985 (cf. 53J 1 à 53J 68).

L'association édita le premier numéro de la revue *Tourisme et travail* le 1er juin 1945. La revue n'est archivée qu'à partir de 1953 et jusqu'en 1985 (cf. 53J 87 à 53J 137). L'activité que l'association déploya aussi bien dans la création d'infrastructures touristiques que dans l'organisation de voyages au niveau national et international fut conçue dans le cadre d'une politique pour un tourisme et des vacances en faveur du plus grand nombre (cf. 53J 163 à 53J 271).

TT développa ses premières structures régionales en 1946 : 18 délégations régionales et 3 « coloniales » (Algérie, Tunisie et Maroc). En avril 1968, elle devint une fédération nationale constituée d'unions départementales (UD) qui sont une émanation d'associations locales (AL) (cf. 53J 188 à 53J 209).

Dès sa naissance, Tourisme et travail bénéficia de l'appui officiel des pouvoirs publics. Ses relations avec le monde syndical, politique et associatif s'inscrivirent parmi ses orientations de travail (cf. 53J 272 à 53J 373). À l'étranger elle développa une large coopération en signant des accords avec des organismes du tourisme populaire (cf. 53J 374 à 53J 398). En 1981 elle devint la première association de tourisme social.

Un ensemble de 1248 diapositives nous permet de mieux comprendre le fonctionnement de l'association Tourisme et travail de 1978 à 1985. Les thèmes des montages diaporamas concernent l'histoire de l'association Tourisme et travail, le sport, la culture, les voyages, les loisirs, l'éducation, etc. Quelques titres :

- « Les 40 ans de l'association Tourisme et travail » ;
- « En étiez-vous ? » (les premiers congés payés) ;
- « Voyages d'été en France ».

Le fonds comprend aussi 153 documents audiovisuels qui présentent les activités de l'association, les prestations proposées. Les thèmes sont : le sport, la culture, les voyages, les vacances. Quelques titres de films :

- « L'homme sportif » ;
- « Tourisme et travail vacances » ;
- « Comité d'entreprise Dassault » ;
- « SNCF tourisme » ;
- « C'est quoi les vacances ? » ;
- « Non au racket ».

Le fonds sonore est surtout composé d'enregistrements radiophoniques, revues de presse, reportages sur les activités et manifestations de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Tourisme et travail (TT), 53J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 398 articles, 45,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1944-1986.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Maurice Tadier, 20140183 (ex 554J).
Don en 2008. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant TT :* 20140183/30, article comprenant tous les numéros de la revue *Conquêtes* co-réalisée par TT avec l'UFAJ et TEC (1946-1947).

Tourisme, vacances pour tous

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1937

Tourisme, vacances pour tous était une association de tourisme social, créée en 1937 et disparue en 1939. Elle était issue de la fusion du bureau de tourisme de la CGT et de Vacances pour tous, association liée aux mutuelles d'instituteurs.

Historique de la conservation

Des dossiers concernant l'association se trouvent à l'Institut d'histoire sociale de la CGT à Montreuil dans les archives produites par le syndicat avant 1940.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents concernant la création du bureau de tourisme de la CGT et sa fusion avec Vacances pour tous, le rapport moral 1937, le rapport sur l'organisation nationale et départementale, le rapport d'activité de la saison été 1938, des bulletins mensuels d'information, de la correspondance, des pièces comptables, des documents touristiques et des coupures de presse.

Localisation du fonds du producteur

Institut d'histoire sociale de la CGT

 Archives de la confédération nationale CGT
Archives privées. Communication libre sur rendez vous
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 0,15 mètre linéaire. Importance matérielle *:* 1 article (97CFD 26). *Dates extrêmes :* 1936-1939.

Travail et culture (TEC)

Historique du producteur

Création : 1944
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 3 juillet 1945

L'origine de Travail et Culture est à chercher dans le mouvement Jeune France créé par le gouvernement de Vichy en 1940 et dissout par les mêmes autorités en 1942. Ce mouvement avait l'ambition de regrouper des jeunes artistes pour des productions, de leur donner du travail, etc. Le passage de Jeune France à TEC semble avoir été fait à l'intérieur d'un « centre culturel populaire » dirigé par Maurice Delarue (voir notice) qui fut ensuite la cheville ouvrière de TEC jusqu'en 1966.

La fondation officielle de TEC date du 22 septembre 1944 : le premier président fut P.-A. Touchard et le secrétaire général J.M. Serreau. Les buts de cette association, loi de 1901 étaient de créer un centre d'études et de coordination des activités d'éducation et de culture populaire ainsi que de préparer les élèves des écoles d'art à un rôle d'animateur culturel dans les organismes de culture populaire.

Une des premières manifestations fut la création du Culture par initiation dramatique (CID), qui devait diffuser la connaissance du théâtre et stimuler les contacts entre les artistes et le public. La réussite du CID (à laquelle participèrent Pierre Duc, Louis Jouvet, Jean Vilar, Jean-Louis Barrault, etc.) entraîna la création du Culture pour l'initiation cinématographique (CIC) animé par A. Bazin, du Culture pour l'initiation musicale (CIM), du Culture pour l'initiation picturale (CIP) animé par Léger, Lurçat et Picard le Doux (auteur du logo TEC).

Malgré les difficultés financières dues notamment à un manque de subventions, TEC menait une double action en développant certains domaines artistiques, et en animant un centre de culture populaire, organisant des cours du soir, des stages, un suivi de documentation.

Dès 1946, TEC collabora avec d'autres associations comme Tourisme et travail (voir notice, production commune d'un almanach), l'Union française des auberges de la jeunesse (voir notice, publication de la revue *Conquête*) ou encore Peuple et culture (voir notice, publication d'une revue commune *DOC* de 1947 à 1950).

TEC fut présent en Afrique du Nord dès 1945, à la suite de Tourisme et Travail. C'est en Algérie essentiellement (Alger, Oran, Constantine) que TEC créa des activités (ciné - clubs, conférences, bibliothèques, etc.). En Tunisie, l'activité de TEC se limita à des conférences et à la création d'un ciné-club, et au Maroc, TEC travailla surtout à aider Tourisme et Travail à développer un tourisme culturel. Les activités de TEC en Afrique du Nord se poursuivirent jusqu'en 1962.

Dans la période de l'après-guerre, l'intervention de TEC dans les usines était rare. Excepté un accord limité entre le CID et la CGT pour le « billet syndical », les rapports avec les syndicats n'étaient pas réguliers. L'essor réel avec le monde du travail, essentiellement avec la CGT, commença à partir des années 1950.

En 1965, la direction de TEC proposa au Syndicat français des artistes interprètes (SFA-CGT) d'être représenté à son comité directeur. En 1967, deux responsables du SFA furent donc élus. La CGT ayant par ailleurs aidé TEC à combler un déficit dû à la tournée des Arbres de Noël en 1967, « une nouvelle direction se dégagea peu à peu, qui imprima incontestablement une ligne plus proche du mouvement syndical et mit en place une structure de fonctionnement plus démocratique, davantage liée aux collectivités » (François Parrot, juin 1983).

Dans les années 1960-1970, un premier mouvement de décentralisation fut élaboré par la création de trois ou quatre associations départementales. Deux systèmes de fonctionnement furent mis en œuvre :

- La gestion directe. Les collectivités de la région parisienne et de province là où TEC n'était pas implanté étaient en contact direct avec l'association nationale ;
- La gestion indirecte. Les spectacles passaient par le canal d'une association TEC de province tant au niveau de la prospection et de la fixation des marges que du suivi du terrain.

Peu de temps après fut créée une société de production de spectacles plus particulièrement chargée de la billetterie, la Production culturelle et artistique de Paris (PROCAP), qui travaillait principalement pour l'association TEC de la région parisienne (TEC - URP) créée en 1977.

Il ne s'agissait pas pour TEC et la PROCAP de définir les orientations des comités d'entreprises en matière de politique culturelle, TEC se plaçait en conseiller technique expérimenté et

compétent, muni d'une expérience de la collectivité que peu de comités d'entreprises avaient individuellement pu accumuler.

Au sein de la fédération, le découpage en petites cellules de production spécialisées permit une forte motivation et une production de qualité (secteurs Arbres de Noël, diffusion, animation en entreprises, séjours culturels, collectifs tournées, etc.).

Créatrice et promotrice d'expositions, de spectacles, TEC était aussi une association de formation d'animateurs culturels originale, qui rassembla une très abondante documentation sur plusieurs domaines artistiques.

Jusqu'à sa cessation d'activités, TEC participa à des festivals, des colloques, et proposa régulièrement des places de spectacles aux comités d'entreprises. Une gestion financière difficile (nouveau déficit en 1982-1983), aggravé par le déficit du spectacle « Quasimodo » (Noël 1987) entraîna la dissolution de TEC national à la fin des années 1980.

Historique de la conservation

Les archives de l'association Travail et Culture ont été déposées en vrac dans des cartons de déménagement aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis en 1989. Elles font aujourd'hui partie des archives de l'Institut d'histoire sociale CGT.

Un ensemble de dossiers documentaires et de documents audiovisuels a également été remis au Archives nationales du monde du travail (Roubaix).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives déposées par TEC sont composées d'archives papier, d'affiches, de documents audiovisuels et d'une soixantaine de disques vinyle.

Les archives papier conservées, soit quelque 47 mètres linéaires, remontent à l'année 1945 (procès-verbaux de réunions du Comité directeur) mais couvrent principalement la période 1968-1988 (les archives comptables n'ont pas encore été traitées, elles sont répertoriées succinctement à la fin du répertoire).

Le plan de classement adopté prend en compte d'une part le fonctionnement interne de la fédération et des associations départementales ou régionales de TEC, et d'autre part la gestion des activités proposées par TEC aux comités d'entreprises ou aux collectivités et les rapports avec le milieu de la création artistique.

Les affiches déposées par TEC sont pour l'essentiel des affiches de spectacles proposés, créés ou produits par l'association de 1978 à 1985. Il s'agit souvent de donner sa chance soit à un premier spectacle, soit à un jeune artiste. Mais on peut y trouver des affiches de spectacles de troupes ou d'artistes étrangers.

À signaler aussi 61 disques de variétés déposés à l'association par des artistes souhaitant faire connaître leurs créations, un ensemble de 5 diaporamas soit 200 diapositives sur le cinéma, le livre, 306 documents audiovisuels sur tous supports produits par l'association TEC de 1982 à 1985. Documents thématiques ou extraits des spectacles et représentations culturelles montés, produits par TEC. Enfin, des œuvres sur cassettes sonores que les artistes adressaient à l'association pour les faire connaître : Nicoletta, Flora, Pierre Spiers, Claire Giroud, Alec Dhorme, Paul et Magali, Jean-Paul François, Nino Ferrer.

Les archives de l'association nationale déposées aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis étant très lacunaires pour la période 1944-1968, il est indispensable de consulter les fonds de deux militants : Robert Aimé (Archives départementales du Val-de-Marne) et Maurice Delarue (Archives départementales de la Seine-Saint-Denis).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Fonds de l'association Travail et Culture (TEC), 23J
Dépôt. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur pour les cotes : 1-364.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 47 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1936-1988.

Archives nationales du monde du travail

• Travail et culture - centre de recherche, d'innovation artistique et culturelle (CRIAC), 2000028
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Dates extrêmes :* 1991-1999.

Sources complémentaires

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Maurice Delarue, 421J
Dépôt. Archives privées. Communication : non accessible (fonds non classé).
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1900-2000.

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Maurice Tadier, 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant TEC :* 20140183/30, article comprenant tous les numéros de la revue *Conquêtes* co-réalisée par TEC avec l'UFAJ et TT (1946-1947).

Union chorale de Lyon

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Société chorale du 3e arrondissement, 1853-1861

Historique du producteur

Création : 1853

Autorisée par la préfecture le 1er août 1853, l'association a sans doute cessé ses activités au début du 20e siècle.

Historique de la conservation

Le fonds de l'Union chorale de Lyon a été retrouvé dans la sous-série 4 T (affaires culturelles) lors de son classement. Provenant d'un organisme privé, ce fonds a été réintégré en série J.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des journaux, coupures de presse, programmes (1853-1894) et pièces diverses (19e siècle).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Rhône

 Union chorale de Lyon, 139J
Attribution en 1998. Archives privées. Communication : non accessible (fonds non classé). *Instrument de recherche :* aucun. Importance matérielle *:* 21 articles, 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1853-1894.

Union départementale des Maisons des jeunes et de la culture des Yvelines (UDMJC78)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1er mars 1968

L'Union départementale des Maisons des jeunes et de la culture des Yvelines était affiliée à la Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture d'Ile-de-France (FRMJC-IdF, voir notice) et la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice). Elle est fondée en 1968, dans un contexte de fort développement de l'éducation populaire : renforcement du rôle de l'État, professionnalisation des cadres, création de réseaux de coordination et surtout expansion très dense (comprenant un redécoupage territorial) du réseau des MJC.

L'Union assurait une fonction support pour les 22 Maisons des jeunes et de la culture du territoire yvelinois dans les communes de Bois-d'Arcy, La Celle-Saint-Cloud, Chatou, Chambourcy, Chevreuse, Les Clayes-sous-Bois, Conflans-Sainte-Honorine, Fontenay-le-Fleury, Saint-Germain-en-Laye, Juziers, Louveciennes, Magny-les-Hameaux, Mareil-Fourqueux, Marly-le-Roi, Le Mesnil-Saint-Denis, Montesson, Saint-Nom-la-Bretèche, Port-Marly, Rambouillet, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Sartrouville et Trappes.

Elle aidait à la mise en réseau du personnel et du matériel entre ces associations locales et se plaçait en interlocuteur représentatif des MJC auprès des instances de plus grande envergure, principalement les Fédérations régionale et nationale et les pouvoirs publics. Elle mettait en œuvre une communication à grande échelle des actions locales, organisait la formation des bénévoles et des salariés des associations et soutenait les actions d'ampleur à l'initiative des MJC.

Après diverses vicissitudes, l'association est mise en sommeil en 2005 puis dissoute en 2012.

Historique de la conservation

Les archives de l'association ont sans doute accompagné son déménagement depuis son siège de l'Hôtel-de-Ville de Versailles à ses locaux de Louveciennes puis ont probablement été stockées dans les locaux de la MJC « Les Terrasses » de Conflans-Sainte-Honorine au lendemain de la mise en sommeil des activités en 2005. Elles ont fait l'objet d'un don aux Archives départementales des Yvelines en 2018 par M. Claude Pellat, directeur de la Maison des jeunes et de la culture « Les Terrasses » de Conflans-Sainte-Honorine puis fait l'objet d'un classement définitif en 2023.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds témoigne de l'activité et des missions de l'UDMJC78 ainsi que, au niveau local, de la vie socio-culturelle intense qui était celle des MJC du territoire yvelinois.

Les archives ayant trait strictement à l'administration, aux activités de l'UDMJC 78 et aux liens qu'elle a entretenus avec les MJC affiliées ne sont conservées que pour la période de 1996 à 2005. La période précédente (1968-1996) n'est pas documentée, sans doute en raison d'une absence de Conseil d'administration entre 1993 et 1996. On trouve, à la marge, des documents reçus à titres informatifs pour la période précédant cette mise en sommeil *de facto*.

Le fonds à son arrivée représentait 2,1 ml. Les éliminations se sont fondées sur les critères du doublonnage tant au niveau du fonds qu'au niveau de la conservation extérieure (par le PAJEP principalement). Les correspondances entretenues par l'UDMJC78 avec la Fédération française des MJC (1968-1977) et la Fédération régionale des MJC ([1985]-2003) ont été conservées afin de rendre plus aisée la compréhension des missions de l'UDMJC78, des rapports qu'elle pouvait entretenir et du rôle qu'elle a pu jouer dans des dynamiques à portée nationale.

Le fonds est classé chronologiquement. Les dossiers de suivi des MJC sont classés par ordre alphabétique.

On notera la présence d'une cassette VHS et de tirages photographiques.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Yvelines

 Union départementale des Maisons des jeunes et de la culture (UDMJC) des Yvelines, 174J
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 1,45 mètre linéaire, 61 articles. *Dates extrêmes* : 1968-2008.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture, 513J
Dépôts en 2001, 2013 et 2021. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'Association interrégionale des MJC.
Instrument de recherche : bordereau de récolement (une base de données de *Pas à Pas* a également été constituée pour les numéros 1945-1958). Importance matérielle *:* 2027 articles, 130 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1944-2020.

 Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale, 501J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 8 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1986-1998.

Union des associations animatrices de chantiers de sauvegarde pour la réhabilitation et l'entretien des monuments et du patrimoine artistique (REMPART)

Adresse : 1 rue des Guillemites, 75004 Paris
Téléphone : 01 42 71 96 55
Courriel : contact@rempart.com
Site internet : www.rempart.com

Anciens noms du producteur

Association des animateurs de chantiers de sauvegarde pour la réhabilitation et l'entretien des monuments et du patrimoine artistique (ACS REMPART), 1966-1968

Historique du producteur

Création : 11 juillet 1966
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 11 mars 1969
Reconnaissance d'utilité publique : 15 juillet 1982

Rempart est né au milieu des années 1960 de la volonté du Touring club de France (TCF) et d'un de ses responsables, André Châtelain, de participer efficacement au mouvement de réhabilitation du patrimoine.

À l'origine, l'association regroupe des animateurs de chantiers ayant opéré le sauvetage d'un monument en péril en France. En 1968, Rempart devient une union d'associations territoriales afin d'inciter les animateurs à se constituer en associations, dans le but de pérenniser leurs actions, de leur permettre de percevoir des subventions et de les insérer dans le milieu local.

En 1981, sont officialisés les « correspondants régionaux », dont l'origine remonte à 1971, pour accompagner la politique de décentralisation et pour structurer les regroupements des associations locales au niveau des régions. En 1995, l'association regroupe 150 associations locales en France œuvrant par et avec des bénévoles pour la réhabilitation de tout élément du patrimoine menacé d'abandon.

REMPART a adhéré à COTRAVAUX (voir notice) en 1969 et au Fonds de la coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) en 1971.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège de l'association. Un travail de classement, de tri et de conditionnement a été réalisé par l'association à la fin des années 1990.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si les archives d'instances sont bien conservées, elles ne sont peut-être pas complètes depuis la création : les plus vieux comptes rendus d'assemblée générale datent de 1971, ceux des conseils d'administration de 1966, les comptes annuels et les bilans de 1969. Concernant les instances des premières années, il est probable que certains comptes rendus figurent dans trois cartons d'archives conservés dans la cave qui sont à l'état de vrac.

Le fonds renferme des éléments très intéressants sur les journées d'études organisées au moment de l'assemblée générale. S'il n'est pas possible d'affirmer que les journées d'études

et les stages de formation sont tous conservés, les archives les plus anciennes concernant ces activités datent de l'année de création.

L'association n'a pas eu toujours eu de publication régulière, les journaux internes les plus anciens ne semblent pas remonter avant 1986. En revanche, tous les catalogues annuels des chantiers proposés par les associations membres de Rempart sont conservés.

Les dossiers d'affiliation et de suivi des associations sont très riches et bien classés par région. Ils contiennent des éléments sur les relations avec l'Union nationale, le financement et le montage des chantiers de restauration, le dossier « post-chantier » annuel depuis 10 à 15 ans. Ils sont enrichis par la conservation des circulaires envoyées aux associations affiliées depuis les années 1970.

Les papiers concernant les relations avec le ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, et celui chargé de la Culture sont complets seulement depuis les années 1980. Il en est de même pour les archives concernant les relations et la participation à Cotravaux, la Fédération nationale des associations de sauvegarde des sites et des ensembles monumentaux, le Forum européen des associations pour le patrimoine, le Comité de coordination du service volontaire international et plus généralement pour les actions internationales de Rempart.

Localisation du fonds du producteur

Siège national

 Union des associations animatrices de chantiers de sauvegarde pour la réhabilitation et l'entretien des monuments et du patrimoine artistique, non coté
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1966-2000.

Union des centres sociaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Adresse : S/C Union des Centres sociaux et socioculturels des Bouches du Rhône, 8 boulevard de Dunkerque, 13002 Marseille
Téléphone : 04 96 11 53 60
Courriel : union.centressociaux.bdr@wanadoo.fr

Historique du producteur

La Fédération régionale des centres sociaux de Provence est affiliée à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs au fonctionnement de la fédération.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

 Fédération régionale des centres sociaux de Provence, 207J
Don en 2008. Archives privées. Dossiers non communicables tant que le fonds n'est pas classé. *Instrument de recherche :* non classé. Importance matérielle *:* 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1978-1996.

Union féminine civique et sociale (UFCS)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [6 mars 1925]
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 11 août 1959
Reconnaissance d'utilité publique : 1947

L'Union féminine civique et sociale était une association loi 1901 créée en 1925 par une militante du catholicisme social, Andrée Butillard (1881-1955), qui voulait créer une élite féminine capable de jouer un rôle économique et social. Jusqu'à cette date, la cause de l'émancipation de la femme était défendue par des mouvements féministes laïcs, mais les femmes catholiques restaient en dehors de ce combat. Avec l'UFCS, Andrée Butillard lance ainsi la branche féminine du catholicisme social.

L'association se développa partout en France par l'implantation de bureaux et d'équipes locales qui étaient chargées d'une action régionale notamment en ce qui concerne la formation. On trouvait en effet des équipes « civique », « urbanisme » ou encore « consommation » qui informaient les femmes sur des sujets d'actualité. L'UFCS anima également un bureau en Algérie jusqu'à la décolonisation.

Avec la déconfessionnalisation survenue dans les années 1970, l'UFCS chercha à s'adresser à toutes les femmes, sans distinction de race ou de religion.

Tout au long du 20e siècle, elle participa à de grands débats et mène de nombreuses actions. Parmi ses derniers engagements, on peut citer son suivi lors de l'application de la loi sur la parité dans les instances élues (1990-2002), la formation des candidates aux élections municipales, etc.

Le mouvement a évolué au fil des décennies mais son projet est resté le même : « faire évoluer les mentalités en y insufflant un esprit civique qui, appliqué aux domaines de la consommation, de la citoyenneté ou du travail, contribue à la construction d'une société plus humaine, où chacun a sa chance ».

En 2008, l'association a fusionné avec la Fédération nationale Familles rurales (FNAFR, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège social de l'association à Paris (25 rue de Valois jusqu'en 1951 puis au 37 rue de Valois jusqu'en 1968 et enfin au 6 rue Bélanger) avant d'être transférées au début des années 2000 au Centre des archives du féminisme (CAF) logé à la Bibliothèque universitaire d'Angers.

Le fonds déposé au CAF s'arrête en principe à la date de 1980, l'UFCS conservant ses archives courantes au siège. Cependant, on trouve dans le fonds des documents jusqu'en 1998 en raison de mélanges au sein des liasses. En outre, pour la période allant jusqu'en 1980, un supplément (constitué de documents laissés de côté lors du premier dépôt) a été transféré au CAF le 15 juin 2006. Ce supplément, qui complète plusieurs articles du premier dépôt, reste à inventorier.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si les dossiers de fonctionnement ne sont pas complets, principalement concernant les premières années de l'UFCS, ils sont néanmoins relativement riches. L'association a conservé ses statuts depuis sa création en 1925, les comptes rendus du comité national depuis 1930. Néanmoins, les archives d'assemblée générale n'apparaissent qu'à partir de 1948, et elles sont lacunaires par la suite.

Les publications sont relativement bien conservées, puisqu'il existe une collection complète de la revue *La femme dans la vie sociale* depuis 1927 et de la revue antérieure *Circulaire* (1925-1927). Par ailleurs, le fonds renferme de nombreux ouvrages, brochures et plaquettes réalisés par le siège national ou par les groupes locaux et régionaux. À noter aussi l'existence d'affiches et de tracts depuis 1930.

Concernant les relations avec les groupes en province, le fonds comprend des rapports d'activités des bureaux locaux, des directives envoyées par le national depuis 1945, de la correspondance, des comptes rendus de congrès régionaux depuis 1957, des listes d'adhérentes depuis 1950. L'UFCS a conservé des archives des congrès nationaux depuis 1927, des congrès internationaux depuis 1933, des journées européennes d'études depuis 1955 et des voyages d'études depuis 1952.

Les dossiers d'activités les plus anciens remontent aux années 1930 et s'étoffent vraiment après 1945. Ils sont répartis dans les premières années par commissions de travail sous la direction du conseil national. Après le décès d'A. Butillard, en 1955, les commissions de travail prennent plus d'autonomie par rapport au conseil et se structurent davantage, notamment dans les régions. Cette évolution conduit à la constitution de quatre « secteurs » : Consommation, Civique, Urbanisme-environnement, Presse-Médias. Chaque secteur a une mission particulière et peut se composer de plusieurs équipes plus spécialisées. Ces secteurs sont organisés selon un même modèle. On y retrouve des documents issus du fonctionnement et des activités propres au secteur, des enquêtes, des formations spécifiques et de la documentation réunie par les responsables pour faciliter leur travail.

Par ailleurs, le fonds comprend aussi de riches dossiers sur l'histoire de l'association, des témoignages écrits et sonores de militantes réalisés entre 1987 et 1998.

Localisation du fonds du producteur

Bibliothèque universitaire d'Angers

 Union féminine civique et sociale, 16AF
Dépôts en 2004 et en 2006. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 497 articles, 13,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1925-1998.

Union féminine civique et sociale (UFCS) d'Amiens

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1958

L'association était membre de l'Union féminine civique et sociale (UFCS, voir notice). La section régionale de Picardie était située à Amiens.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Somme le 24 mai 1995.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué d'une partie administrative de fonctionnement et d'une partie illustrant ses activités qui varient selon les lieux, l'âge des participantes, leurs préoccupations. Les dossiers 33J 5-9 concernent des litiges entre commerçants et particuliers et sont soumis à la procédure de dérogation.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Somme

 Union féminine civique et sociale, 33J
Don en 1995. Archives privées. Communication libre sauf cotes 33J 5-9 soumis à dérogation. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 38 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1963-1992.

Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

À la Libération, est maintenu au sein des auberges de jeunesse le système de dualité mis en place sous le régime de Vichy entre organisation technique et mouvement d'usagers. Deux associations sont ainsi créées :

- Une organisation technique : l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ) qui prend en charge les installations des Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice), du Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice) et de la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice). L'association a pour vocation de développer et maintenir un réseau d'auberges de jeunesse cohérent.
- Un mouvement d'usagers : le Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice), qui succède aux Camarades de la route (CDR, voir notice) regroupe tous les ajistes (CDR, CLAJ et LFAJ) et est membre de l'UFAJ.

La première réunion du comité directeur de l'UFAJ a lieu le 21 novembre 1944. Cécile Grunebaum-Ballin, secrétaire générale du CLAJ d'avant 1940 et Marc Sangnier (voir notice), président de la LFAJ, en sont les présidents d'honneur. Robert Berthoumieu, président des AFJ, est nommé président de la nouvelle association.

L'UFAJ est fragilisée en décembre 1944, suite à la création de l'Office central des camps et des auberges de la jeunesse (OCCAJ, voir notice) par l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF), d'autant plus que Marc Sangnier en accepte la présidence d'honneur. Des négociations sont menées afin de fusionner l'UFAJ et l'OCCAJ mais elles ne permettent pas d'aboutir à un accord. Marc Sangnier, refusant de quitter l'OCCAJ, est exclu de l'UFAJ.

Les conflits sont tout aussi forts avec le MUAJ, devenu le Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), qui remet en question le principe de dualité. En 1947, le MLAJ décide de construire son propre réseau d'auberges de jeunesse et quitte l'UFAJ.

Le 3 mai 1946, l'UFAJ participe à la première tentative de regroupement des auberges de jeunesse à travers la création de la Fondation française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice), issue d'un accord entre d'une part, les représentants des organisations laïques,

confessionnelles et syndicales et d'autre part, des responsables du CLAJ, de la LFAJ et des AFJ. Après l'échec de cette tentative, l'UFAJ prend part à la création de la Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ) en 1950. Cette dernière regroupe la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice), le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice), l'Office central des camps et des auberges de la jeunesse (OCCAJ) ainsi qu'un grand nombre de mouvements de jeunesse.

À partir de 1950, l'UFAJ existe toujours juridiquement mais n'exerce plus aucune activité. Celles-ci sont réalisées par la Fédération française des auberges de la jeunesse. Ce n'est que le 1er novembre 1958, à l'occasion de l'assemblée générale d'Avon (Seine-et-Marne), que l'UFAJ prononce sa dissolution et sa fusion avec la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice), créée en 1956 et qui unifie plusieurs organisations d'auberges de jeunesse.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Pour aborder l'histoire de l'UFAJ, il faut se reporter aux fonds de militants des auberges de jeunesse et celui de Lucette Heller-Goldenberg, auteure d'une thèse sur l'histoire des auberges de jeunesse, conservés aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine, dans le cadre du PAJEP.

Le fonds le plus important est le fonds Maurice Tadier qui couvre la période 1945-1956. Il renferme des archives liées au fonctionnement (documents statutaires et fondamentaux, comptes rendus d'assemblées générales et de comités directeurs), à l'organisation du centre national (comptes rendus de réunions et correspondance) et à l'animation et au suivi du réseau (circulaires intérieures, rapports d'activité, etc.). On y trouve également des documents relatifs aux relations extérieures ainsi que des publications.

Le fonds Lucette Heller-Goldenberg contient des archives telles que des documents statutaires, des circulaires et des bulletins. Les fonds Jean-Lou Lefèvre, Emile Orain et René Sedes renferment quelques pièces et en particulier des publications de l'UFAJ.

Des archives concernant l'UFAJ sont également conservées à Rouen, au Musée national de l'Education (Munaé).

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Heller-Goldenberg Lucette, 20140216 (ex 580J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant l'UFAJ* : 20140216/23 (1940-1947).
 Lefèvre Jean-Lou, 20140164 (ex 575J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant l'UFAJ* : 20140164/1 (1943-1946).
 Orain Emile, 20140184 (ex 577J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant l'UFAJ* : 20140184/1 (1944-1951).
 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant l'UFAJ* : 20140177/7.
 Tadier Maurice, 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant l'UFAJ* : 20140183/26 à 30 (1945-1956).

Musée national de l'Education

Des archives liées à différentes associations d'auberges de jeunesse sont conservées au Musée national de l'Education (Munaé), à Rouen. L'inventaire des documents est consultable sur le site du Munaé : www.munae.fr/collections.

Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)

Adresse : 3 rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07
Téléphone : 01 43 58 97 71
Site internet : www.ufolep.org

Historique du producteur

Création : 1928

En 1925, au congrès de Saint-Etienne, la Ligue française de l'enseignement (voir notice) devient une confédération et prend le sous-titre de « Confédération générale des œuvres laïques scolaires, postscolaires, d'éducation et de solidarités sociales ».

C'est dans ce contexte qu'elle crée des branches spécialisées : les UFOS (Union des fédérations des œuvres dans les domaines du sport (UFOLEP – 1928), de l'éducation artistique (UFOLEA - 1933), du cinéma éducateur (UFOCEL – 1933), de l'image et du son (UFOLEIS – 1933), des vacances (UFOVAL – 1934), de l'aviation (CLAP – 1938), etc.

En 1929, l'UFOLEP déclare au Comité national des sports, lors de son agrément, 1210 sociétés et 106 000 membres adhérents. Durant les années 1930, l'UFOLEP déploie une vaste campagne en faveur des écoles élémentaires, pour la pratique du sport, le développement de l'éducation physique à l'école, la création et la généralisation de terrains d'éducation physique à proximité des écoles.

Compte tenu du développement des activités et de l'accroissement régulier du nombre de pratiquants, des commissions sportives composées de techniciens sont mises en place. Ces commissions ont pour tâche d'organiser des programmes d'action dans chacune des disciplines et il est alors demandé que la Ligue de l'enseignement donne des directives pour l'organisation du sport féminin.

Le développement des pratiques sportives amène l'UFOLEP, à cette époque, à multiplier des contacts de plus en plus nombreux avec les fédérations sportives. Le 19 octobre 1938, un projet d'entente est élaboré entre l'Office du sport scolaire et universitaire (OSSU) et l'UFOLEP pour développer des rencontres scolaires communes.

Le comité directeur de l'UFOLEP établit et présente au ministère de l'Education nationale, un projet de statut constitutif de l'USEP, qui doit être à l'enseignement primaire ce que l'OSSU est au deuxième et troisième degré de l'enseignement. Le 1er février 1939, le ministre de l'Education nationale, Jean Zay, adresse une circulaire aux recteurs : l'acte de naissance de l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP).

En juin 1940, le gouvernement de Vichy confie l'éducation physique et le sport à un commissariat général de l'Education et des Sports. Le mouvement sportif est alors fortement contrôlé par l'État qui nomme les présidents des fédérations unisports dites délégataires. L'expression politique, syndicale, associative et laïque est étouffée. La Ligue française de l'enseignement et ses filiales, y compris l'UFOLEP et l'USEP sont dissoutes par décret du 17 avril 1942. Les biens sont placés sous séquestres et l'immeuble de la rue Récamier à Paris sera mis à la disposition des Jeunes du maréchal.

Du 26 au 29 septembre 1945 la Ligue de l'enseignement tient à Paris son 56ème congrès dit « Congrès de reconstitution ». Saisissant l'opportunité de ce congrès, des anciens de l'UFOLEP d'avant 1940 se regroupent et tiennent leur première réunion officielle. Vingt et un comités régionaux sont créés ainsi que dix-sept commissions sportives et administratives.

Un vaste élan d'action militante et bénévole se développe dans tous les secteurs de la vie politique, sociale, éducative, sportive et culturelle. C'est ainsi que le sigle UFOLEP, jeté aux oubliettes sous Vichy, réapparait dans toute la France métropolitaine, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, à Madagascar, en Martinique, en Guadeloupe et à la Réunion. Au 31 décembre 1945, on compte 1562 sociétés.

En 1947, au cours d'un stage UFOLEP à Cannes, une charte de l'USEP est élaborée et le premier stage USEP a lieu en 1949 à l'Institut national du sport à Paris.

Malgré le manque d'aides financières rencontré pendant toute cette période d'après-guerre, les effectifs augmentent, le nombre de sociétés progresse et les rencontres deviennent de plus en plus nombreuses.

Cet essor se poursuit dans les années suivantes. Au début des années 1960, l'UFOLEP-USEP est forte de près de 700 000 membres dont plus de 520 000 sont d'âge scolaire. L'UFOLEP réaffirme alors son orientation : développement des activités de pleine nature, effort en faveur du sport féminin, priorités aux sports de base. En 1965, le congrès de Marseille met l'accent sur la création d'un service Plein air et sport, dont le délégué UFOLEP serait responsable et qui regrouperait les activités de plein air, sportives et aéronautiques.

Au début des années 1980, l'USEP multiplie ses contacts avec les fédérations sportives habilitées et les groupements sportifs extrascolaires. Elle participe avec de nombreuses fédérations à la rédaction de documents pédagogiques et techniques destinés aux animateurs de clubs et associations.

De son côté, l'UFOLEP s'ouvre au monde international. Des échanges se multiplient notamment avec l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ). L'UFOLEP prend aussi la décision de s'ouvrir à de nouvelles activités. Des protocoles internationaux sont signés entre la Fédération québécoise de crosse et la Fédération internationale de korfball pour permettre à l'UFOLEP d'avoir l'exclusivité de développer la « crosse québécoise » et le korfball en France.

En 2000, une nouvelle loi sur le sport émane du Ministère de la jeunesse et des sports. Cette loi confirme l'indépendance des deux fédérations sportives : l'UFOLEP, fédération sportive affinitaire, et l'USEP, fédération sportive scolaire. C'est aussi la fin de la présidence commune aux deux mouvements. De nouveaux statuts sont votés et présentés au Conseil d'État. De nouveaux règlements intérieurs sont conçus et adoptés lors du congrès d'Amiens, en avril 2003.

En 2004, l'UFOLEP et l'USEP se séparent pour former deux fédérations distinctes. Les nouvelles dispositions statutaires adoptées entre 2001 et 2003 prennent officiellement effet.

Historique de la conservation

Dans le cadre du programme MéMoS (mémoire du sport), les archives de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) - Union sportive de l'enseignement primaire (USEP) qui étaient conservées au siège social de la Ligue de l'enseignement (3 rue Récamier, 75007 Paris) ont fait l'objet d'un don au Pôle national des archives du monde sportif. Elles sont conservées aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix (Nord).

Au total, 58,20 mètres linéaires ont été traités. Après tri et classement, il ne reste plus que 25,95 mètres linéaires. 32,25 mètres linéaires ont été détruits.

L'histoire des archives de l'UFOLEP-USEP est d'abord liée à la Seconde Guerre mondiale. La Ligue française de l'enseignement et ses filiales, y compris l'UFOLEP et l'USEP, sont dissoutes par décret du 17 avril 1942. Les biens sont placés sous séquestres et l'immeuble de la rue Récamier à Paris est mis à la disposition des « Jeunes du maréchal » et de l'armée allemande. À la fin du conflit, les troupes allemandes ont emporté avec elles les archives de cette

fédération, depuis sa création en 1929. La défaite de l'Allemagne et la rupture du pacte germano-soviétique eurent pour conséquence le transfert des archives vers le Kremlin à Moscou.

Présentation des sources

L'inventaire a permis de constater que des éliminations régulières ont été exécutées et d'importantes lacunes de 1945 à 2004 ont été mises en lumière. Les documents sauvegardés concernent principalement la création et le fonctionnement de l'UFOLEP-USEP : statuts, règlements, comptes rendus d'assemblées générales, de congrès et de comités directeurs, et enfin des revues. Les archives d'activités sont par contre beaucoup plus pauvres.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde travail (ANMT)

 Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) et Union sportive de l'enseignement primaire (USEP), 2010031
Dépôt en 2010. Archives privées. Communication libre à l'exception des cotes 65, 66, 67, 123, 124, 125. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 25,95 mètres linéaires, 291 articles. *Dates extrêmes* : 1928-2004.

Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) des Hautes-Pyrénées

Adresse : 1 rue Miramont, 65000 TARBES
Téléphone : 05.62.44.50.56
Courriel : ufolep-65@wanadoo.fr
Site internet : https://www.ufolep65.com

Historique du producteur

L'association est membre du réseau de la Ligue de l'enseignement. Elle existe depuis les années 1950.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Hautes-Pyrénées en 2012.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds se compose d'archives papier et iconographiques. On y trouve essentiellement des documents de fonctionnement : comptes-rendus de réunions, licences et fiches d'adhésions et archives issues de l'organisation des saisons et des championnats dans le département.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Hautes-Pyrénées

 Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) des Hautes-Pyrénées, 116 J
Dépôt en 2012. Archives privées. Communication : non accessible (non classé).
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : 55 articles. *Dates extrêmes* : 1950-2005.

Union française du film pour l'enfance et la jeunesse (UFFEJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 5 janvier 1990
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 8 avril 1991
Dissolution : 2012

En 1989, le Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse (CIFEJ) annonce son intention de déménager son siège, installé à Paris, au Canada. Jusqu'alors il le partageait avec le Centre national du film pour l'enfance et la jeunesse (CNFEJ), membre français du CIFEJ. Jack Lang, ministre de la Culture et de la Communication, qui ne veut pas voir partir le siège d'une organisation internationale, s'alarme de la situation et diligente une enquête du Centre national de la cinématographie (CNC) sur le CNFEJ. Il apparaît alors que l'activité de ce dernier se réduit à l'organisation de colloques, festivals, que le mouvement pour le cinéma destiné aux enfants et aux jeunes est plus limité par rapport au mouvement canadien. Le ministère demande alors au CNFEJ d'ouvrir son conseil d'administration à de nouveaux membres, représentant les autres acteurs du domaine du cinéma pour les enfants. Le CNFEJ organise le 1989 à Laon une assemblée générale. Elle est structurée de telle façon que l'élection de nouveaux membres au conseil d'administration est impossible. Face à cette situation le ministère chargé de la Culture, le CNC et le ministère de la Jeunesse et des Sports demandent aux membres non élus de se regrouper en association, l'Union française du film pour l'enfance et la jeunesse (UFFEJ) est ainsi créée en 1990. Ils sanctionnent la politique du CNFEJ en lui coupant ses subventions qui seront entièrement allouées à l'UFFEJ. Jack Lang écrit alors au CIFEJ pour qu'il reconnaisse l'UFFEJ comme seule représente au sein de son organisation, ce qu'il refuse au nom de son indépendance en tant qu'organisation non gouvernementale. Malgré tout, en 1991, avec le changement de statuts qui accorde plusieurs représentants par pays au sein du CIFEJ, l'UFFEJ peut enfin y adhérer.

D'après l'article 2 des statuts adoptés en 1990, l'UFFEJ a pour objectifs de « *promouvoir et de favoriser la culture cinématographique et audiovisuelle en direction de l'enfance et de la jeunesse, notamment au moyen de l'information, de la formation, de la documentation, de l'édition, de la production et de la diffusion des œuvres, ainsi que des échanges, la réflexion, les pratiques, y compris les loisirs, au niveau national et international* ». L'UFFEJ est le regroupement d'un réseau de professionnels, de salles de cinéma, d'association d'éducation populaire, de festivals, de producteurs, de distributeurs, de représentants des collectivités territoriales et des ministères, qui agissent pour la promotion du cinéma et de la création audiovisuelle auprès des jeunes.

L'UFFEJ édite ainsi une revue trimestrielle de réflexion sur le cinéma vers les enfants et les jeunes, *0 de Conduite*. Elle met également à disposition de ses adhérents et stagiaires un centre de ressources et de documentation.

Dès les années 1990, l'UFFEJ mène des actions de formations à destination des médiateurs culturels et socio-culturels qui militent en faveur du cinéma pour la jeunesse. Il s'agit d'abord de beaucoup de formations dites qualifiantes, des stages notamment. Elles sont toujours montées sur demande d'autres organismes. En 1999, l'UFFEJ met en place le Brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire (BEATEP) spécialité "Activités sociales et vie locale, animation enfance jeunesse", option "Actions culturelles cinématographiques vers les

enfants et les jeunes" qui devient en 2005 le Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) spécialité « Brevet animateur/médiateur socioculturel et artistique Option cinéma ».

Au cours des années 1990, l'UFFEJ est chargée, par le directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, d'organiser les « Entretiens de cinéma » afin de mettre en évidence l'action des associations de JEP en faveur d'une culture cinématographique de qualité. Ces entretiens se tiendront à Marseille en 1994, à Brest en 1996, Vandœuvre-lès-Nancy en 1998, puis en 2000 et 2002 à Cadouin (Dordogne).

Dans les années 2000, l'UFFEJ, attachée à son implantation locale, anime des cinémas municipaux dans la ville d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) puis celle de Gonesse (Val-d'Oise). Elle assure la programmation de ces cinémas et la mise en place d'actions auprès de leurs publics.

L'UFFEJ Bretagne est créée en 2005, à la suite du succès de deux manifestations organisées en Bretagne : "L'œil vagabond" et les "Entretiens de cinéma et d'éducation populaire" tenus à Pléneuf-Val-André (Côtes d'Armor). Elle doit permettre de mettre en place les actions de formation, de diffusion dans une plus grande proximité avec les réseaux éducatifs et socio-culturels locaux.

L'UFFEJ mène également une action à l'international, en participant à des jurys de festivals et au travail de réflexion sur le cinéma vers les enfants avec l'*European children film association* (EFCA), le CIFEJ et la Confédération internationale des cinémas d'Art et d'Essai (CICAE).

L'UFFEJ est dissoute en 2012 suite à un dépôt de bilan causé par le non-renouvellement de l'habilitation pour le BPJEPS.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées dans les bureaux et dans une cave, situés au siège social de l'association à Gonesse (Val-d'Oise). Au printemps et à l'été 2013, des archivistes du PAJEP (AD 94, FONJEP) avec l'aide de deux militants de l'UFFEJ ont sélectionné les archives à vocation historique de l'association, qui sont entrées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en septembre de la même année.

Un bordereau de récolement a été réalisé début 2014 pour l'ensemble des archives historiques de l'UFFEJ. Lors de ce récolement, une partie des documents vierges, des brouillons et des doublons a été éliminée.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Outre les dossiers de fonctionnement (documents statutaires et fondamentaux, instances, documents comptables récapitulatifs, subventions), le fonds UFFEJ renferme principalement des documents concernant les activités. Les activités de l'UFFEJ se divisent en plusieurs catégories :

- l'organisation ou la participation à des évènements ponctuels (colloques, séminaires, journées d'études et rencontres),
- la participation à des dispositifs destinés à promouvoir le cinéma au sein des établissements scolaires,
- l'animation de cinémas municipaux,
- l'organisation de formations diplômantes ou non.

La présence de dossiers antérieurs à la création de l'UFFEJ s'explique par l'habitude de certains militants liés au secteur de l'Éducation populaire de collecter des documents intéressants l'histoire du cinéma pour l'enfance et la jeunesse.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne.

 Union française du film pour l'enfance et la jeunesse (UFFEJ), 588J
Don en 2013. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 15 mètres linéaires (149 articles papier et 104 documents audiovisuels). *Dates extrêmes* : 1954-2012.

Union interrégionale jeunesse – culture - animation (URJCAD)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1986

En 1986, le Comité régional Animation et développement Ile-de-France (CRAD IDF, voir notice) fusionne avec la fédération régionale des MJC (voir notice) qui adhère à l'Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (UNIREG, voir notice) pour créer l'Union interrégionale Jeunesse – culture - animation et développement Ile-de-France (URJCAD) qui est doublement affiliée à l'UNIREG et à Animation et développement (voir notice).

En 1993, des fédérations régionales de MJC, dont la fédération régionale Ile-de-France, se détachent de la FFMJC (voir notice) pour créer une troisième fédération nationale, l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice). En 1995, l'UNIREG et l'AREGES fusionnent pour créer la Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMCJF, voir notice). En Ile-de-France, l'URJCAD fusionne alors avec la fédération régionale rattachée à l'AREGES pour l'association Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale.

Historique de la conservation

Initialement conservées au 168bis rue Cardinet dans un local appartenant à la Confédération des MJC de France, les archives de l'URJCAD ont été transférées aux Archives départementales en mai 2000 lors du 3e dépôt des Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France. Ce fonds fait l'objet d'un reconditionnement assorti de la réédition d'un bordereau, qui s'est terminé à l'automne 2004.

Présentation des sources

Niveau de description : dossier

Malgré des pertes dues aux inondations, une partie importante des archives de l'URJCAD a été sauvegardée, notamment les pièces relatives aux instances. En dehors des dossiers de formation, le fonds est composé du même type de dossiers que celui de la FRMJC Ile-de-France/FFMJC.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale, 501J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'association Les Maisons des jeunes et de la culture en Ile-de-France, fédération régionale.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 8 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1986-1998.

Union locale des centres culturels et sociaux de Créteil (ULCCS)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Union Locale des MJC, 1985-2000

Historique du producteur

Création : 1985

L'association a été créée en 1985 sous le nom « Union Locale des MJC ». Elle était affiliée à la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice) et à la Fédération régionale des Maisons des jeunes et de la culture d'Île-de-France (voir notice).

En 1985, 3 Maisons des Jeunes et de la Culture, 2 Maisons pour Tous, et un Centre Social du territoire décident de créer une structure d'union, des objectifs essentiels et des méthodes pour y parvenir.

L'association nouvellement créée a pour vocation : la coordination des activités des MJC, l'organisation de manifestations culturelles sur la ville (Festival du Film de Femmes), la participation à des opérations de prévention (dispositif Antirouille) et l'organisation d'actions communes aux équipements socio-culturels. La manifestation la plus importante est le Carnaval qui a lieu chaque année depuis 1985 et qui fait désormais partie du patrimoine culturel de Créteil.

Lors d'une Assemblée générale extraordinaire (9 mars 2000), l'Association devient l'Union Locale des Centres Culturels et Sociaux, intégrant, en plus des MJC et MPT, l'ensemble des Centres Sociaux du territoire de Créteil. Elle réoriente ses missions autour de la fonction de centre de ressources et d'animation du réseau de ces associations. En 2001, l'association change de locaux et s'installe au 7 impasse de l'Image-Saint-Martin à Créteil.

En 2006, 8 équipements socio-culturels sont adhérents de l'association :

- Centre Social Kennedy et la Ludothèque du Palais
- Centre Social Petits-Prés Sablières
- Maison de la Solidarité
- Club de Créteil MJC-Centre Social
- MJC du Mont-Mesly (voir notice)
- MJC Village
- MPT-Centre Social des Bleuets-Bordières
- MPT-MJC de la Haye aux Moines
- Centre socioculturel Madeleine Rebérioux

Historique de la conservation

Les archives ont été remises sous forme de don aux Archives départementales du Val-de-Marne en 2006 suite à la dissolution de la structure.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement de l'association, ses activités, ses relations avec des partenaires associatifs et la municipalité. Le fonds a été classé en six

ensembles dont les plus riches sont ceux dédiés à l'administration, aux activités et aux relations extérieures.

Dans l'ensemble consacré à l'administration de l'association, on trouve des archives concernant les assemblées générales (1985-2005), les conseils d'administration (1992-2000), des réunions entre directeurs des Maisons des Jeunes et de la Culture et des Centres sociaux et des dossiers de directeurs.

Les archives relatives aux activités de l'association traitent du Carnaval de Créteil, du Festival du film de femmes, de l'Opération Antirouille, du Bar-musique Créteil et d'autres activités menées de 1984 à 2005.

L'ensemble relatif aux relations extérieures montre les relations qu'entretenait l'association avec la municipalité de Créteil, les structures affiliées (Fédération départementale et régionale des MJC). On y trouve aussi des productions d'équipements culturels cristoliens affiliés ou non - tracts, programmes et affiches.

Le fonds est aussi constitué de correspondance, documents financiers ainsi que d'archives photographiques et audiovisuelles.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Union locale des centres sociaux et culturels de Créteil, 147J
Don en 2006. Archives privées. Communication libre sous réserve du respect de la vie privée. *Instrument de recherche* : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 9 ml, 89 articles. *Dates extrêmes* : 1985-2005.

Union nationale des associations de tourisme et de plein air (UNAT)

Adresse : 8 rue César Franck, 75015 Paris
Téléphone : 01 47 83 21 73
Courriel : infos@unat.asso.fr
Site internet : http://www.unat.asso.fr/

Anciens noms du producteur

Union nationale des associations de tourisme (UNAT), 1920-1966

Historique du producteur

Création : [1920]
Reconnaissance d'utilité publique : 2 mai 1929

L'Union nationale des associations de tourisme (UNAT) est créée en 1920. En 1924, elle est chargée du service des examens pour le permis de conduire par le ministre des Travaux publics. En 1931, elle participe à l'exposition coloniale et subventionne le musée de la voiture et du tourisme.

En 1950, elle participe au congrès des associations de tourisme à Paris et adopte diverses mesures en faveur du tourisme populaire. En 1959, elle crée une commission du tourisme social.

De 1960 à 1971, le service des examens du permis de conduire lui est progressivement retiré.

En 1964, elle participe aux Assises nationales du tourisme social et deux ans plus tard, elle fusionne avec le Comité national du plein air : elle devient alors l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air. De 1984 à 1987, sont créées les UNAT régionales.

L'UNAT est un regroupement des principales associations et mutuelles françaises du tourisme, dans le domaine du tourisme familial, des vacances des jeunes et des enfants, des vacances sportives et de plein air et des voyages.

Historique de la conservation

L'association n'a pas déposé ses archives qui sont probablement conservées à son siège social.

Union nationale des associations régionales études et chantiers (UNAREC)

Adresse : 33 rue Campagne Première, 75014 PARIS
Téléphone : 01 45 38 96 26
Courriel : unarec@wanadoo.fr
Site internet : http://www.unarec.org//

Historique du producteur

Création : [11 décembre 1987] ; 6 janvier 1988
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 26 juin 1989

L'UNAREC a été créée suite à la liquidation financière d'Études et chantiers (voir notice) au milieu des années 1980.

L'UNAREC développe par l'intermédiaire de ses associations régionales des projets de volontariat, en France et à l'étranger, ainsi que des projets de lutte contre les exclusions.

Historique de la conservation

Les archives de l'UNAREC sont conservées au siège national de l'association. Les archives n'ont pas été expertisées, mais les dossiers de fonctionnement d'activités seraient conservés depuis la création de l'association.

Localisation du fonds du producteur

Union nationale des associations régionales Études et chantiers

 Études et chantiers
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'UNAREC.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1989-2008.

Union nationale des centres d'études et d'action sociales (UNCEAS)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Union nationale des secrétariats sociaux
Union nationale des centres d'étude et d'actions sociales et des secrétariats sociaux (UNCEAS)

Historique du producteur

Création : 16 avril 1948
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 3 mai 1974

Remontant à la fin du 19e siècle, les premiers Centres d'études et d'actions sociales (CEAS), autrefois appelés Secrétariats sociaux, ont été créés par la Chronique sociale de France (voir notice), pour améliorer la formation de ses animateurs et de ses militants. Ils étaient dotés d'un service documentation, d'une bibliothèque et d'un service de conférences.

Après la première guerre mondiale, les secrétariats sociaux se développent fortement et se structurent : de 1921 à 1930, douze secrétariats sociaux régionaux sont mis en place, bientôt fédérés en Union nationale des secrétariats sociaux, qui n'est déclarée en préfecture qu'en avril 1948.

L'Union nationale des secrétariats sociaux a eu rôle déterminant dans la création de plusieurs associations, notamment Culture et promotion (voir notice) et l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS).

Au milieu des années 1970, elle avait pour but « sur le plan social, d'entreprendre des recherches et des études, de poursuivre des tâches de formation et d'information et de promouvoir toute action de concertation et d'animation » (art. 1 des statuts de 1973).

Devenue Union nationale des centres d'étude et d'actions sociales et des secrétariats sociaux (UNCEAS) puis Union nationale des centres d'études et d'action sociales (UNCEAS), elle a cessé ses activités dans la deuxième moitié des années 2000. Néanmoins des CEAS régionaux continuent leurs activités et sont regroupés au sein de Culture et promotion.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si des archives de l'association ont pu être sauvegardées.

Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement (UNCPIE)

Adresse : 26 Rue Beaubourg, 75003 Paris
Téléphone : 01 44 61 75 35
Site internet : https://www.cpie.fr/

Historique du producteur

Création : février-mars 1977
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 1977

L'Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement (UNCPIE) est l'un des grands acteurs de l'éducation à l'environnement en France. Fédérant un réseau de 79 associations dans 63 départements, elle bénéficie de trois agréments ministériels : « Jeunesse et éducation populaire » (1977), « Association éducative complémentaire de l'enseignement public » (2002) et « Association de protection de l'environnement » (2013). Elle est reconnue d'utilité publique par décret du 4 mars 1994.

L'Union nationale est créée officieusement en octobre 1975 à l'occasion des journées d'Aurillac puis officiellement en février-mars 1977. Son premier président est le sénateur Jacques

Pelletier. La gestion de l'attribution du label « CPIE » aux associations locales est confiée à l'Union par l'État le 10 mai 1982.

Entre 1987 et 1993, les activités des CPIE se diversifient : entretien et gestion de l'espace, suivis naturalistes, interprétation de site, accompagnement des acteurs locaux sur des projets environnement, développement durable, etc. La dimension « développement local » des CPIE devient de plus en plus prégnante.

Ces évolutions transparaissent également dans les partenariats noués à l'échelle nationale. Dès 1989, l'Union participe à la création du Celavar (Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale), collectif de têtes de réseau nationales œuvrant dans le champ du développement territorial rural ; en 1992, elle collabore avec le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale) pour la formation des agents territoriaux et en 1993-1996, l'Union est chargée par le CIQV (Comité interministériel à la qualité de la vie) d'évaluer des expériences d'insertion par l'environnement ; en 1994, est signé un premier partenariat avec EDF pour l'appui au développement d'emplois « environnement » sur les territoires.

En 1997, les CPIE changent de nom et deviennent les Centres permanents d'initiatives pour l'environnement à l'occasion du 20e anniversaire de l'Union nationale. Cinq grandes thématiques prioritaires sont définies pour le réseau : éducation à l'environnement, développement territorial, insertion et environnement, environnement urbain, valorisation des patrimoines/interprétation de sites. En 2015, la Charte nationale du réseau engage les centres dans de nouvelles dynamiques en termes de mode d'agir autour de la coconstruction dans les territoires et du renforcement du pouvoir d'agir des citoyens pour répondre aux enjeux de la transition écologique.

Historique de la conservation

L'État a confié les archives du groupe de travail interministériel sur les CPIE à l'Union nationale en 1982, en même temps qu'il transférait à l'Union la gestion du label « CPIE ». Les archives ont ensuite suivi les différents locaux de l'UNCPIE (rue de Lisbonne, puis rue de Washington), avant d'être stockées dans une cave de la rue Beaubourg, vers 1998. Elles ont été sorties de la cave, classées et ont fait l'objet d'un don aux Archives nationales dans le cadre du Pajep en 2021.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des archives issues de deux contextes de production distincts mais naturellement liés.

Le premier est celui qui, de 1971 à 1977-1978, voit les différents ministères se réunir en vue d'implanter, cofinancer, organiser, réglementer, cartographier et suivre le développement des premiers CPIE : on y trouve une abondante correspondance et de nombreux comptes-rendus de réunions interministérielles, particulièrement instructifs, des archives d'ordre législatif (circulaires et directives nationales) et technique (répartitions budgétaires, cartes) ainsi que les premières références réglementaires de l'association (statuts, formulaires de déclaration).

Le deuxième est celui qui, à partir de 1977-1978, mais surtout à partir des années 1980, voit l'Union nationale fonctionner et déployer ses projets de façon autonome.

Les archives des assemblées générales de l'Union se répartissent entre deux ensembles : si le premier commence à partir de 1988-1989, les archives des précédentes assemblées générales sont à retrouver dans les dossiers des journées nationales, inaugurées à partir de 1978 et

ayant joué le rôle d'assemblées générales. Pour les conseils d'administration et les bureaux, on constate un manque significatif pour la période 1978-1988.

Les parties consacrées aux subventions et aux relations extérieures illustre assez fidèlement la diversité des projets et des partenariats que l'Union a engagé à partir des années 1980-1990.

La partie relative à l'attribution et la gestion du label CPIE, à l'animation et au suivi du réseau des unions régionales, départementales et des CPIE est la plus importante du point de vue quantitatif et qualitatif. Outre qu'elle permette aux chercheurs de comprendre l'étendue des actions et des initiatives menées en faveur des jeunes, de la nature et de l'environnement sur l'ensemble du territoire (stages, formations, séjours scolaires, animations scientifiques, activités sportives de pleine nature, sensibilisations à l'écologie, actions de protection de la nature, éco-tourisme, observations naturalistes), elle renseigne aussi sur l'implantation territoriale des centres (de nombreuses coupures de presse locale ont été conservées dans les dossiers) et sur les relations que l'Union entretient avec son réseau : les diverses formes d'accompagnement, les convergences et les divergences, les collaborations et les affrontements théoriques ou pratiques.

Un ensemble d'archives résultant de la communication permettent, enfin, de voir l'évolution de la stratégie de visibilité de l'Union et son discours sur la nature, l'environnement et la société, ainsi que sur elle-même. Les photographies rassemblées et identifiées par les salariés de l'Union permettent de matérialiser des événements institutionnels, comme des inaugurations ou des signatures de convention, ou plus pédagogiques comme des immersions de groupes dans la nature.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement (UNCPIE), 20210471
Don en 2021. Archives privées. Communication libre sous réserve du respect de la vie privée. *Instrument de recherche :* répertoire méthodique détaillé. *Importance matérielle :* 144 articles, 21,78 ml. *Dates extrêmes :* 1969-2011.

Union nationale des fédérations régionales des Maisons des jeunes et de la culture (UNIREG)

Association dissoute ou inactive

Anciens noms du producteur

Association des présidents des fédérations régionales autonomes (APREREG), 1969-1970

Historique du producteur

Création : 18 juillet 1969
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 28 juillet 1969

À l'assemblée générale de 1969, la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (voir notice) refuse de décentraliser et régionaliser ses structures comme le lui demandait le secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports. Le délégué général Lucien Trichaud et la majorité des délégués régionaux ainsi que quelques membres du conseil d'administration décident alors de démissionner. Durant l'été 1969, ils créent à Narbonne, puis à Toulouse, des

fédérations régionales conformément aux demandes de l'État. Elles sont appelées autonomes car elles se placent hors du cadre de la FFMJC. Elles affilient les MJC et deviennent les employeurs des directeurs dont la représentation n'est plus assurée au sein des instances.

Les présidents des fédérations autonomes créent l'Association des présidents des fédérations régionales (APREREG), qui devient en 1970 l'Union Nationale des Fédérations Régionales (UNIREG), dont le siège est 168bis rue Cardinet dans le 17e arrondissement. C'est une union et non une fédération de fédérations régionales, et elle n'a aucun pouvoir sur les MJC ou leurs directeurs. Lucien Trichaud, qui a occupé le poste de délégué général jusqu'en 1986, aurait souhaité faire de cette association une vaste confédération ouverte aux fédérations régionales de MJC et aux autres organismes d'éducation populaire. Mais les présidents des fédérations de MJC y étaient réticents et le secrétariat à la Jeunesse et aux sports y mit un veto absolu.

Lucien Trichaud contribue à la création d'associations qui seront très proches de l'UNIREG et qui auront elles aussi leur siège social au 168bis rue Cardinet. En avril 1969, naît ainsi le Centre des échanges culturels et internationaux (CECI, voir notice), qui a pour but de favoriser les relations et les activités internationales de ses membres en organisant des séjours culturels, des voyages d'études, des rencontres, etc. Puis au milieu des années 1970, apparaissent Animation et développement (AD, voir notice), et l'Institut de formation à l'animation (IFA, voir notice).

En 1993, des fédérations régionales, dont la fédération régionale Ile-de-France, se détachent de la FFMJC pour créer une troisième fédération nationale : l'Association de recherche, d'études et de gestion sociale du champ-social et socioculturel des MJC (AREGES, voir notice).

En 1995, l'UNIREG et l'AREGES fusionnent pour créer la Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège social de la CMJCF dans le 17e arrondissement à Paris. Après récolement, elles ont été transférées en juillet 2001, 2009 et 2019 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Concernant les archives de l'UNIREG, les chronos n'ont pas été éliminés car ils comprennent des séries de circulaires envoyées aux MJC de son réseau, dont nous ne sommes pas sûrs qu'elles figurent ailleurs dans le fonds.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Avec 22,2 mètres linéaires, les archives de l'UNIREG constituent la partie la plus importante du fonds de la CMJCF. Sur la création de cette association et sur la scission avec la FFMJC, figurent quelques dossiers très intéressants constitués par Lucien Trichaud (1966-1969). Si les papiers relatifs aux instances sont complets jusqu'à la fin des années 1980, il manque quelques numéros du périodique *Synchro*.

Le fonds renferme peu d'éléments sur les études et les colloques produits par cette association, à l'exception d'une enquête statistique sur l'état du réseau de l'UNIREG en 1987. Aucun dossier de formation n'a été conservé après 1976-1977, car cette fonction a alors été assurée par l'IFA. De même, pour les activités internationales qui étaient du ressort du CECI, on ne retrouve que peu d'archives avant la fin des années 1970. Une grande partie des archives de l'UNIREG est composée de dossiers de suivi et de relations des fédérations régionales (environ 40%). Le troisième dépôt a permis de collecter des documents particulièrement intéressants sur la gestion des objecteurs de conscience et leurs parcours au sein des MJC du réseau dans les années 1980 – à noter que ces documents ont fait l'objet d'un échantillonnage.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Confédération des Maisons des jeunes et de la culture de France, 514J
Dons en 2001, 2009 et 2019. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereaux de récolement. *Importance matérielle :* 22,2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1969-1996.

Union nationale des jeunesses musicales de France (UNJMF)

Adresse : 20 rue Geoffroy Lasnier, 75004 Paris
Téléphone : 01 44 61 86 90
Courriel : info@jmfrance.org
Site internet : www.jmfrance.org

Anciens noms du producteur

Les jeunesses musicales de France (JMF), 1941-1982

Historique du producteur

Création : [1940 ; 1941] ; 6 novembre 1944
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 3 juillet 1945
Reconnaissance d'utilité publique : 27 mars 1980

En 1939, René Nicoly, chef du service d'Orchestre des éditions musicales Durand, est affecté à la préparation militaire supérieure des élèves des grandes écoles à Rochefort-en-Yvelines. Pour les jeunes consignés le dimanche, il organise des concerts qu'il commente lui-même. En octobre 1940, démobilisé, il reprend ses fonctions aux Éditions Durand et poursuit l'expérience en organisant des séances dans des lycées parisiens.

À l'automne 1941, René Nicoly et Marcel Cuvelier, fondateur en Belgique d'un mouvement appelé Jeunesses musicales, se rencontrent et décident pour leur mouvement respectif la même appellation : les Jeunesses musicales. L'objectif des JMF est de contribuer au travers de spectacles vivants à l'éveil des goûts musicaux des jeunes et à aider les jeunes artistes à se faire connaître. Les activités des Jeunesses musicales de France (JMF) se développent très rapidement, notamment à partir des lycées et se pose alors le problème de constituer une association.

Mais, pour créer une telle structure, il faut passer par la censure allemande et se soumettre à son contrôle. Conseillé notamment par Jean Bérard, directeur de Pathé-Marconi, René Nicoly inscrit en 1942 les JMF comme section autonome du Comité national de propagande pour la musique. Les activités des JMF s'élargissent : outre les séances d'initiation musicale, de nombreuses répétitions générales sont ouvertes aux adhérents ; des concerts et des représentations lyriques sont organisés à leur intention ; des places leur sont quotidiennement réservées à l'Opéra, à l'Opéra Comique et dans des salles de concert. Dès la rentrée de l'année scolaire 1942-1943, l'organisation des JMF se met en place : elle repose sur un réseau de délégués recrutés essentiellement dans des établissements scolaires avec l'agrément des proviseurs. Leur rôle consiste à distribuer aux adhérents les places qu'ils viennent chercher au siège du mouvement. À partir de 1943, les JMF font paraître le premier numéro de leur journal *Le bulletin des JMF* et développent leurs activités en province : Reims, Lille, Dijon, Angers, Troyes.

Après la Libération, les JMF déposent officiellement leurs statuts le 6 novembre 1944. Elles mettent alors en place un réseau de délégations à travers toute la France, s'installent en Afrique du Nord en 1946, et en Afrique Noire en 1956.

L'initiation à la musique se fait par le biais de concerts commentés. Des concerts du soir destinés aux internes de lycées sont présentés par des conférenciers. Parallèlement, les JMF développent des actions musicales spécifiques. Ce sont dans les années 1950, la mise en place d'une activité théâtrale avec les Opéras de Poche, la danse avec le Ballet JMF créé par Pierre Lacotte en 1963.

En 1969, Jean-Pierre Delavigne succède à René Nicoly. Avec l'apparition de nouveaux acteurs culturels, les JMF s'orientent vers une nouvelle formule : les « concerts scolaires » créés en 1970. Ces concerts sont organisés à l'intention des élèves des écoles primaires pendant le temps scolaire. Afin de préparer le spectacle, les JMF rédigent des documents pédagogiques remis à l'enseignant. La programmation musicale se diversifie et s'ouvre à tous les styles de musiques.

Afin de faire participer plus activement les enfants, des animations musicales sont créées. En 1973, la Galerie Sonore initie les enfants aux instruments africains et asiatiques, et les Mini-Opéras aux chants. Fidèle à sa mission d'origine de promouvoir de jeunes musiciens, les JMF organisent des rencontres entre jeunes musiciens. En 1979, Le festival « Podium jeune musique » est créé. En 1982, le festival « Musiques au lycée » contribue à révéler de jeunes musiciens collégiens ou lycéens.

Outre leurs activités nationales, les JMF développent très tôt des actions internationales. La Fédération internationale des jeunesses musicales (FIJM) est créée en 1945 par René Nicoly et Marcel Cuvelier. En 1946 sont mis en place des échanges internationaux d'artistes. Les années 1970-80 sont marquées par le développement des actions internationales : échanges et concours internationaux, stages musicaux, orchestre mondial.

Si les JMF se sont structurées autour des délégations dès 1942, leur fonctionnement a beaucoup évolué.

Dès 1942, 300 délégués d'établissement font la propagande des concerts et se chargent de collecter les places auprès de jeunes de 12 à 25 ans. Par la suite, l'association se donne la possibilité de reculer cette limite d'âge jusqu'à 30 ans en cas de prolongement d'études. Les délégués d'établissement sont des jeunes bénévoles qui se recrutent dans un premier temps dans les collèges, les lycées, les universités puis dans les entreprises.

Avec l'extension des JMF en province, se mettent en place ce que l'association appelle les « délégations régionales ». Ce terme est utilisé pour toute délégation possédant son budget propre relié directement à Paris. Les délégations régionales n'ont pas d'existence juridique et c'est le président des JMF qui est financièrement responsable pour l'ensemble de l'association. Elles regroupent les délégations d'établissement d'une grande ville et parfois les petites délégations des villes voisines. Elles n'ont donc pas un rayonnement correspondant à une région administrative mais à une ville. D'après les statuts de 1959, elles sont dirigées par un délégué régional qui est une personnalité locale bénévole proposée au vote du comité directeur par le président de l'association et dont la nomination doit être ratifiée par l'Assemblée générale. Celui-ci s'appuie sur un comité d'honneur constitué de notables locaux et sur un comité de jeunes, dont le noyau est composé de délégués d'établissement.

Jusqu'au début des années 1970, l'association est constituée de membres actifs et de membres d'honneur. Les membres actifs sont au départ tous les jeunes qui participent à des activités JMF, les délégués d'établissement puis les délégués régionaux. Au moins dès les années 1950, le personnel du corps enseignant peut adhérer à l'association. Mais d'après les statuts de 1959, ne participent aux assemblées générales que les délégués d'établissement ou régionaux. Par la suite, au moins à partir des années 1970, l'assemblée générale n'est plus composée que des délégués régionaux, du délégué de Paris et des membres du comité directeur.

Le comité directeur est constitué de membres élus par l'assemblée générale. À partir de 1972, il comprend aussi des membres de droits qui sont des représentants du ministère de la

Culture, du ministère de l'Education nationale puis du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports et de la ville de Paris.

À partir du début des années 1970, les JMF s'engagent dans un processus de régionalisation. Elles mettent en place des structures régionales correspondant aux régions administratives. Elles sont dirigées par un délégué régional, dont les attributions sont complètement différentes du « délégué régional » des années 1940-1960. En 1977, l'association a déjà mis en place 15 structures régionales. À l'échelon inférieur, elle conserve sa structuration en délégations de ville qu'elle appelait « délégations régionales ». Les nouveaux délégués régionaux participent à un comité de liaison qui est chargé de réunir des informations et d'élaborer des propositions pour le comité directeur.

Le 11 décembre 1982, les JMF achèvent le processus de régionalisation en prenant le nom d'Union nationale des Jeunesses musicales de France. À la base, les délégations locales existent toujours mais elles relèvent directement d'associations régionales JMF créées dans chacune des régions administratives. L'UNJMF regroupe ces associations régionales, des membres de droit (représentants de ministères et de la ville de Paris) et des membres d'honneur. Le comité directeur change de nom et devient le conseil d'administration. Il est constitué des présidents des associations régionales, des membres de droit désignant chacun un représentant et d'un nombre limité de membres d'honneur proposés par le conseil d'administration aux suffrages de l'assemblée générale.

Depuis au moins la création officielle de l'association en 1944, il existe une équipe nationale composée aujourd'hui d'une quinzaine de permanents et qui travaille au siège social de l'association. Elle a pour mission d'assurer la direction artistique, l'organisation des tournées et la représentation des JMF auprès des pouvoirs publics.

Historique de la conservation

Les archives de l'UNJMF étaient conservées dans un local en banlieue parisienne avant d'être transférées au siège national en 2000. En 2008, elles ont fait l'objet d'un récolement détaillé réalisé sur place avant d'être transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Un deuxième dépôt a été réalisé et dont le traitement a été échelonné entre 2020 et 2023.

En 2010-2011, sous l'impulsion de Michèle Alten, maître de conférences à l'UFR de Musique et Musicologie de l'Université Paris-Sorbonne, des étudiants de master 1 Gestion et administration de la musique ont interviewé des militants de l'UNJMF. La collecte représente 10 heures de témoignage sur 10 CD audio qui sont conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP :

- Six délégués (actuels ou anciens) : Claude Calvet, Monique Engammare, Jean-Pierre Grégoire, Roberte Gritti, Jacques Lonchampt, Monique Stahl ;
- Le fils du fondateur des JMF, Philippe Nicoly, dont le père René Nicoly est décédé en 1971 ;
- Trois musiciens ayant collaboré avec les JMF : Bertrand N'Zoutani, France Clidat, Patrice Fontanarosa.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives relatives aux premières années des JMF sont rares. Il n'existe aucun document avant la date de 1943. De l'après-guerre jusqu'au début des années 1950, les archives sont constituées uniquement de publications et de dossiers de fonctionnement, principalement des comptes rendus d'instances et des documents statutaires. C'est seulement à partir de 1953, que le fonds d'archives s'étoffe, notamment concernant les dossiers d'activités.

Le fonds est constitué de documents statutaires (statuts, règlements intérieurs et récépissés de déclaration depuis 1944) et d'archives d'instances : assemblées générales (1944-1999),

comités directeurs puis conseils d'administration (1944-1999), comités de liaison (1980 ; 1982 ; 1983) et bureaux (1982-1999). On trouve également dans les dossiers préparatoires, les bilans annuels et comptes de résultat, budgets et états des subventions. Ces documents sont complétés par les dossiers de demandes et suivis de subventions (1961-1999).

Les archives concernant le suivi et le contrôle des actions menées par les délégations renseignent non seulement sur les relations entre le siège national et le réseau JMF mais aussi sur l'activité et le fonctionnement des délégations. Y figurent la correspondance classée par délégation (1967-1988) et les documents envoyés chaque année par les délégations. Ce sont en particulier les comptes rendus des concerts (1953-2000). Chaque fiche comporte des renseignements sur le concert (noms des artistes, cachets, programmes), et le rapport du délégué avec un bilan financier (recette, état de la trésorerie) et une critique du concert. Ils sont classés par délégations jusqu'en 1981 puis par spectacle. On y trouve également les comptes d'exploitation des délégations des années 1953 à 1993.

À partir de 1982, des dossiers de suivis concernant les associations régionales ont été constitués. Ils renferment les documents statutaires, comptes rendus d'instances, états financiers et documents divers liés aux activités des associations (bilans statistiques, rapports, programmes, etc.). Il faut également signaler la présence de bulletins d'information des délégués (1954 à 1982) qui rendent compte de l'activité et du fonctionnement des JMF.

L'UNJMF, comme tête de réseau, est une instance de représentation. Les archives témoignent des relations entretenues avec les ministères, organismes culturels et financiers en particulier à partir du milieu des années 1970.

Concernant les publications, sont conservés les périodiques réalisés par l'association : *Bulletin des JMF* (1943-1944), *Revue des Jeunesses musicales de France* (1945-1948), *Journal des Jeunesses musicales de France* (1949-1950) et *Le journal musical français* (1951-1970). Figurent également des plaquettes et des brochures présentant les JMF.

Concernant l'activité musicale des JMF, on distingue les archives relatives aux spectacles en tournée et les documents liés aux actions musicales spécifiques.

Sont conservés les programmes des concerts (brochures ou affiches présentant la programmation de la délégation). À partir de 1989, l'UNJMF réalise une brochure présentant la programmation musicale de la saison. On y trouve également un ensemble de documents relatifs aux spectacles. De 1965 à 1988, des dossiers par artistes ont été constitués. Ils renferment des notices biographiques, photos, presse et documents pédagogiques (notes de présentation du spectacle, thèmes musicaux, instruments, compositeurs) rédigés par l'Union pour chaque spectacle. La documentation pédagogique ne cesse de s'étoffer au fil des années. Elle est rangée chronologiquement à partir de 1986 par spectacle. Enfin, on trouve la revue de presse annuelle effectuée à partir de 1981 et classée par spectacle et les bilans d'activités pour chaque saison. Il s'agit de bilans statistiques de fréquentation récapitulant le nombre d'entrées par spectacle (1952-1999).

Certaines archives concernent des spectacles en particulier. Ce sont les documents relatifs au Ballet JMF (1963-1968), opéras de poche et pièces de théâtre (1956-1958), mini-opéras pour enfants ou encore production JMF comme la comédie musicale « Les Romantiques ». Les archives liées aux actions musicales spécifiques des JMF sont particulièrement importantes à partir du milieu des années 1970. Ce sont des animations musicales telles que les structures sonores avec la Galerie Sonore créée en 1973, les instrumentarium Baschet et Kremski ; les concours de jeunes artistes comme le « Podium Jeune Musique » (1976-1981), le festival « Musiques au lycée » devenu « Music'ado » (1982-2000).

Les archives concernant l'activité internationale des JMF représentent un volume important. Ce sont en particulier les dossiers des congrès et assemblées générales de la FIJM (1947 à 1994), actions musicales (échanges internationaux, stages musicaux, orchestre mondial, concours internationaux, etc.) et actions spécifiques comme la participation à l'année internationale de la Jeunesse en 1985. La FIJM est chargée de promouvoir et coordonner toutes les actions musicales et désigne une commission dont les JMF assurent la coordination.

Le deuxième dépôt a suscité une arrivée importante de documents audiovisuels (843 dont 2/3 de de cassettes VHS et Umatic) et iconographiques (affiches, photographies) en cours de

traitement, en plus de nouveaux dossiers de tournées et d'animations musicales (concerts scolaires et spectacles en tout genre).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Union nationale des jeunesses musicales de France, 559J
Don. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 1317 articles et 1052 articles pour les documents audio et audiovisuels, 106 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1942-2015.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Union nationale des jeunesses musicales de France, entretiens 14AV 1574-1582
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique.

Union nationale inter ciné-clubs (UNICC)

Adresse : 22 rue des Cordelières, 75013 Paris
Téléphone : 01 45 35 35 39
Courriel : info@cineclubs-interfilm.com
Site internet : http://cineclubs-interfilm.com/

Historique du producteur

Création : 9 octobre 1958
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 11 août 1959

Agréée et habilitée à diffuser la culture par le film par les ministères chargé de la Culture et par celui chargé de la Jeunesse et des Sports, l'UNICC est une fédération nationale de ciné-clubs. Elle est née en 1958 du regroupement national de trois fédérations de ciné-clubs régionales (Inter-club cinématographique du Sud-Ouest, Inter-club cinématographique de l'Ouest, Union lyonnaise des ciné-clubs) et d'Inter Film, une fédération parisienne.

Au cours de plus de quarante années d'existence, les structures de l'UNICC se sont transformées : les trois associations régionales et provinciales ont disparu, Inter Film a pris une dimension nationale et un groupement régional situé à Bordeaux, le GASCO, l'a rejoint.

Historique de la conservation

Les archives sont conservées au siège social de l'association qui a donné son accord pour déposer à terme ses documents à vocation historique au PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le conditionnement des archives ne permet pas aujourd'hui de dresser un état précis des documents conservés. Néanmoins, il apparaît que l'association n'a pas conservé une grande partie des archives qu'elle a produites. L'ensemble des archives à vocation historique ne doit pas dépasser 5 mètres linéaires.

Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ)

Adresse : 12 avenue du général de Gaulle, 94307 Vincennes Cedex
Téléphone : 01 41 74 81 00
Courriel : unhaj@unhaj.org
Site internet : www.unhaj.org

Anciens noms du producteur

Union française des foyers de jeunes travailleurs (UFJT), 1955-1959
Union des foyers de jeunes travailleurs (UFJT), 1959-1992
Union nationale des foyers et services pour jeunes travailleurs (UFJT), 1992-2007

Historique du producteur

Création : [15 décembre 1954] ? ; 21 janvier 1955
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 27 mai 1959

L'expression « Foyers de jeunes travailleurs » est utilisée pour la première fois en 1941 par la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) qui ouvre cette année-là un foyer à Tours (Indre-et-Loire). Néanmoins, des foyers accueillant des apprentis et de jeunes ouvriers existent depuis la première moitié du 19e siècle. Ils sont issus de différents courants de pensée.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le développement de l'industrie et l'explosion démographique accélèrent l'exode rural. De jeunes travailleurs arrivent en ville et sont confrontés à une grave crise du logement. Dans ce contexte et, sous l'impulsion de l'État, se développent des foyers de jeunes travailleurs destinés à accueillir ces jeunes « déplacés ».

La nécessité de rassembler ces foyers, issus de différents mouvements, au sein d'une union s'impose peu à peu. Le 15 décembre 1954, un premier regroupement, l'Union des foyers de jeunes travailleurs (UFJT), est créé sous l'impulsion notamment du mouvement des Amitiés sociales. Les membres fondateurs en sont Robert Reme, responsable du foyer de Rennes et président des Amitiés Sociales, Guy Houist, administrateur des Amitiés Sociales, Jean-Marie Despinette (voir notice), président du foyer de Courbevoie et Michel Bidoux, président de l'Union nationale des secrétariats sociaux (voir notice). Les statuts de la nouvelle association sont déposés, le 21 janvier 1955, par Jean-Marie Despinette.

Le 31 mars 1955, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) décide de constituer une autre structure, la Fédération française des foyers de jeunes travailleurs. Mais un accord est rapidement trouvé et le 26 mai 1955, les membres des deux fédérations se regroupent dans l'UFJT. À cette date, est élu un conseil d'administration composé de 9 membres représentant les foyers et 3 membres représentant les mouvements de jeunesse.

L'UFJT a pour mission de représenter les foyers de jeunes travailleurs auprès des pouvoirs publics et propose les grandes orientations de la politique d'accueil des jeunes. Par ailleurs, elle coordonne les projets des foyers et négocie les crédits d'État.

Dans les premières années, l'Union se consacre à créer des foyers et à assurer ses fonctions premières : l'hébergement et la nourriture. Au milieu des années 1960, un changement s'opère. Dans les foyers, les résidents ont de nouvelles attentes. Le foyer n'a plus comme seule fonction d'offrir un toit, il doit être un lieu de transition entre la fin de l'adolescence et l'âge adulte. La mission éducative du foyer qui était jusqu'alors secondaire devient une priorité. Jean-Marie Despinette acte ce changement lors du congrès national de 1967. L'enjeu, pour l'UFJT, est de faire reconnaître la fonction socio-éducative du foyer auprès des pouvoirs publics et de trouver des financements. Elle est finalement reconnue officiellement par une circulaire ministérielle, le 18 mai 1971. Les foyers de jeunes travailleurs y sont qualifiés « d'établissements à vocation sociale, dont l'utilité en matière de logement est inconstatable mais qui doit être complétée par une action éducative et socioculturelle favorisant la formation professionnelle, la promotion et l'insertion des jeunes résidents ».

Avec le développement de la crise économique et la montée du chômage à partir du milieu des années 1970, l'UFJT développe des actions d'insertion. Avec le concours du Fonds social européen, l'Union organise des stages d'insertion professionnelle entre 1981 et 1989, constitue des pôles d'aides à la création d'activité (RILE) en 1987 et participe au développement d'entreprises intermédiaires. Entre 1983 et 1990, dans le cadre d'un programme ministériel, l'UFJT est agrée comme centre de formation d'animateurs issus de milieux défavorisés. Elle développe également l'offre locative en participant à la création de fonds de garantie tels que la mutuelle du logement pour les jeunes en 1979 puis les CLLAJ (comité local pour le logement des jeunes) en 1988. Entre 1989 et 1994, un programme de réhabilitation et de restructuration des foyers, lancé dans le cadre d'un accord-cadre signé avec l'État, contribue à diversifier et à mieux adapter l'offre de logement aux jeunes. À partir de 1986, à l'initiative du ministère chargé de la Santé, l'UFJT met en œuvre des actions relatives à la santé des jeunes. Elle mène une campagne de prévention contre le SIDA et développe, au sein des foyers, un service appelé « Points Santé ».

L'UFJT s'engage également dans des actions internationales dans le cadre d'associations telles que l'Organisation européenne des foyers et services de jeunes travailleurs (OEUFSJT) créée en 1967 à l'initiative du président de l'Union des foyers de jeunes travailleurs allemands et l'organisation européenne des associations pour l'insertion et le logement (ŒIL) qui lui succède en 1991. Ces organisations regroupent des associations nationales de foyers de jeunes travailleurs des pays européens. Au sein de l'ŒIL, l'UFJT développe des opérations transnationales telles que PRIME (pôle de ressources pour l'insertion et la mobilité en Europe) ou EURORILE (réseau d'initiative pour l'emploi).

En 2007, l'UFJT devient l'UNHAJ : Union nationale pour l'habitat des jeunes.

L'UNHAJ, comme auparavant l'UFJT, n'est pas une fédération mais une union regroupant les foyers de jeunes travailleurs et depuis le début des années 1990, les services tels que les services logements, CLLAJ et RILE. Des « regroupements affinitaires » composés d'au moins vingt adhérents peuvent être constitués, ils sont alors agréés par le conseil d'administration et s'acquittent d'une cotisation.

Les foyers sont regroupés au sein de structures régionales depuis 1965. Elles sont représentées par un délégué et sont appelées « délégations ». À partir de 1979, elles se constituent progressivement en association et deviennent des « Unions régionales ». Leurs présidents sont membres de droit du conseil d'administration de l'Union nationale.

Pour sa part, le siège national de l'Union est, à ses débuts, une structure légère composée de 5 à 6 membres permanents. Il augmente ses effectifs à mesure que l'action socio-éducative se renforce dans les foyers jusqu'à compter 40 membres permanents au début des années 1990.

Afin de mettre en application ses grandes orientations politiques, L'UFJT est dotée de commissions thématiques non permanentes. Par exemple, elle crée en 1980, une commission socio-éducative qui développe les actions de formation et effectue un suivi local. Il existe également de commissions statutaires telles que la commission Vie de l'Union en charge du suivi des adhésions.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au siège de l'UNHAJ. En 2007, elles ont fait l'objet d'un récolement détaillé réalisé sur place avant d'être transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Le fonds représente environ 40 mètres linéaires.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Avant 1970, les archives déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne concernent essentiellement le fonctionnement de l'association et l'organisation de colloques et manifestations publiques. Par la suite, les archives d'activités occupent une place plus importante.

Le fonds est constitué des documents statutaires (statuts, règlements intérieurs, récépissés de déclaration) et des archives d'instances. Les dossiers d'assemblées générales vont de 1955 à 1994 (à partir de 1986, elles se tiennent tous les deux ans) mais il faut signaler l'absence d'archives pour les années 1957, 1962 et 1965. Les papiers des conseils d'administration concernent les périodes 1957-1961 et 1966-1995, ceux des bureaux vont de 1966 à 1995. Enfin, on note la présence de quelques dossiers relatifs aux réunions des commissions (commissions socio-économiques, socio-éducatives, internationale, vie de l'Union).

Concernant la comptabilité de l'Union, les archives (documents comptables récapitulatifs) se trouvent dans les dossiers des assemblées générales.

Sont présents également un ensemble de dossiers relatifs aux colloques et manifestations publiques organisées par l'Union. Ce sont en particulier les congrès nationaux qui se déroulent durant les assemblées générales jusqu'au début des années 1970. Des colloques (journées d'études, université d'été, congrès) sont régulièrement organisés sur des thèmes divers et témoignent des grands axes de réflexion de l'Union.

Un ensemble de documents témoignent de l'activité du réseau et apportent de nombreux renseignements sur les foyers. Ce sont des dossiers relatifs aux réunions des Unions régionales (1967-1993) qui sont constitués, pour les premières années, de comptes- rendus de réunions et qui s'étoffent à la fin des années 1970, période durant laquelle elles se constituent en association. Les dossiers renferment alors les statuts, comptes rendus d'instances, de renseignements statistiques et documentation sur les foyers. Cet ensemble de documents peut être complété par les dossiers de demandes d'adhésions renfermant des fiches de renseignements sur les associations gestionnaires de foyers, des rapports d'activité et des statistiques. Enfin, on notera la présence de dossiers relatifs à des enquêtes ou études menées par l'UFJT sur les foyers.

Les archives les plus anciennes concernant l'action socio-éducative de l'UFJT remontent à la fin des années 1970. Ce sont des dossiers d'opérations liées aux actions d'insertion socioprofessionnelle : stages d'insertion, aide à la création d'entreprises intermédiaires, RILE, actions liées à l'habitat avec la mutuelle des logements pour les jeunes, services logements et CLLAJ, actions liées à la santé des jeunes et à la sécurité routière à partir des années 1990.

On note également la présence d'un ensemble de documents relatifs au programme de réhabilitations des foyers de jeunes travailleurs lancé dans le cadre d'un accord-cadre signé avec l'État entre 1989-1994. Ils apportent des renseignements sur l'histoire des foyers et leurs activités. On y trouve les dossiers de projets par foyer envoyés à l'UFJT. Ces dossiers renferment des rapports présentant les foyers (rappels historiques, statistiques, rapports d'activité), des rapports présentant le programme de réhabilitation, un ensemble de plans et documents statistiques.

Enfin, l'UFJT, en tant qu'instance nationale, est un organe de représentation auprès des pouvoirs publics. Les archives témoignent des relations entretenues avec les instances publiques nationales : ministères, Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) comme des contacts, etc. ; des instances locales avec la commission régionale des foyers de jeunes travailleurs en charge de la sélection des foyers à laquelle participe l'UFJT. Elle est également en relation avec d'autres associations : l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS), l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS, vor notice), la Fédération des centres sociaux et sociaux culturels de France (FCSF, voir notice), etc. Il faut noter que ces archives sont relativement pauvres compte- tenu du rôle important de l'UFJT dans différents mouvements. C'est le cas, par exemple, pour le Comité pour les relations nationales et internationales des associations

de jeunesse et d'éducation populaires (CNAJEP, voir notice), dont l'UFJT est un des membres fondateurs et dont ses dirigeants ont pu occuper la présidence.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Union nationale pour l'habitat des jeunes, 20140158 (ex 553J)
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle :* 685 articles, 40 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1955-2007.

Union normande des centres maritimes et touristiques (UNCMT)

Adresse : 4, avenue du Parc-Saint-André 14200 Hérouville-Saint-Clair
Téléphone : 02 31 46 80 40
Courriel : contact@uncmt.fr
Site internet : http://www.uncmt.fr

Historique du producteur

L'UNCMT est une association laïque fondée en 1949 et déclarée en préfecture en 1950. Elle organise des centres de vacances, des classes d'environnement, des accueils de groupes scolaires et des centres de loisirs sans hébergement. Ses implantations se répartissent en France et à l'étranger. Elle est membre de l'Union nationale des associations de tourisme (UNAT, voir notice) et de la Jeunesse au plein air (JPA, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en deux fois (1995 et 1998) aux Archives départementales du Calvados.

Présentation des sources

Le fonds concerne le fonctionnement et les activités de l'association de 1949 jusqu'en 1995.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Union normande des centres maritimes et touristiques (UNCMT), 152J
Dépôt en 1995 et 1998. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 4 mètres linéaires ; 34 articles. *Dates extrêmes :* 1949-1995.

Union patriotique des organisations de jeunesse (UPOJ)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 27 décembre 1944
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 28 mai 1945

Le 27 décembre 1944, les associations des Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP, voir notice) et du Conseil privé des grands mouvements s'unirent pour créer l'Union patriotique des organisations de jeunesse (UPOJ).

Le Conseil privé des grands mouvements était né pendant la Seconde Guerre mondiale et rassemblait l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice), le Comité inter mouvements protestants, le scoutisme non israélite. Les FUJP créées à la même période regroupaient plusieurs organisations de jeunesse engagées dans la résistance. Les jeunes communistes y jouaient un rôle important, on y retrouvait aussi des groupes de jeunes chrétiens résistants.

D'après la charte constitutive signée dans les bureaux du Scoutisme français, l'objectif de l'UPOJ, était « d'établir une coopération plus efficace entre les organisations de jeunesse et de mettre au point un programme d'actions diversifiées ». À sa création, plus de 40 associations nationales en étaient membres.

Néanmoins, cette union reposait sur des bases fragiles. Il n'y eut pas d'accord pour trouver un responsable unique, même si un compromis finit par être trouvé : il y eut deux secrétaires, un de l'ACJF et un de la Jeunesse communiste ; un comité exécutif fut mis en place, dans lequel les décisions ne pouvaient être prises qu'à l'unanimité.

L'UPOJ allait d'ailleurs rapidement disparaître peu après 1947, avec l'éclatement du tripartisme gouvernemental représenté par les trois courants politiques dominants de l'époque (Parti communiste français (PCF), Section française de l'internationale ouvrière (SFIO), Mouvement républicain populaire (MRP)).

Dès lors, c'est le mouvement de dispersion qui domina avec la création en 1947 du Comité français de la jeunesse démocratique (CFJD), du Conseil français des mouvements de jeunesse (CFMJ, voir notice), du Front laïque de la jeunesse (FLJ), et en 1954 du Comité de coordination des organisations laïques de jeunesse et d'éducation populaire (CCOLJEP, voir notice).

Historique de la conservation

Les archives d'instance de l'UPOJ ont été conservées par le CFMJ qui les a données, lors de sa dissolution, aux Archives nationales.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives concernent principalement la correspondance et les comptes rendus de réunions du conseil d'administration aussi appelé comité exécutif.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Conseil français des mouvements de jeunesse, 19880437
Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article (cote 1), 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1945-1950.

Union pour la culture populaire en Poitou-Charentes-Vendée (UPCP-Métive)

Historique du producteur

L'UPCP-Métive est une union d'associations, créée en 1969 par André Pacher et Michel Valière, qui avaient toutes pour vocation la valorisation des cultures populaires (habitat, musique, danse, langue, gastronomie, etc.) du Poitou et de la Saintonge. À cette époque, dans différentes régions de France naît un mouvement de lutte contre une uniformisation de la culture et qui milite pour le droit à la diversité culturelle.

Sur toute la région, des centaines de jeunes vont à la rencontre des aînés collecter leurs savoirs transmis oralement de génération en génération. Ils restituent ces savoirs principalement sous la forme de spectacles : 1970, *Les paysans* ; 1974, *La geste paysanne* ; etc.

À partir de la fin des années 1980, l'UPCP-Métive se dote d'outils pour développer son projet :

- 1987 : festival *De bouche à oreille* ;
- 1990 : *Geste éditions et Geste scénique* ;
- 1993 : inauguration de la Maison des cultures de pays de Parthenay ;
- 1994 : Centre d'études, de recherche et de documentation sur l'oralité (CERDO).

Au début des années 1990, le ministère de la Culture labélise l'UPCP-Métive : Centre de musique et danse traditionnelle en Poitou-Charentes et Vendée. Aujourd'hui, l'association développe un projet autour de 4 axes :

- réseaux ;
- documentation ;
- formation ;
- création – diffusion.

Historique de la conservation

Les époux Morisson résidant à Augé ont contribué à la sauvegarde et à la diffusion du patrimoine écrit et traditionnel. Le 22 juin 2000, Ils ont donné quelques papiers concernant l'UPCP-Métive aux Archives départementales des Deux-Sèvres.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs aux activités de l'UPCP : diapositives, publications, programmes, notes dactylographiées. Il donne aussi un aperçu des stages organisés par André Pascher à l'UPCP-Métive.

Sources complémentaires

Archives départementales des Deux-Sèvres

 Livre vivant et culture populaire, 87J
Don en 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant l'UPCP-Métive :* 27 articles, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1969-1977.

Union régionale des foyers ruraux du Languedoc-Roussillon

Adresse : 6 rue Aristides Berges Mas Guerido, 66330 Cabestany
Téléphone : 04 68 35 00 65
Courriel : urfr.languedoc@mouvement-rural.org

Historique du producteur

L'Union régionale des foyers ruraux du Languedoc-Roussillon est membre de la Confédération nationale des foyers ruraux et associations de développement et d'animation du milieu rural (CNFR, voir notice).

Elle regroupe, coordonne, soutient les fédérations départementales des foyers ruraux. Elle met en œuvre la formation des bénévoles et des professionnels. Elle représente et insère le mouvement associatif dans la réflexion et la mise en œuvre des politiques des collectivités territoriales et des services décentralisés de l'État.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en plusieurs fois (18 septembre 1989, avril 1991, mars 1994, 25 juin 1996, 19 juin 1998) aux Archives départementales de l'Hérault.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds présente un point de vue régional sur les foyers ruraux en Languedoc-Roussillon de 1959 à 1995, mais n'offre pas d'exemple d'action locale. On y trouve des documents liés à l'administration de l'union régionale : administration générale (statuts, fichiers des adhérents, assemblées générales, dossiers généraux), correspondance, finances (budget, comptabilité), séminaires et universités rurales, activités et animations. Le fonds est également constitué d'archives des relations avec la CFNFR (administration générale et activités) et avec les fédérations départementales de la région (dossiers d'organisation des manifestations régionales et universités rurales, outils de communication).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Union régionale des foyers ruraux du Languedoc-Roussillon, 42J
Dépôts de 1989 à 1998. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'Union régionale des foyers ruraux du Languedoc-Roussillon.
Instrument de recherche : aucun (en cours). Importance matérielle *:* 11,15 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1959-1997.

Union régionale pour l'habitat des jeunes (URHAJ) en Languedoc-Roussillon

Adresse : BAL 47, 15 rue Général Margueritte, 34500 Béziers
Téléphone : 04 67 28 24 33
Courriel : languedoc_roussillon@unhaj.org
Site internet : http://www.habitat-jeunes-lr.org/

Ancien nom du producteur

Union régionale des foyers des jeunes travailleurs du Languedoc-Roussillon

Historique du producteur

L'Union régionale pour l'habitat des jeunes en Languedoc Roussillon est affiliée à l'Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ, voir notice). Elle rassemble les associations de la région, qui gèrent des établissements agréés foyer de jeunes travailleurs. Elle a pour missions de représenter les adhérents auprès des pouvoirs publics ou au sein d'instances paritaires ou inter associatives, de promouvoir et de développer toutes formes d'habitat de jeunes sur tout le territoire régional et de favoriser les échanges de pratiques et la mutualisation des expériences entre les associations membres. Son activité se développe notamment autour de 3 axes : animation et développement du réseau habitat jeunes ; soutien technique aux adhérents et qualification des acteurs ; prospective et développement de solutions habitat pour les jeunes.

En 2011, l'Union régionale pour l'habitat des jeunes regroupait 10 associations adhérentes, gérant 15 résidences.

Historique de la conservation

Deux fonds ont été déposés aux Archives départementales de l'Hérault : le fonds 54J (déposé le 20 novembre 1990) et le fonds 89J (déposé le 30 octobre 1996).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les fonds permettent d'aborder l'étude des foyers de jeunes travailleurs à l'échelon régional. Ils sont constitués de dossiers administratifs (délibération des conseils d'administration, comptes rendus d'assemblées générales, budget, bilans financiers) et de dossiers de suivi des manifestations culturelles et des dossiers des formations.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Union régionale des foyers des jeunes travailleurs du Languedoc-Roussillon, 54J
Dépôt en 1990. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'Union régionale des foyers des jeunes travailleurs du Languedoc-Roussillon.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 3,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1980-1996.
 Union régionale des foyers des jeunes travailleurs du Languedoc-Roussillon, 89J
Dépôt en 1996. Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'Union régionale des foyers des jeunes travailleurs du Languedoc-Roussillon.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 3,70 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1980-1996.

Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP)

Adresse : 3 rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07
Téléphone : 01 43 58 97 75
Site internet : www.u-s-e-p.org

Historique du producteur

Création : 1939

Voir notice de de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP, voir notice).

Historique de la conservation

Dans le cadre du programme MéMoS (mémoire du sport), les archives de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) - Union sportive de l'enseignement primaire (USEP) qui étaient conservées au siège social de la Ligue française de l'enseignement (voir notice, 3 rue Récamier, 75007 Paris) ont fait l'objet d'un don au Pôle national des archives du monde sportif. Elles sont conservées aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix (Nord).

Au total, 58,20 mètres linéaires ont été traités. Après tri et classement, il ne reste plus que 25,95 mètres linéaires. 32,25 mètres linéaires ont été détruits.

L'histoire des archives de l'UFOLEP-USEP est d'abord liée à la Seconde Guerre mondiale. La Ligue française de l'enseignement et ses filiales, y compris l'UFOLEP et l'USEP, sont dissoutes par décret du 17 avril 1942. Les biens sont placés sous séquestres et l'immeuble de la rue Récamier à Paris est mis à la disposition des « Jeunes du maréchal » et de l'armée allemande. À la fin du conflit, les troupes allemandes ont emporté avec elles les archives de cette fédération, depuis sa création en 1929. La défaite de l'Allemagne et la rupture du pacte germano-soviétique eurent pour conséquence le transfert des archives vers le Kremlin à Moscou.

Présentation des sources

L'inventaire a permis de constater que des éliminations régulières ont été exécutées et d'importantes lacunes de 1945 à 2004 ont été mises en lumière. Les documents sauvegardés concernent principalement la création et le fonctionnement de l'UFOLEP-USEP : statuts, règlements, comptes rendus d'assemblées générales, de congrès et de comités directeurs, et enfin des revues. Les archives d'activités sont par contre beaucoup plus pauvres.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde travail (ANMT)

 Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) et Union sportive de l'enseignement primaire (USEP), 2010031
Dépôt en 2010. Archives privées. Communication libre à l'exception des cotes 65, 66, 67, 123, 124, 125. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 25,95 mètres linéaires, 291 articles. *Dates extrêmes* : 1928-2004.

Union vauclusienne des colonies de vacances et œuvres de grand air

Association dissoute ou inactive

Ancien nom du producteur

Union diocésaine des colonies de vacances

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en 1985 par la paroisse Saint-Pierre d'Avignon aux Archives départementales du Vaucluse.

Présentation des sources

Niveau de description : articles

L'article est constitué des statuts de l'association (1942-1948) et de procès-verbaux (1942-1957).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Vaucluse

 Fonds de la paroisse Saint-Pierre d'Avignon, 37J
Dépôt en 1985. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article concernant l'association (37J 54), 0,02 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1942-1957.

Vacance loisirs culture, fédération nationale

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Agrément d'éducation populaire : 14 novembre 1960

Nous ne savons pas quand l'association a cessé ses activités.

Historique de la conservation

Nous ne savons pas si les archives de l'association ont été conservées lors de sa cessation d'activités.

Vacances et familles, l'accueil en plus

Adresse : 7 place Franz Liszt, 75010 Paris
Téléphone : 01 42 85 39 52
Courriel : fede@vacancesetfamilles.asso.fr
Site internet : www.vacancesetfamilles.asso.fr

Ancien nom du producteur

Fédération nationale des associations familiales des maisons d'accueil (FNAFMA), 1973-2003

Historique du producteur

Création : 30 octobre 1973
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 8 mars 1978

L'association est créée en 1973 sous le nom de Fédération nationale des associations familiales des maisons d'accueil (FNAFMA). En 2003, elle change de nom et de statuts pour s'appeler Vacances et familles et, en 2010, sont créées les unions régionales.

Vacances et familles s'inscrit dans un courant qui milite pour une diffusion de la connaissance au plus grand nombre afin de permettre à chacun de s'épanouir et de trouver sa place dans la société. Pour cela, elle favorise les échanges et les interactions entre les différents acteurs concernés. Dans ce cadre elle développe sans cesse des partenariats avec les communes, les associations et les particuliers. Grâce à ces partenariats, les familles peuvent découvrir des modes de vie différents des leurs et, réciproquement, faire part de leurs propres réalités. En définitive, en donnant et en recevant, accueillis et accueillants s'entre éduquent. Cette attitude d'échange permet, du même coup de contribuer à la lutte contre tout phénomène d'exclusion.

Vacances et familles est adhérent au Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP, voir notice).

Historique de la conservation

L'association n'a pas déposé ses archives, elles sont probablement conservées au siège de l'association.

Vacances loisirs famille (VLF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1969

Créée le 7 novembre 1969, Vacances loisirs famille était une association, dont le rôle consistait à promouvoir le tourisme social et le développement du camping, à gérer des centres familiaux de vacances ainsi que toute autre activité de loisirs.

Cette association était une fédération qui a regroupé une quarantaine d'associations. Elle connût des problèmes internes entre 1970 et 1974 et fut ensuite confrontée au départ de plusieurs associations en 1974 et 1987. Faute de financements suffisants, la présidente de la fédération, Anne-Marie Vacher, décida de procéder à la dissolution de Vacances loisirs famille, chaque association membre reprenant son autonomie en 1996.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix en 1996.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds regroupe des documents relatifs au fonctionnement de l'association : statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, procès-verbaux du conseil d'administration, comptes rendus de bureau, relations avec les adhérents. On y trouve également des photographies et des affiches.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Vacances loisirs famille, 1996 018
Don en 1996. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle :* 23 articles, 2,4 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1969-1996.

Vacances tourisme familles (VTF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1969

Vacances tourisme familles (VTF) a été créée en 1969 par la fusion de la Fédération nationale des maisons familiales de vacances populaires (FNMFVP, voir notice) et de l'association Vacances et familles qui est issue de la Fédération nationale des maisons populaires de vacances (FNMPV, voir notice).

En 1974, elle fusionne avec la Fédération nationale des associations communautaires de vacances et de loisirs (FNACVAL, voir notice) et un nombre important d'associations de la fédération Vacances loisirs famille (VLF, voir notice), pour créer l'association Loisirs vacances tourisme (LVT, voir notice).

Historique de la conservation

L'association n'a pas déposé ses archives, elles sont probablement conservées au siège de LVT (voir notice).

Vacances voyages loisirs (VVL)

Adresse : 39 avenue Henri Barbusse, 94408 Vitry-sur-Seine Cedex
Téléphone : 01 45 73 40 00
Site internet : http://www.vvl.org/

Historique du producteur

Création : 14 novembre 1974
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 15 juin 1982

Vacances voyages loisirs (VVL) est une association de communes qui coopèrent dans le domaine des vacances et des loisirs éducatifs de l'enfance et de la jeunesse ainsi que dans celui des vacances familiales. Organisme de droit privé, doté d'un statut de quasi-régie qui découle de ses missions, VVL prolonge l'action des communes adhérentes. La coopération en son sein permet une mutualisation de l'usage des patrimoines communaux, d'apporter des réponses concertées aux besoins diversifiés des usagers.

Elle est agréée par le ministère chargé de la Jeunesse et de l'Education populaire et est membre de l'Union nationale des associations du tourisme et de la jeunesse au plein air (UNAT, voir notice).

Les communes adhérentes à VVL partagent une même volonté d'inscrire une démarche éducative et sociale au cœur de l'organisation des séjours destinés aux enfants, aux jeunes et aux familles. Issu d'une réflexion commune sur les enfants et les jeunes d'aujourd'hui, le projet éducatif de VVL s'appuie sur des valeurs de respect, de solidarité et de paix.

Historique de la conservation

L'association n'a pas déposé ses archives, elles sont probablement conservées au siège de VVL.

Villages vacances familles (VVF)

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : 1958
Agrément Jeunesse et éducation populaire : 15 juin 1982

L'association Village vacances famille (VVF) est née à la fin des années 1950 à l'initiative de la Caisse des dépôts et consignations et de fédérations de tourisme populaire, comme l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse (OCCAJ, voir notice) et la Fédération française de tourisme populaire (FFTP, voir notice). Le projet est né lors des semaines sociales de 1956, qui regroupent des catholiques, grâce au concours du maire de Strasbourg, René Pflimlin, qui met en relation André Guignant, militant issu de la FFTP et futur directeur général de VVF, avec le directeur de la Caisse des dépôts, François Bloch-Lainé.

Elle a pour vocation première de favoriser le départ en vacances du plus grand nombre. L'association propose un nouveau concept de vacances pour l'époque : des villages pour des vacances en famille sur le littoral et en montagne en France. Dans les années 1980, VVF est le premier opérateur de tourisme familial en France et gère plus d'une centaine de villages.

Le 1er novembre 1997, VVF change de statut et devient une société anonyme. Elle change également de nom et devient VVF Vacances.

À partir de 2001, le groupe se réorganise et se modernise puis connaît en 2002 une scission : une soixantaine de sites retournent dans le secteur associatif (qui fusionneront en 2007 avec l'association Vacances Auvergne-Limousin (VAL) pour constituer l'association VVF Villages) tandis qu'une cinquantaine d'autres est regroupée dans VVF Vacances, qui est privatisé en 2006 et devient en 2007 Belambra Clubs.

Historique de la conservation

L'association n'a pas déposé ses archives, elles sont probablement conservées au siège de VVF Villages ou de Belambra Clubs.

Youth planet

Association dissoute ou inactive

Historique du producteur

Création : [21-22 juin 1997] *;* 19 novembre 1997

Youth planet a pour origine le colloque « Participation des jeunes européens à la vie de leur cité » organisé à Strasbourg en novembre 1995 par l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ, voir notice). Cet événement rassemble 150 jeunes européens impliqués au niveau local dans leur pays. Il a deux objectifs : d'une part, établir un bilan des différentes formes de participation des jeunes à la vie locale dans les pays européens ; d'autre part, former un réseau européen de conseils d'enfants et de jeunes.

Après ce rassemblement, des liens se tissent entre les structures nationales de conseils de jeunes de cinq pays : outre la France, figurent aussi la Hongrie, l'Italie, la Roumanie et la Suisse. Et c'est les 21-22 juin 1997 à Monte Porzio Catone en Italie, qu'est constituée

l'association Youth planet aussi appelée : Association européenne pour la participation des jeunes à la démocratie locale.

Youth planet a pour but de promouvoir, au niveau européen, la citoyenneté par la participation des jeunes à la démocratie locale, dans l'esprit de la charte de la participation des jeunes à la vie locale et régionale adoptée par le Conseil de l'Europe en 1992.

Le rôle de l'ANACEJ dans la création de Youth planet est fondamental. Jusqu'en 2000, les deux associations ont d'ailleurs le même siège social, et c'est la structure française qui fournit l'essentiel des moyens matériels et humains. Youth planet a organisé quelques journées d'études, des stages européens de formation et quelques grandes manifestations, comme à Lamoura (France) en 2000. Néanmoins, elle n'a jamais réussi à se développer et l'association est mise en sommeil à partir de 2005.

Historique de la conservation

Avant leur transfert aux Archives départementales du Val-de-Marne en septembre 2010, les archives de Youth planet étaient conservées au siège de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) à Paris. Elles ont fait l'objet d'un inventaire définitif en juillet2010.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Même s'il renferme quelques lacunes, le fonds permet de reconstituer l'histoire de cette association. Figurent notamment deux dossiers très importants concernant la création de l'association et l'organisation des Rencontres européennes de conseils d'enfants et de jeunes à Lamoura (France) en 2000. Les dossiers d'instance sont peu volumineux, mais cela est probablement plus dû au faible nombre de réunions du comité directeur, qu'à des destructions d'archives. L'éloignement géographique des différentes associations rendait, en effet, compliquée et coûteuse la tenue de réunions d'instance.

Pour mieux comprendre la mise en place de Youth planet, il semble indispensable de consulter les archives de l'ANACEJ, notamment celles qui concernent le colloque « Participation des jeunes européens à la vie de leur cité » organisé en 1995 (20140132/34-35).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Youth planet, 20140220 (ex 570J)
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ANACEJ.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 20 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1995-2005.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

• Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes, 20140132 (ex 510J)
Archives privées. Communication soumise à autorisation de l'ANACEJ (voir notice).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 69 articles, 7,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1991-2000.

Personnes physiques

Aimé Robert

Historique du producteur

Né le 12 octobre 1925 à Clamecy (Nièvre) ; employé SNCF ; militant politique (PCF), syndicaliste (CGT) et associatif (Travail et culture et cercle culturel Edgar Longuet à Alfortville)

Selon Robert Aimé, ses parents n'ont pas joué un rôle important dans son engagement. Son père, Georges Aimé, était issu d'une famille de cheminots depuis deux générations. Il avait des conceptions anti-syndicalistes et ne votait pas. Sa mère, Louise Martin, était couturière et n'était pas engagée même si elle votait à gauche. Peu après sa naissance, ses parents s'installèrent dans la région parisienne pour des raisons professionnelles : en Seine-et-Marne, à Saint-Pierre-lès-Nemours en 1927 ; puis en Seine-et-Oise, à Villeneuve-Saint-Georges à la fin de l'année 1933, à Maisons-Alfort à partir de 1935 et à Alfortville vers 1942-1943. Muni du CEP en juin 1937, il arrêta l'école pour des raisons pécuniaires après une année de cours supérieur et une année d'étude complémentaire.

En janvier 1940, il fut recruté comme employé à la Banque de Baecque Beau et Lantin à Paris, qu'il quitta au moment de l'exode pour se réfugier dans la Nièvre chez ses grands-parents. De retour en 1941, il devint manœuvre à la Biscuiterie Gondolo de Maisons-Alfort et, avec la pénurie de main d'œuvre adulte, il fut nommé comme « faisant fonction de contremaître » en 1943. Les conditions de travail pénibles et le mépris total de la direction pour les travailleurs le marquèrent fortement.

Il réussit le concours d'entrée à la SNCF en 1944. Mais les violents bombardements le firent partir avec ses parents dans la Nièvre, où il fut embauché comme commis de ferme à Trucy-l'Orgueilleux près de Clamecy. Il tenta vainement en juillet 1944 de rejoindre avec un de ses amis la Résistance : « avisé d'une attaque imminente allemande, le maquis partit le jour où nous devions nous y rendre le soir ».

En janvier 1945, il entra à la SNCF en tant qu'employé au magasin général de Villeneuve-Prairie et se syndiqua alors à la CGT. Mais en février, il fut touché par la tuberculose et suivit un traitement au sanatorium de Saint-Martin du Tertre près de Luzarches (Seine-et-Oise). Ce fut un moment décisif dans sa vie. Lui qui avait dû arrêter très tôt ses études, il put se cultiver en suivant des cours d'anglais et de français, des conférences, etc. C'est aussi là qu'il rencontra des déportés, des résistants, qu'il lut pour la première fois *L'Humanité* et qu'il discuta avec des militants du PCF, parti auquel il adhéra en mars 1946. Au sanatorium jusqu'en avril 1947, puis en convalescence dans la Nièvre, il reprit son travail à la SNCF en février 1948. Et avant 1954, la direction de la SNCF refusa sa titularisation à cause de son infection tuberculeuse.

De 1949 à 1960, il fut secrétaire de la cellule Pierre Sémard et membre du comité de section d'Alfortville de 1950 à 1965. A la même époque, il était correspondant au journal communiste du département du Val-de-Marne *Le réveil* puis à *L'Humanité* à partir de 1958. En 1954, il devint secrétaire de sa cellule d'entreprise à la SNCF, responsabilité qu'il occupa jusqu'en 1960.

À partir des années 1950, ses activités comme militant associatif dans le secteur culturel prirent une place de plus en plus importante. Cette évolution est particulièrement nette dans son engagement syndical. Délégué syndical CGT au comité mixte et membre du bureau syndical sur le site de la SNCF à Villeneuve Prairies, il devint, en 1956, délégué au Comité local des affaires sociales (CLAS) puis l'année suivante au Comité régional (CRAS). Là, il s'investit plus particulièrement dans les questions sociales et socioculturelles : bibliothèques, arbres de Noël, cantines, logement, etc.

En 1952, il adhéra au cercle culturel d'Alfortville Edgar Longuet, créé quelques années plus tôt au moment de l'affaire Kravchenko. En 1953 et en 1957, il fut délégué par cette association et par la CGT des cheminots pour aller aux Festivals mondiaux de la Jeunesse de Bucarest et de Moscou. Il y rencontra Jacqueline Véron, couturière et militante au PCF, avec qui il se maria en 1954.

Devenu secrétaire en 1955, il chercha alors à élargir l'audience et à diversifier les activités de cette association qui jusque-là proposait essentiellement des conférences-débats et des projections de films. Très rapidement, les adhésions, d'une cinquantaine, passèrent à plus de deux cent cinquante.

En 1955, Robert Aimé rencontra pour la première fois Travail et culture (TEC, voir notice) lors d'une visite de son secrétaire à l'organisation, Serge Mallet, qui cherchait à développer des comités locaux. Celui-ci convainquit Robert Aimé d'adhérer à l'association : le cercle culturel Edgar Longuet devint un comité local TEC. Impressionné par l'activité de Robert Aimé à Alfortville, Maurice Delarue, secrétaire général de TEC, l'invita à rejoindre, en 1957, le bureau national de l'association. En 1960, il lui confia un poste de permanent comme secrétaire général adjoint. En 1962, Robert Aimé fut un des fondateurs de la commission Seine-Sud qui regroupait des comités TEC et diverses associations proches, issus du Sud-Est de la région parisienne. Il quitta la direction de l'association en octobre 1963 à cause de divergences concernant les choix financiers.

Après un retour de six mois à la SNCF, Robert Aimé dirigea jusqu'en 1969 le service Villages et maisons de vacances du Comité central d'entreprise de la SNECMA, avec qui il avait été en relation durant les étés 1962 et 1963, lorsqu'il avait été directeur du centre de vacances de Brétignolles Plein Air en Vendée. C'est à la SNECMA qu'il rencontra Mona Moya, fille d'émigrés espagnols et militante au PCF, qui était chef de service des colonies de vacances, et avec qui il se maria en 1968.

En 1969, après avoir hésité entre le poste de directeur commercial à Tourisme et travail et celui de directeur administratif au Théâtre municipal de Villejuif, le Théâtre Romain Rolland dirigé alors par Raymond Gerbal, il choisit une troisième voie. Il devint directeur administratif d'une petite société qui équipait les collectivités et les comités d'entreprise. A la même époque, il s'installa dans le quinzième arrondissement à Paris et arrêta, à regret, ses activités au Comité local TEC d'Alfortville. Il continua néanmoins à participer à la Commission Seine-Sud de TEC jusqu'à la fin des années 1970.

Aujourd'hui, il est toujours membre du PCF et exerce la fonction de trésorier de cellule.

Historique de la conservation

Le fonds a été constitué par Robert Aimé, ancien militant et permanent de Travail et culture (TEC), lors de recherches qu'il a menées sur l'histoire de cette association avec d'anciens militants, notamment Pierre Hénon. Pour réaliser cette étude, il a rencontré les fondateurs et principaux responsables de TEC mais il a aussi consulté des archives. Robert Aimé a donné ses archives aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend deux grands types de dossiers :

- les dossiers de recherche renfermant des notes manuscrites de Robert Aimé, des photocopies d'archives, notamment celles du registre du comité directeur de TEC depuis la création jusqu'au milieu des années 1960. Ils renferment aussi quelques originaux insérés dans ces dossiers de recherche : comptes rendus du bureau et du comité directeur sous la forme de feuilles volantes dans le dossier rassemblant les photocopies du comité directeur ; publications et revues dans le dossier sur les comités régionaux de TEC.
- les archives collectées par Robert Aimé qui n'étaient pas insérées dans ses dossiers de recherches. On peut distinguer quatre types de provenance :
    - Archives du TEC national, c'est-à-dire celles qui étaient conservées à l'époque au siège social de l'association ;

- Archives de Maurice Delarue, un des fondateurs de TEC et son principal responsable jusqu'en 1968 ;
- Archives de TEC Afrique du Nord et de Suzanne Masson, une des principales responsables de cette association (1945-1962) ;
- Archives de comité locaux de Travail et culture du sud de la région Ile-de-France (années 1950-1960).

Si les archives de TEC Afrique du Nord étaient clairement identifiables, il était plus difficile de distinguer les archives de Maurice Delarue de celles du TEC National. C'est pourquoi, dans l'instrument de recherche, les archives de Maurice Delarue figurent sous la rubrique « Archives collectées par Robert Aimé. TEC national » (cotes n° 5 à 50).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Aimé Robert, 511J
Don en 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 69 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1944-1986.

Alméras Irène

Historique du producteur

Née en 1925, fonctionnaire au ministère chargé des Finances de 1944 à 1986, elle a milité aux Éclaireuses et Eclaireurs de France (EEDF, voir notice), où elle a eu différentes responsabilités en tant que bénévole sur la ville de Paris : chef de groupe, cheftaine de meutes, responsable de clan, commissaire de district adjointe. À partir de la fin des années 1990, elle a adhéré à la Fédération des éclaireuses et éclaireurs.

Historique de la conservation

Irène Alméras a confié ses papiers en 2007 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend quelques pièces concernant son action au sein de groupes parisiens des EEDF des années 1940 aux années 1970, principalement des annuaires, quelques correspondances et quelques papiers, fanions et insignes sur le jamboree de Moisson en 1947.

L'intérêt majeur du fonds est constitué par deux types de documents :

- le livre d'or du clan « Les Compagnons du feu de camp ». Seul le premier volume (1934-1946) a été conservé, il renferme des dessins, des notes manuscrites, des affiches, des programmes, des photographies, des comptes rendus de réunion, etc. Le clan « Les compagnons du feu de camp » était une troupe parisienne d'art dramatique des Eclaireurs de France fondée en 1934. Après 1945, le clan rejoint le district des EEDF « Paris Nord-Ouest Enfance heureuse ».
- la revue des cadres, anciens et amis de l'Enfance heureuse *Amitiés* (n°1-20 entre juin 1948 et juin 1950). L'enfance heureuse est fondée le premier mars 1919 pour occuper les loisirs des enfants dont les mères travaillaient le jeudi. Dans les années 1920, est créé un groupe sportif puis en octobre 1927 un groupe d'éclaireurs de France. Dans les années 1930, de nouvelles troupes d'éclaireurs et d'éclaireuses sont mises en place

et un district « Paris Nord-Ouest Enfance heureuse » est créé. Avec l'occupation allemande en 1940, l'Enfance heureuse est dissoute comme les autres troupes scoutes mais elle est accueillie par le Touring club de France (TCF). À la Libération, le district se remet en place et accueille Les compagnons du feu de camp.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Almeras Irène, 558 J
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 8 articles, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1934-2006.

Amiot Pierre

Historique du producteur

Pierre Amiot est né le 10 février 1925 à Dakar (Sénégal). En 1931, après le décès de son père, militaire de carrière, sa mère, couturière, est venue avec lui se fixer définitivement en France à Rochefort (Charente-Maritime). Sa mère lui fait donner ses premières leçons de violon. Il fréquente les Eclaireurs de France (EDF, voir notice) et a pour totem « Cigale artistique ».

Après le lycée, au sortir de la guerre, Pierre Amiot doit choisir sa voie entre le cinéma, la musique, le théâtre… mais il s'inscrit finalement à la faculté de droit pour préparer une licence. Tout en travaillant à ses études qui ne le passionnent guère, il cherche à s'exprimer dans le théâtre amateur, s'essaie à la chanson dans différents bistrots et cabarets à Bordeaux. Mais il doit subvenir seul à ses besoins et est donc surveillant dans un lycée.

En 1949, il participe à un stage des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) pour maître d'internat, tout près de Poitiers. Et là, il découvre un monde qu'il aime aussitôt : c'est le travail d'équipe, les groupes théâtraux, les veillées où l'on chante ensemble… Il devient très vite instructeur non permanent des CEMÉA.

Après ce stage qu'il quitte à regret, il décide alors de préparer un professorat d'éducation musicale tout en assurant un service de maître d'internat au Lycée Pierre Loti de Rochefort.

Dès la fin des années 1940, il compose déjà des chansons pour les centres de vacances, dont certaines ont un vrai succès dans les mouvements d'éducation populaire et de jeunesse comme « Vent de chez nous » (1947) et « Marchons dans le vent » (1950). À son répertoire, figurent plusieurs centaines de chansons.

À 24 ans, en 1952, les CEMÉA lui proposent de devenir instructeur permanent dans l'équipe de la région de Poitiers. Il y reste jusqu'en 1959.

À cette date, il part deux mois en Côte d'Ivoire durant l'été, puis s'installe deux ans en Algérie, où il travaille avec Madeleine Parcot dans la délégation régionale des CEMÉA d'Alger. À partir des années 1960, il œuvre dans plusieurs services au sein des CEMÉA (« Activités dramatiques » avec Miguel Demuynck et « Actions internationales ») et termine sa carrière dans le secteur Activités musicales. Il prend sa retraite professionnelle des CEMÉA en 1985 mais reste proche de cette association et continue à écrire et interpréter des chansons.

Historique de la conservation

Pierre Amiot a confié ses dossiers aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2012. Un bordereau de récolement précis a été réalisé en 2013.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de Pierre Amiot renferment des partitions de ses chansons, des carnets de chants, des enregistrements audio, des photos de stages ainsi que de la correspondance concernant ses activités musicales et théâtrales.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

• Amiot Pierre, 586J
Don en 2012. Archives privées. Communication libre. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. *Importance matérielle* : 15 articles, 0,3 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1945-2006.

Bador Jacques

Historique du producteur

Jacques Bador est né en 1920 à Paris. Après son diplôme de l'École pratique des hautes études, il s'inscrit à la Sorbonne à la section des sciences économiques. En octobre 1940, il découvre le scoutisme à travers les Eclaireurs de France (EDF, voir notice). Secrétaire des études et professeur à l'Institut d'études corporatives (1941-1944), il est chargé par les EDF de reprendre contact avec les éléments dispersés du mouvement. Devenu à la Libération rédacteur en chef de leur journal *Le Routier*, il collabore à des enquêtes menées par l'Institut français d'opinion publique ainsi qu'à l'Institut national d'études démographiques (INED).

En 1948, René Pleven lui propose de fonder un service d'information, Le club de l'Union démocratique et socialiste de la résistance (UDSR), dont le but est d'organiser des réunions entre parlementaires de l'UDSR et patrons d'une profession. Après la mise en sommeil de l'activité du club en 1950, Jacques Bador devient rédacteur en chef du journal international *Le combat républicain*. Maître de conférences et professeur à l'institut de Droit appliqué de 1948 à 1975, il reprend son poste de rédacteur en chef à temps partiel aux Eclaireurs de France, en 1949.

En 1946, il rencontra Eugène Claudius-Petit, qui lui demande de venir travailler à la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs immigrés (Sonacotra) et à la Société HLM de Paris (Logirep), où il est successivement conseiller d'entreprise (1953-1957), chef du service foncier (1957-1966), chef du service d'études et chef du service animation (1966-1974).

Installé à Carnac en 1979, Jacques Bador prend contact avec les Éclaireuses et Eclaireurs de France (EEDF) de Bretagne et s'engage notamment auprès du groupe de Lorient. Il décède en 2002.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2002 par Dominique Claudius-Petit aux Archives nationales - site de Paris.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué d'archives personnelles du producteur (correspondance, photographies), de documents relatifs à ses études et activités professionnelles et de documents concernant les EEDF (niveau national et local). On y trouve également des archives

personnelles de la mère du producteur et des archives relatives à Eugène Claudius-Petit (ses activités politiques, la Sonacotra et ses filiales HLM, le logement et la promotion sociale, le Club des jeunes Canibouts et les équipements sociaux, sanitaires et culturels de Nanterre).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fonds Jacques Bador, 627AP
Don en 2002. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 110 articles, 14 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1893-2000.

Sources complémentaires

 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2007. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 1506 articles, 138,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1911-1995.

Bariller Olivier

Historique du producteur

Militant ajiste, Olivier Barillier est administrateur de l'association Les anciens et amis des auberges de jeunesse de la région Rhône-Alpes (ANAAJ).

Historique de la conservation

Olivier Barillier a confié ses archives à l'ANAAJ qui les a données aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en juillet 2010. Un répertoire numérique définitif a été réalisé au début de l'année 2011.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives est constitué de quelques pièces concernant exclusivement les auberges de jeunesse entre 1939 et 1954 : brochures et périodiques des Camarades de la Route (CDR, voir notice), du Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice), du Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice) et de la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Archives d'Olivier Barillier, militant ajiste, 20140218 (ex 572J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article, 0,05 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1939-1954.

Basdevant René

Historique du producteur

Né à Paris en 1922, René Basdevant commence à travailler comme ouvrier dans la métallurgie à l'âge de 15 ans. En 1941, il milite à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) section Paris-Nord, dont il devient permanent en janvier 1944. Ayant agi dans la résistance au sein du mouvement des Jeunes chrétiens combattants (JCC) créé par l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice), il devient à la Libération délégué départemental de la Seine du Service civique de la Jeunesse, une des branches des Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP, voir notice).

À partir de là, il enchaîne les responsabilités au sein de différents mouvements. Secrétaire national du mouvement Nouvelle jeunesse française (NJF) et membre du comité directeur de son journal *Nouvelle France*, il devient président des Camarades de la Liberté en octobre 1945. Entre 1946 et 1948, il met en place et organise l'opération « Train exposition pour la jeunesse ». Cette action consiste à rassembler tous les mouvements issus de la Résistance pour montrer aux jeunes qu'ils peuvent s'engager et aider à la reconstruction du pays. Cette action initiée par les mouvements de jeunesse et tout particulièrement des Camarades de la liberté, est financée principalement par le ministère chargé de la jeunesse et des Sports qui salarie René Basdevant. En 1949, il fonde l'Association nationale du cinéma pour l'enfance et la jeunesse (ANCEJ, voir notice), dont il devient le président, et, entre le 1er janvier 1949 et 31 décembre 1950, il est salarié d'une structure proche de ce mouvement, l'Écran des jeunes.

À partir de 1951, il quitte le secteur de la jeunesse et de l'éducation populaire pour entamer une carrière dans l'industrie. De 1951 à 1960, il est chef de publicité pour la Société Astra - Unilever, puis directeur du service du personnel de l'Usine Berliet à Lyon. À partir de 1963, il devient président-directeur général (PDG) de Guigoz France et en 1982, il entre comme PDG au groupe Sandoz - France où il reste jusqu'à la fin de sa vie professionnelle.

Historique de la conservation

Les archives ont été données par son fils, Michel Basdevant, durant l'été 2007, et ont fait l'objet d'un récolement détaillé. Elles ont été transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en septembre de la même année.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds permet de mieux comprendre la personnalité de René Basdevant et de retracer relativement bien son parcours exceptionnel d'ouvrier de la métallurgie à PDG du groupe Sandoz France. À noter que les archives renferment un témoignage écrit mis en forme par son fils.

La première moitié du fonds concerne l'action de René Basdevant au sein de mouvements de jeunesse. Ces documents sont d'un grand intérêt car ils apportent des éléments sur des structures créées au lendemain de la deuxième guerre mondiale, qui ont eu une existence éphémère et dont nous ne conservons que très peu de documents : NJF, Les Camarades de la liberté, Comité « Train exposition de la jeunesse » et ANCEJ.

Les autres archives détaillent le travail de René Basdevant en tant que cadre dans de grands groupes de l'industrie. Elles montrent néanmoins comment le passé de militant jociste et de mouvements de jeunesse l'ont orienté dans sa vie professionnelle. Cela est particulièrement marquant lors du « Grand concours » à destination des enfants et des adolescents qu'il organise en 1954 pour la société Astra.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Basdevant René, 551J
Don en 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 3 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1935-2002.

Baubérot Arnaud

Historique du producteur

Arnaud Baubrérot est né le 7 novembre 1969. Il est agrégé d'histoire en 1995 et docteur en histoire contemporaine en 2002. Il a mené ses recherches sur l'histoire des mouvements de jeunesse et plus spécifiquement sur le scoutisme, notamment l'histoire des Éclaireurs unionistes. La place de la nature et celle du rapport au corps dans ces mouvements ont été au cœur de ses recherches. Sa thèse est consacrée à l'histoire du naturisme en France. Il a longtemps enseigné à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC).

En 1977, Arnaud Baubérot, totémisé « Loup ferme et sociable », entre dans la troupe de l'Oratoire du Louvre qui est l'une des plus importantes troupes unionistes. Il ne la quitte qu'en 1995 pour rejoindre l'équipe régionale de la région Ile-de-France des Éclaireurs et éclaireuses unioniste de France (EEUDF, voir notice). Au sein de la troupe de l'Oratoire il a été successivement louveteau (1977-1985), chef de patrouille (1983-1985), chef de troupe adjoint (1986-1987), Akéla (chef de meute, 1987-1992) et chef de troupe (1992-1995).

En 1997, Il fonde la troupe de Noisy-le-Grand (93) affilié alors aux EEUDF. Après un camp d'été passé avec la troupe de Montauban, il décide de quitter les EEUDF pour s'affiler à l'Association française de scoutisme unioniste (AFSU) en septembre 1997. Entre 1997 et 1999, il est le chef de la troupe. Il quitte cette fonction et devient conseiller du groupe local de Noisy-le-Grand, jusqu'en 2000. Il remplit cette même fonction entre 2008 et 2009 pour la troupe Phénix qui regroupe les troupes de Noisy-le-Grand et du Perreux-sur-Marne (94).

Le départ d'Arnaud Baubérot des EEUDF pour l'AFSU symbolise la conception qu'il se fait du scoutisme unioniste. Durant ses 10 années de militantisme aux EEUDF, il s'est inscrit dans une branche considérée comme traditionaliste par d'autres membres du mouvement. Les raisons pour lesquelles il quitte le mouvement peuvent être synthétisées en trois points :

- désaccord avec « la pédagogie de projet » promulguée par les EEUDF depuis les années 1980. Cette pédagogie tend à effacer la pédagogie par l'autonomie.

- désaccord avec la volonté d'ouverture absolue du mouvement, la spiritualité étant alors reléguée à un second plan ainsi que l'évangélisation grâce au scoutisme unioniste.

- volonté de revenir à un scoutisme plus traditionnel notamment en ce qui concerne la tenue et l'organisation des camps.

La création de l'AFSU a pu être perçue comme une scission de la part des EEUDF.

Historique de la conservation

Arnaud Baubérot a fait don de ses archives en 2013 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les deux premières parties du fonds sont consacrées à l'activité d'Arnaud Baubérot chez les éclaireurs unionistes dans un premiers temps et dans un second temps à l'AFSU. Pour chacune de ces périodes, nous trouvons dans les archives le suivi des associations nationales mais aussi les archives des troupes auxquelles appartenaient Arnaud Baubérot (la troupe de l'Oratoire du Louvre et la troupe de Noisy-le-Grand).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Baubérot Arnaud, 589J
Don en 2013. Archives privées. Communication libre ; pour les reproductions concernant l'EEUDF et l'AFSU demander l'accord des associations.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 3 articles, 1,5 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1931-2012.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, 100AV (599J)
Dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 62 articles. *Dates extrêmes* : 1951-1982.

Société d'histoire du protestantisme français

 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, non coté
Dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 70 articles, 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1911-2001.

Siège national

 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, non coté
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun, 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1912-2007.

Beigbeder Jean

Historique du producteur

Né en 1894 d'une famille protestante béarnaise, Jean Beigbeder commence à militer au sein de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants (FFACE) d'inspiration protestante, avant de rejoindre les Éclaireurs unionistes de France (EUF, voir notice). Il accède rapidement à des responsabilités au sein de ce mouvement en devenant commissaire national de 1914 à 1917 puis de 1919 à 1923.

En 1924, Jean Beigbeder soutient une thèse en droit sur « La formation du futur citoyen à l'école publique » dans laquelle il vante le rôle éducatif du scoutisme dans les dernières pages. Il publie également en 1925, le manuel *Comment organiser une troupe d'éclaireurs unionistes*.

Il s'installe à Madagascar à partir de 1924 où il fonde la première troupe d'éclaireurs unionistes et un Foyer chrétien de jeunes à Tananarive, rattaché aux Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG, voir notice). Il cherche à faire du Foyer un espace de rencontre avec la possibilité pour les jeunes malgaches de différents âges d'accéder à la culture européenne tout en participant à la valorisation de la leur propre. Il retourne un temps en métropole pour diriger le foyer UCJG de Bordeaux (1928-1933) avant de revenir à Madagascar prendre la direction du Foyer et des éclaireurs unionistes de Tananarive entre 1934 et 1936.

De 1949 à 1952, Jean Beigbeder est président du Scoutisme français (voir notice).

Il décède en 1965 après avoir consacré sa vie aux mouvements de jeunesse. Son totem était « Z'Œil de Chouette ».

Historique de la conservation

Une partie des archives de Jean Beigbeder a été donnée en 1999 par son neveu Jean Donnedieu de Vabres aux Archives du Défap – Service protestant de mission.

Une autre partie, plus conséquente, se trouve dans le fonds du Centre d'études du protestantisme béarnais (CEPB) déposé aux Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds conservé par le Défap rassemble l'intégralité de la correspondance manuscrite envoyée par Jean Beigbeder à son père lors de son premier séjour à Madagascar (1924-1927). Cette correspondance a fait l'objet d'une publication en 2019. Quelques pièces viennent compléter ce fonds : copies de lettres du père de Jean Beigbeder, lettres d'Odette Beigbeder, son épouse, télégrammes, croquis, courriers antérieurs et postérieurs, programmes et cartes de membres du Foyer de Tananarive, rapport dactylographié et quelques photographies. Cette correspondance constitue un remarquable témoignage du fonctionnement des réseaux de jeunesse protestants en France et à l'étranger et de la société coloniale malgache.

Les archives du CEPB renferment des documents relatifs à l'état civil de Jean Beigbeder (CV, arbre généalogique), plusieurs correspondances, par exemple avec le commissaire régional des Éclaireurs Unionistes de la région des Pyrénées (1919-1922) ou avec des représentants de la Commission nationale des Éclaireurs unionistes de Paris et des UCJG (années 1940), des articles et publications de Jean Beigbeder dont sa thèse, des photographies prises en 1943-1944 du groupe des éclaireurs unionistes du district Béarn-Bigorre, qu'il dirigeait, des portraits réalisés jusque dans les années 1960 et quelques papiers épars comme son ordre de mission pour Madagascar.

Localisation du fonds du producteur

Défap – Service protestant de mission (Bibliothèque et archives)

 Jean Beigbeder, 29 AP
Don en 1999. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : édition papier. *Importance matérielle* : 127 pièces, 1 boîte d'archives. *Dates extrêmes* : 1924-1927.

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

 Centre d'études du protestantisme béarnais, 60J
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Cotes concernant Jean Beigbeder* : 60J 55, 117 (10 et 15), 136 (4, 6 et 7), 149 (11 et 12), 318/1, 261/3, 516 et 517.

Sources complémentaires

Défap – Service protestant de mission (Bibliothèque et archives)

 Société des missions évangéliques de Paris (SMEP), SME
Archives privées. Communication libre. *Cotes concernant Jean Beigbeder* : lettres ponctuelles et dispersées échangées entre les années 1920 et les années 1960 entre Jean Beigbeder et Charles Bozon, missionnaire en poste à Madagascar, et les responsables du Service jeunesse outre-mer de la SMEP.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Le Scoutisme français, 531J
Dépôts entre 2004 et 2018, transformés en dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique pour le premier dépôt et bordereaux de récolement pour les trois autres. *Cotes concernées par la présidence de Jean Beigbeder* : 531J 2, 6, 16, 47, 48, 55, 122, 136, 141, 150, 154 (1949-1952).
 Éclaireuses et éclaireurs unionistes de France, 100AV (599J)
Dons. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cote liée à Jean Beigbeder* : 100AV 1569 (1951).
 Alliance nationale des unions chrétiennes de jeunes gens, 540J
Don en 2006. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant Jean Beigbeder* : 540J 41/3, 254/2, 254/4 (1942-1955).

Berge André

Historique du producteur

André Berge est né en 1909. Médecin, psychanalyste et homme de lettres, il fait partie en 1929-1930 des fondateurs de l'École des parents et des éducateurs de Paris (voir notice) dont il restera vice-président pratiquement jusqu'à la fin de sa vie, en 1993.

C'est à la suite de son roman *La Nébuleuse*, qui étudie la formation de la personnalité des enfants, que Marguerite Lebrun-Vérine l'invite en 1929 à intervenir aux premières journées d'étude organisées dans le cadre des écoles des parents. Très vite, André Berge s'implique dans le mouvement et rédige des articles dans la revue *L'École des Parents*, créée en 1949, puis *Le Groupe familial*, créée en 1958.

Directeur médical du Centre psychopédagogique Claude-Bernard de l'Académie de Paris de 1946 à 1973, chargé de cours à l'Institut de psychologie de la Sorbonne de 1961 à 1971, il fonde en 1965 l'Association pour la réadaptation des infirmes mentaux (APRIM). Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages consacrés à la psychologie de l'enfance, à la psychopédagogie et aux problèmes familiaux (*L'Éducation sexuelle chez l'enfant*, 1952 ; *Comprendre et éduquer un enfant difficile*, 1973) lui ayant assuré une grande notoriété dans ces domaines. Il a également présidé la Fédération internationale pour l'éducation des parents (Fiep) ainsi que l'Association Montessori de France.

André Berge était un familier des Décades de Pontigny, réunions intellectuelles animées par Paul Desjardins à l'abbaye de Pontigny de 1910 à 1914, puis de 1922 à 1939, où débattaient des écrivains, des universitaires et des scientifiques sur des sujets de société : André Gide, Roger Martin du Gard, André Maurois, François Mauriac, André Malraux et Clara Malraux en ont fait partie.

Historique de la conservation

À l'initiative du fils d'André Berge et de Catherine Tavoillot, co-fondatrice de l'EPE de Saint-Etienne, les archives d'André Berge ont été déposées en 2001 à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend des manuscrits de l'œuvre romanesque d'André Berge et des archives liées à ses activités de psychanalyste (textes de cours, manuscrits de ses essais). Un ensemble concerne également la Fédération internationale pour l'éducation des parents. La correspondance comporte principalement les échanges d'André Berge avec des éditeurs et des revues. On trouve également un très important dossier de presse comprenant des articles d'André Berge et des articles sur André Berge, de 1953 à 1992, ainsi qu'un dossier critique classé par œuvre.

Localisation du fonds du producteur

Institut mémoires de l'édition contemporaine

 André Berge, 212BER/1 - 212BER/15
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle : 129 imprimés, 15 boites. *Dates extrêmes :* 1909-1993.

Bernard Jean

Historique du producteur

Militant ajiste, Jean Bernard est membre de l'association Les anciens et amis des auberges de jeunesse de la région Rhône-Alpes (ANAAJ).

Historique de la conservation

Jean Bernard a confié ses archives à l'ANAAJ qui les a données aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en juillet 2010. Un répertoire numérique définitif a été réalisé au début de l'année 2011.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives est constitué de quelques pièces concernant exclusivement les auberges de jeunesse entre 1950 et 1970 : brochures, périodiques locaux et nationaux, circulaires, correspondance, comptes rendus de congrès, correspondance concernant le Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice), la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice) et la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice).

À noter aussi la présence d'un dossier relativement riche sur l'auberge de jeunesse de La Hacquinière transformée en 1959 en relais culturel. Figurent également des bulletins d'associations et de partis politiques entre 1947 et 1968.

En avril 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine. En juillet, un deuxième don a été effectué renfermant les cotes 11 à 13.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Bernard Jean, 20140217 (ex 574J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 13 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1944-2010.

Bernier Francis

Historique du producteur

Francis Bernier est né à Paris en 1940 d'un père officier de l'armée française et d'une mère institutrice. Il devient périgourdin après une première affectation au lycée de Bergerac en 1963. En 1981, il fonde l'association Périgord-Québec. À la suite de Henry de Montferrand, propriétaire du château de Montréal en Périgord, il se spécialise dans l'histoire de ce château rattaché par son nom à l'histoire de l'Amérique. Dans l'esprit qui anima ce lieu mythique, il réalise plusieurs expéditions liées au rêve américain des origines : de 1984 et 1989 pour le compte de Périgord-Québec parallèlement au jumelage des rivières Dordogne et Jacques Carier, puis en 2001 et 2006 pour le compte de la société de géographie.

L'association a mené de nombreuses actions d'éducation populaire en direction des jeunes. Elle a été créée avec le soutien de la direction départementale de la jeunesse et des sports et de l'inspection de l'école élémentaire. Par ailleurs, Francis Bernier a été scout, formé aux Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) comme moniteur de colonies de vacances, membre du mouvement pédagogique Education et devenir. Il se considère depuis toujours comme « un militant de l'éducation globale ».

Historique de la conservation

Francis Bernier a déposé ses archives et celles de l'association Périgord-Québec aux Archives départementales de la Dordogne en 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds est constitué de dossiers relatifs aux engagements politiques et associatifs de Francis Bernier. De nombreux documents concernent plus spécifiquement l'association France-Québec et les actions qu'elle a menées dans le domaine éducatif en direction des jeunes (voir site des Archives départementales de la Dordogne).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Dordogne

 Fonds Francis Bernier, 85J
Dépôt en 2008. Archives privées. Communication soumise à autorisation de Francis Bernier.
Instrument de recherche : répertoire numérique provisoire. Importance matérielle *:* 49 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1977-2008.

Best Francine

Historique du producteur

Née à Caen en 1931, Francine Best fait des études de philosophie et obtient l'agrégation. Elle enseigne en Algérie au lycée Gsell à Oran et à l'école normale Elbiar à Alger en 1959-1961. Dès ces années, elle dirige des stages d'animation des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) à Oran et Alger. Elle crée également une section PSU à Oran à la même époque.

En 1961-1962, elle se forme aux fonctions de directeur d'école normale à l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses (Seine) et devient directrice de l'école normale d'institutrices à Coutances (Calvados) de 1962 à 1969 puis de celle Caen de 1969 à 1975. En 1968, elle est chargée de cours de philosophie à l'université de Caen. La même année, elle crée la section du département de la Manche du Mouvement français pour le planning familial (MFPF, voir notice) et en assure la présidence. Elle occupe également des fonctions au syndicat des directeurs des Écoles normales. En 1969, elle est responsable de la formation continue des professeurs d'École normale. Pendant cette période, elle dirige des stages pour les CEMÉA et participe à la création en 1971 de l'Institut national de formation professionnelle des responsables d'animation socio-éducative (INFPRASE).

Elle exerce la fonction d'inspectrice pédagogique régionale de philosophie de l'académie de Caen (1974-1982), puis dirige l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) de 1981 à 1988. Elle est nommée inspectrice générale de l'Éducation nationale en 1990.

Elle effectue également plusieurs mandats locaux et est élue en 1977 conseillère municipale d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados).

Ses nombreuses activités militantes dans l'éducation l'amènent à prendre part aux conseils d'administration de différentes associations : les CEMÉA – dont elle devient présidente en 1983 –, la Jeunesse au plein air (JPA, voir notice) – présidente de 1988 à 1996 –, le Groupement des éducateurs sans frontières (GREF, voir notice) – présidente à partir de 1993 – mais aussi la Ligue des droits de l'homme (voir notice), France Terre d'asile, les Francas (voir notice), l'Observatoire des zones d'éducation prioritaire, le comité de liaison de la décennie des Nations unies pour l'éducation aux droits de l'homme et la Commission nationale française pour l'UNESCO.

Elle publie plusieurs ouvrages sur l'éducation nouvelle et la pédagogie comme *Pour une pédagogie de l'éveil* paru en 1973, *Naissance d'une autre école* en 1983, *L'échec scolaire* en 1997. Elle participe à des ouvrages collectifs : *Traité des sciences pédagogiques* en 1969, *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation* paru en 1994, *Les chemins de l'apprentissage* en 1995.

Historique de la conservation

Les archives de Francine Best ont fait l'objet d'un don aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2016.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend essentiellement des carnets de recherche rédigés entre 1968 et 1975, des documents relatifs à sa participation auprès d'associations d'éducation populaire et ses activités de publication jusqu'en 2008. Vingt-deux cahiers ont trait à ses activités au titre des CEMÉA ainsi que de l'Institut national de formation professionnelle des responsables d'animation socio-éducative (INFPRASE) entre 1968 et 1980 : y sont consignées des notes sur les stages d'expression, les activités d'éveil géographique ou les préparations d'interventions

sur la psychopédagogie. Une vingtaine de carnets de notes concernent son activité à la création et à la direction de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) entre 1982 et 1989 et contiennent les statuts, les notes des instances et des préparations d'interventions. D'autres carnets témoignent de sa participation à de nombreuses associations comme les Francas, les CEMÉA, la JPA, le GREF, l'UNESCO, la Commission nationale consultative des droits de l'homme, France Terre d'asile, le Service social des émigrés, le centenaire de Célestin Freinet, les Associations des écoles françaises européennes (AEFE) et La Promotion des initiatives sociales en milieu éducatif (PRISME).

Certains documents traitent de sa participation à l'élaboration de programmes scolaires en matière d'éducation civique, de sa réflexion sur la place de l'éducation dans l'Union européenne et des droits de l'enfant. Les deux dossiers sur les droits de l'enfant renferment des traces de sa participation à la Convention internationale des droits de l'enfant où elle représentait la JPA et les CEMÉA.

Un dossier rassemble enfin la préparation de ses publications entre 1987 et 2008.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Best Francine, 601J
Don en 2016. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 7 articles, 6 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1968-2015.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 512J
Dépôts entre 2001 et 2015. Communication libre.
Cotes concernant Francine Best : 4AV 858-860, 4AV 3434, 4AV 4241-4243, 512J 479.

 Fédération internationale des CEMÉA, 546J
Dons entre 2000 et 2004. Communication soumise à autorisation des CEMÉA.
Cote concernant Francine Best : 564J 36.

 Les Francas, fédération nationale, 547J
Dépôt en 2001. Communication libre.
Cotes concernant Francine Best : 14AV 1213, 14AV 1220, 14AV 1231,14AV 1239, 14AV 1740.

 La Jeunesse au plein air, 525J
Dépôt en 2007. Communication soumise à autorisation de la JPA.
Cotes concernant Francine Best : 525J 81.

 Conférence de Francine Best
Journée d'étude « L'Education nationale au risque de l'éducation nouvelle (1945-1975) » organisée en 2013 par le Comité Universitaire d'Information Pédagogique (CUIP) à l'occasion de la parution de l'ouvrage *Réformer l'école : l'apport de l'éducation nouvelle (1930-1970)*.
Cote : 18AV 75.

Blanchatte Paulette

Historique du producteur

Blanchatte Paulette (1931-2016) est une ancienne militante de la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV, voir notice) et de l'Association populaire des familles (APF).

Historique de la conservation

Ces archives ont été données au Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF, voir notice). Son président Bruno Duriez, sociologue, les a ensuite déposé aux Archives nationales du monde du travail en 2014. Il est complété la même année par cinq autres entrées, également déposées par le GRMF. Le dépôt est transformé en don en 2019.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est principalement constitué de documentation concernant les associations dans lesquelles militait Paulette Blanchatte : tracts, lettres ouvertes, comptes rendus annuels des associations et collections de périodiques. La dernière partie du fonds regroupe des dossiers constitués soit par Paulette Blanchatte soit par le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Blanchatte Paulette, FR ANMT 2014 45
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire méthodique détaillé. *Importance matérielle* : 1,23 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1888-1996.

Sources complémentaires

Archives nationales du monde du travail

 Confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF) – Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), 1998 001 et 2001 023
Dépôt en 1998 et 2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 23,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1956-1980.

 Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF), 1997 016
Dépôt en 1997. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 183 articles, 21,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1927-1994.

 André et Elisabeth Patin-Dhalluin, 1994 030
Don en 1994. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 81 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1929-1991.

 Hocquet-Duval, 1995064
Don. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 229 articles, 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1910-1994.

 Robert Pottier, 1997 024
Dépôt en 1997. Archives privées. Communication soumise à autorisation.

Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 24 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1950-1973.

 Maurice Leroy, 1998 002
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 3 articles, 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1940-1960.

 Robert Serrurier, 2000 054 et 2000 056
Don en 2000. Archives privées. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 3,66 mètres. *Dates extrêmes :* 1910-1996.

 Pierre Boucault, 2001 014 et 2002 025
Dépôt en 2001 et 2002. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 1,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1930-2000.

 Roger Clément (enfants de), 2005 018
Don en 2005. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 196 articles, 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1911-1917.

Bordet André

Historique du producteur

Instituteur puis directeur d'école d'application, André Bordet s'est beaucoup impliqué dans les œuvres périscolaires, et en particulier à partir 1952 dans l'Union normande des centres maritimes et touristiques (UNCMT, voir notice) où il fut successivement moniteur, directeur de centre et vice-président.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2003 aux Archives départementales du Calvados. Un inventaire définitif a été réalisé en 2007.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend principalement les dossiers de travail du livre d'André Bordet, *La colo, souvenirs, témoignages*, Cabourg, les Cahiers du temps, 2003 : documentation (originaux, photocopies), témoignages, photographies, rédaction. Une partie importante des documents concerne l'UNCMT.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 André Bordet La Colo, souvenirs, témoignages, 44J
Don en 2003. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : inventaire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 7 articles, 0,6 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1936-2002.

Borella François

Historique du producteur

François Borella est né à Nancy le 16 février 1932 dans une famille catholique pratiquante. Il s'engage à la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC, voir notice) dès 1944 et à la Fédération française des étudiants catholiques (FFEC) en 1950. Tout en poursuivant des études de droit, son implication dans la JEC l'accompagne dans son engagement dans le militantisme syndical étudiant aux côtés de Michel de la Fournière, Robert Chapuis et Jacques Julliard ; il commence à militer, en 1953, à l'Association générale des étudiants de Nancy (AGEN) puis il devient vice-président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) (1955-1956). François Borella, homme politique et juriste français spécialisé en droit constitutionnel, décède le 7 mai 2017.

Historique de la conservation

Le fonds a fait l'objet d'un don à la Cité des mémoires étudiantes avant d'être transmis aux Archives nationales en 2013.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont classées en quatre parties : Association générale des étudiants de Nancy (AGEN), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), Union nationale des étudiants de France (UNEF) et son action contre la guerre d'Algérie. Il est constitué de notes, correspondance, rapports, tracts, déclarations, revues de presse, statuts, documents comptables, procès-verbaux, bulletins d'informations, comptes rendus, témoignages et cahiers de notes.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 François Borella, 203AS (III)
Don en 2013. Archives privées. Communication libre, selon les modalités en vigueur aux Archives nationales.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 0.3 ml (3 cartons). *Dates extrêmes* : 1954-1962.

Borker Paulette

Historique du producteur

Paulette Borker, née Kupper le 2 décembre 1923 dans une famille juive polonaise émigrée à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), est décédée en 2009. Son père est tailleur à son compte. Elle termine ses études secondaires à Toulouse. Éclaireuse de France, en 1940, elle rencontre Geneviève Mauvezin future Madame Benigno Cacérès, elle aussi Éclaireuse de France, avec qui elle se lie d'amitié. Pendant la seconde guerre mondiale, elle entre dans la Résistance avec les Francs-tireurs et partisans (FTP). Elle milite au Parti communiste français (PCF) jusqu'en 1956. A la Libération, Paulette Borker s'occupe d'une maison d'enfants juifs. Au début de 1946, elle rejoint le Centre d'éducation ouvrière à Grenoble pour y travailler auprès de Benigno Cacérès et de Paul Dumazedier. Elle est permanente à Peuple et culture (PEC, voir notice) jusqu'en

1979.

Historique de la conservation

En 2010, le fils de Paulette Borker, Louis Borker, a donné aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, quelques papiers de sa mère concernant son action à Peuple et culture.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives confiées par Paulette Borker complètent le fonds Peuple et culture (voir notice) déposé aux Archives départementales du Val-de-Marne. Figurent notamment des plaquettes de présentation de Peuple et culture (1951-1962), des comptes rendus de commissions (1961-1983), un registre intitulé « Droits d'auteurs » qui renseigne sur le nombre d'ouvrages vendus par an. Les archives de Paulette Borker renferment aussi des périodiques et des ouvrages de PEC que l'on ne retrouve pas dans les archives déposées par PEC.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Borker Paulette, 556J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1942-1983.

Boucault Pierre

Historique du producteur

Né en 1917, Pierre Boucault a milité à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) à partir de 1931. Il y fut permanent régional puis dirigeant national. Après la guerre, il adhéra également au Mouvement populaire des familles (MPF), qui devient par la suite le Mouvement de libération du peuple (MLP, voir notice), au Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice) puis à la CFDT.

Historique de la conservation

Deux fonds ont été déposés aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix en 2001 et en 2002.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds 2002 025 est constitué d'archives de la vie militante de Pierre Boucault au sein de la JOC.

Le fonds 2001 014 rassemble des témoignages et albums photos (JOC), des documents relatifs aux congrès nationaux, notes, tracts, plaquettes (MPF, MLO) et des rapports d'assemblées générales (APF).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Pierre Boucault, 2002 025
Dépôt en 2002. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 7 articles, 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1930-1950.
 Pierre Boucault, 2001 014
Dépôt en 2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1931-2000.

Brenier Guy

Historique du producteur

Né en 1929, Guy Brenier a été militant aux Eclaireurs de France et dans les auberges de 1946 jusque dans les années 1950 : Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice) puis Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice).

Il est actuellement membre de l'association Les anciens et amis des auberges de jeunesse (ANAAJ) de Paris, et responsable du périodique diffusé par cette association : *Notre amitié*.

Historique de la conservation

En 2009, Guy Brenier a donné quelques papiers concernant les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire aux Archives départementales du Val-de-Marne, dans le cadre du PAJEP.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Guy Brenier a donné une collection complète de la revue *Notre amitié*, réalisée par l'ANAAJ de Paris depuis 1992 (n°54-123) ainsi que quelques numéros de la revue *Francs-Jeu* (1960-1963 : n°337, 392, 396, 403, 404, 405, 409) et du périodique *Terre des jeunes* (1956-1966 : n°166, 184, 195, 221, 223, 250-255, 354-355, 363).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Archives de Guy Brenier, 20140169 (ex 569J)
Don en 2009. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1956-2010.

Bresson Lucien

Historique du producteur

Lucien Bresson est un militant du Parti socialiste unifié (PSU), entré en 1968 à la section de Mantes la Jolie (fédération des Yvelines). Il quitte le parti en 1970 et est élu membre du secrétariat fédéral. Militant syndical lors de son passage à l'Education nationale, il rejoint le Parti socialiste en 1977 et devient membre de la commission exécutive fédérale, du bureau et du secrétariat fédéral. Il devient attaché parlementaire de Bernard Schreiner, député de Mantes de 1981 à 1993. Fondateur du cercle Condorcet du Mantois, il fut également directeur du Centre régional d'études historiques de l'Ouest parisien de 1977 à 1996.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Yvelines.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de papiers, notes, documents et correspondances.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Yvelines

 Archives de Lucien Bresson, 104J
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique (provisoire). Importance matérielle *:* 40 articles, 5.60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1977-1996.

Briant Raymond

Historique du producteur

Ouvrier ajusteur né à Couëron, Raymond Briant est un syndicaliste dont la carrière se déroula principalement entre la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) et la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), en incluant une parenthèse politique dans les rangs locaux du Mouvement républicain populaire (MRP). Il décide en 1950 de partir au Viêt-Nam et se retrouve affecté à l'arsenal de Saïgon. Il y reste jusqu'en 1954 après avoir contribué à la création d'une section CFTC chez les « métropolitains ». Il s'efforce malgré les barrières culturelles et les difficultés politiques de jouer un rôle dans la constitution d'un syndicat parmi les vietnamiens. Il est aussi l'auteur d'une histoire de la ville de Couëron.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné le 28 mai 1993 aux Archives départementales de la Loire-Atlantique.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds s'organise en quatre parties : la formation professionnelle (cahiers d'écoles), la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) (tracts, bulletins, périodiques), le mouvement ouvrier (journaux et publications) et enfin, le syndicalisme de gauche (publications et documents divers).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Loire-Atlantique

 Fonds Raymond Briant, 102J
Don en 1993. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 36 articles, 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1931-1992.

Briet Paul

Historique du producteur

Paul Briet, enseignant, a été président (1975-1990) puis vice-président (1990-2003) de l'Union normande des centres maritimes et touristiques (UNCMT, voir notice). À ce titre, il a été aussi secrétaire général du comité départemental de la Jeunesse au plein air (JPA, voir notice) et délégué dans différentes associations comme la Fédération des œuvres laïques (FOL), l'Union nationale des associations de tourisme (UNAT, voir notice), etc.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales du Calvados en 2003. Un répertoire numérique détaillé a été réalisé en 2005.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives concerne essentiellement la participation de Paul Briet à l'UNCMT : documents statutaires, comptes rendus de réunion, correspondance, dossiers de travail sur la gestion des centres, notes, rapports (1954-2005).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Paul Briet, enseignant et militant UNCMT, 48J
Don en 2003. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : inventaire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 23 articles, 2,6 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1943-2005.

Buisson Ferdinand

Historique du producteur

Ferdinand Buisson (1841-1932) a été le principal inspirateur des grandes réformes scolaires républicaines, il encouragea toutes les formes d'éducation péri ou postscolaire (cours d'adultes, mutualités, patronages, amicales, colonies de vacances) et les efforts déployés en ce domaine par les sociétés d'instruction populaire.

Cofondateur et président de la Ligue des droits de l'homme (voir notice), il est président de la Ligue française de l'enseignement (voir notice) de 1902 à 1906. En 1927 le prix Nobel de la paix lui fut attribué conjointement à Ludwig Quidde. Célèbre pour son combat en faveur d'un enseignement laïc à travers la Ligue française de l'enseignement, fonctionnaire, député, il était aussi un proche de Jules Ferry.

Historique de la conservation

Les archives ont été données à la Société d'histoire du protestantisme français (SHPF) en deux fois par un descendant de Ferdinand Buisson entre la fin des années 1990 et le début des années 2000. Elles ont fait l'objet d'un inventaire en 2007.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme peu d'éléments concernant l'implication de Ferdinand Buisson dans les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Il comprend des documents personnels (passeports, bulletins scolaires, etc.), des manuscrits de publication et surtout une correspondance passive relativement riche.

Localisation du fonds du producteur

Société d'histoire du protestantisme français

 Buisson Ferdinand, 022 Y
Dons entre 1998 et 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique, 0,60 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1855-1933.

Buxtorf Jean-Claude

Historique du producteur

Jean-Claude Buxtorf a présidé la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de la Hay-aux- moines (Créteil) et a été, par délégation, administrateur puis trésorier de l'Union locale des MJC de Créteil et de l'Union départementale des MJC du Val-de-Marne. Il a été membre du CA de la Fédération régionale des MJC d'Île-de-France (FRMJC IDF, voir notice) sous la présidence de Jacques Yvars.

Historique de la conservation

Le fonds a été confié aux Archives départementales du Val-de-Marne en 2010.

Présentation des sources

Le fonds a été classé en trois parties en fonction des associations dans lesquelles Jean-Claude Buxtorf s'est engagé : MJC de Créteil, Union locale des MJC de Créteil et Union des MJC du Val-de-Marne. On trouve essentiellement les dossiers des instances de ces associations (assemblées générales, bureaux et conseils d'administration).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Jean-Claude Buxtorf, 209 J
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : inconnue. *Dates extrêmes* : 1987-2010.

Cacérès Benigno

Historique du producteur

Issu d'une famille ouvrière espagnole, installée à Toulouse, Benigno Cacérès (1916-1991) commence à travailler à 12 ans comme compagnon charpentier. Il rencontre l'abbé de Naurois qui l'envoie à l'École des cadres d'Uriage (voir notice) pour y témoigner de la condition ouvrière. Dès 1942 il en devient instructeur permanent, il fait la rencontre de Joffre Dumazedier (voir notice). Il participe à la formation des résistants du Vercors puis aux combats de la Libération.

Fin 1944, il participe avec Joffre Dumazedier et Paul Lengrand à la fondation de l'association Peuple et culture (PEC, voir notice) à Grenoble. Dans cette ville, ils lancent entre autres un centre inter-facultés, un centre d'éducation ouvrière, un bibliobus, une Maison de la culture. Quand PEC s'installe à Paris en 1947, il en devient secrétaire général jusqu'en 1970. Il anime des stages nationaux et internationaux, des universités d'été, et à partir de 1950, il dirige la collection Peuple et culture au Seuil où il publie plusieurs ouvrages. En 1970, il succède à Joffre Dumazedier à la présidence de PEC et en devient président d'honneur en 1973.

Comme il le raconte, il est pour ainsi dire l'illustration parfaite du « produit » Peuple et culture qui propose à travers ses techniques (entraînement mental, fiches de lecture) de se former tout au long de la vie, sans nécessairement passer par un enseignement académique.

Ainsi, sa carrière est multiple car il développe de nombreuses activités tant professionnelles que personnelles : il enseigne à l'Institut des sciences sociales du travail de 1946 à 1974, au Centre de formation des animateurs de l'éducation surveillée de Vaucresson. Il soutient en 1978 un doctorat en sciences sociales du travail intitulé *Le Centre d'éducation ouvrière de Grenoble : 1944-1950*.

Il poursuit également une activité d'écrivain, alternant romans, récits, nouvelles et ouvrages didactiques. Il publie dans la collection Peuple et culture au Seuil plusieurs de ses ouvrages : *Histoire de l'éducation populaire*, en 1964, et *Loisir et travail du Moyen Age à nos jours*, en 1973.

Jusqu'à la fin de sa vie, il participe aux activités de nombreux organismes comme la Commission française de l'Unesco, le Haut-comité de la Jeunesse et des sports, au Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP, voir notice) dont il devient président en 1979.

En 1982, il publie le récit *Les deux rivages* qui retrace ses quarante années au service de l'éducation populaire.

Historique de la conservation

Les archives de Benigno Cacérès étaient conservées à la Bibliothèque historique des économies sociales (BHES) à la Garenne-Colombes. Cette bibliothèque avait été fondée par Henri Desroche, créateur des collèges coopératifs, organismes de formation supérieure pour adultes. Elles ont été déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne en février 2003 dans le cadre du Pôle de conservation des archives des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP). Le fonds a fait l'objet d'un inventaire définitif en 2004.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds Benigno Cacérès reflète la diversité de ses activités : son rôle au sein de Peuple et culture, ses travaux scientifiques (recherches, doctorat) et sa production littéraire personnelle (romans, nouvelles).

Le premier ensemble se compose des travaux effectués dans le cadre de l'association Peuple et culture, lorsqu'il fut animateur puis président de l'association. Il s'agit de stages, de textes et de conférences, de ses ouvrages publiés aux éditions du Seuil dans la collection Peuple et culture, et de documentation concernant l'association (à noter la remarquable collection reliée des publications de l'association par année de 1953 à 1978).

Le second ensemble est consacré à ses activités scientifiques : la préparation de sa thèse, la rédaction de ses livres et de ses écrits scientifiques lorsqu'il était sollicité en tant qu'historien ou chercheur.

Le dernier ensemble rassemble ses activités d'écrivain : les romans et les nouvelles, les décorations, et la correspondance.

Le fonds comporte également une bibliothèque de trois cent quarante références qui comprend ses ouvrages, la littérature grise collectée au cours de sa vie, des documents anciens et épuisés.

Par ailleurs, le fonds d'archives de Peuple et culture conservé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP permet de mieux comprendre le rôle fondamental de Benigno Cacérès dans cette association.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Benigno Cacérès, 533J
Don en 2003. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée. *Instrument de recherche :* répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 161 articles, 6,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1892-1990.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J.
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé.

Capitant René

Historique du producteur

René Capitant est né en 1901 à La Tronche (Isère). Fils du grand juriste Henri Capitant, il est reçu à l'agrégation de droit en 1930. Il enseigne successivement dans les universités de Strasbourg (1930-1941), d'Alger (1942-1943) et de Paris (1951-1969).

Résistant, il est l'un des fondateurs du mouvement Combat. En novembre 1943, il est nommé Commissaire à l'éducation nationale et à la jeunesse dans le gouvernement provisoire de la République française puis devient ministre avec les mêmes attributions en 1944 et jusqu'en 1945. Il est l'initiateur de l'institutionnalisation de l'éducation populaire par la création d'une direction au sein du ministère de l'Education nationale.

En 1968, il entre au gouvernement comme garde des sceaux et ministre de la Justice, poste qu'il conserve jusqu'à sa démission en avril 1969, après le départ du général de Gaulle. Il décède le 23 mai 1970.

Historique de la conservation

Le fonds a été constitué par le don de l'indivision Capitant le 9 avril 2004 et celui de Marie Capitant-Tsukahara le 29 septembre 2005 aux Archives nationales - site de Paris.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué d'archives personnelles du producteur (agendas, correspondance, écrits), de ses cours universitaires, de documents témoignant de ses activités durant la Seconde Guerre mondiale et durant ses différents mandats ainsi que d'écrits le concernant (mémoires, presse).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fonds René Capitant, 645AP
Dons en 2004-2005. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 42 articles, 10,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1929-2003.

Chancerel Léon

Historique du producteur

Né en 1886 et décédé en 1965, Léon Chancerel est issu d'une famille de notables parisiens. Licencié ès lettres, il publie quelques essais littéraires, dont un roman inspiré par la guerre et couronné par l'Académie française : « Le Mercredi des Cendres » (1919). En 1920, il se lie d'amitié avec Jacques Copeau et devient l'un de ses plus proches collaborateurs, d'abord au Vieux-Colombier, puis en Bourgogne où Copeau se retire avec les élèves de son école en 1924. Tournant résolument le dos au théâtre professionnel et privilégiant l'action sociale du théâtre, il s'attache alors à faire renaître un art dramatique de qualité « dans toutes les cellules de la vie nationale ». En 1921-1922, à la Résidence sociale de Levallois (voir notice), il tente une première expérience d'animation théâtrale avec des adolescents du quartier.

C'est en 1929 qu'il fait la connaissance du père Doncoeur et qu'il trouve, au sein des Scouts de France (SDF, voir notice), l'occasion de réaliser son projet. D'un premier noyau d'élèves scouts naît la Compagnie des Comédiens-routiers. Pendant dix ans, la troupe donne des centaines de représentations dans toute la France, principalement dans les faubourgs et les campagnes. Outre les « Noëls » et les drames sacrés, elle développe un répertoire de « variétés » composé de chansons, farces, pantomimes et récitations chorales.

Parallèlement, Léon Chancerel s'efforce de développer la pratique du jeu dramatique au sein de l'ensemble des mouvements de jeunesse. Il édite un bulletin de liaison et d'information (1932) et fonde un Centre d'études et de représentations dramatiques (1933) qui dispense des stages et des cours réguliers. Il crée, en 1935, avec les Comédiens-routiers, un théâtre artistique pour l'enfance, le Théâtre de l'Oncle Sébastien, fondé sur les principes de la Commedia dell'arte. En 1937, à l'occasion de l'Exposition universelle, il obtient la construction, Porte d'Italie, d'un « Centre spécialisé d'information et de formation destiné à la jeunesse, aux éducateurs et aux militants de la culture populaire ».

Mais la compagnie se trouve brutalement dispersée par la guerre. Réfugié à Toulouse, Léon Chancerel reconstitue son association, sous les auspices de l'association Jeune France. Après la guerre, il tente de reformer une nouvelle troupe ambulante, le Théâtre de la Ville et des Champs qui, faute d'argent, cesse toute activité en 1947. Privé de compagnie, Léon Chancerel n'en continue pas moins son action en faveur d'un renouveau du théâtre populaire. Dès la Libération, il favorise l'implantation de centres régionaux d'art dramatique sur le modèle de

son centre parisien ; en donnant une forte impulsion au théâtre amateur et en recréant une vie dramatique dans les provinces.

En 1951, Léon Chancerel succède à Jouvet à la présidence de la Société d'histoire du théâtre et prend la responsabilité de la *Revue d'histoire du théâtre* et de l'émission *Prestiges du Théâtre* sur France III (future France Culture).

Jusqu'à la fin de sa vie, le théâtre pour la jeunesse reste au centre de ses préoccupations : en 1957 il fonde l'Association du théâtre pour l'enfance et la jeunesse (ATEJ) et en 1964, l'Association internationale du théâtre pour l'enfance et la jeunesse (ASSITEJ).

Historique de la conservation

Le fonds est conservé à la Société d'histoire du théâtre (SHT), dont Léon Chancerel fut un des fondateurs et le président à partir de 1951. S'il n'existe pas d'instrument de recherche, le fonds est accessible car il est relativement bien classé. Néanmoins, il faut au préalable prendre rendez-vous avec la SHT.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Évalué à environ 10 mètres linéaires, le fonds est d'une très grande richesse car Léon Chancerel a conservé méthodiquement de très nombreux papiers mais aussi des documents iconographiques, principalement des photos. Les archives sont constituées de nombreux ouvrages, articles, textes d'interventions de Léon Chancerel ainsi que son journal personnel (17 cahiers manuscrits non publiés, 1912-1961) qui permettent de mieux comprendre sa vie.

Le fonds apporte aussi de nombreuses informations sur des structures de jeunesse et d'éducation populaire, qu'il a créées ou avec lesquelles il a travaillé. Par exemple, est conservé un dossier concernant sa collaboration avec la Résidence sociale de Levallois qui renferme non seulement des photos, des plans de mise en scène, les courriers qu'il a reçus de Marie-Jeanne Bassot mais également les brouillons et copies de lettres qu'il a envoyées.

Cela est particulièrement vrai pour le théâtre de l'Oncle Sébastien, le Centre d'études et de recherches dramatiques et les Comédiens routiers : photographies, comptes rendus de réunions, notes manuscrites et dactylographiées, rapports, très riche correspondance, notamment avec Pierre Goutet (1932-1943), Jean-Pierre Grenier, René Héron, Olivier Hussenot, Yves Joly, livres de bord et carnets de régie (pour la période 1930-1937, ils renseignent presque jour par jour sur les questions de travail, d'administration, de décoration, de costumes, mises en scène, représentations, tournées, rapports psychologiques. On peut y suivre dans le plus minutieux détail l'élaboration de méthodes dramatiques qui deviennent celles des comédiens routiers).

Les liens étaient si étroits entre Léon Chancerel et le Centre dramatique qu'il a créé dans les années 1930 que les pièces essentielles de cette association figurent dans ce fonds au moins jusque dans les années 1950.

Le fonds renferme également des éléments sur les premières années de l'ATEJ et de l'ASSITEJ.

Localisation du fonds du producteur

Société d'histoire du théâtre

 Chancerel Léon
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun, 10 mètres linéaires.

Chareille Charles

Historique du producteur

Charles Chareille est commandant local des FFI durant la Seconde Guerre Mondiale. En 1952, persuadé que la paix en Europe doit passer par une meilleure connaissance des peuples, il décide d'acquérir un vieux moulin dans la Creuse et d'y créer un centre de rencontres et de chantiers de jeunes volontaires. L'association devient le Moulin des Apprentis : il accueillera de nombreux jeunes venus de divers pays pour travailler ensemble et échanger leurs cultures et leurs visions. De 1952 à 1985, plus de 20 000 jeunes fréquentent le moulin et 26 autres moulins des apprentis naissent dans le monde. L'association, membre de Cotravaux, soutenait des activités et structures parallèles diverses telles que des colonies de vacances, des voyages, des centres d'animateurs et d'éducation sociale et civique, des centres ruraux, des amicales, etc.

Charles Chareille met fin à ses activités à la fin des années 1980. En 1990, plusieurs organisations prennent le relais afin de maintenir le site et la mémoire de ces moulins, dont l'Association des Amis du Moulin de Piot pour la Creuse. En 2008, ce site est acquis par la commune de Chéniers dans le cadre de la sauvegarde du patrimoine et de l'histoire du moulin.

Historique de la conservation

Les archives de Charles Chareille sont conservées aux Archives départementales de la Creuse.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend bon nombre d'archives du Moulin des Apprentis de la Creuse : documents comptables, documents relatifs aux apprentis – fiches individuelles, séjours, stages, chantiers –, documents relatifs aux moulins et aux travaux, documents des conseils d'administration et des assemblées générales, dossiers d'activités, correspondance, documentation (revues) et photographies. Les papiers personnels de Charles Chareille sont également intégrés au fonds.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Creuse

 Fonds Charles Chareille, 50J
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : pré-inventaire. Importance matérielle *:* 13 ml. *Dates extrêmes* : 1942-1986.

Châtelet Albert

Historique du producteur

Né en 1883, fils d'instituteur, sa carrière est d'abord celle d'un mathématicien et d'un universitaire. Sous le Front populaire il est directeur de l'enseignement du second degré. À la Libération, il dirige pour quelques mois la direction des Mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, rattachée au ministère chargé de l'Education nationale. Il occupe le poste de président des Éclaireurs de France (EDF, voir notice) de 1937 à 1946.

Historique de la conservation

Les Archives départementales du Pas-de-Calais conservent un fonds Albert Châtelet constitué à la suite d'un don fait par ses enfants en 1999.

D'autre part, les Archives départementales du Val-de-Marne possèdent également des documents d'Albert Châtelet. Il s'agit de documents confiés aux Éclaireuses et éclaireurs de France, probablement par sa fille, Suzanne Châtelet.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds conservé aux Archives départementales du Pas-de-Calais comprend : correspondance, brochures, extraits de presse, discours, circulaires, photographies, travaux scientifiques et manuels scolaires, diplômes et décorations, collection de médailles.

Le fonds conservé aux Archives départementales du Val-de-Marne rassemble les documents suivants :

- correspondance, extrait du livre d'or des EDF Midi-Pyrénées Gascogne (photocopies), notes sur l'exposition internationale ;
- correspondance, notes sur les activités de l'association, coupures de presse, agendas de 1945 et 1948, biographie d'André Lefèvre ;
- livrets de manifestations de sympathie en l'honneur de Albert Châtelet, discours prononcés par Albert Châtelet (recteur de l'Académie de Lille) à la séance de clôture du congrès des sociétés savantes de Lille, notice sur les titres et travaux scientifiques de Albert Châtelet, notes, photographies.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Pas-de-Calais

 Fonds Albert Châtelet, 81J
Don en 1999. Archives privées. Communication libre sauf droits d'auteur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 128 articles, 8,30 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1872-1979.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2007. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 2 articles concernant le fonds Albert Châtelet, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1926-1960.

Chave Robert

Historique du producteur

Mgr Robert Chave, né en 1924, devient prêtre en 1947. Vicaire à Saint-Ruf d'Avignon, il est aumônier de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice), de l'Action catholique ouvrière (ACO) et du Secours catholique (1953-1968). Il est également directeur des pèlerinages (1953-1962), organisateur de « Foi et culture » (depuis 1971), chargé de l'Institut diocésain de formation (1985-1995), directeur de *Radio Lumières* depuis 1991 et prélat d'honneur (1978).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Vaucluse en novembre 2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs à la paroisse Saint-Ruf d'Avignon, au secteur paroissial d'Avignon intra-muros, aux mouvements d'Action catholique ouvrière et Jeunesse ouvrière chrétienne (ACO-JOC), à la Mission ouvrière et au Secours catholique. On y trouve des ouvrages et des publications d'action catholique (1952-1980), des dossiers de l'Institut diocésain de formation (1985-1995), de Chrétiens médias, des archives de radios et télévisions locales (1970-1995), du festival d'Avignon (1966-1997) et des rencontres Foi et culture (1971-1997). Le fonds est également constitué de dossiers thématiques sur les questions sociales (1970-1995), sur la pastorale du tourisme, la danse et la musique sacrée, la vie religieuse, des dossiers de presse concernant l'Église, le diocèse d'Avignon et les paroisses (1975-1995).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Vaucluse

 Fonds monseigneur Chave, 78J
Dépôt en 2000. Archives privées. Communication : non accessible (en cours de classement). *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 9 articles, 0,82 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1931-1988.

Chaze Charlotte

Historique du producteur

Née le 30 mars 1910 à Sauzet (Drôme), Charlotte Chaze a suivi ses études à l'école primaire Saint Just à Romans (Drôme) puis à l'école supérieure jusqu'au Brevet.

Elle a débuté sa vie professionnelle comme secrétaire de direction à la compagnie d'assurance « Union ». En 1940, elle devient monitrice au Centre de formation professionnelle, rue Guibert à Romans. Elle s'adresse à un public de jeunes filles de 15 à 20 ans. Ce Centre dispense des cours de cuisine, de couture, d'économie domestique, de secourisme mais surtout de tricotage de chaussettes pour les soldats. En 1942, elle dirige le Centre des jeunes travailleurs de Romans. En 1945, elle forme la Maison des jeunes de la Libération, association agréée le 8 novembre février 1945. Y sont nommés deux directeurs : Roger Maran pour la Maison des jeunes masculine et Charlotte Chaze pour la Maison des jeunes féminine.

Charlotte Chaze est à l'origine du Foyer logement féminin, le premier de la région, qui a reçu 800 jeunes filles venues apprendre les métiers de la chaussure au Centre de formation professionnelle. Comme adjointe au Maire et directrice de la Maison des jeunes, elle a permis l'évolution de cette Maison, notamment par les nombreux achats d'immeubles destinés aux activités des Maisons des jeunes et de la culture (MJC).

Charlotte Chaze participa également à la vie politique romanaise, même si aucun document de ce fonds n'aborde ce sujet.

En octobre 1944, le maire de Romans est Roger Raoux. Charlotte Chaze fait partie de plusieurs commissions : celle des finances, du sport et de la jeunesse, la commission locale professionnelles, la Gymnastique l'Avenir et la consultation des nourrissons. En mai 1945, le maire Paul Deval l'intègre également dans plusieurs commissions : les finances, la bibliothèque, les questions scolaires, le ravitaillement, le sport et la jeunesse. Les élections de mai 1953 permettent à Charlotte Chaze d'être nommée 2ème adjointe de la municipalité de Paul Deval.

En septembre 1973, Charlotte Chaze part à la retraite et quitte ses fonctions de directrice de la MJC. Elle continue toutefois à faire part des instances de la MJC et à participer à l'équipe de rénovation du Foyer des jeunes travailleurs.

Sa vie militante ne s'arrête pas. Elle reste présente dans la vie romanaise, par le biais de la Confédération française démocratique du travail CFDT, du Mouvement pour une alternative

non violente (MAN) de Romans et du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

Le 16 mars 1986 elle reçoit la médaille de l'Ordre national du mérite qui lui est remise par le Maire, en remerciement de son activité et de son travail à Romans.

Après plusieurs années de maladie, elle décède en mai 1997. Elle avait néanmoins tenu à ce que son « patrimoine » ne soit pas dispersé et avait distribué elle-même ses livres et objets. Peu attachée aux choses matérielles elle avait fait don de son appartement à la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) afin de venir en aide aux nécessiteux.

Historique de la conservation

En 1992, Pierre Arguillet est le tuteur légal de Charlotte Chaze. Sur les conseils de Jean Sauvageon, ancien conseiller municipal chargé de la culture, il entre en contact avec le service des Archives municipales de Romans pour envisager le don des documents de Charlotte Chaze. Un premier versement de documents a lieu, concernant essentiellement la MJC Robert Martin. Suite au décès de Charlotte Chaze en mai 1997, c'est le Père Raoul des Cilleuls, exécuteur testamentaire de Charlotte Chaze, qui continue à verser épisodiquement les dossiers intéressant les archives. Il a ainsi effectué un don en octobre 1997 et un autre en septembre 2000. La totalité des versements représente une cinquantaine de boîtes, soit environ 7 mètres linéaires.

Ces documents se présentaient sous plusieurs formes : une partie avait été classée par Charlotte Chaze elle-même, soucieuse de voir ses archives conservées de façon correcte, une autre partie était plus confuse, les dossiers étant dispersés et les thèmes mélangés.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Outre de la documentation (presse, ouvrages), le fonds renferme des documents à caractère biographique et des papiers concernent les activités de Charlotte Chaze au sein de différents mouvements :

- Fédération Française des maisons des Jeunes et de la Culture (FFMJC, voir notice) : procès-verbaux d'assemblées générales, rapports, dossiers de stages pour des éducateurs marocains (1960-1961) et des directeurs stagiaires nigérians (1962-1963) ;
- Maison des jeunes et de la culture de Romans : statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, conventions, budgets, notes manuscrites, correspondance, notes historiques, monographie, dossiers de stages, photographies (1943-1985) ;
- Documentation sur évènements (guerre d'Algérie, mai 1968, Résistance, etc.) ;
- Mouvements non-violents (MAN national, MAN Romans, CUN du Larzac, etc.), Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) : comptes rendus de réunions, notes, brochures.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Romans

 Chaze Charlotte, 17S
Don. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 217 articles, 7 mètres linéaires. Dates extrêmes : 1894-1995.

Cholvy Gérard

Historique du producteur

Gérard Cholvy est un historien français spécialiste de l'histoire religieuse contemporaine et de l'histoire régionale du Languedoc-Roussillon, du Rouergue et du Vivarais. Ses nombreuses publications (35 ouvrages dont un certain nombre en collaboration, et plus de 230 articles), portent sur les questions sociales et religieuses dans la période du 19e siècle et du 20e siècle, notamment sur l'histoire des mouvements de jeunesse chrétiens.

Né à Casablanca (en 1932) où il fait ses études secondaires au Lycée Lyautey, il est étudiant à la faculté des Lettres de Montpellier de 1953 à 1957. Agrégé d'histoire en 1957, docteur d'une thèse de troisième cycle en 1967, il soutient une thèse d'État à la Sorbonne en 1972. Il enseigne l'histoire contemporaine à l'université Paul-Valéry de Montpellier pendant quarante ans (de 1962 à 2002), d'abord en qualité d'assistant, puis de maître-assistant et de professeur (à partir de 1976). Depuis 2002 il est professeur émérite.

À l'université Paul-Valéry, il est directeur de l'unité d'enseignement et de recherche (UER) d'histoire (1975-1981) et directeur du diplôme d'études approfondies (DEA) Histoire et civilisations de 1983 à 2002. Il est aussi président de l'université du Tiers Temps de Montpellier entre 1980 et 1992, membre du jury de l'École nationale d'administration (1975-1989) et de celui de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses (1977-1980), président de l'Association française d'histoire religieuse contemporaine (1981-1984), président de l'Association carrefour d'histoire religieuse (1992-2001), président de la fédération historique du Languedoc-méditerranéen et du Roussillon (1982-1994).

Gérard Cholvy est décédé en 2017.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées au bureau de Gérard Cholvy à l'université Paul-Valéry de Montpellier. Après un récolement succinct, le fonds a été transféré aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2004. Un inventaire définitif a été réalisé en 2007.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds concerne essentiellement les recherches de Gérard Cholvy sur les organisations de jeunesse, catholiques et protestantes, qu'il s'agisse des patronages, des unions chrétiennes (voir notice), l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice) et de ses branches spécialisées (Jeunesse agricole catholique (JAC, voir notice), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC, voir notice), Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice), etc., du scoutisme, des associations étudiantes, etc.

Le fonds comprend plusieurs types de documents sur les mouvements de jeunesse chrétiens :

- publications de Gérard Cholvy : articles, ouvrages, travaux universitaires ;
- dossiers de colloques et de journées d'étude, auxquelles il a participé ou qu'il a organisés ;
- travaux universitaires définitifs (mémoires de maîtrise, de DEA, thèse) qu'il a dirigés depuis le milieu des années 70 ;
- archives de mouvements de jeunesse chrétiens : essentiellement des publications, des revues, des bulletins, des almanachs, avec parfois des collections complètes ;
- dossiers de recherche et bibliothèque : littérature grise, travaux universitaires sur les mouvements de jeunesse chrétiens (depuis le début des années 70), ouvrages rares voire introuvables.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Cholvy Gérard, 20140167 (ex 536J)
Don en 2004. Archives privées. Communication libre
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 85 articles, 9,9 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1902-2002.

Chombart-de-Lauwe Paul-Henry

Historique du producteur

Paul-Henry Chombart-de-Lauwe est né le 4 août 1913 à Cambrai (Nord) dans une famille de la grande bourgeoisie de tradition chrétienne et militaire. Dès les années 1930, il fait partie des Équipes sociales de jeunes gens de Robert Garric (voir notice). Il fait des études universitaires d'ethnologie et de psychologie et devient docteur ès lettres.

De 1940 à 1942, il est instructeur à l'École nationale des cadres d'Uriage (voir notice). En 1942, à l'entrée des allemands en zone libre, il s'évade et devient pilote de chasse.

A son retour, il fonde le groupe d'ethnologie sociale, optant dès ce moment pour la pluridisciplinarité. Dès 1950, il discerne les problèmes de la société française sur lesquels la sociologie se polarisera entre 1960 et 1990 (domaine de la famille, de l'habitation de la ville, de la culture en relation avec les différentes formes de domination et de ségrégation sociale). Il est nommé directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) en 1960. En 1963, il constitue avec des chercheurs de différents pays un groupe (l'ARCI) où sont privilégiées les recherches comparatives en vue de déceler les processus de transformation et d'émergence d'éléments de cultures novatrices en prenant appui sur la théorie de la dynamique culturelle élaborée progressivement par lui.

Son expérience dans les Équipes sociales en fait un initiateur de l'esprit d'équipe qu'il a pratiqué tant à Uriage que dans les équipes qu'il crée au sein du CNRS.

Par ailleurs, Paul-Henry Chombart-de-Lauwe participe en 1959 à une enquête réalisée par le Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (GEROJEP, voir notice). Cette enquête avait pour but d'étudier les répercussions psychologiques, morales et sociales du conflit avec l'Algérie sur les jeunes hommes appartenant à une organisation de jeunesse adhérant au GEROJEP.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de Paris par le Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du Syndicalisme (Université Paris 1) par le biais d'Antoine Prost en 1999.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble notamment les archives de l'enquête conduite en 1947 sur le mode de vie des familles ouvrières.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de Paris

 Paul-Henry Chombart de Lauwe, D3J
Dépôt en 1999. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 30 articles, 4,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1950-1961.

Chosson Jean-François

Historique du producteur

Né en 1928 à Clermont-Ferrand et décédé en 2003 à Paris, Jean-François Chosson est issu d'une famille ouvrière de tradition socialiste. En 1948, il rencontre le mouvement des auberges de jeunesses et il participe à la revue *Révoltes* et à l'organisation de veillées culturelles.

En 1952, il est reçu premier au concours d'éducateurs de l'Education surveillée et commence sa formation au centre de cette administration à Vaucresson. C'est là qu'il rencontre Benigno Cacérès (voir notice) et Joffre Dumazedier (voir notice), fondateurs de Peuple et culture (PEC, voir notice), qui enseignent « l'entraînement mental », méthode à laquelle il va apporter une contribution particulièrement importante.

Nommé en 1953 au Centre d'observation de l'éducation surveillée de Lyon, il y devient correspondant de Peuple et culture. Parallèlement, il milite au Syndicat des personnels de l'éducation surveillée, dont il devient le secrétaire général adjoint. En 1960, il est nommé chef de service au Centre d'observation de Paris et est chargé de l'enseignement des méthodes d'éducation populaire au centre de Vaucresson. Au début des années 1960, il fait partie du bureau national de Peuple et culture qui constitue un des principaux engagements de sa vie et dont il devient le président entre 1989 et 1995.

En 1966, sa carrière prend une nouvelle inflexion : il est détaché au ministère chargé de l'Agriculture sur un poste de professeur d'éducation culturelle pour exercer les fonctions du délégué pédagogique du Groupe de recherche et d'éducation pour la promotion (GREP) nouvellement créé, chargé de formation des animateurs culturels du ministère. Dans ce cadre, il participe à la création de la revue *Pour* et en devient le rédacteur en chef.

En 1968, il met en place le département Education permanente de l'Institut national de promotion supérieure agricole (INPSA) de Dijon qu'il dirige jusqu'en 1985. Dans le même temps, il remplit différentes missions d'étude auprès du ministère chargé de l'Agriculture, portant sur l'action culturelle et la politique de formation sociale, et il réalise des missions à l'étranger, principalement en Afrique. En 1990, il devient directeur de l'INPSA jusqu'en 1993, où il devient professeur d'études politiques à l'École nationale supérieure des sciences agronomiques (ENSSAA) jusqu'à sa retraite en 1994.

Historique de la conservation

Les archives étaient conservées chez Laurence Chosson à Vanves. Pour des raisons matérielles, le fonds a été transféré aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP sans récolement en mai 2003. Un inventaire définitif a été réalisé au début de l'année 2004.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives rassemble avant tout une grande partie des articles, des ouvrages, des travaux universitaires et des communications réalisés par Jean-François Chosson. Il renferme également deux dossiers retraçant son parcours professionnel, universitaire et militant. En revanche, il ne comporte que très peu de correspondance.

Sont également conservées au PAJEP les archives de Peuple et Culture (522 J) qui constituent un matériau particulièrement riche pour mieux connaître l'action de Jean-François Chosson dans cette association. Figurent également certaines de ses publications qui sont absentes de son fonds d'archives.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Chosson Jean-François, 527J
Don en 2003. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 15 articles, 1,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1952-2003.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique.

Clément Roger

Historique du producteur

Roger Clément est un militant chrétien de l'agglomération Roubaix-Tourcoing. Il est responsable du Mouvement populaire des familles (MPF), qui devient en 1950 le Mouvement de libération du peuple (MLP, voir notice), puis du Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix en 2005.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds conserve des archives personnelles, des archives professionnelles et des archives militantes de Roger Clément.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Roger Clément (enfants de), 2005 018
Don en 2005. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 196 articles, 4,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1900-1997.

Cordier Maurice

Historique du producteur

Après s'être illustré dans la Résistance, Maurice Cordier est ordonné prêtre en 1946. L'ensemble de son activité sacerdotale se situe en Val-de-Marne. Il est d'abord vicaire dans les paroisses Saint-Rémi de Maisons-Alfort (1946-1952) et Notre-Dame de Vincennes (1952-1965)

puis curé de Sainte-Marguerite des Joncs Marins, au Perreux, et Saint-Leu-Saint-Gilles à Thiais. Il a développé des activités pour les jeunes : les patronages Saint-Louis et Saint-Jean de Vincennes, les colonies de vacances, le mouvement de jeunesse Cœurs Vaillants – Ames vaillantes, aujourd'hui appelé Action catholique des enfants (ACE, voir notice), et la société gymnastique et sportive La Saint-Louis de Vincennes.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées aux Archives départementales du Val-de-Marne en 1988.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comporte des photographies et des documents relatifs aux mouvements de jeunesse ainsi que des archives personnelles et de la documentation historique du père Cordier.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Cordier Maurice, 55J
Don en 1988. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 133 articles, 1,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1898-1965.

Cornette Antoine-Louis

Historique du producteur

Antoine-Louis Cornette (1860-1936) est le co-fondateur des Scouts de France (SDF, voir notice) avec le père Jacques Sevin. Issu d'une famille profondément chrétienne, il fait toutes ses études dans des institutions religieuses. Il entre en 1875 au petit séminaire de Rimont (diocèse d'Autun), puis au grand séminaire d'Autun, enfin à celui d'Issy-les-Moulineaux. Il est ordonné prêtre en 1887.

Nommé secrétaire du curé de la paroisse St-Honoré d'Eylau à Paris (16e), il y déploie une intense activité. D'abord chargé du catéchisme des garçons, il fonde en 1902 avec d'éminents laïques la Réunion d'Eylau dans un but d'instruction supérieure et d'action sociale, laquelle publie une revue à laquelle collaborent des écrivains et des poètes en renom.

Jusqu'en 1914, il va tous les étés à Saint-Moritz où il supplée le curé; c'est là qu'il fait la connaissance des membres les plus éminents de l'aristocratie catholique européenne et noue un réseau de relations qui lui seront fort utiles par la suite pour soutenir, moralement et financièrement, l'association naissante des Scouts de France.

Dès 1916, il autorise les frères P. et M. Coze, qui avaient découvert le scoutisme de Baden-Powell en Orient, à fonder une patrouille de Scouts au sein de la Réunion d'Eylau. Le groupe grandit et prend en 1919 le nom d'Entraîneurs catholiques de France, une élite (sociale et religieuse) de jeunes gens.

Peu après, il rencontre le père Sevin qui, après avoir étudié le scoutisme britannique sur place, venait de lancer des unités de scouts catholiques à Lille. L'association des Scouts de France est créée à la fin de 1920 ; le futur chanoine Cornette laisse au père Sevin la direction pédagogique du mouvement et, paré du titre d'aumônier général de l'association - poste qu'il occupe jusqu'à sa mort - il joue un rôle capital comme caution du mouvement, tant en raison de ses nombreuses et très hautes amitiés (qui lui donnent un poids sans commune mesure

avec ses fonctions ecclésiales officielles) que de sa ténacité à promouvoir le scoutisme catholique.

Historique de la conservation

Le Guide des sources mentionnait l'existence d'archives d'Antoine-Louis Cornette à la Bibliothèque municipale de Moulins. En 2021, cette information s'est avérée inexacte. Le lieu de conservation des archives du fondateur des Scouts de France est donc inconnu.

Crépin-Leblond (famille)

Historique du producteur

La famille Crépin-Leblond s'est illustrée dans l'impression et l'édition. Installée dans le bourbonnais, elle s'est imposée durablement et a eu une véritable politique d'édition d'ouvrages, principalement régionaliste.

La dynastie des Crépin-Leblond imprimeurs s'ouvre avec Alfred (1828-1903) : son activité se concentre principalement autour de travaux d'impression divers et la conduite du journal *Le Courrier de l'Allier* qu'il développe progressivement. Alfred Crépin-Leblond malade, c'est son fils Marcellin (1867-1927) qui reprend la direction de l'imprimerie en 1893, et lorsque ce dernier décède en 1927, c'est son propre fils Jean (1904-1961) qui prend sa succession.

Les éditions Crépin-Leblond sont transférées à Paris en 1956, elle s'est spécialisée dans les publications traitant de la chasse et des armes et édite plusieurs revues.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de l'Allier en 1957.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est principalement constitué de documentation sur les chantiers de la jeunesse (voir notice) : journaux, prospectus et photographies. On y trouve également des archives du Secrétariat général de la jeunesse, de la Jeunesse indépendante chrétienne (JIC, voir notice) (compte rendu des journées nationales), des Scouts de France (voir notice) et des Eclaireurs de France (voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Allier

 Fonds Crépin-Leblond, 69J
Don en 1957. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 154 articles, 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1940-1950.

Crocq André

Historique du producteur

André Crocq est né en Bretagne le 4 novembre 1916 d'un père contremaître à l'arsenal et d'une mère secrétaire. Il a effectué des études à l'École normale d'instituteurs de Rennes.

Mobilisé en 1939 comme officier, il est fait prisonnier en 1940. En captivité en Allemagne à l'Oflag IV D, André Crocq assure l'animation culturelle du camp de prisonniers et s'initie au théâtre. Il fait alors connaissance du futur recteur Maurice Bayen (1902-1974) - dont il monte par la suite la pièce « Dina » -, de Jacques Fauvet (1914-2002) et de Jean Rouvet. Avec ce dernier, en 1946, il entre à l'équipe nationale Route des Eclaireurs de France (EDF, voir notice) et y prend en main l'art dramatique.

À la Libération, André Crocq fait partie du groupe des premiers instructeurs nationaux de la jeunesse et de l'éducation populaire, créé par Jean Guéhenno. Pendant 25 ans, en dehors des stages d'initiation, il dirige des stages de réalisations. Les stages de réalisations théâtrales qu'il anime réunissent des participants de tous les horizons, enseignants, animateurs et professionnels tels qu'Hubert Gignoux (1915-2008), Guy Parigot (1922-2007), P. Barrat, François Perrot, P. Descombes et Jacques Nichet. Certains de ces stages, qu'il anime avec Lucien Lautrec, Pierre Hussenot ou Lucette Chesneau sont à l'origine de festivals comme à Sarlat (Dorgogne), Gordes (Vaucluse), Bazas (Gironde), Riquewihr (Haut-Rhin).

En 1958, il s'installe à Pézenas (Hérault) pour y monter « Le songe d'une nuit d'été ». À l'occasion d'un stage, il rencontre le sénateur-maire de la ville qui l'encourage à renouveler l'expérience. Pendant 15 ans, il anime les Nuits théâtrales de Pézenas. Dans le même temps, le conseil général de l'Hérault l'incite à créer à Montpellier le Centre culturel du Languedoc (CCL, voir notice), dont il assure la direction. Doté de moyens modestes, ce centre est un lieu de convergence pour artistes et créateurs. André Crocq réussit à construire un théâtre de 130 places en plein cœur de ville, rue Ferdinand Fabre. Spectacles, expositions et ateliers s'y succèdent.

André Crocq décède à Montpellier le 24 mai 1980.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné le 29 novembre 2002 aux Archives départementales de l'Hérault.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds aborde deux thèmes principaux : les archives liées à la mise en place de stages nationaux de 1er degré ou de réalisations théâtrales (1948-1972) et les archives liées à la création et à l'animation du Centre culturel du Languedoc (1959-1980).

On y trouve des archives administratives (comptes rendus et mémoires, archives financières) et des archives techniques (photographies, enregistrements sonores et cinématographiques, scénarii et mises en scènes, croquis, maquettes de costumes de théâtre) ainsi que des documents personnels : journaux, notes manuscrites.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Fonds André Crocq, 122J
Dons entre 1988 et 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle :* 232 articles, 8,43 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1948-1981.

Cruiziat André

Historique du producteur

Né en 1908 à Paris d'une mère couturière et d'un père chauffeur de maître, André Cruiziat est décédé en 1998. Il a consacré une grande partie de sa vie à l'animation d'associations du secteur de la Jeunesse et de l'éducation populaire.

Pendant qu'à l'adolescence il étudie la comptabilité, il découvre les patronages catholiques et le scoutisme aux Scouts de France (SDF, voir notice). À partir de 1931-1932, Il assume avec Pierre Goutet le fonctionnement de la branche Route des SDF, et il dirige les sessions au camp-école du Breuil. En 1938, il est nommé commissaire à la propagande des SDF. En août 1940, il est appelé par Henry Dhavernas pour organiser à Randan une rencontre des mouvements de jeunesse, qui a pour objet d'établir la charte d'une association créée quelques jours plus tôt : Les Compagnons de France (voir notice), dont il devient l'un des dirigeants.

En 1941, le quartier général des Scouts de France l'autorise à créer un mouvement national d'adultes à partir d'anciens du scoutisme, Les Amitiés scoutes (voir notice). Il en est le responsable national et lui fixe ses orientations : formation de l'adulte par des publications, des stages, des voyages d'études à l'étranger et par la création de groupes destinés, entre autres, à favoriser la citoyenneté locale de leurs membres et la transformation des structures économiques et politiques du pays.

L'association se détache du scoutisme en 1947, prend le nom de La vie nouvelle (voir notice) et attire alors un certain nombre de membres qui ne sont pas passés par le scoutisme. André Cruiziat en est pendant longtemps l'homme fort. En 1962, il est remplacé à la tête du mouvement par René Labourie, mais il garde l'animation des « communautaires », c'est-à-dire les membres les plus engagés du mouvement, celle des secteurs Tiers Monde et International orientés vers le soutien des groupes Vie nouvelle à l'étranger ainsi que la formation des stagiaires étrangers en France et des futurs coopérants à l'étranger. Il quitte son poste de permanent en 1973, en désaccord sur la politique générale avec l'équipe qui dirige le mouvement depuis 1971.

À partir du début des années 1970, il crée des groupes de réflexion et d'action sur le problème de développement des pays du Tiers-Monde et sur les problèmes de la vie internationale : Centre d'études français des relations internationales (CEFRI) en 1972 puis le Groupe d'action Tiers-Monde, et l'association Alerte aux réalités internationales en 1983.

Historique de la conservation

Au début des années 2000, les archives d'André Cruiziat ont été données en deux versements par sa femme et Jean Chaudouet à la Bibliothèque du Saulchoir, bibliothèque de la province dominicaine de France. Le premier don a fait l'objet d'un récolement dactylographié, le deuxième d'un récolement manuscrit succinct.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

André Cruiziat a conservé et classé minutieusement les archives qu'il a produites au cours de sa vie. Le fonds est particulièrement riche concernant les Scouts de France dans les années 1930-1940 et La vie nouvelle de sa création aux années 1970. Outre les documents produits par les associations dans lesquelles il a milité, il renferme une correspondance fournie, des notes dactylographiées et manuscrites, des carnets de notes, des rapports, des comptes-rendus de stages et de formation, des textes de ses allocutions de conférences, des articles qu'il a rédigés, etc.

Localisation du fonds du producteur

Bibliothèque du Saulchoir

 Cruiziat André, non coté
Archives privées. Communication soumise à l'accord des archivistes de la bibliothèque du Saulchoir et sur rendez-vous.
Instrument de recherche : bordereau de récolement, 20 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1927-1995.

Dasté Jean

Historique du producteur

Né à Paris, le 18 septembre 1904 et décédé le 15 octobre 1994 à St-Étienne, Jean Dasté était le fils d'un chef de dépôt à la Compagnie générale des voitures.

Il s'oriente très tôt vers le théâtre, sous l'influence de sa mère qui avait rêvé d'être comédienne. Dès l'âge de quinze ans, il tient des petits rôles au Théâtre du Châtelet. Mais ce n'est qu'en 1922, lorsqu'il entre à l'école du Vieux-Colombier, que naît véritablement sa passion pour le théâtre. En 1924, il suit Jacques Copeau en Bourgogne et participe à l'aventure des Copiaus jusqu'en 1929. Il est profondément marqué par cette expérience de théâtre communautaire et rural. De 1930 à 1932, il retrouve une partie de la « famille » des Copiaus dans la Compagnie des Quinze dirigée par M. Saint-Denis. Il rejoint ensuite les Comédiens-routiers de Léon Chancerel (voir notice) et, tout en contribuant à leur formation, joue à leurs côtés de 1932 à 1935.

En 1936, il s'associe avec A. Barsacq et M. Jacquemont pour fonder la Compagnie des Quatre-Saisons. Grâce à une subvention de Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État aux Sports et à l'organisation des Loisirs du Front populaire, la troupe ambulante parcourt la province avec un théâtre de toile, le Théâtre Volant, avant d'être engagée pour deux saisons aux États-Unis et au Brésil.

Pendant la guerre, Jean Dasté travaille au Théâtre de l'Atelier sous la direction d'A. Barsacq, mais il ne tarde pas à repartir sur les routes de France en créant le Théâtre ambulant de la Saison nouvelle (1941-1943).

En 1945, il est accueilli à Grenoble par Peuple et culture (voir notice). À la demande de G. Blanchon, directeur de la Maison de la culture de Grenoble, il fonde une troupe régionale permanente, la Compagnie des comédiens de Grenoble, qui se produit aussi à Annecy avec le concours de Paul Thisse et de Gabriel Monnet. La troupe cesse ses activités en 1947 faute d'un soutien financier de la municipalité grenobloise.

Accueillie par la ville de St-Étienne, la troupe est officiellement reconnue Centre dramatique national en juillet 1947. Développant l'action entreprise à Grenoble, la Comédie de St-Étienne visite les villages et les petites villes ouvrières de la région. Le premier objectif de Jean Dasté est la conquête d'un nouveau public, jusqu'alors exclu du théâtre. Pour gagner ce public, il privilégie le contact et le dialogue : représentations sur les places de quartiers populaires ou dans les usines, visite des établissements scolaires, rencontres avec les syndicats et les associations, etc. Malgré ses succès auprès de la population locale, la compagnie doit attendre 1962 pour disposer d'une salle de spectacles : la salle des Mutilés du travail. Mais, au terme d'un grave conflit avec le maire Michel Durafour et les notables de la ville, Jean Dasté se voit écarté de la direction de la Maison de la culture de St-Étienne (municipalisée dès sa création).

Celui qui est l'un des plus grands animateurs de la décentralisation théâtrale reprend sa liberté en 1970 pour se consacrer à son métier de comédien. Conteur, baladin solitaire, il présente, d'un village à l'autre, ses récitals de poèmes et de textes d'auteurs.

Historique de la conservation

Déposé aux Archives départementales de la Loire, le fonds a fait l'objet d'un inventaire définitif.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble de la correspondance avec des personnalités du monde littéraire, artistique ou politique, des textes sur la pratique et les représentations théâtrales (programmes, affiches, textes de pièces, dessins de costumes, partitions musicales, photographies), des textes de pièces annotés, des costumes et des masques de théâtre ainsi que des films et téléfilms (contrats d'engagement, scénarios, synopsis, photographies).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Loire

 Dasté Jean, 126J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation du déposant.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 12,7 mètres linéaires.
Dates extrêmes : 1934-1995.

Dautricourt Charles

Historique du producteur

Charles Dautricourt, né le 11 juillet 1918 à Paris et décédé en février 2004 à Rambouillet, est l'un des fondateurs du Comité français du cinéma pour la jeunesse (CFCJ, voir notice).

Il quitte l'école après son certificat d'études et exerce des petits métiers. Il rencontre Myriam Haas avec laquelle il a un fils, Régis Dautricourt, né le 5 décembre 1939. Régis et sa mère seront déportés à Auschwitz en décembre 1943. En mai 1938, il s'engage volontaire. Il participe aux campagnes contre l'Allemagne fin 1939 et est démobilisé à Toulouse en mai 1941. À Toulouse, il travaille comme dessinateur à l'agence de publicité Jean Murat.

En 1943, il fait partie de l'équipe de tournage du film de Jean Dreville, *Tornavara*, à la fois comme figurant et auprès de l'assistant réalisateur. De retour à Paris, il épouse en septembre 1943 Elisabeth Nicolas avec laquelle il a un fils, Gilles Dautricourt, né en 1945.

En octobre 1943, il entre dans la résistance et travaille pour un service de renseignements de l'État-Major polonais. Arrêté par la police française en juillet 1944, il est incarcéré à Fresnes et à Compiègne. Le 25 août 1944, il est déporté vers l'Allemagne mais s'évade en sautant du train. Il rencontre à Paris en 1948, Josette Vauchelle, une danseuse de l'Opéra de Paris, qu'il épousera en 1954 avec qui il a une fille Joëlle, née en 1956.

Charles Dautricourt accomplit l'essentiel de sa carrière professionnelle dans le monde du cinéma et de la radio comme scénariste, figurant, producteur, chef de programmation. En 1953, il animera avec Maurice Hillaireau (dit Hiléro) une série-fiction radiophonique « Repas de noces » diffusée à la RTF.

À la fin de l'année 1946, il créé avec Maurice Hiléro le Comité français du cinéma pour la jeunesse (CFCJ) et en assure le secrétariat général. Ses fondateurs sont issus du milieu du cinéma et de l'éducation populaire. Henri Wallon est président, M. Lebrun, M. Lahy-Hollebecque et Roger Blanc, vice-présidents, Raoul Dubois, secrétaire, Maurice Théry, trésorier, Maurice Hiléro, archiviste. Son siège social se trouve d'abord 2 rue Monceau à Paris, puis au domicile de Charles Dautricourt, 6bis rue de Fourcroy à Paris. Le CFCJ a pour objectif de sélectionner, promouvoir et diffuser des films pour les enfants.

Dans l'article paru en novembre 1946 dans la revue *Masques*, Charles Dautricourt pose les bases du CFCJ. Il salue les actions de Sonika Bo et de Marie Lahy-Hollebecque qui travaillent depuis de nombreuses années à la promotion du cinéma pour les enfants avec le Club

Cendrillon, actif depuis 1932, et Ciné-jeunes, créé en 1936 dont il se revendique. Il propose de renforcer ces actions en créant un comité d'études réunissant producteurs, auteurs, réalisateurs, exploitants, distributeurs et de soutenir plusieurs mesures comme l'interdiction de l'entrée dans les salles d'adultes aux enfants non accompagnés, la création d'une production pour les jeunes, le développement des échanges internationaux de films.

La naissance du CFCJ à cette époque n'est pas due au hasard. Dans le contexte de sortie de la Seconde guerre mondiale, plusieurs mouvements d'éducation populaire réfléchissent à la place de l'enfant dans la société et souhaitent le préserver des violences contemporaines. Le manifeste du Comité paru en 1947 expose les raisons de sa création : « C'est pour réduire le mal, lui substituer des éléments d'activité normale et joyeuse que le CFCJ s'est constitué ». Les buts affichés sont de : « délimiter les différents domaines de cinéma par catégories d'âges et de mentalités, et (…) montrer qu'à chaque étape de la croissance humaine correspondent des thèmes ainsi que des formes d'art et de présentation appropriés ». Dans la continuité, la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse confie son application à une commission de surveillance et de contrôle.

Pour contrebalancer l'industrie cinématographique commerciale, le CFCJ propose une alternative en recherchant des films au format plus court, des documentaires, des films comiques et en promouvant des films étrangers – danois, allemands, soviétiques, polonais. Parmi eux, *Emil et les détective*s en 1947, *Les enfants du Capitaine Grant* en 1947 ou *Ces sacrés gosses* en 1948.

Parallèlement, Charles Dautricourt crée avec Maurice Hiléro en 1947 le Centre de production et de diffusion de films pour la jeunesse (CPDFJ), basé 150 avenue Gabriel Péri à Saint-Ouen. Cette société coopérative a pour objet de produire et distribuer des films pour la jeunesse. Dans le conseil d'administration d'avril 1947 figurent les noms de cinéastes et scénaristes comme J. Schoubrenner, Roger Blanc, Paul Chuvat, Maurice Hiléro, Maurice They et Jacques Lemare.

En septembre 1947, Dautricourt et le CFCJ organisent dans le cadre du festival de Cannes une Journée internationale du cinéma pour la jeunesse. Le programme annonce les allocutions de diverses personnalités : Michel Fourré-Cormerey, directeur du CNC, Henri Wallon, Marie Lahy-Hollebecque, fondatrice de Ciné-jeunes, une séance type pour la jeunesse avec la projection de films agréés par le CFCJ. L'association propose une exposition du 16 au 25 septembre au casino de Cannes intitulée « Le cinéma et la jeunesse ». En septembre 1947, le CFCJ organise dans le cadre du festival de Cannes une journée internationale du cinéma pour la jeunesse.

Le Comité organise également des séances régulières le dimanche au cinéma le Marignan, avenue des Champs-Élysées, à Paris, au cours desquelles sont présentés des films choisis et adaptés pour les enfants selon les critères du CFCJ. L'association étend son action et des comités régionaux du cinéma pour la jeunesse ou des ciné-clubs de jeunes voient le jour. Le CFCJ leur propose une location de films grâce à la cinémathèque constituée par Charles Dautricourt installée chez lui rue de Babylone. De la correspondance datant de 1955 avec la délégation régionale de Rouen témoigne de ces échanges.

Dans les années 1960, le CFCJ pérennise ses actions avec des projections annuelles de films intitulées « Banc d'essai » avec le concours de l'Institut pédagogique national. Il organise également une grande journée du cinéma pour la jeunesse en 1964 avec des projections dans des salles parisiennes et en Ile-de-France, à Bezons, au Blanc-Mesnil, Malakoff, Puteaux, Sarcelles, Saint-Ouen et Villejuif. Il cesse progressivement ses activités dans les années 1980.

Historique de la conservation

Ce petit fonds d'archives d'un volume d'une boîte a été remis en deux étapes. Une première liasse concernant la participation de Charles Dautricourt au CFCJ a été remise par Gilles Dautricourt en 2008 ; un deuxième ensemble a été donné par Joëlle Dautricourt en 2018.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives couvrent la période 1946-1988. Gilles Dautricourt a remis les archives suivantes : un exemplaire du périodique *Masques* (1946), une plaquette de présentation de la journée internationale du cinéma pour la jeunesse organisée par le CFCJ à Cannes pendant le festival (1947), deux ouvrages de Marie Lahy-Hollebecque, un catalogue de films pour la jeunesse édité par le Centre national du film pour la jeunesse belge (1954), deux photographies témoignant de la Grande journée du cinéma pour la jeunesse en 1964.

Joëlle Dautricourt a remis des documents sur les activités du CFCJ et de la Société de production et de diffusion de films pour la jeunesse : statuts de la coopérative, comptes rendus de conseil d'administration, photographies, articles, ouvrages, correspondance, programmes pour la période 1946-1988. Parmi ces pièces se trouvent trois maquettes d'archives réalisées par Charles Dautricourt mêlant photographies, dessin, lettrage et dénonçant l'influence de la publicité sur les enfants. Le fonds comporte également un dossier sur l'animation d'une émission radiophonique diffusée en 1953 à la RTF : scenarios, programmes, courriers des auditeurs et deux films de famille 16mm tournés à la fin des années 1950.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Dautricourt Charles, 560J
Dons en 2008 et 2018. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 2 articles, 0,1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1946-1988.

Davaine Marcel

Historique du producteur

Délégué régional des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) de la région Nord-Pas-de-Calais dans les années 1950, Marcel Davaine a été ensuite inspecteur principal de la Jeunesse et des sports. Il a été chef du Service des études et des actions générales au secrétariat d'État auprès du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports de 1974 à 1978 puis délégué général du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP, voir notice) de 1978 à 1982.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme des enquêtes dirigées par Marcel Davaine : « Les lycéens et les collégiens face aux activités sportives, éducatives et culturelles », 1972-1973 (étude et le rapport publié, sous le même titre, 1976) ; « L'intervention des départements en matière d'animation, enquête menée en 1978 » ; « Les animateurs rémunérés par les départements ayant une action directe », enquête du FONJEP, en 1981 [1 classeur] ; « Les animateurs professionnels employés par les communes », enquête du FONJEP, en 1981 [1 classeur].

Il comprend également des rapports publiés en 1981 : « L'intervention des départements dans la création et le financement des postes d'animateurs permanents en 1981 » [49 pages] ; « La

formation des animateurs » [24 pages] ; « Enquête sur les orientations d'avenir professionnel des animateurs : souhaits en matière de recyclage et de reconversion » [27 pages].

Localisation du fonds du producteur

Institut d'histoire du temps présent

 Davaine Marcel, ARC 3005
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 2 articles, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1972-1981.

De Félice Jean-Jacques

Historique du producteur

Né en 1928 et décédé en 2008, Jean-Jacques De Félice commence sa carrière d'avocat en 1952, en s'intéressant aux droits des mineurs dans les quartiers de l'est parisien. À la fin des années 1950, il défend la cause des militants nationalistes algériens dans le contexte de la guerre d'Algérie. Sa conscience politique va s'affirmer au sein de la Ligue des Droits de l'Homme, dont il devient l'un des responsables. Il entretient également de nombreux liens avec la Cimade. Il arrive au Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI) au moment de la fondation de l'association, dans le sillage d'autres avocats comme Georges Pinet et Simone Pacot, avec lesquels il participe au Mouvement d'action judiciaire.

Il a également défendu de nombreux objecteurs de conscience, des déserteurs, des insoumis, des militants du Larzac ou de la lutte contre l'apartheid, pour mener une réflexion sur l'antinomie entre la violence et le droit. Il s'agit pour lui de considérer la portée politique de la prise en charge individuelle de cette désobéissance.

Historique de la conservation

Jean-Jacques de Félice a donné en 2004 ses archives à l'ex-Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC, aujourd'hui La Contemporaine) qui ont fait l'objet d'un inventaire définitif en 2007.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si les archives les plus anciennes remontent au début des années 1950, la majeure partie concerne les années 1960 et 1970. Parmi les dossiers d'affaires juridiques, une partie non négligeable concerne la défense d'objecteurs de conscience.

Localisation du fonds du producteur

La Contemporaine

 De Félice Jean-Jacques, Fdeltareserve882
Don en 2004. Archives privées. Communication soumise à autorisation du donateur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1952-2009.

Deixonne Maurice

Historique du producteur

Né en 1904 et décédé en 1987, Maurice Deixonne adhère en 1926 à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), ancêtre du Parti socialiste (PS), alors qu'il est étudiant à l'École normale supérieure. Il rencontre Georges Lefranc et prend une part importante dans la création du groupe « Révolution constructive ». Il rejoint ensuite « La Gauche révolutionnaire » de Marceau Pivert. Pacifiste, il suit la tendance « Redressement » en 1939-1940 et participe à la Résistance.

À la Libération, il s'installe dans le Tarn dont il est député de 1946 à 1958. Spécialiste des questions scolaires et de la laïcité, initiateur et interlocuteur lors des conversations avec le Mouvement républicain populaire (MRP) pour régler les contentieux liés à la question laïque, il est le négociateur de Guy Mollet, président du Conseil, dans les discussions avec le Vatican en 1956-1957. Président du Groupe socialiste entre 1956-1958, il est battu en 1958.

Tout en militant activement au sein du Parti socialiste (membre du comité directeur entre 1956 et 1963), il participe à la vie de nombreuses associations. Ainsi Maurice Deixonne est président de la Fédération nationale Léo Lagrange (FNLL, voir notice) de 1950 à 1976, puis président d'honneur. Il occupe le poste de secrétaire général du Mouvement pour le planning familial (MPPF) de 1962 à 1966. Après quelques années dans l'Essonne, il se retire à Uriage, près de Grenoble, à partir de 1971, et il y crée la section de Vaulnavey-le-Haut.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées à l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) par Maurice Deixonne en juillet 1985 et par sa fille Jacqueline Deixonne en décembre 1987.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si la majeure partie du fonds concerne l'action de Maurice Deixonne au sein de la SFIO, il comprend néanmoins des dossiers très intéressants sur la FNLL et sur le MPPF.

Concernant la première association, les cotes 1 APO 61 à 69 renseignent sur la FNLL (1950-1984), notamment sur la création : statuts, circulaires, comptes rendus d'activité, procès-verbaux des réunions, dossiers de congrès, et des correspondances avec entre autres, Georges Fournet (secrétaire général de la Fédération nationale Léo Lagrange jusqu'en décembre 1957), Pierre Mauroy puis Antoine Blanca, délégué général, (classement dans l'ordre chronologique). Le dossier 1 APO 70 concerne les fédérations départementales Léo Lagrange : club Léo Lagrange du Tarn (1950-1986, correspondance et divers à propos des camps de vacances) ; Foyer Léo Lagrange de Graulhet (correspondance avec Roger Najac, Blanca) ; Club de Graulhet (1970-1972) ; club Léo Lagrange du 13e arrondissement à Paris (1963-1966) ; Club Léo Lagrange de Grenoble et Fédération Léo Lagrange de l'Isère (1971-1986 : statuts, comptes rendus des réunions, circulaires, rapports d'activités, brochures et divers).

Le fonds est également très riche concernant le MPPF aux cotes 1APO 71 à 76 (1956 à 1966). Il comprend des documents sur l'organisation de l'association : statuts, comptes rendus d'instances, dossiers de participation à des commissions de travail, correspondance avec les associations de province (1962-1966), avec la presse et avec la SFIO, notamment au moment de sa démission du MPPF.

Localisation du fonds du producteur

Office universitaire de recherche socialiste

 Deixonne Maurice, 1 APO
Dépôt entre 1985 et 1987. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 99 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1924-1987.

Delarue Maurice

Historique du producteur

Maurice Delarue (1915-1988) est l'un des créateurs puis secrétaire général infatigable de Travail et culture (TEC, voir notice).

De ses parents instituteurs, il garde la passion de l'éducation et de la transmission du savoir. Élève à Henri IV à Paris, licencié ès lettres, il fait ses débuts de professeur-stagiaire dans la classe de Jean-Paul Sartre dont il dit « il était plus philosophe que pédagogue ». Parallèlement, il est élève chez Dullin, il y rencontre Jean-Marie Serreau, avec qui il est l'un des fondateurs de Travail et culture (TEC) à l'automne 1944.

Maurice Delarue est le secrétaire général de TEC jusqu'en 1966. À la suite du changement du bureau, il n'est plus que secrétaire général aux affaires culturelles, avant de quitter définitivement TEC début 1969. Après son départ, il tient quelques temps la rubrique théâtrale de l'*Humanité* tout en assumant l'organisation des expositions destinées à accompagner les spectacles du Théâtre d'Aubervilliers dirigé par G. Garran. À partir de mai 1971, il assume les mêmes activités au Théâtre de l'est parisien jusqu'en 1975 puis se retire dans la région nivernaise.

Historique de la conservation

En 2001, Jean-Marie Delarue, le fils de Maurice Delarue, est entré en contact avec le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP) qui a réorienté le fonds d'archives vers les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, qui conserve les archives de Travail et culture (TEC). Le dépôt a été effectué en 2011.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient principalement des documents liés à aux activités de Maurice Delarue à TEC puis au TEP. On trouve également des lettres et des brouillons liés à ses relations avec TEC après son départ, des notes, des photocopies du Comité directeur liés à sa participation au groupe de travail sur l'histoire de TEC animé par Robert Aimé au début des années 1980. Ces archives ne renferment pas ou très peu d'archives liées à son militantisme au Parti communiste français (PCF, cellule de Verrières-le-Buisson). En revanche, elles fourmillent de notes, de dossiers de travail qui permettront de mieux connaître ses conceptions sur le théâtre populaire, la culture et l'éducation populaire, sur le théâtre et la musique en général. On trouve également dans ce fonds des cahiers de réflexions, des journaux de bord de jeunesse datés des années 1930.

À cet égard, le fonds Robert Aimé, également militant à Travail et Culture, est complémentaire : il s'agit d'archives de TEC ou de pièces liées aux activités de Robert Aimé dans cette association, archives toutes antérieures à 1968, qui lui avaient servi à réaliser

l'histoire de cette association depuis sa création. Et dans ce fonds, se trouvent des pièces qu'il avait empruntées à Maurice Delarue.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Maurice Delarue, 421J
Dépôt en 2010. Archives privées. *Communication* : sur autorisation du déposant.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 132 articles, 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1944-1985.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Aimé Robert, 511J
Don en 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 69 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1944-1986.

Descamps Eugène

Historique du producteur

Eugène Descamps est né le 17 mars 1922 à Lomme (Nord) dans la banlieue de Lille d'une famille ouvrière du textile. Du côté de sa mère, « l'option rouge » est ancienne. Du côté de son père, la famille est catholique mais ce dernier adhère à la CGT.

Eugène Descamps obtient le certificat d'études en 1934. Après quelques mois de cours supérieur, il doit gagner sa vie. En 1935, âgé de 13 ans, il commence à travailler comme apprenti électricien-téléphonie et prend des cours du soir en électricité. Il pratique ensuite divers métiers : garçon-boulanger, aide-lainier en tissage, manœuvre dans de petites industries et enfin ouvrier de bouteillerie à la brasserie du Pélican à Lille de 1939 à 1942.

En 1935, il fait sa première rencontre avec la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice), mais pour y adhérer, il doit faire sa communion. Il se « convertit » et adhère en 1936 à la JOC. Il y consacre son activité militante au cours de la période 1936-1939, en y assurant des responsabilités locales dès 1936, puis régionales. En 1942, il fait partie de l'équipe des permanents jocistes du Nord.

En 1943, dans la France occupée, il refuse le Service du travail obligatoire (STO) en Allemagne et passe dans la clandestinité et la résistance sous le nom de Desmoulins. Il est alors en contact avec des résistants de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) comme Jules Catoire ou Robert Vansieleghem, et milite au sein des Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP).

En 1946, Eugène Descamps est nommé responsable de la JOC pour la Lorraine puis pour l'Alsace-Lorraine. En janvier 1948, il retourne à Lomme pour suivre un stage de six mois de promotion ouvrière au centre de formation professionnelle accélérée de Roubaix et obtient un diplôme d'ajusteur. Il retourne en Lorraine en juillet 1948, travaille dans la sidérurgie et adhère à la CFTC. En novembre 1948, il est appelé au secrétariat général de la JOC à Paris et y reste 18 mois.

Sollicité par les responsables de la CFTC Métaux pour structurer et développer la CFTC dans l'ensemble du bassin sidérurgique, il repart pour la Lorraine, cette fois comme permanent

CFTC. Secrétaire de l'Union régionale CFTC des métaux de la Lorraine de mars 1950 à 1954, il développe la CFTC dans ce nouveau bastion de la sidérurgie. En février 1954, il est élu secrétaire général de la Fédération générale de la métallurgie. Il entre au conseil confédéral en 1955, puis au bureau confédéral fin 1957. Il est vice-président de la CFTC en 1959.

Ses responsabilités sont multiples tant au niveau national qu'international : membre du comité consultatif de la CECA en 1957, 1958, 1961, membre du Conseil économique et social de 1958 à 1965, membre du Conseil supérieur du plan en1961, vice-président de l'internationale métallurgie de la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC).

Entre temps, au cours de son séjour lorrain, il rencontre Carmel Scharff qui travaille comme secrétaire au siège de l'Union départementale de la CFTC à Metz. Leur mariage est célébré le 4 août 1951 par Maurice Carbonnel, aumônier de la JOC. Ils auront deux enfants.

En 1961, Eugène Descamps est élu secrétaire général de la CFTC. Il travaille à l'ouverture de la centrale syndicale aux travailleurs démocrates de toutes religions. Il en obtient la déconfessionnalisation et la transformation en Confédération française démocratique du travail (CFDT) lors du congrès extraordinaire de novembre 1964. Mais la scission ne peut être évitée, du fait du maintien de la CFTC.

Grand partisan de l'unité d'action, il multiplie les efforts pour tenter la fusion d'abord avec Force ouvrière (FO), si possible avec la Fédération de l'éducation nationale (FEN), afin de constituer une grande confédération à laquelle la CGT pourrait s'intégrer, sans que les communistes soient majoritaires. Cette tentative échoue, et pour contraindre le patronat à négocier, il signe un accord d'unité d'action avec la CGT en 1966.

C'est aussi sous sa responsabilité que la CFDT prend une part active dans les mouvements sociaux de mai 1968. Lors des négociations de "Grenelle" avec le Premier Ministre Georges Pompidou et le patronat, il défend et obtient l'extension des droits syndicaux et le renforcement du pouvoir syndical dans l'entreprise.

En 1971, Eugène Descamps quitte ses fonctions syndicales pour des raisons de santé et se consacre à l'enseignement. Dès lors il prend quelques distances avec la direction de la confédération. Il est d'abord enseignant contractuel à l'Université de Paris X Nanterre (UER de sciences juridiques) de 1971 à 1976, puis il devient professeur-associé en droit des conventions collectives et en syndicalisme international. Il assure également la coordination de séminaires à l'École nationale d'administration (ENA) de 1972 à 1975 et y devient professeur en 1975. Il enseigne aussi à l'Institut catholique de Paris, au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et à la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). Il poursuit son activité de syndicaliste à l'université en adhérant au SGEN. Il enseigne jusqu'en 1983.

Au niveau politique, il est partisan de l'union de la gauche et adhère au Parti socialiste de François Mitterrand dans les années 1970. Il y milite avec sa femme. Au niveau local, il est adhérent de la section de Soisy-sous-Montmorency (Val d'Oise), ville où il réside, et est conseiller à la commission exécutive de la Fédération PS du Val d'Oise.

Soucieux de rester en contact avec l'actualité, Eugène Descamps est membre du Conseil du CERC à partir de 1978, de la commission recherche de l'ORTF et actionnaires de la société des associés du journal Le Monde. Il est également membre de nombreuses associations.

Une fois à la retraite, Eugène Descamps et sa femme déménagent dans la Drôme, à Buis-les-Baronnies où il prend part aux activités du syndicat des retraités de la CFDT.

Eugène Descamps meurt le 9 octobre 1990 à Buis-les-Baronnies. Ses cendres ont été déposées à Lille.

Historique de la conservation

Eugène Descamps n'avait émis aucune volonté sur le sort de ses archives. En 2002, ses enfants décident de les remettre au Centre des archives du monde du travail afin qu'elles soient traitées de manière scientifique.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives contient d'abord les dossiers d'Eugène Descamps militant et syndicaliste : dossiers de réunions statutaires (congrès, conseil confédéral), dossiers de travail thématiques composés notamment d'une riche documentation. Chaque dossier de congrès est composé de documents préparatoires (dont ceux pour la rédaction du rapport général, ainsi que différentes versions de ce rapport). Ce fonds contient aussi les dossiers d'Eugène Descamps enseignant : cours et préparation de cours, relations avec l'université, travaux d'étudiants.

Par ses fonctions de syndicaliste et d'enseignant, Eugène Descamps est un homme public médiatique et nous trouvons dans ce fonds des dossiers sur des émissions de télévision ou de radio auxquelles il a participé, des dossiers sur la préparation de livres, de nombreux articles et interviews, ainsi que des dossiers de colloques ou conférences dans lesquels Eugène Descamps est intervenu.

Eugène Descamps était membre d'un certain nombre d'organismes, de sociétés et d'associations. Le fonds contient également des archives sur ces sujets ; par exemple, de nombreux dossiers sur la Société du journal Le Monde (dossier des Assemblées générales, correspondance…). Ce fonds contient une documentation importante composée de revue, journaux, publications, « littérature grise » de la CFTC et de la CFDT et coupures de presse.

Enfin, nous trouvons des dossiers de correspondance, quelques affiches et photographies.

Ce fonds d'archives est d'un intérêt historique certain : c'est une source complémentaire intéressante pour l'histoire de la CFDT et de la CFTC, d'abord pour l'étude du mandat de secrétaire général d'Eugène Descamps mais aussi de manière plus large. Il faut noter l'existence d'un dossier très important sur l'évolution de la CFTC et sa déconfessionnalisation qui aboutissent à la création de la CFDT au congrès extraordinaire de 1964. Ce dossier comporte diverses notes d'Eugène Descamps sur l'évolution de la centrale, divers documents pour la préparation du rapport général, une correspondance avec des militants sur ce thème et de la documentation. Il faut noter aussi la présence de dossiers sur mai 1968, l'unité d'action (de 1945 à 1983).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Eugène Descamps, FR ANMT 2002 9
Don en 2022. Archives privées. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique détaillé. *Importance matérielle* : 27,10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1908-1990.

Despinette Janine et Jean-Marie

Historique du producteur

Jean-Marie Despinette est né le 24 janvier 1918 à Poligny (Jura). Figure importante du secteur de la jeunesse et de l'éducation populaire, officier de la Légion d'honneur, il meurt le 18 juin 2009 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Fils de Ferdinand Eugène Despinette et Émelie Julie Jecquer, Jean-Marie Despinette est élevé dans la religion chrétienne et s'inscrit en faculté de philosophie dans les années 1930 : il découvre le personnalisme d'Emmanuel Mounier et les œuvres d'Henri Bergson, Jacques Maritain et Theillard de Chardin. Il est mobilisé le 16 septembre 1939, à 21 ans, au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et démobilisé le 6 septembre 1940 à Bergerac.

Établi à Lyon, il est recruté, à partir d'octobre 1940, par le mouvement des Compagnons de France (voir notice)créé en juillet de la même année, pour diriger les camps écoles. Il implante des centres de formation dans plusieurs régions (Lyon, Pyrénées, Alpes) puis devient, en 1941, responsable de la formation des chefs du mouvement, ce qui l'amène à entrer en contact avec l'École de formation de cadres d'Uriage (voir notice). Jean-Marie Despinette s'engage parallèlement dans la Résistance à partir de juillet 1943 en qualité d'informateur pour le réseau de renseignement Alliance (sous-réseau « Druides »). Le mouvement des Compagnons de France est dissout le 31 mai 1944.

Après la Libération, Jean-Marie Despinette poursuit sa carrière dans le secteur associatif de jeunesse et d'éducation populaire. Du 01er octobre 1944 à 1955, il est successivement gestionnaire puis directeur de l'association Jeunesse au travail, secrétaire national des Camarades de la liberté avant de travailler pour l'Union des œuvres catholiques de France (éditions Fleurus) après son mariage avec Janine Despinette en 1948. En mars 1955, il rejoint l'entreprise Renault, à l'époque Régie nationale des usines Renault, qu'il ne quitte qu'à sa retraite en 1983. Il y devient directeur du personnel et des affaires sociales et préside l'association Santé physique et morale de l'enfance (SPME), service des activités sociales de l'entreprise crée en 1951 pour favoriser et organiser les vacances des enfants et adolescents des employés de la Régie Renault.

En 1954 à la suite d'un congrès organisé par l'Union nationale des associations familiales (UNAF), Jean-Marie Despinette participe, en tant que président du foyer de jeunes travailleurs de Courbevoie (Hauts-de-Seine), à la création de l'Union française des foyers de jeunes travailleurs (UFJT), aujourd'hui Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ, voir notice) : ses cofondateurs sont Robert Reme, responsable du foyer de Rennes et président des Amitiés Sociales, Guy Houist, administrateur des Amitiés Sociales et Michel Bidoux, président de l'Union nationale des secrétariats sociaux. Jean-Marie Despinette dépose les statuts et préside l'Union de 1963 à 1975. Dans le secteur du logement pour jeunes travailleurs, il se distingue également par ses fonctions de président d'honneur de l'Organisation européenne des unions de foyers et services pour les jeunes travailleurs (ŒIL), de président du foyer de jeunes travailleurs des Champs de Vilars (Yvelines) et de l'association Clair logis (Seine-et-Marne). En 2001, son nom est donné à la résidence de jeunes travailleurs de Lure, en Franche-Comté.

En 1963, Jean-Marie Despinette cofonde l'Association française des volontaires du progrès (AFVP), aujourd'hui France Volontaires. Il participe aussi cette même année à la création du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP, voir notice), dont il sera président, et de l'Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ).

Dans les années 1980 et 1990, Jean-Marie Despinette s'investit au sein de Mémoires et racines de l'éducation populaire et de la cogestion, association d'histoire et de mémoire formée par d'anciens militants de jeunesse et d'éducation populaire. Il œuvre aussi aux activités du Club Compagnon, organe des anciens du mouvement des Compagnons de France, et suscite des réflexions historiques sur ce mouvement. Il participe enfin aux travaux de nombreuses instances nationales et internationales sur les thèmes de l'éducation et des jeunes.

Janine Despinette est née Janine Constantin à Aix-les-Bains (Savoie) en 1926. Son père est Cyril Constantin (1904-1995), artiste peintre et sculpteur. Cheftaine aux Éclaireurs de France, elle rejoint la Résistance pendant la guerre en tant qu'infirmière. Elle rencontre Jean-Marie Despinette aux Camarades de la liberté et crée avec lui le Train-exposition de la jeunesse, une manifestation itinérante dans plusieurs pays d'Europe autour de la condition sociale et les aspirations des jeunes.

Au début des années 1950, Janine Despinette entame une carrière de critique littéraire et de chercheuse spécialisée dans la littérature pour la jeunesse : elle contribue au fil des années à

l'organisation de plusieurs expositions autour de cette thématique et à la popularisation de ce secteur éditorial. Elle crée avec son mari plusieurs associations à commencer par Loisirs jeunes (1947). Spécialisée dans l'information sur les loisirs des enfants, l'association crée et remet des diplômes récompensant des œuvres culturelles à destination des enfants. Elle crée ensuite le Centre de recherche et d'information sur la littérature pour la jeunesse (CRILJ, voir notice) en 1974 et le Centre international d'études sur la littérature de jeunesse (CIELJ) en 1988, au sein duquel est mis en ligne le site internet Ricochet (Réseau international de communication entre chercheurs travaillant en littérature jeunesse).

Janine Despinette a participé à de nombreuses rencontres, salons et jurys internationaux de littérature pour la jeunesse, s'est engagée dans la création de la section française de l'IBBY (Union internationale des livres pour la jeunesse) et a collaboré à de nombreuses revues spécialisées. Elle a constitué une collection personnelle estimée à 60 000 ouvrages de littérature jeunesse.

Janine Despinette décède le 30 juillet 2020.

Historique de la conservation

Les archives de Jean-Marie et Janine Despinette ont été données par Janine Despinette aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2012. Elles ont fait l'objet d'un bordereau de récolement succinct mais leur état de vrac rend leur consultation difficile. Un travail de reprise a été engagé sur ce fonds en juillet 2020 en vue d'aboutir à un répertoire détaillé.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers concernent toutes les activités militantes de Jean-Marie et Janine Despinette. On y trouve notamment un ensemble d'archives très intéressantes sur les Compagnons de France (photographies, brochures, textes historiques) et une partie importante sur l'association Loisirs jeunes longtemps présidée par le couple Despinette. Cette organisation bénéficiait en son temps d'une popularité importante et ce fonds en constitue probablement le seul vestige archivistique.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Despinette Janine et Jean-Marie, 583J
Don en 2012. Archives privées. Communication en attente (écrire à pajep@fonjep.org).
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 29 articles, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1930-2012.

Diamant David

Historique du producteur

David Diamant est le pseudonyme de David Erlich. Il naît le 18 mars 1904 en Pologne et émigre en France dans les années 1920. Il a été militant au Parti communiste, à la Confédération générale du travail (CGT) et pendant la guerre a participé à différentes organisations de résistance. À la fin de sa vie, il a rassemblé une riche documentation sur la résistance des juifs pendant la guerre 1939-1945.

Concernant le secteur Jeunesse et éducation populaire, il a milité ou a recueilli des documents sur le Comité d'action et de défense de la jeunesse juive (CADJJ) et sur l'Union de la jeunesse juive (UJJ). Le CADJJ coordonne pendant la deuxième guerre mondiale l'action de divers organismes de la jeunesse juive : Jeunesse communiste juive ; Mouvement de la jeunesse sioniste (MJS, voir notice) ; Eclaireurs israélites de France (voir notice) ; Union de la jeunesse juive ; Jeunesse socialiste du Bund ; Jeunesse des organisations sionistes de gauche ; Hashomer, etc. Il organise et coordonne l'assistance et l'entraide parmi la jeunesse juive ainsi que la propagande auprès de la jeunesse juive pour la préparer à la Résistance. Il est enfin en liaison étroite avec les forces de Résistance du pays. Enfin, le CADJJ règle tout conflit né sur le plan local.

L'UJJ rassemble des jeunes juifs indépendamment de leurs opinions politiques. Elle organise leur passage dans le maquis et facilite leur entrée dans la Résistance en les aidant à se procurer des cartes d'alimentation et des pièces d'identité.

Historique de la conservation

David Diamant a donné ses archives au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) en 1993-1994. Quelques années après son décès, d'autres documents ont été confiés par ses héritiers. Un répertoire numérique détaillé a été réalisé en 2003.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives évoquent à la fois l'histoire de la famille Diamant/Erlich ainsi que le travail de recueil réalisé par David Diamant de documents et de témoignages sur les résistants juifs et le sort des juifs pendant la guerre en France et dans le reste de l'Europe.

Le fonds renferme quelques documents sur le Comité d'action et de défense de la jeunesse juive (CADJJ) : charte d'unité (février 1944), rapports mensuels (1944), composition, correspondance, rapports d'activité, situation de la jeunesse juive (sans date) ; et sur l'Union de la jeunesse juive (UJJ) : plaquette de présentation, rapports d'activités (1943-1944), correspondance, appel de la jeunesse juive de l'Indre (sans date).

Localisation du fonds du producteur

Centre de documentation juive contemporain

 Diamant David, CMXXV
Don en 1993. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 169 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1939-1993.

Didier André

Historique du producteur

Né à Saint-Jean-en-Royans (Drôme) en 1930, d'une famille ouvrière traditionnellement de gauche, André Didier a très tôt été passionné par la vie politique et syndicale. C'est au retour de son service militaire en Algérie qu'il milite activement à la Confédération générale du travail (CGT). Par la suite, il est membre du Parti socialiste unifié (PSU) dès sa création en 1960. Il y milite activement et assume à des moments divers la responsabilité de la section de Valence et de la fédération départementale de la Drôme. Il quitte cependant le PSU en 1972 pour adhérer au Parti socialiste, et c'est en tant que militant socialiste qu'il est appelé à prendre des responsabilités dans la municipalité de Valence dirigée par Rodolphe Pesce à l'issue des

élections municipales de 1977. Il a notamment été membre de la commission culturelle, et, à ce titre, conserve des documents liés aux délégations d'Annie Mazuray et Francis Bérard au secteur culturel.

Historique de la conservation

Les documents qui font l'objet du présent répertoire ont été déposés aux Archives départementales de la Drôme par André Didier le 16 juin 1993. Ils concernent l'ensemble de ses activités en tant que conseiller municipal de Valence de 1977 à 1983.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les nombreuses archives conservées témoignent de l'intérêt d'André Didier pour la vie culturelle. Le fonds rassemble notamment des documents relatifs aux relations avec les organismes et associations culturels (191J 62) : Maisons pour tous, Maison des jeunes et de la culture de Châteauvert, Maison pour tous du Petit-Charran, Maison de quartier de Fontbarlettes, Association des loisirs du bois de Murât, quartier Fontlozier, Centre social de Valensolles, Maison pour tous du Plan, Foyer laïque de Valensolles, Maison des jeunes et de la culture du Polygone, Centre d'animation et Fédération Léo Lagrange (voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Drôme

 Fonds d'André Didier, conseiller municipal de Valence, 191J
Dépôt en 1993. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article concernant les relations avec les organismes et associations (191J62). *Dates extrêmes :* 1977-1983.

Dillies Serge

Historique du producteur

Serge Dillies est un militant du Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice) et de Culture et liberté (CEL, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix en 1997.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des archives personnelles de Serge Dillies.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Serge Dillies, 1997 042

Dépôt en 1997. Archives privées. *Communication* : librement communicable, à l'exception des cotes 024-025, 073-074, 083, 122-124 soumises à un délai de communication (selon le livre II du Code du patrimoine). *Instrument de recherche :* répertoire numérique. *Importance matérielle :* 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1955-1988

Douart Georges

Historique du producteur

Né à Nantes en 1926, Georges Douart est issu d'une famille ouvrière. Il commence sa carrière professionnelle en 1943 comme apprenti électricien dans l'usine nantaise Brissonneau et Lotz et adhère au groupe nantais des auberges de jeunesse en novembre 1944. À partir de 1948, il encadre des caravanes ouvrières ajistes où il anime des veillées et des danses folkloriques. En 1949, il rencontre les Amis du Service civil international (SCI, voir notice) et participe dans les années 1950 à de nombreux chantiers organisés par cette association à travers le monde (Afrique, Asie, Amériques, Europe). Il publie deux ouvrages chez Plon qui racontent ses expériences : « Opération Amitié » en 1958 et « Du kolkhoze au kibboutz » en 1961.

Au début des années 1960, il tient, dans toutes les régions de France, de nombreuses conférences sur les pays qu'il a visités. Ces conférences ont lieu dans des Maisons des jeunes et de la culture (MJC), des foyers ruraux, des centres sociaux, des cercles culturels, des foyers de jeunes travailleurs, des Fédérations d'œuvres laïques (FOL), etc.

À partir de 1963, il reprend le travail en usine, à Lyon, dans la région parisienne et à Nantes, pour rédiger un livre sur l'évolution de la condition ouvrière qui paraît en 1967 chez Plon sous le titre : « L'usine et l'homme ». Il reprend ensuite ses tournées de conférences, dans les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. En mai-juin 1968, il anime avec des militants de Peuple et culture (PEC, voir notice) des causeries dans les usines devant des ouvriers grévistes du secteur qui occupent les ateliers.

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, il reprend ses voyages d'études à travers le monde pour mettre à jour ses conférences.

À partir de 1976, Georges Douart diminue ses tournées de conférences et entame sa reconversion dans la formation continue qui se met alors en place. Il donne ainsi des cours aux ouvrières et aux salariés des usines lyonnaises et stéphanoises tout en organisant des stages d'insertion et de formation pour les jeunes chômeurs. Durant ces années, il suit des cours à l'université Lyon 2, rédige un mémoire sur les autodidactes et obtient le diplôme universitaire des pratiques sociales. C'est aussi une période de militantisme actif dans les centres sociaux et socioculturels, particulièrement celui de La Duchère à Lyon, où il est formateur.

En 1985, Georges Douart est licencié ainsi que toute l'équipe de formateurs par manque de subventions. Il est alors mis en pré-retraite à l'âge de 59 ans. En 1993 sort son quatrième livre, « Les civils sous l'occupation » chez un éditeur de l'ouest.

Georges Douart est aujourd'hui un militant actif de l'association Les anciens et amis des auberges de jeunesse de la région Rhône-Alpes (ANAAJ).

Pour plus d'information, voir le site internet : http://georges.douart.free.fr.

Historique de la conservation

Georges Douart a confié ses archives à l'ANAAJ qui les a données aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en juillet 2010. Un répertoire numérique définitif a été réalisé au début de l'année 2011.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives est constitué de quelques pièces concernant exclusivement les Auberges de jeunesse entre 1942 et 1958 : brochures, périodiques, statuts, règlements, correspondance concernant le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice), le Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice), le Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), le Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice), la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice) et la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice).

À signaler aussi que les deux premiers ouvrages de Georges Douart sont conservés dans les archives des Amis du Service civil international (SCI) déposées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine dans le cadre du PAJEP.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Archives de Georges Douart, 20140219 (ex 573J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article, 0,05 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1942-1958.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Amis du service civil international, 20140166 (ex 532J)
Dépôt en 2004. Communication libre à l'exception de documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Cotes concernant Georges Douart :* 20140166/400_2.

Dubois Raoul et Jacqueline

Historique du producteur

Raoul Dubois est né à Paris le 30 décembre 1922, d'un père employé de l'octroi qui décède avant ses 3 ans et d'une mère couturière. En 1938, il entre au patronage laïque du XI^{e} arrondissement et à l'École normale d'instituteurs de la Seine : il devient à seize ans le plus jeune instituteur de France, instituteur puis professeur des collèges en lettres-histoire de 1953 jusqu'à sa retraite en 1978. Toute son activité est orientée vers l'enfance et les activités éducatives et culturelles. Par ailleurs, il milite à la Confédération générale du travail (CGT), au Parti communiste français (PCF) et à l'association des Amis de la Commune. Raoul Dubois décède le 22 décembre 2004.

Raoul Dubois participe au lancement des Francs et franches camarades (FFC, voir notice) en 1944 et en devient un des premiers permanents. Il le reste jusqu'en 1953, tout en demeurant un des principaux dirigeants de cette association jusqu'à la fin de sa vie (il est secrétaire adjoint puis vice-président du comité directeur et du bureau de la fédération de 1955 à 1988). Il participe avec Fernand Bouteille à la création de la revue *Jeunes années*, et devient membre du comité de rédaction et directeur de 1982 à 1984.

Très intéressé par le cinéma éducatif, il fonde en janvier 1947 le Comité français du cinéma pour la jeunesse (CFCJ, voir notice) avec Henri Wallon et Charles Dautricourt (voir notice). Il joue également un rôle important dans la littérature pour la jeunesse au sein du Centre de

recherche et d'information sur la littérature pour la jeunesse (CRILJ). Jacqueline et Raoul Dubois y sont militants depuis sa création en 1962. Raoul Dubois est un des fondateurs et vice-présidents de l'association réactivée en 1972. Il participe à la Section française de l'Union internationale des livres pour la jeunesse (UILJ/IBBY). Il œuvre aussi à la Fédération des œuvres laïques (FOL), Ciné-Liberté, la Fédération française des ciné-clubs (FFCC).

Jacqueline Dubois est née en 1924 à Jalesches dans la Creuse et décédée à l'Absie (Deux-Sèvres) en 2010. Fille d'une institutrice, Maximilienne Murgier très engagée dans le parti communiste, elle porte le nom de son beau-père d'origine hongroise, Sinétar. Jacqueline Sinétar est institutrice à l'école maternelle et primaire 65-67 rue Simon Bolivar à Paris dans le XIXe arrondissement puis directrice d'école jusqu'à sa retraite en 1979. Elle rencontre Raoul Dubois en 1945 dans une manifestation de défense de l'école laïque.

Ils se marient à Paris en juillet 1949 et s'installent rue des Pyrénées dans le XIXe arrondissement. Militante communiste, elle fait partie de la commission des activités scolaires et de l'enfance de l'Union des femmes françaises entre 1957 et 1966. Elle joue un rôle actif au Comité français du cinéma pour la jeunesse (CFCJ) et participe à la revue *Ciné-jeunes* de 1955 à 1989. Elle est également trésorière de l'Association théâtre enfance jeunesse (ATEJ), et milite avec son mari au Centre de recherche et d'information sur la littérature pour la jeunesse (CRILJ, voir notice), dont elle fut la première trésorière en 1963.

Raoul Dubois participe au comité de défense de la presse et de la littérature enfantine créé en juillet 1949 à l'appel de l'Union des femmes françaises, qui est l'un des mouvements de pression soutenant la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse ainsi que le projet de loi destinée à protéger les auteurs et dessinateurs français des publications américaines. Il est membre, au titre de représentant des Francs et franches camarades, de la Commission de contrôle et de surveillance des publications destinées à la jeunesse et l'adolescence, de 1950 à 1988.

Le couple Dubois travaille à la critique et à la promotion de la littérature enfantine. Ils rédigent à tour de rôle les quelque vingt mille de fiches de lecture (signées de leurs initiales), et signent des centaines d'articles sur la littérature enfantine de 1951 à 2003. Ils publient ensemble plusieurs ouvrages consacrés à la presse enfantine ainsi que des bibliographies de livres pour enfants. Ils dirigent ensemble *Une année de lecture*, revue consacrée à des sélections critiques de littérature pour la jeunesse, de 1965 à 1981, ainsi que *Lecture en liberté*, une collection de livres des éditions Magnard.

Tous les deux sont membres actifs des comités de rédaction des revues des Francas destinées aux enfants (*Jeunes Années*, *Jeunes Années Magazine*, *Gullivore*, *Croquilou*) et aux animateurs (*Camaraderie*).

Ils collaborent également aux revues : *Cahiers pédagogiques*, *Cahiers des amis de Sèvres*, *Jeunes lectures promotion*, *Francs jeux*, *Terre des jeunes des éditions enfantines*, *Association française pour la lecture*, *l'École libératrice*…

Historique de la conservation

En 2008, grâce à l'action de Christian Robin, les archives de Raoul Dubois conservées à son domicile parisien, au 401 rue des Pyrénées dans le XXe arrondissement ont été transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, après avoir fait l'objet d'un récolement succinct. Conformément aux intentions de Raoul Dubois, les dossiers concernant son action au sein de l'association des Amis de la Commune ont été remis à cette association (excepté deux dossiers sur l'organisation d'expositions dans les mairies d'arrondissement). Il s'agit de documents qui sont postérieurs aux années 1980-1990. Les archives conservées après classement sont conditionnées dans 303 boîtes de type Cauchard et boîtes en plastique pour les fiches de lecture, soit 18 mètres linéaires.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives est principalement constitué des dossiers des différentes associations et organisations dans lesquelles Jacqueline et Raoul Dubois ont milité. Il est particulièrement riche concernant leurs implications dans le domaine de la littérature et le cinéma pour la jeunesse.

Le plan de classement retenu tente de refléter la variété des activités : la correspondance, la formation et la carrière dans l'enseignement, les activités politiques et syndicales, les activités éditoriales, les publications (articles, ouvrages publiés), la critique littéraire et la documentation constituée à cet effet, et enfin la bibliothèque de travail.

Tout d'abord, la correspondance rassemble l'ensemble des échanges personnels et militants que Raoul Dubois a soigneusement classés, accompagnés des courriers-départs. Un ensemble consacré à la correspondance étrangère a été conservé.

Quelques dossiers rassemblent la formation d'enseignant et la carrière de Raoul Dubois dans l'enseignement. On y trouve ses premières rédactions, ses premières critiques de livres, et les cahiers de stage de la formation à l'école d'instituteurs. Il existe pour Jacqueline et Raoul Dubois plusieurs photographies de classes, de fêtes et de sorties scolaires (pendant leurs formations et leurs carrières).

Un ensemble est consacré aux activités militantes de Raoul Dubois au sein du Parti communiste français, aux cellules locales des XIX^{e} et XX^{e} arrondissements de Paris. Dans les années 1960 et 1970, il est membre des groupes de travail « Littérature pour la jeunesse » et « Petite enfance » du Cercle d'études et de recherches marxistes (CERM). Jacqueline et Raoul Dubois participent aussi à la commission nationale des activités culturelles de l'Union des femmes françaises.

Un autre ensemble réunit les activités associatives, classées par ordre d'importance dans trois domaines : celui des publications, le théâtre et le cinéma pour la jeunesse et l'éducation populaire en général ; dans les associations proches du parti communiste : Amis de la commune, Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP) et l'association pour la création d'un musée de la résistance ; dans des instances publiques : la commission de contrôle et de surveillance des publications destinées à la jeunesse, le tribunal pour mineurs de la Seine.

- Les activités associatives dans le cinéma, la littérature, la presse, le théâtre pour la jeunesse et l'éducation populaire

Les dossiers sur le Comité français du cinéma pour la jeunesse (CFCJ) sont d'une importance capitale puisque les archives de cette association n'ont pas été conservées. L'association créée en 1947 est l'héritière de Ciné-jeunes, un mouvement de cinéma pour l'enfance et la jeunesse créé en 1936 par Marie Lahy-Hollebecque. Elle rassemble à la fois des cinéastes et des éducateurs et promeut un cinéma adapté aux jeunes spectateurs, soutient la critique avec la publication de Banc d'essai des films, propose des locations de films pour l'organisation de séances, anime des stages de formation à l'animation de séances destinées aux enfants ainsi que des stages à l'attention des animateurs des Francs et franches camarades, organise un grand prix du cinéma pour la jeunesse.

Son premier président est Henri Wallon, son directeur Charles Dautricourt. Parmi les membres du conseil d'administration, citons Denis Laborde des CEMÉA, M. Faysse de l'Union chrétienne des jeunes gens, Jacqueline Lajeunesse, Christiane Macé.

Si les archives restent pauvres quant aux documents d'instances, elles contiennent les statuts, une série de circulaires rendant compte de l'activité de l'association de 1956 à 1973, les relations avec le centre national du cinéma d'enseignement et de culture et avec les ciné-clubs, une collection complète de la revue Ciné-jeunes de 1951 à 1989, un fichier d'analyses de films pour la revue Ciné-jeunes ainsi que des dossiers documentaires sur le cinéma et la télévision.

Le Centre de recherche et d'information sur la littérature de jeunesse (CRILJ) est également conséquent avec les documents sur la création de l'association en 1962, ses statuts déposés en 1965, les publications auxquelles Raoul Dubois prend une part active en travaillant avec Jean-Paul Gourévitch à une anthologie de la littérature jeunesse en 1998 ainsi qu'une collection lacunaire de la revue CRILJ Informations (1976-2004). Figurent également des documents sur les activités du CRILJ par l'organisation de colloques, d'animations, la mise en place d'un réseau de délégations régionales comme à Vitry-sur-Seine et en Auvergne.

Un dossier concerne la Section française de l'Union internationale des livres pour la jeunesse (UILJ/IBBY) de 1961 à 1984. La préface de l'anthologie citée plus haut, évoque les rapports entretenus avec le CRILJ car ses animateurs ont participé à la section française de l'Union internationale de littérature de jeunesse. Le CRILJ reprend un fonctionnement autonome en 1972. La correspondance de Raoul Dubois met en évidence les relations houleuses avec l'IBBY.

L'association du théâtre pour l'enfance et la jeunesse (ATEJ) est présente dans le fonds d'archives : Jacqueline Dubois est membre du comité directeur puis trésorière. Un courrier de Raoul Dubois, secrétaire général de l'association, explique qu'il s'est donné – en vain – pour mission d'attirer Miguel Demuynck et l'UFOLEA au sein de l'ATEJ. Se trouve dans la partie Documentation une collection de la revue de l'association Théâtre enfance jeunesse de 1963 à 1989.

Trois boîtes concernent l'activité de Raoul Dubois aux Francs et franches camarades. Cependant, elles ne sont pas représentatives de son action et le mieux est de se reporter à la fois au fonds d'archives des Francas (547J) ainsi qu'à la partie éditoriale quand Raoul Dubois dirige les revues éditées par les Francas : *Jeunes Années*, *Jeunes Années Magazine*, *Camaraderie*. Ici sont regroupés les statuts annotés par Raoul Dubois, les comptes rendus de comités scientifiques, les activités du secteur édition, les animations autour du livre et de la lecture, et enfin les activités à la délégation de Paris avec la publication du bulletin *Francamarade* de Paris dont la collection est malheureusement lacunaire.

Une boîte rassemble d'autres participations plus sporadiques ou moins documentées : Ciné-liberté, la compagnie théâtrale Jolie môme, l'institut coopératif de l'école moderne, Travail et culture, l'union des patronages laïques de la région parisienne, mais aussi le comité de défense de la presse et de la littérature enfantine initiée par l'Union des femmes françaises. Ce dossier très intéressant renferme, outre la correspondance, de nombreux textes, brochures, tracts sur les activités de propagande encourageant le gouvernement à légiférer, incitant les parents à surveiller les lectures de leurs enfants et à créer des bibliothèques pour enfants. En outre, le comité de défense propose des listes de livres, des conférences débats avec la projection du film *On tue à chaque page*, des ventes-expositions de livres pour enfants, des « paniers ».

- Les activités associatives dans les autres associations
  - Les Amis de la Commune pour laquelle Raoul Dubois organise une exposition sur l'histoire de la Commune dans les mairies d'arrondissements de Paris. Ces deux boîtes sont un reliquat, les Amis de la Commune ayant emporté l'essentiel des archives les concernant au décès de Raoul Dubois ;
  - Le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP). Raoul Dubois est membre de la commission des enseignants et éducateurs à titre d'enseignant et membre du comité directeur du centre de liaison des éducateurs contre les préjugés raciaux qui organise un colloque en 1960 sur le racisme ;
  - L'association pour la création d'un musée de la résistance. Raoul et Jacqueline Dubois font partie de l'association présidée par Georges Marrane, à Ivry-sur-Seine. La boîte contient un dossier documentaire très intéressant sur la seconde guerre mondiale. Il comporte des tracts et brochures sur l'Occupation, les propagandes des gouvernements de Vichy, allemand et anglais.
- Les activités dans les instances publiques

Les dossiers sur la commission de contrôle et de surveillance des publications destinées à la jeunesse et l'adolescence rendent compte de l'activité de Raoul Dubois qui siège dès sa création en 1950 à 1988, au titre de représentant des Francs et franches camarades. Francis Vernhes lui succèdera à cette fonction. Outre les textes réglementaires, le dossier contient les

comptes rendus des travaux (1950-1965), les procès-verbaux de séances (1984-1988), une liste alphabétique des publications ayant fait l'objet des interdictions datant de 1958.

Il comprend les relations avec les éditeurs, l'état des poursuites pour infraction à l'article 14, et un ensemble de revues reçues par le secrétariat de la commission : revues pour enfants, pour adolescents, revues pornographiques, revues féminines et familiales. Les enjeux de la commission ont été ultérieurement étudiés dans un mémoire de DEA de M. Chavdia qui a interviewé Raoul Dubois en 1997 sur son rôle dans la commission (voir sources complémentaires).

Un petit dossier rend compte de l'activité de Raoul Dubois comme délégué bénévole à la liberté surveillée au tribunal pour enfants de la Seine entre 1950 et 1959.

Un autre ensemble réunit les activités éditoriales de Jacqueline et Raoul Dubois qui dirigent plusieurs collections : *Lecture en liberté* aux éditions Magnard de 1972 à 1983, *Une année de lecture*, supplément de la revue *Camaraderie* de 1965 à 1981 et *1,2,3 lectures* de 1982 à 1984, autre publication des Francas. Outre la préparation des numéros et les publications définitives, se trouvent les rapports avec les éditeurs et les auteurs qui soumettent à Raoul Dubois leurs manuscrits.

Un chapitre est consacré aux publications des Dubois : les monographies, articles et études. Les articles en particulier sont très aisément consultables car ils ont été datés, classés et listés par Raoul Dubois. Un ensemble est classé par ordre numérique, un autre par ordre chronologique de 1951 à 2003. Citons quelques contributions aux revues : la revue *Enfance*, *Ciné-jeunes*, le *bulletin des bibliothèques de France*, *Recherches et débats*, *Cahiers pédagogiques*, *Jeunes lectures promotion*, *l'École libératrice*, *le bulletin de l'Association française pour la lecture*…

Les activités de critique littéraire constituent un autre ensemble. À ce titre, Raoul Dubois participe à la remise de prix de littérature de jeunesse, au prix de la littérature pour l'enfance et la jeunesse de Vénissieux, au prix Jean Macé de la fédération des œuvres laïques, au prix ORTF de la littérature pour la jeunesse à l'initiative de Roger Bocquié et de Monique Bermond. Il est fréquemment convié à parler de la littérature pour enfants dans différentes manifestations, comme en témoigne sa présence aux rencontres franco-soviétiques organisées par l'association France-URSS dans les années 1980. Il se déplace volontiers dans les écoles pour participer à des ateliers d'écriture et de lecture avec des classes primaires et secondaires. Il a également conservé les travaux universitaires pour lesquels il a été consulté et touchant à la littérature pour la jeunesse. Le fonds renferme un ensemble impressionnant de vingt mille fiches de critique de livres destinées à la jeunesse ; de fiches sur les films pour enfants, de fiches sur les journaux pour enfants et sur les citations.

Autre particularité de cette activité de critique est la constitution par Jacqueline et Raoul Dubois de dossiers documentaires d'une grande richesse sur la presse enfantine et le cinéma. Ces dossiers, composés de coupures de presse, de rapports et brochures, signalés par une notation (CI pour cinéma, PE pour presse enfantine), abordent les relations que l'enfance entretient avec la presse, l'éducation, les activités extrascolaires, la lecture, les bibliothèques, la délinquance, la censure, l'animation, la chanson, le théâtre, les loisirs, la télévision… Une autre documentation, constituée également par Raoul Dubois, rassemble une série numérotée de brochures, monographies datées des années 1930 aux années 1960, sur la littérature de jeunesse où l'on retrouve quelques-uns de ses articles.

- La dernière partie du fonds regroupe la bibliothèque de travail : monographies et publications en série sur la littérature enfantine, le cinéma et le communisme.
    - Côté littérature enfantine, on trouve : *La Joie par les livres*, bulletin trimestriel d'analyse de livres pour enfants (1965-1991) ; *Livres service jeunesse*, publication de l'association des amis de l'école Decroly (1964-1996) ; *Les éditions de la jeunesse*, publication de l'École émancipée (1923-1933) ; des numéros de *Lectures de la jeunesse*, éditée par l'école émancipée (1919-1938) ; quelques exemplaires du journal *Mon camarade* édité par la Fédération des enfants ouvriers et paysans datés de 1934-1935 ; des exemplaires de revues

enfantines étrangères de 1947 à 1969, la plupart provenant de pays d'Europe de l'Est.

- D'autres titres traitent du cinéma pour la jeunesse : *Jeune cinéma*, revue de la Fédération française des ciné-clubs de jeunes de 1969-1995 ; *Image et son*, revue de la Ligue française de l'Enseignement, confédération générale des œuvres laïques de 1963 à 1976 ; *L'Écran et la vie*, bulletin de la Fédération des activités audiovisuelle de l'enseignement libre ; *Fiches vertes pour animateurs de ciné-clubs des jeunes*, revue du Centre national des ciné-clubs des jeunes de Belgique.
- Un dernier ensemble regroupe les publications en série et brochures sur le Parti communiste français et le communisme de 1913 à 1998. Citons dans cet ensemble : le dossier du propagandiste de 1947, les cours de l'école élémentaire du parti communiste français de 1953, les écrits de Maurice Thorez et d'Aragon, des tracts et journaux vietnamiens (1946-1954), une affiche du comité de défense des époux Rosenberg, des tracts anticommunistes, des coupures de presse sur la guerre d'Algérie.

Trois boîtes de photographies clôturent ce fonds : deux albums photos dont un sur les 20 ans des Francas, un voyage en Union soviétique et en Pologne en 1957, des photographies de classes et des photographies d'animations de débats, lecture, des reproductions pour la revue Ciné-jeunes.

Parmi les documents audiovisuels en cours de numérisation (9 films 16mm et 21 bandes son), 7 films portent sur le voyage en URSS et en Pologne en 1957.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Dubois Raoul et Jacqueline, 561J
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 303 articles, 18 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1808-2004.

Dudeck Bernard

Historique du producteur

Bernard Dudeck est militant à la CGT et responsable de l'Action catholique ouvrière (ACO) de 1955 à 1981.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales de l'Isère.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs aux centres sociaux à Grenoble, aux entreprises Caterpillar, à Merlin-Gérin, à l'Action catholique ouvrière et aux associations de parents d'élèves.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Isère

 Fonds Bernard Dudeck, 71J
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 35 articles, 2,10 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1955-1981.

Dumazedier Joffre

Historique du producteur

Joffre Dumazedier est né le 30 décembre 1915 à Taverny dans le Val d'Oise et est décédé le 25 septembre 2002. Issu d'une famille modeste, il bénéficie de l'aide sociale de la mairie de Noisy-le-Sec qui lui permet d'accéder aux études supérieures. Il est boursier au lycée Voltaire à Paris puis il effectue des études littéraires à la Sorbonne. Après la rédaction d'un mémoire sur *La langue et le style d'Anatole France dans l'expression des idées philosophiques*, il obtient, en 1938, un diplôme d'étude supérieure de linguistique.

À l'avènement du Front populaire, il contribue à la création d'un cercle de lecture sociale au collège du travail de Noisy-le-Sec. Il milite alors activement au Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice), et aux Auberges de jeunesse du monde nouveau (voir notice).

Durant la seconde guerre mondiale, il rejoint l'école des Cadres d'Uriage (voir notice), destinée à la formation des nouvelles élites de l'État. Joffre Dumazedier y rencontre Benigno Cacérès (voir notice). Après la dissolution d'Uriage par le gouvernement de Vichy en 1942, il intègre les équipes volantes du maquis du Vercors. Au cours de cette période, il invente avec les animateurs de ces équipes une méthode de formation générale qu'il formalise ultérieurement sous le nom de méthode d'entraînement mental.

En 1945, Joffre Dumazedier devient secrétaire général de la commission « Éducation » du Comité départemental de Libération de l'Isère qui se dote d'un programme d'action culturelle. En 1945, il est nommé inspecteur principal de l'éducation populaire pour l'académie de Grenoble par Jean Guéhenno, directeur de la culture populaire et des mouvements de jeunesse dans le gouvernement provisoire. Il accepte ce poste à condition de pouvoir créer une association d'éducation populaire indépendante : Peuple et culture (PEC, voir notice). Créée en 1945 par Joffre Dumazedier, Benigno Cacérès et leurs compagnons, l'association a pour objectif de « rendre la culture au peuple et le peuple à la culture » (Manifeste de Peuple et culture). Le Manifeste de l'association, *Un peuple, une culture*, est élaboré durant l'été 1945. Peuple et Culture entend lutter contre les inégalités culturelles en promouvant une culture populaire et humaniste, commune à l'ensemble du peuple. Joffre Dumazedier préside l'association jusqu'en 1967.

À côté de ses activités militantes, Joffre Dumazedier entame une carrière de sociologue. En 1948, Henri Wallon lui ouvre son laboratoire de psychologie de l'enfant où il commence ses premières recherches sur les loisirs des jeunes travailleurs. Comme Edgar Morin, Michel Crozier ou Alain Touraine, Joffre Dumazedier suit les cours du sociologue Georges Friedman, qui va avoir une influence déterminante sur sa pensée. Ce dernier encourage son élève à entrer au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), qu'il rejoint en 1953 comme attaché de recherche au Centre d'études sociologiques. Il y crée le groupe d'étude du Loisir et de la culture populaire (voir notice) qui devient en 1969 l'équipe de sociologie des Loisirs et des modèles culturels. Joffre Dumazedier et ses collaborateurs mènent à partir de 1955 une enquête consacrée aux pratiques culturelles à Annecy. En 1956, il fonde le Comité de recherche du loisir de l'Association internationale de sociologie, qu'il préside jusqu'en 1974.

Son ouvrage *Vers une civilisation du loisir ?* publié en 1962, assoit définitivement sa renommée en France et à l'étranger. Son expertise dans le domaine des loisirs lui permet de prendre part aux travaux et aux réunions du Commissariat général du Plan. Ses recherches inspirent aussi les enquêtes du nouveau service d'études et de recherche du ministère des Affaires culturelles dirigé par Augustin Girard.

Devenu maître de recherche au CNRS en 1967, Joffre Dumazedier crée une chaire de socio-pédagogie des adultes à l'université René Descartes (Paris V) en 1969. Il y soutient, en 1973, une thèse d'État intitulée *Une sociologie du loisir, 1953-1973*, sous la direction de Jean Cazeneuve. Elle est publiée l'année suivante sous le titre *Sociologie empirique du loisir*. Joffre Dumazedier devient maître de conférences à l'unité d'enseignement et de recherche (UER) de sciences de l'éducation de Paris V en 1974. Il est nommé professeur en 1976 et professeur émérite en 1984.

Historique de la conservation

Le fonds Joffre Dumazedier a été donné aux Archives nationales par Paule Dumazedier-Savane, veuve de Joffre Dumazedier, et par Diane et Sylvain Dumazedier, ses enfants. Une première partie des archives du sociologue est entrée en 2004, elle comprenait principalement les dossiers de travail de Joffre Dumazedier ainsi que des documents liés au groupe d'étude du Loisir et de la culture populaire. Une seconde partie des archives, constituée de documents prêtés par Joffre Dumazedier à l'une de ses élèves, Christine Simond, a été transférée en 2011 aux Archives nationales par l'intermédiaire du PAJEP, pour réintégration dans leur fonds d'origine.

Le traitement du fonds a commencé en 2005 au service des archives du CNRS à Gif-sur-Yvette, puis a été poursuivi aux Archives nationales. Il a été achevé en 2011 lors de la restitution des documents détenus par Christine Simond.

Un autre fonds constitué d'archives de Joffre Dumazedier a été déposé aux Archives départementales de la Haute-Savoie. Il s'agit essentiellement de documents concernant la première enquête sur les loisirs et les activités socio-culturelles réalisée à Annecy dans les années 1950.

Des sources complémentaires sont consultables dans plusieurs centres d'archives. Le dossier de carrière CNRS de Joffre Dumazedier est consultable aux Archives nationales, de même que les archives publiques du groupe d'étude du Loisir. Enfin, le fonds national de Peuple et culture se trouve aux Archives du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP et aux Archives départementales de la Haute-Savoie (création et premières années).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds Joffre Dumazedier conservé aux Archives nationales se compose à la fois de documents liés à la vie personnelle et professionnelle de Joffre Dumazedier et de dossiers documentaires constitués par le sociologue en fonction de ses recherches. Les papiers de Joffre Dumazedier se présentaient initialement sous forme de dossiers suspendus rangés par thème. Ce classement a été respecté. Dans ses dossiers, on retrouve les thématiques qui ont été au cœur de la réflexion du sociologue et du militant d'éducation populaire : l'autoformation, l'éducation, la famille, la formation, le sport, le tourisme ou encore le loisir. Figurent aussi plusieurs dossiers liés à l'histoire de Peuple et culture, qui complètent le fonds déposé au Archives départementales du Val-de-Marne. Une importante partie concerne également l'entraînement mental. De nombreux documents permettent de retracer son histoire et celle des pratiques qui lui sont associées. On trouve aussi des archives concernant le fonctionnement du Groupe de recherche sur l'entraînement mental (GREM), de l'Association pour le développement de la recherche sur l'entraînement mental (ADREM) et du groupe des Ouvriers de l'entraînement mental ».

Le fonds Joffre Dumazedier conservé aux Archives départementales de la Haute-Savoie renferme les archives de la première enquête sur les loisirs et les activités socioculturelles réalisée à Annecy dans les années 1950. On y trouve les dossiers de recherche liés à cette enquête ainsi que les enregistrements sonores des entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche.

Pour compléter ces archives, il faut se reporter à plusieurs fonds notamment celui du groupe d'étude du Loisir et ceux de Peuple et culture national.

Le versement des archives publiques du groupe d'étude du Loisir conservé par les Archives nationales est constitué des archives liées au fonctionnement de l'équipe. On y trouve notamment des comptes rendus de congrès, colloques et rencontres internationales consacrées aux loisirs et à la culture ou des écrits de Joffre Dumazedier et ses collaborateurs. Des enregistrements sonores d'entretiens réalisés dans le cadre de plusieurs enquêtes sont en cours de classement.

Étant donné l'importance de Peuple et culture dans la vie personnelle et professionnelle de Joffre Dumazedier et la place que celui-ci a occupée au sein de ce mouvement, il semble indispensable de consulter les archives de l'association pour appréhender la personnalité et les activités militantes du sociologue. Le fonds Peuple et culture conservé au PAJEP permet d'aborder les premières années de fonctionnement de l'association. Il faut cependant se reporter au fonds Peuple et culture conservé aux Archives départementales de la Haute-Savoie si l'on s'intéresse aux premières années de l'histoire de PEC. Il présente un intérêt de tout premier ordre sur la création de l'association et sur ses premières actions entre 1944 et 1946. Le fonds de l'école nationale d'Uriage conservé aux Archives départementales de l'Isère peut également être intéressant pour mieux comprendre le rôle que Joffre Dumazedier a joué dans cette institution.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fonds Joffre Dumazedier, 20130584
Dons en 2003 et 2011. Archives privées librement communicables, consultables aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine à compter de janvier 2013. *Instrument de recherche :* répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 99 articles, 15 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1914-2007.

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Fonds Dumazedier, 44J
Don en 1980. Archives privées. Documents papier librement communicables. Communication réservée pour les cassettes et les transcriptions d'interviews (50 ans).
Instrument de recherche : état sommaire. Importance matérielle *:* 8,15 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1954-1959.

Sources complémentaires

Archives nationales

 Archives du Groupe d'étude du loisir, versements 20070196 (dossiers) et 20070301 à 20070304 (bandes sonores)
Versement en 2007. Archives publiques. Versement 20070196 : communication libre sauf art. 12-17, 21-29, 32, 35-38, communicables au bout d'un délai de 50 ans.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 48 articles, 16 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1954-1993. Versements 20070301 à 20070304 : communication soumise à autorisation. *Instrument de recherche :* répertoires numériques
 Dossier de carrière de Joffre Dumazedier, 1952-1974, versé par le CNRS sous la cote 20070296, article 175. Dépôt en 2001 et don en 2004. Communication selon les délais en vigueur (50 ans).

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Peuple et culture Haute-Savoie, 75J
Dépôts en 1987, 1988 et 1994. Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC Haute-Savoie.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 265 articles, 30,45 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1942-1993.

Archives départementales de l'Isère

 Fonds de l'École d'Uriage, 102 J
Don. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 187 articles, 7,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1931-1959.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 428 articles, 42 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-2002.

Durand Robert

Historique du producteur

Né le 11 août 1928 à Sens (Yonne), Robert Durand entre en 1947 dans l'Ordre des dominicains qu'il quitte en 1964. Il est alors recruté comme chargé d'études au Centre d'Étude des Équipements Résidentiels (CEDER) jusqu'en 1970. Entre 1971 et 1979, il est conseiller technique à la Caisse Nationale des Allocations Familiales avant de devenir délégué national de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice) entre 1979 et 1993, date à laquelle il prend sa retraite.

En 1996, il publie une histoire des centres sociaux : « Histoire des centres sociaux : du voisinage à la citoyenneté » (Syros).

Historique de la conservation

Les archives de Robert Durand ont été déposées aux Archives Départementales du Val-de-Marne en 2004 dans le cadre du PAJEP. Elles étaient auparavant conservées à son domicile à Corbeil-Essonnes.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives correspondent aux trois emplois occupés par Robert Durand entre 1964 et 1993 et qui furent consacrés à un champ unique : les équipements collectifs, l'action sociale et l'éducation populaire. Le fonds renferme ses textes d'interventions lors de manifestations publiques, ses articles et quelques dossiers de stages dans lesquels celui-ci intervient comme stagiaire ou intervenant. Mais il comprend surtout des études locales de programmation d'équipements et de services ainsi que des études générales sur le développement de la vie sociale dans les grands ensembles et sur le fonctionnement et les modes de gestion des centres sociaux.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Durand Robert, 20140181 (ex 534J)

Don en 2004. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 20 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1964-1993.

Étévé Christiane

Historique du producteur

Christiane Étévé est née en 1943. Après des études de philosophie à Lille (niveau maîtrise), où elle a suivi les cours de Pierre Bourdieu, et une expérience d'animatrice de colonie de vacances, elle devient maitresse auxiliaire en 1969. Au fil de ses enseignements, elle souhaite rompre avec des cours trop magistraux et favoriser l'interaction avec les élèves. Elle suit donc un stage de dynamique de groupe à l'IFEPP (Institut de formation et d'études psychologiques et pédagogiques).

En 1970, elle fait la rencontre de Fred Thébaut, président de Peuple et Culture (voir notice), et entame un second stage auprès de la fédération Nord-Pas-de-Calais de Peuple et Culture (voir notice). Elle participe rapidement aux activités de l'association en animant des ciné-clubs et des clubs lecture. Elle découvre également les concepts d'entrainement mental – méthode de travail intellectuel et d'aide à la rationalisation de l'action –, d'autoformation, d'autodocumentation et de lecture documentaire qui vont la marquer durablement.

En 1972, elle entame une carrière de documentaliste. Rapidement, le CRDP (Centre régional de documentation pédagogique) de Lille la recrute pour former les agents des futurs CDI (Centres de documentation et d'information), mission qu'elle assure jusqu'en 1981. Elle favorise ainsi le développement des CDI dans les collèges et lycées.

Devenue chargée d'études documentaires en 1982, elle intègre le centre de documentation et de recherche (département Ressources et Communication) de l'INRP (Institut national de recherche pédagogique), créé et dirigé par Jean Hassenforder, dont elle partagera la pensée. Les premières recherches auxquelles elle participe portent sur les lectures de loisir des enfants. À partir de 1985, elle collabore régulièrement aux revues *Perspectives documentaires en sciences de l'éducation*, dont elle deviendra rédactrice en chef, *Revue française de pédagogie*, dont elle deviendra chef de rubrique, et *Les Cahiers pédagogiques*. Elle collabore également à la production de divers outils de diffusion de la recherche auprès des professionnels de l'éducation.

Influencée par Joffre Dumazedier (voir notice) et son intérêt pour la lecture chez les jeunes et les adultes, elle reprend des études en sciences de l'éducation jusqu'au doctorat. Sa thèse, soutenue à l'Université Paris X-Nanterre en 1993, porte sur l'accès des enseignants aux savoirs de la recherche et aux moyens de diffusion scientifique. En 1994, elle devient maître de conférences dans l'unité de recherche « Communication-documentation-synthèse » de Jean-Claude Forquin et co-directrice du département « Ressources et communication » à l'INRP.

En 1995, elle renoue avec Peuple et Culture en intégrant un atelier intitulé « Les ouvriers de l'entrainement mental », chargé d'élaborer l'ouvrage *Penser avec l'entrainement mental* paru en 2003. Elle participe également en 2005 à un projet coopératif avec l'Unesco et le Cameroun. Enfin, en 2015, elle fait partie du comité de rédaction de l'ouvrage *Penser et agir en commun. Pratiques et fondements d'une éducation populaire*, publié à l'occasion des 70 ans de Peuple et Culture.

Christiane Étévé est également vice-présidente du GEHFA (Groupe d'études sur l'histoire de la formation des adultes) et a coordonné dans ce cadre l'ouvrage *Des archives pour l'histoire de la formation des adultes*, paru en 2012. Enfin, elle organise à partir de 2014 des cycles de débats, de conférences ou de projections dans le cadre de l'Université populaire du 14e arrondissement de Paris.

Les parcours professionnel et militant de Christiane Étévé ont donc toujours été très imbriqués, tant au niveau de ses centres d'intérêt – autoformation, sociologie de la lecture, diffusion des savoirs, place de la documentation – que de ses compagnons de route – Jean Hassenforder, Jacques Hédoux, Joffre Dumazedier. Ses activités professionnelles et bénévoles sont sous-tendues par une même volonté d'étudier les modalités et les conditions du partage du savoir.

Historique de la conservation

Les archives de Christiane Étévé ont été données aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2017.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble les activités de recherche de Christiane Etévé au sein de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) et ses activités militantes au sein du Groupe d'études sur l'histoire de la formation des adultes (GEHFA), de Peuple et Culture et de l'Université populaire du 14e arrondissement de Paris.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Étévé Christiane, 603J
Don en 2017. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée. *Instrument de recherche* : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 2,4 ml. *Dates extrêmes :* 1962-2014.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Archives privées. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 428 articles, 42 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-2002.

Archives départementales du Nord

 Association Peuple et culture Nord, J1582
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 84 articles, 9 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1959-1991.

Filbet Jean

Historique du producteur

Né en Algérie le 16 mars 1931, Jean Filbet devient instituteur remplaçant à l'académie d'Oran à partir d'octobre 1950. Durant l'été 1953, il est directeur adjoint d'un centre de séjour pour enfants situé dans un centre de vacances familiales des Houillères du Sud Oranais.

En 1955, il effectue son premier stage de moniteur de colonies de vacances dirigé par les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice), et un an plus tard un stage de directeur de colonies de vacances également organisé par cette association.

En 1957, il est coopté instructeur (formateur) non permanent des CEMÉA dans la délégation territoriale d'Alger, et un an plus tard il y devient permanent, avec le statut d'instituteur mis à disposition par le ministère de l'Education nationale.

Lors de l'indépendance de l'Algérie en 1962, il est le seul instructeur permanent des CEMÉA à ne pas aller en France. Il travaille alors pour l'Association algérienne des CEMÉA (AACEMÉA) et organise de nombreux stages, centres de vacances, etc. jusqu'à son départ d'Algérie en 1973.

À son retour en France, il devient instructeur permanent pour la délégation régionale des CEMÉA en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), poste qu'il occupe jusqu'à sa retraite en 1987. Il continue à militer comme bénévole aux CEMÉA PACA.

Historique de la conservation

À partir du début des années 2000, les CEMÉA ont constitué un groupe national sur le thème des archives et de la mémoire des CEMÉA en Algérie. Jean Filbet a été un des éléments moteurs de ce groupe et a centralisé les archives et témoignages collectés. Le fonds d'archives a été transféré du domicile de Jean Filbet à Marseille aux Archives départementales du Val-de-Marne en octobre 2014. Un inventaire a été réalisé au début de l'année 2015.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce petit fonds d'archives d'environ ½ mètre linéaire est d'un grand intérêt car les archives des CEMÉA en Algérie entre 1945 et les années 1980 sont inexistantes. Il comprend plusieurs types de documents :

- Dossier de personnel de Jean Filbet qui permet de reconstituer la carrière d'un permanent des CEMÉA en Algérie ;
- Notes manuscrites et dactylographiées de Jean Filbet sur l'histoire des CEMÉA en Algérie entre 1945 et 1973 ;
- Dossiers de recherche sur les CEMÉA en Algérie, avec notamment des périodiques de la délégation régionale des CEMÉA en Algérie et de l'AACEMÉA ;
- Correspondance avec d'anciens militants des CEMÉA en Algérie ;
- Témoignages écrits et audio de militants ;

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Filbet Jean. Les CEMÉA en Algérie (1945-1973), 596J
Don en 2014. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle : 8 articles papier et 10 articles audio ; 0,6 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1945-2013.

Forestier Denis

Historique du producteur

Né en 1896 de parents commerçants et décédé en 1976, Marcel-Denys Forestier rencontre en 1919 le père Doncoeur dont il devient l'ami intime. Entré chez les dominicains en 1927, il est ordonné prêtre en 1931. Au sein des Scouts de France (SDF, voir notice), il organise avec le père Doncoeur la branche Route, dont il est l'un des premiers commissaires nationaux. En 1936, il succède au chanoine Cornette comme aumônier général des Scouts de France, fonction qu'il occupe jusqu'en 1955.

Historique de la conservation

À la bibliothèque du Saulchoir, bibliothèque de la province dominicaine de France, la série V, qui regroupe les archives personnelles de dominicains données par eux-mêmes ou par leurs proches, renferme un petit fonds sur Denis Forestier.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds n'est pas très important ; il renferme néanmoins des études théologiques, des écrits sur le scoutisme et une correspondance avec sa sœur (1918-1971). Concernant l'action de Denis Forestier au sein des Scouts de France, la série III-O n°29 renferme ses lettres et ses rapports à l'administration centrale de la province dominicaine de France entre 1936 et 1955.

Localisation du fonds du producteur

Bibliothèque du Saulchoir

 Forestier Denis, V-650
Archives privées. Communication soumise à autorisation des archivistes de la bibliothèque du Saulchoir, sur rendez-vous.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1918-1971.

Sources complémentaires

Bibliothèque du Saulchoir

• Province des dominicains de France - Administration centrale, III-O.
Archives privées. Communication soumise à autorisation de la bibliothèque du Saulchoir.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant Denis Forestier :* n°29 (1936-1955).

Fraissard Bernard

Historique du producteur

Bernard Fraissard nait en 1945 à Chambéry. Il effectue des études secondaires au lycée technique et fréquente les foyers socio-éducatifs et la MJC d'Albertville. En 1966, il devient animateur culturel au foyer de jeunes travailleurs « Les Romains ».

En 1968, Bernard Fraissard est nommé assistant de jeunesse et d'éducation populaire au service départemental de la Jeunesse et des Sports de l'Ardèche. Il participe à la mise en place de l'ACNAJEP, amicale nationale des CTP et des assistants de jeunesse et d'éducation populaire, ancêtre du SNCTPEP (Syndicat national des conseillers techniques et pédagogiques de l'Éducation populaire, rattaché à la FEN). Il obtient son DECEP en 1969, part au service départemental de la Jeunesse et des sports de l'Isère et obtient une licence en sciences de l'éducation en 1974.

C'est à partir de 1972 qu'il s'intéresse à la vidéo et au cinéma. Il fonde et préside l'Union pour l'animation et la création cinématographique (UNPACC) auprès de laquelle il sera mis en détachement par la DRJS de Rhône-Alpes. Il s'implique également au sein du Festival international du film documentaire de Grenoble et du Festival du cinéma français (1978-1979). Parallèlement, il obtient une maîtrise en sciences et techniques de la communication, option audio-visuel.

En 1977, Bernard Fraissard devient Conseiller technique et pédagogique (CTP) spécialisé dans le cinéma et la vidéo : il officie à ce titre auprès de la DRJS de Rhône-Alpes jusqu'aux années 2000 tout en s'impliquant au sein d'associations locales comme Savoie-Images et Vidéo-Lupum.

Historique de la conservation

Le fonds Bernard Fraissard a d'abord été collecté par les Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en juin 2000 avant d'être transféré aux Archives départementales de l'Isère cette même année, en raison de la dimension locale du fonds.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds retrace le parcours de Bernard Fraissard, ses activités professionnelles, syndicales et associatives de 1963 à 1999. Une grande partie des archives concernent sa mise à disposition à l'UNPACC et à la Maison du Cinéma et de l'Audio-visuel Isère-Rhône-Alpes entre 1976 et 1985.

Ce fonds permet de mieux connaître la profession de CTP et de mieux saisir ses relations avec son employeur, l'État. Il montre également l'étroite imbrication des activités associatives, syndicales et professionnelles de Bernard Fraissard : par exemple, dans les dossiers liés à participation à l'association Savoie images, on retrouve des documents produits dans le cadre de son activité de CTP. Une des missions de Bernard Fraissard était, en effet, d'animer, de participer et d'encourager les activités cinématographiques et audiovisuelles dans la région Rhône-Alpes. Ce fonds permet donc de mieux saisir les organismes et les hommes qui ont essayé de promouvoir le cinéma et l'audiovisuel. On trouve également une riche collection de documents audiovisuels, dont la plupart sont le produit des stages qu'il a dirigés ou animés.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Isère

 Bernard Fraissard, 563 J
Dépôt en 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle : 9,5 ml. *Dates extrêmes* : 1963-1999.

Freinet Célestin et Élise

Historique du producteur

Célestin Freinet est né le 15 octobre 1896 à Gars (Alpes-Maritimes) et décédé le 8 octobre 1966 à Vence (Alpes-Maritimes). Ses études à l'école normale d'instituteurs sont interrompues par la mobilisation. Le 1er Janvier 1920, il est nommé instituteur adjoint à Bar-sur-Loup (Alpes-Maritimes).

Célestin Freinet est intéressé par les expériences pédagogiques et par l'éducation nouvelle. Ces expériences, analysées par lui à travers son référentiel marxiste et ramenées à ce fond culturel rural construit dans son enfance, l'amène à inventer une pédagogie personnelle applicable à des écoles sans moyens particuliers et accueillant des enfants du peuple. L'idée fondatrice est celle de l'imprimerie dans la classe, symbolique de sa recherche de pratiques plutôt que d'une doctrine. La pédagogie de Freinet est essentiellement connue pour ses outils au service d'une éducation cogérée par le maître et les élèves, comme la correspondance scolaire, le journal scolaire, les fichiers auto-correctifs, la Bibliothèque du Travail (BT), née en

1932, le texte libre, le journal mural, la méthode naturelle de lecture, le conseil coopératif, le plan hebdomadaire de travail, etc. Élise Freinet, sa femme, travaille avec lui et sera sa principale collaboratrice.

Dès 1920, Freinet écrit dans la revue *L'École émancipée* (composante révolutionnaire du syndicalisme enseignant) sur le rôle de l'École dans le processus d'une révolution sociale. Il devient membre du Parti communiste français en 1927, et le quitte dans les années 1950. Victime d'une cabale, il est contraint de quitter l'Éducation nationale. Il crée alors à Vence une école privée laïque, où il met en pratique ses principes éducatifs. Il sert de modèle à J.-P. Le Chanois pour son film *L'École buissonnière*. Les expériences des écoles Freinet sont diffusées par la revue *L'Éducateur prolétarien* dès 1932 et soutenues par un mouvement structuré à partir de 1947 : l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM, voir notice). Cette association relancera le projet de Freinet après 1968, au travers d'une nouvelle charte Perspectives de l'éducation populaire. Elise Freinet poursuit son œuvre après la mort de son mari.

Historique de la conservation

Le fonds 161J a été déposé aux Archives départementales des Alpes-Maritimes en plusieurs fois, en 2001 par Madeleine Bens, fille de Célestin Freinet, un complément en 2004 par Monsieur et Madame Pellegrin et en 2010 par Henri Go.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de la bibliothèque de Célestin Freinet, de certaines de ses publications, de publications concernant la pédagogie Freinet, d'archives professionnelles (notamment celles de l'Institut coopératif de l'école moderne et celles d'un centre scolaire de Gap pendant l'été 1945), de travaux de l'école Freinet et d'archives personnelles de Célestin et Elise Freinet.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Alpes-Maritimes

 Fonds d'archives de Célestin Freinet, 161J
Dépôts de 2001 à 2010. Archives privées. Communication libre sauf pour les documents postérieurs à 1940 (ne seront communicables qu'après la parution du second volume de la biographie d'Elise et Célestin Freinet).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 65 articles, 6,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1831-1996.

Sources complémentaires

Archives départementales des Alpes-Maritimes

 Mouvement Freinet, 192J
Dépôts et dons à partir de 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 70 articles, 7 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1763-2009.

Garcette Pierre

Historique du producteur

Pierre Garcette est né en 1920 et décède en 1999. Journaliste spécialiste des problèmes économiques du Nord-Pas-de-Calais, il a exercé aussi des activités sociales. Il fut le délégué

du Centre français du patronat chrétien (CFPC) pendant quinze ans. De 1957 à 1983, il dirigea un service social du travail de la région du Nord où il employait un groupe d'assistantes sociales (entre soixante-cinq et soixante-quinze) qui louent leurs services auprès de cent dix entreprises. Il fut en relation aussi bien avec les syndicats ouvriers que les syndicats du patronat. Il fut membre du conseil d'administration de l'Union régionale des secrétariats sociaux appelée plus tard Centre d'étude et d'action sociales (CEAS, voir notice). Ces secrétariats sociaux aidaient les personnes en difficulté à s'insérer dans le monde moderne. Ils s'intéressent à la formation, à l'emploi et au développement régional. La diffusion des informations relatives à ces secrétariats sociaux se faisait au travers des revues *Connaître* et *Savoir*.

Pierre Garcette prend des engagements politiques. Il est, de 1945 à 1962, membre du conseil national du Mouvement républicain populaire (MRP) au titre de la Fédération du Nord. De 1953 à 1955, il est conseiller municipal d'Haubourdin, puis adjoint au maire ; enfin, il est le président du Centre démocrate du Nord de 1966 à 1967.

Historique de la conservation

Après que Pierre Garcette a pris contact avec les Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix pour le versement de ses archives, Aude Roelly, conservateur, et Fatima El Boujjoufi, stagiaire, se sont rendues dans sa résidence personnelle pour évaluer l'intérêt de celles-ci en mars 1997. Les archives de Pierre Garcette étaient dans des boîtes, dont une grande partie était entreposée dans le garage, où régnait une certaine humidité, l'autre partie se trouvant dans le bureau de Pierre Garcette.

Les indications de Pierre Garcette, recueillies oralement, ont été précieuses dans le traitement du fonds. Cela a permis la réalisation d'un cadre de classement, élément de gestion documentaire, qui facilitera la compréhension de la structure du fonds. Ont été éliminés les documents conservés en double exemplaire.

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix en 1997.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de dossiers documentaires rassemblés par Pierre Garcette sur des thèmes liés à la vie économique et sociale du Nord-Pas-de-Calais (rapports; plaquettes publicitaires; photos; coupures de presse), de notes de documentation de l'Union régionale des centres d'étude et d'action sociale, de la revue mensuelle *Savoir* et de la revue bimestrielle *Connaître*.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Pierre Garcette, 1997 008
Don en 1997. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 155 articles. *Dates extrêmes :* 1956-1994.

Gardet Mathias

Historique du producteur

Mathias Gardet est historien, maître de conférences à l'université Paris 8 Vincennes/Saint-Denis et membre du Centre interdisciplinaire de recherche « Culture, éducation, formation, travail » (CIRCEFT).

Ses recherches se sont toutes centrées sur les politiques sociales à l'égard de l'enfance et de la jeunesse que ce soit celles qualifiées d'éducation populaire ou celles dénommées d'éducation spéciale ou spécialisée pour les jeunes dits « inadaptés » (orphelins, délinquants, arriérés, cas sociaux, handicapés, etc.). Après avoir travaillé sur les partenaires ministériels (Justice, Santé, Education nationale, Jeunesse et sport), les familles ou courants de pensée (laïques, confessionnels, catholiques sociaux, etc.), les gestionnaires privés avec la prédominance des acteurs associatifs ; les professionnels (éducateurs, assistantes sociales, résidentes sociales, animateurs, juges…), il a étudié dernièrement les populations prises en charge - ceux que l'on appelle les usagers.

En 1996, il a soutenu une thèse en histoire qui a été publiée en 2003 : « Jeunesse d'Église, jeunesse d'État au Mexique (1929-1945). Action des catholiques et fastes révolutionnaires », Paris, L'Harmattan, 314 p.

Historique de la conservation

Mathias Gardet a déposé ses archives aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en avril 2001. Un bordereau de récolement du fonds a été réalisé en décembre de la même année.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives déposées par Mathias Gardet concernent essentiellement les dossiers relatifs à sa thèse sur les mouvements de jeunesse au Mexique.

Le fonds comprend deux grands types de dossiers :

- Matériaux de recherches : archives originales, photocopiées ou sous forme de microfiches des deux grands mouvements de jeunesse qu'il a étudiés ; témoignages de militants.
- Dossiers de recherches : notes manuscrites, versions intermédiaires de sa thèse, correspondance avec d'autres spécialistes, en français et en espagnol.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Gardet Mathias, 20140175 (ex 521J)
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 123 articles, 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1857-1999.

Garric Robert

Historique du producteur

Né le 6 juillet 1896 à Aurillac (Cantal), Robert Garric décède le 18 juin 1967 à Paris. Fils de commerçants, il tient de ses origines un capital social et culturel non négligeable.

Normalien et agrégé, il suit une trajectoire atypique : il n'a exercé qu'un an dans un établissement public, tandis qu'il a enseigné à l'École normale libre (Neuilly) à peu près jusqu'à sa mort et à l'université catholique en même temps qu'à l'université de Nimègue où il est titulaire de la chaire de littérature française (1949-1958). Il mène également de nombreuses missions en Amérique latine et termine sa carrière comme délégué général à la Cité universitaire après avoir été directeur de la Maison internationale de Paris.

De 1919 à 1921, Robert Garric et des élèves de grandes écoles organisent des cours et des cercles d'études ouverts aux jeunes de milieux populaires. Le mouvement prend le nom d'Équipes sociales des jeunes gens (ESJG) en 1921, se développe et se diversifie au point de toucher vingt à trente mille adultes. Les Équipes sociales contribuent à former un réseau qui fournit les dirigeants des institutions de jeunesse mises en place sous Vichy. Robert Garric est chargé de réorganiser le Secours national qu'il dirige de 1939 à 1949. Cette responsabilité est dans la ligne de ses engagements précédents : collaboration aux Maisons sociales et à la Résidence sociale Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) (voir notice), présidence du comité de direction de l'École d'action sociale de Levallois et participation à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF, voir notice).

Historique de la conservation

Les Archives départementales du Cantal conservent deux fonds relatifs à Robert Garric : l'un coté en 1J 165, donné par P. Ducrot en 1994, l'autre coté en 1J 215 entré par achat en 1995.

D'autre part, le Centre d'études, de documentation, d'information et d'actions sociales (CEDIAS) – Musée social à Paris conserve un fonds Robert Garric.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les fonds conservés aux Archives départementales du Cantal concernent d'une part des entretiens avec Robert Garric et des disques des Équipes sociales des jeunes gens (1J 165), et d'autre part la correspondance privée de Robert Garric de 1920 à 1967 (1J 215)

Le fonds conservé au Centre d'études, de documentation, d'information et d'actions sociales (CEDIAS) – Musée social à Paris regroupe la correspondance reçue par Robert Garric de 1920 à 1950.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Cantal

 Souvenirs édités concernant Robert Garric, 1J165
Don en 1994. Archives privées.
Instrument de recherche : non communiqué. *Dates extrêmes* : 1970.
 Correspondance privée de Robert Garric, 1J215
Achat en 1995. Archives privées.
Instrument de recherche : non communiqué. Importance matérielle *:* 6 articles. *Dates extrêmes* : 1920-1967.

Centre d'études, de documentation, d'information et d'actions sociales (CEDIAS) – Musée social, Paris

 Fonds Robert Garric
Archives privées. Non communicable durant la période de classement, puis communication libre.
Instrument de recherche : aucun (en cours de classement). *Dates extrêmes :* 1920-1950.

Gauchon Jean

Historique du producteur

Né le 20 décembre 1911 et décédé le 31 janvier 1986, Jean Gauchon est instituteur avant d'embrasser une carrière d'avocat pour venir au secours des objecteurs de conscience. Son action ne se limite pas à plaider devant les tribunaux militaires, il participe à de multiples meetings, conférences de presse, et il signe de nombreux articles dans différentes revues pacifistes.

En 1951, il soutient une thèse de doctorat en droit sur l'objection de conscience. Lorsqu'en 1963, la définition de l'objecteur est discutée à l'Assemblée nationale, les 16 premières pages de cette thèse sont lues et finalement approuvées à l'unanimité lors du vote qui a lieu ensuite. Il anime avec Emile Véran et Henri Sellier le Comité de soutien aux objecteurs de conscience et il milite à l'Union pacifiste de France (UPF).

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées au Cedias-Musée social.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de six classeurs cotés de A à F. Il renferme une très riche correspondance avec des militants pacifistes et des objecteurs de conscience, dont tous les auteurs sont répertoriés. Il comprend également des dossiers de défense d'objecteurs en procès (années 1950), des plaidoiries et des meetings de Jean Gauchon pour la défense de l'objection : correspondance, sténographie des débats, allocutions, affiches des meetings, interventions, plaidoiries (1951-1967).

Le fonds contient également des documents sur l'objection de conscience depuis les années 1920 (certains documents remontent à 1928) : revues, articles, coupures de presse, notamment sur la grève de la faim de Louis Lecoin pour l'obtention du statut de l'objection de conscience et sur le décès de ce dernier en 1971. À noter aussi un dossier sur sa thèse constituée du document final, de notes manuscrites et de correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Cedias-musée social

 Gauchon Jean, non coté
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* A à F, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1928-1996.

Gauneau Jacques

Historique du producteur

Né en 1926 à Tours, Jacques Gauneau a fait l'essentiel de sa carrière dans le secteur de l'éducation spécialisée.

Durant sa jeunesse, il a milité aux Scouts de France (SDF, voir notice). D'abord bénévole au patronage Rollet dans le cadre des Scouts de France, il mène une vie rurale et précaire au Centre Jeune France dans la Drôme, avant d'entrer au Centre d'observation de Montpellier.

À partir de 1950, il suit l'enseignement de l'Institut de psycho-pédagogie médico-sociale de Montpellier (IPPMS) dirigé par le professeur Lafon. Pour son année de stage, il part en Algérie

dans une équipe rassemblée par Bernard Durey, suivant de peu son épouse Paule, assistante sociale également diplômée de l'IPPMS. Avec ses camarades éducateurs désireux de s'émanciper de la tutelle du Pr Lafon, leur ancien patron, et d'expérimenter une pédagogie plus dynamique de l'autre côté de la Méditerranée, il ouvre un des premiers centres pour troubles graves de la personnalité (Centre Alfred Binet à Douera) dont il devient sous-directeur en 1954 puis directeur en 1956. Parallèlement, il est membre depuis l'origine de l'ANEJI (Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés), puis délégué régional pour l'Algérie.

En 1957, il rentre à Paris et devient délégué permanent de l'ANEJI. Au-delà de ses actions pour l'association au niveau national, il est également responsable de l'Outre-Mer et contribue à la naissance de l'Union Générale des Éducateurs Africains et Malgaches de Jeunes Inadaptés (UGEAMJI). En 1961, il prend la responsabilité du Centre d'Observation Régional de Marseille (Sanderval) tout en continuant des activités associatives et en assurant quelques enseignements.

En 1970, il devient formateur à plein temps au CFESME de Peynier-Aix (réseau du chanoine Barthélémy) où il est plus particulièrement chargé de la section Moniteurs-Éducateurs. Dans ce cadre, il participe à la fondation et assure la présidence pendant trois ans du Comité de Liaison des École des Moniteurs-Éducateurs (CLEME, voir notice). Il prend sa retraite en 1986 et participe alors à un groupe de travail (GESTE-COD) et à la préparation d'un ouvrage collectif sur la danse thérapeutique (*À corps, perdus*, *accords perdus*, d'Aquitaine Éditions, Bordeaux). Il décède en 2017.

Historique de la conservation

Jacques Gauneau a confié ses archives en 2013 au Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée et de l'action sociale (CNAHES) qui concernent essentiellement le secteur de l'éducation spécialisée.

Par ailleurs, un fonds Jacques Gauneau est conservé aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP composé de cahiers et carnets de chants et de chorales publiés par des associations scouts et par des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Présentation des sources

Le fonds du CNAHES porte sur l'ensemble de l'activité de Jacques Gauneau de 1946 à 1994 : depuis sa préparation militaire et scoute jusqu'à ses activités professionnelles (Centre d'observation de Montpellier, Centre de Douera en Algérie, École de monitrices éducatrices de Peynier) et associatives (CLEME, ANEJI-AIEJI-UGEAMJI, GESTE-COD). Il constitue une source inestimable pour l'histoire de la rééducation en Algérie durant les années précédant la décolonisation du pays.

Aux documents qui permettent de suivre l'activité du Centre de Douera (les notes d'organisation et de réflexion, les journaux scolaires, les nombreuses photos) s'ajoutent ceux qui se rapportent à l'exercice général de l'éducation spécialisée en Algérie (les études, comptes rendus de journées, listes d'organismes, correspondances associatives, …), sans oublier ceux qui renvoient à la réalité de la guerre.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Gauneau Jacques, 208 AS (LII)
Don au CNAHES en 2013. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle* : 30 boîtes d'archives, 3 ml. *Dates extrêmes* : 1950-2000.

Archives départementales du Val-de-Marne

 Gauneau Jacques, 585J
Don en 2012. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement succinct. *Importance matérielle* : 5 articles : 1,5 ml. *Dates extrêmes :* 1930-1965.

Geoffray César

Historique du producteur

César Geoffray est né en 1901 et décédé en 1972. C'est à la fois un musicien, un chef de chœur, un compositeur, un pédagogue et un humaniste.

Élève de Florent Schmitt au conservatoire de Lyon, il obtient les premiers prix d'harmonie et de contrepoint en 1922 et 1923 puis y enseigne comme professeur d'harmonie.

De 1930 à 1940, César Geoffray est membre de la communauté artisanale de Moly-Sabata où il partage les enseignements du peintre Albert Gleizes. Il y anime également des chorales et des spectacles populaires.

En 1932, il prend la direction de la « Lyre ouvrière bressane » puis en 1936 la sous-direction des « Chanteurs de Lyon ». Toujours à Lyon, il fonde en 1940 la chorale du Scoutisme français et est maître national de chant des Scouts de France (SDF, voir notice) de 1942 à 1955. Dès 1945, il met au point de nombreux stages pour choristes et chefs de chœur.

De cette implication dans le scoutisme et de la rencontre avec un groupe de jeunes voulant chanter à la radio en 1940, naît le mouvement « À Cœur Joie » (ACJ, voir notice).

César Geoffray écrit en effet à leur intention quelques chants, les dirige et les édite dans un livret qu'il intitule « À cœur joie ». Chacun, retourné dans sa ville d'origine, crée une chorale et demande à César Geoffray de les réunir de nouveau et de les former.

En 1950, un premier rassemblement a lieu à Chamarande (Essonne), puis, en 1953, ce sont les premières « choralies » à Vaison-la-Romaine (Vaucluse) où elles se tiennent désormais tous les trois ans.

Historique du producteur

Les archives de César Geoffray, sont déposées aux Archives municipales de Lyon.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

69 II Papiers personnels et partitions de César Geoffray

Mouvement À cœur joie : coupures de presse, écrits manuscrits et dactylographiés (1954-1972). Cours et devoirs (1909-1959). Partitions manuscrites originales de César Geoffray, avec les partitions imprimées parfois jointes ainsi que des partitions d'autres auteurs (classement par genre musical : musique profane, musique religieuse, musique pour orchestre, etc.) (1922-1979). Bibliothèque musicale de César Geoffray (1929-1977).

1 II 416 : Partitions de César Geoffray.

Partitions pour un concerto pour clavecin et orchestre à cordes dédié à Denise Balanche daté de 1966 : une partition manuscrite (1966), une partition imprimée pour le conducteur (1966) avec une dédicace de l'imprimeur Albert Rocher datée du 30 octobre 1970, cinq partitions imprimées pour clavecin et cordes (1966) : violons I, violons II, alto, violoncelles, contrebasse.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Lyon

 Geoffray César, 69 II 1 à 28 et 1 II 416 1
Dépôt en 2001 et don en 2004. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. *Importance matérielle :* 28 articles, 2,90 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1909-1979.

Girard Victor

Historique du producteur

Victor Girard est né en 1917, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Il entre en 1927 aux Scouts de France (SDF, voir notice) et devient chef de troupe, ce qui l'amène à fréquenter des scouts d'autres fédérations, en particulier des Éclaireurs de France (voir notice). Ses études de médecine le conduisent à Lyon, où il intègre la Maison des Étudiants Catholiques. Il s'occupe alors de la section universitaire d'un clan « populaire » (Albert de Mun (voir notice), tout en participant aux travaux des Équipes sociales. Toute sa vie, il a milité au sein des Scouts de France et participe jusqu'en 1965 à l'animation de stages de formation d'éducateurs à Marly-le-Roi (Yvelines) puis à Jambville (Yvelines, stages Arc-en-ciel).

Médecin psychiatre de formation, puis neuropsychiatre et psychanalyste, il entre dans la carrière militaire jusqu'en 1966, puis devient médecin libéral jusqu'en 1982. Entre 1963 et 1968, il est vice-président du Comité national de liaison des associations et des clubs et équipes de prévention (CNLACEP) créé à la demande de Maurice Herzog, président du Haut commissariat à la Jeunesse et au sport.

Il mène des recherches sur le handicap, en particulier dans le cadre du Centre technique national de l'enfance et de l'adolescence inadaptée (CTNEAI) devenu Centre technique national d'étude et de recherche sur le handicap et l'inadaptation (CTNERHI) en 1975. Après 1982, il se consacre à différentes associations d'assistant des hôpitaux militaires, tout en continuant à siéger au CTNERHI et au Comité technique de la prévention spécialisée (CTPS). Il est en outre Président d'une association gérant un Club de prévention dans le 18e arrondissement de Paris.

Victor Girard a également fait partie du Collectif d'action-recherche Terrains Vagues et d'Aventure de Dreux : à ce titre, il a participé à la construction d'un terrain d'aventure dans la Cité des Chamards.

Il décède en février 2012.

Historique de la conservation

Entre 1996 et 1997, Victor Girard a déposé ses papiers au Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée (CNAHES). Les archives ont été conservées au Centre des archives du monde du travail à Roubaix (CAMT) puis transférées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine. Laurent Besse a réalisé un répertoire numérique détaillé en 1997, qui a été complété par Véronique Séchet en 1999-2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds permet de retracer un demi-siècle d'activités dans le domaine de l'inadaptation et du handicap, mais il renferme aussi des éléments sur le scoutisme, sur l'association Arc-en-ciel et l'intervention des Scouts de France dans ce secteur (dossiers 208 AS (VII) 10-14, 1955-1983). Il comprend ainsi une riche correspondance, entre 1948 et 1959, avec Jacques Astruc, commissaire national aux Scouts de France et fondateur du périodique *L'Arc-en-ciel* en 1955, bulletin de liaison des éducateurs Scouts de France au service de l'enfance inadaptée. Par ailleurs, le fonds renferme des dossiers intéressants sur les clubs de prévention, à travers les

actions que Victor Girard a menées au sein du CNALCEP (dossiers 208 AS (VII) 50-65, 1961-1976).

Ce fonds est susceptible d'intéresser toute personne désireuse d'étudier l'histoire de la prévention spécialisée, particulièrement sous son aspect institutionnel, depuis la fin des années 1950. Il attirera aussi l'attention des historiens du handicap, en raison de l'importance des dossiers médicaux et cliniques qu'il contient. Les archives de Victor Girard peuvent aussi donner lieu à un travail biographique, car elles permettent de saisir l'itinéraire d'une personnalité marquante de l'éducation spécialisée depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Le fonds renferme enfin des dossiers constitués par le Collectif d'action-recherche Terrains Vagues et d'Aventure de Dreux : correspondance, bons de commande, articles de presse, dossiers de présentation, statistiques, études, fiches techniques, réflexions, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine/CNAHES

 Girard Victor, 208 AS (VII)
Don. Archives privées. Communication libre sauf mention contraire.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 293 articles, 11 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1947-1997.

Goddet Pierre

Historique du producteur

Pierre Goddet fait partie d'une famille d'exploitants forestiers. Il a participé au groupe des Scouts de France (voir notice) du district du nivernais (mouvement chrétien des jeunes de Decize).

Historique de la conservation

Les Archives départementales de la Nièvre conservent un fonds d'archives relatif aux familles Saintoyen et Goddet. Il a été donné par la commune de Saint-Léger des Vignes en 2005.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Outre des archives professionnelles, le fonds regroupe des archives privées de la famille Goddet, dont un dossier sur la participation de Pierre Goddet aux Scouts de France.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Nièvre

 Philibert SAINTOYEN et René GODDET, 101J
Don en 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 1 article concernant les Scouts de France (101J 87), 0.04 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1948-1952.

Golgevit Jean

Historique du producteur

Après avoir obtenu le certificat d'aptitude à l'éducation musicale et au chant choral (CAEM), Jean Golgevit (né en 1937) complète sa formation à la direction de chœur avec César Geoffray (voir notice), Philippe Caillard, et Stéphane Caillat. Il devient professeur à Quimper, puis conseiller technique et pédagogique en expression musicale à Rennes et à Montpellier.

Jean Golgevit crée des pédagogies musicales pour adultes : démarche du « langage musical », technique du « comportement » en direction de chœur, groupes « ballade » (groupes vocaux sans direction, suite à un important travail d'écoute). Violoniste, compositeur, formateur de chef de chœur, il est chef de chœur lui-même.

Il participe aux activités de l'Association pour l'action musicale en Languedoc-Roussillon (ASPAM), dont une partie des archives est comprise dans le fonds Jean Golgevit. Association de type loi de 1901 (agrée comme association nationale d'éducation populaire par le ministère de la Jeunesse et des Sports et conventionnée par le ministère de la Culture), l'ASPAM est née en 1978 de la volonté de formateurs réunis dans l'intuition commune que la musique vit en chaque être humain et qu'il suffit, pour la révéler, de créer les conditions favorables à son expression. Structure fédérative pour mieux répondre aux besoins et disponibilités des individus pratiquant localement la musique, l'ASPAM comprend des associations régionales et départementales.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné le 10 juin 2011 aux Archives départementales de l'Hérault.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds, qui relève des archives de l'éducation populaire, permet d'aborder l'enseignement de la musique. On y trouve les dossiers de stages et formations dispensés par Jean Golgevit dans le cadre de l'ASPAM.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Fonds de l'Association pour l'action musicale (ASPAM) - Jean Golgevit, 198J
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 2,60 mètre linéaire.
Dates extrêmes : 1967-2008.

Goupille Louis

Historique du producteur

Né en 1922, le docteur vétérinaire Louis Goupille a participé à des associations du scoutisme.

Historique de la conservation

La fille du docteur Goupille et son fils, Pierre ont donné aux Archives départementales de l'Indre-et-Loire les documents que leur père avait conservés.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds est essentiellement constitué des documents rassemblés par le docteur Goupille pendant la Seconde Guerre mondiale, témoignant de ses activités de résistant dans la région de La Haye-Descartes ainsi que du contexte social, politique et économique de cette période. On y trouve notamment de la correspondance sur le scoutisme durant l'Occupation.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Indre-et-Loire

 Fonds Goupille, 42J
Don. Archives privées. Communication soumise à autorisation du dépositaire.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 articles concernant le scoutisme (42J1-4), 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1940-1945.

Grandchamp Georges

Historique du producteur

Georges Grandchamp a été libraire et adjoint au maire d'Annecy chargé de la culture ; ses activités culturelles dans la région sont particulièrement riches et nombreuses.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Haute-Savoie en plusieurs fois à partir de 1960.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds se compose d'une grande variété de documents intéressant l'histoire d'Annecy et du département. On trouvera notamment des documents concernant des associations et sociétés savantes, le conseil municipal d'Annecy ainsi que les sites et le patrimoine local.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Fonds Georges Grandchamp, 5J
Dons à partir de 1960. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 419 articles, 27,35 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1627-2000.

Grunebaum-Ballin Paul

Historique du producteur

Paul Grunebaum-Ballin (1871-1969) est un haut-fonctionnaire, conseiller de Léon Blum, associé aux combats pour les loisirs populaires.

Né à Francfort (Allemagne), son père est allemand d'origine juive. Il est licencié en droit et en lettres. Condisciple de Caillavet, il écrit au lycée des pièces de théâtre, dont une est jouée au

Théâtre du Palais-Royal. Il est reçu auditeur au Conseil d'État et en 1903, il épouse Cécile Kahn. En 1905, il est chargé par Aristide Briand de faire l'étude juridique concernant la séparation de l'Église et l'État. Il est membre du Cercle parisien de la Ligue de l'enseignement (voir notice). Il est chef de cabinet d'Aristide Briand en 1906. De 1911 à 1933, il est président du conseil de préfecture de la Seine, et en 1919, il fait partie de la commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes instituée auprès du ministre de l'Intérieur.

Il devient spécialiste juridique des questions artistiques, à ce titre il est en 1932, jurisconsulte de l'administration des Beaux-Arts. En 1935, il est chargé par Jean Zay de rédiger le projet de décret-loi portant sur le statut du cinéma.

Le 20 août 1932 a lieu à Hossegor la Journée d'espérance animée par Marc Sangnier (voir notice) sur le thème de l'art et de la paix. Hossegor étant le lieu de villégiature des Grunebaum-Ballin, il assiste à la manifestation et revient enthousiaste chez lui avec des prospectus sur les auberges de jeunesse créées sous l'égide de Marc Sangnier (voir notice). Il imagine aussitôt la force de cette action si on y joignait la Ligue de l'Enseignement, le Syndicat national des Instituteurs (SNI) et la CGT. C'est l'origine du Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice). Mais c'est surtout sa femme, Cécile Grunebaum-Ballin, qui va jouer un rôle fondamental dans cette association et qui va en être la première secrétaire générale.

Lorsque Léon Blum arrive au pouvoir, Paul Grunebaum-Ballin devient son conseiller juridique. Ainsi, il suggère à Léon Blum en mai 1936 de transformer l'antique direction des Beaux-Arts en une direction des arts et des loisirs populaires, idée qui fut exposée dans le discours prononcé le 31 mai au Congrès de la Ligue de l'enseignement.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé au Centre d'histoire de Sciences politiques à Paris.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est en partie constitué de documents relatifs aux Universités populaires (statuts, programmes des activités, presse).

Localisation du fonds du producteur

Centre d'histoire de Sciences politiques

 Fonds Paul et Cécile Grunebaum-Ballin, PGB
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 5 articles, 0,50mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1899-1955.

Guérin Georges

Historique du producteur

L'abbé Georges Guérin, né à Ecrouves (Meurthe-et-Moselle) en 1891, commence par apprendre le métier paternel d'essayeur sur métaux, métier qu'il effectue dans la région parisienne de 16 à 20 ans. En 1912, il part pour Verdun (Meuse) effectuer son service militaire.

C'est au cours de cette période puis pendant la guerre que naît et se confirme son désir d'être prêtre. Libéré de ses devoirs militaires en 1919, il entre au séminaire Saint-Sulpice. En 1925, il est ordonné prêtre et nommé vicaire dans une paroisse de Clichy (Hauts-de-Seine).

Découvrant la Jeunesse ouvrière belge, œuvre de l'abbé Joseph Cardijn, il décide de fonder avec quelques ouvriers la section française de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) en 1927, qui sera suivie en 1928 de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF). Sa vie se confond alors avec celles des JOC-JOCF. Comme aumônier général, il voyage inlassablement pour faire connaître le mouvement et visiter ceux qui peuvent l'aider.

En 1950, il décide de démissionner de son poste d'aumônier général pour être un simple aumônier davantage à l'écoute des militants. Il se consacre à approfondir le Nouveau Testament et à le faire connaître autour de lui. À partir de 1958, il effectue chaque année une permanence JOC-JOCF à Lourdes (Hautes-Pyrénées) afin d'aider les pèlerins à mieux comprendre le message de conversion donné par la Vierge. Le Père Guérin décède à Paris, le 15 mars 1972.

Historique de la conservation

Les archives de l'abbé Georges Guérin proviennent de l'aumônerie JOC-JOCF, située à Paris, au 23, rue Jean de Beauvais. Elles furent remises au Centre national des archives de l'église de France (CNAEF) en juillet 1998 alors que les aumôniers étaient en plein déménagement en raison d'importants travaux prévus dans l'immeuble.

Un bordereau de versement fut réalisé a posteriori par Valérie Malotaux, archiviste au CNAEF, en février 1999. Il fait état de quarante-huit boîtes d'archives (soit 4,80 mètres linéaires) ainsi que d'un cartable, d'un gros cahier, d'un album de photographies et de deux classeurs.

En 2004, lorsque le travail de classement et d'inventaire est engagé, le fonds de l'abbé Guérin présente un aspect bien différent de celui décrit par le bordereau. N'existent plus que vingt-deux boîtes de 0,10 mètre linéaire réunissant livres, agendas et des notes manuscrites, accompagnées de sept boîtes de 0,50 mètre linéaire où les documents sont en vrac à l'exception d'une boîte rassemblant les photographies, sept classeurs, trois cassettes audio, deux bandes magnétiques, un cartable et un ostensoir.

Le fonds a été l'objet de manipulations entre les deux dates. Les photographies ont fait l'objet d'un récolement et d'un reconditionnement individuel. Des dossiers de personnes furent constitués rassemblant de la correspondance et des documents de et sur cette personne. Enfin, certains documents mentionnés dans le bordereau de 1999 n'ont pas pu être identifiés.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds peut s'avérer décevant pour qui souhaite étudier la création de la section française de la JOC et les activités réelles de l'abbé Guérin au sein de l'aumônerie. Certes, des documents traitent de ce sujet comme le reflète le plan de classement adopté mais peu de correspondance traite de la création du mouvement.

Les notes manuscrites de l'abbé Guérin qui ne sont pas toujours aisément déchiffrables constituent une grande partie de ce fonds. Ces notes portent sur de nombreux sujets : la place de la JOC dans l'Église, les enquêtes jocistes, le rôle de l'aumônier. Ce type de note a donné parfois lieu à un texte final diffusé dans le mouvement. Une part importante rassemble des notes sur des thèmes tels que l'amour de Dieu, l'Église épouse du Christ et des citations d'Écriture Sainte. Il est difficile de déterminer si ces notes sont de simples notes de lecture, des réflexions personnelles de l'abbé Guérin ou des brouillons pour des homélies ou des conférences. Le choix lors du classement a été principalement de distinguer les notes ayant trait à la nature et au fonctionnement du mouvement jociste et les notes davantage liées à la spiritualité.

Ce fonds rassemble également une importante correspondance personnelle : d'aumôniers en fonction, d'évêques en remerciement d'envoi de conseils de lecture, de jocistes et d'anciens jocistes sur des sujets personnels.

Localisation du fonds du producteur

Centre national des archives de l'Église de France

 Papiers de l'abbé Georges Guérin, 53 CO
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 332 articles, 4,03 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1894-1998.

Guiraudon Jean-Claude

Historique du producteur

Jean-Claude Guiraudon est un militant de jeunesse et d'éducation populaire impliqué dans plusieurs associations de loisirs scientifiques et techniques – principalement le Mouvement des loisirs scientifiques et techniques (MILSET, voir notice), Planète sciences (voir notice), le Collectif interassociatif pour la réalisation d'activités scientifiques et techniques internationales (CIRASTI, voir notice) et les Petits débrouillards – en parallèle d'une carrière menée au Palais de la Découverte et à la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette.

Il fut directeur et vice-président de l'Association nationale sciences techniques jeunesse (ANSTJ), ex-Planète sciences, et secrétaire général du CIRASTI dans les années 1980. Il est le fondateur de l'association Jeunes et Espace. Au MILSET, il fut membre fondateur en 1987, secrétaire général de 1987 à 1995, président jusqu'en 2007, puis président d'honneur. Il est le fondateur de la section française des Petits débrouillards en 1986 et en présida la section francilienne de 2002 à 2011. Il joua un rôle de précurseur et d'entremetteur entre ces différents mouvements.

Né le 24 août 1937 à Juvisy-sur-Orge, Jean-Claude Guiraudon fréquente les patronages et s'adonne, en autodidacte, à des essais pyrotechniques. Il s'engage dans la Marine nationale en 1954 et devient radariste détecteur. Ses premiers goûts pour l'éducation populaire s'expriment en 1956 lorsqu'à bord d'un navire militaire de surveillance des côtes égyptiennes en pleine crise de Suez, il crée le GAC (Groupe d'action culturelle) et monte la pièce *Bérénice*.

En 1962, il devient professeur d'électronique à l'École Centrale d'Électronique. Il y monte son premier club de fabrication et de lancement de fusées expérimentales (dit « club fusée ») en 1964 en collaborant avec le Centre national des études spatiales (CNES). Une circulaire du ministère de l'Intérieur datée du 7 août 1962 avait, en effet, chargé le CNES d'encadrer le développement des clubs fusées.

Jean-Claude Guiraudon, qui se découvre une passion pour l'animation scientifique, organise des campagnes de lancement de fusées par des jeunes au sein de l'Association nationale des clubs aérospatiaux (ANCS), devenue ensuite Planète sciences. L'association reçoit la visite du général de Gaulle au salon du Bourget. En juillet 1969, Jean-Claude Guiraudon assiste à la télévision aux premiers pas sur la Lune depuis un camp fusées, dans la Creuse.

À la faveur du développement des clubs scientifiques, Jean-Claude Guiraudon et Roger Blauwart créent en 1966 la Fédération nationale des clubs scientifiques (FNCS). La fédération ouvre ses premiers camps de formation et obtient l'agrément BAFA en 1975. Elle fédérait les clubs scientifiques du Palais de la Découverte, du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et du Muséum national d'histoire naturelle. Elle finit par être absorbée par la nouvelle ANSTJ en 1977.

En 1969, Jean-Claude Guiraudon intègre le Palais de la Découverte en tant que responsable de la section « Sciences Jeunesse » et rejoint la même année la Cité des Sciences et de l'Industrie. Pour accélérer le développement des clubs scientifiques, il mène une intense activité militante

et noue des relations avec les écoles et des associations comme les CEMÉA (voir notice) et les Francs et franches camarades (voir notice).

Les années 1985-1987 déterminent des évolutions majeures dans l'activité de Jean-Claude Guiraudon. En 1980, à l'annonce de l'Année internationale de la jeunesse, l'ANSTJ décide de rassembler 18 des plus grandes associations d'éducation et de loisirs pour les jeunes, représentatives des 40 000 clubs scientifiques existants, et de fonder un collectif baptisé CIRAST, pour Comité interassociatif pour la réalisation des assises scientifiques et techniques. Le CIRAST porte l'organisation des Assises de l'Animation scientifique organisées à Toulouse du 9 au 15 septembre 1985, dans lesquelles Jean-Claude Guiraudon s'implique particulièrement.

Fort du succès des Assises (présence de 35 pays), événement fondateur pour les exposciences, le CIRAST devient le CIRASTI (Collectif interassociatif pour la réalisation d'activités scientifiques et techniques internationales). Le succès des Assises décide également les organisateurs à programmer la fondation du MILSET, créé en 1987 à Québec. Pour préparer cet événement, un groupe de travail de six membres est constitué, dont font partie Jean-Claude Guiraudon et Albert Varier pour la France.

Le MILSET est une organisation internationale qui vise à développer la culture scientifique chez les jeunes à travers l'organisation d'expériences et de programmes scientifiques à travers le monde : foires scientifiques, camps scientifiques, expositions, congrès, etc. Jean-Claude Guiraudon participe à toutes les expo-sciences internationales. Celles-ci ont lieu tous les deux ans dans un pays différent à partir de 1987. Il crée aussi des clubs et des associations coordinatrices à l'étranger et multiplie les expo-sciences comme base de la coopération internationale et de la valorisation des travaux des jeunes.

Historique de la conservation

Les archives de Jean-Claude Guiraudon étaient conservées à son domicile, en Essonne. Elles ont fait l'objet d'un classement et d'un don aux Archives nationales dans le cadre du Pajep en 2023.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds constitue un complément à ceux déjà conservés dans le cadre du PAJEP : MILSET (20140214), Planète sciences (20140159) et Pactes-Cirasti (20140174). Il apporte notamment un éclairage substantiel sur l'organisation des Assises internationales de l'animation scientifique et technique pour les jeunes à Toulouse (9-15 septembre 1985). Les rapports édités au sein de l'association Jeunes et espace sont, par ailleurs, inédits. Des photographies inédites complètent l'ensemble.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Jean-Claude Guiraudon, 20230432
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 38 articles, 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1970-2020.

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Collectif inter associatif pour la réalisation des activités scientifiques et techniques internationales, 20140174 (ex 526J)
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 491 articles, 8,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1970-2002.

 Planète sciences, 20140159 (ex 562J)
Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 465 articles, 45 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1962-2001.

 MILSET, 20140214 (ex 571J)
Dépôt en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 38 articles, 12,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1987-2007.

Guyomarc'h Jacques

Historique du producteur

Né en 1917 et décédé en 2006, Jacques Guyomarc'h a été membre de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), responsable d'une école de cadres de la jeunesse pendant la guerre, directeur d'un centre d'observation près de Rennes en Bretagne, secrétaire puis président d'une association régionale de Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ARSEA de Bretagne) dès 1944, secrétaire de l'Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés (ANEJI).

Historique de la conservation

Entre 1994 et 1997, Jacques Guyomarc'h a déposé ses papiers au Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée (CNAHES), qui conserve ses archives au Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine. Un répertoire numérique a été réalisé en 1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si le fonds concerne principalement le secteur de la protection de l'enfance et de l'adolescence, il renferme aussi des dossiers sur l'intervention de Jacques Guyomarc'h dans des mouvements de jeunesse depuis 1936 : principalement à la JEC, à l'école nationale de cadres de jeunesse de Sillery, à l'école régionale de cadres de jeunesse de Bretagne à La Haye-en-Mordelles (dossiers 208 AS (I) 1-37 ; 943), au Foyer de jeunes travailleurs de Rennes (dossiers 208 AS (I) 925-927, 1951-1959).

Par ailleurs, le fonds renferme quelques dossiers de relations entre l'ANEJI et les Scouts de France (voir notice, dossiers 208 AS (I) 405-413, 1949-1962, principalement les journées annuelles d'études pour les éducateurs) et avec les Eclaireurs de France (voir notice, dossiers 208 AS (I) 410-413, 1952-1978). À noter aussi une correspondance relativement riche avec Henri Joubrel (voir notice, dossiers 208 AS (I) 772-784, 1943-1984).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine/CNAHES

 Guyomarc'h Jacques, 208 AS (I)
Archives privées. Communication libre sauf mention contraire.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 946 articles, 25 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1934-1998.

Guyot Raymond

Historique du producteur

Né le 17 novembre 1903 à Auxerre (Yonne), Raymond Guyot est mort le 17 avril 1986 à Paris. Issu d'une famille modeste, il était employé. Il a milité au Parti communiste français (PCF) dès le milieu des années 1920, et il en devint rapidement un important dirigeant.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Dans les archives de Raymond Guyot, le chercheur pourra trouver :

- Un dossier sur la Fédération des jeunesses laïques et républicaines, en date de 1937, documents portant sur le 15ème congrès national de la fédération qui s'est tenu à Paris les 14-19 septembre 1937, rapports et projet de modification des statuts (283J 1).
- Un important dossier sur l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), daté de 1945. Ce dossier est composé de procès-verbaux de réunions statutaires (secrétariat, bureau national, comité national, conférence nationale), de documents sur la composition des instances dirigeantes de l'UJRF, de documents portant sur la constitution de l'Union des vaillants et vaillantes, sur les foyers de jeunes filles de l'UJRF, sur l'adhésion de l'Union de la jeunesse juive, et de Jeunes de la libération nationale à l'UJRF, de la documentation sur la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT, voir notice) et l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP, voir notice et notice Ligue française de l'enseignement), de discours de Raymond Guyot (283J 4).
- Un dossier intitulé « Le Bol d'air des gamins de Paris », constitué de brochures, notes, discours, tracts, journaux, (Le gamin de Paris), procès-verbaux de réunions, relatifs à l'association « Le Bol d'air des gamins de Paris », créée en 1951, pour le soutien des enfants de fusillés de la Résistance (283J 58).
- Un dossier concernant les activités de Raymond Guyot au Mouvement de la Paix, 1960-1983, notes, procès-verbaux de réunions, expressions publiques de Raymonde Guyot, correspondances (283J 40).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Archives du Parti communiste français, fonds Raymond Guyot, 283J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation du Parti communiste français. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 81 articles, 7,5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1926-1988.

Heller-Goldenberg Lucette

Historique du producteur

Lucette Heller-Goldenberg est née en 1942. Elle est professeur émérite à l'Université de Cologne où elle a enseigné la littérature française et francophone. Elle dirige la revue Le Cahier d'études maghrébines qui paraît depuis 1989. Elle est l'auteur d'une thèse intitulée *Histoire des auberges de jeunesse en France des origines à la Libération (1929-1945)* qui a été réalisée

sous la direction d'André Nouschi à l'Université de Nice et publiée pour la première fois en 1985.

Historique de la conservation

Lucette Heller-Goldenberg a déposé ses archives au siège de la FUAJ où après quelques années, elles ont été triées et classées dans le cadre du PAJEP. Le fonds a ainsi fait l'objet d'un inventaire numérique en décembre 2011. Il a été transféré aux Archives départementales du Val-de-Marne au début de l'année 2012.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives concerne uniquement la thèse qu'elle a réalisée sur l'histoire des auberges de jeunesse. Outre la publication de sa thèse, le fonds Lucette Heller-Goldenberg est constitué de trois types de dossiers :

- Des dossiers nominatifs témoignent des relations entretenues avec de nombreux militants ajistes. Dans le cadre de la réalisation de sa thèse, Lucette Heller-Goldenberg a beaucoup travaillé à partir d'entretiens puisque le témoignage oral est au cœur de son travail de recherche. Les dossiers contiennent la correspondance échangée avec les militants ainsi que les transcriptions manuscrites des entretiens réalisés.
- Des dossiers thématiques de travail, qui reflètent les thèmes abordés au cours de la recherche.
- Des dossiers relatifs aux auberges de jeunesse et dans une moindre mesure aux mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, collectés auprès de militants dans le cadre de ses recherches. Ces archives sont surtout liées au fonctionnement et aux activités des associations d'auberges de jeunesse des années 1930 aux années 1950, telles que la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice), les Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice), les Camarades de la route (CDR, voir notice) et le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice). Quelques archives des Auberges de jeunesse du Monde nouveau, du Mouvement uni des auberges de la jeunesse (MUAJ, voir notice), de l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice), du Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice) et de la Fondation française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice) sont également présentes dans le fonds. Lucette Heller-Goldenberg a de plus récupéré des documents liés à des mouvements de jeunesse comme les Amis de l'enfance ouvrière. Des photographies classées à la fin du fonds viennent compléter l'ensemble.

Le fonds contient également les archives de Jean Nihon concernant la Centrale wallonne des auberges de jeunesse. Le principal intérêt de ce fonds est qu'il est constitué de doubles et de photocopies d'archives qui ont disparu.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Lucette Heller-Goldenberg, 20140216 (ex 580J)
Don en 2012. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 36 articles, 1,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1904-1990.

Hocquet-Duval (famille)

Historique du producteur

Les papiers réunis par Louis Duval, né en 1913, et Fernande Verschaeve, son épouse, née en 1915, puis par leur fille, Marie-Paule Hocquet-Duval, offrent un témoignage de l'itinéraire de militants chrétiens très engagés dans la vie de leur quartier et, plus largement, de leur ville.

Louis Duval et Fernande Verschaeve participent ainsi à la création des fédérations de la Jeunesses ouvrières chrétiennes (JOC, voir notice) et de la Jeunesses ouvrières chrétiennes féminines (JOCF, voir notice) de Rosendaël (Nord) et prennent une part active à leur développement avant-guerre. Le conflit de 1939-1945 est un moment délicat pour la JOC, dont une partie des membres est confrontée au Service du travail obligatoire. La guerre éprouve très durement le Dunkerquois : la JOCF organise des actions de solidarité.

Les jeunes gens issus de la JOC se retrouvent ensuite fréquemment dans la Ligue ouvrière chrétienne (LOC, voir notice), qui prolonge l'expérience des jocistes dans le cadre d'un mouvement familial. C'est le cas de Louis Duval et Fernande Verschaeve. La LOC se transforme dès 1941 en Mouvement populaire des familles (MPF, voir notice), se détachant progressivement de l'Église catholique. Le MPF crée en 1945 les Associations familiales ouvrières. En 1951, il se scinde en deux mouvements : le Mouvement de libération du peuple (MLP, voir notice) et le Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice), plus particulièrement soucieux de la défense des familles. Les Associations familiales ouvrières (AFO) connaissent une scission du même ordre : le MLP s'accompagne alors des Associations syndicales des familles (ASF, voir notice) tandis que le MLO est plus proche des Associations populaires des familles (APF, voir notice).

Louis Duval et Fernande Verschaeve militent au MLO et font partie des APF ; une APF est créée en 1952 à Dunkerque, puis déclarée en sous-préfecture en 1958 sous l'appellation « Inter APF Dunkerque et environs ». Ils en ont conservé une abondante documentation qui leur permettait alors d'organiser des rencontres d'étude pour les militants. La diffusion du périodique Monde ouvrier assure aussi un lien fort entre les membres. Leur action dans le domaine de l'action familiale se concrétise à Dunkerque par la création en 1950 d'un service de travailleuses familiales.

Par ailleurs, Louis Duval et Fernande Verschaeve font partie de l'Action catholique ouvrière (ACO). En 1976, l'APF devient Confédération syndicale du cadre de vie ; Marie-Paule Hocquet-Duval y milite activement.

Historique de la conservation

Le dépôt des archives a été effectué par Madame Marie-Paule Hocquet-Duval. Il comprend des documents de natures variées qui tous témoignent des activités militantes de sa famille à Dunkerque.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'ensemble du fonds offre une vue des transformations de l'action militante dans le Nord, depuis l'implantation de la JOC jusqu'aux mouvements actuels tournés principalement vers la défense des usagers. Parallèlement, la bibliothèque de Louis Duval et Fernande Verschaeve traduit l'attachement à l'identité religieuse, malgré la déconfessionnalisation de mouvements auxquels ils participent. La spécificité dunkerquoise marque aussi de son empreinte les actions successives de cette famille de militants vivement attachés à l'histoire ouvrière de leur région.

En particulier, sont conservées les archives de ses parents, Louis Duval et Fernande Verschaeve-Duval, retraçant leur action dans le cadre de la Jeunesse ouvrière chrétienne, de l'Action catholique ouvrière, du Mouvement de libération ouvrière et des Associations populaires familiales.

Sont également conservées des archives de Marie-Paule Hocquet-Duval en tant que militante de la Confédération syndicale du cadre de vie à Dunkerque.

En outre, l'entrée comprend des documents confiés à Marie-Paule Hocquet-Duval par Philippe Carru, compagnon jociste de Louis Duval et des disques 78 tours de chants de la JOC (1937), confiés par l'abbé Henri Vancoillie, aumônier fédéral de la JOCF de Dunkerque.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Hocquet-Duval, 1995064
Don. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 229 articles, 8,47 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1910-1995.

Jamet Pierre

Historique du producteur

Né le 24 mai 1910 à Saint-Quentin (Aisne), Pierre Jamet a milité aux Eclaireurs de France (EDF, voir notice), où il a été successivement louveteau puis éclaireur dans la troupe du lycée Henri IV de 1920 à 1927. En 1924 - âgé de 14 ans – il est envoyé au Jamboree des scouts à Copenhague pour chanter des chansons populaires françaises. Là, il achète son premier appareil, un « ICA 6X6 ». À partir de ce moment, il ne cessera ni de photographier ni de chanter.

En 1932, il est membre des Amis de la Nature et de la toute nouvelle chorale de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR), devenue en 1935 la chorale populaire de Paris. A la même AEAR, appartenait le groupe Octobre dont il devint très proche, d'autant plus que sa femme IDA en avait été l'un des 10 membres fondateurs. A la même époque, il commence à chanter seul dans des fêtes ouvrières, des guinguettes, puis en duettiste avec R. Leibovitch. En 1935, il fonde les « 4 à 4 » avec F Loris, G Decomble et B *Picard.*

Au début de 1937, Pierre Jamet adhère au Comité Laïque des Auberges de Jeunesse (CLAJ, CLAJ, voir notice) et crée le groupe 18 ans, groupe qui joue un rôle prépondérant dans l'animation ajiste d'avant-guerre. Leur répertoire se compose de chants populaires et révolutionnaires, de chœurs parlés et de poèmes de Jacques Prévert. *E*ntre 1937 et 1939, Pierre Jamet engrange énormément de photos des auberges. En 1982, ces photos, feront l'objet d'une exposition intitulée « 36 Au-devant de la vie » organisée par la Fondation Nationale de la Photographie.

Ces activités militantes étant bénévoles, Pierre Jamet exerce tous les métiers : radio dans la marine marchande, employé de restaurant, dactylo, modèle, moniteur de colonies de vacances, figurant, père aubergiste d'une auberge de jeunesse de montagne. C'est en 1943 que Pierre Jamet devient professionnel : il est l'un des quatre « Compagnons de route » devenus à partir de 1945 et jusqu'en 1970, les « Quatre barbus » : leur répertoire comprend des chansons populaires françaises, des parodies d'œuvres classiques, des chansons de marins, d'étudiants, de prisonniers, des chansons paillardes, des chansons à boire.

En 1943, Pierre Jamet commence à chanter avec le quatuor « Les Quatre Barbus ». Une carrière d'un bon quart de siècle passée en chansons à travers la France et le monde. Beaucoup de disques en tous genres, quelques grands prix du disque... Mais en même temps un attachement constant, passionné et passionnant pour la photographie, enrichi par toutes les rencontres, notamment professionnelles, que Pierre Jamet a faites et par tous les pays dans lesquels il est allé chanter.

En 1992, avec Paul Tourenne (membre des Frères Jacques) et Fred Mella (soliste des Compagnons de la Chanson) il reconstitue un trio, non pas vocal mais photographique. Tous trois passionnés de photographie réalisent, sous l'égide de la Fondation Nationale de la

Photographie, une exposition intitulée « Trio pour une expo », qui est présentée dans de nombreuses villes de France. Cette exposition a été suivie par la parution du livre « Temps de pause », en 2000.

Historique de la conservation

Les archives de Pierre Jamet sont conservées chez sa fille Corinne Jamet à Bures-sur-Yvette. Pour les consulter, prendre contact par mail : corinne.jamet@aliceadsl.fr. Voir son site internet : http://www.pierrejamet-photos.com/

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives d'un intérêt exceptionnel renferme 20 000 négatifs, dont plusieurs centaines concernent les auberges de jeunesse, des carnets personnels et de la correspondance.

Jansen Paul

Historique du producteur

Né le 31 mai 1914 à Metz (Moselle), il travaille de 1931 à 1939 en tant qu'adjoint au chef de service achats-gestion d'une fabrique de chaussures. Pendant cette période, il fait son service militaire en tant que sergent-radio à la base aérienne de Metz et, en 1939, il est mobilisé dans sa spécialité militaire. Sa famille, qu'il a rejointe au moment de la démobilisation, est expulsée de Lorraine par les occupants et Paul Jansen s'enfuit sous une fausse identité pour échapper à la conscription allemande.

Il s'installe en octobre 1940 dans le Vercors, où il enseigne les lettres au collège de Villard-de-Lans, durant un an. Puis, il entre à l'École de cadres de Chamarges à Die (Drôme), tout d'abord comme élève puis comme instructeur des futurs chefs de Maisons de jeunes (MJ) créées par le Secrétariat général à la Jeunesse de Vichy.

En février 1942, Paul Jansen prend la direction de la Maison de jeunes (MJ) de Romans, où il expérimente un « conseil de maison ». En octobre de la même année débutent ses contacts avec la Résistance. Il crée une section de l'Armée secrète avec des jeunes de Romans et, en juin 1944, il entre en clandestinité avec sa section en prenant part aux combats du Vercors en tant que sous-lieutenant. Paul Jansen intègre le groupe du 11e Cuirassiers, puis est démobilisé à sa demande fin septembre 1944.

Après avoir repris ses fonctions à la MJ de Romans en janvier 1945, il crée une maison des jeunes à Chambéry le 1er avril 1945. Trois mois plus tard, il devient délégué régional de la République des jeunes pour le secteur Sud-Est (Académies de Grenoble, Aix, Marseille).

Le 1er août 1946, il est nommé délégué régional pour l'Est de la Fédération française des Maisons des jeunes (FFMJ) puis de la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice). Il contribue à mettre en place les premières MJC et toute la structure administrative dans les fédérations de ces régions. En Lorraine, il crée le ciné-club de Metz et fait partie de son conseil d'administration pendant 12 ans. Entre 1948 et le début des années 1950, il joue un rôle important au sein de la section Est de l'Association nationale du cinéma pour l'enfance et la jeunesse (ANCEJ, voir notice).

En décembre 1957, il occupe le poste de délégué adjoint du délégué général de la FFMJC, Albert Léger, et il est chargé successivement de l'animation et du suivi des MJC de la Région parisienne, puis des questions de personnel. En octobre 1962, il devient l'adjoint de Lucien Trichaud, nommé délégué général de la FFMJC.

Lors de la crise de la FFMJC en 1968-1969, il assure l'intérim de la délégation générale à partir de la scission de la fédération en avril 1969 et, à partir de janvier 1970, il est confirmé à ce poste.

Il part à la retraite en juin 1976, et devient administrateur de la FFMJC au titre de membre fondateur de cette association. Il meurt en 2001.

Historique de la conservation

En juillet 2006, Denise Jansen a donné ces archives et elles ont été transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP). Elles ont fait l'objet d'un pré-inventaire quelques jours plus tard.

Dans le classement du fonds, nous avons éliminé les doubles et les documents produits par la FFMJC qui figurent dans le fonds d'archives de la FFMJC (513J).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de Paul Jansen renferment des documents très intéressants sur l'école de cadres de Chamarges (1941-1942), la MJ de Romans et plus généralement sur les Maisons des jeunes sous Vichy : collection incomplète de la revue *Fenêtre ouverte*, publications (1942-1944).

Le fonds est aussi constitué de pièces produites par la FFMJC qui ne figurent pas dans les archives de cette association (513J) : réunions des délégués nationaux (1949-1950 ; 1960-1964) et un dossier appelé « Albert Léger » (513J 2/1) qui renferme des pièces très riches sur la Fédération produites ou reçues par Albert Léger entre 1946 et 1952. Les rapports annuels d'activité de la délégation régionale Sud-Est et Est entre 1945 et 1957 réalisés par Paul Jansen ainsi que la correspondance avec le centre national de la Fédération permettent de se faire une idée plus précise de l'activité d'un délégué régional dans les premières années de la FFMJC.

Le fonds comprend aussi une importante correspondance avec Albert Léger et Marcel Auvert ainsi que les notes de réunion de Paul Jansen entre 1957 et le début des années 1970. Il apporte également un éclairage particulièrement intéressant sur la crise de la FFMJC entre 1968 et 1972 et sur la succession de Paul Jansen au poste de délégué général au milieu des années 1970. Outre les articles réalisés par Paul Jansen et Albert Léger sur les MJC, le fonds renferme de nombreuses publications et des travaux de recherche sur ce sujet.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Jansen Paul, 546J
Don en 2006. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 36 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1931-1995.

Joubrel Henri

Historique du producteur

Né en 1914 et décédé en 1983, Henri Joubrel était magistrat à l'origine et a consacré sa vie à l'éducation de l'enfance inadaptée et a donné une forme à la professionnalisation d'éducateur spécialisée. Il a joué notamment un rôle important au sein de l'Association nationale des

éducateurs de jeunes inadaptés (ANEJI) et de l'Association internationale des éducateurs de jeunes inadaptés (AIEJI) dont il fut le président de 1955 à 1978.

Par ailleurs il a milité aux Eclaireurs de France (EDF, voir notice) : il fonde un groupe d'éclaireurs à Saint-Brieuc en 1929, puis à Rennes au début des années 1930 ; il loge chez L Cathala, commissaire régional des EDF et devient son secrétaire ; en 1942, il est commissaire national pour la sauvegarde de l'enfance des EDF et crée des troupes éclaireurs au sein des institutions d'éducation surveillée. De 1945 à 1949, il organise des cycles de conférences appelés « conférences du Méridien » (foyer universitaire du Scoutisme français, voir notice).

Historique de la conservation

Daniel Dupied a déposé ses archives au milieu des années 1990 au Conservatoire national des archives et de l'éducation spécialisée (CNAHES) qui conserve ses archives aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine. Outre ses archives professionnelles au sein des institutions bretonnes, de l'ANEJI et de l'AIEJI, il a confié une partie des archives d'Henri Joubrel.

Présentation des sources

Niveau de description : dossier

Outre les dossiers concernant plus spécifiquement l'ANEJI, l'AIEJI, etc., les archives conservées au CNAHES renferment les dossiers des conférences du Méridien organisées par Henri Joubrel (3C 1-10, 1950-1957), de la correspondance (208 AS (III) 11-26, 1945-1957), des publications sous la forme d'articles ou d'ouvrages (208 AS (III) 27-37, 1954-1962), des conférences (208 AS (III) 38-43, 1947-1957), des dossiers concernant son action au sein des Eclaireurs de France/Service de protection de l'enfance (1944) puis service de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (1947) comprenant principalement des demandes de subvention et des rapports d'activités annuels (208 AS (III) 44 - 78, 1945-1980).

À noter également, que les archives de Jacques Guyomarc'h (voir notice), conservées par le CNAHES aux Archives nationales site de Pierrefitte-sur-Seine, renferment une correspondance relativement riche avec Henri Joubrel entre 1943 et 1984.

Par ailleurs, dans le fonds des Éclaireuses et éclaireurs de France, figurent une collection relativement riche des ouvrages et des articles rédigés par Henri Joubrel ainsi qu'un dossier très intéressant concernant l'organisation des conférences du Méridien sur la période 1945-1950 (542J 346).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine/CNAHES

 Daniel Dupied/Henri Joubrel/AIEJI, 208 AS (III)
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 79 articles, 8,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1945-1990.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2007.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Cotes concernant Henri Joubrel :* 542J 772-784 (1943-1984).

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine/CNAHES

 Guyomarc'h Jacques, 208 AS (I). Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant Henri Joubrel :* 208 AS (I) 772 à 784 (1943-1984).

Laborey Jean

Historique du producteur

En 1941, Jean Laborey est directeur du bureau des cadres au secrétariat d'État à l'Education nationale et à la jeunesse.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme des pièces sur les écoles de cadres et les centres de jeunesse en zone Nord : circulaires officielles, notes et règlements relatifs aux écoles de cadres, stages organisés, calendrier des camps, exposés de Jean Jousselin, chef de service de formation des cadres ; documentation plus spécifique sur l'école régionale des cadres du château de Sillery et sur celle de Bretagne (Ty Armor) ; neuf livres d'or et un carnet de notes prises sur le vif par Jacques Meillant, chef de chantier et adjoint de Jean Jousselin ; témoignage de Christiane Guillaume sur les actions menées en zone Nord par le commissariat général à la Jeunesse dans le domaine féminin durant la période 1943-1945 (4 pages, Paris, 1990).

Localisation du fonds du producteur

Institut d'histoire du temps présent

 Jean Laborey, ARC 020
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 1 article, 0,10mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1941-1990.

Lacapère Simone et Jacques

Historique du producteur

Simone (née Deffain) et Jacques Lacapère forment un couple d'instituteurs. Ils sont nés respectivement en 1916 et 1914. Jacques Lacapère est décédé en 1997.

De 1939 à 1940, le couple s'occupe d'un centre d'évacuation à Bellou-en-Houlme (Orne), qui accueille une centaine de garçons issus du 6ème arrondissement de Paris. En 1943, ils créent une république d'enfants dite « Bastide de Beau-Soucy » dont l'association gestionnaire est l'Entr'aide française à partir de 1944. Cette bastide est fermée en juillet 1950. À partir de là, le couple travaille à l'école de plein air de Suresnes à laquelle est annexé le Centre national d'éducation de plein air (CNEPA) en 1954. A la même date, Simone Lacapère devient directrice de l'ensemble jusqu'à sa retraite en 1976. Jacques Lacapère, lui, y travaille comme instituteur jusqu'à sa retraite en 1974 tout en dirigeant des stages de formation à la direction des écoles de plein air à l'École normale d'institutrices d'Évreux.

Parallèlement, le couple a une intense activité associative, qu'il s'agisse du Mouvement de l'enfance ouvrière (MEO, voir notice), des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) et de l'Association nationale des communautés d'enfants (ANCE) dont Jacques Lacapère sera le secrétaire général de 1951 à 1981.

Historique de la conservation

Dans les années 1980, dans le cadre de sa thèse de doctorat d'histoire contemporaine « Les faucons rouges 1932-1950 », Liliane Perrein-Guignard a collecté des archives appartenant à Simone Lacapère et concernant son action au sein du MEO. Elle a confié ces documents en 2003 à l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS). Un bordereau de récolement succinct a été réalisé en 2004.

Par ailleurs, dans les années 1990, le couple Lacapère a déposé le reste de ses archives au Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée (CNAHES), dont les archives sont conservées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives conservées à l'OURS conservent exclusivement leurs actions au sein du MEO. Le fonds conservé par le CNAHES est plus général, même s'il concerne surtout l'ANCE. Les archives concernant leurs activités professionnelles ou politiques sont très lacunaires puisqu'elles sont restées dans les établissements et les municipalités concernés.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine/CNAHES

 Simonne et Jacques Lacapère, 208 AS (XX)
Dépôt. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 289 articles, 18 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1935-2003.

Office universitaire de recherche socialiste (OURS)

 Liliane Perrein, 87 APO
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1934-1966.

Laneyrie Philippe

Historique du producteur

Philippe Laneyrie a été ingénieur d'études au Centre de recherche et d'études sociologiques appliquées de la Loire (CRESAL), unité associée au CNRS. Il a réalisé de nombreux travaux et recherches sur le scoutisme catholique dans la région urbaine de Saint-Etienne. Il a publié en 1985 un ouvrage sur les Scouts de France (voir notice) *: Une histoire sociale du mouvement des Scouts de France, des origines aux années 1980*, Paris, Éditions du Cerf.

Par ailleurs, il a été membre du mouvement des Scouts de France : à Nice dans le groupe du Félix Faure (1950-1952) puis assistant du chef de troupe scoute du groupe Saint Michel des

Batignolles dans le 17e arrondissement à Paris (1959-1961), chef de troupe du groupe scout Saint-Joseph des Épinettes à Paris dans le même arrondissement (1962-1964).

Historique de la conservation

En 1998, Philippe Laneyrie a déposé ses archives aux Archives départementales du Val-de-Marne. Un bordereau de récolement a été réalisé en 2000.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La quasi-totalité des documents sont liés à ses activités de recherche, mais quelques pièces concernent aussi son militantisme associatif. Ses dossiers de recherche renferment ses publications (ouvrages et articles), la documentation de travail et de la correspondance.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Laneyrie Philippe, 20140172 (ex 505J)
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication soumise à autorisation de Philippe Laneyrie. *Instrument de recherche :* bordereau de récolement. *Importance matérielle :* 49 articles, 9,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1916-1997.

Laudereau Robert

Historique du producteur

Robert Laudereau est né le 25 janvier 1924. Il est issu d'un milieu ouvrier : mère au foyer et père, charron de formation, « compagnon du Tour de France », Cheminot dans un atelier de réparation ferroviaire. Ses parents, tous deux originaires de la Sarthe, déménagèrent pour demeurer dans le secteur où travaillait le père, à Trappes, puis à Châtillon, dans la maison où est né Robert Laudereau.

Après avoir obtenu son brevet élémentaire en 1939, Robert Laudereau a commencé à travailler comme ajusteur dans une entreprise de fabrication de microscopes de septembre 1939 à janvier 1943. Il a suivi des cours du soir d'électronique et de dessin qui lui ont permis de devenir dessinateur industriel dans l'électronique. Dispensé de service militaire (classe 44), il fut par contre réquisitionné au titre du Service du travail obligatoire (STO), travailla en Allemagne 4 mois et obtint une permission suite à une maladie. Il se soustrait au STO, rejoignit la Sarthe et vécut caché dans une ferme de mai 1943 à la Libération.

Robert Laudereau entra à la Compagnie des compteurs télévision (1944-1947) à Montrouge, puis à la SNECMA-Kellermann (1947-1950) dans le 13ème arrondissement à Paris. En 1950, il est embauché chez Thomson-CSF (ex-SADIR Industries radio-électroniques) à Issy les Moulineaux, jusqu'à départ en retraite en 1984.

Il adhéra à la CGT en 1945, fut très rapidement élu délégué du personnel et membre du comité d'entreprise (CE) à la SNECMA entre 1947 et 1950 et à la Thomson-CSF à Issy-les-Moulineaux jusqu'en 1980. Dans cette entreprise, il fut secrétaire du CE de 1964 à 1972 et de 1976 à 1978.

Robert Laudereau adhéra au PCF en 1953 dans la cellule d'entreprise Croizat à la Thomson puis à la cellule Gunsbourg de Châtillon (secrétaire de cellule). Il a aussi été membre du comité

de section de Châtillon. Robert Laudereau a été conseiller municipal de Châtillon en tant que représentant du PCF, de 1959 à 1977. Il fut alors chargé des questions culturelles et du comité de jumelage (RDA-Italie).

Robert Laudereau a aussi milité dans les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Il semble avoir rencontré les auberges de jeunesse dès 1942-1943 et, de 1945 à 1949, il fut responsable du 11ème secteur (Châtillon, Châtenay-Malabry, Clamart, Malakoff, Montrouge) de la région parisienne du Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ) puis du Centre laïque des auberges de jeunesse et de plein air (CLAJPA). En 1960, il créa le comité Travail et culture (TEC) de Châtillon, en collaboration avec la municipalité. Il en fut le secrétaire jusqu'en 1972. Le comité TEC animait diverses activités : cars-spectacles, conférences-débats, expositions, concerts, etc. En tant que secrétaire du comité d'entreprise de l'usine Thomson CSF d'Issy-les-Moulineaux, Robert Laudereau fut un des principaux fondateurs de l'Association pour un centre de séjours familiaux (ACSF) à Arèches (Savoie) qui servait pour toutes les familles du groupe Thomson-CSF. Ce centre de vacances, le Hameau des Champs, nécessita un gros travail de concertation et de coordination entre collègues de plusieurs centres de la Thomson, mais aussi pour obtenir l'accord de la CFDT et de la CGC.

Robert Laudereau s'est aussi beaucoup investi dans la pratique et la promotion de l'esperanto : il a été président de la Fédération espérantiste du travail, et a donné des cours à Châtillon. Son intérêt pour l'esperanto a pris corps pendant la guerre. Recruté par le STO pendant trois mois en 1943, il fut rapatrié en France pour cause de maladie et demeura ensuite dans la Sarthe, caché par des familles qu'il connaissait. C'est pendant ce temps qu'il se mit à apprendre l'esperanto, influencé par un copain d'école (son futur beau-frère) qui y excellait et avait même traduit « Pêcheur d'Islande » de Pierre Loti.

Attiré par le film, Robert Laudereau a commencé à filmer en 1947. Sa première caméra était une 8mm. Il est ensuite passé au super 8 (et même au 16mm), puis en vidéo, 8mm, HI8 et DV. Il s'est équipé de matériel de montage film puis vidéo et a bricolé lui-même une installation pour faire ses propres télécinémas. Ses films correspondent à ses diverses activités militantes, qu'elles soient politiques, syndicales ou dans les associations de jeunesse et d'éducation populaire (centres de vacances, auberges de jeunesse, etc.).

Robert Laudereau est décédé le 16 août 2013 dans sa maison natale de Chatillon.

Historique de la conservation

Robert Laudereau a déposé une partie de ses films liés à son militantisme au PCF à Ciné-Archives (http://www.cinearchives.org/) à partir de 2005. Les premiers sont ceux qu'il avait tournés sur la fête de l'Humanité et qui avaient fait l'objet d'une collecte de Ciné-Archives dans le cadre de la première édition des Toiles d'Humanité (2005).

Robert Laudereau a fait don de ses archives liées à ses activités au sein des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2012 et 2014. À ces deux dons, les héritiers de Robert Laudereau en ont ajouté un troisième en 2019, constitué d'un document unique, copie numérique d'un film disparu tourné en 1952.

Le fonds a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine en 2023.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives confiées au Pajep permettent de mieux connaître et comprendre son engagement politique, syndical et associatif. Les dossiers sont particulièrement riches concernant son implication dans les auberges de jeunesse et le centre de vacances en Savoie. De plus, les archives du comité local TEC de Châtillon sont d'un intérêt exceptionnel, car très peu d'archives de comités locaux ont été aussi bien conservées.

Robert Laudereau a déposé dix films 8 mm sur ses activités dans les auberges de jeunesse (fin des années 1940- début des années 1960), qui sont en cours de classement, auquel il faut ajouter la copie numérique du film tourné en 1952.

Voir la liste des films confiés à Ciné-Archives : http://www.cinearchives.org/Deposants-671-604-0-0.html.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Laudereau Robert, 584J
Dons en 2012, 2014 et 2019. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement succinct. *Importance matérielle* : 25 articles, 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1942-2012.

Laudouze Eugène

Historique du producteur

Eugène Laudouze, employé à la Banque de France, fut le responsable local du mouvement Le Sillon (1907-1912) créé par Marc Sangnier (voir notice). Il fut aussi animateur de la Ligue de la Jeune république (1912-1914). Après la première guerre mondiale, il anima à Clermont-Ferrand une salle de lecture populaire, et un cercle devenu l'Institut populaire (1919-1934). Il fut aussi le secrétaire départemental du Parti démocrate populaire (1922-1939). Interné à Saint-Paul-d'Eyjaux, puis déporté, il meurt en février 1945 au camp de Buchenwald.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales du Puy-de-Dôme.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble de la documentation, des circulaires et bulletins diffusés par les différents mouvements auxquels a appartenu Eugène Laudouze ; des lettres reçues des responsables et adhérents de ces mouvements ; des dossiers du secrétariat départemental du Sillon puis du Parti démocrate populaire ; des dossiers documentaires sur la vie politique et de la correspondance relative aux élections locales.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Puy-de-Dôme

 Fonds Eugène Laudouze, 6J
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 64 articles, 2,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1907-1943.

Lebret Louis Joseph

Historique du producteur

Ancien élève de l'École navale, puis officier de Marine pendant la Première Guerre mondiale, Louis Lebret (1897-1966) entre dans l'Ordre des Dominicains en 1923. Il est chargé, à partir de 1929-1930 de l'assistance spirituelle aux marins de Bretagne, ce qui l'amène à s'intéresser de plus en plus à leurs conditions de vie et à l'organisation des pêches maritimes. On doit à son initiative, la mise en place d'organismes tels que la Jeunesse Maritime Chrétienne (1929, voir notice), puis celle des syndicats chrétiens des gens de mer, bientôt regroupés en vue Fédération française des syndicats professionnels des pêches maritimes.

En 1941, il fonde l'association Économie et Humanisme avec René Moreux en 1941. Par ses enquêtes et ses publications, ce centre d'étude apporte une contribution importante à la rénovation économique et sociale de l'après-guerre. À partir de 1956, il cesse de diriger Économie et Humanisme et se consacre de plus en plus aux problèmes du Tiers-Monde d'où la création, en 1957, de l'IRFED (Institut de recherche et de formation en vue du développement harmonisé).

Depuis plusieurs années déjà, il est appelé à effectuer, à la demande de gouvernements étrangers, des enquêtes sur les conditions du développement en Amérique latine (Brésil et Colombie). En 1959-1960, il dirige la réalisation d'une importante étude à propos du 1er plan du Sénégal, dont les éléments fourniront la base d'un cadre cohérent pour l'aménagement du territoire et la régionalisation ; trois ans plus tard, son équipe est rappelée pour la préparation du 2e plan, et associera étroitement à ses travaux la formation des agents régionaux du développement. En 1964, le Père Lebret participe à la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) comme porte-parole de la Délégation du Saint-Siège et lance l'idée d'un nouvel ordre économique international.

Historique de la conservation

Le fonds est entré aux Archives nationales (Paris) sous la cote 45AS : il a ensuite été déplacé sur le site de Fontainebleau en 1986, puis transféré en 2013 sur le site des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives du Père Lebret présentent un grand intérêt pour l'histoire des doctrines économiques, et pour celle de l'évolution du catholicisme social à partir de 1930. Elles permettent de suivre l'élaboration des théories de l'économie des besoins, du bien commun et du développement harmonisé. On y trouve, par ailleurs, des informations sur l'origine et les débuts de la politique de l'Aménagement du Territoire en France ainsi que sur la transformation des idées et de l'action relative au sous-développement. Les enquêtes ont servi de base à l'implantation de réformes dans les pays du Tiers-Monde constituent d'autre part une source essentielle pour l'histoire de ces pays.

Complété par les archives de la Fédération française des syndicats professionnels de marins (FFSPM, versement 19860462), [ex-fonds E. Lamort, 50AS], le fonds intéresse notamment l'histoire sociale des marins pêcheurs et l'organisation professionnelle des pêches maritimes. Les archives relatives à l'association Jeunesse Maritime Chrétienne sont intégrées à l'ensemble traitant de la période au Secrétariat Social Maritime.

Les microfilms se substituent aux cotes : 19860461/37, 127, 131, 136-139, 147 (partiel), 148-150, 168 et 177-178.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Lebret Louis Joseph, 20000035 (ex 577Mi), 19860461
Prêt pour microfilmage et dépôt en 1982 et 2006. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle :* 193 cartons et 4 bobines de microfilm, 25 ml. *Dates extrêmes :* 1914-1983.

Le Chapelier Michel

Historique du producteur

Michel Le Chapelier était un responsable scout de Saint-Brieuc.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales des Côtes-d'Armor le 26 mai 1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble les archives personnelles du donateur et reflète ses centres d'intérêt : religion, scoutisme, militantisme catholique et breton.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Côtes-d'Armor

 Fonds Michel Le Chapelier, 151J
Don. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement succinct. Importance matérielle *:* 6 articles, 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1854-1995.

Le Flem Jacques

Historique du producteur

Militant ajiste, Jacques Le Flem est membre de l'association Les anciens et amis des auberges de jeunesse de la région Rhône-Alpes (ANAAJ).

Historique de la conservation

Jacques Le Flem a confié ses archives à l'ANAAJ qui les a données aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en juillet 2010. Un répertoire numérique définitif a été réalisé au début de l'année 2011.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives est constitué de quelques pièces se rapportant exclusivement aux auberges de jeunesse entre 1933 et 1990 : périodiques locaux, statuts, ouvrages,

correspondance, concernant le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice), la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice) et la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice). À noter aussi un dossier concernant son dépôt d'archives au Musée national de l'éducation (1990-1995) et quelques numéros de la revue *Camping* en 1933-1934.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Le Flem Jacques, 20140165 (ex 576J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1933-1990.

Le Guillant Louis

Historique du producteur

Né le 26 février 1900 à Lorient, Louis Le Guillant devient médecin des hôpitaux psychiatriques en 1931. Parallèlement à ses différents postes dans des hôpitaux, il est membre en 1943 et 1944 du Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral, dirigé par le professeur Heuyer. De 1944 à 1947, il est conseiller technique auprès du ministre de la Santé, François Billoux, chargé de la coordination des services de l'enfance déficiente et en danger moral.

Entre 1945 et 1968, il est membre du conseil d'administration des Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice). En 1949 et 1950, il prend la direction médicale du Centre d'observation de Vitry. En 1950, il participe à l'ouverture du Centre de traitement et de réadaptation sociale de Villejuif. Louis Le Guillant participe aussi à de nombreuses publications. Il fonde en 1946 la revue *Sauvegarde* (revue des associations régionales de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ARSEA)) et est membre du comité de rédaction de la revue *Enfance* en 1948. Il est également le cofondateur en 1951 de *La Raison*, avec notamment les docteurs Bonnafé, Follin, Lafitte et Wallon. Il part à la retraite en 1965 et décède le 8 février 1968.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné au Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée (CNAHES) dont les archives sont conservées aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble les cours de Louis Le Guillant, sa correspondance, des études, des documents relatifs à ses activités syndicales et associatives et aux CEMÉA, des rapports médico-légaux, des manuscrits et originaux d'articles et de conférences, des travaux publiés, des publications dans *Sauvegarde* et la thèse de sa fille Marie Le Guillant, psychiatre.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine/CNAHES

 Louis Le Guillant, 208 AS (VIII)
Don. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 29 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1944-1968.

Le Ravalec Michel

Historique du producteur

Décédé en 1984, Michel Le Ravalec est un militant anarchiste, formé intellectuellement dans le milieu des auberges de jeunesse. Syndicaliste à Force Ouvrière, il travaillait à l'ASSEDIC Atlantique-Anjou où il créa une section syndicale.

Historique de la conservation

L'ensemble des archives de Michel Le Ravalec a été déposé par son épouse au Centre d'histoire du travail (CHT), conformément à sa volonté.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Rassemblées dans 44 boîtes, les archives reflètent la diversité des engagements de Michel le Ravalec. La partie du fonds consacrée aux auberges de jeunesse, bien que peu importante (0,30 mètre linéaire) est d'un vif intérêt puisqu'on y trouve des pièces de différentes organisations nationales ou locales : Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice), Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice), Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ, voir notice), Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice), Union laïque des groupes ajistes (ULGA).

Les plus anciens documents remontent à la fin des années 1930, mais la majorité couvre la période 1940-1950. La plupart de ces papiers sont des brochures et des périodiques, qui sont plus de numéros épars que des collections. Figurent aussi quelques comptes- rendus de congrès, des notes, des correspondances et des tracts.

Localisation du fonds du producteur

Centre d'histoire du travail

 Le Ravalec Michel, RAV
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 36 articles, 4,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1945-1978.

Le Roux Michel

Historique du producteur

Journaliste de formation, Michel Le Roux (1920-2005) a été conseiller municipal de 1959 à 1965, date à laquelle il devient adjoint au maire à l'action culturelle et à l'équipement socioculturel. C'est dans ce cadre qu'il crée en 1960 l'Office social et culturel rennais (OSCR, voir notice) dont il sera président jusqu'en 1971.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives municipales de Rennes en 2001.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs au fonctionnement de l'OSCR, et aux diverses fonctions de Michel Le Roux au sein de la ville de Rennes : actions sociales, actions culturelles, équipements socio-éducatifs, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Rennes

 Michel Le Roux, 21 Z
Don en 2001. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 43 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1954-1992.

Le Veugle Jean

Historique du producteur

Jean Le Veugle est né le 7 septembre 1913 à Courbevoie (Hauts-de-Seine), d'un père instituteur et d'une mère infirmière, et est décédé le 31 janvier 2011 à Vizille (Isère). Le milieu familial se caractérise par un protestantisme austère et par le goût de la pratique musicale. Après sa licence de philosophie, il suite pendant trois ans des cours à l'École normale de musique de Paris. Il est professeur de lettres à Calais de 1938 à 1939 jusqu'à sa mobilisation sur le front d'Alsace.

Après la défaite de 1940, il se réfugie en « zone libre ». Il suit alors l'école des cadres des Eclaireurs unionistes (voir notice) à Chassiers (Ardèche). En juillet 1941, il suit la session Richelieu à l'École des cadres d'Uriage (voir notice) où il rencontre Dunoyer de Segonzac, Joffre Dumazedier (voir notice) et Benigno Cacérès (voir notice). Il se voit alors confier la direction du centre d'apprentissage annexé à l'école professionnelle de Saint-Etienne, qui est dans la mouvance de l'école des cadres d'Uriage (voir notice). Il fait de ce centre en même temps qu'un instrument de formation des jeunes, un lieu de vie communautaire ainsi qu'un foyer d'initiatives sociales.

Parallèlement, dès 1942, il entre dans l'Armée secrète de la Loire. Contraint de quitter la région, il est ensuite responsable d'Uriage résistance en Bretagne et en 1944-1945, capitaine FFI sur la poche de Saint-Nazaire.

En 1945, inspecteur de la Jeunesse et de l'Education populaire, il est nommé directeur au Centre d'éducation populaire des Marquisats à Annecy, créé à partir d'une initiative du Comité de libération de Haute-Savoie. Il y anime plusieurs activités culturelles : ciné-club, ciné-bus, centre d'éducation ouvrière, activités théâtrales. L'association Peuple et culture (PEC, voir notice), dont Jean Le Veugle est un des fondateurs, joue un rôle fondamental dans ce centre d'éducation populaire. Celui-ci est fermé en 1951, et ses locaux transformés en MJC d'Annecy.

De 1951 à 1953, il est directeur pédagogique à l'Institut national d'éducation populaire (INEP), aujourd'hui appelé Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). Puis de 1953 à 1954, il est détaché à l'Unesco comme spécialiste du programme d'éducation des adultes, où il retrouve Paul Lengrand, autre membre fondateur de Peuple et culture.

Après un congé pour vivre l'expérience d'une coopérative ouvrière de production et cité Castor à Saint-Etienne en 1954-1955, il est nommé au Maroc, chef du bureau de l'Education populaire et de l'action culturelle. Il y suscite un réseau d'universités populaires, des actions de formation syndicale et une législation pour les associations.

De 1962 à 1973, au ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, il dirige comme inspecteur principal, la section d'éducation populaire puis le bureau d'études des activités socio-éducatives et socioculturelles, sous la direction de Robert Brichet et en coopération avec Christiane Faure. Il prend sa retraite en 1973.

Historique de la conservation

Un fonds (41J) a été déposé aux Archives départementales de la Haute-Savoie en juin 1980, par l'intermédiaire de Georges Granchamp, lui-même ancien responsable de cette association et ancien animateur du centre.

Un autre fonds (ARC 036) est conservé à l'Institut d'histoire du temps présent.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds (41J) des Archives départementales de la Haute-Savoie constitue un précieux témoignage de ce qui fut une expérience éducative et culturelle menée par des hommes venus d'horizons très divers. Il comporte des papiers personnels de Jean Le Veugle ainsi que des archives de l'association Peuple et Culture, du centre des Marquisats et de la Maison des jeunes et de la culture (MJC) qui lui succéda.

Le fonds (ARC 036) conservé à l'Institut d'histoire du temps présent est composé d'un témoignage-récit de Jean Le Veugle « Les aventures d'un uriagiste, 1940-1945 ». Il s'agit d'un manuscrit dactylographié de 4 tomes, d'environ 1000 pages, évoquant son expérience de résistant au sein du réseau « Uriage-Résistance ». Il a été rédigé à partir de 1984, au moment de la création du Musée de la résistance bretonne.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Fonds Jean Le Veugle, 41J
Dépôt en 1980. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 41 articles, 0,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1940-1974.

Institut d'histoire du temps présent (IHTP)

 Jean Le Veugle, ARC 036
Archives privées. Communication libre.
Importance matérielle : 1 article, 0, 05 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1984-1989.

Lefèvre Jean-Lou

Historique du producteur

Militant ajiste, Jean-Lou Lefèvre est membre de l'association Les anciens et amis des auberges de jeunesse de la région Rhône-Alpes (ANAAJ).

Historique de la conservation

Jean-Lou Lefèvre a confié ses archives à l'ANAAJ qui les a données aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en juillet 2010. Un répertoire numérique définitif a été réalisé au début de l'année 2011.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives est constitué de quelques pièces se rapportant exclusivement aux auberges de jeunesse entre 1943 et 1960 : périodiques locaux et nationaux concernant les Camarades de la route (CDR, voir notice), l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice), le Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice), le syndicat des parents aubergistes FEN-CGT, le Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), le Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice), la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice), la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice), la Centrale wallonne des Auberges de la jeunesse.

Figurent également des bulletins d'associations et de partis politiques entre 1944 et 1949.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Lefèvre Jean-Lou, 20140164 (ex 575J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 5 articles, 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1943-1960.

Lemaire René

Historique du producteur

Né en 1806 à Épernay dans la Marne et mort en 1954, René Lemaire a été avocat et a hérité de l'usine de son père qui fabriquait des machines à agrafer, à boucher et à marquer les bouchons. Adepte du catholicisme social, René Lemaire a créé en 1901 un centre d'instruction populaire à Épernay inauguré par Marc Sangnier (voir notice). Il a milité activement au courant catholique progressiste du Sillon, où il fut plus spécifiquement chargé de la propagande.

Historique de la conservation

Les archives concernant son engagement dans le catholicisme social ont été données en 1994-1995 par son fils, Jean Lemaire, à l'Institut Marc Sangnier. Par ailleurs, les Archives départementales de la Marne conservent les dossiers de son entreprise.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives déposées à l'Institut Marc Sangnier renferment des éléments concernant le Centre d'instruction populaire, devenu le Foyer sparnacien en 1911 : statuts, circulaires, brochures, notes personnelles, correspondance passive (1901-1954). Figurent aussi des pièces très intéressantes concernant le mouvement du Sillon au niveau national : notes et circulaires de province (1902-1906) ainsi que des livres et publications de René Lemaire (conférences au Foyer sparnacien) et de Marc Sangnier, notamment un discours prononcé à l'Assemble générale de la Société d'éducation le 14 mai 1900 appelé *L'éducation populaire*.

Aux Archives départementales de la Marne, sont conservées outre les documents concernant

l'entreprise Lemaire, des archives concernant le cercle et le foyer sparnacien qui complètent celles qui sont déposées à l'Institut Marc Sangnier : fondation, statuts, registre - journal des conférences, assemblée générale, affiches, etc.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Marne

 Fonds Lemaire, 73J
Dépôt en décembre 1996 et août 2016. Archives privées. Communicable.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 325 articles, 7,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1724-2001.

Institut Marc Sangnier

 René Lemaire, RL
Don en 1994-1995. Archives privées. Communication sur rendez-vous soumise à autorisation de l'institut Marc Sangnier.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 9 articles, 0,90 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1901-1954.

Lemit William

Historique du producteur

William Lemit naît le 15 décembre 1908 à Paris et meurt le 21 août 1966. Son père est sculpteur, sa mère au foyer. Son père meurt alors qu'il avait 14 ans, il commence à travailler tôt. Après sa scolarité à l'école Jean-Baptiste Say à Paris jusqu'en 1921, il entre à l'École commerciale de la rive gauche en 1922 jusqu'en 1924, puis enchaîne une dizaine de postes comme employé de bureau et comme agent de banque jusqu'en 1939. Il travaille dans une succursale d'une banque espagnole, dans plusieurs sociétés de manufactures (Société Rodier à Paris, Fils de H. Sonolet) et dans d'autres sociétés (Belpetrole-France, Compagnie industrielle des pétroles). En 1939, il est mobilisé puis démobilisé en 1940.

Dès l'adolescence, William Lemit, surnommé Patte de chat ou encore Pat, fréquente puis milite dans plusieurs mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. En 1918, il rejoint le mouvement des Eclaireurs de France (EDF, voir notice) dans la troupe du lycée Henri IV. D'abord louveteau, puis éclaireur, il créé et anime dès cette époque des petits groupes de chant et de flûte. En mars 1933, le comité directeur des Eclaireurs de France le nomme instructeur.

En 1937, il fait partie du groupe 18 ans fondé par Pierre Jamet qui « se produit » dans les Auberges de jeunesse animant des activités autour de la danse et de la chanson. William Lemit fait partie de ces groupes d'ajistes qui vont d'auberges en auberge animer des soirées. En 1939, il dirige la chorale de la Ligue française des auberges de jeunesse (LFAJ, voir notice).

Il prend des responsabilités au sein des Amis de la Nature qui organisent des sorties pédestres, des activités en plein air. En 1940, il rencontre Gisèle de Failly à Clermont-Ferrand et participe à un stage pour les réfugiés dans le cadre de ce qui sera plus tard les CEMÉA (voir notice).

En 1941, il rejoint le mouvement Jeune France à Lyon, destiné à former des animateurs d'art populaire. Dans cette association, il y rencontre César Geoffray, Olivier Messiaen, Pierre Schaeffer Pauline Carton, Maurice Martenot. Il travaille alors dans le domaine musical avec les Eclaireurs de France et le secrétariat à la jeunesse et aux sports. À la Libération, c'est également lui qui propose le nom des Francs et franches camarades (FFC, voir notice), mouvement d'enfants lancée par un petit groupe d'Eclaireurs autour de Pierre François.

En 1945, William Lemit est nommé, avec César Geoffray, instructeur national de chant à la Direction de la jeunesse et de l'éducation populaire et est détaché auprès des mouvements de

jeunesse. Il consacrera peu à peu tout son travail aux CEMÉA. Il obtient en 1947 le diplôme de directeur de colonies de vacances. Il est chargé du secteur chant et dirige le stage de spécialité Chants et danses mais son influence dépasse le seul enseignement musical car il apporte son esprit de méthode à la direction des CEMÉA et dans l'organisation des stages. Comme le mentionne Gisèle de Failly dans le numéro 209 de février 1967 « Vers l'éducation nouvelle » consacré à William Lemit, il conçoit dès 1946 l'organisation des colonies de vacances en petits-groupes et grands-groupes. Pierre Dutrieu, instructeur permanent des CEMÉA, définit William Lemit comme «un génie de l'organisation » en racontant qu'il est à l'origine du roulement des regroupements des responsables des CEMÉA sur 4 années : la première année le stage pédagogique à destination des instructeurs permanents, la seconde année le congrès réunissant les permanents et non permanents, la 3e année, la journée d'études ouverte aux moniteurs, directeurs de colonie de vacances, et organisateurs extérieurs aux CEMÉA, et enfin une 4e année de jachère.

Il développe dès l'enfance son goût pour le chant, la musique, le dessin, la composition. Il publie très vite des chansons comme le recueil La fleur au chapeau (dont la chanson est écrite en 1935) paraît en 1937. Ce recueil rassemble à la fois ses propres compositions ainsi que des harmonisations de chants traditionnels pour voix et instruments. Connu d'abord comme compositeur répondant aux aspirations des jeunes. Ses chansons reflètent dans le mouvement des 1936 où les jeunes connaissent leur premier congé, la joie des vacances, des voyages, de la vie entre camarades. Il chante la nature, la découverte, les impressions au cours des marches. Il exalte l'amitié, la fraternité. Il crée en 1945 la Chanterie de Paris, un groupe vocal dont le but est de chanter pour le plaisir, le meneur de chorale demeurant au milieu des chanteurs.

Son nom est enfin associé au renouveau de la chanson populaire en cherchant dans le patrimoine du folklore français ce qui pouvait être proposé aux mouvements de jeunesse et en redonnant une vie nouvelle à ces chants. C'est lui qui créé la revue « Unisson », le bulletin de liaison des instructeurs de chant et de danse des CEMÉA, Eclaireurs de France, Francs et franches camarades en 1944. Par ses nombreuses compositions, il a enrichi le chant populaire. Il est auteur de nombreux recueils de chants et de chœurs : Voix unies, Voix amies, La fleur au chapeau… Plusieurs recueils sont publiés dont le Chansonnier des Eclaireurs, éditions EDF, qui comprend 8 éditions de 1942 à 1963.

Historique de la conservation

Les archives de William Lemit ont été données aux Archives départementales en juillet 2013, par sa nièce Madame Michèle Célarié dans le cadre du PAJEP (Pôle de conservation des archives des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire). Gérard Carreau a également remis une partie des recueils de chants en octobre 2013. En décembre 2013, Madame Célarié a effectué un nouveau don consistant en une dizaine de photographies de jeunesse, un film 8mm intitulé la Guette tourné par son père pendant la seconde guerre mondiale, 4 bandes sonores en cours de traitement, ainsi qu'un ensemble de travaux scolaires et dessins de William Lemit. Elle a également prêté un dossier destiné à être numérisé. Il s'agit d'un classeur consacré au Château de la Guette, une maison d'enfants ayant abrité des enfants juifs cachés pendant la Seconde guerre mondiale.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce petit fonds d'archives est composé de documents sur sa scolarité et ses activités avant-guerre (certificats de travail, de scolarité).

Une deuxième boîte rassemble des écrits rédigés pendant son travail aux CEMÉA. Il s'agit d'exposés, de préparations de stages et de bilan d'activités.

Un troisième ensemble réunit 4 affiches notamment sur la Chanterie de Paris en 1949, la contribution de William Lemit à la pièce 3'tits coups de pinceaux du Théâtre de la Clairière et

un exposé sur la chanson folklorique et la jeunesse au centre culturel stéphanois (sans date).

La quatrième partie rassemble les recueils de chant et de chœurs composés ou réunis par William Lemit.

Un classeur rassemble par ordre chronologique les photographies de William Lemit, son enfance, sa famille, ses voyages, son engagement aux CEMÉA (les stages et les regroupements).

Un autre ensemble se compose des disques de William Lemit (en cours de traitement).

Des documents ont été prêtés par Michèle Célarié pour être numérisés (1NUM90 239) concerne l'histoire du château de la Guette (Seine-et-Marne) pendant la Seconde guerre mondiale. William Lemit conseille à sa famille que sa nièce Michèle (née en 1935) soit envoyée en pension au Château de la guette, après les bombardements de 1942 qui ont touché l'ouest de Paris, près de l'avenue Mozart où ils habitaient. Elle y restera deux ans. Le château de la Guette était à l'origine un centre de colonies de vacances transformé en pension (avec une école appliquant l'éducation nouvelle) pendant la guerre. Dirigée par Germaine le Guillant, de son nom de jeune fille Le Hénaff, l'équipe était composée notamment de membres des CEMÉA et William Lemit y était intervenu pour animer des stages. La particularité du château fut que Germaine le Guilant accepta de prendre plusieurs enfants juifs cachés, pour les soustraire au régime de Vichy et aux forces nazies. Elle fut déclarée Juste parmi les nations en 1986. Les documents numérisés sont des photographies prises par les animateurs ou par le père de Michèle, de la correspondance de Michèle et de son amie Marie Chenal à leurs parents. Il contient également un film tourné par le père de Michèle Célarié (en cours de numérisation).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Lemit William, 587J
Don en 2013. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 94 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1877-2002.

Leroy Maurice

Historique du producteur

Maurice Leroy est un permanent régional du Mouvement populaire des familles (MPF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix en 1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des archives personnelles de Maurice Leroy : documentation, correspondance, notes personnelles, dossiers de stages, dossiers sur la Ligue ouvrière chrétienne (LOC, voir notice) avant 1945 et livres de compte.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Maurice Leroy, 1998 002
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 18 articles, 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1939-1969.

Leroy Roland

Historique du producteur

Roland Leroy est né à Saint Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime), le 4 mai 1926. Fils de cheminot, employé à la SNCF, il s'engage dans la Résistance dès l'âge de 16 ans. Il devient responsable de la Jeunesse communiste en Seine-Maritime et dans l'Oise. En 1945 il retrouve son travail à la SNCF.

Devenu permanent, il est secrétaire fédéral de Seine-Maritime de 1948 jusqu'en 1960. Il est élu à la commission centrale de contrôle financier à l'issue du 12ème congrès d'avril 1950, à l'âge de 24 ans.

Au cours de l'année 1956, Roland Leroy est élu député de Seine-Maritime, puis membre suppléant du comité central en juillet, à l'issue du 14ème congrès. Il est titularisé en juin 1959.

Nommé à la présidence de France-URSS, il est intégré au travail du secrétariat du comité central en 1960. En 1961, il participe au procès politique intenté contre Laurent Casanova et Marcel Servin, et, à partir de 1963, il est chargé de la reprise en main idéologique de l'organisation des étudiants communistes.

Il est membre suppléant du bureau politique de 1964 à 1967, puis titulaire de 1967 à 1994. À ce titre, il succède à Henri Krasucki comme responsable de la section « Intellectuels et culture » (SIC) en 1967, où il exerce un incontestable ascendant dans le milieu intellectuel communiste et progressiste.

Il quitte la SIC et le secrétariat en 1974 pour prendre la direction de *l'Humanité* et de *l'Humanité Dimanche* (1974-1994).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives de Roland Leroy représentent quelques 15 mètres linéaires et portent sur les mouvements de jeunesses communistes, les intellectuels, la Culture.

Les archives portant sur les divers mouvements de jeunesse affiliés au Parti communiste français sont répertoriées sous la cote 263 J 1 à 57 :

- Union des étudiants communistes, 1957-1973 (263J 1 - 15) ;
- Union des vaillants et des vaillantes, 1959-1971 (263J 16-22) ;
- Union des Jeunesses communistes de France, 1959-1968 (263J 23-27) ;
- Union des Jeunes filles de France, 1962-1970 (263J 28-31) ;
- réunions des responsables fédéraux à la jeunesse, 1964-1970 (263J 32- 36) ;
- mouvement de la Jeunesse communiste de France, 1962-1975 (263J 37 - 47) ;
- journées nationales sur la jeunesse, 1966 (263J 47-57).

Les archives sont composées pour l'essentiel de correspondances, courriers avec les fédérations et les comités fédéraux, de notes dactylographiées et/ou manuscrites, de rapports, de documents de congrès, coupures de presse, journaux.

Concernant la thématique de l'Education populaire, le chercheur trouvera dans les archives consacrées à l'Union des vaillants et des vaillantes 1959-1971 (263J 16-22) des conférences nationales (1963-1970) et notamment la 12ème conférence nationale de l'UVV, congrès constitutif des « Pionniers de France » , 2-3 mai 1970 ; un colloque organisé par l'UVV et l'École

et la nation les 18-24 avril 1966 sur le thème de « L'enfance dans une France démocratique » ; ainsi que des archives sur les « Gamins de France » (cavalcades, fêtes, 263J 18 et 19).

Les archives portant sur les mouvements de jeunesse couvrent les périodes des années soixante et soixante-dix. Elles participent de l'éclairage idéologique sur les grands débats qui ont marqué ces années ainsi que sur la reprise en main politique et les démarches éducatives concernant la jeunesse communiste, décidées par le PCF dans les années soixante.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Leroy Roland, 263J
Dépôt. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 81 articles, 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1957-1994.

Lestavel Jean

Historique du producteur

Né le 4 juillet 1920 à Malo-les-Bains (Nord) près de Dunkerque, Jean Lestavel est issu d'une famille d'employés de transit maritime. Il poursuit à Paris des études de lettres et de philosophie (à partir de 1941). Il enseigne la philosophie aux lycées de Reims et de Nancy. Durant cette période et juste après la guerre, il collabore aux publications de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et à la revue *Cahiers de notre jeunesse*, née sous l'Occupation.

En 1954, il rencontre André Cruiziat (voir notice) et le mouvement La vie nouvelle (voir notice). Il y entre comme permanent, y rencontre Paul Rendu, auquel il succède en 1960. Il est chargé des diverses publications du mouvement, de l'animation de sessions nationales. En 1964, il est l'adjoint du responsable national, à l'époque Raymond Labourie, auquel il succède en 1967.

En 1962, il représente La vie nouvelle au Groupe d'études et de rencontres des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (GEROJEP, voir notice). Il est nommé au Haut-Comité de la Jeunesse dont il démissionne en 1968, en même temps que plusieurs autres représentants de mouvements. Il lance en 1965 le Groupe d'études et de recherches d'éducation des adultes (GEREA, voir notice). Pendant toute sa vie professionnelle, il a soutenu ces différents organismes de coordination entre mouvements, associations et État, pensant qu'une politique de la jeunesse ne peut s'établir qu'en collaboration étroite avec les mouvements, qui ont appris à travailler ensemble au fil des années.

Il quitte La vie nouvelle en 1971 dans le contexte du congrès d'Épinay et de fractures politiques internes au sein du mouvement. En 1972, il est appelé par Augustin Girard au service « Études et recherches » du ministère des Affaires culturelles qui le charge d'aider Pierre Emmanuel à mettre en place le Conseil de développement culturel. Il y passe deux ans.

En 1972, il avait suscité l'association Cinq à sept. Poursuivre, qu'il anime avec André Cruiziat et Raymond Labourie pour les plus de cinquante ans. Il travaille ensuite dans des organismes aux frontières de l'action sociale : la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et l'Institut national de la retraite active.

Outre cinq recueils de poèmes et un livre d'histoire religieuse contemporaine (Les Prophètes de l'Église Contemporaine, Ed. de l'Épi, Paris, 1969), il a rédigé des articles dans diverses revues (*Vers la vie nouvelle*, *Poursuivre*, *Recherches et débats*, *Projet*, *Esprit*, *La Vie Spirituelle*). Il a également publié une histoire très complète de La vie nouvelle : *La vie nouvelle. Histoire d'un mouvement inclassable*, Les Éditions du Cerf, Paris, 1994).

Jean Lestavel est décédé en 2015.

Historique de la conservation

Jean Lestavel a déposé ses papiers aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 1999. Un second ensemble a été déposé par les héritiers de Jean Lestavel en 2018, suite à son décès.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds multiforme rassemble des dossiers de travail de Jean Lestavel, qui ont été conservés en l'état et qui renferment des documents produits et rassemblés lors de diverses activités dans les différents organismes où il a siégé. On trouve notamment des rapports et notes portant sur l'animation, la formation et la professionnalisation dans ce domaine, ainsi que des travaux (rapports et articles) sur le développement culturel et sur la jeunesse. Le deuxième ensemble déposé en 2018 traite des activités de Jean Lestavel au sein du mouvement La vie nouvelle et sera traité prochainement.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Lestavel Jean, 508J
Dépôts en 1999 et 2018. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique et bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 5,20 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1946-2015.

Liégé Pierre-André

Historique du producteur

Né en 1921 et décédé en 1979, le religieux dominicain Pierre-André Liégé a été nommé aumônier des Scouts routiers de l'École polytechnique à la fin des années 1940 puis, à partir de 1951, aumônier national de la Route des Scouts de France (voir notice), charge qu'il occupe toujours lors de la crise de 1957.

Cette crise touche non seulement les Scouts de France mais tous les mouvements de jeunesse catholique au sujet de la torture en Algérie et plus généralement des conflits coloniaux. En mai 1957, la revue *La Route* fait connaître la publication dans *Témoignage Chrétien* des lettres de Jean Muller (jeune membre de la direction de la Route tué en Algérie en 1956 qui se disait choqué par ce qu'il côtoie ou entend là-bas). La direction générale des Scouts de France, estimant qu'il s'agit d'un acte politique, fait arracher la page de la revue qui contient le message, ce qui déclenche la démission immédiate de toute l'équipe nationale de la Route, y compris de Pierre-André Liégé.

Historique de la conservation

À la bibliothèque du Saulchoir, bibliothèque de la province dominicaine de France, la série V, qui regroupe les papiers personnels de dominicains donnés par eux-mêmes ou par leurs proches, renferme un fonds sur Pierre-André Liégé.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est relativement important comparativement aux autres fonds personnels des dominicains puisqu'il mesure 3,20 mètres linéaires, dont 0,20 mètre linéaire concernent l'action de Pierre-André Liégé au sein de la Route des Scouts de France. Hormis un document de 1941, toutes les pièces concernent les années 1950 et plus particulièrement la crise de la Route en 1957 : lettres de soutien, de réaction, rapports, notes, correspondance, coupures de presse. Concernant son action au sein de Jeunesse maritime chrétienne, la série III - O n°29 renferme ses lettres et ses rapports à l'administration centrale de la province dominicaine de France, notamment pendant la crise de 1957.

Localisation du fonds du producteur

Bibliothèque du Saulchoir

 Liégé Pierre - André, V-676
Don. Archives privées. Communication soumise à l'accord des archivistes de la bibliothèque du Saulchoir sur rendez-vous.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 32, 3,70 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : sans date.

Sources complémentaires

Bibliothèque du Saulchoir

• Province des dominicains de France - Administration centrale, III-O.
Archives privées. Communication soumise à autorisation de la bibliothèque du Saulchoir et sur rendez-vous.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant Pierre-André Liegé :* III-O n°29.

Long Alfred

Historique du producteur

Alfred Long (1866-1934) était un pasteur et un prédicateur.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2001 aux Archives départementales des Alpes-Maritimes par Alexandre Jean Long, fils d'Alfred Long.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des écrits et notes de travail du pasteur Long (notamment cours d'instruction religieuse et préparation de conférences et sermons) ; des documents relatifs au fonctionnement et à la construction de l'église chrétienne Baptiste de Nice (1891-1934) ; de la documentation concernant l'église Baptiste de Nice et de France (1889-1969) ; de correspondance et des documents personnels (1892-1934). On y trouve également des archives des colonies de vacances Les enfants à la montagne : statuts, rapports d'exercices, comptabilité, correspondance (1900-1939) ainsi que des livres, revues, journaux, brochures, prospectus à caractère religieux et éducatif (1838-1930).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Alpes-Maritimes

 Fonds du Pasteur Alfred Long, 156J
Don en 2001. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 110 articles, 12 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1801-1969.

Macé Christiane

Historique du producteur

Christiane Macé est née le 24 mai 1920 et est décédée le 18 janvier 2011. Militante au Syndicat national des instituteurs (SNI) clandestin pendant la deuxième guerre mondiale et au Parti communiste français (PCF) à partir de 1941, Christiane Macé rencontre les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice) lors du stage de moniteurs de colonies de vacances à Soucy en 1943. Elle devient rapidement instructrice non permanente de cette association et travaille à partir de la fin des années 1950 comme secrétaire de rédaction dans la revue *Vers l'éducation nouvelle*. De plus, elle occupe, depuis le début des années 1940, le poste de directrice du patronage laïque et des colonies de vacances à Bagnolet. Elle est également une des fondatrices de l'Union des vaillants et des vaillantes (UVV, voir notice) et, jusqu'à la fin des années 1960, une de ses principales responsables. En 1967, elle participe à la fondation de la CGT aux CEMÉA (voir notice) et contribue au développement de ce syndicat dans le secteur de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La majeure partie de ses archives est liée à son action aux CEMÉA et surtout à l'Union des vaillants et des vaillantes, où elle a joué un rôle important. Figurent aussi quelques pièces liées à sa participation au patronage municipal de Bagnolet et à la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT, voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Macé Christiane, 515J
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 144 articles, 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1940-1996.

Magnant Dominique

Historique du producteur

Dominique Magnant est né en 1914 dans une famille enseignante, son père est agrégé de lettres. Polytechnicien, il obtient un diplôme d'ingénieur chimiste à la fin des années 1930. Après avoir été directeur de cabinet d'Alain Poher, il devient au début des années 1950 directeur de la chimie aux Houillères du Nord et Nord-Pas-de-Calais. À partir de 1952, il est militant au Mouvement fédéraliste européen (MFE), avant d'en devenir le président de 1958 à 1962.

Lors de vacances d'été en Allemagne en 1932, il découvre les auberges de jeunesse et rejoint dès son retour la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice), que Marc

Sangnier (voir notice) a fondée en 1930. De 1932 à 1934, il crée en Aquitaine le premier réseau régional de la LFAJ sous les directives de Marc Sangnier et d'Arne Björnson-Langen. Il devient membre du comité directeur de la LFAJ en 1934, puis président de 1940 à 1942, avant de démissionner pour rejoindre la Résistance. En zone libre, il joue un rôle important dans la mise en place des Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice) et des Camarades de la route (CDR, voir notice) qui regroupent des militants du Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice) et de la Ligue française pour les auberges de jeunesse (LFAJ), ces deux associations ayant été dissoutes par le gouvernement de Vichy. Après-guerre, Dominique Magnant continue à suivre les auberges de jeunesse : il est ainsi président de la LFAJ de 1978 à 1985, avant d'en devenir le président d'honneur.

Historique de la conservation

Dominique Magnant a déposé ses archives à l'Institut Marc Sangnier en 2007. Le fonds représente un volume d'environ 5 mètres linéaires.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Concernant les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, les archives de Dominique Magnant renseignent essentiellement sur les auberges de jeunesse. Elles sont incontournables dans le cadre d'une étude sur la LFAJ entre les années 1930 et les années 1980, qu'il s'agisse du fonctionnement même de ce mouvement ou bien de ses relations avec les autres associations ajistes, notamment avec la Fédération internationale des auberges de jeunesse et la Fédération unie des auberges. Ce fonds représente également un grand intérêt pour l'étude des mouvements ajistes en zone libre entre 1940 et 1942.

Par ailleurs, Dominique Magnant semble avoir hérité d'une partie des papiers d'Arne Björnson-Langen concernant les auberges de jeunesse.

Localisation du fonds du producteur

Institut Marc Sangnier

 Magnant Dominique, DM
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication sur rendez-vous et soumise à autorisation de l'Institut Marc Sangnier.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1930-1990 (pour les dossiers concernant les auberges de jeunesse).

Marguerite André

Historique du producteur

Militant CFDT à la Sécurité sociale et dans des institutions sociales du Calvados, André Marguerite s'est aussi investi dans des associations de vacances familiales et a notamment été président national de Vacances tourisme familial (VTF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales du Calvados.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives renferme un compte rendu du conseil d'administration et un rapport de VTF en 1971. De plus, il comprend des documents (périodiques, brochures, circulaires, notes) de maisons familiales de vacances : Les tourelles à Asnelles-sur-Mer (Calvados, 1953-1957), Houlgate (Calvados, 1958-1966), centre familial de vacances de Doucy (Savoie, 1970).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Marguerite André, 1J 109
Don en 2003. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : inventaire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 1 article, 0,1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1953-1971.

Marker Chris

Historique du producteur

Christian-François Bauche-Villeneuve, dit Chris Marker est né à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) en 1921 dans une famille bourgeoise. En 1946, il est recruté par son ami Joseph Rovan et devient le rédacteur en chef de la revue *Doc*, revue du centre national de documentation commun à deux mouvements d'éducation populaire : Peuple et culture (PEC, voir notice) et Travail et culture (TEC, voir notice). Il y rencontre A. Bazin qu'il accompagne en Allemagne dans une tournée de conférences sur le cinéma. Au début des années 1950, il crée aux éditions du Seuil une collection qu'il nomme Petite planète et il inaugure la série *Récits de voyages* avec le soutien de Benigno Cacérès (voir notice) et Joffre Dumazedier (voir notice).

Cinéaste, mais également photographe, essayiste et écrivain, il fait des tournages dans le monde entier : en Chine, en Sibérie, à Cuba ou en Israël. Son œuvre résolument avant-gardiste et engagée, compte de nombreux courts-métrages et documentaires au style très personnel dans lesquels le rôle du commentaire semble compter autant que l'image.

Historique de la conservation

En janvier 2003, Chris Marker a déposé sa vidéothèque de travail à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC). Le fonds est progressivement complété par le dépôt de l'ensemble de ses archives.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Chris Marker a pour le moment déposé une partie de sa vidéothèque. Il s'agit d'enregistrements d'émissions de la télévision, de reportages de documentaires et de films souvent accompagnés de l'article descriptif découpé dans la presse. Quelques-uns uns de ses films et rushes inédits complètent cette collection.

Localisation du fonds du producteur

Institut mémoires de l'édition contemporaine

 Chris Marker, MRK
Dépôt en 2003. Archives privées. Communication soumise à autorisation.

Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 53 articles, 36 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1980-2002.

Martin Pierre

Historique du producteur

Pierre Martin est né en 1912 à Chartres et est décédé à Grasse le 22 juin 1998. Militant ajiste durant l'Entre-deux-guerres, Pierre Martin est alors emprisonné parce qu'il était objecteur de conscience. Puis, il devient un des animateurs de la branche français de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG), organisation pacifiste d'obédience libertaire, au moins jusque dans les années 1960.

Après 1945, il dirige des chantiers internationaux organisés par les Amis du service civil international (SCI, voir notice), dont l'un dans la zone d'occupation française en Allemagne en 1947. Entre 1946 à 1949, il siège au comité directeur de la branche française.

Il part ensuite en Algérie, y développe les premiers chantiers civilistes avant d'être nommé instituteur dans l'Ouarsénis. Interdit de séjour en Algérie à partir de 1954, il effectue des missions pour l'UNESCO en Tunisie (mission qui permit la mise en place du chantier de Ktatis en 1956) et au Ghana, où il rallie la marche contre la bombe atomique française au Sahara en 1959.

Il prend ses distances avec le SCI au début des années 1960. Par la suite, il fonde avec Louis Lecoin le journal Liberté et assiste ce dernier dans sa grève de la faim pour la reconnaissance du statut des objecteurs de conscience en 1962. Il est l'auteur du livre *Candide face au moloch. Récit d'une aventure de la non-violence* (Arudy : Utovie, 1983, 300 p.).

Dans les années 1960, il organise des chantiers internationaux en Afrique noire. En 1961, il arrive à Dakar, au Sénégal, pour s'occuper des coopératives. Administrateur civil principal, il se consacre à l'amélioration des conditions de vie dans le monde rural, par le biais des méthodes coopératives, à l'Office national de coopération et d'action au développement (ONCAD). En même temps, il introduit les coopératives scolaires, assure leur développement et leur animation. Au cours de cette décennie déterminante dans l'histoire du Sénégal. Il participe avec son épouse Jacqueline Martin-Dumeste, à la formation des premiers cadres de l'indépendance. Jacqueline qui avait pris contact avec le Sénégal dès 1953, en organisant les premières caravanes des Eclaireurs de France en Afrique, enseigne les mathématiques à Dakar, à partir de 1957, au Lycée Technique Maurice Delafosse et à l'École nationale des travaux publics (LNTP).

Après sa retraite en 1972, toute la famille fait une halte de quelques années en Algérie, avant de se retirer à Grasse, dans les Alpes-Maritimes.

Historique de la conservation

Les dossiers de Pierre Martin figuraient dans les archives que Pierre et Lisbeth Rasquier ont confiées à la branche française des Amis du Service civil international (SCI) à la fin des années 2000. En décembre 2011, ces dossiers ont été classés puis transférés aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Les archives Martin ont alors été séparées de celles de Pierre et Lisbeth Rasquier.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives comprend un dossier concernant sa participation au SCI entre 1945 et 1947 : correspondance, comptes rendus de réunion, statuts, notes. Il renferme aussi un exemplaire de son livre *Candide face au Moloch…* ainsi que deux ouvrages dactylographiés non publiés : *La culture populaire face aux travailleurs* (sans date) et *La formation professionnelle accélérée en Algérie*.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Archives de Pierre Martin (1912-1998) : militant du Service civil international (SCI), 20140192 (ex 582J)
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle* : 4 articles, 0,2 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1945-1983.

Mathieu Jean-Jacques

Historique du producteur

Jean-Jacques Mathieu est un ancien animateur d'un terrain d'aventure dans le quartier des Résidences à Belfort dans les années 1970.

Ce projet voit le jour en 1974 grâce à la validation et au subventionnement de l'État, de la Caisses des allocations familiales et de la Ville de Belfort. Ce soutien permet la construction d'un terrain clôturé et équipé d'une superficie de 100 mètres carrés. Le terrain d'aventure, inauguré le 17 octobre 1975, facilite les rencontres, permet l'organisation de barbecues, de spectacles ou d'ateliers divers. L'équipement est vite plébiscité par la jeunesse du quartier, qui trouve bois et divers matériaux de récupération pour la fabrication de cabanes, chars à voile, vélo-luges, etc. mais son succès suscite aussi des critiques. Dès 1977, la Ville déplore la gestion de l'aire de jeux et réclame une évaluation des activités. Le tournant est amorcé en 1984 avec la décision de construire à la place du terrain un lycée professionnel. L'hypothèse d'un déménagement est envisagée mais n'est pas concrétisée. Entre 1984 et 1985, le terrain d'aventure perd ses aides de la CAF, de la Ville et du Département et cesse ses activités.

Historique de la conservation

Jean-Jacques Mathieu a fait numériser par les Archives départementales de Belfort une série de diapositives qu'il avait réalisées.

Présentation des sources

Les diapositives, au nombre de 291, ont été prises entre 1975 et 1985 et illustrent les activités et la vie du terrain d'aventure : constructions, jeux, bricolage, place au sein du quartier, etc.

Localisation du fonds du producteur

Domicile du producteur

 Jean-Jacques Mathieu, non côté.
Archives privées. Communication soumise à l'autorisation du producteur.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle* : 291 diapositives. *Dates extrêmes* : 17 octobre 1975-1985.

Mazé Jacques

Historique du producteur

Né en 1928, Jacques Mazé est décédé en 2010. Après avoir effectué un apprentissage comme horloger chez son père, Jacques Mazé exerce ce métier jusqu'en 1947 et est alors influencé par des mouvements assez divers : organisations anarchistes ; syndicalisme chrétien (CFTC) ; Économie et humanisme. En 1949, il entre à l'école d'éducateurs de Montesson (Yvelines) qu'il quitte en 1951 avec le diplôme en poche.

Peu après, il rencontre au sanatorium de Vallauris (Alpes-Maritimes), Charles Dusnasio, un militant de Jeunesse-Camping. Cette association est issue du catholicisme social, de l'éducation populaire et du mouvement ouvrier. Elle est alors solidement mais exclusivement implantée dans la région de Nice. Charles Dusnasio le convainc de se rendre à un camp organisé par l'association à Allos (Alpes-de-Haute-Provence), en 1952. Et c'est le coup de foudre : comme il le dit souvent « j'étais parti pour quinze jours, j'y suis resté dix ans ». Pour lui, c'est la rencontre avec le monde ouvrier et avec l'éducation populaire.

En 1962, il s'éloigne de Jeunesse-Camping et rejoint le champ de la protection de l'enfance et de l'adolescence pour être successivement éducateur spécialisé puis directeur d'une association de sauvegarde de l'enfance. Mais il reste toujours très proche de ce mouvement et de ses militants.

Historique de la conservation

Après récolement, les archives ont été données par Jacques Mazé en août 2001 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

La majeure partie est constituée de papiers liés à son action à Jeunesse-Camping : notes, correspondance, comptes rendus de réunions provenant de sa participation à l'instance dirigeante de l'association nommée « noyau central », cahier renfermant des notes manuscrites, des comptes rendus de réunions et des programmes d'activités provenant de son action au groupe Jeunesse et culture ; dossier documentaire sur Jeunesse-Camping et les CLAJ. Figurent également un cahier de notes témoignant de sa participation aux cours organisés par Économie et humanisme en 1947, ses agendas (depuis 1984) et quelques lettres avec le journal *Témoignage chrétien* et l'Association des lecteurs de ce journal.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Jacques Mazé, 516 J
Don en 2001. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 10 articles, 0,40 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1947-1996.

Mazens Jean-Bernard

Historique du producteur

Jean-Bernard Mazens est un ancien conseiller technique et pédagogique spécialisé dans la

photographie.

Né le 25 mars 1946 à Colombes (Hauts-de-Seine), Jean-Bernard Mazens suit une licence de géographie, puis passe le concours de directeur de MJC (Maison des jeunes et de la culture). Il prépare le CAPASE (Certificat d'aptitude à la promotion des activités socioéducatives) puis le DEFA (Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur). Il effectue par la suite des stages de photographie à l'École nationale supérieure de la photographie (ENSP) à Arles.

Il travaille 4 ans comme professeur d'histoire-géographie à Paris et en Tunisie dans la coopération puis 4 ans comme directeur de MJC. Il devient ensuite formateur d'adultes en indépendant.

Il est repéré par des inspecteurs de la Jeunesse et des Sports et rejoint cette administration en 1981. Il est affecté à Grenoble après fusion des DRJS Grenoble/Lyon. Il y conduit des stages DEFA et BEATEP. Le reste de son temps il mène des projets sur le terrain : club photo, projets socio-culturels, formations de formateurs en Tunisie…Il mène aussi des missions dans le parc national de la Vanoise pour accompagner les gardes pour l'accueil du public.

Il est l'auteur de plusieurs expositions comme « Couleurs du Beaufortain » ou « « Concerts de Rock ».

Historique de la conservation

Trois dépôt ont été effectués aux Archives départementales de la Haute-Savoie en 2006, en 2009 et en 2023.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds contient les documents de travail du photographe depuis 1968 : articles de presse, notes, réflexions, fiches techniques, publications ainsi que des tirages et des négatifs. Il comprend également de la documentation que Jean-Bernard Mazens a collecté dans le cadre de ses missions au ministère de la Jeunesse et des Sports, notamment la revue *Les Yeux d'Argos* dont il fut rédacteur en chef, et des documents pédagogiques mis en place dans le cadre des stages et formations.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Haute-Savoie

 Jean-Bernard Mazens, 148J
Dépôts en 2006, 2009 et 2023. Archives privées. Communication non accessible (non classé). *Instrument de recherche* : récolement. *Importance matérielle* : non connue. *Dates extrêmes* : 1968-2021

Ménard Maurice

Historique de la conservation

Ce fonds a été déposé au Centre d'histoire du travail (CHT) par M. Ménard.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds de deux boîtes d'archives renferme des documents sur l'entreprise Garnier, une collection incomplète du journal *Liberté* de Louis Lecoin (1958-1966), une quinzaine de clichés de réunions de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) et de manifestations pacifistes à Couëron dans les années 1930.

Il comprend aussi des revues de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice) : revue trimestrielle *Ajisme et culture* (n°11, octobre 1963) ; la brochure « Auberges de jeunesse » (sans date). Figurent également des bulletins locaux : bulletins de liaison de l'Amicale des Anciens des Auberges de Jeunesse *L'ancien ajiste* (n°1, mai 1966) ; journal des groupes du Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ, voir notice) de Nantes-Couëron *Coude à coude* (1966).

Localisation du fonds du producteur

Centre d'histoire du travail

 Fonds Ménard, MEN
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 3 articles, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1936-1979.

Mesnard Yves-Dominique

Historique du producteur

Né en 1909 et décédé en 1987, le frère dominicain Yves-Dominique Mesnard a été successivement aumônier de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) en région parisienne avant 1940, de la Jeunesse maritime chrétienne (voir notice) à partir de 1942. En 1949, il devient aumônier national de la même association puis des scouts marins en 1952. Il est le fondateur du mouvement Jeunesse et marine (voir notice) en 1959.

Historique de la conservation

À la bibliothèque du Saulchoir, bibliothèque de la province dominicaine de France, la série V, qui regroupe les archives personnelles de dominicains données par eux-mêmes ou par leurs proches, renferme un petit fonds sur Yves-Dominique Mesnard.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme des notices biographiques, des transcriptions dactylographiées d'interviews mais il ne comprend que peu d'éléments sur les associations Jeunesse et marine. Concernant son action au sein de Jeunesse maritime chrétienne, la série III - O n°30 renferme ses lettres et

ses rapports à l'administration centrale de la province dominicaine de France dans les années 1950.

Localisation du fonds du producteur

Bibliothèque du Saulchoir

 Mesnard Yves-Dominique, V 629
Don. Archives privées. Communication soumise à l'accord des archivistes de la bibliothèque du Saulchoir et sur rendez-vous.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 1 article, 0,05 mètre linéaire.

Sources complémentaires

Bibliothèque du Saulchoir

• Province des dominicains de France - Administration centrale, III-O.
Archives privées. Communication soumise à autorisation de la bibliothèque du Saulchoir et sur rendez-vous.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant Yves-Dominique Mesnard :* III-O 30/1.

Météry Marc

Historique du producteur

Marc Météry fut instituteur en Algérie (1958-1960) puis professeur d'histoire, fondateur et directeur de la Cité scolaire Elie Vignal à Caluire et Cuire (69) de 1978 à 1994.

En 1963, il entre aux Éclaireuses et Eclaireurs de France (EEDF, voir notice) comme responsable du groupe de Belley, puis devient, en 1966, responsable départemental de l'Ain, puis commissaire régional des Eclaireurs et éclaireuses de France de 1969 à 1984.

Historique de la conservation

Ce fonds ne constitue qu'une petite partie des archives de Marc Météry conservées pour l'essentiel au Centre André Latreille à Lyon (Université de Lyon 2 18, quai Claude Bernard).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Papiers personnels de Marc Météry :

- Souvenirs personnels concernant le service militaire de Marc Météry et les fonctions d'instituteur exercées dans ce cadre en Algérie : correspondance, pièces administratives afférentes, tracts et documents de propagande, presse locale, photographies, cartes IGN (1958-1969), notes personnelles sur la guerre d'Algérie (1996-2004) ;
- Journaux d'époque collectés par Marc Météry et concernant la politique extérieure, la deuxième guerre mondiale, la Libération, le décès d'Édouard Herriot (1936-1957) ;
- Recherche effectuée par Marc Météry au Centre André Latreille. Relations entre les scoutismes français et le scoutisme musulman en Algérie avant 1962, demandes de renseignements : correspondance envoyée (1995-2001, 2005-2006) ; renseignements collectés auprès du Cercle algérianiste : correspondance, copie de journaux locaux et de bulletins de liaison parus entre 1940 et 1992.

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales de Lyon

 Météry Marc, 164 II 1-4
Don 2006. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. *Importance matérielle :* 4 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1936-2004.

Meynard Gaston

Historique du producteur

Militant syndical à la CFTC, puis à la CFDT, Gaston Meynard est animateur des différents organismes sociaux suivants : l'Association des centres familiaux et sociaux de Saint-Etienne (voir notice), la Fédération des centres sociaux de la Loire (voir notice), l'Association de gestion du foyer de jeunes travailleurs Clairvivre, le Comité d'entente des foyers de jeunes travailleurs et jeunes travailleuses de la Loire et le Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué d'archives des instances statutaires, d'archives comptables et d'archives concernant le personnel et les activités des différents organismes auxquels Gaston Meynard a participé.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Loire

 Fonds Gaston Meynard, 89J
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique *Importance matérielle :* 73 articles, 3,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1952-1990.

Montcel Marcel

Historique du producteur

Marcel Montcel (1912-2003), militant ouvrier chrétien, a été président national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice) de 1938 à 1943, puis syndicaliste.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives départementales de la Loire.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents militants du donateur.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Loire

 Fonds Marcel Montcel, 168J
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : non communiqué. Importance matérielle *:* 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1935-2000.

Montgros Jean-Baptiste-Gabriel de

Historique du producteur

Chanoine Jean-Baptiste-Gabriel de Montgros (1888-1969) né à Langogne. Directeur des œuvres de jeunesse en Lozère, aumônier du collège de Mende. Résistant et membre du Comité de Libération de la Lozère, il se retira à Saint-Rome de Dolan.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Papiers personnels et documents relatifs aux organisations de jeunesse, aux organisations sociales, à la politique locale.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Lozère

 De Montgros, 28J
Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 15 articles, 0,70 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1903-1954.

Morin Bernard

Historique du producteur

Bernard Morin est animateur socio-éducatif en milieu rural (1976-1983) dans 6 cantons héraultais (Montagnac, Pézenas, Mèze, Florensac, Bédarieux, Roujan), puis devient ensuite animateur culturel de l'Office montagnacois d'animation (1984-1988). Dans le cadre de ses fonctions, il participe à la création en 1976 d'une école de musique intercommunale - le Centre intercommunal d'action musicale (CIAM) - dans le secteur de Montagnac, Castelnau-de-Guers et Paulhan.

À partir de 1988, Bernard Morin intègre l'Office d'action culturelle de l'Hérault (ODAC), dirigé par Alain Riols (voir notice). De 1988 à 1993, il s'occupe du Festival du Minervois, haut-lieu de créations théâtrales dans les Hauts-Cantons de l'Hérault. Parallèlement, de 1988 à 1998, Bernard Morin organise la Fête de la jeunesse sur la base départementale de Bessilles, dont il est directeur dès 1995. Pour assurer l'animation socioculturelle de Bessilles, Bernard Morin crée en 1995 l'Association départementale d'animation de Bessilles (ADAB), qui est finalement dissoute en 2006.

À la fin des années 1990, au sein de l'ODAC, Bernard Morin assure aussi la coordination de médiateurs-citoyens (recrutés dans le cadre des emplois-jeunes). Il s'occupe de l'organisation en 2001 des festivités du Centenaire de la cave coopérative de Maraussan (animation culturelle, animation théâtrale et colloque scientifique), et, de 1993 à 2001, de la coordination de l'opération de promotion des vins de l'Hérault intitulée « Primeurs d'automne ».

Enfin, de 2001 à 2006, au sein du conseil général de l'Hérault, Bernard Morin assure à Béziers la direction de l'agence culturelle du Piémont biterrois.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné le 24 octobre 2007 aux Archives départementales de l'Hérault.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds permet de retracer l'activité locale d'un animateur socioculturel en milieu rural en activité dans l'Hérault au cours des années 1970 (rapports de stages, dossiers de projets locaux et d'animations, notes, recherches, correspondance, mémoires, projets, études, notes, comptes rendus). Il permet aussi de documenter plusieurs manifestations culturelles emblématiques de l'Hérault. Enfin les archives du CIAM reflètent l'enseignement de la musique en milieu rural (assemblées générales, procès-verbaux des réunions du bureau, finances et comptabilité, organisation de l'enseignement musical, correspondance).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Bernard Morin, 162J
Don en 2007, 2017, 2018, 2019 et 2023. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. Importance matérielle *:* 24 articles, 2,25 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1964-2022.

Muller Gérard

Historique du producteur

Gérard Muller est né le 25 août 1928 à Metz (Moselle) et est décédé le 10 octobre 2005. Sa mère était professeure de Physique-Chimie et son père sous-officier à l'État-Major de la première région aérienne de Metz.

Enfant, Gérard Muller fréquente les patronages catholiques, les colonies de vacances et brièvement le scoutisme.

À l'été 1945, sous l'égide de l'Entraide Française, il anime sa première colonie de vacances comme économe et moniteur, dont il obtient le diplôme en 1948. Il accomplit son service militaire puis des études d'histoire à l'université de Dijon. En 1950, se déroule sa première expérience de formateur lors d'un stage de moniteur de colonies de vacances pour l'Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV). En 1952, il se marie avec Thérèse Vachet.

En 1953, ils partent en Algérie à Ait Larba en Grande Kabylie. Gérard Muller répond à la sollicitation des Pères blancs qui recherchent un enseignant en histoire pour une classe de 3ème.

Gérard Muller créée la délégation régionale de l'UFCV en Algérie en 1955 et en est le responsable permanent. Il constitue une équipe d'instructeurs en majorité algériens,

développe les stages de formation de cadres et donne une forte impulsion aux centres aérés. Parallèlement, il apporte sa contribution aux deux écoles de formation d'éducateurs spécialisés en Algérie.

À l'indépendance de l'Algérie en 1962, il décide de rentrer en France. L'UFCV devient l'Union algérienne des centres de vacances (UACV) dirigée et gérée par des algériens. À leur demande, il retourne en Algérie pour la mise en place de formations, environ une fois par an jusqu'en 1970.

En France, il est nommé à Orléans pour créer la délégation régionale de l'UFCV. En 1965, il est appelé à travailler avec l'équipe nationale de l'UFCV et il devient le responsable du service « Recherche et méthode ». Il contribue à la création de l'École d'animateurs de loisirs (EAL) pour des jeunes se destinant à exercer un métier permanent, puis d'un Institut supérieur de formation à l'animation et aux loisirs (ISFAL). En 1968, il devient chef du département Recherche et formation à l'UFCV et en 1973, il est nommé directeur général de cette association.

En 1980, il devient administrateur de la Fédération nationale des écoles de parents et des éducateurs (1985) et directeur de l'École des parents et des éducateurs d'Ile-de-France, poste qu'il occupe jusqu'à sa retraite professionnelle en 1985.

De 1985 à 2005, Gérard Muller a été particulièrement actif dans de nombreuses associations et structures : président fondateur de Loisirs Provence Méditerranée (LPM) à Paris, Office franco-allemand de la jeunesse (OFAJ), OFQJ, membre du Conseil économique et social de la région Ile-France, président de la FNEPE (voir notice), CNAJEP (voir notice), Conseil national de la vie associative (CNVA), Association régionale pour le développement de la vie associative (ARDEVA) , FONJEP (voir notice), etc..

Historique de la conservation

En 2014, la femme de Gérard Muller, Thérèse Muller a donné aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP les archives qui étaient conservées chez elle. Ces dossiers ont fait l'objet d'un bordereau de récolement avant leur entrée aux Archives départementales.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers concernent les différentes actions associatives menées par Gérard Muller, principalement au sein de l'UFCV.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Muller Gérard, 594J
Don en 2014. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 2 articles ; 0,6 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1952-2008.

Mun Albert de

Historique du producteur

Arrière-petit-fils du philosophe Helvétius, Albert de Mun (1841-1914) entre à l'École militaire de Saint-Cyr, sert en Afrique (1863), puis fait la guerre de 1870 dans les chasseurs. Prisonnier

en Allemagne, il est gagné par la lecture des œuvres de Monseigneur Ketteler aux idées du christianisme social. Professant les doctrines ultramontaines, il contribue à la fondation des cercles catholiques d'ouvriers et y prononce un grand nombre de discours. Il quitte l'armée en 1875. Député de Pontivy, il combat la politique coloniale en général. Rallié au boulangisme, dans lequel il entraîne le comte de Paris, il renonce, après l'encyclique de Léon XIII de 1892, à la politique royaliste, pour se consacrer uniquement à la politique sociale et religieuse. Au début de la guerre de 1914-1918, il s'efforce, par ses articles dans *l'Écho de Paris* de soutenir le moral de ses concitoyens et organise l'œuvre des aumôniers militaires. Il est membre de l'Académie française depuis 1897.

Albert de Mun est le fondateur de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé en plusieurs fois entre 1977 et 1991 aux Archives nationales – site de Paris et a été complété par un achat en 1982.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des archives d'Albert de Mun et d'Eugénie de La Ferronays, son épouse. On y trouve des papiers personnels, des carnets et correspondance familiale, des lettres et des copies de documents.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine

 Archives d'Albert de Mun, 378AP
Dépôts de 1977 à 1991 et achat en 1982. Archives privées. Communication libre, selon les modalités en vigueur aux Archives nationales pour les articles 378AP/1-378AP/9. Communication soumise à l'autorisation des ayants-droit pour les articles 378AP/10-378AP/46. *Instrument de recherche :* répertoire numérique. Importance matérielle *:* 46 articles, 5,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1830-2010.

Naty-Boyer Jean

Historique du producteur

Né en 1932 et décédé le 16 février 2013, Jean Naty-Boyer est instituteur à Versailles dans les années 1950, formateur dans le domaine des activités musicales à la Fédération nationale des Francas, et compositeur de chansons pour enfants et adolescents.

Dès 1954, avec les Francas (voir notice), il rencontre des groupes folkloriques de la région parisienne, des chorales et des groupes de danse. Avec ses élèves, au piano installé dans la salle de classe, il compose des textes collectifs chantés sur des motifs extraits de chansons allemandes traditionnelles ou classiques.

Il compose également des mélodies qu'il fait écouter à son ami Charles Gardette. Sa première chanson « Caravelles » est éditée en avril 1959. Elle est reprise comme générique de l'émission *Partons à la découverte* lorsqu'il travaille à la radio avec Monique Bermond et Gérard Herzog. Il mène de front ses activités d'instituteur et d'instructeur de danses populaires et d'activités musicales jusqu'en 1964.

Pendant un stage de danses populaires dans le Berry à l'été 1960, on lui propose de participer à l'encadrement des enfants tournant dans le film d'Yves Robert *La guerre des boutons*. Par son intermédiaire, il fait la connaissance de Francis Lemarque. En 1962, il se rend souvent dans les cabarets de la rue Mouffetard et y entend Bobby Lapointe, Anne Sylvestre, Ricet Barrier.

Il démissionne de l'Éducation nationale en 1964 et travaille à ses projets musicaux. Ses chansons touchent les mouvements de jeunesse et les associations d'éducation populaire comme les Éclaireurs de France ou l'Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV). En 1968, il est actif dans les centres UCPA dans le cadre des rencontres « Connaissance de France » avec des jeunes français et étrangers. Il commence la collection « Chants et rythmes » qui a donné « Noël de France », « Vous connaissez le chemin » et en 1970 « Boris et Natacha ». Il compose ainsi plus de quatre-cent chansons qu'il interprète lui-même à partir des années 1970.

Par la suite, Jean Naty-Boyer multiplie les animations dans les écoles et les projets avec les enfants avec sa société « Animimes ». Il prête aussi nombre de ses chansons pour des projets musicaux. Au début des années 1990, il joue le spectacle « Petit bal » dans de nombreuses écoles de France. En 2010, la Sacem lui rend hommage en lui remettant une médaille récompensant l'ensemble de sa carrière. Jean Naty-Boyer a permis à des générations d'enfants d'interpréter des chansons de qualité, avec un langage choisi et des préoccupations propres à leur vie.

Historique de la conservation

Les archives de Jean Naty-Boyer ont fait l'objet d'un don en 2014 auprès des Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP. Elles ont été classées en 2018.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives se caractérise par une variété documentaire importante : correspondance, films, disques, photographies, tracts, partitions, recueils, films et contrats d'édition. Les papiers couvrent les années 1948 à 2013 et concernent ses actions en tant que militant dans le mouvement des Francas et en tant que compositeur de chansons pour enfants. Le fonds contient également une « boite à musiques » comportant des instruments à vocation pédagogique et son mode d'emploi et quelques enregistrements filmés de ses spectacles dans les années 1990.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Naty-Boyer Jean, 593J
Don en 2014. Archives privées. Communication et reproduction libres sauf documents touchant à la vie privée et sous réserve de mention du nom de l'auteur.
Instrument de recherche : Répertoire méthodique détaillé. *Importance matérielle* : 5 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1948-2013.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Fédération nationale des Francas, 547J, 14AV, 4AV
Dépôt en 2007. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle : 130 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1944-2000.

Archives de la Sacem

Contacter Valérie Cottet, responsable des archives : valerie.cottet@sacem.fr.

Nicoulaud Louis-Robert

Historique du producteur

Louis-Robert Nicoulaud est né le 13 novembre 1913 à Orléans. Diplômé de l'École nationale des Arts et Métiers de Châlons-sur-Marne, il devient ingénieur pour la Compagnie de chemin de Fer du Paris-Orléans devenue par la suite la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF). Il épouse Paulette Cosson avec laquelle il aura un fils prénommé Claude. Très impliqué dans le tissu associatif local et dans la vie de son quartier, Robert Nicoulaud décède le 9 février 1996.

Durant la seconde guerre mondiale, il participe à la campagne de France. Démobilisé en juillet 1940, il rejoint d'abord la région parisienne où il habitait avant-guerre. Mais dès 1943-1944, il s'installe provisoirement à Bordeaux puis à Mérignac en Gironde. En 1948, il devient chef de dépôt SNCF à Worth en Allemagne où il participe au rétablissement du réseau ferroviaire.

De retour à Orléans, il participe à la fondation, en 1951, du Centre Culturel d'Orléans - Maison de jeunes et de la culture d'Orléans (CCO). Il s'agit sans doute de la première du genre en région Centre. Pour recevoir les jeunes, Robert Nicoulaud fait installer au 213bis, rue des Murlins un baraquement servant initialement à loger les sinistrés de la Seconde Guerre mondiale. Ultérieurement, il fait construire sa maison devant le CCO. Jusqu'à la dissolution du CCO en 1968, il se bat pour l'accès de la jeunesse à la culture populaire et laïque. Il sera ainsi actif au sein de la Fédération départementale des Maisons de jeunes et de la culture du Loiret ainsi que de la Fédération régionale. Lorsque la gestion des MJC locales est reprise par la municipalité d'Orléans, il semble s'éloigner de ce mouvement. Malgré de nombreux déménagements dus à son activité professionnelle, Robert Nicoulaud reste fondamentalement attaché à la ville qui l'a vu naître. Avec Paulette, son épouse, il multiplie les engagements associatifs. Entre autres, il est sociétaire de l'Automobile-club de France de la région parisienne en 1964. Il est membre de la Société des anciens élèves de l'école nationale des Arts-et-Métiers, du Cercle Péguy, de l'Association pour la protection du site du Loiret, de l'Association pour la protection de l'environnement et de la qualité de la vie (APEAO), de l'Association populaire d'art et de culture (APAC).

Sur le plan politique, il participe en 1977 aux élections municipales sur la liste d'Union pour la démocratie municipale et le renouveau d'Orléans, menée par Michel de La Fournière. Au début des années 1980, il adhère au parti politique naissant Les Verts.

La fibre sociale de Robert Nicoulaud est l'un des traits les plus marquants de sa personnalité. Dans un premier temps, c'est son intérêt pour la jeunesse qui en témoigne. Durant les années 1970, c'est la naissance d'une entreprise familiale qui en apporte une nouvelle preuve. Les Tricots Nicou ont pour but de fournir du travail à des femmes au foyer et ainsi leur apporter un complément de revenus. L'entreprise se porte d'ailleurs très bien puisqu'elle expédie jusque sur la Côte d'Azur.

Sur le plan intellectuel, on notera que Robert Nicoulaud adhérait à la revue Esprit à laquelle il a peut-être d'ailleurs collaboré via des groupes de travail.

En 2010, 213bis rue des Murlins, la plaque signalant l'entrée du CCO existe toujours à l'entrée de la propriété. L'ancienne Maison de jeunes et de la culture est désormais utilisée comme garage par Claude Nicoulaud, devenu propriétaire de la maison de ses parents.

Historique de la conservation

L'ensemble des documents était conservé 213bis rue des Murlins, d'abord dans la maison de Robert Nicoulaud puis dans le grenier de l'ancien Centre Culturel d'Orléans. Une partie des documents a été empruntée par Laurent Besse et entreposée à son domicile à l'occasion des recherches effectuées dans le cadre de sa thèse. L'ensemble des dossiers a souffert avant tout de l'humidité et de la poussière. Ils ne présentaient pas de dégradations physiques importantes.

Suite au signalement par Laurent Besse, les archives de Louis-Robert Nicoulaud ont été données par son fils Claude Nicoulaud aux Archives municipales d'Orléans en janvier 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont d'un grand intérêt pour l'histoire du Centre Culturel d'Orléans - Maison de jeunes et de la culture d'Orléans (CCO). Qu'il s'agisse des dossiers de fonctionnement ou d'activités de l'association, le fonds présente un intérêt exceptionnel d'autant plus qu'il couvre les débuts de la MJC en 1951 jusqu'au milieu des années 1970 : statuts, comptes rendus de réunion (assemblées générales, conseil d'administration, bureau), rapports annuels du directeur, liste des adhérents, correspondance, comptabilité, documents concernant les adhérents, brochures, coupures de presse, photographies, notes, enquêtes et rapports concernant différentes activités de la MJC, etc.

Par ailleurs, le fonds renferme des documents concernant d'autres MJC comme la MJC des Blossières (1971-1975) ou l'Association orléanaise des MJC (1964-1974), ainsi que les actions de Louis Nicoulaud au sein de la Fédération départementale des MJC du Loiret (1967-1971) et la Fédération régionale des Maisons de Jeunes et de la Culture de l'académie d'Orléans (1970-1971).

Enfin, le fonds comporte quelques pièces sur l'Université populaire d'Orléans (1950-1954), le Comité des jeunes d'Orléans (1960-1961), la Ligue des droits de l'Homme (1960-1963, voir notice), la Fédération des œuvres laïques du Loiret (FOL) (1962-1964, 1967-1968), l'Association populaire d'art et de culture à Orléans (APAC) (1963), l'Union régionale des œuvres privées sanitaires et sociales (1964), le Sporting-Orléanais (1967), l'Amicale des directeurs semi-permanents (1968), les foyers de jeunes travailleurs à Orléans (1959-1960).

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales d'Orléans

 Nicoulaud Robert, 24S
Don en 2009. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 32 articles (cotes concernant ses activités associatives 24S 3 à 24), 2,20 mètres linéaire. *Dates extrêmes :* 1931-1984.

Orain Emile

Historique du producteur

Militant ajiste, Emile Orain est membre de l'association Les anciens et amis des auberges de jeunesse de la région Rhône-Alpes (ANAAJ).

Historique de la conservation

Emile Orain a confié ses archives à l'ANAAJ qui les a données aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en juillet 2010. Un répertoire numérique définitif a été

réalisé au début de l'année 2011.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives est constitué de quelques pièces se rapportant exclusivement aux auberges de jeunesse entre 1944 et 1987 : plaquettes de présentation, périodiques locaux et nationaux, circulaires, correspondance, concernant l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice), le Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), le Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice), la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice) et la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Orain Emile, 20140184 (ex 577J)
Don en 2010. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 9 articles, 0,30 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1944-1987.

Patin-Dhalluin André et Elisabeth

Historique du producteur

André et Elisabeth Patin-Dhalluin sont liés à la naissance et à l'expansion de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) à Roubaix-Tourcoing (voir notice). André Patin a fait partie des membres fondateurs en 1927 à Roubaix tandis qu'Elisabeth Dhalluin participait à la fondation de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF) à Tourcoing où elle était ouvrière textile. Après la guerre ils militèrent dans des mouvements familiaux.

André Patin fut aussi actif au sein du Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice) où il était en particulier chargé de la diffusion du journal *Vie populaire*. Il a ensuite participé à Culture et liberté (CEL, voir notice) tandis qu'Elisabeth militait au sein de l'association populaire familiale de Wattrelos. André Patin a par ailleurs été militant syndical à la CFDT au sein des établissements Lepoutre où il fut élu au comité d'entreprise.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné au Archives nationales du monde du travail à Roubaix en 1994.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des comptes rendus de réunions, de la correspondance, des notes de synthèses sur la JOC Roubaix et les mouvements familiaux ; et des ouvrages concernant le mouvement jociste.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 André et Elisabeth Patin-Dhalluin, 1994 030
Don en 1994. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 81 articles, 2 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1927-1994.

Père des Cilleuls

Historique du producteur

Le Père des Cilleuls a été aumônier fédéral de la Jeunesse ouvrière chrétienne et de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOC-JOCF, voir notice) de 1952 à 1973 à Valence, puis à Portes-lès-Valence. Par la suite il fut aumônier des lycées de Valence et de Crest (Saint-Louis) de 1973 à 1974. Son activité en tant que prêtre de Mours-Saint-Eusèbe a débuté en 1967.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales de la Drôme.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble notamment des documents relatifs à son activité en tant qu'aumônier fédéral de la JOC (voir notice) et de la JOCF (voir notice) : carrefours de rencontres, comptes rendus de réunions, notes personnelles, témoignages, cahier de compte rendus des rencontres des responsables d'équipes, cahier de compte rendus de réunions de l'Action catholique pour l'enfance (ACE, voir notice), chants de la JOC, bulletins de la fédération, coupures de presse, périodiques, ouvrages et plaquettes, journaux divers, affiches.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Drôme

 Fonds du Père des Cilleuls, 96J
Archives privées.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 13 articles concernant l'activité d'aumônier fédéral de la JOC (96J 1-13). *Dates extrêmes :* 1937-1978.

Perrais Jean-Luc

Historique du producteur

Jean-Luc Perrais est né à Guérande le 8 novembre 1940. Il a découvert le scoutisme au sein de l'école des Apprentis Mécaniciens de l'Armée de l'Air de Saintes (Charente-Maritime) où il était entré à 17 ans, en 1957. En effet, il existait pour les élèves, tous internes, de nombreuses activités dites dirigées, pendant les temps de loisirs, notamment un groupe scout affilié aux Scouts de France (SDF, voir notice).

En deuxième année d'école à la caserne Joinville de Rochefort-sur-Mer (Charente-Maritime), il a continué à pratiquer le scoutisme en prenant peu à peu des responsabilités dans le

mouvement. En 3ème année de formation pour le Brevet d'électricien équipements de bord à la base aérienne 721 de Rochefort-surmer, il a participé à l'équipe d'encadrement de la Communauté Route de la Rencontre. Pendant la période de 1959 à 1961, étant resté sur la Base de Rochefort-sur-Mer comme sergent instructeur sur hélicoptère, il a animé en dehors de son travail, la Communauté de la Rencontre affiliée à la Route des Scouts de France. La Communauté de La Rencontre a notamment organisé des spectacles de Noël sur la base et dans des paroisses voisines : crèche vivante à partir de l'histoire des « Santons de Provence », animations liturgiques dans des offices catholiques.

En 1962, après 6 mois comme élève pilote à Cognac (Charente), il a été reversé dans le corps non navigant et muté à la base aérienne 732 Colmar Meyenheim (Haut-Rhin). Avec plusieurs camarades de Rochefort-sur-Mer, ils ont créé au sein de cette base la communauté Route des Scouts de France, Saint Exupéry, qui regroupa une vingtaine de jeunes appelés et engagés de 19 à 24 ans. Cette communauté était rattachée au district Scouts de France de Guebwiller (Haut-Rhin). Ils avaient beaucoup d'activité de plein air : camps, randonnées, ski, etc. Ils ont également fondé un groupe de chants mimés appelé Les Compagnons Routiers de Meyenheim, qui a animé de nombreuses fêtes de paroisses de groupes scouts en Alsace. En outre, cinq d'entre eux ont participé avec les scouts routiers de Thann (Haut-Rhin) à un Camp itinérant en Terre Sainte en juillet/août 1964 (Égypte, Liban, Syrie, Jordanie, Israël).

Après 8 années d'Armée de l'Air, il est entré à la Fédération française des MJC le 15 février 1965. Au cours de sa formation de directeur de MJC, il a connu sa première grève en stage plein air à Valon Pont d'Arc et avec plusieurs stagiaires, il a créé le syndicat CFDT. Sa première affectation fut la MJC de Forbach (Moselle) qu'il quitta en 1967, pour le poste de directeur des MJC de Mulhouse (Haut-Rhin).

En 1974, il devint délégué régional de la FRMJC Alsace, après avoir vécu les conflits liés à la première scission de la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice) en 1969. Lors de ce conflit la FRMJC d'Alsace resta d'abord autonome, puis rejoignit la FFMJC en 1974 avec l'accord de Jean Bézu ancien délégué régional.

À partir de la fin des années 70, il a en outre contribué à engager la FFMJC dans la coopération internationale et à l'Aide aux pays en voie de développement. En Alsace, il a négocié avec le ministère malgache chargé de la Jeunesse et Sports et l'Institut régional de coopération et de développement, divers protocoles de coopération qui ont notamment abouti en 1990 aux jumelages de 6 MJC alsaciennes avec des centres de jeunesse malgaches autour de micros projets de développement, à une Comédie musicale franco-malgache sur le thème de La Révolution Française animée par le collège de Drusenheim et présentée à 5 reprises à Madagascar par 80 jeunes français et malgaches, à deux chantiers de jeunes, à diverses actions culturelles et humanitaires, à une étude sur l'emploi des jeunes à Majunga.

Il est resté délégué régional de la Fédération régionale jusqu'en 1994, date à laquelle, il devint délégué fédéral de la FFMJC. Il a suivi les activités des FRMJC de Normandie et de Nord – Pas-de-Calais. Il a représenté la FFMJC, dans de nombreux congrès et séminaires, à la Commission coopération et développement du ministère français de la Coopération (COCODEV), à la Commission internationale du CNAJEP. En novembre 1998, il a pris sa préretraite professionnelle.

Historique de la conservation

Les archives de Jean-Luc Perrais ont été remises en don aux Archives départementales du Val-de-Marne en avril 2006 dans le cadre du Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP).

Lors du classement ont été éliminés les doublons et des pièces comptables justificatives, les documents de synthèse ayant été conservés. Les documents photographiques ont été conditionnés à l'unité en pochettes neutres, les négatifs en pochettes de type terphane. Enfin les documents audiovisuels (cassettes VHS) seront numérisés prochainement au format Mpeg2 et gravés sur DVD.

À noter que le fonds d'archives renferme les témoignages audio de militants scouts dans les bases militaires aériennes. Ces enregistrements ont été réalisés par Jean-Luc Perrais en 2009-2010 (14AV 1565-1571).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ces archives apportent quelques éléments sur le scoutisme dans les écoles militaires aériennes (années 1950 et début des années 1960) mais l'intérêt principal du fonds réside dans les dossiers sur les actions de coopération et de développement menées à Madagascar entre la fin des années 1970 et des années 1990.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Perrais Jean-Luc, 545J
Don en 2006. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 12 articles, 1,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1955-2000.

Philip André

Historique du producteur

Né en 1902 et décédé en 1970, André Philip était un économiste. Résistant, il devient député socialiste puis ministre du gouvernement provisoire de la IVe République. Il est militant du christianisme social et des Maisons des jeunes et de la culture. Il est co-fondateur et président de la République des jeunes qui devient en 1948, la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture (FFMJC, voir notice). Il démissionne de la FFMJC en 1968.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives nationales – site de Paris par M. Loïc Philip, le 15 avril 2002.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents relatifs aux différentes activités d'André Philip : papiers personnels et albums de photographies de famille, correspondance, cahiers de notes manuscrits, cours d'économie, conférences et articles, documentation (sur l'Europe, le développement économique, les accords commerciaux, le résistant François-Louis Closon). On y trouve également des thèses et travaux d'étudiants sur André Philip, des articles nécrologiques et de la documentation sur André Philip.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine

 André Philip, 625AP
Don en 2002. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 26 articles, 4,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1902-1998.

Philippe Francis

Historique du producteur

Francis Philippe a été militant et permanent de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC, voir notice), militant puis permanent de la CFDT dans le bassin de la Sambre et le Valenciennois (métallurgie) de 1966 à 1983 et responsable de la publication de la « Note sur la conjoncture économique » publiée par l'Agence régionale de développement, jusqu'à sa mort en 1993.

Historique de la conservation

Avant d'entrer aux Archives nationales du monde du travail, le fonds Francis Philippe avait préalablement fait l'objet d'un don à l'Union régionale CFDT de la part de Mme Philippe, sa veuve. Il est transféré par contrat de dépôt du 14 avril 1994 avec l'Union régionale CFDT aux Archives nationales du monde du travail en juin 1995.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents relatifs à la jeunesse militante de Francis Philippe au sein de la JOC, à son action à la CFDT et d'archives personnelles.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Francis Philippe, 1995 068
Dépôt en 1995. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 1214 articles, 16,53 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1941-1994.

Philippe Michel

Historique du producteur

Michel Philippe est né en 1928. Comédien amateur dès son adolescence, il fonde à 18 ans une compagnie théâtrale et se forme dans les stages dirigés par les instructeurs techniques nationaux « art dramatique ». Il rejoint ce corps en décembre 1951, tout en devenant le secrétaire de rédaction de la revue *Éducation et vie rurale*, fondée et dirigée par Jean Nazet, qui avait été son professeur de philosophie au lycée de Niort et qui est surtout l'inventeur de la méthode du « Livre vivant », ce « pont jeté entre la bibliothèque et le théâtre ». Cette méthode a fondamentalement orienté l'approche de l'art dramatique en fonction de laquelle Philippe a conçu ses créations scéniques.

Sillonnant la France pour animer des stages principalement destinés aux élèves des écoles normales d'instituteurs et des écoles d'enseignement ménager agricole, Michel Philippe monte de très nombreux spectacles, souvent préparés lors de stages dits de « réalisation » qui se déroulent durant les vacances scolaires et qui mettent de très nombreux amateurs au contact de professionnels du spectacle. Son premier coup d'éclat est la mise en scène, sur un découpage de Jean Nazet, des *Maîtres sonneurs*, un des romans champêtres de George Sand, donnée à Nohant en 1954, l'année du 150e anniversaire de la naissance de l'écrivaine, et qui sera reprise dans divers lieux du Berry au cours des années suivantes.

Alternant auteurs récents ou contemporains (Alain-Fournier, Blaise Cendrars, Ramuz, Genevoix, Yves Gibeau, Pierre-Henri Simon, Marcel Aymé, Giono, Pagnol, Giraudoux, Barjavel, Camus, Jean Cayrol, Guéhenno, Audiberti), et grands auteurs de la génération romantique (Chateaubriand, Hugo, Balzac, Musset, Théophile Gautier, Lamennais, Walter Scott et toujours George Sand) ou de la Renaissance (Ronsard, Agrippa d'Aubigné), Philippe constitue au fil des années une équipe de partenaires fidèles, scénographes et décorateurs (Pierre Boriachon, Jean Boucher, Robert Csali, Gilles Duché, Jean Hermann), créatrices de costumes (Marie Barregas, Huguette Gasbar), compositeurs (Edgard Bischof, Jacques Boudon, Charles Brown), et il forme au moins deux générations de metteurs en scène qui débutent à ses côtés comme assistants (Philippe Dauchez, Juliette Lanoë, Jean-Pierre Pottier).

Pour soutenir son action, Michel Philippe fonde en 1957 une nouvelle compagnie d'acteurs professionnels, la Compagnie nationale du Livre vivant ; deux ans plus tard, il crée « Fêtes et Jeux du Berry », qu'il définit comme un « mouvement régional d'expression théâtrale populaire » et qui, jusqu'en 1967, organise un festival de « livres vivants » déployé durant l'été dans de nombreuses communes du Cher et de l'Indre. Constamment soucieux d'ancrer territorialement son action pour l'éducation populaire, il s'appuie sur des associations-relais, instaurant un lien fort avec les collectivités locales (régions ou municipalités) qui financent son travail, tout en préservant sa liberté de programmateur et de créateur : se succèdent ainsi, au fil de ses changements d'affectation, l'Office régional pour l'animation des collectivités du Poitou-Charentes (ORAC, 1963-1970), le Centre martiniquais d'action culturelle, basé à Fort-de-France (CMAC, 1971-1975) et enfin, en Bretagne, à Fougères, l'Office fougerais d'action culturelle (OFAC), support d'un « festival national du livre vivant » qui connaît vingt éditions, de 1977 à 1996, et qui ne manque pas de célébrer la mémoire et l'œuvre du plus célèbre des Fougerais, Jean Guéhenno.

Atteint par la limite d'âge, Philippe se retire en Charente-Maritime, vivant entre Rochefort et Fouras, mais il continue, jusqu'au début des années 2010, à monter des « livres vivants », notamment par le biais de l'Association nationale pour le livre vivant (ANALIV, voir notice), créée en 1980 avec le parrainage d'Annie Guéhenno. Il décède en 2013.

Historique de la conservation

En 2017, François Gasnault, conservateur du patrimoine et chercheur, informe le PAJEP que les archives de Michel Philippe ont été rassemblées à Rochefort et qu'elles font l'objet, par les soins de Martine Nazet, fille du créateur du Livre vivant, et de Didier Berjonneau, ancien collaborateur de Michel Philippe, d'opérations de tri et de pré-classement, en vue de l'établissement d'un récolement. Après plusieurs déplacements à Rochefort des partenaires du PAJEP, le fonds a été transféré en 2019 aux Archives nationales, Fabien Cazenave, le petit-fils de Michel Philippe leur en ayant fait don.

Présentation des sources

Le fonds comprend d'abord des documents relatifs à la carrière de M. Philippe, aux associations qu'il a fondées et aux équipements culturels dont des collectivités locales lui ont confié la responsabilité. Mais il rassemble surtout les traces multimédias de son travail de créateur : « découpages » des textes adaptés en « livres vivants » (sous forme de dactylogrammes souvent annotés à la main) photographies, affiches, dépliants, enregistrements sonores, films muets et parlants (bobines, cassettes VHS et DVD), etc. Cette

hétérogénéité documentaire reflète bien la carrière d'un militant de l'éducation populaire qui a toujours agi simultanément en tant qu'artiste, formateur et responsable de structure.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fonds Michel Philippe, 20190314
Don en 2019. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire méthodique. *Importance matérielle* : 17,6 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1947-2013.

Picard-Aubert Jeanne

Historique du producteur

Fondatrice et ancienne secrétaire générale de la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF, voir notice) de 1928 à 1939, Jeanne Picard-Aubert a réalisé une enquête afin de reconstituer le parcours et le cadre de vie des anciennes jocistes au sein du mouvement. Les enquêtes menées auprès des adhérentes sont au cœur des pratiques jocistes : étudiées en section dans les cercles d'études, elles permettaient de connaître le milieu dans lequel évoluaient les membres de l'association, et de formuler des propositions d'action.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales des Hauts-de-Seine en 1999.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble 707 questionnaires portant sur l'itinéraire des membres de la JOCF, classés par fédération d'appartenance.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Hauts-de-Seine

 Fonds Jeanne Picard-Aubert, 56J
Don en 1999. Archives privées. Communication immédiate pour les recherches à caractère non nominatives, 100 ans à compter de la naissance pour les recherches nominatives.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 8 articles, 0,80 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1958-1987.

Planchon Roger

Historique du producteur

Né à Saint-Chamond en 1931 et décédé en 2009, il passe son enfance sur les hauts plateaux d'Ardèche et dans les quartiers populaires de Lyon. Il quitte ses études sans diplôme et se considère comme autodidacte à peine scolarisé. À la fin des années 1940, il suit des stages de réalisation organisés par des instructeurs nationaux du ministère chargé de la Jeunesse et de l'éducation populaire, dont Henri Cordreaux et Hubert Gignoux. C'est au cours de ses

stages qu'il rencontre ceux dont il fera le noyau de la future Comédie de Lyon. En 1950, il reçoit le prix du concours Léo Lagrange de théâtre amateur. Le lendemain la troupe se déclare professionnelle. C'est le début de la Comédie de Lyon, premier théâtre permanent de création en province.

Il peut commencer la bataille pour « un répertoire exigent et un public populaire et averti » (il appuie son action théâtrale sur une action en direction des associations et des comités d'entreprise). En 1957, il devient directeur du théâtre de Villeurbanne qui devient le Théâtre de la Cité. En quelques saisons, ils font du Théâtre de la Cité le concurrent provincial du TNP de Jean Vilar, leur modèle et ami. C'est là que se constitue et se réunit en mai 1968 un Comité permanent des directeurs de théâtres populaires et des maisons de la culture, solidaire du mouvement ouvrier et étudiant.

En 1972, Roger Planchon et Robert Gilbert s'associent à Patrice Chéreau. Ensemble, ils font du Théâtre de la Cité un foyer de création théâtrale unique en France et se voient confier le soin d'illustrer l'emblème du Théâtre national populaire. En 1986, Georges Lavaudant prend le relais de Patrice Chéreau et œuvre pendant dix ans dans le cadre de cette double direction artistique voulue depuis toujours par Roger Planchon. En juillet 2000, Catherine Tasca, Ministre de la culture, met un terme aux responsabilités institutionnelles de Roger Planchon en nommant à la direction du TNP Christian Schiaretti, qui ne prend effectivement ses fonctions qu'en janvier 2002.

À partir des années 1980, il se lance dans la réalisation de films (Dandin, Louis, enfant roi, Lautrec). Il développe et met en œuvre en région Rhône-Alpes une politique de décentralisation de la production cinématographique (150 films en une dizaine d'années) inspirée par la décentralisation théâtrale des années 1950 dont il a été l'enfant et l'un des plus vigoureux artisans.

Historique de la conservation

Le fonds a été rassemblé et organisé par le Centre de documentation du TNP. Dès les années 1970, l'arrivée de Michel Bataillon dans l'équipe du TNP amorce le classement et la conservation de la documentation produite et reçue au sein du théâtre, avec l'aide de Michel Raskine. En 1990, Heidi Weiler est recrutée comme documentaliste et prend en charge ce secteur. Les documents sont alors placés dans des chemises et cartons numérotés. Un inventaire analytique par spectacle renvoie aux numéros de cartons correspondants, par type de document.

Le fonds a été donné dans les années 2000 au département des Arts du spectacle de la Bibliothèque nationale de France (BNF). Il est en cours de classement et d'inventaire. À la date du 1er avril 2007, seule la programmation du Théâtre de la Comédie et du Théâtre de la Cité est entièrement traitée. Les spectacles invités par le Théâtre de la Cité ne figurent pas encore dans l'inventaire. Les photographies et les affiches ne sont pas encore décrites. Les archives techniques (décors) sont en cours de classement.

Le fonds étant en cours de traitement, il est communicable en différé en salle de lecture pour les parties inventoriées. Pour les parties qui ne font pas l'objet d'un inventaire en ligne, il faut formuler une demande précise en salle de lecture ou par le service de renseignement à distance de la BNF.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds Roger Planchon est issu de l'activité de Roger Planchon dans les différentes troupes théâtrales qu'il a dirigées et codirigées successivement : le Théâtre de la Comédie (Lyon), le Théâtre de la Cité (Villeurbanne), le Théâtre national populaire de Villeurbanne.

Il comprend des documents ayant trait à l'ensemble des activités des collaborateurs administratifs, artistiques ou techniques de ces troupes. Pour autant que l'on puisse en juger,

les archives administratives présentent quelques lacunes. Par contre, les archives relatives à la programmation semblent très complètes, tant pour les spectacles mis en scène par Roger Planchon que par ses collaborateurs Jacques Rosner et Patrice Chéreau. Les archives concernant les spectacles de Georges Lavaudant sont moins complètes. Le fonds renferme également de la documentation rassemblée sur les spectacles invités, documentation sur le paysage théâtral en France et à l'étranger, et en particulier en région Rhône-Alpes (très nombreux programmes).

Le fonds est constitué de matériaux très différents : documents imprimés, manuscrits, documents de production (programmes, prospectus, affiches, dossiers de presse), dossiers de coupures de presse, photographies, maquettes, costumes.

Localisation du fonds du producteur

Bibliothèque nationale de France - Département des Arts du spectacle

 Roger Planchon, 4-COL-112
Don. Archives privées. Communication en différé en salle de lecture pour les parties inventoriées. Pour les parties qui ne sont pas classées, faire une demande précise en salle de lecture ou par le service de renseignement à distance de la BNF.
Instrument de recherche : répertoire numérique pour une partie des archives ; en cours de classement pour le reste. Importance matérielle *:* 220 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* non communiquées.

Popard Irène

Historique du producteur

Irène Popard, née le 30 septembre 1894 à Paris, est danseuse, créatrice d'une école et d'une méthode d'enseignement rythmique et esthétique du mouvement adapté aux femmes : la gymnastique harmonique et rythmique, dite « méthode Irène Popard ».

C'est lors d'un séjour aux États-Unis entre 1911 et 1913 qu'elle découvre la danse d'Isadora Duncan et commence à suivre les cours de gymnastique de Steele Mackaye (créateur de l'*Esthetic* ou *Harmonic gymnastic*), disciple de François Delsarte. À son retour en France, elle continue d'étudier la gymnastique chez Georges Demeny et s'initie à la rythmique d'Emile Jaques-Dalcroze. Dans le même temps, elle assiste sa mère dans les services de rééducation des hôpitaux, se spécialise en gymnastique médicale et passe son diplôme d'infirmière.

En 1914, Georges Demeny lui confie un cours au lycée de jeunes filles Lamartine à Paris. L'année suivante, elle est reçue à l'examen de professeur de gymnastique et dispense ses premiers cours pour les Éclaireuses de France (voir notice) dans les locaux de l'Union Chrétienne des Jeunes Filles. C'est là qu'elle détermine les bases de sa méthode qui vise à libérer le corps féminin de ses contraintes. Elle présente ses élèves au public en 1917 lors d'une démonstration de sa méthode de gymnastique harmonique et remporte un grand succès. En 1920, elle participe avec ses élèves au Jeux internationaux féminins de Monte-Carlo dont elle sort victorieuse.

La méthode d'Irène Popard fait de plus en plus d'adeptes. En 1921, elle ouvre une école de gymnastique harmonique qui porte son nom et fonde l'Association de Gymnastique Harmonique et Rythmique (AFGHR) où elle enseigne jusqu'à la fin de sa vie. Dès 1923, cette école est autorisée à délivrer des diplômes de professeur. Les jeunes diplômées participent à la diffusion de la méthode en ouvrant des écoles de gymnastique harmonique en France et à l'étranger. Des stages de perfectionnement sont organisés tous les ans et Irène Popard fait régulièrement le tour de France de ces écoles, ce qui lui permet d'exercer un contrôle sur ses anciennes élèves et sur la manière dont elles enseignent sa méthode. Pour en assurer la diffusion, Irène Popard crée également des séances de démonstration et fait participer ses

élèves à de très nombreuses manifestations (inaugurations de stades, rassemblements de jeunesse, manifestations sportives...), annoncées et commentées par de nombreux journaux.

Avec l'appui de personnalités du monde politique et sportif, elle participe au développement d'une doctrine nationale pour le développement de l'éducation physique féminine. Irène Popard est également sollicitée pour organiser la figuration de ses élèves dans quelques œuvres classiques du théâtre français. Le comédien Jean Hervé lui confie ainsi la figuration artistique de plusieurs œuvres à la Comédie-Française et en 1949, c'est Georges Hirsch qui lui propose d'établir la chorégraphie du ballet « La Naissance des Couleurs » à l'Opéra de Paris.

Irène Popard a été nommée Chevalier de la Légion d'Honneur en 1934 et a accédé au rang d'officier en 1948. Elle meurt en 1950 mais l'enseignement de la gymnastique harmonique lui survit grâce à l'activité de l'AFGHR qui disparaît en 1999. En 2000, est créée l'Association nationale Irène Popard qui veille à la sauvegarde de la mémoire d'Irène Popard, regroupe les professeurs issus des cours d'Irène Popard, grâce à la création d'un certificat de spécialisation « Irène Popard », et défend la profession.

Historique de la conservation

Les archives d'Irène Popard ont été données en 2008 à la médiathèque du Centre national de la danse par l'Association nationale Irène Popard.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Ce fonds rassemble plusieurs ensembles de documents ayant trait aux diverses facettes de l'œuvre d'Irène Popard et à l'Association Française de Gymnastique Harmonique (AFGHR). Sont ainsi conservés des papiers concernant l'élaboration de la méthode de gymnastique harmonique ainsi que l'enseignement de cette même méthode par Irène Popard (notamment au sein de l'AFGHR). On trouve aussi trace d'activités artistiques avec des documents relatifs à la création de spectacles, aussi bien démonstrations de son école que véritables créations chorégraphiques.

Les documents qui se rapportent à l'AFGHR concernent les activités de l'association, la gestion du centre de formation Irène Popard et du réseau des écoles enseignant la gymnastique harmonique. On trouve aussi des dossiers relatifs aux actions de diffusion de la méthode menées par l'association ainsi qu'à l'organisation d'évènements commémoratifs.

Lors de son versement, ce fonds comprenait également un ensemble de six albums composés de programmes et coupures de presse sans aucun classement chronologique ni thématique. Leur contenu très divers porte aussi bien sur Irène Popard, sa vie mondaine, ses créations qui chorégraphiques, sa méthode que sur l'école de gymnastique harmonique et ses représentations diverses. Certains de ces albums semblent avoir été constitués par l'AFGHR payait l'Argus de la Presse pour réaliser sa revue de presse. Il convient donc de consulter l'ensemble de ces registres pour avoir un aperçu complet des coupures de presse concernant Irène Popard, sa méthode et l'AFGHR.

Localisation du fonds du producteur

Médiathèque du Centre national de la danse (CND)

 Popard Irène, 1 POP – 2 POP
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : non communiqué. Importance matérielle *:* 253 unités documentaires. *Dates extrêmes :* 1916-2000.

Sources complémentaires

Bibliothèque nationale de France

Le département des Arts du spectacle conserve des documents se rapportant à Irène Popard.

Pottier Robert

Historique du producteur

Robert Pottier est un militant du Mouvement populaire des familles (MPF, voir notice) et du Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives nationales du monde du travail à Roubaix en 1997.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des archives personnelles de Robert Pottier liées à ses activités militantes : collection reliée de *Libération du monde ouvrier*, qui devient *Vie populaire* à partir de 1955, archives témoignant de la participation de Robert Pottier aux activités de la Confédération nationale des associations populaires familiales.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Robert Pottier, 1997 024
Dépôt en 1997. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 24 articles, 1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1950-1973.

Poujol Geneviève

Historique du producteur

Militante au Mouvement jeunes femmes (voir notice) et à Peuple et Culture (voir notice), Geneviève Poujol est permanente de l'Association pour la diffusion de la recherche sur l'action culturelle (ADRAC, voir notice) à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Elle participe à la création de la Société française des chercheurs sur les associations (SFCA) en 1981 et en est la présidente.

Geneviève Poujol a soutenu en 1976 une thèse de troisième cycle *La dynamique sociale des institutions socioculturelles* sous la direction de Joffre Dumazedier, professeur à l'Université de Paris V. Dans les années 1970, elle travaille au centre d'études, de recherches et de documentation de l'Institut national d'éducation populaire (INEP) à Marly-le-Roi, et elle devient en 1978 rédactrice en chef de la revue *Les cahiers de l'animation*. Après la fermeture de la section de recherches de l'INEP en 1988, elle intègre l'équipe de recherche sur les temps sociaux, âges et modèles culturels du CNRS (voir notice) et, au début des années 1990, elle entre au Laboratoire de sociologie du changement des institutions (LSCI-CNRS).

Historique de la conservation

Déposé en 1998 aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP, le fonds a été récolé en 2000. Une partie des archives sont toujours conservées chez Geneviève Poujol.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Outre ses dossiers de recherche et ses publications, les archives déposées par Geneviève Poujol renferment des pièces intéressantes sur son action au sein du Mouvement jeunes femmes, du Groupe de liaison œcuménique féminin et surtout sur la SFCA.

Plusieurs dossiers concernent l'International federation of settlements (IFS), de la tenue de son 1er congrès en 1922 à la correspondance des années 1980, ou encore quelques coopérations européennes qui se dessinent dès les années 1960-1970.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Poujol Geneviève, 20140171 (ex 504J)
Dépôt en 1998. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 1,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1964-1998.

Poullain François

Historique du producteur

François Poullain a milité à l'Union normande des centres maritimes et touristiques (UNCMT) et président de l'association Majorettes de Caen.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en 2003 aux Archives départementales du Calvados.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

En dehors de dossiers professionnels, le fonds d'archives concerne son action au sein de l'association Majorettes de Caen (1969-1972) et de l'UNCMT : colonies de vacances de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) et Le Becquet (Lillebonne, Seine-Maritime).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Archives François Poullain, 2003JP 893
Don en 2003. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.

Instrument de recherche : inventaire numérique provisoire. *Importance matérielle :* 7 articles, 5,6 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1954-1983.

Poumerol Henri

Historique du producteur

Henri Poumerol (1923-2004) était journaliste et militant au Mouvement républicain populaire (MRP). Il a animé un courant situé à gauche de ce parti : « Rénovation démocratique ».

Du 1er décembre 1951 au 31 octobre 1956, Henri Poumerol est secrétaire général de l'Agence française d'Information et de Documentation (AFID), organe de presse du MRP. Poumerol y dirige le service « Information Jeunesse », créé le 3 mars 1964 et résumé par son slogan « Information, Animation, Promotion ». L'ambition était de fournir aux jeunes auditeurs une information pratique, immédiate et concrète : elle prenait la forme de brefs communiqués, passant sur les ondes plusieurs fois par jour. Poumerol s'investit particulièrement dans les activités d'Inter Service Jeunes.

L'éducation de la jeunesse est un pilier important de la vie d'Henri Poumerol. À 16 ans, il dirige le mouvement Cœurs Vaillants – Ames vaillantes (voir notice) à Bordeaux. Démobilisé le 29 mai 1946, il devient directeur de centres de jeunesse, notamment ceux organisés par le Service social des armées. Le 22 décembre 1944, il est un des fondateurs de l'Organisation centrale des camps et auberges de la jeunesse (OCCAJ, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en plusieurs fois aux Archives nationales : en septembre 2004 par Gilles Poumerol et Anne Chaumereuil-Poumerol et en janvier 2005u par Guy Bernède.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents très divers relatifs aux différentes activités d'Henri Poumerol : études, circulaires, brochures, actes de colloque, rapports, correspondance, affiches, documentation, coupures de presse, réflexions philosophiques, entretiens, notes, articles, archives audiovisuelles et photographies. On y trouve également sa thèse de doctorat ainsi que des archives du MRP, de l'OCCAJ et de la Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales - site de Pierrefitte-sur-Seine

 Henri Poumerol, 24AR
Don en 2004 et 2005. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 38 articles, 5,40 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1938-2002.

Pronteau Jean

Historique du producteur

Né en 1919 et décédé en 1984, Jean Pronteau était un intellectuel engagé et un homme politique. Il a milité au Parti communiste français entre 1942 et 1970, et au Parti socialiste à

partir de 1973. Il a participé activement à la Résistance, il a été responsable militaire des Forces unies de la jeunesse patriotique (FUJP, voir notice) et l'un des principaux artisans de la Libération de Paris.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP). L'inventaire détaillé du fonds, accompagné d'articles, a été publié dans le *Bulletin de l'IHTP*, n°74, novembre 1999.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Si le fonds concerne principalement son engagement politique, il renferme quelques pièces intéressantes sur les FUJP entre 1943 et 1945 : circulaires, tracts et presse clandestine, rapports de mission, instructions militaires, correspondance entre FUJP et les ministères (1944-1945), correspondance et consignes pour l'attribution des grades FFI (cotes 5 à 8).

Localisation du fonds du producteur

Institut d'histoire du temps présent

 Pronteau Jean, ARC 3010
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 72 articles. *Dates extrêmes :* 1939-1983.

Rasquier Pierre et Lisbeth

Historique du producteur

Pierre Rasquier est né en 1918 de parents tenanciers d'un café-restaurant d'une petite ville sarthoise, Saint-Calais. Il est décédé en 2006.

Pendant l'Entre-deux-guerres, encore jeune apprenti en plomberie, il transforme, avec un groupe d'amis, une ferme à l'abandon en auberge de jeunesse. Le groupe adhère au Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice) et « Pierrot » est nommé père aubergiste. Également membre des Amis de la Nature, il met ses compétences techniques au service de l'aménagement d'autres auberges. Quand la guerre éclate, le jeune conscrit est fait prisonnier sur le front de la Somme.

Après s'être évadé en octobre 1942, il participe à la réorganisation des auberges en zone sud et rencontre pour la deuxième fois les Amis du service civil international (SCI, voir notice), son premier contact s'étant produit par l'entremise d'un Anglais qui s'était arrêté à l'auberge de Saint-Calais alors qu'il rejoignait l'équipe de civiliste en partance pour l'Espagne. Il s'y engage alors pour plus de trente ans, dont quatre ans comme volontaire de longue durée (1946-1950).

Successivement volontaire en France et en Suisse, Pierre Rasquier encadre son premier chantier à Châteaudun avant de participer à un chantier en Allemagne. En 1947, il passe plusieurs mois en Finlande pour la construction de maison et d'une école. Après d'autres chantiers en France, il fait partie en 1948 de la petite équipe internationale de volontaires qualifiés qui part en Crète pour une action de « développement communautaire » sur le modèle de ce qui fut réalisée aux Indes dans les années 1930.

En novembre 1950, il épouse une volontaire danoise, Lisbeth Jensen, infirmière assistante en bloc opératoire au Danemark, qui est née le 14 avril 1922 à Copenhague et décédée le 23 novembre 2005. Celle-ci découvre le SCI lors de vacances en Suisse en 1947. Ayant pris

une année sabbatique, elle participe à plusieurs chantiers et rencontre Pierre Rasquier sur le chantier de Dolomieu en Isère. En 1950, ils se retrouvent sur un chantier de plusieurs mois en Grèce. Après leur mariage, ils s'installent dans le sud de la France. Ils ont 2 enfants, Christian et Alain, construisent « le Mas d'Amitié » dans les hauteurs de Nice où sont accueillis pendant plusieurs décennies des équipes de volontaires longs termes, des objecteurs de conscience, des stages de formation des équipes d'urgence, etc.

À son retour en France en 1950, il est élu au comité directeur du SCI et il se consacre au développement des équipes d'urgence. Installé dans la région de Nice, il coordonne les interventions à Ceillac et à Fréjus et il devient délégué régional du SCI en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Au début des années 1970, Pierre Rasquier est des principaux fondateurs de l'association Corps mondial de secours (CMS) qu'il quitte au milieu des années 1970, d'Action d'urgence internationale, dont il est délégué régional en Provence-Alpes-Côte-D'azur (PACA) dans les années 1980.

Historique de la conservation

Les enfants de Pierre et Lisbeth Rasquier ont confié leurs archives à la branche française des Amis du Service civil international (SCI) à la fin des années 2000. En décembre 2011, ces dossiers ont été récolés et transféré aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives est d'une très grande richesse, car Pierre et Lisbeth Rasquier ont conservé de nombreux papiers concernant leurs différentes activités. À signaler néanmoins, que les archives concernent principalement Pierre Rasquier.

Le fonds renferme quelques documents concernant l'action de Pierre Rasquier dans les auberges de jeunesse. Mais l'essentiel des archives porte sur le SCI : très riche correspondance, notes, comptes rendus de réunion concernant les chantiers, la branche nationale (1944-1990) et la délégation régionale PACA (1972-1992). Le fonds comprend aussi des documents intéressants concernant le Corps mondial de Secours (1971-1976), l'Action d'urgence internationale (1980-1995) et sa branche régionale PACA (1985-1991).

Le fonds sera transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine en 2023.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Rasquier Pierre et Lisbeth, 581J
Don en 2011. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 52 articles, 3,1 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1932-2003.

Riols Alain

Historique du producteur

Alain Riols, animateur socio-éducatif en milieu rural (1971-1979), directeur de l'Office départemental d'action culturelle de l'Hérault (1982-2000), chargé de mission patrimoine au Conseil général de l'Hérault (2000-2007) fut aussi secrétaire général de la Fédération nationale

des Foyers ruraux (FNFR, voir notice) et membre de la Fédération départementale des Foyers ruraux de l'Hérault.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné en plusieurs fois (9 septembre 1988, 26 décembre 1988, 29 juin 2005, 28 novembre 2005 et 20 décembre 2007) aux Archives départementales de l'Hérault.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué d'archives personnelles d'Alain Riols comme animateur socioculturel en milieu rural : dossiers de projets locaux et d'animations, notes, recherches, correspondance (1970-1979). On y trouve également ses archives en tant que Secrétaire général de la Fédération nationale des foyers ruraux, puis de membre de la fédération départementale des Foyers ruraux de l'Hérault : mémoires, projets, notes, dossiers de participant aux congrès nationaux (1969-2005).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de l'Hérault

 Alain Riols, 33J
Dons entre 1988 et 2007. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : aucun. Importance matérielle *:* 16,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1861-2007.

Rosa Pierre de

Historique du producteur

Fils d'un immigré italien et d'une mère bourbonnaise, Pierre de Rosa est né le 5 septembre 1934 à Montmarault dans l'Allier et est décédé en 2009. Après des études à l'école normale de Moulins, il est nommé en 1954 instituteur près de Vichy.

Après un de moniteur de colonies de vacances en 1951 avec les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA), il encadre divers séjours d'enfants et suit des stages de spécialités au sein de cette association, de la Ligue de l'enseignement (voir notice) et des Francs et franches camarades (FFC). Directeur fondateur du patronage laïque de Cusset, il est contacté à la fois par les CEMÉA et les FFC pour devenir permanent. Les deux mouvements s'accordent alors pour donner la priorité aux FFC, plus démunis. Mis à disposition par le ministère de l'Education nationale, il occupe le poste de délégué départemental de l'Allier dès 1957, puis délégué régional en 1960.

En 1966, son intérêt pour la formation et son expérience l'amènent à participer à l'encadrement pédagogique du premier cycle de formation professionnelle organisé par les FFC. LE centre national s'installant à Port-Mort (Eure), il en prend la direction de 1971 à 1981. Parallèlement, il est élu au comité directeur national des FFC en 1969 puis un an plus tard au bureau national. En 1982, il se voit confier par le mouvement la mission Education. Il y mène un travail important sur la relation École/loisir et organise en 1986 un colloque à l'INRP sur « La convergence des actions éducatives ». Puis il conçoit et coordonne le programme : « Citoyennetés des mineurs ».

Retraité en 1991, il devient alors vice-président des FFC, poste qu'il occupe jusqu'en 2003. Il a également rédigé plusieurs ouvrages sur l'histoire des FFC.

Par ailleurs, Pierre de Rosa a toujours été impliqué dans de nombreuses organisations et commissions nationales : commissions Carraz et de Peretti, conseils d'administration de l'INRP, des CEMÉA, de la Jeunesse au plein air, Cofrade, etc.

Historique de la conservation

En 2014, la femme de Pierre de Rosa, Éliane de Rosa a donné aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP les archives qui étaient conservées chez elle. Elles ont fait l'objet d'un bordereau de récolement avant leur entrée aux Archives départementales.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les dossiers donnés par Éliane de Rosa renferment des pièces concernant les différentes actions de Pierre de Rosa, exclusivement au sein des Francas.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 De Rosa Pierre, 592J
Don en 2014. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 1 article ; 0,1 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1979-2010.

Rous Jean

Historique du producteur

Catalan originaire de Prades (Pyrénées-Orientales), Jean Rous est né le 24 novembre 1908 et est décédé en 1985. Il fait des études de droit, passe sa licence à Paris et devient l'attaché parlementaire de son oncle Joseph Rous, député socialiste, tout en continuant son métier d'avocat.

Dans les années 1930, il milite dans différentes organisations trotskistes en France. En 1940, il est à Paris, puis est obligé, en 1941, de se cacher près de Prades. Après la guerre, il adhère à la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) dont il démissionne en 1948. Puis, il commence une carrière dans la presse, tout en militant au Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR). En 1960, il participe à la création du Parti socialiste autonome (PSA) puis du Parti socialiste unifié (PSU). Il devient ensuite conseiller politique du président du Sénégal, Senghor, et revient en France, à Menton, en 1968.

À signaler que Jean Rous a eu un rôle important dans la création et dans les débuts de la République des jeunes, qui devient la Fédération française des MJC (FFMJC, voir notice) en 1948.

Historique de la conservation

Le fonds est conservé aux Archives départementales des Pyrénées-Orientales.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de documents familiaux et personnels (journal politique, correspondance), d'écrits, de dossiers de travail et de documents figurés (photographies, médailles, affiches, pièces de monnaie, plaques, cartes postales).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Pyrénées-Orientales

 Fonds Jean Rous, 96J
Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 279 articles, 7,30 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 18e-20e siècles.

Rovan Joseph

Historique du producteur

Né en 1918 et décédé en 2002, Joseph Rovan est issu d'une famille juive aisée et cultivée de Bavière, qui s'installe à Paris en 1934, pour fuir le nazisme. Ses études supérieures sont interrompues par la guerre et il se réfugie en région lyonnaise après l'invasion allemande en 1940. Il entre dans la Résistance et se trouve proche des milieux catholiques progressistes comme Témoignage Chrétien et Esprit. Il est arrêté et déporté à Dachau en 1944.

À son retour de déportation, les engagements qu'il poursuit obéissent à une profonde vocation d'éducateur et de médiateur qui se réalise dans trois directions. Dès 1945, il milite pour l'amitié franco-allemande. Il est chargé de réorganiser les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire allemands dans la zone d'occupation française. Il participe à la création de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) dont il est un administrateur influent.

Parallèlement, il réalise des travaux et des recherches sur l'Allemagne. Après une carrière tardive de professeur d'université (enseignement de la civilisation allemande à l'université de Paris VIII puis à Paris III), il anime la revue franco-allemande *Documents* et devient le président du Bureau international de liaison et de documentation (BILD) en 1978.

Sa troisième intervention est en direction de l'éducation populaire. En 1947, à la demande de Travail et culture (TEC, voir notice) dont il faisait partie, il rejoint l'équipe initiale de Peuple et culture (PEC, voir notice), dont il devient successivement le vice-président puis le secrétaire général. Il exerce une influence considérable sur l'orientation des commissions de modernisation des IVe et Ve plans qui encouragent la formation et le recrutement d'animateurs. Au cours des années 1960, il tente de convaincre les responsables de l'audiovisuel du rôle éducatif de la télévision en créant Culture et télévision, une association satellite de Peuple et culture.

Historique de la conservation

En janvier 2002, les archives de Joseph ont été déposées à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC). Le fonds n'est pas communicable pour le moment car il n'existe pas d'instrument de recherches.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

D'après les premiers sondages réalisés par l'IMEC, le fonds renferme des dossiers sur les publications de Joseph Rovan : manuscrits de l'œuvre, notes et dossiers de travail, correspondance. En revanche, il ne renfermerait que peu d'éléments sur son engagement au sein de Peuple et culture même s'il est assez riche concernant les actions franco-allemandes

Localisation du fonds du producteur

Institut mémoires de l'édition contemporaine

 Joseph Rovan, RVN
Dépôt en 2002. Archives privées. Fonds non communicable.
Instrument de recherche : aucun, en cours de classement. Importance matérielle *:* 12,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1946-2000.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Peuple et culture, 522J
Dépôt en 2002. Communication soumise à autorisation de PEC.
Instrument de recherche : bordereau de récolement.

Sainderichin Sven

Historique du producteur

Sven Sainderichin, né en 1918 en Suède, a activement participé dans sa jeunesse au mouvement des Éclaireurs de France (voir notice), avec son frère jumeau Pierre Sainderichin, en tant que rédacteur et dessinateur. Toutefois, il ne se définissait pas comme un illustrateur professionnel mais comme journaliste, homme de radio et spécialiste de communication.

Sven Sainderichin livre ses premiers dessins sous le nom de « Sven » ou « Sv. » dans des journaux pour enfants comme *Benjamin*, *Cadet-Revue* ou le *Journal des enfants de France* (JEF). Il devient éclaireur en 1930, puis routier et chef de troupe au groupe Pasteur de Paris des Éclaireurs de France. Dès 1936-1937, il fournit des dessins pour la revue *L'Éclaireur de France* puis en devient le rédacteur en chef de 1941 à 1944, parallèlement à sa fonction d'assistant du Commissaire national de la branche Éclaireurs Pierre Dejean. Ses totems scouts étaient « Brebis perspicace » et « Éléphant décoratif ».

Pendant la guerre, il s'engage dans la Résistance avec son frère en cofondant et dirigeant Forces Françaises, organe clandestin hebdomadaire de l'Armée secrète en Dordogne, puis organe officiel des forces françaises du front de l'Atlantique (tirage à 80.000 exemplaires fin 1945). À l'issue de la guerre, il est médaillé de la Résistance.

Il est coauteur du manuel du chef de troupe *Troupe vivante*, et dessine pour le *Manuel de l'éclaireur* que publient les Éclaireurs Unionistes à partir de 1943, tout en illustrant de nombreux autres journaux et ouvrages scouts. Après 1945, il quitte définitivement les Éclaireurs pour se consacrer à une carrière journalistique tournée vers les médias et la communication. Il officie pour la radio avec Jean Nohain (1947-1950) ainsi que dans la presse en tant que secrétaire de rédaction et illustrateur occasionnel de *Bonjour Dimanche*, *C'est la vie* (1946-1950) et *Combat* (1951-1952). Il a également été responsable de la communication interne et des relations publiques à la direction de Simca de 1952 à 1969, puis rédacteur en chef et conseiller en communication au Conseil national du patronat français.

Sven Sainderichin est décédé en 2008 à Jeufosse dans les Yvelines.

Historique de la conservation

Les dessins de Sven Sainderichin étaient conservés par sa famille dans l'Eure puis ont été transférées au domicile de Viviane Sainderichin, fille de Sven, en région parisienne. Ils ont été donnés aux Archives départementales du Val-de-Marne dans le cadre du PAJEP en 2017.

S'ajoutaient originellement à ce fonds des numéros de *Forces Françaises*, l'organe de diffusion dont les frères Sainderichin étaient les initiateurs, rédacteurs en chef et directeurs pendant leurs années dans la Résistance. Ces revues ont été données à la BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine). Une partie est également conservée à la BnF (Bibliothèque nationale de France).

Enfin, des revues liées aux jamborees ont été données au musée du Jamboree de la Paix à Moisson dans les Yvelines.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds concerne essentiellement les années 1930 et 1940 où Sven Sainderichin militait pour les mouvements scouts. Il ne traite que très peu ses activités journalistiques extérieures et postérieures. Il est quasi-exclusivement constitué des dessins originaux de Sven Sainderichin en noir et blanc ou de documents qu'il a illustrés (pages de journaux, calendriers, couvertures de livres, tracts, programmes, livrets de chansons, etc.).

Une grande majorité des dessins sont ceux que l'auteur a produits pour les Éclaireurs de France et la revue L'*Éclaireur de France*, qui a fonctionné de 1913 à 1950 environ. Deux registres complets des numéros de l'année 1943 accompagnent ces dessins.

Des dessins produits pour d'autres finalités sont également présents : dessins pour d'autres mouvements scouts, dessins pour la jeunesse et dessins généralistes.

Quelques documents annexes reçus par le producteur, mais non dénués d'intérêt, accompagnent ce fonds.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Val-de-Marne

 Sven Sainderichin, 602J
Don en 2017. Communication et reproduction libre sauf documents touchant à la vie privée et sous réserve de mention du nom de l'auteur.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. Importance matérielle *:* 23 articles, 0,10 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1935-2003.

Sources complémentaires

Archives départementales du Val-de-Marne

 Éclaireuses et éclaireurs de France, 542J
Dépôt en 2007. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. Importance matérielle *:* 1506 articles, 138,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1911-1995.

Salangros Alcine

Historique du producteur

Alcine Salangros est né en 1946. Son parcours professionnel est étroitement lié aux Maisons des jeunes et de la culture (voir notice historique sur les MJC).

Dans les années 1960 Alcine Salangros travaille en Seine-Saint-Denis comme directeur à la MJC de Bobigny, puis il participe à la mise en place de la MJC d'Aulnay-sous-Bois et collabore à la MJC de Montfermeil. En 1971, il devient adjoint du directeur de la MJC de Romainville, puis

directeur de celle-ci de 1974 à 1978. Il prendra ensuite les directions successives des MJC de Noisy-le-Sec (1978 à 1980) ; des Ulis (Essonne, 1980 à 1981) ; de Noisy-le-Grand (1981 à 1997) et enfin de Corbeil-Essonnes (Essonne) jusqu'en 2004.

Alcine Salangros a obtenu une licence des sciences de l'éducation et un diplôme universitaire « Connaissance des banlieues » en 1983 et 1984. Il siège par ailleurs depuis 1982 dans diverses associations et organismes de Noisy-le-Sec, liés étroitement aux thématiques de l'Éducation populaire.

Il est membre, entre autres, du conseil d'administration et du bureau de la Maison pour tous de Noisy-Centre, membre fondateur, trésorier, membre du bureau de l'Association vermeil d'entraide noiséenne (AVEN), l'Association Temps pour Temps, l'Association des commerçants du centre-ville ; il est administrateur du collège Clos Saint-Vincent ; ou encore il participe aux réunions de quartier du Pavé Neuf… dans le but d'organiser et d'animer des tables rondes, des colloques, des actions en milieu scolaire, des émissions de télévision, des rencontres avec des travailleurs sociaux et des élus sur les problématiques de démarches éducatives.

Alcine Salangros est aussi membre d'organismes départementaux et nationaux. En effet , il inspecte les candidats au brevet d'aptitude sociale éducative pour le compte de la Commission départementale de la promotion socio-éducative (ministère de la Jeunesse et des Sports) ; il est membre de la commission départementale de coordination en matière de jeunesse ; de la « Commission J » qui s'occupe de l'attribution des subventions suite à l'élaboration des projets présentés par les jeunes ; il participe aux actions de la Commission régionale pour la formation animation (direction régionale de la Jeunesse et des Sports) ; enfin, il est membre de la commission « Changement urbain » du Centre national de la Recherche scientifique pour lequel il travaille à l'organisation de colloques et de communications diverses sur l'évolution des milieux urbains.

Il s'est également investi dans l'action syndicale au syndicat CGT des directeurs de MJC.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'expérience et le vécu acquis par Alcine Salangros lui ont permis de rassembler des archives intéressantes sur le fonctionnement et la gestion des MJC.

Les archives papier sont classées par ville et par MJC, elles sont constituées pour l'essentiel de dossiers portant sur des projets, des études, des bilans d'actions et d'activités, des comptes rendus de réunions. Une partie de ces dossiers est constituée de projets et rapports réalisés par des stagiaires. Les thèmes développés concernent la culture (art, spectacle, chanson, cinéma), l'éducation plus particulièrement l'alphabétisation, l'apprentissage et la compréhension de l'histoire, le développement social, la psychologie, l'information et la communication, l'animation, les loisirs (vacances), le tourisme social. Le chercheur trouvera aussi des archives et de la documentation sur le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP, voir notice), la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture (FFMJC) et sur les MJC en Ile-de-France.

169 affiches couvrant la période 1968-1983 réalisées par les ateliers de sérigraphie des diverses MJC ont également été déposées. Elles illustrent les animations et actions des MJC.

Ont été déposés les périodiques suivants : les *Cahiers de la FFMJC* (31 numéros), 1979-1987 ; les *Cahiers des directeurs de MJC*, 1979-1981, (4 numéros).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

 Fonds Alcine Salangros, 284J et 95FI
Dépôt. Archives privées. Communication sur autorisation écrite du déposant.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 7,4 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1953-2007.

Sangnier Marc

Historique du producteur

Marc Sangnier (1873-1950) est issu d'une famille porteuse d'une triple tradition : le goût littéraire, le don de la parole et la ferveur religieuse. Son père est avocat et héritier de propriétaires fonciers tandis que la famille de sa mère s'est illustrée dans les lettres et l'éloquence.

Dès sa création en 1894, il collabore à la revue *Le sillon*, une revue d'inspiration catholique qui affirme des idéaux progressistes concernant l'action sociale et l'éducation politique. Après son service militaire en octobre 1898, Marc Sangnier forme un comité d'initiative qui s'adresse spécifiquement aux patronages et aux œuvres catholiques. Il organise les premières réunions d'employés, d'ouvriers et d'étudiants, où se tissent des amitiés fondées non sur le paternalisme mais sur l'échange équitable. Sous son impulsion, *Le sillon* se transforme progressivement en un mouvement d'éducation populaire d'envergure nationale, auquel s'agrège un nombre croissant de cercles d'études implantés dans les patronages. De plus, Le sillon fonde des universités populaires où les classes défavorisées trouvent des salles de lecture, des éducateurs mais plus encore un lieu de brassage social et d'amitié.

Marc Sangnier évolue alors vers un engagement politique marqué, dont *L'éveil démocratique*, périodique lancé en 1906, est l'organe de diffusion. Ce journal, sans avoir un programme proprement dit, développe un projet politique basé sur la responsabilité civique de chacun et la mise en œuvre de structures économiques et sociales (coopératives, syndicats, mutuelles) valorisant l'action collective. Mais en 1910, le pape Pie X fait le procès des grands thèmes sociaux du journal *Le sillon* et de son mode d'action. Marc Sangnier se soumet, dissout *Le sillon* mais conserve, comme l'autorise le pape, la direction du quotidien *La démocratie*, tout juste sorti des limbes.

Après la première guerre mondiale, Marc Sangnier est élu député sur une liste d'union nationale jusqu'en 1924. Il milite alors pour la paix et la réconciliation franco-allemande en inscrivant son action à l'échelle européenne. En août 1926, il rassemble, sur son domaine de Bierville à Boissy-la-Rivière (Essonne), 6000 jeunes venus de pays différents. Marc Sangnier s'efforce de favoriser par tous les moyens la compréhension internationale entre les jeunes. C'est dans ce but qu'il crée en 1930 la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice) et qu'il participe en 1932 à la fondation de la Fédération internationale des auberges de la jeunesse (FIAJ), International Youth Hostel Federation (IYHF) en anglais, dont il devient le vice-président.

Pendant la seconde guerre mondiale, son action dans la Résistance lui vaut d'être emprisonné deux mois en 1944. À la Libération, il est élu président d'honneur du parti, le Mouvement républicain populaire (MRP).

Historique de la conservation

Le fonds Marc Sangnier est constitué des archives confiées à partir de 1991 à l'Institut Marc Sangnier. Ces archives familiales ont été conservées depuis leur création sur les lieux mêmes de l'action de Marc Sangnier, aux 36-38 boulevard Raspail à Paris. À plusieurs reprises des documents ont été retrouvés postérieurement par la famille et joints au fonds. D'autre part, certaines pièces ont été récupérées après la dissolution de l'association des Amitiés et Foyer Marc Sangnier (AFMS) en 1998.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

L'ensemble des archives se rapporte aussi bien à l'action de Marc Sangnier qu'à sa vie privée, les deux se rejoignant souvent. Toutefois, ce sont les documents concernant son action qui sont les plus nombreux et les plus variés. On y trouve notamment des écrits de Marc Sangnier dans Le Sillon, des dossiers de cercles d'études et instituts populaires, différents documents relatifs aux activités du Sillon (tracts, circulaires, correspondance, articles, textes de conférences, discours, etc.) et des archives de la Ligue française pour les auberges de jeunesse (LFAJ) (revues, correspondance, règlement intérieur, circulaires, statuts, documentation).

Localisation du fonds du producteur

Institut Marc Sangnier

 Fonds Marc Sangnier, MS
Dépôts à partir de 1991. Archives privées. Communication sur demande.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 115 articles, 16 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1873-1969.

Sangnier Paul

Historique du producteur

Fils cadet de Marc Sangnier, Paul Sangnier est né à Paris le 22 juillet 1917. Après avoir suivi des études universitaires en ethnographie, il effectue des missions exploratoires en Guyane française d'août à décembre 1938. Il meurt le 10 avril 1939 en Dordogne.

Il fut notamment secrétaire général du Comité régional Ile-de-France de la Ligue française pour les auberges de jeunesse (LFAJ, voir notice) de 1935 à 1939.

Historique de la conservation

Les archives déposées à l'Institut Marc Sangnier ont été inventoriées en 1999.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds renferme quelques pièces sur sa scolarité à l'école des Roches (1934-1935) ainsi que sur son action dans le scoutisme et à la LFAJ (carte d'hébergement, correspondance active et passive, 1935-1939).

Localisation du fonds du producteur

Institut Marc Sangnier

 Sangnier Paul, PS
Dépôt avant 1999. Archives privées. Communication sur rendez-vous soumise à autorisation de l'Institut Marc Sangnier.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 0,50 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1927-1939.

Schneegans (famille)

Historique du producteur

La famille Schneegans, à laquelle appartenait Louis Schneegans (1812-1858), historien et archiviste, était une vieille et importante famille strasbourgeoise.

Historique de la conservation

Les documents d'archives émanant de la famille Schneegans ont été donnés aux Archives municipales de Strasbourg à une date indéterminée.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué entre autres de photographies prises lors de camps d'Eclaireurs de France (EDF, voir notice) entre 1919 et 1926 (41Z122).

Localisation du fonds du producteur

Archives de la Communauté urbaine de Strasbourg

 Fonds Schneegans, 41Z
Don. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 21 articles concernant les camps d'éclaireurs, 0,05 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1919-1926.

Schweitzer Roland

Historique du producteur

Roland Schweitzer, né le 15 octobre 1925, est un architecte et urbaniste français. Ancien élève d'Auguste Perret et de Jean Prouvé, il est l'un des pionniers du renouveau de l'architecture en bois en France. Il a beaucoup travaillé avec les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire en construisant auberges de jeunesse, centres de vacances, foyers, centres de formation ou maisons de la culture.

En 1954, il participe pour la Fédération nationale des auberges de Jeunesse (FNAJ, voir notice) à l'analyse et à la refonte des normes concernant auberges de jeunesse, gîtes ruraux, centres de stages, villages de vacances familiales et centres aérés. En 1960, il participe au séminaire technique des auberges de jeunesse à Hambourg et en 1971 au Séminaire européen sur l'architecture des auberges de jeunesse à Kolding (Danemark). En tout, il réalise une dizaine d'auberges en France.

En 1958, la Jeunesse au plein air (JPA, voir notice) lui demande de travailler sur la Maison familiale expérimentale du Château de Viazac. Il devient ensuite architecte du Conseil national de la JPA et travaille aussi pour les CEMÉA (voir notice) et les FRANCAS (voir notice). Après Viazac, il conçoit Lavaur, Bordeaux St Clair, Bénouville, Ballan-Miré et Cieux. C'est là qu'il construit la colonie du Four, classée au Patrimoine du XX^{e} siècle, considérée comme une « opération majeure » par Schweitzer lui-même et dans laquelle il tiendra des séminaires avec ses élèves.

D'autres de ses réalisations ont obtenu des distinctions comme le Village de vacances du Lac du Gril (Egletons, Corrèze) et l'Auberge de jeunesse du Moulin Blanc (Brest, Finistère). Son style se caractérise par des constructions en rez-de-chaussée, parfois sur pilotis, toit plat, système poteau poutre bois et grandes surfaces vitrées.

Roland Schweitzer a également travaillé avec la Ligue de l'enseignement (voir notice) sur des foyers et la Cimade (voir notice) sur des centres d'accueil pour étudiants étrangers ou réfugiés.

Roland Schweitzer décède le 7 août 2018.

Historique de la conservation

Le fonds a été donné à l'Académie d'architecture et confié au Centre d'archives d'architecture du XX^{e} siècle quelques mois après le décès de l'architecte, par l'intermédiaire d'Éléonore Marantz, maître de conférences à l'Université Paris 1, alors que l'appartement de l'architecte devait être vidé rapidement. Faute de place disponible dans les réserves du Centre d'archives, il a été transféré dans un local de l'université Paris 1, situé dans un sous-sol de l'INHA, rue Vivienne, à Paris.

Les archives étaient réparties en deux ensembles. Toutes celles qui concernaient les projets (tubes et boîtes de documents pliés) se trouvaient dans l'agence, rue de Javel. Les autres, relatives à l'enseignement de Roland Schweitzer, à ses recherches, à sa documentation étaient dispersées dans la plupart des pièces de l'appartement, rue de l'Église ; l'une de ces pièces était entièrement consacrée aux diapositives et à d'autres documents d'archives.

L'essentiel de l'effort a porté sur le respect de l'organisation apparente des archives. Roland Schweitzer avait effectué un important travail d'élimination (a priori il reste 60 000 diapositives sur un total initial deux fois plus important), de repérage, et de rangement des pièces écrites et des dossiers. Les tubes de calques (au nombre de 300 environ), en revanche, étaient stockés sans ordre dans l'agence. Les boîtes d'archives constituaient plusieurs séries qui ont été respectées autant que possible. La plus distincte de ces séries se trouvait dans l'agence et concernait les projets d'architecture ; la moitié des boîtes environ qui la composaient sont restées sur place à la demande de l'agence (projets toujours actifs). Les autres séries, placées dans différentes pièces de l'appartement, concernent plutôt l'enseignement et la documentation.

Le fonds sera transféré en 2021 dans les nouveaux locaux de conservation du Centre d'archives d'architecture du XX^{e} siècle, porte d'Aubervilliers.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives comportent les projets de construction de l'architecte (dont auberges de jeunesse et villages de vacances) prenant la forme majoritaire de calques conservés dans des tubes.

Localisation du fonds du producteur

Centre d'archives d'architecture du XX^{e} siècle

 Roland Schweitzer, 455 AA
Don en 2018. Archives privées.
Instrument de recherche : bordereau de récolement. *Importance matérielle* : 1191 palettes.
Dates extrêmes : 1953-2010

Sedes René

Historique du producteur

Né à Paris en 1932, René Sedes commence sa vie professionnelle comme ouvrier typographe au service du Cadastre et militant au syndicat du Livre CGT. Il adhère en 1950 au Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice), puis à la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice).

Membre du groupe ajiste d'Issy-les-Moulineaux, il en devient le responsable en 1951. Un an après, il fait partie du conseil d'administration de la Région parisienne de la Fédération nationale des auberges de jeunesse, puis crée le groupe « Paris-Chahut. » En 1954, après son service militaire, il entre au comité directeur de la FNAJ et devient permanent au siège national. Élu secrétaire général à la fin 1955, il participe aux pourparlers conduisant à la création de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice), mais voit son action interrompue en 1956 par son rappel en Algérie.

À son retour, il reprend ses responsabilités. Dénonçant l'orientation trop technique de la nouvelle fédération, il contribue à la constitution du courant d'opposition « Pour un ajisme éducatif ». Après les « Accords de Bagneux » en 1962, René Sedes devient secrétaire général de la FUAJ.

Atteint par la limitation statutaire du mandat dont il refuse la réforme, il quitte ses responsabilités en 1967 et reprend une activité professionnelle principalement dans le secteur de l'édition et de la documentation, tout en militant à la CGT - Force Ouvrière. Sa présence au sein des auberges cesse en 1973, après la création du groupe culturel « Paris mon Ami ».

Autodidacte, il prend en 1980 le chemin de l'université où il obtient plusieurs diplômes en sciences sociales et en sciences de l'éducation. Pendant quelques années, il enseigne l'histoire et les techniques de l'imprimerie à Paris VIII, avant de prendre sa retraite en 1993 et de se consacrer à la peinture et à l'écriture, tout en poursuivant son activité syndicale au sein de la fédération de l'Action sociale Force Ouvrière. Il publie alors plusieurs ouvrages historiques et sociaux.

René Sedes est décédé en 2020.

Historique de la conservation

Les archives de René Sedes ont été transférées aux Archives Départementales du Val-de-Marne en décembre 2007 dans le cadre du PAJEP. Elles étaient auparavant conservées chez René Sedes (13, rue de Châtillon, 92170 Vanves). Avant le transfert, René Sedes a trié et réalisé un descriptif du contenu de chaque boîte.

Le fonds a fait l'objet d'un répertoire numérique rédigé entre décembre 2007 et février 2008. Tous les dossiers concernent les auberges de jeunesse, et sont classés en fonction de l'année de création des associations.

Un entretien avec René Sedes a été réalisé à son domicile le 25 mars 2008.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est constitué de deux types de dossiers :

- Les archives collectées par René Sedes sur des mouvements d'auberges de jeunesse, principalement avant 1955 : Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice), Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice), Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice), Camarades de la Route (CDR, voir notice), Mouvement uni des auberges de la jeunesse (MUAJ, voir notice), Union française des

auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice), Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice), Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA), Mouvement indépendant des auberges de jeunesse (MIAJ, voir notice)

- Les archives produites par René Sedes dans le cadre de ses responsabilités à la Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ) et à la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ), essentiellement après 1950. Le fonds est particulièrement riche concernant la création de la FUAJ et les premières années de cette fédération.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Sedes René, 20140177 (ex 555J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 40 articles, 3,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1905-2006.

Serrurier Robert

Historique du producteur

Robert Serrurier est né en 1914 et est décédé en 2000. Il fut militant du Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice) et de Culture et Liberté (CEL, voir notice).

Robert Serrurier commence à travailler comme coursier à quatorze ans à la Chambre de commerce de Roubaix et y réalise toute sa carrière professionnelle. Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier en 1940 et est envoyé en Allemagne. Il en revient en 1943 après avoir perdu un œil. En 1938, il épouse Marie-Louise Monbel, connue à la JOC (voir notice). Ils eurent sept enfants.

Résidant à Roubaix, il est responsable local et départemental du Mouvement populaire des familles. Il est élu trésorier départemental des Associations familiales ouvrières du Nord en 1950, puis devient délégué national du MLO et responsable du secteur des APF de Roubaix et environs au moment de la scission entre le Mouvement de libération ouvrière et le Mouvement de libération du peuple en 1951. Il milite ensuite au sein de Culture et Liberté.

La JOC, la JOCF et la LOC décident la création en novembre 1938 d'une association, le Club populaire des loisirs. Celui-ci prend comme enseigne le « Carrefour », en vue de créer et de gérer un café et lieu de rencontre des militants d'origine chrétienne de Roubaix. Robert Serrurier le gère pendant une quarantaine d'années, tout en gardant pour but de veiller au bien-être et à la promotion du milieu ouvrier. Il en a laissé un témoignage dans un article intitulé « Le Carrefour à Roubaix : cinquante années de gestion ouvrière » dans *Les Cahiers du G.R.M.F.* (n°5).

Historique de la conservation

Ce fonds est entré aux Archives nationales du monde du travail en 2000. Bernard Patin, gendre de Robert Serrurier, a fait don de ces archives à l'État.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est largement composé de documentation sur des sujets divers, souvent d'actualités, qui permettait à Robert Serrurier de préparer ses interventions pour les réunions

d'informations organisées pour les ouvriers. Il comporte aussi quelques documents iconographiques (affiches, photographies, plaques de verre, diapositives).

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Robert Serrurier, 2000 054
Don en 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 24 articles, 2,80 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1910-1996.

Tadier Maurice

Historique du producteur

Maurice Tadier est né le 6 novembre 1920 à Saint-Amand-Montrond (Cher) et décédé le 25 août 2006 à Mesquer (Loire-Atlantique). Après avoir intégré l'école normale de Bourges en 1936, il est nommé instituteur stagiaire le 1er octobre1939 puis titularisé en 1941. Il s'investit très jeune dans les auberges de jeunesse et fait partie en 1936 de l'équipe fondatrice de la Fédération Berry-Bourbonnais du Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ, voir notice).

En 1941, après de longs pourparlers avec les autorités de Vichy, deux associations d'auberges de jeunesse sont créées en zone libre avec des liens très forts :

- les Auberges françaises de la jeunesse (AFJ, voir notice), organisme technique au sein duquel sont représentés les principaux mouvements de jeunesse.
- les Camarades de la route (CDR, voir notice), mouvement d'usagers qui rassemble des groupes ajistes.

Après accord des AFJ, Maurice Tadier est nommé commissaire régional bénévole du Berry en juillet 1941. Il enseigne jusqu'au 31 juillet 1943 avec une interruption pour un stage effectué aux chantiers de jeunesse du 7 juillet 1942 au 2 mars 1943. Proposé sur une liste de départ pour le service du travail obligatoire (STO), il est averti officieusement par son inspecteur d'académie, et quitte son poste d'instituteur à l'école de garçons de Saint-Amand-Montrond au mois de mai 1943. En août de la même année, il est détaché aux AFJ pour être permanent et commissaire adjoint aux services techniques.

À la Libération, le système de dualité est maintenu pour les auberges de jeunesses. Ainsi, deux associations se mettent en place : d'une part, une organisation technique, l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ, voir notice) qui a repris en charge les installations des AFJ ; d'autre part, un mouvement d'usagers, le Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice) qui succède aux Camarades de la route dissout le 2 avril 1945. Maurice Tadier joue un rôle très important dans cette nouvelle organisation et est nommé commissaire national de l'UFAJ le 1er août 1945.

Très rapidement, les conflits et les scissions se multiplient au sein des auberges de jeunesse avec la création de l'Organisation centrale des camps et activités de la jeunesse (OCCAJ, voir notice) et d'Ajistes et campeurs de France (ACF, voir notice), avec la reconstitution de Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ, voir notice), etc. Les relations deviennent très tendues entre l'UFAJ et le MUAJ, devenu le Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ), qui remet en question le principe de dualité et revendique des subventions pour construire des auberges de jeunesse.

Entre 1945 et 1956 se succèdent scissions et tentatives d'unifications. En 1946, Maurice Tadier joue un rôle moteur dans la constitution de la Fondation française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice), dont il est le secrétaire administratif, mais qui reste un échec.

En 1949, sous l'impulsion du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, se dessine une nouvelle tentative de regroupement qui, encore une fois, est un échec. Deux fédérations voient alors le jour au début de l'année 1950 :

- La Fédération nationale des auberges de jeunesse (FNAJ, voir notice), qui a l'appui de l'État, du Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA), principal mouvement d'usagers issu du MLAJ, de la Ligue de l'enseignement (voir notice), de la Confédération générale du travail – Force ouvrière (CGT-FO) et des syndicats d'enseignants : Syndicat national des instituteurs (SNI), Fédération de l'éducation nationale (FEN).
- La Fédération française des auberges de la jeunesse (FFAJ, voir notice) qui regroupe notamment l'Union française des auberges de la jeunesse (UFAJ), la Ligue française pour les auberges de la jeunesse (LFAJ), l'Office central des camps et des auberges de la jeunesse (OCCAJ), la Confédération générale du travail (CGT), la confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), un grand nombre de mouvements de jeunesse ainsi que l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF).

Maurice Tadier devient un des cadres dirigeants de la FFAJ, mais il la quitte dès 1952, suite à un conflit avec le conseil d'administration et le syndicat CGT du personnel des auberges (parents aubergistes).

Du 1er avril 1952 jusqu'au début de l'année 1959, il est recruté à la direction générale de la Jeunesse et des Sports sous la direction de Gaston Roux, où il continue à œuvrer pour les auberges de jeunesse, puisque l'État n'a pas renoncé à son projet d'unification. De plus, il est toujours membre de l'UFAJ et anime à partir de 1953 un bulletin non officiel *Informations AJ* réalisé avec André Lecuyer et Paul Mehlinger.

C'est pourquoi, il joue un rôle important dans la mise en place de la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice), officiellement créée en 1958, après un fonctionnement probatoire qui durait depuis 1956. Elle est le résultat de la fusion de plusieurs mouvements d'auberges de jeunesse, principalement la FNAJ et la FFAJ. Les catholiques de l'Organisation centrale des camps et auberges de la jeunesse (OCCAJ) ne se joignent finalement pas à la FUAJ et transforment leur association en organisation de tourisme populaire, changeant son nom en Organisation centrale des camps et activités de la jeunesse (OCCAJ). En 1959, la LFAJ, qui ne s'est pas dissoute lors de la création de la FUAJ, quitte cette dernière. Elle lui reproche d'abandonner sa neutralité à propos des questions d'aide de l'État à l'école privée et de prendre position concernant la guerre d'Algérie. Ayant de bons rapports avec les dirigeants de la LFAJ, principalement avec Dominique Magnant, Maurice Tadier essaie en vain jusqu'au début des années 1960 de convaincre la LFAJ de rejoindre la FUAJ.

Hormis ce rôle d'intermédiaire avec la LFAJ, Maurice Tadier ne joue pas un rôle important dans la FUAJ après 1958. À partir du 1er avril 1959, il est nommé inspecteur Jeunesse et Sports à la direction départementale de la Jeunesse et des Sports (DDJS) d'Ille-et-Vilaine dont il devient directeur en 1970. En 1977, il est nommé au même poste à la DDJS de Loire-Atlantique, jusqu'à sa retraite en 1980.

Au début des années 1980, il tente en vain de fusionner la FUAJ et la LFAJ. A la même époque, devant la faible fréquentation des auberges de jeunesse des Pays de la Loire, trop isolées et trop éloignées pour réaliser un réseau cohérent d'accueil, il crée l'Association régionale pour le développement du tourisme itinérant (ARDTI). Parallèlement, il participe en tant que membre technicien, au conseil d'administration de l'Association départementale des Auberges de jeunesse de Loire-Atlantique et à la commission Équipement de la FUAJ.

Par ailleurs, Maurice Tadier est durant de très nombreuses années militant à la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) puis au Parti socialiste. Il a également occupé des postes importants à la Mutuelle nationale des sports, où il fut membre du bureau national et trésorier.

Historique de la conservation

En 2007, deux responsables de l'association Les anciens et amis des auberges de jeunesse Rhône-Alpes (ANAAJ), Daniel Brêt et Georges Douart, ont informé le PAJEP que la fille de Maurice Tadier, Monique Tadier, souhaitait donner les archives de son père conservées dans la demeure familiale à Quimiac (Mesquer) en Loire-Atlantique. Les archives ont été transférées aux Archives départementales du Val-de-Marne en janvier 2008 dans le cadre du PAJEP.

Toutes les archives ont été transférées sauf les dossiers personnels et ceux concernant la Mutuelle nationale du sport, conformément au souhait de sa fille.

Le fonds a fait l'objet d'un classement définitif entre février et mai 2008. Seuls les doubles et les documents comptables non récapitulatifs ont été éliminés. Les dossiers ont été classés en fonction des actions menées par Maurice Tadier : formation et carrière professionnelle ; actions dans les auberges de jeunesse ; engagement politique. Les papiers concernant les auberges ont été organisés en fonction de l'année de création des associations.

En 2014, dans le cadre de l'extension du partenariat du PAJEP, le fonds d'archives a été transféré aux Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Hormis quelques dossiers sur sa carrière professionnelle en tant que cadre dans des directions départementales de la Jeunesse et des Sports et sur son engagement au Parti socialiste, le fonds est composé exclusivement de pièces concernant les auberges de jeunesse. Les archives de Maurice Tadier constituent donc une source fondamentale pour l'histoire des auberges de jeunesse entre 1941 et la fin des années 1950.

Le fonds renseigne sur les associations d'auberges dans lequel Maurice Tadier a œuvré : CLAJ et CDR mais surtout AFJ, UFAJ, Fondation française des auberges de la jeunesse, Fédération française des auberges de la jeunesse et création de la FUAJ. Pour ces associations figurent non seulement des correspondances personnelles, des notes, mais aussi des séries complètes de comptes rendus de réunions d'instances et de périodiques. Maurice Tadier a milité principalement dans des organisations techniques d'auberges de jeunesse, ce qui explique pourquoi figurent de nombreux documents concernant la gestion des équipements et du personnel : plans nationaux d'équipement, rapports, fiches de suivi d'auberges, etc. À noter que le fonds comprend également des documents renseignant sur d'autres organisations dans lesquelles il n'a jamais milité : OCCAJ, MLAJ, CLAJPA, LFAJ, FNAJ, etc.

Ainsi, les archives de Maurice Tadier apportent de nombreuses informations sur les relations entre les associations d'auberges de jeunesse et l'État, entre les militants des auberges de jeunesse et les autres mouvements de jeunesse, entre les ajistes et les partis politiques, entre les fédérations d'auberges employeurs de personnel et les syndicats de salariés. Elles permettent de mieux comprendre les différentes conceptions de l'ajisme concernant la gestion des équipements et du personnel (parents aubergistes), le rôle des mouvements de jeunesse, la place des usagers.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Tadier Maurice, 20140183 (ex 554J)
Don en 2008. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Importance matérielle :* 78 articles, 4,60 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1934-2006.

Théry Henri

Historique du producteur

Autant par ses fonctions administratives que par son militantisme, le parcours d'Henri Théry illustre plus de cinquante années de l'histoire sociale et politique de la France.

Né à Marseille en 1923, Henri Théry entame des études de droit. La guerre le conduit très rapidement à s'engager dans la résistance. Ayant été responsable local de la JEC (voir notice), il participe, en 1941, à la création des *Cahiers de Témoignage Chrétien*. À la Libération, il devient correspondant pour *Témoignage chrétien* dans le Midi où il noue des relations avec des prêtres ouvriers et milite en faveur du logement.

En 1955, il rejoint Paris où il occupe la fonction de secrétaire pour différentes organisations : les Semaines sociales, l'Union des secrétariats sociaux et le Centre de recherches économiques et sociales. Il devient alors l'un des principaux animateurs de la Rue Saint Benoît qui regroupe un certain nombre d'organismes comme Culture et Promotion (voir notice), qu'il a cofondé, ou la Fondation pour la recherche sociale (FORS) dans laquelle se trouve un certain nombre d'associations proches des milieux du catholicisme social.

En 1969, Henri Théry est élu président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FSCF, voir notice) : il le restera jusqu'en 1980. En 1976, après avoir participé à l'élaboration des « lois sociales » de juillet 1975, il accepte de remplacer l'ancien ministre Robert Prigent à la tête de l'Union nationale interfédérale des œuvres privées sanitaires et sociales (UNIOPSS). En 1981, il devient vice-président du Conseil national de la vie associative (CNVA) et en 1983, il cède sa place de délégué général de l'UNIOPSS à François Bloch-Lainé pour en assurer la vice-présidence.

Après sa retraite, il continue à s'investir pour la promotion du fait associatif. Membre du Conseil économique et social, il rendra un rapport en 1986 sur « La place et le rôle du secteur associatif dans le développement de la politique d'action sanitaire et sociale ».

Henri Théry décède le 3 août 2009.

Historique de la conservation

Les archives d'Henri Théry ont été prises en charge en 2010 par le Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée (CNAHES).

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds d'archives d'Henri Théry demeure extrêmement modeste au regard de l'intense activité déployée par le personnage tout au long de sa vie. À ce titre, les archives de l'UNIOPSS et de la FCSF sont d'une grande utilité.

Si les documents couvrent une période allant de 1947 à 2007, les dossiers qui les renferment semblent avoir été constitués en majorité dans les années 1980 et 1990. Les dossiers sont classés par association (UNIOPSS, Culture et Promotion, UNCEAS) et renferment pour une grande part des textes fondamentaux de présentation, d'orientation ou d'historique. L'autre partie est constituée de dossiers thématiques (« solidarité », « pauvreté-exclusion », « action sociale », etc.) contenant pour l'essentiel des articles, des textes d'intervention ou de témoignage d'Henri Théry, à côté de quelques documents de référence (textes législatifs et réglementaires, notes, coupures de presse…).

Localisation du fonds du producteur

Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée (CNAHES)

 Henri Théry
Importance matérielle : 0,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1947-2007.

Prendre contact à info@cnahes.org, 07 86 48 57 24

Sources complémentaires

Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine

 Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, 20140209 (ex 502J)
Dépôt en 2000. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : répertoire numérique. *Cotes concernant Henri Théry* : 20140209/288, 20140209/505, 20140209/571.

Union nationale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS)

 Siège national. Archives privées. Communication soumise à autorisation.
Entrée aux Archives nationales prévue en 2018 ; la cotation portée ici est provisoire.
Cotes concernant Henri Théry : 4AA1-18.

Centre national des archives de l'Église de France

 Secrétariat national de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), 12LA
Dépôt. Archives privées. Communication selon le contrat de dépôt.
Instrument de recherche : répertoire numérique détaillé. *Importance matérielle :* 641 articles, 41,78 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1929-1994.
Cote concernant Henri Théry : 39LA/4.

Tréhard Joseph

Historique du producteur

Comédien, metteur en scène et directeur de théâtre, Joseph Tréhard dit Jo Tréhard anime pendant vingt-cinq ans la vie culturelle de Caen. Né en 1922 et décédé en 1972, il suit, après un CAP d'ajusteur, un stage de formation de moniteur d'éducation physique à Paris avec Olivier Hussenot, un des comédiens routiers formés par Léon Chancerel (voir notice). En 1944, il est instructeur pour les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMÉA, voir notice).

Un an plus tard, il est responsable des veillées et des jeux dramatiques de l'Office municipal de la jeunesse (OMJ) de Caen. En 1948, il fonde un centre régional d'art dramatique, le CRAD de Normandie et, parallèlement, il aménage à Caen une salle de spectacles dans un hangar de l'armée américaine. En 1949, la municipalité fait de ce nouveau lieu sa « salle municipale des Beaux-Arts » et en confie la gérance à Jo Tréhard.

En 1958, il présente son « projet de gestion du théâtre municipal de Caen » où il préconise un théâtre de « service publique », foyer de création artistique et de vie culturelle. Le 24 avril 1963, le théâtre-Maison de la culture de Caen est inauguré. Mais les relations avec la municipalité de Caen s'enveniment progressivement et en décembre 1968, Jo Tréhard est expulsé. Le TMC devient Théâtre municipal de Caen et la Compagnie du Théâtre de Caen fondée par Tréhard en 1961, promue troupe permanente en 1963 puis Centre dramatique national le 1er janvier 1969 (Comédie de Caen), trouve refuge dans une salle paroissiale. Privé de son théâtre, Jo Tréhard poursuit sa tâche pendant les quatre années qui lui restent à vivre.

Historique de la conservation

Le fonds est entré à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) en février 2002 et a fait l'objet d'un répertoire numérique succinct.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds comprend les mises en scène de 1950 (La geste de Geoffroy de Montfray) jusqu'en 1972 (Luther), de nombreux dossiers relatifs à la naissance et à la vie du TMC ainsi que sa bibliothèque personnelle.

Localisation du fonds du producteur

Institut mémoires de l'édition contemporaine

 Jo Tréhard, TRH
Dépôt en 2002. Archives privées. Communication après accord de l'IMEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique, 20,50 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1943-1972.

Vignet André

Historique du producteur

Militant ajiste depuis au moins 1944, André Vignet a eu des responsabilités à la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ, voir notice), où il a joué un rôle important dans le courant « Pour un ajisme éducatif » à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Il a été ensuite directeur administratif du centre fédéral de la FUAJ entre 1964 à 1967. Il a terminé plus tard son activité professionnelle comme directeur administratif de plusieurs hôpitaux, dont celui de Valognes (Manche).

André Vignet a par ailleurs été militant à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales du Calvados.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives cotées F6522 à 6524 concernent principalement son militantisme à la SFIO, celles cotées F6466 à 6471 sont relatives à son action dans les auberges de jeunesse : Mouvement uni des auberges de jeunesse (MUAJ, voir notice) entre 1944 et 1945, Mouvement laïque des auberges de jeunesse (MLAJ, voir notice) entre 1945 et 1955, Centre laïque des auberges de jeunesse et du plein air (CLAJPA, voir notice) entre 1948 et 1950. Pour toutes ces associations, les archives renferment des documents concernant le national et les auberges de jeunesse du Calvados : documents statutaires, comptes rendus de réunions et de stages, correspondance, notes, enquêtes, bilan.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Calvados

 Vignet André, cote : F/6458-F/6459, F/6466- F/6471, F/F6522- F/6524
Dons en 1956 et 1959. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : Inventaire méthodique détaillé. Importance matérielle *:* 9 articles, 0,90 mètre linéaire. *Dates extrêmes :* 1944-1957.

Vingler Jacques et Danielle

Historique du producteur

Jacques et Danielle Vingler ont tous les deux été conseillers techniques et pédagogiques (CTP, appelés aujourd'hui conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ)) dans le secteur du théâtre à la Direction régionale de Jeunesse et Sports de Franche-Comté.

Voir le curriculum vitae de Jacques Vingler

Voir le curriculum vitae de Danielle Vingler

Plus d'informations sur le rôle des CTP

Historique de la conservation

Le fonds des archives de Jacques et Danielle Vingler a tout d'abord été repéré en 2000 par le PAJEP, qui l'a réorienté vers les Archives départementales du Doubs. Jacques Vingler a ensuite passé de longs mois à classer patiemment l'ensemble de ses archives, quels que soient leur support, sur les conseils de Myriam Cour-Drouhard, chargée des archives privées aux Archives du Doubs.

Le don s'est effectué en plusieurs étapes : juin 2009, pour les archives papier de Jacques et Danielle Vingler (soit 2 ml.), novembre 2010 (petit complément composé surtout de photographies) et novembre 2011 pour les archives sonores et audiovisuelles, y compris une sélection de diapositives pour les spectacles et stages pour lesquels il n'existait pas de tirages photographiques.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Dans le cadre de leurs activités professionnelles et militantes qui se sont largement recoupées, Jacques et Danielle Vingler ont conservé leurs dossiers concernant le théâtre amateur et l'éducation populaire.

Ce fonds rassemble l'ensemble des archives que Jacques Vingler a pu conserver depuis les années 1960 jusqu'aux années 2000 concernant ses activités liées au théâtre, autant comme conseiller technique et pédagogique que comme metteur en scène ou théoricien du théâtre amateur et de l'éducation populaire. On y trouve donc également quelques dossiers que Danielle Vingler a réunis concernant son activité dans la diffusion de la culture scientifique et technique à la direction régionale de la Jeunesse et des Sports : recherches pédagogiques, formation d'animateurs, rôle du théâtre dans cette diffusion.

Jacques Vingler a toujours mis l'accent sur les relations entre le théâtre et l'enseignement, par l'intermédiaire notamment de stages de réalisation qu'il a animés soit dans la région, soit dans le Vaucluse à Savoillans, puis depuis sa retraite, à l'occasion de missions à l'étranger, notamment en Australie et au Maroc.

Jacques Vingler a également conservé l'ensemble de ses dossiers personnels concernant un certain nombre d'organismes liés au théâtre et aux activités culturelles à Besançon : il a ainsi constitué des dossiers très documentés (à mettre en parallèle avec des illustrations sonores et visuelles qu'il a pu collecter et qui se trouvent à la fin de l'inventaire) concernant « La Comédie de Besançon », troupe de théâtre amateur dont il a assuré les mises en scène de 1962 à 1985. On trouvera également dans son fonds quelques traces d'autres associations qu'il a créées ou contribué à créer, comme le Centre d'études et de recherches théâtrales, qui a fonctionné à Besançon de 1967 à 1990, le Centre de rencontres créé en 1978, où il avait le rôle de conseiller artistique et pédagogique, et enfin la SCOP Espace Planoise à Besançon, dont il a été le directeur de sa création jusqu'à la fin de l'année 1986. Il fut également metteur en scène de spectacles commandés soit par des troupes amateurs et professionnelles, soit par des collectivités comme la Ville de Besançon.

Plus d'information sur le fonds d'archives et l'inventaire.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales du Doubs

 Fonds Jacques et Danielle Vingler, 173J
Don entre 2009 et 2011. Archives privées. Communication libre. Pour la reproduction des documents sonores et audiovisuels, une autorisation est à demander aux Archives départementales. Un certain nombre de ces documents ne sont pas disponibles en salle de lecture étant donné leur support (films, VHS).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle : 63 articles papier et 15 articles archives audiovisuelles ; 4 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1947-2009.

Vitez Antoine

Historique du producteur

Né en 1930 d'un père photographe et d'une mère institutrice, Antoine Vitez est décédé en 1990. Diplômé des Langues Orientales, Antoine Vitez commence parallèlement sa vie d'acteur à 19 ans. En 1960, il rencontre Aragon dont il devient le secrétaire. Entre-temps, en 1957, il a adhéré au Parti communiste dont il sera le compagnon de route jusqu'en 1980.

Sa carrière théâtrale commence véritablement au Théâtre quotidien de Marseille, et surtout de 1964 à 1968 à la Maison de la culture de Caen. Il travaille ensuite trois ans auprès de P. Debauche au Théâtre des Amandiers à Nanterre. Puis soutenu par la municipalité communiste, il fonde le Théâtre des Quartiers d'Ivry qu'il dirige jusqu'en 1981.

Parallèlement, il assure la codirection artistique du Théâtre national du palais de Chaillot avec Jack Lang de 1972 à 1974. Son action se place sous le signe de ce théâtre « élitaire pour tous » proposant des spectacles de qualité au plus près du public ouvrier qu'il vise dans des cours d'écoles, des salles de fêtes, etc. En 1981, il prend la direction du Théâtre national de Chaillot où il succède à Jean Vilar, puis en 1988, il est nommé à la Comédie française.

Historique de la conservation

Les archives sont entrées à l'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) en janvier 1992 et ont fait l'objet d'un répertoire numérique détaillé en septembre 2004. Si les archives sont consultables à Caen, il est conseillé dans un premier temps de se rendre au 174 rue de Rivoli qui oriente les lecteurs et communique les inventaires.

Le département des arts du spectacle de la Bibliothèque nationale de France (BNF) conserve les archives administratives de sa direction au Théâtre des quartiers d'Ivry entre 1972 et 1980 et au Théâtre national du palais de Chaillot entre 1981 et 1988.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives conservées à l'IMEC concernent essentiellement les activités de metteur en scène et sont constituées de deux types de dossiers. Les premiers concernent les mises en scène de pièces de théâtre depuis 1966 (Electre de Sophocle) jusqu'à 1990 (La vie de Galilée de Bertolt Brecht). Ils sont classés par pièces et par ordre chronologique. Pour chaque dossier figurent le texte de la pièce, les notes de travail, la correspondance, le programme, les articles de presse, les documents de travail, le dossier administratif et technique (budget, contrat, plan de construction, planning de travail, itinéraire de la tournée), le dossier des critiques, la transcription d'entretiens avec Antoine Vitez, des photographies et documents audiovisuels. Le fonds renferme également une riche correspondance passive classée par auteur et par ordre chronologique.

Les archives du « Théâtre national de Chaillot (direction d'Antoine Vitez) » concernent principalement le fonctionnement et les activités de ce théâtre lorsqu'il en occupa la direction entre 1981 et 1988. Elles renferment des documents préparatoires, des correspondances, des programmes, des articles de presse et des photographies, des copies de documents audiovisuels concernant tous les spectacles montés au Théâtre de Chaillot par Vitez ou d'autres metteurs en scène (Alain Recoing, Georges Lavaudant, Alain Françon, Daniel Mesguich, Sophie Loucachevsky, Jean-Pierre Vincent, etc.).

Le fonds « Théâtre des quartiers d'Ivry (direction Antoine Vitez) » renferme le même type de dossiers mais il comprend également des papiers concernant son engagement au Parti communiste, quelques documents lorsqu'il fut président de l'Association technique pour l'action culturelle (ATAC) et des dossiers sur son action au Théâtre national de Chaillot antérieurs à 1981.

Localisation du fonds du producteur

Bibliothèque nationale de France - Département des Arts du spectacle

 Théâtre des quartiers d'Ivry (direction Antoine Vitez), 4-COL-49
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 97 boîtes, 10 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1966-1983.

• Théâtre national de Chaillot (direction Antoine Vitez), 4-COL-45
Don. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.
Instrument de recherche : répertoire numérique, non renseigné. *Dates extrêmes :* 1981-1989.

Institut mémoires de l'édition contemporaine

 Vitez Antoine, VTZ
Dépôt en janvier 1992. Archives privées. Communicable après accord de l'IMEC.
Instrument de recherche : répertoire numérique, 30 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1961-1990.

Voirin René

Historique du producteur

Originaire des Ardennes, René Voirin a été enseignant et directeur de colonies de vacances pour la ville de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné par son fils Bernard Voirin aux Archives départementales des Ardennes en 1997.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble des documents se rapportant à ses activités professionnelles : documents concernant les colonies de vacances dirigées par René Voirin et documentation pédagogique.

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Ardennes

 René Voirin, 62J
Don en 1997. Archives privées. Communication libre.
Instrument de recherche : bordereau de récolement, 3,70 mètres linéaires. *Dates extrêmes :* 1930-1950.

Waroux Marc

Historique du producteur

Ancien résistant, Marc Waroux entre chez les Franciscains après la guerre et est ordonné prêtre en 1954. Il arrive dans la communauté franciscaine d'Amiens en septembre 1963 et met ses compétences au service de l'apostolat des laïcs et est, à ce titre, aumônier de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) / Jeunesse étudiante chrétienne féminine (JECF), des scouts et guides de France, des parents catholiques des élèves de l'enseignement public et de l'Institut thérésien. Il est nommé aumônier des étudiants en 1971. En mars 1990, il est nommé curé de la paroisse de Dury, puis en 1997, aumônier de Ma Maison, chez les Petites sœurs des pauvres, à Amiens.

Il est aussi sociologue – il obtient une licence de sociologie à la faculté de philosophie et sciences humaines en 1973. Il publie tout au long de sa vie des études, tant en sociologie religieuse (enquête sur la pratique religieuse) que sur les questions de formation et d'éducation. Il s'intéresse tout particulièrement à la formation des immigrés et à la « seconde génération ». L'exode rural et la crise urbaine retiennent aussi son attention de chercheur. Il est membre de l'Association française de sociologie religieuse.

Historique de la conservation

Le fonds a été déposé aux Archives départementales de la Somme en 2000.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds Marc Waroux reflète sa vocation de prêtre : nombreuses notes pour les homélies et prédications et son engagement de sociologue (enquêtes et rapports sociologiques).

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales de la Somme

 Fonds Marc Waroux, 63J
Don en 2000. Archives privées. Communication soumise à autorisation de Bruno Poucet, professeur à l'université de Picardie Jules-Verne (jusqu'à l'année 2022 comprise).
Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 55 articles, 3 mètres linéaires. *Dates extrêmes* : 1926-1998.

Zehner Thérèse

Historique du producteur

Thérèse Zehner était une militante du Mouvement de libération ouvrière (MLO, voir notice).

Historique de la conservation

Le fonds a été donné aux Archives nationales du monde du travail (ANMT) à Roubaix en 2003.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds est composé de documents internes du MLO : congrès nationaux (brochures, projet de rapport, projet de charte), documentation, publications.

Localisation du fonds du producteur

Archives nationales du monde du travail

 Zehner Thérèse, 2002 026
Don en 2003. Archives privées. Communication libre.

Instrument de recherche : répertoire numérique. Importance matérielle *:* 4 articles, 0,20 mètre linéaire. *Dates extrêmes* : 1954-1972.